SÉNAT

TABLE NOMINATIVE

SESSIONS DE 1991

A

ABADIE (François), sénateur des Hautes-Pyrénées (RDE).

NOMINATIONS

– Vice-président de la commission des affaires étrangères.

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du service national (23 octobre 1991).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée à Cuba, du 23 au 30 mars 1991 [n° **349 (90-91)**] (4 juin 1991) - **Cuba.**

ADNOT (Philippe), sénateur de l'Aube (NI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 83-557 du 1er juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (28 mai 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (26 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1992 (8 décembre 1991).

Est nommé membre de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1991 (17 décembre 1991).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Equipement, logement, transports et espace** - II - Transports - Voie navigables - [n° **92 (91-92) tome 3 annexe 23**] (19 novembre 1991).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 19 avril 1991) (p. 554) - Ministère : Industrie - *Problèmes de l'industrie textile* - **Industrie textile.**

(*JO* Débats du 13 décembre 1991) (p. 5268) - Ministère : Ville - *Délocalisation des administrations* - **Administration.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi d'orientation pour la ville (suite)** [n° **350 (90-91)**] - (20 juin 1991) **Art. 20** (*possibilité d'exonérer de la taxe professionnelle les établissements situés dans les grands ensembles*) - *Art. 1466 A du code général des impôts* (p. 1927) : son amendement de suppression n° 167 ; rejeté - **Art. 22** (*création d'établissements publics fonciers*) - *Art. L. 324-1 du code de l'urbanisme* (*définition des établissements publics fonciers et de leurs missions*) (p. 1933) : ses amendements n° 168 de suppression ; rejeté - et n° 170 : réduire le champ d'application ; rejeté - (p. 1934) : son amendement n° 169 : préciser le champ d'application ; rejeté.

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° **394 (90-91)**] - (26 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2160) : augmentation du taux de la TVA sur les produits horticoles - Fonds de compensation de la TVA - Taxe d'habitation - Etablissement de la part départementale de la taxe d'habitation en fonction du revenu - Taxe locale d'équipement.

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République** [n° **269 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (3 juillet 1991) - **Après l'art. 57** (p. 2467 à 2469) : ses amendements, relatifs au dispositif de prélèvement, au profit du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle, sur les recettes de taxe professionnelle des structures de coopération intercommunale, n° 293 ; adopté ; et n° 294 bis ; rejeté.

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture** [n° **30 (91-92)**] - (10 octobre 1991) (p. 2813) ; productions agricoles - Aménagement du territoire - (p. 2814) : situation du monde rural - Carburants bioénergétiques.

– **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux** [n° **346 (90-91)**] - (16 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2915, 2916) : ressources en eau de la France - Accélération néfaste de la vitesse d'écoulement des eaux et de l'alimentation des nappes phréatiques - Schémas d'aménagement et de gestion des eaux, SAGE - Prix de l'eau - Agences de bassin - Lien entre les pollutions de l'eau et de l'air - Intérêt écologique des carburants d'origine agricole.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Après l'art. 11** (p. 3955) : son amendement n° I-173, soutenu par M. Jean Grandon : amélioration des conditions d'application de la fiscalité à l'agriculture ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 14** (*aménagement du régime d'imposition des plus- values d'apport en société*) (p. 3962) : son amendement n° I-174, soutenu par M. Hubert Durand-Chastel, analogue à l'amendement n° I-31 de M. Bernard Laurent (rétablissement de l'égalité devant l'impôt entre les agriculteurs et les industriels et les commerçants) ; retiré au profit de celui-ci - **Après l'art. 15** (p. 3966) : son amendement n° I-177, soutenu par M. Hubert Durand-Chastel ; retiré au profit de l'amendement identique n° I-33 de M. Bernard Laurent (incitation à la mise en place de formules sociétaires pour la transmission des exploitations) - **Après l'art. 23 bis** (p. 3997) : son amendement n° I-175 : extension de l'exonération de la taxe intérieure sur les produits pétroliers à l'éthanol ; retiré.

Suite de la discussion - (22 novembre 1991) - **Art. 32** (*aménagement de la dotation de compensation de la taxe professionnelle*) (p. 4021) : son amendement n° I-176, soutenu par M. Hubert Durand-Chastel ; retiré au profit de l'amendement de suppression n° I-88 de la commission.

Deuxième partie :

Equipement, logement, transports et espace - II - Transports intérieurs ; 1 -Transports terrestres (et voies navigables) ; 2 - Routes ; 3 - Sécurité routière - (6 décembre 1991) - Rapporteur spécial (voies navigables) (p. 4936) : restructuration de la flotte - Evolution du trafic - Crédits pour 1992 - Transferts de Voies navigables de France, VNF - (p. 4937) : investissements de VNF - (p. 4944) : SNCF - TGV - Charges des collectivités territoriales - **Examen des crédits - Etat C** (p. 4961) : son amendement n° II-11 : réduction des autorisations de programmes et des crédits de paiements figurant au titre V ; adopté - Son amendement n° II-12 : réduction des autorisations de programme et des crédits de paiements figurant au titre VI ; adopté.

Articles non rattachés :

(8 décembre 1991) - **Art. 83 bis** (*possibilités pour les conseils généraux d'exonérer de taxe foncière sur les propriétés non bâties les jeunes agriculteurs*) (p. 5081) : intervient à propos de l'amendement n° II-166 du Gouvernement (nouvelle rédaction de cet article).

AILLIERES (Michel d'), sénateur de la Sarthe (UREI).

NOMINATIONS

– Vice-président de la commission des affaires étrangères.

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du service national (23 octobre 1991).

INTERVENTIONS

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique de défense [n° 395 (90-91)]** - (18 juin 1991) (p. 1772) : programmation militaire - Situation internationale - OTAN - Union de l'Europe occidentale, UEO - (p. 1773) : Europe.

– **Projet de loi modifiant le code du service national [n° 3 (91-92)]** - (23 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3142) : réduction de la durée du service national - Principe de la conscription - Conséquences des changements intervenus dans les pays de l'Est - Universalité du service militaire - Révision de la loi de programmation militaire - Choix entre la conscription et l'armée de métier.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Défense - (26 novembre 1991) - En remplacement de M. Albert Voilquin, rapporteur pour avis (section « Air ») (p. 4321) : éléments chiffrés - Programmes de l'armée de l'air - Munitions, infrastructures et entretien du matériel - Sous-officiers de l'armée de l'air - (p. 4322) : entraînement des pilotes - Avenir de l'armée de l'air - Avis défavorable sur l'ensemble des crédits du budget de la défense.

ALDUY (Paul), sénateur des Pyrénées-Orientales (rattaché administrativement au groupe UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant au rétablissement de la peine de mort pour les crimes de sang assortis de violences sexuelles perpétrés à l'encontre de mineurs [n° **82 (91-92)**] (13 novembre 1991) - **Droit pénal.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Affaires étrangères, relations culturelles extérieures [n° 95 (91-92) tome 2]** (19 novembre 1991).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1878) - Ministère : Intérieur - *Contrôle réel de l'immigration* - **Immigration.**

(*JO* Débats du 15 novembre 1991) - Ministère : Justice - *Rétablissement de la peine de mort pour les crimes de sang contre les mineurs* - **Peines.**

Questions orales avec débat :

n° **28** (*JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1957) - Ministère : Agriculture - *Fiscalité agricole et protection sociale des agriculteurs* - (Retirée : juin 1991) - **Exploitants agricoles.**

n° **38** (*JO* Débats du 10 octobre 1991) (p. 2193) - Ministère : Environnement - *Problème de l'élimination des déchets* - (Retirée : novembre 1991) - **Déchets.**

Questions orales sans débat :

n° **250** (*JO* Débats du 12 octobre 1990) (p. 2709) - Ministère : Economie - *Conséquences pour l'immobilier d'une aggravation de l'impôt sur les plus-values immobilières* - (Retirée : avril 1991) - **Plus-values (imposition des).**

n° **251** (*JO* Débats du 12 octobre 1990) (p. 2709) - Ministère : Culture - *Mesures envisagées pour assurer la protection des archives des communautés juives et rapatriées* - (Retirée : avril 1991) - **Archives.**

n° **304** (*JO* Débats du 17 avril 1991) - Ministère : Intérieur - *Maintien de la sécurité à Perpignan* - **Police.**

n° **364** (*JO* Débats du 17 octobre 1991) (p. 2251) - Ministère : Environnement - *Mise en place d'une structure de financement des usines de destruction d'ordures ménagères* - (*JO* Débats du 26 octobre 1991) (p. 3239) - **Déchets.**

n° **369** (*JO* Débats du 24 octobre 1991) (p. 2298) - Ministère : Intérieur - *Maintien de la sécurité en zone rurale* - (*JO* Débats du 26 octobre 1991) (p. 3238) - **Sécurité publique.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux [n° 346 (90-91)] - Suite de la discussion** - (17 octobre

1991) - **Art. 3** (*police de l'eau : prescriptions générales*) (p. 2961) : son amendement n° 80, soutenu par M. Jacques Moutet : restriction de la possibilité de limitation provisoire des usages de l'eau ; devenu sans objet.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Affaires étrangères - (5 décembre 1991) - Rapporteur pour avis (relations culturelles extérieures) (p. 4842) : coopération scientifique et technique - Action extérieure de la France - Organisations internationales - Réseau des instituts et des centres culturels - Agence pour l'enseignement français à l'étranger - Audiovisuel extérieur - (p. 4843) : avis défavorable de la commission - *A titre personnel* : culture et langue françaises.

ALLONCLE (Michel), sénateur de la Charente (RPR).

NOMINATIONS

– Secrétaire de la commission des affaires étrangères.

– Membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en Bulgarie, du 22 au 26 janvier 1991 [n° **223 (90-91)**] (25 février 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Bulgarie.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée à Cuba, du 23 au 30 mars 1991 [n° **349 (90-91)**] (4 juin 1991) - **Cuba.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Défense** - Section gendarmerie - [n° **95 (91-92) tome 5**] (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Défense - (26 novembre 1991) - Rapporteur pour avis (section « gendarmerie ») (p. 4319) : augmentation des crédits - Effectifs de la gendarmerie - Renvoi des appels de nuit - (p. 4320) : formation des gendarmes auxiliaires et des sous-officiers - Place de la gendarmerie au sein des forces de sécurité - Recrutement - Propose le rejet de ces crédits.

ALLOUCHE (Guy), sénateur du Nord (S) - Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois.

– Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

Membre suppléant de la commission d'accès aux documents administratifs.

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement des services relevant de l'autorité judiciaire jusqu'au 4 juin 1991.

Est nommé vice-président de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse (22 mars 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires (29 juin 1991).

Est nommmé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans les territoires d'outre-mer (18 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fonction publique (28 mai 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes (19 décembre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi organique, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le nombre de sénateurs élus dans les départements et à abaisser l'âge d'éligibilité des sénateurs [n° **227 (90-91)**] (1er mars 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Elections.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le tableau n° 6 annexé à l'article L. 279 du code électoral, fixant le nombre de sénateurs représentant les départements ainsi que le tableau n° 5 annexé à l'article L.O. 276 du code électoral relatif à la répartition des sièges de sénateurs entre les séries [n° **228 (90-91)**] (1er mars 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Elections.**

Proposition de loi constitutionnelle, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à accorder le droit de vote aux ressortissants étrangers, pour les élections municipales dans leur commune de résidence [n° **13 (89-90)**] (13 octobre 1989) - Reprise par ses auteurs le 11 avril 1991) - **Elections.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à accorder le droit de vote aux ressortissants étrangers, pour les élections municipales dans leurs communes de résidence [n° **14 (89-90)**] (13 octobre 1989) - Reprise par ses auteurs le 11 avril 1991 - **Elections.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collèègues, modifiant des dispositions du code électoral relatives à l'élection des sénateurs [n° **65 (89-90)**] (21 novembre 1989) - Reprise par ses auteurs le 11 avril 1991 - **Elections.**

Rapport, fait au nom de la commission de lois, sur le projet de loi [n° **7 (91-92)**], adopté par l'Assemblée nationale, modifiant le tableau n° 7 annexé au code électoral relatif à l'effectif des conseils régionaux et à la répartition des sièges entre les départements [n° **55 (91-92)**] (23 octobre 1991) - **Elections.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 18 octobre 1991) (p. 2984) - Ministère : Education - *Bilan de la rentrée scolaire 1991-1992* - **Enseignement.**

Questions orales avec débat :

n° 40 (*JO* Débats du 9 octobre 1991) (p. 272) - Ministère : Justice - *Politique pénale et renforcement de l'autorité judiciaire* - **Justice.**

INTERVENTIONS

– Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 80-844 du 29 octobre 1980 relative au statut de la magistrature [n° 212 (90-91)] - (20 mars 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 60) : au nom du groupe socialiste, votera ce projet de loi - Projet de loi circonstanciel - Difficultés de gestion et déficit de recrutement dans la magistrature - Réforme du statut de la magistrature.

– Projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse [n° 98 (90-91)] - (20 mars 1991) - **Discussion générale** (p. 82, 83) : spécificité insulaire - Nationalisme corse - Terrorisme - Etat de droit - Dialogue avec les responsables corses - Mission sénatoriale - Décentralisation - Marasme économique - Compétences économiques de la collectivité territoriale - Transports - (p. 84) : voies de communications - Fiscalité - Institutions de la collectivité territoriale - Mode de scrutin - Moralisation de la vie politique - Refonte des listes électorales - (p. 85) : vote des non-résidents corses - « Peuple corse » - Peuple français - (p. 86) : grandes îles européennes.

Suite de la discussion - (21 mars 1991) - **Art. 1er** (*consécration juridique de la notion de « peuple corse composante du peuple français »*) (p. 110, 111, 114) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n° 1 de la commission (suppression de la référence à la notion de « peuple corse » et mention de la région de Corse) - **Art. 7** (*composition et régime électoral de l'Assemblée de Corse*) - *Art. L. 369 bis du code électoral (incompatibilités)* (p. 122) : intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (suppression de l'incompatibilité entre le mandat de conseiller à l'Assemblée de Corse et de conseiller général).

Suite de la discussion - (22 mars 1991) - **Art. 58 bis** (*création d'une ressource fiscale nouvelle affectée à un fonds d'intervention pour l'aménagement de la Corse*) (p. 168) : se déclare opposé à l'amendement n° 73 bis de la commission saisie pour avis (alimentation du fonds d'aménagement et de développement de la Corse par une taxe sur l'hébergement touristique) - **Après l'art. 58 bis** (p. 169) : se déclare opposé à l'amendement n° 74 de la commission saisie pour avis (dégrèvement de 50 % de la taxe professionnelle pour les entreprises corses pendant cinq ans) - **Art. 60** (*propositions relatives au régime fiscal spécifique de la Corse et aux dispositions destinées à faciliter la sortie de l'indivision*) (p. 174, 175) : sur l'amendement n° 77 de la commission saisie pour avis (fonctionnement et mission de la commission paritaire Etat-région de Corse), intervient sur le sous-amendement n° 192 de la commission (intervention d'un représentant de chacun des départements de Corse) - **Art. 70** (*transfert à la collectivité territoriale de Corse de la voirie nationale*) (p. 186) : se déclare opposé à l'amendement n° 85 de la commission saisie pour avis (subordination du transfert de la voirie nationale à une décision de la collectivité territoriale) - **Art. 80** (*refonte des listes électorales*) (p. 196 à 198) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 65 de la commission - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 199, 200) : au nom du groupe socialiste, votera contre le projet de loi amendé par le Sénat.

Nouvelle lecture **[n° 263 (90-91)]** - (11 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 441) : enseignement et étude de la langue corse - **Question préalable** (p. 443) : intervient contre la motion n° 1 de la commission, tendant à opposer la question préalable - Hommage au Président-rapporteur de la commission - Travail du Sénat - Collectivité territoriale de Corse - Clanisme - (p. 444) : faiblesse de l'économie corse - Jeunesse corse - Rôle de la collectivité territoriale dans la réforme économique et fiscale - Exécutif de la collectivité territoriale - Refonte des listes électorales - (p. 445) : reconnaissance du « peuple corse » - (p. 446) : rattachement de la Corse à la France - Le groupe socialiste votera contre la motion tendant à opposer la question préalable.

– Projet de loi relatif à l'aide juridique [n° 310 (90-91)] - (29 mai 1991) - **Discussion générale** (p. 1137) : réforme de l'aide légale - Aide juridictionnelle et accès au droit - Loi Pleven de 1972 sur l'aide judiciaire - Prise en considération des enfants mineurs et des étrangers - (p. 1138) : réduction des inégalités entre les barreaux d'une même région - Augmentation des moyens budgétaires - Concours indispensable des avocats pour la réussite de cette réforme - Augmentation du volume des contentieux - Avancée sociale pour les justiciables et pour les auxiliaires de justice - (p. 1139) : au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet - **Art. 1er** (*principes et définition de l'aide juridique*) (p. 1148) : se déclare opposé à l'amendement n° 5 de la commission (suppression de la garantie de l'accès à la justice et au droit) - **Art. 21** (*établissement de l'état des ressources de l'intéressé*) (p. 1159) : au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'amendement n° 28 du Gouvernement (possibilité pour le bureau d'aide juridictionnelle d'obtenir des renseignements auprès des établissements bancaires ou financiers et des entreprises d'assurance).

Suite de la discussion - (30 mai 1991) - **Art. 29** (*dotation attribuée au barreau*) (p. 1176) : au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'amendement n° 13 de la commission (possibilité pour les avocats de prêter leur concours à l'aide juridictionnelle selon des modalités fixées par convention avec l'Ordre) - **Art. 35** (*honoraire complémentaire de l'avocat en cas d'aide juridictionnelle partielle*) (p. 1178) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n° 16 de la commission (suppression de la notion de forfait en ce qui concerne la fixation du montant et des modalités du paiement du complément d'honoraires de l'avocat en cas d'aide juridictionnelle partielle) - (p. 1179) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n° 17 de la commission (suppression de la référence à un barème établi par le barreau dont relève l'avocat pour le calcul du complément d'honoraires) - **Art. 54** (*champ de l'aide à l'accès au droit*) (p. 1194) : son amendement n° 53 : délimitation du champ de l'aide à l'accès au droit ; rejeté - **Art. 59** (*conditions d'exercice de l'assistance*) (p. 1196) : son amendement n° 54 : possibilité pour le conseil départemental de l'aide juridique de prendre en charge la création ou le fonctionnement de services en vue de la prévention ou du règlement non juridictionnel des litiges ; rejeté - **Après l'art. 65** (p. 1200) : se déclare favorable à l'amendement n° 27 de la commission (reprise du texte de l'article 35 bis précédemment supprimé relatif à la fixation des honoraires de l'avocat et aux tarifs de la postulation hors les cas d'aide juridictionnelle) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1202, 1203) : aide juridictionnelle - Accès à la justice - Etat de droit - Moyens budgétaires insuffisants - Abstention du groupe socialiste sur ce projet.

– Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - (11 juin 1991) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1526) : intervient contre la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Constitution ; principe de libre administration des collectivités territoriales - Décentralisation - Déconcentration - Emiettement des communes - Communautés de villes ou de communes - Taxe professionnelle - Démocratie locale : droits des élus minoritaires ; contrôle de légalité ; information des administrés - (p. 1528) : consultation directe des populations à l'échelon local - Politique de la ville - Droits civiques des étrangers - Coopération interrégionale - Commission départementale de coopération intercommunale.

Suite de la discussion - (12 juin 1991) - **Art. 6** (*rapport au Parlement*) (p. 1590) : se déclare favorable à l'amendement n° 83 de la commission (modification des délais) - **Après l'art. 6 bis** (p. 1592, 1593) : se déclare opposé à l'amendement n° 283 de M. Josselin de Rohan (retraite des maires) - **Art. 7** (*droit des habitants à être informés et consultés sur les affaires communales*) (p. 1596, 1597) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 87 de la commission - **Après l'art. 8** (p. 1600) : votera l'amendement n° 89 de la commission (débat sur les orientations budgétaires au sein des conseils régionaux).

Suite de la discussion - (13 juin 1991) - **Après l'art. 11** (p. 1615) : soutient l'amendement n° 345 de M. Claude Estier (débat annuel du conseil municipal sur un rapport de

l'établissement public de coopération dont la commune est membre) - **Art. 16** (*consultation des électeurs de la commune*) (p. 1628 à 1633) : sur l'amendement n° 112 de la commission (organisation de la consultation des électeurs des communes), soutient les sous-amendements de M. Paul Loridant n° 482 et n° 483 tendant à substituer le mot « habitants » au mot « électeurs » - Droits civiques des étrangers - Soutient l'amendement rédactionnel n° 347 de M. Claude Estier - Harkis - (p. 1635) : vote du groupe socialiste contre l'amendement n° 112 de la commission - Soutient l'amendement n° 348 de M. Claude Estier (durée des campagnes électorales visées).

– **Projet de loi relatif à l'aide juridique** - *Deuxième lecture* **[n° 374 (90-91)]** - (26 juin 1991) - **Art. 1** (p. 2112) : se déclare opposé à l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 3** (p. 2113) : se déclare opposé à l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 27** (p. 2117) : favorable à la modulation de la dotation selon les barreaux - **Art. 35** (p. 2119) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n° 25 de M. Charles Lederman (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2124) : souhaite un accord en commission mixte paritaire, CMP - Progression de l'état de droit en France - Abstention du groupe socialiste.

– **Questions orales avec débat jointes : situation des services relevant de l'autorité judiciaire** - (9 octobre 1991) (p. 2750) : rapport de la commission de contrôle - Crise de la justice - Personnels - (p. 2751) : budget - Départementalisation des services judiciaires - Action du Gouvernement - (p. 2760) : protection judiciaire de la jeunesse.

– **Rappel au règlement** - (22 octobre 1991) (p. 3072) : défend la position prise par M. le Président de la République sur l'agriculture au cours d'une émission radiophonique.

– **Projet de loi relatif à la sécurité des chèques et des cartes de paiement [n° 444 (90-91)]** - (22 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3079) : réglementation - Concertation - Emetteurs de chèques sans provision - Pompistes - (p. 3080) : sanctions pécuniaires - Garantie des chèques impayés - Fichiers - Commerçants frontaliers - Rôle du système bancaire - Convention de compte - (p. 3081) : cartes bancaires - Le groupe socialiste approuve ce projet de loi - **Art. 15** (*information de la Banque de France -information des banques, de l'administration fiscale et du Parquet*) - *Art. 73-3 et 74 du décret-loi du 30 octobre 1935* (p. 3107) : son amendement n° 59 : monopole de gestion des informations de la Banque de France ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3112) : le groupe socialiste votera ce projet de loi - Conseil national du crédit.

– **Projet de loi modifiant le tableau n° 7 annexé du code électoral relatif à l'effectif des conseils régionaux et à la répartition des sièges entre les départements [n° 7 (91-92)]** - (24 octobre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3189) : répartition des sièges des conseillers régionaux - Corse - Outre-mer - Ile-de-France - Conseil régional du Limousin - Effectif global de conseillers régionaux - Recensement général de la population de 1990 - Egalité des suffrages - Urnes transparentes - Accepte le projet de loi - **Art. 1er et tableau annexé** (*effectif des conseils régionaux et répartition des sièges entre les départements*) (p. 3195) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Jacques-Richard Delong (représentation au sein de l'effectif global du conseil régional au moins égale à dix conseillers régionaux pour tout département).

– **Conclusions du rapport de M. René-Georges Laurin**, fait au nom de la commission des lois **sur les propositions de loi, n° 448 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte**, les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **organisant le certificat d'hébergement par les communes ; n° 449 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte**, les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **réformant le regroupement familial ; n° 450 rectifié bis (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte**, les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **organisant la définition d'un quota annuel d'immigration en France ; n° 451 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte**, plusieurs de leurs collègues et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **réformant la procédure du droit d'asile ; n° 478 (90-91) de M. Daniel Hoeffel** et des membres du groupe de l'Union centriste **tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952, afin de réprimer plus sévèrement l'immigration irrégulière [n° 64 (91-92)]** - (7 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3579) : maîtrise des flux migratoires - Electoralisme - (p. 3580) : traités internationaux - Politique européenne de l'immigration - Démographie française - Regroupement familial - Certificat d'hébergement - Droit d'asile - (p. 3581) : Office français de protection des réfugiés et apatrides, OFPRA - « Quotas » d'immigration.

– **Projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives [n° 433 (90-91)]** - (7 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3605) : loi portant statut de la coopération - Secteur économique coopératif - Projet européen de statut des sociétés coopératives - Historique - (p. 3606) : capitaux propres - Sortie du statut coopératif - Associés extérieurs - Principes de la coopération - Avis favorable du groupe socialiste sur ce projet de loi.

– **Projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France [n° 35 (91-92)]** - (12 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3660) : intégration - Flux migratoires - Sanctions et répressions - Banalisation de l'emploi illégal - (p. 3661) : conséquences du travail clandestin - Coresponsabilité civile et pénale - Interdiction du territoire français - Avec le groupe socialiste, votera ce projet de loi - **Après l'art. 1er** (p. 3671) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 65 (interdiction du recours à un travailleur indépendant) et de cohérence n° 66 - **Avant l'art. 2** : soutient l'amendement n° 57 de M. Claude Estier (habilitation des officiers des affaires maritimes à constater les infractions relatives au travail clandestin à bord des navires) - **Art. 2** (*mise en jeu de la responsabilité civile des cocontractants du travailleur clandestin*) - *Art. L. 324-14 du code du travail (relation contractuelle directe)* (p. 3673) : sur l'amendement n° 28 de la commission (attestation de l'inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers), son sous-amendement n° 76 ; rejeté - (p. 3674) : se déclare opposé à l'amendement n° 29 de la commission (détermination du seuil d'application de la loi pour des travaux particuliers) - *Art. L. 324-14-1 (sous-traitance)* (p. 3675) : soutient l'amendement n° 67 de M. Claude Estier (cas du défaut de régularisation) - **Art. 10** (*certificat d'hébergement*) (p. 3685) : se déclare opposé à l'amendement n° 43 de la commission (modalités d'établissement du certificat d'hébergement et insertion du dispositif dans l'ordonnance du 2 novembre 1945) - **Avant l'art. 18** (p. 3690) : soutient l'amendement n° 58 de M. Claude Estier (suppression pour les enquêteurs de la possibilité de revenir aux règles de l'enquête préliminaire) - **Art. 18** (*interdiction du territoire en matière d'hébergement collectif*) (p. 3691) : soutient l'amendement n° 70 de M. Claude Estier (restriction des dérogations à l'interdiction du territoire pour un étranger titulaire d'une rente d'accident de travail servie par un organisme français) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3693) : mesures dissuasives et aggravation de certaines peines existantes - Amendements votés par le Sénat - Avec le groupe socialiste, votera contre le texte ainsi amendé.

– **Projet de loi relatif à la sécurité des chèques et des cartes de paiement** - *Deuxième lecture* **[n° 148 (91-92)]** - (10 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5181, 5182) : commerçants et artisans - Chèques impayés - Large accord entre les deux assemblées et le Gouvernement - Interdiction bancaire - Comptes collectifs - Date d'entrée en vigueur de la loi - Le groupe socialiste soutient ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif au renforcement de la lutte contre le trafic de stupéfiants [n° 101 (91-92)]** - (10 décembre 1991) - **Art. 1er** (*livraisons surveillées, livraisons contrôlées et infiltrations par des officiers ou agents de police judiciaire*)

(p. 5201) : retire tous les amendements qu'il devait soutenir au nom de M. Michel Dreyfus-Schmidt.

– **Projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France** - *Nouvelle lecture* [n° **119 (91-92)**] - (10 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5208) : lutte contre le travail clandestin - Profondes modifications du projet de loi par le Sénat en première lecture - Le groupe socialiste ne votera pas le texte résultant des travaux de la commission des lois - **Art. 1er A** (*Art. L. 320 du code du travail - Déclaration obligatoire d'un salarié aux organismes de protection sociale préalablement à son embauche*) (p. 5209) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 1 de la commission et annonce que le groupe socialiste votera contre l'ensemble des amendements déposés par la commission.

– **Projet de loi relatif à la titularisation d'agents de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides** [n° **180 (91-92)**] - (18 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5545, 5546) : droit d'asile - Amélioration du fonctionnement de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, OFPRA - Vote de ce projet de loi par le groupe socialiste.

– **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de résolution** (n° 79, 91-92) **de M. Charles Pasqua** et des membres du groupe du RPR, de M. Daniel Hoeffel et des membres du groupe de l'Union centriste, de M. Marcel Lucotte et des membres du groupe de l'UREI et de M. Ernest Cartigny et des membres du groupe du RDE, **tendant à rendre le règlement du Sénat conforme aux nouvelles dispositions de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires ainsi qu'à modifier certains de ses articles en vue d'accroître l'efficacité des procédures en vigueur au Sénat** [n° **185 (91-92)**] - (18 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5580) : commissions spéciales - Motions de procédure ; droit de parole - Procédure de vote sans débat ; droit d'amendement - **Avant l'art. 1er** (p. 5583) : intervient sur l'amendement n° 4 de Mme Hélène Luc (mode de scrutin) - **Art. 4** (*article 17 du Règlement du Sénat ; renvoi pour avis aux commissions permanentes*) (p. 5584) : soutient l'amendement n° 1 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (commissions spéciales).

– **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs** [n° **115 (91-92)**] - (19 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5626) : universalité et égalité du suffrage - Représentativité du Sénat - Critère démographique - Rôle de contre-pouvoir du Sénat - (p. 5627) : assemblée politique - Réforme du mode d'élection des sénateurs - (p. 5628) : représentation des communes - Electorat sénatorial et structure démographique - Historique - (p. 5629) : critère démographique - Proposition de loi organique relative au nombre de sièges de sénateur dans les départements - Principe de l'égalité du suffrage - Représentation proportionnelle - Electorat sénatorial - (p. 5630) : représentation des communes - Grand conseil des communes de France - Missions du Sénat - Représentation territoriale - (p. 5631) : défense du monde rural - Zones urbaines - Aménagement du territoire - (p. 5632) : assemblée législative - Lobby agricole - Tradition républicaine - Chômage - Concertation - (p. 5633) : représentativité du Sénat - Déclin de l'institution sénatoriale.

– **Projet de loi relatif aux recours en matière de passation de certains contrats et marchés de fournitures et de travaux** - *Deuxième lecture* [n° **203 (91-92)**] - (20 décembre 1991) - En remplacement de M. Bernard Laurent, rapporteur - **Discussion générale** (p. 5693) : transposition de la directive du 21 décembre 1989 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives, relatives à l'application des procédures de recours en matière de passation des marchés publics de fournitures - Intervention du juge - Référé au fond - Théorie du bilan - **Sur l'ensemble** (p. 5694) : accord entre l'Assemblée nationale et le Sénat sans le recours à une CMP - Voeux pour 1992.

– **Projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans les territoires d'outre-mer** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **224 (90-91)**] - (21 décembre 1991) - En remplacement de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur - **Discussion générale** (p. 5742) : accord - Secret des correspondances par la voie des télécommunications - Compétence du territoire de la Polynésie française en matière d'organisation des professions juridiques et judiciaires.

AMELIN (Jean), sénateur de la Marne (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

Membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Deuxième partie :

Conseil économique et social - (1er décembre 1991) (p. 4611) : activités du Conseil - Premier rapport annuel - Création d'un nouvel emploi - Dépenses de matériel et d'entretien - Travaux de rénovation et d'extension du Palais d'Iéna - Avis défavorable sur ce projet de budget.

ANDIGNE (Hubert d'), sénateur de l'Orne (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

– Membre titulaire de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes** [n° **242 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (4 avril 1991) - **Art. 11** (*demande de simulation relative à la définition du potentiel fiscal*) (p. 343) : aménagement du territoire - Monde rural - Logements.

ANDRE (Michèle), secrétaire d'Etat aux droits des femmes - Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

ARPAILLANGE (Pierre), Premier président de la Cour des Comptes.

INTERVENTIONS

– **Dépose sur le bureau du Sénat le rapport annuel de la Cour des comptes** (26 juin 1991) (p. 2148).

ARRECKX (Maurice), sénateur du Var (UREI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-**

92)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Aménagement rural** - [n° **94 (91-92) tome 2**] (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Agriculture et forêt - (28 novembre 1991) - Rapporteur pour avis (aménagement rural) : son intervention présentée par M. Alain Pluchet (p. 4446 à 4448).

ARTHUIS (Jean), sénateur de la Mayenne (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

– Membre titulaire du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

– Rapporteur de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement des services relevant de l'autorité judiciaire jusqu'au 4 juin 1991.

Est nommé rapporteur de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

Est nommé membre de la commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement des services relevant de l'autorité judiciaire, créée en vertu d'une résolution adoptée par le Sénat le 13 décembre 1990 [n° **357 (90-91)**] (5 juin 1990) - **Justice.**

Proposition de loi relative à l'urbanisme commercial [n° **367 (89-90)**] (8 juin 1990) - **Urbanisme** - Reprise le 16 octobre 1991.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur la gestion des services, organismes et administrations, chargés à un titre ou à un autre d'organiser et de gérer la collecte de produits sanguins utilisés à des fins médicales [n° **59 (90-91)**] (24 octobre 1991) - **Commissions d'enquête ou de contrôle.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Justice** - [n° **92 (91-92) tome 3 annexe 34**] (19 novembre 1991).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **37** (*JO* Débats du 3 octobre 1991) (p. 2562) - Ministère : Justice - *Situation des services relevant de l'autorité judiciaire* - **Justice.**

INTERVENTIONS

– **Questions orales avec débat jointes : situation des services relevant de l'autorité judiciaire** - (9 octobre 1991) (p. 2745) : rapport de la commission de contrôle - Projet de loi relatif au travail clandestin et à l'immigration - Dysfonctionnements de la justice administrative - (p. 2746) : crédits de fonctionnement - Gestion du personnel - Tribunaux d'instance - (p. 2747) : ministère de la justice - Centralisation administrative - (p. 2748) : départementalisation des services judiciaires - Budget de la justice - (p. 2759) : protection judiciaire de la jeunesse.

– **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux [n° 346 (90-91)] - Suite de la discussion** - (17 octobre 1991) - **Art. 4** (*prescriptions spéciales*) (p. 2964) : sur l'amendement n° 20 de la commission (compétences de l'administration en matière d'usages de l'eau et de répartition de la ressource ; extension aux zones humides), son sous-amendement n° 120 : concessions de service public accordées par l'Etat ou les collectivités territoriales ; adopté.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Justice - (27 novembre 1991) - Rapporteur spécial (p. 4385, 4386) : augmentation des crédits - Gratuité de la justice - Administration centrale - Chancellerie - Services judiciaires - Programme pluriannuel des équipements judiciaires - (p. 4387) : emplois - Greffiers - Aide juridique - Informatisation - Fonctionnaires - Moyens de fonctionnement des juridictions - Administration pénitentiaire - Protection judiciaire de la jeunesse, PJJ - (p. 4388) : opinion publique - Rôle des magistrats - Chancellerie - S'oppose à ce projet de budget - (p. 4406) : droit d'enregistrement d'actes d'huissiers - **Examen des crédits - Art. 88** (p. 4408) : aide juridique - Indemnisation des avocats - Communication au sein de l'institution judiciaire.

– **Conclusions du rapport de M. Hubert Haenel**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution de M. Geoffroy de Montalembert et des membres du groupe du RPR et apparentés **tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de recueillir tous éléments d'information sur le fonctionnement de la juridiction administrative [n° 136 (90-91)]** - (10 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5221) : complément à la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement des services dépendant de l'autorité judiciaire - Cour européenne des droits de l'homme - Délais de jugement - Décentralisation - Droit du travail - Moyens des juridictions administratives - Votera cette proposition de résolution.

– **Projet de loi modifiant et complétant les dispositions du code rural et de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relatives aux cotisations sociales agricoles et créant un régime de préretraite agricole [n° 182 (91-92)]** - (18 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5566) : bourses d'études : mode de détermination du revenu des agriculteurs et des professions non salariées - **Demande de vote unique** (p. 5567) : intervient sur la demande du Gouvernement d'un vote unique sur l'article 1er ainsi que sur les articles additionnels avant ou après l'article 1er - **Avant l'art. 1er** : retire ses amendements n° 5 et n° 13.

– **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de résolution** (n° 79, 91-92) **de M. Charles Pasqua** et des membres du groupe du RPR, de M. Daniel Hoeffel et des membres du groupe de l'Union centriste, de M. Marcel Lucotte et des membres du groupe de l'UREI et de M. Ernest Cartigny et des membres du groupe du RDE, **tendant à rendre le règlement du Sénat conforme aux nouvelles dispositions de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires ainsi qu'à modifier certains de ses articles en vue d'accroître l'efficacité des procédures en vigueur au Sénat [n° 185 (91-92)]** - (18 décembre 1991) - **Seconde délibération - Art. 1er A** (*composition du Bureau du Sénat*) (p. 5589) : intervient sur l'amendement n° B-20 de la commission (nombre de secrétaires).

– **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 115 (91-92)]** - (19 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5645) : accroissement du pouvoir des villes - (p. 5646) : identité nationale - Cantons ruraux - Représentation des collectivités territoriales - Monde rural - (p. 5647) : construction de l'Europe - Concertation - Bicamérisme - Composition politique des deux chambres - Rôle de contre-pouvoir du Sénat

- (p. 5648) : réalité électorale - Nombre de sénateurs - Rôle des députés dans la définition du mode d'élection des parlementaires - Partis politiques.

ARZEL (Alphonse), sénateur du Finistère (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois.

– Membre titulaire du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

– Est nommé membre de la commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec MM. Edouard Le Jeune et Louis de Catuelan, visant à supprimer la répartition intercommunale des dépenses de fonctionnement des écoles publiques accueillant des enfants de plusieurs communes [n° **216 (90-91)**] (31 janvier 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Communes.**

INTERVENTIONS

– **Conclusions du rapport de M. Louis de Catuelan**, fait au nom de la commission des affaires économiques, **sur sa proposition de loi** (n° 441, 90-91), déposée avec plusieurs de ses collègues, **portant création d'un conservatoire national du patrimoine maritime** [n° **280 (90-91)**] - (16 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 490) : urgence de la création d'un Conservatoire national du patrimoine maritime - Bretagne - Littoral (protection) - Pollution - Difficultés de la pêche.

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (27 novembre 1991) (p. 4372) : formation de stagiaires en métropole - Revenu minimum d'insertion, RMI - Logements sociaux - Difficultés économiques - Milieu marin - (p. 4373) : se déclare favorable à ce projet de budget.

Agriculture et forêt - (28 novembre 1991) - **Etat B** (p. 4487) : son amendement n° II-28 : réduction indicative des crédits : actions d'animation en milieu rural ; retiré.

Culture et communication - Communication - (4 décembre 1991) (p. 4825) : utilité du secteur public de l'audiovisuel - Insuffisance des crédits - Lutte contre la fraude - Exonérations de redevance - Conséquence de l'audimat - Publicité - Echec du plan câble - Satellite franco-allemand TDF1.

AUBRY (Martine), Est nommée *ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle* le 16 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 17 mai 1991).

En première lecture devant le Sénat.

DÉPÔTS

Projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi [n° **4 (91-92)**] (3 octobre 1991) - **Formation professionnelle.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions orales sans débat :

n° **299** de M. Robert Pagès : **Anciens combattants et victimes de guerre** *(Revendications des victimes et rescapés des camps nazis du travail forcé) (JO* Débats du 1er juin 1991) (p. 1227).

n° **310** de Mme Marie-Claude Beaudeau : **Travail** *(Diminution des effectifs des agents de la direction départementale du travail et de l'emploi du Val-d'Oise) (JO* Débats du 1er juin 1991) (p. 1224).

n° **312** de Mme Marie-Claude Beaudeau : **Handicapés (travail et reclassement)** *(Conditions d'application de la loi en faveur des travailleurs handicapés) (JO* Débats du 1er juin 1991) (p. 1226).

INTERVENTIONS

– **Rappel au règlement**, de M. Jean Chérioux et de Mme Hélène Luc - (8 octobre 1991) - (p. 2684) : problème des effectifs et des conditions de rémunérations et de travail des infirmières - Attribution d'une allocation d'études - (p. 2685) : création d'une commission de soins infirmiers et de conseils de service.

– **Projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transcription de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail** [n° **288 (90-91)**] - (8 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2685) : augmentation des accidents du travail - Secteur du bâtiment et des travaux publics - Conditions de travail - Respect des engagements européens - Politique de prévention - Rôle du Parlement - (p. 2686) : comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, CHSCT - Elimination des risques à la source - Développement des pathologies professionnelles - Certification de conformité - Contrôle de l'inspection du travail - Substances et préparations chimiques dangereuses - Fiches de données de sécurité obligatoires en France - (p. 2687) : modalités de conservation des secrets de fabrication - Prévention dans l'entreprise - Médecine du travail - Lutte contre la recrudescence des accidents du travail et des risques professionnels - Renforcement de la capacité d'action des CHSCT - Importance des risques professionnels dans le secteur du bâtiment et des travaux publics - (p. 2688) : modification des conditions de travail - Recours à un expert intérieur à l'entreprise - Causes des accidents du travail et des maladies professionnelles - Principe de responsabilité des employeurs ou des chefs d'établissements - Définition des obligations des salariés en matière d'hygiène et de sécurité dans le règlement intérieur - Politiques de prévention des risques professionnels - Construction d'une Europe sociale - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2693) : s'oppose à la motion n° 35 de Mme Hélène Luc tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Prévention des risques professionnels - Europe sociale - Développement des politiques de prévention - Responsabilité de l'employeur - (p. 2694) : obligation pour les salariés de respecter les consignes de sécurité - Responsabilité pénale du chef d'entreprise - Amélioration de la prévention - **Discussion générale (suite)** (p. 2698) : établissement d'une liste des postes dangereux - Renforcement de la formation des travailleurs - Meilleure connaissance des accidents du travail - Reconnaissance et réparation des maladies professionnelles - (p. 2699) : liens entre les risques d'accidents du travail et l'organisation du travail - Conditions de création d'un CHSCT dans le secteur du bâtiment et des travaux publics - Responsabilisation des employeurs - Formation à la sécurité - Protection des travailleurs indépendants - Accroissement des effectifs de l'inspection du travail - Rôle du Parlement - Article 170 du Traité de Rome - **Art. 1er** *(principes généraux de prévention)* - *Art. L. 230-2 du code du travail (obligation générale des chefs d'établissement)* (p. 2700) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 36 de M. Hector Viron (renforcement de l'obligation faite aux chefs d'établissement d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs) - (p. 2701) : s'oppose aux amendements de M. Hector Viron, n° 37 (affirmation du principe de l'élimination des risques professionnels par le chef d'entreprise) et n° 38 (détermination des risques que l'état des recherches et de la technique n'ont pas encore permis d'éliminer) - (p. 2702) : s'oppose aux amendements de M. Hector Viron, n° 39 (suppression des formes de travail qui comportent des risques d'accidents et de maladies professionnelles reconnues), n° 40 (suppression de la disposition relative à l'évolution de la technique sous l'aspect de la prévention), n° 43 (obligation pour le chef d'établissement

d'effectuer une recherche plus approfondie des risques professionnels) et n° 45 (obligation pour le chef d'établissement de s'assurer que l'intéressé aura la pleine maîtrise de la mise en oeuvre des précautions nécessaires pour la préservation de sa sécurité) - (p. 2703) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (suppression de la référence aux capacités de l'intéressé à « comprendre » et à mettre en oeuvre les précautions nécessaires pour la sécurité et la santé) - *Art. L. 230-3 (obligations du travailleur)* (p. 2704) : s'oppose aux amendement n° 46 de M. Hector Viron (refus de l'introduction dans la législation de la notion de responsabilité même partielle des salariés dans les accidents dont ils sont victimes au travail) et n° 3 de la commission (transposition des obligations faites aux salariés de respecter en ce qui les concerne les dispositions en matière d'hygiène et de sécurité) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 2 de la commission - *Art. L. 230-5 (mise en demeure de remédier à une situation dangereuse)* (p. 2705) : s'oppose à l'amendement n° 48 de M. Hector Viron (obligation pour le directeur départemental du travail de mettre les chefs d'établissement en demeure de prendre toutes mesures utiles pour remédier à une situation dangereuse) - Accepte l'amendement n° 4 de la commission (peine de police encourue par le chef d'établissement qui, à l'expiration du délai fixé par la mise en demeure, n'a pas pris les mesures pour faire cesser la situation dangereuse constatée) - **Après l'art. 1er** *(procédure d'alerte en cas de danger grave et imminent)* : accepte l'amendement de coordination n° 5 de la commission - **Art. 2** *(contenu du règlement intérieur)* (p. 2706) : accepte l'amendement rédactionnel n° 6 de la commission - **Art. 3** *(décrets en Conseil d'Etat et coordination)* : accepte l'amendement de coordination n° 7 de la commission - **Art. 4** *(formation et information des travailleurs dans le domaine de la sécurité)* (p. 2707) : s'oppose à l'amendement n° 50 de M. Hector Viron (absence de prise en compte de la taille de l'établissement pour l'application des modalités de l'obligation établie par cet article) - **Art. 5** *(mise en demeure en cas de situations dangereuses)* : s'oppose à l'amendement de suppression n° 51 de M. Hector Viron - Accepte l'amendement rédactionnel n° 8 de la commission - **Art. 6** *(procédure d'appel auprès du directeur régional du travail et de l'emploi)* : accepte l'amendement de coordination n° 9 de la commission - **Art. 7** *(obligations pour le travailleur d'informer l'employeur en cas de danger grave et imminent)* (p. 2708) : accepte l'amendement n° 10 de la commission (obligation pour le salarié d'alerter l'employeur au cas où il constate une défectuosité dans les systèmes de protection) - **Art. 8** *(mesures prises par le chef d'établissement en cas de danger grave et imminent)* : accepte l'amendement rédactionnel n° 11 de la commission - **Art. 9** *(obligations relatives à la mise sur le marché des équipements de travail et des moyens de production)* (p. 2709) : accepte les amendements rédactionnels de la commission, n° 12 et n° 13 - Son amendement rédactionnel n° 31 ; adopté - (p. 2710) : s'oppose à l'amendement n° 54 de M. Hector Viron (obligation de disposer et d'entretenir les dispositifs de sécurité de manière à protéger efficacement et en toutes circonstances) - Ses amendements de coordination n° 32 et n° 33 ; adoptés - Accepte les amendements de la commission, rédactionnel n° 14 et n° 15 (détermination par décrets en Conseil d'Etat des procédures de certification de conformité aux règles techniques auxquelles doivent se soumettre les fabricants, importateurs et cédants ainsi que les garanties dont ils bénéficient) - S'oppose à l'amendement n° 55 de M. Hector Viron (interdiction de mettre en fonctionnement ou d'utiliser des équipements de travail s'ils ne sont pas conformes aux règles techniques de sécurité et s'ils risquent de porter atteinte à la santé des travailleurs) - (p. 2711) : accepte les amendements de la commission, rédactionnel n° 16 et n° 17 (garantie des procédés d'exploitation) - S'oppose aux amendements de M. Hector Viron n° 56 (détermination par décret des règles générales d'hygiène, de sécurité et de protection de la santé auxquelles doivent satisfaire les équipements de travail et les moyens de protection) et n° 57 (interdiction d'utilisation et de mise en vente en France, sur seule décision ministérielle, des équipements de travail, machines outils, engins et matériaux non conformes aux normes françaises de sécurité et d'hygiène) - (p. 2712) : s'oppose à l'amendement n° 58 de M. Hector Viron (autorisation pour les inspecteurs du travail de dresser immédiatement procès-verbal en vertu des dispositions du paragraphe III de cet article lorsque les faits qu'il constate présentent un danger grave et imminent pour la santé, la sécurité ou l'intégrité physique des travailleurs) - **Art. 10** *(régime applicable aux utilisateurs d'équipements de travail et de moyens de protection)* - *Art. L. 233-5-2 (procédure de vérification de la conformité des équipements de travail)* (p. 2713) : accepte l'amendement n° 18 de la commission (obligation pour le directeur régional du travail de prendre une décision et de la motiver en cas de rejet de la réclamation d'un chef d'établissement) - *Art. L. 223-5-3 (exposition des équipements de travail et des moyens de protection)* : demande le retrait des amendements identiques de suppression n° 29 de M. Claude Estier et n° 59 de M. Hector Viron - Accepte l'amendement n° 19 de la commission (fixation des caractéristiques de l'avertissement par un arrêté conjoint du ministre chargé du travail et du ministre chargé de l'agriculture pris après avis du conseil supérieur de la prévention des risques professionnels) - **Art. 11** *(dispositions de coordination)* (p. 2714) : son amendement n° 34 : élargissement des poursuites aux chefs d'établissement coupables d'infractions à l'interdiction de mise en service des équipements de travail et de moyens de protection ne répondant pas aux normes communautaires de sécurité ; adopté - Accepte l'amendement rédactionnel n° 21 de la commission - **Art. 13** *(abaissement du seuil de création d'un CHSCT dans le secteur du bâtiment et des travaux publics)* (p. 2715) : s'oppose à l'amendement n° 60 de M. Hector Viron (possibilité pour l'inspection du travail d'imposer la création d'un comité dans toutes les entreprises ou établissements lorsque la situation l'exige) - **Après l'art. 14** : s'oppose à l'amendement n° 61 de M. Hector Viron (extension des compétences du CHSCT aux risques que fait courir à l'environnement l'activité de l'entreprise ou de l'établissement) - (p. 2716) : s'oppose aux amendements de M. Hector Viron n° 62 (élection des représentants du personnel au CHSCT) et n° 63 (attribution d'un crédit d'heures suffisant aux délégués du CHSCT qui représentent le personnel, pour exercer leur mandat) - **Art. 17** *(élargissement des cas de recours à un expert)* (p. 2717) : s'oppose à l'amendement n° 64 de M. Hector Viron (possibilité pour le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de faire appel à un expert) - Sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 22 (limitation de la procédure de recours à un expert par le CHSCT, aux seuls projets de modifications durables des conditions de travail), accepte le n° 23 (l'expertise doit être faite dans le délai d'un mois ; ce délai peut être prolongé d'une durée équivalente pour tenir compte des nécessités de l'expertise ; le délai total ne peut excéder deux mois) et demande le retrait du n° 24 (agrément des experts par le ministre chargé du travail ou par le ministre chargé de l'agriculture) - **Art. 18** *(formation des représentants du personnel au CHSCT)* (p. 2718) : s'oppose à l'amendement n° 25 de la commission (limitation du caractère obligatoire du renouvellement de la formation aux seules entreprises de plus de 300 salariés, le renouvellement de la formation n'étant obligatoire dans les autres établissements que si les conditions d'hygiène et de sécurité ou les conditions de travail ont été profondément modifiées au cours de la période) - **Art. 20** *(indications portées sur les factures ou bons de livraison)* (p. 2719) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 66 de M. Hector Viron - **Art. 21** *(obligation pour les fabricants de fournir les informations nécessaires à l'appréciation des risques liés à des préparations dangereuses)* (p. 2720) : s'oppose à l'amendement n° 65 de M. Hector Viron (obligation pour l'organisme agréé de fournir au CHSCT toute information nécessaire et utile concernant des substances ou produits dangereux utilisés dans les entreprises) - **Après l'art. 25** : accepte l'amendement n° 26 de la commission (actualisation de l'article L. 231-1 du code du travail relatif aux hôpitaux et aux hospices) - **Intitulé** (p. 2721) : accepte l'amendement n° 67 de la commission (« projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail ») - **Sur l'ensemble** (p. 2721) : texte de ce projet amélioré par les amendements de la commission - Protection de l'hygiène et de la sécurité - Europe sociale.

– **Rappel au règlement de M. Robert Pagès** - (5 novembre 1991) (p. 3449, 3451) : précise l'action menée par le Gouvernement, afin de rétablir la liberté du travail dans les usines Renault de Cléon et de faciliter l'ouverture de négociations.

– **Projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi [n° 4 (91-92)]** - (5 novembre 1991) - **Discussion générale** (p.3451) : formation professionnelle - (p. 3452) : bilan de la formation professionnelle - Formation en alternance - Qualification des actifs - (p. 3453) : offre de formation - Accord interprofessionnel du 3 juillet 1991 - Mesures pour l'emploi - Contrat d'orientation - Bilan de compétences - Droit à la formation des salariés des entreprises de moins de dix salariés et des travailleurs indépendants - (p. 3454) : contribution financière des entreprises à la formation continue - Contrôle des demandeurs d'emploi - Exonération de charges sociales - (p. 3455) : services aux personnes - (p. 3456) : certificat d'aptitude aux fonctions d'aide à domicile - (p. 3469) : exonération de charges sociales - Stage d'initiation à la vie professionnelle, SIVP - Contrat d'orientation - Contrat de qualification - Tutorat d'entreprise - Bilan de compétences - Contribution financière des entreprises à la formation professionnelle - Contrat de retour à l'emploi - (p. 3470) : campagne « exo-jeunes » - Publication des radiations du chômage - Apprentissage - « Carrefours jeunes » - Contrôle des organismes de formation - Système scolaire - Formation en alternance - (p. 3471) : contrôle des demandeurs d'emplois - Associations de services à domicile - Utilisation des fonds de formation - Crédit formation individualisé - Formation des femmes - Apprentissage - Salaire direct et indirect - **Art. 3** (*création des contrats d'orientation*) (p. 3473) : s'oppose à l'amendement n° 50 de M. Hector Viron (nouvelle rédaction) - Art. L. 981-7 du code du travail (*définition du contrat d'orientation*) : accepte les amendements de la commission n° 1 (initiative des entreprises en matière de contrat d'orientation et signature par celles-ci d'une convention avec l'Etat valant attestation pour l'accès au bénéfice de l'exonération) et n° 2, rédactionnel - S'oppose à l'amendement n° 51 de M. Hector Viron (refus de l'extension des contrats d'orientation après l'âge de vingt-deux ans) - *Art. L. 981-8* (*rémunération du contrat d'orientation*) (p. 3474) : sur les amendements de la commission, accepte les n° 3 et n° 87 rédactionnels, et s'oppose au n° 4 (principe de l'interdiction des heures supplémentaires pour les jeunes sous contrat d'orientation et dérogation) - *Art. L. 981-9* (*exonération des cotisations sociales à la charge de l'employeur*) (p. 3475) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 52 de M. Hector Viron - **Art. 5** (*contrats de qualification : dispositions diverses et coordination*) (p. 3476) : s'oppose aux amendements de M. Hector Viron, n° 53 (possibilité pour un contrat de qualification d'être à durée indéterminée) et n° 54 (maintien de la périodicité semestrielle de revalorisation de la rémunération du salarié) ainsi qu'à l'amendement de coordination n° 5 bis de la commission - Son amendement n° 93 : distinction des dispositions communes aux trois contrats de formation en alternance et des dispositions spécifiques aux contrats d'adaptation et de qualification portant notamment sur la durée du travail et les conditions de renouvellement ; devenu sans objet - **Art. 6** (*dispositions diverses et coordination*) (p. 3477) : s'oppose à l'amendement n° 56 de M. Hector Viron (prise en compte de la durée du stage d'insertion professionnelle précédant le contrat d'apprentissage dans le calcul de la rémunération et de l'ancienneté dans l'entreprise) - Accepte les amendements de la commission, n° 88 et 6, rédactionnels, ainsi que le n° 7 de coordination - Son amendement de coordination n° 90 ; adopté - **Art. 7** (*les contrats locaux d'orientation*) (p. 3479) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 57 de M. Hector Viron - Son amendement rédactionnel n° 91 ; adopté - **Art. 9** (*définition du contrat local d'orientation*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 58 de M. Hector Viron - **Art. 11** (*rémunération des contrats locaux d'orientation et coordination*) (p. 3480) : accepte l'amendement rédactionnel n° 9 de la commission - Son amendement rédactionnel n° 92 ; adopté - **Avant l'art. 13** (p. 3481) : s'oppose à l'amendement n° 60 de M. Hector Viron (durée de formation minimale calculée par rapport au temps de travail de chaque salarié) - **Art. 13** (*objectifs du crédit-formation individualisé*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 61 de M. Hector Viron - **Après l'art. 13** (p. 3482) : association pour la formation professionnelle des Français de l'étranger - **Art. 14** (*rôle de la négociation collective dans le domaine de la formation professionnelle continue*) : s'oppose à l'amendement n° 62 de M. Hector Viron (suppression de la référence aux clauses de dédit-formation pour les salariés démissionnaires) - (p. 3483, 3484) : s'oppose à l'amendement n° 63 de M. Hector Viron (suppression des dispositions subordonnant les besoins de formation aux conséquences des aménagements apportés au temps de travail) : son amendement n° 97 : négociation collective de branche sur les conséquences éventuelles des aménagements apportés au contenu et à l'organisation du travail ; adopté - Son amendement n° 98 : négociation de branche sur la formation des salariés envoyés à l'étranger par leur entreprise ; retiré au profit de l'amendement n° 42 de M. Charles de Cuttoli qu'il accepte (négociation de branche sur les conséquences du développement des activités économiques et commerciales des entreprises françaises à l'étranger en matière de besoins et d'actions de formation) - **Après l'art. 15** (p. 3486) : son amendement rédactionnel n° 94 ; adopté - **Art. 16** (*objet et régime du bilan de compétences*) (p. 3487) : s'oppose à l'amendement n° 67 de M. Hector Viron (réalisation des bilans de compétences à l'initiative exclusive des salariés et confidentialité de ces bilans) - **Art. 17** (*création d'une division nouvelle : « Congé de bilan de compétences »*) -*Art. L. 931-21 du code du travail* (*droit au congé de bilan de compétences*)(p. 3488) : accepte l'amendement rédactionnel n° 13 de la commission - *Art. L. 931-22* (*durée du congé*) : s'oppose à l'amendement n° 69 de M. Hector Viron (extension de la durée possible du congé de bilan de compétences à quarante heures de temps de travail) - *Art. L. 931-24* (*prise en charge des dépenses afférentes au congé de compétences*) (p. 3489) : accepte les amendements de coordination de la commission n° 14 à n° 17 - S'oppose à l'amendement n° 70 de M. Hector Viron (établissement de la liste des organismes chargés de la réalisation des bilans de compétences par les pouvoirs publics) - *Art. L. 931-25* (*rémunération du congé de bilan de compétences*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 18 de la commission - (p. 3490) : accepte les amendements identiques n° 38 de M. Marc Boeuf et n° 71 de M. Hector Viron (prise en charge de la rémunération pendant la totalité de la durée du congé de bilan dans la limite de 24 heures) ainsi que l'amendement n° 39 de M. Marc Boeuf (prise en charge de la totalité des frais de bilan par l'organisme paritaire compétent) - **Art. 18** (*affectation de la participation des employeurs au titre du congé individuel de formation*) (p. 3491) : accepte les amendements de la commission n° 19, de coordination, et n° 20 (remboursement de tout ou partie des frais de transport ou d'hébergement des salariés bénéficiaires des congés) - **Art. 19** (*coordination*) (p. 3492) : accepte les amendements rédactionnels de la commission n° 21 et n° 22 - **Art. 23** (*modalités de mise en oeuvre du congé de formation*) : s'oppose à l'amendement n° 72 de M. Hector Viron (refus de la limitation des rémunérations des bénéficiaires du crédit-formation) et accepte l'amendement rédactionnel n° 23 de la commission - **Art. 24** (*institution du programme pluriannuel de formation*) (p. 3493) : s'oppose à l'amendement n° 73 de M. Hector Viron (approbation du programme pluriannuel de formation par les représentants du personnel au cours du trimestre précédent la période couverte par le programme) et accepte l'amendement rédactionnel n° 24 de la commission - **Art. 25** (*actions de formation réalisées hors du temps de travail*) (p. 3494) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 75 de M. Hector Viron et accepte les amendements de la commission n° 25 (précision sur les contreparties que doit accorder l'employeur) et n° 26 de coordination - **Art. 26** (*coordination*) (p. 3495) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 76 de M. Hector Viron - **Art. 28** (*contribution des employeurs occupant au minimum dix salariés*) (p. 3496) : s'oppose aux amendements n° 77 (augmentation du pourcentage consacré à la formation) et n° 78 (augmentation du taux de participation des employeurs au financement du congé individuel de formation) de M. Hector Viron et accepte les amendements de la commission n° 27, rédactionnel et n° 28 de coordination - **Art. 29** (*contribution des entreprises de moins de dix salariés à la formation professionnelle continue*) - *Art. L. 952-1*

du code du travail (principe de la contribution et modalités de versement) (p. 3497) : s'oppose à l'amendement n° 79 de M. Hector Viron (augmentation du pourcentage consacré à la formation) - Accepte les amendements de la commission n° 29 de coordination et n° 30, rédactionnel - Sur ce dernier, son sous-amendement n° 95 ; adopté - *Art. L. 952-2 (mutualisation de la gestion des fonds collectés)* : s'oppose à l'amendement n° 31 de la commission (organisation de la gestion des contributions des entreprises de moins de dix salariés par les organismes collecteurs et agrément de ces derniers) - *Après l'art. L. 952-5* (p. 3498) : demande le retrait de l'amendement n° 45 de M. Jean Chérioux (rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur l'application du présent projet de loi dans les entreprises de moins de dix salariés) - **Après l'art. 29** : son amendement n° 101 : rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur l'application du présent projet de loi dans les entreprises de moins de dix salariés et précisant les situations propres à chacun des secteurs concernés de l'artisanat, du commerce et des professions libérales ; adopté - **Art. 30** (*modalités de changement de régime de la participation*) (p. 3499) : accepte l'amendement n° 32 de la commission (précision sur le décompte des années au cours desquelles, à la suite du franchissement du seuil de dix salariés, l'entreprise reste soumise à l'obligation incombant aux employeurs de moins de dix salariés) - Sur ce dernier, son sous-amendement n° 96 ; adopté - **Art. 32** (*institution d'un droit à la formation professionnelle continue pour les travailleurs indépendants, les membres des professions libérales et des professions non salariées) - Art. L. 953-1 (droit à la formation professionnelle continue et modalités des participations*) (p. 3500) : accepte l'amendement n° 33 de la commission (principe du droit personnel de toute personne non salariée à la formation professionnelle continue) - Sur ce dernier, son sous-amendement n° 99 ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° 46 de M. Jean Chérioux (droit au bilan de compétences des travailleurs indépendants, des membres des professions libérales et des professions non salariées) - **Art. 34** (*financement du congé de formation*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 34 de la commission - **Art. 35** (*dispositions spécifiques aux contrats à durée déterminée*) (p. 3501) : accepte l'amendement rédactionnel n° 35 de la commission - **Art. 36** (*coordination*) : s'oppose à l'amendement n° 47 de M. Jean Chérioux (suppression de la référence aux conditions de création d'un fonds d'assurance formation) - **Art. 38** (*contrôle des demandeurs d'emplois*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 80 de M. Hector Viron - Son amendement n° 82 : modalités du renouvellement périodique de l'inscription sur la liste des demandeurs d'emplois des différentes catégories de demandeurs ; adopté - **Art. 41** (*sanctions pénales*) (p. 3503) : s'oppose à l'amendement n° 81 de M. Hector Viron (suppression des sanctions pénales prévues à l'encontre des demandeurs d'emplois ayant omis de faire les déclarations administratives) - Son amendement n° 89 : application des sanctions pénales aux seuls cas de fausses informations ou déclarations ; adopté - **Art. 42** (*contrat de retour à l'emploi*) (p. 3504) : accepte l'amendement rédactionnel n° 36 de la commission - Son amendement rédactionnel n° 83 ; adopté - **Après l'art. 44** : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. André Bohl (régime de retraite anticipée des mères de famille) - **Art. 45** (*exonération des charges sociales pour l'embauche d'un premier salarié par certaines associations*) (p. 3505) : son amendement n° 84 : conditions d'accès à la mesure d'exonération pour les associations ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 37 de la commission - **Après l'art. 46** (p. 3506) : ses amendements n° 85 : régime juridique des associations de services aux personnes ; et n° 86 : exonération des charges sociales pour l'embauche de tout jeune non qualifié ; adoptés - **Sur l'ensemble** (p. 3507) : remerciements.

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle - Services communs aux affaires sociales et au travail - (25 novembre 1991) (p. 4209) : politique de l'emploi et de la formation professionnelle - Services aux personnes et besoins des ménages - (p. 4210) : aide aux ménages non imposables - Crédit formation - Jeunes - (p. 4211) - Mission « Schwartz » - Agence nationale pour l'emploi, ANPE - Association nationale pour la formation professionnelle des adultes, AFPA - Formation en alternance - (p. 4212) : apprentissage - Budget du secrétariat d'Etat aux droits des femmes - (p. 4230) : opération de régulation - Exonération des charges sociales - ANPE - (p. 4231) : répertoire opérationnel des métiers et emplois (ROME) - AFPA - Evolution de l'emploi - (p. 4232) : chômage - Crédit formation - Préretraites - Contrats emploi-solidarité - (p. 4233) : formation professionnelle - Décentralisation - Formation en alternance - Apprentissage - (p. 4234) : bassins d'emplois - Gestion prévisionnelle de l'emploi - Inspection du travail - (p. 4235) : coût du travail - SMIC - Modèle allemand - (p. 4236) : conflit de Renault - Temps de travail - Europe sociale.

– Projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transcription de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail - *Deuxième lecture* **[n° 102 (91-92)]** - (9 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5132) : conditions de travail - Données chiffrées - Secteur du bâtiment et des travaux publics - Pouvoir des inspecteurs du travail - Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, CHSCT - Protection de l'environnement - (p. 5134) : établissements classés - Secret professionnel - Responsabilité des employeurs - Prévention - - **Art. 1er** (p. 5135) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 1 de la commission - (p. 5136) : s'oppose à l'amendement n° 2 de la commission (obligation pour les travailleurs de concourir à la demande de l'employeur ou des autorités compétentes au rétablissement de la sécurité) - **Art. 8 bis** (*intervention de l'inspecteur du travail en cas de danger grave et imminent sur le chantier du secteur du bâtiment et des travaux publics*) (p. 5138) : sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 3 (arrêt temporaire des travaux) et accepte le n° 4 (entrée en vigueur de cet article) - **Art. 9** (p. 5139) : son amendement rédactionnel n° 13 ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement rédactionnel n° 5 de la commission - (p. 5140) : s'oppose à l'amendement n° 10 de M. Jean Chérioux (procédure de certification applicable à chaque type de travail et de moyen de protection) - **Après l'art. 14** (p. 5141) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Hector Viron (extension des compétences des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail à la prévention des risques que l'entreprise pourrait faire courir à l'environnement) - **Après l'art. 15** : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Hector Viron (élection des membres des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) - **Art. 17** (p. 5142) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Hector Viron (frais de justice consécutifs à la procédure de contestation intentée par l'employeur) - **Art. 18** (p. 5143) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Jean Chérioux (établissement de moins de 300 salariés) - **Art. 19 bis** (*élargissement des missions du CHSCT à la protection de l'environnement*) (p. 5144) : s'oppose à l'amendement de précision n° 12 de M. Jean Chérioux - **Après l'art. 26** : son amendement n° 6 : entrée en vigueur de l'article 13 ; rejeté.

– Projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi - *Deuxième lecture* **[n° 114 (91-92)]** - (10 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5162) : contrat d'orientation - « Dédit-formation » - Congé de bilan de compétences - Formation hors du temps de travail - Accord national interprofessionnel - Formation des chefs d'entreprises non salariés et des salariés des petites entreprises - (p. 5163) : régime d'inscription sur la liste des demandeurs d'emplois - Création d'emplois et insertion des demandeurs d'emplois - **Art. 3** - *Art. L. 981-9-1 du code du travail (sanction du non-respect par les entreprises de leurs obligations*) (p. 5165, 5166) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 1 de la commission - **Art. 14** (p. 5167) : s'oppose à l'amendement n° 2 de la commission (nouvelle rédaction des dispositions relatives aux clauses de « dédit-formation ») - **Art. 14 bis** (*consultation du comité d'entreprise sur le plan de formation de l'entreprise*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 3 de la commission - **Art. 15 ter** (*consultation des délégués du personnel en matière de formation professionnelle*) (p. 5168) : accepte

l'amendement de suppression n° 4 de la commission - **Art. 17** - *Art. L. 931-25 du code du travail (rémunération du congé de bilan de compétences et prise en charge des frais)* : s'oppose aux amendements de la commission n° 5 et n° 6, tendant au rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture - **Art. 24** (p. 5169) : s'oppose à l'amendement n° 7 de la commission (suppression de l'objectif du programme pluriannuel de formation d'élever le niveau de qualification de l'ensemble des salariés de l'entreprise) - **Art. 25** (p. 5170) : accepte l'amendement n° 8 de la commission (dispositions relatives aux actions de formation réalisées en partie hors du temps de travail) - Sur ce dernier s'oppose au sous-amendement n° 24 de M. Jean Chérioux ; son sous-amendement n° 25 ; adopté - **Art. 29** (p. 5171) : son amendement n° 18 : non-exigibilité des contributions inférieures à cent francs sauf convention ou accord collectif contraire ; adopté - **Art. 32** (p. 5172, 5173) : ses amendements n° 26 et n° 27 : modalités techniques de recouvrement et de contrôle de la contribution des chefs d'entreprise à leur propre formation ; adoptés - Son amendement n° 29 : entrée en vigueur des dispositions relatives au financement de la formation professionnelle dans le secteur agricole ; adopté - Accepte l'amendement n° 9 de la commission (mécanisme de recouvrement spécifique des contributions des agriculteurs) - Sur ce dernier, son sous-amendement n° 28 ; adopté - **Art. 38** (p. 5174) : s'oppose aux amendements de la commission, n° 10 rédactionnel, et n° 11 (suppression du terme « indûment » caractérisant l'inscription sur les listes de demandeurs d'emploi ; adoptés - **Art. 39** : accepte l'amendement rédactionnel n° 12 de la commission - **Art. 43** : accepte l'amendement rédactionnel n° 13 de la commission - **Art. 43 bis** (*autorisation de recourir à un contrat de travail temporaire à des fins d'insertion*) (p. 5175) : son amendement n° 19 : possibilité pour les entreprises d'insertion conventionnées par l'Etat de prendre la forme d'une entreprise de travail temporaire ; adopté - **Art. 44 bis** (p. 5176) : s'oppose à l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 45** : son amendement n° 20 : extension aux groupements d'employeurs agricoles et artisanaux du bénéfice de l'exonération pour l'embauche d'un premier salarié ; adopté - (p. 5177) : son amendement rédactionnel n° 22 ; adopté - S'oppose aux amendements de la commission n° 16 (dispositions relatives à l'embauche d'un premier salarié par les associations agréées) et n° 17, de coordination - (p. 5178) : son amendement de coordination n° 21 ; adopté.

AUTAIN (François), sénateur de la Loire-Atlantique (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'entreprise nationale Air France et des sociétés de toute nature comme des compagnies aériennes qu'elle contrôle puis d'en informer le Sénat, jusqu'au 15 mai 1991.

Est nommé membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 (*JO* Lois et décrets du 29 juin 1991), jusqu'au 11 décembre 1991.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les articles 27, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication (16 décembre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à accorder le droit de vote aux ressortissants étrangers, pour les élections municipales dans leur commune de résidence [n° **13 (89-90)**] (13 octobre 1989) - Reprise par ses auteurs le 11 avril 1991 - **Elections.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à accorder le droit de vote aux ressortissants étrangers, pour les élections municipales dans leurs communes de résidence [n° **14 (89-90)**] (13 octobre 1989) - Reprise par ses auteurs le 11 avril 1991 - **Elections.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, modifiant des dispositions du code électoral relatives à l'élection des sénateurs [n° **65 (89-90)**] (21 novembre 1989) - Reprise par ses auteurs le 11 avril 1991 - **Elections.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **383** (*JO* Débats du 21 novembre 1991) (p. 2553) - Ministère : Industrie - *Calendrier de réalisation de la centrale nucléaire du Carnet (Loire-Atlantique)* - **Energie nucléaire.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la discussion** - (12 juin 1991) - **Art. 4** (*rôle des préfets de région et rattachement au Premier ministre*) (p. 1585) : intervient sur l'amendement n° 79 ter de la commission (nouvelle rédaction).

Suite de la discussion - (13 juin 1991) - **Après l'art. 9** (p. 1613) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 343 (introduction des amortissements des immobilisations dans la comptabilité des communes) et n° 344 (tenue par le maire, le président du conseil général et le président du conseil régional, de la comptabilité des dépenses qu'ils engagent) - **Art. 17** (*comités consultatifs communaux*) (p. 1639, 1640) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 114 de la commission.

Suite de la discussion - (3 juillet 1991) - **Art. 54** (*communautés de villes*) (p. 2433) : son amendement n° 370, soutenu par M. René Régnault : élection au suffrage universel du conseil de la communauté de villes ; retiré.

– **Projet de loi modifiant les articles 27, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication [n° 2 (91-92)]** - (14 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3752, 3753) : Conseil supérieur de l'audiovisuel, CSA - Directive communautaire « télévision sans frontière » - Quotas de diffusion d'émissions audiovisuelles d'origine française ; insuffisances de l'industrie de programmes française - Situation financière des chaînes privées - CSA - Société française de production, SFP - (p. 3754) : La Cinq - Publicité audiovisuelle - Vote de ce texte par le groupe socialiste.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Environnement - (30 novembre 1991) (p. 4583, 4584) : évolution des crédits - Rattachements de personnels - Directions régionales de l'environnement - Agences de bassin - Plans municipaux et départementaux d'environnement - Agence de l'environnement et des économies d'énergie - Déchets industriels - Energie nucléaire : pause souhaitable - EDF - Zones de protection spéciale prévues par la directive communautaire du 2 avril 1979 - (p. 4585) : estuaire de la Loire ; inquiétudes suscitées par la politique d'aménagement conduite par le port autonome de Nantes-Saint-Nazaire - Vote de ce projet de budget par le groupe socialiste.

Culture et communication - Communication - (4 décembre 1991) (p. 4822) : progression des ressources publiques - Diminution de la dépendance du secteur public à l'égard de la publicité - Exonérations de la redevance - Crise des chaînes publiques - Influence de l'audimat - (p. 4823) : réduction des effectifs - Nomination du président des chaînes publiques par le CSA - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet de budget.

AUTHIE (Germain), Sénateur de l'Ariège (S).

NOMINATIONS

– Secrétaire de la commission des lois.

– Juge suppléant de la Haute Cour de justice.

Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour les communautés européennes.

Membre titulaire du Conseil national des services publics départementaux et communaux.

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement des services relevant de l'autorité judiciaire jusqu'au 4 juin 1991.

Est nommé membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fonction publique (28 mai 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse (22 mars 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France (13 novembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le tableau n° 7 annexé au code électoral relatif à l'effectif des conseils régionaux et à la répartition des sièges entre les départements (10 décembre 1991).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° **240 (90-91)**] portant diverses dispositions relatives à la fonction publique [n° **284 (90-91)**] (17 avril 1991) - **Fonctionnaires et agents publics.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi [n° **240 (90-91)**] portant diverses dispositions relatives à la fonction publique [n° **365 (90-91)**] (7 juin 1991) - **Fonctionnaires et agents publics.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des lois, à la suite d'une mission effectuée en République d'Afrique du Sud, du 4 au 14 septembre 1991 [n° **40 (91-92)**] (17 octobre 1991) - **Afrique du Sud.**

Avis, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Justice** - Services généraux - [n° **97 (91-92) tome 4**] (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant dispositions relatives à la fonction publique [n° **240 (90-91)**] - (25 avril 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 692) : ouverture de la fonction publique aux ressortissants des Etats membres de la CEE - Création d'un troisième concours d'entrée aux instituts régionaux d'administration, IRA - (p. 693) : recensement des emplois exclus du champ d'application du principe de libre circulation - Coordination en matière de retraite avec les partenaires de la communauté - (p. 694) : adaptation de la loi n° 84-16 du 11 juin 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat et au code des pensions civiles et militaires de retraite - Validation des nominations et des décisions prises à la suite d'annulations par le juge administratif - Au nom de la commission des lois, se déclare favorable à l'adoption de ce projet sous réserve de l'adoption de ses amendements - **Avant l'art. 1** (p. 708) : son amendement n° 4 : accès possible des ressortissants des Etats membres de la CEE à la qualité de fonctionnaire ; adopté - **Art. 1er** (*ouverture de la fonction publique aux ressortissants des Etats membres de la Communauté économique européenne*) (p. 709) : son amendement n° 5 : nouvelle rédaction de cet article relatif aux conditions exigées lors de l'accès à la fonction publique ; adopté après modification par les sous-amendements n° 3 de M. Paul Séramy, qu'il accepte, et n° 8 de M. Daniel Millaud pour lequel il s'en remet à la sagesse du Sénat - (p. 711) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 9 de Mme Hélène Luc - **Après l'art. 1er** (p. 714) : accepte l'amendement n° 24 du Gouvernement (conditions d'attribution du supplément familial de traitement pour un couple de fonctionnaires) - **Art. 2** (*modifications et suppressions diverses dans la loi du 11 janvier 1984*) (p. 715) : s'oppose à l'amendement n° 10 de Mme Hélène Luc (vérification des conditions exigées des candidats avant le début des épreuves) - (p. 716) : accepte l'amendement n° 25 du Gouvernement (aide de l'Etat au financement de la formation dispensée par les centres de formation agréés par le ministère de la fonction publique) - S'oppose à l'amendement n° 11 de Mme Hélène Luc (suppression du paragraphe IV relatif aux conditions de mise à disposition) - Son amendement de coordination n° 6 ; adopté - (p. 717) : accepte l'amendement n° 18 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (placement en position de disponibilité, jusqu'à sa réintégration, de tout fonctionnaire de l'Etat détaché auprès d'une personne physique) - (p. 718) : s'oppose à l'amendement n° 12 de Mme Hélène Luc (suppression de la possibilité pour le jury de consulter le dossier des candidats à un avancement de grade) - Son amendement rédactionnel n° 7 ; adopté - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 13 de Mme Hélène Luc (présidence des commissions administratives paritaires siégeant au conseil de discipline, par un juge administratif, lorsque le pouvoir disciplinaire est déconcentré) - (p. 719) : accepte l'amendement n° 16 de M. Michel Dreyfus-Schmidt précédemment réservé (modification des articles 34 et 45 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat) - **Après l'art. 2** (p. 720) : s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (extension de la position de disponibilité à la fonction publique hospitalière) - **Après l'art. 7** (p. 722) : accepte l'amendement n° 26 du Gouvernement (inscription possible des candidats aux concours d'accès au corps de la fonction publique par la voie télématique) - **Art. 7** (*validation de nominations de candidats admis à divers concours*) (p. 722) : son amendement n° 29 : validation de nominations de candidats aux concours de 1987 et de 1988 d'attaché du cadre départemental ; adopté - Accepte les amendements n° 27 et n° 28 du Gouvernement relatifs à la validation de nominations de candidats au concours interne de recrutement d'inspecteurs stagiaires du Trésor au titre de la session de 1986 et de candidats au concours externe au certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré, section espagnole, de la session de 1989.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° **365 (90-91)**] - (24 juin 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1976) : statut général des fonctionnaires - Travaux de l'Assemblée nationale - (p. 1977) : quartiers difficiles - Commission mixte paritaire, CMP.

– Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° **269 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (3 juillet 1991) - **Après l'art. 63** (p. 2467) : son amendement n° 376, soutenu par M. René Régnault : dispositif de prélèvement, au profit du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle, sur les recettes de taxe professionnelle des structures de coopération intercommunale ; retiré.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Justice - (27 novembre 1991) - Rapporteur pour avis (services généraux) (p. 4388) : crédits pour 1992 - (p. 4389) : aide juridique - Programme pluriannuel d'équipements judiciaires - Magistrats - Greffiers - Informatisation - Emplois - Modernisation - S'oppose à ce projet de budget.

Agriculture et forêt - (28 novembre 1991) (p. 4467) : crise de l'agriculture - (p. 4468) : éleveurs et agriculteurs de montagne - Réforme de la politique agricole commune, PAC - Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, GATT - Politique de la montagne - Adductions d'eau potable - Assainissement et électrification rurale - Programmes annuels du fonds d'amortissement des charges d'électrification, FACE - Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE - Problème des déchets - Se déclare favorable à l'adoption du projet de budget de l'agriculture pour 1992.

AVICE (Edwige), ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères - Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 *(JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

Est nommée *Ministre de la coopération et du développement le 16 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (JO* Lois et décrets du 17 mai 1991).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Edouard Lejeune : **Communauté économique européenne (CEE)** *(Adhésion de nouveaux pays à la CEE) (JO* Débats du 19 avril 1991) (p. 560).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° **359** de M. Xavier de Villepin : **Politique extérieure** (Position de la France face à la situation politico-militaire dans la corne de l'Afrique) (JO Débats du 26 octobre 1991) (p. 3234).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Coopération et développement - (5 décembre 1991) (p. 4883) : développement et démocratie - Sommet de La Baule - Place de la France dans l'aide au développement - Eléments chiffrés - Pays d'Afrique - (p. 4884) : effectifs de l'assistance technique - Coopération décentralisée - Fonds d'aide et de coopération, FAC - Concours financiers - Coopération militaire - (p. 4885) : aide au processus de démocratisation - Aide à la mise en place d'une politique économique et sociale - Bouleversements politiques en Afrique - (p. 4886) : sommet de La Baule - Togo - Zaïre - Haïti - Démocratie et développement - (p. 4887) : adaptation de la coopération - Afrique - Rôle de l'Europe - (p. 4896, 4897) : situation économique et politique des pays africains - Pays de l'Est - Sommet de La Baule - Démocratie - Partenariat - Coopération militaire - (p. 4898) : cadre macro-économique du travail de coopération - Experts - Investissements des entreprises en Afrique - Nigéria et Afrique du Sud - Budget de la coopération et du développement - Crédits de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger - Centres culturels - Coopération militaire - Coopération décentralisée - (p. 4899) : mode d'expédition postal des livres - Projet Survie - Contractuels bénéficiaires de la loi de 1983 , dite loi Le Pors - Indemnisation des Français rapatriés - Réinsertion des coopérants - Scolarisation des enfants et aide alimentaire - (p. 4900) : Haïti - Fermeture du lycée Alexandre-Dumas de Port-au-Prince - Groupe de prospective du ministère de la coopération - Politique française de coopération et de développement - Démocratie - Réflexion internationale sur les problèmes de développement - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4901) : mise au point sur l'incident survenu lors de la réunion de la Commission de l'Océan Indien, COI.

B

BAILET (Honoré), sénateur des Alpes-Maritimes (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

BALARELLO (José), sénateur des Alpes-Maritimes (UREI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement des services relevant de l'autorité judiciaire jusqu'au 4 juin 1991.

Est nommé membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

Est nommé vice-président de la commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour la ville (20 juin 1991).

DÉPÔTS

Avis, déposé au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi d'orientation pour la ville [n° **350 (90-91)**], adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence n° **391 (90-91)**] (18 juin 1991) - **Urbanisme.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 17 au 21 février 1991 par une délégation chargée d'étudier le logement social en Allemagne [n° **393 (90-91)**] (18 juin 1991) - **Logement.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **247** (*JO* Débats du 10 octobre 1990) (p. 2616) - Ministère : Justice - *Modification du régime des nullités d'instruction* - (*JO* Débats du 8 juin 1991) (p. 1466) - **Codes et codification.**

n° **273** (*JO* Débats du 23 novembre 1990) (p. 3712) - Ministère : Equipement - *Suppression par Air-France de sept liaisons internationales au départ de Nice* - (*JO* Débats du 8 juin 1991) (p. 1472) - **Transports aériens.**

n° **319** (*JO* Débats du 29 mai 1991) (p. 1125) - Ministère : Budget - *Applicabilité des dispositions destinées à lutter contre le blanchiment de l'argent de la drogue aux établissements financiers de la Principauté de Monaco* - (*JO* Débats du 8 juin 1991) (p. 1466) - **Drogues et stupéfiants.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif aux sociétés anonymes de crédit immobilier [n° 215 (90-91)]** - (16 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 478, 479) : organismes d'HLM - Chute des crédits des prêts d'accession à la propriété, PAP - Sociétés anonymes de crédit immobilier, SACI - Encouragement nécessaire à l'acquisition dans l'ancien situé en centre ville - Hémorragie du parc privé locatif à vocation sociale - Dispositif fiscal réservé aux acquéreurs d'un logement locatif neuf - Construction des maisons individuelles - Aide personnalisée au logement, APL - Utilisation souhaitable des crédits des prêts locatifs aidés, PLA, pour l'achat d'immeubles par les organismes d'HLM - Vote de ce projet de loi par le groupe de l'UREI - **Art. 1er** (*élargissement de l'objet des sociétés anonymes de crédit immobilier*) (p. 481) : son amendement n° 16 : constructions destinées à l'accession à la propriété, susceptibles d'être financées à l'aide de prêts ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement, APL ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 1 de la commission.

– **Projet de loi d'orientation pour la ville [n° 350 (90-91)]** - (19 juin 1991) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 1817) : prêt locatif aidé, PLA - Habitations à loyer modéré, HLM - Habitations sociales - Grands ensembles - Uniformité architecturale - Bâtiments préfabriqués - Immigration - Crise économique - Chômage - (p. 1818) : influence trop modeste des associations et des clubs sportifs - Suppression inopportune des commissariats de quartier - Ilôtage - Impôt sur les sociétés - Nécessité d'un contrôle efficace de l'immigration.

Suite de la discussion - (20 juin 1991) **Art. 13** rapporteur pour avis (*programme local de l'habitat PLH*) (p. 1869) : son amendement rédactionnel n° 148 ; adopté - *Art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation* (*définition du programme local de l'habitat*) (p. 1870) : son amendement n° 149 : composition de l'établissement public de coopération intercommunale ; rejeté - *Art. L. 302-2* (*élaboration du PLH*) (p. 1872) : son amendement n° 150 : limiter l'importance de tout nouvel ensemble immobilier locatif financé grâce au concours de l'Etat à hauteur de 150 logements ; adopté - *Art. L. 302-5* (*champ d'application - effet de l'absence de PLH dans les délais prescrits*) (p. 1900) : sur l'amendement n° 25 de la commission (effet de l'absence de plan local de l'habitat dans les délais prescrits), ses sous-amendements n° 151 et n° 152 ; rejetés - *Art. L. 302-8* (*actions foncières et acquisitions immobilières*) (p. 1903) : sur l'amendement n° 32 de la commission (adaptation des programmes locaux de l'habitat et des conventions existantes), ses sous-amendements n° 155 et n° 156 ; adoptés - (p. 1908) : son amendement n° 158 : donner une définition exacte des logements en accession aidée ; retiré - Après l'art. 332-17 du code de l'urbanisme (p. 1911) : intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (création des observatoires fonciers) - **Art. 18** (*modification des dispositions fiscales relatives à certaines opérations de restauration immobilière et d'amélioration de l'habitat*) (p. 1924) : sur l'amendement n° 69 de la commission (limiter l'affectation à 75 % des immeubles), son sous-amendement n° 161 ; retiré - **Art. 22** (*création d'établissements publics fonciers*) - *Art. L. 324-2 du code de l'urbanisme* (*conditions de création des établissements publics fonciers*) (p. 1935) : sur l'amendement n° 77 de la commission (coopération intercommunale et établissement public foncier), son sous-amendement n° 162 ; retiré - **Art. 25** (*extension du pouvoir du maire en matière de délégation des droits de préemption*) - *Art. L. 122-20 du code des communes* (p. 1939) : son amendement n° 163 : laisser au maire le soin d'apprécier les conditions de la délégation ; adopté - **Avant l'art. 32** (p. 1946) : son amendement n° 171 : insérer un article additionnel : équilibre dans la répartition des différentes catégories de la population dans le logement social ; adopté.

Nouvelle lecture **[n° 432 (90-91)]** - (2 juillet 1991) - **Art. 31 ter** (*répartition équilibrée des familles non européennes*) : son amendement n° 50 : diversification de la population dans les habitations à loyer modéré, HLM ; adopté.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Equipement, logement, transports et espace - I - Urbanisme, logement et services communs - (23 novembre 1991) - En remplacement de M. Guy Penne, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (logement social) - (p. 4159) : aides à la construction sociale - Prêts locatifs

aidés, PLA - Prêts d'accession à la propriété, PAP - Aides à la personne - Fonds national d'aide au logement, FNAL - Incitations à la diversité de l'habitat - Relance pour le logement privé - (p. 4160) : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ANAH - Situation du logement outre-mer - Insuffisance des crédits pour la construction neuve - Au nom de la commission des affaires sociales, se déclare opposé à l'adoption des crédits du logement social proposés pour 1992 - Signale que M. Guy Penne, à titre personnel, a exprimé un avis favorable - *A titre personnel* (p. 4164) : accession sociale à la propriété - Réduction du parc locatif privé - Prêts locatifs aidés, PLA - Insuffisance des crédits en faveur des prêts locatifs intermédiaires, PLI - Diminution des mises en chantier dans le logement neuf - Revalorisation des primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale, PALULOS - (p. 4165) : classement du Mentonnais en zone II - Augmentation des prêts d'accession à la propriété, PAP - Taux d'accédants à la propriété - Rapport Lebègue sur le financement du logement - (p. 4166) : encouragement à l'investissement privé dans la pierre - Effort en faveur du logement social locatif - Subventions de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ANAH, au profit de l'immobilier existant - Financement du câblage à l'intérieur des HLM - Absence de gardes assermentés dans les HLM - Au nom du groupe de l'UREI, se déclare opposé à l'adoption de ce projet de budget en raison de ses insuffisances.

Justice - (27 novembre 1991) (p. 4398) : opinion publique - Crédits pour 1992 - Tribunaux - Investissements immobiliers - Informatisation - (p. 4399) : greffiers - Aide juridique - Rôle de la justice - Police judiciaire - Statut de la magistrature - Présidents de juridictions - Bâtonniers - Personnel pénitentiaire - Départementalisation - Moyens des tribunaux - Se déclare défavorable au nom du groupe de l'UREI à ce projet de budget.

Economie, finances et budget - IV - Artisanat et commerce - (7 décembre 1991) (p. 4991) : métiers d'art - Diversité de disciplines - Formation et apprentissage - TVA sur les objets d'art - Diffusion à l'étranger - (p. 4992) : publicité comparative - Ouverture dominicale.

BALLAYER (René), sénateur de la Mayenne (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

– Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes pour l'exercice 1990-1991.

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 **[n° 91 (91-92)]** considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Economie, finances et budget** - IV - Artisanat et commerce - **[n° 92 (91-92) tome 3 annexe 16]** (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la discussion - (14 juin 1991) - **Avant l'art. 29** (p. 1682) : se déclare opposé à l'amendement n° 356 de M. Claude Estier (augmentation du nombre de vice-présidents du conseil régional).

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (22 novembre 1991) - **Art. 30** (*relèvement de la taxe sur les bureaux en Ile-de-France*) (p. 4014) : intervient sur l'amendement de suppression n° I-86 de la commission - **Art. 32** (*aménagement de la dotation de compensation de la taxe professionnelle*) (p. 4017) : prêts locatifs aidés.

Deuxième partie :

Economie, finances et budget - IV - Artisanat et commerce - (7 décembre 1991) - Rapporteur spécial - (p. 4981) : artisanat - Commerce - (p. 4982) : création d'emplois - Milieu rural - Formation et apprentissage - Fiscalité - Organisation autonome nationale de l'industrie et du commerce, ORGANIC - Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale, CANCAVA - Jeunes - Crédits de bonification d'intérêt - (p. 4983) : formation professionnelle - Financement des organismes formateurs - Petites et moyennes entreprises, PME - Subventions d'investissement - Réforme technique des métiers - Fiscalité - Avis favorable sur ce projet de budget - **Examen des crédits - Art. 85** (p. 5000) : accepte l'amendement n° II-84 du Gouvernement (compétence du fonds national en matière de promotion et de communication).

Articles non rattachés :

(8 décembre 1991) - **Art. 83 ter** (*majoration spéciale du taux de la taxe professionnelle*) (p. 5084) : son amendement n° II-142 : modification du taux ; adopté.

BAMBUCK (Roger), secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargé de la jeunesse et des sports - Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

BANGOU (Henri), sénateur de la Guadeloupe (apparenté au groupe C).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **123** (*JO* Débats du 16 décembre 1990) (p. 5161) - Ministère : Education - *Fonctionnement du Centre hospitalier universitaire des Antilles et de Guyane* - (Retirée : avril 1991) - **Hôpitaux.**

Questions orales sans débat :

n° **305** (*JO* Débats du 17 avril 1991) (p. 495) - Ministère : Education - *Fonctionnement de l'unité d'enseignement et de recherche de médecine des Antilles et de Guyane* - (*JO* Débats du 27 avril 1991) (p. 757) - **Médecine (enseignement de la).**

n° **311** (*JO* Débats du 30 avril 1991) (p. 794) - Ministère : Départements et territoires d'outre-mer - *Augmentation du prix du kilowatt dans les DOM* - (*JO* Débats du 8 juin 1991) (p. 1474) - **Electricité de France (EDF).**

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° 242 (90-91)] - Suite de la discussion - (4 avril 1991) - **Après l'art. 6** (p. 320) : son amendement n° 131 : conditions d'établissement des critères de calcul et de répartition de la DGF dans les départements d'outre-mer ; retiré.

– Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° 362 (90-91)] - (24 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2014, 2015) : Outre-mer - Communauté économique européenne, CEE - Départementalisation - Elus locaux - Restauration scolaire - Caisse d'allocations familiales - (p. 2016) : financement des prestations sociales - **Art. 11**

(*mode de calcul de la prime à la protection de maternité*) (p. 2031) : son amendement n° 16 : application dans les départements d'outre-mer ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (27 novembre 1991) (p. 4367) : crédits pour 1992 - Guadeloupe - Cyclone Hugo - Europe - Migrations - (p. 4368) : décentralisation - Spécificité des DOM - Mode de scrutin.

Articles non rattachés :

(8 décembre 1991) - **Après l'art. 83 octies** (p. 5091) : son amendement n° II-2 : cas des particuliers qui souscrivent au capital des sociétés de financement en capital risque dans les départements d'outre-mer ; devenu sans objet.

BARBIER (Bernard), sénateur de la Côte-d'Or (UREI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

– Président de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

Membre suppléant de la Commission nationale d'urbanisme commercial.

Membre suppléant du Conseil national de l'habitat.

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 83-557 du 1er juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (28 mai 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1992 (8 décembre 1991).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification, sur le VIIe Colloque de réflexion économique organisé le 16 mai 1991 : I - Perspectives de l'économie mondiale à l'horizon 2000 - II - Performances comparées des économies française et allemande [n° **390 (90-91)**] (14 juin 1991) - **Politique économique.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification, sur les résultats de projections macroéconomiques [n° **87 (91-92)**] (14 novembre 1991) - **Plan.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Economie, finances et budget - III - Industrie - [n° 92 (91-92) tome 3 annexe 15]** (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République** [n° **269 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (12 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1550, 1551) : maires - Coopération intercommunale - Supériorité du syndicat à la carte sur les nouvelles structures proposées, assorties d'incitation fiscales - Coopération intercommunale dans le département de la Côte d'Or.

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Art. 23 bis** (*exonération de la taxe intérieure de consommation des produits pétroliers applicable aux esters d'huile de colza et de tournesol*) (p. 3996) : son amendement n° I-160, soutenu par M. Jacques Oudin : encouragement à l'emploi de l'ester d'huile de colza ou de tournesol ; devenu sans objet - **Après l'art. 23 bis** (p. 3997) : son amendement n° I-161, soutenu par M. Jacques Oudin : encouragement à l'utilisation de l'éthanol et du bioéthanol ; adopté.

Suite de la discussion - (22 novembre 1991) - **Art. 35** (*aménagement de la contribution sociale de solidarité des sociétés*) (p. 4033) : soutient l'amendement de suppression n° I-195 de M. Marcel Lucotte - **Art. 36** (*ajustement du montant de TVA affecté au BAPSA*) : soutient l'amendement de suppression n° I-196 de M. Marcel Lucotte - **Explication de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 4090) : travaux de la commission des finances et du rapporteur général - Grandes orientations souhaitées - Avec la majorité du groupe de l'UREI, votera la première partie de la loi de finances.

Deuxième partie :

Economie, finances et budget - III - Industrie - (22 novembre 1991) - Rapporteur spécial - (p. 4096) : budget de l'industrie - PME et PMI - Technologie - Politique énergétique - Charbonnages de France - (p. 4097) : programme électronucléaire - Commissariat à l'énergie atomique, CEA - **Examen des crédits - Etat C - Titre VI** (p. 4120) : son amendement n° II-1 : réduction des crédits de paiement de 65 millions de francs ; retiré.

Services du Premier ministre - IV - Plan - (30 novembre 1991) (p. 4540, 4541) : travaux de projections macroéconomiques dirigés par la délégation du Sénat pour la planification - Perspectives de la croissance de l'économie française et du chômage - Méthodes d'évaluation statistique du chômage - Prévisions relatives à l'inflation - Taux d'intérêt - Conséquences de la réunification allemande - Perspectives des finances publiques - Persistance du déficit du régime de sécurité sociale - Evolution favorable du déficit budgétaire.

BARRAUX (Bernard), sénateur de l'Allier (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **30** (*JO* Débats du 3 octobre 1991) (p. 2562) (Erratum *JO* Débats du 1er août 1991) (p. 1636) - Ministère : Agriculture - *Situation de l'apiculture française* - **Apiculture.**

INTERVENTIONS

– **Question orale avec débat : évolution des crédits de l'agriculture** - (28 juin 1991) - En remplacement de M. Jean Cluzel - (p. 2241) : groupe sénatorial de l'élevage - Revenu des producteurs de viande - Programme d'aide au revenu agricole - Quotas laitiers - Taxe sur le foncier non bâti.

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture** [n° **30 (91-92)**] - (10 octobre 1991) (p. 2823) : département de l'Allier - Manifestations - Situation de l'agriculture - Eleveurs - Europe - (p. 2824) : politique agricole commune - Calamités agricoles.

– **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux** [n° **346 (90-91)**] - (16 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2936, 2937) : barrages sur la Loire dans le département de l'Allier - EDF.

BATAILLE (Jean-Paul), sénateur du Nord (UREI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonc-

tionnement du second cycle de l'enseignement public du second degré jusqu'au 31 mai 1991.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 13 décembre 1991) (p. 5278) - Ministère : Affaires étrangères - *Situation en Yougoslavie* - **Politique extérieure.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif au renforcement de la lutte contre le trafic de stupéfiants [n° 101 (91-92)]** - (10 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5199) : lutte contre le trafic de stupéfiants - Consensus - Convention de Vienne et coopération internationale - (p. 5200) : irresponsabilité pénale des agents infiltrant les réseaux - Amnistie des infractions commises - Répression des petits trafiquants et des dealers.

BAUMET (Gilbert), sénateur du Gard (RDE).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois.

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement des services relevant de l'autorité judiciaire jusqu'au 4 juin 1991.

Est nommé membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Ernest Cartigny et des membres du groupe RDE, tendant à instituer des mesures fiscales en faveur de la prévention et de la lutte contre l'incendie en milieu forestier [n° **217 (90-91)**] (1er février 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Forêts.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Intérieur - (2 décembre 1991) (p. 4639) : concours financier aux collectivités locales - Dotation de compensation de la taxe professionnelle - Dotation de solidarité rurale - Décentralisation - Sécurité publique - Délinquance - Police urbaine - Conseil supérieur de la fonction de police - (p. 4640) : sécurité intérieure - Crédits pour 1992.

BAYLE (Jean-Pierre), sénateur des Français établis hors de France (S).

NOMINATIONS

– Vice-président de la commission des affaires étrangères.

– Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement du second cycle de l'enseignement public du second degré, jusqu'au 31 mai 1991.

Est nommé membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 (*JO* Lois et décrets du 29 juin 1991) ; puis nommé vice-président (*JO* Lois et décrets du 5 juillet 1991), jusqu'au 11 décembre 1991.

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du service national (23 octobre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi n° 90-588 du 6 juillet 1990 relative à l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger [n° **207 (90-91)**] (22 décembre 1990 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1990) - **Enseignement.**

Rapport d'information, fait avec M. Jacques Genton, au nom de la Délégation du Sénat pour les communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée sur la création de l'Assemblée parlementaire de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) [n° **302 (90-91)**] (24 avril 1991) - **Communautés européennes.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **318 (90-91)**], adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale du Nigéria sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole) [n° **319 (90-91)**] (7 mai 1991) - **Traités et conventions.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **461 (90-91)**] autorisant l'approbation du protocole complémentaire à l'accord de coopération culturelle, éducative, scientifique et technique conclu entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement militaire fédéral du Nigéria le 16 mai 1984, relatif au statut des personnels de coopération : professeurs, enseignants, techniciens et experts mis à disposition de l'autre Partie [n° **10 (91-92)**] (9 octobre 1991) - **Traités et conventions.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **398 (90-91)**] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention entre les Etats membres des Communautés européennes relative à l'application du principe ne bis in idem [n° **11 (91-92)**] (9 octobre 1991) - **Traités et conventions.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **397 (90-91)**], adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'un accord entre les Etats membres des Communautés européennes relatif à la transmission des procédures répressives [n° **12 (91-92)**] (9 octobre 1991) - **Traités et conventions.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale du Nigéria sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole) [n° 318 (90-91)]** - (14 mai 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 910, 912) : traités et conventions - Nigéria - Investissements.

– **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : rôle des parlements nationaux dans le développement de la Communauté** - (23 mai 1991) (p. 1016) : procédure des questions orales avec débat portant sur un sujet européen - « Déficit démocratique » - Pouvoirs du Parlement européen - Conférence des parlements de la Communauté européenne - (p. 1017) : union politique et union économique et monétaire - Information du Parlement.

– **Conclusions du rapport de M. Charles Pasqua,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, **sur sa propo-**

sition de résolution (n° 420, 90-91), déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à la création d'une commission de contrôle chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 [n° 420 (90-91)]** - (26 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2173) : contrôle parlementaire - Création de la commission de contrôle - Désaveu de la commission des affaires étrangères - Adhésion de l'Espagne et du Portugal à l'accord de Schengen - (p. 2174) : délégation du Sénat pour les communautés européennes - S'interroge sur l'opportunité de créer une commission de contrôle - Immigration clandestine - Abstention du groupe socialiste lors du vote sur cette proposition de résolution - (p. 2174) : immigration clandestine.

- Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes [n° 354 (90-91)] - (27 juin 1991) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 356) (p. 2202) : Acte unique européen - Libre circulation des biens et des personnes - (p. 2203) : harmonisation des réglementations - Politique commune des visas - Accords de réadmission - Transporteurs - Système d'information Schengen - Coopération judiciaire et policière - Droit d'asile - Immigration - (p. 2204) : clauses de sauvegarde - Adhésions - Brésil - Contrôle parlementaire - Construction européenne - Le groupe socialiste votera cette convention.

- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République italienne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 [n° 356 (90-91)] - (27 juin 1991) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 354) : voir intervention sous le projet n° 354 (p. 2202, 2204).

- Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la discussion - (3 juillet 1991) - **Art. 66** (*commission nationale de coopération décentralisée*) (p. 2482) : son amendement n° 377 : compétences de la commission : organisations non gouvernementales, ONG ; devenu sans objet.

- Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre les Etats membres des Communautés européennes relatif à la transmission des procédures répressives [n° 397 (90-91)] - (18 octobre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 398) (p. 3056) : possibilité pour la justice d'un Etat membre, de saisir la justice d'un autre Etat de la Communauté - Coopération judiciaire - (p. 3057) : articulation de cet accord avec la convention de Schengen - Interdiction de toute poursuite nouvelle dans un Etat membre dès lors que la personne a déjà été définitivement jugée pour les mêmes faits dans un autre Etat membre - Principe de la territorialité du droit pénal - Favorable à la ratification de cet accord et de cette convention.

- Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre les Etats membres des Communautés européennes relative à l'application du principe ne bis in idem [n° 398 (90-91)] - (18 octobre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 397) - Voir intervention sous le projet n° 397 (p. 3056, 3057).

- Projet de loi autorisant l'approbation du protocole complémentaire à l'accord de coopération culturelle, éducative, scientifique et technique conclu entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement militaire fédéral du Nigéria le 16 mai 1984 relatif au statut des personnels de coopération : professeurs, enseignants, techniciens et experts mis à disposition de l'autre partie [n° 461 (90-91)] - (18 octobre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3058) : procédure de mise à disposition par un Etat d'experts, d'enseignants et de techniciens auprès d'organismes d'un autre Etat - Conditions de rémunération - Facilités douanières et fiscales - (p. 3058) : faiblesse du produit national brut par habitant - Pluralité d'ethnies et de religions - Insécurité - Favorable à l'adoption de ce projet de loi.

- Projet de loi modifiant le code du service national [n° 3 (91-92)] - (23 octobre 1991) - **Après l'art. 34 (par priorité)** (p. 3152) : au nom du groupe socialiste, s'abstiendra sur l'amendement n° 17 de la commission (définition et organisation du service national économique) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3172) : problème de l'association des appelés à des opérations militaires - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

- Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Economie, finances et budget - Commerce extérieur - (29 novembre 1991) (p. 4526, 4527) : amélioration structurelle du commerce extérieur de la France - Manque de spécialisation de l'industrie - Négociations du GATT - Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur, COFACE - PME - Volontaires du service national en entreprise, VSNE - Marchés du Sud-Est asiatique et de l'Amérique latine - Français expatriés à l'étranger en nombre insuffisant - (p. 4528) : exposition universelle de Séville en 1992 - Vote par le groupe socialiste de ce projet de budget.

Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur - (3 décembre 1991) (p. 4749) : inscription dans les universités des Français établis hors de France - Accréditation des écoles nouvelles - Retraite des instituteurs exerçant hors de France en Europe - Direction de l'enseignement français en Allemagne, DEFA - (p. 4750) : scolarisation à l'étranger - Ecoles françaises en Allemagne - Enseignants « DEFA » - Grands établissements à l'étranger.

Affaires étrangères - (5 décembre 1991) (p. 4864) : budget communautaire - Marché unique - Europe industrielle - Politique agricole commune - Europe sociale - (p. 4865) : Europe de la culture - Contrôle parlementaire - Approfondissement et élargissement de la Communauté économique européenne, CEE - Rôle du Conseil de l'Europe - Confédération européenne - Aide au développement de l'Afrique et de l'Asie - Sécurité des Français de l'étranger - (p. 4866) : rapatriement - Enseignement français à l'étranger - Protection sociale des Français de l'étranger - Francophonie et démocratie - (p. 4867) : Haïti - (p. 4868) : bourses allouées aux francophones - Le groupe socialiste votera ce projet de budget.

Coopération et développement - (5 décembre 1991) (p. 4890) : sommet de La Baule - Situation économique et politique de l'Afrique - Sécurité des Français de l'étranger - Indemnisation des Français rapatriés - (p. 4891) : démocratisation - Coopération militaire - Formation et éducation - Secteur de la santé - Le groupe socialiste soutiendra ce projet de budget.

- Question orale avec débat portant sur un sujet européen : perspectives d'élargissement de la communauté économique européenne - (12 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5263, 5264) : sommet de Maastricht - Choix des pays et des critères pour l'élargissement de la CEE - Période transitoire - Europe de la défense - Institutions européennes - Confédération européenne.

- Projet de loi modifiant le code du service national - *Nouvelle lecture* **[n° 153 (91-92)]** - (12 décembre 1991) - **Question préalable** (p. 5286, 5287) : intervient contre la motion n° 1 de la commission tendant à opposer la question préalable - Armée de conscription - Réduction de la durée du service national - Projet de loi initial - Service de sécurité civile - Mesures d'ordre social - Statut des volontaires du service national en entreprises, VSNE - Le groupe socialiste votera contre la question préalable.

- Projet de loi modifiant la loi n° 89-186 du 10 juillet 1989 d'orientation sur l'éducation et visant à permettre la représentation des élèves des lycées au Conseil supérieur de l'éducation [n° 111 (91-92)] - (12 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5299) : démocratisation de la vie lycéenne - Conseils des délégués des élèves - Participation des lycéens au Conseil supérieur de l'éducation - (p. 5300) : vote favorable du groupe socialiste.

– Projet de loi autorisant la ratification du traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (ensemble huit protocoles), signé à Paris le 19 novembre 1990, ainsi que trois déclarations faites le même jour, deux déclarations faites le 14 juin 1991 et deux déclarations faites le 18 octobre 1991 [n° 178 (91-92)] - (20 décembre 1991) - **Art. unique** (p. 5671) : bouleversement de la carte géo-politique - Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, CSCE - Désarmement - Avec le groupe socialiste, votera la ratification de ce traité.

BAYLET (Jean-Michel), ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, chargé du tourisme - Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

Est nommé *ministre délégué au tourisme* le 16 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 17 mai 1991).

INTERVENTIONS

– Conclusions du rapport de M. Josselin de Rohan, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la **proposition de loi** (n° 380, 89-90) de M. Georges Mouly, déposée avec plusieurs de ses collègues, **relative à l'organisation départementale du tourisme [n° 380 (89-90)]** - (18 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1800) : tourisme - Données chiffrées - Marchés internationaux - Régions - Départements - Communes - Décentralisation - (p. 1801) : reconnaissance législative du tourisme - Développement touristique - Départements - Comités départementaux - Accepte les propositions de la commission - **Art. 1er** (*établissement d'un schéma d'aménagement touristique départemental*) (p. 1802) : accepte l'amendement n° 1 de M. Jacques Braconnier (nouvelle rédaction de cet article) - **Sur l'ensemble** (p. 1803, 1804) : taux de TVA.

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Equipement, logement, transports et espace - IV - Tourisme - (6 décembre 1991) (p. 4912) : année 1991 - Situation économique - Mesure de l'activité - Observatoire du tourisme - (p. 4913) : hôtellerie indépendante - Tourisme social - Stations de montagne - Crédits pour 1992 - Maison de la France - Emplois du ministère de l'équipement - Dépenses informatiques - Autorisations de programme - Représentation à l'étranger - Promotion - (p. 4914) : marchés à l'étranger - Tourisme intérieur - Produits touristiques - Littoral - Monde rural - Hôtellerie familiale - Crédits de paiement - Tourisme social - (p. 4915) : tourisme associatif - Formation - (p. 4925) : dépenses de fonctionnement - Emplois du ministère de l'équipement - Organisation territoriale - Maison de la France - Observatoire du tourisme - Normes de sécurité - Comités régionaux - Aménagement du territoire - Polynésie française - Fonds de compensation pour la TVA - (p. 4926) : départements et territoires d'outre-mer - Transports - Fiscalité - Maison de la France - Statut des associations - Organisation territoriale - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4927) : s'oppose aux amendements de la commission des finances n° II-22 (augmentation de la réduction prévue au titre III) et n° II-23 (réduction des crédits prévus au titre IV) - **Etat C** : s'oppose aux amendements de la commission des finances n° II-24 et n° II-25 (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement prévus aux titres V et VI).

BEAUCE (Thierry de), secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, chargé des relations culturelles internationales - Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

INTERVENTIONS

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur l'affacturage international [n° 209 (90-91)] - (18 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 568) : élaboration de cette convention dans le cadre de l'Institut international pour l'unification du droit privé et adoption lors de la conférence d'Ottawa en mai 1988 - Définition de l'affacturage - (p. 569) : importance du développement de l'affacturage international - Champ d'application de la convention - Signature de la convention par 14 pays et entrée en vigueur lorsqu'elle aura recueilli trois ratifications.

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur le crédit-bail international [n° 208 (90-91)] - (18 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 570) : préparation de cette convention au sein de l'Institut international pour l'unification du droit privé et adoption lors de la conférence d'Ottawa en mai 1988 - Définition de l'opération de crédit-bail - Conditions d'application de la convention - Caractère facultatif de la convention signée par treize Etats - Entrée en vigueur de cette convention lorsqu'elle aura recueilli trois ratifications.

– Projet de loi autorisation l'approbation d'une convention d'assistance administrative mutuelle pour la prévention, la recherche et la répression des fraudes douanières entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali [n° 175 (90-91)] - (18 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 571) : signature d'une convention d'assistance administrative mutuelle en matière douanière par la France et le Mali le 27 avril 1990 - Convention fondée sur la réciprocité - Déplore les violences survenues au Mali - Souhaite la tenue d'élections libres et la démocratisation du Mali - (p. 572) : scolarisation des enfants français au Mali - Baccalauréat malien homologué par le ministère français de l'éducation nationale - (p. 573) : mise à la disposition du Mali d'enseignants français.

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord en matière d'enseignement, de culture, de sport, de communication audiovisuelle et de presse entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso et d'un échange de lettres rectificatif [n° 275 (90-91)] - (18 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 573) : accord de coopération signé par la France avec le Burkina Faso le 4 février 1986 en remplacement des accords conclus au lendemain de l'indépendance de la Haute-Volta - Réciprocité et développement des relations culturelles - Définition des modalités de la coopération.

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cameroun sur la sécurité sociale (ensemble un protocole relatif au régime d'assurances sociales des étudiants) [n° 219 (90-91)] - (18 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 574) : convention signée à Yaoundé par la France et le Cameroun le 5 novembre 1990 - Maintien des droits acquis par les Français établis au Cameroun ou qui ont travaillé dans ce pays. Absence d'assurance maladie dans le système camerounais de protection sociale - Assurance vieillesse - Possibilité pour les étudiants camerounais poursuivant leurs études en France d'adhérer au régime d'assurances sociales des étudiants français - (p. 576) : situation des entreprises françaises au Cameroun - Multiplication des interventions du Gouvernement pour l'application des accords passés en matière de sécurité sociale.

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale du Nigéria sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole) [n° 318 (90-91)] - (14 mai 1991) - **Discussion générale** (p. 910) : traités et conventions - Nigéria - Investissements - (p. 912) : affrontements religieux.

– Projet de loi autorisant la ratification d'un traité entre la République française et les Länder de Bade-Wurtemberg, de l'Etat libre de Bavière, de Berlin, de la ville libre hanséatique de Brême, de la ville libre et hanséatique de Hambourg, de Hesse, de Basse-Saxe, de Rhénanie, du Nord-Westphalie, de Rhénanie-Palatinat, de Sarre, du Schleswig-Holstein sur la chaîne culturelle européenne [n° 225 (90-91)] - (14 mai 1991) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 226) (p. 912) : Europe culturelle - Chaîne culturelle européenne -

Traité franco-allemand - Groupement européen d'intérêt économique, GEIE - Strasbourg - (p. 913) : société européenne de télévision, la SEPT - Association relative à la télévision européenne, ARTE - Programmes - Mode de diffusion - Fréquences hertziennes - (p. 920) : droit de l'audiovisuel - (p. 921) : indépendance de la chaîne culturelle audiovisuelle - Pouvoirs publics.

– **Projet de loi complétant l'article 26 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication [n° 226 (90-91)]** - (14 mai 1991) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 225) - Voir intervention sous le projet n° 225 (p. 912, 913, 920, 921).

BEAUDEAU (Marie-Claude), sénateur du Val-d'Oise (C).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

– Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes, est nommée de nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 10 octobre 1991).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Etablissement national des convalescents de Saint-Maurice.

– Est nommée membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (24 juin 1991).

Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme hospitalière (7 juin 1991).

Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique (28 juin 1991).

Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'agence du médicament et à la maîtrise négociée des dépenses de médicaments remboursables (10 décembre 1991).

Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail (17 décembre 1991).

Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi (17 décembre 1991).

Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service (18 décembre 1991).

Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant les dispositions de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relative aux cotisations sociales agricoles et créant un régime de préretraite agricole (18 décembre 1991).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 26 au 31 mai 1991 par une délégation chargée d'étudier les problèmes de l'emploi, du revenu minimum d'insertion, de la formation professionnelle et de l'aide sociale à la Réunion [n° **457 (90-91)**] (5 juillet 1991) - **Réunion.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant au développement et à l'amélioration de la contraception et de l'éducation sexuelle [n° **21 (91-92)**] (9 octobre 1991) - **Médecine.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 19 avril 1991) (p. 561) - Ministère : Affaires sociales - *Revalorisation des allocations familiales* - **Prestations familiales.**

(*JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1887) - Ministère : Premier ministre - *Aspirations et besoins des jeunes des banlieues* - **Jeunes.**

(*JO* Débats du 13 décembre 1991) (p. 5273) - Ministère : Premier ministre - *Prime de Noël par enfant* - **Prestations familiales.**

Questions orales avec débat :

n° **124** (*JO* Débats du 20 mars 1991) (p. 50) - Ministère : Premier ministre - *Mesures envisagées pour l'application des décisions prises lors du premier sommet mondial pour les enfants* - (Caduque : mai 1991) - **Droits de l'homme.**

n° **7** (*JO* Débats du 23 mai 1991) (p. 1004) - Ministère : Premier ministre - *Mesures envisagées pour l'application des décisions prises lors du premier sommet mondial pour les enfants* - (*JO* Débats du 11 juin 1991) (p. 1489) - **Droits de l'homme.**

Questions orales sans débat :

n° **224** (*JO* Débats du 14 juin 1990) (p. 1597) - Ministère : Logement - *Mesures envisagées pour favoriser la location des logements vides aux personnes à la recherche d'un logement* - (Caduque : avril 1991) - **Logement.**

n° **285** (*JO* Débats du 28 février 1991) (p. 392) - Ministère : Industrie - *Mesures envisagées pour favoriser le développement de l'entreprise METAFRAM à Beauchany (Val-d'Oise)* - (*JO* Débats du 12 avril 1991) (p. 453) - **Industrie.**

n° **291** (*JO* Débats du 21 mars 1991) (p. 94) - Ministère : Affaires sociales - *Conséquences de la départementalisation de la caisse d'allocations familiales de la région parisienne* - (*JO* Débats du 12 avril 1991) (p. 457) - **Allocations familiales.**

n° **292** (*JO* Débats du 28 mars 1991) (p. 214) - Ministère : Equipement - *Conclusions des études sur le tracé de l'autoroute A16 en région parisienne* - (*JO* Débats du 12 avril 1991) (p. 454) - **Autoroutes.**

n° **295** (*JO* Débats du 3 avril 1991) (p. 236) - Ministère : Equipement - *Dégradation du service public sur le réseau Nord de la SNCF* - (*JO* Débats du 12 avril 1991) (p. 455) - **Société nationale des chemins de fer français (SNCF).**

n° **310** (*JO* Débats du 26 avril 1991) (p. 747) - Ministère : Travail - *Diminution des effectifs des agents de la direction départementale du travail et de l'emploi du Val-d'Oise* - (*JO* Débats du 1er juin 1991) (p. 1224) - **Travail.**

n° **312** (*JO* Débats du 30 avril 1991) (p. 794) - Ministère : Travail - *Conditions d'application de la loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés* - (*JO* Débats du 1er juin 1991) (p. 1226) - **Handicapés (travail et reclassement).**

n° **331** (*JO* Débats du 12 juin 1991) (p. 1543) - Ministère : Santé - *Installation du Centre national de santé dans les locaux de l'hôpital Saint-Maurice* - (*JO* Débats du 28 juin 1991) (p. 2263) - **Hôpitaux.**

n° **343** (*JO* Débats du 3 octobre 1991) (p. 2570) - Ministère : Equipement - *Dispositions retenues par le plan d'exposition*

aux bruits de l'aéroport Charles-de-Gaulle - (*JO* Débats du 12 octobre 1991) (p. 2853) - **Aérodromes.**

n° **344** (*JO* Débats du 3 octobre 1991) (p. 2570) - Ministère : Intérieur - *Accroissement du nombre d'incendies d'entrepôts dans les zones industrielles du Val-d'Oise)* - **Incendies.**

n° **348** (*JO* Débats du 3 octobre 1991) (p. 2570) - Ministère : Travail - *Application de la loi sur les rémunérations des personnels de l'hôtellerie* - (*JO* Débats du 12 octobre 1991) (p. 2851) - **Hôtels et restaurants.**

n° **357** (*JO* Débats du 10 octobre 1991) (p. 2785) - Ministère : Education - *Situation du lycée Romain-Rolland de Goussainville (Val-d'Oise)* - (*JO* Débats du 19 octobre 1991) (p. 3048) - **Lycées.**

n° **368** (*JO* Débats du 24 octobre 1991) (p. 2298) - Ministère : Education - *Conditions d'application du droit reconnu à l'utilisation de la langue des signes dans les instituts d'éducation pour jeunes sourds* - (*JO* Débats du 9 novembre 1991) (p. 3641) - **Handicapés (établissements spécialisés et soins).**

n° **385** (*JO* Débats du 28 novembre 1991) (p. 2609) - Ministère : Affaires sociales - *Situation du lactarium de l'institut de puériculture du boulevard Brune, Paris (14e).*

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° 242 (90-91)] - Suite de la discussion** - (4 avril 1991) - **Art. 7** (*fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France*) (p. 321) : logement - Transports - Emploi - Inégalités.

– **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° 214 (88-89)] - Suite de la discussion** - (30 avril 1991) - **Art. unique (suite)** - *Art. 223-11 du code pénal (interruption illégale de la grossesse)* (p. 824) : contraception - Droits des femmes - Mouvements féministes - (p. 825) : « loi Neuwirth » - Soutient l'amendement n° 224 de M. Charles Lederman (modification du délai de pratique de l'interruption volontaire de grossesse et suppression de la peine d'emprisonnement pour le médecin pratiquant une interruption volontaire de grossesse hors délai) - Interruption volontaire de grossesse - Contraception - Comparaison avec les pays européens - (p. 826) : responsabilité du médecin - Reconnaissance de l'IVG - Se déclare opposée aux amendements de la commission, n° 82 (retour au droit actuel quant à la peine applicable pour l'interruption illégale de grossesse pratiquée occasionnellement) et n° 83 (retour au droit actuel quant à l'interruption illégale de grossesse pratiquée habituellement) - *Après l'art. 223-11* (p. 827) : soutient l'amendement n° 225 de M. Charles Lederman (sanction de l'interruption de grossesse pratiquée par une personne n'appartenant pas au corps médical) - (p. 831) : législation sur l'IVG - Contraception - Se déclare opposée à l'amendement n° 84 de la commission (interruption illégale de la grossesse par le fait de la femme elle-même).

– **Projet de loi portant diverses mesures destinées à favoriser l'accessibilité aux personnes handicapées des locaux d'habitation, des lieux de travail et des installations recevant du public [n° 289 (90-91)] - Discussion générale** (23 mai 1991) (p. 1027) : accessibilité des lieux de travail - Association nationale de gestion des fonds pour l'insertion professionnelle des handicapés, AGESIPH - (p. 1028) : formation professionnelle des handicapés - Ecole de plein air de Suresnes - Population handicapée - Droit à l'emploi - Bilan d'application de la loi du 10 juillet 1987 en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés - (p. 1029) : obligations des entreprises - Associations de handicapés - **Art. 1er** (*principe de l'accessibilité et de l'adaptabilité des locaux*) (p. 1030) : intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (suppression de la notion d'adaptabilité) - Son amendement n° 10 : amélioration de l'accueil des handicapés sur le lieu de travail ; rejeté - **Après l'art. 1er** (p. 1031) : intervient sur l'amendement n° 16 du Gouvernement (aménagement de la voirie publique ou privée) - **Après l'art. 3** (p. 1033, 1036) : soutient les amendements de M. Paul Souffrin, n° 12 (délais de mise en conformité) et n° 13 (délais de mise en conformité des entreprises existantes et financement par l'Association nationale de gestion des fonds pour l'insertion professionnelle des handicapés) - **Art. 4** (*dispositions concernant les ascenseurs*) (p. 1037) : son amendement n° 14 : amélioration de l'accessibilité des ascenseurs ; rejeté - S'oppose à l'amendement n° 5 de la commission (dérogation en cas de difficultés techniques graves) et, sur ce dernier, son sous-amendement n° 15 ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1039) : droits des handicapés - Le groupe communiste votera ce projet de loi.

– **Question orale avec débat : sommet mondial pour les enfants** - (10 juin 1991) (p. 1489) : mortalité et malnutrition des enfants - Ratification de la convention internationale des droits de l'enfant - Données chiffrées - Droits des enfants - Objectifs du sommet - (p. 1490) : éducation - Protection des enfants - Position du Gouvernement - Vaccinations - Santé des enfants - Pauvreté - Vacances - Allocations familiales - Inégalités entre les enfants - Mesures en faveur de la petite enfance - (p. 1491) : protection maternelle et infantile, PMI - Médecine scolaire - Vacances et loisirs - Enfants handicapés - Travail des enfants - Droit d'expression de l'enfant - Lutte contre la drogue - Pornographie - Délinquance juvénile - (p. 1492) : droits de l'enfant - Journée de l'enfant - Unicef - (p. 1494) : travail clandestin - Journée de l'enfant - Unicef - Allocations familiales.

– **Rappel au règlement** : problèmes de sécurité à l'Université Paris XIII à Villetaneuse (14 juin 1991) (p. 1703, 1704).

– **Projet de loi d'orientation pour la ville [n° 350 (90-91)]** - (19 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1831) : arrêt de l'extension des villes nouvelles - Grands ensembles - Violence - Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme, SDAU - (p. 1832) : zone d'aménagement différé, ZAD - **Art. 1er** (*égalité des droits entre les habitants des villes*) (p. 1846) : rappelle l'attachement des communistes au « droit à la ville », c'est-à-dire au droit à un logement agréable et décent.

Suite de la discussion - (20 juin 1991) **Art. 5** (*participation des habitants*) (p. 1860) : organiser la ville pour l'enfant - **Après l'art. 12** (p. 1867) : s'oppose à l'amendement n° 15 de la commission (favoriser la diversité de l'habitat).

– **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° 362 (90-91)]** - (24 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2012) : dépenses de santé - Laboratoires biologiques - (p. 2013) : établissements de soins privés - Exemple de la Réunion - Contraception - Evaluation médicale - (p. 2014) : sécurité sociale - **Après l'art. 7** (p. 2026) : ses amendements, soutenus par M. Félix Leyzour, n° 14 : insertion d'une division additionnelle ainsi rédigée : « TITRE ... « Dispositions relatives aux allocations familiales » ; devenu sans objet ; et n° 15 : fixation du montant mensuel des allocations familiales ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Après l'art. 16** (p. 2037) : soutient l'amendement n° 17 de M. Charles Lederman (abrogation de l'article 9 de la loi du 31 décembre 1990 d'actualisation des dispositions relatives à l'exercice des professions commerciales ou artisanales) - (p. 2041) : sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (cas des commerçants et artisans condamnés pour incitation au non-paiement des cotisations d'assurance vieillesse), son sous- amendement n° 18 ; rejeté - Se déclare opposée à l'amendement n° 2 du Gouvernement (cas des détenus placés en semi-liberté exerçant une activité professionnelle) - **Sur l'ensemble** (p. 2045) : élus des départements d'outre-mer - Enfants dans les départements d'outre-mer.

– **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux [n° 346 (90-91)] - Suite de la discussion** - (17 octobre 1991) - **Art. 3** (*police de l'eau : prescriptions générales*) (p. 2960, 2961) : décharges - **Art. 4** (*prescriptions spéciales*) (p. 2963) : qualité de l'eau dans le Val d'Oise.

– **Question orale avec débat : mission effectuée à la Réunion** - (24 octobre 1991) (p. 3199) : concertation - Chômage - Démographie - (p. 3200) : pauvreté - Formation - Economie réunionnaise - Décentralisation.

– **Rappel au règlement** - (5 novembre 1991) (p. 3451) : article 36, alinéa 3, du règlement du Sénat, dénonce les expulsions survenues en région parisienne et demande, au nom du groupe communiste, l'arrêt de celles-ci, ainsi que le relogement des familles expulsées.

– **Projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi [n° 4 (91-92)]** - (5 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3467) : inégalité professionnelle - Formation et emploi des femmes - Travail de nuit et du dimanche - Professions à caractère social - (p. 3468) : le groupe communiste condamne ce projet de loi.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Equipement, logement, transports et espace - I - Urbanisme, logement et services communs - (23 novembre 1991) (p. 4162) : logements insalubres - Diminution des crédits affectés aux prêts d'accession à la propriété, PAP - Nombreuses expulsions - Diminution du 1 % patronal et des crédits de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ANAH - (p. 4163) : au nom du groupe communiste, se déclare opposée à l'adoption de ce projet de budget.

Travail, emploi et formation professionnelle - Services communs aux affaires sociales et au travail - (25 novembre 1991) - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 4236) : formation professionnelle des femmes - (p. 4237) : travail de nuit des femmes - **Titre IV** : action en faveur des handicapés.

Affaires sociales et intégration - Economie sociale - (25 novembre 1991) (p. 4273) : dépenses de santé - RMI - Politique familiale - (p. 4274) : prestations familiales - Assurance veuvage - Handicapés - Immigration - Avec le groupe communiste, rejette ce projet de budget.

Aménagement du territoire - (4 décembre 1991) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4800) : politique tendant à faire de Paris une place financière européenne - Schéma directeur de l'Ile-de-France - Absence de concertation avec les collectivités territoriales - (p. 4801) : délocalisations - Problème des liaisons régionales et de banlieue - Opposée aux autoroutes urbaines à péage.

Equipement, logement, transports et espace - II - Transports : 4, Transports aériens et espace ; III - Météorologie - Budget annexe de l'aviation civile - (6 décembre 1991) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4974) : aéroports en Ile-de-France - Saturation du trafic aérien.

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 162 (91-92)]** - (16 décembre 1991) - **Art. 11 bis** (*instauration d'un dispositif transitoire pour faciliter la reconnaissance de l'activité des personnes accueillant des enfants à leur domicile*) (p. 5413) : système éducatif - Assistance maternelle - **Art. 11 ter** (*institution d'une majoration à l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée*) (p. 5414) : accueil de la petite enfance.

BECART (Jean-Luc), sénateur du Pas-de-Calais (C).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du service national (23 octobre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la lutte contre la spéculation foncière et immobilière [n° 466 (90-91)] (27 juillet 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Urbanisme.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)]** - **Suite de la discussion** - (13 juin 1991) - **Avant l'art. 22** (p. 1657) : soutient l'amendement n° 296 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (statut de l'élu local).

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique de défense [n° 395 (90-91)]** - (18 juin 1991) (p. 1762) : guerre du Golfe persique - Armée française - (p. 1763) : accords internationaux - Service national - Conscription - Surarmement - Armes chimiques - Force de dissuasion nucléaire - Situation internationale - (p. 1764) : contrôle du Parlement - Ventes d'armes - Désarmement - Défense européenne.

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes [n° 354 (90-91)]** - (27 juin 1991) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 356) (p. 2201) : information du Parlement - Système informatique Schengen - Droit d'asile - Français d'outre-mer - Transporteurs - Souveraineté nationale - (p. 2202) : immigration clandestine - Coopération Nord-Sud - Afrique - Le groupe communiste votera contre cette convention.

– **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République italienne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 [n° 356 (90-91)]** - (27 juin 1991) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 354) : voir intervention sous le projet n° 354 (p. 2201, 2202).

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture [n° 30 (91-92)]** - (10 octobre 1991) (p. 2818) : crise du monde rural - Région Nord - Pas-de-Calais - (p. 2819) : industrie agro-alimentaire - Elevage porcin - Fromageries - Productions betteravières - Désertification du monde rural - Demandes préalables des jachères.

– **Projet de loi modifiant le code du service national [n° 3 (91-92)]** - (23 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3143) : politique de défense - Loi de programmation militaire - Armée de conscription et armée de métier - Constitution d'un corps d'armée commun entre la France et l'Allemagne - Armée européenne - Réduction de la durée du service national - Création de missions civiles - (p. 3144) : opposé à une armée de métier - Désarmement - Fin des essais nucléaires - Au nom du groupe communiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Défense - (26 novembre 1991) (p. 4326) : contexte international - (p. 4327) : information du Parlement - Désarmement - Nucléaire - Industrie de l'armement - (p. 4328) : groupe GIAT-Industrie et arsenaux - Armée de métier - Commerce des armes - Loi de programmation militaire.

Départements et territoires d'outre-mer - (27 novembre 1991) (p. 4371) : crédits accordés aux DOM-TOM - Logement social - Communauté économique européenne, CEE - Infrastructures - Réunion - Allocations familiales - Egalité sociale - Abstention du groupe communiste sur ce projet de budget.

Intérieur - (2 décembre 1991) (p. 4644) : fiscalité - Dotation globale de fonctionnement, DGF - Taxe sur la valeur ajoutée, TVA - Taxe foncière - Collectivités locales - Investissements - Solidarité - Espace rural - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de budget.

Coopération et développement - (5 décembre 1991) (p. 4894) : relations Nord-Sud - Politique de coopération - (p. 4895) : dépenses de surarmement - Sommet de La Baule - Zaïre - Processus de démocratisation en Afrique - Proposition de loi pour la survie et le développement - Coopération militaire - Le groupe communiste votera contre ce projet de budget.

– Projet de loi modifiant la loi n° 89-186 du 10 juillet 1989 d'orientation sur l'éducation et visant à permettre la représentation des élèves des lycées au Conseil supérieur de l'éducation [n° 111 (91-92)] - (12 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5300) : manifestations des lycéens en 1990 - Plan d'urgence pour les lycées - Conseils académiques de la vie lycéenne - Moyens budgétaires - Le groupe communiste votera ce projet de loi - **Art. 1er** (*représentation des élèves au Conseil supérieur de l'éducation*) : soutient l'amendement n° 1 de Mme Hélène Luc (amélioration et harmonisation de la composition des conseils académiques de la vie lycéenne).

– Projet de loi renforçant la protection des consommateurs - *Deuxième lecture* **[n° 109 (91-92)]** - (12 décembre 1991) - **Art. 10-1** (*calcul des indices de prix à la consommation*) (p. 5315) : soutient l'amendement n° 33 de M. Louis Minetti (abrogation de l'article 1er de la loi du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme) - **Art. 14** (*chambre régionale des métiers en Lorraine*) (p. 5318) : soutient l'amendement de supression n° 32 de M. Paul Souffrin - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5319) : abstention du groupe communiste sur ce projet de loi.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire **[n° 188 (91-92)]** - (20 décembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5677) : avec le groupe communiste, s'abstiendra sur l'ensemble du texte.

– Projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* **[n° 210 (91-92)]** - (20 décembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5685) : avec le groupe communiste, votera contre le texte issu des travaux de la CMP.

– Projet de loi de finances rectificative pour 1991 - *Nouvelle lecture* **[n° 225 (91-92)]** - (20 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5688) : conséquences des variations des taux d'intérêt allemands sur l'économie française - Avec le groupe communiste, ne prendra pas part au vote sur la motion tendant à opposer la question préalable.

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social - *Nouvelle lecture* **[n° 214 (91-92)]** - (20 décembre 1991) - **Art. 8 bis** (*recouvrement des prestations en nature indues*) (p. 5705) : son amendement de suppression n° 16, identique à l'amendement de suppression n° 6 de la commission ; adopté.

– Projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* **[n° 216 (91-92)]** - **Suite de la discussion** - (21 décembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5735) : vote favorable du groupe communiste sur ce texte.

BELCOUR (Henri), sénateur de la Corrèze (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

– Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre suppléant de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension instituée par l'article L. 8 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

– Est nommé membre de la commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à reconnaître d'intérêt général la préservation des paysages ruraux **[n° 221 (90-91)]** (4 février 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Environnement.**

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 114 (*JO* Débats du 27 septembre 1990) (p. 2069) - Ministère : Agriculture - *Mesures engagées en faveur des agriculteurs et des éleveurs* - (Retirée : 28 mars 1991) (p. 212) - **Exploitants.**

INTERVENTIONS

– Projet de loi modifiant la loi n° 83-557 du 1er juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance [n° 316 (90-91)] - (28 mai 1991) - **Discussion générale** (p. 1092) : modification de l'organisation et du fonctionnement des caisses d'épargne et de prévoyance, CEP, par la loi du 1er juillet 1983 - Nécessaire ajustement législatif dans la perspective du grand marché européen - Renforcement du regroupement des CEP et des pouvoirs du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance, Cencep - Insuffisance de l'épargne - (p. 1093) : modernisation nécessaire du livret A - Spécificité du réseau des CEP - **Art. 4 bis** (*composition des conseils d'orientation et de surveillance et désignation de leurs membres*) (p. 1116) : son amendement n° 55 : représentation des artisans et des commerçants au sein des conseils d'orientation et de surveillance ; retiré - **Art. 8 bis** (*composition de la commission paritaire nationale*) (p. 1121) : soutient l'amendement n° 58 de M. Michel Rufin (désignation des membres restants par chaque organisation syndicale au scrutin de liste à deux tours, suivant le type et les conditions de scrutin fixés pour les comités d'entreprise).

– Projet de loi portant réforme hospitalière [n° 309 (90-91)] - (4 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1265) : nécessité d'une réforme - Planification - Evaluation des soins - Echec de la départementalisation - Malaise des personnels de la fonction publique hospitalière - (p. 1266) : dépendance des personnes âgées - Alternatives à l'hospitalisation - Textes réglementaires.

Suite de la discussion - (6 juin 1991) - **Art. 7** (*dispositions applicables aux établissements publics de santé*) - *Art. L. 714-2 du code de la santé publique* (*composition du conseil d'administration des établissements publics de santé*) (p. 1381) : son amendement n° 205 : représentation des conseils régionaux au sein des conseils d'administration des centres hospitaliers régionaux ; adopté - (p. 1383) : son amendement n° 206 : élection du président du conseil d'administration ; retiré.

– Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux [n° 346 (90-91)] - (16 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2934, 2935) : loi du 16 décembre 1964 - Texte en projet : unité de gestion du droit de l'eau - Schémas d'aménagement et de gestion des eaux, SAGE - Défaut de décentralisation : part excessive du règlement ; contraintes des communes en matière d'assainissement - Agriculture et pollution - Votera ce projet de loi.

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Budget annexe des prestations sociales agricoles - (28 novembre 1991) (p. 4427) : crise de l'élevage - Revenu agricole - (p. 4428) : contribution sociale de solidarité des sociétés - Augmentation des cotisations sociales agricoles - Région du Limousin - Développement de la filière bois - Création d'une assurance veuvage - Faible niveau des pensions agricoles - Mise en place de la préretraite agricole - Désengagement de l'Etat - Se déclare opposé à l'adoption du projet de BAPSA pour 1992 qui n'apporte aucune solution aux difficultés de l'activité forestière - Aménagement rural.

BELIN (Gilbert), sénateur du Puy-de-Dôme (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

BELLANGER (Jacques), sénateur des Yvelines (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

– Vice-président de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'entreprise nationale Air France et des sociétés de toute nature comme des compagnies aériennes qu'elle contrôle puis d'en informer le Sénat, jusqu'au 15 mai 1991.

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code des postes et des télécommunications et la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications (26 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière de pêches maritimes et de cultures marines (22 mai 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour la ville (20 juin 1991).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Urbanisme** - [n° **94 (91-92) tome 15**] (19 novembre 1991).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1884) - Ministère : Intérieur - *Modernisation de la police* - **Sécurité publique.**

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° 242 (90-91)] - Suite de la discussion - (3 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 250) : monde agricole - Inégalités sociales - Développement social urbain - Logement social - Gestion des collectivités territoriales - Exemple de la ville de Paris - (p. 251) : Dotation globale de fonctionnement, DGF - Simulations chiffrées - Garantie de progression minimale - Données chiffrées - Travaux de l'Assemblée nationale - Critère de logement social - Communes d'Ile-de-France - Volonté de décentralisation - Critères de la redistribution - Zones rurales - **Art. 1er A** (*codification au sein du code des communes du régime d'indexation de la dotation globale de fonctionnement*) (p. 277) : indexation de la DGF - Régularisation - **Art. 1er B** (*suppression de la fraction de la prise en compte des résidences secondaires pour le calcul de la dotation de péréquation répartie en fonction du revenu*) (p. 281) : se déclare opposé aux amendements identiques de suppression, n° 63 de la commission, n° 21 de la commission des lois saisie pour avis et n° 50 de la commission des affaires économiques saisie pour avis - **Art. 1er C** (*demande de simulation sur la modification de la définition du potentiel fiscal*) (p. 283) : inégalité du potentiel fiscal - Son amendement n° 110, soutenu par M. René Régnault ; nouvelle rédaction de cet article ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 11 - **Art. 3** (*critères d'éligibilité, montant et répartition de la dotation de solidarité urbaine*) (p. 291) : dotation de solidarité urbaine - Notions de potentiel et d'effort fiscaux - Critère de logement social - Simulations chiffrées - (p. 293) : se déclare opposé à l'amendement n° 51 de la commission des affaires économiques saisie pour avis (éligibilité à la dotation de solidarité urbaine des groupements de communes rurales ayant dans leur objet un projet de développement économique local) - (p. 294) : soutient l'amendement n° 114 de M. Jacques Carat (exclusion des populations carcérales du calcul des rapports entre le nombre des logements sociaux et la population de la commune) - Se déclare opposé à l'amendement n° 70 de la commission (base nette des quatre taxes directes locales) - (p. 297) : son amendement n° 111 : critère d'effort fiscal ; rejeté.

Suite de la discussion - (4 avril 1991) - **Art. 3 bis** (*simulations relatives à l'amélioration de la définition des logements sociaux*) (p. 307) : son amendement n° 115 : prise en compte des personnes ne bénéficiant pas de l'aide au logement ; devenu sans objet - (p. 314) : sur l'amendement n° 76 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), soutient le sous-amendement n° 133 de M. Marcel Costes - (p. 315) : se déclare opposé à l'amendement n° 76 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - **Après l'art. 4** (p. 316) : se déclare opposé à l'amendement n° 77 de la commission (indice des charges à caractère social des communes) - **Art. 7** (*fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France*) (p. 324) : son amendement n° 118 : prélèvement sur les allocations perçues au titre de la dotation de compensation de la taxe professionnelle ; devenu sans objet - (p. 325) : son amendement n° 119 : critère d'effort fiscal ; devenu sans objet - (p. 329, 330) : se déclare opposé à l'amendement n° 79 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 1er C** (p. 346) : son amendement n° 110 : prise en compte des bases exonérées temporairement pour la définition du potentiel fiscal ; retiré (précédemment réservé le 3 avril 1991, p. 284) - **Après l'art. 13** (p. 351) : soutient les amendements n° 121 de M. René Régnault (pondération de la réduction de la taxe professionnelle) ; et n° 122 de M. Jacques Bialski (perte de recettes de taxe professionnelle dans une communauté urbaine ou un district à fiscalité propre) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 354) : exode rural - (p. 355) : communes urbaines - Souhaite un accord en CMP.

– Projet de loi modifiant le code des postes et des télécommunications et la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications [n° **224 (90-91)**] - (5 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 367) : télécommunications et directives communautaires - Observations du Conseil constitutionnel - Infractions - Locaux à usage professionnel - (p. 368) : locaux à usage professionnel - Infractions - Police judiciaire - Autorité judiciaire - Libertés individuelles - Cryptologie - **Art. 1er** (*recherche et constatation des infractions à la réglementation des télécommunications*) (p. 370) : protection de la liberté individuelle - Lutte contre le « marché gris » - Se déclare opposé à l'amendement n° 1 de la commission (accompagnement des agents habilités par un officier de police judiciaire).

– Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes - *Nouvelle lecture* [n° **242 (90-91)**] - (17 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 507) : travaux de l'Assemblée nationale - Effort fiscal - Date de mise en oeuvre du dispositif - Critère de l'allocation logement - Utilisation de la dotation de solidarité urbaine - Cas des communes ne répondant pas aux critères retenus par le projet - Travaux du Sénat - Communes rurales - **Art. 10** (p. 524) : intervient à propos de l'amendement n° 20 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 528) : amendements de la commission - Solidarité à l'égard des élus parisiens - Travaux du Sénat - (p. 529) : universités en Ile-de-France.

– **Projet de loi relatif aux rapports entre les agents commerciaux et leurs mandants** - *Deuxième lecture* [n° **340 (90-91)**] - (31 mai 1991) - **Art. 15 bis** (p. 1215) : au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'amendement n° 3 de la commission (établissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture).

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la discussion** - (13 juin 1991) - **Art. 16** (*consultation des électeurs de la commune*) (p. 1632) : sur l'amendement n° 112 de la commission (organisation de la consultation des électeurs des communes), ne votera pas les sous-amendements n° 482 et n° 483 de M. Paul Loridant tendant à substituer le mot « habitants » au mot « électeurs » ainsi que le sous-amendement n° 474, sur le même objet, de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

– **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fonction publique** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **365 (90-91)**] - (24 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1978) : Europe - Fonctionnaires - Quartiers difficiles - Fonctionnaires des collectivités locales.

– **Projet de loi modifiant le code des postes et télécommunications et la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications** - *Deuxième lecture* [n° **355 (90-91)**] - (24 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1988, 1989) : lutte contre la fraude.

– **Projet de loi d'orientation pour la ville** - *Nouvelle lecture* [n° **432 (90-91)**] - (2 juillet 1991) - **Discussion générale** (p. 2337) : texte de bon sens et d'équité - Articulation claire entre politique urbaine et politique de l'habitat - Ségrégation par l'habitat - (p. 2338) : convergence entre les intérêts locaux et les intérêts nationaux - Décentralisation - Bassin d'habitat.

– **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 83-636 du 13 juillet 1983 portant modification du statut des agglomérations nouvelles** [n° **34 (91-92)**] - (14 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3713) : agglomérations nouvelles en Ile-de-France - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3720) : vote de cette proposition de loi par le groupe socialiste.

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Deuxième partie :

Equipement, logement, transports et espace - I - Urbanisme, logement et services communs - (23 novembre 1991) - Rapporteur pour avis (urbanisme) - (p. 4157) : politique de la ville - Lutte contre la spéculation foncière - (p. 4158) : conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, CAUE - Agences d'urbanisme - Contrôle des règles d'urbanisme - (p. 4159) : plans municipaux d'environnement - Au nom de la commission des affaires économiques, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le vote des crédits de l'urbanisme inscrits dans le projet de loi de finances pour 1992.

Intérieur - (2 décembre 1991) (p. 4650) : sécurité - Rôle des forces de police - Prévention de la délinquance - Agents de police judiciaire - (p. 4651) : déconcentration - **Examen des crédits - Art. 87 bis** (p. 4664) : son amendement n° II-51 : cas des villes nouvelles et des communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine ; devenu sans objet.

Equipement, logement, transports et espace - II - Transports : 4, Transports aériens et espace ; III - Météorologie - Budget annexe de l'aviation civile - (6 décembre 1991) (p. 4969) : transports aériens - Concurrence du TGV - Groupe Air France - UTA - Avenir des compagnies aériennes.

– **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **216 (91-92)**] - (21 décembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5741, 5742) : loi « Pêche » - Vote favorable du groupe socialiste sur ce texte.

– **Projet de loi modifiant et complétant les dispositions du code rural et de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relatives aux cotisations sociales agricoles** - *Nouvelle lecture* [n° **228 (91-92)**] - (21 décembre 1991) - **Question préalable** (p. 5745, 5746) : intervient contre la motion n° 1 de la commission tendant à opposer la question préalable - Réforme de l'assiette des cotisations sociales agricoles - Harmonisation avec les autres régimes - Démantèlement parallèle des taxes - Partage des points de retraite entre époux - Prise en compte des difficultés des agriculteurs - Le groupe socialiste ne votera pas la question préalable.

BELOT (Claude), sénateur de la Charente-Maritime (rattaché administrativement au groupe UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1992 (8 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1991 (17 décembre 1991).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Economie, finances et budget - I** - Charges communes - [n° **92 (91-92) tome 3 annexe 12**] (19 novembre 1991).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **180** (*JO* Débats du 3 avril 1990) (p. 12) - Ministère : Affaires étrangères - *Préparation des élections en Roumanie* - (Caduque : avril 1991) - **Politique extérieure**.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Avant l'art. 13** (p. 3961) : son amendement n° I-55 : harmonisation du droit relatif à l'épargne de proximité et de l'impôt général sur le capital ; adopté.

Deuxième partie :

Economie, finances et budget - I - Charges communes (dont rapatriés) - (30 novembre 1991) - Rapporteur spécial (charges communes) (p. 4545) : dépenses en atténuation de recettes ; remboursements de TVA - Dépenses d'intervention ; revenu minimum d'insertion, RMI ; financement du minimum vieillesse - Crédits d'aide aux rapatriés - Crédits dits « d'action internationale » ; Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur, COFACE - Crise du Golfe - (p. 4546) : incidence des négociations salariales dans la fonction publique - Entreprises publiques - Utilisation budgétaire du produit des cessions d'actifs faisant partie du patrimoine public - (p. 4547) : insuffisance des fonds propres des entreprises publiques - Cessions d'actifs ; vente du Crédit local de France - Annulation des dotations en capital en 1991 - Dette publique - (p. 4548) : propose le rejet de ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4563) : son amendement n° II-19 : réduction des crédits en conséquence de la diminution du déficit budgétaire votée par le Sénat ; adopté.

Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur - (3 décembre 1991) (p. 4732) : petites écoles rurales - Recherche universitaire - (p. 4733) : contrats de recherche universitaire.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1991 [n° 154 (91-92)]** - (17 décembre 1991) - **Avant l'art. 15** (p. 5498) : son amendement n° 20 : mesures en faveur du développement des fonds propres des entreprises familiales et des petites et moyennes entreprises ; adopté.

BERARD (Jacques), sénateur du Vaucluse (RPR).

NOMINATIONS

– Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

BERCHET (Georges), sénateur de la Haute-Marne (RDE).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Juge suppléant de la Haute cour de justice.

Membre titulaire du Conseil national des transports.

Membre suppléant du Conseil national de l'information statistique.

– Est nommé membre de la commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées (*JO* Lois et décrets du 21 novembre 1991) ; puis vice-président (*JO* Lois et décrets du 29 novembre 1991).

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs (11 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la protection des consommateurs (12 décembre 1991).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Transports terrestres** - [n° **94 (91-92) tome 18**] (19 novembre 1991).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 19 avril 1991) (p. 556) - Ministère : Aménagement du territoire - *Aides aux zones rurales* - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)]** - (11 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1537, 1538) : préfets de régions - Sous-préfets - Coopération intercommunale : mécanisme de regroupement autoritaire - Bilan négatif des fusions de communes dans le département de la Haute-Marne - Communes rurales ; services publics.

Suite de la discussion - (12 juin 1991) - **Art. 4** (*rôle des préfets de région et rattachement au Premier ministre*) (p. 1584) : son amendement n° 3 : incompatibilité de la fonction de préfet de région et de celle de préfet de département ; irrecevable (art. 40 de la Constitution).

Suite de la discussion - (2 juillet 1991) - **Art. 49** (*commission départementale de la coopération intercommunale*) - *Art. L. 160-1 du code des communes*) (*composition de la commission*) (p. 2391) : son amendement n° 4 bis, soutenu par M. François Lesein : présidence de la commission ; retiré - **Art. 50** (*schéma départemental de la coopération intercommunale*) (p. 2397) : son amendement n° 5, soutenu par M. François Lesein : délai de proposition avant la publication du schéma départemental ; rejeté.

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture [n° 30 (91-92)]** - (10 octobre 1991) (p. 2795) : crise du monde rural - Exemple de la Haute-Marne - Baisse des revenus des agriculteurs - Politique agricole commune - (p. 2796) : zones défavorisées - Marchés agricoles - Fiscalité - Charges - Prêts - Exemple de la Haute-Marne - Coopérative d'utilisation en commun de matériel agricole, CUMA - Groupements fonciers agricoles - Production agricole.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Equipement, logement, transports et espace - II - Transports intérieurs ; 1 -Transports terrestres (et voies navigables) ; 2 - Routes ; 3 - Sécurité routière - (6 décembre 1991) - Rapporteur pour avis (transports terrestres) (p. 4933) : crédits pour 1992 - SNCF - Transports collectifs en Ile-de-France - Transports urbains en province - Transports de marchandises - (p. 4934) : année 1991 - Situation de la SNCF - Sécurité - RATP - Transports collectifs urbains de province - Transport routier de marchandises - Taxe sur les assurances - Petites et moyennes entreprises, PME - (p. 4935) : réglementation européenne - Permis à points - Espace rural - TGV - S'en remet à la sagesse du Sénat pour ce projet de budget.

BEREGOVOY (Pierre), *ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget* - Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991.

Est nommé *ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget* le 16 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 17 mai 1991).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises [n° **174 (91-92)**] (12 décembre 1991) - **Entreprises.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi modifiant la loi n° 83-557 du 1er juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance [n° 316 (90-91)]** - (28 mai 1991) - **Discussion générale** (p. 1080, 1081) : récession aux Etats-Unis - Révision à la baisse de la croissance prévue - Maîtrise de l'inflation, règle d'or de l'Europe monétaire - Stabilité du franc - Réduction du déficit budgétaire - Maîtrise des dépenses publiques - Collecte de l'épargne - Modernisation des caisses d'épargne et de prévoyance, CEP - Sécurité des épargnants - Opposé à la privatisation des CEP - Loi du 1er juillet 1983 - Collecte du livret A, première activité des CEP - Financement du logement locatif social - (p. 1082) : regroupement des CEP - Progression des frais de gestion - Missions du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance, Cencep - Modification du mode d'élection des conseils d'orientation et de surveillance, COS - Relations entre les CEP et la Caisse des dépôts et consignations, CDC - Devoir de l'Etat vis-à-vis des épargnants de garantir une rémunération positive de l'épargne - (p. 1093) : maîtrise de la dépense publique - Equilibre des comptes spéciaux - Problème des taux d'intérêt - Existence d'un déficit d'épargne à l'échelle mondiale - (p. 1094) : nécessaire réorganisation du système économique et monétaire international - Financement du développement de l'Europe de l'Est et des pays du tiers-monde - Augmentation du taux de l'épargne en 1990 - Succès du plan

d'épargne populaire, PEP - Epargne de proximité - Unité du réseau et renforcement du Cencep - Avenir de la CDC - Développement de l'assurance-vie - Relèvement du plafond du livret A en 1990 - Financement du logement social - Priorité du livret A - **Intitulé du chapitre Ier** (p. 1095) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 de la commission (« Organisation du réseau des caisses d'épargne et de prévoyance ») - **Art. 1er A** (*contenu du rapport au Parlement de la caisse des dépôts et consignations*) (p. 1096) : accepte l'amendement de suppression n° 2 de la commission - **Art. 1er B** (*missions des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 1097) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 3 de la commission - **Art. 1er C** (*limites apportées au champ d'intervention des caisses d'épargne*) (p. 1099) : s'oppose à l'amendement n° 4 de la commission (application jusqu'à la clôture de l'exercice 1993 de la limite de 30 % des emplois de chaque caisse instituée par cet article pour le financement des activités des personnes morales de droit privé) - **Art. 1er** (*définition du périmètre du réseau des caisses d'épargne et de prévoyance*) : accepte l'amendement n° 49 de M. Jean-Pierre Masseret (affiliation au réseau des établissements constitués en associations avec la Caisse des dépôts et consignations) - S'oppose à l'amendement n° 36 de M. Joël Bourdin (affiliation de plein droit des caisses d'épargne et de prévoyance au Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance, Cencep) et, sur cet amendement, au sous-amendement n° 6 de la commission - **Art. 1er bis** (*dévolution des droits et obligations des sociétés régionales de financement, SOREFI*) (p. 1102) : accepte l'amendement n° 7 de la commission (disparition obligatoire des sociétés régionales de financement et récupération par la Caisse des dépôts et consignations du montant de ses apports assortis d'une juste rémunération) et, sur cet amendement, le sous-amendement n° 61 de M. Jean-Pierre Masseret - **Art. 2** (*Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 1103) : accepte les amendements de la commission, n° 8 (répartition du capital du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance entre la Caisse des dépôts et consignations et les caisses d'épargne et de prévoyance) et rédactionnel n° 9 - (p. 1104) : s'oppose à l'amendement n° 53 de M. François Blaizot (instauration d'une pondération du poids de chaque conseil d'orientation et de surveillance en fonction du nombre de comptes gérés par la caisse), aux amendements n° 38 et n° 39 de M. Joël Bourdin relatifs à la fusion des caisses d'épargne et de prévoyance après avis des conseils d'orientation et de surveillance des caisses concernées - Accepte l'amendement n° 10 de la commission (fusion de caisses d'épargne et de prévoyance soumise à l'accord de la majorité des membres présents ou représentés des conseils d'orientation et de surveillance des caisses concernées réunies en une formation commune) - (p. 1105) : sur l'amendement n° 10 de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 63 de M. Joël Bourdin - Accepte l'amendement n° 29 de M. Jean Cluzel (rôle du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance de prendre toute disposition administrative, financière et technique, nécessaire à l'organisation des caisses d'épargne et de prévoyance et des autres établissements du réseau) - (p. 1106) : s'oppose à l'amendement n° 35 de M. Pierre Schiélé (limitation des compétences du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance au contrôle administratif sur l'organisation et la gestion des caisses) - (p. 1107) : s'oppose à l'amendement n° 11 de la commission (composition et modes de désignation du conseil de surveillance du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance) et, sur cet amendement, accepte les sous-amendements de M. Jean-Pierre Masseret n° 47 et n° 48 - (p. 1109) : accepte les amendements de la commission, n° 12 (création auprès du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance d'un collège des présidents des conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne et de prévoyance) et n° 13 (regroupement en un seul rapport présenté par le Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance au Parlement des trois rapports prévus respectivement par la loi du 1er juillet 1983, de l'article 2 de ce projet de loi et de l'article 70 du code des caisses d'épargne) - **Art. 2 bis** (*création d'un censeur des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 1110) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 14 de la commission - (p. 1112) : accepte l'amendement n° 16 de la commission (décisions d'agrément et de retrait d'agrément prononcées par le conseil de surveillance du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance sur proposition de son directoire ou après consultation du conseil d'orientation et de surveillance de la caisse concernée) et, sur cet amendement, le sous-amendement n° 44 de M. Joël Bourdin - S'oppose à l'amendement n° 54 de M. Alain Dufaut (exclusion de toute rétroactivité pour l'application du délai de vacuité de six ans séparant les fonctions de président du conseil d'orientation et de surveillance et un mandat de membre du directoire d'une caisse d'épargne et de prévoyance) - **Art. 3 bis** (*création, rôle et mode d'élection des conseils consultatifs*) (p. 1114) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de M. Pierre Schiélé, n° 33 (réunion des conseils consultatifs à l'initiative du conseil d'orientation et de surveillance ou de leur président) et n° 34 (possibilité pour les conseils consultatifs de recevoir une délégation du conseil d'orientation et de surveillance dans la limite fixée par les statuts de chaque caisse) - S'oppose à l'amendement n° 17 de la commission (rétablissement du principe du scrutin uninominal pour l'élection des membres des conseils consultatifs et extension aux conseils généraux de l'inéligibilité des élus locaux) - **Art. 4** (*renouvellement préalable des conseils consultatifs avant le premier renouvellement général du conseil d'orientation et de surveillance de la caisse d'épargne résultant d'une fusion*) : accepte l'amendement n° 18 de la commission (renouvellement des conseils consultatifs préalablement au renouvellement des membres des conseils d'orientation et de surveillance) - **Art. 4 bis** (*composition des conseils d'orientation et de surveillance et désignation de leurs membres*) (p. 1115) : accepte l'amendement n° 19 de la commission (substitution du critère des comptes tenus par une caisse à celui de ses salariés pour déterminer le nombre de membres d'un conseil d'orientation et de surveillance) - (p. 1116) : accepte l'amendement n° 50 de M. Jean-Pierre Masseret (élection des membres représentant les déposants au scrutin de liste à la proportionnelle par les membres des conseils consultatifs de la caisse) et s'oppose à l'amendement n° 20 de la commission (élection des membres représentant les déposants au scrutin uninominal à un tour par les membres du ou des conseils consultatifs de la caisse) - (p. 1117) : s'oppose aux amendements de la commission, n° 21 (rétablissement de la représentation des personnes morales au sein des conseils d'orientation et de surveillance) et de coordination n° 22 - (p. 1118) : s'oppose à l'amendement n° 23 de la commission (possibilité pour les élus locaux de présider les conseils d'orientation et de surveillance) - **Art. 6** (*obligations des conseils d'orientation et de surveillance en cas de fusion décidée par le Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance*) : accepte l'amendement de coordination n° 24 de la commission - **Art. 7** (*mise en conformité des statuts aux modèles prévus par décret*) (p. 1119) : accepte l'amendement n° 25 de la commission (suppression des pouvoirs d'injonction et de substitution du préfet pour la mise en conformité des statuts des caisses d'épargne et de prévoyance par les conseils de surveillance et attribution de ce pouvoir de substitution au Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance) - (p. 1120) : accepte l'amendement n° 26 de la commission (conditions d'expiration des mandats des directeurs généraux uniques et des membres des directoires des caisses prenant part à la fusion ainsi que des mandats des membres du directoire du nouvel établissement) - **Art. 8 bis** (*composition de la commission paritaire nationale*) (p. 1122) : accepte l'amendement n° 27 de la commission (représentation garantie de toutes les organisations syndicales à la commission paritaire nationale) - **Après l'art. 9** (p. 1123) : accepte l'amendement n° 28 de la commission (contenu du rapport au Parlement de la Caisse des dépôts et consignations) - - **Sur l'ensemble** (p. 1124) : rôle de la commission mixte paritaire, CMP - Démocratie, expression d'orientations politiques différentes - Protection du livret A - Garantie du logement social et de la sécurité des épargnants.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire **[n° 386 (90-91)]** - (26 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2128) : succès de la commission mixte paritaire, CMP - Réforme des caisses d'épargne - Mission du Parlement - Bicaméralisme - Renforcement du Centre national des

caisses d'épargne et de prévoyance, CENCEP - Sécurité des épargnants - (p. 2129) : caisses d'épargne - Caisse des dépôts et consignations, CDC - Conseil de surveillance du CENCEP.

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 394 (90-91)]** - (26 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2137) : rapports entre le Gouvernement et le Parlement - Respect de la Constitution et de la loi organique - Historique de l'application de l'article 38 de l'ordonnance de 1959 depuis cette date - (p. 2143) : politique économique et sociale - Prélèvements obligatoires - Erreur de prévision - (p. 2144) : maîtrise du déficit budgétaire - Equilibre de la sécurité sociale - Chômage - Crise du Golfe persique - Absence de récession - Suppression du contrôle des changes - Progression des dépenses de l'Etat - (p. 2145) : taux d'intérêt - Parité du franc avec le deutschemark - Dévaluations - Absence d'augmentation de la pression fiscale - Baisse des taux de TVA - Suppression du taux majoré le 1er janvier 1993 - Contribution sociale généralisée, CSG - Taxe départementale sur le revenu - Erreur de prévision économique - (p. 2146) : conséquences de la guerre du Golfe persique - Priorités du Gouvernement : recherche, formation et solidarité - Absence d'obligation de dépôt de collectif budgétaire - Inflation - Prix du pétrole et du dollar - Stabilisation du déficit du commerce extérieur - Diminution de l'investissement industriel - (p. 2147) : hausse du dollar et du yen - Stabilité du deutschmark - Légère baisse des réserves de change en devises - Taux d'intérêt réels - (p. 2148) : augmentation du nombre de demandeurs d'emplois - Inadéquation entre la demande et l'offre d'emplois - Importance de l'apprentissage - Chômage des jeunes - Problème du « 1 % logement » - Stabilité de la parité franc-deutschmark depuis trois ans - Déficit de la balance des paiements - Investissements des entreprises françaises à l'étranger - (p. 2153) : favorable aux investissements des étrangers en France - Importance du nombre de chômeurs parmi les jeunes non qualifiés - (p. 2155) : taxation sur le revenu du capital - Encaissement de la TVA dans le pays destinataire.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)]**

Discussion générale - (19 novembre 1991) (p. 3836) : débats parlementaires - (p. 3837) : économie française - Situation mondiale - Politique gouvernementale - (p. 3838) : inflation - Croissance économique - Chômage - Pays européens - Etats-Unis - (p. 3839) : pression fiscale - Plan PME-PMI - Formation professionnelle - Investissements - Environnement - (p. 3840) : budget de l'agriculture - Sécurité sociale - Crédits de la fonction publique - (p. 3841) : charge de la dette - Patrimoine public - Exemple du Crédit local de France - Idéologies.

Suite de la discussion - (20 novembre 1991) - (p. 3882) : prélèvements sur les entreprises - Allemagne - (p. 3883) : fiscalité - (p. 3885, 3886) : procédure parlementaire - Travaux du Parlement - Situation internationale - Production industrielle - Investissements - Industrie française - (p. 3887) : entreprises - Cotisations sociales - Solidarité internationale - Hausse des taux d'intérêt - Dépenses d'équipement - Investissements - (p. 3888) : retraites - Revenu minimum d'insertion, RMI - Cotisations sociales de solidarité - Contribution sociale généralisée, CSG - Construction européenne - (p. 3889) : pays de l'Est - Privatisations - Entreprises publiques - Budget militaire - (p. 3890) : politique gouvernementale - Déficit budgétaire - Dépenses - (p. 3891) : écologie et économie - Charges sociales - Crédit d'impôt - Réglementation - Rapports entre la France et l'Allemagne - Politique européenne - Politique agricole commune, PAC - (p. 3892) : taux d'intérêt - Politique monétaire européenne.

BERGE-LAVIGNE (Maryse), sénateur de la Haute-Garonne (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

– Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

– Vice-président de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement du second cycle de l'enseignement public du second degré jusqu'au 31 mai 1991.

Est nommée membre de la commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 **[n° 91 (91-92)]** considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Services du Premier Ministre** - IV - Plan - **[n° 92 (91-92) tome 3 annexe 39]** (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - IV - Plan - (30 novembre 1991) - Rapporteur spécial (p. 4539) : Commissariat général du Plan - Evolution des crédits - Evaluation des politiques publiques - Etat de réalisation du Xe Plan à mi-parcours - Préparation du XIe Plan - CEE - Au nom de la commission des finances, propose le rejet de ces crédits.

Intérieur - (2 décembre 1991) (p. 4645) : femmes fonctionnaires de police - Ouverture de crèches.

BERNARD (Roland), sénateur du Rhône (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du service national (23 octobre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi modifiant le code du service national [n° 3 (91-92)]** - (23 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3130) : réduction de la durée du service militaire - Maintien du principe de la conscription - Instabilité de l'URSS - Réduction des effectifs militaires - Loi de programmation militaire - Rôle du service militaire - (p. 3131) : plan « Armées 2000 » - Retrait des forces françaises d'Allemagne - Coût de l'armée de métier - Fermeture de bases et de garnisons - Universalité du service national - Nombreuses dispenses, réformes et exemptions - Création du service de sécurité civile - Formation militaire des appelés - Définition de la « disponibilité opérationnelle différée » - (p. 3132) : au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Défense - (26 novembre 1991) (p. 4330) : contexte national et international - Eléments chiffrés - (p. 4331) : désarmement - Format de l'armée de terre - Force nucléaire - Industrie de l'armement - Défense européenne commune - (p. 4332) : guerre du Golfe persique - Renseignement - Programme spatial militaire - Union de l'Europe occidentale, UEO - Recherche - Situation des personnels civils et militaires - Plan Armées 2000 - Gendarmerie - Désarmement - (p. 4333) : sécurité de l'Europe - Loi de programmation militaire - Le groupe socialiste approuve ce projet de budget.

BERNARDET (Daniel), sénateur de l'Indre (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 15 novembre 1991) (p. 3734) - Ministère : Equipement - *Désenclavement de l'Indre* - **Aménagement du territoire.**

BESSE (Roger), sénateur du Cantal (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° 242 (90-91)] - Suite de la discussion** - (4 avril 1991) - **Art. 10 (par priorité)** (*institution d'un mécanisme de solidarité financière interdépartementale*) (p. 335) : aménagement du territoire - Département du Cantal.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Equipement, logement, transports et espace - IV - Tourisme - (6 décembre 1991) (p. 4921) : crédits pour 1992 - (p. 4922) : Maison de la France - Fonds d'intervention touristique, FIT - Emplois du ministère de l'équipement - Observatoire du tourisme - Milieu rural - Langues étrangères - (p. 4923) : hôtellerie rurale - Exemple du Cantal - Collectivités territoriales - Avis défavorable du groupe du RPR sur ce projet de budget.

BESSON (Jean), sénateur de la Drôme (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Claude Pradille, tendant à instituer au profit des communes une imposition sur les sites faisant l'objet d'aménagements spécifiques aux Trains à Grande Vitesse ([n° 118 (91-92)] (2 décembre 1991) - **Communes.**

BESSON (Louis), *ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer* - Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif aux sociétés anonymes de crédit immobilier [n° 215 (90-91)] (25 janvier 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Sociétés civiles et commerciales.**

Projet de loi portant diverses mesures destinées à favoriser l'accessibilité aux personnes handicapées des locaux d'habitation, des lieux de travail et des installations recevant du public [n° 289 (90-91)] (17 avril 1991) - **Handicapés .**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Daniel Hoeffel : **Transports ferroviaires** *(TGV Est)* (*JO* Débats du 19 avril 1991) (p. 551).

de M. Christian Bonnet : **Mer et littoral** *(« Plan Mellick »)* (*JO* Débats du 19 avril 1991) (p. 555).

de M. Marcel Lesbros : **Autoroutes** *(Liaison autoroutière Grenoble-Sisteron)* (*JO* Débats du 19 avril 1991) (p. 566).

de M. Guy Robert : **Routes** *(Déviation de la R.N. 11)* (*JO* Débats du 19 avril 1991) (p. 567).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif aux sociétés anonymes de crédit immobilier [n° 215 (90-91)]** - (16 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 476, 477) : organismes d'HLM - Sociétés anonymes de crédit immobilier, SACI ; vocation sociale - Elargissement d'activités - Accession sociale à la propriété - (p. 479, 480) : prêts d'accession à la propriété, PAP - Progression de l'accession sociale à la propriété dans l'ancien - Programme des PAP pour 1991 - Société languedocienne de crédit immobilier - Ressources du logement social ; livret A - **Art. 1er** (*élargissement de l'objet des sociétés anonymes de crédit immobilier*) (p. 481) : secteur du bâtiment - Concurrence - (p. 482) : accepte les amendements de la commission, n° 1 (constructions destinées à l'accession à la propriété, susceptibles d'être financées à l'aide de prêts ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement, APL), n° 2 (champ d'application des nouvelles compétences des SACI et de leurs filiales) et n° 3 (alignement des compétences des SACI sur celles des sociétés anonymes d'HLM en matière d'aménagement), - **Art. 2** (*création d'un réseau des sociétés anonymes de crédit immobilier*) : accepte les amendements rédactionnels, n° 4, n° 5 et n° 7 de la commission ; ainsi que l'amendement n° 6 du même auteur (motif de retrait automatique de l'agrément) - (p. 483) : demande le retrait de l'amendement n° 12 de M. Jacques Moutet (liberté d'affiliation des sociétés anonymes de crédit immobilier, SACI, à la caisse centrale) - **Art. 3** (*contenu des statuts des sociétés anonymes de crédit immobilier*) : accepte les amendements de la commission, n° 8 (droit de regard de l'organe central sur les fusions et scissions des établissements du réseau) et n° 9 (extension du droit d'agrément de l'organe central à toutes les prises de participation de sociétés membres du réseau) - (p. 484) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de M. Jacques Moutet, n° 13 bis (cession de parts ou d'actions : motivation des refus d'agrément de l'organe central) et n° 14 (exercice du droit de préemption de l'organe central) - **Après l'art. 3** (p. 485) : accepte l'amendement n° 10 de la commission (dissolution de plein droit en cas de cessation d'affiliation d'une société) - **Art. 5** (*contrôle exercé sur les filiales*) : accepte l'amendement de forme n° 11 de la commission - **Après l'art. 8** : son amendement n° 15 : modification de l'article L. 351-2 du code de la construction ; élargissement du champ d'application de l'APL ; adopté.

BETTENCOURT (André), sénateur de la Seine-Maritime (UREI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

INTERVENTIONS

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation au Moyen-Orient [n° 236 (90-91)]** - (19 mars 1991) (p. 34) : hommage à l'armée française et aux forces de la coalition - Libération du Koweït - Instabilité du Moyen-

Orient - (p. 35) : résolution des Nations unies - Erreur d'appréciation de Saddam Hussein - Relations avec le Maghreb et le Liban - Négociations irako-soviétiques - Accords de Taëf - Progression syrienne - Absence de guerre contre l'Islam - Neutralité de l'Iran - Appui de la Turquie à la coalition - Avenir de l'Irak - Problème des Kurdes et de la sécurité d'Israël - Prise en compte de l'OLP - Axe israëlo-syrien - (p. 36) : abandon partiel du Liban à la Syrie - Insuffisance de la Communauté européenne - OTAN - Maintien d'une alliance avec les Etats-Unis - Contrôle des ventes d'armes - Armée de métier.

- Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Affaires étrangères - (5 décembre 1991) (p. 4856) : accord de paix au Cambodge - Conférence de Madrid sur la paix au Proche-Orient - Crise yougoslave - Désagrégation de l'Union soviétique - (p. 4857) : coopération entre les ex-républiques soviétiques - Ukraine - Monnaie soviétique - (p. 4858) : construction de la « grande Europe » - Sommet de Maastricht - Union politique européenne - Nouveau droit international.

BIALSKI (Jacques), Sénateur du Nord (S) - Questeur du Sénat.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 13 décembre 1991) (p. 5275) - Ministère : Mer - *Modernisation de la filière portuaire* - **Ports.**

INTERVENTIONS

- Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° 242 (90-91)] - Suite de la discussion - (4 avril 1991) - **Après l'art. 13** (p. 351) : son amendement n° 122, soutenu par M. Jacques Bellanger : perte de recettes de taxe professionnelle dans une communauté urbaine ou un district à fiscalité propre ; rejeté.

- Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Equipement, logement, transports et espace - V - Mer - (23 novembre 1991) (p. 4142) : politique maritime - Statut des professeurs techniques de l'enseignement maritime - Système social spécifique des marins - (p. 4143) : pêche maritime et cultures marines - Enseignement maritime - Sécurité maritime - Centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage, CROSS - Lutte contre la pollution - Société nationale de sauvetage en mer, SNSM - Plan marine marchande - Compagnie générale maritime, CGM - Développement des activités portuaires - (p. 4144) : coût de la manutention - Statut des dockers - Rôle des ports autonomes en tant que pôles de développement économique - (p. 4145) : culture maritime - Création d'une fondation du patrimoine maritime - Aménagement de l'estuaire de la Loire - Barrage sur la Sèvre - (p. 4146) : exploit de Gérard d'Aboville.

Articles non rattachés :

(8 décembre 1991) - **Art. 65 bis** (*calcul de la valeur locative des immobilisations industrielles et cas de cessions d'établissements, de fusions, de scissions ou d'apports de sociétés*) (p. 5043) : son amendement n° II-56 : restitution aux collectivités locales de la valeur pleine et entière de leurs bases ; devenu sans objet.

BIANCO (Jean-Louis), Est nommé *ministre des affaires sociales et de l'intégration* le 16 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 17 mai 1991).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives **[n° 433 (90-91)]** (28 juin 1991) - **Economie.**

Projet de loi modifiant le livre V du code de la santé publique et relatif à la pharmacie et au médicament **[n° 23 (91-92)]** (9 octobre 1991) - **Pharmacie .**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Claude Estier : **Politique sociale** (*Politique de la sécurité sociale*) (*JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1877).

de M. Michel Poniatowski : **Syndrome immuno-déficitaire acquis (SIDA)** (*Examen prénuptial et dépistage du SIDA*) (*JO* Débats du 13 décembre 1991) (p. 5269).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 351 de Mme Hélène Luc : **Assistantes sociales** (*Statut et rémunération des assistants sociaux* (*JO* Débats du 19 octobre 1991) (p. 3044).

INTERVENTIONS

- Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° 362 (90-91)] - (24 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2001) : maîtrise des dépenses de santé - Système de protection sociale - Négociations collectives - Laboratoires de biologie - Hospitalisation privée - Convention nationale - Accord annuel - Rémunération des actes - (p. 2002) : laboratoires de biologie - Zones géographiques - Tiers payant - Négociations - Etablissements de soins privés - Outre-mer - Allocations familiales - (p. 2003) : fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire, FASSO - (p. 2021) : égalité sociale - Maîtrise des dépenses de santé - (p. 2022) : restructuration hospitalière - Concertation - Démographie médicale - Médecine de prévention - Sécurité sociale - Laboratoires de biologie - Contraception - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2026) : s'oppose à la motion n° 4 de la commission tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité aux dispositions du titre I[er] (articles 1[er] à 7) - Caisse nationale de l'assurance maladie - Organisations syndicales - **Après l'art. 7** (p. 2027) : invoque l'article 40 de la Constitution contre l'amendement n° 15 de Mme Marie-Claude Beaudeau (fixation du montant mensuel des allocations familiales) - **Après l'art. 16** (p. 2038) : s'oppose aux amendements identiques, n° 5 de M. Marcel Rudloff, n° 7 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 17 de M. Charles Lederman, n° 19 de M. Jean Chamant et n° 28 de M. Etienne Dailly (abrogation de l'article 9 de la loi du 31 décembre 1990 d'actualisation des dispositions relatives à l'exercice des professions commerciales ou artisanales) - (p. 2040) : ses amendements n° 1 : insertion d'une division additionnelle ainsi rédigée : « TITRE ... « Dispositions diverses » ; adopté ; n° 2 : cas des détenus placés en semi-liberté exerçant une activité professionnelle ; et n° 3 : cas des commerçants et artisans condamnés pour incitation au non-paiement des cotisations d'assurance vieillesse ; rejetés - Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 18 de Mme Marie-Claude Beaudeau - (p. 2042) : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Jean Cluzel (complément à l'article 40 de la loi du 1[er] décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion).

Nouvelle lecture **[n° 424 (90-91)]** - (28 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2273) : organisations syndicales - Concertation - Motion de la commission tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité sur le titre 1[er] - (p. 2274) : textes conventionnels - Organisations représentatives - Amendements - Allocations familiales des départements d'outre-mer - Grossistes en pharmacie - Retraites et pensions - (p. 2277) : maîtrise des dépenses de santé - Demande le

recours au vote bloqué - **Demande de vote unique** (p. 2278) : soutient sa demande d'application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution - Position du Gouvernement.

– Projet de loi relatif à l'Agence du médicament et à la régulation des dépenses de médicaments prises en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie [n° 9 (91-92)] - (28 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3249) : indemnisation des transfusés contaminés par le virus du SIDA - Protection sociale - Dépenses de santé - Caisses nationales d'assurance maladie - Professions de santé - Europe - (p. 3250) : bon usage du médicament - Missions de l'Agence du médicament - Administration et ressources de l'Agence - Protection sociale - Maîtrise des dépenses de santé - Prix des médicaments - Comité du médicament - (p. 3251) : information - Industrie pharmaceutique - (p. 3265) : concertation avec les partenaires sociaux - Débat à l'Assemblée nationale - Droit d'usage du médicament - Publicité - Dépenses et prix des médicaments - Information des usagers - Prescriptions - Rapport au Parlement - Comité du médicament - Recherche - Education nationale - Produits innovants - Maîtrise des dépenses de santé - (p. 3267) : remboursements - Information - **Art. 1er** (*Agence du médicament*) (p. 3271) : débat parlementaire - Marché du médicament - Contraceptifs oraux - Remboursements - (p. 3272) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 101 de M. Paul Souffrin - *Art. L. 567-1 du code de la santé publique* (*statut de l'Agence*) : s'oppose à l'amendement n° 1 de la commission (définition du statut de l'Agence) - *Art. L. 567-2* (*compétences de l'Agence*) : s'oppose à l'amendement n° 70 de M. Pierre Schiélé (répartition pharmaceutique) - (p. 3274) : s'oppose à l'amendement n° 76 de M. Claude Estier (définition par l'Agence d'axes prioritaires de la recherche et développement des activités industrielles dans le domaine du médicament) et accepte l'amendement n° 3 de la commission (contrôle technique relatif à la qualité entrepris par l'agence) - (p. 3275) : s'oppose à l'amendement n° 4 de la commission (contrôle des eaux minérales) - (p. 3276) : à propos des amendements de M. Paul Souffrin, accepte le n° 102 (participation de l'Agence sous l'autorité du ministre de la santé à la négociation des engagements internationaux) et s'oppose au n° 103 (limitation du rôle international de l'Agence du médicament à la dynamisation des programmes de recherche dans le domaine des médicaments et des produits pharmaceutiques) - Accepte l'amendement de précision n° 5 de la commission - (p. 3277) : s'oppose à l'amendement n° 104 de M. Paul Souffrin (actions de formation entreprises par l'Agence) - *Art. L. 567-3* (*conseil d'administration et direction générale*) (p. 3279) : s'oppose aux amendements de M. Paul Souffrin, n° 105 (composition du conseil d'administration) et n° 106 (indépendance des membres du conseil d'administration vis-à-vis des entreprises de l'industrie pharmaceutique et de la chimie), et sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 6 (composition du conseil d'administration) et accepte le n° 7 (institution d'un conseil scientifique consultatif) - (p. 3280) : s'oppose à l'amendement n° 8 de la commission (nomination par décret en conseil des ministres du président directeur général qui préside le conseil d'administration) - *Art. L. 567-4* (*compétences du directeur général*) : s'oppose aux amendements de la commission, n° 9 de coordination, et n° 10 (interdiction de tout recours hiérarchique contre les décisions du directeur) - *Art. L. 567-5* (*personnel conctractuel de l'Agence*) (p. 3281) : s'oppose aux amendements n° 107 de M. Paul Souffrin (statut des fonctionnaires de la direction de la pharmacie et du laboratoire de la santé) et n° 11 de la commission (statut des agents contractuels) - *Art. L. 567-7* (*ressources de l'Agence*) (p. 3282) : s'oppose aux amendements, n° 12 de la commission (montant des subventions de l'Etat) et n° 84 de coordination de M. Etienne Dailly - (p. 3283) : s'oppose à l'amendement n° 108 de M. Paul Souffrin (indépendance de l'Agence du médicament à l'égard des industriels de la chimie et des fabricants de médicaments) - *Art. L. 567-9* (*contrôle financier*) : s'oppose à l'amendement n° 14 de la commission (contrôle financier a posteriori) - *Art. L. 567-10* (*compétence des inspecteurs*) (p. 3285) : s'oppose aux amendements n° 109 de M. Paul Souffrin (rôle des pharmaciens inspecteurs), n° 71 de M. Pierre Schiélé (extension des missions confiées au corps d'inspection à la répartition pharmaceutique), n° 87 de M. Claude Huriet (inspection des établissements hospitaliers) et n° 15 de la commission (unité du corps de l'inspection de la pharmacie et maintien des conditions de diplôme et de statut actuellement requises) - Accepte l'amendement n° 77 de M. Claude Estier (conditionnement des médicaments) - *Art. L. 567-11* (*obligations des inspecteurs de l'Agence du médicament*) (p. 3286) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 16 de la commission - *Art. L. 567-13* (*application réglementaire*) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 17 de la commission - *Art. L. 567-14* (*rapport d'activité*) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 18 de la commission - (p. 3287) : accepte l'amendement n° 113 de M. Paul Souffrin (renforcement des pouvoirs du conseil d'administration) - **Art. 2** (*haut comité du médicament ; détermination des objectifs d'évolution des dépenses ; régime des prix et sanctions*) (p. 3289) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 114 de M. Paul Souffrin - (p. 3290) : s'oppose à l'amendement n° 19 de la commission (inscription des médicaments sur la liste des produits remboursables) - *Avant l'art. L. 162-18 du code de la sécurité sociale* (p. 3292) : intervient à propos de l'amendement n° 78 de M. Claude Estier (inscription des médicaments sur la liste des produits remboursables) .

Suite de la discussion - (29 octobre 1991) - **Art. 2 (suite)** - *Art. L. 162-18 du code de la sécurité sociale* (*Haut comité du médicament ; fixation d'objectifs annuels globaux*) (p. 3306, 3307) : s'oppose à l'amendement n° 20 de la commission (mission du comité du médicament), et sur ce dernier au sous-amendement n° 72 de M. Jean Chérioux, au n° 116 (objectif annuel d'évolution des dépenses de médicaments défini par le Gouvernement) et au n° 115 (avis de la Caisse nationale d'assurance maladie) de M. Paul Souffrin, au n° 73 de M. Jean Chérioux (fixation des prix français du médicament), ainsi qu'au n° 79 de M. Claude Estier (avis de l'Agence du médicament) - *Art. L. 162-18 bis* (*composition, compétences et pouvoirs du Haut comité du médicament*) (p. 3309) : s'oppose à l'amendement n° 88 de M. Claude Huriet (mission du Haut comité du médicament) - (p. 3310) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 89 de M. Claude Huriet - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 21 de la commission - (p. 3311) : s'oppose à l'amendement n° 22 de la commission (composition du Haut comité) - (p. 3312) : son amendement n° 59 : avis de la commission de la transparence sur l'ensemble des produits nouveaux ; rejeté - A propos des amendements de la commission, accepte le n° 23, rédactionnel, et s'oppose, au n° 25, de coordination et au n° 26 (approbation des conventions négociées par le Haut comité du médicament) - (p. 3314) : s'oppose à l'amendement n° 27 de la commission (pouvoir de décision du Haut comité) - *Art. L. 162-18-1* (*détermination contractuelle du prix et du volume des ventes des produits innovants*) (p. 3316) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 28 de la commission (définition des produits innovants) - *Art. L. 162-18 bis (suite)* : accepte l'amendement de coordination n° 24 de la commission - **Art. L. 162-18-1 (suite)** : son amendement de coordination n° 60 ; devenu sans objet - Sur les amendements de coordination de la commission, accepte le n° 29 et s'oppose au n° 30 - (p. 3317) : sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 31 de coordination et accepte le n° 32 (clause de révision contenue dans les conventions) - (p. 3318) : s'oppose à l'amendement n° 33 de la commission (seconde délibération demandée par la puissance publique dans le cas de l'échec de la procédure de négociation conventionnelle) - *Art. L. 162-18-2* (*versement d'une remise en cas de dépassement des objectifs définis par la convention relative aux produits innovants*) : s'oppose aux amendements n° 34 (cas d'un dépassement non justifié par un accroissement imprévisible des besoins sanitaires de la population) et n° 35 de la commission (variation du taux de ristourne comprise entre 40 et 80 % du dépassement) ainsi qu'au n° 92 de M. Claude Huriet (marge d'appréciation tenant compte des motifs du dépassement) et au n° 99 de M. François Delga (variation du taux de ristourne comprise entre 20 et 80 % du dépassement) - (p. 3320) : s'oppose aux amendements, n° 36, rédactionnel, de la commission, et n° 57 de M. François Delga (remises pesant sur les entreprises) - *Art. L. 162-18-3*

(*régime applicable aux médicaments non innovants*) (p. 3322) : son amendement n° 61 : convention et modulation des prix ; rejeté - S'oppose aux amendements de la commission n° 37 (convention conclue par le Haut comité du médicament) et n° 38 (modulation des prix) - (p. 3323) : accepte l'amendement n° 39 de la commission (politique de promotion et de publicité de l'entreprise) - (p. 3324) : s'oppose aux amendements de la commission n° 40 (régime réglementaire de substitution à défaut de conclusion par l'entreprise d'une convention annuelle avant le 1er avril), n° 119 et n° 43 de coordination, n° 41 (dépassement des objectifs définis par la convention relative aux produits non innovants) et n° 44 (dépassement lié à une spécialité parmi les moins coûteuses dans une même indication thérapeutique) ainsi qu'aux amendements de M. François Delga, n° 100 (fourchette de remise comprise entre 20 et 80 %) et n° 58 (remises pesant sur les entreprises) et accepte l'amendement rédactionnel n° 96 de M. Claude Huriet - *Art. L. 162-18-4 (modalités d'évaluation des dépenses de médicaments pris en charge par la sécurité sociale)* (p. 3326) : accepte l'amendement n° 46 de la commission (suppression du dernier alinéa du texte proposé par l'article 2 pour l'article L. 162-18-4 du code de la sécurité sociale) - *Art. L. 162-18-5 (déclaration du chiffre d'affaires, recouvrement de la remise, contentieux)* : s'oppose à l'amendement de coordination n° 47 de la commission et à l'amendement n° 80 de M. Claude Estier (remise incluse dans les charges déductibles pour la détermination de l'assiette de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu) - *Art. L. 162-18-7 (absence de convention ; sanction du non- respect des stipulations contractuelles relatives au prix des médicaments)* : son amendement n° 64 : prix applicables en l'absence de convention ; devenu sans objet - (p. 3327) : s'oppose à l'amendement n° 48 de la commission (régime des prix applicables en l'absence de convention annuelle relative aux produits non-innovants au 1er avril) - *Art. L. 162-18-8 (régime transitoire)* : ses amendements n° 121 : coefficients déterminés conventionnellement ; et n° 65 : cas de fusion d'entreprises ou d'apport partiel d'actifs ; retirés - *Après l'art. 162-18-8* (p. 3328) : s'oppose à l'amendement n° 74 de M. Jean Chérioux (publicité des conventions aux conditions définies par voie réglementaire) - **Art. 3** (*fixation conventionnelle du montant des dépenses de promotion et de publicité*) (p. 3329) : ses amendements n° 66 : présence du ministre de l'économie dans la liste des ministres parties à la convention ; et n° 67 de coordination - S'oppose à l'amendement n° 117 de M. Paul Souffrin (dépenses en matière de recherche pharmaceutique) ainsi qu'aux amendements de coordination de la commission n° 50 et n° 53 - (p. 3330) : s'oppose aux amendements de la commission n° 51 (nouvelle rédaction du paragraphe III) et n° 52 (substitution du terme de remise à celui de pénalité) - (p. 3331) : accepte l'amendement n° 81 de M. Claude Estier (suppression du second alinéa du paragraphe IV) - **Art. 4 A** (*rapport sur l'application de la loi*) (p. 3332) : s'oppose à l'amendement n° 54 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 4** (*coordination et modification des dispositions relatives à l'inspection de la pharmacie et aux taxes et redevances sur les spécialités pharmaceutiques*) : ses amendements n° 69 : fixation de la liste des produits réservés à l'usage hospitalier par le ministre chargé de la santé ; rejeté ; et n° 120 : consultation des inspecteurs de l'Agence du médicament ou de la pharmacie ; adopté - (p. 3334) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 85 de M. Etienne Dailly et s'oppose à l'amendement de coordination n° 98 de M. Claude Huriet - (p. 3335) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 86 de M. Etienne Dailly (rôle des inspecteurs de la pharmacie) - (p. 3336) : s'oppose à l'amendement n° 118 de M. Paul Souffrin (cas où les inspecteurs relèvent un fait susceptible d'impliquer des poursuites pénales) - **Après l'art. 6** : sur l'amendement n° 55 de la commission (remboursement jusqu'à la mise en place de l'identification automatique des spécialités remboursables), son sous-amendement n° 122 ; rejeté - (p. 3337) : s'oppose à l'amendement n° 55 de la commission (remboursement jusqu'à la mise en place de l'identification automatique des spécialités remboursables) - **Après l'art. 7** S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 75 de M. Jean Chérioux (modification des dispositions du code de la santé publique relatives aux médicaments vétérinaires) - **Sur l'ensemble** (p. 3339) : surconsommation de médicaments - Rôle de l'Agence - Maîtrise des dépenses - Progrès techniques.

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Affaires sociales et intégration - Economie sociale - (25 novembre 1991) (p. 4238) : budget du ministère des affaires sociales - Solidarité - (p. 4239) : protection sanitaire - Démographie médicale - Politique hospitalière - Dépenses de santé - (p. 4240) : intégration - Modernisation de l'administration - (p. 4275) : maîtrise des dépenses de santé - Contrats de santé - Dépenses hospitalières - (p. 4276) : professions de santé - Equilibre de la sécurité sociale - Prestations familiales - Ethique - (p. 4277) : politique d'intégration - Comptes de l'assurance maladie - Hémophiles contaminés - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 4282) : rente mutualiste du combattant - **Art. 84** (p. 4283) : s'oppose à l'amendement de suppression n° II-26 de la commission.

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 162 (91-92)] - (16 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5379) : indemnisation des victimes contaminées par le Sida à la suite de transfusions sanguines - Risque thérapeutique - (p. 5380) : indemnisation d'autres pathologies post-transfusionnelles - Modalités de l'indemnisation - Prévention et recherche - (p. 5394) : organisation de la transfusion sanguine - Indemnisation - Risques thérapeutiques - (p. 5395) : don du sang - Dépistage - Revenu minimum d'insertion - Retraites - Bioéthique - (p. 5396) : amendements du Gouvernement - **Art. 1er** (*aide aux associations logeant à titre temporaire des personnes défavorisées*) (p. 5396) : accepte l'amendement de précision n° 25 de la commission - (p. 5397) : s'oppose à l'amendement n° 64 de M. Paul Souffrin (suppression de la référence à la Caisse nationale d'allocations familiales comme source de financement des dispositions prévues à cet article) - **Art. 2** (*modification de la loi sur le RMI : échanges d'informations et prorogation de la durée d'application*) (p. 5399) : s'oppose aux amendements n° 65 de suppression de M. Paul Souffrin, n° 45 de M. Jacques Thyraud (suppression du deuxièmement de l'article relatif aux échanges informatisés des informations recueillies) et n° 26 de la commission (suppression du dernier alinéa de l'article 2 proposant de prolonger la durée d'application des dispostions de la loi de 1988) - **Art. 3** (*transfert de la totalité du service départemental d'action sociale sous l'autorité du président du conseil général*) (p. 5402) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 27 de la commission et n° 55 de M. Albert Vecten - **Art. 5** (*pérennisation du régime local d'assurance maladie applicable dans les départements d'Alsace et de Moselle*) (p. 5405) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 46 de M. André Bohl - **Après l'art. 5** (p. 5406) : sur les amendements de M. André Bohl, oppose l'article 40 de la Constitution au n° 47 (mise en ordre de la législation en matière de retraite des femmes) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 48 (clarification de la liquidation des droits à retraite) - **Art. 6** (*modification de la réforme hospitalière à la suite de la décision du Conseil constitutionnel du 22 juin 1991*) (p. 5408) : s'oppose aux amendements n° 67 (modalités de nomination et de renouvellement des chefs de services ou de départements des hôpitaux publics) et n° 68 (obligation pour la commission médicale de siéger dans son intégralité) de M. Paul Souffrin et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 56 de M. Franck Sérusclat (motivation de la décision de non-renouvellement du mandat d'un chef de service ou de département) - **Art. 9** (*régime applicable aux structures de soins alternatives à l'hospitalisation installées avant la promulgation de la loi du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière*) (p. 5409) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 28 de la commission - **Art. 10** (*recueil, traitement, conservation et cession de sperme*) (p. 5410) : accepte l'amendement n° 57 de M. Franck Sérusclat (distinction entre le traitement et la conservation du sperme) - (p. 5411) : s'oppose à l'amendement n° 69 de M. Paul Souffrin (caractère exclusivement privé des établissements susceptibles d'effectuer ces opérations) - Sur l'amendement n° 59 de M. Franck Sérusclat

(précision juridique), accepte le paragraphe A et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le paragraphe B - Son amendement rédactionnel n° 93 ; rejeté - **Art. 11 ter** (*institution d'une majoration à l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée*) (p. 5414) : accepte l'amendement de coordination n° 31 de la commission - **Art. 13** (*prorogation des dispositions limitant le cumul emploi-retraite et régime applicable en cas de transmission d'entreprise*) (p. 5415) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 32 de la commission - (p. 5416) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Jean Simonin (dispositions en faveur des médecins) - **Art. 14** (*plafonnement de la cotisation proportionnelle d'assurance vieillesse des personnes exerçant une profession libérale*) (p. 5417) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 70 de M. Paul Souffrin et accepte l'amendement rédactionnel n° 33 de la commission - **Art. 15** (*plafonnement de la cotisation proportionnelle d'assurance vieillesse des avocats*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 71 de M. Paul Souffrin - **Après l'art. 15 bis** (p. 5418) : s'oppose à l'amendement n° 34 de la commission (rétablissement des droits acquis des travailleurs non salariés non agricoles en matière d'assurance maladie) - **Après l'art. 17** (p. 5420) : s'en remet à la sagese du Sénat pour l'amendement n° 62 de M. Adrien Gouteyron (prise en compte du portage de la presse à domicile) - **Art. 18** (*transfert de la gestion du régime spécial des chemins de fer secondaires et des tramways à la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 72 de M. Paul Souffrin - **Après l'art. 18** (p. 5421) : demande le retrait de l'amendement n° 50 de M. Jean Madelain (distinction entre les institutions de retraite et les institutions de prévoyance) - **Art. 18 bis** (*revalorisation des pensions pour 1992*) : demande un vote unique sur l'article 18 bis, à l'exception de tout amendement (art. 44, alinéa 3 de la Constitution) - **Art. 19** (*procédure d'opposition sur les fonds détenus par des tiers pour le compte d'assurés débiteurs, au profit des caisses gestionnaires des régimes sociaux des travailleurs non salariés non agricoles*) (p. 5422) : accepte l'amendement rédactionnel n° 91 de la commission - **Art. 20 ter** (*prorogation de la suspension des poursuites liées au surendettement de certains rapatriés*) (p. 5424) : amendements - Dialogue - **Après l'art. 20 sexies** (p. 5426) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 de M. Daniel Millaud (reconnaissance des compétences des collectivités territoriales) - (p. 5427) : sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 36 (statut des personnels des maisons de retraite gérées par les collectivités publiques) et accepte les n° 37 (limite d'âge applicable dans les sociétés d'économie mixte concessionnaires d'autoroutes), n° 38 (couverture sociale des personnels expatriés au titre des accidents du travail) et n° 39 (composition du conseil d'administration de la caisse des Français de l'étranger) - Accepte l'amendement n° 4 de M. Charles Descours, identique à l'amendement n° 37 de la commission - (p. 5429) : s'oppose à l'amendement n° 61 de M. Albert Vecten (précision relative au principe de la libre administration des collectivités territoriales en ce qui concerne la fixation des régimes indemnitaires des fonctionnaires territoriaux) - (p. 5430) : ses amendements n° 89 : sort des candidats admis au concours externe pour l'accès au corps des secrétaires de chancellerie en 1989 ; et n° 90 : prorogation de la durée d'application des mesures prises au titre de l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 modifiant le code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et agents de l'Etat et de ses établissements publics à caractère administratif ; adoptés - **Avant l'art. 21** (p. 5434) : Conseil de l'Europe - Conseil des Communautés européennes - Dépistage systématique - Prévention - S'oppose aux amendements n° 83 de M. Michel Caldaguès (dépistage systématique de l'infection par le virus de l'immuno-déficience lors des examens prénuptiaux et prénataux) et n° 88 de M. Jacques Sourdille (plan de lutte contre l'épidémie du Sida) - (p. 5436) : dépistage.

Suite de la discussion - (17 décembre 1991) - **Art. 21** (*indemnisation des personnes contaminées par le virus de l'immuno-déficience humaine à la suite de l'administration de produits sanguins*) (p. 5449) : sécurité transfusionnelle - Prévention - Recherche - Directive européenne - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 40 de la commission (rétablissement de la date butoir) - (p. 5450) : s'oppose à l'amendement n° 73 de M. Paul Souffrin (indemnisation pour toutes les victimes de transfusions sanguines) - (p. 5451) : s'oppose à l'amendement n° 9 de la commission saisie pour avis (déconcentration du dispositif) - (p. 5452) : s'oppose à l'amendement n° 74 de M. Paul Souffrin (création d'un fonds de garantie) - (p. 5453) : sur les amendements de la commission saisie pour avis, s'oppose au n° 7 de coordination et accepte le n° 8 rédactionnel - (p. 5454) : commissions d'indemnisation - (p. 5455) : s'oppose à l'amendement n° 10 de la commission saisie pour avis (précision relative au rôle des commissions d'indemnisation) - (p. 5456) : s'oppose aux amendements de la commission saisie pour avis, n° 11 (allocation d'une indemnité provisionnelle), et de coordination n° 12, n° 14, n° 15, n° 16 et n° 17 - (p. 5457) : s'oppose aux amendements n° 76 de M. Paul Souffrin (possibilité pour les victimes d'agir en justice contre le fonds d'indemnisation) ainsi qu'au n° 41 de la commission (création d'un fonds d'indemnisation) - (p. 5458) : accepte les amendements n° 42 de précision de la commission et n° 19 de la commission saisie pour avis (impossibilité pour la décision de la commission de préjudicier au droit de la victime de se constituer partie civile) - (p. 5459) : s'oppose aux amendements n° 78 (financement du fonds d'indemnisation) et n° 79 (contribution supplémentaire de 1 % sur le montant des revenus des capitaux mobiliers) de M. Paul Souffrin - (p. 5460) : accepte les deux amendements identiques, n° 43 de la commission et n° 20 de la commission saisie pour avis (suppression de la référence à une loi sur la définition de l'alimentation du fonds) - (p. 5461) : accepte les amendements n° 44 de la commission (suppression du paragraphe relatif à la création d'une commission financière) et rédactionnel n° 22 de la commission saisie pour avis - **Après l'art. 21** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 23 de la commission saisie pour avis (rectification d'un intitulé de chapitre du code des assurances) - - **Seconde délibération** : s'oppose à la seconde délibération demandée par la commission - **Sur l'ensemble** (p. 5463) : qualité du travail accompli - Solidarité - (p. 5464) : projet de loi relatif à l'agence du médicament.

Nouvelle lecture **[n° 214 (91-92)]** - (20 décembre 1991) - **Art. 1er** (p. 5703) : s'oppose à l'amendement n° 1 de la commission (impossibilité pour toute personne en situation irrégulière de bénéficier des dispositions de l'article 1er) - **Art. 2** : s'oppose à l'amendement n° 2 de la commission (reprise du texte adopté en première lecture par le Sénat) - **Art. 3** (p. 5704) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 3 de la commission - **Art. 5** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 4 de la commission - **Art. 5 bis A** (*obligation d'information des personnes demandant la liquidation de leurs avantages de retraite*) (p. 5705) : s'oppose à l'amendement n° 5 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture) - **Art. 8 bis** (*recouvrement des prestations en nature indues*) (p. 5706) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 6 de la commission et n° 16 de M. Jean-Luc Bécart - **Art. 9** : son amendement rédactionnel n° 19 ; adopté - **Après l'art. 9** (p. 5707) : son amendement n° 20 : modification de la loi du 31 juillet 1991 en intégrant dans l'objectif annuel la chirurgie ambulatoire et l'hospitalisation de jour ; adopté - **Art. 9 bis** (*contribution exceptionnelle des établissements de vente en gros de spécialités pharmaceutiques et règles applicables aux remises et ristournes qu'ils accordent aux officines*) (p. 5708) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 7 de la commission - (p. 5709) : commission mixte paritaire - **Art. 11 bis A** (*principe d'un numerus clausus applicable aux professionnels du transport sanitaire*) (p. 5711) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 8 de la commission - **Art. 13** (p. 5712) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 10 de la commission - **Art. 20 duodecies** (*régimes indemnitaires de la fonction publique territoriale*) (p. 5713) : s'oppose à l'amendement n° 11 de la commission (reprise du texte adopté par le Sénat en 1ère lecture et supprimé par l'Assemblée nationale) - **Art. 20 quindecies** (*dépistage obligatoire de l'infection par le virus du Sida*) (p. 5714) : s'oppose à l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat et supprimé par l'Assemblée nationale) - (p. 5715) : textes internationaux -

Art. 20 sedecies (*rapport du Parlement sur l'évolution de la lutte contre les maladies transmissibles*) (p. 5717) : s'oppose à l'amendement n° 13 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture et supprimé par l'Assemblée nationale) - **Art. 21** (p. 5720) : s'oppose à l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture et supprimé par l'Assemblée nationale) - **Art. 22** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture et supprimé par l'Assemblée nationale) - **Sur l'ensemble** (p. 5721) : indemnisation - Politique de prévention.

BIARNES (Pierre), sénateur des Français établis hors de France (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Affaires étrangères - (5 décembre 1991) (p. 4871) : votera ce projet de budget - Statut des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger - Comités consulaires de sécurité - Fiscalité - Certificat de nationalité - Frais de scolarité des enfants français de l'étranger - Protection sociale des Français de l'étranger.

BIASINI (Emile), secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture, de la communication et des grands travaux, chargé des grands travaux - Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

Est nommé *secrétaire d'Etat aux grands travaux* le 17 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 18 mai 1991).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions orales sans débat :

n° **324** de M. Jean Garcia : **Finances locales** (*Prise en charge par l'Etat des surcoûts financiers et des nuisances occasionnés aux populations proches du site d'Eurodisneyland*) (*JO* Débats du 12 octobre 1991) (p. 2854).

n° **343** de Mme Marie-Claude Beaudeau : **Aérodromes** (*Dispositions retenues par le plan d'exposition aux bruits de l'aéroport Charles-de-Gaulle*) (*JO* Débats du 12 octobre 1991) (p. 2853).

n° **345** de M. Louis Souvet : **Commerce extérieur** (*Aide à l'industrie automobile*) (*JO* Débats du 12 octobre 1991) (p. 2849).

n° **348** de Mme Marie-Claude Beaudeau : **Hôtels et restaurants** (*Application de la loi sur les rémunérations des personnels de l'hôtellerie*) (*JO* Débats du 12 octobre 1991) (p. 2851).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Culture - (2 décembre 1991) (p. 4684) : Bibliothèque de France - (p. 4685 et 4686) : architecture - Conservation des livres - Exemples de Londres et les Etats-Unis - Coût de la construction et du fonctionnement - (p. 4687) : conservation des livres - (p. 4688) : travaux du Grand Louvre - Fonctionnement de la Bibliothèque nationale.

BIDARD-REYDET (Danielle), sénateur de la Seine-Saint-Denis (C).

NOMINATIONS

– Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

– Secrétaire de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement du second cycle de l'enseignement public du second degré jusqu'au 31 mai 1991.

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **94** (*JO* Débats du 11 mai 1990) (p. 768) - Ministère : Equipement - *Tracé de l'autoroute A16* - (Retirée : 28 mars 1991) (p. 212) - **Autoroutes** .

Questions orales sans débat :

n° **300** (*JO* Débats du 9 avril 1991) (p. 422) - Ministère : Education - *Conséquences de la mise en oeuvre « du plan social » étudiant* - (*JO* Débats du 27 avril 1991) (p. 755) - **Etudiants.**

n° **301** (*JO* Débats du 9 avril 1991) (p. 422) - Ministère : Education - *Sécurité sur le campus de Paris-Villetaneuse* - (*JO* Débats du 27 avril 1991) (p. 756) - **Universités.**

n° **307** (*JO* Débats du 17 avril 1991) (p. 495) - Ministère : Education - *Projet de réforme du statut des enseignants-chercheurs* - (*JO* Débats du 27 avril 1991) (p. 758) - **Enseignement supérieur.**

n° **313** (*JO* Débats du 8 mai 1991) (p. 901) - Ministère : Equipement - *Aide de l'Etat pour la réhabilitation de deux cités HLM de Pantin (Seine-Saint-Denis)* - (*JO* Débats du 8 juin 1991) (p. 1473) - **Habitations à loyer modéré.**

n° **336** (*JO* Débats du 22 juin 1991) (p. 1969) - Ministère : Education - *Suppression d'une classe d'école primaire, à Pantin* - **Enseignement élémentaire.**

INTERVENTIONS

– **Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires** - *Nouvelle lecture* [n° **453 (90-91)**] - (5 juillet 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2521) : abstention du groupe communiste sur ce texte - Demande de huis clos pour les auditions en commission.

– **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux [n° 346 (90-91)]** - (16 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2917, 2918) : pollution des eaux : effets pervers du principe « pollueur-payeur » - Compétences des collectivités locales en matière d'assainissement - Mainmise de sociétés privées sur la gestion de l'eau - (p. 2919) : pollution liée à l'agriculture : responsabilité de la politique agricole commune, PAC - Prix de l'eau ; désengagement financier de l'Etat - Barrages - Eaux souterraines - (p. 2920) : prix de l'eau - Agences de bassin - Associations agricoles - **Avant l'art. 1er** (p. 2941) : son amendement n° 140 : création d'une Agence nationale de l'eau ; rejeté - **Art. 1er** (*objectifs généraux*) (p. 2943) : ses amendements n° 141 : objectif de la satisfaction de tous les besoins en eau ; et n° 142 : réaffirmation des dispositions des lois du 16 octobre 1919, sur l'énergie hydraulique et du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques ; devenus sans objet - **Art. 2** (*schémas d'aménagement et de gestion des eaux, SAGE*) (p. 2946 à 2948) : ses amendements n° 143 : fixation du périmètre : avis du comité de bassin et des collectivités territoriales concernées ; n° 144 : conformité des décisions administratives aux dispositions du schéma adopté ; n° 145 : élaboration ou révision : pouvoir d'initiative des collectivités territoriales ; et n° 146 : modalités et procédure d'élaboration, de publication et de révision des SAGE : renvoi à une loi d'application ; devenus sans objet - **Après l'art. 2** (p. 2949) : son amendement n° 147 : modification de

la composition des comités de bassin et du conseil d'administration des agences financières de bassin ; rejeté.

Suite de la discussion - (17 octobre 1991) - **Art. 3** (*police de l'eau : prescriptions générales*) (p. 2960) : prévention des pollutions - (p. 2961) : son amendement n° 148 : interdiction de toute publicité intéressée susceptible de mettre en doute la qualité de l'eau distribuée par les établissements publics ; devenu sans objet - **Art. 4** (*prescriptions spéciales*) (p. 2963) : prix de l'eau - Agriculteurs - **Art. 5** (*régime de déclaration ou d'autorisation des installations et ouvrages*) (p. 2967) : son amendement n° 149 : définition par la loi de la liste des installations et ouvrages soumis à déclaration et à autorisation, ainsi que des critères assimilant le prélèvement d'eau à l'usage domestique ; devenu sans objet - **Art. 6** (*moyens de mesures ou d'évaluation - contrôles techniques*) (p. 2970) : prix de l'eau et charges des agriculteurs - **Art. 7** (*périmètres de protection - facturation de l'eau*) (p. 2973) : son amendement n° 150 : indemnisation des agriculteurs exploitant des terres situées dans le périmètre de protection ; devenu sans objet - **Art. 9** (*plans de surfaces submersibles*) (p. 2975) : son amendement n° 152 : élaboration en concertation avec les comités de bassin et les collectivités territoriales ; rejeté - **Art. 10** (*intervention en cas d'incident ou d'accident*) (p. 2997) : son amendement n° 153 : communication par l'autorité administrative d'informations sur la qualité de l'eau distribuée ; rejeté - **Art. 11** (*personnes habilitées à constater les infractions*) (p. 3000) : son amendement n° 154 : habilitation des agents assermentés des collectivités ayant des prises d'eau en fleuves ou en rivières ; rejeté - **Art. 19** (*travaux d'intérêt général ou d'urgence*) (p. 3008, 3009) : coût de l'intervention des collectivités locales dans la gestion des eaux - **Après l'art. 22** (p. 3013) : son amendement n° 155 : remboursement de la TVA perçue sur la distribution et l'assainissement de l'eau potable ; gage sur l'impôt sur la fortune ; rejeté - **Art. 23** (*assainissement ; modifications du code des communes*) : retard de la France en matière d'assainissement - **Après l'art. 23** (p. 3015) : son amendement n° 156 : réinvestissement dans le domaine de l'eau des bénéfices réalisés dans la distribution et l'assainissement d'eau ; rejeté - **Art. 24** (*assainissement : modifications du code de la santé publique*) (p. 3016) : son amendement n° 157 : assainissement autonome : vérification par une entreprise compétente ; devenu sans objet - **Après l'art. 30** (p. 3030, 3031) : soutient les amendements de M. Paul Souffrin, n° 158 et n° 159 relatifs aux conséquences en matière d'eaux d'exhaure de la fermeture des mines de fer de Lorraine ; n° 160 (orientations stratégiques du groupe Usinor-Sacilor) et n° 161 (obligations incombant à l'exploitant d'une concession minière en matière d'eaux d'exhaure) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3032) : abstention du groupe communiste sur ce projet de loi.

– Projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs [n° 431 (90-91)] - (6 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3533) : importance de l'énergie nucléaire dans la production d'électricité en France - Faible coût et absence de pollution de l'atmosphère par l'énergie nucléaire - Gestion des déchets radioactifs - Développement de l'information et transparence des décisions - Déchets nucléaires à courte ou à longue période - Développement de la recherche - Réduction de la quantité et de la nocivité des déchets - Sécurité des installations - Retraitement poussé et transmutation - Baisse des crédits du Commissariat à l'énergie atomique, CEA - Changement de statut de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, ANDRA - Désengagement de l'Etat en matière nucléaire - Délocalisation de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie - (p. 3534) : poursuite de la recherche pour les économies d'énergie - Reconciliation des Français avec le nucléaire civil - **Art. 8 bis** (*autonomie de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs*) (p. 3558) : son amendement de suppression n° 34 ; rejeté - **Art. 8 ter** (*comité local d'information et de suivi*) (p. 3559) : son amendement n° 35 : présence obligatoire de représentants des organisations professionnelles au sein du comité local d'information et de suivi ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3562) : abstention du groupe communiste lors du vote sur l'ensemble de ce projet.

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Jeunesse et sports - (24 novembre 1991) (p. 4190) : sport - Jeux olympiques - 28 millions de sportifs - Collectivités territoriales - Insuffisance des moyens des fédérations sportives - Diminution des crédits des équipements sportifs - Fonds national pour le développement du sport, FNDS - Au nom du groupe communiste, se déclare opposée à l'adoption de ce projet de budget en raison de son insuffisance - **Etat B** (p. 4199) : diminution des crédits affectés à la formation des animateurs - Crise des jeunes - Politique de l'emploi des jeunes - Politique de l'habitat - Insuffisances de ce budget.

Recherche et technologie - (29 novembre 1991) (p. 4507) : faible progression des crédits - Effort en faveur de la recherche industrielle au détriment des laboratoires publics et universitaires - Stagnation des crédits des organismes publics - Répartition géographique de l'effort de recherche - Personnels - (p. 4508) : vote du groupe communiste contre ce projet de budget.

Environnement - (30 novembre 1991) (p. 4583) : diminution des crédits consacrés à la prévention des pollutions et à la qualité de la vie - Parcs nationaux - Faiblesse des crédits de recherche - Insuffisance des créations d'emplois - Agence de l'environnement et de l'économie d'énergie - Accroissement de la circulation des poids lourds - Déchets industriels - Opinion publique - Vote du groupe communiste contre ce projet de budget.

Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur - (3 décembre 1991) (p. 4748) : population étudiante - Plan « Université 2000 » - Décentralisation - Bourses et prêts bancaires - Personnels enseignants et non enseignants - Revalorisation salariale - (p. 4749) : recherche universitaire - Instituts universitaires de formation des maîtres, IUFM - Instituts universitaires professionnalisés, IUP - Les sénateurs communistes et apparentés voteront contre ce projet de budget.

– Projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi - *Deuxième lecture* **[n° 114 (91-92)]** - (10 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5163, 5164) : formation professionnelle - Emploi - Patronat - Qualification - Exonération des cotisations sociales - Le groupe communiste et apparenté votera contre ce texte.

– Projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs - *Deuxième lecture* **[n° 110 (91-92)]** - (11 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5227, 5228) : notion de réversibilité du stockage souterrain - Commissariat à l'énergie atomique, CEA - Agence nationale des déchets radioactifs, ANDRA - Abstention du groupe communiste.

– Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux - *Deuxième lecture* **[n° 159 (90-91)]** - (13 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5330, 5331) : schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux - Barrages - Recherche - Ressource en eau - Prix de l'eau - **Avant l'art. 1er** (p. 5334) : son amendement n° 61 : création d'une Agence nationale de l'eau ; rejeté - **Art. 1er** (p. 5335) : son amendement n° 62 : référence à la loi de 1919 sur l'énergie hydraulique ; rejeté - **Art. 2 A** (*schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux*) : son amendement n° 63 : articulation avec les schémas locaux ; rejeté - **Art. 2 B** (*préfets de bassins*) (p. 5336) : son amendement de suppression n° 64 ; adopté - **Art. 2** (p. 5338) : son amendement n° 65 : fixation du périmètre : avis du comité de bassin et des collectivités territoriales concernées ; rejeté - **Après l'art. 2** (p. 5339) : son amendement n° 66 : création et composition du comité de bassin ; rejeté - **Art. 5** (p. 5344) : son amendement n° 67 : exclusion du champ d'application de cet article des installations concédées relevant de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique ; adopté - **Art. 9 bis** (*introduction dans le code minier de dispositions relatives aux obligations des sociétés d'exploitation minière*) (p. 5359) : vote de cet article par le groupe communiste - **Art. 13** (*délit de pollution des eaux*) (p. 5362) : son amendement n° 68 : exclusion des vidanges

de barrages du champ d'application de cet article ; rejeté - **Après l'art. 22** (p. 5364) : son amendement n° 69 : reversement de TVA aux organismes de distribution et d'assainissemcnt ; rejeté - **Après l'art. 23** (p. 5366) : son amendement n° 70 : réinvestissement dans le domaine de l'eau des bénéfices réalisés dans la distribution et l'assainissement ; rejeté - Vote par le groupe communiste de l'amendement n° 80 de M. Claude Estier (critère de définition des eaux libres ; droits et obligations des propriétaires privés d'eaux closes) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5371) : abstention du groupe communiste sur ce projet de loi.

BIMBENET (Jacques), sénateur du Loir-et-Cher (RDE).

NOMINATIONS

– Vice-président de la commission des affaires sociales.

– Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membres suppléant au comité directeur du Fonds d'investisscment pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDESTOM).

Membre suppléant de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension instituée par l'article L. 8 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner lcs modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement des services relevant de l'autorité judiciaire jusqu'au 4 juin 1991.

Est nommé membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

Est nommé vice-président de la commission d'enquête sur lc système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail (17 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation profcssionnelle et à l'emploi (17 décembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la pharmacie d'officine [n° 233 (90-91)]** - (9 avril 1991) - **Après l'art. 9** (p. 417) : besoins du monde rural - Colloque sur l'avenir de l'espace rural français - Importance de la propharmacie.

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la discussion** - (12 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1560, 1561) : décentralisation - Déconcentration - TVA - Régions - Procédure de consultation directe des électeurs sur des questions d'intérêt local - Coopération intercommunale - Votera ce projet de loi, sous réserve de l'adoption des amendements des commissions saisies.

– **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux [n° 346 (90-91)]** - (16 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2927, 2928) : demande la création d'une agence de l'eau indépcndante - Défense du droit de propriété relatif aux bcrges des cours d'eau non domaniaux - Zones piscicolcs ; effet pervers de la directive européenne relative à la conservation des oiseaux sauvages - **Art. 2** (*schémas d'aménagement et de gestion des eaux, SAGE*) (p. 2946) : sur l'amendement n° 18 de la commission (nouvelle rédaction), soutient le sous-amendement n° 174 bis de M. Jacques Thyraud - Son amendement n° 108 : périmètre du SAGE : prise en compte des recommandations retenues dans le cadre des schémas départementaux de vocation piscicole ; devenu sans objet.

Suite de la discussion - (17 octobre 1991) - **Art. 5** (*régime de déclaration ou d'autorisation des installations et ouvrages*) (p. 2967) : soutient l'amendement n° 118 de M. Ernest Cartigny (dispositif de publicité des prélèvements soumis à déclaration ou à autorisation) - **Art. 6** (*moyens de mesures ou d'évaluation - contrôles techniques*) (p. 2971) : soutient l'amendement n° 119 de M. Ernest Cartigny (cas des installations non dotées de moyens de mesures et d'évaluation au moment de l'entrée en vigueur de la loi) - **Art. 7** (*périmètres de protection - facturation de l'eau*) (p. 2973) : soutient l'amendement n° 175 de M. Jacques Thyraud (suppression de la tarification forfaitaire de la facturation : allongement du délai) - **Art. 19** (*travaux d'intérêt général ou d'urgence*) (p. 3010) : son amendement n° 110, soutenu par M. Ernest Cartigny : objectif des aménagements réalisés par les collectivités territoriales : protection des formations boisées riveraines ; devenu sans objet.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Agriculture et forêt - (28 novembre 1991) (p. 4469) : Etats-Unis - Réforme de la politique agricole commune, PAC - Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, GATT - Réduction des subventions accordées aux agriculteurs - Instauration d'aides directes aux producteurs - Retour à l'économie de marché des pays de l'Europe centrale et orientale - Diminution du nombre d'exploitations agricoles - Désertification - Tabac - Céréales - Elevage des ovins - Réforme des cotisations sociales agricoles - (p. 4470) : concours publics à l'agriculture.

Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur - (3 décembre 1991) (p. 4755) : loi d'orientation sur l'éducation - Marché de l'emploi - Enseignement professionnel - Plan pluriannuel de recrutement des maîtres - (p. 4756) : écoles primaires rurales - Insécurité dans les collèges et lycées - Décentralisation - Formation en alternance.

BLAIZOT (François), sénateur de la Charente-Maritime (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement des services relevant de l'autorité judiciaire jusqu'au 4 juin 1991.

Est nommé membre de la commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées (*JO* Lois et décrets du 21 novembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dipositions en matière de pêches maritimes et de cultures marines (22 mai 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins et à l'organisation interprofessionnelle de la conchyliculture** - *Deuxième lecture* **[n° 178 (90-91)]** - (16 avril 1991) - **Art. 8** (*missions des*

organismes de la conchyliculture) (p. 466) : faculté de réaliser des travaux d'intérêt collectif.

– **Projet de loi portant diverses dispositions en matière de pêches maritimes et de cultures marines** - *Deuxième lecture* **[n° 177 (90-91)]** - (16 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 469) : travaux d'aménagement sur le domaine public maritime nécessaires à l'activité des titulaires d'une concession de culture marine - Sections régionales de la conchyliculture.

– **Projet de loi modifiant la loi n° 83-557 du 1er juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance [n° 316 (90-91)]** - (28 mai 1991) - **Art. 2** (*Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 1103) : son amendement n° 53 : instauration d'une pondération entre les conseils d'orientation et de surveillance en fonction du nombre de comptes gérés par la caisse ; retiré.

– **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux [n° 346 (90-91)]** - (16 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2932, 2933) : contre la conception malthusienne de l'eau prévalant dans le texte en projet, demande le développement des travaux d'aménagement des eaux - Recours excessif aux décrets d'application - (p. 2934) : assainissement : obligation des collectivités territoriales, sans moyens financiers conséquents - Agriculture ; Charente maritime - **Art. 2** (*schémas d'aménagement et de gestion des eaux, SAGE*) (p. 2947) : son amendement n° 182, soutenu par M. Michel Doublet : élaboration ou révision d'un SAGE : concertation avec les collectivités territoriales ; devenu sans objet.

Suite de la discussion - (17 octobre 1991) - **Art. 5** (*régime de déclaration ou d'autorisation des installations et ouvrages*) (p. 2968) : sur l'amendement n° 21 de la commission (harmonisation avec les dispositions des textes en vigueur), son sous-amendement n° 88, soutenu par M. Michel Doublet ; adopté - **Art. 21** (*transfert de compétences en matière d'aménagement, d'entretien et d'exploitation de certains cours d'eau ou plans d'eau*) (p. 3012) : son amendement n° 184, soutenu par M. Alain Pluchet : transfert de ressources correspondant ; adopté - **Art. 30,** (*abrogations*) (p. 3028) : son amendement n° 185, soutenu par M. Alain Pluchet : maintien en application des dispositions abrogées jusqu'à la parution des décrets d'application des dispositions qui s'y substituent ; adopté.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Agriculture et forêt - (28 novembre 1991) (p. 4474) : manifestation des agriculteurs du mois de septembre 1991 - Plan d'urgence en faveur de l'élevage - Lois d'orientation de 1960 et 1962 - Réforme de la politique agricole commune, PAC - (p. 4475) : baisse du revenu brut agricole - Développement et détaxation des carburants « verts » - Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, GATT - (p. 4476) : se déclare opposé à l'adoption du projet de budget de l'agriculture pour 1992.

BLANC (Jean-Pierre), sénateur de la Savoie (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

BLIN (Maurice), sénateur des Ardennes (UC).

NOMINATIONS

– Secrétaire de la commission des finances.

– Membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes.

Membre titulaire du Haut Conseil du secteur public.

Membre titulaire du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

– Président de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement du second cycle de l'enseignement public du second degré jusqu'au 31 mai 1991.

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (26 juin 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Joël Bourdin, tendant à favoriser l'utilisation d'oeuvres audiovisuelles à des fins éducatives **[n° 441 (90-91)]** (2 juillet 1991) - **Enseignement.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 **[n° 91 (91-92)]** considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Affaires sociales et travail** - Services communs - **[n° 92 (91-92) tome 3 annexe 4]** (19 novembre 1991).

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 **[n° 91 (91-92)]** considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Travail, emploi et formation professionnelle - [n° 92 (91-92) tome 3 annexe 40]** (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : procédure budgétaire de la communauté économique européenne** - (8 octobre 1991) (p. 2672 à 2674) : intervient dans le débat consécutif à la question.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle - Services communs aux affaires sociales et au travail - (25 novembre 1991) - Rapporteur spécial - (p. 4212) : situation de l'emploi - (p. 4213) : budget du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle - Opération de régulation - Modernisation du ministère - Agence nationale pour l'emploi, ANPE - Association nationale pour la formation professionnelle des adultes, AFPA - (p. 4214) : traitement du chômage - Crédit-formation - Contrat emploi-solidarité - Formation professionnelle continue - Apprentissage - (p. 4215) : rapport « Greffe » - Crédits relatifs aux droits de la femme.

BOEUF (Marc), sénateur de la Gironde (S).

NOMINATIONS

– Vice-président de la commission des affaires sociales.

– Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre suppléant au conseil d'administration de l'Etablissement public d'hospitalisation de Fresnes.

Membre titulaire de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension instituée par l'article L. 8 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

Membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles ainsi que de la section de l'assurance des salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles.

– Est nommé membre de la commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail (17 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi (17 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (17 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service (18 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant les dispositions de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relative aux cotisations sociales agricoles et créant un régime de préretraite agricole (18 décembre 1991).

DÉPÔTS

Propostion de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, modifiant des dispositions du code électoral relatives à l'élection des Sénateurs [n° **65 (89-90)**] (21 novembre 1989) - Reprise par ses auteurs le 11 avril 1991 - **Elections** .

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **294** (*JO* Débats du 28 mars 1991) (p. 214) - Ministère : Handicapés - *Situation des adultes handicapés en fin de séjour dans les centres d'aide par le travail (CAT)* - (*JO* Débats du 12 avril 1991) (p. 457) - **Handicapés (travail et reclassement).**

n° **384** (*JO* Débats du 28 novembre 1991) (p. 2609) - Ministère : Education - *Postes d'enseignant mis à disposition des associations post et périscolaires* - (Retirée : novembre 1991) - **Enseignants.**

INTERVENTIONS

– Projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transcription de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail [n° 288 (90-91)] - (8 octobre 1991) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2692) : intervient contre la motion n° 35 de Mme Hélène Luc tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Absence d'atteinte au préambule de la Constitution de 1946 - (p. 2693) : amélioration de la prévention des risques professionnels - Recrudescence des accidents du travail - Extension des comités d'hygiène et de sécurité - Article 118 A du Traité de Rome - Parlement - **Discussion générale** (p. 2694) : augmentation du nombre d'accidents du travail notamment dans le secteur du bâtiment et des travaux publics - Accidents des travailleurs intérimaires - Pouvoirs des inspecteurs du travail - Médecine du travail - Prévention des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles - (p. 2695) : renforcement du rôle des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, CHSCT - Nombre insuffisant de médecins du travail - Sécurité des travailleurs - Problème de la reconnaissance des maladies professionnelles - Formation dans le domaine de la sécurité - Europe sociale - Amélioration de la prévention des risques d'accidents - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet - **Art. 1er** (*principes généraux de prévention*) - *Art. L. 230-3 du code de travail* (*obligations du travailleur*) (p. 2704) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n° 3 de la commission (transposition des obligations faites aux salariés de respecter en ce qui les concerne les dispositions en matière d'hygiène et de sécurité) - **Art. 10** (*régime applicable aux utilisateurs d'équipements de travail et de moyens de protection*) - *Art. L. 233-5-3 du code du travail* (*exposition des équipements de travail et des moyens de protection*) (p. 2713) : soutient l'amendement de suppression n° 29 de M. Claude Estier - **Art. 17** (*élargissement des cas de recours à un expert*) (p. 2717) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n° 22 de la commission (limitation de la procédure de recours à un expert par le CHSCT, aux seuls projets de modifications durables des conditions de travail) - **Art. 18** (*formation des représentants du personnel au CHSCT*) (p. 2718) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n° 25 de la commission (limitation du caractère obligatoire du renouvellement de la formation aux seules entreprises de plus de 300 salariés, le renouvellement de la formation n'étant obligatoire dans les autres établissements que si les conditions d'hygiène et de sécurité ou les conditions de travail ont été profondément modifiées au cours de la période) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2721) : adaptation de la législation française aux directives de Bruxelles - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

– Projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service [n° 387 (90-91)] - (9 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2763) : disponibilité et formation - Protection sociale - Charges pour les collectivités locales - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2782) : avec le groupe socialiste, votera ce projet de loi.

– Projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi [n° 4 (91-92)] - (5 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3463) : jeunes sans qualification - Industrie, bâtiment et travaux publics - Accord interprofessionnel du 3 juillet 1991 - Contrats d'orientation - Bilan de compétences - Formation dans les entreprises de moins de dix salariés - (p. 3464) : contrôle des demandeurs d'emploi - Exonération de cotisations patronales - Associations intermédiaires - Le groupe socialiste votera ce projet de loi - **Art. 3** (*création des contrats d'orientation*) - *Art. L. 981-8 du code du travail* (p. 3474) : s'oppose à l'amendement n° 4 de la commission (principe de l'interdiction des heures supplémentaires pour les jeunes sous contrat d'orientation et dérogation) - **Art. 17** (*création d'une division nouvelle : « Congé de bilan de compétences »*) -*Art. L. 931-25 du code du travail* (*rémunération du congé de bilan de compétences*) (p. 3490) : ses amendements n° 38 : prise en charge de la rémunération pendant la totalité de la durée du congé de bilan dans la limite de 24 heures ; n° 39 ; prise en charge de la totalité des frais de bilan par l'organisme paritaire compétent ; rejetés - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3507) : le groupe socialiste votera ce projet de loi.

– Projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France [n° 35 (91-92)] - (12 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3665) : conséquences du travail clandestin - Sanctions prévues - (p. 3666) : moyens de prévention - Interdiction du territoire - **Art. 2** (*mise en jeu de la responsabilité civile des cocontractants du travailleur clandestin*) - *Art. L. 324-14 du code du travail* (*relation contractuelle directe*) (p. 3673) : se déclare opposé à l'amendement n° 29 de la commission (détermination du seuil d'application de la loi pour des travaux particuliers) - *Art. L. 324-14-2* (*entreprises étrangères*) (p. 3676) : se déclare opposé à l'amendement n° 31 de la commission (notion d'effet équivalent) - **Art. 3** (*Art. L. 362-3 - confiscation des produits du travail clandestin*) (p. 3678) : se déclare opposé à l'amendement n° 33 de la commission (maintien du lien entre la confiscation et l'acte délictuel) - **Art. 4** (*peines complémentaires nouvelles applicables dans les cas de condamnation pour infraction aux règles relatives au travail clandestin*) - *Art. L. 362-6* (*interdiction du territoire français*)(p. 3679) : soutient l'amendement n° 68 de

M. Claude Estier (extension des catégories protégées contre l'interdiction du territoire) - **Art. 6 A** (*Art. L. 364-2-1 - aggravation des sanctions contre l'employeur de travailleurs étrangers en situation irrégulière*) (p. 3681) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 37 de la commission.

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Anciens combattants - (3 décembre 1991) (p. 4707) : rapport constant - Pension des veuves de guerre - Immutabilité des pensions - (p. 4708) : retraite mutualiste - Politique de la mémoire - Rénovation du service public - Carte de combattant - Fonds de solidarité en faveur des anciens combattants d'Afrique du Nord chômeurs en fin de droits - Troubles psychiques de guerre - Le groupe socialiste votera ce projet de budget.

Equipement, logement, transports et espace - IV - Tourisme - (6 décembre 1991) (p. 4924) : crédits pour 1992 - Promotion - Milieu rural - Formation - Vétusté des équipements - Petite hôtellerie - Tourisme social - Organisation territoriale - Observatoire du tourisme - Avis favorable du groupe socialiste sur ce projet de budget.

– Projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transcription de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail - *Deuxième lecture* **[n° 102 (91-92)]** - (9 décembre 1991) - **Art. 8 bis** (*intervention de l'inspecteur du travail en cas de danger grave et imminent sur le chantier du secteur du bâtiment et des travaux publics*) (p. 5138) : se déclare opposé à l'amendement n° 3 de la commission (arrêt temporaire des travaux) - **Art. 19 bis** (*élargissement des missions du CHSCT à la protection de l'environnement*) (p. 5144) : se déclare opposé à l'amendement de précision n° 12 de M. Jean Chérioux - **Explication de vote sur l'ensemble** : données chiffrées - (p. 5145) : augmentation du nombre d'accidents - Prévention - Secteur du bâtiment et des travaux publics - Avis favorable du groupe socialiste sur ce projet de loi.

– Projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service - *Deuxième lecture* **[n° 100 (91-92)]** - (9 décembre 1991) - **Art. 9** (p. 5147) : soutient l'amendement rédactionnel n° 8 de M. Claude Estier - (p. 5148) : soutient l'amendement n° 9 de M. Claude Estier (suppression du troisième alinéa de cet article) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5150) : disponibilité et formation des sapeurs-pompiers - Protection sociale - Avis favorable du groupe socialiste sur ce projet de loi.

– Projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi - *Deuxième lecture* **[n° 114 (91-92)]** - (10 décembre 1991) - **Art. 3** (*création des contrats d'orientation*) - *Art. L. 981-9-1 du code du travail* (*sanction du non-respect par les entreprises de leurs obligations*) (p. 5166) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 1 de la commission - **Art. 44 bis** - (p. 5176) : se déclare opposé à l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 162 (91-92)] - (16 décembre 1991) - **Art. 1er** (*aide aux associations logeant à titre temporaire des personnes défavorisées*) (p. 5397) : se déclare opposé à l'amendement n° 64 de M. Paul Souffrin (suppression de la référence à la Caisse nationale d'allocations familiales comme source de financement des dispositions prévues à cet article) - **Art. 2** (*modification de la loi sur le RMI : échanges d'informations et prorogation de la durée d'application*) (p. 5399, 5400) : rôle des départements - Se déclare opposé aux amendements n° 65 de suppression de M. Paul Souffrin, n° 45 de M. Jacques Thyraud (suppression du deuxièmement de l'article relatif aux échanges informatisés des informations recueillies) et n° 26 de la commission (suppression du dernier alinéa de l'article 2 proposant de prolonger la durée d'application des dispostions de la loi de 1988) - **Art. 3** (*transfert de la totalité du service départemental d'action sociale sous l'autorité du président du conseil général*) (p. 5401) : conséquences du transfert de compétences - **Art. 11 bis** (*instauration d'un dispositif transitoire pour faciliter la reconnaissance de l'activité des personnes accueillant des enfants à leur domicile*) (p. 5413) : agrément - Lutte contre le travail clandestin - Votera l'article 11 bis - **Art. 13** (*prorogation des dispositions limitant le cumul emploi-retraite et régime applicable en cas de transmission d'entreprise*) (p. 5416) : avec le groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 32 de la commission.

Suite de la discussion - (17 décembre 1991) - **Art. 21** (*indemnisation des personnes contaminées par le virus de l'immuno-déficience humaine à la suite de l'administration de produits sanguins*) (p. 5453) : se déclare opposé à l'amendement n° 9 de la commission saisie pour avis (déconcentration du dispositif) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5462) : inconvénients des textes proposant l'examen de mesures diverses - Avec le groupe socialiste, votera ce texte.

BOHL (André), sénateur de la Moselle (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes.

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (24 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service (18 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant les dispositions de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relative aux cotisations sociales agricoles et créant un régime de préretraite agricole (18 décembre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. François Mathieu, visant à accorder aux collectivités territoriales le remboursement de la TVA **[n° 278 (90-91)]** (11 avril 1991) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi, déposée avec MM. François Mathieu et Edouard Le Jeune, tendant à élargir à l'ensemble des mères de famille salariées le bénéfice du régime de retraite anticipée institué à l'article L. 351-8 du code de la sécurité sociale **[n° 480 (90-91)]** (11 septembre 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Retraites.**

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à la pharmacie d'officine [n° 233 (90-91)] - (9 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 389) : monopole de la distribution du médicament - Création d'officines par voie dérogatoire - Spécificité des départements d'Alsace-Moselle - **Art. 4** (*créations par voie normale et par voie dérogatoire*) (p. 402) : son amendement n° 22 : abaissement du seuil dérogatoire ; devenu sans objet - **Art. 5** (*régime applicable en Alsace-Moselle pour les créations d'officines*) (p. 406) : ses amendements n° 24, identique à

l'amendement n° 19 de M. Paul Souffrin : alignement des critères d'ouverture des pharmacies des départements d'Alsace-Moselle sur ceux des autres départements français ; et n° 23 : harmonisation progressive du droit applicable en Alsace-Moselle ; retirés.

– **Projet de loi portant réforme hospitalière [n° 309 (90-91)] - Suite de la discussion** - (5 juin 1991) - **Art. 1er A** (*principes fondamentaux : droits du malade, évaluation et analyse de l'activité hospitalière*) (p. 1290) : sur l'amendement n° 1 de la commission (introduction de dispositions relatives aux droits du malade et à l'évaluation hospitalière), se déclare opposé au sous-amendement n° 279 du Gouvernement (accord du malade pour la communication d'informations au médecin ayant prescrit l'hospitalisation).

– **Projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transcription de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail [n° 288 (90-91)]** - (8 octobre 1991) - **Art. 18** (*formation des représentants du personnel au CHSCT*) (p. 2718) : se déclare favorable à l'amendement n° 25 de la commission (limitation du caractère obligatoire du renouvellement de la formation aux seules entreprises de plus de 300 salariés, le renouvellement de la formation n'étant obligatoire dans les autres établissements que si les conditions d'hygiène et de sécurité ou les conditions de travail ont été profondément modifiées au cours de la période).

– **Projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi [n° 4 (91-92)]** - (5 novembre 1991) - **Art. 18** (*affectation de la participation des employeurs au titre du congé individuel de formation*) (p. 3491) : intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (remboursement de tout ou partie des frais de transport ou d'hébergement des salariés bénéficiaires des congés) - Procès d'intention fait à la commission - **Après l'art. 44** (p. 3504) : son amendement n° 40 : régime de retraite anticipée des mères de famille ; adopté.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle - Services communs aux affaires sociales et au travail - (25 novembre 1991) (p. 4228) : emploi - Formation professionnelle - Communauté économique européenne.

Economie, finances et budget - V - Postes et télécommunications - (26 novembre 1991) (p. 4295) : lignes spécialisées pour les services d'incendie et de secours - Réseau câblé de télédistribution.

– **Projet de loi renforçant la protection des consommateurs** - *Deuxième lecture* **[n° 109 (91-92)]** - (12 décembre 1991) - **Art. 14** (*chambre régionale des métiers en Lorraine*) (p. 5318) : son amendement de suppression n° 1 bis, soutenu par M. Daniel Millaud ; adopté.

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 162 (91-92)]** - (16 décembre 1991) - **Art. 5** (*pérennisation du régime local d'assurance maladie applicable dans les départements d'Alsace et de Moselle*) (p. 5404) : son amendement de suppression n° 46 ; adopté - **Après l'art. 5** (p. 5406) : son amendement n° 47 : mise en ordre de la législation en matière de retraite des femmes ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - Son amendement n° 48 : clarification de la liquidation des droits à retraite ; adopté.

BOILEAU (Roger), sénateur de la Meurthe-et-Moselle (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre suppléant du comité de l'éthique du loto sportif.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **130** (*JO* Débats du 19 octobre 1989) (p. 2610) - Ministère : Anciens combattants - *Rétablissement de l'ordre du mérite combattant* - (Caduque : avril 1991) - **Décorations et médailles.**

BONNET (Christian), sénateur du Morbihan (UREI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois.

Membre titulaire du comité des finances locales.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fonction publique (28 mai 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires (29 juin 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement relative aux crimes et délits contre les mineurs **[n° 296 (90-91)]** (23 avril 1991) - **Enfance.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution **[n° 305 (90-91)]** de M. Claude Estier et les membres du groupe socialiste tendant à la création d'une commission d'enquête sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales sous la Ve République **[n° 375 (90-91)]** (12 juin 1991) - **Partis et groupements politiques.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi **[n° 25 rectifié (91-92)]**, de M. Paul Masson et plusieurs de ses collègues, tendant à clarifier la rédaction de l'article L. 52-1 du code électoral, relatif aux campagnes de promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion des collectivités locales **[n° 84 (91-92)]** (14 novembre 1991) - **Collectivités territoriales.**

Avis, présenté au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution de M. Jean Arthuis et des membres du groupe de l'Union centriste, **[n° 59 (91-92)]** tendant à créer une commission d'enquête sur la gestion, l'organisation et la réforme à conduire des services, organismes et administrations, chargés à un titre ou à un autre d'organiser et de gérer la collecte de produits sanguins utilisés à des fins médicales **[n° 141 (91-92)]** (4 décembre 1991) - **Commissions d'enquête ou de contrôle.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 19 avril 1991) (p. 555) - Ministère : Mer - *« Plan Mellick »* - **Mer et littoral.**

(*JO* Débats du 15 novembre 1991) (p. 3724) - Ministère : Budget - *Alourdissement de la fiscalité locale* - **Finances locales.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° 242 (90-91)] - Suite de la discussion** - (3 avril 1991) - **Art. 1er B** (*suppression de la fraction de la prise en compte des résidences secondaires pour le calcul de la dotation de péréquation répartie en fonction du revenu*) (p. 280) : problème des communes touristiques - **Art. 1er C** (*demande de simulation sur la modification de la définition du potentiel fiscal*) (p. 282) : communes touristiques.

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture** [n° **30 (91-92)**] - (10 octobre 1991) (p. 2806) : crise du monde rural - Budget de l'agriculture - Politique agricole commune - Exemple des Etats-Unis - Négociations du GATT - Dotation globale de fonctionnement, DGF - Taxe sur le foncier non bâti - Sécheresses - (p. 2807) : grands travaux parisiens - Situation de l'agriculture.

– **Conclusions du rapport de M. René-Georges Laurin**, fait au nom de la commission des lois **sur les propositions de loi, n° 448 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte**, les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **organisant le certificat d'hébergement par les communes ; n° 449 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte**, les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **réformant le regroupement familial ; n° 450 rectifié bis (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte**, les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **organisant la définition d'un quota annuel d'immigration en France ; n° 451 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte**, plusieurs de leurs collègues et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **réformant la procédure du droit d'asile ; n° 478 (90-91) de M. Daniel Hoeffel** et des membres du groupe de l'Union centriste **tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952, afin de réprimer plus sévèrement l'immigration irrégulière** [n° **64 (91-92)**] - (7 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3582 à 3584) : immigration clandestine - Procédures d'expulsion - Europe de l'Est et pays du Sud - Politique globale de maîtrise de l'immigration - Bilan.

– **Conclusions du rapport de M. Christian Bonnet**, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** (n° 25 rectifié, 91-92) **de M. Paul Masson, tendant à clarifier la rédaction de l'article L. 52-1 du code électoral, relatif aux campagnes de promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion des collectivités locales** [n° **84 (91-92)**] - (18 novembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3821) : interdiction des campagnes de publicité institutionnelle financées par les collectivités locales en période électorale - Financements croisés - Avis favorable de la commission sur cette proposition de loi - **Art. unique** (*nouvelle rédaction du second alinéa de l'article L. 52-1 du code électoral relatif aux campagnes de promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion des collectivités locales*) (p. 3823) : accepte l'amendement n° 1 de M. Paul Masson (référence au groupement de collectivités).

– **Conclusions du rapport de M. Claude Huriet**, fait au nom de la commission des affaires sociales, **sur la proposition de résolution** (n° 59, 1991-1992) **de M. Jean Arthuis** et des membres du groupe de l'union centriste **tendant à créer une commission d'enquête sur la gestion, l'organisation et la réforme à conduire des services, organismes et administrations chargés à un titre ou à un autre d'organiser et de gérer la collecte de produits sanguins utilisés à des fins médicales** [n° **161 (91-92)**] - (17 décembre 1991) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 5465) : recevabilité juridique de la proposition de résolution - Investigations.

– **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs** [n° **115 (91-92)**] - (19 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5644) : rôle de contre-pouvoir du Sénat - Sénateurs du groupe socialiste - Manipulation - Problèmes sociaux et économiques - (p. 5645) : construction de l'Europe - Opinion publique - Monde rural - Représentation des collectivités locales - Bicamérisme.

BONY (Marcel), sénateur du Puy-de-Dôme (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Est nommé membre de la commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées (*JO* Lois et décrets du 21 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi d'orientation pour la ville (suite)** [n° **350 (90-91)**] - (20 juin 1991) **Art. 22** (*création d'établissements publics fonciers*) - *Art. L. 324-8 du code de l'urbanisme (conditions d'application des art. L. 324-1 à L. 324-7)* (p. 1937) : son amendement n° 142, soutenu par M. Robert Laucournet : transformation des établissements publics de coopération intercommunale à vocation unique en établissements publics fonciers ; adopté.

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture** [n° **30 (91-92)**] - (10 octobre 1991) (p. 2819) : situation de l'agriculture - Politique agricole commune - Eleveurs de montagne - Modernisation des exploitations - (p. 2820) : zones rurales de montagne - Aménagement et protection de l'environnement - Taxe sur le foncier non bâti - Fiscalité - Productions agricoles - Cotisations sociales - Politique agricole commune - Zones défavorisées - Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, DATAR - Investissements - Installation des jeunes agriculteurs.

BOUQUEREL (Amédée), sénateur de l'Oise (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

BOURDIN (Joel), sénateur de l'Eure (UREI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

– Rapporteur de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement du second cycle de l'enseignement public du second degré jusqu'au 31 mai 1991.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement du second cycle de l'enseignement public du second degré, créée en vertu d'une résolution adoptée par le Sénat le 13 décembre 1990 [n° **348 (90-91)**] (4 juin 1991) - **Enseignement secondaire.**

Proposition de loi, déposée avec M. Maurice BLin, tendant à favoriser l'utilisation d'oeuvres audiovisuelles à des fins éducatives [n° **441 (90-91)**] (2 juillet 1991) - **Enseignement.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de loi [n° **441 (90-91)**] de MM. Maurice Blin et Joël Bourdin, tendant à favoriser l'utilisation d'oeuvres audiovisuelles à des fins éducatives [n° **190 (91-92)**] (17 décembre 1991) - **Enseignement.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **309** (*JO* Débats du 25 avril 1991) (p. 681) - Ministère : Affaires sociales - *Insuffisance des investissements hospitaliers dans le département de l'Eure* - (*JO* Débats du 8 juin 1991) (p. 1471) - **Hôpitaux.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° 242 (90-91)] - Suite de la discussion** - (3 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 252) : dotation de solidarité urbaine - Inégalités entre les communes - Données chiffrées - Exode rural - Notion de potentiel fiscal - Avis favorable sur la première partie du texte relative au système de répartition de la DGF.

– **Conclusions du rapport de M. Joël Bourdin**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, **sur la proposition de loi** (n° 54, 90-91), **de MM. Daniel Hoeffel, Charles Pasqua, Ernest Cartigny, Marcel Lucotte** et des membres des groupes de l'Union centriste, du Rassemblement pour la République et de l'Union des républicains et des indépendants, **relative au financement des établissements d'enseignement privé par les collectivités territoriales [n° 128 (90-91)]** - (7 mai 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 894, 895) : loi Falloux - Lois Debré et Guermeur - Collectivités territoriales - Dépenses d'investissement des établissements privés ; locaux - Etablissements privés ; effectifs - (p. 896) : Conseil d'Etat (jurisprudence) - Collectivités territoriales.

– **Projet de loi modifiant la loi n° 83-557 du 1er juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance [n° 316 (90-91)]** - (28 mai 1991) - **Art. 1er C** (*limites apportées au champ d'intervention des caisses d'épargne*) (p. 1098) : son amendement de suppression n° 37 ; retiré - **Art. 1er** (*définition du périmètre du réseau des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 1099) : son amendement n° 36 : affiliation de plein droit des caisses d'épargne et de prévoyance au Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance, Cencep ; adopté - **Art. 2** (*Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 1103) : ses amendements n° 38 et n° 39 relatifs à la fusion des caisses d'épargne et de prévoyance après avis des conseils d'orientation et de surveillance des caisses concernées ; retirés - (p. 1105) : sur l'amendement n° 10 de la commission (fusion de caisses d'épargne et de prévoyance soumise à l'accord de la majorité des membres présents ou représentés des conseils d'orientation et de surveillance des caisses concernées réunies en une formation commune) , son sous-amendement n° 63 ; adopté - (p. 1106) : son amendement rédactionnel n° 41 ; retiré - (p. 1108) : son amendement n° 42 : suppression de la création d'un collège des présidents des conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne et de prévoyance ; retiré - **Art. 2 bis** (*création d'un censeur des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 1109) : son amendement n° 43 : nomination du censeur par le directoire du Centre national après avis conforme du conseil de surveillance ; devenu sans objet - **Art. 3** (*directoire des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 1111) : sur l'amendement n° 16 de la commission (décisions d'agrément et de retrait d'agrément prononcées par le conseil de surveillance du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance sur proposition de son directoire ou après consultation du conseil d'orientation et de surveillance de la caisse concernée), son sous-amendement n° 44 ; adopté - **Art. 8** (*date d'expiration du mandat des mandataires sociaux en fonction à la date de promulgation de la présente loi*) (p. 1120) : son amendement n° 46 : confirmation pendant trois mois du mandat des membres de directoire nommés antérieurement à l'installation du conseil d'orientation et de surveillance ; retiré - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1124) : renforcement du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance, Cencep - Amélioration du texte transmis par l'Assemblée nationale - Au nom du groupe de l'UREI, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

– **Projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service [n° 387 (90-91)]** - (9 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2764) : incendies de forêts - Bénévolat - Protection sociale - (p. 2765) : charges du nouveau régime.

– **Projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi [n° 4 (91-92)]** - (5 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3459) : chômage - (p. 3460) : politique économique - Système éducatif - Apprentissage - Rôle des régions et de l'Etat - (p. 3461) : offre de formation - Bilan de compétences - Jeunes en difficulté - Votera ce projet de loi avec les membres du groupe de l'UREI.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Anciens combattants - (3 décembre 1991) (p. 4702) : rapport constant - Droit d'ester en justice des associations d'anciens combattants - Code des pensions - Immutabilité des pensions - (p. 4703) : fonds de solidarité en faveur des anciens combattants d'Afrique du Nord chômeurs en fin de droits - Titre d'ancien combattant d'Afrique du Nord - Retraite mutualiste - Ressortissants de l'Office national des anciens combattants, ONAC - Invalides de guerre - Nécropole de Fréjus - Le groupe de l'UREI votera contre ce projet de budget.

Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur - (3 décembre 1991) (p. 4751) : politique de recrutement des maîtres - Création d'emplois d'enseignants du secondaire - (p. 4752) : crise du recrutement - Auxiliariat - Taux de couverture des concours - Instituts universitaires de formation des maîtres, IUFM - (p. 4753) : personnels ATOS - Décentralisation - Le groupe de l'UREI ne votera pas ce projet de budget.

Articles non rattachés :

(8 décembre 1991) - **Après l'art. 74 A** (p. 5063) : son amendement n° II-132 : écrêtement de la taxe professionnelle dans le cas de groupements de communes à fiscalié propre ; adopté.

BOURGES (Yvon), sénateur de l'Ille-et-Vilaine (RPR).

NOMINATIONS

– Vice-président de la commission des affaires étrangères.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du service national (23 octobre 1991).

INTERVENTIONS

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique de défense [n° 395 (90-91)]** - (18 juin 1991) (p. 1756) : situation en Europe - (p. 1757) : loi de programmation militaire - Sécurité - Dissuasion nucléaire - Devenir de l'OTAN - Plan « Armées 2000 » - Conflits internationaux - (p. 1758) : réduction des dépenses militaires - Coopération européenne - Programmes - Personnels des armées - Sécurité.

BOURGOING (Philippe de), sénateur du Calvados (UREI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois.

– Vice-président de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement des services relevant de l'autorité judiciaire jusqu'au 4 juin 1991.

Est nommé vice-président de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux dans les administrations publiques (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fonction publique (28 mai 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications (25 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aide juridique (26 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaire (29 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commision mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France (13 novembre 1991).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi **[n° 433 (90-91)]** relatif à la modernisation des entreprises coopératives **[n° 62 (91-92)]** (30 octobre 1991) - **Economie sociale.**

Avis, présenté au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution **[n° 396 (90-91)]** de M. Marcel Daunay et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées **[n° 77 (91-92)]** (7 novembre 1991) - **Commission d'enquête ou de contrôle.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant diverses mesures destinées à favoriser l'accessibilité aux personnes handicapées des locaux d'habitation, des lieux de travail et des installations recevant du public [n° 289 (90-91)]** - (23 mai 1991) - **Discussion générale** (p. 1029) : importance de la population handicapée - Politique d'intégration des handicapés - Solidarité - Accès aux bâtiments publics ou privés - Régime d'autorisation préalable à la délivrance du permis de construire - Association de handicapés du Calvados - Dispositions fiscales - Au nom du groupe de l'UREI, votera ce projet tel qu'il sera amendé par le Sénat - **Art. 3** (*règles applicables aux travaux sur des établissements recevant du public, non soumis au permis de construire -Autorisations d'ouverture des établissements -Renvoi à un décret en Conseil d'Etat*) (p. 1033) : intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (généralisation de l'autorisation préalable à l'ensemble des travaux).

– **Projet de loi relatif à l'aide juridique [n° 310 (90-91)]** - (29 mai 1991) - **Discussion générale** (p. 1140) : réforme de l'aide légale : protection de l'usager du droit et adaptation du système au marché européen - Libre accès à la justice pour tous - (p. 1141) : insuffisance du relèvement des plafonds d'admission et des crédits consacrés à l'aide juridique - Rémunération des avocats et respect de l'aspect libéral de cette profession - Accroissement des procédures - Accès des étrangers à l'aide juridique - Lutte contre l'immigration clandestine - Au nom du groupe de l'UREI, se déclare favorable à l'adoption de ce texte, sous réserve de l'adoption des amendements présentés par la commission des lois.

– **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux [n° 346 (90-91)]** - (16 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2937, 2938) : loi du 16 décembre 1964 - Agences de bassin - Agence Seine-Normandie - Votera ce projet de loi - **Art. 2** (*schémas d'aménagement et de gestion des eaux, SAGE*) (p. 2947) : son amendement n° 178 : structure de gestion locale de l'eau ; retiré.

Suite de la discussion - (17 octobre 1991) - **Art. 5** (*régime de déclaration ou d'autorisation des installations et ouvrages*) (p. 2968) : son amendement n° 180 : avant autorisation, avis de la structure de gestion locale de l'eau ; retiré - Sur l'amendement n° 21 de la commission (harmonisation avec les dispositions des textes en vigueur), son sous-amendement n° 181 ; adopté - **Art. 7** (*périmètres de protection - facturation de l'eau*) (p. 2974) : intervient sur l'amendement n° 175 de M. Jacques Thyraud (suppression de la tarification forfaitaire de la facturation : allongement du délai) - **Art. 13** (*délit de pollution des eaux*) (p. 3005) : se déclare favorable à l'amendement n° 40 de la commission (sanction des actes visés commis en méconnaissance des règlements en vigueur).

– **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens [n° 215 (88-89)]** - **Suite de la discussion** - (30 octobre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3427, 3428) : avis favorable du groupe de l'UREI sur le projet de loi amendé par le Sénat.

– **Projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives [n° 433 (90-91)]** - (7 novembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3602) : historique - Secteurs d'activités - (p. 3603) : loi portant statut de la coopération - Lois spéciales - Mesures fiscales - Capitaux extérieurs - Sortie du statut coopératif - Avis favorable de la commission sous réserve de l'adoption de ses amendements - **Art. 3** (*admission d'associés non coopérateurs*) (p. 3609) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 45 de M. Robert Pagès - **Art. 4** (*ouverture du capital des coopératives*) (p. 3610) : s'oppose à l'amendement n° 46 de M. Robert Pagès (maintien du principe « un homme, une voix ») - **Art. 6** (*parts à avantages particuliers*) (p. 3611) : son amendement n° 10 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 7** (*parts à intérêt prioritaire sans droit de vote*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 47 de M. Robert Pagès - Son amendement n° 11 : limitation au quart du capital social de la quotité représentée par les parts à intérêt prioritaire ; retiré - (p. 3612) : ses amendements, n° 12 : transmission à l'assemblée générale des avis émis par l'assemblée spéciale ; et n° 13 : modification du statut des parts à intérêt prioritaire avec l'accord de leurs porteurs ; adoptés - **Art. 12** (*revalorisation des parts sociales*) : son amendement n° 14 : possibilité pour les statuts de prévoir l'imputation des pertes inscrites au bilan sur une réserve constituée à cet effet ; adopté - **Après l'art. 12** (p. 3613) : accepte l'amendement de coordination n° I du Gouvernement - **Art. 18** (*ouverture du capital à des associés extérieurs dans les sociétés coopératives de commerçants détaillants*) : son amendement rédactionnel n° 60 ; adopté - **Art. 19** (*abrogations*) (p. 3614) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 48 de M. Robert Pagès - Son amendement rédactionnel n° 15 ; adopté - **Art. 20** (*statut des mandataires salariés dans les sociétés coopératives ouvrières de production*) : son amendement rédactionnel n° 16 ; adopté - **Art. 23** (*abrogation*) (p. 3615) : s'oppose à l'amendement n° 49 de M. Robert Pagès (rétablissement de la règle « un homme, une voix ») - **Après l'art. 23** : son amendement n° 17 : interdiction du partage des réserves des sociétés coopératives ouvrières de production en cas de sortie du statut coopératif et soumission à autorisation ministérielle de la mise en location-gérance et des apports en nature ou en capital à des sociétés non coopératives ; retiré au profit de l'amendement n° 2 bis du Gouvernement qu'il accepte - **Art. 25** (*réévaluation des parts sociales*) (p. 3617) : son amendement rédactionnel n° 18 ; adopté - **Art. 30** (*rémunération des parts sociales des associés non coopérateurs*) (p. 3618) : son amendement n° 19 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 32** (*rémunération des parts sociales*) : son amendement n° 20 : modification de l'ordre de présentation des imputations ; adopté - **Art. 35** (*sortie du statut coopératif*) : son amendement n° 21 : nouvelle rédaction ; adopté - **Après l'art. 35** (p. 3619) : son amendement n° 22 : alignement du montant minimum du capital social des sociétés coopératives ouvrières de production sur le nouveau droit commun ; adopté - **Art. 36** (*objet des coopératives maritimes*) : son amendement rédactionnel n° 23 ; adopté - **Art. 37** (*ouverture du sociétariat aux ressortissants de la Communauté économique européenne*) (p. 3620) : ses amendements n° 24 : suppression de la référence aux ressor-

tissants des pays de la Communauté économique européenne, CEE, et mention de l'ouverture du sociétariat aux autres sociétés coopératives maritimes et à leurs unions ; n° 25 : suppression de la référence à la CEE ; et n° 26 : caractère facultatif de la rémunération des parts sociales ; adoptés - **Art. 38** (*interdiction des parts à dividendes prioritaires*) : son amendement n° 27 bis : suppression des dispositions particulières de la loi de 1983 relatives au montant minimum du capital social des sociétés coopératives maritimes ; adopté - **Art. 39** (*revalorisation des parts sociales de l'associé sortant*) : son amendement n° 28 : remboursement des parts sociales de l'associé sortant ; adopté - **Art. 40** (*rémunération des parts sociales des associés non coopérateurs*) (p. 3621) : son amendement n° 29 : modification de l'ordre de présentation des imputations ; adopté - **Art. 42** (*sortie du statut coopératif*) : son amendement n° 30 : interdiction du partage des réserves dans le secteur de la coopération maritime à l'exception du cas des coopératives d'intérêt maritime ; adopté - **Art. 43** (*admission des locataires en qualité d'associés dans les sociétés coopératives d'habitation à loyer modéré*) (p. 3622) : son amendement rédactionnel n° 31 ; adopté - **Après l'art. 44** : son amendement n° 32 : application de la règle de non-partageabilité des réserves à tous les organismes d'HLM ; retiré - Accepte l'amendement n° 4 du Gouvernement (possibilité pour les organismes d'HLM non coopératifs de participer au capital et à la gestion des coopératives avec une limite de 49 % des droits de vote ; application de la règle de la non-partageabilité des réserves à tous les organismes d'HLM) - **Après l'art. 46** (p. 3623) : accepte l'amendement n° 5 du Gouvernement (certificats coopératifs d'associés) - **Art. 47** (*associés extérieurs des caisses de Crédit agricole*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 50 de M. Robert Pagès - **Art. 50** (*rémunération des parts sociales des Banques populaires*) : son amendement rédactionnel n° 33 ; adopté - **Art. 51** (*associés extérieurs du Crédit maritime mutuel*) (p. 3624) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 51 de M. Robert Pagès - Son amendement rédactionnel n° 34 ; adopté - **Après l'art. 51** : ses amendements n° 35 : application aux banques coopératives des dispositions sur les sociétés commerciales en matière de fusions, scissions et apports partiels d'actifs ; n° 58 : banalisation des prêts du Crédit mutuel ; et n° 59 : banalisation des prêts du Crédit coopératif ; adoptés - **Art. 52** (*primauté du régime spécial dans les coopératives agricoles et les sociétés d'intérêt collectif agricole*) : son amendement n° 36 : actualisation du capital des associés retrayants et modalités d'imputation des pertes ; retiré au profit de l'amendement n° 6 du Gouvernement qu'il accepte (avantages particuliers liés aux parts souscrites par les associés coopérateurs en complément de leurs obligations contractuelles et principe de la revalorisation des parts sociales) - Accepte l'amendement n° 55 du Gouvernement (imputation des pertes de nature conjoncturelle sur les réserves non frappées d'indisponibilité et libres d'affectation) - (p. 3626) : accepte l'amendement n° 7 du Gouvernement (conditions d'intervention des commissaires aux comptes pour la consolidation des comptes des sociétés coopératives et agricoles) et sur ce dernier, son sous-amendement n° 57 ; adopté - **Art. 53** (*interdiction des associés extérieurs des sociétés d'intérêt collectif agricole*) : son amendement n° 37 : possibilité pour les sociétés d'intérêt collectif agricole d'émettre des parts sociales à intérêt prioritaire ; retiré - Accepte l'amendement n° 8 du Gouvernement (référence à l'article 11 bis de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération) - **Après l'art. 53** : son amendement de coordination n° 38 ; adopté - **Art. 55** (*imposition à l'impôt sur les sociétés des coopératives exonérées faisant appel à des associés non coopérateurs*) (p. 3627) : accepte l'amendement n° 39 de la commission saisie pour avis (prise en compte des seuls capitaux extérieurs pour le calcul des seuils de 20 % et de 50 %) - **Art. 56** (*imposition à l'impôt sur les sociétés des coopératives exonérées faisant appel à des associés non coopérateurs*) (p. 3628) : accepte l'amendement n° 40 de la commission saisie pour avis (prise en compte des seuls participations des associés non coopérateurs à statut non coopératif dans le calcul du seuil de 50 %) et l'amendement de coordination n° 9 du Gouvernement - **Art. 57** (*imposition de la taxe professionnelle*) : accepte l'amendement n° 41 de la commission saisie pour avis (prise en compte des seuls capitaux extérieurs pouvant donner lieu à rémunération pour le calcul des seuils de 20 % et de 50 %) - **Après l'art. 57** (p. 3629) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 56 du Gouvernement (admission des sociétés coopératives au bénéfice du régime fiscal des groupes de sociétés, à condition que, pendant la durée de l'option, elles ne puissent, en même temps, bénéficier du régime de la déductibilité des ristournes) .

– **Conclusions du rapport de M. Marcel Daunay**, fait au nom de la commission des affaires économiques et du Plan, **sur sa proposition de résolution** (n° 396, 90-91), déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à la création d'une commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées [n° 27 (91-92)]** - (13 novembre 1991) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 3702, 3703) : ordonnance du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Enquête de police judiciaire en cours sur des faits de fraudes mettant en cause une société et une coopérative laitière - En l'absence de poursuites judiciaires engagées, conclut au nom de la commission des lois, à la recevabilité juridique de la proposition de résolution - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3704) : à titre personnel, votera cette proposition de résolution.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Justice - (27 novembre 1991) (p. 4401) : réforme de la procédure pénale - Dégradation du système judiciaire - Emplois - Magistrats - Engorgement des tribunaux - Equipements - (p. 4402) : départementalisation - Statut de la magistrature - Avis défavorable du groupe de l'UREI sur ce projet de budget.

– **Projet de loi modifiant et complétant les dispositions du code rural et de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relatives aux cotisations sociales agricoles et créant un régime de préretraite agricole [n° 182 (91-92)]** - (18 décembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5574) : importance des augmentations de cotisations entraînées par l'application de la réforme de l'assiette.

BOUSCH (Jean-Eric), sénateur de la Moselle (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code des postes et des télécommunications et la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications (26 juin 1991).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 13 décembre 1991) (p. 5281) - Ministère : Affaires sociales - *Régime local de sécurité sociale d'Alsace-Moselle* - **Sécurité sociale (organismes).**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Economie, finances et budget - III - Industrie - (22 novembre 1991) (p. 4109, 4110) : situation de l'industrie - Aide de l'Etat à Charbonnages de France.

Anciens combattants - (3 décembre 1991) (p. 4710, 4711) : réduction des crédits - Pensions - Fonds de solidarité en

faveur des anciens combattants d'Afrique du Nord chômeurs en fin de droits - Anciens combattants des départements du Rhin et de la Moselle.

Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur - (3 décembre 1991) (p. 4756) : enseignement supérieur - Recrutement - Allemagne - Plan social étudiant - Plan « Université 2000 » - (p. 4757) : implantation d'instituts universitaires technologiques, IUT, en Lorraine - Restructurations industrielles.

Aménagement du territoire - (4 décembre 1991) (p. 4793) : aides à la reconversion des industries traditionnelles : charbon et acier - (p. 4794) : diminution des implantations industrielles allemandes - Travailleurs frontaliers - Souhaite le maintien des crédits de la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, DATAR.

Equipement, logement, transports et espace - II - Transports intérieurs ; 1 -Transports terrestres (et voies navigables) ; 2 - Routes ; 3 - Sécurité routière - (6 décembre 1991) (p. 4944) : aménagement du territoire - Régions - (p. 4945) : Europe - Programme routier - Investissements autoroutiers - Chemin de fer - TGV Est - Avis défavorable sur ce projet de budget.

Economie, finances et budget - IV - Artisanat et commerce - (7 décembre 1991) (p. 4985, 4986) : emplois - Aménagement du territoire - Formation et apprentissage - Milieu rural - Petites et moyennes entreprises, PME - Allègement fiscal - Grandes surfaces - (p. 4987) : régimes sociaux - Avis défavorable sur ce projet de budget.

BOUVIER (Raymond), sénateur de la Haute-Savoie (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre suppléant du Comité des finances locales.

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans les territoires d'outre-mer (18 décembre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre plus justes pour les communes petites et moyennes les modalités de répartition de la dotation de base de la dotation globale de fonctionnement [n° **324 (90-91)**] (14 mai 1991) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Discussion des articles de la première partie :

(20 novembre 1991) - **Après l'art. 7** (p. 3914) : son amendement n° I-15, soutenu par M. Xavier de Villepin : délai d'enregistrement des déclarations de succession ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

Deuxième partie :

Intérieur - (2 décembre 1991) (p. 4647) : communes rurales - Concours financiers aux collectivités territoriales - Dotation globale de fonctionnement, DGF - (p. 4648) : fonds de compensation pour la TVA - Taxe professionnelle - Taxe foncière sur les propriétés bâties - Répartition de la DGF - Communes rurales - Statut des élus locaux - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4662) : son amendement n° II-29, soutenu par M. André Egu : augmentation de la réduction prévue au titre IV ; retiré.

BOYER (André), sénateur du Lot (RDE).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en Bulgarie, du 22 au 26 janvier 1991 [n° **223 (90-91)**] (25 février 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Bulgarie.**

BOYER (Jean), sénateur de l'Isère (UREI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Est nommé membre de la commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées (*JO* Lois et décrets du 21 novembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière de pêches maritimes et de cultures marines (22 mai 1991).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Plan - [n° 94 (91-92) tome 11]** (19 novembre 1991).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1888) - Ministère : Premier ministre - *Aménagement du territoire* - **Aménagement du territoire .**

Questions orales sans débat :

n° **320** (*JO* Débats du 30 mai 1991) (p. 1168) - Ministère : Défense - *Augmentation des effectifs de la gendarmerie nationale en zone rurale* - (*JO* Débats du 8 juin 1991) (p. 1468) - **Gendarmerie.**

n° **321** (*JO* Débats du 30 mai 1991) (p. 1168) - Ministère : Agriculture - *Position de la France dans les négociations concernant la réforme de la politique agricole commune* - (*JO* Débats du 8 juin 1991) (p. 1470) - **Politique agricole commune (PAC).**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la discussion** - (12 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1562, 1563) : coopération intercommunale - Création de nouvelles structures de regroupement autoritaire - Fiscalité locale.

– **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux [n° 346 (90-91)]** - (16 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2913, 2914) : ressources en eau de la France - Assainissement - Insuffisance du taux de dépollution - Agriculture et pollution - Prix de l'eau - Texte en projet ; nombre excessif des renvois à décrets d'application - Votera ce projet de loi.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)]**

Discussion générale - (19 novembre 1991) (p. 3856) : politique gouvernementale - Emploi - PME-PMI - Fiscalité - (p. 3857) : TVA - Entreprises - PME-PMI.

Deuxième partie :

Agriculture et forêt - (28 novembre 1991) (p. 4473) : manifestation des agriculteurs du mois de septembre - Réforme de la politique agricole commune, PAC - Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, GATT - Plan d'urgence pour l'agriculture - Installation des jeunes agriculteurs - Développement et détaxation des carburants « verts » - Aide à l'affouragement - (p. 4474) : baisse du revenu brut agricole - Difficultés des éleveurs de bovins et des viticulteurs - Excédent commercial agro-alimentaire - GATT - Plan d'urgence - Se déclare opposé à l'adoption du projet de budget de l'agriculture pour 1992.

Services du Premier ministre - IV - Plan - (30 novembre 1991) - Rapporteur pour avis (p. 4539, 4540) : Commissariat général du Plan - Evolution défavorable des crédits - Bilan à mi-parcours du Xe Plan - Lacunes et défauts des contrats de plan Etat-régions - Travaux de préparation du Xe Plan - Diminution des crédits de recherche et d'évaluation des politiques publiques ainsi que des organismes rattachés au Plan - Avis défavorable à ce projet de budget.

Aménagement du territoire - (4 décembre 1991) (p. 4788) : création d'un ministère de la ville - Création du Conseil national d'aménagement du territoire - Réduction des moyens de la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, DATAR - Programme « Prospectives et territoires » - Comité interministériel pour l'aménagement du territoire, CIAT - Baisse des crédits du fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire, FIAT - Plan - Baisse des crédits du fonds interministériel pour le développement et l'aménagement rural, FIDAR - Montagne - Département de l'Isère - Fonds d'intervention pour l'autodéveloppement en montagne, FIAM - (p. 4789) : aides au développement du monde rural - Déclin des services publics locaux - Se déclare opposé à l'adoption de ce projet de budget.

BOYER (Louis), sénateur du Loiret (UREI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public d'hospitalisation de Fresnes.

Membre titulaire de la commission des compte de la sécurité sociale.

– Président de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'ensemble des services relevant de l'autorité du ministre de l'intérieur qui contribuent, à un titre quelconque, à assurer le maintien de l'ordre public et la sécurité des personnes et des biens jusqu'au 29 mai 1991.

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme hospitalière (7 juin 1991).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Santé et action sociale** - [n° **96 (91-92) tome 2**] (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° **394 (90-91)**] - (26 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2161) : augmentation du taux de la TVA sur les produits horticoles - Marché unique - Taux normal et taux réduit de la TVA.

– **Projet de loi portant réforme hospitalière** - *Nouvelle lecture* [n° **409 (90-91)**] - (28 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2267) : décrets d'application - Suppression de lits - Mission d'enquête sénatoriale sur les problèmes des personnels des hôpitaux - Démographie médicale - (p. 2268) : favorable à la présentation de la motion tendant à opposer la question préalable.

– **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République** [n° **269 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (2 juillet 1991) - **Art. 49** (*commission départementale de la coopération intercommunale*) - *Art. L. 160-2 du code des communes*) - (p. 2395) : se déclare opposé à l'amendement n° 364 de M. Claude Estier (saisine pour avis).

– **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes** - *Deuxième lecture* [n° **411 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (3 octobre 1991) - **Art. unique (suite)** - *Art. 222-18 du code pénal* (p. 2597) : se déclare favorable à l'amendement n° 73 de la commission (fixation des peines à trois ans d'emprisonnement et 300 000 francs d'amende en cas de dissémination de maladies transmissibles épidémiques).

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Deuxième partie :

Affaires sociales et intégration - Economie sociale - (25 novembre 1991) - Rapporteur pour avis (santé et action sociale) - (p. 4250) : politique de la famille - Politique en faveur des personnes âgées - (p. 4251) : politique en faveur des handicapés - Crédits consacrés à la santé - Prévention - Sida - (p. 4252) : maladies sexuellement transmissibles - Lutte contre la toxicomanie, l'alcoolisme et le tabagisme - Politique hospitalière - (p. 4253) : démographie médicale - Demandera de rejeter les crédits consacrés à la politique sanitaire du Gouvernement pour 1992 - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 4282) : rente mutualiste du combattant - **Art. 84** (p. 4283) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° II-26 de la commission.

BRACONNIER (Jacques), sénateur de l'Aisne (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Vice-président de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses en matière de transports (4 décembre 1991).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Routes et voies navigables** - [n° **94 (91-92) tome 12**] (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Conclusions du rapport de M. Josselin de Rohan**, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la **proposition de loi** (n° 380, 89-90) de M. Georges Mouly, déposée avec plusieurs de ses collègues, **relative à l'organisation départementale du tourisme** [n° **380 (89-90)**] - (18 juin 1991) - **Art. 1er** (*établissement d'un schéma d'aménagement touristique départemental*) (p. 1802) : son amendement n° 1, soutenu par M. Alain Pluchet : nouvelle rédaction de cet article ; adopté.

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Deuxième partie :

Affaires sociales et intégration - Economie sociale - (25 novembre 1991) (p. 4273) : handicapés - Personnes âgées - Avenir des services d'auxiliaires de vie.

Equipement, logement, transports et espace - II - Transports intérieurs ; 1 -Transports terrestres (et voies navigables) ; 2 - Routes ; 3 - Sécurité routière - (6 décembre 1991) - Rapporteur pour avis (voies navigables) - (p. 4939, 4940) : crédits pour 1992 - Routes - Programme autoroutier - Emplois - Europe - Aménagement du territoire - Contrat de plan Etat-régions - Entretien du réseau - (p. 4941) : sécurité routière - Information des conducteurs - Contrôle technique des véhicules - Permis à points - Voies navigables de France, VNF - Voies à grand gabarit - Enjeu européen - Avis défavorable sur ce projet de budget.

BREDIN (Frédérique), Est nommée *ministre de la jeunesse et des sports* le 16 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 17 mai 1991).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Louis Perrein : **Villes** *(Mesures concernant les banlieues) (JO* Débats du 18 octobre 1991) (p. 2991).

INTERVENTIONS

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Jeunesse et sports - (24 novembre 1991) (p. 4183) : jeunesse - Sports - Jeux olympiques - Associations sportives - Collectivités territoriales - Permanences d'accueil, d'information et d'orientation, PAIO - (p. 4184) : vacances - Loisirs - Echanges de jeunes sportifs avec les pays de l'Est - Jeunesse - Organisation de la journée scolaire - Conseils municipaux d'enfants - Vie associative - 23 millions de sportifs - Jeux olympiques d'Albertville - (p. 4185) : fédérations sportives - Sport et télévision - Fonds national pour le développement du sport, FNDS - Loto sportif - Clubs sportifs - Associations sportives - Ticket-sport et vacances sportives gratuites - Programme des mille équipements sportifs de proximité - Sport de haut niveau - (p. 4186) : collectivités territoriales - Institut national du sport et de l'éducation physique, INSEP - (p. 4195) : contrats d'aménagement du temps de l'enfant - Jeux olympiques d'Albertville - Piste de bobsleigh de La Plagne - FNDS - Loto sportif - (p. 4196) : absence d'utilisation de la dotation globale d'équipement, DGE, pour les équipements sportifs - Rétablissement de 450 postes FONJEP - Installation de quinze équipements sportifs de proximité en Seine-Saint-Denis - Vie associative - Associations de jeunesse - Associations sportives - FNDVA - (p. 4197) : clubs sportifs - Création de mille équipements sportifs de proximité - Associations sportives des Français de l'étranger - Jeux olympiques d'Albertville - Banlieues - Création de mille points « info-jeunes » - Insertion des jeunes - Budget équilibré entre la jeunesse et les sports - **Etat B** (p. 4199) : sport - Jeunesse - Maintien des crédits du FNDVA - Formation des animateurs - **Etat C** (p. 4200) : sous-équipement sportif de Wallis-et-Futuna - S'engage à compléter l'équipement sportif de ce territoire l'an prochain.

BRISEPIERRE (Paulette), sénateur des Français établis hors de France (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel.

Est nommée membre titulaire de la commission nationale des Bourses de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger le 25 septembre 1991.

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement du second cycle de l'enseignement public du second degré jusqu'au 31 mai 1991.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec MM. Charles de Cuttoli et Paul d'Ornano, tendant à modifier les articles 2 et 10 de la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger [n° **6 (91-92)**] (8 octobre 1991) - **Français de l'étranger.**

BRIVES (Louis), sénateur du Tarn (RDE).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

– Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **62** *(JO* Débats du 20 mai 1989) (p. 813) - Ministère : Industrie - *Situation des industries du textile et du cuir dans le sud-ouest de la France* - (Caduque : mai 1991) - **Politique industrielle.**

n° **98** *(JO* Débats du 7 juin 1990) (p. 1340) - Ministère : Agriculture - *Politique de la maîtrise des eaux* - (Caduque : mai 1991) - **Eau et assainissement.**

n° **9** *(JO* Débats du 24 mai 1991) (p. 1039) - Ministère : Industrie - *Situation de l'industrie du textile et du cuir dans le Tarn et l'Ariège - (JO* Débats du 19 juin 1991) (p. 1736) - **Politique industrielle.**

n° **10** *(JO* Débats du 24 mai 1991) (p. 1040) - Ministère : Agriculture - *Politique de maîtrise des eaux* - **Eau et assainissement** .

Questions orales sans débat :

n° **208** *(JO* Débats du 18 mai 1990) (p. 969) - Ministère : Agriculture - *Politique de la maîtrise de l'eau* - (Caduque : avril 1991 - **Eau et assainissement.**

n° **219** *(JO* Débats du 2 juin 1990) (p. 1250) - Ministère : Industrie - *Crise de la branche textile de la région Midi-Pyrénées* - (Caduque : avril 1991) - **Industrie textile.**

INTERVENTIONS

– Questions orales avec débat jointes : situation de l'industrie textile - (18 juin 1991) (p. 1737) : industrie textile - Crédits - Bassin d'Albi-Carmaux - Bassin de Castres-Mazamet - (p. 1738) : industrie textile - Communauté économique européenne, CEE - Région Midi-Pyrénées.

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Economie, finances et budget - III - Industrie - (22 novembre 1991) (p. 4107, 4108, 4109) : crise de l'automobile, du bâtiment et de l'industrie textile - Communauté économique européenne - PME et PMI - Conjoncture dans le Tarn.

Equipement, logement, transports et espace - II - Transports intérieurs ; 1 -Transports terrestres (et voies navigables) ; 2 - Routes ; 3 - Sécurité routière - (6 décembre 1991) (p. 4951) : économie - Aménagement du territoire - (p. 4952) : départements - Régions - Zones rurales - Découpage géographique - Région Midi-Pyrénées - Routes - Département du Tarn - (p. 4953) : investissements européens - Réseau routier.

BURY (Jean-Claude), Premier vice-président de la section des économies régionales et de l'aménagement du territoire du Conseil économique et social.

INTERVENTIONS

– Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - (11 juin 1991) - En

remplacement de M. Alex Raymond, rapporteur - **Discussion générale** (p. 1511) : Conseil économique et social (avis) - Déconcentration - Démocratie locale - Conditions de retransmission audiovisuelle des séances des conseils municipaux et des conseils généraux - (p. 1512) : consultation directe des électeurs à l'échelon local - Création de commissions consultatives dans les conseils municipaux - Droits des élus - Contrôle de légalité : marchés publics - Institut des collectivités territoriales et des services publics locaux - Ententes interrégionales - Coopération intercommunale - Communautés de communes - Communautés de villes - Syndicats intercommunaux - (p. 1513) : fiscalité des communautés de communes et de villes - Taxe professionnelle - Dotation globale de fonctionnement, DGF - Coopération décentralisée : coopération internationale des collectivités territoriales - Commission nationale de la coopération.

C

CABANA (Camille), sénateur de Paris (NI puis RPR).

Elu sénateur le 10 février 1991, en remplacement de M. Raymond Bourgine, décédé (*JO* Lois et décrets du 12 février 1991).

NOMINATIONS

– Est nommé membre de la commission des lois (*JO* Lois et décrets du 20 mars 1991).

– Est nommé membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi d'orientation pour la ville [n° 350 (90-91)]** - (19 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1833) : sens douteux de l'expression « droit à la ville » - Diversité sociale - Prêt locatif aidé, PLA - Réalités économiques - Nécessité de relever le plafond de ressources qui commande l'accès au logement PLA - Nécessité d'établir un plafond de logement PLA dans une localité déterminée - Effondrement de la construction privée à Paris : résultat de la politique juridique et fiscale - Accession à la propriété - Logement intermédiaire - (p. 1835) : classes moyennes - Rôle du logement intermédiaire - Réglementation de la densité des constructions - Coefficient d'occupation des sols, COS - Ordre public - (p. 1836) : échec scolaire - Marginalité - Perte des valeurs culturelles et familiales - Délinquance - Immigration incontrôlée - (p. 1844) : ZAC Dupleix.

Suite de la discussion - (20 juin 1991) - **Art. 14** (*participation à la diversité de l'habitat PLH*) - *Art. L. 332-17 du code de l'urbanisme (définition du calcul de la participation à la diversité de l'habitat. PDH)* (p. 1909) : intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (définition et calcul de la participation à la diversité de l'habitat) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1955) : votera le texte amendé par le Sénat - Coopération et partenariat avec l'Etat - Déplore l'idéologie socialiste et socialisante.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)]**.

Deuxième partie :

Economie, finances et budget - I - Charges communes (dont rapatriés) - (30 novembre 1991) (p. 4552) : dette publique et déficit budgétaire - Entreprises publiques : cessions d'actifs - (p. 4553) : ventes d'actions du Crédit local de France - Destination budgétaire du produit des cessions d'actifs - Indemnisation des rapatriés - (p. 4554) : harkis.

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 162 (91-92)]** - (16 décembre 1991) - **Art. 20 ter** (*prorogation de la suspension des poursuites liées au surendettement de certains rapatriés*) (p. 5422) : son amendement n° 63, soutenu par M. Emmanuel Hamel : extension de la suspension des poursuites aux personnes s'étant portées caution pour les prêts de consolidation ; non retenu dans le vote unique sur l'article 20 ter.

Nouvelle lecture **[n° 214 (91-92)]** - (20 décembre 1991) - **Art. 20 ter** (p. 5712) : son amendement n° 17, soutenu par M. Emmanuel Hamel et identique à l'amendement n° 21 de M. Bernard Seillier : application des dispositions de l'article 20 ter aux personnes qui avant le 31 décembre 1991 n'ont pas sollicité de prêt de consolidation et à ceux dont le prêt proposé par la commission n'a pas été mis en place ; adopté - (p. 5713) : son amendement n° 18, soutenu par M. Emmanuel Hamel et identique à l'amendement n° 22 de M. Bernard Seillier : extension des dispositions prévues à l'article 20 ter aux personnes s'étant portées caution ; adopté.

CABANEL (Guy), sénateur de l'Isère (UREI).

NOMINATIONS

– Secrétaire de la commission des affaires étrangères.

– Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du service national (23 octobre 1991).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée, sur les aides communautaires à la formation dans les Etats d'Europe centrale (programme « Tempus » et fondation européenne pour la formation) [n° **214 (90-91)**] (25 janvier 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Communautés européennes.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **219 (90-91)**] autorisant l'approbation d'une convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cameroun sur la sécurité sociale (ensemble un protocole relatif au régime d'assurances sociales des étudiants) [n° **276 (90-91)**] (11 avril 1991) - **Traités et conventions.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **459 (90-91)**] modifiant certaines limites d'âge des militaires et modifiant l'article 27 de la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991 portant dispositions relatives à la santé publique et aux assurances sociales [n° **38 (91-92)**] (17 octobre 1991) - **Pensions civiles et militaires de retraite.**

Rapport, fait au nom de la commission des Affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **3 (91-92)**] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, modifiant le code du service national [n° **39 (91-92)**] (17 octobre 1991) - **Service national.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du service national [n° **63 (91-92)**] (30 octobre 1991) - **Service national.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée, sur le bilan de cinq années de mise en oeuvre du programme EUREKA [n° **150 (91-92)**] (4 décembre 1991) - **Recherche.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **129 (91-92)**] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de l'accord en matière de brevets communautaires, ensemble la convention relative au brevet européen pour le marché commun (convention sur le brevet communautaire) et un règlement d'exécution, le protocole sur le règlement des litiges en matière de contrefaçon et de validité des brevets communautaires (protocole sur les litiges), le protocole sur les privilèges et immunités de la cour d'appel commune, le protocole sur le statut de la cour d'appel commune, ainsi que la ratification du protocole relatif à une éventuelle modification des conditions d'entrée en vigueur de l'accord en matière de brevets communautaires [n° **152 (91-92)**] (5 décembre 1991) - **Traités et conventions.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi n° **153 (91-92)**] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, modifiant le code du service national [n° **164 (91-92)**] (11 décembre 1991) - **Service national .**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 19 avril 1991) (p. 562) - Ministère : Industrie - *Fermeture des houillères du Dauphiné* - **Charbon.**

INTERVENTIONS

- Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cameroun sur la sécurité sociale (ensemble un protocole relatif au régime d'assurances sociales des étudiants) [n° 219 (90-91)] - (18 avril 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 575) : convention générale sur la sécurité sociale signée par la France et le Cameroun à Yaoundé le 5 novembre 1990 - Couverture sociale des étudiants camerounais en France - Texte qui vise 10 000 français qui ont vécu ou qui travaillent au Cameroun - Principe de l'assujettissement obligatoire au régime de sécurité sociale de l'état d'emploi - Levée des clauses de résidence pour le bénéfice de l'assurance vieillesse - Conditions d'application de la convention - Situation difficile de l'économie camerounaise - Réduction de nos échanges commerciaux - Au nom de la commission des affaires étrangères, se déclare favorable à l'approbation de cette convention.

- Débat sur une déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique de défense [n° 395 (90-91)] - (18 juin 1991) (p. 1764) : crise du Golfe persique - Situation internationale - Devenir de l'OTAN - Dépenses militaires - (p. 1765) : renouvellement des équipements - Force de dissuasion nucléaire - Ventes d'armes - Défense européenne - Retrait des forces françaises d'Allemagne - Loi de programmation militaire - Service national.

- Projet de loi modifiant le code du service national [n° 3 (91-92)] - (23 octobre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3122) : réduction de la durée du service militaire - Insuffisante professionnalisation des forces armées - (p. 3123) : développement des formes civiles du service national - Statut des doubles nationaux - Maintien de la conscription - Article 34 de la Constitution de 1958 - Réforme prématurée - (p. 3124) : loi de programmation militaire - Politique de défense - Conséquences de la réduction de la durée du service militaire - Plan « Armées 2000 » - Retrait des forces françaises d'Allemagne - Disponibilité opérationnelle différée et disponibilité immédiate - Dévalorisation du service militaire - (p. 3125) : prise en compte du temps de service national actif dans le calcul des retraites - Modalités civiles d'accomplissement du service national - Conditions d'emploi des appelés hors d'Europe et hors des départements et territoires d'outre-mer - Utilisation des volontaires engagées temporaires, VET - Maintien du statut d'appelé pour les volontaires service long, VSL - Application de l'article L. 70 du code du service national - Adaptation des armées - (p. 3126) : professionnalisation des grandes unités d'intervention - Absence de mesures en faveur du volontariat - (p. 3144) : application de la réforme du service national depuis le 1er octobre dernier - (p. 3150) : mépris du pouvoir exécutif à l'égard du Parlement - **Après l'art. 34 (par priorité)** (p. 3151) : son amendement n° 17 : définition et organisation du service national économique ; adopté - (p. 3152) : son amendement n° 18 : définition et organisation du service national de solidarité ; adopté - **Art. 2** (*énumération des différentes formes de service national*) (p. 3154) : ses amendements de coordination n° 1 et n° 2 ; adoptés - Son amendement n° 3 : création par la loi de toute autre forme de service national ; adopté - **Art. 3** (*durée du service national actif*) (p. 3156) : son amendement de coordination n° 4 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 25 de M. Franck Sérusclat (abaissement à seize mois de la durée du service des objecteurs de conscience) - (p. 3157) : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Franck Sérusclat (abaissement de douze mois à dix mois de la durée du service pour les scientifiques du contingent, les médecins, les vétérinaires, les pharmaciens et les chirurgiens dentistes) - (p. 3158) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Aubert Garcia (fixation de la durée du service national à douze mois pour les jeunes gens qui ont obtenu le bénéfice des dispositions de l'article L. 9 au titre du service militaire) - **Art. 4** (*extension du service national*) : son amendement rédactionnel n° 5 ; adopté - **Art. 7** (*cohérence rédactionnelle*) (p. 3159) : son amendement de coordination n° 6 ; adopté - **Art. 8** (*reports d'incorporation des scientifiques du contingent, des coopérants et des volontaires de l'aide technique*) : son amendement de coordination n° 7 ; adopté - **Art. 10** (*harmonisation des reports d'incorporation*) : son amendement rédactionnel n° 8 ; adopté - **Après l'art. 15** (*service national et retraite*) (p. 3160) : son amendement n° 9 : prise en compte du temps de service national dans les périodes comptant pour la retraite de tout régime de base et complémentaire ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Après l'art. 15 bis** (*aménagement des conditions d'emploi des appelés au titre du service militaire*) (p. 3161) : sur l'amendement n° 29 de M. Jacques Habert (possibilité pour les appelés de servir et d'être volontaires dans les opérations extérieures), son sous-amendement n° 30 ; devenu sans objet - **Art. 16** (*durée du volontariat service long*) (p. 3163) : condamnation de la conscription - Interprétation de l'article L. 70 du code du service national par le Président de la République - **Après l'art. 16** (*limitation des participations extérieures des armées*) (p. 3165) : son amendement n° 11 : modification de l'article L. 73 du code du service national autorisant les participations extérieures des armées ; adopté - **Art. 20** (*reformulation du chapitre relatif au service de défense*) (p. 3166) : son amendement n° 12 : nouvelle rédaction de cet article relatif au service de défense ; adopté - **Art. 22** (*liste des personnes assujetties au service de défense*) : son amendement de coordination n° 13 ; adopté - **Art. 29** (*création du service de sécurité civile*) - *Art. L. 94-16 du code du service national* (p. 3167) : accepte l'amendement n° 28 de M. Jean-Pierre Tizon (exercice du service de sécurité civile principalement dans les services d'incendie et de secours) - *Art. L. 94-20* : son amendement de suppression n° 14 ; adopté - **Art. 32** (*prise en compte du volontariat féminin dans la coopération et l'aide technique*) (p. 3168) : son amendement n° 15 : fixation à douze mois de la durée du service militaire des médecins coopérants qui recevraient du fait de leur inadaptation physique à un emploi outre-mer, un poste de médecin aspirant ; adopté - **Art. 33** (*prise en compte de la durée du volontariat féminin dans la coopération et l'aide technique*) : son amendement de coordination n° 16 ; adopté - **Art. 35** (*simplification des conditions d'admission au statut d'objecteur de conscience*) : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Franck Sérusclat (possibilité pour les objecteurs de conscience de prendre leur décision à tout moment et jusqu'à l'incorporation de l'intéressé) - **Après l'art. 39** : ses amendements, n° 19 et n° 20 relatifs à l'alignement des régimes disciplinaires des services économiques et de solidarité sur le régime disciplinaire des coopérants et des volontaires de l'aide technique ; adoptés - **Art. 41** (*date d'application de la réduction de la durée du service actif*) : son amendement n° 21 : réduction d'un mois de la durée du service militaire pour les jeunes gens incorporés entre le 1er août et le 1er octobre 1991 ; adopté - **Art. 43** (*renvoi à des décrets en Conseil d'Etat*) : son amendement de coordination n° 22 ; adopté - **Art. 44** (*rapport du Gouvernement sur les réserves*) : son amendement rédactionnel n° 23 ; adopté.

- Projet modifiant certaines limites d'âge des militaires et modifiant l'article 27 de la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991 portant dispositions relatives à la santé publique et aux assurances sociales [n° 459 (90-91)] - (23 octobre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3175) : avis favorable du Conseil supérieur de la fonction militaire - Allongement des limites d'âge des officiers supérieurs de l'armée de l'air, personnel navigant - Extension aux militaires de certaines bonifications indiciaires - Plan « Armées 2000 » - Harmonisation des limites d'âge et de la durée des services - Dispositif transitoire - (p. 3176) : accélération des départs à la retraite prématurée des personnels d'active - Article 69 du statut général des militaires - Reconversion civile des militaires - Au nom de la commission des affaires étrangères, se déclare favorable à l'adoption de ce projet sous réserve de l'adoption de son amendement - **Art. 8** (p. 3178) : son amendement n° 1 : mise en place d'une disposition transitoire relative aux sous-officiers et officiers mariniers en cours de reconversion dans un emploi public ; retiré - (p. 3179) : accepte l'amendement n° 2 du Gouvernement

(mise en place d'une disposition transitoire relative aux sous-officiers et officiers mariniers en cours de reconversion dans un emploi public).

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Deuxième partie :

Affaires étrangères - (5 décembre 1991) (p. 4871) : politique à l'égard des nouvelles démocraties de l'Europe centrale et orientale - Elargissement de la Communauté économique européenne, CEE - (p. 4872, 4873) : difficultés économiques et exportations agricoles des pays de l'Est - Politique agricole commune, PAC - Echanges de la CEE avec l'Europe centrale et orientale - Europe communautaire.

– **Projet de loi modifiant le code du service national** - *Nouvelle lecture* [n° **153 (91-92)**] - (12 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5285) : échec de la commission mixte paritaire - Service national économique - Statut des volontaires du service national en entreprises, VSNE - Service national de solidarité - Compétence du législateur - Mesures sociales - Conditions d'emploi des appelés hors du territoire national - (p. 5286) : réduction de la durée du service national actif et disponibilité opérationnelle différée - Loi de programmation militaire - Information du Parlement - **Question préalable** : sa motion n° 1 tendant à opposer la question préalable ; adoptée - Ignorance par la majorité de l'Assemblée nationale des travaux du Sénat sur ce texte.

– **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord en matière de brevets communautaires, ensemble la convention relative au brevet européen pour le marché commun (convention sur le brevet communautaire) et un règlement d'exécution, le protocole sur le règlement des litiges en matière de contrefaçon et de validité des brevets communautaires (protocole sur les litiges), le protocole sur les privilèges et immunités de la cour d'appel commune, le protocole sur le statut de la cour d'appel commune, ainsi que la ratification du protocole relatif à une éventuelle modification des conditions d'entrée en vigueur de l'accord en matière de brevets communautaires** [n° **129 (91-92)**] - (12 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5289, 5290) : régime communautaire des brevets - Difficultés des négociations - Convention sur le brevet communautaire - Protocole sur les litiges - Mécanisme de financement - Coût du brevet communautaire - Date d'entrée en vigueur de l'accord - Avis favorable de la commission.

CALDAGUES (Michel), sénateur de Paris (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

Vice-président de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du service national (23 octobre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi modifiant le code du service national** [n° **3 (91-92)**] - (23 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3126) : armée de conscription et armée professionnelle - Evènements d'Union soviétique - Guerre du Golfe persique - Maintien de la conscription - Article L. 70 du code du service national - (p. 3127) : réduction de la durée du service militaire - Coût comparé d'une armée de métier et d'une armée de conscription - Professionnalisation de l'armée - Maintien d'un service militaire de durée réduite - (p. 3128) : diminution des effectifs des armées des principaux alliés - Anticipation sur la mise à jour de la programmation militaire - Au nom du groupe du RPR, se déclare opposé à l'adoption de ce projet - (p. 3149) : coexistence d'une courte période de conscription avec une armée de métier - **Après l'art. 34 (par priorité)** (p. 3154) : se déclare favorable à l'amendement n° 18 de la commission (définition et organisation du service national de solidarité) - **Art. 2** (*énumération des différentes formes de service national*) (p. 3155) : se déclare favorable à l'amendement n° 3 de la commission (création par la loi de toute autre forme de service national) - **Art. 3** (*durée du service national actif*) (p. 3158) : intervient sur l'amendement n° 26 de M. Franck Sérusclat (abaissement de douze mois à dix mois de la durée du service pour les scientifiques du contingent, les médecins, les vétérinaires, les pharmaciens et les chirurgiens dentistes) - **Art. 16** (*durée du volontariat service long*) (p. 3162) : professionalisation de l'armée.

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Discussion des articles de la première partie :

(20 novembre 1991) - **Après l'art. 7** (p. 3915) : intervient sur l'amendement n° I-118 de M. Robert Vizet (augmentation du plafond des frais funéraires déductibles de l'actif d'une succession).

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Après l'art. 8** (p. 3940) : se déclare favorable à l'amendement n° I-71 de la commission (extension du crédit d'impôt pour dépenses de recherche aux dépenses engagées dans certains secteurs au titre des frais de collection).

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social** [n° **162 (91-92)**] - (16 décembre 1991) - **Art. 20 ter** (*prorogation de la suspension des poursuites liées au surendettement de certains rapatriés*) (p. 5425) : sur l'amendement n° 2 de M. Xavier de Villepin (extension de la suspension des poursuites dont peuvent bénéficier les rapatriés demandeurs de prêts de consolidation à d'autres situations dans l'attente d'une loi), son sous-amendement n° 92 ; retiré - **Avant l'art. 21** (p. 5431) : son amendement n° 83 : dépistage systématique de l'infection par le virus de l'immuno-déficience lors des examens prénuptiaux et prénataux ; adopté - (p. 5435) : rôle du Parlement.

Nouvelle lecture [n° **214 (91-92)**] - (20 décembre 1991) - **Art. 1er** (*aide aux associations logeant à titre temporaire des personnes défavorisées et allocation de logement dans certains établissements de long séjour*) (p. 5703) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de la commission (impossibilité pour toute personne en situation irrégulière de bénéficier des dispositions de l'article 1er) - **Art. 20 quindecies** (*dépistage obligatoire de l'infection par le virus du Sida*) (p. 5716) : se déclare favorable à l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat et supprimé par l'Assemblée nationale) - Urgence du dépistage.

CALMEJANE (Robert), sénateur de Seine-Saint-Denis (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à l'assouplissement du lien qui unit le taux des impôts directs locaux [n° **262 (90-91)**] (4 avril 1991) - **Impôts et taxes**.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **381** (*JO* Débats du 14 novembre 1991) (p. 2505) - Ministère : Economie - *Politique du Gouvernement en faveur des PME* - (*JO* Débats du 16 novembre 1991) (p. 3778) - **Entreprises (petites et moyennes)**.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une**

solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° 242 (90-91)] - Suite de la discussion - (3 avril 1991) - **Avant l'art. 3** (p. 287) : son amendement n° 124 : substitution de la notion de bases nettes à celle de bases brutes des quatre taxes directes locales dans la définition du potentiel fiscal ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 11.

Suite de la discussion - (4 avril 1991) - **Avant l'art. 3 (suite)** (p. 345) : son amendement n° 124, soutenu par M. Jean Simonin (précédemment réservé, le 3 avril 1991, p. 287) ; retiré.

CAMOIN (Jean-Pierre), sénateur des Bouches-du-Rhône (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement du second cycle de l'enseignement public du second degré jusqu'au 31 mai 1991.

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Enseignement supérieur** - [n° **93 (91-92) tome 6**] (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur - (3 décembre 1991) - Rapporteur pour avis (enseignement supérieur) (p. 4728) : enseignement supérieur privé - Recherche universitaire - Schémas régionaux de développement universitaire - Carte universitaire - Instituts universitaires de technologie, IUT - Partenariat - Plan social étudiant - Recrutement et statut des personnels universitaires - (p. 4729) : instituts universitaires professionnalisés, IUP - Grandes écoles - Instituts universitaires de formation des maîtres, IUFM - Formation permanente - Avis défavorable à l'adoption de ce projet de budget.

CANTEGRIT (Jean-Pierre), sénateur des Français établis hors de France (rattaché administrativement au groupe UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire du Conseil pour la protection sociale des Français de l'étranger.

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement des services relevant de l'autorité judiciaire jusqu'au 4 juin 1991.

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en dicussion du projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail (17 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi (17 décembre 1991).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 18 octobre 1991) (p. 2976) - Ministère : Affaires étrangères - *Situation des Français du Zaïre* - **Français de l'étranger.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Affaires sociales et intégration - Economie sociale - (25 novembre 1991) (p. 4266) : protection sociale des Français de l'étranger - (p. 4267) : charges sociales - Organisation de la Caisse des Français de l'étranger - (p. 4268) : conventions bilatérales de sécurité sociale - Retraite des Français de l'étranger - Allocations familiales.

Affaires étrangères - (5 décembre 1991) (p. 4869) : Français rapatriés du Zaïre - Indemnisation du chômage des Français rapatriés - Crédits d'assistance aux Français de l'étranger.

CARAT (Jacques), sénateur du Val-de-Marne (S).

NOMINATIONS

– Vice-président de la commission des affaires culturelles.

– Membre titulaire du conseil d'administration de la société nationale Radio France.

Membre titulaire de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Cinéma - Théâtre dramatique** - [n° **93 (91-92) tome 2**] (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° 242 (90-91)] - Suite de la discussion** - (3 avril 1991) - **Art. 3** (*critères d'éligibilité, montant et répartition de la dotation de solidarité urbaine*) (p. 294) : son amendement n° 114 soutenu par M. Jacques Bellanger : exclusion des populations carcérales dans le calcul du rapport entre le nombre des logements sociaux et la population de la commune ; devenu sans objet.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Culture - (2 décembre 1991) - Rapporteur pour avis (cinéma et théâtre dramatique) - Son intervention présentée par M. Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles (p. 4671, 4672).

CARON (Paul), sénateur de la Seine-Maritime (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des Finances.

Membre es qualité de la commission nationale du sport de haut niveau.

– Est nommé membre de la commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées (*JO* Lois et décrets du 21 novembre 1991).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Jeunesse et sports** - [n° **92 (91-92) tome 3 annexe 33**] (19 novembre 1991).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 19 avril 1991) (p. 565) - Ministère : Education - *Fermeture de classes en zones rurales* - **Enseignement.**

(*JO* Débats du 13 décembre 1991) (p. 5281) - Ministère : Famille - *Situation des retraités* - **Retraités.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la discussion** - (12 juin 1991) - **Art. 6** (*rapport au Parlement*) (p. 1589) : soutient l'amendement n° 272 de M. Daniel Hoeffel (rapport annuel).

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Discussion des articles de la première partie :

(20 novembre 1991) - **Après l'art. 2** (p. 3900) : son amendement n° I-4 : crédit d'impôt pour investissements ; retiré - (p. 3901) : son amendement n° I-2 : déduction de la CSG de l'impôt sur le revenu ; retiré - (p. 3902) : son amendement n° I-3 : extension de la liste des cotisations de retraite et de prévoyance déductibles à des cotisations non obligatoires ; retiré.

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Art. 9** (*taux d'imposition des plus- values à long terme des sociétés*) (p. 3941) : son amendement n° I-56, soutenu par M. Xavier de Villepin : date de taxation des cessions de titres ; retiré - **Art. 10 bis** (*dégrèvement de taxe foncière sur les propriétés non bâties pour certains éleveurs*) (p. 3946) : son amendement n° I-52, soutenu par M. Xavier de Villepin : dégrèvement de la cotisation de la taxe foncière sur les propriétés non bâties ; réservé puis retiré (p. 3948) - **Après l'art. 11** (p. 3954) : son amendement n° I-53 : dispositions en faveur des agriculteurs souhaitant moderniser leurs exploitations ; retiré - **Avant l'art. 16** (p. 3967) : son amendement n° I-6 : exonération de la taxe sur les salaires pour les associations d'aide à domicile ; retiré.

Suite de la discussion - (22 novembre 1991) - **Après l'art. 36** (p. 4034) : son amendement n° I-7, soutenu par M. Xavier de Villepin : réduction progressive des taxes spécifiques alimentant le BAPSA ; retiré au profit de l'amendement n° I-150 de M. Désiré Debavelaere.

Deuxième partie :

Jeunesse et sports - (24 novembre 1991) - Rapporteur spécial (p. 4186) : jeunesse - Sports - Fonds national pour le développement du sport, FNDS - Loto sportif - Fédérations sportives - Jeux olympiques d'Albertville - Comité d'organisation des jeux olympiques, COJO - Avenir de la piste de bobsleigh - (p. 4187) : aménagement du temps de l'enfant - Education physique et sportive - Professeurs d'éducation physique et sportive - Collectivités territoriales - Associations sportives - Sports automobile - Formation des animateurs - Centres de vacances et de loisirs - Au nom de la commission des finances, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le vote sur les crédits de la jeunesse et des sports dans le projet de loi de finances pour 1992 - **Etat B** (p. 4197) : département de la Seine-Maritime - (p. 4198) : absence d'application de la dotation globale d'équipement, DGE, aux équipements sportifs - FNDS - Avenir de la piste de bobsleigh de La Plagne - S'abstiendra à titre personnel lors du vote des crédits du projet de budget du ministère de la jeunesse et des sports - (p. 4200) : sport de haut niveau - Sports automobile.

Articles non rattachés :

(8 décembre 1991) - **Avant l'art. 68** (p. 5048) : son amendement n° II-70, soutenu par M. Xavier de Villepin : institution d'un livret d'épargne patrimonial aux fins d'acquitter des droits de mutation ; retiré - **Art. 72** (*crédit d'impôt pour augmentation de capital*) (p. 5059) : son amendement n° II-72, soutenu par M. Xavier de Villepin : extension du crédit d'impôt aux sociétés familiales dont l'essentiel du capital dépend d'un groupe familial structuré en une société de participation ; retiré.

CARTIGNY (Ernest), sénateur de Seine-Saint-Denis (Président du groupe RDE).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

– Secrétaire de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

Membre titulaire de la commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation de jeux.

– Président de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'entreprise nationale Air France et des sociétés de toute nature comme des compagnies aériennes qu'elle contrôle puis d'en informer le Sénat, jusqu'au 15 mai 1991.

Est nommé membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 (*JO* Lois et décrets du 29 juin 1991), jusqu'au 11 décembre 1991.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (26 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1992 (8 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1991 (17 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 83-557 du 1er juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (28 mai 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Gilbert Baumet et des membres du groupe RDE, tendant à instituer des mesures fiscales en faveur de la prévention et de la lutte contre l'incendie en milieu forestier [n° **217 (90-91)**] (1er février 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Forêts.**

Proposition de loi, déposée avec M. Serge Vinçon, tendant à accroître les pouvoirs de contrôle du Parlement par la modification de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires et à en tirer les conséquences au

niveau du statut de la Commission des opérations de Bourse [n° **317 (90-91)**] (7 mai 1991) - **Parlement.**

Proposition de résolution, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission de contrôle chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 [n° **420 (90-91)**] (26 juin 1991) - **Commissions d'enquête ou de contrôle.**

Proposition de loi, déposée avec MM. Charles Pasqua, Daniel Hoeffel et Marcel Lucotte, tendant à aggraver les sanctions applicables en cas de violation de sépultures ou de destructions, dégradations ou dommages commis ou préjudice d'un culte [n° **326 (89-90)**] (29 mai 1990) - Reprise par ses auteurs le 8 octobre 1991 - **Culte.**

Proposition de résolution, déposée avec des membres du groupe du RDE, M. Marcel Lucotte et des membres du groupe de l'UREI, M. Daniel Hoefffel et des membres du groupe de l'UC, M. Charles Pasqua et des membres du groupe du RPR, tendant à rendre le règlement du Sénat conforme aux nouvelles dispositions de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires, ainsi qu'à modifier certains de ses articles en vue d'accroître l'efficacité des procédures en vigueur au Sénat [n° **79 (91-92)**] (12 novembre 1991) - **Commission d'enquête ou de contrôle.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Equipement, logement, transports et espace - I - Urbanisme, logement et services communs - [n° 92 (91-92) tome 3 annexe 21]** (19 novembre 1991).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 19 avril 1991 (p. 550) - Ministère : Education - *Situation de l'Université de Villetaneuse* - **Universités.**

(*JO* Débats du 13 décembre 1991) (p. 5275) - Ministère : Affaires étrangères - *Démantèlement de l'arsenal irakien* - **Armes et munitions.**

Questions orales avec débat :

n° **17** (*JO* Débats du 5 juin 1991) (p. 1275) - Ministère : Premier ministre - *Politique générale du Gouvernement* - (*JO* Débats du 6 juin 1991) (p. 1306) - **Vie politique.**

Questions orales européennes avec débat :

n° **4** (*JO* Débats du 7 mai 1991) (p. 871) - Ministère : Affaires européennes - *Application du droit communautaire par les collectivités territoriales* - (Caduque : mai 1991) - **Communauté économique européenne (CEE).**

n° **3** (*JO* Débats du 23 mai 1991) (p. 1004) - Ministère : Affaires européennes - *Application du droit communautaire par les collectivités territoriales* - **Communauté économique européenne (CEE).**

Questions orales sans débat :

n° **337** (*JO* Débats du 11 juillet 1991) (p. 1408) - Ministère : Equipement - *Situation des instructeurs de vol à voile, détenteurs d'une licence de pilote privé* - (*JO* Débats du 19 octobre 1991) (p. 3051) - **Aviation civile..**

n° **338** (*JO* Débats du 29 juillet 1991) (p. 1804) - Ministère : Equipement - *Ouverture à la circulation aérienne publique de l'aérodrome de Melun-Villaroche* - (*JO* Débats du 19 octobre 1991) (p. 3052) - **Aérodromes.**

n° **339** (*JO* Débats du 29 août 1991) (p. 1804) - Ministère : Equipement - *Publicité des plans d'exposition au bruit sur les certificats d'urbanisme* - (*JO* Débats du 19 octobre 1991) (p. 3053) - **Pollution et nuisances.**

INTERVENTIONS

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation au Moyen-Orient [n° 236 (90-91)]** - (19 mars 1991) (p. 44) : fin de la guerre dans le Golfe arabo-persique - Libération du Koweït - Affaiblissement du potentiel militaire de l'Irak - Cohésion de la société internationale - Fin de la guerre froide - Rôle de l'ONU - Hommage aux troupes alliées et à l'armée française - Détermination du Président des Etats-Unis - Résolution des conflits du Moyen-Orient - Europe absente du conflit - Accord entre les Etats-Unis et l'URSS - Proche et Moyen-Orient - Rétablissement de la souveraineté au Liban - Résolution du conflit israëlo-arabe - Modification politique de l'Europe et mise en place d'une défense commune - Alliance franco-allemande - (p. 45) : rôle de la France à l'égard du tiers-monde - Relations avec les pays musulmans - Construction de l'Europe - Allemagne.

– **Projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse [n° 98 (90-91)] - Suite de la discussion** - (22 mars 1991) - **Après l'art. 58 bis** (p. 171) : soutient l'amendement n° 170 de M. Etienne Dailly (incitations fiscales à l'investissement en Corse).

– **Projet de loi portant dispositions relatives à la fonction publique [n° 240 (90-91)]** - (25 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 701) : ouverture de la fonction publique de l'Etat aux ressortissants de la CEE - Réciprocité souhaitable - Maîtrise des langues étrangères - Ouverture de filières de formation - Au nom du groupe du RDE, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

– **Projet de loi portant diverses mesures de soutien au bénévolat dans les associations [n° 291 (90-91)]** - (6 mai 1991) - **Discussion générale** (p. 853) : congé de représentation - Protection sociale - Contrôle de l'emploi des fonds collectés - Rôle de la vie associative - Bénévolat - Incidences sur les entreprises - **Art. 1er** (*institution d'un congé de représentation en faveur des salariés*) (p. 861) : son amendement n° 14 : application des dispositions dans des entreprises d'au moins onze salariés ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 869) : avis favorable sur le texte amendé par le Sénat - Bénévolat - Incidences sur l'économie française.

– **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : rôle des parlements nationaux dans le développement de la Communauté** - (23 mai 1991) (p. 1014) : conférences intergouvernementales sur l'union économique et monétaire et l'union politique - « Déficit démocratique » - Rôle des parlements nationaux dans la construction européenne - Opinion publique - « Congrès » européen.

– **Projet de loi relatif aux rapports entre les agents commerciaux et leurs mandants** - *Deuxième lecture* [n° **340 (90-91)**] - (31 mai 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1215) : au nom du groupe du RDE, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

– **Questions orales avec débat jointes : politique générale du Gouvernement** - (5 juin 1991) (p. 1306) : résultats des entreprises - Situation des PME et des PMI - Chômage - Densité industrielle - Investissements des entreprises - Dégradation du commerce extérieur - Dette publique - Politique monétaire - (p. 1307) : système monétaire européen - Ordre public et sécurité.

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la discussion** - (13 juin 1991) - **Art. 21** (*dispositions relatives aux conseillers municipaux*) (p. 1656) : se déclare opposé à l'amendement n° 122 de la commission (suppression des dispositions relatives à la mise à disposition d'un local aux conseillers municipaux minoritaires) - **Art. 26 bis** (*repré-*

sentation proportionnelle au sein des commissions municipales) (p. 1662) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 129 de la commission.

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique de défense** [n° 395 (90-91)] - (18 juin 1991) (p. 1758, 1759) : situation internationale - Industries d'armement - Loi de programmation militaire - Service national - Evolution des équipements - Crise du Golfe persique - Force de dissuasion nucléaire - Europe - (p. 1760) : industries d'armement - Coopération européenne.

– **Projet de loi d'orientation pour la ville** [n° 350 (90-91)] - (19 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1819) : ville, point de concentration des frictions sociales - (p. 1820) : différence de niveau de vie, injustice sociale, ville devenue lieu de régression sociale - Mauvaise maîtrise de l'exode rural - Politique d'immigration laxiste - Politique foncière incohérente ou spéculative - Chômage - Insuffisance des formations professionnelles - Sécurité - Lutte contre la violence - Immigration sauvage - Collectivités locales - Définition de la politique d'urbanisme local - Logement social - Logement intermédiaire - (p. 1821) : mesures d'urgence - Urbanisme - Contradictions de notre système social - Politique d'immigration aberrante - Insuffisance des forces de sécurité - Nécessité d'un sursaut collectif pour surmonter la fatigue morale de notre vieille société.

Suite de la discussion - (20 juin 1991) - **Avant l'art. 32** (p. 1945) : son amendement n° 147 : bénéficiaires de la fraction non utilisée du 1 % logement ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1955, 1956) : - Remerciements - Votera le texte modifié par le Sénat.

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes** [n° 354 (90-91)] - (27 juin 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2223, 2224) : le groupe du RDE votera le projet de loi autorisant la ratification - Construction européenne.

– **Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires** [n° 323 (90-91)] - (29 juin 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2315) : président de la commission de contrôle du groupe Air France - Inopposabilité du secret professionnel - Le groupe du RDE votera le texte tel qu'il résulte des travaux du Sénat.

– **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : procédure budgétaire de la communauté économique européenne** - (8 octobre 1991) (p. 2674) : intervient dans le débat consécutif à la question.

– **Projet de loi renforçant la protection des consommateurs** [n° 304 (90-91)] - (15 octobre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2905, 2906) : la majorité des membres du groupe du RDE votera ce projet de loi - « Surréglementation » - Economie de marché.

– **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux** [n° 346 (90-91)] - (16 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2921, 2922) : gestion de la réserve en eau : schémas d'aménagement et de gestion des eaux, SAGE - Amélioration nécessaire de la transparence des prélèvements en eau.

Suite de la discussion - (17 octobre 1991) - **Art. 5** (*régime de déclaration ou d'autorisation des installations et ouvrages*) (p. 2967) : son amendement n° 118, soutenu par M. Jacques Bimbenet : dispositif de publicité des prélèvements soumis à déclaration ou à autorisation ; devenu sans objet - **Art. 6** (*moyens de mesures ou d'évaluation - contrôles techniques*) (p. 2971) : son amendement n° 119, soutenu par M. Jacques Bimbenet : cas des installations non dotées de moyens de mesures et d'évaluation au moment de l'entrée en vigueur de la loi ; rejeté - **Art. 19** (*travaux d'intérêt général ou d'urgence*) (p. 3010) : soutient l'amendement n° 110 de M. Jacques Bimbenet (objectif des aménagements réalisés par les collectivités territoriales : protection des formations boisées riveraines) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3032) : vote de ce projet de loi par le groupe du RDE.

– **Projet de loi relatif à la sécurité des chèques et des cartes de paiement** [n° 444 (90-91)] - (22 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3081) : chèques sans provision - Pénalités libératoires - Cartes de paiement - Banque de France - Interdictions bancaires - Certificat de non-paiement - Se déclare favorable à ce projet de loi sous réserve de l'adoption des amendements de la commission des lois.

– **Projet de loi modifiant le code du service national** [n° 3 (91-92)] - (23 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3128) : guerre du Golfe persique - Dévalorisation du service national - Avenir du service militaire - Professionnalisation de la force d'action rapide, FAR - (p. 3129) : disparition du Pacte de Varsovie - Dissuasion nucléaire - Diminution des effectifs des armées - Service de sécurité civile - Revalorisation de la condition militaire - Utilité d'un service de dix mois - Armée de métier et armée de conscription - Création d'un service civil - (p. 3130) : service national inégalitaire - Surcoût financier - Favorable à la professionnalisation de l'armée - S'abstiendra sur ce texte.

– **Projet de loi modifiant le tableau n° 7 annexé du code électoral relatif à l'effectif des conseils régionaux et à la répartition des sièges entre les départements** [n° 7 (91-92)] - (24 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3189) : opinion publique - (p. 3190) : effectif des conseils régionaux - Communauté économique européenne, CEE - Région d'Ile-de-France - Evolution démographique - Recensement de 1990 - Départements en difficulté - Statut des élus locaux - Se déclare défavorable à ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi** [n° 4 (91-92)] - (5 novembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3507) : le groupe du RDE votera ce projet de loi.

– **Conclusions du rapport de M. René-Georges Laurin**, fait au nom de la commission des lois **sur les propositions de loi, n° 448 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte**, les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **organisant le certificat d'hébergement par les communes ; n° 449 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte**, les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **réformant le regroupement familial ; n° 450 rectifié bis (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte**, les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **organisant la définition d'un quota annuel d'immigration en France ; n° 451 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte**, plusieurs de leurs collègues et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **réformant la procédure du droit d'asile ; n° 478 (90-91) de M. Daniel Hoeffel** et des membres du groupe de l'Union centriste **tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952, afin de réprimer plus sévèrement l'immigration irrégulière** [n° 64 (91-92)] - (7 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3581) : immigration - Statistiques - Seine-Saint-Denis - (p. 3582) : droit d'asile - Reconduite à la frontière - Certificat d'hébergement - Regroupement familial - Intégration.

– **Projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France** [n° 35 (91-92)] - (12 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3661) : statistiques - Economie souterraine - Développement du travail clandestin - (p. 3662) : dégrèvements fiscaux - Moyens de lutte contre le travail clandestin - Transfert des responsabilités - Rôle de l'Office des migrations internationales, OMI - Interdiction du territoire - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3693) : qualité du travail du Sénat - Avec la majorité du groupe du RDE, votera le texte ainsi amendé.

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° 91 (91-92)].

Discussion générale :

(19 novembre 1991) (p. 3854) : politique monétaire - Economie française - Investissements - (p. 3855) : chômage -

Dépenses publiques - Charges sociales - Bâtiment et travaux publics - Formation professionnelle - Administration - Investissements - (p. 3856) : rôle de l'Etat - Se déclare favorable aux propositions de la commission des finances.

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (22 novembre 1991) - **Art. 35** (*aménagement de la contribution sociale de solidarité des sociétés*) (p. 4032) : soutient l'amendement de suppression n° I-104 de M. Pierre Laffitte - **Après l'art. 36** (p. 4035) : son amendement n° I-105 : diminution de la taxe sur les produits forestiers destinés au BAPSA ; retiré au profit de l'amendement n° I-165 de M. Jacques-Richard Delong (diminution de la taxe sur les produits forestiers destinés au BAPSA) - **Relations financières avec les communautés européennes** (p. 4046) : accroissement des dépenses communautaires - Accroissement de la contribution française - **Explication de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 4086) : travaux de la commission des finances - Agriculteurs.

Deuxième partie :

Equipement, logement, transports et espace - I - Urbanisme, logement et services communs - (23 novembre 1991) - Rapporteur spécial - (p. 4153) : politique du logement et de la ville - Aménagement du territoire - Augmentation du produit de la taxe sur les bureaux en Ile-de-France - Participation des collectivités locales à la politique de l'habitat - (p. 4154) : rapport de la commission Lebègue sur le financement du logement - Aides au logement - Relance de la construction neuve - Programmes d'aides à la personne et d'aides à la pierre - Prêts d'accession à la propriété, PAP - (p. 4155) : abaissement du « 1 % logement patronal » - Augmentation de la taxe additionnelle au droit de bail pour certains logements locatifs - Subventions de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ANAH, au profit de l'immobilier existant - (p. 4156) : décentralisation du système de fixation et de distribution des aides au logement - Inadaptation de la réglementation relative aux aides - Au nom de la commission des finances, se déclare opposé à l'adoption de ce projet de budget - Favorable à l'extension du bénéfice de l'allocation de logement social à tous les habitants des agglomérations de plus de 100 000 habitants - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4174) : son amendement n° II-3 : réduction des crédits du titre III ; adopté - **Etat C** (p. 4176) : ses amendements n° II-4 : réduction des crédits du titre V ; et n° II-5 : réduction des crédits du titre VI ; adoptés.

Défense - (26 novembre 1991) (p. 4333) : loi de programmation militaire - Contexte international - Gendarmerie - Recherche spatiale - Programme d'armement - (p. 4334) : force conventionnelle - Force nucléaire - Notion de dissuasion suffisante - Système de défense - (p. 4335) : ne votera pas ce projet de budget.

Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur - (3 décembre 1991) (p. 4740) : rémunération des enseignants - (p. 4741) : syndicat d'enseignants - Statut et carrière des enseignants - Décentralisation de la gestion des primes - Formation des maîtres - Instituts universitaires de formation des maîtres, IUFM - (p. 4742) : vie dans les établissements scolaires - Culture générale - Ne votera pas ce projet de budget.

Equipement, logement, transports et espace - II - Transports : 4, Transports aériens et espace ; III - Météorologie - Budget annexe de l'aviation civile - (6 décembre 1991) (p. 4970) : industrie aéronautique - Compagnies aériennes - Fiscalité - Avis favorable sur le projet de budget du transport aérien et de la météorologie et défavorable sur le projet de budget annexe de l'aviation civile, BAAC - Groupe Air France - Contrôle du trafic aérien - Petites navigations - Elèves pilotes - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4974) : avis favorable sur les crédits des titres III, IV et V - Avis défavorable sur les crédits du BAAC.

Economie, finances et budget - IV - Artisanat et commerce - (7 décembre 1991) (p. 4989) : prêts bonifiés - Crédits pour 1992 - Formation et apprentissage - Petites et moyennes entreprises, PME - (p. 4990) : Fonds du développement et de l'artisanat - Exonération de charges sociales - Protection sociale - Budget annexe des prestations sociales agricoles, BAPSA - Zones rurales - Commerces de proximité - Taxe professionnelle - Ouverture dominicale - Commission départementale d'urbanisme commercial, CDUC - Taxe sur les grandes surfaces - Opération de restructuration de l'artisanat et du commerce, ORAC - Avis favorable du groupe du RDE sur ce projet de budget.

Vote sur l'ensemble :

(8 décembre 1991) (p. 5120, 5121) : fiscalité - Dépenses publiques - Investissements - Epargne nationale - Entreprises - Avis favorable du groupe du RDE sur ce projet de budget amendé par le Sénat.

– **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : perspectives d'élargissement de la communauté économique européenne** - (12 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5260) : pays de l'Europe centrale et orientale - Formule d'association-adhésion - Dissociation de l'économique et du politique - Accords de la CEE avec la Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie - Approfondissement et élargissement.

– **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux** - *Deuxième lecture* [**n° 159 (90-91)**] - (13 décembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5372) : vote de ce projet de loi par le groupe du RDE.

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social** [**n° 162 (91-92)**] - (16 décembre 1991) - **Avant l'art. 21** (p. 5437) : avec le groupe du RDE, ne prendra pas part au vote sur l'amendement n° 83 de M. Michel Caldaguès (dépistage systématique de l'infection par le virus de l'immuno-déficience lors des examens prénuptiaux et prénataux).

– **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs** [**n° 115 (91-92)**] - (19 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5639) : réforme du mode de scrutin des sénateurs - Calendrier - Difficultés économiques et sociales - Principe d'égalité du scrutin - (p. 5640, 5641) : « démographisme » - Grand conseil des communes de France - Représentation territoriale - Zones rurales - Bicamérisme - Les membres du RDE rejettent ce projet de loi et demandent son retrait.

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social** - *Nouvelle lecture* [**n° 214 (91-92)**] - (20 décembre 1991) - **Art. 20 quindecies** (*dépistage obligatoire de l'infection par le virus du Sida*) (p. 5716) : se déclare opposé à l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat et supprimé par l'Assemblée nationale) - Souhaite un dépistage systématiquement proposé et non systématiquement exécuté.

CASTAING (Robert), sénateur du Gers (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les articles 27, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication (16 décembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1992** [**n° 91 (91-92)**].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Après l'art. 18 bis** (p. 3983) : son amendement n° I-207, soutenu par M. René Régnault : rétablissement par option de l'assujettissement à la TVA pour les agriculteurs ; devenu sans objet.

CATHALA (Laurent), Est nommé *secrétaire d'Etat à la famille et aux personnes âgées* le 17 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 18 mai 1991) - Puis *secrétaire d'Etat à la Famille, aux personnes âgées et aux rapatriés* (nommé le 22 juillet 1991 dans le même gouvernement) (*JO* Lois et décrets du 23 juillet 1991).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Bernard Seillier : **Enfants** *(Responsabilité des parents dans l'éducation des enfants)* (*JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1894).

de M. Louis de Catuelan : **Prestations familiales** *(Revalorisation des prestations familiales (JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1895).

de M. François Lesein : **Santé publique** *(Mise sur le marché du G. CSF) (JO* Débats du 15 novembre 1991) (p. 3728).

de M. Robert Pagès : **Hôpitaux (personnel des)** *(Réponses aux revendications hospitalières) (JO* Débats du 15 novembre 1991) (p. 3731).

de M. Jean-Pierre Tizon : **Fonction publique (traitements et indemnités)** *(Indemnité de l'ancien directeur du Centre national de la transfusion sanguine (CNTS)) (JO* Débats du 15 novembre 1991) (p. 3732).

de Mme Marie-Claude Beaudeau : **Prestations familiales** *(Prime de Noël par enfant) (JO* Débats du 13 décembre 1991) (p. 5273).

de M. Paul Caron : **Retraités** *(Situation des retraités) (JO* Débats du 13 décembre 1991) (p. 5281).

de M. Jean-Eric Bousch : **Sécurité sociale (organismes)** *(Régime local de sécurité sociale d'Alsace-Moselle) (JO* Débats du 13 décembre 1991) (p. 5282).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° **309** de M. Joël Bourdin : **Hôpitaux** *(Insuffisance des investissements hospitaliers dans le département de l'Eure) (JO* Débats du 8 juin 1991) (p. 1471).

n° **352** de Mme Hélène Luc : **Infirmiers et infirmières** *(Suite donnée aux revendications des infirmières) (JO* Débats du 19 octobre 1991) (p. 3046).

n° **353** de M. Robert Vizet : **Formation professionnelle et promotion sociale** *(Avenir du centre de formation des personnels de l'enfance inadaptée) (JO* Débats du 19 octobre 1991) (p. 3047).

n° **357** de Mme Marie-Claude Beaudeau : **Lycées** *(Situation du lycée Romain-Rolland de Goussainville (Val-d'Oise) (JO* Débats du 19 octobre 1991) (p. 3048).

n° **360** de M. Roger Lise : **Bâtiment et travaux publics** *(Dévolution des marchés de travaux publics en Martinique) (JO* Débats du 26 octobre 1991) (p. 3241).

n° **361** de M. Edouard Lejeune : **Famille** *(Politique familiale du Gouvernement) (JO* Débats du 16 novembre 1991) (p. 3780).

n° **362** de M. Jean-Jacques Robert : **Infirmiers et infirmières** *(Manque de personnels soignants à l'hôpital Georges-Clémenceau de Champcueil (Essonne)) (JO* Débats du 26 octobre 1991) (p. 3242).

n° **385** de Mme Marie-Claude Beaudeau : **Lait et produits laitiers** *(Situation du lactarium de l'institut de puériculture du boulevard Brune, Paris (14e)) (JO* Débats du 14 décembre 1991) (p. 5351).

INTERVENTIONS

– Question orale avec débat : sommet mondial pour les enfants - (10 juin 1991) (p. 1492) : Unicef - Mortalité infantile - Vaccinations - Aide aux pays en voie de développement - Coopération - Organisations non gouvernementales, ONG - Adoption - (p. 1493) : mesures en faveur de la petite enfance - Revenu minimum d'insertion, RMI - Protection maternelle et infantile - Enfance maltraitée - Décentralisation - Droit d'expression de l'enfant - Réforme de l'aide juridique - Droits et obligations des élèves de l'enseignement secondaire - Revenus des salariés mineurs - Malaise de la jeunesse - (p. 1494) : journée de l'enfant - Allocations familiales.

– Projet de loi portant diverses mesures destinées à favoriser l'accessibilité aux personnes handicapées des locaux d'habitation, des lieux de travail et des installations recevant du public - *Deuxième lecture* [n° **417 (90-91)**] - (28 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2286) : amendements - Financement des travaux d'accessibilité des locaux professionnels - Construction des immeubles collectifs - Signature de chartes ayant pour thème l'accessibilité.

– Conclusions du rapport de M. Guy Robert, fait au nom de la commission des affaires sociales, **sur la proposition de loi** (n° 379 rectifié, 90-91) **de M. Marcel Rudloff tendant à abroger l'article 9 de la loi n° 90-1260 du 31 décembre 1990 afin de rétablir les droits acquis des travailleurs non salariés non agricoles en matière d'assurance maladie** [n° **69 (91-92)**] - (18 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3795) : cotisations sociales des travailleurs non salariés non agricoles au régime d'assurance maladie - Validité des décrets de 1985 - Jurisprudence de la Cour de cassation - Coût de la proposition de loi - (p. 3796) : le Gouvernement est opposé à l'adoption de cette proposition de loi.

– Conclusions du rapport de M. Jean-Pierre Fourcade, fait au nom de la commission des affaires sociales **sur la proposition de loi** (n° 72, 91-92) **de M. Claude Prouvoyeur** et de plusieurs de ses collègues, **tendant à accorder le bénéfice d'une retraite anticipée aux anciens combattants d'Afrique du Nord** [n° **80 (91-92)**] - (18 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3797) : âge de liquidation de la retraite - Difficultés des régimes de retraite - (p. 3798) : règles de protection sociale - Budget des anciens combattants - Désaccord du Gouvernement sur cette proposition de loi - (p. 3801) : Livre blanc sur les retraites - Oppose l'article 40 de la Constitution à cette proposition de loi.

– Conclusions du rapport de M. Jean Cluzel, fait au nom de la commission des finances, **sur sa proposition de loi** (n° 33, 91-92) déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à compléter l'article 42 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion** [n° **83 (91-92)**] - (18 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3803, 3804) : crédits d'insertion non consommés - Programmes départementaux d'insertion - Rapport de la Commission nationale d'évaluation du RMI - Avis défavorable du Gouvernement sur cette proposition de loi - (p. 3806) : rôle de l'Etat et des collectivités locales.

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Affaires sociales et intégration - Economie sociale - (25 novembre 1991) (p. 4240) : politique de la famille - Protection des plus vulnérables - (p. 4241) : politique en faveur des personnes âgées - Mesures pour les rapatriés - (p. 4281) : prestations familiales - Dépendance des personnes âgées - Situation des Harkis.

Economie, finances et budget - I - Charges communes (dont rapatriés) - (30 novembre 1991) (p. 4562) : rapatriés - Bilan de l'action en faveur des harkis - (p. 4563) : rapatriés : réintégration de l'aide à l'accession à la propriété dans le dispositif de droit commun - Bilan de l'indemnisation.

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° **162 (91-92)**] - (16 décembre 1991) - **Art. 11 bis** (*instauration d'un dispositif transitoire pour faciliter la reconnaissance de l'activité des personnes accueillant des enfants à leur domicile*) (p. 5414) : accepte les amendements de la commission, n° 29 (suppression des dispositions introduites par l'Assemblée nationale) et n° 30 (extension de l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée à la majoration créée par l'article 11 ter) - **Art. 20 ter** (*prorogation de la suspension des poursuites liées au surendettement*

de certains rapatriés) (p. 5423) : demande un vote unique sur l'article 20 ter, à l'exclusion de tout amendement (article 44, alinéa 3, de la Constitution).

– **Conclusions du rapport de M. Jacques Oudin**, fait au nom de la commission des finances, **sur la proposition de loi** (n° 68, 90-91) **de M. Henri Collette**, déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à créer un droit de contracter auprès de tout établissement bancaire un prêt dont le remboursement est garanti par l'Etat et destiné à faciliter l'installation des jeunes époux mariés depuis moins de six mois** [n° **24 (91-92)**] - (18 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5591, 5592) : priorités de la politique familiale - Coût de l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle - Suppression des prêts aux jeunes ménages par la loi du 29 décembre 1986 - Oppose l'article 40 de la Constitution à cette proposition de loi.

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social** - *Nouvelle lecture* [n° **214 (91-92)**] - (20 décembre 1991) - **Art. 20 ter** (p. 5712) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Camille Cabana (application des dispositions de l'article 20 ter aux personnes qui avant le 31 décembre 1991 n'ont pas sollicité de prêt de consolidation et à ceux dont le prêt proposé par la commission n'a pas été mis en place) - (p. 5713) : s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Camille Cabana (extension des dispositions prévues à l'article 20 ter aux personnes s'étant portées caution).

– **Projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **216 (91-92)**] - **Suite de la discussion** - (21 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5735) : répartition des charges entre l'Etat et les collectivités territoriales - Protection sociale des sapeurs-pompiers.

CATUELAN (Louis de), sénateur des Yvelines (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'Etablissement national des invalides de la marine.

Membre suppléant du Conseil national des Transports.

Membre titulaire de la commission supérieure du crédit maritime mutuel.

Membre suppléant de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière de pêches maritimes et de cultures marines (22 mai 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses en matière de transports (4 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour la ville (20 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code des postes et des télécommunications et la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications (26 juin 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec Edouard Le Jeune et Alphonse Arzel, visant à supprimer la répartition intercommunale des dépenses de fonctionnement de écoles publiques accueillant des enfants de plusieurs communes [n° **216 (90-91)**] (31 janvier 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Communes.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur sa proposition de loi [n° **441 (89-90)**] portant création d'un conservatoire national du patrimoine maritime [n° **280 (90-91)**] (16 avril 1991) - **Mer et littoral.**

Proposition de loi, déposée avec M. Edouard Le Jeune, relative au rétablissement de la peine de mort pour les crimes les plus odieux [n° **394 (89-90)**] (19 juin 1990) - **Droit pénal** - Reprise le 16 octobre 1991.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi n° **359 (90-91)**] portant dispositions diverses en matière de transports [n° **36 (91-92)**] (16 octobre 1991) - **Transports.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Marine marchande** - [n° **94 (91-92) tome 20**] (19 novembre 1991).

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses en matière de transports [n° **158 (91-92)**] (10 décembre 1991) - **Transports .**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1895) - Ministère : Affaires sociales - *Revalorisation des prestations familiales* - **Prestations familiales .**

Questions orales avec débat :

n° **90** (*JO* Débats du 3 avril 1990) (p. 6) - Ministère : Intérieur - *Situation des petites communes rurales* - (Caduque : mai 1991) - **Finances locales .**

Questions orales sans débat :

n° **355** (*JO* Débats du 10 octobre 1991) (p. 2784) - Ministère : Equipement - *Effondrement des crédits routiers dans le projet de budget pour 1992* - **Routes.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes** [n° **242 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (3 avril 1991) - **Art. 1er A** (*codification au sein du code des communes du régime d'indexation de la dotation globale de fonctionnement*) (p. 277) : communes rurales - Dotations de péréquation et de compensation - Mécanisme de la garantie de progression minimale - Données chiffrées - Endettement.

Suite de la discussion - (4 avril 1991) - **Art. 6** (*application de la dotation de solidarité urbaine aux communes des départements d'outre-mer et des collectivités territoriales à statut spécial*) (p. 318) : soutient l'amendement n° 2 de M. Louis Virapoullé (notion de logement social dans les départements d'outre-mer) - **Après l'art. 6** (p. 319) : soutient les amendements de M. Louis Virapoullé, n° 3 (communes de la Réunion), n° 4 (prise en compte de l'octroi de mer dans le calcul de l'effort fiscal des communes des départements d'outre-mer), n° 5 (prise en compte de l'octroi de mer dans le calcul de l'effort fiscal dans les communes de la Réunion) et n° 6 (communication des simulations concernant l'application du régime métropolitain de la DGF aux communes des départements d'outre-mer).

– **Conclusions du rapport de M. Louis de Catuelan**, fait au nom de la commission des affaires économiques, **sur sa pro-**

position de loi (n° 441, 90-91), déposée avec plusieurs de ses collègues, **portant création d'un conservatoire national du patrimoine maritime [n° 280 (90-91)]** - (16 avril 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 486) : sécurité maritime - (p. 487) : section de la commission supérieure des monuments historiques chargée d'examiner les propositions de classement d'immeubles et d'objets appartenant au patrimoine industriel, scientifique et technique - Initiatives privées de mise en valeur du patrimoine marin de la France : bateau le *Belem* - Objet de la proposition de loi en discussion : rénovation, entretien et mise en valeur des éléments constitutifs du patrimoine maritime et fluvial de la France au moyen d'un Conservatoire national, établissement public - **Motion de renvoi à la commission** (p. 492) : accepte la motion n° 1 de M. René Régnault tendant au renvoi à la commission, à la condition que cette proposition de loi soit examinée avant la fin de la session - Fédération régionale pour la culture marine.

– **Conclusions du rapport de M. Lucien Neuwirth**, fait au nom de la commission des lois, sur **la proposition de loi** (n° 232, 90-91), déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à permettre aux associations d'anciens combattants d'ester en justice [n° 283 (90-91)]** - (7 mai 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 893) : avis favorable du groupe de l'Union centriste sur ce texte - Anciens combattants.

– **Rappel au règlement** : évènements dans le département des Yvelines ayant entraîné la mort de trois personnes dont une jeune femme policier (11 juin 1990) (p. 1505, 1506).

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)]** - **Suite de la discussion** - (13 juin 1991) - **Art. 21** (*dispositions relatives aux conseillers municipaux*) (p. 1656, 1657) : se déclare opposé à l'amendement n° 122 de la commission (suppression des dispositions relatives à la mise à disposition d'un local aux conseillers municipaux minoritaires).

Suite de la discussion - (14 juin 1991) - **Art. 31** (*transmission des conventions de marché au représentant de l'Etat*) (p. 1686) : soutient l'amendement de suppression n° 276 de M. Daniel Hoeffel - **Art. 36** (*création d'un institut des collectivités territoriales et des services publics locaux*) (p. 1694) : soutient l'amendement de suppression n° 277 de M. Daniel Hoeffel.

– **Conclusions du rapport de M. Josselin de Rohan**, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la **proposition de loi** (n° 380, 89-90) de M. Georges Mouly, déposée avec plusieurs de ses collègues, **relative à l'organisation départementale du tourisme [n° 380 (89-90)]** - (18 juin 1991) - **Art. 3** (*nature juridique et composition du comité départemental du tourisme*) (p. 1803) : membres des fédérations de culture maritime des départements du littoral.

– **Projet de loi d'orientation pour la ville [n° 350 (90-91)]** - (19 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1832) : logement - Formation - Chômage - Immigration sauvage - Drogue - Insécurité - Nécessité de décentraliser notre système éducatif - Inefficacité du ministère de l'éducation nationale - Echec de l'éducation nationale - Etat incapable d'assurer le maintien de l'ordre - Discrétion de l'Etat sur ses propres responsabilités en matière de service public et d'équipement collectif de proximité - Logement sociaux - Problème du maintien des petits commerces - (p. 1833) : prêts aidés par l'Etat en vue de l'accession à la propriété, PAP.

Suite de la discussion - (20 juin 1991) - **Art. 13** (*programme local de l'habitat PLH*) - *Art. L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation* (*champ d'application - effet de l'absence de PLH dans les délais prescrits*) (p. 1899) : son amendement n° 172 : faire disparaître la substitution de l'Etat à la commune dans l'exercice du droit de préemption urbain ; retiré - **Art. 18** (*modification des dispositions fiscales relatives à certaines opérations de restauration immobilière et d'amélioration de l'habitat*) - *Art. 29, 31, 156 et 1733 du code général des impôts, art. L. 313-1 à L. 313-15 du code de l'urbanisme* (p. 1922) : son amendement n° 175, soutenu par M. Daniel Millaud : subordonner le bénéfice de l'avantage fiscal accordé au propriétaire à la signature d'un bail d'habitation de neuf ans à loyer conventionné ; retiré.

– **Projet de loi relatif au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications [n° 389 (90-91)]** - (25 juin 1991) - **Art. 14** (*Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité*) (p. 2089) : soutient l'amendement n° 44 de M. Henri Le Breton (désignation des agents de la Commission par le président).

– **Projet de loi portant diverses mesures destinées à favoriser l'accessibilité aux personnes handicapées des locaux d'habitation, des lieux de travail et des installations recevant du public** - *Deuxième lecture* **[n° 417 (90-91)]** - (28 juin 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2287) : avec le groupe de l'Union centriste, votera ce projet de loi.

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)]** - **Suite de la discussion** - (3 juillet 1991) - **Après l'art. 53** (*aménagement du régime des districts*) (p. 2428) : sur l'amendement n° 195 de la commission (compétences), soutient le sous-amendement n° 471 de M. Xavier de Villepin - **Après l'art. 56 quaterdecies** (p. 2456) : soutient l'amendement n° 271 de M. Xavier de Villepin (concertation avec les chambres consulaires).

– **Projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transcription de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail [n° 288 (90-91)]** - (8 octobre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2721) : attachement à la construction européenne - Europe sociale - Au nom du groupe de l'Union centriste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

– **Projet de loi portant dispositions diverses en matière de transports [n° 359 (90-91)]** - (25 octobre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3214, 3215) : conventions relatives au Rhin - Sanction des entreprises de transport européennes effectuant du cabotage sans autorisation préalable - Transport fluvial - Infrastructures - (p. 3216) : financement - Etablissement public « Voies navigables de France » - Liaison Rhin-Rhône - Tourisme fluvial - La commission approuve le présent projet de loi sous réserve de l'adoption de ses amendements - **Art. 1er** (*statut et caractéristiques de Voies navigables de France*) (p. 3221) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Robert Vizet (répartition tripartite équitable des représentants au conseil d'administration) - Ses amendements n° 1 : élaboration obligatoire d'un contrat de plan entre l'Etat et Voies navigables de France ; adopté ; et n° 2 : exonération de la redevance sur l'utilisation du domaine public fluvial en faveur des clubs nautiques agréés lors de l'organisation de manifestations d'intérêt public sans but lucratif ; retiré - (p. 3222) : se déclare prêt sur l'invitation du Secrétaire d'Etat à participer à la préparation de la circulaire relative aux manifestations utilisant le domaine public fluvial - Accepte l'amendement n° 20 de M. Claude Estier (compétence du président de Voies navigables de France, des directeurs des ports autonomes de Paris et de Strasbourg pour transmettre les procès-verbaux constatant les infractions portant atteinte à l'intégrité des domaines respectifs dont ils ont la charge) - **Art. 2** (*recherche des infractions, sanctions et recouvrement de la taxe sur les ouvrages hydrauliques*) (p. 3223) : ses amendements n° 3, de coordination, et n° 4 : faculté pour le juge de s'opposer aux contrôles tendant à l'acquittement de la taxe sur les ouvrages de prise et de rejet d'eau ; adoptés - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 22 du Gouvernement (acquittement de la taxe sur les ouvrages de prise et de rejet d'eau par les usufruitiers) - (p. 3224) : ses amendements n° 5 : perception de la taxe sur les ouvrages de prise et de rejet d'eau par Voies navigables de France ; et n° 6 : limitation du nombre d'agents habilités à procéder au contrôle de l'assiette de la taxe ; adoptés - (p. 3225) : ses amendements n° 7 : possibilité pour les titulaires d'ouvrages hydrauliques de répercuter directement le coût de la taxe sur le consommateur final de l'eau ; et n° 8 : extension du bénéfice de la taxe aux régions pour l'entretien des canaux ; adoptés - **Art. 3** (*personnels habilités à contrôler les infractions en matière de péage et à transiger*) (p. 3226) : son amendement rédactionnel n° 9 ; adopté - **Art. 4** (*attribution à Voies navigables de France de biens meubles et responsabilité en cas d'accident*) : son amendement n° 10 : engagement de la responsabilité de l'Etat sur une période de vingt ans ; adopté - **Après l'art. 4** : accepte l'amendement n° 18 de

M. Claude Estier (rapport du Gouvernement sur l'action de l'établissement public Voies navigables de France et sur l'évolution des voies navigables devant le Parlement) - **Art. 6** (*agents habilités à constater les infractions*) (p. 3227) : son amendement rédactionnel n° 11 ; adopté - **Art. 10** (*délimitation des « zones de rétention des crues »*) (p. 3228) : son amendement n° 12 : possibilité pour le Gouvernement de déclarer l'utilité publique par un décret en Conseil d'Etat en cas d'avis défavorable du commissaire enquêteur ou de la commission chargée de l'enquête ; adopté - **Art. 11** (*consistance des servitudes*) : son amendement n° 13 : régime de déclaration préalable pour toute plantation d'arbres et de haies ; adopté - **Art. 13** (*acquisition des terrains par l'Etat*) : son amendement n° 14 : faculté pour le propriétaire d'un terrain situé dans une zone de rétention des crues de requérir l'expropriation à tout moment ; adopté - **Art. 14** (*sanction des faits et actes de nature à faire obstacle aux servitudes instituées*) (p. 3229) : son amendement n° 15 : poursuite et répression des contraventions de grande voirie par la juridiction administrative ; adopté - **Art. 15** (*décret en Conseil d'Etat*) : son amendement n° 16 : obligation pour l'administration d'assurer l'information préalable à chaque inondation ; retiré - **Après l'art. 16** (p. 3230) : accepte l'amendement n° 21 de M. Claude Estier (extension des missions du port autonome de Paris à toutes activités ayant pour objet l'utilisation ou la mise en valeur des voies navigables dans le périmètre de sa circonscription) - **Sur l'ensemble** : remerciements - Canal Rhin-Rhône - Liaison entre les différents bassins.

– **Projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives** [n° **433 (90-91)**] - (7 novembre 1991) - **Après l'art. 51** (p. 3624, 3625) : soutient les amendements de M. Louis Jung n° 43 (banalisation des prêts du Crédit mutuel) et n° 44 (banalisation des prêts du Crédit coopératif).

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Art. 29** (*hausse du droit de consommation sur les tabacs*) (p. 4003) : soutient l'amendement n° I-46 de M. Xavier de Villepin (neutralisation de la mesure d'alourdissement de la fiscalité sur les cigares).

Deuxième partie :

Equipement, logement, transports et espace - V - Mer - (23 novembre 1991) - Rapporteur pour avis (marine marchande) - (p. 4134, 4135) : Etablissement national des Invalides de la Marine, ENIM - Sécurité en mer - Flotte de commerce - Pavillons de complaisance - Création du pavillon Kerguelen - Flotte pétrolière - (p. 4136) : flotte de pêche - Protection des petits ports de pêche - Formation maritime de valeur - Sécurité en mer - Société nationale de sauvetage en mer, SNSM - Exploit de Gérard d'Aboville - Sauvegarde du patrimoine maritime - Au nom de la commission des affaires économiques, s'en remet à la sagesse du Sénat lors du vote des crédits relatifs à la marine marchande.

– **Conclusions du rapport de M. Michel Dreyfus-Schmidt**, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** (n° 198, 90-91) **de M. Louis Souvet** déposée avec plusieurs de ses collègues, **relative à la recherche des personnes disparues** [n° **137 (91-92)**] - (11 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5239) : équilibre nécessaire entre le respect de la liberté individuelle et le respect des inquiétudes des familles - **Art. 5** (*information du déclarant sur les résultats de la recherche*) (p. 5244) : intervient sur cet article.

– **Projet de loi portant dispositions diverses en matière de transports** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **158 (91-92)**] - (18 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5528) : accord en CMP - Taxe sur les ouvrages de prise et de rejet d'eau - Etablissement public « Voies navigables de France » - Port autonome de Paris - Demande l'adoption des conclusions de la CMP - **Art. 2** (*Acquittement de la taxe prévue au II de l'article 124 de la loi n° 90-1168 du 29 décembre 1990*) (p. 5530) : accepte l'amendement n° 1 du Gouvernement (suppression du gage qui compense les pertes de recettes) .

CAUPERT (Joseph), sénateur de la Lozère (UREI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Est nommé membre de la commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées (*JO* Lois et décrets du 21 novembre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à reconnaître d'intérêt général la préservation des paysages ruraux [n° **221 (90 91)**] (4 février 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Environnement**.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République** [n° **269 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (2 juillet 1991) - **Art. 49** (*commission départementale de la coopération intercommunale*) (p. 2390) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 424 de M. Bernard Seillier - *Art. L. 160-1 du code des communes* (*composition de la commission*) (p. 2394) : se déclare opposé à l'amendement n° 174 de la commission (bureau de la commission).

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Deuxième partie :

Agriculture et forêt - (28 novembre 1991) (p. 4464) : manifestation des agriculteurs du 29 septembre 1991 - Politique d'aménagement de l'espace rural - Crise de l'agriculture de montagne - Département de la Lozère - Elevage bovin et ovin - (p. 4465) : politique agricole commune, PAC - Application des quotas laitiers - Poids des cotisations sociales - Taxe sur le foncier non bâti - Protection de l'environnement - Baisse des crédits des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, SAFER - Indemnisation du gel des terres - Désertification - Importance de la crise agricole dans les départements de montagne - Aménagement du territoire.

CAZALET (Auguste), sénateur des Pyrénées-Atlantiques (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des Finances.

Membre titulaire de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire de la commission centrale de classement des débits de tabac ; est nommé de nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 14 décembre 1991).

– Est nommé membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 (*JO* Lois et décrets du 29 juin 1991), jusqu'au 11 décembre 1991.

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 83-557 du 1er juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (28 mai 1991).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**]

considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Anciens combattants** - [n° **92 (91-92) tome 3 annexe 7**] (19 novembre 1991).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **349** (*JO* Débats du 3 octobre 1991) (p. 2570) - Ministère : Environnement - *Pollution des places de la commune de Bidart (Pyrénées-Atlantiques)* - (*JO* Débats du 19 octobre 1991) (p. 3054) - **Mer et littoral.**

INTERVENTIONS

– **Rappel au règlement** - (9 octobre 1991) (p. 2730) : s'élève contre les actes de sabotage sur le site du chantier du tunnel routier du col du Somport.

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture** [n° **30 (91-92)**] - (10 octobre 1991) (p. 2799) : manifestations - (p. 2800) : crise du monde rural - Politique agricole commune - Eleveurs - Importation de produits de pays de l'Est - Négociations du GATT - Réduction des charges fiscales.

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Deuxième partie :

Anciens combattants - (3 décembre 1991) - Rapporteur spécial (p. 4698) : éléments chiffrés - Réorganisation des services du secrétariat d'Etat et de l'Office national des anciens combattants, ONAC - (p. 4699) : Institution nationale des invalides, INI - Action sociale - Fonds de solidarité en faveur des anciens combattants d'Afrique du Nord chômeurs en fin de droits - Harkis - Politique de la mémoire - Droit à réparation - (p. 4700) : rapport constant - Code des pensions - Immutabilité des pensions - Demande le rejet des crédits de ce projet de budget ainsi que de l'article 84 ter rattaché, mais l'adoption de l'article 84 bis rattaché.

CESAR (Gérard), sénateur de la Gironde (apparenté au groupe RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1886) - Ministère : Agriculture - *Gel des vignobles* - **Viticulture.**

INTERVENTIONS

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture** [n° **30 (91-92)**] - (10 octobre 1991) (p. 2829) : manifestations - Cotisations sociales - Calamités agricoles - Charges financières et sociales - Fiscalité - Arboriculteurs et viticulteurs.

CHAMANT (Jean), sénateur de l'Yonne (RPR) - Vice-président du Sénat.

NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article 9 de la loi n° 90-1260 du 31 décembre 1990 d'actualisation de dispositions relatives à l'exercice des professions commerciales et artisanales [n° **380 (90-91)**] (12 juin 1991) - **Professions libérales.**

INTERVENTIONS

En qualité de président de séance

– **Rappel au règlement de M. Ivan Renar** - (9 avril 1991) (p. 382) : précise que seule une modification de la loi du 8 juillet 1983 permettra au groupe communiste d'obtenir satisfaction.

– **Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires égyptiens** (28 mai 1991) (p. 1092).

– **Ajournement du Sénat** (5 juillet 1991) (p. 2522).

– **Hommage aux victimes d'un accident ferroviaire** (17 octobre 1991) (p. 2976).

– **Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires autrichiens** (12 novembre 1991) (p. 3658).

– **Souhaits de bienvenue à un parlementaire russe** (18 décembre 1991) (p. 5525)

En qualité de sénateur

– **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° **362 (90-91)**] - (24 juin 1991) - **Après l'art. 16** (p. 2037) : son amendement n° 9, soutenu par M. Jean Chérioux (abrogation de l'article 9 de la loi du 31 décembre 1990 d'actualisation des dispositions relatives à l'exercice des professions commerciales ou artisanales) ; devenu sans objet.

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Art. 11** (*aménagement des règles de rappel des donations antérieures pour l'application des droits de mutation à titre gratuit*) (p. 3951) : son amendement n° I-149, soutenu par M. Jacques Oudin : extension du dispositif de non-rappel des donations antérieures intervenues depuis plus de dix ans à tous les actes présentés à la formalité de l'enregistrement ; retiré.

CHAMBRIARD (Jean-Paul), sénateur de la Haute-Loire (UREI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'entreprise nationale Air France et des sociétés de toute nature comme des compagnies aériennes qu'elle contrôle puis d'en informer le Sénat, jusqu'au 15 mai 1991.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **330** (*JO* Débats du 11 juin 1991) (p. 1501) - Ministère : Affaires étrangères - *Relations entre les pays arabes, Israël et la Communauté européenne* - (*JO* Débats du 28 juin 1991) (p. 2265) - **Relations internationales.**

INTERVENTIONS

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture** [n° **30 (91-92)**] - (10 octobre 1991) (p. 2821) : manifestations - Crise du monde rural - Formation professionnelle - Producteurs laitiers - (p. 2822) : zones de montagne - Exemple de l'Auvergne - Viande bovine - Politique agricole commune - Pays de l'Est - Cotisations sociales - Taxe sur le foncier non bâti - Aides aux éleveurs - Prime à la vache allaitante - Manifestations.

CHAPUIS (Robert), *secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargé de l'enseignement technique* - Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Paul Caron : **Enseignement** *(Fermeture de classes en zones rurales) (JO* Débats du 19 avril 1991) (p. 565).

INTERVENTIONS

– **Conclusions du rapport de M. Joël Bourdin**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, **sur la proposition de loi** (n° 54, 90-91), **de MM. Daniel Hoeffel, Charles Pasqua, Ernest Cartigny, Marcel Lucotte** et des membres des groupes de l'Union centriste, du Rassemblement pour la République et de l'Union des républicains et des indépendants, **relative au financement des établissements d'enseignement privé par les collectivités territoriales [n° 128 (90-91)]** - (7 mai 1991) - **Discussion générale** (p. 896, 897) : enseignement privé ; effectifs ; personnels - Rénovation du système éducatif - Régime d'aide aux investissements des établissements d'enseignement privé - Jurisprudence du Conseil d'Etat - Loi Falloux - Oppose l'article 40 de la Constitution à cette proposition de loi.

CHARASSE (Michel), *Ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget* - Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

Est nommé *ministre délégué au budget* le 16 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 17 mai 1991).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Christian Bonnet : **Finances locales** *(Alourdissement de la fiscalité locale) (JO* Débats du 15 novembre 1991) (p. 3724).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 394 (90-91)]** - (26 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2132) : politique économique et sociale - Crise du Golfe persique - Effort d'investissement public et privé - Croissance - Recettes liées à l'activité économique - Stabilité du franc - Préservation du pouvoir d'achat - Epargne - Maîtrise de l'inflation - Taux d'intérêt - (p. 2133) : chômage - Fiscalité - Loi de finances de 1991 - Conséquences de la guerre du Golfe sur la consommation - Prix du pétrole - Compétitivité économique - Contrôle du Parlement - Harmonisation de la TVA - Taxe sur l'électricité - (p. 2134) : harmonisation des taux de la TVA - Suppression du taux majoré le 1er janvier 1993 - Harmonisation des régimes de droit à déduction de la TVA - Dissolution de la caisse de consolidation et de mobilisation des crédits à moyen terme, CACOM - Cour des comptes - Fonds d'aide au départ des commerçants et des artisans - Remise en cause du prélèvement sur les enjeux du PMU au profit de la ville de Paris - Statut de Paris - Baisse du taux du « 1 % logement » - Prélèvement de la cotisation au Fonds national d'aide au logement, FNAL - (p. 2135) : impôt de solidarité sur la fortune, ISF - Allègements fiscaux - Baisse de la fiscalité de l'Etat par rapport à la richesse nationale - Augmentation du taux des prélèvements obligatoires entre 1974 et 1981 - (p. 2151) : application de la TVA à la taxe sur l'électricité - (p. 2158) : décentralisation - Opposé au principe des contrats de plan - (p. 2159) : définition et taxation du bois de chauffage - (p. 2163) : occupation des logements HLM - Taxe départementale sur le revenu, TDR - Problème du bois de chauffage - Taxe professionnelle - Commission mixte paritaire, CMP - Bicaméralisme - Comité consultatif constitutionnel de 1958 - (p. 2164) : bicaméralisme - Rôle des commissions mixtes paritaires, CMP - Report de la date d'entrée en application de la modification du taux de TVA - (p. 2165) : fonds de compensation pour la TVA, FCTVA - Taxe départementale - Revalorisation des bases de la taxe locale d'équipement - Coût de l'opération du Golfe persique - Impayés du PMU - Ville de Paris - Alignement des taux de TVA depuis 1986 - (p. 2166) : article 99 du Traité de Rome - Règle de l'unanimité - Règle de la majorité.

Nouvelle lecture **[n° 436 (90-91)]** - (2 juillet 1991) - **Discussion générale** (p. 2381) : TVA applicable aux achats d'oeuvres d'art - Revente de biens importés - Assujettissement à la TVA des auteurs, artistes et interprètes - Horticulture - Semences et bulbes - Reboisement - Plantations d'alignement - TVA des terrains à bâtir - Terrains à bâtir destinés au logement social - Organismes de placement collectif en valeurs mobilières, OPCVM - Taxe professionnelle - Taxe départementale sur le revenu, TDR - Taxe locale d'équipement - **Question préalable** (p. 2386) : s'oppose à la motion n° 1 de la commission tendant à opposer la question préalable.

– **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : procédure budgétaire de la communauté économique européenne** - (8 octobre 1991) (p. 2680 à 2683) : intervient dans le débat consécutif à la question.

– **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1989 [n° 402 (90-91)]** - (9 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2733) : observations de la Cour des comptes - Contrôle du Parlement - Exécution budgétaire - Annulations de crédits - (p. 2734) : article 40 de la Constitution et article 42 de l'ordonnance de 1959 - Dépassements de crédits - (p. 2735) : rapport annuel de la Cour des comptes - (p. 2736) : application des recommandations de la Cour des comptes.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Discussion générale :

(19 novembre 1991) (p. 3842) : travaux de la commission des finances - Activité économique mondiale - Dépenses publiques - Exemple de la Grande-Bretagne - Perte de recettes - (p. 3843) : pression fiscale - Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier - Versements à la Communauté économique européenne - Prélèvements au profit des collectivités locales - (p. 3844) : pays industrialisés - Dette publique - Stabilisation des dépenses publiques - Renforcement de l'appareil productif - Allègement des charges des entreprises - (p. 3845) : investissements - Petites et moyennes entreprises, PME - Formation professionnelle - Budget de l'éducation nationale - Cohésion sociale - Politique de la ville et du logement social - budget de l'environnement - (p. 3846) : solidarité - Charge de la dette - Investissements - Economies - Fonction publique - (p. 3847) : privatisations - Politique gouvernementale.

Suite de la discussion - (20 novembre 1991) (p. 3892) : agriculture - (p. 3893) : budget annexe des prestations sociales agricoles, BAPSA - Finances publiques - Dépenses - Allègements fiscaux - Entreprises - (p. 3894) : Plan PME-PMI - Collectivités territoriales - Fiscalité - Justice - Sécurité civile - DOM-TOM - Aménagement du territoire - (p. 3895) : politique de la ville et des banlieues - Education nationale - Prélèvements fiscaux - Sécurité sociale - Chômage - (p. 3896) : « faux chômeurs » - Bureau international du travail, BIT - Dépenses d'intervention - Dépenses d'équipement - TVA - Fiscalité - (p. 3897) : entreprises.

Discussion des articles de la première partie :

(20 novembre 1991) - **Art. 2** *(barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement)* (p. 3899) : s'oppose à l'amendement n° I-109 de M. Robert Vizet (réaménagement du barème de l'impôt sur le revenu) - **Après l'art. 2** : s'oppose à l'amendement n° I-110 de M. Robert Vizet (situation des contribuables subissant une perte brutale de revenus au cours d'une année) - (p. 3901) : s'oppose à

l'amendement n° I-64 de la commission (possibilité pour les entreprises individuelles de constituer une provision pour investissement déductible de leurs résultats imposables) - (p. 3902) : s'oppose aux amendements n° I-2 (déduction de la CSG de l'impôt sur le revenu) et n° I-3 (extension de la liste des cotisations de retraite et de prévoyance déductibles à des cotisations non obligatoires) de M. Paul Caron et n° I-182 de M. Marcel Lucotte (déduction de la CSG pour la détermination du revenu imposable) - S'oppose à l'amendement n° I-9 de M. Jacques Moutet (modalités de déduction des cotisations versées par les exploitants individuels à un régime complémentaire d'assurance maladie ou de retraite) - (p. 3904) : demande le retrait de l'amendement n° I-8 de M. Louis Jung (déduction pour frais de transport entre le domicile et le lieu de travail) - Arrêt du Conseil d'Etat - (p. 3905) : s'oppose à l'amendement n° I-111 de M. Robert Vizet (revalorisation d'une mesure incitative au conventionnement) - (p. 3906) : demande le retrait des amendements n° I-54 de M. Hubert Durand-Chastel (élargissement du champ d'application de l'exonération de l'impôt sur le revenu des logements affectés à l'habitation principale) et n° I-204 de M. Guy Penne (détermination de la résidence principale des Français domiciliés hors de France) - (p. 3907) : demande le retrait de l'amendement n° I-10 de M. Xavier de Villepin (allègement du poids des remboursements des prêts étudiants) - (p. 3908) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° I-112, n° I-113, n° I-114, n° I-115 et n° I-116 (réintégration dans la définition du revenu imposable des réductions d'impôt accordées à divers titres : dépenses afférentes à l'habitation principale, aide à domicile, hébergement en établissements de long séjour, frais de garde des jeunes enfants et cotisations versées aux organisations syndicales) - Son amendement n° I-213 : dépenses afférentes à l'habitation principale ; retiré puis repris par M. Jean Delaneau - (p. 3909) : s'oppose à l'amendement n° I-213, repris par M. Jean Delaneau (dépenses afférentes à l'habitation principale) - **Après l'art. 5** (p. 3910) : s'oppose à l'amendement n° I-11 de M. Jacques Moutet (attribution d'une réduction d'impôt sur le revenu aux personnes atteintes d'un handicap physique entraînant une incapacité permanente d'au moins 80 %) - **Après l'art. 6** (p. 3911) : s'oppose à l'amendement n° I-12 de M. Jacques Moutet (hausse du taux de la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers), sur celui-ci, son sous-amendement n° I-214 ; rejeté lors du vote unique sur ce sous-amendement et sur l'amendement n° I-12 de M. Jacques Moutet - (p. 3913) : s'oppose aux amendements identiques n° I-13 de M. Xavier de Villepin et n° I-170 de M. Jean-Jacques Robert (disposition applicable au déficit foncier résultant de travaux d'entretien) - **Art. 7** (*pérennisation des mesures d'allègement de la taxe d'habitation*) (p. 3914) : s'oppose à l'amendement n° I-117 de M. Robert Vizet (abaissement du seuil de plafonnement de la taxe d'habitation par rapport au revenu imposable) - **Après l'art. 7** : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° I-15 de M. Raymond Bouvier (délai d'enregistrement des déclarations de succession) (p. 3915) : demande le retrait des amendements n° I-16 de M. Louis Jung (augmentation du montant des frais funéraires déductibles de l'actif d'une succession) et n° I-118 de M. Robert Vizet (augmentation du plafond des frais funéraires déductibles de l'actif d'une succession) - Indexation de l'abattement - (p. 3916) : s'oppose à l'amendement n° I-155 de M. Jacques-Richard Delong (réduction de la taxe au profit des récoltants familiaux, dans la limite de 10 litres d'alcool pur) - Cour de justice européenne - (p. 3917) : Allemagne - **Avant l'art. 7 bis** : s'oppose à l'amendement n° I-119 de M. Robert Vizet (abaissement de l'abattement pour le calcul des plus-values immobilières) - **Art. 7 bis** (*limitation de l'exonération des plus-values réalisées lors de la cession d'actifs immobiliers constituant la résidence en France des Français domiciliés hors de France*) (p. 3918) : s'oppose à l'amendement de suppression n° I-171 de M. Charles de Cuttoli - **Après l'art. 7 bis** (p. 3919) : s'oppose à l'amendement n° I-148 de M. Maurice Schumann (exclusion des locaux professionnels du champ d'application de l'article 93 du code général des impôts en cas de départ à la retraite).

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Avant l'art. 8** (p. 3928) : déroulement des travaux du Sénat - (p. 3929) : s'oppose à l'amendement n° I-17 de M. Pierre Lacour (modalités de modification de la date de clôture de l'exercice pour les sociétés de personnes possédant et exploitant une entreprise agricole soumise au régime du bénéfice réel) - **Art. 8** (*réduction du taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices distribués et modulation du régime des acomptes*) (p. 3930) : s'oppose à l'amendement n° I-120 de M. Robert Vizet (hausse du taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices distribués) - (p. 3931) : s'oppose aux amendements de la commission n° I-65, n° I-68, n° I-69 et n° I-70 (limitation de l'application du système de double taux ; modalités de calcul des acomptes dus au cours des exercices suivants ; application des règles restrictives) - Problème des acomptes - (p. 3934) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° I-199 de M. Jean-Jacques Robert (seuil butoir du chiffre d'affaires hors taxe) - S'oppose aux amendements n° I-66 (dispositions en faveur des entreprises contrôlées par un holding familial ou bien faisant l'objet d'un rachat par les salariés) et n° I-67 de la commission (élargissement du champ d'application du taux d'acompte réduit à certaines PME) - Mesures en faveur des PME et des PMI - **Après l'art. 8** (p. 3935) : s'oppose à l'amendement n° I-142 de M. Jacques Oudin (possibilité de déduction des déficits provenant d'une exploitation d'aquaculture marine) - (p. 3936) : s'oppose à l'amendement n° I-60 de M. Jacques Oudin (possibilité pour les entreprises en difficulté d'obtenir un remboursement de la créance sur le Trésor) - (p. 3937) : coût de l'amendement n° I-60 - S'oppose à l'amendement n° I-21 de M. Xavier de Villepin (déduction pour les entreprises des versements effectués à des établissements d'enseignement public ou privé sous contrat) - (p. 3939) : collectif budgétaire - Demande le retrait de l'amendement n° I-71 de la commission (extension du crédit d'impôt pour dépenses de recherche aux dépenses engagées dans certains secteurs au titre des frais de collection) - **Art. 9** (*taux d'imposition des plus-values à long terme des sociétés*) (p. 3942) : s'oppose aux amendements identiques n° I-56 de M. Paul Caron et n° I-200 de M. Jean-Jacques Robert (date de taxation des cessions de titres) - S'oppose à l'amendement n° I-121 de M. Robert Vizet (suppression de la distinction entre placements de trésorerie et placements permanents) - Son amendement rédactionnel n° I-215 ; adopté - (p. 3943) : s'oppose à l'amendementn° I-23 de M. Xavier de Villepin (maintien sous le régime des plus-values et des moins-values des parts d'OPCVM spécialisées en action) et accepte l'amendement n° I-72 de la commission (maintien des parts de fonds communs de placement à risque dans le champ d'application du régime des plus-values) - **Après l'art. 9** (p. 3944) : s'oppose à l'amendement n° I-186 de M. Marcel Lucotte (baisse du taux d'imposition de cession des parts sociales dans les sociétés dont le capital n'est pas divisé en actions) - **Art. 10** (*réforme du droit d'apport*) (p. 3945) : droit fixe sur les opérations d'apports - **Après l'art. 10** : s'oppose à l'amendement n° I-24 de M. Xavier de Villepin (baisse du droit d'apport auquel sont assujetties les sociétés passibles de l'impôt sur les sociétés en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserve) - (p. 3948) : s'oppose à l'amendement n° I-73 de la commission (extension du champ d'application de l'article) et demande un vote unique sur l'article 10 bis, à l'exclusion de tout amendement - Viticulteurs - **Après l'art. 10 bis** : s'oppose à l'amendement n° I-96 de M. Josselin de Rohan (allègement des charges foncières pesant sur les propriétés non bâties) - (p. 3950) : s'oppose à l'amendement n° I-122 de M. Robert Vizet (diminution des bases d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés non bâties) - **Art. 11** (*aménagement des règles de rappel des donations antérieures pour l'application des droits de mutation à titre gratuit*) (p. 3951) : s'oppose à l'amendement n° I-25 de M. Michel Souplet (délai d'antériorité des donations pour le calcul des droits de succession) - (p. 3952) : donations - Intervention du notaire - Droit de timbre sur le loto - Egalité devant l'impôt - Demande le retrait des amendements n° I-210 de M. Etienne Dailly (extension du dispositif de non-rappel des donations antérieures intervenues depuis plus de dix ans à tous les actes présentés à la formalité de l'enregistrement) et n° I-149 de M. Jean Chamant (extension du dispositif de non-rappel des donations antérieures intervenues depuis plus de dix ans à tous les actes présentés à la formalité de l'enregistre-

ment) - **Après l'art. 11** (p. 3955) : s'oppose à l'amendement n° I-74 de la commission (amélioration de la déduction pour investissement accordée aux exploitants agricoles) - (p. 3957) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° I-173 de M. Philippe Adnot (amélioration des conditions d'application de la fiscalité à l'agriculture) et s'oppose aux amendements n° I-30 de M. Bernard Laurent (amélioration des conditions d'application de la fiscalité à l'agriculture), n° I-205 de M. Michel Moreigne (harmonisation de l'imposition pour les agriculteurs étendant leurs activités et pour les entreprises étendant les leurs à d'autres catégories de bénéfices) et n° I-157 de M. Roland du Luart (amélioration des conditions d'application de la fiscalité à l'agriculture) - (p. 3958) : s'oppose aux amendements de M. Michel Souplet, n° I-27 (mesure destinée à faciliter la transmission des entreprises) et n° I-28 (augmentation des réductions des droits de donation), ainsi qu'à l'amendement n° I-97 de M. Geoffroy de Montalembert (mesures destinées à encourager la transmission des placements sous forme sociétaire dans le foncier agricole) - (p. 3960) : s'oppose aux amendements n° I-29 de M. Michel Souplet (introduction de la notion de biens professionnels dans le régime des droits de mutation à titre gratuit) et n° I-158 de M. Roland du Luart (allègement de la charge de la transmission pesant sur la totalité des biens professionnels transmis), ainsi qu'à l'amendement n° I-123 de M. Robert Vizet (création d'un impôt sur l'achat d'actions de sociétés étrangères par des sociétés françaises) - **Après l'art. 12** (p. 3961) : demande le retrait de l'amendement n° I-206 de M. Michel Moreigne (réduction de la taxe sur les véhicules de sociétés pour les entreprises ayant un chiffre d'affaires bas) - **Avant l'art. 13** (p. 3962) : s'oppose à l'amendement n° I-55 de M. Claude Belot (harmonisation du droit relatif à l'épargne de proximité et de l'impôt général sur le capital) - **Art. 14** (*aménagement du régime d'imposition des plus- values d'apport en société*) (p. 3963) : demande le retrait de l'amendement n° I-31 de M. Bernard Laurent (rétablissement de l'égalité devant l'impôt entre les agriculteurs et les industriels et les commerçants) - **Après l'art. 14** : s'oppose à l'amendement n° I-168 de M. Robert Vizet (définition des bénéfices non commerciaux pour les entreprises et des revenus non déductibles pour l'assiette de l'impôt sur le revenu pour les personnes physiques) - (p. 3964) : s'oppose aux amendements n° I-75 de la commission (limitation de l'imposition sur certaines plus-values) et n° I-164 de M. Jacques Oudin (compensation entre les différents régimes existant en matière de plus-values de titres) - **Avant l'art. 15** (p. 3965) : s'oppose à l'amendement n° I-61 de M. Jacques Oudin (harmonisation entre la taxation des plus-values pour la cession des fonds de commerce et la taxation des plus-values immobilières) - **Après l'art. 15** (p. 3966) : s'oppose à l'amendement n° I-32 de M. Michel Souplet (baisse du taux de base applicable aux cessions d'immeubles affectés à une exploitation agricole) - (p. 3967) : oppose à l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° I-33 de M. Bernard Laurent (incitation à la mise en place de formules sociétaires pour la transmission des exploitations) - S'oppose à l'amendement n° I-34 de M. Michel Souplet (extension des dispositions permettant le paiement des droits d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière de manière fractionnée aux mutations à titre onéreux portant sur des immeubles) - **Avant l'art. 16** (p. 3968) : s'oppose aux amendements n° I-6 de M. Paul Caron (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations d'aide à domicile) et de M. Robert Vizet n° I-125 (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations d'aide à domicile, les caisses des écoles et les hôpitaux) et n° I-124 (exonération de la taxe sur les salaires pour les salaires versés par les organismes de tourisme social et familial à but non lucratif) - (p. 3969) : s'oppose à l'amendement n° I-76 de la commission (étalement de la suppression de l'impôt sur la bourse) - **Après l'art. 16** (p. 3970) : s'oppose à l'amendement n° I-209 de M. René Trégouët (possibilité d'un amortissement exceptionnel sur douze mois pour certains matériels nécessaires à la recherche) - Dépenses de recherche - (p. 3971) : logiciels - **Avant l'art. 17** (p. 3972) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° I-52 de M. Jean Simonin (dégrèvement de la cotisation de la taxe foncière sur les propriétés non bâties) - **Art. 17** (*remplacement des dégrèvements d'office d'impôts locaux par une exonération*) (p. 3973) : s'oppose à l'amendement de suppression n° I-77 de la commission - **Art. 18** (*aménagement des droits d'enregistrement sur les actes des huissiers de justice*) (p. 3974) : s'oppose à l'amendement de suppression n° I-211 de M. Etienne Dailly - **Après l'art. 18** (p. 3976) : s'oppose à l'amendement n° I-78 de la commission (assujettissement au taux réduit de TVA des prestations liées à l'enlèvement des ordures ménagères) - (p. 3977) : demande le retrait de l'amendement n° I-39 de M. Jacques Moutet (harmonisation des taux de TVA pour l'ensemble de l'activité thermale) - **Art. 18 bis** (*taxe sur la valeur ajoutée applicable aux opérations portant sur les oeuvres d'art originales d'artistes vivants*) (p. 3980) : s'oppose à l'amendement n° I-79 de la commission (retour au dispositif antérieur de taxation sur une marge forfaitaire, sans distinction de l'origine de l'oeuvre) - **Après l'art. 18 bis** (p. 3982) : s'oppose aux amendements n° I-1 de M. Jean Cluzel (suppression de l'assujettissement des oeuvres de l'esprit) et n° I-107 de M. Michel Miroudot (suppression de l'assujettissement à la TVA pour les écrivains) - Directives européennes - (p. 3983) : s'oppose aux amendements n° I-63 de M. Jacques Oudin (rétablissement de l'option à la TVA pour les agriculteurs) et n° I-207 de M. Robert Castaing (rétablissement par option de l'assujettissement à la TVA pour les agriculteurs) - (p. 3984) : s'oppose à l'amendement n° I-37 de M. Xavier de Villepin (modalités de demande de remboursement mensuel de la TVA) - (p. 3985) : déroulement des travaux du Sénat - (p. 3987) : s'oppose aux amendements n° I-80 de la commission (taux de TVA applicable aux opérations portant sur les produits de l'horticulture et de la sylviculture), n° I-40 de M. Louis Jung (report de l'augmentation du taux de TVA sur les produits de la sylviculture), n° I-98 de M. Geoffroy de Montalembert (taux de TVA applicable au bois de chauffage) et n° I-130 de M. Robert Vizet (rétablissement du taux de TVA appliqué antérieurement aux produits de l'horticulture) - (p. 3988) : projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier - (p. 3990) : s'oppose à l'amendement n° I-202 de M. Philippe François (diminution de la TVA applicable à certaines activités sylvicoles) - (p. 3991) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° I-126 (baisse de la TVA pour des produits alimentaires de base), n° I-127 (baisse de la TVA pour les fournitures scolaires), n° I-128 (baisse de la TVA pour les produits pharmaceutiques) et n° I-129 (baisse de la TVA pour la presse d'opinion) - **Art. 19** (*assujettissement au droit de mutation à titre onéreux des ventes aux enchères publiques de meubles*) (p. 3992) : accepte l'amendement n° I-99 de M. Pierre-Christian Taittinger (perception du droit d'enregistrement pour les objets d'art vendus, soumis ou non à la TVA) - (p. 3993) : demande le retrait des amendements n° I-100 (assiette de la TVA due par les vendeurs), n° I-101 (exonération des oeuvres d'art importées en vue d'une vente aux enchères publiques) et n° I-102 (exonération de la TVA pour les importations d'oeuvres d'art en provenance d'un pays de la Communauté) de M. Pierre-Christian Taittinger - **Art. 20** (*réduction du taux de la taxe sur les conventions d'assurances applicable à certains contrats*) : s'oppose à l'amendement n° I-81 de la commission (réduction de la taxe) - **Art. 21** (*modification du tarif de la taxe intérieure de consommation applicable au gazole*) (p. 3994) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° I-82 de la commission et n° I-143 de M. Jacques Oudin - **Après l'art. 21** : s'oppose à l'amendement n° I-131 de M. Robert Vizet (détaxe du carburant utilisé par les chauffeurs de taxi salariés) - (p. 3995) : s'oppose à l'amendement n° I-132 de M. Robert Vizet (création d'une taxe sur le bénéfice net des entreprises commercialisant du pétrole) - **Après l'art. 22 bis** : s'oppose à l'amendement n° I-163 de M. Jacques Oudin (augmentation de l'abattement en faveur des locaux meublés de tourisme) - **Art. 23 bis** (*exonération de la taxe intérieure de consommation des produits pétroliers applicable aux esters d'huile de colza et de tournesol*) (p. 3996) : s'oppose aux amendements n° I-83 de la commission (encouragement à l'utilisation de l'ester d'huile de colza ou de tournesol en substitution du fioul domestique et du gazole) et n° I-160 de M. Bernard Barbier (encouragement à l'emploi de l'ester d'huile de colza ou de tournesol) - **Après l'art. 23 bis** (p. 3998) : s'oppose aux amendements n° I-41 (développement des biocarburants) et n° I-42 (élargisse-

ment des débouchés traditionnels de l'agriculture) de M. Jacques Machet, n° I-161 de M. Bernard Barbier (encouragement à l'utilisation de l'éthanol et du bioéthanol), n° I-175 de M. Philippe Adnot (extension de l'exonération de la taxe intérieure sur les produits pétroliers à l'éthanol) et n° I-203 de M. Philippe François (exonération de la taxe intérieure sur les produits pétroliers pour les carburants et additifs d'origine agricole) ainsi qu'au sous-amendement n° I-217 de la commission - **Avant l'art. 24** (p. 3999) : s'oppose à l'amendement n° I-43 de M. Xavier de Villepin (relèvement du plafond de la participation patronale soumise à exonération d'impôt sur le revenu) - **Art. 27** (*reconduction du prélèvement sur les entreprises pétrolières*) (p. 4000) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° I-84 de la commission et n° I-191 de M. Marcel Lucotte - **Art. 28** (*actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune*) (p. 4001) : demande le retrait de l'amendement n° I-133 de M. Robert Vizet (relèvement de la taxe applicable aux tranches les plus hautes de l'impôt de solidarité sur la fortune) - **Après l'art. 28** : s'oppose aux amendements n° I-134 (inclusion dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune des biens professionnels d'une valeur supérieure à 6 millions de francs) et n° I-137 (élargissement de l'assiette d'imposition pour les objets d'art) de M. Robert Vizet ainsi qu'à l'amendement n° I-45 de M. Xavier de Villepin (exclusion de la résidence principale dans la base d'imposition de l'impôt de solidarité sur la fortune) et aux amendements n° I-62 (détermination des droits sociaux détenus par des personnes exerçant une fonction de direction dans l'entreprise), n° I-179 (disposition relative aux comptes courants bloqués d'associés) et n° I-180 (prise en compte des transmissions d'entreprises dans le mode de calcul du seuil de participation conditionnant l'exonération) de M. Jacques Oudin - **Art. 29** (*hausse du droit de consommation sur les tabacs*) (p. 4003) : s'oppose aux amendements n° I-46 de M. Xavier de Villepin (neutralisation de la mesure d'alourdissement de la fiscalité sur les cigares) et n° I-85 de suppression de la commission - **Après l'art. 29** (p. 4005) : s'oppose à l'amendement n° I-147 de M. Jacques de Menou (neutralisation de la mesure d'alourdissement de la fiscalité sur les cigares) et à l'amendement n° I-138 de M. Robert Vizet (dispositions en faveur de l'accession à la propriété de familles à revenus modestes) - **Art. 29 bis** (*majoration de la taxe sur les messageries dites « roses »*) (p. 4006) : taxation des messageries « roses ».

Suite de la discussion - (22 novembre 1991) - **Art. 30** (*relèvement de la taxe sur les bureaux en Ile-de-France*) (p. 4013) : s'oppose à l'amendement de suppression n° I-86 de la commission - **Art. 31** (*versements des exploitants publics La Poste et France Télécom*) (p. 4015) : s'oppose à l'amendement n° I-87 de la commission (réduction de la contribution des exploitants La Poste et France Télécom aux seuls crédits du ministère des postes et télécommunications) - **Art. 32** (*aménagement de la dotation de compensation de la taxe professionnelle*) (p. 4017) : impôts locaux - Collectivités locales - Décentralisation - (p. 4019) : charges des collectivités locales - (p. 4020) : compensation de la taxe d'habitation - Prêts locatifs aidés - (p. 4021) : fonds de compensation pour la TVA - (p. 4022) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° I-88 de la commission, n° I-47 de M. Jacques Moutet, n° I-139 de M. Robert Vizet et n° I-192 de M. Marcel Lucotte - **Après l'art. 32** (p. 4024) : demande le retrait de l'amendement n° I-154 de M. Roger Romani (taxe départementale sur le revenu pour la ville de Paris) - (p. 4025) : s'oppose aux amendements identiques n° I-48 de M. Bernard Laurent et n° I-162 de M. Roland du Luart (adaptation des ressources du FNDAE) - (p. 4026) : s'oppose à l'amendement n° I-212 de la commission (fonds de compensation pour la TVA) - **Art. 32 bis** (*aménagement du régime de la taxe additionnelle au droit au bail*) (p. 4027) : s'oppose à l'amendement de suppression n° I-89 de la commission, ainsi qu'à l'amendement n° I-95 de M. Xavier de Villepin (aides pour la réhabilitation du parc locatif des logements construits avant le 31 décembre 1965) - **Après l'art. 32 bis** (p. 4028) : sur les amendements de M. Jacques Oudin, oppose l'article 42 de la loi organique de 1959 pour le n° I-144 et s'oppose au n° I-145 (dépenses d'investissement prises en considération au titre du fonds de compensation pour la TVA pour les collectivités locales) - (p. 4029) : son amendement n° I-218 : suppression du plafonnement de la cotisation due par les redevables de la taxe professionnelle ; adopté - **Après l'art. 33** (p. 4029) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° I-14 de M. Xavier de Villepin (situation des fonctionnaires en poste à l'étranger) - **Art. 35** (*aménagement de la contribution sociale de solidarité des sociétés*) (p. 4030) : budget annexe des prestations sociales agricoles, BAPSA - (p. 4031) : régimes des non salariés non agricoles - (p. 4033) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° I-90 de la commission, n° I-50 de M. Jacques Moutet, n° I-104 de M. Pierre Laffitte, n° I-140 de M. Robert Vizet, n° I-166 de M. Jean-Jacques Robert et n° I-195 de M. Marcel Lucotte - **Art. 36** (*ajustement du montant de TVA affecté au BAPSA*) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° I-91 de la commission, n° I-51 de M. Jacques Moutet et n° I-196 de M. Marcel Lucotte - **Après l'art. 36** (p. 4034) : s'oppose à l'amendement n° I-150 de M. Désiré Debavelaere (rétablissement de l'équité en ce qui concerne les taxes BAPSA appliquées aux produits) - (p. 4035) : s'oppose aux amendements n° I-49 de M. Bernard Laurent (réduction du taux applicable aux produits forestiers), n° I-105 de M. Ernest Cartigny (diminution de la taxe sur les produits forestiers destinés au BAPSA) et n° I-165 de M. Jacques-Richard Delong (diminution de la taxe sur les produits forestiers destinés au BAPSA) - **Art. 37** (*relèvement du tarif et aménagement du recouvrement de la taxe de sûreté sur les aéroports*) (p. 4036) : s'oppose à l'amendement n° I-92 de la commission (suppression du relèvement de la taxe de sûreté des aéroports) - **Relations financières avec les communautés européennes** (p. 4049) : budget de la communauté - Contribution de la communauté au redressement économique et financier des pays de l'Est - Contribution française - (p. 4050) : construction européenne - Voie communautaire et voie nationale - (p. 4051) : diversité des Etats-membres - Parlement européen - (p. 4052) : Cour de justice européenne - Politique agricole commune - **Art. 39** (*équilibre général du budget*) (p. 4066) : prend acte de l'amendement de conséquence n° I-94 de la commission sur lequel il ne donne pas un avis favorable mais invite la majorité sénatoriale à le voter - Sommet de Maastricht - (p. 4067) : ratification des traités - **Seconde délibération - Art. 7 bis A** (p. 4068) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° A-1 de la commission (modification du gage proposé) - **Art. 10 bis** (p. 4069) : s'oppose à l'amendement n° A-2 de la commission (allègement du foncier non bâti pour les agriculteurs en difficulté) - **Art. 18 quater** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° A-3 de la commission - **Art. 29 bis** : son amendement n° A-4 : mesures d'ajustement de droits de timbres ; adopté - **Art. 32 bis A** (p. 4070) : son amendement n° A-5 : nouvelle rédaction relative au fonds de compensation pour la TVA ; adopté - **Art. 39** (p. 4082) : son amendement de conséquence n° A-6 ; adopté - **Sur l'ensemble de la première partie** (p. 4090, 4091) : fonds de compensation pour la TVA - Commission mixte paritaire - Bicamérisme - Remerciements au Sénat.

Deuxième partie :

Economie, finances et budget - I - Charges communes (dont rapatriés) - (30 novembre 1991) (p. 4546) : incidences des négociations salariales dans la fonction publique - (p. 4555) : remboursements de TVA - (p. 4556) : dégrèvements de taxe professionnelle - Dégrèvements sur le foncier non bâti ; éleveurs - Dette publique - Crédits de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur, COFACE - (p. 4557) : rapatriés - Harkis - Revenu minimum d'insertion, RMI - Lutte contre le sous-développement : Fonds européen de développement, FED ; annulations de dettes - (p. 4558) : prise en compte du contrat de plan entre l'Etat et La Poste - Cessions d'actifs publics : financement des dotations en capital - Mesures intéressant la fonction publique - Dette publique et déficit budgétaire - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4563) : s'oppose à l'amendement n° II-19 de la commission (réduction des crédits en conséquence de la diminution du déficit budgétaire votée par le Sénat) - (p. 4564) : COFACE - Information des rapporteurs spéciaux de la commission des finances - **Avant l'art. 74** (p. 4565) : sur les amendements de M. Xavier de Villepin,

relatifs aux certificats d'indemnisation des rapatriés, s'oppose au n° II-35 (exemption de l'impôt de mutation) et oppose l'article 40 de la Constitution aux n° II-34 (remboursement de certaines catégories de personnes) et n° II-36 (majoration d'intérêts capitalisés).

Comptes spéciaux du Trésor - (30 novembre 1991) (p. 4559) : aide publique au développement, bilatérale et multilatérale - Compte d'Ile-de-France - Compte de gestion de titres - Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE - (p. 4560) : Fonds national de développement du sport, FNDS - Loto sportif - **Art. 49** (*autorisations de programmes et crédits de paiement ouverts au titre des mesures nouvelles des opérations définitives des dépenses en capital des comptes d'affectation spéciale*) (p. 4566) : s'oppose à l'amendement n° II-14 de la commission (réduction des crédits en conséquence du refus par le Sénat de l'augmentation du taux de la taxe sur les bureaux en Ile-de-France) - FNDS - **Art. 54** (*clôture du compte « fabrications d'armement »*) (p. 4567) : s'oppose à l'amendement n° II-16 de la commission (report de la date de clôture) - **Après l'art. 54** (p. 4568) : s'oppose à l'amendement n° II-17 de la commission (clôture du compte « gestion de titres du secteur public et apports et avances aux entreprises publiques ») - **Art. 50** (*crédits ouverts au titre des services votés des opérations à caractère temporaire des comptes d'affectation spéciale*) (précédemment réservé) : s'oppose à l'amendement de coordination n° II-15 de la commission - **Art. 55** (*compte « opérations de liquidation de l'ancien secteur français de Berlin »*) : précisions sur cet article - **Art. 57** (*extension du champ d'intervention du fonds pour l'aménagement de l'Ile-de-France*) (p. 4569) : s'oppose à l'amendement de suppression n° II-18 de la commission.

Observations sur le rapport de la Cour des comptes - (30 novembre 1991) (p. 4560, 4561) : rôle de la Cour des comptes dans le développement de l'évaluation des politiques publiques - Elaboration de rapports particuliers - Rapport sur la gestion de la trésorerie des collectivités locales - Relations entre les commissions des finances des deux assemblées et la Cour des comptes - Suite insuffisante donnée au rapport public.

Budget annexe : Monnaies et médailles - (30 novembre 1991) (p. 4570) : programme de frappe ; pièce de vingt francs - Monnaies courantes étrangères - Pièces de collection : prestige international ; série olympique ; série européenne - (p. 4571) : médailles ; diversification du secteur d'activité - Budget d'investissement ; amélioration de la productivité - Droits des personnels - Délocalisation : établissement de Pessac ; maintien du siège à l'Hôtel des Monnaies.

Budget annexe : Imprimerie nationale - (30 novembre 1991) (p. 4573, 4574) : crédits d'investissements - Etablissement de Bondoufle - Politique commerciale dans le domaine de l'édition - Grand marché européen et fin du privilège d'émission - Evolution du statut au sein du secteur public - (p. 4574) : statut des personnels - Délocalisation : établissements de Douai et de Bondoufle ; maintien du siège à Paris.

Articles non rattachés :

(8 décembre 1991) - **Art. 61 et Etat H** (p. 5038) : son amendement de précision n° II-177 ; Adopté - **Art. 63** (*suppression de l'exonération temporaire de taxe foncière sur les propriétés non bâties des terres incultes et friches mises en culture*) (p. 5039) : demande le retrait des amendements identiques n° II-68 de M. Jean Faure et n° II-86 de M. Fernand Tardy (délibération des assemblées intéressées) - **Après l'art. 65** (p. 5040) : s'oppose à l'amendement n° II-55 de M. Franck Sérusclat (déplacements d'installations dangereuses stockant du gaz liquéfié) - **Art. 65 bis** (*calcul de la valeur locative des immobilisations industrielles et cas de cessions d'établissements, de fusions, de scissions ou d'apports de sociétés*) (p. 5042) : s'oppose aux amendements n° II-97 de la commission (suppression des deux alinéas du texte proposé par le paragraphe I) et n° II-56 de M. Jacques Bialski (restitution aux collectivités locales de la valeur pleine et entière de leurs bases) - **Avant l'art. 68** (p. 5048) : s'oppose à l'amendement n° II-98 de la commission (création d'un compte patrimonial en actions) - **Art. 68** (*participation des salariés au rachat de leur entreprise*) (p. 5050) : son amendement n° II-162 : démarrage de la tranche de 5 % à partir d'un effectif de 500 salariés ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement n° II-99 de la commission (prorogation d'un an du mécanisme actuel) - **Après l'art. 68** (p. 5052) : demande le retrait de l'amendement n° II-88 de M. Jean-Pierre Masseret (prise en compte dans les frais d'exploitation des entreprises qui comptent de 10 à 250 salariés des primes d'assurance souscrites sur la tête du dirigeant ou d'un salarié qui y joue un rôle déterminant) - (p. 5054) : invoque l'article 42 de la loi organique du 2 janvier 1959 contre l'amendement n° II-89 de M. Paul Loridant (mécanisme de contraintes permettant d'évincer les actionnaires minoritaires ou de les amener à remonter à la société holding)- - **Art. 69** (*institution d'une réduction d'impôt pour la formation des chefs d'entreprises individuelles*) : s'oppose à l'amendement n° II-139 de M. Philippe François (cas des exploitants agricoles) - **Art. 70** (*exonération partielle des rémunérations versées à l'ancien chef de l'entreprise individuelle par le repreneur*) (p. 5055) : s'oppose à l'amendement n° II-140 de M. Philippe François (extension de cette exonération aux professions agricoles) - **Art. 71** (*exonération de certaines plus-values d'apport*) (p. 5057) : son amendement rédactionnel n° II-163 ; adopté - S'oppose aux amendements de la commission, n° II-100 (extension du dispositif aux futurs associés), n° II-101 (extension du délai à 90 jours), n° II-102 (extension aux holdings familiaux des dispositions de l'article 71), n° II-103 (extension des dispositions du cinquième alinéa de l'article 71 aux entreprises du bâtiment et des travaux publics) et n° II-104 (augmentation du seuil prévu au cinquième alinéa de l'article 71 jusqu'à 200 millions de francs) - **Art. 72** (*crédit d'impôt pour augmentation de capital*) (p. 5058, 5059 et 5060) : s'oppose aux amendements de la commission, n° II-105 (intégration du secteur du bâtiment et des travaux publics dans le dispositif), n° II-106 (augmentation du seuil d'application de ce dispositif jusqu'à 200 millions de francs) et n° II-107 (réintroduction des holdings familiaux dans le dispositif) - (p. 5061) : demande le retrait de l'amendement n° II-135 de M. Xavier de Villepin (cas de distributions intervenues entre le 15 septembre 1991 et la date de l'augmentation de capital au cours des trois années qui suivent) - S'oppose à l'amendement n° II-108 de la commission (report du crédit d'impôt jusqu'au cinquième exercice suivant celui au cours duquel est intervenue l'augmentation de capital) - **Après l'art. 72** : invoque l'article 40 de la Constitution contre l'amendement n° II-44 de M. Jacques Oudin (suppression de la procédure d'agrément prévue par le deuxième alinéa de l'alinéa 4 de l'article 238 bis du code général des impôts) - **Art. 73** (*incitation fiscale à la résiliation anticipée de certains baux à construction*) (p. 5062) : s'oppose aux amendements de coordination de la commission n° II-109, n° II-110 et n° II-111 - **Après l'art. 74 A** (p. 5063) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-132 de M. Joël Bourdin (écrêtement de la taxe professionnelle dans le cas de groupements de communes à fiscalié propre) - **Avant l'art. 74** (p. 5064) : invoque l'article 40 de la Constitution contre l'amendement n° II-73 de M. Xavier de Villepin (nécessité de ne pas assujettir les indemnités perçues par les Français établis à l'étranger à la contribution sociale généralisée) - **Après l'art. 74** (p. 5065) : invoque l'article 40 de la Constitution contre l'amendement n° II-45 de M. Jacques Oudin (cas des exploitants victimes de calamités agricoles) - **Art. 75** (*aménagement du régime de groupe*) (p. 5066) : s'oppose à l'amendement n° II-75 de M. Xavier de Villepin (critère de valeur nette comptable dans le cas de cessions d'éléments d'actifs immobilisés entre sociétés du groupe) - (p. 5068) : s'oppose aux amendements n° II-136 de M. Xavier de Villepin (abandons de créances et subventions directes) et n° II-46 de M. Jacques Oudin (taux de participation exigé pour la constitution d'un groupe) - (p. 5069) : demande le retrait de l'amendement n° II-112 de la commission (imposition des dividendes distribués par les filiales à leur société-mère) - S'oppose à l'amendement n° II-79 de M. Xavier de Villepin (dividences distribués par des sociétés étrangères) - (p. 5070, 5071) : accepte l'amendement n° II-176 de la commission (extension du régime de la fiscalité de groupes aux sociétés coopératives) - **Art. 76** (*régime fiscal des cessions ou concessions de droit de la propriété*

industrielle) (p. 5073) : sur les amendements de la commission des finances, s'oppose au n° II-113 (régime des plus-values à long terme), n° II-114 (substitution du terme de « produit » à celui de « plus-value »), n° II-116 (éléments tombés dans le domaine public ou n'ayant pas fait l'objet d'un dépôt de brevet) et n° II-117 (entrée en vigueur) ; accepte le n° II-115 (champ d'application de la mesure) - Sur ce dernier, son sous-amendement n° II-165 ; adopté - **Art. 78** (*plafonnement du tarif des droits de mutation à titre onéreux afférents aux immeubles à usage d'habitation*) (p. 5074) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° II-118 de la commission et n° II-81 de M. René Monory - **Art. 80** (*exonération temporaire de taxe professionnelle en faveur de l'aménagement du territoire*) (p. 5075) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-119 de la commission (extension au domaine du bâtiment et des travaux publics) - **Art. 82** (p. 5076) : s'oppose à l'amendement de suppression n° II-120 de la commission - - **Art. 83 bis** (*possibilité pour les conseils généraux d'exonérer de taxe foncière sur les propriétés non bâties les jeunes agriculteurs*) (p. 5078) : son amendement n° II-166 : nouvelle rédaction de cet article ; rejeté avec l'ensemble de l'article (p. 5082) - **Avant l'art. 83 ter** (p. 5082) : s'oppose à l'amendement n° II-122 de la commission (cas des communes participant au financement de la dotation de solidarité urbaine ou au fonds de solidarité de la région d'Ile-de-France) - **Art. 83 ter** (*majoration spéciale du taux de la taxe professionnelle*) : s'oppose à l'amendement n° II-142 de M. René Ballayer (modification du taux) et accepte l'amendement n° II-123 de la commission (calcul de la taxe d'habitation) - **Après l'art. 83 ter** (p. 5086) : demande le retrait des amendements identiques n° II-69 de M. Jean Faure et n° II-91 de M. Fernand Tardy (cas des départements qui bénéficient de la dotation minimale de fonctionnement) - **Art. 83 quinquies** (*régime de la taxe départementale sur le revenu applicable aux personnes ne disposant pas de revenus imposables en France*) (p. 5087) : son amendement n° II-167 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - **Art. 83 septies** (*prorogation pour cinq ans du dispositif d'incitation fiscale à l'investissement dans les départements d'outre- mer*)(p. 5088) : s'oppose à l'amendement n° II-125 de la commission (cas des investissements réalisés avant 1996) - **Art. 83 octies** (*durée de détention et maintien de l'affectation ouvrant droit à la déduction fiscale*) (p. 5091) : s'oppose aux amendements n° II-126 de la commission (cas des immeubles ayant obtenu un permis de construire) et n° II-151 de M. Louis Virapoullé (allongement du délai prévu au cinquième alinéa du I de l'article 199 undecies du code général des impôts relatif aux départements d'outre-mer) - Accepte l'amendement rédactionnel n° II-127 de la commission - **Après l'art. 83 octies** (p. 5093) : sur les amendements de M. Georges Othily, s'oppose au n° II-58 (cas des sociétés de financement en capital risque et des sociétés d'économie mixte foncières agricoles) et invoque l'article 40 de la Constitution contre les n° II-59 (cas des entreprises culturelles et des investissements immatériels) et n° II-60 (augmentation de la réduction d'impôt) - **Art. 83 nonies** (*augmentation de la réduction d'impôt en faveur des investissements dans les logements intermédiaires acquis dans les départements d'outre-mer*) (p. 5094) : s'oppose à l'amendement n° II-152 de M. Louis Virapoullé (modulation de la défiscalisation) - **Avant l'art. 83 decies** (p. 5095) : invoque l'article 40 de la Constitution contre l'amendement n° II-61 de M. Georges Othily (extension aux sociétés de capital risque et aux fonds communs de placement du bénéfice des dispositions de la loi de finances rectificative pour 1986) - **Art. 83 decies** (*extension de la défiscalisation au secteur de la maintenance au profit d'activités industrielles*) (p. 5096) : son amendement n° II-168 : extension de la défiscalisation au matériel de production audiovisuelle ; adopté - Accepte l'amendement n° II-137 de M. Henri Goetschy (secteur de la maintenance et du service exécuté au profit d'activités industrielles ou touristiques) et s'oppose au sous-amendement n° II-93 de M. Jacques Oudin - **Art. 83 undecies** (*maintien de l'affectation des biens ayant bénéficié de la défiscalisation*) (p. 5097) : son amendement rédactionnel n° II-169 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° II-155 de M. Louis Virapoullé (précision des modalités du fait générateur de l'investissement) - (p. 5098) : son amendement n° II-170 : date d'entrée en vigueur de l'article ; adopté - **Après l'art. 83 undecies** : s'oppose à l'amendement n° II-156 de M. Louis Virapoullé (cas des sociétés d'épargne foncière et d'aménagement rural) - **Art. 83 duodecies** (p. 5101) : son amendement de coordination n° II-171 ; rejeté avec l'ensemble de l'article (p. 5104) - (p. 5102) s'oppose aux amendements de M. Louis Perrein n° II-144 (investissements supérieurs à 30 millions de francs), n° II-145 (investissements réalisés par des contribuables soumis à un régime réel d'imposition en raison d'une activité de location dans les secteurs du tourisme, de l'hôtellerie ou des transports) et n° II-146 (investissements correspondant à un programme ou à une opération d'investissements engagés avant le 1er janvier 1992) : son amendement n° II-172 : conditions de l'agrément et réduction à trois mois du délai de réponse de l'administration ; rejeté avec l'ensemble de l'article (p. 5104) - **Art. 83 terdecies** (*réduction du taux de déduction fiscale*) (p. 5105) : son amendement n° II-173 : entrée en vigueur de la limitation du taux de la déduction ; adopté - **Après l'art. 83 terdecies** (*réduction du taux de déduction fiscale*) (p. 5105) : s'oppose à l'amendement n° II-65 de M. Robert Vizet (suppression des articles 1636 B sexies et 1636 B septies du code général des impôts relatifs à la taxe professionnelle) - **Avant l'art. 87** (p. 5106) : invoque les articles 40 de la Constitution et 42 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 contre les amendements n° II-48 et n° II-49 de M. René Régnault (fonction publique territoriale) - **Après l'art. 87 bis** (p. 5108) : demande le retrait de l'amendement n° II-52 de M. Jacques Oudin (cas de groupements de communes à fiscalité propre).

Seconde délibération :

(8 décembre 1991) - **Seconde délibération** (p. 5108, 5109) : demande au Sénat de se prononcer par un vote unique sur les articles soumis à seconde délibération ainsi que sur les amendements proposés par le Gouvernement - **Art. 41 et Etat B** (p. 5109) : ses amendements de coordination n° B-1 à B-21 ; adoptés avec l'ensemble des articles soumis à seconde délibération (p. 5114) - **Art. 42 et Etat C** (p. 5110) : ses amendements de coordination n° B-22 à B-29 ; adoptés avec l'ensemble des articles soumis à seconde délibération (p. 5114) - **Art. 44** (p. 5112) : son amendement n° B-40 : rétablissement de cet article ; adopté avec l'ensemble des articles soumis à seconde délibération (p. 5114) - **Art. 47** : son amendement n° B-41 : majoration des crédits inscrits au titre du budget annuel de l'aviation civile ; adopté avec l'ensemble des articles soumis à seconde délibération (p. 5114) - **Art. 49** : son amendement n° B-42 : majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement ; adopté avec l'ensemble des articles soumis à seconde délibération (p. 5114) - **Art. 39** (p. 5113) : son amendement de coordination n° B-43 ; adopté avec l'ensemble des articles soumis à seconde délibération (p. 5114) .

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1991** [n° 154 (91-92)] - (17 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5473) : situation budgétaire - Environnement économique - (p. 5474) : chômage - Politique budgétaire - Impôts - Régulation des dépenses - Ajustement nécessaire - (p. 5475) : solidarité nationale - Conflit du Golfe - Dépenses - (p. 5476) : contributions extérieures - Article 40 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 - (p. 5477) : article d'équilibre - Loi de finances rectificative - Procédure législative - (p. 5478) : article 44-3 de la Constitution (vote bloqué) - Article 49-3 de la Constitution (engagement de la responsabilité du Gouvernement) - Souhaite ne plus participer au débat - (p. 5483) : collectif budgétaire - Conseil constitutionnel - Article 40 de l'ordonnance de janvier 1959 - Constitution - **Art. 1er** (*versement de l'Institut national de la propriété industrielle au profit du budget général*) (p. 5485) : s'oppose à l'amendement de suppression n° I de la commission - **Art. 2** (*prélèvement sur la Caisse nationale des télécommunications*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 2 de la commission.

– **Projet de loi de finances pour 1992** - *Nouvelle lecture* [n° 187 (91-92)] - (18 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5533, 5534) : mesures de régulation budgétaire - Dette publique - Droits constitutionnels du Parlement en matière budgétaire - **Question préalable** (p. 5539, 5540) : s'oppose à la motion n° I de M. Roger Chinaud, rapporteur général, tendant à opposer la question préalable - Régulation bud-

gétaire - Communautés européennes - Droits constitutionnels du Parlement en matière fiscale - Fonds de compensation pour la TVA, FCTVA - Fiscalité locale.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1991** - *Nouvelle lecture* [n° **225 (91-92)**] - (20 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5688) : fonds de compensation pour la TVA - (p. 5689) : collectivités locales - Remboursement de la TVA - Article 42 de la loi de finances rectificative pour 1988 - (p. 5690) : enquête relative aux anomalies dans l'utilisation du fonds de compensation de la TVA - Maintien du régime du fonds de compensation - Déficit budgétaire - Souhaite que le Sénat ne vote pas la motion tendant à opposer la question préalable - **Question préalable** (p. 5692) : s'oppose à la motion n° 1 de la commission tendant à opposer la question préalable - Travail de la session budgétaire.

CHAUMONT (Jacques), sénateur de la Sarthe (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des Finances.

DÉPÔTS

Annexe au rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Asemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Relations financières avec les Communautés européennes** - [n° **92 (91-92) tome 2**] (19 novembre 1991) - **Lois de finances**

.

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **30** (*JO* Débats du 2 mars 1989) (p. 346) - Ministère : Défense - *Gestion de la défense aérienne européenne dans le cadre de l'OTAN* - (Caduque : mai 1991) - **Défense nationale.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République** [n° **269 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (2 juillet 1991) - **Art. 50** (*schéma départemental de la coopération intercommunale*) (p. 2398) : ses amendements, soutenus par M. Emmanuel Hamel, n° 52, n° 53 et n° 54, relatifs à la consultation des chambres de commerce et d'industrie, d'agriculture et de métiers ; retirés.

Suite de la discussion - (3 juillet 1991) - **Art. 53** (*communautés de communes*) (p. 2422) : son amendement n° 55, soutenu par M. Emmanuel Hamel : modification de la rédaction ; retiré au profit de l'amendement de suppression n° 192 de la commission - **Art. 54** (*communautés de villes*) (p. 2433) : son amendement n° 59, soutenu par M. Jean Simonin : compétences de développement économique des communautés de villes : relations avec les organismes consulaires ; devenu sans objet.

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (22 novembre 1991) - **Relations financières avec les communautés européennes** (p. 4041) : prélèvements communautaires - (p. 4042) : importance de la contribution nationale aux politiques communautaires - Aide à l'Union soviétique - (p. 4043) : absence de prise en compte des contraintes nationales - Action européenne - (p. 4044) : aide aux pays de l'Est - Politique communautaire et politique nationale.

CHAUTY (Michel), sénateur de la Loire-Atlantique (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'entreprise nationale Air France et des sociétés de toute nature comme des compagnies aériennes qu'elle contrôle puis d'en informer le Sénat, jusqu'au 15 mai 1991.

CHEREQUE (Jacques), *ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions* - Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Georges Berchet : **Aménagement du territoire** *(Aides aux zones rurales)* (*JO* Débats du 19 avril 1991) (p. 557).

de M. Jean-Pierre Demerliat : **Mines et carrières** *(Fermeture des mines COGEMA)* (*JO* Débats du 19 avril 1991) (p. 565).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la partie législative du code forestier** [n° **119 (90-91)**] - (5 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 372) : clarification de l'ordonnancement juridique du code - Processus de codification.

– **Projet de loi relatif à la partie législative des livres II, IV et V (nouveaux) du code rural** [n° **117 (90-91)**] - (5 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 373) : forêts - Clarification de l'ordonnancement juridique - Révision du code rural - (p. 374) : processus de codification.

CHERIOUX (Jean), sénateur de Paris (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la mutualité.

Président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes ; est nommé de nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 10 octobre 1991) ; puis président (*JO* Lois et décrets du 16 otobre 1991).

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme hospitalière (7 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (24 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique (28 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'agence du médicament et à la maîtrise négociée des dépenses de médicaments remboursables (10 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la

prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail (17 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi (17 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (17 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service (18 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant les dispositions de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relative aux cotisations sociales agricoles et créant un régime de préretraite agricole (18 décembre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à créer une faculté nouvelle de participation des salariés au conseil d'administration ou au conseil de surveillance d'une société anonyme [n° **332 (90-91)**] (22 mai 1991) - **Participation des salariés.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la participation des salariés à la gestion de l'entreprise [n° **392 (90-91)**] (18 juin 1991) - **Participation des salariés.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **424 (90-91)**], adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, portant diverses mesures d'ordre social [n° **427 (90-91)**] (27 juin 1991) - **Sécurité sociale.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° 242 (90-91)] - Suite de la discussion** - (4 avril 1991) - **Art. 7** (*fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France*) (p. 329) : se déclare favorable à l'amendement n° 79 de la commission (nouvelle rédaction de cet article).

– **Projet de loi modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre et relatif à l'Institution nationale des invalides [n° 270 (90-91)]** - (29 avril 1991) - **Art. 2** (*organisation administrative de l'Institution nationale des invalides*) - *Art. L. 529 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre* (*missions de l'Institution*) (p. 782) : se déclare favorable à l'amendement n° 2 de la commission (accès du centre des pensionnaires aux grands invalides) - *Art. L. 530* (*composition du conseil d'administration*) (p. 785) : sur l'amendement n° 5 de la commission (nomination du président du conseil d'administration), intervient à propos du sous-amendement n° 18 du Gouvernement - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 788) : concours de l'Etat à l'Institution nationale des invalides - (p. 789) : participation des pensionnaires - Accès à l'Institution - Appareillage - Avis favorable du groupe du RPR sur ce projet de loi.

– **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° 214 (88-89)] - Suite de la discussion** - (30 avril 1991) - **Art. unique (suite)** - *Art. 223-1 du code pénal* (*exposition d'autrui à un risque immédiat de mort par la violation d'une obligation de sécurité*) (p. 814) : circulation routière.

– **Projet de loi portant diverses mesures de soutien au bénévolat dans les associations [n° 291 (90-91)]** - (6 mai 1991) - **Art. 1er** (*institution d'un congé de représentation en faveur des salariés*) (p. 861) : se déclare favorable à l'amendement n° 2 de la commission (suppression du congé de représentation dans les instances à l'échelon régional ou départemental) - (p.862) : son amendement n° 15 : fractionnement du congé de représentation et cumul de ces congés avec les autres ; adopté.

– **Projet de loi relatif à l'aide juridique [n° 310 (90-91)]** - (29 mai 1991) - **Art. 24** (*principe de couverture totale ou partielle des dépenses engagées*) (p. 1161) : soutient l'amendement n° 59 de M. René-Georges Laurin (règlement par le bénéficiaire de l'aide juridictionnelle partielle d'un honoraire fixé par convention avec l'avocat, conformément à l'article 35, ou d'un émolument au profit des officiers publics ou ministériels qui prêtent leur concours) - **Art. 25** (*droit à l'assistance d'un avocat et de tout officier public et ministériel et conditions de désignation de ceux-ci*) (p. 1164) : soutient l'amendement n° 60 de M. René-Georges Laurin (possibilité de décharger de leur office les auxiliaires de justice qui prêtaient leur concours aux bénéficiaires de l'aide juridictionnelle, dans des conditions appréciées par le bâtonnier ou par le président de l'organisme dont ils dépendent).

Suite de la discussion - (30 mai 1991) - **Art. 31** (*contribution versée aux autres auxiliaires de justice*) (p. 1177) : soutient l'amendement n° 51 de M. Alain Pluchet (versement au membre ou au salarié d'une organisation professionnelle agricole d'une contribution de l'Etat en rémunération du concours qu'il prête au bénéficiaire de l'aide juridictionnelle) - **Art. 35** (*honoraire complémentaire de l'avocat en cas d'aide juridictionnelle partielle*) (p. 1178) : soutient l'amendement n° 61 de M. René-Georges Laurin (prise en compte des ressources et du patrimoine du bénéficiaire de l'aide juridictionnelle partielle pour le calcul du complément d'honoraires de l'avocat) - **Art. 38** (*réduction de la contribution versée par l'Etat au professionnel en cas d'affaires multiples portant sur des questions semblables*) (p. 1182) : soutient l'amendement n° 62 de M. René-Georges Laurin (réduction de la contribution versée par l'Etat au professionnel, en cas d'affaires multiples portant sur des questions en connexité au sens du code de procédure civile) - **Art. 56** (*conditions d'exercice de la consultation*) (p. 1195) : soutient l'amendement n° 63 de M. René-Georges Laurin (suppression de la faculté accordée au conseil départemental de favoriser la création et le fonctionnement de centres d'accueil, d'information et d'orientation du public gratuits).

– **Projet de loi relatif aux rapports entre les agents commerciaux et leurs mandants** - *Deuxième lecture* **[n° 340 (90-91)]** - (31 mai 1991) - **Art. 14** (p. 1214) : au nom du groupe du RPR, souhaite le maintien du texte adopté par l'Assemblée nationale relatif à l'activité de l'agence commerciale exercée à titre accessoire - **Art. 15 bis** (p. 1215) : se déclare opposé à l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture).

– **Projet de loi portant réforme hospitalière [n° 309 (90-91)]** - (4 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1257) : dotation globale - Rôle des conseils d'administration - Organisation hospitalière - Consultants - Malaise des personnels hospitaliers - (p. 1258) : cliniques privées - Autorisations d'activités et d'équipements - Financement des dépenses de santé - Sécurité sociale - Transformation de lits - Amélioration du texte par les amendements.

Suite de la discussion - (6 juin 1991) - **Art. 3** (*organisation et équipement sanitaires*) - *Art. L. 712-14 du code de la santé publique (durée de l'autorisation et conditions de son renouvellement)* (p. 1369) : durée d'amortissement - Prix du service - **Art. 7** (*dispositions applicables aux établissements publics de santé*) - *Art. L. 714-2 du code de la santé publique* (*composition du conseil d'administration des établissements publics de santé*) (p. 1382) : rôle des infirmiers - (p. 1386) : se déclare favorable à l'amendement n° 79 de la commission (rôle et place du personnel infirmier dans les hôpitaux) - Equilibre au sein du conseil d'administration - *Art. L. 714-21* (*mode de nomination des chefs de service ou*

de département) (p. 1414) : son amendement n° 207 : rétablissement du consultanat ; retiré - *Art. L. 714-22 (institution, composition et attribution du conseil de service ou de département)* (p. 1417) : se déclare favorable à l'amendement n° 122 de la commission (redéfinition des conseils de service) - Rôle des infirmières et des cadres infirmiers - Se déclare opposé à l'amendement n° 270 de M. Paul Souffrin (participation active des personnels) - *Art. L. 714-23 (attributions des chefs de service ou de département)* : se déclare opposé à l'amendement n° 123 de la commission (précision relative à l'élaboration du projet de service ou de département).

Suite de la discussion - (7 juin 1991) - **Art. 18** (*dotation globale des établissements publics de santé et des établissements privés à but non lucratif participant au service public hospitalier*) (p. 1456) : prise en compte de l'activité des établissements - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1479) : remerciements au rapporteur et au président de la commission des affaires sociales - Apports du Sénat - Votera le projet de loi modifié par le Sénat.

– Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la discussion - (14 juin 1991) - **Après l'art. 36** (p. 1699) : vote par le groupe du RPR de l'amendement n° 148 de la commission (compétences régionales en matière d'enseignement supérieur).

– Projet de loi d'orientation pour la ville [n° 350 (90-91)] - Suite de la discussion - (20 juin 1991) - **Art. 13** (*programme local de l'habitat PLH*) - *Art. L. 302-4-1 du code de la construction et de l'habitation (possibilité pour une commune d'élaborer seule un PLH)* (p. 1875) : se déclare favorable à l'amendement n° 144 de M. Alain Pluchet (permettre à une commune disposant d'un nombre suffisant de logements sociaux d'élaborer son propre programme de l'habitat) - **Après l'art. 20** (p. 1931) : se déclare favorable à l'amendement n° 104 de la commission des finances saisie pour avis (engager l'Etat aux côtés des collectivités locales et des constructeurs) - **Avant l'art. 32** (p. 1947) : se déclare favorable à l'amendement n° 171 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (équilibre dans la répartition des différentes catégories de la population dans le logement social) - Lâcheté de la Chancellerie - Protéger les gestionnaires d'HLM contre une mauvaise interprétation de la loi.

– Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° 362 (90-91)] - (24 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2011) : dépenses de santé - Réforme hospitalière - Etablissements d'hébergement pour personnes âgées - (p. 2012) : établissements privés - Laboratoires biologiques - Conventions collectives - Tiers payant - Votera avec le groupe du RPR l'exception d'irrecevabilité sur le titre I^er^ - **Après l'art. 16** (p. 2037) : soutient l'amendement n° 19 de M. Jean Chamant (abrogation de l'article 9 de la loi du 31 décembre 1990 d'actualisation des dispositions relatives à l'exercice des professions commerciales ou artisanales) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2045) : avis favorable du groupe du RPR sur ce texte - (p. 2046) : maîtrise des dépenses de santé.

Nouvelle lecture **[n° 424 (90-91)]** - (28 juin 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2274) : échec de la commission mixte paritaire - Amendements - **Demande de vote unique** (p. 2277) : intervient contre la demande de vote bloqué du Gouvernement - Procédure - Exception d'irrecevabilité sur le titre I^er^ - Attitude du Gouvernement - Avec la commission des affaires sociales, s'oppose à la demande de vote unique du Gouvernement - **Question préalable** (p. 2279) : sa motion n° 11, tendant à opposer la question préalable ; adoptée - Procédure du vote bloqué.

– Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires - *Nouvelle lecture* **[n° 453 (90-91)]** - (5 juillet 1991) - **Art. 3** (*entrée en vigueur de la loi*) (p. 2520) : au nom du groupe du RPR, se déclare favorable à l'amendement n° 7 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture).

– Rappel au règlement - (8 octobre 1991) - (p. 2683) : article 36, alinéa 3 du règlement du Sénat - Situation du personnel soignant des hôpitaux - (p. 2684) : prise en considération des revendications des infirmières.

– Projet de loi relatif à l'Agence du médicament et à la régulation des dépenses de médicaments prises en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie [n° 9 (91-92)] - (28 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3258) : industrie pharmaceutique - Prescriptions médicales - Consommation de médicaments - Promotion publicitaire - Contrôle de l'offre - Comité du médicament - Négociations avec les professions de santé - (p. 3267) : information - **Art. 2** (*haut comité du médicament ; détermination des objectifs d'évolution des dépenses ; régime des prix et sanctions*) (p. 3291) : se déclare favorable à l'amendement n° 19 de la commission (inscription des médicaments sur la liste des produits remboursables) - *Avant l'art. L. 162-18 du code de la sécurité sociale* (p. 3293) : se déclare opposé à l'amendement n° 78 de M. Paul Souffrin (inscription des médicaments sur la liste des produits remboursables) .

Suite de la discussion - (29 octobre 1991) - **Art. 2 (suite)** - *Art. L. 162-18 du code de la sécurité sociale (haut comité du médicament ; fixation d'objectifs annuels globaux)* (p. 3304) : sur l'amendement n° 20 de la commission (mission du comité du médicament), son sous-amendement n° 72 ; adopté - Son amendement n° 73 : fixation des prix français du médicament ; retiré - *Art. L. 162-18-3 (régime applicable aux médicaments non innovants)* (p. 3323) : se déclare opposé à l'amendement n° 61 du Gouvernement (convention et modulation des prix) - *Après l'art. 162-18-8* (p. 3327) : son amendement n° 74 : publicité des conventions aux conditions définies par voie réglementaire ; retiré - **Après l'art. 7** (p. 3337) : son amendement n° 75 : modification des dispositions du code de la santé publique relatives aux médicaments vétérinaires ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3338) : travaux de la commission - Avis favorable du groupe du RPR sur le texte issu des travaux du Sénat.

– Projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi [n° 4 (91-92)] - (5 novembre 1991) - **Art. 29** (*contribution des entreprises de moins de dix salariés à la formation professionnelle continue*) - *Après l'art. L. 952-5 du code du travail* (p. 3498) : son amendement n° 45 : rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur l'application du présent projet de loi dans les entreprises de moins de dix salariés ; retiré - **Art. 32** (*institution d'un droit à la formation professionnelle continue pour les travailleurs indépendants, les membres des professions libérales et des professions non salariées*) - *Art. L. 953-1 (droit à la formation professionnelle continue et modalités des participations)* (p. 3500) : son amendement n° 46 : droit au bilan de compétences des travailleurs indépendants, des membres des professions libérales et des professions non salariées ; retiré - **Art. 36** (*coordination*) (p. 3501) : son amendement n° 47 : suppression de la référence aux conditions de création d'un fonds d'assurance formation ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3507) : le groupe du RPR votera ce projet de loi.

– Projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France [n° 35 (91-92)] - (12 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3663) : attitude des pouvoirs publics - Mission sénatoriale d'information - (p. 3664) : propositions de loi - Cadre législatif - Responsabilité du Gouvernement - Certificats d'hébergement - Office des migrations internationales, OMI - Responsabilité financière des communes - Interdiction du territoire - Lutte contre le trafic des stupéfiants - Demandeurs d'asile - Rapport de la mission d'information - (p. 3665) : avantages sociaux des étrangers en situation irrégulière - **Art. 2** (*mise en jeu de la responsabilité civile des cocontractants du travailleur clandestin*) - *Art. L. 324-14 du code du travail (relation contractuelle directe)* (p. 3674) : se déclare favorable à l'amendement n° 29 de la commission (détermination du seuil d'application de la loi pour des travaux particuliers).

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (22 novembre 1991) - **Art. 32** (*aménagement de la dotation de compensation de la taxe professionnelle*) (p. 4019) : dépenses sociales.

Deuxième partie :

Equipement, logement, transports et espace - V - Mer - (23 novembre 1991) - Rappel au règlement - (p. 4146) : possibilité pour un rapporteur de se faire suppléer par un membre de sa commission.

Affaires sociales et intégration - Economie sociale - (25 novembre 1991) (p. 4269) : politique familiale - Dépenses de santé - Professionnels de santé - Situation de la sécurité sociale - (p. 4270) : personnes âgées - Retraites - Politique en faveur des handicapés.

Services du Premier ministre - IV - Plan - (30 novembre 1991) (p. 4542) : avenir du Commissariat général du Plan - Transfert à Saint-Denis - Réduction des crédits - Préparation du XIe Plan - Votera contre ce projet de budget.

Intérieur - (2 décembre 1991) (p. 4651) : insuffisance des crédits de fonctionnement - Sapeurs-pompiers de Paris.

– Projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transcription de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail - *Deuxième lecture* **[n° 102 (91-92)]** - (9 décembre 1991) - **Art. 9** (p. 5139) : son amendement n° 10 : procédure de certification applicable à chaque type de travail et de moyen de protection ; retiré - **Art. 18** (p. 5143) : son amendement n° 11 : établissement de moins de 300 salariés ; adopté - **Art. 19 bis** (*élargissement des missions du CHSCT à la protection de l'environnement*) : son amendement de précision n° 12 ; adopté.

– Projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi - *Deuxième lecture* **[n° 114 (91-92)]** - (10 décembre 1991) - **Art. 25** (*actions de formation réalisées hors du temps de travail (co-investissement)*) (p. 5169, 5170) : sur l'amendement n° 8 de la commission (dispositions relatives aux actions de formation réalisées en partie hors du temps de travail), son sous-amendement n° 24 ; adopté - **Art. 44 bis** - (p. 5175, 5176) : proposition de pure équité - Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture).

– Conclusions du rapport de M. Michel Dreyfus-Schmidt, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** (n° 198, 90-91) **de M. Louis Souvet** déposée avec plusieurs de ses collègues, **relative à la recherche des personnes disparues [n° 137 (91-92)]** - (11 décembre 1991) - **Seconde délibération - Art. 1er** (*régime des disparitions dans des conditions inquiétantes ou suspectes*)(p. 5246) : se déclare opposé à l'amendement n° 1 du Gouvernement (substitution des mots « ou de quelqu'un avec lequel elle a un lien familial » aux mots « ou proche »).

– Projet de loi renforçant la protection des consommateurs - *Deuxième lecture* **[n° 109 (91-92)]** - (12 décembre 1991) - **Art. 2** (*obligation générale d'information*) (p. 5308) : se déclare favorable à l'amendement n° 5 de la commission (pays de provenance des produits alimentaires) - Europe de la gastronomie.

– Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux - *Deuxième lecture* **[n° 159 (90-91)]** - (13 décembre 1991) - **Art. 2** (*schémas d'aménagement et de gestion des eaux*) (p. 5338, 5339) : soutient les amendements de M. Alain Pluchet n° 75 (définition des zones humides) et n° 71 (procédure de l'enquête publique).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 162 (91-92)] - (16 décembre 1991) - **Art. 10** (*recueil, traitement, conservation et cession de sperme*) (p. 5412) : votera contre l'article 10 - **Après l'art. 20 sexies** (p. 5427) : soutient l'amendement n° 4 de M. Charles Descours, identique à l'amendement n° 37 de la commission (limite d'âge applicable dans les sociétés d'économie mixte concessionnaires d'autoroutes).

Nouvelle lecture **[n° 214 (91-92)]** - (20 décembre 1991) - **Art. 3** (*transfert de la totalité du service départemental d'action sociale sous l'autorité du président du conseil général*) (p. 5704) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 3 de la commission - En remplacement de Mme Hélène Missoffe, rapporteur - **Art. 11 bis A** (*principe d'un numerus clausus applicable aux professionnels du transport sanitaire*) (p. 5710) : son amendement de suppression n° 8 ; retiré - **Art. 13** (*prorogation des dispositions limitant le cumul emploi-retraite et régime applicable en cas de transmission d'entreprise*) (p. 5712) : son amendement de suppression n° 10 ; adopté - **Art. 20 ter** (*prorogation de la suspension de poursuites liées au surendettement de certains rapatriés*) : accepte l'amendement n° 17 de M. Camille Cabana (application des dispositions de l'article 20 ter aux personnes qui avant le 31 décembre 1991 n'ont pas sollicité de prêt de consolidation et à ceux dont le prêt proposé par la commission n'a pas été mis en place) - (p. 5713) : accepte l'amendement n° 18 de M. Camille Cabana (extension des dispositions prévues à l'article 20 ter aux personnes s'étant portées caution) - **Art. 20 duodecies** (*régimes indemnitaires de la fonction publique territoriale*) : son amendement n° 11 : reprise du texte adopté par le Sénat en première lecture et supprimé par l'Assemblée nationale ; adopté - **Art. 20 quindecies** (*dépistage obligatoire de l'infection par le virus du Sida*) (p. 5714) : son amendement n° 12 : rétablissement du texte adopté par le Sénat et supprimé par l'Assemblée nationale ; adopté - **Art. 20 sedecies** (*rapport du Parlement sur l'évolution de la lutte contre les maladies transmissibles*) (p. 5717) : son amendement n° 13 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture et supprimé par l'Assemblée nationale ; adopté - **Art. 21** (*indemnisation des personnes contaminées par le virus d'immuno-déficience humaine à la suite de l'administration de produits sanguins*) (p. 5719) : son amendement n° 14 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture et supprimé par l'Assemblée nationale ; adopté - **Art. 22** (*code des assurances : coordination*) (p. 5720) : son amendement n° 15 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture et supprimé par l'Assemblée nationale ; adopté.

CHERVY (William), sénateur de la Creuse (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour la ville (20 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la protection des consommateurs (12 décembre 1991).

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant diverses mesures destinées à favoriser l'accessibilité aux personnes handicapées des locaux d'habitation, des lieux de travail et des installations recevant du public [n° 289 (90-91)] - (23 mai 1991) - **Discussion générale** (p. 1026) : principe d'accessibilité - Etablissements recevant du public - Logements collectifs - Handicaps moteurs, sensoriels et mentaux - Déplacement des personnes à mobilité réduite - (p. 1027) : écoles d'architecture et d'ingénieurs - Campagnes d'information - Solidarité - Contrôle *a priori* de l'application de la réglementation sur l'accessibilité - Actions judiciaires des associations de handicapés - Politique globale d'insertion sociale des handicapés - Concertation - Avis favorable du groupe socialiste sur ce projet de loi.

– Projet de loi relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse et portant modification du code rural et du code pénal [n° 271 (90-91)] - (18 juin 1991) - **Après l'art. 9** (p. 1798) : son amendement n° 23 : comité consultatif de la santé et de la protection des animaux ; adopté.

– **Projet de loi renforçant la protection des consommateurs [n° 304 (90-91)]** - (15 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2868) : droit de la consommation - (p. 2869) : protection des consommateurs - Notion d'abus de faiblesse - Contrôle juridictionnel - Information du consommateur - Code de la consommation - Publicité comparative.

– **Projet de loi modifiant le code forestier [n° 477 (90-91)]** - (5 novembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3448, 3449) : prévention des incendies de forêts - Espace forestier et rural - Le groupe socialiste votera ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs [n° 431 (90-91)]** - (6 novembre 1991) - **Art. 8 bis** (*autonomie de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs*) (p. 3558) : participation du Commissariat à l'énergie atomique, CEA, en coopération avec l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, ANDAR, au programme de recherche et de développement concernant la gestion à long terme des déchets radioactifs.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Equipement, logement, transports et espace - I - Urbanisme, logement et services communs - (23 novembre 1991) (p. 4168) : Fonds national d'aide au logement, FNAL - Aides à la personne - Effort de réhabilitation du parc locatif social - Prêts locatifs aidés, PLA, et prêts d'accession à la propriété, PAP - Primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale, PALULOS - Extension des prêts conventionnés à l'ancien - Inadaptation de la fiscalité immobilière - Conséquences de l'évolution du Livret A et de l'épargne logement - Soutien à l'habitat locatif en milieu rural - Rôle de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ANAH - Dégradation du patrimoine privé ancien - (p. 4169) : réhabilitation du parc HLM - Priorité au logement locatif social et à l'accession sociale à la propriété - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet de budget.

Economie, finances et budget - II - Services financiers (et consommation) - (4 décembre 1991) (p. 4807) : consommation - Institut national de la consommation, INC - Augmentation des crédits de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, DGCCRF - rôle de la DGCCRF - (p. 4808) : associations de consommateurs - Mise en place du fonds commun des consommateurs - Conseil national de la concurrence, CNC - Politique de protection des consommateurs - Sécurité des produits - Jeunes consommateurs - Promotion de la qualité et de la sécurité des produits et des services - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet de budget.

CHINAUD (Roger), sénateur de Paris (UREI).

NOMINATIONS

– Rapporteur général de la commission des Finances.

Membre titulaire du Conseil national du crédit.

Membre titulaire de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations.

Membre ès qualités de la Commission des comptes et des budgets économiques de la nation.

Membre titulaire du Haut Conseil du secteur public.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz.

Est nommé membre titulaire du conseil de surveillance du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance (*JO* Lois et décrets du 11 octobre 1991).

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes, instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes (5 avril 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 83-557 du 1er juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (28 mai 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (26 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1992 (8 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1991 (17 décembre 1991).

DÉPÔTS

Rapport d'information fait en qualité de rapporteur général représentant le Sénat à la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations, au nom de la commission des finances, sur les suites susceptibles d'être données au relevé des constatations de la Cour des comptes sur certaines opérations financières de la Caisse des dépôts et consignations **[n° 298 (90-91)]** (24 avril 1991) - **Banques et établissements financiers.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi **[n° 316 (90-91)]** adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, modifiant la loi n° 83-557 du 1er juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance **[n° 326 (90-91)]** (15 mai 1991) - **Banques et établissements financiers.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 83-557 du 1er juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance **[n° 386 (90-91)]** (13 juin 1991) - **Banques et établissements financiers.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi **[n° 394 (90-91)]** portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, après déclaration d'urgence **[n° 410 (90-91)]** (20 juin 1991) - **Politique économique.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier **[n° 426 (90-91)]** (27 juin 1991) - **Politique économique et sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi **[n° 436 (90-91)]** portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, considéré comme adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, aux termes de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution **[n° 440 (90-91)]** (2 juillet 1991) - **Politique économique.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi **[n° 402 (90-91)]** adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant règlement définitif du budget de 1989 **[n° 1 (91-92)]** (2 octobre 1991) - **Lois de finances.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 **[n° 91 (91-92)]** considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution **[n° 92 (91-92) tomes 1, 2, 3]** (19 novembre 1991) - **Lois de finances.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en

discussion du projet de loi de finances pour 1992 [n° **160 (91-92)**] (10 décembre 1991) - **Lois de finances.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances sur le projet de **loi de finances** pour 1991 [n° **154 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution [n° **175 (91-92)**] (12 décembre 1991) - **Lois de finances rectificatives.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **187 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, aux termes de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution [n° **192 (91-92)**] (17 décembre 1991) - **Lois de finances.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1991 [n° **207 (91-92)**] (18 décembre 1991) - **Lois de finances rectificatives.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi de finances rectificative pour 1991 [n° **225 (91-92)**] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture [n° **226 (91-92)**] (20 décembre 1991) - **Lois de finances rectificatives.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes** [n° **242 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (4 avril 1991) - **Art. 7** (*fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France*) (p. 325) : soutient l'amendement n° 132 de M. Emmanuel Hamel (inscription du prélèvement supplémentaire sur les documents fiscaux) - **Art. 10 (par priorité)** (*institution d'un mécanisme de solidarité financière interdépartementale*) (p. 339) : se déclare favorable à l'amendement n° 60 de la commission des affaires économiques saisie pour avis (nouvelle rédaction de cet article) - **Explication de vote sur l'ensemble** : politique gouvernementale - Problèmes sociaux - Logements - Collectivités territoriales - (p. 353) : solidarité - Aménagement de l'espace rural - Paris - Région d'Ile-de-France - Très grande bibliothèque - Travaux des commissions - Taxe sur les bureaux - Votera le texte amendé par le Sénat.

– **Projet de loi modifiant la loi n° 83-557 du 1er juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance** [n° **316 (90-91)**] - (28 mai 1991) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 1082, 1083) : réforme en 1983 de l'organisation de la structure et du fonctionnement du réseau des caisses d'épargne et de prévoyance, CEP - Nécessaire réforme de la Caisse des dépôts et consignations, CDC - Problème du financement du logement social - (p. 1084) : avenir des CEP face au grand marché européen de 1993 - Rôle du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance, Cencep - Nécessaire regroupement des CEP - (p. 1085) : désaffection envers le livret A et mouvements en faveur des Sicav et des fonds communs de placement - **Intitulé du chapitre Ier** (p. 1095) : son amendement n° 1 : « Organisation du réseau des caisses d'épargne et de prévoyance » ; adopté - **Art. 1er A** (*contenu du rapport au Parlement de la caisse des dépôts et consignations*) (p. 1096) : son amendement de suppression n° 2 ; adopté - **Art. 1er B** (*missions des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 1097) : son amendement de suppression n° 3 ; adopté - **Art. 1er C** (*limites apportées au champ d'intervention des caisses d'épargne*) (p. 1098) : son amendement n° 4 : application jusqu'à la clôture de l'exercice 1993 de la limite de 30 % des emplois de chaque caisse instituée par cet article pour le financement des activités des personnes morales de droit privé ; adopté - Sur cet amendement, demande le retrait du sous-amendement n° 59 de M. Alain Dufaut - Demande le retrait de l'amendement de suppression n° 37 de M. Joël Bourdin - **Art. 1er** (*définition du périmètre du réseau des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 1099) : sur l'amendement n° 36 de M. Joël Bourdin (affiliation de plein droit des caisses d'épargne et de prévoyance au Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance, Cencep), son sous-amendement n° 6 ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° 49 de M. Jean-Pierre Masseret (affiliation au réseau des établissements constitués en associations avec la Caisse des dépôts et consignations) - **Art. 1er bis** (*dévolution des droits et obligations des sociétés régionales de financement, SOREFI*) (p. 1100) : son amendement n° 7 : disparition obligatoire des sociétés régionales de financement et récupération par la Caisse des dépôts et consignations du montant de ses apports assortis d'une juste rémunération ; adopté - (p. 1101) : sur son amendement n° 7, demande le retrait du sous-amendement n° 60 de M. Alain Dufaut, accepte le sous-amendement n° 61 de M. Jean-Pierre Masseret et s'oppose au sous-amendement n° 62 du même auteur - **Art. 2** (*Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 1102) : son amendement n° 8 : répartition du capital du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance entre la Caisse des dépôts et consignations et les caisses d'épargne et de prévoyance ; adopté - (p. 1103) : ses amendements, rédactionnel n° 9 ; et n° 10 : fusion de caisses d'épargne et de prévoyance soumise à l'accord de la majorité des membres présents ou représentés des conseils d'orientation et de surveillance des caisses concernées réunies en une formation commune ; adoptés - (p. 1104) : demande le retrait des amendements n° 38 et n° 39 de M. Joël Bourdin relatifs à la fusion des caisses d'épargne et de prévoyance après avis des conseils d'orientation et de surveillance des caisses concernées, et de l'amendement n° 53 de M. François Blaizot (instauration d'une pondération du poids de chaque conseil d'orientation et de surveillance en fonction du nombre de comptes gérés par la caisse) - (p. 1105) : sur son amendement n° 10, accepte le sous-amendement n° 63 de M. Joël Bourdin - Accepte l'amendement n° 29 de M. Jean Cluzel (rôle du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance de prendre toute disposition administrative, financière et technique, nécessaire à l'organisation des caisses d'épargne et de prévoyance et des autres établissements du réseau) - (p. 1106) : s'oppose à l'amendement n° 35 de M. Pierre Schiélé (limitation des compétences du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance au contrôle administratif sur l'organisation et la gestion des caisses) - Son amendement n° 11 : composition et modes de désignation du conseil de surveillance du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance ; adopté - (p. 1107) : sur son amendement n° 11, s'oppose aux sous-amendements de M. Jean-Pierre Masseret n° 47 et n° 48 - (p. 1108) : son amendement n° 12 : création auprès du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance d'un collège des présidents des conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne et de prévoyance ; adopté - (p. 1109) ; son amendement n° 13 : regroupement en un seul rapport présenté par le Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance au Parlement des trois rapports prévus respectivement par la loi du 1er juillet 1983, de l'article 2 de ce projet de loi et de l'article 70 du code des caisses d'épargne ; adopté - **Art. 2 bis** (*création d'un censeur des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 1109) : son amendement de suppression n° 14 ; adopté - **Art. 2 ter** (*application aux caisses d'épargne et de prévoyance du statut des baux commerciaux*) (p. 1110) : problème du statut des baux commerciaux - Absence de mesures relatives aux baux en cours - **Art. 3** (*directoire des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 1111) : ses amendements, n° 15 : nomination du directoire pour une durée de six ans renouvelable ; et n° 16 : décisions d'agrément et de retrait d'agrément prononcées par le conseil de surveillance du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance sur proposition de son directoire ou après consultation du conseil d'orientation et de surveillance de la caisse concernée ; adoptés - Sur son amendement n° 16, accepte le sous-amendement n° 44 de M. Joël Bourdin - (p. 1112) : accepte l'amendement n° 54 de M. Alain Dufaut (exclusion de toute rétroactivité pour l'application du délai de vacuité de six ans séparant les fonctions de président du conseil d'orientation et de surveillance et un mandat de membre du directoire d'une caisse d'épargne et de prévoyance) - **Art. 3 bis** (*création, rôle et mode d'élection des conseils consultatifs*) (p. 1113) : son amendement n° 17 : rétablissement du principe du scrutin uninominal pour l'élection des membres des conseils consultatifs et extension aux conseils généraux de l'inéligibilité des élus locaux ; adopté - (p. 1114) : s'oppose aux amendements de M. Pierre Schiélé, n° 33 (réunion des

conseils consultatifs à l'initiative du conseil d'orientation et de surveillance ou de leur président) et n° 34 (possibilité pour les conseils consultatifs de recevoir une délégation du conseil d'orientation et de surveillance dans la limite fixée par les statuts de chaque caisse) - **Art. 4** (*renouvellement préalable des conseils consultatifs avant le premier renouvellement général du conseil d'orientation et de surveillance de la caisse d'épargne résultant d'une fusion*) : son amendement n° 18 : renouvellement des conseils consultatifs préalablement au renouvellement des membres des conseils d'orientation et de surveillance ; adopté - **Art. 4 bis** (*composition des conseils d'orientation et de surveillance et désignation de leurs membres*) (p. 1115) : ses amendements, n° 19 : substitution du critère des comptes tenus par une caisse à celui de ses salariés pour déterminer le nombre de membres d'un conseil d'orientation et de surveillance ; et n° 20 : élection des membres représentant les déposants au scrutin uninominal à un tour par les membres du ou des conseils consultatifs de la caisse ; adoptés - (p. 1116) : s'oppose à l'amendement n° 50 de M. Jean-Pierre Masseret (élection des membres représentant les déposants au scrutin de liste à la proportionnelle par les membres des conseils consultatifs de la caisse) - Son amendement n° 21 : rétablissement de la représentation des personnes morales au sein des conseils d'orientation et de surveillance ; adopté - (p. 1117) : demande le retrait de l'amendement n° 55 de M. Henri Belcour (représentation des artisans et des commerçants au sein des conseils d'orientation et de surveillance) - Son amendement de coordination n° 22 ; adopté - Son amendement n° 23 : possibilité pour les élus locaux de présider les conseils d'orientation et de surveillance ; adopté - **Art. 6** (*obligations des conseils d'orientation et de surveillance en cas de fusion décidée par le Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 1118) : son amendement de coordination n° 24 ; adopté - **Art. 7** (*mise en conformité des statuts aux modèles prévus par décret*) (p. 1119) : son amendement n° 25 : suppression des pouvoirs d'injonction et de substitution du préfet pour la mise en conformité des statuts des caisses d'épargne et de prévoyance par les conseils de surveillance et attribution de ce pouvoir de substitution au Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance ; adopté - **Art. 8** (*date d'expiration du mandat des mandataires sociaux en fonction à la date de promulgation de la présente loi*) : son amendement n° 26 : conditions d'expiration des mandats des directeurs généraux uniques et des membres des directoires des caisses prenant part à la fusion ainsi que des mandats des membres du directoire du nouvel établissement ; adopté - (p. 1120) : s'oppose à l'amendement n° 46 de M. Joël Bourdin (confirmation pendant trois mois du mandat des membres de directoires nommés antérieurement à l'installation du conseil d'orientation et de surveillance) - **Art. 8 bis** (*composition de la commission paritaire nationale*) : son amendement n° 27 : représentation garantie de toutes les organisations syndicales à la commission paritaire nationale ; adopté - **Après l'art. 9** (p. 1122) : son amendement n° 28 : contenu du rapport au Parlement de la Caisse des dépôts et consignations ; adopté - **Sur l'ensemble** (p. 1123) : amélioration du texte transmis par l'Assemblée nationale - Promulgation avant la fin du mois de juin souhaitée - Renforcement et amélioration de la qualité du réseau des CEP - Souhaite un accord en commission mixte paritaire.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire **[n° 386 (90-91)]** - (26 juin 1991) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 2126) : caisses d'épargne - Marché européen unique - Commission mixte paritaire, CMP - Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance, CENCEP - Caisse des dépôts et consignations, CDC - (p. 2127) : Parlement - Collecte de l'épargne - Distribution de prêts - Epargne des ménages - Conseil de surveillance du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance - Conseils d'orientation et de surveillance, COS - Caisses d'épargne - (p. 2128) : incompatibilités - CDC - Caisses d'épargne - Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations.

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 394 (90-91)]** - (26 juin 1991) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 2136) : respect de l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances - Brièveté des délais impartis pour examiner les projets de loi - Modification des conditions d'exécution du budget de 1991 - (p. 2137) : « lettre de cadrage » adressée aux ministres à la fin du mois d'avril - Article 38 de l'ordonnance précitée - Obligation de déposer un rapport sur la situation de l'économie et des finances publiques en l'absence de dépôt de loi de finances rectificative - (p. 2138) : erreur dans les prévisions de croissance pour 1991 - Diminution des investissements industriels - Accroissement du chômage - Taux d'intérêt élevés - Absence de réduction du déficit budgétaire - Augmentation des recettes fiscales et non fiscales - Recours aux privatisations préconisées par la commission des finances - (p. 2139) : mesures d'allègement de l'exécution du budget de 1991 qui hypothèquent l'exécution des futurs budgets de 1992 et de 1993 - Impôts nouveaux - Mesures d'harmonisation européenne - Dispositions relatives au droit des assurances et d'ordre bancaire - Dispositions fiscales défavorables aux collectivités locales - Bouclage du budget de 1991, objet de ce projet - Alourdissement de la fiscalité indirecte - (p. 2140) : prélèvements divers sur différents organismes - Réaménagement du « 1 % logement » - Baisse des allocations destinées à la construction de logements - Suppression du prélèvement fait au profit de la ville de Paris sur les enjeux des courses - Article 2 du Traité de Rome - Harmonisation des fiscalités indirectes - Grand marché unique européen - Calendrier de l'entrée en vigueur des mesures d'harmonisation de TVA - (p. 2141) : article 99 du Traité de Rome - Absence de justification au regard des contraintes européennes du passage immédiat du taux réduit au taux normal de TVA - Conséquences pour l'horticulture et la sylviculture - Projet ayant pour objet de procurer au Gouvernement des recettes diverses pour boucler l'exercice budgétaire de 1991 - Question préalable opposée par la commission des finances - (p. 2147) : absence d'investissements des chefs d'entreprise malgré la baisse des taux d'intérêt - **Question préalable** (p. 2167) : soutient la motion n° 3 de M. Christian Poncelet tendant à opposer la question préalable - Question préalable, acte politique - Recettes fiscales supplémentaires - (p. 2168) : augmentation du déficit budgétaire - Sort des amendements proposés en cas d'adoption de la question préalable - Rôle du Parlement - Aggravation du chômage - (p. 2169) : importance des prélèvements obligatoires.

Nouvelle lecture **[n° 436 (90-91)]** - (2 juillet 1991) - **Discussion générale** (p. 2382) : recettes nouvelles - Suppression de la Caisse de consolidation et de mobilisation des crédits à moyen terme, CACOM - Organisation autonome nationale de l'industrie et du commerce, ORGANIC - Crise des finances publiques - **Question préalable** (p. 2385, 2386) : sa motion n° 1 tendant à opposer la question préalable ; adopté.

– **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1989 [n° 402 (90-91)]** - (9 octobre 1991) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 2731) : emploi des fonds publics - Observations de la Cour des comptes - Croissance économique - Investissements des entreprises - Inflation - Exécution du budget de 1989 - (p. 2732) : affectation du supplément de recettes - Modifications apportées par le projet de loi de règlement - Affectation des plus-values de recettes - Charge de la dette - (p. 2733) : annulations de crédits - Loi de finances pour 1989.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Discussion générale :

(19 novembre 1991) - Rapporteur général - (p. 3829) : environnement économique - Etats-Unis - Allemagne - Pays en voie de développement, PVD - (p. 3830) : économie japonaise - Economie française - Inflation - Droits de consommation sur le tabac - Chômage - Formation professionnelle - Investissements - (p. 3831) : détérioration du solde commercial - Déficit des revenus des capitaux à court terme - Investissements étrangers en France - Pertes de recettes - Examen du budget - Loi du 26 juillet 1991 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier - (p. 3832) : recettes - Transferts de charges - Exemples de Bull et d'Elf-Aquitaine - Produits des privatisations - (p. 3833) : plan pour l'emploi - Charge de la dette - Dépenses d'équipement

culturel - Dépenses d'intervention et de fonctionnement - (p. 3834) : charge de la dette - (p. 3847) : économies.

Discussion des articles de la première partie :

(20 novembre 1991) - Rapporteur général - **Art. 2** (*barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement*) (p. 3899) : s'oppose à l'amendement n° I-109 de M. Robert Vizet (réaménagement du barème de l'impôt sur le revenu) - **Après l'art. 2** : s'oppose à l'amendement n° I-110 de M. Robert Vizet (situation des contribuables subissant une perte brutale de revenus au cours d'une année) - Son amendement n° I-64 : possibilité pour les entreprises individuelles de constituer une provision pour investissement déductible de leurs résultats imposables ; adopté (par priorité) - (p. 3902) : demande le retrait des amendements n° I-2 (déduction de la CSG de l'impôt sur le revenu) et n° I-3 (extension de la liste des cotisations de retraite et de prévoyance déductibles à des cotisations non obligatoires) de M. Paul Caron et n° I-182 de M. Marcel Lucotte (déduction de la CSG pour la détermination du revenu imposable) - (p. 3903) : demande le retrait de l'amendement n° I-9 de M. Jacques Moutet (modalités de déduction des cotisations versées par les exploitants individuels à un régime complémentaire d'assurance maladie ou de retraite) - (p. 3904) : s'oppose à l'amendement n° I-111 de M. Robert Vizet (revalorisation d'une mesure incitative au conventionnement) - (p. 3905) : accepte l'amendement n° I-54 de M. Hubert Durand-Chastel (élargissement du champ d'application de l'exonération de l'impôt sur le revenu des logements affectés à l'habitation principale) - (p. 3907) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° I-10 de M. Xavier de Villepin (allègement du poids des remboursements des prêts étudiants) - (p. 3908) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° I-112, n° I-113, n° I-114, n° I-115 et n° I-116 (réintégration dans la définition du revenu imposable des réductions d'impôt accordées à divers titres : dépenses afférentes à l'habitation principale, aide à domicile, hébergement en établissements de long séjour, frais de garde des jeunes enfants et cotisations versées aux organisations syndicales) - (p. 3909) : accepte l'amendement n° I-213 du Gouvernement (dépenses afférentes à l'habitation principale) - **Après l'art. 5** (p. 3910) : accepte l'amendement n° I-11 de M. Jacques Moutet (attribution d'une réduction d'impôt sur le revenu aux personnes atteintes d'un handicap physique entraînant une incapacité permanente d'au moins 80 %) - **Après l'art. 6** (p. 3911) : accepte l'amendement n° I-12 de M. Jacques Moutet (hausse du taux de la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers) - (p. 3912) : logement social - Procédure utilisée par le Gouvernement - (p. 3913) : demande le retrait des amendements identiques n° I-13 de M. Xavier de Villepin et n° I-170 de M. Jean-Jacques Robert (disposition applicable au déficit foncier résultant de travaux d'entretien) - **Art. 7** (*pérennisation des mesures d'allègement de la taxe d'habitation*) (p. 3914) : s'oppose à l'amendement n° I-117 de M. Robert Vizet (abaissement du seuil de plafonnement de la taxe d'habitation par rapport au revenu imposable) - **Après l'art. 7** (p. 3915) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° I-16 de M. Louis Jung (augmentation du montant des frais funéraires déductibles de l'actif d'une succession) et n° I-118 de M. Robert Vizet (augmentation du plafond des frais funéraires déductibles de l'actif d'une succession) - (p. 3916) : demande le retrait de l'amendement n° I-169 de M. Robert Vizet (libération des taux) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° I-155 de M. Jacques-Richard Delong (réduction de la taxe au profit des récoltants familiaux, dans la limite de 10 litres d'alcool pur) - **Avant l'art. 7 bis** (p. 3917) : s'oppose à l'amendement n° I-119 de M. Robert Vizet (abaissement de l'abattement pour le calcul des plus-values immobilières) - **Art. 7 bis** (*limitation de l'exonération des plus-values réalisées lors de la cession d'actifs immobiliers constituant la résidence en France des Français domiciliés hors de France*) (p. 3918) : s'oppose à l'amendement de suppression n° I-171 de M. Charles de Cuttoli - **Après l'art. 7 bis** (p. 3919) : accepte l'amendement n° I-148 de M. Maurice Schumann (exclusion des locaux professionnels du champ d'application de l'article 93 du code général des impôts en cas de départ à la retraite).

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - Rapporteur général - **Avant l'art. 8** (p. 3929) : demande le retrait de l'amendement n° I-17 de M. Pierre Lacour (modalités de modification de la date de clôture de l'exercice pour les sociétés de personnes possédant et exploitant une entreprise agricole soumise au régime du bénéfice réel) - **Art. 8** (*réduction du taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices distribués et modulation du régime des acomptes*) (p. 3930) : s'oppose à l'amendement n° I-120 de M. Robert Vizet (hausse du taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices distribués) - Ses amendements n° I-65, n° I-68, n° I-69 et n° I-70 : limitation de l'application du système de double taux ; modalités de calcul des acomptes dus au cours des exercices suivants ; application des règles restrictives ; adoptés (par priorité) - (p. 3932) : ses amendements n° I-66 : dispositions en faveur des entreprises contrôlées par un holding familial ou bien faisant l'objet d'un rachat par les salariés ; et n° I-67 : élargissement du champ d'application du taux d'acompte réduit à certaines PME ; adoptés (par priorité) - **Après l'art. 8** (p. 3935) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° I-142 de M. Jacques Oudin (possibilité de déduction des déficits provenant d'une exploitation d'aquaculture marine) - (p. 3936) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° I-60 de M. Jacques Oudin (possibilité pour les entreprises en difficulté d'obtenir un remboursement de la créance sur le Trésor) - (p. 3937) : s'oppose à l'amendement n° I-21 de M. Xavier de Villepin (déduction pour les entreprises des versements effectués à des établissements d'enseignement public ou privé sous contrat) - (p. 3938) : son amendement n° I-71 : extension du crédit d'impôt pour dépenses de recherche aux dépenses engagées dans certains secteurs au titre des frais de collection ; adopté - (p. 3939) : maintient son amendement n° I-71 - (p. 3940) : collectif budgétaire - **Art. 9** (*taux d'imposition des plus-values à long terme des sociétés*) (p. 3942) : s'oppose aux amendements identiques n° I-56 de M. Paul Caron et n° I-200 de M. Jean-Jacques Robert (date de taxation des cessions de titres) ainsi qu'à l'amendement n° I-121 de M. Robert Vizet (suppression de la distinction entre placements de trésorerie et placements permanents) et accepte l'amendement rédactionnel n° I-215 du Gouvernement - (p. 3943) : accepte l'amendement n° I-23 de M. Xavier de Villepin (maintien sous le régime des plus-values et des moins-values des parts d'OPCVM spécialisées en action) - Son amendement n° I-72 : maintien des parts de fonds communs de placement à risque dans le champ d'application du régime des plus-values ; adopté - **Après l'art. 9** (p. 3944) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° I-186 de M. Marcel Lucotte (baisse du taux d'imposition de cession des parts sociales dans les sociétés dont le capital n'est pas divisé en actions) - **Après l'art. 10** (p. 3945) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° I-24 de M. Xavier de Villepin (baisse du droit d'apport auquel sont assujetties les sociétés passibles de l'impôt sur les sociétés en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserve) - **Art. 10 bis** (*dégrèvement de taxe foncière sur les propriétés non bâties pour certains éleveurs*) (p. 3946) : son amendement n° I-73 : extension du champ d'application de l'article ; retiré - (p. 3947) : sur son amendement n° I-73, demande le retrait du sous-amendement n° I-172 de M. Louis Virapoullé - (p. 3948) : procédure utilisée par le Gouvernement - **Après l'art. 10 bis** (p. 3949) : demande le retrait de l'amendement n° I-96 de M. Josselin de Rohan (allègement des charges foncières pesant sur les propriétés non bâties) - (p. 3950) : s'oppose à l'amendement n° I-122 de M. Robert Vizet (diminution des bases d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés non bâties) - **Art. 11** (*aménagement des règles de rappel des donations antérieures pour l'application des droits de mutation à titre gratuit*) (p. 3953) : s'oppose à l'amendement n° I-25 de M. Michel Souplet (délai d'antériorité des donations pour le calcul des droits de succession) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° I-149 de M. Jean Chamant (extension du dispositif de non-rappel des donations antérieures intervenues depuis plus de dix ans à tous les actes présentés à la formalité de l'enregistrement) et n° I-210 de M. Etienne Dailly (extension du dispositif de non-rappel des donations antérieures intervenues depuis plus de dix ans à tous les actes présentés à la formalité de l'enregistrement) - **Après l'art. 11** (p. 3954) :

demande le retrait de l'amendement n° I-26 de M. Jacques Moutet (harmonisation du régime d'imposition pour les exploitants agricoles et les exploitants forestiers) - Son amendement n° I-74 : amélioration de la déduction pour investissement accordée aux exploitants agricoles ; adopté (par priorité) - (p. 3955) : demande le retrait de l'amendement n° I-53 de M. Paul Caron (dispositions en faveur des agriculteurs souhaitant moderniser leurs exploitations) - (p. 3956) : encouragement de la pluriactivité - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° I-157 de M. Roland du Luart (amélioration des conditions d'application de la fiscalité à l'agriculture) et demande le retrait des amendements n° I-30 de M. Bernard Laurent (amélioration des conditions d'application de la fiscalité à l'agriculture), n° I-173 de M. Philippe Adnot (amélioration des conditions d'application de la fiscalité à l'agriculture) et n° I-205 de M. Michel Moreigne (harmonisation de l'imposition pour les agriculteurs étendant leurs activités et pour les entreprises étendant les leurs à d'autres catégories de bénéfices) - (p. 3957, 3958) : s'oppose aux amendements de M. Michel Souplet, n° I-27 (mesure destinée à faciliter la transmission des entreprises) et n° I-28 (augmentation des réductions des droits de donation) - (p. 3959) : accepte l'amendement n° I-97 de M. Geoffroy de Montalembert (mesures destinées à encourager la transmission des placements sous forme sociétaire dans le foncier agricole) - (p. 3960) : s'oppose à l'amendement n° I-29 de M. Michel Souplet (introduction de la notion de biens professionnels dans le régime des droits de mutation à titre gratuit) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° I-158 de M. Roland du Luart (allègement de la charge de la transmission pesant sur la totalité des biens professionnels transmis) - S'oppose à l'amendement n° I-123 de M. Robert Vizet (création d'un impôt sur l'achat d'actions de sociétés étrangères par des sociétés françaises) - **Avant l'art. 13** (p. 3962) : accepte l'amendement n° I-55 de M. Claude Belot (harmonisation du droit relatif à l'épargne de proximité et de l'impôt général sur le capital) - **Art. 14** (*aménagement du régime d'imposition des plus- values d'apport en société*) (p. 3963) : s'oppose à l'amendement n° I-31 de M. Bernard Laurent (rétablissement de l'égalité devant l'impôt entre les agriculteurs et les industriels et les commerçants) - **Après l'art. 14** : s'oppose à l'amendement n° I-168 de M. Robert Vizet (définition des bénéfices non commerciaux pour les entreprises et des revenus non déductibles pour l'assiette de l'impôt sur le revenu pour les personnes physiques) - Son amendement n° I-75 : limitation de l'imposition sur certaines plus-values ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° I-164 de M. Jacques Oudin (compensation entre les différents régimes existant en matière de plus-values de titres) - **Avant l'art. 15** (p. 3965) : demande le retrait de l'amendement n° I-61 de M. Jacques Oudin (harmonisation entre la taxation des plus-values pour la cession des fonds de commerce et la taxation des plus-values immobilières) - **Après l'art. 15** (p. 3966) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° I-32 de M. Michel Souplet (baisse du taux de base applicable aux cessions d'immeubles affectés à une exploitation agricole) - (p. 3967) : s'oppose aux amendements identiques n° I-33 de M. Bernard Laurent et n° I-177 de M. Philippe Adnot (incitation à la mise en place de formules sociétaires pour la transmission des exploitations) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° I-34 de M. Michel Souplet (extension des dispositions permettant le paiement des droits d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière de manière fractionnée aux mutations à titre onéreux portant sur des immeubles) - **Avant l'art. 16** (p. 3968) : demande le retrait des amendements n° I-6 de M. Paul Caron (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations d'aide à domicile) et n° I-125 de M. Robert Vizet (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations d'aide à domicile, les caisses des écoles et les hôpitaux) - S'oppose à l'amendement n° I-124 de M. Robert Vizet (exonération de la taxe sur les salaires pour les salaires versés par les organismes de tourisme social et familial à but non lucratif) - Son amendement n° I-76 : étalement de la suppression de l'impôt sur la bourse ; adopté - **Après l'art. 16** (p. 3971) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° I-209 de M. René Trégouët (possibilité d'un amortissement exceptionnel sur douze mois pour certains matériels nécessaires à la recherche) - **Art. 17** (*remplacement des dégrèvements d'office d'impôts locaux par une exonération*) (p. 3972) : son amendement de suppression n° I-77 ; adopté - **Art. 18** (*aménagement des droits d'enregistrement sur les actes des huissiers de justice*) (p. 3974) : accepte l'amendement de suppression n° I-211 de M. Etienne Dailly - **Après l'art. 18** (p. 3975) : son amendement n° I-78 : assujettissement au taux réduit de TVA des prestations liées à l'enlèvement des ordures ménagères ; adopté - (p. 3976) : sur son amendement n° I-78, s'oppose au sous-amendement n° I-216 de M. Jacques Oudin - Accepte l'amendement n° I-39 de M. Jacques Moutet (harmonisation des taux de TVA pour l'ensemble de l'activité thermale) - **Art. 18 bis** (*taxe sur la valeur ajoutée applicable aux opérations portant sur les oeuvres d'art originales d'artistes vivants*) (p. 3978) : son amendement n° I-79 : retour au dispositif antérieur de taxation sur une marge forfaitaire, sans distinction de l'origine de l'oeuvre ; adopté - **Après l'art. 18 bis** (p. 3982) : accepte les amendements n° I-1 de M. Jean Cluzel (suppression de l'assujettissement des oeuvres de l'esprit) et n° I-107 de M. Michel Miroudot (suppression de l'assujettissement à la TVA pour les écrivains) - (p. 3983) : s'oppose aux amendements n° I-63 de M. Jacques Oudin (rétablissement de l'option à la TVA pour les agriculteurs) et n° I-207 de M. Robert Castaing (rétablissement par option de l'assujettissement à la TVA pour les agriculteurs) - (p. 3984) : accepte l'amendement n° I-37 de M. Xavier de Villepin (modalités de demande de remboursement mensuel de la TVA) - (p. 3985) : son amendement n° I-80 : taux de TVA applicable aux opérations portant sur les produits de l'horticulture et de la sylviculture ; adopté (en priorité) - (p. 3988) : demande le retrait de l'amendement n° I-40 de M. Louis Jung (report de l'augmentation du taux de TVA sur les produits de la sylviculture) - Accepte l'amendement n° I-98 de M. Geoffroy de Montalembert (taux de TVA applicable au bois de chauffage) et s'oppose à l'amendement n° I-130 de M. Robert Vizet (rétablissement du taux de TVA appliqué antérieurement aux produits de l'horticulture) - (p. 3989) : projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier - (p. 3990) : accepte l'amendement n° I-202 de M. Philippe François (diminution de la TVA applicable à certaines activités sylvicoles) - (p. 3991) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° I-126 (baisse de la TVA pour des produits alimentaires de base), n° I-127 (baisse de la TVA pour les fournitures scolaires), n° I-128 (baisse de la TVA pour les produits pharmaceutiques) et n° I-129 (baisse de la TVA pour la presse d'opinion) - **Art. 19** (*assujettissement au droit de mutation à titre onéreux des ventes aux enchères publiques de meubles*) (p. 3992) : accepte les amendements de M. Pierre-Christian Taittinger n° I-99 (perception du droit d'enregistrement pour les objets d'art vendus, soumis ou non à la TVA) et n° I-100 (assiette de la TVA due par les vendeurs) - **Art. 20** (*réduction du taux de la taxe sur les conventions d'assurances applicable à certains contrats*) (p. 3993) : son amendement n° I-81 : réduction de la taxe ; adopté - **Art. 21** (*modification du tarif de la taxe intérieure de consommation applicable au gazole*) (p. 3994) : son amendement de suppression n° I-82, identique à l'amendement de suppression n° I-143 de M. Jacques Oudin ; adopté - **Après l'art. 21** : s'oppose à l'amendement n° I-131 de M. Robert Vizet (détaxe du carburant utilisé par les chauffeurs de taxi salariés) - (p. 3995) : s'oppose à l'amendement n° I-132 de M. Robert Vizet (création d'une taxe sur le bénéfice net des entreprises commercialisant du pétrole) - **Après l'art. 22 bis** : accepte à titre personnel l'amendement n° I-163 de M. Jacques Oudin (augmentation de l'abattement en faveur des locaux meublés de tourisme) - **Art. 23 bis** (*exonération de la taxe intérieure de consommation des produits pétroliers applicable aux esters d'huile de colza et de tournesol*) (p. 3996) : son amendement n° I-83 : encouragement à l'utilisation de l'ester d'huile de colza ou de tournesol en substitution du fioul domestique et du gazole ; adopté - **Après l'art. 23 bis** (p. 3997) : demande le retrait des amendements n° I-41 (développement des biocarburants) et n° I-42 (élargissement des débouchés traditionnels de l'agriculture) de M. Jacques Machet, n° I-175 de M. Philippe Adnot (extension de l'exonération de la taxe intérieure sur les produits pétroliers à l'éthanol) et n° I-203 de M. Philippe François (exonération de la taxe intérieure sur les produits pétroliers

pour les carburants et additifs d'origine agricole) - Accepte l'amendement n° I-161 de M. Bernard Barbier (encouragement à l'utilisation de l'éthanol et du bioéthanol) ; sur celui-ci, son sous-amendement n° I-217 ; adopté - **Avant l'art. 24** (p. 3999) : accepte l'amendement n° I-43 de M. Xavier de Villepin (relèvement du plafond de la participation patronale soumise à exonération d'impôt sur le revenu) - **Art. 25** (*relèvement des taux du droit de francisation et de navigation*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° I-44 de M. Jacques Moutet - **Art. 27** (*reconduction du prélèvement sur les entreprises pétrolières*) (p. 4000) : son amendement de suppression n° I-84 ; adopté - **Art. 28** (*actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune*) (p. 4001) : s'oppose à l'amendement n° I-133 de M. Robert Vizet (relèvement de la taxe applicable aux tranches les plus hautes de l'impôt de solidarité sur la fortune) - **Après l'art. 28** : s'oppose aux amendements n° I-134 (inclusion dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune des biens professionnels d'une valeur supérieure à 6 millions de francs) et n° I-137 (élargissement de l'assiette d'imposition pour les objets d'art) de M. Robert Vizet - **Art. 29** (*hausse du droit de consommation sur les tabacs*) (p. 4002) : son amendement de suppression n° I-85 ; adopté - **Après l'art. 29** (p. 4005) : s'oppose aux amendements n° I-147 de M. Jacques de Menou (neutralisation de la mesure d'alourdissement de la fiscalité sur les cigares) et n° I-138 de M. Robert Vizet (dispositions en faveur de l'accession à la propriété de familles à revenus modestes) - **Art. 29 bis** (*majoration de la taxe sur les messageries dites « roses »*) : évaluation de la taxation.

Suite de la discussion - (22 novembre 1991) - Rapporteur général - **Art. 30** (*relèvement de la taxe sur les bureaux en Ile-de-France*) (p. 4012) : son amendement de suppression n° I-86 ; adopté - **Art. 31** (*versements des exploitants publics La Poste et France Télécom*) (p. 4014) : son amendement n° I-87 : réduction de la contribution des exploitants La Poste et France Télécom aux seuls crédits du ministère des postes et télécommunications ; adopté - **Art. 32** (*aménagement de la dotation de compensation de la taxe professionnelle*) (p. 4021) : son amendement de suppression n° I-88 ; adopté - **Après l'art. 32** (p. 4024) : demande le retrait de l'amendement n° I-154 de M. Roger Romani (taxe départementale sur le revenu pour la ville de Paris) - (p. 4025) : accepte les amendements identiques n° I-48 de M. Bernard Laurent et n° I-162 de M. Roland du Luart (adaptation des ressources du FNDAE) - Son amendement n° I-212 : fonds de compensation pour la TVA ; adopté - **Art. 32 bis** (*aménagement du régime de la taxe additionnelle au droit au bail*) (p. 4027) : son amendement de suppression n° I-89 ; adopté - **Après l'art. 32 bis** (p. 4029) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° I-145 de M. Jacques Oudin (dépenses d'investissement prises en considération au titre du fonds de compensation pour la TVA pour les collectivités locales) - **Art. 35** (*aménagement de la contribution sociale de solidarité des sociétés*) (p. 4032) : son amendement de suppression n° I-90 ; adopté - **Art. 36** (*ajustement du montant de TVA affecté au BAPSA*) (p. 4033) : son amendement de suppression n° I-91 ; adopté - **Après l'art. 36** (p. 4034) : demande le retrait de l'amendement n° I-7 de M. Paul Caron (réduction progressive des taxes spécifiques alimentant le BAPSA) et accepte l'amendement n° I-150 de M. Désiré Debavelaere (rétablissement de l'équité en ce qui concerne les taxes BAPSA appliquées aux produits) - (p. 4035) : demande le retrait des amendements n° I-49 de M. Bernard Laurent (réduction du taux applicable aux produits forestiers) et n° I-105 de M. Ernest Cartigny (diminution de la taxe sur les produits forestiers destinés au BAPSA) - Accepte l'amendement n° I-165 de M. Jacques-Richard Delong (diminution de la taxe sur les produits forestiers destinés au BAPSA) - **Art. 37** (*relèvement du tarif et aménagement du recouvrement de la taxe de sûreté sur les aéroports*) (p. 4036) : son amendement n° I-92 : suppression du relèvement de la taxe de sûreté des aéroports ; adopté - **Avant l'art. 39** (p. 4038) : son amendement n° I-93 : prorogation du délai fixé à l'article 4 de la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social ; adopté - **Art. 39** (*équilibre général du budget*) (p. 4064) ; son amendement n° I-94 : affectation du produit des privatisations au désendettement de l'Etat et réduction du plafond des dépenses ordinaires civiles ; adopté - **Seconde délibération - Art. 7 bis A** (p. 4068) : son amendement n° A-1 : modification du gage proposé ; adopté - **Art. 10 bis** (p. 4068) : son amendement n° A-2 : allègement du foncier non bâti pour les agriculteurs en difficulté ; adopté - **Art. 18 quater** (p. 4069) : son amendement de suppression n° A-3 ; adopté - **Art. 29 bis** : accepte l'amendement n° A-4 du Gouvernement (mesures d'ajustement de droits de timbres) - **Art. 32 bis A** (p. 4071) : accepte l'amendement n° A-5 du Gouvernement (nouvelle rédaction relative au fonds de compensation pour la TVA) - **Art. 39** (p. 4084) : accepte l'amendement de conséquence n° A-6 du Gouvernement.

Deuxième partie :

Economie, finances et budget - I - Charges communes (dont rapatriés) - (30 novembre 1991) - Rapporteur général - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4564) : Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur, COFACE - **Avant l'art. 74** (p. 4565) : sur les amendements de M. Xavier de Villepin, relatifs aux certificats d'indemnisation des rapatriés, déclare l'article 40 de la Constitution applicable aux n° II-34 (remboursement de certaines catégories de personnes) et n° II-36 (majoration d'intérêts capitalisés) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° II-35 (exemption de l'impôt de mutation).

Comptes spéciaux du Trésor - (30 novembre 1991) - Rapporteur général - **Art. 49** (*autorisations de programmes et crédits de paiement ouverts au titre des mesures nouvelles des opérations définitives des dépenses en capital des comptes d'affectation spéciale*)(p. 4566) : intervient sur l'amendement n° II-14 de la commission (réduction des crédits en conséquence du refus par le Sénat de l'augmentation du taux de la taxe sur les bureaux en Ile-de-France).

Equipement, logement, transports et espace - II - Transports intérieurs ; 1 -Transports terrestres (et voies navigables) ; 2 - Routes ; 3 - Sécurité routière - (6 décembre 1991) - Rapporteur général (p. 4927) : examen des crédits du ministère de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace - (p. 4928) : amendements de la commission - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4960) : intervient à propos de l'amendement n° II-9 (augmentation de la réduction des crédits figurant au titre III) de la commission des finances (routes et sécurité routière).

Articles non rattachés :

(8 décembre 1991) - Rapporteur général - **Art. 59 et Etat F** (*crédits évaluatifs*) (p. 5033) : dépassements - **Art. 61 et Etat H** (p. 5038) : accepte l'amendement de précision n° II-177 du Gouvernement - (**Art. 62 bis** (*rapports relatifs à la situation patrimoniale de l'Etat*) (p. 5039) : évaluations des entreprises publiques - **Art. 63** (*suppression de l'exonération temporaire de taxe foncière sur les propriétés non bâties des terres incultes et friches mises en culture*) (p. 5039) : demande le retrait des amendements identiques n° II-68 de M. Jean Faure et n° II-86 de M. Fernand Tardy (délibération des assemblées intéressées) - **Après l'art. 65** (p. 5040) : s'oppose à l'amendement n° II-55 de M. Franck Sérusclat (déplacements d'installations dangereuses stockant du gaz liquéfié) - **Art. 65 bis** (*calcul de la valeur locative des immobilisations industrielles et cas de cessions d'établissements, de fusions, de scissions, ou d'apports de sociétés*) (p. 5041) : son amendement n° II-97 : suppression des deux alinéas du texte proposé par le paragraphe I ; adopté - **Avant l'art. 68** (p. 5046) : son amendement n° II-98 : création d'un compte patrimonial en actions ; adopté - (p. 5048) : demande le retrait de l'amendement n° II-70 de M. Paul Caron (institution d'un livret d'épargne patrimonial aux fins d'acquitter des droits de mutation) - **Art. 68** (*participation des salariés au rachat de leur entreprise*) (p. 5050) : son amendement n° II-99 : prorogation d'un an du mécanisme actuel ; adopté - **Art. 69** (*institution d'une réduction d'impôt pour la formation des chefs d'entreprises individuelles*) (p. 5054) : accepte l'amendement n° II-139 de M. Philippe François (cas des exploitants agricoles) - **Art. 70** (*exonération partielle des rémunérations versées à l'ancien chef de l'entreprise individuelle par*

le repreneur) (p. 5055) : accepte l'amendement n° II-140 de M. Philippe François (extension de cette exonération aux professions agricoles) - **Art. 71** (*exonération de certaines plus-values d'apport*) : son amendement n° II-100 : extension du dispositif aux futurs associés ; adopté - (p. 5056) : ses amendements n° II-101 : extension du délai à 90 jours ; n° II-102 : extension aux holdings familiaux des dispositions de l'article 71 ; n° II-103 : extension des dispositions du cinquième alinéa de l'article 71 aux entreprises du bâtiment et des travaux publics ; et n° II-104 : augmentation du seuil prévu au cinquième alinéa de l'article 71 jusqu'à 200 millions de francs ; adoptés - (p. 5057) : accepte l'amendement rédactionnel n° II-163 du Gouvernement - **Art. 72** (*crédit d'impôt pour augmentation de capital*) (p. 5058) : ses amendements n° II-105 : intégration du secteur du bâtiment et des travaux publics dans le dispositif ; et n° II-106 : augmentation du seuil d'application de ce dispositif jusqu'à 200 millions de francs ; adoptés - (p. 5059) : son amendement n° II-107 : réintroduction des holdings familiaux dans le dispositif ; adopté - (p. 5060) : demande le retrait des amendements n° II-72 de M. Paul Caron (extension du crédit d'impôt aux sociétés familiales dont l'essentiel du capital dépend d'un groupe familial structuré en une société de participation) et n° II-43 de M. Jacques Oudin (abaissement de 33, 33 % du seuil de détention par des personnes physiques) - (p. 5061) : son amendement n° II-108 ; report du crédit d'impôt jusqu'au cinquième exercice suivant celui au cours duquel est intervenue l'augmentation de capital ; adopté - **Art. 73** (*incitation fiscale à la résiliation anticipée de certains baux à construction*) (p. 5062) : ses amendements de coordination n° II-109, n° II-110 et n° II-111 ; adoptés - **Après l'art. 74 A** (p. 5063) : accepte l'amendement n° II-132 de M. Joël Bourdin (écrêtement de la taxe professionnelle dans le cas de groupements de communes à fiscalié propre) - **Art. 75** (*aménagement du régime de groupe*) (p. 5067) : sur les amendements de M. Xavier de Villepin, s'oppose au n° II-75 (critère de valeur nette comptable dans le cas de cessions d'éléments d'actifs immobilisés entre sociétés du groupe) et accepte le n° II-136 (abandons de créances et subventions directes) - (p. 5068) : s'oppose à l'amendement n° II-46 de M. Jacques Oudin (taux de participation exigé pour la constitution d'un groupe) - **Après l'art. 75** : son amendement n° II-112 : imposition des dividendes distribués par les filiales à leur société-mère ; retiré - (p. 5069) : demande le retrait de l'amendement n° II-78 de M. Xavier de Villepin (imposition des dividendes distribués par les filiales à leur société-mère) - (p. 5070) : son amendement n° II-176 : extension du régime de la fiscalité de groupes aux sociétés coopératives ; adopté - **Art. 76** (*régime fiscal des cessions ou concessions de droit de la propriété industrielle*) (p. 5072) : ses amendements n° II-113 : régime des plus-values à long terme ; n° II-114 : substitution du terme de « produit » à celui de « plus-value » ; n° II-115 : champ d'application de la mesure ; n° II-116 : éléments tombés dans le domaine public ou n'ayant pas fait l'objet d'un dépôt de brevet ; et n° II-117 : entrée en vigueur ; adoptés - Sur son amendement n° II-115, accepte le sous-amendement n° II-165 du Gouvernement - **Art. 78** (*plafonnement du tarif des droits de mutation à titre onéreux afférents aux immeubles à usage d'habitation*) (p. 5074) : son amendement de suppression n° II-118 ; adopté - **Art. 80** (*exonération temporaire de taxe professionnelle en faveur de l'aménagement du territoire*) (p. 5075) : son amendement n° II-119 : extension au domaine du bâtiment et des travaux publics ; adopté - **Art. 82** (*pouvoirs de contrôle des agents du service de la redevance pour droit d'usage d'un appareil de télévision*) (p. 5076) : son amendement de suppression n° II-120 ; adopté - **Art. 83 bis** (*possibilité pour les conseils généraux d'exonérer de taxe foncière sur les propriétés non bâties les jeunes agriculteurs*) (p. 5079) : sur l'amendement n° II-166 du Gouvernement, son sous-amendement n° II-121 ; non retenu dans le vote unique - **Avant l'art. 83 ter** (p. 5082) : son amendement n° II-122 : cas des communes participant au financement de la dotation de solidarité urbaine ou au fonds de solidarité de la région d'Ile-de-France ; adopté - **Art. 83 ter** (*majoration spéciale du taux de la taxe professionnelle*) (p. 5083) : son amendement rédactionnel n° II-124 ; adopté - (p. 5084) : son amendement n° II-123 : calcul de la taxe d'habitation ; adopté - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-142 de M. René Ballayer (modification du taux) - **Après l'art. 83 ter** (p. 5086) : s'oppose aux amendements identiques n° II-69 de M. Jean Faure et n° II-91 de M. Fernand Tardy (cas des départements qui bénéficient de la dotation minimale de fonctionnement) - **Art. 83 quinquies** (*régime de la taxe départementale sur le revenu applicable aux personnes ne disposant pas de revenus imposables en France*) (p. 5087) : accepte l'amendement n° II-167 du Gouvernement (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 83 septies** (*prorogation pour cinq ans du dispositif d'incitation fiscale à l'investissement dans les départements d'outre-mer*) (p. 5088) : son amendement n° II-125 : cas des investissements réalisés avant 1996 ; adopté - **Art. 83 octies** (*durée de détention et maintien de l'affectation ouvrant droit à la déduction fiscale*) (p. 5090) : ses amendements n° II-126 : cas des immeubles ayant obtenu un permis de construire ; et n° II-127, rédactionnel ; adoptés - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-151 de M. Louis Virapoullé (allongement du délai prévu au cinquième alinéa du I de l'article 199 undecies du code général des impôts relatif aux départements d'outre-mer) - **Après l'art. 83 octies** (p. 5093) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-58 de M. Georges Othily (cas des sociétés de financement en capital risque et des sociétés d'économie mixte foncières agricoles) - **Art. 83 nonies** (*augmentation de la réduction d'impôt en faveur des investissements dans les logements intermédiaires acquis dans les départements d'outre-mer*) (p. 5094) : s'oppose à l'amendement n° II-152 de M. Louis Virapoullé (modulation de la défiscalisation) - **Art. 83 decies** (*extension de la défiscalisation au secteur de la maintenance au profit d'activités industrielles*) (p. 5096) : accepte l'amendement n° II-137 de M. Henri Goetschy (secteur de la maintenance et du service exécuté au profit d'activités industrielles ou touristiques) ainsi que le sous-amendement n° II-93 de M. Jacques Oudin - Accepte l'amendement n° 168 du Gouvernement - **Art. 83 undecies** (*maintien de l'affectation des biens ayant bénéficié de la défiscalisation*) : accepte l'amendement rédactionnel n° II-169 du Gouvernement et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-155 de M. Louis Virapoullé (précision des modalités du fait générateur de l'investissement) - (p. 5098) : accepte l'amendement n° II-170 du Gouvernement (date d'entrée en vigueur de l'article) - **Après l'art. 83 undecies** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-156 de M. Louis Virapoullé (cas des sociétés d'épargne foncière et d'aménagement rural) - **Art. 83 duodecies** (*agrément des investissements donnant droit à avantage fiscal dans le domaine de l'hôtellerie, du tourisme et des transports*) (p. 5101) : son amendement n° II-128 : agrément à partir d'un seuil de 15 millions de francs ; non retenu dans le vote unique - (p. 5102) : sur les amendements de M. Louis Perrein, s'oppose aux n° 144 (investissements supérieurs à 30 millions de francs) et n° II-145 (investissements réalisés par des contribuables, personnes physiques soumis à un régime réel d'imposition en raison d'une activité de location dans les secteurs du tourisme, de l'hôtellerie ou des transports) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° II-146 (investissements correspondant à un programme ou à une opération d'investissements engagés avant le 1er janvier 1992) ; ses amendements n° II-175 : substitution des mots « pour le département dans lequel il est réalisé » à ceux de « pour les départements d'outre-mer » ; et n° II-129 : consultation des bureaux des assemblées régionales et départementales ; non retenus dans le vote unique - (p. 5103) : son amendement n° II-130 : délai de réponse de l'administration ; non retenu dans le vote unique - (p. 5104) : son amendement n° II-179 : cas d'immeubles en construction au 31 décembre 1991 et de biens mobiliers commandés avant le 1er décembre 1991 ; rejeté avec l'ensemble de l'article - **Art. 83 terdecies** (*réduction du taux de déduction fiscale*) (p. 5105) : accepte l'amendement n° II-173 du Gouvernement (entrée en vigueur de la limitation du taux de la déduction) - **Après l'art. 83 terdecies** (*réduction du taux de déduction fiscale*) : s'oppose à l'amendement n° II-65 de M. Robert Vizet (suppression des articles 1636 B sexies et 1636 B septies du code général des impôts relatifs à la taxe professionnelle) - **Après l'art. 87 bis** (p. 5108) : s'oppose à l'amendement n° II-52 de M. Jacques

Oudin (cas de groupements de communes à fiscalité propre).

Seconde délibération :

(8 décembre 1991) - Rapporteur général - **Seconde délibération** (p. 5108) : se déclare favorable à la demande de seconde délibération formulée par le Gouvernement portant sur les articles 41 et Etat B, 42 et Etat C, 44, 47, 49 et 39 et Etat A.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1991** [n° **154 (91-92)**] - (17 décembre 1991) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 5967) : déficit budgétaire - Dette publique - Diminution des recettes - Produit de l'impôt sur le revenu - Taxe sur la valeur ajoutée - (p. 5468) : chômage - Prélèvements obligatoires - Recettes non fiscales - Guerre du Golfe - (p. 5469) : budget du ministère de la défense - Ampleur du déficit budgétaire - Evolution des dépenses - (p. 5470) : situation financière du secteur public - Aggravation du déficit - Ajustement aléatoire des dépenses - Recettes non renouvelables - Au nom de la commission des finances, demandera le rejet de l'article d'équilibre - (p. 5484) : article 40 de la loi organique de 1959 - Jurisprudence du Conseil constitutionnel - Article d'équilibre - **Art. 1er** (*versement de l'Institut national de la propriété industrielle au profit du budget général*) (p. 5485) : son amendement de suppression n° 1 ; adopté - **Art. 2** (*prélèvement sur la Caisse nationale des télécommunications*) : son amendement de suppression n° 2 ; adopté - **Art. 3 et Etat A** (*équilibre général*) (p. 5490) : son amendement de suppression n° 3 ; adopté - **Art. 6** (*dépenses ordinaires des services militaires - ouvertures*) (p. 5495) : son amendement de suppression n° 4 ; adopté - **Art. 10** (*modification du compte spécial du Trésor n° 904-09*) : son amendement de suppression n° 5 ; adopté - **Avant l'art. 13 A** (p. 5496) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 21 de M. Xavier de Villepin (rétablissement d'une égalité de traitement entre titres côtés et non côtés) - **Art. 13 A** (*réduction d'impôt au titre des dépenses afférentes à l'habitation principale*) (p. 5496) : son amendement n° 6 : allongement de la durée prévue pour l'affectation par un contribuable d'un immeuble, pour lequel il a contracté des emprunts, à sa résidence principale ; adopté - **Art. 13 B** (*soutien fiscal à la mise en location de logements vacants en milieu rural*) (p. 5497) : ses amendements n° 7 : renvoi pour la définition des normes minimales de confort à celles adoptées pour la réduction d'impôt sur le revenu accordé pour les baux conclus avec les titulaires de RMI ; n° 8 : modalités de la procédure de convention entre l'Etat et le propriétaire pour mettre en oeuvre l'allègement fiscal ; n° 9 : suppression des dispositions relatives à la convention Etat-propriétaire ; et n° 10 : preuve de la vacance des locaux apportée par le contribuable ; adoptés - **Avant l'art. 15** (p. 5498) : accepte l'amendement n° 20 de M. Claude Belot (mesures en faveur du développement des fonds propres des entreprises familiales et des petites et moyennes entreprises) - **Art. 18** (*introduction en droit interne des dispositions de la directive communautaire sur le régime des sociétés-mères et filiales relatives à la retenue à la source pour les dividendes*) (p. 5499) : son amendement n° 11 : suppression de la clause prévoyant un maintien de la retenue à la source lorsque la personne morale étrangère bénéficie, en application d'une convention internationale, du transfert de tout ou partie de l'avoir fiscal ; adopté - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 22 de M. Xavier de Villepin (responsabilité des sociétés débitrices du défaut de versement de la retenue à la source exigible) - **Art. 19** (*régime fiscal des fusions de sociétés*) (p. 5500) : son amendement n° 12 : autorisation pour les sociétés de comptabiliser pour leur valeur réelle, et non plus comptable, les titres reçus à l'occasion d'une fusion ou d'une scission ; adopté - Accepte l'amendement n° 23 de M. Xavier de Villepin (introduction spécifique de la notion d'échange de titres dans le texte de l'article 210 B du code général des impôts) - **Après l'art. 19** (p. 5502) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 24 de M. Xavier de Villepin (suppression du dispositif du report d'imposition généralisé à l'ensemble des personnes physiques attributaires de titres échangés lors d'opérations de fusion) - **Art. 23** (*modalités de déduction des provisions pour pertes à terminaison*) : son amendement de suppression n° 13 ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° 25 de M. Xavier de Villepin (modalités de déduction des provisions pour pertes à terminaison relatives au contrat en cours à la clôture d'un exercice) - **Art. 28** (*effet de l'avis à tiers détenteur*) (p. 5504) : son amendement n° 30 : rétablissement de la rédaction initiale du Gouvernement ; adopté - **Après l'art. 34** (p. 5506) : accepte l'amendement n° 19 de M. Désiré Debavelaere (possibilité pour le gouvernement d'opérer en 1992 un démantèlement de la taxe BAPSA sur les betteraves) - **Art. 35** (*modification de l'assiette de la taxe affectée au compte de soutien financier de l'industrie cinématographique et de l'industrie des programmes audiovisuels*) (p. 5507) : ses amendements n° 14 : report au 1er janvier 1994 de l'assujettissement des câbles-éditeurs à la taxe alimentant le soutien à l'industrie cinématographique et audiovisuelle ; et n° 15 : réintégration dans la définition du service public de Canal Plus ; adoptés - **Après l'art. 35** : accepte l'amendement n° 29 de M. Pierre-Christian Taittinger (mise en situation de concurrence du marché de l'art français avec ceux des partenaires européens) - **Art. 35 septies** (*augmentation de la déduction fiscale pour l'autofinancement des agriculteurs*) (p. 5508) : son amendement n° 16 : plafond de la déduction porté de 20 000 à 40 000 francs ; adopté - **Art. 35 nonies** (*définition et modalités d'imposition des primes de remboursement*) (p. 5510) : demande le retrait de l'amendement n° 26 de M. Xavier de Villepin (limitation aux entreprises du principe de l'imposition d'un « échu fictif ») - **Art. 35 duodecies** (*tarif réduit des droits de mutation pour les organisations des biens ruraux*) : son amendement n° 17 : fixation d'un taux uniforme et maximum de 4,8 % pour les mutations d'immeubles ruraux pour un exploitant en vue de leur mise en valeur ; adopté - **Après l'art. 35 duodecies** (p. 5511) : ses amendements n° 31 : exonération pour les collectivités locales du paiement de la taxe sur les bureaux en Ile-de-France pour leurs locaux à usage de bureaux ; et n° 32 : rétablissement du dispositif adopté par le Sénat lors de la discussion de la loi de finances concernant le fonds de compensation de la TVA ; adoptés - **Art. 35 terdecies** (*extension du crédit d'impôt recherche aux dépenses liées à l'élaboration de nouvelles collections*) (p. 5512) : demande le retrait de l'amendement n° 27 de M. Xavier de Villepin (éligibilité au titre du crédit d'impôt recherche des frais de collection dans les secteurs du textile ainsi que des dépenses engagées par l'industrie automobile pour la conception de nouveaux véhicules) - Son amendement n° 18 : date d'application effective des dispositions de l'article avancée d'un an ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5513) : demande l'adoption du collectif ainsi amendé.

– **Projet de loi de finances pour 1992** - *Nouvelle lecture* [n° **187 (91-92)**] - (18 décembre 1991) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 5532) : CMP - Fiscalité locale - Fonds de compensation pour la TVA, FCTVA - (p. 5533) : impôt sur les sociétés - Plus-values à long terme des sociétés - Modifications en nouvelle lecture : crédits supplémentaires de La Poste ; financement des délocalisations ; plan en faveur de l'agriculture - Mesures de régulation budgétaire - **Question préalable** (p. 5536) : sa motion n° 1, tendant à opposer la question préalable ; adoptée - Droits constitutionnels du Parlement en matière budgétaire - Part croissante des dépenses incompressibles financées par des recettes non reconductibles - Cession d'actifs publics - Dette publique - Fiscalité locale - Condamnation de la politique économique et budgétaire du Gouvernement - Mesures de régulation budgétaire.

– **Projet de loi autorisant l'approbation des amendements à l'accord portant création du fonds de solidarité africain** [n° **177 (91-92)**] - (20 décembre 1991) - En remplacement de M. René Monory, rapporteur - **Discussion générale** (p. 5664) : modification des conditions de garantie de remboursement - Conformité du projet de loi aux objectifs de l'accord franco-africain de 1976.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1991** - *Nouvelle lecture* [n° **225 (91-92)**] - (20 décembre 1991) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 5686) : fonds de compensation pour la TVA - Taxation des bureaux en Ile-de-France - Dette de l'Etat envers l'enseignement privé - Article d'équilibre - (p. 5687) : déficit budgétaire - Déséquilibre croissant entre les recettes fiscales et la dépense publique - Recours à

des recettes non fiscales - Energie nucléaire - Avenir industriel - Groupe d'études sur l'avenir de la politique nucléaire de la France - Au nom de la commission des finances, déposera une motion tendant à opposer la question préalable - **Question préalable** (p. 5691) : sa motion n° 1, tendant à opposer la question préalable ; adoptée - Travail accompli lors de la session budgétaire.

CHUPIN (Auguste), sénateur du Maine-et-Loire (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant de la Commission nationale d'urbanisme commercial.

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'entreprise nationale Air France et des sociétés de toute nature comme des compagnies aériennes qu'elle contrôle puis d'en informer le Sénat, jusqu'au 15 mai 1991.

Est nommé membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 (*JO* Lois et décrets du 29 juin 1991), jusqu'au 11 décembre 1991.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la pharmacie d'officine** [n° **233 (90-91)**] - (9 avril 1991) - **Art. 4** (*créations par voie normale et par voie dérogatoire*) (p. 405) : seuil de création des pharmacie par voie dérogatoire - Zones rurales - Etudiants en pharmacie.

– **Projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs** [n° **431 (90-91)**] - (6 novembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3562) : texte insuffisant pour redonner confiance à la population de l'arrondissement de Segré - Se déclare opposé à l'adoption de ce projet de loi.

Deuxième lecture [n° **110 (91-92)**] - (11 décembre 1991) - **Art. 1er A bis A** (*stockage souterrain en couches géologiques profondes de produits dangereux : régime de l'autorisation*) (p. 5232) : vote contre cet article.

CLOUET (Jean), sénateur du Val-de-Marne (UREI).

NOMINATIONS

– Vice-président de la commission des finances.

– Membre suppléant du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes, instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes (5 avril 1991).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la constitution - **Education nationale, enseignements scolaire et supérieur** - II - Enseignement supérieur - [n° **92 (91-92) tome 3 annexe 19**] (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse** [n° **98 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (22 mars 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 200) : au nom du groupe de l'UREI, votera le projet de loi amendé par le Sénat.

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes** [n° **242 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (4 avril 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 354) : dotation globale de fonctionnement, DGF - Solidarité - Avis défavorable sur ce projet.

– **Projet de loi portant diverses mesures de soutien au bénévolat dans les associations** [n° **291 (90-91)**] - (6 mai 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 870) : avis favorable du groupe de l'UREI sur le texte amendé par le Sénat.

– **Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires** - *Nouvelle lecture* [n° **453 (90-91)**] - (5 juillet 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2521) : travaux de la commission - Avis favorable du groupe de l'UREI sur ce texte.

– **Projet de loi modifiant le tableau n° 7 annexé du code électoral relatif à l'effectif des conseils régionaux et à la répartition des sièges entre les départements** [n° **7 (91-92)**] - (24 octobre 1991) - **Art. 1er bis** (*utilisation d'urnes non transparentes*) (p. 3196) : urnes transparentes - Participation de l'Etat.

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Deuxième partie :

Intérieur - (2 décembre 1991) (p. 4646) : délinquance - Trafic de drogue - Terrorisme - Police - (p. 4647) : justice - Expulsions - Policiers auxiliaires - Dépenses d'équipement de la police - Sécurité.

Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur - (3 décembre 1991) - Rapporteur spécial (enseignement supérieur) (p. 4725) : enseignement supérieur privé - Plan social étudiant - Recherche universitaire - Bibliothèques - Décentralisation - (p. 4726) : enseignement universitaire - Enseignement supérieur - Instituts universitaires de formation des maîtres, IUFM - Propose le rejet de ce projet de budget.

CLUZEL (Jean), sénateur de l'Allier (UC).

NOMINATIONS

– Vice-président de la commission des finances.

– Membre suppléant du Conseil national de la cinématographie.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 83-557 du 1er juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (28 mai 1991).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, sur la presse française et son marché [n° **335 (90-91)**] (22 mai 1991) - **Edition et imprimerie.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, sur la situation du secteur audiovisuel [n° **385 (90-91)**] (13 juin 1991) - **Communication audiovisuelle.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à compléter l'article 42 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion [n° **33 (91-92)**] (15 octobre 1991) - **Politique économique et sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur sa proposition de loi [n° **33 (91-92)**], déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à compléter l'article 42 de la loi n° 88-

1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion [n° **83 (91-92)**] (14 novembre 1991) - **Politique économique et sociale.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Culture et communication** - Communication - [n° **92 (91-92) tome 3 annexe 10**] (19 novembre 1991).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **111** (*JO* Débats du 20 septembre 1990) (p. 2021) - Ministère : Agriculture - *Mesures engagées pour pallier les effets de la crise qui affecte le marché de la viande bovine* - (Caduque : mai 1991) - **Politique agricole commune (PAC).**

n° **27** (*JO* Débats 20 juin 1991) (p. 1849) - Ministère : Agriculture - *Situation de l'élevage* - **Elevage.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi autorisant la ratification d'un traité entre la République française et les Länder de Bade-Wurtemberg, de l'Etat libre de Bavière, de Berlin, de la ville libre hanséatique de Brême, de la ville libre et hanséatique de Hambourg, de Hesse, de Basse-Saxe, de Rhénanie, du Nord-Westphalie, de Rhénanie-Palatinat, de Sarre, du Schleswig-Holstein sur la chaîne culturelle européenne** [n° **225 (90-91)**] - (14 mai 1991) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 226) (p. 917) : société européenne de télévision, la SEPT - Chaîne culturelle européenne - Collaboration franco-allemande - Productions télévisées américaines et japonaises - Télespectateurs - Mode de diffusion - Réseau « multiville » - Réseau câblé - Exception législative - (p. 918) : normes de diffusion - Financement - Conseil supérieur de l'audiovisuel, CSA - S'abstiendra sur le texte modifiant la loi de 1986, tout en approuvant la ratification du traité.

– **Projet de loi complétant l'article 26 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication** [n° **226 (90-91)**] - (14 mai 1991) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 225) - Voir intervention sous le projet n° 225 (p. 917, 918).

– **Projet de loi modifiant la loi n° 83-557 du 1er juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance** [n° **316 (90-91)**] - (28 mai 1991) - **Discussion générale** (p. 1089) : nécessaire adaptation du réseau des caisses d'épargne et de prévoyance, CEP - Loi du 1er juillet 1983 et regroupement des CEP - Renforcement du rôle de l'organe central : le Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance, Cencep - (p. 1090) : désaffection envers le livret A et problème du logement social - Niveau des taux d'intérêt trop élevé en France - Etablissement souhaitable d'un système de prêts à taux bonifié en faveur des collectivités territoriales - (p. 1091) : nécessaire organisation de l'épargne - Se déclare favorable à l'adoption de ce projet - **Intitulé du chapitre Ier** (p. 1095) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de la commission (« Organisation du réseau des caisses d'épargne et de prévoyance ») - **Art. 2** (*Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance*)s (p. 1105) : son amendement n° 29 : rôle du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance de prendre toute disposition administrative, financière et technique, nécessaire à l'organisation des caisses d'épargne et de prévoyance et des autres établissements du réseau ; adopté.

– **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° **362 (90-91)**] - (24 juin 1991) - **Après l'art. 16** (p. 2040) : ses amendements, soutenus par M. Jean Madelain, n° 25 : insertion d'une division additionnelle ainsi rédigée : « TITRE ... « Dispositions diverses » ; et n° 26 : complément à l'article 40 de la loi du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion ; adoptés.

– **Projet de loi modifiant les articles 27, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication** [n° **2 (91-92)**] - (14 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3754) : chaînes publiques : responsabilités gouvernementales dans le défaut d'investissement pour la création audiovisuelle française - Exonérations de redevances non remboursées - (p. 3755) : suppression de l'exonération de TVA pour les auteurs et les artistes du spectacle - Chaînes privées - Réglementation nécessaire - Effets pervers et détournement de l'application des quotas actuels de diffusion d'oeuvres de création françaises - (p. 3756) : difficultés financières des télévisions privées - Directive communautaire « télévision sans frontière » - Juge l'investissement en faveur de la production audiovisuelle prioritaire sur la définition de quotas de diffusion - Conseil supérieur de l'audiovisuel, CSA - (p. 3757) : chaînes de télévision ; budgets publicitaires ; demande l'application du droit commun des sociétés quant à la minorité de blocage - Financement des télévisions de secteur public - Vote de ce projet de loi par le groupe de l'Union centriste.

– **Conclusions du rapport de M. Jean-Pierre Fourcade**, fait au nom de la commission des affaires sociales **sur la proposition de loi** (n° 72, 91-92) **de M. Claude Prouvoyeur** et de plusieurs de ses collègues, **tendant à accorder le bénéfice d'une retraite anticipée aux anciens combattants d'Afrique du Nord** [n° **80 (91-92)**] - (18 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3801) : irrecevabilité de la proposition de loi (article 40 de la Constitution).

– **Conclusions du rapport de M. Jean Cluzel**, fait au nom de la commission des finances, **sur sa proposition de loi** (n° 33, 91-92) déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à compléter l'article 42 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion** [n° **83 (91-92)**] - (18 novembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3802) : RMI - Lois de décentralisation - Crédits d'insertion non consommés - (p. 3803) : politique départementale d'insertion - Allier - Personnes défavorisées exclues du RMI - Rôle des régions - (p. 3805) : politique départementale d'insertion - Rôle des régions - (p. 3806) : lois de décentralisation - Insertion professionnelle des bénéficiaires du RMI.

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Après l'art. 18 bis** (p. 3980) : son amendement n° I-1, soutenu par M. Xavier de Villepin : suppression de l'assujettissement des oeuvres de l'esprit ; adopté.

Deuxième partie :

Culture et communication - Communication - (4 décembre 1991) - Rapporteur spécial (p. 4811) : rappelle que dans le budget pour 1982, l'augmentation des ressources publiques était de 27,5 % - (p. 4815) : situation inquiétante de la presse - Baisse des ressources publicitaires - Insuffisante lecture des quotidiens - Mesures en faveur de l'AFP - Accord avec l'Allemagne à propos de la chaîne culturelle franco-allemande - Mise en place de la chaîne culturelle européenne : Société européenne de télévision, la SEPT - Objectif des quotas - Avenir du secteur public - Philosophie de l'audimat - (p. 4816) : création de programmes - Achat de droits - Exonérations de la redevance non remboursées - Fraude, conséquence de l'excès d'exonérations des redevances - Câble - (p. 4817) : satellites - Télévision haute définition - Action de régulation du Conseil supérieur de l'audiovisuel, CSA - Crises de l'audiovisuel public : financière, idéologique, stratégique et morale - Création de France Info par Radio France - Développement des radios régionales - Rôle de RFO, lors des évènements tragiques de la Réunion - Action de RFI - Canal France International - Interdiction pour l'INA de commercialiser son fonds historique - Conséquence de l'échec des satellites pour TDF - Au nom de la majorité de la commission des finances, se déclare opposé à l'adoption de ce projet de budget.

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social** [n° **162 (91-92)**] - (16 décembre 1991) - **Après l'art. 17** (p. 5419) : son amendement n° 84, soutenu par M. Jean Madelain et identique à l'amendement n° 87 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (prise en compte du portage de la presse à domicile) ; retiré au bénéfice de l'amendement analogue n° 62 de M. Adrien Gouteyron.

COLLARD (Henri), sénateur de l'Eure (RDE).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

– Est nommé membre de la commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes, instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes (5 avril 1991).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 **[n° 91 (91-92)]** considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Services du Premier Ministre - II** - Secrétariat général de la Défense nationale - **[n° 92 (91-92) tome 3 annexe 37]** (19 novembre 1991).

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 **[n° 91 (91-92)]** considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Imprimerie nationale - [n° 92 (91-92) tome 3 annexe 42]** (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° 214 (88-89)] - Suite de la discussion** - (22 mai 1991) - **Art. unique (suite)** - *Après l'art. 227-18 du code pénal* (p. 994, 995) : se déclare favorable à l'amendement n° 147 de la commission (rétablissement de l'incrimination de l'atteinte sexuelle par un majeur sur un mineur de quinze à dix-huit ans du même sexe) - *Après l'art. 223-11* (p. 1000) : intervient sur l'amendement n° 319 de la commission (réintroduction de la notion d'avortement dans le code pénal), qu'il ne votera pas.

– **Projet de loi portant réforme hospitalière [n° 309 (90-91)]** - (4 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1252) : qualité du travail de la commission des affaires sociales - Organisation des soins - Dépenses hospitalières des personnes âgées - Prise en charge de la dépendance - Rapports entre le secteur public et le secteur privé - (p. 1253) : équipements et personnels des établissements privés - Régime d'autorisations des équipements et des activités - Personnels et équipements hospitaliers - Organisation hospitalière - Rôle du conseil d'administration - Budget global - Votera le texte amendé par la commission des affaires sociales.

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la discussion** - (12 juin 1991) - **Après l'art. 5** (p. 1586) : son amendement n° 304, soutenu par M. Jacques Moutet : contrats Etat-collectivités territoriales ; retiré - **Après l'art. 6 bis** (p. 1593) : se déclare favorable à l'amendement n° 283 de M. Josselin de Rohan (retraite des maires).

Suite de la discussion - (2 juillet 1991) - **Art. 49** (*commission départementale de la coopération intercommunale*) - *Art. L. 160-1 du code des code des communes* (*composition de la commission*) (p. 2390) : son amendement n° 326 bis, soutenu par M. François Lesein : présidence de la commission ; retiré.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Affaires sociales et intégration - Economie sociale - (25 novembre 1991) (p. 4262) : budget de la santé - RMI - (p. 4263) : personnes âgées - Prévention dans le domaine de la santé publique - Professions de santé - (p. 4264) : démographie médicale - Dépenses de santé - Industrie pharmaceutique.

Budget annexe : Imprimerie nationale - (30 novembre 1991) - Rapporteur spécial (p. 4571, 4572) : établissement de Bondoufle - Recettes - Souhaitable dynamisation de la politique commerciale de l'Imprimerie nationale, accompagnée d'une transformation du statut juridique - S'en remet à la sagesse du Sénat pour ce projet de budget.

Secrétariat général de la défense nationale - (1er décembre 1991) - Rapporteur spécial - (p. 4605) : crédits pour 1992 - Centre d'évaluation et de certification des systèmes informatiques commerciaux - Centre de transmission gouvernemental - Modernisation - Diminution des dépenses d'investissements - Crédits affectés à l'Institut des hautes études de la défense nationale - (p. 4606) : programme civil de défense - Crédits pour 1992 - Institut des hautes études de la défense nationale - Programmation quinquennale - Coordination interministérielle - (p. 4609) - A titre personnel, s'oppose à ce projet de budget.

Conseil économique et social - (1er décembre 1991) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4612) : crédits pour 1992 - Missions du Conseil.

Aménagement du territoire - (4 décembre 1991) (p. 4786) : absence de politique d'aménagement du territoire - (p. 4787) : création du Comité national de l'aménagement du territoire - Effets positifs de la décentralisation - Décentralisation et déconcentration - Postes vacants dans les directions départementales de l'équipement, DDE, et dans les directions départementales de l'agriculture, DDA - Autoroutes et plan Méhaignerie de 1987 - Contrats de plan - Région Haute-Normandie - Délocalisations - Comité interministériel pour l'aménagement du territoire, CIAT - (p. 4788) : aides aux agriculteurs - Insuffisance de ce budget - Aides de la communauté économique européenne, CEE, aux régions et aux départements - Désengagement financier de l'Etat : universités, routes - Régime fiscal des sociétés d'autoroutes - Au nom de la majorité du groupe du RDE, se déclare opposé à l'adoption de ce projet de budget.

COLLETTE (Henri), sénateur du Pas-de-Calais (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 18 octobre 1991) (p. 2977) - Ministère : Santé - *Adaptation de l'organisation hospitalière* - **Hôpitaux.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Agriculture et forêt - (28 novembre 1991) (p. 4479) : département du Pas-de-Calais - Aide à l'installation des jeunes agriculteurs - Taxe sur le foncier non bâti - (p. 4480) : tunnel sous la Manche - Train à grande vitesse, TGV - Désenclavement du Calaisis - Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, SAFER - Agriculteurs du Pas-de-Calais - Baisse du prix de la viande bovine.

Environnement - (30 novembre 1991) (p. 4582) : protection de la nature dans le département du Pas-de-Calais - Tunnel sous la Manche : mise en décharge sur le site de Fonds Pignon des couches de craie extraites lors des travaux en France et transférées d'Angleterre - Demande le respect des régions boisées lors de la construction de nouvelles liaisons

routières - Chasse ; prolifération des renards ; vaccination antirabique.

Anciens combattants - (3 décembre 1991) - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 4716) : droit à la retraite à l'âge de 55 ans des anciens combattants - Ne votera pas ce projet de budget.

– **Conclusions du rapport de M. Jacques Oudin**, fait au nom de la commission des finances, **sur la proposition de loi** (n° 68, 90-91) **de M. Henri Collette**, déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à créer un droit de contracter auprès de tout établissement bancaire un prêt dont le remboursement est garanti par l'Etat et destiné à faciliter l'installation des jeunes époux mariés depuis moins de six mois [n° 24 (91-92)]** - (18 décembre 1991) - **Rappel au règlement** (p. 5592) : rappelle la proposition de loi d'objet analogue déposée en 1937 par les députés du Pas-de-Calais.

COLLIN (Yvon), sénateur du Tarn-et-Garonne (RDE).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi modifiant les articles 27, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication [n° 2 (91-92)]** - (14 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3750) : vocation culturelle de la télévision - Défense de la création audiovisuelle - Quotas de diffusion d'oeuvres d'origine française - (p. 3751) : distorsion entre les quotas imposés d'oeuvres françaises et la capacité d'investissement : repli sur des productions bas de gamme - Conseil supérieur de l'audiovisuel, CSA - Directive communautaire « télévision sans frontière » - Atteinte à la libre circulation des programmes par le système de l'achat de droits exclusifs de retransmission d'émissions sportives ou de diffusion de films - Votera ce projet de loi.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)]**.

Discussion générale :

Suite de la discussion - (20 novembre 1991) (p. 3880) : déficit budgétaire - Dette publique - Politique monétaire allemande - Education nationale - (p. 3881) : budget de la culture - Grands travaux - Contribution française au budget communautaire - Administration centrale - Revenu minimum d'insertion, RMI - Chômage.

Deuxième partie :

Intérieur - (2 décembre 1991) (p. 4645) : recrutement des fonctionnaires territoriaux - Rémunération - (p. 4646) : régime indemnitaire - Décentralisation.

Culture et communication - Communication - (4 décembre 1991) (p. 4823) : qualité des programmes des chaînes publiques - Perte d'audience d'Antenne 2 - Mission culturelle de la télévision - Concurrence entre secteur public et secteur privé - Prix du sport à la télévision - Réduction de la publicité - Adaptation de la redevance - Remboursement par l'Etat des exonérations de redevance - Financement de la production télévisuelle - Application du plan Bourges - (p. 4824) : opposé à la seconde coupure publicitaire - Achat des films - Loi sur les quotas - Production d'émissions de qualité - Rôle de la SFP - Renforcement de l'action de TV 5 et de RFI - Rôle de FR3 comme télévision de proximité - Insuffisances du câble - Presse régionale - Baisse des ressources publicitaires des journaux au profit de la télévision.

Vote sur l'ensemble :

(8 décembre 1991) (p. 5123) : dépenses d'interventions et d'investissements - Chômage - (p. 5124) : situation économique - Monde rural - Avis défavorable sur ce projet de budget amendé par le Sénat.

COLLOMB (Francisque), sénateur du Rhône (rattaché administrativement au groupe UC).

NOMINATIONS

– Secrétaire de la commission des affaires économiques.

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'ensemble des services relevant de l'autorité du ministre de l'intérieur qui contribuent, à un titre quelconque, à assurer le maintien de l'ordre public et la sécurité des personnes et des biens jusqu'au 29 mai 1991.

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 **[n° 91 (91-92)]** considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Industrie - [n° 94 (91-92) tome 4]** (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)]**.

Deuxième partie :

Economie, finances et budget - III - Industrie - (22 novembre 1991) - Rapporteur pour avis (industrie) (p. 4097, 4098, 4099) : contexte économique - Budget de l'industrie - Coopération internationale - Restructuration.

CORNAC (Claude), sénateur de la Haute-Garonne (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

COSSE-BRISSAC (Charles-Henri de), sénateur de la Loire-Atlantique (UREI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'entreprise nationale Air France et des sociétés de toute nature comme des compagnies aériennes qu'elle contrôle puis d'en informer le Sénat, jusqu'au 15 mai 1991.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à reconnaître d'intérêt général la préservation des paysages ruraux **[n° 221 (90-91)]** (4 février 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Environnement**.

COSTES (Marcel), sénateur du Lot (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé membre de la commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées (*JO* Lois et décrets du 21 novembre 1991).

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses en matière de transports (4 décembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° 242 (90-91)] - Suite de la discussion** - (4 avril 1991) - **Art. 4** (*réduction différenciée de la garantie minimale de progression*) (p. 314) : sur l'amendement n° 76 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), son sous-amendement n° 133, soutenu par M. Jacques Bellanger ; adopté.

COURRIERE (Raymond), sénateur de l'Aude (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois.

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des procédures civiles d'exécution (28 mai 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec MM. Claude Estier, André Vezinhet, Raymond Courrière et les membres du groupe socialiste, tendant à supprimer les sanctions contre les avocats prévues à l'article 75 de l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur le Conseil d'Etat [n° **258 (90-91)**] (3 avril 1991) - **Conseil d'Etat.**

COURTEAU (Roland), sénateur de l'Aude (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux (18 décembre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec MM. Roland Courteau, Claude Estier, André Vezhinet et les membres du groupe socialiste, tendant à supprimer les sanctions contre les avocats prévues à l'article 75 de l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur le Conseil d'Etat [n° **258 (90-91)**] (3 avril 1991) - **Conseil d'Etat** .

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 19 avril 1991) (p. 563) - Ministère : Agriculture - *Crise de la viticulture méridionale* - **Viticulture** .

Questions orales sans débat :

n° **346** (*JO* Débats du 3 octobre 1991) (p. 2570) - Ministère : Agriculture - *Crise du secteur des vins de table* - (Retirée : octobre 1991) - **Viticulture.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant diverses mesures de soutien au bénévolat dans les associations [n° 291 (90-91)]** - (6 mai 1991) - **Discussion générale** (p. 854) : vie associative - Bénévolat - Congé de représentation - Protection sociale - Contrôle de l'emploi des fonds collectés - Associations humanitaires - Comptabilité - Avis favorable du groupe socialiste sur ce projet de loi - **Art. 1er** (*institution d'un congé de représentation en faveur des salariés*) (p. 861) : se déclare opposé à l'amendement n° 2 de la commission (suppression du congé de représentation dans les instances à l'échelon régional ou départemental) - **Après l'art. 3** (p. 866) : soutient l'amendement n° 16 de M. Claude Estier (obligation pour les associations de convoquer leurs donateurs à une assemblée générale) - **Art. 4** (*établissement d'un compte d'emploi*) (p. 867) : soutient l'amendement n° 17 de M. Claude Estier (présentation des comptes) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 869) : bénévoles exclus du texte adopté par le Sénat - Protection sociale - Avis défavorable du groupe socialiste sur le texte amendé par le Sénat.

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture** [n° **30 (91-92)**] - (10 octobre 1991) (p. 2825) : situation viticole - (p. 2826) : récolte de 1991 - Importations - Structures de coopération - Calamités agricoles - Négociations du GATT - Etats-Unis.

– **Projet de loi renforçant la protection des consommateurs [n° 304 (90-91)]** - (15 octobre 1991) - **Art. 4** (*prolongation de la garantie contractuelle*) (p. 2883) : son amendement n° 64 : obligation pour le professionnel de fournir un même bien de remplacement au bout de sept jours d'immobilisation pendant le délai de garantie ; devenu sans objet - (p. 2884) : son amendement n° 65 : obligation pour le professionnel de proposer un même bien de remplacement au-delà du délai convenu pour la réparation ; rejeté - **Art. 8** (*action en représentation conjointe*) (p. 2887) : action en représentation conjointe des associations nationales de consommateurs agréées - Recevabilité de l'action devant toutes les juridictions - « Appels à témoins ».

COUVE de MURVILLE (Maurice), sénateur de Paris (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Services du Premier Ministre - I - Services généraux - [n° 92 (91-92) tome 3 annexe 36]** (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation au Moyen-Orient [n° 236 (90-91)]** - (19 mars 1991) (p. 47, 48) : participation française à la guerre du Golfe Persique - Afrique du Nord - Libération du Koweït - Problèmes du Moyen-Orient, Irak - Conflit arabo-israëlien - Sort de Saddam Hussein - Guerre civile - Avenir de la Palestine - Rôle des Etats-Unis - Effondrement soviétique - Avenir d'Israël - Occupation du Liban par la Syrie et par Israël - Accords de Taëf.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Services généraux et fonction publique - (1er décembre 1991) (p. 4598, 4599) : augmentation des crédits - Modernisation - Transfert de l'ENA - Dépenses publiques - Nombre de cabinets ministériels - Budgets civils de l'Etat - Politique salariale - Avis défavorable sur ce projet de budget.

Affaires étrangères - (5 décembre 1991) (p. 4662) : crédits relatifs aux interventions internationales - Politique étrangère - Information du Parlement - Construction européenne - (p. 4863) : union économique et monétaire et union poli-

tique européennes - Europe fédérale - Rôle du Conseil européen - Défense européenne - Coopération franco-allemande - Votera contre ce projet de budget.

- Question orale avec débat portant sur un sujet européen : perspectives d'élargissement de la communauté économique européenne - (12 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5261) : avenir de la construction européenne - Elargissement - Confédération européenne - (p. 5262, 5263) : sommet de Maastricht - Démantèlement de l'empire soviétique - Pays de l'Europe centrale et orientale.

CRESSON (Edith), *Premier Ministre* (nommée le 15 mai 1991) (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Déclaration de politique générale, prononcée par M. Lionel Jospin, ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale [n° **333 (90-91)**] (22 mai 1991) - **Déclarations du Gouvernement.**

Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux [n° **346 (90-91)**] (29 mai 1991) - **Eaux.**

Projet de loi portant dispositions diverses en matière de transport [n° **359 (90-91)**] (5 juin 1991) - **Transports.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Islande en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (ensemble du protocole) [n° **360 (90-91)**] (5 juin 1991) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance réciproque en matière d'impôts sur le revenu, d'impôts sur les successions, de droits d'enregistrement et de droits de timbre, signée le 29 mars 1974 et modifiée par l'avenant du 16 juillet 1984 [n° **361 (90-91)**] (5 juin 1991) - **Traités et conventions.**

Projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service [n° **387 (90-91)**] (13 juin 1991) - **Accidents du travail.**

Projet de loi relatif au recours en matière de passation de certains contrats de fournitures et de travaux [n° **388 (90-91)**] (13 juin 1991) - **Marchés publics.**

Déclaration du Gouvernement, lue par M. Pierre Joxe, Ministre de la défense, sur les orientations politiques de la défense [n° **395 (90-91)**] (18 juin 1991) - **Déclarations du Gouvernement.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative tchèque et slovaque sur la création et les modalités de fonctionnement des centres culturels [n° **407 (90-91)**] (19 juin 1991) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées [n° **408 (90-91)**] (19 juin 1991) - **Traités et conventions.**

Projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives [n° **433 (90-91)**] (28 juin 1991) - **Economie sociale.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie sur le statut et les modalités de fonctionnement des centres culturels [n° **443 (90-91)**] (3 juillet 1991) - **Traités et conventions.**

Projet de loi relatif à la sécurité des chèques et des cartes de paiement [n° **444 (90-91)**] (3 juillet 1991) - **Banques et établissements financiers.**

Projet de loi modifiant certaines limites d'âge des militaires et modifiant l'article 27 de la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991 portant dispositions relatives à la santé publique et aux assurances sociales [n° **459 (90-91)**] (11 juillet 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Pensions civiles et militaires de retraite.**

Projet de loi autorisant l'approbation du protocole complémentaire à l'accord de coopération culturelle, éducative, scientifique et technique conclu entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement militaire fédéral du Nigéria le 16 mai 1984, relatif au statut des personnels de coopération : professeurs, enseignants, techniciens et experts mis à disposition de l'autre partie [n° **461 (90-91)**] (25 juillet 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les successions et sur les donations et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales (ensemble un protocole) [n° **462 (90-91)**] (25 juillet 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 24 avril 1975 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Malaisie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu [n° **463 (90-91)**] (25 juillet 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention du 19 juin 1979 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu [n° **473 (90-91)**] (1er août 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Traités et conventions.**

Projet de loi relatif à la responsabilité du fait des vols, pertes et détériorations des objets déposés dans les établissements de santé et certains établissements sociaux ou médico-sociaux, et à la vente des objets abandonnés dans ces établissements [n° **475 (90-91)**] (28 août 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Hôpitaux publics.**

Projet de loi modifiant le code forestier [n° **477 (90-91)**] (5 septembre 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Forêts.**

Projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 89-923 du 23 décembre 1989 d'habilitation relative à l'adaptation de la législation applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte [n° **487 (90-91)**] (26 septembre 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Collectivités territoriales.**

Projet de loi modifiant les articles 27, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication [n° **2 (91-92)**] (2 octobre 1991) - **Communication audiovisuelle.**

Projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi [n° **4 (91-92)**] (3 octobre 1991) - **Formation professionnelle.**

Projet de loi relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement [n° **5 (91-92)**] (3 octobre 1991) - **Recherche agronomique.**

Projet de loi modifiant le livre V du code de la santé publique et relatif à la pharmacie et au médicament [n° **23 (91-92)**] (9 octobre 1991) - **Pharmacie.**

Déclaration du Gouvernement, prononcée par M. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture et de la forêt, sur la situation de l'agriculture [n° **30 (91-92)**] (15 octobre 1991) - **Gouvernement (Déclarations).**

Projet de loi portant extension aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte de diverses dispositions intervenues en matière électorale [n° **57 (91-92)**] (23 octobre 1991) - **Elections.**

Projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte [n° **65 (91-92)**] (30 octobre 1991) - **Collectivités territoriales.**

Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° **115 (91-92)**] (27 novembre 1991) - **Elections.**

Projet de loi relatif à la distribution et à l'application par des prestataires de services, des produits antiparasitaires à usage agricole et des produits assimilés [n° **149 (91-92)**] (4 décembre 1991) - **Agriculture.**

Projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises [n° **174 (91-92)**] (12 décembre 1991) - **Entreprises** .

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Franck Sérusclat : **Environnement** *(Politique de l'environnement) (JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1890).

de M. Ivan Renar : **Chômage** *(Mesures contre le chômage) (JO* Débats du 15 novembre 1991) (p. 3722).

de M. Claude Estier : **Politique gouvernementale** *(Orientations des mesures gouvernementales) (JO* Débats du 15 novembre 1991) (p. 3726) .

INTERVENTIONS

– **Déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° **333 (90-91)**] - (22 mai 1991) - Lue à la tribune par M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale - (p. 976) : lutte contre le chômage - Conjoncture économique internationale - Bilan économique équilibré de la France - Industrie - (p. 977) : petites et moyennes entreprises - Recherche - Ressources humaines - Changement du travail - Modernisation du service public - Environnement - Agriculture - (p. 978) : construction européenne - Politique industrielle européenne - Cohésion sociale - Protection sociale - Réhabilitation de l'habitat - Formation initiale et formation professionnelle - Sécurité des Français - (p. 979) : décentralisation et déconcentration - Corse - Justice - Politique internationale - Armée - Dissuasion nucléaire et forces conventionnelles - Industrie d'armement - (p. 980) : calendrier des textes à examiner - Concertation - Planification - Groupe d'études et de mobilisation.

– **Questions orales avec débat jointes : politique générale du Gouvernement** - (5 juin 1991) (p. 1310) : activité économique - Formation professionnelle - Education nationale - Politique industrielle - Dépenses de l'Etat - (p. 1311) : protection sociale - Problème de la justice - Majorité gouvernementale - Crimes contre l'humanité - Chômage - Reprise économique - Qualification professionnelle - Impôts - Déficit de la sécurité sociale - Echéance européenne - (p. 1312) : formation professionnelle - Apprentissage - Décentralisation de l'éducation nationale - Impôts et taxes - Ordre public et sécurité - Situation dans les banlieues - (p. 1313) : loi d'orientation sur la ville - Immigration - Office français de protection des réfugiés et apatrides, OFPRA - Travail clandestin - Immigration clandestine - Accords de Schengen - Situation des PME et des PMI - Situation dans l'industrie - (p. 1314) : industrie automobile - Recherche - Société Bull - Déficit de la sécurité sociale - Problème des retraites - (p. 1315) : protection sociale - Salaires - Formation professionnelle - Organisation du travail - Investissements français à l'étranger - Surarmement.

CROZE (Pierre), sénateur des Français établis hors de France (UREI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

Membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Equipement, logement, transports et espace - IV - Tourisme - [n° 92 (91-92) tome 3 annexe 28]** (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Affaires étrangères - (5 décembre 1991) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4882) : diplomatie française - Conférence de Madrid - Construction européenne - Pays de l'Est - La majorité des membres du groupe de l'UREI votera ce projet de budget.

Coopération et développement - (5 décembre 1991) (p. 4891) : coopération de la France avec les pays d'Afrique - Processus de démocratisation - Stratégie de développement - Economie de marché - Coopération décentralisée - Réinsertion des coopérants - (p. 4892) : le groupe de l'UREI s'abstiendra.

Equipement, logement, transports et espace - IV - Tourisme - (6 décembre 1991) - Rapporteur spécial (p. 4915) : emplois du ministère de l'équipement - Situation économique - Fréquentation étrangère en France - Recettes - Répartition des crédits - (p. 4916) : budget du ministère - Emplois du ministère de l'équipement - Dépenses en capital - Formation - Langues étrangères - Tourisme associatif - Monde rural - Rôle de l'Etat - (p. 4917) : transfert de compétences - Missions du ministère - Avis défavorable sur ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4926) : son amendement n° II-22 : augmentation de la réduction prévue au titre III ; adopté - (p. 4927) : son amendement n° II-23 : réduction des crédits prévus au titre IV ; adopté - **Etat C** : ses amendements n° II-24 et n° II-25 : réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement prévus aux titres V et VI ; adoptés.

CRUCIS (Michel), sénateur de la Vendée (UREI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'un émission effectuée en Bulgarie, du 22 au 26 janvier 1991 [n° **223 (90-91)**] (25 février 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Bulgarie.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **208 (90-91)**] autorisant l'approbation d'une convention sur le crédit-bail international [n° **273 (90-91)**] (11 avril 1991) - **Traités et conventions.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **209 (90-91)**] autorisant l'approbation d'une convention sur l'affacturage international [n° **274 (90-91)**] (11 avril 1991) - **Traités et conventions.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **407 (90-91)**] autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative tchèque et slovaque sur la création et les modalités de fonctionnement des centres culturels [n° **139 (91-92)**] (4 décembre 1991) - **Traités et conventions.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur l'affacturage international [n° 209 (90-91)]** - (18 avril 1991) -

Rapporteur - **Discussion générale** (p. 569) : définition et importance de l'affacturage - Elaboration de la convention sous la direction de l'Institut international pour l'unification du droit privé - Signature de cette convention par 14 Etats - Au nom de la commission des affaires étrangères, se déclare favorable à la ratification de cette convention.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur le crédit-bail international [n° 208 (90-91)]** - (18 avril 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 570) : définition du crédit-bail international - (p. 571) : préparation de cette convention de 1980 à 1988 et signature par la France le 7 novembre 1989 - Droit locatif - Signature de cette convention par treize Etats - Encouragement du commerce international et première législation sur le crédit-bail - Au nom de la commission des affaires étrangères, se déclare favorable à la ratification de cette convention.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur - (3 décembre 1991) (p. 4743) : enseignement libre - Eléments chiffrés - Liberté de l'enseignement - Formation, recrutement et situation des maîtres de l'enseignement privé - (p. 4744) : subventions publiques aux établissements de l'enseignement privé - Votera contre ce projet de budget.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative tchèque et slovaque sur la création et les modalités de fonctionnement des centres culturels [n° 407 (90-91)]** - (12 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** : son intervention présentée par M. Bernard Guyomard (p. 5291).

CURIEN (Hubert), *ministre de la recherche et de la technologie* - Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

Est nommé *ministre de la recherche et de la technologie* le 16 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 17 mai 1991).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi, présenté avec M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement, relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement [n° 5 (91-92)] (3 octobre 1991) - **Recherche agronomique.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Recherche et technologie - (29 novembre 1991) (p. 4495) : crédits du ministère de la recherche - Ligne des autres ministères consacrée à la recherche - Recherche industrielle ; impôt-recherche - Internationalisation : Agence spatiale européenne - Aéronautique - Création d'emplois au sein des organismes de recherche - Formation ; allocations de recherche ; conventions industrielles de formation par la recherche - (p. 4509) : Commissariat à l'énergie atomique, CEA - (p. 4510) : situation financière du CEA - Espace ; réunion des ministres des pays membres de l'Agence spatiale européenne ; coopération envisagée avec l'Union soviétique - Moyens spatiaux d'observation de la terre ; programme Spot - Crédits de l'Agence nationale de valorisation de la recherche, ANVAR - Sociétés de recherche sous contrat - Centres régionaux d'innovation et de transfert technologique, CRITT - (p. 4511) : transferts de technologie : mesures fiscales en faveur des chercheurs du secteur public - Régime fiscal de l'investissement des particuliers dans les sociétés de haute technologie en création - Organismes de recherche et aménagement du territoire - EUREKA - Secteur de l'automobile - Crédits d'impôt-recherche - Mobilité des chercheurs - (p. 4512) : CEA ; état des travaux internationaux de l'énergie de fusion - Polynésie française : Institut Louis Malardé - Modification du corail polynésien - Programme de recherche automobile « véhicule et sécurité routière » - Enseignement scientifique secondaire - Recherche agronomique - (p. 4513) : recherche agronomique : débouchés industriels des produits agricoles - Coopération en recherche agronomique - Prix Nobel de physique - Délocalisation de la recherche - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4514) : délocalisation de la recherche : région Nord-Pas-de-Calais.

– **Projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* **[n° 169 (91-92)]** - (18 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5531) : accord en CMP.

CUTTOLI (Charles de), sénateur des Français établis hors de France (RPR).

NOMINATIONS

– Vice-président de la commission des lois.

– Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

Membre titulaire du Conseil Supérieur de l'administration pénitentiaire.

Membre titulaire du conseil d'administration de la Société nationale de programme Radio France internationale.

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement des services relevant de l'autorité judiciaire jusqu'au 4 juin 1991.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article 9 de la loi n° 90-1260 du 31 décembre 1990 d'actualisation de dispositions relatives à l'exercice des professions commerciales et artisanales **[n° 380 (90-91)]** (12 juin 1991) - **Professions libérales.**

Proposition de loi, déposée avec M. Maurice Schumann, tendant à compléter l'article 93 du code général des impôts en cas de cessation d'activité pour cause de retraite **[n° 472 (90-91)]** (31 juillet 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Professions libérales.**

Proposition de loi, déposée avec M. Paul d'Ornano et Mme Paulette Brisepierre, tendant à modifier les articles 2 et 10 de la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur de Français de l'étranger **[n° 6 (91-92)]** (8 octobre 1991) - **Français de l'étranger .**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 284 (*JO* Débats du 7 février 1991) (p. 219) - Ministère : Travail - *Difficultés rencontrées en matière de droit du travail et de protection sociale par les Français précédemment otages en Irak et au Koweït* - (Caduque : octobre 1991) - **Français de l'étranger.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à l'aide juridique [n° 310 (90-91)] - Suite de la discussion** - (30 mai 1991) - **Après l'art. 53** (p. 1193) : ses amendements n° 1 : poursuite de l'activité du ministère des affaires étrangères et des postes diplomatiques et consulaires en matière d'aide à l'accès au droit pour les Français établis hors de France ; et n° 2 : bénéfice

des mesures prises par les conseils départementaux de l'aide juridique ne pouvant être refusée aux Français établis hors de France en raison de leur résidence à l'étranger ; adoptés - **Art. 60** (*conseil national de l'aide juridique*) (p. 1197) : son amendement n° 3 : prise en compte par les études, rapports et délibérations du conseil national de l'aide juridique de la situation particulière des Français établis hors de France en matière d'aide juridictionnelle et d'accès au droit ; adopté - **Art. 65** (*décrets en Conseil d'Etat*) (p. 1199) : son amendement n° 4 : fixation par le décret en Conseil d'Etat prévu par cet article des modalités d'application de la présente loi aux Français établis hors de France notamment en ce qui concerne les délais de distance ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1203) : accès au droit - Engorgement des tribunaux - Au nom du groupe du RPR, se déclare favorable à l'adoption de ce projet tel qu'il a été amendé par le Sénat.

– **Questions orales avec débat jointes : situation des services relevant de l'autorité judiciaire** - (9 octobre 1991) (p. 2752) : certificats de nationalité - (p. 2753) : décrets de naturalisation - (p. 2760) : certificats de nationalité.

– **Projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi [n° 4 (91-92)]** - (5 novembre 1991) - **Après l'art. 13** (p. 3481) : son amendement n° 41 : formation professionnelle des Français de l'étranger ; retiré - (p. 3482) : prend bonne note des engagements du Gouvernement - **Art. 14** (*rôle de la négociation collective dans le domaine de la formation professionnelle continue*) (p. 3484) : son amendement n° 42 : négociation de branche sur les conséquences du développement des activités économiques et commerciales des entreprises françaises à l'étranger en matière de besoins et d'actions de formation ; adopté.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Discussion des articles de la première partie :

(20 novembre 1991) - **Art. 7 bis** (*limitation de l'exonération des plus-values réalisées lors de la cession d'actifs immobiliers constituant la résidence en France des Français domiciliés hors de France*) (p. 3917) : son amendement de suppression n° I-171 ; adopté - Administration fiscale - Résidence des Français de l'étranger - (p. 3918) : domicile fiscal.

Deuxième partie :

Affaires étrangères - (5 décembre 1991) (p. 4869) : crédits de rapatriement - (p. 4870) : secours aux Français rapatriés - Français rapatriés du Zaïre - Crédits du Conseil supérieur des Français de l'étranger et statut de ses membres - Crédits d'assistance aux Français de l'étranger - Fermeture du lycée Alexandre-Dumas de Port-au-Prince.

D

DAILLY (Etienne), sénateur de la Seine-et-Marne (RDE) - Vice-président du Sénat.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Membre titulaire du Conseil national des assurances.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des procédures civiles d'exécution (28 mai 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnace n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires (29 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes (19 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse (22 mars 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi organique tendant à préciser l'article premier de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 modifiée, portant loi organique sur le Conseil constitutionnel [n° **312 (90-91)**] (6 mai 1991) - **Conseil constitutionnel.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier les articles 6, 24, 32 et 56 de la Constitution [n° **325 (90-91)**] (14 mai 1991) - **Président de la République.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° **290 (90-91)**] de MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Claude Estier et les membres du groupe socialiste, apparentés et rattachés administrativement, tendant à modifier l'article 10 du Règlement du Sénat [n° **343 (90-91)**] (29 mai 1991) - **Parlement.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur :

1°) la proposition de loi [n° **323 (90-91)**], adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires ; 2°) la proposition de loi [n° **317 (90-91)**] de MM. Ernest Cartigny et Serge Vinçon, tendant à accroître les pouvoirs de contrôle du Parlement par la modification de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaire et à en tirer les conséquences au niveau du statut de la Commission des opérations de bourse [n° **352 (90-91)**] (4 juin 1991) - **Parlement.**

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales et portant diverses dispositions relatives au droit des sociétés [n° **367 (90-91)**] (7 juin 1991) - **Sociétés civiles et commerciales.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires [n° **439 (90-91)**] (2 juillet 1991) - **Parlement.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° **453 (90-91)**], adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale, en nouvelle lecture, tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires [n° **456 (90-91)**] (4 juillet 1991) - **Parlement.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à combler les lacunes, à remédier aux défaillances et à prévenir les interprétations abusives de la Constitution de 1958, afin de préserver et de maintenir les Institutions de la Ve République [n° **31 (91-92)**] (15 octobre 1991) - **Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur sa proposition de loi [n° **367 (90-91)**] tendant à modifier la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales et portant diverses dispositions relatives au droit des sociétés [n° **86 (91-92)**] (14 novembre 1991) - **Sociétés.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° **79 (91-92)**] de M. Charles Pasqua et des membres du groupe du RPR, de M. Daniel Hoeffel et des membres du groupe de l'Union centriste, de M.

Marcel Lucotte et des membres du groupe de l'UREI et de M. Ernest Cartigny et des membres du groupe du RDE, tendant à rendre le Règlement du Sénat conforme aux nouvelles dispositions de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires ainsi qu'à modifier certains de ses articles en vue d'accroître l'efficacité des procédures en vigueur au Sénat [n° **185 (91-92)**] (16 décembre 1991) - **Commissions d'enquête ou de contrôle.**

INTERVENTIONS

En qualité de président de séance

- Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° 214 (88-89)] - Suite de la discussion - (14 mai 1991) - **Art. unique (suite)** - *Avant l'art. 226-14 du code pénal* (p. 963) : procédure suivie pour la réforme du code pénal.

- Ajournement du Sénat (15 mai 1991) (p. 971).

- Démission du Gouvernement (15 mai 1991) (p. 971).

- Souhaits de bienvenue à des parlementaires de Russie (9 octobre 1991) (p. 2742).

- Rappel au règlement, de M. Hubert Durand-Chastel - (7 novembre 1991) (p. 3599, 3600) : précise que la conférence des présidents a modifié l'organisation de la discussion générale sur les propositions relatives à l'immigration pour tenir compte d'une transmission télévisée partielle de cette dernière, en suivant la décision de M. le Président du Sénat, de privilégier les représentants des groupes correspondant à des partis politiques.

- Bienvenue à M. Léon Jozeau-Marigné, membre du Conseil constitutionnel (11 décembre 1991) (p. 5226).

- Convocation du Parlement en session extraordinaire (20 décembre 1991) (p. 5709).

- Clôture de la première session ordinaire de 1991-1992 (20 décembre 1991) (p. 5722).

- Ouverture de la première session extraordinaire de 1991-1992 (21 décembre 1991) (p. 5735)

En qualité de sénateur

- Projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse [n° 98 (90-91)] - Suite de la discussion - (22 mars 1991) - **Après l'art. 58 bis** (p. 171) : son amendement n° 170, soutenu par M. Ernest Cartigny : incitations fiscales à l'investissement en Corse ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

- Projet de loi relatif à la pharmacie d'officine [n° 233 (90-91)] - (9 avril 1991) - **Après l'art. 1er** (p. 395) : sur l'amendement n° 1 de la commission (procédure relative aux autorisations individuelles d'exercice de la profession de phar-

macien), son sous-amendement n° 26 ; adopté - **Art. 2** (*transferts d'officine*) (p. 396) : sur l'amendement rédactionnel n° 2 de la commission, son sous-amendement n° 27 ; adopté - **Art. 8** (*services de garde et d'urgence*) (p. 409) : son amendement rédactionnel n° 28 cosigné par M. Michel Darras ; adopté - (p. 410) : se déclare favorable à l'amendement rédactionnel n° 7 de la commission - **Art. 9** (*délivrance des médicaments à domicile par un pharmacien*) (p. 412) : son amendement n° 29 : recours à la prescription médicale pour l'identification du malade relevant de soins à domicile ; adopté - **Après l'art. 9** (p. 417) : intervient sur l'amendement n° 16 de M. Jacques Thyraud (réglementation de l'exercice de la propharmacie) - **Art. 11** (*régime applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 418) : son amendement n° 30 : possibilité d'ouverture d'une deuxième officine à Saint-Pierre-et-Miquelon ; adopté.

– **Projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse** - *Nouvelle lecture* [n° **263 (90-91)**] - (11 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 434) : défiscalisation des investissements industriels et commerciaux - (p. 437) : propos introductif du ministre de l'intérieur - Travaux du Sénat - Avis du Conseil d'Etat - Saisine du Conseil constitutionnel - (p. 439) : projet de loi fiscale - Légalisation du « peuple corse » - Avis du Conseil d'Etat - Exécutif de la collectivité territoriale - Inconstitutionnalité.

– **Rappel au règlement** - (23 avril 1991) (p. 595, 596) : s'élève contre l'organisation des travaux du Sénat en ce qui concerne l'examen du livre II du code pénal et contre les conditions défectueuses dans lesquelles la commission des lois a étudié ce texte, ignorante des amendements déposés par le Gouvernement.

– **Projet de loi modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre et relatif à l'Institution nationale des invalides** [n° **270 (90-91)**] - (29 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 778) : Institution nationale des invalides - Conseil d'administration - (p. 779) : prérogatives du Président de la République - Etablissements publics - Institution nationale des invalides - (p. 780) : travaux de la commission - **Art. 2** (*organisation administrative de l'Institution nationale des invalides*) - *Art. L. 530 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre* (*composition du conseil d'administration*) (p. 785) : sur l'amendement n° 5 de la commission (nomination du président du conseil d'administration), intervient à propos du sous-amendement n° 18 du Gouvernement - *Art. L. 532* (*direction de l'Institution*) (p. 787) : intervient à propos de l'amendement n° 9 de la commission (nomination du directeur de l'établissement par décret en conseil des ministres).

– **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes** [n° **214 (88-89)**] - **Suite de la discussion** - (29 avril 1991) - **Report de la discussion du projet de loi** (p. 790) : président de séance - (p. 791) : conférence des présidents - Ordre du jour prioritaire - Organisation des débats.

Suite de la discussion - (22 mai 1991) **Art. unique (suite)** - *Après l'art. 227-18 du code pénal* (p. 993, 994) : se déclare favorable à l'amendement n° 147 de la commission (rétablissement de l'incrimination de l'atteinte sexuelle par un majeur sur un mineur de quinze à dix-huit ans du même sexe) et demande au Sénat de suivre cette dernière.

– **Projet de loi portant réforme des procédures civiles d'exécution** - *Deuxième lecture* [n° **306 (90-91)**] - (24 mai 1991) - **Discussion générale** (p. 1051) : souhaits de bienvenue à M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice - Praticiens - Décrets d'application - Huissiers de justice - Procédures conservatoires - Juges de l'exécution - Budget de la justice - Encombrement de l'appareil judiciaire - **Art. 38** (*mission du ministère public*) (p. 1058) : intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (possibilité pour l'huissier de justice de requérir le procureur de la République sur son affirmation certifiée sincère de recherches infructueuses tentées pour l'exécution) - **Art. 42** (*effets de la saisie-attribution*) (p. 1060) : sur l'amendement n° 8 de la commission (suppression du mot « immédiat » s'agissant de la saisie-attribution), intervient sur le sous-amendement n° 53 du Gouvernement - **Art. 48 bis** (*caractère subsidiaire de la saisie-vente pour le recouvrement des créances de faible montant*) (p. 1064) : caractère facultatif du recours de l'huissier au procureur de la République - Son amendement n° 58 : choix possible pour le débiteur de la voie d'exécution la plus favorable à ses intérêts ; adopté - **Art. 58** (*conditions exigées pour procéder à une expulsion*) (p. 1067) : intervient sur les amendements de M. Robert Pagès, n° 48 (protection des droits des locataires de bonne foi privés de moyens d'existence suffisants) et n° 49 (obligation au relogement des personnes expulsées) - **Art. 65** (*exception à l'autorisation judiciaire préalable*) (p. 1069) : son amendement n° 59 : dispense d'autorisation préalable du juge lorsque le créancier se prévaut d'un contrat écrit de louage d'immeuble ou d'un contrat d'assurance ; adopté - **Art. 77 A** (*clercs habilités à procéder au constat*) (p. 1071) : intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture).

– **Projet de loi relatif à l'aide juridique** [n° **310 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (30 mai 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1202) : bicaméralisme - Commission mixte paritaire - Complément indispensable à la loi portant réforme des professions judiciaires et juridiques - Aide judiciaire - Aide à l'accès au droit - Rétribution des avocats - Au nom du groupe du RDE, se déclare favorable à l'adoption de ce texte tel qu'il résulte des travaux du Sénat.

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République** [n° **269 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (13 juin 1991) - **Rappel au règlement** (p. 1642) : organisation des débats du Sénat - **Après l'art. 36 (par priorité)** (p. 1646, 1647) : votera l'amendement n° 284 ter de M. Charles Pasqua (contribution des collectivités territoriales au financement des dépenses d'investissement des établissements d'enseignement privé sous contrat) - Position de la commission des finances sur l'application de l'article 40 de la Constitution - **Art. 26 bis** (*représentation proportionnelle au sein des commissions municipales*) (p. 1663) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 129 de la commission - Reprend l'amendement n° 354 ter de M. Claude Estier (représentation proportionnelle au sein de la commission d'appel d'offres et du bureau d'adjudication) ; adopté.

– **Rappel au règlement** : propos de M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement et ordre du jour du Sénat (13 juin 1991) (p. 1640, 1641).

– **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République** [n° **269 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (14 juin 1991) - **Après l'art. 36 (p. 1710, 1711)** : se déclare favorable à l'amendement n° 158 de la commission (pouvoir de police municipale à Paris) - (p. 1712) : se déclare favorable à l'amendement n° 159 de la commission (infractions aux règlements de police applicables dans les parcs et jardins départementaux) - **Après l'art. 56 quater decies** (par priorité) (p. 1718, 1719) : se déclare favorable à l'amendement n° 235 de la commission (statut du personnel d'assainissement des départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne) - **Renvoi de la suite de la discussion** (p. 1719, 1720) : se déclare favorable à la proposition de la commission tendant au renvoi de la suite de la discussion.

– **Projet de loi relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse et portant modification du code rural et du code pénal** [n° **271 (90-91)**] - (18 juin 1991) - **Après l'art. 4** (p. 1796) : intervient à propos de l'amendement n° 9 de M. Jean Pourchet (déclaration de l'épidémie).

– **Conclusions du rapport de M. Josselin de Rohan**, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la **proposition de loi** (n° 380, 89-90) de M. Georges Mouly, déposée avec plusieurs de ses collègues, **relative à l'organisation départementale du tourisme** [n° **380 (89-90)**] - (18 juin 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1803) : exemple de la TVA sur l'horticulture - TVA applicable au tourisme.

– **Projet de loi d'orientation pour la ville (suite)** [n° **350 (90-91)**] - (20 juin 1991) **Art. 14** (*participation à la diversité de l'habitat PLH*) - *Art. L. 332-19 du code de l'urbanisme* (*modalités de versement*) (p. 1912) : intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (prise en compte des loge-

ments intermédiaires et de ceux destinés à l'accession à la propriété) - Participation à la diversité de l'habitat - Exonérations - **Sur l'ensemble** (p. 1956) : déplore l'urgence et les conditions de travail - Refuse un bicaméralisme au rabais.

– **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° 362 (90-91)]** - (24 juin 1991) - **Après l'art. 16** (p. 2035) : son amendement n° 27 : insertion d'une division additionnelle ainsi rédigée : « TITRE... « Cotisations d'assurance maladie dues par les retraités à la caisse nationale d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles » ; adopté - (p. 2037) : son amendement n° 28 (abrogation de l'article 9 de la loi du 31 décembre 1990 d'actualisation des dispositions relatives à l'exercice des professions commerciales ou artisanales) ; devenu sans objet - (p. 2043) : se déclare opposé à l'amendement n° 2 du Gouvernement (cas des détenus placés en semi-liberté exerçant une activité professionnelle) ainsi que, sur l'amendement n° 3 du Gouvernement, au sous-amendement n° 18 de Mme Marie-Claude Beaudeau - (p. 2044) : se déclare favorable à l'amendement n° 3 du Gouvernement (cas des commerçants et artisans condamnés pour incitation au non-paiement des cotisations d'assurance vieillesse).

– **Conclusions du rapport de M. Charles Pasqua**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, **sur sa proposition de résolution** (n° 420, 90-91), déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à la création d'une commission de contrôle chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 [n° 420 (90-91)]** - (26 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2174) : absence de manoeuvre politicienne - Interdiction de modifier par voie d'amendements une autorisation de ratification - Ratification prématurée - Absence de réglementation communautaire sur la drogue - (p. 2175) : dénonce le danger d'ouvrir la Communauté à l'immigration - Se déclare favorable à l'adoption de cette proposition de résolution.

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes [n° 354 (90-91)]** - (27 juin 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2224) : irrecevabilité des amendements à un projet de loi autorisant la ratification d'un traité - Commission de contrôle - Ratification prématurée - Réglementation communautaire sur la drogue et l'immigration - S'abstiendra sur ce projet de loi.

– **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** - *Nouvelle lecture* **[n° 424 (90-91)]** - (28 juin 1991) - **Demande de vote unique** (p. 2278) : intervient contre la demande de vote unique présentée par le Gouvernement - Vote bloqué - Question préalable - Cotisations de retraite des non salariés des professions non agricoles - Amendements - Démocratie - Parlement - (p. 2279) : Président de la République.

– **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission des lois **sur les propositions de loi**, (n° 323, 90-91) **déposée par M. Laurent Fabius et plusieurs de ses collègues**, tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires ; et (n° 317, 90-91) **déposée par MM. Ernest Cartigny et Serge Vinçon, tendant à accroître les pouvoirs de contrôle du Parlement par la modification de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires et à en tirer les conséquences au niveau du statut de la Commission des opérations de bourse [n° 352 (90-91)]** - (29 juin 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec la proposition de loi n° 323) : voir intervention sous la proposition de loi n° 323 (p. 2297, 2304).

– **Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires [n° 323 (90-91)]** - (29 juin 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec la proposition de loi n° 317) (p. 2297) : auteurs des deux propositions de loi - (p. 2298) : historique - Rôle du Sénat - (p. 2299) : publicité des auditions des commissions d'enquête et de contrôle - Inopposabilité du secret professionnel - Droit parlementaire comparé - Auditions à huis clos - (p. 2300) : garanties accordées aux comparants - Inopposabilité du secret professionnel - Composition à la proportionnelle - (p. 2301) : durée - Obligation de comparution - Serment - Sanctions pénales - Forme de la proposition de loi - (p. 2302) : date d'effet - (p. 2303, 2304) : commission d'enquête sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales sous la Ve République - Rétroactivité - **Avant l'art. 1er** : ses amendements, n° 1 : subdivision de l'article 6 de l'ordonnance du 17 novembre 1958 en plusieurs paragraphes ; et n° 2, rédactionnel ; adoptés - (p. 2305) : son amendement n° 3 : unification sous la même terminologie des actuelles commissions d'enquête et de contrôle ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 19 du Gouvernement - (p. 2306) : ses amendements, n° 4 : substitution de la règle de la proportionnalité à celle de la majorité pour la désignation des membres des commissions d'enquête ou de contrôle ; et n° 5 : allongement de la durée d'existence des commissions d'enquête ou de contrôle et non-reconstitution dans l'année d'une commission ; adoptés - (p. 2307) : son amendement n° 6 : définition des « documents à caractère secret » ; adopté - Son amendement n° 7 : 1°) obligation de comparaître nonobstant toute disposition légale ou statutaire contraire ; adopté ; 2°) obligation de déposer du comparant ; adopté - (p. 2308) : pouvoirs des commissions d'enquête - Souveraineté nationale - (p. 2309) : son amendement n° 8 : publicité et ouverture à la presse écrite et audiovisuelle des auditions des commissions d'enquête - Enumération des cas d'auditions à huis clos ; adopté - (p. 2310) : ses amendements, n° 9 : obligation de déposer sous serment nonobstant toute disposition légale ou statutaire contraire ; et n° 10 : inopposabilité du secret professionnel par les agents des organismes publics de l'Etat ou des collectivités locales chargés de missions d'investigation ; adoptés - (p. 2311) : ses amendements, n° 11 : protection des fonctionnaires et des salariés contre les sanctions disciplinaires ; et n° 12 : pénalités applicables aux entraves à l'exercice des missions des commissions d'enquête et de contrôle ; adoptés - (p. 2312) : son amendement de coordination n° 13 . adopté - **Art. 1er** (*publicité des auditions des commissions d'enquête ou de contrôle*) (p. 2313) : son amendement de suppression n° 14 ; adopté - **Après l'art. 1er** : son amendement de coordination n° 15 ; adopté - **Art. 2** (*sanctions pénales de la divulgation ou de la publication d'une information tenue secrète*) : son amendement de coordination n° 16 ; adopté - **Après l'art. 2** : son amendement n° 20 : non-rétroactivité de la loi ; adopté - (p. 2314) : sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 21 du Gouvernement.

– **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission chargée d'examiner **la proposition de résolution** (n° 290, 90-91) **de MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Claude Estier** et des membres du groupe socialiste, apparentés et rattachés administrativement, **tendant à modifier l'article 10 du règlement du Sénat [n° 343 (90-91)]** - (29 juin 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2316) : majoration du nombre maximum de membres des commissions spéciales - Règlement de l'Assemblée nationale - Représentation proportionnelle des groupes politiques - (p. 2317) : conférence des présidents - Recours à la procédure de la commission spéciale.

– **Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires** - *Nouvelle lecture* **[n° 453 (90-91)]** - (5 juillet 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2505) : constitutionnalité - (p. 2506) : publicité des auditions - Texte adopté par le Sénat en première lecture - Secret des auditions - Commission des opérations de bourse, COB - Unification terminologique - Représentation proportionnelle des groupes politiques - Durée d'existence des commissions d'enquête - Serment - (p. 2507) : secret professionnel - Commission des opérations de bourse, COB - Protection des fonctionnaires et des salariés - Sanctions pénales - Entrée en vigueur de la loi - Travaux de l'Assemblée nationale - Publicité des auditions - Infractions - Commission mixte paritaire, CMP -

(p. 2508) : durée d'existence des commissions d'enquête - Serment - Secret professionnel - Protection des fonctionnaires et des salariés - Demande de huis clos - Entrée en vigueur de la loi - (p. 2509) : constitutionnalité - Texte adopté par le Sénat en première lecture - Commission mixte paritaire, CMP - Travaux de l'Assemblée nationale - Protection des fonctionnaires et des salariés - Serment - (p. 2510) : constitutionnalité - (p. 2511) : travaux du Sénat - Commission mixte paritaire, CMP - Constitutionnalité - **Art. 1er E** (*durée de la mission des commissions d'enquête*) : son amendement n° 1 : rétablissement de cet article dans une nouvelle rédaction ; adopté - **Après l'art. 1er E** (p. 2512) : son amendement de coordination n° 2 ; adopté - **Art. 1er G** (*obligation de comparaître, de prêter serment et de déposer*) : son amendement n° 3 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - **Art. 1er J** (*inopposabilité du secret professionnel par certains agents publics*) (p. 2513) : son amendement n° 4 : rétablissement de cet article dans une nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 1er K** (*garanties accordées aux comparants contre les incidences professionnelles préjudiciables à leur déposition devant les commissions d'enquête*) (p. 2516) : son amendement n° 5 : rétablissement de cet article ; adopté - **Art. 1er** : son amendement n° 6 : demande de huis clos ; adopté - **Art. 3** (*entrée en vigueur de la loi*) (p. 2517) : son amendement n° 7 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté.

– **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes** - *Deuxième lecture* [n° **411 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (3 octobre 1991) - **Art. unique (suite)** - *Après l'art. 223- 11-1 du code pénal* (p. 2622) : se déclare favorable à l'amendement n° 106 de la commission (cas de la femme qui se procure un avortement à elle-même).

– **Projet de loi relatif à la sécurité des chèques et des cartes de paiement** [n° **444 (90-91)**] - (22 octobre 1991) - **Art. 4** (*régularisation*) - *Art. 65-3 du décret-loi du 30 octobre 1935* (p. 3093) : se déclare favorable à l'amendement n° 6 de la commission (mise en oeuvre de la procédure de recouvrement soit par une signification, soit par une notification par lettre recommandée avec accusé de réception).

– **Projet de loi relatif à l'Agence du médicament et à la régulation des dépenses de médicaments prises en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie** [n° **9 (91-92)**] - (28 octobre 1991) - **Art. 1er** (*Agence du médicament*) (p. 3268) : travaux du Sénat - (p. 3269) : travaux de la commission - Procédure parlementaire - *Art. L. 567-2 du code de la santé publique* (*compétences de l'Agence*) (p. 3274) : son amendement n° 82 ; suppression du texte de l'article L. 567-2 du code de la santé publique de toute référence aux analyses de biologie médicale ; retiré - *Art. L. 567-3* (*conseil d'administration et direction générale*) (p. 3278) : son amendement n° 83 : membres du conseil d'administration de l'Agence ; retiré - *Art. L. 567-7* (*ressources de l'Agence*) (p. 3282) : son amendement de coordination n° 84 ; adopté.

Suite de la discussion - (29 octobre 1991) - **Art. 4** (*coordination et modification des dispositions relatives à l'inspection de la pharmacie et aux taxes et redevances sur les spécialités pharmaceutiques*) (p. 3333) : ses amendements n° 85, rédactionnel, et n° 86 : rôle des inspecteurs de la pharmacie ; adoptés.

– **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission des lois, **sur sa proposition de loi** (n° 367, 90-91) **tendant à modifier la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales et portant diverses dispositions relatives au droit des sociétés** [n° **86 (91-92)**] - (18 novembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3806, 3807) : droit des sociétés - Pratique - Consultations - Observations de la commission des opérations de bourse, COB, et du conseil supérieur du notariat - Sociétés anonymes - (p. 3808) : remerciements - (p. 3809) : examen de la proposition de loi par l'Assemblée nationale - Collaboration avec la Chancellerie - **Titre 1er** (*les sociétés en commandite par actions*) : responsabilité des commandités - Statut des gérants - Rôle du conseil de surveillance - **Art. 1er** (*statut du commandité*) : intuitu personnae - Cas où la société commanditée est une personne morale - (p. 3810) : s'oppose à l'amendement n° 1 du Gouvernement (suppression de l'obligation faite à la personne morale commanditée de désigner un représentant permanent, personne physique, soumise aux mêmes responsabilités civile et pénale que si elle était associée commanditée en nom propre) - Désignation des représentants de la personne morale associée commanditée et soumission de ceux-ci aux mêmes responsabilités que s'ils étaient associés en leur nom propre - **Art. 4** (*désignation du conseil de surveillance*) (p. 3811) : COB - Interdiction pour les personnes contrôlant directement ou indirectement l'associé commandité personne morale d'être membre du conseil de surveillance ou de participer à la désignation des membres de ce conseil - **Titre II** (*les sociétés anonymes à directoire et conseil de surveillance*) : sociétés anonymes allemandes - (p. 3812) : rémunération des présidents de conseil de surveillance - Pouvoirs du conseil de surveillance - Comptes de l'exercice - Pouvoir en blanc du président de l'assemblée générale - **Art. 8** (*composition du directoire*) : augmentation du montant du capital social des sociétés non cotées en deçà duquel on est en droit de désigner un directoire non collégial - **Art. 9** (*révocation des membres du directoire par le conseil de surveillance*) : correspondance des formes - **Art. 11** (*pouvoirs du conseil de surveillance*) (p. 3813) : liste des actes du directoire soumis à l'autorisation préalable du conseil de surveillance - Réunion du conseil de surveillance pour l'examen du rapport trimestriel du directoire - Rôle des différents organes sociaux à l'égard des comptes de l'exercice - **Art. 12** (*composition du conseil de surveillance*) : utilisation des pouvoirs en blanc par le président de l'assemblée générale - **Titre III** (*dispositions communes relatives aux sociétés anonymes*) (p. 3814) : réduction du nombre minimal d'associés - Retrait des apports en cas de non constitution d'une société anonyme - Apports échangés lors d'une offre publique d'échange - Réduction du capital pendant la période d'opposition - Date d'effet d'une opération de fusion ou de scission - **Art. 18** (*extension des clauses d'agrément*) : cas où la société actionnaire change de contrôle - **Art. 19** (*réduction des délais de déclaration des franchissements de seuils et du nombre total des droits de vote*) (p. 3815) : directive européenne - **Art. 22** (*établissement des comptes consolidés par le gérant d'une SARL*) : responsabilité des dirigeants sociaux et sanctions pénales - **Titre V** (*consitution des sociétés*) (p. 3816) : mode de création des sociétés - Directive européenne - Acte authentique - S'oppose aux amendements du Gouvernement, n° 3 (suppression du titre V et de son intitulé), et de suppression n° 4 à n° 7 portant sur chacun des articles du titre V - **Art. 21** (précédemment réservé p. 3815) : (*réalisation définitive d'une fusion ou d'une scission*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 2 du Gouvernement - **Titre VI** (*droits des petits actionnaires dans les sociétés cotées en bourse*) (p. 3818) : association de petits actionnaires représentant au moins 5 % du capital - **Titre VII** (*dispositions diverses*) - : extension du champ des créances titrisables aux créances détenues par les entreprises d'assurance - Mobilisation des crédits - Restitution des apports en cas de non création d'une SARL - Droit de créance des établissements de crédits, ayant apporté leur concours dans le cadre de la solidarité de place, sur l'établissement secouru - (p. 3819) : sociétés de bourse - Offres publiques d'achat ou de retrait.

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Art. 11** (*aménagement des règles de rappel des donations antérieures pour l'application des droits de mutation à titre gratuit*) (p. 3950) : acte authentique - Droit de mutation - (p. 3951) : égalité devant l'impôt - Son amendement n° I-210 : extension du dispositif de non-rappel des donations antérieures intervenues depuis plus de dix ans à tous les actes présentés à la formalité de l'enregistrement ; rejeté - (p. 3953) : gage sur le tabac - Rétroactivité de la loi - **Art. 18** (*aménagement des droits d'enregistrement sur les actes des huissiers de justice*) (p. 3973) : gratuité d'accès à la justice - (p. 3974) : huissiers de justice - Son amendement de suppression n° I-211 ; adopté - **Art. 18 bis** (*taxe sur la valeur ajoutée applicable aux opérations portant sur les oeuvres d'art originales d'artistes vivants*) (p. 3977) : marché de l'art - (p. 3978) : système britannique.

Suite de la discussion - (22 novembre 1991) - **Avant l'art. 39** (p. 4038) : se déclare favorable à l'amendement n° I-93 de la commission (prorogation du délai fixé à l'article 4 de la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social) - Privatisations.

Deuxième partie :

Justice - (27 novembre 1991) (p. 4406) : droit d'enregistrement d'actes d'huissiers - Accès à la justice - (p. 4407) : gratuité de la justice - Constitutionnalité.

– **Projet de loi renforçant la protection des consommateurs** - *Deuxième lecture* [n° **109 (91-92)**] - (12 décembre 1991) - **Après l'art. 10-1** (p. 5316) : son amendement n° 36 : faculté pour le juge de prendre en compte l'état de dépendance économique du fabricant en cas de revente à perte et transformation en contravention du délit de non-respect des règles de facturation par le fabricant soumis à des pressions économiques ; adopté.

– **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de résolution** (n° 79, 91-92) **de M. Charles Pasqua** et des membres du groupe du RPR, de M. Daniel Hoeffel et des membres du groupe de l'Union centriste, de M. Marcel Lucotte et des membres du groupe de l'UREI et de M. Ernest Cartigny et des membres du groupe du RDE, **tendant à rendre le règlement du Sénat conforme aux nouvelles dispositions de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires ainsi qu'à modifier certains de ses articles en vue d'accroître l'efficacité des procédures en vigueur au Sénat** [n° **185 (91-92)**] - (18 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5576) : procédure de vote sans débat en séance publique - Commissions d'enquête parlementaires - Commission des lois - (p. 5577) : saisine pour avis des commissions permanentes ; commissions spéciales - Dépôt de textes législatifs au Sénat dans l'intervalle des sessions - (p. 5578) : discussion des motions de procédure - Procédure du vote sans débat - (p. 5579) : groupe communiste de l'Assemblée nationale - Bureau du Sénat - (p. 5580) : motions de procédure ; temps de parole - (p. 5581) : temps de parole - Procédure de vote sans débat ; droit d'amendement - **Avant l'art. 1er** (p. 5582 à 5584) : s'oppose aux amendements de Mme Hélène Luc, n° 2 (modification de la composition du Bureau du Sénat), n° 4 (mode de scrutin) et n° 3 (représentation des groupes politiques du Sénat dans les organismes extraparlementaires) - Au nom du groupe du RDE, se déclare opposé à l'amendement n° 2 précité - **Art. 4** (*article 17 du Règlement du Sénat ; renvoi pour avis aux commissions permanentes*) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (commissions spéciales) - **Après l'art. 5** (p. 5585, 5586) : s'oppose aux amendements de Mme Hélène Luc, n° 5 (inscription d'un texte à l'ordre du jour complémentaire du Sénat sur proposition d'un groupe politique), n° 6 (abaissement du nombre de sénateurs pouvant demander la discussion immédiate d'un texte), n° 7 (demande de discussion immédiate : possibilité d'explications de vote donnée aux groupes) et n° 8 (faculté pour les groupes politiques de demander la tenue de séances supplémentaires) - **Après l'art. 6** (p. 5587) : s'oppose aux amendements de Mme Hélène Luc, n° 9 (allongement du temps de parole accordé à l'auteur d'une question orale), n° 10 (faculté pour un groupe politique de demander la transformation d'une question orale sans débat en une question orale avec débat) et n° 11 (faculté pour un groupe politique de pouvoir demander la discussion immédiate d'une question orale avec débat à la fin d'un ordre du jour prioritaire) - **Art. 7** (*vote sans débat*) (p. 5588) : droit d'amendement - Motions de procédure - Bureau du Sénat - **Seconde délibération - Art. 1er A** (*composition du Bureau du Sénat*) : son amendement n° B-20 : nombre de secrétaires ; adopté.

– **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs** [n° **115 (91-92)**] - (19 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5628) : assemblée politique - Attachement du peuple français au bicamérisme - Nombre des sénateurs - Electorat sénatorial - (p. 5629) : projet de loi organique - Esprit de revanche.

– **Projet de loi autorisant la ratification du traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (ensemble huit protocoles), signé à Paris le 19 novembre 1990, ainsi que trois déclarations faites le même jour, deux déclarations faites le 14 juin 1991 et deux déclarations faites le 18 octobre 1991** [n° **178 (91-92)**] - (20 décembre 1991) - **Art. unique** (p. 5670) : désarmement de l'Europe - Avec le groupe du RDE, votera la ratification de ce traité.

DARRAS (Michel), sénateur du Pas-de-Calais (S).

NOMINATIONS

– Vice-président de la commission des lois.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des procédures civiles d'exécution (28 mai 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aide juridique (26 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications (25 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires (29 juin 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse** [n° **98 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (21 mars 1991) **Rappel au règlement** (p. 105) : souligne la difficulté à commencer la discussion des articles sans le « dérouleur » - **Art. 1er** (*consécration juridique de la notion de « peuple corse composante du peuple français »*) (p. 113) : intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (suppression de la référence à la notion de « peuple corse » et mention de la région de Corse) - **Art. 7** (*composition et régime électoral de l'Assemblée de Corse*) - *Art. L. 369 bis du code électoral (incompatibilités)* (p. 122) : se déclare favorable à l'amendement n° 6 de la commission (suppression de l'incompatibilité entre le mandat de conseiller à l'Assemblée de Corse et de conseiller général) - **Art. 52** (*activités éducatives complémentaires et enseignement de la langue et de la culture corses*) (p. 152) : intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (caractère facultatif des cours de langue corse) - (p. 153) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé aux amendements de M. Robert Pagès, n° 141 (organisation d'un débat à l'Assemblée de Corse sur le statut de co-officialité entre le français et la langue corse) et n° 142 (établissement par l'Assemblée de Corse d'un statut de co-officialité entre le français et la langue corse).

– **Projet de loi relatif à la pharmacie d'officine** [n° **233 (90-91)**] - (9 avril 1991) - **Art. 2** (*transferts d'officine*) (p. 397) : se déclare favorable à l'amendement n° 10 de M. Franck Sérusclat (établissement d'une carte de desserte pharmaceutique) - **Art. 4** (*créations par voie normale et par voie dérogatoire*) (p. 405) : avec le groupe socialiste, s'abstiendra sur l'ensemble de l'article 4 - Seuil de création d'officine par voie dérogatoire - **Art. 8** (*service de garde et d'urgence*) (p. 411) : se déclare favorable à l'amendement n° 8 de la commission (limitation du pouvoir discrétionnaire du préfet dans l'appréciation sur l'organisation des services de garde) - **Art. 9** (*délivrance des médicaments à domicile par un pharmacien*) (p. 415) : avec le groupe socialiste, s'abstiendra sur l'amendement n° 29 de M. Etienne Dailly (recours à la prescription médicale pour l'identification du malade relevant de soins à domicile).

– **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° 214 (88-89)] - Suite de la discussion** - (24 avril 1991) - **Art. unique** (*Livre II : répression des crimes et délits contre les personnes*) - *Art. 211-1 du code pénal (génocide)* (p. 627, 628) : nécessité de préciser que la peine encourue est la peine maximale - *Art. 221-1 (meurtre)* (p. 640) : souhaite la cohérence de l'ensemble du code pénal.

– **Projet de loi portant réforme des procédures civiles d'exécution** - *Deuxième lecture* **[n° 306 (90-91)]** - (24 mai 1991) - **Discussion générale** (p. 1048) : souhaits de bienvenue à M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice - (p. 1049) : réforme des procédures civiles d'exécution - Efficacité et humanisation - Juge de l'exécution - Huissiers de justice - Saisies sur compte, saisies de biens, saisies des droits incorporels - Expulsions - **Art. 31** (*prise en charge des frais de l'exécution*) (p. 1057) : intervient sur les amendements de la commission, n° 4 (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) et n° 5 (suppression de la référence à une réglementation possible de l'activité de recouvrement des créances) - **Art. 42** (*effets de la saisie-attribution*) (p. 1060) : sur l'amendement n° 8 de la commission (suppression du mot « immédiat » s'agissant de la saisie-attribution), intervient sur le sous-amendement n° 53 du Gouvernement - **Art. 59** (*respect d'un délai supplémentaire après commandement pour procéder à l'expulsion*) (p. 1069) : se déclare opposé à l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 65** (*exception à l'autorisation judiciaire préalable*) (p. 1070) : intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (caractère non limitatif de l'énumération des cas de dispense d'autorisation préalable judiciaire) - **Art. 77 A** (*clercs habilités à procéder au constat*) (p. 1071) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n° 17 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 79** (*avis à tiers détenteur*) (p. 1072) : intervient sur l'amendement n° 52 de M. Robert Pagès (frais d'avis à tiers détenteur) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1073) : le groupe socialiste votera l'ensemble du texte issu des délibérations du Sénat.

– **Projet de loi portant diverses dispositions en matière de pêches maritimes et de cultures marines** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* **[n° 353 (90-91)]** - (24 juin 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1976) : avis favorable du groupe socialiste sur ce texte.

– **Projet de loi portant réforme des procédures civiles d'exécution** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* **[n° 366 (90-91)]** - (24 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1982) : commission mixte paritaire, CMP - Saisie-attribution - Expulsions - (p. 1983) : avis favorable du groupe socialiste sur le texte de la CMP.

– **Conclusions du rapport** de M. Franck Sérusclat, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la **proposition de loi** (n° 261, 90-91) de M. Michel Dreyfus-Schmidt **tendant à ouvrir de nouvelles possibilités de recours aux victimes de certains accidents du travail [n° 371 (90-91)]** - (24 juin 1991) - **Renvoi en commission** (p. 1997) : se déclare opposé à la motion n° 2 du Gouvernement tendant au renvoi à la commission - Réparation - Travaux de la commission - **Discussion générale** (p. 1998) : accidents du travail - Accidents de trajet - Réparation - Jurisprudence - Ordre du jour du Sénat - Avis favorable du groupe socialiste sur ce texte - **Après l'art. unique** (p. 2000) : se déclare opposé à l'amendement n° 1 de M. Charles Lederman (accidents de trajet).

– **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° 362 (90-91)]** - (24 juin 1991) - **Art. 10** (*coordination*) (p. 2031) : se déclare favorable à l'amendement n° 21 de M. Louis Virapoullé (versement des allocations familiales à partir du premier enfant) - **Après l'art. 16** (p. 2037) : soutient l'amendement n° 7 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (abrogation de l'article 9 de la loi du 31 décembre 1990 d'actualisation des dispositions relatives à l'exercice des professions commerciales ou artisanales) - (p. 2042) : se déclare favorable aux amendements du Gouvernement n° 2 (cas des détenus placés en semi-liberté exerçant une activité professionnelle) et n° 3 (cas des commerçants et artisans condamnés pour incitation au non-paiement des cotisations d'assurance vieillesse).

– **Projet de loi modifiant le code des postes et des télécommunications et la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* **[n° 429 (90-91)]** - (29 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2295) : décision du Conseil constitutionnel - Libertés publiques et individuelles - Pouvoirs d'enquête des fonctionnaires et agents de l'administration des télécommunications habilités à rechercher ou constater les infractions - Information préalable du Procureur de la République - Commission mixte paritaire.

– **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission des lois **sur les propositions de loi**, (n° 323, 90-91) **déposée par M. Laurent Fabius et plusieurs de ses collègues**, tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires ; et (n° 317, 90-91) **déposée par MM. Ernest Cartigny et Serge Vinçon, tendant à accroître les pouvoirs de contrôle du Parlement par la modification de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires et à en tirer les conséquences au niveau du statut de la Commission des opérations de bourse [n° 352 (90-91)]** - (29 juin 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec la proposition de loi n° 323) : voir intervention sous la proposition de loi n° 323 (p. 2302, 2304).

– **Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires [n° 323 (90-91)]** - (29 juin 1991) - **Discussion générale** (commune avec la proposition de loi n° 317) (p. 2302) : publicité des auditions des commissions d'enquête et de contrôle - Auteurs des deux propositions de loi - Commission dite des accords de Schengen - Droit parlementaire comparé - Garanties accordées aux comparants - Auditions à huis clos - (p. 2303) : inopposabilité du secret professionnel - Date d'effet - Commission d'enquête sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales sous la Ve République - Application immédiate des dispositions relatives à la publicité des auditions - (p. 2304) : commission d'enquête sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales sous la Ve République - Commission dite des accords de Schengen - **Avant l'art. 1er** (p. 2305) : au nom du groupe socialiste, s'abstiendra sur les amendements de la commission, n° 2 rédactionnel, et n° 3 (unification sous la même terminologie des actuelles commissions d'enquête et de contrôle) - (p. 2306, 2307) : au nom du groupe socialiste, s'abstiendra sur l'amendement n° 5 de la commission (allongement de la durée d'existence des commissions d'enquête ou de contrôle et non-reconstitution dans l'année d'une commission) et se déclare défavorable à l'amendement n° 6 de la commission (définition des « documents à caractère secret ») - (p. 2308) : au nom du groupe socialiste, se déclare défavorable à la 1ère partie de l'amendement n° 7 de la commission (obligation de comparaître nonobstant toute disposition légale ou statutaire contraire) et accepte la 2e partie de cet amendement (obligation de déposer du comparant) - (p. 2309, 2310) : au nom du groupe socialiste, se déclare défavorable aux amendements de la commission n° 8 (publicité et ouverture à la presse écrite et audiovisuelle des auditions des commissions d'enquête - Enumération des cas d'auditions à huis clos) et n° 9 (obligation de déposer sous serment nonobstant toute disposition légale ou statutaire contraire) - (p. 2311) : au nom du groupe socialiste, votera l'amendement n° 11 de la commission (protection des fonctionnaires et des salariés contre les sanctions disciplinaires) - (p. 2312) : au nom du groupe socialiste, se déclare défavorable à l'amendement n° 12 de la commission (pénalités applicables aux entraves à l'exercice des missions des commissions d'enquête et de contrôle) - **Après l'art. 2** (p. 2314, 2315) : au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'amendement n° 20 de la commission (non-rétroactivité de la loi), modifié par le sous-amendement n° 21 du Gouvernement (application immédiate des mesures relatives à la publicité des auditions) - - **Explica-**

tion de vote sur l'ensemble : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'ensemble du texte.

– **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission chargée d'examiner **la proposition de résolution** (n° 290, 90-91) **de MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Claude Estier** et des membres du groupe socialiste, apparentés et rattachés administrativement, **tendant à modifier l'article 10 du règlement du Sénat** [n° **343 (90-91)**] - (29 juin 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2316) : commissions spéciales - Coordination des travaux entre les différentes commissions - (p. 2317) : majoration du nombre maximum de membres des commissions spéciales - Se ralliera à la solution proposée par la commission des lois.

– **Conclusions du rapport de M. Michel Rufin**, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** (n° 349, 88-89) **de M. Jean Simonin** et des membres du groupe du Rassemblement pour la République et apparentés, **tendant à élargir la procédure du vote par procuration** [n° **399 (90-91)**] - (29 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2319) : fraude électorale - Exercice personnel et secret du droit de vote - Abstentionnisme - Contentieux électoral - (p. 2320) : critères de définition - Inscription sur les listes électorales - Publicité du calendrier des élections - Le groupe socialiste votera contre cette proposition de loi - **Art. unique** (*institution d'un cas supplémentaire de vote par procuration au profit des retraités*) (p. 2321) : soutient l'amendement n° 1 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (extension du vote par procuration à toute personne ayant quitté sa résidence habituelle pour tout déplacement prouvé) - **Explication de vote sur l'ensemble** : vote des sénateurs - Le groupe socialiste votera contre cette proposition de loi.

– **Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires** - *Nouvelle lecture* [n° **453 (90-91)**] - (5 juillet 1991) - **Discussion générale** (p. 2510) : commission mixte paritaire, CMP - Texte adopté par le Sénat en première lecture - Entrée en vigueur de la loi - **Art. 1er E** (*durée de la mission des commissions d'enquête*) (p. 2511) : abstention du groupe socialiste sur l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement de cet article dans une nouvelle rédaction) - **Art. 1er G** (*obligation de comparaître, de prêter serment et de déposer*) (p. 2512) : se déclare opposé à l'amendement n° 3 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 1er J** (*inopposabilité du secret professionnel par certains agents publics*) (p. 2514) : se déclare opposé à l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement de cet article dans une nouvelle rédaction) - **Art. 1er K** (*garanties accordées aux comparants contre les incidences professionnelles préjudiciables à leur déposition devant les commissions d'enquête*) (p. 2516) : se déclare favorable à l'amendement n° 5 de la commission (rétablissement de cet article) - **Art. 3** (*entrée en vigueur de la loi*) (p. 2519) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n° 7 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2521) : publicité des auditions - Entrée en vigueur de la loi - Travaux de l'Assemblée nationale - Abstention du groupe socialiste sur ce texte.

– **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes** - *Deuxième lecture* [n° **411 (90-91)**] - (2 octobre 1991) - **Art. unique** - *Art. 211-1 du code pénal* (p. 2547) : intervient à propos de l'amendement n° 182 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (précision dans l'ensemble des articles qui énoncent une incrimination des durées minimale et maximale de la peine) - *Art. 221-7-1* (p. 2558) : se déclare opposé à l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement de l'incrimination d'empoisonnement).

Suite de la discussion - (3 octobre 1991) **Art. unique (suite)** - *Art. 223-1 du code pénal* (p. 2614) : intervient à propos des amendements n° 101 de la commission (cas de négligence manifestement délibérée) et n° 189 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (violation du règlement du travail) - *Après l'art. 223-11-1* (p. 2618) : sur l'amendement n° 106 de la commission (cas de la femme qui se procure un avortement à elle-même), son sous-amendement n° 200 ; adopté - (p. 2622) : se déclare opposé à l'amendement n° 106 de la commission précité - *Art. 225-3-1* (p. 2628) : intervient à propos de l'amendement n° 114 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - *Art. 225-6* (p. 2630) : demande le retrait des amendements n° 118 de la commission (maintien des présomptions du droit actuel), n° 192 (suppression des deux présomptions de proxénétisme) et n° 193 (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) de M. Michel Dreyfus-Schmidt - *Art. 225-11* (p. 2632) : intervient à propos de l'amendement n° 121 de la commission (rétablissement de la période de sûreté pour proxénétisme hôtelier) - *Art. 226-5* (p. 2639) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 128 de la commission - *Art. 226-12* (p. 2641) Sur l'amendement n° 178 du Gouvernement (nouvelle rédaction de cet article), intervient à propos du sous-amendement n° 194 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - *Section 5 (Des atteintes aux droits de la personne résultant de traitements informatiques)* (p. 2645) : se déclare opposé à l'amendement n° 133 de la commission (suppression de la division section 5) - *Art. 227-1* (p. 2649) : se déclare favorable aux amendements de la commission, n° 141 (cas du délaissement qui a permis d'assurer la santé et la sécurité de l'enfant) et n° 199 (peines prévues dans le cas d'un délaissement qui a permis d'assurer la sécurité et la santé de l'enfant).

DAUGNAC (André), sénateur des Pyrénées-Orientales (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois.

DAUNAY (Marcel), sénateur de l'Ille-et-Vilaine (rattaché administrativement au groupe UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Secrétaire de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

– Est nommé membre de la commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées (*JO* Lois et décrets du 21 novembre 1991) ; puis rapporteur (*JO* Lois et décrets du 29 novembre 1991).

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour la ville (20 juin 1991).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée, sur l'état et les perspectives de la négociation commerciale multilatérale de l'Uruguay [n° **213 (90-91)**] (25 janvier 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Communautés européennes.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° **117 (90-91)**], adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la partie législative des livres II, IV et V (nouveaux) du code rural [n° **245 (90-91)**] (27 mars 1991) - **Agriculture.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° **119 (90-91)**], adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la partie législative du code forestier [n° **246 (90-91)**] (27 mars 1991) - **Forêts.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, instituée par

l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée, sur les propositions de prix agricoles et de mesures connexes pour la campagne 1991-1992 [n°259 (90-91)] (4 avril 1991) - **Agriculture.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées [n° **396 (90-91)**] (18 juin 1991) - **Commissions d'enquête ou de contrôle.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur sa proposition de résolution [n° **396 (90-91)**] et de plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées [n° **27 (91-92)**] (10 octobre 1991) - **Communautés européennes.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Commerce extérieur** - [n° **94 (91-92) tome 9**] (19 novembre 1991).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 18 octobre 1991) (p. 2991) - Ministère : Agriculture - *Fiscalité agricole* - **Exploitants agricoles** .

Questions orales avec débat :

n° **35** (*JO* Débats du 3 octobre 1991) (p. 2562) - Ministère : Agriculture - *Mise en place d'un plan d'urgence pour les éleveurs* - **Elevage.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République** [n° **269 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (3 juillet 1991) - **Art. 56 nonies** (*services publics locaux de distribution de gaz*) (p. 2449) : vote par le groupe de l'Union centriste des amendements de suppression n° 39 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, n° 243 de M. Marcel Lucotte et n° 373 de M. Claude Estier.

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture** [n° **30 (91-92)**] - (10 octobre 1991) (p. 2807) : manifestations - Politique agricole commune - Exportations - Cas des Etats-Unis - Production laitière - (p. 2808) : pays de l'Est - Formation professionnelle - Jeunes agriculteurs.

– **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux** [n° **346 (90-91)**] - (16 octobre 1991) - **Art. 1er** (*objectifs généraux*) (p. 2942) : son amendement n° 168, soutenu par M. Jacques Moutet : notion de gestion équilibrée de la ressource en eau ; retiré au profit de l'amendement n° 17, sur le même objet, de la commission - **Art. 2** (*schémas d'aménagement et de gestion des eaux, SAGE*) (p. 2946 à 2948) : ses amendements, soutenus par M. Jacques Moutet, n° 169 : comité local de l'eau ; n° 73 : structure de gestion locale de l'eau ; n° 75, rédactionnel ; et n° 77 : responsabilité des structures de gestion locale de l'eau ; devenus sans objet.

Suite de la discussion - (17 octobre 1991) - **Art. 5** (*régime de déclaration ou d'autorisation des installations et ouvrages*) (p. 2968) : son amendement n° 87, soutenu par M. Rémi Herment : avant autorisation, avis de la structure de gestion locale de l'eau ; retiré - Sur l'amendement n° 21 de la commission (harmonisation avec les dispositions des textes en vigueur), son sous-amendement n° 89, soutenu par M. Rémi Herment ; adopté - **Art. 19** (*travaux d'intérêt général ou d'urgence*) (p. 3009) : son amendement n° 193, soutenu par M. Rémi Herment : nouvelle rédaction, modifiant l'article 175 du code rural ; retiré - **Art. 20** (*extension de l'utilisation de la taxe départementale des espaces naturels sensibles*) (p. 3011) : son amendement de suppression n° 104, soutenu par M. Rémi Herment ; devenu sans objet - **Art. 30** (*abrogations*) (p. 3028) : son amendement n° 170, soutenu par M. Rémi Herment : suppression d'abrogations ; retiré.

– **Conclusions du rapport de M. Marcel Daunay**, fait au nom de la commission des affaires économiques et du Plan, **sur sa proposition de résolution** (n° 396, 90-91), déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à la création d'une commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées** [n° **27 (91-92)**] - (13 novembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3701) : quotas laitiers - Elevage ; exemple du département de l'Orne - (p. 3702) : concurrence internationale - Lait et produits laitiers - GATT - Marché de la viande - Demande l'adoption de cette proposition de résolution - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3704) : se félicite de l'accord sur ce texte.

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Deuxième partie :

Economie, finances et budget - Commerce extérieur - (29 novembre 1991) - Rapporteur pour avis - (p. 4519, 4520) : conjoncture internationale - Négociations du GATT - CEE - Pays d'Europe centrale - Déficit commercial de la France - Agro-alimentaire - Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur, COFACE - Assurance-crédit - Avis défavorable de la commission des affaires économiques.

– **Projet de loi modifiant et complétant les dispositions du code rural et de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relatives aux cotisations sociales agricoles et créant un régime de préretraite agricole** [n° **182 (91-92)**] - (18 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5560, 5561) : remise tardive du rapport du Gouvernement prévu par la loi du 23 janvier 1990 sur les cotisations sociales agricoles - Transfert de l'assiette sur les revenus professionnels - Non-prise en compte du déficit d'exploitation - Insuffisance de la déduction fiscale pour autofinancement - Demande le respect du calendrier prévu pour l'application de la réforme de l'assurance maladie.

DEBARGE (Marcel), Est nommé *secrétaire d'Etat au logement* le 17 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 18 mai 1991).

sénateur de la Seine-Saint-Denis (S).

Puis *secrétaire d'Etat au logement* (nommé le 17 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson) (*JO* Lois et décrets du 18 mai 1991).

Cessation du mandat sénatorial le 17 juin 1991 à minuit (*JO* Lois et décrets du 19 juin 1991).

En qualité de secrétaire d'Etat chargé du logement

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Roger Husson : **Aviation civile** (*Grève des électroniciens de l'aviation civile*) (*JO* Débats du 15 novembre 1991) (p. 3730).

de M. Daniel Bernardet : **Aménagement du territoire** (*Désenclavement de l'Indre*) (*JO* Débats du 15 novembre 1991) (p. 3734).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° **273** de M. José Balarello : **Transports aériens** (*Suppression par Air-France de sept liaisons internationales au départ de Nice*) (*JO* Débats du 8 juin 1991) (p. 1472).

n° **311** de M. Henri Bangou : **Electricité de France (EDF)** (*Augmentation du prix du kilowatt dans les DOM*) (*JO* Débats du 8 juin 1991) (p. 1474).

n° **313** de Mme Danielle Bidard-Reydet : **Habitations à loyer modéré** (*Aide de l'Etat pour la réhabilitation de deux cités HLM de Pantin (Seine-Saint-Denis)*) (*JO* Débats du 8 juin 1991) (p. 1473).

n° **377** de Mme Hélène Luc : **Transports ferroviaires** (*Abandon du transport ferroviaire au bénéfice du transport routier*) (*JO* Débats du 16 novembre 1991) (p. 3777).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Equipement, logement, transports et espace - I - Urbanisme, logement et services communs - (23 novembre 1991) (p. 4151) : politique du logement - Logement locatif social - Augmentation du nombre de prêts locatifs aidés, PLA - (p. 4152) : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale, PALULOS - Augmentation des prêts locatifs intermédiaires, PLI - Prêts d'accession à la propriété, PAP - Revalorisation de l'aide personnalisée au logement, APL - Droit au logement - Plan pour le logement des personnes défavorisées - Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ANAH - (p. 4153) : mesures fiscales en faveur de l'investissement privé - Habitat ancien - (p. 4170) : extension de l'allocation de logement à caractère social aux agglomérations de plus de 100 000 habitants - Augmentation des crédits accordés au logement social - PAP - Région d'Ile-de-France - Importance des crédits consacrés aux PLA, et aux PALULOS - (p. 4171) : situation du livret A et de l'épargne logement - Zones rurales - Logement locatif intermédiaire - Aménagement du territoire - Action de l'ANAH - Priorité à la résorption de l'habitat insalubre dans les départements d'outre-mer - (p. 4172) : participation des employeurs à l'effort de construction - Amélioration des aides à la personne - PLA - Droit au logement - Lutte contre les situations d'exclusion - Bail à réhabilitation - (p. 4173) : investissement locatif privé - Réglementation des loyers parisiens - Classement en zone II de l'agglomération de Menton - Installation du câble dans les HLM.

En qualité de sénateur

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

DEBAVELAERE (Désiré), sénateur du Pas-de-Calais (apparenté au groupe RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 18 octobre 1991) (p. 2992) - Ministère : Premier ministre - *Mandat de la commission européenne dans les négociations du GATT* - **Communautés européennes.**

(*JO* Débats du 13 décembre 1991) (p. 5277) - Ministère : Education - *Relations de l'Etat avec les établissements d'enseignement privé* - **Enseignement privé.**

Questions orales sans débat :

n° **342** (*JO* Débats du 3 octobre 1991) (p. 2569) - Ministère : Agriculture - *Crise de l'agriculture* - (Retirée : janvier 1992) - **Agriculture.**

INTERVENTIONS

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture [n° 30 (91-92)]** - (10 octobre 1991) (p. 2810) : politique agricole commune - Pays de l'Est - Défense de l'environnement rural - Etats-Unis.

– **Projet de loi renforçant la protection des consommateurs [n° 304 (90-91)]** - (15 octobre 1991) - **Après l'art. 11** (p. 2894) : son amendement n° 59 : protection du sucre vis-à-vis des substances édulcorantes ; adopté.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (22 novembre 1991) - **Après l'art. 36** (p. 4034) : son amendement n° I-150 : rétablissement de l'équité en ce qui concerne les taxes BAPSA appliquées aux produits ; adopté.

Articles non rattachés :

(8 décembre 1991) - **Art. 70** (*exonération partielle des rémunérations versées à l'ancien chef de l'entreprise individuelle par le repreneur*) (p. 5055) : se déclare favorable à l'amendement n° II-140 de M. Philippe François (extension de cette exonération aux professions agricoles) - **Art. 83 bis** (*possibilité pour les conseils généraux d'exonérer de taxe foncière sur les propriétés non bâties les jeunes agriculteurs*) (p. 5080, 5081) : intervient à propos de l'amendement n° II-166 du Gouvernement (nouvelle rédaction de cet article).

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1991 [n° 154 (91-92)]** - (17 décembre 1991) - **Après l'art. 34** (p. 5506) : son amendement n° 19, soutenu par M. Philippe François : possibilité pour le gouvernement d'opérer en 1992 un démantèlement de la taxe BAPSA sur les betteraves ; adopté.

DECAUX (Alain), *ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, chargé de la francophonie.*

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

DEJOIE (Luc), sénateur de la Loire-Atlantique (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois.

– Juge suppléant de la Haute cour de justice.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes ; est nommé de nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 10 octobre 1991).

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement des services relevant de l'autorité judiciaire jusqu'au 4 juin 1991.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications (25 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aide juridique (26 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans les territoires d'outre-mer (18 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions

restant en discussion du projet de loi portant réforme des procédures civiles d'exécution (28 mai 1991).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° **338 (90-91)**] adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'aide juridique [n° **338 (90-91)**] (23 mai 1991) - **Justice.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° **374 (90-91)**] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture relatif à l'aide publique [n° **404 (90-91)**] (19 juin 1991) - **Justice.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aide juridique [n° **422 (90-91)**] (26 juin 1991) - **Justice.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des lois, à la suite d'une mission effectuée en République d'Afrique du Sud, du 4 au 14 septembre 1991 [n° **40 (91-92)**] (17 octobre 1991) - **Afrique du Sud.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'aide juridique [n° 310 (90-91)]** - (29 mai 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1135) : extension du système antérieur d'aide judiciaire et mise en place d'un système d'aide à l'accès au droit - Relèvement des plafonds d'admission et augmentation du nombre de foyers intéressés par le projet de loi - (p. 1136) : augmentation de la dotation en faveur des avocats - Gratuité de la défense en France - Extension du domaine de l'aide juridictionnelle - Aide à l'accès au droit - Absence d'information sur l'assurance de protection juridique - (p. 1137) : brièveté des délais accordés pour examiner ce projet - Se déclare favorable à l'adoption de ce projet sous réserve de l'adoption des amendements présentés par la commission des lois - **Art. 1er** (*principes et définition de l'aide juridique*) (p. 1147) : son amendement n° 5 : suppression de la garantie de l'accès à la justice et au droit ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 64 de M. Charles Lederman (accès à la justice et au droit garanti par l'Etat) - **Art. 3** (*condition de nationalité*) (p. 1148) : son amendement n° 6 : bénéfice de l'aide juridictionnelle pour les personnes de nationalité étrangère qui résident habituellement et régulièrement en France ; adopté - **Art. 4** (*plafonds d'admission*) (p. 1151) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 65 (relèvement du plafond d'accès à l'aide juridictionnelle totale) et n° 66 (relèvement du plafond d'accès à l'aide juridictionnelle partielle) - (p. 1152) : accepte l'amendement n° 56 de M. Hubert Durand-Chastel (établissement par décret en Conseil d'Etat des plafonds d'admission à l'aide juridique en faveur des Français établis hors de France) - **Art. 5** (*détermination des ressources du demandeur*) (p. 1152) : s'oppose à l'amendement n° 67 de M. Charles Lederman (prise en compte pour le calcul des plafonds d'admission à l'aide juridictionnelle de l'existence de biens même non productifs de revenus, à l'exclusion des locaux constituant la résidence principale du demandeur) - **Art. 6** (*admission exceptionnelle*) (p. 1153) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 69 (bénéfice de l'aide juridique en faveur des étrangers lorsque leur situation apparaît particulièrement digne d'intérêt au regard de l'objet du litige ou des charges prévisibles du procès) et n° 68 (prise en compte du niveau d'endettement pour l'attribution de l'aide juridique) - **Art. 7** (*conditions d'admission relatives à la nature de la demande*) (p. 1155) : son amendement n° 7 : suppression du quatrième alinéa relatif à l'obligation pour le bureau d'aide juridictionnelle de motiver sa décision sauf si la demande a été accompagnée d'une consultation écrite ; adopté - **Art. 13** (*bureau d'aide juridictionnelle placé auprès du tribunal de grande instance*) (p. 1156) : accepte les amendements de coordination n° 45 et n° 46 de M. René-Georges Laurin - Sur l'amendement n° 44 (institution auprès des tribunaux de grande instance d'un bureau d'aide juridictionnelle) du même auteur, son sous-amendement n° 89 ; adopté - **Art. 14** (*bureau placé auprès des juridictions supérieures et de la Commission des recours des réfugiés*) (p. 1156) : accepte les amendements de M. René-Georges Laurin, n° 47 (rétablissement des bureaux d'aide près les cours d'appel et les cours administratives d'appel) et de coordination n° 48 - **Art. 14 bis** (*réclamations portées devant le Conseil constitutionnel*) (p. 1157) : son amendement de suppression n° 8 ; adopté - **Art. 16** (*présidence et composition des bureaux et des sections*) : accepte l'amendement de coordination n° 49 de M. René-Georges Laurin - **Art. 19** (*demande présentée par l'avocat commis ou désigné d'office*) : son amendement rédactionnel n° 9 ; adopté - **Art. 21** (*établissement de l'état des ressources de l'intéressé*) (p. 1158) : s'oppose aux amendements, n° 70 de M. Charles Lederman (fourniture par le demandeur de l'aide juridictionnelle au bureau d'aide juridictionnelle des pièces nécessaires lui permettant de justifier sa demande) et n° 28 du Gouvernement (possibilité pour le bureau d'aide juridictionnelle d'obtenir des renseignements auprès des établissements bancaires ou financiers et des entreprises d'assurance) - **Art. 22** (*rejet simplifié de la demande*) (p. 1160) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 71 de M. Charles Lederman - **Art. 24** (*principe de couverture totale ou partielle des dépenses engagées*) (p. 1161) : accepte l'amendement n° 59 de M. René-Georges Laurin (règlement par le bénéficiaire de l'aide juridictionnelle partielle d'un honoraire fixé par convention avec l'avocat, conformément à l'article 35, ou d'un émolument au profit des officiers publics ou ministériels qui prêtent leur concours) - **Art. 24 bis** (*exonération de TVA pour les prestations relevant de l'aide juridique*) : son amendement n° 10 : dispense du paiement de la taxe sur la valeur ajoutée pour les prestations indemnisées partiellement ou totalement par l'Etat dans le cadre de l'aide juridictionnelle ; adopté - (p. 1162) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 29 du Gouvernement - **Art. 25** (*droit à l'assistance d'un avocat et de tout officier public et ministériel et conditions de désignation de ceux-ci*) (p. 1163) : s'oppose à l'amendement n° 50 de M. Alain Pluchet (assistance possible pour le bénéficiaire de l'aide juridictionnelle de toute personne compétente expressément prévue par un texte) - (p. 1164) : s'oppose à l'amendement n° 72 de M. Charles Lederman (choix par le seul bénéficiaire de l'aide juridictionnelle des avocats et des officiers publics ou ministériels et rémunération convenable des auxiliaires de justice qui engagent tous les actes qu'ils estiment nécessaires à la défense) - Accepte l'amendement n° 60 de M. René-Georges Laurin (possibilité de décharger de leur office les auxiliaires de justice qui prêtaient leur concours aux bénéficiaires de l'aide juridictionnelle, dans des conditions appréciées par le bâtonnier ou par le président de l'organisme dont ils dépendent) - **Art. 27** (*dotation attribuée au barreau*) (p. 1165) : son amendement n° 11 : conditions de calcul de la rétribution de l'avocat et du versement de la dotation annuelle de l'Etat à chaque barreau ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 73 de M. Charles Lederman (affectation annuelle par l'Etat d'une dotation à chaque barreau correspondant aux missions d'aide juridictionnelle accomplies par les avocats du barreau dont le montant résulte de la rémunération convenable des frais et honoraires des auxiliaires de justice).

Suite de la discussion - (30 mai 1991) - Rapporteur - **Art. 28** (*dotation attribuée au barreau*) (p. 1175) : son amendement de suppression pour coordination n° 12 ; adopté - **Art. 29** (*dotation attribuée au barreau*) : son amendement n° 13 : possibilité pour les avocats de prêter leur concours à l'aide juridictionnelle selon des modalités fixées par convention avec l'Ordre ; adopté - (p. 1176) : sur son amendement n° 13, accepte le sous-amendement n° 30 du Gouvernement - **Art. 31** (*contribution versée aux autres auxiliaires de justice*) (p. 1177) : demande le retrait de l'amendement n° 51 de M. Alain Pluchet (versement au membre ou au salarié d'une organisation professionnelle agricole d'une contribution de l'Etat en rémunération du concours qu'il prête au bénéficiaire de l'aide juridictionnelle) - Son amendement rédactionnel n° 14 ; adopté - **Art. 33** (*déduction des honoraires ou émoluments versés avant l'admission de la contribution de l'Etat*) (p. 1178) : son amendement n° 15 : suppression de la seconde phrase du premier alinéa relative au versement d'honoraires par un demandeur de mauvaise foi ; adopté - **Art. 35** (*honoraire complémentaire de l'avocat en cas d'aide juridictionnelle partielle*) : son amende-

ment n° 16 : suppression de la notion de forfait en ce qui concerne la fixation du montant et des modalités du paiement du complément d'honoraires de l'avocat en cas d'aide juridictionnelle partielle ; adopté - (p. 1179) : accepte l'amendement n° 61 de M. René-Georges Laurin (prise en compte des ressources et du patrimoine du bénéficiaire de l'aide juridictionnelle partielle pour le calcul du complément d'honoraires de l'avocat) - Son amendement n° 17 : suppression de la référence à un barème établi par le barreau dont relève l'avocat, pour le calcul du complément d'honoraires ; adopté - **Art. 35 bis** (*honoraires de l'avocat et tarif de la postulation hors aide juridictionnelle*) : son amendement de suppression n° 18 ; adopté - **Art. 68 (par priorité)** (p. 1180) : sur l'amendement n° 41 du Gouvernement (nouvelle rédaction de cet article qui renverse le principe fixé à l'article 700 du nouveau code de procédure civile en prévoyant la répétibilité, sauf impératif tiré de l'équité, ou de la situation de la partie perdante), son sous-amendement n° 87 ; adopté - **Art. 37** (*droit de poursuite des auxiliaires de justice autres que l'avocat contre la partie condamnée aux dépens*) (p. 1181) : son amendement n° 19 : possibilité pour les auxiliaires de justice d'entamer une poursuite contre la partie condamnée aux dépens et en cas de paiement par celle-ci, de renoncer à percevoir la part contributive de l'Etat ; retiré - Sur l'amendement n° 31 du Gouvernement (extension du dispositif à l'avocat des bénéficiaires de l'aide juridictionnelle vis-à-vis de l'adversaire de son client), qu'il accepte, son sous-amendement n° 83 ; retiré - **Art. 38** (*réduction de la contribution versée par l'Etat au professionnel en cas d'affaires multiples portant sur des questions semblables*) (p. 1182) : s'oppose à l'amendement n° 62 de M. René-Georges Laurin (réduction de la contribution versée par l'Etat au professionnel, en cas d'affaires multiples portant sur des questions en connexité au sens du code de procédure civile) - **Art. 39** (*principe*) : accepte l'amendement n° 32 du Gouvernement (dispense pour le bénéficiaire de l'aide juridictionnelle du paiement, de l'avance ou de la consignation de tous les frais afférents aux instances, procédures ou actes pour lesquels elle a été accordée) - **Art. 41** (*dispense de l'avance ou de la consignation*) : accepte l'amendement de suppression pour coordination n° 33 du Gouvernement - **Art. 42** (*charge des dépens*) (p. 1183) : accepte l'amendement n° 34 du Gouvernement (dépens que le bénéficiaire de l'aide juridictionnelle peut avoir à supporter s'il perd le procès) - **Art. 42 bis** (*charge des dépens en cas d'aide partielle du bénéficiaire*) : accepte l'amendement de suppression pour coordination n° 35 du Gouvernement - **Art. 43** (*charge des dépens en cas d'aide partielle : cas des autres parties non bénéficiaires*) : sur l'amendement n° 36 du Gouvernement (suppression de la possibilité pour l'avocat de la partie non bénéficiaire de se voir allouer la totalité des émoluments prévus lorsque l'affaire se termine avant qu'un jugement ait été rendu, sauf si une transaction intervient avec son concours), ses sous-amendements n° 84 et n° 86 ; adoptés - **Après l'art. 43** (p. 1184) : accepte l'amendement de coordination n° 37 du Gouvernement - **Art. 46 bis** (*information du bénéficiaire de l'aide*) : son amendement rédactionnel n° 21 ; adopté - **Demande de priorité** (p. 1185) : demande l'examen en priorité de l'article 63 - **Art. 63 (par priorité)** (*financement de l'aide à l'accès au droit*) (p. 1185) : son amendement n° 24 : financement de l'aide à l'accès au droit assuré notamment par l'Etat, les caisses des réglements pécuniaires des barreaux du ressort et les autres membres du conseil départemental de l'aide juridique ; adopté - **Art. 51** (*conseil départemental de l'aide juridique*) (p. 1191) : demande le retrait de l'amendement n° 75 de M. Charles Lederman (création dans chaque département d'un conseil départemental de l'aide juridique chargé de recevoir les fonds de l'Etat destinés au financement de sa politique) - **Art. 52** (*nature et composition du conseil départemental*) : accepte l'amendement n° 57 de M. Hubert Durand-Chastel (en l'absence de lien avec un autre département, les questions, relatives à l'aide à l'accès au droit des Français établis hors de France, relèvent du conseil départemental de l'aide juridique de Paris) - (p. 1192) : s'oppose à l'amendement n° 38 du Gouvernement (obligation au sein du conseil d'administration pour les représentants des professions judiciaires et juridiques et des caisses des règlements pécuniaires des barreaux d'être en nombre au moins égal à celui des représentants de l'Etat, du département, et le cas échéant, des autres personnes morales de droit public) - **Après l'art. 53** (p. 1193) : accepte les amendements de M. Charles de Cuttoli, n° 1 (poursuite de l'activité du ministère des affaires étrangères et des postes diplomatiques et consulaires en matière d'aide à l'accès au droit pour les Français établis hors de France) et n° 2 (bénéfice des mesures prises par les conseils départementaux de l'aide juridique ne pouvant être refusée aux Français établis hors de France en raison de leur résidence à l'étranger) - **Art. 54** (*champ de l'aide à l'accès au droit*) (p. 1194) : s'oppose aux amendements identiques n° 53 de M. Guy Allouche et n° 77 de M. Charles Lederman (délimitation du champ de l'aide à l'accès au droit) - **Art. 56** (*conditions d'exercice de la consultation*) : son amendement n° 22 : détermination des conditions dans lesquelles s'exerce la consultation par le conseil départemental de l'aide juridique en conformité avec les règles de déontologie des différentes professions intéressées ; adopté - (p. 1195) : s'oppose aux amendements n° 39 du Gouvernement (suppression de la la précision écrite relative à la conformité avec les règles de déontologie des professions judiciaires et juridiques) et n° 78 de M. Charles Lederman (possibilité pour le conseil départemental de conclure notamment des conventions avec des personnes habilités par le titre II de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971) - Accepte l'amendement n° 63 de M. René-Georges Laurin (suppression de la faculté accordée au conseil départemental de favoriser la création et le fonctionnement de centres d'accueil, d'information et d'orientation du public gratuits) - **Art. 58** (*principe*) (p. 1196) : s'oppose à l'amendement n° 79 de M. Charles Lederman (possibilité pour les procédures de médiation ou de conciliation d'ouvrir droit pour les justiciables à l'aide à l'accès au droit) - **Art. 59** (*conditions d'exercice de l'assistance*) : son amendement rédactionnel n° 23 ; adopté - S'oppose aux amendements identiques n° 54 de M. Guy Allouche et n° 80 de M. Charles Lederman (possibilité pour le conseil départemental de l'aide juridique de prendre en charge la création ou le fonctionnement de services en vue de la prévention ou du règlement non juridictionnel des litiges) - **Art. 60** (*conseil national de l'aide juridique*) (p. 1197) : accepte l'amendement n° 3 de M. Charles de Cuttoli (prise en compte par les études, rapports et délibérations du conseil national de l'aide juridique de la situation particulière des Français établis hors de France en matière d'aide juridictionnelle et d'accès au droit) - **Art. 61** (*conseil national de l'aide juridique*) : s'oppose à l'amendement n° 40 du Gouvernement (composition du conseil national de l'aide juridique) - **Après l'art. 63** (p. 1198) : s'oppose à l'amendement n° 82 de M. Charles Lederman (instauration d'une taxe sur les dépenses engagées par les banques, les compagnies d'assurance, les employeurs et les bailleurs d'immeubles locatifs pour des instances, procédures ou actes judiciaires de toute nature) - **Art. 65** (*décrets en Conseil d'Etat*) : son amendement de coordination n° 25 ; adopté - Accepte l'amendement de coordination n° 88 du Gouvernement - Son amendement n° 26 : extension du bénéfice du présent projet de loi à Mayotte ; retiré - (p. 1199) : accepte l'amendement n° 4 de M. Charles de Cuttoli (fixation par le décret en Conseil d'Etat prévu par cet article des modalités d'application de la présente loi aux Français établis hors de France notamment en ce qui concerne les délais de distance) - **Après l'art. 65** : son amendement n° 27 : reprise du texte de l'article 35 bis précédemment supprimé relatif à la fixation des honoraires de l'avocat et aux tarifs de la postulation hors les cas d'aide juridictionnelle ; adopté - **Art. 66** (*coordination*) (p. 1200) : son amendement de coordination n° 85 ; adopté - **Art. 69** (*entrée en vigueur*) (p. 1201) : accepte l'amendement n° 42 du Gouvernement (désignation du représentant des usagers au sein du bureau d'aide juridictionnelle par le président de ce bureau jusqu'à l'installation du conseil départemental de l'aide juridique) - **Art. 70** (*conseils départementaux de l'aide juridique : mise en place éventuelle par l'autorité administrative*) : s'oppose à l'amendement n° 43 du Gouvernement (en cas de non constitution des conseils départementaux de l'aide juridique au 31 décembre 1992, l'autorité administrative procèdera à cette constitution selon une convention type définie par décret en Conseil d'Etat).

Deuxième lecture [n° 374 (90-91)] - (26 juin 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2110, 2111) : conditions d'admission à l'aide juridique des étrangers - Rétribution des avocats - Concours de l'Etat à l'accès au droit - **Art. 1er** : son amendement n° 1 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 21 de M. Charles Lederman (accès à la justice et au droit garanti par l'Etat) - **Art. 3** (p. 2113) : son amendement n° 2 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 7** (p. 2115) : son amendement n° 3 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 13** : ses amendements n° 28 et n° 4, relatifs au rétablissement des bureaux d'aide juridictionnelle auprès des juridictions d'appel, tant en matière civile qu'en matière administrative ; adoptés - **Art. 14** : son amendement de coordination n° 5 ; adopté - **Art. 16** (p. 2116) : son amendement de coordination n° 6 ; adopté - **Art. 27** : son amendement n° 7 : conditions de calcul de la rétribution de l'avocat et du versement de la dotation annuelle de l'Etat à chaque barreau ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 22 de M. Charles Lederman (affectation annuelle par l'Etat d'une dotation à chaque barreau correspondant aux missions d'aide juridictionnelle accomplies par les avocats du barreau dont le montant résulte de la rémunération convenable des frais et honoraires des auxiliaires de justice) - **Art. 28** : son amendement rédactionnel n° 8 ; adopté - **Art. 29** (p. 2118) : son amendement n° 9 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 31** : son amendement de coordination n° 10 ; adopté - **Art. 33** : son amendement n° 11 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 35** (p. 2119) : accepte les amendements de M. Charles Lederman, n° 25 (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) et n° 26 (suppression de la notion de méthode d'évaluation des honoraires établis par chaque barreau) - **Art. 38 bis** (p. 2120) : son amendement n° 14 : limitation de la disposition permettant d'allouer à l'auxiliaire de justice la totalité des émoluements auxquels il pouvait prétendre au seul cas où une affaire est terminée par une transaction conclue avec son concours ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 30 du Gouvernement - **Art. 53 bis** (p. 2121) : son amendement rédactionnel n° 15 ; adopté - **Art. 56** : ses amendements n° 16 : détermination par le conseil départemental de l'aide juridique des conditions dans lesquelles s'exerce l'aide à la consultation en conformité avec les règles de déontologie des différentes personnes chargées de la consultation ; et n° 17 ; suppression du dernier alinéa de cet article qui tend à créer des centres d'accueil, d'information et d'orientation du public gratuits ; adoptés - **Art. 63** (p. 2122) : son amendement n° 18 : suppression du cinquième alinéa de cet article relatif au financement de l'aide à l'accès au droit par des subventions accordées par les collectivités territoriales, les établissements publics, les organismes de sécurité sociale et les fonds recueillis auprès des sociétés d'assurance et de toute autre personne publique ou privée ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 27 de M. Charles Lederman (financement de l'aide à l'accès au droit par l'Etat) - **Art. 65** (p. 2123) : son amendement de coordination n° 19 ; adopté - **Art. 68** : son amendement n° 20 : suppression de la précision selon laquelle le juge peut d'office dire qu'il n'y a pas lieu à condamner la partie perdante, condamnée aux dépens à verser à l'adversaire une somme au titre des frais irrépétibles ; retiré.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 422 (90-91)] - (28 juin 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2249) : réussite de la commission mixte paritaire.

- Projet de loi relatif au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 423 (90-91)] - (28 juin 1991) - En remplacement de M. Marcel Rudloff, rapporteur - **Discussion générale** (p. 2253) : succès de la commission mixte paritaire - Nécessités de l'ordre public et respect des libertés individuelles.

- Projet de loi renforçant la protection des consommateurs [n° 304 (90-91)] - (15 octobre 1991) - **Art. 7** (*extension de l'interdiction de l'envoi forcé aux prestataires de services*) (p. 2886) : intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (exclusion du champ d'application de l'article des accords résultant d'usages professionnels établis et contrôlés par une autorité administrative ou de la mise en oeuvre d'une clause de révision expresse et convenue lors de la signature du contrat).

DELANEAU (Jean), sénateur de l'Indre-et-Loire (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

- Juge suppléant de la Haute cour de justice.

Membre titulaire du Conseil national de la cinématographie.

Membre titulaire du comité de l'éthique du loto sportif.

Membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes.

- Est nommé membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 (*JO* Lois et décrets du 29 juin 1991) ; puis nommé vice-président (*JO* Lois et décrets du 5 juillet 1991), jusqu'au 11 décembre 1991.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les articles 27, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication (16 décembre 1991).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Relations culturelles, scientifiques et techniques - [n° 93 (91-92) tome 11]** (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

- Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° 214 (88-89)] - Suite de la discussion - (30 avril 1991) - **Art. unique (suite)** - *Après l'art. 223-11 du code pénal* (p. 831) : loi Veil - Contraception - Se déclare opposé à l'amendement n° 84 de la commission (interruption illégale de la grossesse par le fait de la femme elle-même).

- Conclusions du rapport de M. Lucien Neuwirth, fait au nom de la commission des lois, sur **la proposition de loi** (n° 232, 90-91), déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à permettre aux associations d'anciens combattants d'ester en justice** [n° **283 (90-91)**] - (7 mai 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 893, 894) : anciens combattants - Diffamation - Avis favorable du groupe de l'UREI sur ce texte.

- Projet de loi portant réforme hospitalière [n° 309 (90-91)] - (4 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1255) : rôle et place des centres hospitaliers généraux - Médecins des hôpitaux généraux - (p. 1256) : réduction de lits - Equipements, moyens budgétaires et fonctionnement des centres hospitaliers généraux - Fermeture de services - (p. 1257) : lacunes du projet de loi.

Suite de la discussion - (5 juin 1991) - **Art. 1er A** (*principes fondamentaux : droits du malade, évaluation et analyse de l'activité hospitalière*) (p. 1290 et 1292) : sur l'amendement n° 1 de la commission (introduction de dispositions rela-

tives aux droits du malade et à l'évaluation hospitalière), se déclare opposé aux sous-amendements du Gouvernement n° 279 (accord du malade pour la communication d'informations au médecin ayant prescrit l'hospitalisation) et n° 308 (rôle de l'Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale dans le domaine hospitalier) - Informatisation médicale - Evaluation médicale - **Art. 1er** *(missions et obligations des établissements de santé)* - *Art. L. 711-1 du code de la santé publique (missions des établissements de santé)* (p. 1295) : se déclare favorable à l'amendement n° 5 de la commission (suppression de précisions inutiles) - Prise en compte de l'état psychologique du malade - *Art. L. 711-3 (communication du dossier médical et information des personnes soignées)* (p. 1299) : son amendement n° 164 : place des psychologues ; retiré - *Art. L. 711-4 (missions du service public hospitalier)* (p. 1319) : se déclare opposé à l'amendement n° 12 de la commission (cadre de développement de la formation continue et de la recherche médicale) - *Art. L. 711-7 (catégories d'établissements publics de santé)* (p. 1326) : intervient sur l'amendement rédactionnel n° 21 de la commission.

Suite de la discussion - (6 juin 1991) - **Art. 3** *(organisation et équipement sanitaires) Art. L. 712-2 du code de la santé publique (contenu de la carte sanitaire)* (p. 1350) : se déclare favorable à l'amendement n° 34 de la commission (suppression d'une référence à la chirurgie ambulatoire) - Etablissement de proximité - **Art. 7** *(dispositions applicables aux établissements publics de santé) - Art. L. 714-26 (institution et attributions du service des soins infirmiers)* (p. 1424) : son amendement n° 169 : organisation générale des soins infirmiers par la direction du service de soins infirmiers ; retiré - *Avant l'art. L. 714-27* : son amendement n° 171 : garantie accordée aux praticiens venant des services des centres hospitaliers généraux supprimés ; adopté.

Suite de la discussion - (7 juin 1991) - **Art. 10** *(codification et dispositions propres aux établissements de santé privés assurant l'exécution du service public hospitalier ou associés à son fonctionnement) - Art. L. 715-6 (obligations des établissements de santé privés à but non lucratif admis à participer à l'exécution du service public hospitalier)* (p. 1440) : son amendement n° 172 : objectif identique à celui de l'amendement n° 135 de la commission ; retiré au profit de celui-ci - *Art. L. 715-7 (règles budgétaires applicables aux établissements privés à but non lucratif admis à participer à l'exécution du service public hospitalier et recours à des praticiens hospitaliers)* (p. 1442) : ses amendements n° 173 : situation des établissements privés à but non lucratif participant au service public hospitalier ; n° 174 : situation des praticiens hospitaliers mis à disposition dans des établissements privés ; et n° 175 : situation des personnels enseignants et hospitaliers des CHU détachés dans des établissements privés ; retirés - **Après l'art. 11** (p. 1445) : son amendement n° 176 : conventionnement avec les organismes d'assurance maladie ; retiré - **Art. 14** *(codification et modifications des articles maintenus de la loi du 31 décembre 1970)* (p. 1451) : son amendement n° 204 : caractère provisoire des modalités de prise en charge des personnes âgées ; retiré - **Art. 24** *(maintien d'unités d'obstétrique dans les hôpitaux locaux)* (p. 1461) : son amendement n° 177 : maintien pendant cinq ans des unités d'obstétrique fonctionnant dans les hôpitaux locaux le 1er janvier 1991 ; retiré - (p. 1463) : fermeture de maternités - **Après l'art. 25** (p. 1475) : son amendement n° 178 : dispositifs visant à faciliter les actions de conversion ou de regroupement des centres hospitaliers généraux ; adopté.

– Projet de loi renforçant la protection des consommateurs [n° 304 (90-91)] - (15 octobre 1991) - **Art. 10-1** *(calcul des indices de prix à la consommation)* (p. 2892) : son amendement de suppression n° 20 ; adopté.

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Discussion des articles de la première partie :

(20 novembre 1991) - **Après l'art. 2** (p. 3909) : reprend l'amendement n° I-213 du Gouvernement retiré par son auteur (dépenses afférentes à l'habitation principale) ; adopté - **Après l'art. 6** (p. 3913) : intervient sur le sous-amendement n° I-214 du Gouvernement à l'amendement n° I-12 de M. Jacques Moutet (hausse du taux de la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers) - Procédure - Article 42, paragraphe 9 du règlement du Sénat - Vote du texte par division - Droit d'amendement.

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Après l'art. 11** (p. 3955) : soutient l'amendement n° I-187 de M. Marcel Lucotte (dispositions en faveur des agriculteurs finançant des investissements pour la modernisation de leur exploitation) - **Art. 29** *(hausse du droit de consommation sur les tabacs)* (p. 4004) : prix du tabac - **Après l'art. 29** (p. 4005) : se déclare opposé à l'amendement n° I-147 de M. Jacques de Menou (neutralisation de la mesure d'alourdissement de la fiscalité sur les cigares).

Suite de la discussion - (22 novembre 1991) - **Art. 32** *(aménagement de la dotation de compensation de la taxe professionnelle)* (p. 4022) : soutient l'amendement de suppression n° I-192 de M. Marcel Lucotte.

Deuxième partie :

Affaires étrangères - (5 décembre 1991) - Rapporteur pour avis (relations culturelles, scientifiques et techniques) (p. 4843) : crédits de la Direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques - Don en matériels à la police jordanienne - Agence pour l'enseignement français à l'étranger - Enseignants recrutés localement - (p. 4844) : droits de scolarité - Direction de l'enseignement français en Allemagne - Coordination des relations culturelles de la France avec l'étranger - Avis défavorable de la commission.

Articles non rattachés :

(8 décembre 1991) - **Art. 83 bis** *(possibilité pour les conseils généraux d'exonérer de taxe foncière sur les propriétés non bâties les jeunes agriculteurs)* (p. 5080) : intervient à propos de l'amendement n° II-166 du Gouvernement (nouvelle rédaction de cet article).

DELEBARRE (Michel), *ministre d'Etat, ministre de la ville.*

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

Est nommé *ministre d'Etat, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire* le 16 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 17 mai 1991).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Marcel Lesbros : **Autoroutes** *(Autoroute Grenoble-Sisteron)* (*JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1885).

de Mme Marie-Claude Beaudeau : **Jeunes** *(Aspirations et besoins des jeunes des banlieues)* (*JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1887).

de M. Jean Boyer : **Aménagement du territoire** *(Aménagement du territoire)* (*JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1888).

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements, instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° 242 (90-91)] - (2 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 217) : droit au logement - Urbanisation française - (p. 218) : ségrégation sociale - Politique de développement social urbain - Partenariat entre les collectivités locales et l'Etat - « Banlieues 89 » - « Habitat et vie sociale » - Rôle de l'Etat - Crédits du fonds social urbain - Rénovation des infrastructures - Présence de services sociaux - Inégalité des ressources financières - Fiscalité locale - (p. 219) : réduction pour les communes les plus riches de la part garantie de la DGF - Péréquation fiscale entre les communes de la région d'Ile-de-France - Absence

d'instances globales de coopération intercommunale - Transports collectifs - Bénéficiaires de cette réforme - Rôle de la DGF - Mécanisme de garantie - Données chiffrées - (p. 220) : concours particulier en faveur de communes défavorisées - Fonds de solidarité des communes d'Ile-de-France - Rôle des élus - Comité des finances locales - Critères de la redistribution - Potentiel fiscal - Logement social - (p. 221) : aménagement de l'espace rural - Travaux de l'Assemblée nationale.

Suite de la discussion - (3 avril 1991) - **Discussion générale (suite)** (p. 272) : rôle de l'Etat - Politique gouvernementale - Formation professionnelle - Aide aux jeunes en difficulté - Politique de la ville - Données chiffrées - (p. 273) : décentralisation - Mécanisme et financement de la dotation de solidarité urbaine - (p. 274) : critères de répartition de la DGF - Logement social - (p. 275) : monde rural et colloque de Bordeaux - Départements d'outre-mer - Simulations chiffrées - Réforme du financement des communes - (p. 276) : besoins des quartiers défavorisés - Système éducatif - **Art. 1er A** (*codification au sein du code des communes du régime d'indexation de la dotation globale de fonctionnement*) (p. 279) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 20 de la commission des lois saisie pour avis ainsi qu'aux amendements n° 88 de M. Robert Vizet (correction de la perte de recettes supportée en 1990), n° 61 (indexation de la DGF à partir de 1991 sur le PIB en valeur) et n° 62 (montant de la régularisation) de la commission - **Art. 1er B** (*suppression de la fraction de la prise en compte des résidences secondaires pour le calcul de la dotation de péréquation répartie en fonction du revenu*) (p. 280) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 63 de la commission, n° 21 de la commission des lois saisie pour avis et n° 50 de la commission des affaires économiques saisie pour avis - **Art. 1er C** (*demande de simulation sur la modification de la définition du potentiel fiscal*) (p. 284) : accepte l'amendement de suppression n° 64 de la commission et demande la réserve de l'amendement n° 110 de M. Jacques Bellanger jusqu'après l'examen de l'article 11 (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 1er** (*modification des concours particuliers au sein de la DGF*) (p. 285) : accepte l'amendement rédactionnel n° 65 de la commission - **Art. 2** (*part réservé à la dotation supplémentaire aux communes touristiques et thermales*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 66 de la commission - **Art. 2 bis** (*extension des communes éligibles à la dotation particulière aux villes-centre*) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 67 de la commission et n° 23 de la commission des lois saisie pour avis - **Après l'art. 2 bis** (p. 287) : s'oppose à l'amendement n° 89 de M. Robert Vizet (liberté de vote des taux de la fiscalité locale) - **Avant l'art. 3 bis** (p. 289) : s'oppose à l'amendement n° 74 de la commission (définition de l'indice des charges de caractère social des communes) et sur ce dernier, aux sous-amendements n° 137 de la commission des lois saisie pour avis et n° 123 de M. Geoffroy de Montalembert - **Art. 3** (*critères d'éligibilité, montant et répartition de la dotation de solidarité urbaine*) (p. 292) : s'oppose à l'amendement n° 68 de la commission (nouvelle rédaction du paragraphe I de l'article 3 relatif à l'institution d'une dotation de solidarité urbaine) - (p. 293) : s'oppose aux amendements n° 51 de la commission des affaires économiques saisie pour avis (éligibilité à la dotation de solidarité urbaine des groupements de communes rurales ayant dans leur objet un projet de développement économique local), n° 24 de la commission des lois saisie pour avis (abaissement du nombre de logements sociaux nécessaires à l'éligibilité à la dotation de solidarité urbaine) n° 112 et n° 113 de M. Robert-Paul Vigouroux (prise en compte des logements insalubres) - (p. 294) : s'oppose à l'amendement n° 69 de la commission (indice des charges à caractère social de la commune) et sur ce dernier, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 138 de la commission des lois saisie pour avis - S'oppose aux amendements n° 114 de M. Jacques Carat (exclusion des populations carcérales dans le calcul des rapports entre le nombre des logements sociaux et la population de la commune), n° 70 (base nette des quatre taxes directes locales) et n° 72 de la commission (rapport des conseils municipaux des communes sur les actions conduites en vue de l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers en difficulté) - Accepte l'amendement n° 71 de la commission (appréciation du seuil de dix mille habitants selon les règles de la DGF) - (p. 296) : s'oppose aux amendements n° 104 (financement de la dotation de solidarité urbaine à partir de la masse globale de la DGF) et n° 105 (taux de progression de la dotation de solidarité urbaine) de M. Jean-Marie Girault - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 106 de M. Jean-Marie Girault et n° 111 de M. Jacques Bellanger (critère d'effort fiscal) - (p. 297) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 73 de la commission et sur ce dernier au sous-amendement n° 25 de la commission des lois saisie pour avis - (p. 298) : logements sociaux - Simulations chiffrées - Caisses d'allocations familiales.

Suite de la discussion - (4 avril 1991) - **Art. 3 bis** (*simulations relatives à l'amélioration de la définition des logements sociaux*) (p. 308) : s'oppose aux amendements n° 75 de suppression de la commission et n° 26 de la commission des lois saisie pour avis (simulation pour les critères de sélection des communes contributives à la dotation de solidarité urbaine) - Accepte l'amendement n° 115 de M. Jacques Bellanger (prise en compte des personnes ne bénéficiant pas de l'aide au logement) - **Art. 4** (*réduction différenciée de la garantie minimale de progression*) (p. 309) : taux adopté par l'Assemblée nationale - Données chiffrées - Système de solidarité - (p. 313) : sur l'amendement n° 76 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 133 de M. Marcel Costes - (p. 316) : sur l'amendement n° 76 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), s'oppose au sous-amendement n° 15 de M. André Fosset - **Après l'art. 4** : s'oppose à l'amendement n° 77 de la commission (indice des charges à caractère social des communes) - **Art. 5** (*dispositions transitoires*) (p. 317) : s'oppose à l'amendement n° 36 de la commission des lois saisie pour avis (taux de progression de la dotation globale de fonctionnement) - **Art. 6** (*application de la dotation de solidarité urbaine aux communes des départements d'outre-mer et des collectivités territoriales à statut spécial*) (p. 318) : s'oppose aux amendements n° 38 de précision de la commission des lois saisie pour avis et n° 2 de M. Louis Virapoullé (notion de logement social dans les départements d'outre-mer) - **Après l'art. 6** (p. 319) : sur les amendements de M. Louis Virapoullé, s'oppose aux n° 3 (communes de la Réunion), n° 4 (prise en compte de l'octroi de mer dans le calcul de l'effort fiscal des communes des départements d'outre-mer) et n° 5 (prise en compte de l'octroi de mer dans le calcul de l'effort fiscal dans les communes de la Réunion) et accepte le n° 6 (communication des simulations concernant l'application du régime métropolitain de la DGF aux communes des départements d'outre-mer) - **Art. 7** (*fonds de solidarité des communes de la région d'Ile- de-France*) (p. 323) : décentralisation - Ville de Paris - Exemple de Dunkerque - Fiscalité - (p. 328) : s'oppose aux amendements n° 40 de suppression de la commission des lois saisie pour avis et n° 79 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 7 bis** (*report au 1er janvier 1992 du volet relatif à la solidarité en région d'Ile-de-France et instauration d'un prêt exceptionnel*) (p. 332) : s'oppose à l'amendement n° 80 de la commission (mise en place d'un prêt de la Caisse des dépôts et consignations) - **Après l'art. 7 bis** : s'oppose à l'amendement n° 135 de M. Jean-Pierre Fourcade (modification du taux de la taxe professionnelle) - **Intitulé du titre II** (p. 333) : s'oppose à l'amendement n° 139 de la commission (« De la coopération et de la solidarité dans la région d'Ile-de-France ») - **Avant l'art. 8** : s'oppose à l'amendement n° 81 de la commission (crédits affectés par les départements au financement d'actions conduites en vue de l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers en difficulté) - **Art. 8** (*mise en oeuvre de la dotation de solidarité urbaine en 1991 par imputation sur la régularisation de la DGF de 1990*) (p. 334) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 82 de la commission et n° 42 de la commission des lois saisie pour avis - **Art. 9** (*report de la date limite d'adoption des budgets en Ile-de-France*) : accepte les amendements identiques de suppression, n° 83 de la commission et n° 43 de la commission des lois saisie pour avis - **Demande de priorité** : accepte l'examen en priorité de l'article 10 - **Art. 10 (par priorité)** (*institution d'un mécanisme de solida-*

rité financière interdépartementale) (p. 337) : s'oppose à l'amendement n° 60 de la commission des affaires économiques saisie pour avis (nouvelle rédaction de cet article) - (p. 338) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 134 de M. Michel Moreigne (application dès 1991 du mécanisme de solidarité) - **Art. 11** (*demande de simulation relative à la définition du potentiel fiscal*) (p. 347) : s'oppose à l'amendement n° 84 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) ; sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 22 de la commission des lois saisie pour avis et s'oppose aux sous-amendements n° 52, n° 54, n° 55 et n° 56 de la commission des affaires économiques saisie pour avis et n° 136 de M. Jean Pépin - **Après l'art. 11** (p. 349) : s'oppose à l'amendement n° 85 de la commission - **Après l'art. 1er C** (p. 349) : s'oppose à l'amendement n° 59 de la commission des affaires économiques saisie pour avis (logement social en milieu rural) - **Art. 12** (*demande de simulation sur la création d'une dotation pour les communes rurales*) (p. 350) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 140 de la commission - **Art. 13** (*application de la loi dans les départements d'outre-mer*) : accepte l'amendement de coordination n° 48 de la commission des lois saisie pour avis - **Après l'art. 13** (p. 351) : demande le retrait de l'amendement n° 121 de M. René Régnault (pondération de la réduction de la taxe professionnelle) et accepte l'amendement n° 122 de M. Jacques Bialski (perte de recettes de taxe professionnelle dans une communauté urbaine ou un district à fiscalité propre) - **Intitulé** (p. 352) : s'oppose à l'amendement n° 141 de la commission (« Projet de loi instituant des solidarités financières entre communes, entre départements et entre collectivités locales de la région d'Ile-de-France ») - **Sur l'ensemble** (p. 356) : solidarité - Qualité des travaux du Sénat.

Nouvelle lecture [n° **281 (90-91)**] - (17 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 500) : dotation de solidarité urbaine - Concours particuliers - Région d'Ile-de-France - Indice des charges à caractère social des communes - Péréquation fiscale en Ile-de-France - (p. 501) : communes contributrices - Communes bénéficiaires - Logement social - Simulations chiffrées - Conditions d'éligibilité - Comité des finances locales - Fonds de péréquation pour l'Ile-de-France - (p. 509) : système de la région d'Ile-de-France - Liberté de gestion des collectivités territoriales bénéficiaires - Rapport devant le conseil municipal - Logement social - Allocation logement - Simulations chiffrées - (p. 510) : problème de Marseille - Collectivités territoriales - Communes non attributaires de la dotation de solidarité urbaine - Ressources des départements - Données chiffrées - Dépôt de ce projet de loi devant le Parlement - Décentralisation - Procédure d'urgence - (p. 511) : Logement social - Communes non attributaires de la dotation de solidarité urbaine - Département du Cantal - Réforme de la fiscalité locale - Allocation logement - **Art. 1er A, 1er B, 1er C et 1er D** (p. 512) : s'oppose aux amendements de la commission, n° 1 (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture), n° 2 et n° 3, de suppression, et n° 4 (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture) - **Art. 2 bis** (p. 513) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 5 de la commission - **Art. 3** (p. 514) : s'oppose aux amendements n° 6 et n° 7 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture) - **Art. 3 bis A** (*calcul de l'indice des charges à caractère social de la commune*) : s'oppose à l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture) - **Art. 3 bis** (p. 516) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 9 de la commission - **Art. 4, 4 bis et 5** (p. 517) : s'oppose aux amendements de la commission, n° 10, n° 11 et n° 12 (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture) - **Art. 5 bis et Intitulé du titre II** (p. 518) : s'oppose aux amendements de la commission n° 13 et n° 14 (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture) - **Art. 7** (p. 520) : s'oppose à l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture) - **Art. 7 bis A** (*obligation pour le maire d'une commune bénéficiaire d'une attribution du fonds de solidarité de la région d'Ile-de-France de présenter un rapport devant le conseil municipal*) (p. 520) : s'oppose à l'amendement rédactionnel n° 16 de la commission - **Art. 7 bis** (*instauration d'une enveloppe de prêts sans intérêt pour les communes bénéficiaires du mécanisme de solidarité en Ile-de-France*) : s'oppose à l'amendement n° 17 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture) - **Art. 7 ter** (*possibilité pour les collectivités locales d'Ile-de- France d'augmenter leur taux de taxe professionnelle*) (p. 721) : s'oppose à l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture) - **Art. 8 A** (*crédits affectés par les départements au financement d'actions conduites en vue de l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers défavorisés*) : s'oppose à l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement du textre adopté par le Sénat en première lecture) - **Art. 8** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 29 de la commission - **Art. 10** (p. 523) : s'oppose à l'amendement n° 20 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) et, sur ce dernier, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 28 de M. Michel Moreigne - **Art. 10 bis** (*dotation particulière de solidarité urbaine*) (p. 525) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 21 de la commission - **Art. 11** (p. 527) : s'oppose à l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture) - **Art. 11 bis** : s'oppose à l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture) - **Art. 12 et 13** (p. 528) : s'oppose aux amendements de la commission, n° 24 de suppression et n° 25 (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture) - **Intitulé** : s'oppose à l'amendement n° 26 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture) - **Sur l'ensemble** (p. 530) : politique gouvernementale - Région Rhône-Alpes - (p. 531) : position du Gouvernement - Position du maire de Paris - Région Nord - Pas-de-Calais - Travaux du Parlement - Réforme de la fiscalité locale - (p. 532) : crédits du fonds social urbain.

– **Projet de loi d'orientation pour la ville** [n° **350 (90-91)**] - (19 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1809) : texte relatif au logement des plus démunis - Loi sur la dotation de solidarité urbaine et le fonds de péréquation des ressources fiscales en Ile-de- France - Evolution de la société urbaine - Sécurité des biens et des personnes - Principe de la diversité dans l'habitat et dans les activités - (p. 1810) : fonds de péréquation entre départements - Amélioration de la présence et de la qualité des services publics dans les quartiers défavorisés - Emploi - Insertion économique - Chômage - Banlieues - Racisme - Formation - Exonération de la taxe professionnelle - Sport - Loisirs - Musique - Création de la dotation de solidarité urbaine - Réhabilitation des HLM - (p. 1811) : diversité de l'habitat - Diversité du logement social dans les quartiers anciens et les centres villes - Diversité des activités et des fonctions sur le territoire du quartier - Fin des zones à urbaniser en priorité, ZUP - Culture de masse - (p. 1842) ; problèmes de notre société - Objectif prioritaire : rapprocher le lieu d'activité de l'habitat - (p. 1843) : favorable au débat sur la politique de la ville - Priorité éducative - Partisan de la décentralisation - « Le ministre de la ville, c'est le maire » - Principe de la diversité - Principe de la collaboration entre l'Etat et les collectivités locales - Immigration clandestine - (p. 1844) : politique du regroupement familial - Effectifs des policiers en tenue exerçant en région parisienne - Problème des commissariats et des antennes de service public dans les quartiers en difficulté - ZAC Dupleix - (p. 1845) : nécessaire complémentarité entre la politique de la ville et l'aménagement du territoire - Solidarité financière entre les communes - Délocalisation vers la province des services de l'Etat - **Art. 1er** (*égalité des droits entre les habitants des villes*) (p. 1847) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 2 rectifié de la commission (supprimer l'expression « droit à la ville ») ainsi que pour le sous-amendement n° 118 de Mme Paulette Fost (appuyer le développement économique des villes sur une politique de relance industrielle nationale) - **Après l'art. 1er** (p. 1848) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 3 de la commission (revitalisation de l'espace rural) - **Art. 2** (*politiques urbaines et lutte contre la ségrégation*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 4 de la commission (faire de la réalisation des logements sociaux un intérêt national et préciser l'intervention financière de l'Etat) - S'oppose à l'amendement n° 109 rectifié bis de M. André Diligent (ne pas faire peser la charge résultant de

ce projet de loi sur les seules communes) - **Art. 3** (*construction de logements sociaux*) (p. 1849) : accepte l'amendement de suppression n° 5 de la commission.

Suite de la discussion - (20 juin 1991) - **Art. 5** (*participation des habitants*) (p. 1861) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 6 de la commission (concertation des habitants sur toute modification importante des conditions de vie dans la commune), n° 119 de Mme Paulette Fost (organisation de la concertation dans les communes) et n° 138 de M. Claude Estier (concertation des habitants et des associations représentatives lors de modifications des conditions de vie dans la commune) - **Après l'art. 5** (p. 1862) : s'oppose aux amendements n° 110, n° 111, n° 112 et n° 113 de M. André Diligent (prévoir des actions particulières pour la formation des jeunes, renforcer la protection des personnes et des biens, lutter pour l'intégration et contre l'immigration clandestine, développer des formations alternées et développer l'apprentissage) - **Art. 6** (*modification de l'article L. 110 du code de l'urbanisme relatif aux principes généraux de l'utilisation du territoire qui s'imposent aux règles locales de planification urbaine*) (p. 1863) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 8 de la commission - **Art. 7** (*modification de l'article L. 121-10 du code de l'urbanisme relatif à l'utilisation de l'espace*) (p. 1863) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 9 de la commission (maintien du principe d'équilibre entre zones agricoles, forestières et naturelles et les zones réservées aux activités économiques) - **Après l'art. 8** (p. 1864) : s'oppose à l'amendement n° 10 de la commission (faire entrer la région d'Ile-de-France dans le droit commun en matière de schéma directeur) - **Art. 9** (*modification de l'article L. 123-1 du code de l'urbanisme relatif au contenu et à la nature juridique des plans d'occupation des sols, POS*) (p. 1865) : accepte l'amendement rédactionnel n° 11 de la commission - **Art. 9 bis** (*modification de l'article L. 123-3 du code de l'urbanisme relatif à la procédure d'élaboration des POS*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 12 de la commission (ne pas accroître les pouvoirs du préfet) - **Art. 10** (*modification de l'article L. 123-3-2 du code de l'urbanisme relatif aux conditions de l'opposabilité du POS dans les communes non couvertes par un schéma directeur ou un schéma de secteur*) (p. 1866) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 13 de la commission (limiter le contrôle a posteriori du préfet) - **Art. 12** (*modification de l'article L. 301-1 du code de la construction et de l'habitation relatif au plan d'aménagement des zones d'aménagement concerté*) (p. 1866) : accepte l'amendement n° 14 de la commission (garantir un équilibre entre le secteur locatif privé ou social et le secteur d'accession à la propriété) - **Après l'art. 12** (p. 1867) : s'oppose à l'amendement n° 15 de la commission (favoriser la diversité de l'habitat) - **Art. 13** (*programme local de l'habitat PLH*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 148 de la commission des affaires sociales saisie pour avis - *Art. L. 302-1 (définition du PLH)* (p. 1870) : s'oppose aux amendements n° 120 de Mme Paulette Fost (laisser la liberté aux communes de s'engager dans un programme local de l'habitat) et n° 149 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (composition de l'établissement public de coopération intercommunale) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 17 de la commission - S'oppose à l'amendement n° 114 de M. André Diligent (préciser la participation financière de l'Etat) - *Après l'art. L. 302-1* (p. 1871) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 18 de la commission (autoriser un dépassement du plafond de ressources exigé pour l'obtention d'un logement social) - *Art. L. 302-2 (élaboration du PLH)* : s'oppose à l'amendement n° 19 de la commission (réserver la définition des normes locales à l'échelon communal ou intercommunal) - (p. 1872) : demande le retrait des amendements de M. André Diligent, n° 115 (réduire le pouvoir du préfet en matière de définition des objectifs locaux à prendre en compte pour la diversité de l'habitat) et n° 116 (montant des aides financières à la construction et à l'aide foncière accordées par l'Etat) et s'oppose à l'amendement n° 150 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (limiter l'importance de tout nouvel ensemble immobilier locatif financé grâce au concours de l'Etat à hauteur de 150 logements) - (p. 1873) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 20 de la commission (associer à l'établissement public de coopération intercommunale lors de l'élaboration du programme local de l'habitat toute personne morale utile) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 21 de la commission (délais dont disposent l'établissement public de coopération intercommunale et la commune pour donner leur avis sur le PLH) - - *Art. L. 302-3 (suivi de la réalisation du PLH)* : accepte l'amendement rédactionnel n° 22 de la commission - *Art. L. 302-4 (convention entre l'Etat et l'établissement public de coopération intercommunale)* (p. 1874) : s'oppose aux amendements de Mme Paulette Fost n° 122 (ne pas limiter l'aide de l'Etat aux seules communes ayant moins de 20 % de logements sociaux) - et n° 121 (permettre aux communes d'établir de manière autonome leur propre programme) - *Après l'art. L. 302-4* (p. 1875) : s'oppose à l'amendement n° 123 de Mme Paulette Fost (préserver l'autonomie communale et faire bénéficier en priorité d'une aide financière les communes ayant déjà consacré un effort important au logement social) - - *Art. L. 302-4-1 (possibilité pour une commune d'élaborer seule un PLH)* : s'oppose à l'amendement n° 144 de M. Alain Pluchet (permettre à une commune disposant d'un nombre suffisant de logements sociaux d'élaborer son propre programme de l'habitat) - S'oppose à l'amendement n° 24 de la commission (réserver les dispositions contraignantes en dernier recours) - (p. 1899) : s'oppose à l'amendement n° 25 de la commission (effet de l'absence de plan local de l'habitat dans les délais prescrits) et aux sous-amendements n° 151 et n° 152 de la commission des affaires sociales saisie pour avis - *Après l'art. L. 302-5* (p. 1900) : s'oppose à l'amendement n° 26 de la commission (transfert du droit de préemption à l'Etat) - *Art. L. 302-6 (obligation de réaliser des logements locatifs sociaux)* : s'oppose à l'amendement n° 27 de la commission (report de la date d'application des dispositions de l'article L. 302-6) - (p. 1901) : s'oppose aux amendements de la commission n° 28 (logements intermédiaires) et n° 29 (création d'un fonds communal) - *Art. L. 302-7 (contribution financière)* : s'oppose à l'amendement n° 30 de la commission (sanctions en cas de non-respect des objectifs du PLH) - *Art. L. 302-7-1 (adaptation des programmes locaux de l'habitat et des conventions)* (p. 1902) : accepte l'amendement de suppression n° 31 de la commission - *Art. L. 302-8 (actions foncières et acquisitions immobilières)* (p. 1903) : s'oppose à l'amendement n° 32 de la commission (adaptation des programmes locaux de l'habitat et des conventions existantes) et aux sous-amendements n° 155 et n° 156 de la commission des affaires sociales saisie pour avis - (p. 1904) : s'oppose aux amendements de la commission n° 176, n° 177 et n° 33 de coordination (portée à cinq ans la durée minimale d'un programme local de l'habitat) - **Après l'art. 13 bis** : accepte l'amendement n° 34 de la commission (adaptation des programmes locaux de l'habitat et des conventions existants) - **Art. 14** (*participation à la diversité de l'habitat*) - *Art. L. 332-17 du code de l'urbanisme (définition du calcul de la participation à la diversité de l'habitat, PDH)* (p. 1907) : s'oppose à l'amendement n° 35 de la commission (champ d'application de la participation à la diversité de l'habitat) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 36 de la commission - (p. 1908) : s'oppose à l'amendement n° 37 de la commission (diversifier le logement social au-delà du PLA) - Accepte l'amendement n° 38 de la commission (participation à la diversité de l'habitat) : s'oppose à l'amendement n° 158 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (donner une définition exacte des logements en accession aidée) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 39 de la commission - (p. 1909) : s'oppose à l'amendement n° 40 de la commission des finances saisie pour avis (définition et calcul de la participation à la diversité de l'habitat) - (p. 1910) : s'oppose à l'amendement n° 41 de la commission (limitation du taux de la participation à la diversité de l'habitat) - S'oppose à l'amendement n° 97 de la commission des finances saisie pour avis (limiter l'impact de la participation à la diversité de l'habitat à 2 % du prix hors taxe de la construction) - Accepte l'amendement n° 42 de la commission (assiette de la participation à la diversité de l'habitat) - **Après l'art. 332-17** (p. 1911) : s'oppose à l'amendement n° 43 de la

commission (création des observatoires fonciers) - *Art. L. 332-18 (liste des opérations exclues du champ d'application de la PDH)* : accepte l'amendement de coordination n° 178 de la commission - Accepte l'amendement n° 98 de la commission des finances saisie pour avis (exonérations de la participation à la diversité de l'habitat) - *Art. L. 332-19 (modalités de versement)* : s'oppose à l'amendement n° 44 de la commission (prise en compte des logements intermédiaires et de ceux destinés à l'accession à la propriété) - (p. 1912) : s'oppose à l'amendement n° 45 de la commission (prise en compte des logements intermédiaires et de ceux qui sont destinés à l'accession à la propriété) - Accepte l'amendement n° 46 de la commission (remplacer le mot « logements » par le mot « locaux » afin de faire entrer dans le champ d'application la réhabilitation des locaux industriels transformés en logement) - (p. 1913) : s'oppose à l'amendement n° 47 de la commission (prise en compte du logement intermédiaire et de ceux destinés à l'accession à la propriété) - *Art. L. 332-20 (déclaration et évaluation des terrains, logements et constructions)* : accepte l'amendement n° 48 de la commission (remplacement du mot « logements » par le mot « locaux » afin de faire entrer dans le champ d'application la réhabilitation des locaux industriels transformés en logements) - *Art. L. 332-21 (perception et affectation des versements)* : s'oppose à l'amendement n° 49 de la commission (règles d'affectation du produit financier de la participation à la diversité de l'habitat) - (p. 1914) : s'oppose aux amendements n° 50 et n° 51 de la commission (prise en compte des logements intermédiaires et de ceux destinés à l'accession à la propriété) - *Art. L. 332-22 (destination des biens apportés par les constructeurs en paiement de la PDH)* : accepte l'amendement n° 52 de la commission (remplacement du mot « logements » par le mot « locaux » afin de faire entrer dans le champ d'application la réhabilitation des locaux industriels transformés en logements) - Accepte les amendements identiques n° 53 et n° 54 de la commission (participation à la diversification de l'habitat) - S'oppose aux amendements n° 55 et n° 56 de la commission sur le même objet ainsi qu'à l'amendement n° 125 de Mme Paulette Fost (accélérer la construction de logements sociaux sans mettre en difficulté les constructeurs) - Demande le retrait de l'amendement n° 145 de M. René Trégouët (société d'économie mixte à but non lucratif) - *Art. L. 332-23 (aliénation et cession de biens reçus par dation)* (p. 1916) : accepte l'amendement n° 57 de la commission (vente des biens reçus par dation) - *Art. L. 332-24 (établissement, liquidation, recouvrement et restitution de la PDH)* : accepte l'amendement n° 58 de la commission (notion de versement) - Demande le retrait de l'amendement n° 126 de Mme Paulette Fost (participation à la diversité de l'habitat et contribution de l'Etat) - *Art. L. 332-26* (p. 1917) : accepte les amendements de la commission n° 59 (société anonyme et société d'économie mixte) - et n° 60 - *Art. L. 332-27 (entrée en vigueur)* : demande le retrait de l'amendement rédactionnel n° 61 de coordination - *Après l'art. L. 332-27* : s'oppose à l'amendement n° 127 de Mme Paulette Fost (concours financier de l'Etat à la diversification de l'habitat) - **Art. 15** *(prise en compte de la participation à la diversité de l'habitat dans le code de l'urbanisme, le code général des impôts et le code des communes)* - *Art. L. 332-6, L. 332-12 et L. 332-17 du code de l'urbanisme, art. 302 septies B du code général des impôts et art. L. 253-2 du code des communes* (p. 1918) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 180 de la commission (exonération de la participation à la diversité de l'habitat) - **Art. 16** *(élaboration d'un programme de référence pour certaines actions d'aménagement)* - *Art. L. 300-5 du code de l'urbanisme* (p. 1920) : accepte l'amendement de cohérence n° 62 de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de cohérence n° 63 du même auteur et s'oppose à l'amendement n° 128 de Mme Paulette Fost (associer les habitants des quartiers rénovés aux décisions) - **Après l'art. 16** (p. 1920) : s'oppose à l'amendement n° 129 de Mme Paulette Fost (déplafonnement de l'aide de l'Etat à l'amélioration des logements locatifs sociaux et augmentation de son taux) - **Art. 17** *(opération « programme d'amélioration de l'habitat »)* - *Art. L. 303-1 du code de la construction et de l'habitation* (p. 1921) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 64, n° 65 et n° 68 de la commission (prévoir que les conventions envisagées concernent également des actions destinées à assurer le maintien ou l'implantation de services et de commerces) - S'oppose à l'amendement n° 66 de la commission (actions d'accompagnement de l'Etat), accepte l'amendement n° 67 de la commission (maintien sur place des occupants actuels) - (p. 1924) : s'oppose à l'amendement n° 175 de M. Louis de Catuelan (subordonner le bénéfice de l'avantage fiscal accordé au propriétaire à la signature d'un bail d'habitation de neuf ans à loyer conventionné), aux amendements n° 69 (limiter l'affectation à 75 % des immeubles), 70 et 71 de la commission (limitation du conventionnement à 50 % de la superficie des locaux loués à usage d'habitation et maintien des locataires sur place quel que soit leur niveau de ressources), aux sous-amendements n° 161 de la commission des affaires sociales saisie pour avis et n° 99 de la commission des finances saisie pour avis - Accepte l'amendement n° 100 de la commission des finances saisie pour avis (prendre en compte le plafond de ressources opposable au locataire) - (p. 1926) : s'oppose à l'amendement n° 72 de la commission (étendre les possibilités de déduction des frais de démolition à toutes les surfaces de l'immeuble) - **Art. 19** *(suppression des zones à urbaniser en priorité, ZUP)* - *Art. L. 123-11 du code de l'urbanisme* : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 73 de la commission (renforcer l'incitation fiscale accordée aux entreprises qui se créeraient dans les anciennes zones à urbaniser en priorité, ZUP) - S'oppose à l'amendement n° 130 de Mme Paulette Fost (relogement des locataires dont les immeubles deviennent des immeubles de bureaux) - **Après l'art. 19** (p. 1927) : s'oppose à l'amendement n° 131 de Mme Paulette Fost (programme d'amélioration de la vie quotidienne dans les grands ensembles) - **Art. 19 bis** *(coordination)* - *Art. L. 123-13* (p. 1927) : accepte l'amendement n° 74 de la commission (élargir l'application des programmes d'intégration à la ville) - **Art. 20** *(possibilité d'exonérer de la taxe professionnelle les établissements situés dans les grands ensembles)* - *Art. 1466 A du code général des impôts* (p. 1929) : sur l'amendement n° 101 de la commission des finances saisie pour avis (exonération de taxe professionnelle - préciser que seules les communes délimitent les nouveaux périmètres de taxe professionnelle), son sous-amendement n° 182 ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 167 de M. Philippe Adnot - Accepte l'amendement n° 101 de la commission des finances saisie pour avis (exonération de taxe professionnelle - préciser que seules les communes délimitent les nouveaux périmètres de taxe professionnelle), sous réserve de sa modification par son sous-amendement n° 182 - Accepte les amendements n° 102 (possibilité aux groupements de communes dotés d'une fiscalité propre de s'associer à l'exonération de taxe professionnelle) et n° 103 (nécessité d'un décret en Conseil d'Etat pour préciser les modalités de délimitation des périmètres d'exonération de taxe professionnelle) de la commission des finances saisie pour avis - **Après l'art. 20** (p. 1930) : s'oppose à l'amendement n° 104 de la commission des finances saisie pour avis (engager l'Etat aux côtés des collectivités locales et des constructeurs) - **Après l'art. 21** (p. 1932) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 132 de Mme Paulette Fost (insérer un article additionnel sur les normes de salubrité et de sécurité) - **Art. 22** *(création d'établissements publics fonciers)* - *Art. L. 324-1 du code de l'urbanisme (définition des établissements publics fonciers et de leurs missions)* (p. 1933) : s'oppose aux amendements de M. Philippe Adnot n° 168 de suppression et n° 170 (réduire le champ d'application) - (p. 1934) : s'oppose à l'amendement n° 169 de M. Philippe Adnot (préciser le champ d'application) - (p. 1935) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 76 de la commission : s'oppose à l'amendement n° 77 de la commission (coopération intercommunale et établissement public foncier) et au sous-amendement n° 162 de la commission des affaires sociales saisie pour avis - *Art. L. 324-3 (modalités d'administration des établissements publics fonciers)* (p. 1936) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 78 de la commission (nomination du directeur d'un établissement public foncier) - Accepte l'amendement n° 79 de la commission (élection du président de l'établissement public foncier et désignation du directeur) - *Art. L. 324-4 (conditions dans*

lesquelles d'autres collectivités ou établissements peuvent demander à faire partie d'établissements déjà créés) : s'oppose à l'amendement n° 80 de la commission (adhésion à l'établissement public foncier) - *Art. L. 324-6* (*recettes des établissements publics fonciers*) (p. 1937) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 181 de la commission - *Après l'art. 324-7* : s'oppose à l'amendement n° 81 de la commission (syndicats mixtes et établissements publics fonciers) - *Art. L. 324-8 (conditions d'application des art. L. 324-1 à L. 324-7)* : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 142 de M. Marcel Bony (transformation des établissements publics de coopération intercommunale à vocation unique en établissements publics fonciers) - **Art. 23** (*taxe spéciale d'équipement*) - *Art. 1607 bis du code général des impôts* (p. 1938) : accepte l'amendement n° 105 rectifié de la commission des finances saisie pour avis (montant de la taxe additionnelle) et s'oppose à l'amendement n° 133 de Mme Paulette Fost (création d'une surtaxe spéciale d'équipement) - (p. 1939) : s'oppose à l'amendement n° 134 de Mme Paulette Fost (lutter contre les loyers abusifs) - **Art. 25** (*extension du pouvoir du maire en matière de délégation des droits de préemption*) - *Art. L. 122-20 du code des communes* : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 163 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (laisser au maire le soin d'apprécier les conditions de la délégation) - S'oppose à l'amendement n° 166 de M. Robert-Paul Vigouroux (permettre aux communes de déléguer à une société d'économie mixte des acquisitions en vue de la réalisation des actions et des opérations d'aménagement) - **Après l'art. 25** (p. 1940) : s'oppose à l'amendement n° 108 de M. René Trégouët tendant à insérer un article additionnel afin de permettre aux départements d'intervenir avec un droit de préemption après l'Etat et la commune - **Art. 26** (*élargissement de l'objet des réserves foncières*) - *Art. L. 210-1 et L. 221-1 du code de l'urbanisme* : s'oppose à l'amendement n° 82 de la commission (élargissement du droit de préemption) - Accepte l'amendement n° 83 de la commission (supprimer le paragraphe I bis de l'article 26) - (p. 1941) : s'oppose à l'amendement n° 84 de la commission (réalisation d'une opération d'aménagement) - **Art. 27** (*obligation pour le titulaire du droit de préemption de consigner la moitié de la valeur du bien*) - *Art. L. 213-4-1 et L. 213-4-2* : accepte l'amendement n° 85 de la commission (éviter un usage abusif du droit de préemption) - **Art. 28** (*rétablissement des périmètres provisoires de zones d'aménagement différé, ZAD*) - *Art. L. 212-2-1, L. 212-2-2 et L. 213-5* (p. 1942) : s'oppose à l'amendement n° 135 de Mme Paulette Fost (ne pas priver la commune de son droit de préemption) et s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 86 de la commission (réduction du temps du pré-Z.A.Dage à dix-huit mois) - **Art. 29** (*extension du champ d'application des zones d'aménagement différé, ZAD*) - *Art. L. 211-1, L. 211-3, L. 212-1 et L. 213-17* (p. 1943) : s'oppose à l'amendement n° 87 de la commission (rétablissement des garanties existantes de la liberté des communes en matière d'élaboration des documents d'urbanisme) - **Art. 31** (*organisation des transports dans la région d'Ile-de- France*) (p. 1944) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 106 de la commission des finances saisie pour avis et oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 88 de la commission (meilleure organisation du transport en Ile-de-France) - **Avant l'art. 32** (p. 1945) : s'oppose à l'amendement n° 147 de M. Ernest Cartigny (insérer un article additionnel bénéficiaire de la fraction non utilisée du 1 % logement) - (p. 1946, 1947) : s'oppose à l'amendement n° 171 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (insérer un article additionnel : équilibre dans la répartition des différentes catégories de la population dans le logement social) - Inefficacité de cet amendement - Risque de mauvaise interprétation de celui-ci - **Art. 32** (*institutionnalisation des relations entre les autorités municipales et les organismes d'habitations à loyer moderé, HLM*) - *Art. L. 411-3 du code de la construction et de l'habitation* (p. 1949) : accepte l'amendement n° 89 de la commission (information du maire et du conseil municipal par les organismes d'habitation à loyer modéré, HLM) - **Après l'art. 32** (p. 1950) : accepte l'amendement n° 90 de la commission (insérer un article additionnel créant une commission d'attribution dans les sociétés anonymes d'habitations à loyer modéré, HLM) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 146 de M. Lucien Neuwirth (insérer un article additionnel : garantie d'emprunt accordée par les collectivités locales aux organismes d'habitations à loyer modéré, HLM, et aux sociétés d'économie mixte, SEM, pour les opérations concernant la diversité de l'habitat) - **Art. 33** (*représentation des associations de locataires au conseil d'administration des sociétés anonymes d'habitations à loyer modéré*) - *Art. L. 422-2* (p. 1951) : s'oppose à l'amendement n° 91 de la commission (créer un conseil de surveillance et un directoire au sein des sociétés anonymes d'habitations à loyer modéré, HLM, et prévoir une participation des locataires au conseil de surveillance) - **Art. 34** (*avis préalable du maire sur les attributions de logement social*) - *Art. L. 441-2* : s'oppose à l'amendement n° 92 de la commission (sanctions en cas de non respect des conventions passées entre la commune et les organismes d'habitations à loyer modéré, HLM) - **Après l'art. 34** (p. 1952) : s'oppose à l'amendement n° 137 rectifié de Mme Paulette Fost (permettre aux maires des communes de disposer de moyens élargis d'attribution de logements sociaux) - **Art. 36** (*affectation du produit de la taxe de surdensité et du versement pour dépassement du plafond légal de densité, PLD*) - *Art. L. 332-21 du code de l'urbanisme* (p. 1953) : s'oppose à l'amendement n° 93 de la commission (permettre que le versement pour dépassement du PLD ne soit pas exclusivement réservé aux acquisitions foncières pour la réalisation de logements sociaux) - **Art. 38** (*maintien dans les lieux des syndicats et associations professionnelles*) (p. 1954) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 94 de la commission - **Après l'art. 38** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 95 de la commission (petits commerces de quartier) - **Intitulé du projet de loi** : s'oppose à l'amendement n° I de la commission (« projet de loi relatif à la maîtrise foncière urbaine et à la diversification de l'habitat ») - **Sur l'ensemble** (p. 1956) : remerciements.

Nouvelle lecture [n° 432 (90-91)] - (2 juillet 1991) - **Art. 14** (*participation à la diversité de l'habitat*) - *Art. L. 332-18 du code de l'urbanisme (liste des opérations exclues du champ d'application de la participation à la diversité de l'habitat, PDH*)(p. 2350) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 23 de la commission (exonérer les constructions édifiées par des syndicats ou des associations professionnelles) - *Art. L. 332-19* (*modalités de versement*) (p. 2351) : s'oppose à l'amendement n° 24 de la commission (possibilité de libération de la participation à la diversité de l'habitat, PDH, par dation de terrains ou de locaux en vue de la réalisation de logements intermédiaires et de logements en accession à la propriété aidés par l'Etat) - *Art. L. 332-21* (*perception et affectation des versements*) : accepte l'amendement de coordination n° 25 de la commission - *Art. L. 332-22* (*destination des biens apportés par les constructions en paiement de la participation à la diversité de l'habitat, PDH*) : s'oppose aux amendements n° 26 et n° 27 de la commission (prise en compte de l'insertion des logements intermédiaires) - *Art. L. 332-23* (*aliénation et cession des biens*) (p. 2352) : accepte l'amendement n° 28 de la commission (assurer le contrôle de l'affectation des biens à la réalisation de logements sans interdire une éventuelle aliénation) - **Art. 18** (*modification des dispositions fiscales relatives à certaines opérations de restauration immobilière et d'amélioration de l'habitat*) (p. 2353) : s'oppose aux amendements de la commission, n° 30 (faire bénéficier du régime fiscal dérogatoire les propriétaires d'immeubles dont les trois quarts de la superficie sont destinés à l'habitation) et n° 31 (révision des loyers) - Sur l'amendement n° 32 de la commission (exonération de l'obligation de passer une convention), son sous-amendement n° 53 ; adopté - **Art. 19** (*suppression des zones à urbaniser en priorité, ZUP*) (p. 2354) : s'oppose à l'amendement de la commission n° 33 (associer l'Etat et les bailleurs sociaux au programme d'intégration à la ville) - (p. 2355) : s'oppose aux amendements de la commission n° 34 (délais) et n° 35 (programme d'intégration à la ville) - **Art. 19 ter** (*élaboration d'un programme d'intégration à la ville*) : s'oppose à l'amendement n° 36 de la commission (remplacer le terme « programme de référence » par celui de « programme d'intégration à la ville ») - **Art. 20 bis** (*exonération de l'impôt sur le revenu et les sociétés*) (p. 2356) : s'oppose à

l'amendement n° 37 de la commission (prévoir l'exonération de l'impôt sur le revenu et les sociétés pour les entreprises qui se créent à l'intérieur des périmètres d'exonération de la taxe professionnelle) - **Art. 21 bis** (*respect des normes de salubrité et de sécurité*) : demande le retrait de l'amendement n° 51 de Mme Paulette Fost (locaux insalubres) - **Art. 22** (*création d'établissements publics fonciers*) -*Art. L. 324-1 du code de l'urbanisme* (*nature et compétences*) (p. 2357) : s'oppose à l'amendement n° 38 de la commission (accord de la commune) - *Art. L. 324-2* (*modalités de création*) (p. 2358) : s'oppose à l'amendement n° 39 de la commission (coopération volontaire à la création d'un établissement public foncier) - *Art. L. 324-4* (*admission des nouveaux membres*) : s'oppose à l'amendement n° 40 de la commission (association dans le cadre d'un syndicat mixte) - *Art. L.324-6* (*recettes*) : s'oppose à l'amendement n° 41 de la commission (prélèvement) - *Art. L. 324-7-1* (*création d'un syndicat mixte*) : s'oppose à l'amendement n° 42 de la commission (institution du syndicat mixte entre un établissement public foncier et les collectivités territoriales) - **Art. 26** (*élargissement de l'objet des réserves foncières*) (p. 2359) : s'oppose à l'amendement n° 43 de la commission (motivation de la préemption) - **Art. 29** (*extension du champs d'application des zones d'aménagement différé, ZAD*) -*Art. L. 211-1, L. 211-3, L. 212-1, L. 213-2, L. 213-17* (*zone d'aménagement différé, ZAD*) (p. 2360) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 44 de la commission - **Art. 31** (*organisation des transports dans la région d'Ile-de- France*) -*Art. L. 263-4 du code des communes* (*taux du versement de transport*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 45 de la commission - **Art. 31 ter** (*répartition équilibrée des familles non européennes*) (p. 2361) : s'oppose à l'amendement n° 50 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (diversification de la population dans les habitations à loyer modéré, HLM) - **Art. 33** (*représentation des locataires dans la société anonyme de HLM*) (p. 2363) : accepte l'amendement de coordination n° 46 de la commission - **Art. 36** (*affectation du produit de la taxe de surdensité et du versement pour dépassement du plafond légal de densité, PLD*) (p. 2364) : s'oppose à l'amendement n° 47 de la commission (diversité de l'affectation des fonds provenant du plafond légal de densité, PLD) - **Art. 37 bis** (*maintien dans les lieux des syndicats et associations professionnelles*) (p. 2365) : demande le retrait de l'amendement de suppression n° 48 de la commission - **Intitulé** : s'oppose à l'amendement n° 49 de la commission (projet de loi relatif à la maîtrise foncière urbaine et à la diversification de l'habitat).

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Aménagement du territoire - (4 décembre 1991) (p. 4778) : délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, DATAR - Contrats de plan - Maîtrise de la croissance de l'Ile-de-France - Adoption par le comité interministériel pour l'aménagement du territoire, CIAT, du projet de schéma d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France - Création du fonds d'aide à la délocalisation, FAD - Aménagement rural - Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural, FIDAR - Aide à l'investissement industriel en zones rurales, AIIZR - (p. 4779) : fonds régionalisé d'aide aux initiatives locales pour l'emploi, FRILE - Villes - Aide aux implantations d'entreprises - Comité interministériel d'aide à la localisation des activités, CIALA - Primes d'aménagement du territoire - Schéma routier et autoroutier national - Trains à grande vitesse, TGV - Ports - Programme « Université 2000 » - Formation - Développement de la recherche - Nouveaux contrats de plan - Rôle de la région - Politique de la ville, priorité du Gouvernement - Rénovation de l'habitat - Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale, PALULOS - (p. 4780) : prévention de la délinquance - Contrats de ville - Coopération avec les collectivités locales - Maîtrise de l'urbanisation - Intégration dans l'espace économique européen - (p. 4796) : aménagement du territoire - (p. 4797) : politique de la ville - Rôle de la DATAR - Délocalisations en province de services centraux - Politique de desserrement dans l'Ile-de-France - Rôle des régions - Préparation du XIe Plan - Contrats de plan - Région Centre - Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France - Achèvement prochain du Livre blanc - Secteur de la Loire moyenne - Marseille - Région Provence-Alpes-Côte d'Azur - Politique de délocalisation - Décentralisation et déconcentration - (p. 4798) : recherche prospective - Programme « prospective et territoire » - Aménagement du territoire de la Communauté économique européenne, CEE, dans le cadre de la réflexion « Europe 2000 » - Schéma de l'autoroute Nantes-Niort - TGV en direction de la Vendée - Conversion du bassin minier Nord-Pas-de-Calais - Extension de l'action de la Financière du Nord-Pas-de-Calais, FINORPA, à des secteurs en difficulté autres que le Bassin parisien - (p. 4799) : favorable à l'augmentation des crédits du groupe interministériel pour la rénovation des zones minières, GIRZOM - Rénovation des logements miniers - Zones d'entreprises - Agglomération de Caen et région de la Basse-Normandie - Aménagement du territoire - Télé-travail - Aménagement de la Bretagne et du Finistère - Investissements routiers sur la RN 164 - TGV Pointe-de-Bretagne - Département de la Moselle - (p. 4800) : développement des bureaux de la DATAR, à l'étranger - Amélioration de l'insertion de la région Nord-Pas-de-Calais dans l'espace européen - Etude des programmes d'infrastructures autoroutières et de TGV indispensables pour les prochaines années - Liaison Seine-Nord - Modernisation des ports - Concertation entre les ports de Dunkerque, de Calais et de Boulogne - Préparation des prochains contrats de plan - Rôle de Paris et de la région parisienne - Développement des métropoles régionales - Développement des villes moyennes et des bourgs en milieu rural - Politique de solidarité - **Examen des crédits - Après l'art. 89** (p. 4802) : accepte l'amendement n° II-27 de la commission des finances (récapitulation chaque année à compter de la loi de finances pour 1993, en annexe au fascicule budgétaire du ministère de l'aménagement du territoire, des crédits de toute nature qui concourent à l'action de la France en matière d'aménagement du territoire).

DELELIS (André), sénateur du Pas-de-Calais (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en Bulgarie, du 22 au 26 janvier 1991 [n° 223 (90-91)] (25 février 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Bulgarie** .

INTERVENTIONS

– Projet de loi modifiant le code du service national [n° 3 (91-92)] - (23 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3132) : conscription et armée de métier - Principe de l'universalité du service national - Réduction de la durée du service militaire - Guerre du Golfe persique - Désarmement - Maintien de la dissuasion nucléaire - (p. 3133) : création de « volontaires engagés temporaires ».

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Economie, finances et budget - III - Industrie - (22 novembre 1991) (p. 4107) : bassins miniers du Nord et du Pas-de-Calais.

Aménagement du territoire - (4 décembre 1991) (p. 4791) : région Nord-Pas-de-Calais - Fonds d'industrialisation du bassin minier, FIBM - Insuffisance des crédits du groupe interministériel pour la restructuration des zones minières, GIRZOM - Chômage - Prime d'aménagement du territoire - Absence de délocalisation dans la région Nord-pas-de-Calais - (p. 4798) : ne souhaite pas que les activités de la

Financière du Nord-Pas-de-Calais, FINORPA, soient étendues à d'autres secteurs.

DELFAU (Gérard), sénateur de l'Hérault (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

- Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes ; est nommé de nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 10 octobre 1991).

Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

- Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement du second cycle de l'enseignement public du second degré jusqu'au 31 mai 1991.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les articles 27, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication (16 décembre 1991).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Enseignement technique** - [n° **93 (91-92) tome 7**] (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes** [n° **242 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (3 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 269) : modification des mécanismes de la DGF - Part minimale garantie - Disparité entre les communes - (p. 270) : monde rural - Région d'Ile-de-France - Canton de Montsauche - **Avant l'art. 3 bis** (p. 290) : se déclare défavorable à l'amendement n° 74 de la commission (définition de l'indice des charges de caractère social des communes).

- **Projet de loi relatif à la pharmacie d'officine** [n° **233 (90-91)**] - (9 avril 1991) - **Art. 2** (*transferts d'officine*) (p. 398) : se déclare favorable à l'amendement n° 10 de M. Franck Sérusclat (établissement d'une carte de desserte pharmaceutique) - Décentralisation.

- **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République** [n° **269 (90-91)**] - (11 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1538, 1539) : déconcentration - Préfets de régions - Services extérieurs de l'Etat - Démocratie locale - Droits des élus minoritaires - Ententes interrégionales - Coopération intercommunale : création de communautés de communes et de villes - (p. 1540) : attachement aux droits des petites communes au sein des futurs regroupements - Se déclare opposé à la disposition excluant la région d'Ile-de-France des nouveaux mécanismes de coopération intercommunale - Votera ce projet de loi.

Suite de la discussion - (12 juin 1991) - **Après l'art. 3** (p. 1582) : se déclare opposé à l'amendement n° 78 de la commission (autorité du Premier ministre sur les préfets) - **Art. 4** (*rôle des préfets de région et rattachement au Premier ministre*) (p. 1585) : sur l'amendement n° 79 ter de la commission (nouvelle rédaction), se déclare favorable au sous-amendement n° 380 de M. Bernard Seillier (politique de l'espace rural) - **Art. 5 bis** (*appui technique des services extérieurs aux collectivités locales*) (p. 1587) : soutient l'amendement n° 341 de M. Claude Estier (appui technique des services extérieurs de l'Etat à des associations de développement local).

Suite de la discussion - (13 juin 1991) - **Art. 10** (*accès aux documents relatifs à l'exploitation de services publics délégués*) (p. 1614) : se déclare opposé à l'amendement n° 92 de la commission (choix des moyens de publicité par le maire) - **Art. 13** (*publication des actes à caractère réglementaire des communes et des départements dans un recueil des actes administratifs*) (p. 1617) : se déclare opposé à l'amendement n° 100 de la commission relatif au seuil de population des communes pour l'application des dispositions de cet article - **Art. 14** (*insertion dans une publication locale des décisions prises en matière d'intervention économique*) : se déclare opposé à l'amendement n° 107 de la commission (fixation d'un seuil pour l'application de cet article) - **Art. 15** (*publicité des séances des conseils municipaux, généraux et régionaux et retransmission par les moyens de communication audiovisuels*) (p. 1620) : se déclare opposé à l'amendement n° 110 de la commission (suppression de la mention de la retransmission audiovisuelle).

- **Conférence des présidents** : organisation des travaux du Sénat (13 juin 1991) (p. 1625, 1626).

- **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République** [n° **269 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (3 juillet 1991) - **Après l'art. 56 terdecies** (p. 2455) : soutient l'amendement n° 295 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (dispositions applicables au détachement des personnels de la fonction publique territoriale) - **Art. 57** (*régime fiscal des communautés de villes*) (p. 2464) : se déclare opposé à l'amendement n° 251 de la commission pour avis (taxe professionnelle unique pour les districts à fiscalité propre et les communautés urbaines) et, sur cet amendement, au sous-amendement n° 287 de M. Philippe François.

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi** [n° **4 (91-92)**] - (5 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3462) : emploi - Accord interprofessionnel du 3 juillet 1991 - Travail clandestin - Exonération de charges sociales - (p. 3463) : éducation nationale - Le groupe socialiste votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle - Services communs aux affaires sociales et au travail - (25 novembre 1991) (p. 4221) : formation professionnelle - Crédit d'impôt-formation - (p. 4222) : bassins d'emploi - Rôle des régions - Avec le groupe socialiste, approuve ce projet de budget.

Economie, finances et budget - V - Postes et télécommunications - (26 novembre 1991) (p. 4297, 4298) : réforme des postes et télécommunications - Contrat de plan entre l'Etat et La Poste - Service public - Comptes chèques postaux, CCP - Aménagement du territoire - Transport de la presse - Services financiers de La Poste - Affaire des chéquiers refusés - Le groupe socialiste votera ce projet de budget.

Agriculture et forêt - (28 novembre 1991) (p. 4462) : crise de l'élevage et de la viticulture - Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, GATT - Réforme de la politique agricole commune, PAC - Manifestation des agriculteurs du 29 septembre 1991 - Plan de sauvegarde de la viticulture du Languedoc-Roussillon - Augmentation de la consommation des vins de qualité - Réexamen des accords de Dublin - Diminution des crédits d'animation rurale - Comité d'étude et de liaison des associations à vocation agricole et rurale, CELAVAR - Absence de financement du fonds régional d'aide aux initiatives locales pour l'emploi, FRILE - (p. 4463) : enseignement agricole - Agriculture biologique - Agriculture de montagne - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption du projet de budget de l'agriculture pour 1992.

Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur - (3 décembre 1991) - Rapporteur pour avis (enseignement technique) (p. 4729) : éléments chiffrés - Effectifs de l'enseignement technique - (p. 4730) : rénovation des diplômes de l'enseignement technique - Echanges entre les entreprises et

l'éducation nationale - Plan de développement de l'apprentissage et de la formation en alternance - Bassins d'emploi - Elèves et enseignants du technique - (p. 4731) : éducation nationale - Entreprises - Avis défavorable à l'adoption de ces crédits.

Culture et communication - Communication - (4 décembre 1991) (p. 4825) : audiovisuel et presse écrite, priorités de la loi de finances - Crise du service public de la télévision - Privatisation de TF1 - (p. 4826) : s'élève contre la participation lors d'une émission récente sur Antenne 2 d'éléments d'extrême-droite, antisémites et néo-nazis - Collecte de la redevance et lutte contre la fraude - INA - Création d'un « studio école » - Radios - Modulation de fréquence - Répartition des fréquences - Montant de la taxe du fonds de soutien aux radios associatives - Disparition de nombreuses radios régionales privées - FR3 et information de proximité - Rénovation du service public - Qualité des programmes de Radio France - RFI - France Inter - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet de budget.

DELGA (François), sénateur du Tarn (NI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

– Est nommé membre de la commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'agence du médicament et à la maîtrise négociée des dépenses de médicaments remboursables (10 décembre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à reconnaître d'intérêt général la préservation des paysages ruraux [n° **221 (90-91)**] (4 février 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Environnement.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 17 au 21 février 1991 par une délégation chargée d'étudier le logement social en Allemagne [n° **393 (90-91)**] (18 juin 1991) - **Logement.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 26 au 31 mai 1991 par une délégation chargée d'étudier les problèmes de l'emploi, du revenu minimum d'insertion, de la formation professionnelle et de l'aide sociale à la Réunion [n° **457 (90-91)**] (5 juillet 1991) - **Réunion.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 18 octobre 1991) (p. 2981) - Ministère : Premier ministre - *Aménagement du milieu rural aux besoins des citoyens* - **Services publics.**

INTERVENTIONS

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture** [n° **30 (91-92)**] - (10 octobre 1991) (p. 2803) : situation de l'agriculture - Carburants bioénergétiques - Politique agricole commune - Zones défavorisées - Aides aux agriculteurs - Allègement des charges fiscales - Taxe sur le foncier non bâti - (p. 2804) : cas des éleveurs - Production céréalière - Conférence d'orientation interministérielle - Exemple du Tarn.

– **Projet de loi relatif à l'Agence du médicament et à la régulation des dépenses de médicaments prises en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie** [n° **9 (91-92)**] - (28 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3262) : dépenses de médicaments - Limitation de l'offre - Rôle et statut de l'Agence - Comité du médicament - Prix.

Suite de la discussion - (29 octobre 1991) - **Art. 2** (*Haut comité du médicament ; détermination des objectifs d'évolution des dépenses ; régime des prix et sanctions*) -*Art. L. 162-18-2 du code de la sécurité sociale* (*versement d'une remise en cas de dépassement des objectifs définis par la convention relative aux produits innovants*)(p. 3318) : son amendement n° 99 : variation du taux de ristourne comprise entre 20 et 80 % du dépassement ; adopté - (p. 3320) : son amendement n° 57 : remises pesant sur les entreprises ; adopté - *Art. L. 162-18-3* (*régime applicable aux médicaments non innovants*) (p. 3324) : son amendement n° 100 : fourchette de remise comprise entre 20 et 80 % ; adopté - (p. 3325) : son amendement n° 58 : remises pesant sur les entreprises ; adopté.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Agriculture et forêt - (28 novembre 1991) (p. 4458) : manifestation des agriculteurs du 29 septembre 1991 - Cotisations sociales agricoles - Réforme de la politique agricole commune, PAC - Réforme du calcul des cotisations sociales - Installation des jeunes agriculteurs - Restructuration des exploitations agricoles - Préretraite agricole - Faiblesse des retraites agricoles - Indemnisation du gel des terres - (p. 4459) : suppression de la taxe sur le foncier non bâti - Aménagement du territoire - Maisons familiales rurales - Organisation d'une conférence d'orientation - Au nom de la réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe, se déclare opposé à l'adoption du projet de budget de l'agriculture pour 1992.

Economie, finances et budget - IV - Artisanat et commerce - (7 décembre 1991) (p. 4984, 4985) : zones rurales - Petites et moyennes entreprises, PME - Fiscalité - Artisans - Collectivités locales - Aide aux créateurs d'entreprises - Département du Tarn - Moyennes et grandes surfaces - Petits commerces - Organisation autonome nationale de l'industrie et du commerce, ORGANIC.

DELONG (Jacques-Richard), sénateur de la Haute-Marne (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes ; est nommé de nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 10 octobre 1991).

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement du second cycle de l'enseignement public du second degré jusqu'au 31 mai 1991.

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Education nationale, enseignements scolaire et supérieur - I** - Enseignement scolaire - [n° **92 (91-92) tome 3 annexe 18**] (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture** [n° **30 (91-92)**] - (10 octobre 1991) (p. 2832) : politique agricole commune - Département de la Haute-Marne - Quotas laitiers - Taxe sur le foncier non bâti - Désertification des campagnes - Aménagement du territoire.

– **Projet de loi relatif à la sécurité des chèques et des cartes de paiement [n° 444 (90-91)]** - (22 octobre 1991) - **Rappel au règlement** (p. 3090) : demande à la commission et au Gouvernement d'indiquer les termes recueillant leur préférence pour la rédaction optimale de l'amendement n° 3 - **Art. 4** (*régularisations*) - *Art. 65-3 du décret-loi du 30 octobre 1935* (p. 3091) : soutient l'amendement n° 38 de M. Hubert Haenel (modalités de l'injonction précisées par un décret en Conseil d'Etat) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3112) : le groupe du RPR ne s'opposera pas à ce projet de loi.

– **Projet de loi modifiant le tableau n° 7 annexé du code électoral relatif à l'effectif des conseils régionaux et à la répartition des sièges entre les départements [n° 7 (91-92)]** - (24 octobre 1991) - **Art. 1er et tableau annexé** (*effecti des conseils régionaux et répartition des sièges entre les départements*) (p. 3194) : son amendement n° 1 : représentation au sein de l'effectif global du conseil régional au moins égale à dix conseillers régionaux pour tout département ; retiré.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Discussion des articles de la première partie :

(20 novembre 1991) - **Après l'art. 7** (p. 3916) : son amendement n° I-155, soutenu par M. Emmanuel Hamel : réduction de la taxe au profit des récoltants familiaux, dans la limite de 10 litres d'alcool pur ; adopté.

Suite de la discussion - (22 novembre 1991) - **Après l'art. 36** (p. 4035) : son amendement n° I-165, soutenu par M. Jacques Oudin : diminution de la taxe sur les produits forestiers destinés au BAPSA ; adopté.

Deuxième partie :

Culture - (2 décembre 1991) (p. 4678) : crédits pour 1992 - Grands travaux - Bibliothèque de France - Opéra de la Bastille - Régions - (p. 4679) : diffusion de la culture.

Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur - (3 décembre 1991) - Rapporteur spécial (enseignement scolaire) (p. 4722) : éléments chiffrés - « 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat » - (p. 4723) : recrutement des enseignants - Instituts universitaires de formation des maîtres, IUFM - Maîtres auxiliaires - Education physique et sportive - Liens entre l'école et l'entreprise - Réseau scolaire rural - (p. 4724) : regroupement scolaire - Plan de rénovation en faveur des lycées - Forfait d'externat - Propose le rejet de ces crédits.

DEMERLIAT (Jean-Pierre), sénateur de la Haute-Vienne (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'ensemble des services relevant de l'autorité du ministre de l'intérieur qui contribuent, à un titre quelconque, à assurer le maintien de l'ordre public et la sécurité des personnes et des biens ; puis secrétaire jusqu'au 29 mai 1991.

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 26 au 31 mai 1991 par une délégation chargée d'étudier les problèmes de l'emploi, du revenu minimum d'insertion, de la formation professionnelle et de l'aide sociale à la Réunion [n° 457 (90-91)] (5 juillet 1991) - **Réunion.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 19 avril 1991) (p. 564) - Ministère : Aménagement du territoire - *Fermeture des mines COGEMA* - **Mines et carrières.**

(*JO* Débats du 15 novembre 1991) (p. 3735) - Ministère : Agriculture - *Producteurs de viande du Limousin* - **Elevage.**

INTERVENTIONS

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture [n° 30 (91-92)]** - (10 octobre 1991) (p. 2831) : agriculteurs de la Haute-Vienne - Allègement des charges sociales - Taxe sur le foncier non bâti - Prime à la vache allaitante - Installation des jeunes agriculteurs - (p. 2832) : budget de l'agriculture - Formation professionnelle - Avenir des départements ruraux.

– **Question orale avec débat : mission effectuée à la Réunion** - (24 octobre 1991) (p. 3198, 3199) : chômage - Formation - Culture - Investissements - Revenu minimum d'insertion, RMI.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Budget annexe des prestations sociales agricoles - (28 novembre 1991) **Examen des crédits** (p. 4436) : projet de loi relatif aux cotisations sociales agricoles - Jeunes agriculteurs - Importante hausse des cotisations en Haute-Vienne - Développement d'une filière bois dans le Limousin - Tourisme à la ferme - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption du projet de BAPSA pour 1992.

Aménagement du territoire - (4 décembre 1991) (p. 4793) : déclin et fermeture des services publics dans le monde rural - Comité interministériel pour l'aménagement du territoire, CIAT – Mise en oeuvre de schémas départementaux - Politique communautaire de développement des zones rurales des départements - Département de la Haute-Vienne - Souhaite l'élargissement de la liste des départements bénéficiaires des aides mises en place pour le maintien du service public en milieu rural.

– **Projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi** - *Deuxième lecture* [n° 114 (91-92)] - (10 décembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5178) : le groupe socialiste votera ce projet de loi.

DESCOURS (Charles), sénateur de l'Isère (RPR).

NOMINATIONS

– Secrétaire de la commission des affaires sociales.

– Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

Membre titulaire du Conseil national du bruit.

Membre titulaire de la Commission des comptes de la sécurité sociale.

Est nommé membre suppléant de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (*JO* Lois et décrets du 10 avril 1991).

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'entreprise nationale Air France et des sociétés de toute nature comme des compagnies aériennes qu'elle contrôle, puis d'en informer le Sénat, jusqu'au 15 mai 1991.

Est nommé membre de la commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme hospitalière (7 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (24 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'agence du médicament et à la maîtrise négociée des dépenses de médicaments remboursables (10 décembre 1991).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **362 (90-91)**], adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant diverses mesures d'ordre social [n° **400 (90-91)**] (19 juin 1991) - **Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° **413 (90-91)**] (25 juin 1991) - **Sécurité sociale.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Sécurité sociale** - [n° **96 (91-92) tome 3**] (19 novembre 1991).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 19 avril 1991) - Ministère : Affaires sociales - *Difficultés de trésorerie de la sécurité sociale* - **Sécurité sociale (organismes).**

(*JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1879) - Ministère : Affaires sociales - *Transmission du SIDA par voie de transfusions aux hémophiles* - **Sang et organes humains.**

(*JO* Débats du 18 octobre 1991) (p. 2986) - Ministère : Santé - *Transmission du SIDA aux hémophiles* - **Sang et organes humains.**

Questions orales sans débat :

n° 277 (*JO* Débats du 4 décembre 1991) (p. 4470) - Ministère : Agriculture - *Projet d'instauration d'une taxe sur les livraisons de bois aux usines de pâte à papier* - (Réponse : *JO* Débats du 15 décembre 1991) (p. 5112) - **Papiers et papeteries**.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme hospitalière [n° 309 (90-91)]** - (4 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1250) : grève des personnels de santé des hôpitaux - Travaux préalables à ce projet de loi - Article 49-3 de la Constitution - Insuffisance du projet - Nécessité d'une réforme hospitalière - (p. 1251) : chômage - Sécurité sociale - Evolution sociale et démographique - Transformation de lits dans les hôpitaux - Points positifs de l'exposé des motifs - (p. 1251, 1252) : amendements proposés par la commission concernant la planification, le régime d'autorisations, l'organisation interne des hôpitaux, la notion d'unités fonctionnelles, l'autonomie de décision des conseils d'administration, la tutelle, le budget global, l'évaluation, le consultanat - Avec le groupe du RPR, votera le texte modifié par les amendements.

Suite de la discussion - (5 juin 1991) - **Art. 1er A** (*principes fondamentaux : droits du malade, évaluation et analyse de l'activité hospitalière*) (p. 1290, 1291) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de la commission (introduction de dispositions relatives aux droits du malade et à l'évaluation hospitalière) et, sur celui-ci, opposé aux sous-amendements du Gouvernement n° 279 (accord du malade pour la communication d'informations au médecin ayant prescrit l'hospitalisation) et n° 308 (rôle de l'Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale dans le domaine hospitalier) - Evaluation médicale - Droits du malade hospitalisé - Choix de l'établissement - Planification hospitalière - **Art. 1er** (*missions et obligations des établissements de santé - Art. L. 711-1 du code de la santé publique* (*missions des établissements de santé*) (p. 1295) : se déclare favorable à l'amendement n° 5 de la commission (suppression de précisions inutiles) - Aspects psychologiques des patients - *Art. L. 711-2* (*définition des fonctions des établissements de santé*) (p. 1297) : sur l'amendement de coordination n° 8 de la commission, son sous-amendement n° 161 : extension du champ d'action des établissements de santé ; retiré - *Art. L. 711-4* (*missions du service public hospitalier*) (p. 1319) : se déclare favorable à l'amendement n° 11 de la commission (suppression de la référence à la recherche) - *Après l'art. L. 711-6* (p. 1324) : se déclare favorable à l'amendement n° 19 de la commission (coopération des établissements assurant le service public hospitalier avec les autres acteurs du système de santé) - *Art. L. 711-7* (*catégories d'établissements publics de santé*) : se déclare favorable à l'amendement n° 23 de la commission (centres hospitaliers à vocation nationale ou internationale) - *Art. L. 711-8* (*participation au service d'aide médicale urgente*) (p. 1330) : intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (définition des établissements pouvant être tenus de dispenser des soins d'urgence) - Accueil des urgences - (p. 1332) : se déclare favorable à l'amendement n° 26 de la commission (réception et régulation des appels destinés aux services d'urgence).

Suite de la discussion - (6 juin 1991) - **Art. 3** (*organisation et équipement sanitaires*) *Art. L. 712-2* (*contenu de la carte sanitaire*) (p. 1349, 1350) : chirurgie ambulatoire - Alternatives à l'hospitalisation - Procréation médicalement assistée et problèmes éthiques - *Art. L. 712-4* (*contrats pluriannuels pour la réalisation des objectifs retenus par le schéma d'organisation sanitaire*) (p. 1353) : se déclare favorable à l'amendement n° 39 de la commission (possibilité de soustraire du régime d'autorisation les installations et activités ayant fait l'objet d'un contrat) - Notion de contrat - *Art. L. 712-5* (*organes compétents pour arrêter la carte sanitaire et les schémas d'organisation sanitaire*) (p. 1355) : se déclare favorable à l'amendement n° 40 de la commission (modalités d'arrêt de la carte sanitaire par le représentant de l'Etat) - Décentralisation - *Art. L. 712-10* (*régime d'autorisation dérogatoire, applicable aux structures de soins alternatives à l'hospitalisation*) (p. 1363) : se déclare favorable à l'amendement n° 51 de la commission (décision du représentant de l'Etat) - Décentralisation - *Art. L. 712-12-1* (*conditions d'évaluation et de maîtrise des coûts*) (p. 1365) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 53 de la commission - Relation entre l'autorisation et l'enveloppe financière globale - *Art. L. 712-14* (*durée de l'autorisation et conditions de son renouvellement*) (p. 1367) : son amendement n° 162 : précision relative aux activités soumises à autorisation ; retiré - (p. 1369) : emprunts pour les équipements lourds - *Art. L. 712-16* (*procédure d'attribution ou de renouvellement des autorisations*) (p. 1371) : se déclare favorable à l'amendement n° 58 de la commission (possibilité pour l'auteur du projet soumis à autorisation d'être entendu par le comité régional de l'organisation sanitaire et sociale) - **Art. 7** (*dispositions applicables aux établissements publics de santé*) - *Art. L. 714-1* (*statut des établissements publics de santé*) (p. 1379) : déconcentration et décentralisation - Se déclare favorable à l'amendement n° 76 de la commission (modalités de création des établissements publics de santé) - *Art. L. 714-2* (*composition du conseil d'administration des établissements publics de santé*) (p. 1382) : rôle des infirmiers - Composition du conseil d'administration - *Art. L. 714-3* (*incompatibilités encourues par les membres du conseil d'administration*) (p. 1384) : se déclare favorable à l'amendement n° 82 de la commission (suppression des limitations à la participation des représentants du personnel au conseil d'administration) - *Art. L. 714-2 (suite)* (p. 1387) : se déclare favorable aux amendements de la commission n° 79 (rôle et place du personnel infirmier dans les hôpitaux) et n° 80 (possibilité de représentation des membres de la commission médicale consultative) - *Art. L. 714-5* (*modalités d'exécution de délibérations du conseil d'administration - instauration du principe du contrôle a posteriori*) (p. 1390) : se déclare favorable à l'amendement n° 88 de la commission (principe du contrôle a posteriori sur les établissements publics de santé) - Autonomie des hôpitaux - *Art. L. 714-7* (*procédure d'élaboration et d'approbation du budget*) (p. 1393) : besoins de la population - Se déclare favorable à l'amendement n° 93

de la commission (réintroduction de la référence aux besoins de la population) - *Art. L. 714-12 (projet d'établissement)* (p. 1397) : nécessité d'engager les cosignataires du projet d'établissement - *Art. L. 714-17 (constitution et composition du comité technique d'établissement)* (p. 1405) : se déclare favorable à l'amendement n° 113 de la commission (présidence du comité confiée au directeur) - *Art. L. 714-20 (organisation médicale des établissements - modèle normatif d'organisation)* (p. 1411) : dangers de la structure prévue par le projet de loi - Nominations - Unités fonctionnelles - Départements - Responsabilité des médecins hospitaliers - *Art. L. 714-21 (mode de nomination des chefs de service ou de département)* (p. 1413) : son amendement n° 163 : nomination du chef de département parmi les chefs de service ; retiré.

- Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° 362 (90-91)] - (24 juin 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2003) : prestations d'assurance vieillesse - Négociations - (p. 2004) : exception d'irrecevabilité - Politique sanitaire et sociale - Caisse d'assurance maladie - Hospitalisation privée - Négociations - Réforme hospitalière - (p. 2005) : dépenses de santé - Sécurité sociale - Laboratoires de biologie - Dotation globale des hôpitaux - Tiers payant - (p. 2006) : constitutionnalité - Outre-mer - Fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire, FASSO - Allocations familiales - (p. 2007) : concertation - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2024) : sa motion n° 4 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité aux dispositions du titre Ier (articles 1er à 7) ; adoptée - Convention médicale - Accord national annuel - (p. 2025) : rôle des syndicats médicaux - Liberté de négociation - Comité professionnel - Décision du Conseil constitutionnel - **Art. 9** *(conditions d'attribution des allocations familiales)* (p. 2028) : accepte l'amendement n° 20 de M. François Louisy (dispositif spécifique aux départements d'outre-mer) - **Art. 13** *(action sociale spécifique)* (p. 2033) : accepte l'amendement n° 22 de M. Georges Othily (frais de restauration scolaire) - **Après l'art. 16** (p. 2038) : accepte les amendements identiques, n° 5 de M. Marcel Rudloff, n° 7 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 17 de M. Charles Lederman, n° 19 de M. Jean Chamant et n° 28 de M. Etienne Dailly (abrogation de l'article 9 de la loi du 31 décembre 1990 d'actualisation des dispositions relatives à l'exercice des professions commerciales ou artisanales) - (p. 2041) : s'oppose aux amendements du Gouvernement, n° 2 (cas des détenus placés en semi-liberté exerçant une activité professionnelle) et n° 3 (cas des commerçants et artisans condamnés pour incitation au non-paiement des cotisations d'assurance vieillesse), ainsi que sur ce dernier au sous-amendement n° 18 de Mme Marie-Claude Beaudeau - Accepte l'amendement n° 26 de M. Jean Cluzel (complément à l'article 40 de la loi du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion).

- Projet de loi renforçant la protection des consommateurs [n° 304 (90-91)] - (15 octobre 1991) - **Art. 10-1** *(calcul des indices de prix à la consommation)* (p. 2892) : loi Evin relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme - Politique de la santé - Indice des prix.

- Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Affaires sociales et intégration - Economie sociale - (25 novembre 1991) - Rapporteur pour avis (sécurité sociale) - (p. 4254) : évolution des crédits de la protection sociale - Subvention au BAPSA - Retraites - (p. 4255) : fiscalisation des régimes de protection sociale - Coûts de gestion de la sécurité sociale - (p. 4256) : maîtrise des dépenses de santé - Professionnels de santé - Assurance vieillesse - Prestations familiales - RMI - (p. 4257) : avec la commission des affaires sociales, émet un avis défavorable sur les crédits de la sécurité sociale pour 1992 - (p. 4277) : équilibre de l'assurance maladie - Hémophiles contaminés.

- Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 162 (91-92)] - (16 décembre 1991) - **Après l'art. 20 sexies** (p. 5427) : son amendement n° 4, soutenu par M. Jean Chérioux, identique à l'amendement n° 37 de la commission (limite d'âge applicable dans les sociétés d'économie mixte concessionnaires d'autoroutes) ; adopté.

DESIRE (Rodolphe), sénateur de la Martinique (apparenté du groupe S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques sur l'état de l'appareil statistique relatif aux départements d'outre-mer [n° **68 (91-92)**] (5 novembre 1991) - **Départements d'outre-mer.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Départements d'outre-mer** - [n° **94 (91-92) tome 22**] (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (27 novembre 1991) - Rapporteur pour avis (p. 4356, 4357) : crédits affectés aux DOM-TOM - Développement économique - Emploi - Communauté économique européenne, CEE - Production de bananes - (p. 4358) : loi de programme - Transports aériens - PMU - Décentralisation - (p. 4377) : consultation des élus locaux.

DILIGENT (André), sénateur du Nord (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

– Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Jean Madelain, sur l'assurance obligatoire, visant à prévoir le paiement des indemnités de préavis et des indemnités de licenciement dont peuvent bénéficier les salariés en cas de destruction de l'entreprise par un incendie dû à une cause accidentelle et constituant cas de force majeure [n° **96 (89-90)**] (6 décembre 1989) - Reprise par ses auteurs le 29 avril 1991 - **Assurances.**

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **23** (*JO* Débats du 8 juin 1991) (p. 1482) - Ministère : Industrie - *Situation de l'industrie textile dans le bassin d'emploi Roubaix-Tourcoing* - (Réponse : *JO* Débats du 19 juin 1991) (p. 1739) - **Industrie textile.**

Questions orales sans débat :

n° **133** (*JO* Débats du 15 mai 1991) (p. 965) - Ministère : Industrie - *Situation de l'industrie textile dans le bassin d'emploi Roubaix-Tourcoing* - (Caduque : mai 1991) - **Industrie textile.**

n° **347** (*JO* Débat du 3 octobre 1991) (p. 2570) - Ministère : Education - *Lutte contre la drogue à l'école* - **Drogues et stupéfiants.**

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements, instituant

une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° 242 (90-91)] - Suite de la discussion - (3 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 255) : développement social des quartiers - Longueur des délais - Insuffisance des critères de la redistribution - Potentiel fiscal - Logements sociaux - (p. 256) : exemple de la communauté urbaine de Lille - Simulations chiffrées - Gestion des communes - Exemple de la ville de Roubaix - **Avant l'art. 3 bis** (p. 289) : intervient à propos de l'amendement n° 74 de la commission (définition de l'indice des charges de caractère social des communes).

Nouvelle lecture [n° **281 (90-91)**] - (17 avril 1991) - **Art. 3 bis A** (*calcul de l'indice des charges à caractère social de la commune*) (p. 314) : intervient à propos de l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture).

– Questions orales avec débat jointes : situation de l'industrie textile - (18 juin 1991) (p. 1739) : accord multifibres - Industrie textile - Techniques modernes - Financement des investissements - Emploi - Pays européens - Exemple de Roubaix-Tourcoing - (p. 1740) : exemple de Dunkerque - Groupe Vitos établissements Vitoux, VEV.

– Projet de loi d'orientation pour la ville [n° 350 (90-91)] - (19 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1838) : ségrégation entre les communes - Réhabilitation et rénovation de certains quartiers - Maintien des habitants dans les quartiers anciens - Drogue - (p. 1839) : alcoolisme - Responsabilités de l'éducation nationale - Sécurité - Implantation de commissariats, d'antennes administratives et de bureaux de poste dans les quartiers en difficulté - Citoyenneté - Nation française - (p. 1840) : nécessité d'un grand débat - **Art. 2** (*politiques urbaines et lutte contre la ségrégation*) (p. 1848) : son amendement n° 109 rectifié bis : ne pas faire peser la charge résultant de ce projet de loi sur les seules communes ; rejeté.

Suite de la discussion - (20 juin 1991) - **Après l'art. 5** (p. 1862) : ses amendements n° 110, n° 111, n° 112 et n° 113 : prévoir des actions particulières pour la formation des jeunes, renforcer la protection des personnes et des biens, lutter pour l'intégration et contre l'immigration clandestine, développer des formations alternées et développer l'apprentissage ; adoptés - **Art. 13** (*programme local de l'habitat*) - *Art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation*) (*définition du programme local de l'habitat PLH*) (p. 1870) : son amendement n° 114 : préciser la participation financière de l'Etat ; retiré - *Art. L. 302-2* (*élaboration du PLH*) (p. 1872) : ses amendements, n° 115 : réduire le pouvoir du préfet en matière de définition des objectifs locaux à prendre en compte pour la diversité de l'habitat ; et n° 116 : montant des aides financières à la construction et à l'aide foncière accordées par l'Etat ; retirés - **Art. 20** (*possibilité d'exonérer de la taxe professionnelle les établissements situés dans les grands ensembles*) - *Art. 1466 A du code général des impôts* (p. 1928) : sur l'amendement n° 101 de la commission des finances saisie pour avis (exonération de taxe professionnelle - préciser que seules les communes délimitent les nouveaux périmètres de taxe professionnelle), son sous-amendement n° 179 ; retiré.

DORLHAC (Hélène), *secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité, chargé de la famille des personnes âgées.*

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de Mme Marie-Claude Beaudeau : **Prestations familiales** (*Revalorisation des allocations familiales*) (*JO* Débats du 19 avril 1991) (p. 561).

DOUBIN (François), *ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, chargé du commerce et de l'artisanat.*

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

Est nommé *ministre délégué au commerce et à l'artisanat* le 16 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 17 mai 1991).

DÉPÔTS

Projet de loi relatif aux rapports entre les agents commerciaux et leurs mandants [n° **218 (90-91)**] (4 février 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Professions libérales.**

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif aux rapports entre les agents commerciaux et leurs mandants [n° 218 (90-91)] - (18 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 539) : application sur le territoire national de la directive du Conseil des communautés européennes du 18 décembre 1986 - Association du secteur professionnel à la rédaction de ce projet - Moralisation des relations entre contractants dans le secteur commercial - Normalisation des contrats - Conditions d'exercice et de fin de contrat - Définition des droits et devoirs de l'agent commercial - (p. 540) : conditions de résiliation des contrats - Respect de la clause de non-concurrence - **Art. 1** (*définition de l'agent commercial*) (p. 542) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Félix Leyzour (caractère habituel de la mission de l'agent commercial) - (p. 543) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (possibilité pour un agent commercial de travailler pour un autre agent) et s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Félix Leyzour (exclusion des voyageurs représentants placiers du champ d'application de ce texte) - **Art. 2** (*le contrat d'agence*) (p. 544) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (droit d'obtenir un écrit signé mentionnant le contenu du contrat d'agence sur la demande de l'une des parties) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 19 de M. Félix Leyzour (obligation d'écrire le contrat d'agence établi entre l'agent commercial et son mandant ainsi que les avenants ultérieurs) - **Après l'art. 3** (*réciprocité des droits et obligations*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 3 de la commission (transposition dans le projet des articles 3 et 4 de la directive européenne relatifs à la réciprocité des droits et obligations de l'agent commercial et de son mandant) - **Art. 4** (*principe du droit à rémunération de l'agent commercial*) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Félix Leyzour (détermination de façon précise au contrat du taux de commission de l'agent commercial) et accepte l'amendement rédactionnel n° 4 de la commission - **Art. 5** (*droit à commission pendant le contrat d'agence*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 5 de la commission - **Art. 6** (*droit à commission après la cessation du contrat d'agence*) (p. 546) : accepte l'amendement rédactionnel n° 6 de la commission - **Art. 7** (*partage de la commission entre agents*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 7 de la commission - **Après l'art. 9** (*communication des informations relatives au calcul des commissions*) : demande le retrait de l'amendement n° 8 de la commission (transposition dans le projet de l'article 12 de la directive européenne faisant obligation générale d'envoi périodique d'un relevé des commissions dues à l'agent commercial) - **Art. 11** (*droit à réparation du préjudice subi en cas de cessation du contrat*) (p. 547) : accepte l'amendement rédactionnel n° 9 de la commission - **Art. 12** (*exceptions au droit à réparation du préjudice*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 10 de la commission - **Art. 13** (*clause de non-concurrence après la cessation du contrat*) (p. 548) : s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Félix Leyzour (rétablissement obligatoire de la clause par écrit qui ne peut porter que sur les secteurs géographiques ou les catégories de personnes que l'agent commercial était chargé de visiter au moment de la cessation ou à l'expiration du contrat) et accepte l'amendement n° 11 de la commission (amélioration de la transposition de l'article 20 de la directive européenne en précisant que la

clause de non-concurrence doit porter sur le secteur géographique et le cas échéant la clientèle dont l'agent a la charge) - **Art. 15** (*dispositions d'ordre public*) : accepte l'amendement n° 12 de la commission (attribution d'un caractère impératif à l'article additionnel après l'art. 3 qui est relatif à la réciprocité des droits et obligations des parties) et s'oppose à son amendement n° 13 (exclusion du champ d'application de cet article des dispositions du troisième alinéa de l'article 13 relatives à la durée maximale de la clause de non concurrence après le contrat) - **Après l'art. 15** : son amendement n° 15 : exclusion des soldes du régime d'autorisation administrative préalable pour autant que ces ventes n'aient pas lieu plus de deux fois par an et que chaque période n'excède pas deux mois ; adopté - (p. 549) : son amendement n° 16 : interdiction d'utilisation du mot « solde(s) » dans la raison sociale ou l'enseigne d'une entreprise ; adopté - **Art. 16** (*décret en Conseil d'Etat*) : demande le retrait de l'amendement n° 14 de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités d'adaptation de la loi aux agents dont l'activité a pour objet des opérations immobilières).

Deuxième lecture **[n° 340 (90-91)]** - (31 mai 1991) - **Discussion générale** (p. 1212) : transposition dans le droit national de la directive n° 86-653 de la Communauté économique européenne, CEE - Indemnité de cessation de contrat - Notion d'activité déterminante - Régime des soldes - **Art. 11** (p. 1213) : demande le retrait de l'amendement rédactionnel n° 1 de la commission - **Art. 15 bis** (p. 1215) : accepte l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture).

– Projet de loi renforçant la protection des consommateurs [n° 304 (90-91)] - (15 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2860) : protection des consommateurs - Réglementation - Directives européennes - Petit et grand commerce - (p. 2861) : création d'un code de la consommation - Concertation - Notion d'abus de faiblesse et de remise de valeurs - Action en représentation conjointe des associations nationales de consommateurs agréées - Réforme des clauses abusives - (p. 2862) : contrôle juridictionnel - Publicité comparative - Contrôle préalable à l'installation dans l'artisanat.

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Economie, finances et budget - II - Services financiers (et consommation) - (4 décembre 1991) (p. 4803) : déconcentration - Formation - Dialogue social - Modernisation du ministère - Services publics de qualité - Développement de la médecine de prévention et de l'aide au logement en région parisienne - Formation professionnelle - Diminution de la subvention versée à l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer, ANIFOM - Développement de la formation continue - (p. 4804) : déconcentration - Modernisation et amélioration du cadre de travail - Suppression des frontières fiscales et douanières le 1er janvier 1993 - Consommation - Protection et information des consommateurs - Rôle de l'Institut national de la consommation, INC - Téléphone vert - Bornes interactives - (p. 4805) : action de la Direction générale de la concurrence, de la consommation, et de la répression des fraudes, DGCCRF - Organisation de « journées qualité » - Mise en place du label « NF-environnement » - (p. 4808) : transfert de la TVA intracommunautaire à la DGI - Modernisation du ministère - Surendettement des ménages - (p. 4809) : notion de bonne foi - INC - Essais comparatifs - CNC - Compétence des douanes sur les contrôles sanitaires et vétérinaires - Politique de consommation à l'égard des jeunes - Application des directives européennes - Clauses abusives dans les contrats - Responsabilité du fait des services.

Economie, finances et budget - IV - Artisanat et commerce - (7 décembre 1991) (p. 4979) : crédits pour 1992 - Crédits de bonification d'intérêt - (p. 4980) : formation - Développement local - Fonds d'aménagement des structures artisanales, FASA - Crédits de paiement pour le commerce - Animation économique - Petites et moyennes entreprises, PME - Droits de mutation - Fiscalité - (p. 4981) : prêts - Exonération de charges - Commerces de proximité - Grande distribution - Loi Royer - Commission départementale d'urbanisme commercial, CDUC - Taxe sur les grandes surfaces - (p. 4994, 4995) : crédits pour 1992 - Monde rural - Chambres de métiers - Taxe professionnelle - Fonds départemental d'adaptation du commerce rural - Création d'emplois - Taxe sur les grandes surfaces - Villes - Indemnité de départ - Loi Royer - Départements - CDUC - Protection sociale des travailleurs indépendants - (p. 4996) : sous-traitants - Délais de paiement - Métiers d'art - Travail dominical - Formation professionnelle et apprentissage - Maître d'apprentissage - Formation en alternance - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4998) : CDUC - Implantation de grandes surfaces - **Art. 85** (p. 4999) : son amendement n° II-84 : compétence du fonds national en matière de promotion et de communication ; adopté - (p. 5000) : sur son amendement n° II-84 (compétence du fonds national en matière de promotion et de communication), accepte le sous-amendement n° II-174 de la commission des affaires économiques saisie pour avis.

DOUBLET (Michel), sénateur de la Charente-Maritime (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 26 au 31 mai 1991 par une délégation chargée d'étudier les problèmes de l'emploi, du revenu minimum d'insertion, de la formation professionnelle et de l'aide sociale à la Réunion **[n° 457 (90-91)]** (5 juillet 1991) - **Réunion.**

INTERVENTIONS

– Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux [n° 346 (90-91)] - (16 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2929, 2930) : autorité administrative compétente : définition insuffisante - Police des eaux : autorisation administrative et seuil de prélèvement ; régimes d'enquête ; services instructeurs - Aménagement des cours d'eau - Droits des propriétaires riverains - **Art. 1er** (*objectifs généraux*) (p. 2942) : son amendement n° 111 : affirmation de l'importance économique de la protection du patrimoine hydraulique ; devenu sans objet - **Art. 2** (*schémas d'aménagement et de gestion des eaux, SAGE*) (p. 2945 à 2947) : ses amendements n° 112 et n° 113 relatifs au pouvoir d'initiative des collectivités territoriales pour la fixation du périmètre, l'élaboration et la révision du SAGE ; devenus sans objet - Soutient l'amendement n° 182 de M. François Blaizot (élaboration ou révision d'un SAGE : concertation avec les collectivités territoriales).

Suite de la discussion - (17 octobre 1991) - **Art. 3** (*police de l'eau : prescriptions générales*) (p. 2961) : son amendement de suppression n° 114 ; retiré - **Art. 7** (*périmètres de protection - facturation de l'eau*) (p. 2972) : son amendement n° 115 : suppression de la notion de protection naturelle et allongement du délai de création des périmètres ; rejeté - **Art. 10** (*intervention en cas d'incident ou d'accident*) (p. 2999) : son amendement n° 116, soutenu par M. Alain Pluchet : accès des agents des services publics d'incendie et de secours aux propriétés privées : suppression de l'exclusion de l'accès au domicile ; adopté - **Art. 23** (*assainissement ; modifications du code des communes*) (p. 3014) : son amendement n° 117, soutenu par M. Alain Pluchet : réalisation du programme d'assainissement : allongement du délai ; rejeté.

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Budget annexe des prestations sociales agricoles - (28 novembre 1991) (p. 4430) : création d'un mécanisme de

compensation entre les différents régimes non salariés - Désengagement de l'Etat - Augmentation des cotisations sociales - (p. 4431) : inquiétudes du monde viticole - Production viticole AOC - Création d'une cotisation de solidarité - Viticulture en Charente-Maritime - Crise de l'agriculture - Harmonisation entre les professions agricoles et le régime général - Réforme de l'assiette des cotisations sociales agricoles.

Agriculture et forêt - (28 novembre 1991) (p. 4480) : insuffisance de ce budget - Baisse du revenu brut agricole - Réduction des crédits en faveur des industries agro-alimentaires - Jachère industrielle - (p. 4481) : développement et détaxation des carburants « verts » - Département de la Charente-Maritime - Tournesol - Ouverture des marchés des pays de l'Est - Désertification - Diminution du nombre d'exploitations agricoles - Fiscalité agricole - Aides aux jeunes agriculteurs - Retraite et préretraite des agriculteurs - Transmission des exploitations - Se déclare opposé à l'adoption du projet de budget de l'agriculture pour 1992.

DREYFUS (Tony), *secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.*

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions orales sans débat :

n° **290** de M. Roger Husson : **Transports ferroviaires** (*Desserte ferroviaire de la Moselle*) (*JO* Débats du 27 avril 1991) (p. 760).

n° **296** de M. Jean Roger : **Pêche** (*Problèmes posés par le monopole de perception de la taxe piscicole au profit des seules associations agréées de pêche*) (*JO* Débats du 27 avril 1991) (p. 761).

n° **300** de Mme Danielle Bidard-Reydet : **Etudiants** (*Conséquences de la mise en oeuvre « du plan social » étudiant*) (*JO* Débats du 27 avril 1991) (p. 755).

n° **301** de Mme Danielle Bidard-Reydet : **Universités** (*Sécurité sur le campus de Paris-Villetaneuse*) (*JO* Débats du 27 avril 1991) (p. 756).

n° **305** de M. Henri Bangou : **Médecine (enseignement de la)** (*Fonctionnement de l'unité d'enseignement et de recherche de médecine des Antilles et de Guyane*) (*JO* Débats du 27 avril 1991) (p. 757).

n° **306** de M. Paul Girod : **Enseignement supérieur** (*Création de deux instituts universitaires de technologie dans le département de l'Aisne*) (*JO* Débats du 27 avril 1991) (p. 760).

n° **307** de Mme Danielle Bidard-Reydet : **Enseignement supérieur** (*Projet de réforme du statut des enseignants-chercheurs*) (*JO* Débats du 27 avril 1991) (p. 758).

INTERVENTIONS

– **Rappel au règlement de M. Emmanuel Hamel** - (6 mai 1991) (p. 848) : apporte quelques précisions sur la déclaration de M. le Premier ministre dans la presse à propos de la réforme de la saisine du Conseil constitutionnel et de la position du Sénat.

– **Projet de loi portant diverses mesures de soutien au bénévolat dans les associations [n° 291 (90-91)]** - (6 mai 1991) - **Discussion générale** (p. 849) : vie associative - Fiscalité - Bénévolat - Avis du Conseil économique et social - Avis du Conseil national de la vie associative - Formation des bénévoles - Associations de tourisme - (p. 850) : frais de déplacement - Congé de représentation - Protection sociale - Emploi des fonds collectés - Comptabilité - Cour des comptes - (p. 851) : déclaration auprès de la Préfecture du département - Compte d'emploi des fonds collectés - Cour des comptes et chambres régionales des comptes - Bénévolat - (p. 858, 859) : contrôle des fonds collectés - Partis politiques - Syndicats - Cas des non-salariés - Incidences sur l'économie française - Bénévolat - Taxe sur les salaires - Statut de l'élu local - Titre du projet de loi - (p. 860) : organisations humanitaires - **Art. 1er** (*institution d'un congé de représentation en faveur des salariés*) (p. 860) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 1 (exclusion des associations de fait) et s'oppose au n° 2 (suppression du congé de représentation dans les instances à l'échelon régional ou départemental) - S'oppose à l'amendement n° 14 de M. Ernest Cartigny (application des dispositions dans des entreprises d'au moins onze salariés) - S'oppose à l'amendement n° 19 de M. Xavier de Villepin (indemnités forfaitaires versées à l'ensemble des représentants d'associations) - (p. 863) : s'oppose aux amendements de la commission n° 5 (suppression de la consultation du comité d'entreprise ou des délégués du personnel lors du refus par le chef d'entreprise du congé de représentation), n° 22 de coordination et n° 15 de M. Jean Chérioux (fractionnement du congé de représentation et cumul de ces congés avec les autres) - **Art. 2** (*institution d'une protection sociale contre les risques d'accidents du travail*) (p. 864) : accepte l'amendement n° 21 de la commission (correction d'une erreur de référence à un article du code de la sécurité sociale) - **Après l'art. 2** (p. 865) : s'oppose à l'amendement n° 6 de la commission (dépôt au Parlement d'un rapport sur l'application et les incidences de la création du congé de représentation) - Sur ce dernier, son sous-amendement n° 23 ; rejeté - **Art. 3** (*déclaration auprès de la Préfecture des projets d'appel à la générosité publique*) (p. 866) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 7 de la commission - **Après l'art. 3** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 16 de M. Claude Estier (obligation pour les associations de convoquer leurs donateurs à une assemblée générale) - **Art. 4** (*établissement d'un compte d'emploi*) (p. 867) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 8 de la commission - **Art. 5** (*contrôle des comptes d'emploi des organismes faisant appel à la générosité publique*) (p. 868) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 9 de la commission - **Art. 6** (*publicité des observations*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 10 de la commission - **Art. 7** (*conditions d'application de la loi*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 11 de la commission - **Art. 8** (*rapport au Parlement*) : accepte l'amendement de suppression n° 12 de la commission - **Intitulé** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 13 de la commission (« Projet de loi portant diverses mesures de soutien au bénévolat dans les associations ») - **Sur l'ensemble** (p. 870) : petites entreprises - Bénévolat - Contrôle de l'emploi des fonds collectés - Organismes humanitaires - Cas du Bangladesh.

DREYFUS-SCHMIDT (Michel), sénateur du Territoire de Belfort (S).

Vice-président du Sénat.

NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois.

– Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

– Est nommé membre de la commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications (25 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France (13 novembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes (19 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aide juridique (26 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans les territoires d'outre-mer (18 décembre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec des membres du groupe socialiste et apparentés, tendant à ouvrir de nouvelles possibilités de recours aux victimes de certains accidents du travail [n° **261 (90-91)**] (4 avril 1991) - **Accidents du travail.**

Proposition de loi constitutionnelle, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à accorder le droit de vote aux ressortissants étrangers, pour les élections municipales dans leur commune de résidence [n° **13 (89-90)**] (13 octobre 1989) - Reprise par ses auteurs le 11 avril 1991) - **Elections.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à accorder le droit de vote aux ressortissants étrangers, pour les élections municipales dans leur commune de résidence [n° **14 (89-90)**] (13 octobre 1989) - Reprise par ses auteurs le 11 avril 1991 - **Elections.**

Proposition de résolution, présentée avec M. Claude Estier et les membres du groupe socialiste, apparentés et rattachés administrativement, tendant à modifier l'article 10 du Règlement du Sénat [n° **290 (90-91)**] (17 avril 1991) - **Parlement.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° **258 (90-91)**] de MM. Roland Courteau, Claude Estier, André Vézinhet, Raymond Courrière et les membres du groupe socialiste et apparentés tendant à supprimer les sanctions contre les avocats prévues à l'article 75 de l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur le Conseil d'Etat [n° **339 (90-91)**] (23 mai 1991) - **Conseil d'Etat.**

Proposition de loi, présentée avec M. Claude Estier et les membres du groupe socialiste, apparentés et rattachés administrativement, tendant à modifier les articles 374 et 288 du code civil [n° **363 (90-91)**] (6 juin 1991) - **Famille.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi de M. Louis Souvet déposée avec plusieurs de ses collègues [n° **198 (90-91)**] relative à la recherche des personnes disparues [n° **137 (91-92)**] (4 décembre 1991) - **Absences et disparitions.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 13 décembre 1991) (p. 5280) - Ministère : Affaires sociales (S.E.) - *SONACOTRA* - **Travailleurs étrangers.**

INTERVENTIONS

En qualité de président de séance

- Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires italiens (23 mai 1991) (p. 1012).

- Souhaits de bienvenue au Speaker de la Chambre des communes du Royaume-Uni (29 mai 1991) (p. 1140).

- Conférence des présidents : organisation des travaux du Sénat (13 juin 1991) (p. 1625, 1626).

- Remplacement de M. Paul Kauss, décédé, par M. Joseph Ostermann, en qualité de sénateur du Bas-Rhin (5 novembre 1991) (p. 3448).

- S'associe à l'hommage rendu par le Sénat à Gérard d'Aboville pour l'exploit qu'il vient de réaliser (22 novembre 1991) (p. 4012)

En qualité de sénateur

- Rappel au règlement de M. Emmanuel Hamel - (20 mars 1991) (p. 57) : indique que le projet de loi relatif à la magistrature aurait pu se prêter à la nouvelle procédure de vote après débat restreint.

- Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° 214 (88-89)] - (23 avril 1991) - **Question préalable** (p. 604) : intervient contre la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Procédure législative - **Discussion générale** (p. 607) - nécessité de réformer le code pénal - Légitime défense des personnes et des biens - Peines complémentaires - Peine de sûreté - Peines et amendes - Délit du fait d'exposer autrui à un risque immédiat de mort - (p. 608) : bigamie - Interruption volontaire de grossesse - Incitation au suicide - Protection des personnes âgées et des mineurs - Interdiction de séjour - Violation de sépulture - Peines plancher - Augmentation de la durée des peines - (p. 609) : peines et amendes.

Suite de la discussion - (24 avril 1991) - **Art. unique** (*Livre II : répression des crimes et délits contre les personnes*) - *Art. 211-1 du code pénal (génocide)* (p. 625 à 629) : ses amendements n° 157 : utilisation des termes « jusqu'à » afin de définir les peines plafond ; et n° 158 : utilisation des termes « au plus » pour définir les peines plafond ; rejeté - *Art. 211-3 (participation à un groupement formé ou à une entente établie en vue de commettre un génocide ou un autre crime contre l'humanité)* (p. 632) : sur l'amendement n° 4 de la commission (peine encourue en ces cas), son sous-amendement de forme n° 307 ; retiré - *Après l'art. 211-4* (p. 633) : sur l'amendement n° 5 de la commission (interdiction du territoire français prononcée à titre définitif à l'encontre d'un étranger qui s'y est rendu coupable d'un crime contre l'humanité), son sous-amendement n° 159 ; rejeté - *Art. 221-1 (meurtre)* (p. 638) : craint que ne soient punis de la peine de réclusion de trente ans des crimes qui, antérieurement, n'étaient punis que de la peine de vingt ans - (p. 640, 641) : peine de sûreté - *Art. 221-6 (meurtre aggravé en raison de la vulnérabilité de la victime)* (p. 643, 644) : vulnérabilité des mineurs de quinze ans - *Après l'art. 221-7* (p. 646) : parricide - (p. 649) : définition de l'empoisonnement - *Art. 221-8 (homicide involontaire)* (p. 651) : de la loi et des règlements - *Art. 221-9 (responsabilité pénale des personnes morales pour homicide involontaire)* (p. 654) : sociétés civiles et commerciales et application de la loi et des règlements - *Après l'art. 221-11* (p. 655) : sur l'amendement n° 20 de la commission (prononcé obligatoire de l'interdiction du territoire français à l'encontre des étrangers coupables des infractions les plus graves ; durée et exceptions), son sous-amendement n° 160 ; rejeté - (p. 657, 658) : peine de sûreté et interdiction du territoire - *Art. 222-1 (tortures et actes de barbarie)* (p. 658) : signale qu'il serait incohérent d'adopter un amendement qui propose une peine de dix ans de réclusion criminelle, peine qui n'existe pas - *Art. 222-2 (tortures et actes de barbarie : circonstances aggravantes en raison de la vulnérabilité de la victime, de la qualité de l'auteur ou en raison d'une concomitance dans une agression sexuelle)* (p. 660, 661) : mineur de quinze ans - *Art. 222-8 (violences habituelles sur une personne vulnérable ayant entraîné la mort)* (p. 664) : cas des personnes elles-mêmes vulnérables mais qui sont auteurs de violence - *Art. 222-11 (violences ayant entraîné une maladie ou une incapacité de travail de plus de huit jours)* (p. 666) : souligne qu'il n'y a plus de peines planchers - *Art. 222-12 (violences ayant entraîné une maladie ou une incapacité de plus de huit jours : circonstances aggravantes)* (p. 667) : rôle du juge - *Après l'art. 222-13* (p. 669) : peines encourues variant du simple au double suivant que le médecin accorde, dans le certificat médical, plus ou moins de huit jours d'arrêt.

- Projet de loi portant dispositions relatives à la fonction publique [n° 240 (90-91)] - (25 avril 1991) - **Art. 2** (*modifications et suppressions diverses dans la loi du 11 janvier 1984*)

(p. 715) : son amendement n° 16 : modification des articles 34 et 45 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ; réservé puis adopté (p. 719) - (p. 716) : son amendement n° 17 : détachement à temps partiel d'un fonctionnaire de l'Etat ; retiré - (p. 717) : son amendement n° 18 : placement en position de disponibilité, jusqu'à sa réintégration, de tout fonctionnaire de l'Etat détaché auprès d'une personne physique ; adopté - **Après l'art. 2** (p. 720) : ses amendements, n° 21 : « Titre II ter - « Dispositions modifiant la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière » ; devenu sans objet ; et n° 23 : extension de la position de disponibilité à la fonction publique hospitalière ; retiré.

– Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° 214 (88-89)] - Suite de la discussion - (25 avril 1991) - **Art. unique (suite)** - *Art. 222-21 et 222-22 du code pénal (viols aggravés)* (p. 726) : sur l'amendement n° 49 de la commission (regroupement des articles 222-21 et 222-22 du code pénal et renforcement de la peine), se déclare favorable au sous-amendement n° 267 du Gouvernement - (p. 727) : sur l'amendement n° 49 de la commission, son sous-amendement n° 311 ; adopté - Période de sûreté applicable à chaque crime - (p. 728) : liste des crimes assortis d'une période de sûreté obligatoire - *Art. 222-23 (viol ayant entraîné la mort de la victime)* (p. 729) : sur l'amendement rédactionnel n° 51 de la commission, son sous-amendement n° 312 ; rejeté - *Avant l'art. 222-25 et après l'art. 227-18* (p. 732) : incohérence de position sur les amendements de la commission - **Rappel au règlement** (p. 732) : regrette le recours au scrutin public - *Art. 222-26 (atteintes et agressions sexuelles ayant entraîné une blessure ou une lésion ou commise par un ascendant de la victime ou une personne ayant autorité sur elle)* (p. 736) : sur l'amendement n° 57 de la commission (répression et fixation d'une période de sûreté), son sous-amendement n° 313 ; rejeté - *Après l'art. 222-27 et après l'art. 227-18* (p. 737) : nécessité de modifier les intitulés des titres de section et de chapitre - *Art. 222-28 (agressions sexuelles sur des personnes majeures non vulnérables)* (p. 739) : distinction entre agression et atteinte - *Art. 222-32 (exhibition sexuelle)* (p. 741) : souhaite obtenir des explications sur l'amende réprimant l'exhibition sexuelle.

– Projet de loi modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre et relatif à l'Institution nationale des invalides [n° 270 (90-91)] - (29 avril 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 789) : Institution nationale des invalides - Avis favorable du groupe socialiste sur ce projet de loi.

– Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° 214 (88-89)] - Suite de la discussion - (29 avril 1991) - **Report de la discussion du projet de loi** (p. 790) : ordre du jour de la conférence des présidents - Image du Parlement - Ordre du jour prioritaire - Remplacement de rapporteurs.

Suite de la discussion - (30 avril 1991) - **Art. unique (suite)** - *Art. 222-38 du code pénal (interdiction de séjour)* (p. 808) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 214 de M. Charles Lederman, ainsi qu'à l'amendement n° 75 de la commission (extension des cas d'interdiction de séjour) - *Art. 222-39 (interdiction du territoire français)* (p. 809) : se déclare opposé à l'amendement n° 76 de la commission (suppression de certaines exceptions à l'interdiction du territoire) - (p. 810) : ordonnance de 1949 énumérant les cas d'arrêtés d'expulsion des étrangers - Se déclare opposé à l'amendement n° 78 de la commission (interdiction du territoire en cas d'atteinte volontaire à l'intégrité et d'agression sexuelle, ainsi que pour toutes les infractions concernant les stupéfiants) - *Art. 223-1 (exposition d'autrui à un risque immédiat de mort par la violation d'une obligation de sécurité)* (p. 813) : difficultés de la preuve et de la contre-preuve dans certains cas - (p. 814) : circulation routière - Accidents de travail - (p. 817) : son amendement n° 163 : limitation du champ d'application de l'article aux accidents du travail ; retiré - Se déclare opposé à l'amendement n° 79 de la commission (sanction de celui qui commet, de manière consciente, une imprudence) - *Après l'art. 223-11* (p. 832) : contraception - Avortement thérapeutique - Se déclare opposé à l'amendement n° 84 de la commission (interruption illégale de la grossesse par le fait de la femme elle-même) - *Art. 223-15 (interdiction d'exercer une activité médicale ou paramédicale)* (p. 836) : se déclare favorable à l'amendement n° 227 de M. Charles Lederman (suppression de l'interdiction définitive d'exercer une activité de nature médicale ou paramédicale) - *Art. 224-1 (enlèvement et séquestration)* (p. 837) : sur l'amendement n° 86 de la commission (droit actuellement en vigueur pour le crime d'enlèvement et de séquestration et application de la période de sûreté), son sous-amendement n° 315 ; adopté - *Art. 224-3 (enlèvement ou séquestration commis en bande organisée ou à l'égard de plusieurs personnes)* (p. 841) : se déclare opposé à l'amendement n° 231 de M. Charles Lederman (exemption de poursuite pour les actions concertées commises à l'occasion d'un conflit du travail) - (p. 842) : avec le groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n 89 de la commission (période de sûreté pour la peine applicable à l'enlèvement et la séquestration aggravés).

– Projet de loi modifiant le code de l'organisation judiciaire et instituant la saisine pour avis de la Cour de cassation [n° 292 (90-91)] - (7 mai 1991) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 880) : intervient contre la motion n° 3 de M. Charles Lederman, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Juridictions administratives - Double degré de juridiction - Arrêts de règlement - Conseil d'Etat - Présence d'un avocat devant la juridiction suprême - (p. 881) : Conseil d'Etat - Saisine au préalable - **Art. 1er** *(saisine pour avis de la Cour de cassation)* (p. 885) : se déclare opposé à l'amendement n° 5 de M. Charles Lederman (assistance d'un avocat).

– Conclusions du rapport de M. Lucien Neuwirth, fait au nom de la commission des lois, sur **la proposition de loi** (n° 232, 90-91), déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à permettre aux associations d'anciens combattants d'ester en justice [n° 283 (90-91)]** - (7 mai 1991) - **Discussion générale** (p. 892) : constitution de partie civile - Charge des tribunaux - Poursuites pénales.

– Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° 214 (88-89)] - Suite de la discussion - (14 mai 1991) - **Art. unique (suite)** - *Art. 225-6 du code pénal (délits assimilés au proxénétisme)* (p. 934) : se déclare opposé à l'amendement n° 99 de la commission (élargissement du champ d'application : 1° aux personnes ne pouvant justifier de ressources correspondant à leur train de vie tout en étant en relations habituelles avec des personnes se livrant à la prostitution ; 2° aux personnes vivant sciemment avec une personne se livrant habituellement à la prostitution) - *Après l'art. 225-21* (p. 941 à 948) : ses amendements n° 164 bis : respect dû aux morts : atteinte à l'intégrité du cadavre ; et n° 165 sexies : circonstance aggravante dans le cas d'une infraction commise en raison de l'appartenance ou de la non appartenance des personnes décédées à une ethnie, une nation ou une religion déterminée ; rejetés - *Art. 225-25 (interdiction du territoire français)* (p. 949) : se déclare opposé aux amendements de la commission n° 116 (exceptions) et n° 117 (cas dans lesquels l'interdiction du territoire est obligatoire) - *Art. 226-5 (mise en mouvement de l'action publique)* (p. 954) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 121 de la commission - *Art. 226-9 (dénonciation calomnieuse)* (p. 956) : intervient sur l'amendement n° 256 bis de M. Charles Lederman (réduction des peines) - Se déclare opposé à l'amendement n° 124 de la commission (possibilité de poursuite par le Parquet sans plainte de la victime) - *Art. 226-11 (responsabilité des personnes morales)* (p. 957) : se déclare opposé à l'amendement de coordination n° 125 de la commission.

Suite de la discussion - (22 mai 1991) - **Rappel au règlement** (p. 982) : salue la présence de M. le rapporteur au banc de la commission - **Art. unique (suite)** - *Art. 227-1 du code pénal (délaissement du mineur)* (p. 984) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n° 262 bis de M. Charles Lederman (diminution des peines prévues) - *Art. 227-2 (abandon de famille)* : son amendement n° 166 : obligation de notifier le changement de domicile au créancier de prestations dues en raison d'obligations familiales ;

adopté - *Art. 227-15* (*provocation au suicide*) (p. 988) son amendement de suppression n° 167 ; adopté - *Art. 227-17* (*réunions comportant des exhibitions ou des relations sexuelles auxquelles participe ou assiste un mineur*) (p. 989, 990) : notion de réunion - *Après l'art 227-18* (p. 992, 993, 995) : se déclare opposé à l'amendement n° 147 de la commission (rétablissement de l'incrimination de l'atteinte sexuelle par un majeur sur un mineur de quinze à dix-huit ans du même sexe) - *Après l'art. 227-21* (p. 997, 998) : se déclare opposé à l'amendement n° 153 de la commission (peine d'interdiction du territoire pour les atteintes les plus graves au mineur et à la famille) - Sur ce dernier, son sous-amendement n° 168 ; rejeté - *Après l'art. 223-11* (p. 1000) : se déclare opposé à l'amendement n° 319 de la commission (réintroduction de la notion d'avortement dans le code pénal) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1002, 1003) : peines - Période de sûreté - Interdiction obligatoire du territoire contre les étrangers - Pénalisation de la dissémination d'une maladie transmissible épidémique - Parricide - Avortement de la femme sur elle-même - Paix civile - Réinsertion - Au nom du groupe socialiste, demande un scrutin public.

– **Projet de loi portant réforme hospitalière** [n° 309 (90-91)] - **Suite de la discussion** - (7 juin 1991) - **Art. 21** (*coordination avec les dispositions de la loi relative à la fonction publique hospitalière*) (p. 1458) : son amendement n° 159, non soutenu, repris par M. Guy Penne : harmonisation de dispositions de la fonction publique hospitalière avec les dispositions de la fonction publique de l'Etat ; retiré.

– **Conclusions du rapport de M. Michel Dreyfus-Schmidt**, fait au nom de la commission des lois **sur la proposition de loi (n° 258, 1990-1991)** de M. Roland Courteau **tendant à supprimer les sanctions contre les avocats prévues à l'article 75 de l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur le Conseil d'Etat** [n° 339 (90-91)] - (10 juin 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1500) : avocats au Conseil d'Etat - Recours en révision - Commission européenne des droits de l'homme - Suppression des sanctions - **Art. 1er** (*cas de recours en révision*) (p. 1501) : accepte l'amendement rédactionnel n° 1 du Gouvernement - **Art. 2** (*irrecevabilité d'un second recours contre une décision contradictoire*) : accepte l'amendement de suppression n° 2 du Gouvernement.

– **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° 362 (90-91)] - (24 juin 1991) - **Après l'art. 16** (p. 2036) : son amendement n° 7, soutenu par M. Michel Darras (abrogation de l'article 9 de la loi du 31 décembre 1990 d'actualisation des dispositions relatives à l'exercice des professions commerciales ou artisanales) ; devenu sans objet.

– **Projet de loi relatif au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications** [n° 389 (90-91)] - (25 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2062) : dossier des « écoutes téléphoniques » - Libertés publiques et individuelles - Intérêt supérieur de l'Etat - Commission de contrôle Marcilhacy - Rapport Schmelck - (p. 2063) : convention européenne des droits de l'homme - Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité - Interceptions judiciaires - Procureur de la République - Destruction des bandes d'écoute - Ecoutes sauvages - Protection de la vie privée - Au nom du groupe socialiste, votera ce projet de loi - **Art. 1er** (*prohibition de l'interception de toute correspondance émise par la voie des télécommunications - exceptions au principe*) (p. 2071, 2072) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 1 de la commission et favorable à l'amendement rédactionnel n° 54 du Gouvernement - **Art. 2** (*interceptions ordonnées par l'autorité judiciaire*) - *Art. 100 du code de procédure pénale* (*cadre des interceptions*) (p. 2073) : ses amendements n° 35 et n° 36 : nouvelle rédaction ; rejetés - (p. 2075) : intervient sur l'amendement n° 21 de M. Jacques Thyraud (limitation des interceptions judiciaires aux infractions dont la peine est supérieure à deux ans d'emprisonnement) - *Art. 100-1* (*contenu de la décision*) (p. 2076) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement rédactionnel n° 3 de la commission - *Art. 100-6* (*destruction des enregistrements éventuellement intervenus*) (p. 2077) : ses amendements, n° 37, de suppression ; rejeté ; et n° 38 : destruction des enregistrements en cas de relaxe ou d'acquittement définitif et en l'absence de co-inculpés à l'égard desquels l'action publique n'est pas prescrite ; adopté - *Après l'art. 100-6* (p. 2080) : sur l'amendement n° 25 de M. Jacques Thyraud (information par le juge d'instruction du bâtonnier ou de son délégué lorsqu'un cabinet d'avocat fait l'objet d'une interception téléphonique), se déclare opposé au sous-amendement n° 65 du Gouvernement - **Après l'art. 3** (p. 2081) : se déclare opposé à l'amendement n° 48 de M. Charles Lederman (refus des interceptions justifiées par les origines ethniques, les opinions politiques ou philosophiques ou religieuses, ou l'appartenance à un parti politique ou à une organisation syndicale) - **Art. 5** (*fixation du nombre maximum d'interceptions de sécurité simultanées*) (p. 2082) : son amendement n° 39 : information immédiate de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité ; adopté - **Art. 9** (*relevé des opérations*) : son amendement n° 40 : tenue d'un registre des interceptions ; rejeté - **Art. 14** (*Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité*) (p. 2084) : son amendement n° 41 : composition de la Commission ; rejeté - (p. 2087) : se déclare opposé à l'amendement n° 8 de la commission (désignation du président de la Commission), et sur ce dernier, au sous-amendement n° 49 de M. Charles Lederman - (p. 2089) : se déclare favorable à l'amendement n° 28 de M. Jacques Thyraud (présence d'un commissaire du Gouvernement auprès de la Commission) - **Art. 14 bis (précédemment réservé, p. 2090)** (*contrôle de la décision d'interception par la Commission nationale*) (p. 2092, 2093) : sur l'amendement n° 58 du Gouvernement (recommandation de la Commission et suites données à celle-ci), ses sous-amendements n° 42 et n° 43 ; adoptés - **Art. 22** (*droit pour les autorités chargées des interceptions de recueillir des informations ou des documents nécessaires aux interceptions auprès des exploitants et des fournisseurs*) (p. 2095) : intervient sur l'amendement de suppression n° 32 de M. Jacques Thyraud et sur l'amendement n° 66 de la commission (communication d'informations aux juridictions d'instruction et au Premier ministre) - **Art. 25** (*secret des correspondances transmises par la voie des télécommunications*) (p. 2099) : intervient sur l'amendement n° 34 de M. Jacques Thyraud (sanction de celui qui a installé les dispositifs d'interception) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2100) : Cour européenne des droits de l'homme - Ecoute de conversations dans des locaux professionnels - Légalisation des écoutes téléphoniques - Le groupe socialiste votera ce projet de loi.

– **Conclusions du rapport de M. Michel Rufin**, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** (n° 349, 88-89) **de M. Jean Simonin** et des membres du groupe du Rassemblement pour la République et apparentés, **tendant à élargir la procédure du vote par procuration** [n° 399 (90-91)] - (29 juin 1991) - **Art. unique** (*institution d'un cas supplémentaire de vote par procuration au profit des retraités*) (p. 2320) : son amendement n° 1, soutenu par M. Michel Darras : extension du vote par procuration à toute personne ayant quitté sa résidence habituelle pour tout déplacement prouvé ; retiré.

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République** [n° 269 (90-91)] - **Suite de la discussion** - (3 juillet 1991) - **Après l'art. 56 terdecies** (p. 2454) : son amendement n° 295, soutenu par M. Gérard Delfau : dispositions applicables au détachement des personnels de la fonction publique territoriale ; retiré.

– **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes** - *Deuxième lecture* [n° 411 (90-91)] - (2 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2537) : commissions mixtes paritaires, CMP - (p. 2538) : deuxième lecture - Proxénétisme assimilé - Période de sûreté - Interdiction du territoire - Parricide - Personnes vulnérables - (p. 2539) : dissémination d'une maladie épidémique - Avortement - (p. 2540) : intégrité du cadavre - Secret professionnel - Délaissement de nouveaux nés - Navette parlementaire - **Art. unique** - *Art. 211-1 du code pénal* (p. 2547) : ses amendements n° 182 et n° 183 : précision des durées minimale et maximale de la peine dans l'ensemble des articles qui énoncent une incrimination ; rejeté - *Art. 211-2* (p. 2549) : se déclare favorable à l'amendement n° 180 de M. Hubert Durand-Chastel (substitution des termes « ou d'actes inhumains » à ceux de

« ou d'actes de barbarie ») - *Art. 211-4-1* (p. 2550) : sur l'amendement n° 13 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), son sous-amendement n° 184 ; rejeté - *Art. 221-1* (p. 2554) : ne prendra pas part au vote de l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement dans le texte de la période de sûreté prévue dans le cas visé) - *Art. 221-6* (p. 2556) : demande un vote par division sur le texte proposé pour cet article du code pénal - Se déclare opposé au troisième alinéa de cet article relatif au parricide - *Art. 221-7-1* (p. 2558) : se déclare opposé à l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement de l'incrimination d'empoisonnement) - *Art. 221-9* (p. 2561) : se déclare opposé à l'amendement n° 22 de la commission (suppression des modalités d'exécution de la peine d'affichage ou de diffusion de la décision).

Suite de la discussion - (3 octobre 1991) - **Art. unique (suite)** - *Art. 221-12-1 du code pénal* (p. 2579) : se déclare opposé à l'amendement n° 24 de la commission (suppression de la peine complémentaire d'affichage applicable aux personnes physiques dans le cas d'homicide involontaire) - *Art. 221-13* (p. 2580) : sur l'amendement n° 25 de la commission (rétablissement de l'interdiction du territoire pour les étrangers coupables d'homicide volontaire), son sous-amendement n° 185 ; rejeté - *Art. 222-2* (p. 2582) : se déclare opposé à l'amendement n° 29 de la commission (rétablissement de la circonstance aggravante lorsque la victime de l'acte de torture ou de barbarie est un ascendant) - *Art. 222-5* (p. 2584) : se déclare opposé à l'amendement n° 38 de la commission (rétablissement de la période de sûreté dans le cas de violences mortelles) - *Art. 222-10* : intervient à propos de l'amendement rédactionnel n° 51 de la commission - *Art. 222-12* (p. 2588) : se déclare opposé à l'amendement de coordination n° 54 de la commission - *Art. 222-14* (p. 2590) : demande le retrait de l'amendement n° 66 de la commission (introduction d'une période de sûreté obligatoire) - *Art. 222-16* (p. 2591) : sur l'amendement n° 67 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture), son sous-amendement n° 187 ; adopté - *Art. 222-18* (p. 2593) : se déclare opposé à l'amendement n° 73 de la commission (fixation des peines à trois ans d'emprisonnement et 300 000 francs d'amende en cas de dissémination de maladies transmissibles épidémiques) - *Art. 222-19* (p. 2599) : se déclare opposé à l'amendement de coordination n° 74 de la commission - *Art. 222-21* (p. 2600) : se déclare opposé à l'amendement n° 77 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - *Art. 222-23* (p. 2601) : se déclare opposé à l'amendement n° 79 de la commission (rétablissement de la période de sûreté en cas de viol ayant entraîné la mort) - *Art. 222-25 A* (p. 2602) : se déclare opposé à l'amendement n° 82 de la commission (rétablissement des peines actuellement en vigueur pour des atteintes sexuelles sans violence, contrainte, menace ni surprise sur un mineur de quinze ans) - *Après l'art. 222-25 A* (p. 2603) : intervient à propos de l'amendement n° 83 de la commission (cas d'aggravation pour les atteintes sexuelles sur mineurs de quinze ans) - *Art. 222-28* (p. 2605) : se déclare opposé à l'amendement n° 90 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - *Art. 222-34* (p. 2608) : se déclare opposé à l'amendement n° 93 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - *Art. 221-1* (p. 2612) : son amendement n° 189 : violation du règlement du travail ; devenu sans objet - *Après l'art. 223-11-1* (p. 2619) : intervient à propos de l'amendement n° 106 de la commission (cas de la femme qui se procure un avortement à elle-même) - *Art. 225-3-1* (p. 2627) : se déclare opposé à l'amendement n° 114 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - *Art. 225-6* (p. 2629) : ses amendements, n° 192 : suppression des deux présomptions de proxénétisme ; rejeté ; et n° 193 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; devenu sans objet - *Art. 225-11* : intervient à propos de l'amendement n° 121 de la commission (rétablissement de la période de sûreté pour proxénétisme hôtelier) - *Section 3* (*Des conditions inhumaines de travail et d'hébergement*) (p. 2634) : intervient à propos de l'amendement n° 198 de la commission (substitution du terme d'« abusives » à celui d' « inhumaines ») - *Art. 225-21* (p. 2635) : atteinte au cadavre - *Art. 225-22* (p. 2636) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 122 de la commission - *Art. 225-25* (p. 2637) : sur l'amendement n° 124 de la commission (caractère obligatoire du prononcé de l'interdiction du territoire en matière de proxénétisme), son sous-amendement n° 190 ; retiré - *Art. 226-9* (p. 2640) : se déclare opposé à l'amendement n° 130 de la commission (possibilité pour le parquet d'engager des poursuites) - *Art. 226-12* (p. 2641, 2642) : sur l'amendement n° 178 du Gouvernement (nouvelle rédaction de cet article), son sous-amendement n° 194 ; adopté - *Art. 227-1* (p. 2647) : intervient à propos de l'amendement n° 8 du Gouvernement (réduction de la peine d'amende à 100 000 francs) - *Art. 227-18-2* (p. 2654) : se déclare opposé à l'amendement n° 151 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Seconde délibération** (p. 2657) : intervient à propos de la demande de seconde délibération proposée par la commission sur l'article 221-13 du code pénal relatif aux cas dans lesquels l'interdiction du territoire français n'est pas possible - **Art. unique (suite)** (p. 2657) : travaux du Sénat - Avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de loi tel qu'il ressort des travaux du Sénat.

– **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux [n° 346 (90-91)] - Suite de la discussion** - (17 octobre 1991) - **Avant l'art. 26** (p. 3018) : loi pêche - Propriétaires de pisciculture - Taxe piscicole - Conseil supérieur de la pêche et associations de pêche - (p. 3020) : sur l'amendement n° 67 de M. Serge Vinçon (reprise de la définition des eaux libres figurant dans les textes antérieurs à la loi pêche de 1984), soutient le sous-amendement n° 163 de M. Claude Estier - (p. 3023) : sur le droit de pêche des propriétaires de plans d'eau de petite surface, soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 164 à n° 167.

– **Projet de loi relatif à la sécurité des chèques et des cartes de paiement [n° 444 (90-91)]** - (22 octobre 1991) - **Art. 4** (*régularisation*) - *Art. 65-3 du décret-loi du 30 octobre 1935* (p. 3089, 3090) : intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (injonction de restitution des formules de chèques faite sans délai par le banquier tiré) - (p. 3094) : son amendement n° 9 : mise à la charge du tireur des frais occasionnés par le rejet d'un chèque par dérogation à la procédure civile d'exécution ; rejeté - **Art. 5** (*pénalité libératoire*) - *Art. 65-3-1* (p. 3095 à 3097) : se déclare défavorable aux amendements de M. Robert Pagès, n° 53 de suppression et n° 54 (allongement du délai de régularisation permettant d'éviter le paiement de la pénalité libératoire) - *Art. 65-3-4* (p. 3098) : intervient sur l'amendement n° 56 de M. Robert Pagès (durée de l'interdiction bancaire limitée à un an) - **Après l'art. 15** (p. 3108) : ensemble des professionnels payés par chèque - **Après l'art. 19** (p. 3110) : son amendement n° 30 : autorisation donnée aux banquiers de faire droit à l'opposition si le tireur écrit qu'il est dans l'un des cas prévus par la loi ; adopté.

– **Projet de loi modifiant le code du service national [n° 3 (91-92)]** - (23 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3133) : droits du Parlement - Diminution de la durée du service militaire - Universalité et égalité - (p. 3134) : durée du service de l'aide technique et de la coopération - Statut des objecteurs de conscience - (p. 3135) : réduction du service militaire - Maintien de la conscription - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

– **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens [n° 215 (88-89)]** - (29 octobre 1991) - **Question préalable** (p. 3347) : intervient contre la motion n° 129 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Evolution du droit pénal - Institution des peines fixes - Conséquences de l'adoption de la question préalable - (p. 3348) : discussion démocratique - Demande le rejet de la motion - **Discussion générale** (p. 3349) : sévérité des peines - (p. 3350) : délit d'organisation de l'insolvabilité - **Art. unique** (*les dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et des délits contre les biens sont fixées par le Livre III annexé à la présente loi*) (réservé jusqu'après l'examen des articles du code pénal qui y sont annexés) - *Art. 301-3 du code pénal* (*vol simple*) (p. 3355) : se déclare opposé à l'amendement n° 4 de la commission

(peine maximale) - *Après l'art. 301-3* (p. 3357) : sur l'amendement n° 176 de M. Charles Lederman (diminution de la sanction relative au vol simple), son sous-amendement n° 240 ; rejeté - *Art. 301-7 (vols aggravés - sanction du vol commis avec usage ou menace d'une arme)* (p. 3363) : sur l'amendement n° 9 de la commission (répression plus sévère en cas de port d'arme et application d'une période de sûreté), son sous-amendement n° 148 ; adopté - *Art. 301-8 (vols aggravés - sanction du vol commis en bande organisée)* : sur l'amendement n° 10 de la commission (circonstances aggravantes dues à l'existence d'une bande organisée), son sous-amendement n° 150 ; adopté - *Art. 301-10 (application des peines prévues pour violence)* (p. 3366) : se déclare favorable à l'amendement n° 12 de la commission (suppression de la disposition spécifiant que les peines aggravées en raison d'actes de violence sont applicables à tous les participants au vol et suppression de la référence à l'instigateur) - *Art. 301-11 (utilisation frauduleuse d'énergie)* (p. 3367) : se déclare favorable à l'adoption du texte proposé pour l'article 301-11 du code pénal.

Suite de la discussion - (30 octobre 1991) - **Art. unique (suite)** - *Après l'art. 301-11 et Art. 301-2 du code pénal* (précédemment réservé, le 29 octobre 1991, p. 3353) *(immunités familiales)* (p. 3379) : se déclare favorable à l'amendement n° 14 de la commission (immunités familiales) - *Après l'art. 301-12* (p. 3381) : sur l'amendement n° 19 de la commission (interdiction du territoire), son sous-amendement n° 155 ; rejeté - *Art. 302-1 (extorsion simple)* (p. 3384) : sur l'amendement n° 25 de la commission (définition de l'extorsion), son sous-amendement n° 160 ; adopté - Son amendement n° 159 : remplacement des termes : « d'une chose » par ceux de « d'un bien » ; devenu sans objet - *Art. 302-3 (extorsion commise avec usage ou menace d'une arme)* (p. 3386) : sur l'amendement n° 29 de la commission (peine de trente ans de réclusion criminelle assortie d'une période de sûreté), son sous-amendement n° 152 ; adopté - *Art. 302-6 (champ d'application des articles 302-1, 302-4 et 302-5)* (p. 3389) : intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (peines encourues lorsque les violences ont été commises après l'extorsion pour favoriser la fuite ou assurer l'impunité d'un auteur) - *Art. 302-7 (définition du chantage)* : son amendement n° 161 : remplacement des termes : « d'une chose » par ceux de : « d'un bien » ; devenu sans objet - *Après l'art. 302-8* : sur l'amendement n° 36 de la commission (interdiction du territoire pour les étrangers coupables d'une infraction de chantage aggravé), son sous-amendement n° 156 ; rejeté - *Art. 303-3 (exploitation frauduleuse de l'ignorance ou de la faiblesse d'un mineur ou d'une personne vulnérable)* (p. 3394) : sur l'amendement n° 45 de la commission (punition de l'abus de l'état d'ignorance ou de la situation de faiblesse du mineur ou de la personne vulnérable), son sous-amendement n° 167 ; retiré - *Art. 304-5 (organisation frauduleuse de l'insolvabilité - incrimination et peines applicables)* (p. 3401) : son amendement n° 168 : prise en compte de la situation du débirentier ; adopté - *Après l'art. 305-6* (p. 3408) : sur l'amendement de cohérence n° 88 de la commission, son sous-amendement n° 157 ; rejeté - *Avant l'art. 306-2* (p. 3412) : sur l'amendement n° 98 de la commission (cas d'un incendie provoqué par un manquement à une obligation de sécurité ou de prudence imposée par la loi), son sous-amendement n° 171, soutenu par M. Aubert Garcia ; rejeté - *Avant l'art. 306-5* (p. 3415) : sur l'amendement n° 107 de la commission (infraction relative à la menace de commettre une dégradation ou une détérioration des biens), son sous-amendement n° 169, soutenu par M. Aubert Garcia ; rejeté - *Après l'art. 306-5* (p. 3419) : sur l'amendement n° 113 de la commission (interdiction du territoire français obligatoire et automatique à l'encontre de l'étranger coupable de l'infraction définie par les articles 306-2-1 à 306-4-1), son sous-amendement n° 158, soutenu par M. Aubert Garcia ; rejeté.

- Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Equipement, logement, transports et espace - II - Transports intérieurs ; 1 -Transports terrestres (et voies navigables) ; 2 - Routes ; 3 - Sécurité routière - (6 décembre 1991) (p. 4948, 4949) : territoire de Belfort - TGV Rhin-Rhône - Avis favorable du groupe socialiste sur ce projet de budget.

Articles non rattachés :

(8 décembre 1991) - **Art. 65 bis** *(calcul de la valeur locative des immobilisations industrielles et cas de cessions d'établissements, de fusions, de scissions ou d'apports de sociétés)* (p. 5043) : se déclare favorable à l'amendement n° II-56 de M. Jacques Bialski (restitution aux collectivités locales de la valeur pleine et entière de leurs bases).

- Conclusions du rapport de M. Michel Dreyfus-Schmidt, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** (n° 198, 90-91) **de M. Louis Souvet** déposée avec plusieurs de ses collègues, **relative à la recherche des personnes disparues [n° 137 (91-92)]** - (11 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5236, 5237) : statistiques sur les disparitions - Dispositif juridique actuel - Recherche en cas de disparition dans des conditions inquiétantes ou suspectes - Recherche dans l'intérêt des familles - (p. 5238) : certificat de vaines recherches - Fichier des personnes recherchées - Information des familles - Libertés individuelles - Propose l'adoption de cette proposition de loi - **Avant l'art. 1er** (p. 5240) : accepte l'amendement n° 1 du Gouvernement (insertion d'un chapitre 1er : « Des disparitions inquiétantes ou suspectes ») - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 8 ; retiré - **Avant l'art. 2** (p. 5241) : accepte l'amendement n° 3 du Gouvernement (insertion d'un chapitre II : « Des autres disparitions ») - **Art. 2** *(régime de la recherche dans l'intérêt des familles)* : accepte l'amendement n° 4 du Gouvernement (personnes pouvant demander l'ouverture d'une recherche dans l'intérêt des familles) - **Avant l'art. 3** (p. 5242) : accepte l'amendement n° 5 du Gouvernement (insertion d'un chapitre III : « Dispositions communes ») - **Art. 3** *(obligations du déclarant)* (p. 5243) : sur l'amendement rédactionnel n° 6 du Gouvernement, qu'il accepte, son sous-amendement n° 9 ; adopté - **Art. 4** *(inscription des disparus au fichier des personnes recherchées)* : accepte l'amendement n° 7 du Gouvernement (nouvelle rédaction) - **Art. 5** *(information du déclarant sur les résultats de la recherche)* (p. 5244) : intervient sur cet article - **Seconde délibération - Art. 1er** (p. 5245, 5246) : s'oppose à l'amendement n° 1 du Gouvernement (substitution des mots « ou de quelqu'un avec lequel elle a un lien familial » aux mots « ou proche »).

- Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 162 (91-92)] - (16 décembre 1991) - **Après l'art. 17** (p. 5419) : son amendement n° 87, identique à l'amendement n° 84 de M. Jean Cluzel (prise en compte du portage de la presse à domicile) ; retiré.

- Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de résolution** (n° 79, 91-92) **de M. Charles Pasqua** et des membres du groupe du RPR, de M. Daniel Hoeffel et des membres du groupe de l'Union centriste, de M. Marcel Lucotte et des membres du groupe de l'UREI et de M. Ernest Cartigny et des membres du groupe du RDE, **tendant à rendre le règlement du Sénat conforme aux nouvelles dispositions de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires ainsi qu'à modifier certains de ses articles en vue d'accroître l'efficacité des procédures en vigueur au Sénat [n° 185 (91-92)]** - (18 décembre 1991) - **Art. 4** *(article 17 du Règlement du Sénat ; renvoi pour avis aux commissions permanentes)* (p. 5584) : son amendement n° 1, soutenu par M. Guy Allouche : commissions spéciales ; rejeté.

DUBOSCQ (Franz), sénateur des Pyrénées-Atlantiques (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

- Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

- Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de

l'ensemble des services relevant de l'autorité du ministre de l'intérieur qui contribuent, à un titre quelconque, à assurer le maintien de l'ordre public et la sécurité des personnes et des biens jusqu'au 29 mai 1991.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **125 (91-92)**] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de l'Accord entre la République française et le Royaume d'Espagne en vue de la construction d'un tunnel routier au col du Somport [n° **145 (91-92)**] (4 décembre 1991) - **Traités et conventions.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse [n° 98 (90-91)] - Suite de la discussion** - (21 mars 1991) - **Art. 1er** (*consécration juridique de la notion de « peuple corse composante du peuple français »*) (p. 114) : intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (suppression de la référence à la notion de « peuple corse » et mention de la région de Corse).

– **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et le Royaume d'Espagne en vue de la construction d'un tunnel routier au col du Somport [n° 125 (91-92)]** - (12 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5297) : construction d'un tunnel routier sous le col du Somport - Souhaite la réouverture de la ligne de chemin de fer transpyrénéenne - Historique du réseau routier - Approbation du Parlement espagnol - Rapport de la commission - (p. 5298) : parc national des Pyrénées - Financement - Avis favorable de la commission.

DUFAUT (Alain), sénateur du Vaucluse (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les articles 27, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication (16 décembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi modifiant la loi n° 83-557 du 1er juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance [n° 316 (90-91)]** - (28 mai 1991) - **Discussion générale** (p. 1091) : nécessité de moderniser le réseau des caisses d'épargne et de prévoyance, CEP - Renforcement des moyens d'intervention et concentration des CEP locales - Stabilisation de la collecte sur le livret A - Création en Provence d'une des plus importantes caisses d'épargne de France - Problème de la présence de représentants du Parlement dans le conseil de surveillance - Présence possible de représentants de personnes morales dans les conseils d'orientation et de surveillance, COS - Limitation du pouvoir du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance, Cencep, en matière de fusion de CEP - (p. 1092) : nombreux amendements de la commission des finances destinés à améliorer le texte - Souhaite une publication rapide des décrets d'application de ce texte - **Art. 1er C** (*limites apportées au champ d'intervention des caisses d'épargne*) (p. 1098) : sur l'amendement n° 4 de la commission (application jusqu'à la clôture de l'exercice 1993 de la limite de 30 % des emplois de chaque caisse instituée par cet article pour le financement des activités des personnes morales de droit privé), son sous-amendement n° 59 ; retiré - **Art. 1er bis** (*dévolution des droits et obligations des sociétés régionales de financement, SOREFI*) (p. 1100) : sur l'amendement n° 7 de la commission (disparition obligatoire des sociétés régionales de financement et récupération par la Caisse des dépôts et consignations du montant de ses apports assortis d'une juste rémunération), son sous-amendement n° 60 ; retiré - **Art. 3** (*directoire des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 1112) : son amendement n° 54 : exclusion de toute rétroactivité pour l'application du délai de vacuité de six ans séparant les fonctions de président du conseil d'orientation et de surveillance et un mandat de membre du directoire d'une caisse d'épargne et de prévoyance ; adopté.

DUMAS (Pierre), sénateur de la Savoie (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la discussion** - (12 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1563, 1564) : régions - Mauvaise répartition entre l'Etat et la région des compétences relatives aux lycées - Déséquilibre du partenariat : conventions régions-SNCF ; contrats de plan Etat-région - Compensation des charges transférées - Départements.

– **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux [n° 346 (90-91)]** - (16 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2938, 2939) : compétences des collectivités territoriales en matière de cours d'eau, étangs et rivières - Surtaxe perçue sur les eaux minérales ; eaux de source.

DUMAS (Roland), *ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères.*

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

Est nommé *ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères* le 16 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 17 mai 1991).

DÉPÔTS

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur le crédit-bail international [n° **208 (90-91)**] (4 janvier 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1990) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur l'affacturage international [n° **209 (90-91)**] (4 janvier 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1990) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cameroun sur la sécurité sociale (ensemble un protocole relatif au régime d'assurances sociales des étudiants) [n° **219 (90-91)**] (4 février 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord en matière d'enseignement, de culture, de sport, de communication audiovisuelle et de presse entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso et d'un échange de lettres rectificatif [n° **220 (90-91)**] (4 février 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant la ratification d'un traité entre la République française et les Laender de Bade-Wurtemberg, de l'Etat libre de Bavière, de Berlin, de la ville libre hanséatique de Brême, de la ville libre et hanséatique de Ham-

bourg, de Hesse, de Basse-Saxe, de Rhénanie du Nord-Westphalie, de Rhénanie-Palatinat, de Sarre, du Schleswig-Holstein sur la chaîne culturelle européenne [n° **225 (90-91)**] (28 février 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Traités et conventions.**

Déclaration du Gouvernement sur la situation au Moyen-Orient [n° **236 (90-91)**] (19 mars 1991) - **Moyen-Orient.**

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Qatar en vue d'éviter les doubles impositions [n° **287 (90-91)**] (17 avril 1991) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Islande en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole) [n° **360 (90-91)**] (5 juin 1991) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance réciproque en matière d'impôts sur le revenu, d'impôts sur les successions de droits d'enregistrement et de droits de timbre, signée le 29 mars 1974 et modifiée par l'avenant du 16 juillet 1984 [n° **361 (90-91)**] (5 juin 1991) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative tchèque et slovaque sur la création et les modalités de fonctionnement des centres culturels [n° **407 (90-91)**] (19 juin 1991) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées [n° **408 (90-91)**] (19 juin 1991) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie sur le statut et les modalités de fonctionnement des centres culturels [n° **443 (90-91)**] (3 juillet 1991) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation du protocole complémentaire à l'accord de coopération culturelle, éducative, scientifique et technique conclu entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement militaire fédéral du Nigéria le 16 mai 1984, relatif au statut des personnels de coopération : professeurs, enseignants, techniciens et experts mis à disposition de l'autre partie [n° **461 (90-91)**] (25 juillet 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les successions et sur les donations et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales (ensemble un protocole) [n° **462 (90-91)**] (25 juillet 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 24 avril 1975 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Malaisie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu [n° **463 (90-91)**] (25 juillet 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention du 19 juin 1979 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôt sur le revenu [n° **473 (90-91)**] (1er août 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Traités et conventions.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Claude Huriet : **Politique extérieure** (*Situation des Etats baltes*) (Retirée : avril 1991).

INTERVENTIONS

– **Déclaration du Gouvernement sur la politique au Moyen-Orient, suivie d'un débat et d'un vote** [n° **211 (90-91)**] - (16 janvier 1991) (p. 4) : crise du Golfe - Respect du droit international - Conférence internationale pour la paix au Proche- Orient - Intervention diplomatique française - Démocraties - (p. 5) : envoi des troupes françaises - Soldats professionnels - (p. 17) : URSS - Plan « Vigipirate » ; terrorisme - (p. 18) : diplomatie française - Défense du droit international - Nouvel ordre international - Moyen-Orient - Conflits Nord-Sud - Union politique européenne - Soutien de l'opposition dans la gestion de la crise du Golfe - Dialogue avec le monde arabe - Pacifisme - (p. 19) : paix au Moyen-Orient - Cohésion nationale.

– **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation au Moyen-Orient** [n° **236 (90-91)**] - (19 mars 1991) (p. 29) : ouverture le 2 août 1990 d'un conflit international qui s'est achevé le 28 février 1991 - Phase diplomatique du 2 août au 15 janvier ; phase militaire aérienne du 15 janvier au 24 février et phase militaire terrestre du 24 au 28 février - Libération du Koweït - Résolution des Nations unies - Intransigeance de Saddam Hussein - Hommage aux soldats français - (p. 30) : nécessaire adaptation de l'armée française - Loi de programmation militaire - Résolution du Président de la République pour préserver la paix - Insécurité - Mise en oeuvre le 2 janvier du plan « Vigipirate » - (p. 31) : Conflit israélo-palestinien - Conférence internationale proposée par le Président de la République - Situation au Koweït et en Irak - Guerre contre l'Iran - Victimes civiles - Conflit national et principe de non-ingérence - Situation de la Jordanie - Rôle des Etats-Unis d'Amérique - (p. 32) : rôle des Nations unies - Réunion au sommet du Conseil de sécurité - Contribution de l'Europe à l'après-guerre - Maghreb - Paix au Moyen-Orient - (p. 48) : Liban - Année 1991 décisive pour l'Europe - (p. 49) : rôle de la France dans la crise du Golfe Persique - Dialogue avec les Etats-Unis d'Amérique - Crise profonde entre Israël, les pays arabes et les Palestiniens - Pétrole et armement, sources de difficultés - Préservation de l'unité nationale - Affirmation de la primauté du droit - Maintien de nos relations avec le monde arabe - Affirmation de la place de l'UEO - Rôle de l'Europe communautaire dans le domaine de la sécurité - Actions de la France durant la crise - (p. 50) : obligation de gagner la paix - Liban et accords de Taëf - Problème des Kurdes, de Chypre et de la Palestine - Concertation avec les Douze et les Etats-Unis d'Amérique pour résoudre le conflit israélo-palestinien.

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Deuxième partie :

Affaires étrangères - (5 décembre 1991) (p. 4835) : contexte international - Eléments chiffrés - Diplomatie et formation des diplomates - Effectifs - Crédits de fonctionnement - Crédits d'action internationale - (p. 4836) : audiovisuel extérieur - Action humanitaire - Français de l'étranger - Budget communautaire - Coopération culturelle - Sommet de Maastricht - Europe - (p. 4838) : union politique et union économique et monétaire européennes - Saisines de l'ONU par la France - Conférence de Madrid sur le Proche-Orient - Liban - Cambodge - Aide au développement - (p. 4846) : ambassade du Cambodge - Centre de conférences internationales du quai Branly - Action extérieure de la France à l'Est - Logement des fonctionnaires - Intégration des agents recrutés localement - Aide pour l'achat d'équipements destinés à la police jordanienne - (p. 4880) : effectifs - Aide au développement en Méditerranée, Indochine et Amérique latine - Conférence de Madrid et suite des négociations - Conférence sur le Cambodge - Conseil de sécurité de l'ONU - Moyen Orient - Avenir de l'ancienne URSS - Ukraine - Sommet de Maastricht - (p. 4881) : Liban - Conseil de l'Europe - Union de l'Europe occidentale, UEO - Relations

des pays de l'Est avec la Communauté économique européenne - Hongrie - Yougoslavie.

DUMONT (Jean), sénateur des Deux-Sèvres (UREI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

– Membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes.

Membre suppléant de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service (18 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant les dispositions de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relative aux cotisations sociales agricoles et créant un régime de préretraite agricole (18 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique (28 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail (17 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi (17 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (17 décembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs [n° 431 (90-91)]** - (6 novembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3562) : insuffisance des garanties apportées aux collectivités locales - Se déclare opposé à l'adoption de ce projet.

DUPONT (Ambroise), sénateur du Calvados (UREI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

– Membre titulaire du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les articles 27, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication (16 décembre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à reconnaître d'intérêt général la préservation des paysages ruraux [n° **221 (90-91)**] (4 février 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Environnement.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)]** - **Suite de la discussion** - (3 juillet 1991) - **Art. 53** (*communautés de communes*) (p. 2422) : soutient les amendements de M. Bernard Seillier, n° 431, n° 432 et n° 433 tendant à préserver le libre choix des communes - **Après l'art. 53** (*aménagement du régime des districts*) (p. 2430) : soutient l'amendement n° 434 de M. Bernard Seillier (interdiction de la création de districts) - - **Après l'art. 63** (p. 2478) : soutient l'amendement n° 447 de M. Bernard Seillier (régime de la dotation globale d'équipement, DGE, des syndicats de communes réunissant plus de dix mille habitants).

– **Projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France [n° 35 (91-92)]** - (12 novembre 1991) - **Art. 9** (*compétences de l'Office des migrations internationales*) (p. 3683) : soutient l'amendement n° 1 de M. Marcel Lucotte (rôle de l'Office des migrations internationales dans la réinsertion en France des Français ayant résidé à l'étranger) - **Art. 14** (*renforcement de la répression de l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France*) (p. 3687) : soutient l'amendement n° 3 de M. Marcel Lucotte (interdiction du territoire et peines d'emprisonnement) - **Art. 16** (*conditions de l'expulsion en matière d'organisation irrégulière d'admission d'étrangers en France, d'hébergement collectif et d'emploi d'étrangers sans titre - conditions d'application des mesures de reconduite à la frontière*) (p. 3688) : soutient l'amendement n° 9 de M. Marcel Lucotte (interdiction du territoire à certaines catégories d'étrangers) - **Art. 17** (*destruction par l'étranger de ses documents de voyage*) (p. 3690) : soutient l'amendement n° 11 de M. Marcel Lucotte (cas d'interdiction définitive du territoire) - **Art. 18** (*interdiction du territoire en matière d'hébergement collectif*) (p. 3691) : soutient les amendements n° 15 (exercice de l'autorité parentale), n° 16 (suppression des « mariages blancs »), n° 17 (restriction des possibilités de dérogation à l'interdiction du territoire) et n° 18 (interdiction du territoire aux récidivistes) de M. Marcel Lucotte.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Equipement, logement, transports et espace - I - Urbanisme, logement et services communs - (23 novembre 1991) (p. 4169) : priorité à la politique de la ville - Avenir de l'espace rural - Qualité du logement - Secteur du bâtiment, moteur de la politique d'aménagement du territoire - Prêts d'accession à la propriété, PAP - Amélioration du secteur locatif privé grâce aux aides de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ANAH - (p. 4170) : logement social - Rapport Lebègue sur le financement du logement - Artisans locaux.

Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur - (3 décembre 1991) (p. 4731) : cycles d'apprentissage de l'école primaire - « Pôles scolaires » - Zones rurales - Répartition des charges entre les communes d'accueil scolaire et les communes de résidence - Plan de généralisation de l'alternance - (p. 4732) : entreprises - Information des élèves - Ne votera pas ce projet de budget.

DURAFOUR (Michel), *ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et des réformes administratives.*

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

DÉPÔTS

Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fonction publique [n° 240 (90-91)] (20 mars 1991) - **Fonctionnaires et agents publics.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant dispositions relatives à la fonction publique [n° 240 (90-91)]** - (25 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 690) : ouverture et adaptation de la fonction publique de l'Etat - Fonction publique territoriale et fonction publique hospitalière - Spécificités de la fonction publique française conciliables avec le principe de libre circulation - (p. 691) : rapport de M. Guy Cabanel au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes - Mobilité entre les fonctions publiques des Etats membres - Ouverture de l'enseignement supérieur de l'architecture à des non-fonctionnaires et à des non-nationaux - (p. 692) : possibilité pour les militaires et les magistrats de se présenter aux concours internes de la fonction publique - Réintégration de plein droit des fonctionnaires à l'expiration de la période du service national - Actualisation du code des pensions civiles et militaires de retraite - Prise en compte pour le calcul de la retraite de la première année passée en institut universitaire de formation des maîtres, IUFM - **Question préalable** (p. 700) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable - (p. 706) : préservation de l'unité de la fonction publique - Réciprocité - (p. 707) : existence de professeurs étrangers contractuels dans l'enseignement supérieur - Maîtrise de la langue française - Elaboration de ce projet en concertation avec sept organisations de fonctionnaires - Réalisation du grand marché intérieur - (p. 708) : réforme du concours des instituts régionaux d'administration, IRA - Ecole nationale d'administration, ENA - Diversification du recrutement et amélioration de la qualité générale de l'enseignement - **Avant l'art. 1** (p. 708) : accepte l'amendement n° 4 de la commission (accès possible des ressortissants des Etats membres de la CEE à la qualité de fonctionnaire) - **Art. 1er** (*ouverture de la fonction publique aux ressortissants des Etats membres de la Communauté économique européenne*) (p. 711) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 9 de Mme Hélène Luc et à l'amendement n° 5 de la commission (nouvelle rédaction de cet article relatif aux conditions exigées lors de l'accès à la fonction publique) - (p. 712) : sur l'amendement n° 5 de la commission, accepte le sous-amendement n° 3 de la commission saisie pour avis - S'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 8 de M. Daniel Millaud - **Après l'art. 1** (p. 714) : son amendement n° 24 : conditions d'attribution du supplément familial de traitement pour un couple de fonctionnaires ; adopté - **Art. 2** (*modifications et suppressions diverses dans la loi du 11 janvier 1984*) (p. 715) : s'oppose à l'amendement n° 10 de Mme Hélène Luc (vérification des conditions exigées des candidats avant le début des épreuves) - Son amendement n° 25 : aide de l'Etat au financement de la formation dispensée par les centres de formation agréés par le ministère de la fonction publique ; adopté - (p. 716) : s'oppose à l'amendement n° 11 de Mme Hélène Luc (suppression du paragraphe IV relatif aux conditions de mise à disposition) - Accepte l'amendement de coordination n° 6 de la commission - (p. 717) : demande le retrait de l'amendement n° 17 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (détachement à temps partiel d'un fonctionnaire de l'Etat) et accepte l'amendement n° 18 du même auteur (placement en position de disponibilité, jusqu'à sa réintégration, de tout fonctionnaire de l'Etat détaché auprès d'une personne physique) - (p. 718) : s'oppose à l'amendement n° 12 de Mme Hélène Luc (suppression de la possibilité pour le jury de consulter le dossier des candidats à un avancement de grade) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 7 de la commission - S'oppose à l'amendement n° 13 de Mme Hélène Luc (présidence des commissions administratives paritaires siégeant au conseil de discipline, par un juge administratif, lorsque le pouvoir disciplinaire est déconcentré) - (p. 719) : accepte l'amendement n° 16 de M. Michel Dreyfus-Schmidt précédemment réservé (modification des articles 34 et 45 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat) - **Après l'art. 2** (p. 720) : demande le retrait de l'amendement n° 23 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (extension de la position de disponibilité à la fonction publique hospitalière) - **Avant l'art. 7** (p. 722) : son amendement n° 26 : inscription possible des candidats aux concours d'accès au corps de la fonction publique par la voie télématique ; adopté - **Art. 7** (*validation de nominations de candidats admis à divers concours*) : ses amendements n° 27 et n° 28 relatifs à la validation de nominations de candidats au concours interne de recrutement d'inspecteurs stagiaires du Trésor au titre de la session de 1986 et de candidats au concours externe au certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré, section espagnole, de la session de 1989 ; adoptés - (p. 723) : accepte l'amendement n° 29 de la commission (validation de nominations de candidats aux concours de 1987 et de 1988 d'attaché du cadre départemental).

DURAND-CHASTEL (Hubert), sénateur des Français établis hors de France (NI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les articles 27, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication (16 décembre 1991).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 16 (*JO* Débats du 5 juin 1991) (p. 1275) - Ministère : Premier ministre - *Politique générale du Gouvernement* - (Réponse : *JO* Débats du 6 juin 1991) (p. 1309) - **Vie politique.**

INTERVENTIONS

– **Conclusions du rapport de M. Lucien Neuwirth,** fait au nom de la commission des lois, sur **la proposition de loi** (n° 232, 90-91), déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à permettre aux associations d'anciens combattants d'ester en justice [n° 283 (90-91)]** - (7 mai 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 894) : associations d'anciens combattants - Avis favorable sur ce texte.

– **Projet de loi relatif à l'aide juridique [n° 310 (90-91)]** - (29 mai 1991) - **Art. 4** (*plafonds d'admission*) (p. 1151) : son amendement n° 56 : établissement par décret en Conseil d'Etat des plafonds d'admission à l'aide juridique en faveur des Français établis hors de France ; adopté.

Suite de la discussion - (30 mai 1991) - **Art. 52** (*nature et composition du conseil départemental*) (p. 1191) : son amendement n° 57 : en l'absence de lien avec un autre département, les questions, relatives à l'aide à l'accès au droit des Français établis hors de France, relèvent du conseil départemental de l'aide juridique de Paris ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1202) : aide à l'accès au droit - Représentation du Conseil supérieur des Français de l'étranger au sein de la Commission nationale d'aide juridique - Au nom des sénateurs représentant les Français établis hors de France, se déclare favorable à l'adoption de ce projet tel qu'il résulte des travaux du Sénat.

– **Questions orales avec débat jointes : politique générale du Gouvernement** - (5 juin 1991) (p. 1309) : réunification de

l'Allemagne - Europe de l'Est - Problème de la justice - Situation des banlieues - Télévision - Enseignement - Apprentissage - (p. 1310) : enseignement universitaire - Crimes contre l'humanité - (p. 1318) : crimes contre l'humanité.

– **Projet de loi relatif à l'aide juridique** - *Deuxième lecture* [n° **374 (90-91)**] - (26 juin 1991) - **Art. 3** (p. 2114) : se déclare favorable à l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2124) : amélioration de l'aide à l'accès au droit - (p. 2125) : participation d'un représentant du Conseil supérieur des Français de l'étranger au Conseil national de l'aide juridique - Au nom du groupe des sénateurs non inscrits, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

– **Conclusions du rapport de M. Michel Rufin**, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** (n° 349, 88-89) **de M. Jean Simonin** et des membres du groupe du Rassemblement pour la République et apparentés, **tendant à élargir la procédure du vote par procuration** [n° **399 (90-91)**] - (29 juin 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2321) : Français de l'étranger - Vote par procuration - Votera personnellement cette proposition de loi.

– **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes** - *Deuxième lecture* [n° **411 (90-91)**] - (2 octobre 1991) - **Art. unique** - *Art. 211-1 du code pénal* (p. 2548) : ses amendements n° 180 : substitution des termes « ou d'actes inhumains » à ceux de « ou d'actes de barbarie » ; et n° 181 : extension de la notion de crime contre l'humanité ; adoptés.

Suite de la discussion - (3 octobre 1991) - **Art. unique (suite)** - *Art. 222-18 du code pénal* (p. 2595) : se déclare favorable à l'amendement n° 73 de la commission (fixation des peines à trois ans d'emprisonnement et 300 000 francs d'amende en cas de dissémination des maladies transmissibles épidémiques).

– **Conclusions du rapport de M. René-Georges Laurin**, fait au nom de la commission des lois **sur les propositions de loi, n° 448 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte,** les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **organisant le certificat d'hébergement par les communes ; n° 449 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte,** les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **réformant le regroupement familial ; n° 450 rectifié bis (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte,** les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **organisant la définition d'un quota annuel d'immigration en France ; n° 451 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte,** plusieurs de leurs collègues et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **réformant la procédure du droit d'asile ; n° 478 (90-91) de M. Daniel Hoeffel** et des membres du groupe de l'Union centriste **tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952, afin de réprimer plus sévèrement l'immigration irrégulière** [n° **64 (91-92)**] - (7 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3585) : modification des conditions de l'immigration - Bilan - Intégration - Réglementation - (p. 3586) : perte de la nationalité française par certains Français résidant depuis plusieurs générations à l'étranger - Certificat d'hébergement - Droit d'asile - Politique européenne de l'immigration - Rôle des immigrants à l'égard de leur pays d'origine - Cambodge et Viêt-nam.

– **Rappel au règlement** - (7 novembre 1991) (p. 3599) : article 29 bis, alinéa 5, du règlement du Sénat, regrette que la conférence des présidents ait modifié l'ordre de passage des intervenants prévu dans la discussion générale sur les propositions de lois relatives à l'immigration.

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Discussion des articles de la première partie :

(20 novembre 1991) - **Après l'art. 2** (p. 3905) : son amendement n° I-54 : élargissement du champ d'application de l'exonération de l'impôt sur le revenu des logements affectés à l'habitation principale ; réservé puis adopté (p. 3909).

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Art. 14** (*aménagement du régime d'imposition des plus-values d'apport en société*) (p. 3962) : soutient l'amendement n° I-174 de M. Philippe Adnot (rétablissement de l'égalité devant l'impôt entre les agriculteurs et les industriels et les commerçants).

Suite de la discussion - (22 novembre 1991) - **Art. 32** (*aménagement de la dotation de compensation de la taxe professionnelle*) (p. 4022) : soutient l'amendement n° I-176 de M. Philippe Adnot (nouvelle rédaction).

Deuxième partie :

Economie, finances et budget - III - Industrie - (22 novembre 1991) (p. 4103, 4104) : emploi - Formation professionnelle - Investissement industriel - Entreprises publiques industrielles - Développement technologique.

Défense - (26 novembre 1991) (p. 4325) : éléments chiffrés - Conjoncture internationale - (p. 4326) : défense commune européenne - Conscription - Politique de défense - Industrie de l'armement - Développement économique - Technologies nouvelles - La réunion administrative des sénateurs non inscrits n'approuvera pas ce projet de budget.

Recherche et technologie - (29 novembre 1991) (p. 4505) : modestie des crédits de la recherche et de la technologie - Retard de la recherche dans le domaine industriel ; secteur de l'automobile - Recherche agricole : biocarburant - Recherche agricole, départements d'outre-mer et aide au développement - Intérêt de la délocalisation de la recherche concentrée en Ile-de-France - Annulation de crédits du budget de la recherche intervenue en 1991 - Avenir du Commissariat à l'énergie atomique, CEA - (p. 4507) : vote du groupe du RPR contre ce projet de budget.

Economie, finances et budget - Commerce extérieur - (29 novembre 1991) (p. 4522) : faiblesses strcturelles du commerce extérieur français - Français expatriés à l'étranger - (p. 4523) : formation - Apprentissage des langues vivantes - Carrières à l'exportation - Echanges universitaires ; programme européen Erasmus - Volontaires du service national en entreprise - Souhaite un effort de pénétration du marché de l'Asie du Sud-Est et du Mexique - Investissements français à l'étranger - (p. 4524) : négociations du GATT.

Environnement - (30 novembre 1991) (p. 4586, 4587) : politique de l'eau - Pollution atmosphérique dans les grandes villes - Adoption par la commission de la CEE d'un projet de taxe sur les émissions de gaz carbonique et l'énergie - Avenir des forêts - Demande la création d'un grand ministère de l'environnement doté d'une administration centrale - Initiatives internationales de la France.

Anciens combattants - (3 décembre 1991) (p. 4704, 4705) : anciens combattants d'Afrique du Nord - Anciens combattants d'outre-mer - Cimetières français situés à l'étranger - Nécropoles nationales - Harkis résidant à l'étranger - Anciens combattants vietnamiens.

Affaires étrangères - (5 décembre 1991) (p. 4860) : aide publique au développement en faveur de l'ancienne Indochine et de l'Amérique latine - Agence pour l'enseignement français à l'étranger, AEFE - Bourses scolaires - (p. 4861, 4862) : établissements scolaires à l'étranger - Régime du baccalauréat en Amérique latine - Délocalisation de l'AEFE à Nantes - Fermeture du lycée Alexandre-Dumas de Port-au-Prince.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1991** [n° **154 (91-92)**] - (17 décembre 1991) - **Art. 13 A** (*réduction d'impôt au titre des dépenses afférentes à l'habitation principale*) (p. 5496) : se déclare favorable à l'amendement n° 6 de la commission (allongement de la durée prévue pour l'affectation par un contribuable d'un immeuble, pour lequel il a contracté des emprunts, à sa résidence principale).

DURIEUX (Bruno), *ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité, chargé de la santé.*

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

Est nommé *ministre délégué à la santé* le 16 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 17 mai 1991).

DÉPÔTS

Projet de loi relatif à la pharmacie d'officine [n° **233 (90-91)**] (13 mars 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Pharmacie.**

Projet de loi modifiant le livre V du code de la santé publique et relatif à la pharmacie et au médicament [n° **23 (91-92)**] (9 octobre 1991) - **Pharmacie.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Charles Descours : **Sang et organes humains** (*Transmission du SIDA par voie de transfusions aux hémophiles*) (*JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1879).

de M. Henri Collette : **Hôpitaux** (*Adaptation de l'organisation hospitalière*) (*JO* Débats du 18 octobre 1991) (p. 1978).

de M. Charles Descours : **Sang et organes humains** (*Transmission du SIDA aux hémophiles*) (*JO Débats du 18 octobre 1991) (p. 2987).*

de M. Jean-Pierre Fourcade : **infirmiers et infirmières** (*Situation des infirmières*) (*JO* Débats du 18 octobre 1991) (p. 2989).

de M. Jean-Luc Mélenchon : **Assistantes sociales** (*Situation des assistants sociaux*) (*JO* Débats du 18 octobre 1991) (p. 2995).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° **331** de Mme Marie-Claude Beaudeau : **Hôpitaux** (*Installation du Centre national de santé dans les locaux de l'hôpital Saint-Maurice*) (*JO* Débats du 28 juin 1991) (p. 2263).

n° **332** de Mme Hélène Luc : **Hôpitaux** (*Revalorisation de la carrière des infirmiers et infirmières anesthésistes*) (*JO* Débats du 28 juin 1991) (p. 2262).

n° **334** de M. Jean-Jacques Robert : **Police** (*manque d'effectifs dans la circonscription de police d'Arpajon et au commissariat de police de Brétigny-sur-Orge (Essonne)*) (*JO* Débats du 28 juin 1991) (p. 2259).

n° **335** de Mme Hélène Luc : **Transports aériens** (*Situation du service public de transport aérien*) (*JO* Débats du 28 juin 1991) (p. 2260).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la pharmacie d'officine** [n° **233 (90-91)**] - (9 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 382) : évolution démographique - Besoins de la population - Consommation de médicaments - Dépenses de santé - Difficultés financières de l'assurance maladie - (p. 383) : monopole de la distribution des médicaments - Créations d'officines - Données chiffrées - Créations par voie dérogatoire - Devoirs et obligations des pharmaciens - Pharmaciens étrangers - (p. 384) : jeunes pharmaciens - Officines en difficulté - Zones rurales - (p. 392) : monopole de la distribution des médicaments - Grandes surfaces - Créations d'officines - Officines en difficulté - (p. 393) : créations d'officines - Installation de jeunes pharmaciens - Portage des médicaments à domicile - Critères de création d'officines - (p. 394) : prix des médicaments - Industrie pharmaceutique - Zones rurales - Maîtrise des dépenses de santé - Conditionnement des médicaments - **Après l'art. 1er** (p. 395) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (procédure relative aux autorisations individuelles d'exercice de la profession de pharmacien) et sur celui-ci, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 26 de M. Etienne Dailly - **Art. 2** (*transferts d'officine*) (p. 397) : demande le retrait de l'amendement n° 10 de M. Franck Sérusclat (établissement d'une carte de desserte pharmaceutique), accepte l'amendement rédactionnel n° 2 de la commission et sur celui-ci le sous-amendement n° 27 de M. Etienne Dailly - **Art. 3** (*conditions de nationalité pour la création d'une officine*) (p. 400) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 17 de M. Paul Souffrin - **Art. 4** (*créations par voie normale et par voie dérogatoire*) (p. 402) : zones rurales - Aide à domicile - S'oppose aux amendements n° 18 de suppression de M. Paul Souffrin et n° 22 de M. André Bohl (abaissement du seuil dérogatoire) - Sur les amendements de la commission, demande le retrait du n° 3 (précision relative à l'antériorité des demandes) et accepte l'amendement rédactionnel n° 4 - (p. 404) : zones rurales - Prix d'achat des officines - Seuil de création d'une pharmacie par voie dérogatoire - **Art. 5** (*régime applicable en Alsace-Moselle pour les créations d'officines*) (p. 407) : s'oppose aux amendements de M. Paul Souffrin, n° 20 de suppression et n° 19 (alignement des critères d'ouverture des pharmacies des départements d'Alsace-Moselle sur ceux des autres départements français) ainsi qu'aux amendements de M. André Bohl n° 24 (alignement des critères d'ouverture des pharmacies des départements d'Alsace-Moselle sur ceux des autres départements français) et n° 23 (harmonisation progressive du droit applicable en Alsace-Moselle) - **Art. 7** (*modalités d'application par décrets en Conseil d'Etat*) (p. 408) : son amendement n° 31 : précision par un décret en Conseil d'Etat des modalités de création et de transfert d'officine ; adopté - **Art. 8** (*services de garde et d'urgence*) (p. 410) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 28 de MM. Etienne Dailly et Michel Darras et accepte les amendements rédactionnels n° 6 et n° 7 de la commission - (p. 411) : s'oppose à l'amendement n° 8 de la commission (limitation du pouvoir discrétionnaire du préfet dans l'appréciation sur l'organisation des services de garde) - **Art. 9** (*délivrance des médicaments à domicile par un pharmacien*) (p. 413) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 21 de M. Paul Souffrin et demande le retrait de l'amendement n° 14 de M. Franck Sérusclat (précision relative aux modalités de délivrance des médicaments à domicile par un pharmacien) - (p. 415) : accepte l'amendement n° 29 de M. Etienne Dailly (recours à la prescription médicale pour l'identification du malade relevant de soins à domicile) - **Après l'art. 9** (p. 417) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Jacques Thyraud (réglementation de l'exercice de la propharmacie) - **Art. 11** (*régime applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 419) : demande le retrait de l'amendement n° 30 de M. Etienne Dailly (possibilité d'ouverture d'une deuxième officine à Saint-Pierre-et-Miquelon) - **Après l'art. 11** : accepte l'amendement n° 15 de M. Franck Sérusclat (examen des dossiers en instance avant le 13 mars 1991).

– **Projet de loi portant réforme hospitalière** [n° **309 (90-91)**] - (4 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1233) : institution du système hospitalier - Inadaptation de la loi du 31 décembre 1970 - (p. 1234) : pluralisme du système hospitalier - Dépenses de santé - Harmonisation entre les secteurs public et privé - Modernisation des hôpitaux - Compétence des personnels et qualité des équipements - Coût élevé des soins hospitaliers - Progression des dépenses - Inadaptation de l'offre hospitalière aux besoins de la population - Rigidité de l'organisation interne - Poids de l'encadrement - Contrôle de la gestion - (p. 1235) : ressources des hôpitaux - Carte sanitaire - Schéma d'organisation sanitaire - Contrats d'objectifs - Régime des autorisations d'activités et d'équipements - Région et planification hospitalière - Personnels hospitaliers - Participation aux décisions du personnel médical hospitalier - Organisation médicale des établissements - Rôle du conseil d'administration - (p. 1236) : évaluation médicale et économique - Autonomie des hôpitaux - Projet d'établissement - Qualité du travail du Conseil économique et social et de la commission des affaires sociales du Sénat - (p. 1270) : maîtrise des dépenses de santé - Planification - Tutelle - Procédures budgétaires - Organisation médicale - Unités fonctionnelles - Prise en compte du malade - Rapports entre le sanitaire et le social - Insuffi-

sances du projet de loi et améliorations - Relations entre le secteur public et le secteur privé - Amendements de la commission - Financement des établissements publics et privés - (p. 1271) : planification - Evaluation - Hospitalisation privée à but non lucratif - Article 49-3 de la Constitution - Unités fonctionnelles - Autonomie - Procédures budgétaires - Evaluation médicale - Dépendance des personnes âgées - Régime des autorisations - Infirmières - (p. 1272) : place du malade - Contrats entre l'Etat et les établissements - Organisation médicale - Personnels hospitaliers - Hôpitaux locaux - Centres hospitaliers généraux - (p. 1273) : dotation globale - Planification - (p. 1274) : évaluation - Dépenses de santé - Dotation globale - Amendements de la commission.

Suite de la discussion - (5 juin 1991) - **Avant l'art. 1er** (p. 1286) : s'oppose aux amendements n° 225 (suppression du forfait hospitalier) et n° 226 (augmentation du taux d'impôt sur le bénéfice des sociétés pour les cliniques à but lucratif) de M. Paul Souffrin - **Art. 1er A** (*principes fondamentaux : droits du malade, évaluation et analyse de l'activité hospitalière*) (p. 1287) : sur l'amendement n° 1 de la commission (introduction de dispositions relatives aux droits du malade et à l'évaluation hospitalière), ses sous-amendements n° 278 : prise en compte des critères de l'autorisation à dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux ; n° 280 : précisions relatives à l'information des personnes soignées ; adoptés ; n° 279 : accord du malade pour la communication d'informations au médecin ayant prescrit l'hospitalisation ; n° 281 : évaluation des soins ; n° 282 : légalisation de la mise en place de systèmes d'informations médicalisées ; et n° 308 : rôle de l'Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale dans le domaine hospitalier ; rejetés - (p. 1290) : principe fondamental du droit exprimé par son sous-amendement n° 279 - (p. 1291) : évaluation médicale - Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale - **Art. 1er** (*missions et obligations des établissements de santé*) - *Paragraphe I* (*Intitulé du titre 1er du livre VII du code de la santé publique*) (p. 1293) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (suppression du paragraphe I par coordination avec son amendement n° 1) et s'oppose à l'amendement n° 227 de M. Paul Souffrin (primauté du service public de santé) - *Paragraphe II* (*Intitulé du chapitre 1er du titre 1er du livre VII du code de la santé publique*) : accepte l'amendement de coordination n° 3 de la commission - *Paragraphe III* (*Sections 1 et 2 du chapitre 1er*) (p. 1294) : s'oppose à l'amendement n° 229 de M. Paul Souffrin (suppression de la division en deux sections du chapitre 1er) - *Art. L. 711-1 du code de la santé publique* (*missions des établissements de santé*) (p. 1294, 1295) : s'oppose à l'amendement n° 230 de M. Paul Souffrin (reconnaissance du rôle des établissements de soins participant aux missions de service public) et sur les amendements de la commission, accepte le n° 4 de coordination et s'oppose au n° 5 (suppression de précisions inutiles) - (p. 1297) : s'oppose à l'amendement n° 231 de M. Paul Souffrin (établissements de soins à l'échelon communal, départemental et régional), accepte les amendements n° 6 et n° 7, de coordination, de la commission, et retire son amendement n° 283 au profit du n° 7 de coordination de la commission - *Art. L. 711-2* (*définition des fonctions des établissements de santé*) (p. 1298) : accepte l'amendement de coordination n° 8 de la commission et, sur celui-ci, demande le retrait du sous-amendement n° 161 de M. Charles Descours - S'oppose à l'amendement n° 232 de M. Paul Souffrin (soins à domicile) - (p. 1299) : s'oppose à l'amendement n° 233 de M. Paul Souffrin (notion de raison médico-sociale) - *Art. L. 711-3* (*communication du dossier médical et information des personnes soignées*) : accepte l'amendement de suppression n° 9 de la commission et demande le retrait de l'amendement n° 164 de M. Jean Delaneau (place des psychologues) - (p. 1300) : problème des psychologues - *Art. L. 711-4* (*missions du service public hospitalier*) (p. 1301) : accepte l'amendement n° 10 de la commission (missions spécifiques du service hospitalier) et s'oppose à l'amendement n° 234 de M. Paul Souffrin (création d'une obligation de moyens pour permettre aux établissements publics d'assumer leurs missions) - Son amendement n° 284 : normalisation de dénomination ; devenu sans objet - (p. 1319) : s'oppose aux amendements n° 11 et n° 12 de la commission (suppression de la référence à la recherche et définition du cadre de développement de la formation continue et de la recherche médicale) et accepte l'amendement rédactionnel n° 180 de M. Guy Penne - (p. 1320) : s'oppose à l'amendement n° 13 de la commission (clarification de la définition du service public hospitalier) - Son amendement n° 285 : rôle du service public hospitalier dans la coordination des actions de prévention et d'éducation ; devenu sans objet - (p. 1321) : sur l'amendement n° 13 de la commission (clarification de la définition du service public hospitalier), son sous-amendement n° 337 : coordination entre les actions de prévention et d'éducation ; retiré - (p. 1322) : accepte l'amendement rédactionnel n° 14 de la commission - *Art. L. 711-5* (*coopération des établissements assurant le service public hospitalier avec les autres acteurs du système de santé*) : accepte l'amendement de suppression n° 15 de la commission - (p. 1323) : s'oppose aux amendements n° 235 (suppression pour le service public hospitalier de l'obligation de coopération avec les établissements privés à but lucratif) et n° 237 (suppression du recours à l'aide technique pour les établissements assurant le service public hospitalier) de M. Paul Souffrin - *Art. L. 711-6* (*obligations du service public hospitalier et définition des établissements qui y sont soumis*) : accepte les amendements de la commission n° 16, de coordination, n° 17 (dissociation entre les soins et l'hébergement) et n° 18 de cohérence - *Après l'art. L. 711-6* (p. 1324) : accepte l'amendement n° 19 de la commission (coopération des établissements assurant le service public hospitalier avec les autres acteurs du système de santé) - *Art. L. 711-7* (*catégories d'établissements publics de santé*) (p. 1325) : s'oppose aux amendements n° 238 (complémentarité et spécificité des différents types d'établissements publics de santé) et n° 239 (rôle des centres hospitaliers régionaux en matière de formation et de recherche) de M. Paul Souffrin et accepte l'amendement rédactionnel n° 20 de la commission - (p. 1326) : sur les amendements de la commission, demande le retrait du n° 21 rédactionnel et s'oppose au n° 22 (rôle dominant des centres hospitaliers et universitaires en matière d'enseignement et de recherche) - (p. 1327) : demande le retrait de l'amendement n° 23 de la commission (centres hospitaliers à vocation nationale ou internationale) - (p. 1328) : s'oppose aux amendements n° 241 de M. Paul Souffrin (extension du rôle des hôpitaux locaux) et n° 24 de la commission (classifications des établissements publics de santé) - Hôpitaux et sécurité des malades - (p. 1329) : classification des hôpitaux - Convention passée par les hôpitaux locaux - *Art. L. 711-8* (*participation au service d'aide médicale urgente*) (p. 1330) : accepte l'amendement n° 25 de la commission (définition des établissements pouvant être tenus de dispenser des soins d'urgence) - (p. 1331) : caractéristiques des SAMU - Domaine législatif et réglementaire - (p. 1332) : accepte l'amendement n° 26 de la commission (réception et régulation des appels destinés aux services d'urgence) - Mise en place des SAMU - S'oppose à l'amendement n° 27 de la commission (réintroduction du principe selon lequel les médecins libéraux sont associés au service d'aide médicale urgente à leur demande) - *Art. L. 711-8-1* (*gestion, par les établissements publics de santé, de structures de lutte contre la toxicomanie*) (p. 1332, 1333) : accepte les amendements rédactionnels n° 29 et n° 30 de la commission - *Après l'art. L. 711-8-1* (p. 1333) : accepte l'amendement n° 182 de M. Guy Penne (existence juridique des centres antipoisons) - **Art. 2** (*codification et création d'un haut comité hospitalo- universitaire*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 31 de la commission (institution d'un pouvoir d'auto-saisine au haut comité).

Suite de la discussion - (6 juin 1991) - **Art. 3** (*organisation et équipement sanitaires*) (p. 1343) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 244 de M. Paul Souffrin - *Art. L. 712-1* (*objet et révision de la carte sanitaire et des schémas d'organisation sanitaire*) (p. 1345) : sur l'amendement n° 32 de la commission (réintégration de la prise en compte des données démographiques contenues dans la loi de 1970), qu'il accepte, son sous-amendement rédactionnel n° 286 ; adopté - Ses amendements n° 287 : rapport d'information au Parlement ; et rédactionnel, n° 339 ; adoptés - S'oppose à l'amendement de suppression n° 245 de M. Paul Souffrin - (p. 1346) : demande le retrait de l'amendement n° 33 de la

commission (élaboration par l'IGAS d'un rapport sur l'état de l'organisation et de l'équipement sanitaires) - Communication des rapports de l'IGAS - *Art. L. 712-2 (contenu de la carte sanitaire)* (p. 1348) : demande le retrait des amendements n° 246 de suppression de M. Paul Souffrin, n° 34 (suppression d'une référence à la chirurgie ambulatoire) et n° 35 (limitation des activités de soins entrant dans le champ de la planification) de la commission, ainsi que n° 183 de M. Guy Penne (notification de la compétence de la carte sanitaire dans le domaine des procréations médicalement assistées) - Chirurgie ambulatoire - Planification hospitalière - Carte sanitaire - Procréation médicalement assistée - (p. 1349) : alternatives à l'hospitalisation - Critères de santé publique - Problèmes éthiques - (p. 1350) : coût élevé de la planification des activités de pointe - Maîtrise des dépenses et des coûts hospitaliers - Besoins de la population - *Art. L. 712-3 (contenu du schéma d'organisation sanitaire)* (p. 1351) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 247 de M. Paul Souffrin - *Art. L. 712-3-1 (contenu de l'annexe au schéma d'organisation sanitaire)* : accepte l'amendement n° 36 de la commission (suppression de toute référence à la notion de secteur public ou privé) - *Art. L. 712-4 (contrats pluriannuels pour la réalisation des objectifs retenus par le schéma d'organisation sanitaire)* (p. 1352) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 249 de M. Paul Souffrin - (p. 1353) : demande le retrait des amendements de la commission n° 37 (caractère facultatif des contrats) et n° 38 de coordination - Son amendement n° 341 : maintien d'une cohérence entre le contrat et le schéma d'organisation sanitaire ; adopté - Importance de la notion de contrat - S'oppose à l'amendement n° 39 de la commission (possibilité de soustraire du régime d'autorisation les installations et activités ayant fait l'objet d'un contrat) - *Art. L. 712-5 (organes compétents pour arrêter la carte sanitaire et les schémas d'organisation sanitaire)* (p. 1355) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 250 de M. Paul Souffrin - Sur les amendements de la commission, demande le retrait du n° 40 (modalités d'arrêt de la carte sanitaire par le représentant de l'Etat) et accepte le n° 41 (retrait de la référence au comité d'experts) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 185 de M. Guy Penne - Importance de la consultation du conseil régional et de celle du comité économique et social - *Après l'art. L. 712-5* (p. 1356) : s'oppose à l'amendement n° 42 de la commission (création d'une mission régionale de l'organisation sanitaire et sociale) - Services extérieurs - *Art. L. 712-6 (composition et organisation du comité national et des comités régionaux de l'organisation sanitaire et sociale)* (p. 1357) : son amendement rédactionnel n° 288 ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 251 de M. Paul Souffrin - Accepte les amendements de la commission n° 44 rédactionnel et n° 45 (reprise d'une ancienne disposition), et demande le retrait de l'amendement n° 208 de M. Guy Penne (présidence des comités régionaux confiée à un magistrat en exercice) - Magistrats en exercice - *Art. L. 712-6-1 (commissions régionales d'évaluation)* (p. 1358) : accepte les amendements identiques de suppression n° 46 de la commission et n° 252 de M. Paul Souffrin - *Art. L. 712-7 (mise en place d'un système d'informations)* (p. 1361) : sur l'amendement n° 48 de la commission (garanties en matière de transparence, de respect du secret médical et de droit d'accès des tiers), son sous-amendement n° 289 ; adopté - Accepte les amendements de la commission n° 47 de coordination et n° 48 - *Art. L. 712-8 (projets soumis à autorisation)* : s'oppose à l'amendement de suppression n° 253 de M. Paul Souffrin et accepte les amendements n° 188, de précision, de M. Guy Penne, n° 49 de coordination et n° 50 de la commission (motivation de la décision) - *Art. L. 712-9 (conditions d'autorisation)* (p. 1362) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 254 de M. Paul Souffrin - *Art. L. 712-10 (régime d'autorisation dérogatoire, applicable aux structures de soins alternatives à l'hospitalisation)* : s'oppose à l'amendement de suppression n° 255 de suppression de M. Paul Souffrin - (p. 1363) : demande le retrait de l'amendement n° 51 de la commission (décision du représentant de l'Etat) - *Art. L. 712-11 (régime d'autorisation dérogatoire, applicable aux regroupements d'établissements)* : s'oppose à l'amendement de suppression n° 256 de M. Paul Souffrin ; sur les amendements de la commission, accepte le n° 310 de coordination et s'oppose au n° 52 (rétablissement de l'automaticité de l'autorisation) - *Art. L. 712-12-1 (conditions d'évaluation et de maîtrise des coûts)* (p. 1364) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 53 de la commission et demande le retrait de l'amendement de coordination n° 189 de M. Guy Penne - *Art. L. 712-13 (conditions particulières d'autorisation)* (p. 1366) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 257 de M. Paul Souffrin et accepte les amendements de la commission n° 54 de coordination et n° 55 (suppression de l'alinéa relatif au refus de l'autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux) - *Art. L. 712-14 (durée de l'autorisation et conditions de son renouvellement)* (p. 1368, 1369) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 258 de M. Paul Souffrin - Demande le retrait de l'amendement n° 56 de la commission (régime des autorisations) - Accepte l'amendement n° 191 de M. Guy Penne (critères de renouvellement de l'autorisation) - Autorisation à durée déterminée - Durée de validité de l'autorisation - Amortissement du matériel - *Art. L. 712-15 (périodicité de l'examen des demandes)* (p. 1370) : s'oppose aux amendements de suppression n° 57 de la commission et n° 259 de M. Paul Souffrin - Avantages de ce dispositif - *Art. L. 712-16 (procédure d'attribution ou de renouvellement des autorisations)* (p. 1372) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 59 (recours hiérarchique contre la décision du préfet), demande le retrait du n° 60 (intervention du ministre), s'oppose aux n° 58 (possibilité pour l'auteur du projet soumis à autorisation d'être entendu par le comité régional de l'organisation sanitaire et sociale), n° 61 (dispositions relatives aux procédures d'autorisation), n° 62 (délai de dépôt de la demande de renouvellement de l'autorisation) et n° 63 (modalités de renouvellement de la décision d'autorisation) - *Art. L. 712-17 (caducité des autorisations)* (p. 1374) : accepte l'amendement n° 64 de la commission (uniformisation des procédures applicables aux établissements de santé, publics ou privés) - *Art. L. 712-18 (suspension de l'autorisation en raison de l'urgence)* : s'oppose à l'amendement n° 65 de la commission (raccourcissement des délais d'intervention en cas d'urgence) - *Après l'art. L. 712-18* (p. 1375) : accepte l'amendement n° 66 de la commission (structures alternatives à l'hospitalisation et champ d'application) et, sur celui-ci le sous-amendement n° 220 de M. Jean Madelain - **Art. 5** *(actions de coopération)* (p. 1376) : accepte les amendements de la commission, n° 67 (modification de l'intitulé de la section 1 du chapitre III du livre VII du code de la santé publique), de coordination n° 68, n° 69, n° 70, n° 71, n° 72, et n° 74, ainsi que l'amendement n° 73 (représentants des établissements de santé privés) - **Art. 6** *(codification et conventions de coopération)* (p. 1377) : s'oppose à l'amendement n° 260 de M. Paul Souffrin (suppression du texte relatif à la participation des établissements publics de santé à des actions de coopération avec des personnes morales de droit public ou privé) - **Art. 7** *(dispositions applicables aux établissements publics de santé)* : s'oppose à l'amendement de suppression n° 261 de M. Paul Souffrin - *Art. L. 714-1 (statut des établissements publics de santé)* (p. 1379) : accepte l'amendement n° 75 de la commission (définition des établissements publics de santé) et, sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 262 de M. Paul Souffrin - S'oppose aux amendements de la commission n° 76 (modalités de création des établissements publics de santé) et n° 77 (tutelle de l'Etat) - Sur ce dernier, son sous-amendement n° 290 ; rejeté - *Après l'art. L. 714-1* (p. 1380) : accepte l'amendement n° 78 de la commission (régime juridique particulier des établissements publics de santé) - Sur celui-ci son sous-amendement n° 291 ; adopté - *Art. L. 714-2 (composition du conseil d'administration des établissements publics de santé)* (p. 1381) : s'oppose aux amendements n° 205 de M. Henri Belcour (représentation des conseils régionaux au sein des conseils d'administration des centres hospitaliers régionaux) et n° 79 de la commission (rôle et place du personnel infirmier dans les hôpitaux) et demande le retrait de l'amendement n° 221 de M. Jean Madelain (avis du représentant de l'université sur le projet médical du centre hospitalier universitaire) - (p. 1382) : autorité du directeur - Commission médicale d'établissement - Demande de réserve de l'amendement n° 79 de la commission - (p. 1383) : s'oppose aux amendements n° 263 de M. Paul Souffrin (suppression de l'alinéa prévoyant un décret pour

la désignation des membres du conseil d'administration) et n° 206 de M. Henri Belcour (élection du président du conseil d'administration) - *Art. L. 714-3 (incompatibilités encourues par les membres du conseil d'administration)* : accepte l'amendement de coordination n° 81 de la commission - (p. 1384) : sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 82 (suppression des limitations à la participation des représentants du personnel au conseil d'administration) et accepte le n° 83 rédactionnel - *Art. L. 714-4 (attributions du conseil d'administration)* (p. 1385) : ses amendements rédactionnels n° 292 et n° 293 ; adoptés - *Art. L. 714-2 (suite)* : son amendement n° 343 : désignation au sein du conseil d'administration de l'hôpital d'un représentant de la commission du service de soins infirmiers ; devenu sans objet - (p. 1386) : danger de la participation du directeur du service des soins infirmiers au conseil d'administration - Demande le retrait de l'amendement n° 79 de la commission - (p. 1387) : se déclare opposé à l'amendement n° 80 de la commission (possibilité de représentation des membres de la commission médicale consultative) - *Art. L. 714-4 (suite)* : accepte l'amendement rédactionnel n° 85 de la commission - (p. 1388) : son amendement de coordination n° 294 identique à l'amendement n° 86 de la commission ; adopté - *Art. L. 714-5 (modalités d'exécution de délibérations du conseil d'administration - instauration du principe du contrôle a posteriori)* (p. 1389) : s'oppose à l'amendement n° 88 de la commission (principe du contrôle a posteriori sur les établissements publics de santé) - Contrôle a priori et a posteriori - Procédure budgétaire - *Après l'art. L. 714-5* (p. 1390) : s'oppose à l'amendement n° 89 de la commission (contrôle a priori de certaines délibérations - champ d'application) - Projets d'établissement - Conventions d'association - (p. 1391) : mesures incitatives aux projets ou contrats d'établissement - *Art. L. 714-6 (rapport prévisionnel d'activité)* (p. 1391) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 90 de la commission (date limite de l'adoption du rapport) - *Art. L. 714-7 (procédure d'élaboration et d'approbation du budget)* (p. 1392) : sur les amendements de la commission, s'oppose aux n° 91 (réduction du nombre de groupes fonctionnels), n° 93 (réintroduction de la référence aux besoins de la population), n° 94 (limitation du pouvoir de réformation du préfet) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 92 (réduction du délai d'approbation offert au représentant de l'Etat) - (p. 1393) : s'oppose à l'amendement n° 264 de M. Paul Souffrin (suppression de l'alinéa relatif à possibilité pour le représentant de l'Etat de modifier le montant de la répartition des dépenses prévues par les conseils d'administration) - Son amendement n° 332 : nécessité de la motivation de la décision du représentant de l'Etat ; rejeté - (p. 1394) : s'oppose à l'amendement n° 95 de la commission (simplification de la procédure de fixation de la dotation globale et du tarif des prestations) et accepte les amendements rédactionnels n° 194 et n° 195 de M. Guy Penne - *Art. L. 714-8 (pouvoir de substitution du représentant de l'Etat lorsque la délibération du conseil n'est pas conforme à sa décision)* (p. 1395) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 96 de la commission - *Art. L. 714-9 (procédure applicable au cas de refus du conseil d'administration de délibérer sur le budget)* : s'oppose à l'amendement n° 97 de la commission (suppression de l'alinéa relatif au rejet par le conseil d'administration des délibérations nécessaires à l'application des mesures législatives ou réglementaires) - *Art. L. 714-10 (déséquilibre financier grave et durable)* (p. 1396) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 98 de la commission et n° 265 de M. Paul Souffrin - *Art. L. 714-11 (procédure d'approbation des marchés - contrôle a posteriori)* : accepte les amendements de la commission n° 99 (information du président du conseil d'administration) et n° 100 (information de la saisine du juge administratif par le représentant de l'Etat) - Sur l'amendement n° 99 de la commission, son sous-amendement n° 295 ; rejeté - *Art. L. 714-12 (projet d'établissement)* (p. 1397) : s'oppose aux amendements n° 266 de M. Paul Souffrin (suppression des dispositions soumettant les objectifs du projet d'établissement au schéma d'organisation sanitaire) et n° 101 de la commission (allègement du régime d'autorisation et de contrôle) - *Art. L. 714-13 (attributions du directeur)* (p. 1398) : accepte l'amendement n° 102 de la commission (possibilité pour le directeur de procéder à des virements de crédits) - *Après l'art. L. 714-13* : son amendement n° 297 : dispositions générales pour l'ensemble des structures de l'établissement ; réservé jusqu'après l'examen de l'article L. 714-15 - *Art. L. 714-14 (autorisation d'exploiter des brevets et d'assurer des prestations de service)* (p. 1399) : s'oppose aux amendements, n° 267 de suppression de M. Paul Souffrin et n° 103 de la commission (utilisation des recettes dégagées) - *Après l'art. L. 714-13 (suite)* (p. 1400) : son amendement n° 297, précédemment réservé ; adopté - *Art. L. 714-16 (constitution, composition et attributions de la commission médicale d'établissement)* : s'oppose à l'amendement n° 104 de la commission (inscription dans la loi des modalités d'élection du président) - (p. 1401) : s'oppose aux amendements de la commission n° 105 (avis de la commission sur le projet médical) et n° 106 (possibilité pour la commission médicale d'établissement de proposer un modèle alternatif d'organisation) - (p. 1402) : sur les amendements de la commission, accepte le rédactionnel n° 107, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le rédactionnel n° 108 et s'oppose au n° 109 (alignement des prérogatives de la commission médicale d'établissement sur celles du comité technique d'établissement) - Compétences de la commission médicale d'établissement - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 211 de M. Guy Penne (renforcement de la concertation entre les personnels médicaux et les personnels infirmiers) - (p. 1403) : accepte l'amendement rédactionnel n° 110 de la commission et sur le 2°) de celui-ci le sous-amendement n° 222 de M. Jean Madelain - Accepte l'amendement n° 111 de la commission (formation des personnels médicaux et paramédicaux) - Sur celui-ci son sous-amendement n° 298 ; adopté - (p. 1404) : demande le retrait de l'amendement n° 223 de M. Jean Madelain (avis de la commission médicale d'établissement sur les actions de coopération) - Son amendement n° 299 : possibilité pour le responsable d'une structure médicale de demander à la commission de délibérer ; réservé jusqu'après l'examen de l'article L. 714-25 - *Art. L. 714-17 (constitution et composition du comité technique d'établissement)* (p. 1405) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 113 de la commission (présidence du comité confiée au directeur) - (p. 1406) : s'oppose aux amendements n° 269 de M. Paul Souffrin (représentation des personnels dans les comités techniques d'établissement identique à celle des personnels du secteur privé dans les comités d'établissement) et n° 114 de la commission (suppression de la partie du texte relative au mode d'élection des délégués) - « Hôpital-entreprise » - Application des dispositions du code du travail - *Art. L. 714-18 (attributions du comité technique d'établissement)* (p. 1407) : ses amendements rédactionnels n° 340, n° 300 et n° 301 ; adoptés - *Art. L. 714-19 (modalités d'application des articles L. 714-17 et L. 714-18)* (p. 1408) : accepte l'amendement n° 117 de la commission (insertion de l'alinéa supprimé à l'article L. 714-18) ; sur celui-ci son sous-amendement n° 327 ; adopté - *Art. L. 714-20 (organisation médicale des établissements - modèle normatif d'organisation)* (p. 1409) : services hospitaliers - Unités fonctionnelles - Responsabilités des praticiens hospitaliers - (p. 1410) : acte médical - Organisation hospitalière anglo-saxonne - Organisation médicale des établissements - Nomination des chefs de service - Organisation et fonctionnement des équipes médicales - S'oppose à l'amendement n° 118 de la commission (nouvelle rédaction de l'article : suppression de toute référence aux départements - suppression des dispositions prévoyant que les services et les départements sont placés sous la responsabilité d'un médecin - redéfinition des structures internes) - (p. 1412) : services et départements - *Art. L. 714-21 (mode de nomination des chefs de service ou de département)* (p. 1413) : s'oppose aux amendements n° 119 de la commission (uniformisation du mode de nomination des chefs de service ou de département) et n° 163 de M. Charles Descours (nomination du chef de département parmi les chefs de service) - (p. 1414, 1415) : sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 120 (conséquences de la disparition des particularités affectant la psychiatrie) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 121 (rétablissement du régime du consultanat) - *Art. L. 714-22 (institution, composition et attribution du conseil de service ou de département)* (p. 1416) : s'oppose aux amendements n° 122 de la commission (redéfinition des conseils de service) et

n° 270 de M. Paul Souffrin (participation active des personnels) - *Art. L. 714-23 (attributions des chefs de service ou de département)* (p. 1417) : s'oppose à l'amendement n° 123 de la commission (précision relative à l'élaboration du projet de service ou de département) - (p. 1418) : ses amendements n° 334 : transmission du rapport au directeur et au président de la commission médicale d'établissement ; et n° 302 de coordination ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 271 de M. Paul Souffrin (suppression de l'alinéa faisant référence à l'intéressement des personnels) - *Art. L. 714-24 (modalités d'organisation des unités fonctionnelles)* (p. 1419) : son amendement rédactionnel n° 342 ; adopté - (p. 1420) : s'oppose aux amendements de la commission, n° 124 (suppression de la responsabilité du chef de clinique envers l'unité fonctionnelle), n° 125 (suppression de la possibilité de confier à un seul praticien les unités fonctionnelles non pourvues d'un responsable) et n° 126 (référence à la proposition du chef de service) - Accepte l'amendement n° 214 de M. Guy Penne (titre exceptionnel de la charge de plusieurs unités fonctionnelles par un seul praticien) - (p. 1421) : s'oppose à l'amendement n° 127 de la commission (confirmation des chefs d'unités fonctionnelles à chaque changement de chef de service ou de département) - *Art. L. 714-25 (fédérations)* (p. 1422) : s'oppose aux amendements n° 272 de suppression de M. Paul Souffrin et n° 128 de la commission (constitution des départements avec l'accord des chefs de service) - Son amendement de coordination n° 303 ; devenu sans objet - *Art. L. 714-16 (suite)* (p. 1423) : son amendement n° 299 ; précedemment réservé ; adopté ; sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 344 de la commission - *Art. L. 714-26 (institution et attributions du service des soins infirmiers)* (p. 1424) : s'oppose à l'amendement n° 129 de la commission (clarification de la rédaction de l'article et reprise des idées contenues dans l'amendement de M. Jean Delaneau) ; sur celui-ci ses sous-amendements n° 328 et n° 338 ; rejetés - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 215 de M. Guy Penne (élargissement de la compétence de la commission instituée par l'article L. 714-26) et accepte l'amendement de coordination n° 130 de la commission - *Avant l'art. L. 714-27* (p. 1425) : s'oppose à l'amendement n° 171 de M. Jean Delaneau (garantie accordée aux praticiens venant des services des centres hospitaliers généraux supprimés).

Suite de la discussion - (7 juin 1991) - **Art. 9** (*codification et représentation des salariés dans les établissements de santé privés*) (p. 1439) : accepte les amendements de coordination n° 131 et n° 132 de la commission - **Art. 10** (*codification et dispositions propres aux établissements de santé privés assurant l'exécution du service public hospitalier ou associés à son fonctionnement*) (p. 1440) : accepte l'amendement de coordination n° 133 de la commission - *Art. 715-5 (obligations des établissements de santé privés admis à assurer le service public hospitalier)* : accepte l'amendement de coordination n° 134 de la commission - *Art. L. 715-6 (obligations des établissements de santé privés à but non lucratif admis à participer à l'exécution du service public hospitalier)* (p. 1441) : s'oppose à l'amendement n° 135 de la commission (renvoi au pouvoir réglementaire pour la détermination des obligations que doivent respecter les établissements afin de participer au service public) - *Art. L. 715-7 (règles budgétaires applicables aux établissements privés à but non lucratif admis à participer à l'exécution du service public hospitalier et recours à des praticiens hospitaliers)* (p. 1442) : demande le retrait des amendements n° 173 (situation des établissements privés à but non lucratif participant au service public hospitalier mais conservant les contraintes des établissements privés), n° 174 (situation des praticiens hospitaliers mis à disposition dans des établissements privés) et n° 175 (situation des personnels enseignants et hospitaliers des CHU détachés dans des établissements privés) de M. Jean Delaneau - *Art. L. 715-8 (instances de représentation du personnel médical des établissements privés de santé participant au service public hospitalier)* (p. 1443) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 136 de la commission et demande le retrait de l'amendement n° 199 de M. Guy Penne (organisation des établissements privés participant au service public hospitalier dans les mêmes conditions que celles du service public hospitalier) - (p. 1444) : accepte l'amendement de coordination n° 137 de la commission - Sur les amendements de M. Guy Penne, accepte le n° 200 (organisation de la concertation médicale dans les établissements privés participant au service public hospitalier) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 201 (création d'un service de soins infirmiers dans les établissements de santé privés participant au service public hospitalier) - **Art. 11** (*établissements de santé privés ne participant pas au service public hospitalier*) - *Art. L. 715-12 (conférence médicale)* (p. 1445) : accepte l'amendement de coordination n° 138 de la commission - **Après l'art. 11** : demande le retrait de l'amendement n° 176 de M. Jean Delaneau (conventionnement avec les organismes d'assurance maladie) - **Art. 12** (*expérimentations et dispositions diverses*) (p. 1446) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 273 de M. Paul Souffrin - *Art. L. 716-1 (régime expérimental d'autorisation d'installation des équipements lourds)* : accepte l'amendement rédactionnel n° 139 de la commission - *Art. L. 716-2 (expériences relatives au budget et à la tarification)* : sur les amendements de la commission, demande le retrait du n° 141 (extension du champ des expérimentations), accepte les n° 140 et n° 311 rédactionnels ; sur ce dernier, son sous-amendement n° 335 ; adopté - (p. 1447) : importance des expérimentations - Programme de médicalisation du système d'information, PMSI - Procédures d'évaluation médico-économique - *Art. L. 716-3 (régime applicable aux grands groupements hospitaliers - régime des marchés)* (p. 1448) : accepte l'amendement de coordination n° 142 de la commission - **Art. 14** (*codification et modifications des articles maintenus de la loi du 31 décembre 1970*) (p. 1449 à 1451) : accepte les amendements de coordination de la commission n° 143, n° 312, n° 144, n° 313, n° 314, n° 315, n° 316, n° 317, n° 318, n° 319, n° 320, n° 321, n° 322, et n° 323 - Son amendement n° 336 : dispositions particulières relatives aux greffes d'organes ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 204 de M. Jean Delaneau (caractère provisoire des modalités de prise en charge des personnes âgées) - **Art. 15** (*modifications diverses du code de la santé*) (p. 1452) : accepte l'amendement de coordination n° 146 de la commission - **Art. 17** (*obligations faites aux établissements de santé privés ne participant pas au service public hospitalier de fournir des informations aux organismes d'assurance maladie*) (p. 1453) : accepte l'amendement de coordination n° 147 de la commisson - **Art. 18** (*dotation globale des établissements publics de santé et des établissements privés à but non lucratif participant au service public hospitalier*) : son amendement n° 305 : modalités d'approbation du budget ; devenu sans objet - (p. 1454) : dotation globale et taux directeur - Maîtrise des dépenses hospitalières - (p. 1455) : structures administratives - (p. 1456) : accepte l'amendement n° 148 de la commission (fixation de la dotation globale) - **Art. 20** (*régime d'incompatibilité électorale*) (p. 1457) : son amendement rédactionnel n° 329 ; adopté - Demande le retrait de l'amendement rédactionnel n° 216 de M. Guy Penne et s'oppose à l'amendement de suppression n° 149 de la commission - **Art. 21** (*coordination avec les dispositions de la loi relative à la fonction publique hospitalière*) (p. 1458) : accepte l'amendement rédactionnel n° 324 de la commission - Ses amendements n° 330 : harmonisation de dispositions de la fonction publique hospitalière avec celles de la fonction publique de l'Etat ; et n° 306 : aménagement des conditions de travail ; adoptés - **Avant l'art. 22** (p. 1460) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 150 de la commission (calendrier de la planification sanitaire) - Son amendement n° 309 : élaboration des schémas d'organisation sanitaire ; devenu sans objet - **Art. 22** (*régime applicable aux structures de soins alternatives à l'hospitalisation déjà installées*) : s'oppose à l'amendement n° 151 de la commission (limitation du caractère rétroactif du régime d'autorisation) - **Art. 23** (*régime applicable aux activités de soins exercées avant l'entrée en vigueur de la loi*) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 325, rédactionnel, et s'oppose au n° 152 (protection contre toute disposition abusive) - (p. 1461) : son amendement rédactionnel n° 307 ; devenu sans objet - **Art. 23 bis** (*autorisations accordées avant l'entrée en vigueur de la loi*) : accepte l'amendement n° 153 de la commission (délai d'application de la procédure de renouvellement) - **Art. 23 ter** (*délai d'application de la procédure de renouvel-*

lement des autorisations) : accepte l'amendement de suppression n° 154 de la commission - **Art. 24** (*maintien d'unités d'obstétrique dans les hôpitaux locaux*) (p. 1462) : s'oppose aux amendements n° 275 de suppression de M. Paul Souffrin et n° 177 de M. Jean Delaneau (maintien pendant cinq ans des unités d'obstétrique fonctionnant dans les hôpitaux locaux le 1er janvier 1991) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 155 de la commission - (p. 1463) : consultation préalable aux décisions de fermeture de maternités - Sécurité des malades - **Art. 25** (*dispositions transitoires applicables aux services gérés par des établissements publics de santé et ne répondant pas à la mission du service public hospitalier*) (p. 1475) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 276 de M. Paul Souffrin et accepte l'amendement n° 203 de M. Guy Penne (diminution de la période transitoire) - **Après l'art. 25** (p. 1476) : demande le retrait de l'amendement n° 178 de M. Jean Delaneau (dispositifs visant à faciliter les actions de conversion ou de regroupement des centres hospitaliers généraux) - **Art. 25 bis** (*évaluation des évolutions de l'organisation des soins et du fonctionnement médical des établissements*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 156 de la commission - - **Art. 25 ter** (*délibération obligatoire des conseils d'administration sur la création des unités fonctionnelles*) : demande le retrait de l'amendement de suppression n° 157 de la commission - **Art. 26 bis** *(report de la suppression du « consultanat » au 30 septembre 1993)* (p. 1477) : accepte l'amendement de suppression n° 158 de la commission - **Art. 28** (*coordination avec la loi du 5 juin 1975 relative aux institutions sanitaires et sociales*) (p. 1478) : accepte l'amendement de coordination n° 326 de la commission - **Sur l'ensemble** (p. 1481, 1482) : remerciements à la commission des affaires sociales, à son président et à son rapporteur - Qualité des travaux du Sénat - Amendements - Points d'accord - Points de désaccord - Souhait d'un accord - Article 49, alinéa 3, de la Constitution - Commission mixte paritaire.

– **Proposition de loi relative à la prorogation des mandats des membres du conseil de l'Ordre des médecins et du conseil de l'Ordre des sages-femmes [n° 368 (90-91)]** - (10 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1497) : Ordre des médecins - Ordre des sages-femmes - Composition de ces ordres professionnels - (p. 1498) : projet de réforme.

– **Projet de loi portant réforme hospitalière** - *Nouvelle lecture* **[n° 409 (90-91)]** - (28 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2269) : conséquences du dépôt de la motion tendant à opposer la question préalable - Points d'accord entre l'Assemblée nationale et le Sénat - Amendements du Sénat retenus par l'Assemblée nationale - Points de désaccord - (p. 2270) : alternatives à l'hospitalisation - Constitutionnalité de certaines dispositions - Conditions du vote à l'Assemblée nationale - Vote des parlementaires anglais et américains - Echec de la commission mixte paritaire - **Question préalable** (p. 2272) : s'oppose à la motion n° 1 de la commission tendant à opposer la question préalable - Débats parlementaires - Commission mixte paritaire - Points de désaccord - Objectifs du projet de loi.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Affaires sociales et intégration - Economie sociale - (25 novembre 1991) (p. 4242) : politique de prévention et de santé publique - Etat sanitaire de la population - Observatoires régionaux de santé - (p. 4243) : lutte contre la toxicomanie et le tabagisme - Modernisation de la gestion du système de santé - Dépenses de santé - (p. 4244) : évolution de la demande - Pharmacies d'officine - Evaluation - (p. 4245) : organisation et fonctionnement du système de santé - (p. 4253) : démographie médicale - (p. 4278) : évolution des dépenses de santé - Contrats de santé - Politique hospitalière - (p. 4279) : loi hospitalière - Infirmières.

DUSSAUT (Bernard), sénateur de la Gironde (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

E

EGU (André), sénateur d'Ille-et-Vilaine (rattaché administrativement au groupe UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la discussion** - (13 juin 1991) - **Art. 16** (*consultation des électeurs de la commune*) (p. 1629) : sur l'amendement n° 112 de la commission (organisation de la consultation des électeurs des communes), son sous-amendement n° 329 : limitation de l'objet de la consultation ; rejeté.

– **Rappel au règlement** : peuple slovène - Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (2 juillet 1991) (p. 2366).

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Intérieur - (2 décembre 1991) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4662) : soutient l'amendement n° II-29 de M. Raymond Bouvier (augmentation de la réduction prévue au titre IV).

Culture - (2 décembre 1991) (p. 4675, 4676) : déséquilibre entre Paris et la province - Grands travaux - Décentralisation - Région d'Ile-de-France - Bibliothèque de France - (p. 4677) : musées.

EMIN (Jean-Paul), sénateur de l'Ain (UREI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transcription de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail [n° 288 (90-91)]** - (8 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2695) : Europe - Amélioration de la prévention des accidents du travail et des conditions de sécurité et de santé des travailleurs - (p. 2696) : augmentation des risques et du nombre des accidents du travail - Réparation forfaitaire des accidents du travail - Transposition des directives européennes - Médecine du travail - Inspection du travail - Politique de prévention - Lutte contre le travail clandestin - Définition du risque professionnel.

– **Projet de loi relatif à la sécurité des chèques et des cartes de paiement [n° 444 (90-91)]** - (22 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3083) : chèques et cartes de paiement - Monétique - Pompistes - Garantie des chèques impayés - Fichiers - (p. 3084) : information - Récidivistes et émetteurs de « gros chèques » sans provision - Cartes bancaires - Monétique.

– **Projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs [n° 431 (90-91)]** - (6 novembre 1991) - **Art. 1er** (*programmes de recherche et rapports d'évaluation*) (p. 3549) : sur l'amendement n° 13 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), ses sous-amendements, n° 30 ; adopté ; et n° 29 ; rejeté - **Art. 3** (*indemnisation des travaux de recherche préalables à l'installation des laboratoires*) (p. 3554) : son amendement n° 28 : avis conforme des conseils généraux des départements ayant contribué au développement de la production d'énergie nucléaire, nécessaire pour l'implantation d'un site de recherche préalable ; rejeté.

ESTIER (Claude), sénateur de Paris (président du groupe S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

– Vice-président de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

– Est nommé membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 (*JO* Lois et décrets du 29 juin 1991), jusqu'au 11 décembre 1991.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec MM. Roland Courteau, Claude Estier, Raymond Courrière et les membres du groupe socialiste, tendant à supprimer les sanctions contre les avocats prévues à l'article 75 de l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur le Conseil d'Etat **[n° 258 (90-91)]** (3 avril 1991) - **Conseil d'Etat.**

Proposition de loi constitutionnelle, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à accorder le droit de vote aux ressortissants étrangers, pour les élections municipales dans leur commune de résidence **[n° 13 (89-90)]** (13 octobre 1989) - Reprise par ses auteurs le 11 avril 1991 - **Elections.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à accorder le droit de vote aux ressortissants étrangers, pour les élections municipales dans leur commune de résidence **[n° 14 (89-90)]** (13 octobre 1989) - Reprise par ses auteurs le 11 avril 1991 - **Elections.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, modifiant des dispositions du code électoral relatives à l'élection des Sénateurs **[n° 65 (89-90)]** (21 novembre 1989) - Reprise par ses auteurs le 11 avril 1991 - **Elections.**

Proposition de résolution, présentée par M. Michel Dreyfus-Schmidt et les membres du groupe socialiste, tendant à modifier l'article 10 du Règlement du Sénat **[n° 290 (90-91)]** (17 avril 1991) - **Parlement.**

Proposition de résolution, déposée avec des membres du groupe socialiste, tendant à la création d'une commission d'enquête sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales sous la Ve République **[n° 305 (90-91)]** (25 avril 1991) - **Commission d'enquête et de contrôle.**

Proposition de loi, présentée avec M. Michel Dreyfus-Schmidt et les membres du groupe socialiste, apparentés et rattachés administrativement, tendant à modifier les articles 374 et 288 du code civil **[n° 363 (90-91)]** (6 juin 1991) - **Famille.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 19 avril 1991) (p. 550) - Ministère : Premier ministre - *Aides aux populations kurdes* - **Relations internationales.**

(*JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1876) - Ministère : Affaires sociales - *Politique de la sécurité sociale* - **Politique sociale.**

(*JO* Débats du 15 novembre 1991) (p. 3726) - Ministère : Premier ministre - *Orientations des mesures gouvernementales* - **Politique gouvernementale.**

(*JO* Débats du 13 décembre 1991) (p. 5270) - Ministère : Affaires européennes - *Sommet de Maastricht* - **Marché unique européen.**

Questions orales avec débat :

n° **18** (*JO* Débats du 5 juin 1991) (p. 1275) - Ministère : Premier ministre - *Politique générale du Gouvernement* -

(Réponse : *JO* Débats du 6 juin 1991) (p. 1307) - **Vie politique.**

INTERVENTIONS

– Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la politique au Moyen-Orient [n° **211 (90-91)**] - (16 janvier 1991) (p. 7) : résolutions de l'Organisation des Nations Unies, ONU - Crise du Golfe - Ultimatum - (p. 8) : interventions diplomatiques françaises - Respect du droit international - Intérêts économiques - Embargo - Mobilisation de la communauté internationale - Intervention militaire - Communauté mulsumane française - Au nom du groupe socialiste, approuve la déclaration du Gouvernement.

– Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation au Moyen-Orient [n° **236 (90-91)**] - (19 mars 1991) (p. 45) : libération du Koweït - Résolution du Conseil de sécurité des Nations unies - Restauration de l'indépendance du Koweït - Déroute de l'armée irakienne - Hommage à l'armée française - Victimes dans la population irakienne - Réalisation de la mission fixée par les Nations unies - Rétablissement du droit au Koweït - Sécurité du Proche et du Moyen-Orient - Contentieux entre l'Irak et le Koweït - Restauration de l'indépendance et de la souveraineté du Liban - (p. 46) : Kurdistan - Chypre - Conflit israëlo-palestinien - Présence de la Syrie et de l'Arabie saoudite au sein de la coalition - Neutralité d'Israël - Problème palestinien - Organisation d'une Conférence internationale - Accords de Camp David entre l'Israël et l'Egypte - Sécurité d'Israël - OLP - Relations avec le Maghreb - Conséquences de la guerre du Golfe Persique - Politique de vente d'armes - (p. 47) : absence de la CEE dans la crise du Golfe - Union de l'Europe occidentale, UEO - Contrôle de l'embargo - Prochain sommet de Luxembourg - Nécessité de donner à l'Europe des moyens plus puissants - Guerre du Golfe Persique et union nationale.

– Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° **242 (90-91)**] - (2 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 234) : organisation des travaux du Sénat - Se déclare défavorable au report de la suite de la discussion générale.

– Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° **214 (88-89)**] - **Suite de la discussion** - (30 avril 1991) - **Art. unique (suite)** - *Après l'art. 223-11 du code pénal* (p. 833) : se déclare opposé à la demande de réserve du vote sur l'amendement n° 84 de la commission (interruption illégale de la grossesse par le fait de la femme elle-même).

– Projet de loi portant diverses mesures de soutien au bénévolat dans les associations [n° **291 (90-91)**] - (6 mai 1991) - **Après l'art. 3** (p. 866) : son amendement n° 16, soutenu par M. Roland Courteau : obligation pour les associations de convoquer leurs donateurs à une assemblée générale ; rejeté - **Art. 4** (*établissement d'un compte d'emploi*) (p. 867) : son amendement n° 17 : présentation des comptes ; devenu sans objet.

– Projet de loi autorisant la ratification d'un traité entre la République française et les Länder de Bade-Wurtemberg, de l'Etat libre de Bavière, de Berlin, de la ville libre hanséatique de Brême, de la ville libre et hanséatique de Hambourg, de Hesse, de Basse-Saxe, de Rhénanie, du Nord-Westphalie, de Rhénanie-Palatinat, de Sarre, du Schleswig-Holstein sur la chaîne culturelle européenne [n° **225 (90-91)**] - (14 mai 1991) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 226) (p. 920) : chaîne culturelle européenne - Identité européenne - Traité franco-allemand - Financement - Mode de diffusion - Réseau câblé - Paysage audiovisuel français, PAF - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à ces projets de loi.

– Projet de loi complétant l'article 26 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication [n° **226 (90-91)**] - (14 mai 1991) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 225) - Voir intervention sous le projet n° 225 (p. 920) - **Art. unique** (*extension à la chaîne culturelle européenne du régime d'attribution des fréquences prévues à l'article 26 de la loi du 30 septembre 1986 pour les sociétés nationales de programme*) (p. 925) : sur l'amendement rédactionnel n° 1 de la commission, se déclare favorable au sous-amendement n° 2 du Gouvernement.

– Questions orales avec débat jointes : politique générale du Gouvernement - (5 juin 1991) (p. 1307) : cohésion sociale - Loi d'orientation sur la ville - Chômage - Formation professionnelle - Situation dans l'industrie - Problème des retraites - Déficit de la sécurité sociale - Echéance européenne - Ratification des accords de Schengen - (p. 1317) : qualité et contenu du débat.

– Proposition de loi relative à la prorogation des mandats des membres du conseil de l'Ordre des médecins et du conseil de l'Ordre des sages-femmes [n° **368 (90-91)**] - (10 juin 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1499) : nécessaire réforme de l'Ordre des médecins - Avec le groupe socialiste, est favorable à l'adoption de la proposition de loi.

– Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° **269 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (12 juin 1991) - **Art. 4** (*rôle des préfets de région et rattachement au Premier ministre*) (p. 1584) : son amendement n° 340, soutenu par M. René Régnault : missions du préfet de région ; devenu sans objet après rectification de l'amendement n° 79 ter de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 5 bis** (*appui technique des services extérieurs aux collectivités locales*) (p. 1587) : son amendement n° 341, soutenu par M. Gérard Delfau : appui technique des services extérieurs de l'Etat à des associations de développement local ; retiré - **Art. 8** (*débat sur les orientations budgétaires au sein du conseil municipal*) (p. 1599) : son amendement n° 342, soutenu par M. René Régnault : délai ouvert pour la tenue du débat ; rejeté.

Suite de la discussion - (13 juin 1991) - **Après l'art. 9** (p. 1613) : ses amendements, soutenus, par M. François Autain, n° 343 : introduction des amortissements des immobilisations dans la comptabilité des communes ; et n° 344 : tenue par le maire, le président du conseil général et le président du conseil régional, de la comptabilité des dépenses qu'ils engagent ; rejetés - **Après l'art. 11** (p. 1615) : son amendement n° 345, soutenu par M. Guy Allouche : débat annuel du conseil municipal sur un rapport de l'établissement public de coopération dont la commune est membre ; adopté - **Art. 16** (*consultation des électeurs de la commune*) (p. 1629) : son amendement rédactionnel n° 347, soutenu par M. Guy Allouche ; devenu sans objet - (p. 1635) : son amendement n° 348, soutenu par M. Guy Allouche : durée des campagnes électorales visées ; rejeté - **Art. 17** (*comités consultatifs communaux*) (p. 1637) : ses amendements, soutenus par M. Paul Loridant, n° 349 : durée d'existence du comité ; n° 350 : composition ; et n° 351 : représentants étrangers ; devenus sans objet - **Après l'art. 36 (par priorité)** (p. 1646) : vote du groupe socialiste contre l'amendement n° 284 ter de M. Charles Pasqua (contribution des collectivités territoriales au financement des dépenses d'investissement des établissements d'enseignement privé sous contrat) - Position de la commission des finances sur l'application de l'article 40 de la Constitution - **Après l'art. 17** (p. 1649) : ses amendements, soutenus par M. Paul Loridant, n° 466 : séance du conseil municipal : possibilité d'interruption de séance visant à donner la parole au public ; et n° 352 : possibilité de donner la parole à des membres du public au cours des réunions du conseil municipal ; rejetés - **Art. 24** (*convocation du conseil municipal*) (p. 1658) : son amendement n° 353, soutenu par M. René Régnault : convocation par voie télématique ; retiré - **Art. 26 bis** (*représentation proportionnelle au sein des commissions municipales*) (p. 1662, 1664) : son amendement n° 354, soutenu par M. René Régnault : représentation proportionnelle au sein de la commission d'appel d'offres et du bureau d'adjudication ; retiré ; puis repris par M. Etienne Dailly et adopté - **Après l'art. 26 bis** (p. 1665) : son amendement n° 355, soutenu par M. René Régnault : décret en Conseil d'Etat pour l'application des dispositions de l'article 26 bis relatives à la composition des commissions d'appel d'offres et des bureaux d'adjudication ; rejeté.

Suite de la discussion - (14 juin 1991) - **Avant l'art. 29** (p. 1681) : son amendement n° 356, soutenu par M. René Régnault : augmentation du nombre de vice-présidents du conseil régional ; rejeté - **Art. 29** (*application aux régions de dispositions relatives aux départements*) (p. 1683) : son amendement de coordination n° 357, soutenu par M. René Régnault ; devenu sans objet - **Après l'art. 33** (p. 1689) : son amendement n° 358, soutenu par M. René Régnault : raccourcissement des délais accordés au comptable de la commune pour déposer son compte de gestion et au maire pour présenter le compte administratif à l'assemblée ; rejeté - **Après l'art. 35** (p. 1691) : son amendement n° 359, soutenu par M. René Régnault : définition de la population municipale prise en compte pour l'application des dispositions relatives au fonctionnement des conseils municipaux ; retiré - **Après l'art. 36** (p. 1710) : se déclare opposé à l'amendement n° 158 de la commission (pouvoir de police municipale à Paris) - (p. 1712) : se déclare opposé à l'amendement n° 159 de la commission (infractions aux règlements de police applicables dans les parcs et jardins départementaux).

– **Projet de loi d'orientation pour la ville** [n° **350 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (20 juin 1991) - **Art. 5** (*participation des habitants*) (p. 1861) : son amendement n° 138 : concertation des habitants et des associations représentatives lors de modifications des conditions de vie dans la commune ; retiré - **Art. 13** (*programme local de l'habitat*) - *Art. L. 302-6* (*obligation de réaliser des logements locatifs sociaux*) (p. 1901) : son amendement n° 139, soutenu par M. Robert Laucournet : acquisition de terrains ou de locaux nécessaires à la réalisation de logements à usage locatif ; retiré - **Art. 14** (*participation à la diversité de l'habitat*) (p. 1907) : son amendement n° 140, soutenu par M. Robert Laucournet : diversifier le logement social au-delà du PLA ; retiré - **Art. 32** (*institutionnalisation des relations entre les autorités municipales et les organismes d'habitations à loyer moderé, HLM*) - *Art. L. 411-3 du code de la construction et de l'habitation* (p. 1949) : son amendement n° 143, soutenu par M. Robert Laucournet : fréquence de l'information du maire et du conseil municipal par les organismes d'habitations à loyer modéré, HLM ; retiré.

– **Projet de loi modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et relatif à l'Institution nationale des invalides** - *Deuxième lecture* [n° **369 (90-91)**] - (24 juin 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1995) : travaux du Parlement - Institution nationale des invalides - Avis favorable du groupe socialiste sur ce texte.

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes** [n° **354 (90-91)**] - (27 juin 1991) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2199) : intervient contre la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Constitutionnalité - Souveraineté nationale - Comité exécutif - Coopération européenne - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2224) : le groupe socialiste votera le projet de loi autorisant la ratification.

– **Projet de loi modifiant les articles 24, 26 et 34-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication** - *Deuxième lecture* [n° **401 (90-91)**] - (28 juin 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2249) : information du Parlement - Autonomie de la chaîne culturelle européenne - Avec le groupe socialiste, votera le projet de loi.

– **Projet de loi portant réforme hospitalière** - *Nouvelle lecture* [n° **409 (90-91)**] - (28 juin 1991) - **Question préalable** (p. 2271) : intervient contre la motion n° 1 de la commission tendant à opposer la question préalable - Echec de la commission mixte paritaire - Points d'accord - Points de désaccord.

– **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** - *Nouvelle lecture* [n° **424 (90-91)**] - (28 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2274) ; échec de la commission mixte paritaire - Maîtrise des dépenses de santé - (p. 2275) : professionnels de santé - Départements d'outre-mer - Retraites - **Question préalable** (p. 2279) : intervient contre la motion n° 11 de la commission tendant à opposer la question préalable - Amendements - Vote bloqué - Question préalable.

– **Projet de loi portant diverses mesures destinées à favoriser l'accessibilité aux personnes handicapées des locaux d'habitation, des lieux de travail et des installations recevant du public** - *Deuxième lecture* [n° **417 (90-91)**] - (28 juin 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2287) : avec le groupe socialiste, votera ce projet de loi.

– **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission chargée d'examiner **la proposition de résolution** (n° 290, 90-91) **de MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Claude Estier** et des membres du groupe socialiste, apparentés et rattachés administrativement, **tendant à modifier l'article 10 du règlement du Sénat** [n° **343 (90-91)**] - (29 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2317) : conférence des présidents ; Commissions spéciales - Majoration du nombre maximum de membres des commissions spéciales - Se ralliera à la solution proposée par la commission des lois.

– **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République** [n° **269 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (2 juillet 1991) - **Art. 37** (*entente interrégionale*) (p. 2371) : ses amendements, soutenus par M. René Régnault, n° 360 : limitation du nombre de régions pouvant se regrouper dans une entente interrégionale ; et n° 361 : régions monodépartementales d'outre-mer ; devenu sans objet - **Après l'art. 45** (p. 2376) : son amendement n° 362, soutenu par M. René Régnault : participation de représentants d'autres collectivités territoriales au sein des conseils d'administration des ententes interdépartementales ; rejeté - **Art. 49** (*commission départementale de la coopération intercommunale*) - *Art. L. 160-1 du code des communes* (*composition de la commission*) (p. 2391) : sur l'amendement n° 174 de la commission (bureau de la commission), son sous-amendement n° 363, soutenu par M. René Régnault ; rejeté - *Art. L. 160-2* (*missions de la commission*) (p. 2394) : son amendement n° 364, soutenu par M. René Régnault : saisine pour avis ; rejeté - **Art. 50** (*schéma départemental de la coopération intercommunale*) (p. 2397) : son amendement n° 365, soutenu par M. René Régnault : conditions de préparation du schéma ; rejeté.

Suite de la discussion - (3 juillet 1991) - **Art. 53 A** (*création des communautés de communes proposées par le schéma départemental*) (p. 2419) : son amendement n° 366, soutenu par M. René Régnault : cas de refus de participation d'une commune ; devenu sans objet - **Art. 53** (*communautés de communes*) (p. 2423) : ses amendements, soutenus par M. Michel Moreigne, n° 367, n° 368 et n° 369, tendant à assouplir les dispositions proposées ; devenus sans objet - **Art. 54** (*communautés de villes*) (p. 2433) : son amendement n° 371, soutenu par M. René Régnault : missions de la communauté de villes : suppression de la mention des actions de développement culturel ; devenu sans objet - **Art. 55** (*non-application aux communes d'Ile-de- France des nouvelles dispositions relatives à la coopération intercommunale*) (p. 2439) : son amendement de suppression n° 372, soutenu par M. Roland Grimaldi ; adopté - **Art. 56 nonies** (*services publics locaux de distribution de gaz*) (p. 2445) : son amendement de suppression n° 373, soutenu par M. Roland Grimaldi ; adopté - **Art. 57** (*régime fiscal des communautés de villes*) (p. 2466) : son amendement n° 374, soutenu par M. René Régnault : répartition de la part de taxe professionnelle redistribuée entre les collectivités ; devenu sans objet.

– **Projet de loi portant diverses mesures de soutien au bénévolat dans les associations** - *Nouvelle lecture* [n° **452 (90-91)**] - (5 juillet 1991) - **Art. 1er** (p. 2503) : se déclare opposé à l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture).

– **Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires** - *Nouvelle lecture* [n° **453 (90-91)**] - (5 juillet 1991) - **Art. 3** (*entrée en vigueur de la loi*) (p. 2519) : se déclare opposé à l'amendement n° 7 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture).

– Projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transcription de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail [n° 288 (90-91)] - (8 octobre 1991) - **Art. 10** (*régime applicable aux utilisateurs d'équipements de travail et de moyens de protection*) - *Art. L. 233-5-3 du code du travail* (*exposition des équipements de travail et des moyens de protection*) (p. 2713) : son amendement de suppression n° 29, soutenu par M. Marc Boeuf ; retiré.

– Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1989 [n° 402 (90-91)] - (9 octobre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2742) : avec le groupe socialiste, votera le projet de règlement définitif du budget.

– Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux [n° 346 (90-91)] - (16 octobre 1991) - **Avant l'art. 1er** (p. 2941) : son amendement n° 122, soutenu par M. Roland Grimaldi : protection d'intérêt général des écosystèmes aquatiques et de la ressource en eau ; retiré - **Art. 1er** (*objectifs généraux*) (p. 2942) : son amendement n° 123, soutenu par M. Roland Grimaldi : objectif de reconquête de la qualité des eaux ; retiré - **Art. 2** (*schémas d'aménagement et de gestion des eaux, SAGE*) (p. 2946 à 2948) : ses amendements, soutenus par M. Roland Grimaldi, n° 124 : conformité des décisions administratives aux dispositions du schéma ; n° 125 et n° 126, organisant la communauté locale de l'eau ; devenus sans objet.

Suite de la discussion - (17 octobre 1991) - **Art. 4** (*prescriptions spéciales*) (p. 2964) : son amendement n° 127, soutenu par M. Roland Grimaldi : extension du champ d'application de l'article aux zones humides ; retiré au profit de l'amendement sur le même objet n° 20 de la commission - **Art. 5** (*régime de déclaration ou d'autorisation des installations et ouvrages*) (p. 2967, 2968) : sur l'amendement n° 21 de la commission (harmonisation avec les dispositions des textes en vigueur), son sous-amendement n° 128, soutenu par M. Roland Grimaldi ; rejeté - **Art. 10** (*intervention en cas d'incident ou d'accident*) (p. 2998) : ses amendements, soutenus par M. Roland Grimaldi, n° 129 et n° 130, supprimant la mention du degré de gravité du danger présenté par l'incident ou l'accident, ou de la pollution accidentelle ; adoptés - **Art. 11** (*personnes habilitées à constater les infractions*) (p. 2999, 3000) : ses amendements, soutenus par M. Roland Grimaldi, n° 131 : agents départementaux habilités au contrôle des stations d'épuration ; adopté ; et n° 132 : habilitation des gardes champêtres, gardes des parcs régionaux, des réserves naturelles et gardes-rivières ; devenu sans objet - **Après l'art. 11** (p. 3001) : sur l'amendement n° 34 de la commission (habilitation des gardes-champêtres et des gardes-rivières), ses sous-amendements, soutenus par M. Roland Grimaldi, n° 171 ; adopté ; et n° 172 ; rejeté - Sur l'amendement n° 35 de la commission (autorisation pour les communes d'avoir plusieurs gardes-champêtres en commun), son sous-amendement n° 173, soutenu par M. Roland Grimaldi ; adopté - **Art. 13** (*délit de pollution des eaux*) (p. 3004) : son amendement n° 133, soutenu par M. Roland Grimaldi : sanction des erreurs dans la gestion d'ouvrages ; retiré - **Art. 19** (*travaux d'intérêt général ou d'urgence*) (p. 3009) : son amendement n° 134, soutenu par M. Roland Grimaldi : communauté locale de l'eau ; retiré - **Art. 24** (*assainissement : modifications du code de la santé publique*) (p. 3015) : ses amendements, soutenus par M. Roland Grimaldi, n° 135 : perception de la redevance d'assainissement par les collectivités auprès des usagers raccordés et raccordables avant la fin du délai de deux ans ; et n° 136 : assainissement autonome des immeubles non raccordables ; retirés - **Avant l'art. 26** (p. 3020) : sur l'amendement n° 67 de M. Serge Vinçon (reprise de la définition des eaux libres figurant dans les textes antérieurs à la loi pêche de 1984), son sous-amendement n° 163 soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; retiré - (p. 3023) : sur le droit de pêche des propriétaires de plans d'eau de petite surface, ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 164, n° 165 et n° 166, retirés ; et n° 167 ; rejeté - **Après l'art. 26** (p. 3025) : son amendement n° 137, soutenu par M. Roland Grimaldi : schéma départemental d'exploitation des carrières et des gravières ; rejeté.

– Projet de loi portant dispositions diverses en matière de transports [n° 359 (90-91)] - (25 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3218) : réforme des voies navigables - Transport fluvial - (p. 3219) : établissement public « Voies navigables de France » - Transfert de compétences et de charges - Infrastructures - Transport de matières dangereuses - Tourisme fluvial - Réseau navigable européen - **Art. 1er** (*statut et caractéristiques de Voies navigables de France*) (p. 3222) : son amendement n° 20 : compétence du président de Voies navigables de France, des directeurs des ports autonomes de Paris et de Strasbourg pour transmettre les procès-verbaux constatant les infractions portant atteinte à l'intégrité des domaines respectifs dont ils ont la charge ; adopté - **Après l'art. 4** (p. 3226) : son amendement n° 18 : rapport du Gouvernement sur l'action de l'établissement public « Voies navigables de France » et sur l'évolution des voies navigables devant le Parlement ; adopté - **Après l'art. 16** (p. 3230) : son amendement n° 21 : extension des missions du port autonome de Paris à toutes activités ayant pour objet l'utilisation ou la mise en valeur des voies navigables dans le périmètre de sa circonscription ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** : le groupe socialiste approuve ce projet de loi.

– Projet de loi relatif à l'Agence du médicament et à la régulation des dépenses de médicaments prises en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie [n° 9 (91-92)] - (28 octobre 1991) - **Art. 1er** (*Agence du médicament*) - *Art. L. 567-2 du code de la santé publique* (*compétences de l'Agence*) (p. 3273) : son amendement n° 76, soutenu par M. Franck Sérusclat : définition par l'Agence d'axes prioritaires de la recherche et développement des activités industrielles dans le domaine du médicament ; retiré - *Art. L. 567-10* (*compétence des inspecteurs*) (p. 3284) : son amendement n° 77, soutenu par M. Franck Sérusclat : conditionnement des médicaments ; adopté - *Avant l'art. L. 162-18 du code de la sécurité sociale* (p. 3291) : son amendement n° 78, soutenu par M. Guy Penne : inscription des médicaments sur la liste des produits remboursables ; retiré puis repris par M. Paul Souffrin.

Suite de la discussion - (29 octobre 1991) - **Art. 2** (*haut comité du médicament ; détermination dses objectifs d'évolution des dépenses ; régime des prix et sanctions*) - *Art. L. 162-18 du code de la sécurité sociale* (*Haut comité du médicament ; fixation d'objectifs annuels globaux*) (p. 3304) : son amendement n° 79, soutenu par M. Franck Sérusclat : avis de l'Agence du médicament ; devenu sans objet - *Art. L. 162-18-5* (*déclaration du chiffre d'affaires, recouvrement de la remise, contentieux*) (p. 3326) : son amendement n° 80, soutenu par M. Guy Penne : remise incluse dans les charges déductibles pour la détermination de l'assiette de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu ; adopté - **Art. 3** (*fixation conventionnelle du montant des dépenses de promotion et de publicité*) (p. 3331) : son amendement n° 81, soutenu par M. Franck Sérusclat : suppression du second alinéa du paragraphe IV ; rejeté.

– Conclusions du rapport de M. René-Georges Laurin, fait au nom de la commission des lois **sur les propositions de loi, n° 448 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte**, les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **organisant le certificat d'hébergement par les communes ; n° 449 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte**, les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **réformant le regroupement familial ; n° 450 rectifié bis (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte**, les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **organisant la définition d'un quota annuel d'immigration en France ; n° 451 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte**, plusieurs de leurs collègues et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **réformant la procédure du droit d'asile ; n° 478 (90-91) de M. Daniel Hoeffel** et des membres du groupe de l'Union centriste **tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952, afin de réprimer plus sévèrement l'immigration irrégulière [n° 64 (91-92)]** - (7 novembre 1991) - **Explication de vote sur**

l'ensemble (p. 3597) : le groupe socialiste, ayant repoussé chacun des articles proposés, votera contre les conclusions du rapport.

– **Projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France** [n° 35 (91-92)] - (12 novembre 1991) - **Après l'art. 1er** (p. 3671) : ses amendements, soutenus par M. Guy Allouche, n° 65 : interdiction du recours à un travailleur indépendant ; et de cohérence n° 66 ; rejetés - **Avant l'art. 2** : son amendement n° 57, soutenu par M. Guy Allouche : habilitation des officiers des affaires maritimes à constater les infractions relatives au travail clandestin à bord des navires ; adopté - **Art. 2** (*mise en jeu de la responsabilité civile des cocontractants du travailleur clandestin*) - *Art. L. 324-14-1 du code du travail* (*sous-traitance*) (p. 3675) : son amendement n° 67, soutenu par M. Guy Allouche : cas du défaut de régularisation ; devenu sans objet - **Art. 4** (*peines complémentaires nouvelles applicables dans les cas de condamnation pour infraction aux règles relatives au travail clandestin*) - *Art. L. 362-6* (*interdiction du territoire français*)(p. 3679) : son amendement n° 68, soutenu par M. Marc Boeuf : extension des catégories protégées contre l'interdiction du territoire ; devenu sans objet - **Avant l'art. 18** (p. 3690) : son amendement n° 58, soutenu par M. Guy Allouche : suppression pour les enquêteurs de la possibilité de revenir aux règles de l'enquête préliminaire ; adopté - **Art. 18** (*interdiction du territoire en matière d'hébergement collectif*) (p. 3690) : son amendement n° 70, soutenu par M. Guy Allouche : restriction des dérogations à l'interdiction du territoire pour un étranger titulaire d'une rente d'accident de travail servie par un organisme français ; devenu sans objet.

– **Conclusions du rapport de M. Guy Robert**, fait au nom de la commission des affaires sociales, **sur la proposition de loi** (n° 379 rectifié, 90-91) **de M. Marcel Rudloff tendant à abroger l'article 9 de la loi n° 90-1260 du 31 décembre 1990 afin de rétablir les droits acquis des travailleurs non salariés non agricoles en matière d'assurance maladie** [n° 69 (91-92)] - (18 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3796) : cotisations sociales des travailleurs non salariés non agricoles au régime d'assurance maladie - Illégalité des décrets de 1985 - Le groupe socialiste soutiendra cette proposition de loi.

– **Conclusions du rapport de M. Jean-Pierre Fourcade**, fait au nom de la commission des affaires sociales **sur la proposition de loi** (n° 72, 91-92) **déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à accorder le bénéfice d'une retraite anticipée aux anciens combattants d'Afrique du Nord** [n° 80 (91-92)] - (18 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3798, 3799) : retraite anticipée de certaines catégories d'anciens combattants d'Afrique du Nord - Difficultés des régimes de retraite - Règles de la protection sociale - Budget des anciens combattants - Le groupe socialiste s'abstiendra.

– **Conclusions du rapport de M. Jean Cluzel**, fait au nom de la commission des finances, **sur sa proposition de loi** (n° 33, 91-92) déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à compléter l'article 42 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion** [n° 83 (91-92)] - (18 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3805) : rapport de la Commission nationale d'évaluation du RMI - Abstention du groupe socialiste.

– **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission des lois, **sur sa proposition de loi** (n° 367, 90-91) **tendant à modifier la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales et portant diverses dispositions relatives au droit des sociétés** [n° 86 (91-92)] - (18 novembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3821) : compte tenu du rejet par la majorité sénatoriale de l'ensemble des amendements du Gouvernement, le groupe socialiste votera contre la proposition de loi.

– **Conclusions du rapport de M. Christian Bonnet**, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** (n° 25 rectifié, 91-92) **de M. Paul Masson, tendant à clarifier la rédaction de l'article L. 52-1 du code électoral, relatif aux campagnes de promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion des collectivités locales** [n° 84 (91-92)] - (18 novembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3823, 3824) : le groupe socialiste s'abstiendra sur cette proposition de loi.

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Culture - (2 décembre 1991) (p. 4673) : crédits pour 1992 - Grands travaux - Opéra de la Bastille - Intermittents du spectacle - Province - Banlieues - (p. 4674) : dépôt légal - Cinquième centenaire de la rencontre des Deux Mondes - Avis favorable du groupe socialiste sur ce projet de budget.

Affaires étrangères - (5 décembre 1991) (p. 4854) : négociations israélo-arabes pour la paix au Proche-Orient - Sommet de Maastricht - (p. 4855) : union politique et union économique et monétaire européennes - Réunification de l'Allemagne - Etats baltes - Ukraine - Crise yougoslave - (p. 4856) : élargissement de l'Europe à la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie - Le groupe socialiste votera ce projet de budget.

– **Projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service** - *Deuxième lecture* [n° 100 (91-92)] - (9 décembre 1991) - **Art. 9** (p. 5147) : son amendement rédactionnel n° 8, soutenu par M. Marc Boeuf ; retiré - (p. 5148) : son amendement n° 9, soutenu par M. Marc Boeuf : suppression du troisième alinéa de cet article ; retiré.

– **Projet de loi renforçant la protection des consommateurs** - *Deuxième lecture* [n° 109 (91-92)] - (12 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5304) : protection des consommateurs - Sommet de Maastricht - Le groupe socialiste approuve le projet de loi en l'état et votera contre les amendements de la commission - **Art. 7** (*extension de l'interdiction de l'envoi forcé aux prestataires de services*) (p. 5310) : soutient l'amendement n° 34 de M. Paul Loridant : clauses de variation conformes au modèle type ; devenu sans objet - **Art. 14** (*chambre régionale des métiers en Lorraine*) (p. 5319) : soutient l'amendement de suppression n° 35 de M. Jean-Pierre Masseret - **Explication de vote sur l'ensemble** : abstention du groupe socialiste sur ce projet de loi.

– **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux** - *Deuxième lecture* [n° 159 (90-91)] - (13 décembre 1991) - **Art. 26 A** (*modification de la loi « pêche »*) (p. 5369) : son amendement n° 80, soutenu par M. Roland Grimaldi : critère de définition des eaux libres ; droits et obligations des propriétaires privés d'eaux closes ; adopté à l'unanimité - **Avant l'art. 26** (p. 5370) : son amendement n° 81, soutenu par M. Roland Grimaldi : allongement du délai d'application de l'article L. 231-7 du code rural ; adopté.

– **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs** [n° 115 (91-92)] - (19 décembre 1991) - **Question préalable** (p. 5653) : intervient contre la motion n° 4 de M. Marcel Lucotte, tendant à opposer la question préalable - Le groupe socialiste regrette que les articles ne soient pas discutés - Mode d'élection - Bicamérisme - Grandes villes - Critère démographique - Le groupe socialiste votera contre la motion.

– **Projet de loi renforçant la protection des consommateurs** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 188 (91-92)] - (20 décembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5677) : approuve le texte issu des discussions de la CMP - Collaboration entre les deux assemblées.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1991** - *Nouvelle lecture* [n° 225 (91-92)] - (20 décembre 1991) - **Question préalable** (p. 5691) : intervient contre la motion n° 1 de la commission tendant à opposer la question préalable.

– **Projet de loi modifiant les articles 27, 28, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication** - *Nouvelle lecture* [n° 220 (91-92)] - (20 décembre 1991) - **Art. 1er** (*dispositions commnes applicables aux secteurs public et privé de la communication audiovisuelle*) (p. 5701) : avec le groupe socialiste, votera contre l'amendement n° 1 de la commission (encadrement du pou-

voir confié au CSA afin de moduler les obligations de diffusion des chaînes aux heures de grande écoute).

– **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 105 (91-92)] - Suite de la discussion** - (21 décembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5764) : abstention du groupe socialiste sur ce texte.

EVIN (Claude), *ministre des affaires sociales et de la solidarité.*

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Charles Descours : **Sécurité sociale (organismes)** (*Difficultés de trésorerie de la sécurité sociale*) (Retirée : avril 1991).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 297 de M. Jean-Jacques Robert : **Commerce et artisanat** (*Association des retraités non salariés du commerce et de l'artisanat aux réflexions et aux négociations sur les problèmes de retraite*) (*JO* Débats du 20 avril 1991) (p. 583).

n° 298 de M. François Louisy : **Départements et territoires d'outre-mer** (*Indemnisation des agriculteurs des départements d'outre-mer victimes de calamités agricoles*) (*JO* Débats du 20 avril 1991) (p. 584).

F

FAURE (Jean), sénateur de l'Isère (UC).

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; est nommé de nouveau vice-président (*JO* Lois et décrets du 18 octobre 1991).

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la réglementation des télécommunications (26 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes, instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes (5 avril 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code des postes et des télécommunications et la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications (26 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux (18 décembre 1991).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° **242 (90-91)**], adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements, instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° **251 (90-91)**] (2 avril 1991) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, déposé en sa qualité de vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, sur les problèmes posés par le traitement des déchets ménagers, industriels et hospitaliers, établi par M. Michel Destot, député, au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [n° **415 (90-91)**] (25 juin 1991) - **Déchets.**

Rapport, déposé avec M. Richard Pouille, au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur la préservation de la qualité de l'eau (distribution de l'eau potable et traitement des eaux résiduaires) [n° **479 (90-91)**] (10 septembre ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Eau.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Postes et télécommunications** - [n° **94 (91-92) tome 21**] (19 novembre 1991).

Rapport sur le contrôle de la sûreté et de la sécurité des installations nucléaires, établi par M. Claude Birraux, député, au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [n° **155 (91-92)**] (9 décembre 1991) - **Energie nucléaire.**

Rapport, déposé en sa qualité de vice-président de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur les orientations de la politique spatiale française et européenne, établi par M. Paul Loridant, au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [n° **213 (91-92)**] (18 décembre 1991) - **Espace.**

INTERVENTIONS

- Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° 242 (90-91)] - (2 avril 1991) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 227) : aménagement du territoire - Avenir de l'espace rural - Rôle et mode de répartition de la DGF - Logements sociaux - Cas des communes rurales - (p. 228) : rééquilibrage financier en faveur des zones rurales - Favorable à l'adoption d'un dispositif d'ensemble de redistribution de la DGF.

Suite de la discussion - (3 avril 1991) - **Art. 1er B** (*suppression de la fraction de la prise en compte des résidences secondaires pour le calcul de la dotation de péréquation répartie en fonction du revenu*) (p. 281) : son amendement n° 50 de suppression ; adopté - **Après l'art. 1er C** (p. 284) : son amendement n° 59 : logement social en milieu rural ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 11 - **Art. 3** (*critères d'éligibilité, montant et répartition de la dotation de solidarité urbaine*) (p. 292) : son amendement n° 51 : éligibilité à la dotation de solidarité urbaine des groupements de communes rurales ayant dans leur objet un projet de développement économique local ; rejeté.

Suite de la discussion - (4 avril 1991) - Rapporteur pour avis - **Art. 10 (par priorité)** (*institution d'un mécanisme de solidarité financière interdépartementale*) (p. 335) : son amendement n° 60 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - **Avant l'art. 10** (p. 340) : son amendement n° 58 : critères de calcul de la dotation de compensation ; retiré - **Art. 11** (*demande de simulation relative à la définition du potentiel fiscal*) (p. 344) : sur l'amendement n° 84 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), ses sous-amendements n° 54, n° 55 et n° 56 ; adoptés - (p. 345) : sur l'amendement n° 84 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), son sous-amendement n° 52 ; retiré - **Après l'art. 1er C** (p. 349) : son amendement n° 59 ; (précédemment réservé, le 3 avril 1991, p. 284) ; adopté.

Nouvelle lecture **[n° 281 (90-91)]** - (17 avril 1991) - **Art. 10** (p. 523) : se déclare favorable à l'amendement n° 20 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 10 bis** (*dotation particulière de solidarité urbaine*) (p. 525) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 21 de la commission - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 529) : avenir de l'espace rural - Dotation de solidarité urbaine - Travaux du Sénat.

- Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux [n° 346 (90-91)] - (16 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2914, 2915) : détérioration de la qualité de l'eau - Schémas d'aménagement et de gestion des eaux, SAGE - Renforcement des compétences des communes en matière d'assainissement - Agences de bassin - Législation espagnole sur l'eau - Absence de programme d'économie de la ressource en eau - Importance des investissements nécessaires - Votera ce texte.

- Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Economie, finances et budget - V - Postes et télécommunications - (26 novembre 1991) - Rapporteur pour avis (p. 4292) : transfert du domaine de l'espace au ministère de l'équipement - Economie - Eléments financiers - (p. 4293) : minitel rose - Contrat de plan entre l'Etat et France Télécom - Télétravail et téléproduction - Statut de La Poste - Courrier - Aménagement du territoire - Contrat de plan entre l'Etat et la Poste - (p. 4294) : transport de la presse - A défaut d'engagement du Gouvernement sur les crédits de La Poste, émettra un avis défavorable sur l'adoption de ce pro-

jet de budget - **Etat B** (p. 4308) : avis défavorable de la commission saisie pour avis.

Articles non rattachés :

(8 décembre 1991) - **Art. 63** (*suppression de l'exonération temporaire de taxe foncière sur les propriétés non bâties des terres incultes et friches mises en culture*) (p. 5039) : son amendement n° II-68, soutenu par M. Xavier de Villepin : délibération des assemblées intéressées ; retiré - **Après l'art. 83 ter** (*majoration spéciale du taux de la taxe professionnelle*) (p. 5085) : son amendement n° II-69, soutenu par M. Xavier de Villepin : cas des départements qui bénéficient de la dotation minimale de fonctionnement ; retiré.

FAUROUX (Roger), *ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire.*

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Philippe Adnot : **Industrie textile** (*Problèmes de l'industrie textile*) (*JO* Débats du 19 avril 1991) (p. 555).

de M. Roger Quilliot : **Industrie** (*Suppression d'emplois dans le secteur industriel*) (*JO* Débats du 19 avril 1991) (p. 558).

de M. Guy Cabanel : **Charbon** (*Fermeture des houillères du Dauphiné*) (*JO* Débats du 19 avril 1991) (p. 562).

FORTIER (Marcel), sénateur de l'Indre-et-Loire (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

– Membre titulaire de la commission des comptes de la sécurité sociale.

Membre titulaire du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'entreprise nationale Air France et des sociétés de toute nature comme des compagnies aériennes qu'elle contrôle puis d'en informer le Sénat, jusqu'au 15 mai 1991.

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Equipement, logement, transports et espace** - II - Transports - 4 - Transport aérien et espace - [n° **92 (91-92) tome 3 annexe 26**] (19 novembre 1991).

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Equipement, logement, transports et espace** - III - Météorologie [n° **92 (91-92) tome 3 annexe 27**] (19 novembre 1991).

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Aviation civile** (n° **92 (91-92) tome 3 annexe 41**] (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Deuxième partie :

Equipement, logement, transports et espace - II - Transports : 4, Transports aériens et espace ; III - Météorologie - Budget annexe de l'aviation civile - (6 décembre 1991) - Rapporteur spécial (p. 4963) : création du budget annexe de l'aviation civile, BAAC - Budget annexe de la navigation aérienne, BANA - Contrôleurs aériens - (p. 4964) : financement du BAAC - Compagnies aériennes - Fiscalité - Concurrence du TGV - Air France - Contrôleurs aériens - Salaires - Indemnités - (p. 4965) : contrôle de la navigation aérienne - Construction aéronautique - Airbus Industrie - Boeings - S'oppose au projet de budget annexe de l'aviation civile - Accepte les crédits de la météorologie et du transport aérien.

FOSSET (André), sénateur des Hauts-de-Seine (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Membre titulaire du conseil d'administration de la société nationale de programme Antenne 2 (A2).

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'entreprise nationale Air France et des sociétés de toute nature comme des compagnies aériennes qu'elle contrôle puis d'en informer le Sénat, jusqu'au 15 mai 1991.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes** [n° **242 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (3 avril 1991) - **Avant l'art. 3 bis** (p. 290) : se déclare favorable à l'amendement n° 74 de la commission (définition de l'indice des charges de caractère social des communes).

Suite de la discussion - (4 avril 1991) - **Art. 4** (*réduction différenciée de la garantie minimale de progression*) (p. 315) : sur l'amendement n° 76 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), son sous-amendement n° 15.

FOST (Paulette), sénateur de Seine-Saint-Denis (C).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Services du Premier ministre** - III - Conseil économique et social - [n° **92 (91-92) tome 3 annexe 38**] (19 novembre 1991).

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Journaux officiels** - [n° **92 (91-92) tome 3 annexe 43**] (19 novembre 1991).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1880) - Ministère : Travail - *SMIC à 7000 F* - **Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC).**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République** [n° **269 (90-91)**] - **Suite de la dis-**

cussion - (12 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1556, 1557) : structures actuelles de la coopération intercommunale - Opposition du groupe communiste aux regroupements autoritaires de communes.

– **Projet de loi d'orientation pour la ville [n° 350 (90-91)]** - (19 juin 1991) - **Art. 1er** (*égalité des droits entre les habitants des villes*) (p. 1847) : sur l'amendement n° 2 rectifié de la commission (supprimer l'expression « droit à la ville »), son sous-amendement n° 118 : appuyer le développement économique des villes sur une politique de relance industrielle nationale ; rejeté.

Suite de la discussion - (20 juin 1991) - **Art. 5** (*participation des habitants*) (p. 1861) : son amendement n° 119 : organisation de la concertation dans les communes ; devenu sans objet - **Après l'art. 5** (p. 1862) : se déclare opposé aux amendements n° 110, n° 111, n° 112 et n° 113 de M. André Diligent (prévoir des actions particulières pour la formation des jeunes, renforcer la protection des personnes et des biens, lutter pour l'intégration et contre l'immigration clandestine, développer des formations alternées et développer l'apprentissage) - **Après l'art. 8** (p. 1865) : se déclare opposée à l'amendement n° 10 de la commission (faire entrer la région d'Ile-de-France dans le droit commun en matière de schéma directeur) - **Art. 9 bis** (*modification de l'article L. 123-3 du code de l'urbanisme relatif à la procédure d'élaboration des POS*) : se déclare favorable à l'amendement n° 12 de la commission (ne pas accroître les pouvoirs du préfet) - **Art. 10** (*modification de l'article L. 123-3-2 du code de l'urbanisme relatif aux conditions de l'opposabilité du POS dans les communes non couvertes par un schéma directeur ou un schéma de secteur*) (p. 1866) : se déclare opposée à l'amendement n° 13 de la commission (limiter le contrôle a posteriori du préfet) - **Art. 12** (*modification de l'article L. 301-1 du code de la construction et de l'habitation relatif au plan d'aménagement des zones d'aménagement concerté*) : se déclare favorable à l'amendement n° 14 de la commission (garantir un équilibre entre le secteur locatif privé ou social et le secteur d'accession à la propriété) - **Art. 13** (*programme local de l'habitat PLH*) - *Art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation* (*définition du programme local de l'habitat*) (p. 1870) : son amendement n° 120 : laisser la liberté aux communes de s'engager dans un PLH ; rejeté - *Art. L. 302-2 du code de la construction et de l'habitation* (*élaboration du PLH*) (p. 1873) : se déclare opposée à l'amendement n° 20 de la commission (associer à l'établissement public de coopération intercommunale lors de l'élaboration du programme local de l'habitat toute personne morale utile) - *Art. L. 302-4* (*convention entre l'Etat et l'établissement public de coopération intercommunale*) (p. 1874) : ses amendements n° 122 : ne pas limiter l'aide de l'Etat aux seules communes ayant moins de 20 % de logements sociaux - et n° 121 : permettre aux communes d'établir de manière autonome leur propre programme ; rejetés - **Après l'art. L. 302-4** (p. 1875) : son amendement n° 123, tendant à insérer un article additionnel : préserver l'autonomie communale et faire bénéficier en priorité d'une aide financière les communes ayant déjà consacré un effort important au logement social ; rejeté - *Après l'art. L. 302-5* (p. 1900) : se déclare opposée à l'amendement n° 26 de la commission (transfert du droit de préemption à l'Etat) - *Art. L. 302-6* (*obligation de réaliser des logements locatifs sociaux*) : s'oppose à l'amendement n° 27 de la commission (report de la date d'application des dispositions de l'article L. 302-6) - (p. 1901) : se déclare opposée à l'amendement n° 28 de la commission (logements intermédiaires) - *Art. L. 302-8* (*actions foncières et acquisitions immobilières*) (p. 1903) : se déclare opposée à l'amendement n° 32 de la commission (adaptation des programmes locaux de l'habitat et des conventions existantes) - (p. 1904) : s'oppose aux amendements de la commission n° 176 et n° 177 de coordination et n° 33 (portée à cinq ans la durée minimale d'un programme local de l'habitat) - (p. 1914) : son amendement n° 125, soutenu par M. Robert Pagès : accélérer la construction de logements sociaux sans mettre en difficulté les constructeurs ; rejeté - *Art. L. 332-24* (*établissement, liquidation, recouvrement et restitution de la PDH*) (p. 1916) : son amendement n° 126, soutenu par M. Robert Pagès : participation à la diversité de l'habitat et contribution de l'Etat ; rejeté :- - *Après l'art. 332-27* (p. 1917) : son amendement n° 127, soutenu par M. Robert Pagès : concours financier de l'Etat à la diversification de l'habitat ; rejeté - **Art. 16** (*élaboration d'un programme de référence pour certaines actions d'aménagement*) - *Art. L. 300-5 du code de l'urbanisme* (p. 1919) : son amendement n° 128, soutenu par M. Robert Pagès : associer les habitants des quartiers rénovés aux décisions ; rejeté - **Après l'art. 16** (p. 1920) : son amendement n° 129, soutenu par M. Robert Pagès, et tendant à introduire un article additionnel : déplafonnement de l'aide de l'Etat à l'amélioration des logements locatifs sociaux et augmentation de son taux ; rejeté - **Art. 19** (*suppression des zones à urbaniser en priorité, ZUP*) - *Art. L. 123-11 du code de l'urbanisme* (p. 1926) : son amendement n° 130, soutenu par M. Robert Pagès : relogement des locataires dont les immeubles deviennent des immeubles de bureaux ; rejeté - **Après l'art. 19** (p. 1927) : son amendement n° 131, soutenu par M. Robert Pagès : programme d'amélioration de la vie quotidienne dans les grands ensembles ; rejeté - **Après l'art. 21** (p. 1932) : son amendement n° 132, soutenu par M. Robert Pagès : insérer un article additionnel sur les normes de salubrité et de sécurité ; adopté - **Art. 23** (*taxe spéciale d'équipement*) - *Art. 1607 bis du code général des impôts* (p. 1938) : ses amendements soutenus par M. Robert Pagès n° 133 : création d'une surtaxe spéciale d'équipement ; devenu sans objet - et n° 134 : lutter contre les loyers abusifs ; rejeté - **Art. 28** (*rétablissement des périmètres provisoires de zones d'aménagement différé, ZAD*) - *Art. L. 212-2-1, L. 212-2-2 et L. 213-5 du code de l'urbanisme* (p. 1942) : son amendement n° 135, soutenu par M. Robert Pagès : ne pas priver la commune de son droit de préemption ; rejeté - **Après l'art. 34** (p. 1952) : son amendement n° 137 soutenu par M. Robert Pagès et tendant à insérer un article additionnel : permettre aux maires des communes de disposer de moyens élargis d'attribution de logements sociaux ; rejeté.

Nouvelle lecture **[n° 432 (90-91)]** - (2 juillet 1991) - **Discussion générale** (p. 2338) : chômage, précarité, pauvreté, exclusion sociale, accroissement des inégalités, formation inadaptée et insuffisante, patrons, immigration clandestine - (p. 2339) : spéculation foncière - Spéculation immobilière - **Art. 8 bis** (*schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France*) (p. 2341) : se déclare opposée à l'amendement n° 5 de la commission (maintenir la compétence des élus) - **Art. 13** (*programme local de l'habitat*) - *Art. L. 302-5-1 du code de la construction et de l'habitation* (*champ d'application et effet de l'absence de programme local de l'habitat, PLH, dans les délais prescrits*) (p. 2345) : se déclare opposée à l'amendement n° 11 de la commission (droit de préemption) - *Art. L. 302-6* (*obligation de réaliser des logements locatifs sociaux*) : se déclare opposée aux amendements de la commission n° 12 (délais), n° 13 (introduire la notion de logements intermédiaires) et n° 14 (faire de la dotation financière un prélèvement et non une contribution) - *Art. L. 302-7* (*contribution financière*) (p. 2346) : se déclare opposée à l'amendement n° 15 de la commission (modulation en fonction de ce qui a déjà été réalisé dans les communes en matière d'habitat social) - *Art. L. 302-8* (*actions foncières et acquisitions immobilières*) (p. 2348) : s'oppose aux amendements n° 16, n° 17, n° 18 et n° 19 de la commission (modulation du fonds communal, délais) - **Art. 14** (*participation à la diversité de l'habitat*) - *Art. L. 332-17* (*définition et calcul de la participation à la diversité de l'habitat, PDH*) (p. 2350) : se déclare opposée aux amendements de la commission n° 20 (permettre la diversification des usages de la contribution financière) et n° 22 de la commission (limiter à 10 % le taux maximum de la participation à la diversité de l'habitat, PDH) - *Art. 332-18* (*liste des opérations exclues du champ d'application de la participation à la diversité de l'habitat, PDH*) : se déclare opposée à l'amendement n° 23 de la commission (exonérer les constructions édifiées par des syndicats ou des associations professionnelles) - **Art. 21 bis** (*respect des normes de salubrité et de sécurité*) (p. 2356) : son amendement n° 51 : locaux insalubres ; retiré - **Art. 31** (*organisation des transports dans la région d'Ile-de- France*) -*Art. L. 263-4 du code des communes* (*taux du versement de transport*) (p. 2359) : se déclare opposée à l'amendement de suppression n° 45 de la commission - **Explication de vote**

sur l'ensemble (p. 2365) : le groupe communiste votera contre le projet de loi amendé par le Sénat.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Discussion des articles de la première partie :

(20 novembre 1991) - **Après l'art. 2** (p. 3908) : soutient les amendements n° I-112 (augmentation de la réduction d'impôt au titre des dépenses entraînées par l'hébergement d'une personne âgée), n° I-113, n° I-114, n° I-115 et n° I-116 de M. Robert Vizet (réintégration dans la définition du revenu imposable des réductions d'impôt accordées à divers titres : dépenses afférentes à l'habitation principale, aide à domicile, hébergement en établissements de long séjour, frais de garde des jeunes enfants et cotisations versées aux organisations syndicales) - **Art. 7** (*pérennisation des mesures d'allègement de la taxe d'habitation*) (p. 3913) : soutient l'amendement n° I-117 de M. Robert Vizet (abaissement du seuil de plafonnement de la taxe d'habitation par rapport au revenu imposable).

Deuxième partie :

Economie, finances et budget - Commerce extérieur - (29 novembre 1991) (p. 4525) : affaiblissement des capacités productives de la France : disparition d'exploitations agricoles ; effondrement de régions industrielles - Sacrifice de l'investissement industriel aux exportations de capitaux - Chômage - Absence d'effet de la diminution des charges sur la compétitivité des entreprises - (p. 4526) : conséquences de la réunification de l'Allemagne - Négociations du GATT - Accord entre la CEE et le Japon sur les importations automobiles - Chantiers navals - Vote du groupe communiste contre ce projet de budget.

Services généraux et fonction publique - (1er décembre 1991) (p. 4600, 4602) : pouvoir d'achat des fonctionnaires - Délocalisations - Déstructuration des administrations - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de budget.

Conseil économique et social - (1er décembre 1991) - Rapporteur spécial - (p. 4610, 4611) : activités du Conseil économique et social - Crédits pour 1992 - Actions de communication - Rapport annuel d'activité - Achat d'équipements - Dépenses de fonctionnement - Travaux d'extension et d'entretien.

Budget annexe des Journaux officiels - (1er décembre 1991) - Rapporteur spécial - (p. 4613) : crédits pour 1992 - Excédent d'exploitation - Tarifs - Banques de données - Modernisation - Suppression d'emplois - (p. 4614) : Centre national d'informatique juridique, CNIJ - Accepte ce projet de budget.

Intérieur - (2 décembre 1991) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4659) : femmes fonctionnaires de police - (p. 4660) : crèches - Aménagement d'horaires - Pensions de reversion.

FOURCADE (Jean-Pierre), sénateur des Hauts-de-Seine (UREI).

NOMINATIONS

– Président de la commission des affaires sociales.

– Membre ès qualités de la Commission nationale de l'équipement sanitaire.

– Est nommé membre de la commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme hospitalière (7 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (24 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'agence du médicament et à la maîtrise négociée des dépenses de médicaments remboursables (10 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (17 décembre 1991).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suie d'une mission effectuée du 17 au 21 février 1991 par une délégation chargée d'étudier le logement social en Allemagne [n° **393 (90-91)**] (18 juin 1991) - **Logement.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 26 au 31 mai 1991 par une délégation chargée d'étudier les problèmes de l'emploi, du revenu minimum d'insertion, de la formation professionnelle et de l'aide sociale à la Réunion [n° **457 (90-91)**] (5 juillet 1991) - **Réunion.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° **72 (91-92)**] de M. Claude Prouvoyeur et plusieurs de ses collègues, tendant à accorder le bénéfice d'une retraite anticipée aux anciens combattants d'Afrique du Nord [n° **80 (91-92)**] (13 novembre 1991) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 18 octobre 1991) (p. 2988) - Ministère : Santé - *Situation des infirmières* - **Infirmiers et infirmières** .

Questions orales avec débat :

n° **11** (*JO* Débats du 24 mai 1991) (p. 1040) - Ministère : Intérieur - *Interprétation de la loi du 13 mai 1991 instituant une dotation de solidarité urbaine* - (Réponse : *JO* Débats du 11 juin 1991) (p. 1494) - **Dotation globale de fonctionnement (DGF).**

n° **33** (*JO* Débats du 3 octobre 1991) (p. 2562) - Ministère : Départements et territoires d'outre-mer - *Suites à donner aux conclusions du rapport d'information fait au nom de la commission des affaires sociales sur une mission effectuée à la Réunion* - (Réponse : *JO* Débats du 25 octobre 1991) (p. 3196) - **Départements et territoires d'outre-mer.**

Questions orales sans débat :

n° **341** (*JO* Débats du 3 octobre 1991) - Ministère : Santé - *Annulation des diplômes d'infirmiers obtenus à Besançon à la session de juin* - (Retirée ; novembre 1991) - **Infirmiers et infirmières.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes** [n° **242 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (3 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 258) : inégalités entre les communes - Dotation globale de fonctionnement, DGF - Dotation de solidarité urbaine - Potentiel fiscal - Données chiffrées - Mécanisme de garantie - Fonds de solidarité d'Ile-de-France - (p. 259) : insuffisance des versements aux communes rurales - Modification des critères d'attribution de la DGF - Utilisation du volume de la garantie - Report de l'examen du fonds de solidarité d'Ile-de-France - Relations financières entre l'Etat et les collectivités locales - Alourdissement des prélèvements fiscaux - Concurrence européenne - **Art. 1er B** (*suppression de la*

fraction de la prise en compte des résidences secondaires pour le calcul de la dotation de péréquation répartie en fonction du revenu) (p. 281) : se déclare favorable aux amendements identiques de suppression n° 63 de la commission, n° 21 de la commission des lois saisie pour avis et n° 50 de la commission des affaires économiques saisie pour avis.

Suite de la discussion - (4 avril 1991) - **Art. 4** (*réduction différenciée de la garantie minimale de progression*) (p. 314) : se déclare favorable à l'amendement n° 76 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 7** (*fonds de solidarité des communes de la région d'Ile- de-France*) (p. 322) : potentiel fiscal - Equipements - (p. 323) : contrat régional - Equipement de quartiers en difficulté - Potentiel fiscal - **Après l'art. 7 bis** (p. 332) : son amendement n° 135 : modification du taux de la taxe professionnelle ; adopté.

- Projet de loi relatif à la pharmacie d'officine [n° 233 (90-91)] - (9 avril 1991) - **Art. 2** (*transferts d'officine*) (p. 398) : se déclare opposé à l'amendement n° 10 de M. Franck Sérusclat (établissement d'une carte de desserte pharmaceutique) - Harmonisation européenne - Danger de l'instauration d'une carte de desserte pharmaceutique.

- Projet de loi modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre et relatif à l'Institution nationale des invalides [n° 270 (90-91)] - (29 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 780) : Institution nationale des invalides - Etablissement public - Prérogatives du Président de la République - Conseil d'administration - Directeur du budget - **Art. 2** (*organisation administrative de l'Institution nationale des invalides*) - *Art. L. 529 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre* (*missions de l'Institution*) (p. 783) : intervient à propos de l'amendement n° 2 de la commission (accès du centre des pensionnaires aux grands invalides) - *Art. L. 530* (*composition du conseil d'administration*) (p. 784, 785) : sur l'amendement n° 5 de la commission (nomination du président du conseil d'administration), intervient à propos du sous-amendement n° 18 du Gouvernement.

- Projet de loi portant diverses mesures de soutien au bénévolat dans les associations [n° 291 (90-91)] - (6 mai 1991) - **Discussion générale** (p. 857) : inconvénients de ce projet de loi - Cas des non-salariés - Indemnisation des salariés - (p. 858) : incidences sur l'économie française - Taxe sur les salaires - Cas des petites entreprises - Obligations des associations.

- Projet de loi portant réforme hospitalière [n° 309 (90-91)] - (4 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1242) : avis du Conseil économique et social - Organisation sanitaire - Maîtrise des dépenses de santé - Tarification - Querelle « privé-public » - Excédent du nombre de lits hospitaliers - Schéma d'organisation sanitaire - Comités d'organisation sanitaire et sociale - Régime d'autorisations - Procédure budgétaire - Départementalisation - Malaise des personnels - Contrats entre l'Etat et les établissements - (p. 1243) : protection du secteur privé - Statut des hôpitaux publics - Référence aux modèles étrangers - Formation des praticiens hospitaliers à la gestion des établissements - Amendements destinés à améliorer le texte.

Suite de la discussion - (5 juin 1991) - **Art. 1er A** (*principes fondamentaux : droits du malade, évaluation et analyse de l'activité hospitalière*) (p. 1291) : évaluation médicale - Maîtrise des dépenses de santé - Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale - Sur l'amendement n° 1 de la commission (introduction de dispositions relatives aux droits du malade et à l'évaluation hospitalière), demande le retrait du sous-amendement n° 308 du Gouvernement (rôle de l'Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale dans le domaine hospitalier) - **Art. 1er** (*missions et obligations des établissements de santé*) - *Art. L. 711-4 du code de la santé publique* (*missions du service public hospitalier*) (p. 1320) : rédaction du projet de loi - Ordonnance du 30 décembre 1958 - Missions du service public hospitalier - (p. 1321) : missions d'enseignement, de recherche, de formation et d'urgence du service public hospitalier - Médecine préventive - (p. 1322) : rédaction des amendements - *Art. L. 711-7* (*catégories d'établissements publics de santé*) (p. 1328) : centres hospitaliers - Centres hospitaliers régionaux et universitaires - Hôpitaux locaux - (p. 1329) : soins de proximité - *Art. L. 711-8* (*participation au service d'aide médicale urgente*) (p. 1331) : domaine réglementaire - Missions du SAMU - (p. 1332) : ambulanciers, pompiers et hôpitaux publics.

Suite de la discussion - (6 juin 1991) - **Art. 3** (*organisation et équipement sanitaires*) (p. 1343) : demande le rejet de l'amendement de suppression n° 244 de M. Paul Souffrin - *Art. L. 712-1* (*objet et révision de la carte sanitaire et des schémas d'organisation sanitaire*) (p. 1346) : communication des rapports de l'IGAS à la commission des affaires sociales - *Art. L. 712-2* (*contenu de la carte sanitaire*) (p. 1350) : réforme des structures hospitalières - Planification - Alternatives à l'hospitalisation - Chirurgie ambulatoire - Maîtrise des dépenses - *Art. L. 712-4* (*contrats pluriannuels pour la réalisation des objectifs retenus par le schéma d'organisation sanitaire*) (p. 1353) : initiative du Gouvernement - Notion de contrat.

Suite de la discussion - (7 juin 1991) - **Art. 10** (*codification et dispositions propres aux établissements de santé privés assurant l'exécution du service public hospitalier ou associés à son fonctionnement*) - *Art. L. 715-6* (*obligations des établissements de santé privés à but non lucratif admis à participer à l'exécution du service public hospitalier*) (p. 1441) : secteur public - Secteur privé à but non lucratif - Interventionnisme administratif - Demande l'adoption de l'amendement n° 135 de la commission (renvoi au pouvoir réglementaire pour la détermination des obligations que doivent respecter les établissements afin de participer au service public) - **Art. 12** (*expérimentations et dispositions diverses*) - *Art. L. 716-2* (*expériences relatives au budget et à la tarification*) (p. 1447) : gestion hospitalière - Importance des expérimentations - **Art. 14** (*codification et modifications des articles maintenus de la loi du 31 décembre 1970*) (p. 1451) : nécessité d'un projet de loi relatif aux problèmes de la dépendance - Personnes âgées et allocation aux adultes handicapés - (p. 1452) : financement de la dépendance des personnes âgées - Préoccupation des pays étrangers sur les conséquences du vieillissement - **Art. 18** (*dotation globale des établissements publics de santé et des établissements privés à but non lucratif participant au service public hospitalier*) (p. 1455) : dotation globale - Taux directeur - Rigidité des structures administratives - Maîtrise des dépenses de santé - Gestion des hôpitaux - (p. 1456) : dotation globale et activité constatée - **Art. 24** (*maintien d'unités d'obstétrique dans les hôpitaux locaux*) (p. 1463) : publication du décret précisant les conditions de fermeture des maternités - Nécessité d'une circulaire - **Art. 25** (*dispositions transitoires applicables aux services gérés par des établissements publics de santé et ne répondant pas à la mission du service public hospitalier*) - En remplacement de M. Claude Huriet, rapporteur (p. 1475) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 276 de M. Paul Souffrin et accepte l'amendement n° 203 de M. Guy Penne (diminution de la période transitoire) - **Après l'art. 25** : accepte l'amendement n° 178 de M. Jean Delaneau (dispositifs visant à faciliter les actions de conversion ou de regroupement des centres hospitaliers généraux) - **Art. 25 bis** (*évaluation des évolutions de l'organisation des soins et du fonctionnement médical des établissements*) (p. 1476) : son amendement rédactionnel n° 156 ; adopté - **Art. 25 ter** (*délibération obligatoire des conseils d'administration sur la création des unités fonctionnelles*) : son amendement de suppression n° 157 ; adopté - **Art. 26 bis** (*report de la suppression du « consultanat » au 30 septembre 1993*) (p. 1477) ; son amendement de suppression n° 158 ; adopté - **Art. 28** (*coordination avec la loi du 5 juin 1975 relative aux institutions sanitaires et sociales*) : son amendement de coordination n° 326 ; adopté - **Sur l'ensemble** (p. 1478, 1479) : remerciements - Principaux points d'accord : droits du malade - Activités des établissements de santé - Service public hospitalier - Schéma d'organisation sanitaire - Régime des autorisations - Planification - Conférences sanitaires - Statut des établissements publics de santé - Consultanat - Dotation globale - Structures alternatives à l'hospitalisation - Principaux points de désaccord : rôle des centres hospitaliers universitaires - Déconcentration - Définition des activités de soins - Contrats et projets d'établissement - Automaticité des

demandes d'autorisation - Durée d'autorisation et moyens en personnels - Allègement de la procédure budgétaire - Organisation médicale interne des établissements - Souhait d'accord en commission mixte paritaire.

– **Question orale avec débat : interprétation de la loi instituant une dotation de solidarité urbaine** - (10 juin 1991) (p. 1494) : saisine du Conseil constitutionnel - Conséquences financières de la loi du 13 mai 1991 - (p. 1495) : dotation globale de fonctionnement, DGF : exemples de Paris, Vincennes et Saint-Cloud - Décision du Conseil constitutionnel - Décrets d'application de la loi - (p. 1496) : régularisation - Réduction de la DGF - Exemple de Saint-Cloud - Comité des finances locales - Décrets d'application.

– **Proposition de loi relative à la prorogation des mandats des membres du conseil de l'Ordre des médecins et du conseil de l'Ordre des sages-femmes** [n° **368 (90-91)**] - (10 juin 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1499) : prorogation du mandat et réforme des conseils de l'Ordre.

– **Projet de loi modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et relatif à l'Institution nationale des invalides** - *Deuxième lecture* [n° **369 (90-91)**] - (24 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1993, 1994) : réforme hospitalière - Institution nationale des invalides - Conseil d'administration.

– **Conclusions du rapport** de M. Franck Sérusclat, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la **proposition de loi** (n° 261, 90-91) de M. Michel Dreyfus-Schmidt tendant à ouvrir de nouvelles possibilités de recours aux victimes de certains accidents du travail [n° **371 (90-91)**] - (24 juin 1991) - **Renvoi en commission** (p. 1997) : s'oppose à la motion n° 2 tendant au renvoi à la commission - Rôle du Parlement.

– **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° **362 (90-91)**] - (24 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2007) : dépenses de santé - Démographie médicale - Réforme hospitalière - (p. 2008) : hébergement social et sanitaire - Protection sociale - Pays industrialisés - Tiers payant - Certificat d'hébergement - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2026) : demande l'adoption de la motion n° 4 de la commission tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité aux dispositions du titre I^er^ (articles 1^er^ à 7) - Système conventionnel - Comité professionnel - Constitutionnalité - **Art. 9** (*conditions d'attribution des allocations familiales*) (p. 2029) : accepte l'amendement n° 20 de M. François Louisy (dispositif spécifique aux départements d'outre-mer) - **Après l'art. 16** (p. 2039) : accepte les amendements identiques, n° 5 de M. Marcel Rudloff, n° 7 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 17 de M. Charles Lederman, n° 19 de M. Jean Chamant et n° 28 de M. Etienne Dailly (abrogation de l'article 9 de la loi du 31 décembre 1990 d'actualisation des dispositions relatives à l'exercice des professions commerciales ou artisanales) - (p. 2042) : intervient sur les amendements du Gouvernement n° 2 (cas des détenus placés en semi-liberté exerçant une activité professionnelle) et n° 3 (cas des commerçants et artisans condamnés pour incitation au non-paiement des cotisations d'assurance vieillesse) - Procédure parlementaire.

– **Projet de loi portant réforme hospitalière** - *Nouvelle lecture* [n° **409 (90-91)**] - (28 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2268) : consultations préalables - Inconsistance du texte - Rejet des améliorations proposées par le Sénat - Décrets d'application - Secteur public et secteur privé - Evaluation des coûts - (p. 2269) : opposition des conceptions entre le Sénat et l'Assemblée nationale - **Question préalable** (p. 2271) : soutient la motion n° 1 de la commission tendant à opposer la question préalable - Echec de la commission mixte paritaire - Procédure du vote à l'Assemblée nationale - Logique du Gouvernement - Frein au développement des établissements privés - Effets néfastes de la procédure de l'urgence.

– **Projet de loi d'orientation pour la ville** - *Nouvelle lecture* [n° **432 (90-91)**] - (2 juillet 1991) - **Art. 13** (*programme local de l'habitat*) - *Art. L. 302-6 du code de la construction et de l'habitation* (*obligation de réaliser des logements locatifs sociaux*) (p. 2345) : se déclare favorable à l'amendement n° 13 de la commission (introduire la notion de logements intermédiaires) - *Art. L. 302-8* (*actions foncières et acquisitions immobilières*) (p. 2347) : condamne l'attitude du Gouvernement et voit dans cette contribution solidaire une véritable atteinte aux libertés locales - **Art. 29** (*extension du champs d'application des zones d'aménagement différé, ZAD*) - *Art. L. 211-1, L. 211-3, L. 212-1, L. 213-2, L. 213-17 du code de l'urbanisme* (*zone d'aménagement différé, ZAD*) (p. 2360) : soutient l'amendement de suppression n° 44 de la commission - **Art. 31 ter** (*répartition équilibrée des familles non européennes*) (p. 2362) : se déclare favorable à l'amendement n° 50 de la commission (diversification de la population dans les habitations à loyer modéré, HLM) - Réussir l'intégration.

– **Projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transcription de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail** [n° **288 (90-91)**] - (8 octobre 1991) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2693) : adaptation d'une directive européenne au droit français - Absence de violation de la Constitution - S'oppose à la motion n° 35 de Mme Hélène Luc tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

– **Question orale avec débat : mission effectuée à la Réunion** - (24 octobre 1991) (p. 3196, 3197) : emploi - Jeunesse - Revenu minimum d'insertion, RMI - Contrats emploi-solidarité - Formation - Fiscalité - (p. 3198) : allocations familiales - Fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire, FASSO - Salaire minimum interprofessionnel de croissance, SMIC - (p. 3203) : rapport entre le Gouvernement et le Parlement - Emploi - Situation économique - Développement social.

– **Rappel au règlement, de M. Claude Huriet** - (28 octobre 1991) (p. 3248) : constitution d'une mission d'information chargée d'examiner les aspects juridiques et financiers de l'indemnisation des transfusés contaminés par le virus du SIDA.

– **Projet de loi relatif à l'Agence du médicament et à la régulation des dépenses de médicaments prises en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie** [n° **9 (91-92)**] - (28 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3254) : régime de protection sociale - Prix des médicaments - Industrie pharmaceutique - Caisses d'assurance maladie - Consommation de médicaments - (p. 3255) : compétition européenne - Transfusions sanguines - Accord entre les partenaires sociaux et l'Etat - Examen de ce texte - Prix des médicaments - (p. 3256) : surconsommation médicale - **Art. 1^er^** (*Agence du médicament*) (p. 3271) : industrie pharmaceutique - Caisses d'assurance maladie - Contraception orale - *Art. L. 567-3 du code de la santé publique* (*conseil d'administration et direction générale*) (p. 3279) : intervient à propos de l'amendement n° 6 de la commission (composition du conseil d'administration) - **Art. 2** (*haut comité du médicament ; détermination des objectifs d'évolution des dépenses ; régime des prix et sanctions*) (p. 3290) : intervient à propos de l'amendement n° 19 de la commission (inscription des médicaments sur la liste des produits remboursables) - *Avant l'art. L. 162-18 du code de la sécurité sociale* (p. 3291) : intervient à propos de l'amendement n° 78 de M. Claude Estier (inscription des médicaments sur la liste des produits remboursables).

Suite de la discussion - (29 octobre 1991) - **Sur l'ensemble** (p. 3339) : centralisation de la décision - Propositions de la commission.

– **Projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi** [n° **4 (91-92)**] - (5 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3468) : accord interprofessionnel du 3 juillet 1991 - Agence nationale pour l'emploi, ANPE - Travail à domicile et embauche de jeunes sans qualification - Formation initiale - Apprentissage - Salaire direct et indirect.

– **Conclusions du rapport de M. Guy Robert**, fait au nom de la commission des affaires sociales, **sur la proposition de loi** (n° 379 rectifié, 90-91) **de M. Marcel Rudloff tendant à abroger l'article 9 de la loi n° 90-1260 du 31 décembre 1990 afin de rétablir les droits acquis des travailleurs non salariés non agricoles en matière d'assurance maladie** [n° **69 (91-92)**] - (18 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3796) : illégalité

des décrets de 1985 - Coût de la proposition de loi - Souhaite que le Sénat adopte cette proposition de loi.

- Conclusions du rapport de M. Jean-Pierre Fourcade, fait au nom de la commission des affaires sociales **sur la proposition de loi** (n° 72, 91-92) **de M. Claude Prouvoyeur** et de plusieurs de ses collègues, **tendant à accorder le bénéfice d'une retraite anticipée aux anciens combattants d'Afrique du Nord** [n° **80 (91-92)**] - (18 novembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3797) : retraite anticipée de certaines catégories d'anciens combattants d'Afrique du Nord - Gage - Marché de l'emploi.

- Projet de loi de finances pour 1992 [n° **91 (91-92)**].

Discussion générale :

(19 novembre 1991) (p. 3849) : dépenses sociales - Transfusion sanguine - Revenu minimum d'insertion, RMI - Budget du ministère du travail - Emploi - Education nationale - BAPSA - Retraites - Cotisations sociales - Demande le rejet du projet de budget pour 1992.

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (22 novembre 1991) - **Avant l'art. 39** (p. 4040) : collectif budgétaire - Entreprises nationales - Privatisations - Se déclare favorable à l'amendement n° I-93 de la commission (prorogation du délai fixé à l'article 4 de la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social) - **Seconde délibération - Art. 32 bis A** (p. 4070) : suppression de la rétroactivité - **Explication de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 4086) : fonds de compensation pour la TVA - Ne participera pas au vote.

Deuxième partie :

Affaires sociales et intégration - Economie sociale - (25 novembre 1991) (p. 4244) : avis budgétaire adopté par la commission des affaires sociales - (p. 4258) : maîtrise des dépenses de santé - Politique d'intégration - Financement des prestations sociales - (p. 4259) : avec la majorité de la commission des affaires sociales, repoussera l'ensemble des crédits du ministère des affaires sociales et de l'intégration - (p. 4279) : loi hospitalière.

Anciens combattants - (3 décembre 1991) (p. 4697) : proposition de loi sénatoriale instaurant un système de préretraite pour certaines catégories d'anciens combattants d'Afrique du Nord - **Examen des crédits - Art. 84 ter** (*création d'un fonds de solidarité en faveur des anciens combattants d'Afrique du Nord, en situation de chômage de longue durée, âgés de plus de 57 ans*) (p. 4716, 4717) : demandera au Sénat d'adopter l'article 84 ter, si le Gouvernement apporte toutes les assurances sur la commission chargée de déterminer les modalités d'attribution des aides ainsi que sur les conditions de financement et d'indemnisation des chômeurs de longue durée de plus de 57 ans.

Articles non rattachés :

(8 décembre 1991) - **Art. 83 bis** (*possibilité pour les conseils généraux d'exonérer de taxe foncière sur les propriétés non bâties les jeunes agriculteurs*) (p. 5080) : intervient à propos de l'amendement n° II-166 du Gouvernement (nouvelle rédaction de cet article).

- Projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transcription de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail - *Deuxième lecture* [n° **102 (91-92)**] - (9 décembre 1991) - **Art. 1er** (p. 5136) : intervient à propos de l'amendement n° 2 de la commission (obligation pour les travailleurs de concourir à la demande de l'employeur ou des autorités compétentes au rétablissement de la sécurité) - **Art. 8 bis** (*intervention de l'inspecteur du travail en cas de danger grave et imminent sur le chantier du secteur du bâtiment et des travaux publics*) (p. 5137) : son amendement n° 3 : arrêt temporaire des travaux ; adopté - (p. 5138) : son amendement n° 4 : entrée en vigueur de cet article ; adopté.

- Projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service - *Deuxième lecture* [n° **100 (91-92)**] - (9 décembre 1991) - **Seconde délibération** (p. 5149) : prise en charge par les collectivités locales des indemnités journalières - Participation de l'Etat - Accepte la seconde délibération mais souhaite que le Gouvernement tienne compte de sa demande - **Art. 7 bis** (p. 5150) : sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (rétablissement de l'article 7 bis tel qu'il a été adopté par l'Assemblée nationale en première lecture), son sous-amendement n° 2 ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

- Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° **162 (91-92)**] - (16 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5392) : dispositions disparates du projet de loi - RMI - Régime des retraites - (p. 5393) : prévention et dépistage du Sida - Indemnisation des transfusés - Responsabilités - Mission d'information - (p. 5394) : centralisation - (p. 5396) : amendements du Gouvernement - **Rappel au règlement** (p. 5401) : conteste la modification de l'ordre du jour et proteste contre le morcellement des textes pour le passage en séance publique - **Art. 5** (*pérennisation du régime local d'assurance maladie applicable dans les départements d'Alsace et de Moselle*) (p. 5404) : régime local d'Alsace-Moselle - **Après l'art. 15 bis** (p. 5418) : cotisations indûment perçues par la caisse d'assurance maladie des travailleurs non salariés - **Art. 20 ter** (*prorogation de la suspension des poursuites liées au surendettement de certains rapatriés*) (p. 5424) : déplore l'utilisation par le Gouvernement de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution et le recours au vote bloqué - (p. 5425) : importance de la commission mixte paritaire - Demande le rejet de l'article 20 ter - (p. 5429) : demande l'adoption de l'amendement n° 61 de M. Albert Vecten (précision relative au principe de la libre administration des collectivités territoriales en ce qui concerne la fixation des régimes indemnitaires des fonctionnaires territoriaux) - **Avant l'art. 21** (p. 5437) : dépistage systématique - Famille.

Suite de la discussion - (17 décembre 1991) - **Sur l'ensemble** (p. 5463, 5464) : commission mixte paritaire - Projet de loi relatif à l'agence du médicament - Amendements - Rôle du Parlement - Rapport entre le Gouvernement et le Parlement.

- Projet de loi modifiant et complétant les dispositions du code rural et de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relatives aux cotisations sociales agricoles et créant un régime de préretraite agricole [n° **182 (91-92)**] - (18 décembre 1991) - **Demande de vote unique** (p. 5566, 5567) : en raison de la demande du Gouvernement d'un vote unique sur l'article 1er ainsi que sur les articles additionnels avant ou après l'article 1er, annonce le retrait de tous les amendements de la commission des affaires sociales - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5573) : regrette la procédure suivie par le Gouvernement pour l'examen de ce projet de loi - Souhaite un accord en CMP - Demande l'adoption de ce texte.

- Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social - *Nouvelle lecture* [n° **214 (91-92)**] - (20 décembre 1991) - **Après l'art. 9** (p. 5707) : se déclare favorable à l'exposé des motifs de l'amendement n° 20 du Gouvernement (modification de la loi du 31 juillet 1991 en intégrant dans l'objectif annuel la chirurgie ambulatoire et l'hospitalisation de jour) - Nécessité de modifier ce texte dans l'avenir - **Art. 9 bis** (*contribution exceptionnelle des établissements de vente en gros de spécialités pharmaceutiques et règles applicables aux remises et ristournes qu'ils accordent aux officines*) (p. 5708) : demande l'adoption de l'amendement de suppression n° 7 de la commission - Perspectives de l'assurance maladie en 1992 - (p. 5709) : projet de loi relatif à l'agence du médicament - Rôle du Parlement - **Art. 11 bis A** (*principe d'un numerus clausus applicable aux professionnels du transport sanitaire*) (p. 5711) : accord signé avec les organisations représentatives de la profession - Retire l'amendement de suppression n° 8 - **Art. 20 quindecies** (*dépistage obligatoire de l'infection par le virus du Sida*) (p. 5714) : rôle du Parlement - Conseil national du Sida - Importance du dépistage systématique - (p. 5715) : indemnisation des victimes contaminées - Nécessité de prendre rapidement des mesures efficaces - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5720) : divergences entre l'Assemblée nationale et le Sénat - Prévention du Sida et développement de la

recherche - (p. 5721) : indemnisation - Lutte pour le recul de l'épidémie.

– **Projet de loi modifiant et complétant les dispositions du code rural et de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relatives aux cotisations sociales agricoles** - *Nouvelle lecture* [n° **228 (91-92)**] - (21 décembre 1991) - **Question préalable** (p. 5746) : soutient la motion n° 1 de la commission tendant à opposer la question préalable - Procédure du vote bloqué - Etalement de la réforme.

FRANÇOIS (Philippe), sénateur de Seine-et-Marne (RPR).

NOMINATIONS

– Vice-Président de la commission des affaires économiques.

– Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

Membre titulaire du conseil d'administration de la commission consultative pour la production de carburants de substitution.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code des postes et des télécommunications et la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications (26 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs (11 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la protection des consommateurs (12 décembre 1991).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques sur le projet de loi [n° **477 (90-91)**] modifiant le code forestier [n° **61 (91-92)**] (30 octobre 1991) - **Forêts.**

Proposition de résolution, déposée avec M. Serge Vinçon et les membres du groupe du RPR et apparentés, tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions d'utilisation des moyens destinés à la reconstruction de la Guadeloupe après le cyclone Hugo [n° **104 (91-92)**] (22 novembre 1991) - **Commissions d'enquête ou de contrôle.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif aux sociétés anonymes de crédit immobilier** [n° **215 (90-91)**] - (16 avril 1991) - **Art. 1er** (*élargissement de l'objet des sociétés anonymes de crédit immobilier*) (p. 480, 481) : secteur du bâtiment.

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République** [n° **269 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (12 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1565, 1566) : coopération intercommunale - Attachement aux structures existantes - Défense des principes de liberté des communes et de solidarité.

Suite de la discussion - (3 juillet 1991) - **Art. 57** (*régime fiscal des communautés de villes*) (p. 2463) : sur l'amendement n° 251 de la commission pour avis (taxe professionnelle de zone), son sous-amendement n° 287 ; adopté.

– **Projet de loi renforçant la protection des consommateurs** [n° **304 (90-91)**] - (15 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2871) : protection des consommateurs - Notion d'abus de faiblesse et de situation d'urgence - Champ d'application du projet de loi - « Surréglementation juridique » - Clauses abusives - (p. 2872) : action en représentation conjointe des associations de consommateurs - Publicité comparative - Soutiendra les amendements de la commission des affaires économiques.

– **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux** [n° **346 (90-91)**] - (16 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2916, 2917) : eau et agriculture - Irrigation - Zones humides - Responsabilité de la politique agricole commune, PAC, sur la pollution de l'eau et le gaspillage de la ressource.

Suite de la discussion - (17 octobre 1991) - **Art. 4** (*prescriptions spéciales*) (p. 2964) : son amendement n° 1, soutenu par M. François Gerbaud : extension du champ d'application de l'article aux zones humides ; retiré au profit de l'amendement sur le même objet n° 20 de la commission - **Art. 5** (*régime de déclaration ou d'autorisation des installations et ouvrages*) (p. 2967) : ses amendements, soutenus par M. François Gerbaud, n° 2 : avis des autres ministres concernés ; retiré ; et n° 3 : prise en compte de l'impact sur le milieu aquatique ; devenu sans objet - **Art. 6** (*moyens de mesures ou d'évaluation - contrôles techniques*) (p. 2971) : son amendement de coordination n° 4, soutenu par M. François Gerbaud ; adopté - **Art. 7** (*périmètres de protection - facturation de l'eau*) (p. 2972) : son amendement n° 5, soutenu par M. François Gerbaud : dispense de création d'un périmètre de protection dans le cas d'un captage d'eau potable bénéficiant d'une protection naturelle efficace démontrée ; rejeté - **Art. 8** (*débits affectés*) (p. 2975) : son amendement n° 6, soutenu par M. François Gerbaud : indemnisation des servitudes ; retiré - **Art. 9** (*plans de surfaces submersibles*) (p. 2976) : son amendement n° 7, soutenu par M. François Gerbaud : règles d'indemnisation des préjudices découlant des servitudes d'utilité publique ; rejeté - **Après l'art. 11** (p. 3001) : sur l'amendement n° 34 de la commission (habilitation des gardes-champêtres et des gardes-rivières), son sous-amendement n° 8, soutenu par M. Alain Pluchet : extension aux gardes des parcs nationaux, des parcs naturels régionaux et des réserves naturelles ; adopté - **Art. 12** (*droit d'accès aux installations - Transmission de procès-verbaux*) (p. 3003) : son amendement n° 9, soutenu par M. Alain Pluchet : droit de visite des agents de l'administration : organisation du contrôle juridictionnel ; devenu sans objet - **Après l'art. 16** (p. 3007) : sur l'amendement n° 43 de la commission (possibilité pour le tribunal d'ordonner des mesures de publicité des jugements), son sous-amendement n° 12, soutenu par M. Alain Pluchet ; adopté - **Art. 17** (*sanctions administratives*) : son amendement rédactionnel n° 13, soutenu par M. Alain Pluchet ; adopté - **Art. 20** (*extension de l'utilisation de la taxe départementale des espaces naturels sensibles*) (p. 3011) : son amendement de suppression n° 14, soutenu par M. Alain Pluchet ; devenu sans objet - **Art. 30** (*abrogations*) (p. 3028) : son amendement n° 15, soutenu par M. Alain Pluchet : complément à la liste d'abrogations ; retiré.

– **Projet de loi modifiant le code forestier** [n° **477 (90-91)**] - (5 novembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3439, 3440) : prévention des incendies de forêts - Politique d'aménagement de l'espace rural - Bilan des incendies de forêts - Zones à risque - Débroussaillement - Urbanisme sauvage - Décrets d'application - Avis favorable de la commission des affaires économiques sur ce projet de loi - **Art. 1er** (*définition du débroussaillement*) (p. 3443) : son amendement n° 1 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 5** (*extension des obligations de débroussaillement*) (p. 3444) : son amendement n° 2 : 1°) nouvelle rédaction ; adopté ; 2°) possibilité pour le maire d'instituer une obligation de débroussaillement sur une largeur de cinquante mètres à l'extérieur des bois et forêts ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 10 de M. Louis Minetti - **Art. 6** (*exécution des travaux de débroussaillement sur les fonds voisins de la propriété concernée*) (p. 3445) : son amendement n° 3 : cas où le périmètre de débroussaillement comprend plusieurs fonds ; adopté - **Art. 7** (*accès aux propriétés privées*) : son amendement n° 4 : information individuelle des propriétaires et affichage en mairie ; adopté - **Art. 10** (*autorisation du brûlage dirigé*) (p. 3446) : son amendement n° 5 : information préalable des proprié-

taires sur les fonds desquels auront lieu les opérations de brûlage dirigé ; adopté - **Avant l'art. 12** : son amendement n° 6 : abaissement du taux de TVA applicable aux travaux de débroussaillement ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 12** (*rapport d'évaluation*) (p. 3447) : ses amendements, n° 7 : rapport annuel du Gouvernement devant le Parlement sur l'ensemble des moyens consacrés à la prévention et à la lutte contre les incendies de forêts, ainsi qu'à la reconstitution des espaces incendiés ; et n° 8 : dépôt devant le Parlement d'un rapport d'évaluation de la mise en oeuvre du présent projet de loi par le Gouvernement à l'issue d'un délai de trois ans ; adoptés - (p. 3448) : accepte l'amendement n° 14 de M. Louis Minetti (remplacement des mots « collectivités publiques » par les mots « Etat et collectivités territoriales »).

– **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 83-636 du 13 juillet 1983 portant modification du statut des agglomérations nouvelles [n° 34 (91-92)]** - (14 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3712, 3713) : syndicats d'agglomération nouvelle, SAN - Agglomérations nouvelles en Ile-de-France - Demande le rétablissement prochain du droit commun municipal dans les communes membres d'agglomérations nouvelles instituées avant 1977 - (p. 3714) : coopération intercommunale.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Après l'art. 18 bis** (p. 3990) : son amendement n° I-202 : diminution de la TVA applicable à certaines activités sylvicoles ; adopté - **Après l'art. 23 bis** (p. 3997) : son amendement n° I-203 : exonération de la taxe intérieure sur les produits pétroliers pour les carburants et additifs d'origine agricole ; retiré.

Deuxième partie :

Agriculture et forêt - (28 novembre 1991) (p. 4459) : accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, GATT - Réforme de la politique agricole commune, PAC - Politique agricole des Etats-Unis - Communauté économique européenne, CEE - (p. 4460) : indemnisation du gel des terres - Guerre commerciale - Produits de substitution - Développement des exportations agricoles des pays de l'Est.

Articles non rattachés :

(8 décembre 1991) - **Art. 69** (*institution d'une réduction d'impôt pour la formation des chefs d'entreprises individuelles*) (p. 5054) : son amendement n° II-139 : cas des exploitants agricoles ; adopté - **Art. 70** (*exonération partielle des rémunérations versées à l'ancien chef de l'entreprise individuelle par le repreneur*) (p. 5055) : son amendement n° II-140 : extension de cette exonération aux professions agricoles ; adopté - **Art. 83 terdecies** (*réduction du taux de déduction fiscale*) (p. 5101) : son amendement n° II-141 : application du taux de 100 % jusqu'au 31 décembre 1991 ; devenu sans objet.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1991 [n° 154 (91-92)]** - (17 décembre 1991) - **Après l'art. 34** (p. 5506) : soutient l'amendement n° 19 de M. Désiré Debavelaere (possibilité pour le gouvernement d'opérer en 1992 un démantèlement de la taxe BAPSA sur les betteraves).

FRANÇOIS-PONCET (Jean), sénateur du Lot-et-Garonne (RDE).

NOMINATIONS

- Président de la commission des affaires économiques.

- Membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes.

Est nommé membre titulaire au sein du Conseil national d'aménagement du territoire (*JO* Lois et décrets du 7 mai 1991).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la réglementation des télécommunications (26 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière de pêches maritimes et de cultures marines (22 mai 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour la ville (20 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code des postes et des télécommunications et la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications (26 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses en matière de transports (4 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs (11 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commisison mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la protection des consommateurs (12 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux (18 décembre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi portant validation législative de la liste d'admissibilité à un concours d'attaché du cadre départemental **[n° 241 (90-91)]** (21 mars 1991) - **Examens et concours.**

INTERVENTIONS

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la politique au Moyen-Orient [n° 211 (90-91)]** - (16 janvier 1991) (p. 15) : crise du Golfe - Engagement des forces françaises - Résolutions de l'Organisation des Nations Unies, ONU - Au nom du groupe du RDE, se déclare favorable à la déclaration du Gouvernement - Nouvel ordre mondial - Pays Baltes - (p. 16) : pétrole - Enjeux économiques - Avenir des relations avec le monde arabe - Politique française au Moyen-Orient.

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° 242 (90-91)]** - (2 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 232) : avenir de l'espace rural et colloque de Bordeaux - Incidences du mécanisme de solidarité - Inégalités engendrées par la DGF - (p. 233) : données chiffrées - Montant de la dotation de péréquation - Dotation de compensation - Coût des équipements en milieu rural - Nécessité d'un concours financier en faveur des communes rurales.

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)]** - (11 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1522) : coopération intercommunale - Décentralisation - Dotation globale de fonctionnement, DGF - Inégalités entre collectivités territoriales - Aménagement du territoire - Zones rurales - Déconcentration - (p. 1523) : services publics en milieu rural - Mission sénatoriale sur l'espace rural.

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre**

les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes [n° 354 (90-91)] - (27 juin 1991) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 356) (p. 2207) : votera en faveur de la ratification - Construction européenne - Contrôles aux frontières - (p. 2208) : terrorisme - Trafic de drogue - Immigration illégale - Coopération avec les pays d'origine des immigrants - Acte unique européen - Nationalismes - (p. 2209) : négociations intergouvernementales sur l'union monétaire et économique et l'union politique européennes.

– **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République italienne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 [n° 356 (90-91)]** - (27 juin 1991) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 354) : voir intervention sous le projet n° 354 (p. 2207, 2209).

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture [n° 30 (91-92)]** - (10 octobre 1991) (p. 2793) : manifestations - Fiscalité agricole - Retraites - Politique agricole commune - Aides à l'agriculture - Négociations du GATT - (p. 2794) : aménagement du territoire - Mission d'information sur l'avenir de l'espace rural.

– **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux [n° 346 (90-91)]** - (16 octobre 1991) - **Après l'art. 2** (p. 2950, 2951) : intervient sur l'amendement n° 212 de la commission (possibilité de création d'un établissement public de l'eau par les collectivités territoriales concernées par un ou plusieurs SAGE).

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Discussion générale :

(19 novembre 1991) (p. 3847) : économie internationale - Etats-Unis - Endettement - (p. 3848) : réunification allemande - Japon - Economie française - Aménagement du territoire - Restructuration des services administratifs - Communes rurales.

FRAYSSE-CAZALIS (Jacqueline), sénateur des Hauts-de-Seine (C).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois.

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'ensemble des services relevant de l'autorité du ministre de l'intérieur qui contribuent, à un titre quelconque, à assurer le maintien de l'ordre public et la sécurité des personnes et des biens jusqu'au 29 mai 1991.

– Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans les territoires d'outre-mer (18 décembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° 242 (90-91)]** - **Suite de la discussion** - (3 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 267) : transfert de charges - Inégalités entre les communes - Exemple de Nanterre - Données chiffrées - (p. 268) : dotation de solidarité urbaine - Fonds de solidarité d'Ile-de-France - Augmentation de la fiscalité.

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)]** - (11 juin 1991) - **Question préalable** (p. 1529, 1530) : soutient la motion n° 2 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Décentralisation - Fonction publique territoriale - Statut de l'élu local - Fiscalité locale - Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, CNRACL - Dotation globale de fonctionnement, DGF - Dotation globale d'équipement, DGE - Tentative de rétablissement de la tutelle sur les collectivités - Communes - Déconcentration - Préfets - (p. 1531) : démocratie locale - Consultation directe des populations à l'échelon local ; exclusion des étrangers - Démocratie locale dans la ville de Nanterre - Contrôle de légalité - Chambres régionales des comptes - Coopération intercommunale ; communautés de villes ou de communes - (p. 1532) : services publics dans les communes rurales - Se déclare opposée à la suppression proposée du monopole de concession de distribution publique de gaz - Vote du groupe communiste contre ce projet de loi.

Suite de la discussion - (12 juin 1991) - **Avant l'art. 1er** (p. 1576) : son amendement n° 10, soutenu par M. Robert Pagès : définition de principes ; rejeté - **Art. 1er** (*formulation d'objectifs*) (p. 1577) : son amendement n° 11, soutenu par M. Robert Pagès : nouvelle rédaction ; rejeté - **Après l'art. 1er** (p. 1578) : son amendement n° 12, soutenu par M. Robert Pagès : commission chargée d'élaborer le bilan de la décentralisation ; rejeté - **Après l'art. 2** (p. 1580) : son amendement n° 13, soutenu par M. Robert Pagès : définition de la déconcentration ; rejeté - **Art. 4** (*rôle des préfets de région et rattachement au Premier ministre*) (p. 1584) : son amendement de suppression n° 14, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - **Après l'art. 6 bis** (p. 1592) : intervient sur l'amendement n° 283 de M. Josselin de Rohan (retraite des maires).

Suite de la discussion - (13 juin 1991) - **Avant l'art. 16** (p. 1621) : son amendement n° 15, soutenu par M. Robert Pagès : réponse obligatoire des collectivités territoriales sur les questions exprimées notamment par pétitions et référendums ; rejeté - **Art. 16** (*consultation des électeurs de la commune*) (p. 1629 à 1634) : sur l'amendement n° 112 de la commission (organisation de la consultation des électeurs des communes), ses sous-amendements n° 474 : substitution du mot « habitants » au mot « électeurs » ; et n° 473 : élargissement de la possibilité de consultation ; rejetés - Son amendement n° 16 : consultation des habitants de la commune ou d'une partie de la commune ; devenu sans objet - (p. 1635) : vote du groupe communiste contre l'amendement n° 112 de la commission - **Avant l'art. 22** (p. 1657) : son amendement n° 296, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : statut de l'élu local ; retiré.

Suite de la discussion - (14 juin 1991) - **Art. 36** (*création d'un institut des collectivités territoriales et des services publics locaux*) (p. 1692) : son amendement de suppression n° 18, soutenu par M. Ivan Renar ; rejeté.

Suite de la discussion - (2 juillet 1991) - **Avant l'art. 37** (p. 2370) : son amendement n° 19, soutenu par M. Félix Leyzour : définition de la région ; rejeté - **Art. 37** (*entente interrégionale*) : son amendement de suppression n° 20, soutenu par M. Félix Leyzour ; devenu sans objet - **Art. 38** (*organes de l'entente*) - **Art. 39** (*organe exécutif*) - **Art. 40** (*compétences de l'entente interrégionale*) - **Art. 41** (*recettes de l'entente interrégionale*) - **Art. 42** (*extension aux ententes interrégionales de l'exonération de l'impôt sur les sociétés*) - **Art. 43** (*contrôle administratif et budgétaire*) - **Art. 44** (*règles budgétaires et comptables applicables*) - **Art. 45** (*modification de la décision institutive et dissolution de l'entente interrégionale*) - **Art. 46** (*modification des limites territoriales et regroupement des régions*) (p. 2375 à 2377) : ses amendements de suppression pour coordination, soutenus par M. Félix Leyzour, n° 21, n° 22, n° 23, n° 24, n° 25, n° 26, n° 27, n° 28 et n° 29 ; adoptés - **Art. 48** (*principes de la coopération intercommunale*) (p. 2379) : son amendement n° 30, soutenu par M. Ivan Renar : nouvelle rédaction ; devenu sans objet - **Art. 49** (*commission départementale de la coopération intercommunale*) (p. 2387) : son amendement de suppression n° 32, soutenu par M. Félix Leyzour ; rejeté - **Art. 50** (*schéma départemental de la coopération intercommunale*) (p. 2396) : son amendement de suppression n° 33, soutenu par M. Félix Leyzour ; rejeté.

Suite de la discussion - (3 juillet 1991) - **Art. 53 A** (*création des communautés de communes proposées par le schéma départemental*) (p. 2419) : son amendement de suppression n° 34, soutenu par M. Paul Souffrin ; satisfait par l'adoption de l'amendement identique n° 191 de la commission - **Art. 53** (*communautés de communes*) (p. 2422) : son amendement de suppression n° 35, soutenu par M. Paul Souffrin ; satisfait par l'adoption de l'amendement identique n° 192 de la commission - Son amendement n° 297, soutenu par M. Paul Souffrin : principe du libre consentement des communes ; devenu sans objet - **Après l'art. 53** (*aménagement du régime des districts*) (p. 2428) : sur l'amendement n° 193 de la commission (constitution seulement entre communes limitrophes), son sous-amendement n° 475, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté - (p. 2428) : sur l'amendement n° 195 de la commission (compétences), son sous-amendement n° 476, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté - (p. 2429) : sur l'amendement n° 198 de la commission (conditions de prises de décision dont les effets ne concernent qu'une seule des communes membres), son sous-amendement n° 477, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté - Sur l'amendement n° 199 de la commission (procédures de modification des conditions initiales de fonctionnement de durée), son sous-amendement, soutenu par M. Robert Vizet, n° 478 ; rejeté - **Art. 54 A** (*création des communautés de villes par le schéma départemental*) : son amendement de suppression n° 36, soutenu par M. Robert Vizet ; satisfait par l'amendement identique n° 204 de la commission - **Art. 54** (*communautés de villes*) (p. 2432, 2433) : ses amendements, soutenus par M. Robert Vizet, n° 37 de suppression ; satisfait par l'amendement identique n° 205 de la commission ; et n° 298 : principe de la liberté de participation des communes ; devenu sans objet - **Après l'art. 54** (*régime des communautés urbaines*) (p. 2433 à 2437) : sur les amendements de la commission, ses sous-amendements, soutenus par M. Robert Vizet : n° 479 sur le n° 207 de coordination ; n° 480 sur le n° 208 (compétences) ; et n° 481 sur le n° 214 (condition de prise d'une décision dont les effets ne concerneraient qu'une seule des communes membres) ; rejetés - **Art. 55** (*non-application aux communes d'Ile-de-France des nouvelles dispositions relatives à la coopération intercommunale*) (p. 2438) : suppressions d'emplois industriels dans le département des Hauts-de-Seine - Pouvoirs exorbitants de l'établissement public pour l'aménagement de la région de la Défense, EPAD - Passage d'autoroutes à Nanterre - (p. 2439) : projet d'extension de la Défense - **Art. 56** (*syndicats intercommunaux d'études et de programmation*) (p. 2440, 2441) : son amendement de suppression n° 38 ; rejeté - **Après l'art. 56** (p. 2442) : sur l'amendement n° 439 de M. Bernard Seillier (interdiction des campagnes de promotion publicitaire, à caractère commercial, des réalisations ou de la gestion d'une collectivité dans les six mois précédant des élections générales), son sous-amendement n° 492, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté - - **Art. 56 nonies** (*services publics locaux de distribution de gaz*) (p. 2445, 2450) : volonté de suppression du monopole de la distribution du gaz par EDF-GDF - Communauté économique européenne, CEE - Exemple de la Grande-Bretagne - Son amendement de suppression n° 39, soutenu par M. Louis Minetti ; adopté - **Art. 56 decies** (*transformation d'un établissement public de coopération intercommunale non doté de fiscalité propre en établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 2452) : son amendement de suppression n° 299, soutenu par M. Robert Vizet ; adopté - **Art. 56 undecies** (*départementalisation des secours*) (p. 2453) : son amendement de suppression n° 300, soutenu par M. Robert Vizet ; adopté - **Avant l'art. 57** (p. 2457) : son amendement n° 301, soutenu par M. Robert Vizet : code des impôts : abrogation des dispositions restreignant la liberté des communes en matière de taux de fiscalité locale ; rejeté - **Art. 57** (*régime fiscal des communautés de villes*) (p. 2459) : son amendement de suppression n° 40, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté - **Art. 58** (*régime fiscal des communes membres*) (p. 2470) : son amendement de suppression n° 41 ; rejeté - **Art. 59** (*régime fiscal des communautés de communes*) (p. 2471) : son amendement de suppression n° 42 ; adopté - **Art. 59 bis** (*dispositions budgétaires et comptables applicables aux communautés de villes*) (p. 2472) : son amendement de suppression n° 43 ; rejeté - **Art. 62** (*potentiel fiscal des communes membres d'un groupement à taux unique de taxe professionnelle*) (p. 2474) : son amendement de suppression n° 44 ; rejeté - **Art. 63** (*dotation globale de fonctionnement, DGF, des communautés de villes et des communautés de communes*) (p. 2476) : son amendement de suppression n° 45 ; rejeté - **Art. 64** (*versement aux communautés de communes et aux communautés de ville des attributions au titre du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée*) (p. 2479) : son amendement n° 46, soutenu par M. Louis Minetti : extension à toutes les communes de la disposition proposée ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 65** (*convention passée par les collectivités territoriales ou leurs groupements avec des collectivités territoriales étrangères*) (p. 2480) : son amendement de suppression n° 47, soutenu par M. Louis Minetti ; rejeté - **Art. 66** (*commission nationale de coopération décentralisée*) (p. 2482) : son amendement de suppression n° 48, soutenu par M. Louis Minetti ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2483, 2484) : atteinte à la libre autonomie des communes - Suffrage universel - Transfert de compétences à des structures supracommunales élues au second degré - Détournement de la décentralisation - Vote du groupe communiste contre ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service [n° 387 (90-91)]** - (9 octobre 1991) - **Art. 1er** (*droits fondamentaux du sapeur-pompier volontaire en cas d'accident ou de maladie liés au service*) (p. 2774) : son amendement n° 12, soutenu par M. Félix Leyzour : extension des avantages aux sapeurs-pompiers se rendant ou revenant de leur service ; retiré - **Après l'art. 1er** : son amendement n° 13, soutenu par M. Félix Leyzour : régime d'indemnisation des sapeurs-pompiers volontaires ; rejeté - (p. 2775) : son amendement n° 14, soutenu par M. Félix Leyzour : garantie d'emploi des sapeurs-pompiers volontaires ; rejeté - **Art. 2** (*paiement des soins par le service départemental d'incendie et de secours*) (p. 2775) : son amendement n° 15, soutenu par M. Félix Leyzour : gratuité des soins pour les sapeurs pompiers volontaires ; rejeté - **Art. 7** (*remboursement par l'assurance maladie*) (p. 2777) : son amendement n° 16, soutenu par M. Félix Leyzour : modalités de remboursement des indemnités journalières ; retiré - **Après l'art. 7** : son amendement n° 17, soutenu par M. Félix Leyzour : participation de l'Etat au financement d'indemnisation des prestations en nature et à celui des indemnités journalières ; adopté - **Art. 8** (*allocation d'invalidité*) (p. 2778) : son amendement n° 18, soutenu par M. Félix Leyzour : harmonisation de l'indemnisation de l'invalidité ; rejeté - **Art. 12** (*capital-décès*) (p. 2779) : son amendement n° 19, soutenu par M. Félix Leyzour : possibilité pour les ayants cause d'un sapeur pompier volontaire de bénéficier de l'indemnité ; adopté - **Art. 14** (*charges financières des prestations d'invalidité et des avantages et indemnités dus aux ayants cause*) : son amendement n° 20, soutenu par M. Félix Leyzour : alignement des prestations attribuées aux sapeurs pompiers volontaires sur celles qui résultent du régime accordé pour les accidents du travail ; rejeté - **Art. 17** (*dispositions particulières pour les sapeurs pompiers volontaires ayant la qualité de fonctionnaire*) (p. 2780) : son amendement n° 21, soutenu par M. Félix Leyzour : délai du choix du régime d'indemnisation ; rejeté.

– **Rappel au règlement** - (22 octobre 1991) (p. 3072) - Article 36, alinéa 3 du règlement du Sénat - Demande au Gouvernement d'ouvrir les négociations avec le personnel de santé.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Justice - (27 novembre 1991) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4407) : délinquance - Prévention - Emplois - Revendications des éducateurs - Crédits pour 1992.

Intérieur - (2 décembre 1991) (p. 4634) : délinquance - Banlieues - Mécontentement des policiers - (p. 4635) : îlotiers - Création de postes de policiers - Recrutement de jeunes appelés - Manifestations - Missions de la police - Crédits de matériels de fonctionnement - Pouvoir d'achat des fonctionnaires - Logement des policiers - (p. 4636) : collectivités

territoriales - Universités - Lutte contre le feu - **Examen des crédits - Etat B (p. 4661)** ; pensions de reversion - Communes - Exemple de Nanterre.

FUZIER (Claude), sénateur de Seine-Saint-Denis (S).

Remplace le 18 juin 1991, en qualité de sénateur, M. Marcel Debarge, nommé secrétaire d'Etat (*JO* Lois et décrets du 19 juin 1991).

NOMINATIONS

– Est nommé membre de la commission des affaires sociales (*JO* Lois et décrets du 20 juin 1991).

– Est nommé vice-président de la commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

G

GARCIA (Aubert), sénateur du Gers (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code des postes et des télécommunications et la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications (26 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la réglementation des télécommunications (26 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière de pêches maritimes et de cultures marines (22 mai 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs (11 décembre 1991).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Industries agricoles et alimentaires** - [n° **94 (91-92) tome 3**] (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme hospitalière** [n° **309 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (5 juin 1991) **Art. 1er** *(missions et obligations des établissements de santé) - Art. L. 711-7 du code de la santé publique (catégories d'établissements publics de santé)*(p. 1329) : se déclare favorable à l'amendement n° 241 de M. Paul Souffrin (extension du rôle des hôpitaux locaux) - Plateau technique des hôpitaux locaux.

– **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes** - *Deuxième lecture* [n° **411 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (3 octobre 1991) - **Art. unique (suite)** - *Après l'art. 223-11-1 du code pénal* (p. 2621) : se déclare opposé à l'amendement n° 106 de la commission (cas de la femme qui se procure un avortement à elle-même) .

– **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux** [n° **346 (90-91)**] - (16 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2930, 2931) : eau et agriculture - Irrigation - Lutte contre la pollution ; nitrates - Préservation des milieux naturels humides.

– **Projet de loi modifiant le code du service national** [n° **3 (91-92)**] - (23 octobre 1991) - **Art. 3** *(durée du service national actif)* (p. 3158) : intervient sur l'amendement n° 26 de M. Franck Sérusclat (abaissement de douze mois à dix mois de la durée du service pour les scientifiques du contingent, les médecins, les vétérinaires, les pharmaciens et les chirurgiens dentistes) - Son amendement n° 24 : fixation de la durée du service national à douze mois pour les jeunes gens qui ont obtenu le bénéfice des dispositions de l'article L. 9 au titre du service militaire ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3173) : s'abstiendra, à titre personnel, lors du vote sur ce texte.

– **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens** [n° **215 (88-89)**] - **Suite de la discussion** - (30 octobre 1991) - **Art. unique** - *Avant l'art. 306-2 du code pénal* (p. 3412) : sur l'amendement n° 98 de la commission (cas d'un incendie provoqué par un manquement à une obligation de sécurité ou de prudence imposée par la loi), soutient le sous-amendement n° 171 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - *Avant l'art. 306-5* (p. 3415) : sur l'amendement n° 107 de la commission (infraction relative à la menace de commettre une dégradation ou une détérioration des biens), soutient le sous-amendement n° 169 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - *Après l'art. 306-5* (p. 3420) : sur l'amendement n° 113 de la commission (interdiction du territoire français obligatoire et automatique à l'encontre de l'étranger coupable de l'infraction définie par les articles 306-2-1 à 306-4-1), soutient le sous-amendement n° 158 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3427) : avis défavorable du groupe socialiste sur le projet de loi tel qu'il ressort des travaux du Sénat - Interdiction du territoire français.

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Deuxième partie :

Agriculture et forêt - (28 novembre 1991) - Rapporteur pour avis (industries agricoles et alimentaires) (p. 4448) : augmentation de la production des industries agro-alimentaires - Stocks communautaires de viande, de poudre de lait et de beurre - Dégradation du prix relatif des industries agro-alimentaires - Rôle des produits agro-alimentaires dans le rééquilibrage de la balance commerciale - Crise de la politique agricole commune, PAC - Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, GATT - Ouverture des pays de l'Est - Diminution des crédits de l'agriculture - (p. 4449) : PME-PMI - Recherche dans le domaine de la nutrition - Réforme de la PAC - Gestion des déchets d'emballage - France, premier exportateur de produits agro-alimentaires transformés et deuxième exportateur mondial de produits agricoles bruts - Au nom de la commission des affaires économiques, s'en remet à la sagesse du Sénat pour les crédits des industries agro-alimentaires inscrits dans le projet de budget de l'agriculture pour 1992.

GARCIA (Jean), sénateur de la Seine-Saint-Denis (C).

NOMINATIONS

– Secrétaire de la commission des affaires étrangères.

– Secrétaire de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée à Cuba, du 23 au 30 mars 1991 [n° **349 (90-91)**] (4 juin 1991) - **Cuba.**

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **83** (*JO* Débats du 17 novembre 1991) (p. 3400) - Ministère : Affaires étrangères - *Décisions du Gouvernement en matière de politique militaire et étrangère* - (Caduque : mai 1991) - **Politique extérieure.**

n° **85** (*JO* Débats du 30 novembre 1989) (p. 4119) - Ministère : Premier ministre - *Politique de développement de l'Ile-de-France* - (Caduque : mai 1991) - **Régions.**

n° **95** (*JO* Débats du 16 mai 1990) (p. 857) - Ministère : Aménagement du territoire - *Nuisances occasionnées par le chantier « Disney Land »* - (Caduque : mai 1991) - **Finances locales.**

n° **118** (*JO* Débats du 17 octobre 1990) (p. 2840) - Ministère : Affaires étrangères - *Situation à Chypre* - (Caduque : mai 1991) - **Politique étrangère.**

n° **125** (*JO* Débats du 20 mars 1991) (p. 50) - Ministère : Affaires étrangères - *Situation à Chypre* - (Caduque : mai 1991) - **Relations internationales.**

Questions orales sans débat :

n° **324** (*JO* Débats du 31 mai 1991) (p. 1208) - Ministère : Ville - *Prise en charge par l'Etat des surcoûts financiers et des nuisances occasionnés aux populations proches du site d'Eurodisneyland* - (Réponse : *JO* Débats du 12 octobre 1991) (p. 2854) - **Finances locales.**

n° **325** (*JO* Débats du 31 mai 1991) (p. 1208) - Ministère : Affaires étrangères - *Politique française à l'égard de Chypre* - **Politique extérieure.**

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse [n° 98 (90-91)] - Suite de la discussion - (21 mars 1991) **Art. 2** (*institution d'une collectivité territoriale à statut spécifique, en application de l'article 72 de la Constitution*) (p. 115, 116) : soutient l'amendement n° 110 de M. Robert Pagès (suppression du conseil exécutif de Corse et de son président) - **Art. 7** (*composition et régime électoral de l'Assemblée de Corse*) - *Art. L. 364 du code électoral (composition de l'Assemblée de Corse et durée du mandat de ses membres)* (p. 119) : soutient l'amendement n° 111 de M. Robert Pagès (augmentation du nombre de membres de l'Assemblée de Corse) - *Art. L. 365 (mode de scrutin)* (p. 120) : soutient l'amendement n° 112 de M. Robert Pagès (choix du mode de scrutin dit « de la proportionnelle intégrale » pour l'élection des conseillers de Corse) - *Art. L. 379 (opérations de vote)* (p. 124) : soutient l'amendement n° 113 de M. Robert Pagès (désignation d'un représentant à la commission par chaque liste) - **Art. 19 bis** (*élection des membres du bureau de l'Assemblée de Corse*) (p. 129) : soutient l'amendement n° 114 de M. Robert Pagès (choix de la représentation proportionnelle avec répartition des sièges au plus fort reste) - **Art. 22** (*règlement intérieur*) (p. 130) : soutient l'amendement n° 119 de M. Robert Pagès (garantie du respect du pluralisme et de la proportionnelle dans les différentes instances de l'Assemblée) - **Art. 23** (*compétences de l'Assemblée*) (p. 131) : soutient les amendements de M. Robert Pagès, n° 120 (suppression de la référence au mécanisme de contrôle du conseil exécutif), n° 121 (élaboration du plan de développement et du schéma d'aménagement de la Corse par l'Assemblée de Corse) et n° 122 (transfert de la totalité des compétences à l'Assemblée de Corse) - **Art. 24** (*consultation et pouvoir de proposition de l'Assemblée*) (p. 132) : soutient les amendements n° 123 et n° 124 de M. Robert Pagès (conséquences de la suppression du conseil exécutif) - **Art. 25** (*dissolution de l'Assemblée*) : soutient l'amendement n° 125 de M. Robert Pagès (conséquences de la suppression du conseil exécutif) - **Avant l'art. 26** : soutient l'amendement n° 126 de M. Robert Pagès (suppression de la division « Chapitre II » et de son intitulé « de l'exécutif »).

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (22 novembre 1991) - **Relations financières avec les communautés européennes** (p. 4048) : contribution française aux communautés européennes.

Deuxième partie :

Affaires étrangères - (5 décembre 1991) (p. 4853) : conséquences de la guerre du Golfe persique - Politique étrangère française - Cuba - Haïti - Afrique - (p. 4854) : accord de paix au Cambodge - Conférence de Madrid sur la paix au Proche-Orient - Sommet de Maastricht - Accords de Schengen - Union politique européenne - Souveraineté nationale - Les sénateurs communistes et apparentés voteront contre ce projet de budget.

– Question orale avec débat portant sur un sujet européen : perspectives d'élargissement de la communauté économique européenne - (12 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5264) : sommet de Maastricht - Pays de l'Europe centrale et orientale - Union économique et monétaire et union politique européennes - Allemagne - Souveraineté nationale - (p. 5265) : concurrence - Coopération entre nations souveraines.

GAUD (Gérard), sénateur de la Drôme (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

GAUDIN (Jean-Claude), sénateur des Bouches-du-Rhône (UREI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

GAULLE (Philippe de), sénateur de Paris (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale au termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Défense** - Section Forces terrestres - [n° **95 (91-92) tome 6**] (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant réforme des procédures civiles d'exécution - *Deuxième lecture* [n° **306 (90-91)**] - (24 mai 1991) - **Après l'art. 20 bis** (p. 1055) : soutient l'amendement n° 24 de M. Jean Natali (déclaration volontaire de patrimoine faite par le débiteur de bonne foi à l'huissier de justice) - **Art. 38** (*mission du ministère public*) (p. 1058) : soutient l'amendement n° 29 de M. Jean Natali (fixation d'un délai de réponse du procureur de la République à la demande de renseignements nécessaires à la saisie des rémunérations ou des comptes bancaires du débiteur) - **Art. 53** (*exécution forcée relative à une obligation de livraison ou de restitution d'une chose*) (p. 1065) : soutient l'amendement rédactionnel n° 34 de M. Jean Natali.

– Débat sur une déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique de défense [n° 395 (90-91)] - (18 juin 1991) (p. 1767) : dépenses militaires - Guerre du Golfe persique - Forces nucléaires - (p. 1768) : marine - Armée de terre - Armée de l'air - Equipements - Renseignement et détection - Haute technologie - (p. 1769) : armée de métier - Instruction militaire - Situation internationale - Budget militaire.

– Projet de loi modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et relatif à l'Institution nationale des invalides - *Deuxième lecture* [n° **369 (90-91)**] - (24 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1993) : invalides - Gouverneur des invalides - Conseil d'administration.

– Projet de loi modifiant le code du service national [n° 3 (91-92)] - (23 octobre 1991) - **Après l'art. 34 (par priorité)** (p. 3152) : s'abstiendra sur l'amendement n° 17 de la commission (définition et organisation du service national économique).

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Défense - (26 novembre 1991) - Rapporteur pour avis (section « forces terrestres ») (p. 4320) : contexte international -

Eléments financiers - (p. 4321) : effectifs - Service national - Armée permanente de métier - Programme d'armement - Avis défavorable à l'adoption des crédits de cette section.

Secrétariat général de la défense nationale - (1er décembre 1991) (p. 4608) : missions du secrétariat général de la défense nationale - Situation internationale - Modernisation - Informatisation - Réduction de personnel - Centrales nucléaires - Sécurité.

- Projet de loi autorisant la ratification du traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (ensemble huit protocoles), signé à Paris le 19 novembre 1990, ainsi que trois déclarations faites le même jour, deux déclarations faites le 14 juin 1991 et deux déclarations faites le 18 octobre 1991 [n° 178 (91-92)] - (20 décembre 1991) - **Art. unique** (p. 5670) : réduction des forces conventionnelles en Europe - Avec le groupe du RPR, ne prendra pas part au vote.

GENTON (Jacques), sénateur du Cher (UC).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires étrangères.

- Président de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

- Est nommé membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 (*JO* Lois et décrets du 29 juin 1991), jusqu'au 11 décembre 1991.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du service national (23 octobre 1991).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait avec M. Jean-Pierre Bayle, au nom de la Délégation du Sénat pour les communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée sur la création de l'Assemblée parlementaire de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) [n° **302 (90-91)**] (24 avril 1991) - **Communautés européennes.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée, sur la IVe Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires qui s'est tenue à Luxembourg les 6 et 7 mai 1991 [n° **344 (90-91)**] (29 mai 1991) - **Communautés européennes.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée sur le rôle des Parlements nationaux dans la Communauté européenne [n° **421 (90-91)**] (26 juin 1991) - **Communautés européennes.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée sur la Ve Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires qui s'est tenue à La Haye les 4 et 5 novembre 1991 [n° **116 (91-92)**] (28 novembre 1991) - **Communautés européennes.**

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **55** (*JO* Débats du 28 avril 1989) (p. 477) - Ministère : Défense - *Conséquences des nouvelles technologies dans le domaine de la défense* - (Caduque : mai 1991) - **Défense nationale.**

n° **5** (*JO* Débats du 23 mai 1991) (p. 1004) - Ministère : Défense - *Conséquences des nouvelles technologies dans le domaine de la défense* - **Armes et munitions.**

Questions orales européennes avec débat :

n° **2** (*JO* Débats du 28 mars 1991) (p. 212) - Ministère : Affaires européennes - *Modalités permettant aux parlements nationaux de jouer pleinement leur rôle dans le développement de la Communauté* - (Caduque : mai 1991) - **Affaires européennes.**

n° **1** (*JO* Débats du 23 mai 1991) (p. 1004) - Ministère : Affaires européennes - *Modalités permettant aux parlements nationaux de jouer pleinement leur rôle dans le développement de la Communauté* - (Réponse : *JO* Débats du 24 mai 1991) (p. 1012) - **Parlement.**

Questions orales sans débat :

n° **340** (*JO* Débats du 3 octobre 1991) (p. 2569) - Ministère : Premier ministre - *Mesures en faveur du secteur céréalier* - **Industrie agro-alimentaire.**

INTERVENTIONS

- Question orale avec débat portant sur un sujet européen : rôle des parlements nationaux dans le développement de la Communauté - (23 mai 1991) (p. 1012) : démocratisation des institutions communautaires - Dessaisissement du législatif au profit de l'exécutif - (p. 1013) : rencontre des commissions des parlements nationaux - Relations des parlements nationaux avec l'exécutif de la Communauté - Transposition des directives communautaires en droit interne - « Congrès » européen - (p. 1014) : délimitation des compétences entre la Communauté et les Etats - Principe de subsidiarité.

- Débat sur une déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique de défense [n° 395 (90-91)] - (18 juin 1991) (p. 1773) : loi de programmation militaire - Equipements - Armée de l'air - Armée de terre - Guerre du Golfe persique - (p. 1774) : dépenses militaires - Force de dissuasion nucléaire - Coût des équipements - Nouvelles technologies - Loi de programmation militaire - (p. 1775) : OTAN - Europe.

- Question orale avec débat portant sur un sujet européen : procédure budgétaire de la communauté économique européenne - (8 octobre 1991) - Président de la délégation parlementaire du Sénat pour les communautés européennes - (p. 2677) : intervient dans le débat consécutif à la question.

- Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (22 novembre 1991) - **Relations financières avec les communautés européennes** (p. 4047) : rôle du Parlement.

Deuxième partie :

Affaires étrangères - (5 décembre 1991) (p. 4851) : union économique et monétaire et union politique européennes - Opinion publique française - (p. 4852) : mécanisme de répartition des compétences - Rôle du Conseil européen - Contrôle parlementaire - Conférence de Maastricht - (p. 4853) : politique européenne du Gouvernement.

- Question orale avec débat portant sur un sujet européen : perspectives d'élargissement de la communauté économique

européenne - (12 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5257) : approfondissement ou élargissement de la CEE - Bilan de la CEE - Nouvelles adhésions - (p. 5258) : Europe politique - Institutions de la communauté.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1991 [n° 154 (91-92)]** - (17 décembre 1991) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 5472) : conflit du Golfe - Surcoûts des opérations extérieures - (p. 5473) : annulations de crédits - Avec la commission des affaires étrangères, a émis un avis défavorable sur l'article 6.

– **Projet de loi autorisant la ratification du traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (ensemble huit protocoles), signé à Paris le 19 novembre 1990, ainsi que trois déclarations faites le même jour, deux déclarations faites le 14 juin 1991 et deux déclarations faites le 18 octobre 1991 [n° 178 (91-92)]** - (20 décembre 1991) - **Art. unique** (p. 5672) : conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, CSCE - Se déclare favorable à la ratification de ce traité.

GERARD (Alain), sénateur du Finistère (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique des immeubles inhabités et à l'abandon [n° **435 (90-91)**] (29 juin 1991) - **Logement.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **318** (*JO* Débats du 29 mai 1991) (p. 1125) - Ministère : Economie - *Récupération de la TVA par les communes ou SIVOM créant des maisons d'accueil pour personnes âgées* - (Réponse : *JO* Débats du 8 juin 1991) (p. 1484) - **Taxe sur la valeur ajoutée (TVA).**

n° **388** (*JO* Débats du 5 décembre 1991) (p. 2664) - Ministère : Equipement - *Situation des architectes des Bâtiments de France* - **Architecture.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Aménagement du territoire - (4 décembre 1991) (p. 4792) : déséquilibres entre le monde urbain et le monde rural, entre la métropole parisienne et le reste du territoire - Situation du Finistère - (p. 4793) : mise en place du marché unique européen et marginalisation de la façade atlantique - Axe Montauban-Châteaulin et RN 164 - TVG Pointe-de-Bretagne - Priorité absolue pour la région - Délocalisations.

GERBAUD (François), sénateur de l'Indre (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'entreprise nationale Air France et des sociétés de toute nature comme des compagnies aériennes qu'elle contrôle puis d'en informer le Sénat, jusqu'au 15 mai 1991.

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs (11 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux (18 décembre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant l'article 7, alinéa 5, de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés de communes, des départements et des régions et instituant la mise en place des chartes financières entre l'Etat et les collectivités territoriales de la République [n° **336 (90-91)**] (22 mai 1991) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi organique modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances et accordant aux communes de moins de 5000 habitants la possibilité de constituer un plan d'épargne investissement communal [n° **375 (90-91)**] (12 juin 1990) - (Reprise par son auteur le 30 octobre 1991) - **Communes.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes** - *Nouvelle lecture* [n° **242 (90-91)**] - (17 avril 1991) - **Art. 10 bis** (*dotation particulière de solidarité urbaine*) (p. 525) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 21 de la commission.

– **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux [n° 346 (90-91)] - Suite de la discussion** - (17 octobre 1991) - **Art. 4** (*prescriptions spéciales*) (p. 2964) : soutient l'amendement n° 1 de M. Philippe François (extension du champ d'application de l'article aux zones humides) - **Art. 5** (*régime de déclaration ou d'autorisation des installations et ouvrages*) (p. 2967) : soutient les amendements de M. Philippe François n° 2 (avis des autres ministres concernés) et n° 3 (prise en compte de l'impact sur le milieu aquatique) - **Art. 6** (*moyens de mesures ou d'évaluation - contrôles techniques*) (p. 2971) : soutient l'amendement de coordination n° 4 de M. Philippe François - **Art. 8** (*débits affectés*) (p. 2975) : soutient l'amendement n° 6 de M. Philippe François (indemnisation des servitudes) - **Art. 9** (*plans de surfaces submersibles*) (p. 2976) : soutient l'amendement n° 7 de M. Philippe François (règles d'indemnisation des préjudices découlant des servitudes d'utilité publique).

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Aménagement du territoire - (4 décembre 1991) (p. 4789) : politique de la ville - Baisse des crédits de l'aménagement du territoire - Région d'Ile-de-France - (p. 4790) : comité interministériel pour l'aménagement du territoire, CIAT - Désenclavement routier et ferroviaire - Disparition des services publics en zones rurales - Département de l'Indre - Aéroport de Châteauroux-Déols - Mise en place d'une solidarité nationale - Suggère la création d'un secrétariat général à l'aménagement du territoire - Aménagement du territoire de l'Europe - Se déclare opposé à l'adoption de ce projet de budget - Dépôt d'une loi-cadre sur l'aménagement du territoire.

GIACOBBI (François), sénateur de la Haute-Corse (RDE).

NOMINATIONS

– Vice-président de la commission des lois.

– Vice-président de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'ensemble des services relevant de l'autorité du ministre de l'intérieur qui contribuent, à un titre quelconque, à assurer le maintien de l'ordre public et la sécurité des personnes et des biens jusqu'au 29 mai 1991.

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse (22 mars 1991).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1883) - Ministère : Intérieur - *Sécurité des personnes et des biens en Corse* - **Sécurité publique.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse [n° 98 (90-91)]** - (20 mars 1991) - **Discussion générale** (p. 72) : terrorisme - Mutation de hauts fonctionnaires - « Peuple corse » - Indivisibilité du peuple français et de la République française - (p. 73) : sondages téléphoniques - Statut particulier de la Corse - Exécutif bicéphale de la collectivité territoriale - Régime électoral dérogatoire - (p. 74) : refonte des listes électorales corses - Mouvements séparatistes - Mouvement pour l'autodétermination, MPA - Indépendance de la Corse - (p. 75) : rétablissement de la paix civile - Développement économique, social et culturel - Voies de communication - Office des transports - Archaïsme des structures économiques - Environnement - Tourisme.

Suite de la discussion - (21 mars 1991) - **Art. 1er** (*consécration juridique de la notion de « peuple corse composante du peuple français »*) (p. 111) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de la commission (suppression de la référence à la notion de « peuple corse » et mention de la région de Corse) - **Art. 3** (*dispositions de coordination découlant de l'insertion dans le code électoral d'un titre nouveau relatif à l'élection des membres de l'Assemblée de Corse*) (p. 117) : son amendement n° 95 : application du droit commun électoral à la région de Corse ; retiré - **Art. 4** (*dispositions de coordination découlant de l'insertion dans le code électoral d'un titre nouveau relatif à l'élection des membres de l'Assemblée de Corse*) (p. 118) : son amendement de suppression n° 96 ; retiré - **Art. 7** (*composition et régime électoral de l'Assemblée de Corse*) - *Art. L. 369 bis du code électoral (incompatibilités)* (p. 122) : intervient sur l'amendement n° 6 de la commmission (suppression de l'incompatibilité entre le mandat de conseiller à l'Assemblée de Corse et de conseiller général) - **Art. 8** (*limitation du cumul des mandats électifs*) (p. 125) : son amendement de suppression n° 100 ; retiré - **Art. 9** (*application à l'élection des conseillers de Corse des plafonds de dépenses autorisés pour l'élection des conseillers régionaux*) : son amendement de suppression n° 101 ; retiré - **Art. 10** (*participation des membres de l'Assemblée de Corse au collège électoral des sénateurs*) : son amendement de suppression n° 102 ; retiré - **Art. 11** (*inscription des membres de l'Assemblée de Corse sur la liste des électeurs sénatoriaux*) (p. 126) : son amendement de suppression n° 103 ; retiré - **Art. 12** (*désignation d'un remplaçant dans le cas où un membre de l'Assemblée de Corse exerce un autre mandat lui donnant également la qualité d'électeur sénatorial*) : son amendement de suppression n° 104 ; retiré - **Art. 13** (*restrictions à la désignation des membres de l'Assemblée de Corse comme délégués des conseils municipaux*) : son amendement de suppression n° 105 ; retiré - **Art. 14** (*modalités de désignation des délégués de l'Assemblée de Corse aux collèges électoraux des sénateurs*) : son amendement de suppression n° 106 ; retiré.

Suite de la discussion - (22 mars 1991) - **Art. 58** (*schéma d'aménagement de la collectivité territoriale de Corse*) - *Art. L. 144-5 du code de l'urbanisme* (*opposabilité du schéma d'aménagement de la Corse*) (p. 164) : son amendement de suppression n° 107 ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 188 de la commission (suppression de l'obligation rétroactive de mise en conformité des documents d'urbanisme existants avec le nouveau schéma d'aménagement) - (p. 165, 166) : intervient sur l'amendement n° 188 de la commission - **Art. 58 bis** (*création d'une ressource fiscale nouvelle affectée à un fonds d'intervention pour l'aménagement de la Corse*) (p. 168) : se déclare favorable à l'amendement n° 73 bis de la commission saisie pour avis (alimentation du fonds d'aménagement et de développement de la Corse par une taxe sur l'hébergement touristique) - **Après l'art. 58 bis** (p. 169, 170) : se déclare opposé à l'amendement n° 74 de la commission saisie pour avis (dégrèvement de 50 % de la taxe professionnelle pour les entreprises corses pendant cinq ans) - **Art. 60** (*propositions relatives au régime fiscal spécifique de la Corse et aux dispositions destinées à faciliter la sortie de l'indivision*) (p. 175) : sur l'amendement n° 77 de la commission saisie pour avis (fonctionnement et mission de la commission paritaire Etat-région de Corse), intervient sur le sous-amendement n° 192 de la commission (intervention d'un représentant de chacun des départements de Corse) - **Après l'art. 60** (p. 176) : se déclare opposé à l'amendement n° 155 de M. Robert Pagès (publicité concernant l'utilisation des fonds destinés aux aides économiques) - **Art. 70** (*transfert à la collectivité territoriale de Corse de la voirie nationale*) (p. 187) : se déclare favorable à l'amendement n° 85 de la commission saisie pour avis (subordination du transfert de la voirie nationale à une décision de la collectivité territoriale) - **Art. 80** (*refonte des listes électorales*) (p. 192) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 65 de la commission - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 199) : au nom du groupe du RDE, votera ce projet de loi amendé par le Sénat.

Nouvelle lecture **[n° 263 (90-91)]** - (11 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 431) : débat parlementaire - Bicamméralisme - Peuples breton et alsacien - Inconstitutionnalité - (p. 432) : terrorisme - (p. 440, 441) : enseignement et étude de la langue corse.

– **Projet de loi modifiant le code forestier [n° 477 (90-91)]** - (5 novembre 1991) - **Art. 1er** (*définition du débroussaillement*) (p. 3443) : intervient sur les amendements identiques n° 1 de la commission et n° 9 de M. Louis Minetti (nouvelle rédaction) - « Pâturages-pare-feu ».

GILLIBERT (Michel), *secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité, chargé des handicapés et des accidentés de la vie.*

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

Est nommé *secrétaire d'Etat aux handicapés et accidentés de la vie* le 17 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 18 mai 1991).

DÉPÔTS

Projet de loi portant diverses mesures destinées à favoriser l'accessibilité aux personnes handicapées des locaux d'habitation, des lieux de travail et des installations recevant du public [n° **289 (90-91)**] (17 avril 1991) - **Handicapés.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions orales sans débat :

n° **291** de Mme Marie-Claude Beaudeau : **Allocations familiales** (*Conséquences de la départementalisation de la caisse d'allocations familiales de la région parisienne*) (Réponse : *JO* Débats du 12 avril 1991) (p. 457).

n° **294** de M. Marc Boeuf : **Handicapés (travail et reclassement)** (*Situation des adultes handicapés en fin de séjour dans les centres d'aide par le travail (CAT)*) (Réponse : *JO* Débats du 12 avril 1991) (p. 457).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant diverses mesures destinées à favoriser l'accessibilité aux personnes handicapées des locaux d'habitation, des lieux de travail et des installations recevant du public [n° 289 (90-91)]** - (23 mai 1991) - **Discussion générale** (p. 1023) : principe d'accessibilité - Politique gouvernemen-

tale d'intégration des handicapés - Programme « ville ouverte » - Associations - Personnes à mobilité réduite - (p. 1024) : enquête sur l'accessibilité - Lieux de travail - Etablissements recevant du public - Ascenseurs - Actions judiciaires des associations de handicapés - Handicaps moteurs, sensoriels et intellectuels - Collaboration des professionnels - Politiques globales du handicap menées sur le plan local - Rôle des associations - Information - Ecoles d'architecture - **Art. 1er** (*principe de l'accessibilité et de l'adaptabilité des locaux*) (p. 1030) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (suppression de la notion d'adaptabilité) et s'oppose à l'amendement n° 10 de Mme Marie-Claude Beaudeau (amélioration de l'accueil des handicapés sur le lieu de travail) - **Après l'art. 1er** (p. 1031) : son amendement n° 16 : aménagement de la voirie publique ou privée ; adopté - **Art. 2** (*règles applicables aux constructions recevant du public, soumises au permis de construire*) (p. 1032) : accepte les amendements n° 2 et n° 3 de la commission tendant à remplacer le terme « accordé » par le terme « délivré » s'agissant du permis de construire) - **Art. 3** (*règles applicables aux travaux sur des établissements recevant du public, non soumis au permis de construire -Autorisations d'ouverture des établissements -Renvoi à un décret en Conseil d'Etat*) (p. 1033) : accepte l'amendement n° 4 de la commission (généralisation de l'autorisation préalable à l'ensemble des travaux) - **Après l'art. 3** (p. 1034, 1035) : sur les amendements de M. Paul Souffrin, s'oppose au n° 12 (délais de mise en conformité) et intervient sur le n° 13 (délais de mise en conformité des entreprises existantes et financement par l'Association nationale de gestion des fonds pour l'insertion professionnelle des handicapés) - **Art. 4** (*dispositions concernant les ascenseurs*)s (p. 1036, 1037) : s'oppose à l'amendement n° 14 de Mme Marie-Claude Beaudeau (amélioration de l'accessibilité des ascenseurs) - Accepte l'amendement n° 5 de la commission (dérogation en cas de difficultés techniques graves) et sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 15 de Mme Marie-Claude Beaudeau - **Après l'art. 5** : accepte l'amendement n° 6 de la commission (publication dans la presse des condamnations pour infractions aux règles de construction) - Demande le retrait de l'amendement n° 8 de la commission (mesure incitative pour la réalisation de travaux d'accessibilité et d'adaptation des logements en faveur des personnes handicapées) - S'engage à étudier la mesure fiscale proposée - **Sur l'ensemble** : remerciements.

– **Conclusions du rapport** de M. Franck Sérusclat, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la **proposition de loi** (n° 261, 90-91) de M. Michel Dreyfus-Schmidt tendant à ouvrir de nouvelles possibilités de recours aux victimes de certains accidents du travail **[n° 371 (90-91)]** - (24 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1996, 1997) : accidents du travail - Indemnisation - **Renvoi en commission** : sa motion n° 2 tendant au renvoi à la commission ; rejetée - (p. 1997) : Fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés, FNATH.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Affaires sociales et intégration - Economie sociale - (25 novembre 1991) (p. 4246) : ressources des personnes handicapées - Intégration scolaire des enfants handicapés - (p. 4247) : emploi des handicapés - Handicapés accidentés de la vie - (p. 4281) : ressources des handicapés - (p. 4282) : transport des handicapés - Auxiliaires de vie.

GINESY (Charles), sénateur des Alpes-Maritimes (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Membre suppléant du Conseil national du tourisme.

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 **[n° 91 (91-92)]** considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Tourisme - [n° 94 (91-92) tome 16]** (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Equipement, logement, transports et espace - IV - Tourisme - (6 décembre 1991) - Rapporteur pour avis (p. 4917) : situation économique - Faiblesse de l'hôtellerie indépendante - Tourisme rural - Stations de sport d'hiver - Crédits pour 1992 - (p. 4918) : crédits de fonctionnement - Emplois du ministère de l'équipement - Tourisme social - Maison de la France - Dépenses en capital - Offices du tourisme et syndicats d'initiative - Observatoire du tourisme - Avis défavorable sur ce projet de budget.

GIRAULT (Jean-Marie), sénateur du Calvados (UREI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le tableau n° 7 annexé au code électoral relatif à l'effectif des conseils régionaux et à la répartition des sièges entre les départements (10 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans les territoires d'outre-mer (18 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des procédures civiles d'exécution (28 mai 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes (19 décembre 1991).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi **[n° 444 (90-91)]** relatif à la sécurité des chèques et des cartes de paiement **[n° 37 (91-92)]** (16 octobre 1991) - **Banques et établissements financiers.**

Avis, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 **[n° 91 (91-92)]** considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Territoires d'outre-mer - [n° 97 (91-92) tome 8]** (19 novembre 1991).

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi **[n° 148 (91-92)]** modifié par l'Assemblée nationale relatif à la sécurité des chèques et des cartes de paiement **[n° 151 (91-92)]** (5 décembre 1991) - **Banques et établissements financiers.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi d'habilitation **[n° 179 (91-92)]** adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif à l'adaptation de la législation applicable dans les territoires d'outre-mer **[n° 202 (91-92)]** (17 décembre 1991) - **Territoires d'outre-mer.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse [n° 98 (90-91)]** - (20 mars 1991) - **Discussion générale**

(p. 86) : mission sénatoriale - Empirisme - Poids de la géographie - Retour aux lois de décentralisation de 1982 - (p. 87) : régime électoral spécifique - « Peuple corse » - Restauration de l'ordre public - Idée de l'Etat.

- Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° 242 (90-91)] - Suite de la discussion - (3 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 263) : gestion municipale - Exemple des villes de Paris et de Caen - Données chiffrées - Concours particuliers - Inutilité des simulations chiffrées - (p. 264) : minimum garanti pour toutes les communes - Critères de répartition de la DGF - Equipements collectifs - Grands ensembles - Libre administration des communes - **Après l'art. 2 bis** (p. 287) : se déclare favorable à l'amendement n° 89 de M. Robert Vizet (liberté de vote des taux de la fiscalité locale) - **Avant l'art. 3 bis** (p. 289) : intervient à propos de l'amendement n° 74 de la commission (définition de l'indice des charges de caractère social des communes) - **Art. 3** (*critères d'éligibilité, montant et répartition de la dotation de solidarité urbaine*) (p. 296) : ses amendements n° 104 : financement de la dotation de solidarité urbaine à partir de la masse globale de la DGF ; et n° 105 : taux de progression de la dotation de solidarité urbaine ; rejetés - (p. 297) : son amendement n° 106 : critère d'effort fiscal ; rejeté.

- Projet de loi relatif au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications [n° 389 (90-91)] - (25 juin 1991) - **Art. 22** (*droit pour les autorités chargées des interceptions de recueillir des informations ou des documents nécessaires aux interceptions auprès des exploitants et des fournisseurs*) (p. 2095) : intervient sur l'amendement de suppression n° 32 de M. Jacques Thyraud - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2101) : Cour européenne des droits de l'homme - Intervention législative - Votera le projet de loi tel qu'il ressort des travaux du Sénat.

- Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la discussion - (3 juillet 1991) - **Art. 56 nonies** (*services publics locaux de distribution de gaz*) (p. 2448) : se déclare favorable aux amendements de suppression n° 39 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, n° 243 de M. Marcel Lucotte et n° 373 de M. Claude Estier - **Après l'art. 56 quaterdecies** (p. 2452) : se déclare opposé à l'amendement n° 234 de la commission (concessions de la construction et de l'exploitation des routes expresses par les collectivités locales) - Se déclare favorable à une départementalisation future des services de secours et d'incendie - **Après l'art. 57** (p. 2469) : se déclare opposé à l'amendement n° 294 bis de M. Philippe Adnot (prélèvement au profit du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle sur les recettes de taxe professionnelle de structures de coopération intercommunale).

- Projet de loi relatif à la sécurité des chèques et des cartes de paiement [n° 444 (90-91)] - (22 octobre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3076) : chèques - Petits commerçants - (p. 3077) : pratiques des parquets - Police municipale de Caen - Dépénalisation - Remboursement de la victime - Pratiques bancaires en matière de découvert - Cartes de paiement et cartes d'entreprise - (p. 3078) : cotitulaires d'un compte - Loi pénale nouvelle plus favorable - Décrets-lois de valeur législative - La commission des lois propose d'adopter le projet de loi - **Art. 1er** (*introduction de dispositions relatives aux cartes de paiement*) - *Intitulé du décret-loi du 30 octobre 1935* (p. 3085) : s'oppose à l'amendement n° 60 de M. Pierre Schiélé (mention de la sécurité juridique des transactions) - **Art. 2** (*définition de la carte de paiement et irrévocabilité de l'ordre de paiement par carte*) - *Art. 57-1 du décret-loi du 30 octobre 1935* : son amendement n° 2 : suppression de la référence aux cartes émises par les entreprises et définition de la carte de retrait ; adopté - **Avant l'art. 3** (p. 3087) : s'oppose à l'amendement n° 50 de M. Robert Pagès (procédure de règlement amiable entre la banque et une personne ayant émis des chèques sans provision dans certaines conditions) - **Art. 4** (*régularisation*) - *Art. 65-3* (p. 3088) : son amendement n° 3 : injonction de restitution des formules de chèques faite sans délai par le banquier tiré ; adopté - (p. 3089) : s'oppose à la deuxième partie, paragraphe I-B de l'amendement n° 51 de M. Robert Pagès (maintien du délai d'interdiction de chéquier à un an) - (p. 3090, 3091) : sur les amendements de M. Hubert Haenel, accepte les n° 36 (information dans le même temps par le banquier tiré de tous les mandataires de son client), n° 38 (modalités de l'injonction précisées par un décret en Conseil d'Etat) et s'oppose au n° 37 (reprise du texte en vigueur sur la régularisation d'un chèque sans provision) - S'oppose à la troisième partie, paragraphe II de l'amendement n° 51 de M. Robert Pagès (possibilité pour le titulaire du compte d'émettre de nouveau des chèques en cas de régularisation) - (p. 3092) : ses amendements n° 5 : délivrance automatique d'un certificat de non-paiement au terme du délai d'un mois à compter de la première présentation du chèque à payer et après nouvelle présentation ; et n° 6 : mise en oeuvre de la procédure de recouvrement soit par une signification, soit par une notification par lettre recommandée avec accusé de réception ; adoptés - Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 67 du Gouvernement - S'oppose à l'amendement n° 39 de M. Hubert Haenel (possibilité de mise en oeuvre de la procédure de recouvrement par notification) - (p. 3093) : accepte l'amendement de coordination n° 40 de M. Hubert Haenel - Son amendement n° 8 : limitation des frais de recouvrement ; adopté - (p. 3094) : son amendement n° 10 : contestation possible du titre exécutoire dans des conditions prévues par un décret en Conseil d'Etat ; adopté - **Art. 5** (*pénalité libératoire*) - *Art. 65-3-1* (p. 3095) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 53 de M. Robert Pagès - (p. 3096) : son amendement n° 11 : calcul du montant de la pénalité libératoire ; retiré - (p. 3097) : s'oppose à l'amendement n° 54 de M. Robert Pagès (allongement du délai de régularisation permettant d'éviter le paiement de la pénalité libératoire) - Son amendement n° 12 : cas de l'expiration du délai de régularisation sans pénalité un jour non ouvré ; adopté - *Art. 65-3-2* : son amendement n° 13 : versement du montant total des pénalités libératoires au Trésor public ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 32 de M. Jean-Jacques Robert (versement du tiers du montant des pénalités libératoires à un fonds d'équipement permettant aux bénéficiaires de s'équiper d'un matériel de contrôle des chèques) et à l'amendement de suppression n° 55 de M. Robert Pagès - *Art. 65-3-3* (p. 3098) : son amendement de suppression n° 14 ; adopté - *Art. 65-3-4* : s'oppose à l'amendement n° 56 de M. Robert Pagès (durée de l'interdiction bancaire limitée à un an) - *Art. 65-3-5* (p. 3099) : s'oppose aux amendements de M. Robert Pagès n° 57 (caractère suspensif du recours) et de M. Pierre Schiélé n° 61 (possibilité pour la juridiction saisie d'ordonner la suspension de l'interdiction bancaire ou d'autoriser la remise de formulaires) et n° 62 (substitution des termes « l'action en justice » aux termes « le recours ») - **Avant l'art. 6** (p. 3100) : s'oppose à l'amendement n° 58 de M. Robert Pagès (gratuité de la certification du chèque demandée par un interdit bancaire) - **Art. 6** (*interdiction « bancaire » en cas de compte collectif*) -*Art. 65-4* : son amendement de suppression n° 15 ; adopté - **Art. 7** (*sanctions pénales*) - *Art. 66* (p. 3102) : accepte l'amendement n° 63 de M. Pierre Schiélé (retrait de tout ou partie de la provision par tout moyen y compris le transfert ou le virement) - **Art. 9** (*contrefaçon et falsification des cartes de paiement - destruction et confiscation des matériels de fabrication*) - *Art. 67-1* (p. 3103) : son amendement n° 16 : extension aux cartes de retrait des dispositions relatives à la sanction de la contrefaçon et de la falsification des cartes de crédit ; adopté - *Art. 67-2* : son amendement n° 17 : remplacement des mots « carte de paiement » par les mots « carte de paiement ou de retrait » ; adopté - **Art. 10** (*interdiction judiciaire*) - *Art. 68* (p. 3104) : son amendement rédactionnel n° 18 ; adopté - **Art. 12** (*sanction pénale des obligations des banques*) - *Art. 72* : son amendement n° 19 : obligation pour le banquier d'informer les bénéficiaires d'un chèque refusé que le tireur était interdit ; adopté - **Art. 13** (*sanction pécuniaire civile des obligations des banques*) - *Art. 73* (p. 3105) : son amendement n° 20 : obligation faite aux banques d'apporter la preuve qu'elles ont procédé à toutes les diligences en vue d'obtenir la restitution des formules de chèques et engagement de leur responsabilité lorsque l'intéressé est interdit au moment de la délivrance de la formule ; adopté - Sur cet amendement,

accepte les sous-amendements n° 68 du Gouvernement et n° 72 de M. Hubert Haenel - **Art. 15** (*information de la Banque de France - information des banques, de l'administration fiscale et du Parquet*) - *Art. 73-3 et 74* (p. 3106) : s'oppose à l'amendement rédactionnel n° 35 de M. Jean-Jacques Robert - Son amendement rédactionnel n° 21 ; adopté - (p. 3107) : accepte l'amendement n° 59 de M. Guy Allouche (monopole de gestion des informations de la Banque de France) - Ses amendements n° 22, rédactionnel, n° 23 : enrichissement du fichier de la Banque de France au moyen des éléments d'identification des autres comptes des interdits détenus par les services des impôts ; et n° 24 : sanction de la méconnaissance de l'obligation de secret à laquelle sont tenus les utilisateurs du fichier de la Banque de France ; adoptés - **Après l'art. 15** (p. 3108) : sur l'amendement ° 1 du Gouvernement (possibilité d'accès à des informations sur les chéquiers pour les personnes immatriculées au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers), son sous-amendement n° 25 ; adopté - **Art. 17** (*abrogations*) (p. 3109) : son amendement rédactionnel n° 26 ; adopté - **Après l'art. 17** : s'oppose à l'amendement n° 65 de M. Pierre Schiélé (signification du protêt de l'ordre de débiter le compte effectué par carte de paiement) - **Art. 18** (*application de la loi dans les DOM et à Saint-Pierre-et-Miquelon*) : son amendement n° 27 : rôle de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer ; adopté - **Art. 19** (*application de la loi dans les TOM et à Mayotte*) (p. 3110) : son amendement n° 28 : rôle de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer ; adopté - **Après l'art. 19** : accepte l'amendement n° 30 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (autorisation donnée aux banquiers de faire droit à l'opposition si le tireur écrit qu'il est dans l'un des cas prévus par la loi) - (p. 3111) : son amendement n° 29 : entrée en vigueur de la loi et organisation de sa mise en application ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 69 du Gouvernement.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (27 novembre 1991) - Rapporteur pour avis (p. 4363) : territoires d'outre-mer, TOM - Antarctique - Polynésie française - Wallis-et-Futuna - Nouvelle-Calédonie - Europe - (p. 4364) : application des textes réglementaires et législatifs en outre-mer - Projet de loi sur les sociétés coopératives.

Intérieur - (2 décembre 1991) - **Examen des crédits** - **Art. 87** (p. 4664) : intervient à propos de l'amendement de suppression n° II-53 de la commission des finances (administration territoriale, collectivités locales et décentralisation) - **Art. 87 bis** (p. 4665) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° II-54 de la commission des finances (administration territoriale, collectivités locales et décentralisation).

Culture - (2 décembre 1991) (p. 4675) : enseignement de la danse - Caen - Construction d'un Zénith.

Aménagement du territoire - (4 décembre 1991) (p. 4791) : Basse-Normandie - Disparition de l'activité métallurgique - Absence de délocalisation - Création à Caen en 1983 du service d'études des postes et télécommunications - (p. 4792) : souhaite la délocalisation à Caen d'une partie du Centre national d'études des télécommunications.

– **Projet de loi relatif à la sécurité des chèques et des cartes de paiement** - *Deuxième lecture* **[n° 148 (91-92)]** - (10 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5180, 5181) : large accord entre les deux assemblées et le Gouvernement - Interdiction bancaire - Date d'entrée en vigueur de la future loi - Sécurité des bénéficiaires de chèques - **Art. 1er** (p. 5182) : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Daniel Millaud (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Après l'art. 2** (p. 5183) : s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Daniel Millaud (rétablissement de l'article 57-1 du décret du 30 octobre 1935 rendant possible l'obtention pour une banque d'un titre exécutoire gratuit) - **Art. 2 bis** (*refus de délivrance de chéquiers*) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Daniel Millaud (suppression de l'obligation pour le banquier qui refuse de délivrer au titulaire d'un compte des formules de chèques de motiver sa décision) - **Art. 4** (p. 5184) : s'oppose aux amendements de M. Daniel Millaud, n° 8 (aggravation de certaines sanctions pénales) et n° 16 (possibilité pour les huissiers de justice de travailler au forfait) - **Art. 5** (p. 5185) : s'oppose aux amendements de M. Robert Pagès, n° 10 de suppression, n° 11 (assouplissement des conditions d'exemption de la pénalité libératoire) et n° 12 (suppression de la possibilité de doublement de la taxe ; rejetés - (p. 5186) : son amendement n° 1 : rétablissement du délai d'interdiction bancaire fixé à dix ans ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 13 de M. Robert Pagès (gratuité des chèques certifiés pour les interdits bancaires) - **Art. 6** (p. 5187) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 9 de M. Daniel Millaud - **Art. 15** (p. 5188, 5189) : ses amendements n° 2 : mention des formules de chèques inutilisées ; adopté ; et n° 3 : faculté pour les établissements de crédit de consulter le fichier de la Banque de France préalablement à l'octroi d'un prêt ou d'un crédit ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 6 de M. Paul Loridant (possibilité pour les établissements de crédit de consulter le fichier de la Banque de France préalablement à l'octroi d'un prêt ou d'un crédit) - Demande d'accès au fichier de la Banque de France de certaines sociétés privées se livrant à des enquêtes de solvabilité - **Art. 15 bis** (*vérification de la régularité de l'émission par les commerçants*) (p. 5192) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 17 ter de M. Daniel Millaud (suppression de la distinction entre les destinataires de chèques suivant qu'ils sont ou non immatriculés au registre du commerce ou registre des métiers) - **Art. 20** (p. 5193) : son amendement n° 4 : confirmation écrite et sans délai de son opposition par le tireur ; adopté - **Après l'art. 21** : s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Daniel Millaud (dérogation de la saisie-vente pour chèque impayé au code des procédures civiles d'exécution) - **Art. 22** (*rapport au Parlement*) : date d'entrée en vigueur - (p. 5194) : son amendement n° 5 : destinataire du rapport ; adopté.

– **Projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans les territoires d'outre-mer [n° 179 (91-92)]** - (18 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5550, 5551) : champ de l'habilitation : organisation judiciaire ; procédure pénale ; indemnisation des victimes d'infraction ou d'accident ; aide juridictionnelle en matière pénale - Principe de spécialité législative des départements d'outre-mer ; arrêt « élection municipale de Lifou » du Conseil d'Etat en date du 9 février 1990 - Extension de la loi du 10 juillet 1991 relative aux secrets des correspondances émises par voie de télécommunications - Consultation des assemblées territoriales - **Art. 1er** (*autorisation du Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures législatives nécessaires à l'actualisation du droit applicable dans les territoires d'outre-mer*) : son amendement de précision n° 2 ; adopté - **Après l'art. 2** (p. 5552) : au nom de la commission, accepte l'amendement n° 1 de M. Daniel Millaud auquel personnellement il s'oppose (compétences du territoire de la Polynésie française en matière d'organisation de la profession de notaire).

GIROD (Paul), sénateur de l'Aisne (RDE).

NOMINATIONS

– Vice-président de la commission des finances.

– Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public Autoroutes de France.

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'ensemble des services relevant de l'autorité du ministre de l'intérieur qui contribuent, à un titre quelconque, à assurer le maintien de l'ordre public et la sécurité des personnes et des biens jusqu'au 29 mai 1991.

Est nommé membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 (*JO* Lois et décrets du 29 juin 1991) ; puis nommé

secrétaire (*JO* Lois et décrets du 5 juillet 1991) jusqu'au 11 décembre 1991.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse (22 mars 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes, instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes (5 avril 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (26 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1991 (17 décembre 1991).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° **98 (90-91)**], adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant statut de la collectivité territoriale de Corse [n° **235 (90-91)**] (14 mars 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet [n° **242 (90-91)**], adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements, instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° **253 (90-91)**] (2 avril 1991) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements, instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° **267 (90-91)**] (11 avril 1991) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° **281 (90-91)**], adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, instituant une dotation de solidarité urbaine et un fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France, réformant la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements et modifiant le code des communes [n° **282 (90-91)**] (16 avril 1991) - **Collectivités territoriales.**

Avis, présenté au nom de la commission des finances, sur le projet de loi d'orientation [n° **269 (90-91)**] relatif à l'administration territoriale de la République, adopté par l'Assemblée nationale [n° **364 (90-91)**] (7 juin 1991) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° **34 (91-92)**] adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier la loi n° 83-636 du 13 juillet 1983 portant modification du statut des agglomérations nouvelles [n° **71 (91-92)**] (6 novembre 1991) - **Villes.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Intérieur** - Administration centrale et sécurité - [n° **92 (91-92) tome 3 annexe 31**] (19 novembre 1991).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1889) - Ministère : Intérieur - *Promotion publicitaire des collectivités locales en période préélectorale* - **Elections.**

Questions orales sans débat :

n° **306** (*JO* Débats du 17 avril 1991) (p. 495) - Ministère : Education - *Création de deux instituts universitaires de technologie dans le département de l'Aisne* - (Réponse : *JO* Débats du 27 avril 1991) (p. 760) - **Enseignement supérieur.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse [n° 98 (90-91)]** - (20 mars 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 67) : budget de la collectivité territoriale de Corse - Développement économique - (p. 68) : transfert de compétences et de ressources - Office des transports de la Corse - Fonds d'intervention pour l'aménagement de la Corse - (p. 69) : animation de la vie économique - Dispositions fiscales - Paix civile.

Suite de la discussion - (21 mars 1991) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 104) : ressources nouvelles de l'Assemblée du territoire - Contrats de plan Etat-région - **Art. 1er** (*consécration juridique de la notion de « peuple corse composante du peuple français »*) (p. 105) : « peuple corse » - Autres composantes du peuple français - Nouvelle collectivité territoriale - Refonte des listes électorales - (p. 113) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de la commission (suppression de la référence à la notion de « peuple corse » et mention de la région de Corse) - **Art. 41** (*contrôle budgétaire*) (p. 141, 142 et 143) : ses amendements n° 70 : contrôles effectués par la chambre régionale des comptes ; n° 71 : suppression de la faculté donnée à la chambre régionale des comptes de procéder à des vérifications sur demande du représentant de l'Etat ou de la collectivité territoriale ; et n° 72 : saisine de la chambre régionale des comptes ; adoptés - **Art. 52** (*activités éducatives complémentaires et enseignement de la langue et de la culture corses*) (p. 151) : intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (caractère facultatif des cours de langue corse).

Suite de la discussion - (22 mars 1991) - Rapporteur pour avis - **Art. 58 bis** (*création d'une ressource fiscale nouvelle affectée à un fonds d'intervention pour l'aménagement de la Corse*) (p. 167, 168) : son amendement n° 73 bis : alimentation du fonds d'aménagement et de développement de la Corse par une taxe sur l'hébergement touristique ; adopté - **Après l'art. 58 bis** (p. 169, 170) : son amendement n° 74 : dégrèvement de 50 % de la taxe professionnelle pour les entreprises corses pendant cinq ans ; adopté - (p. 171) : se déclare favorable à l'amendement n° 170 de M. Etienne Dailly (incitations fiscales à l'investissement en Corse) - (p. 172) : application de l'article 40 de la Constitution - **Art. 59** (*aides de la collectivité territoriale au développement économique*) : ses amendements, n° 75 bis de coordination et n° 76 : constitution possible par la région Corse de fonds de développement auprès de plusieurs établissements de capital-risque ; adopté - **Art. 60** (*propositions relatives au régime fiscal spécifique de la Corse et aux dispositions destinées à faciliter la sortie de l'indivision*) (p. 174) : son amendement n° 77 : fonctionnement et mission de la commission paritaire Etat-région de Corse ; adopté après modification par le sous-amendement n° 192 de la commission : intervention d'un représentant de chacun des départements de Corse ; qu'il accepte - **Art. 65** (*dotation aux offices territoriaux agricoles*) (p. 178) : son amendement n° 78 : clarification des missions et du fonctionnement des deux offices ; adopté - **Art. 68** (*mise en oeuvre du principe de continuité territoriale : transports maritimes et aériens*) (p. 181, 182) : ses amendements rédactionnels n° 79 et n° 81 ; adoptés - Ses amendements, n° 80 : maîtrise des prix du transport par la collectivité territoriale ; et n° 82 : fixation des conditions d'exploitation par la collectivité territoriale ; adoptés - **Art. 69** (*statut et compétences de l'office des transports de la Corse*) (p. 183, 185) : ses amendements n° 83 : possibilité pour l'office de se faire communiquer les comptes des compagnies ; et n° 84 : présence de représentants des départements de Corse ; adoptés - **Art. 70** (*transfert à la collectivité territoriale de Corse de la voirie nationale*) (p. 186, 187) : son amendement n° 85 : subordination du transfert de la voirie nationale à une décision de la collectivité territoriale ; adopté - **Art. 73** (*ressources et*

compensation de charges) (p. 189) : ses amendements n° 86, de coordination ; n° 87 : dotation de continuité territoriale ; n° 88, de coordination ; et n° 89 : document retraçant l'évolution du montant des ressources spécifiques attribuées à la région Corse ; adoptés - **Art. 75** (*principe de transfert des droits de consommation sur les alcools*) (p. 190) : son amendement n° 90 : droit de consommation sur les alcools et généralisation du régime d'acquit à caution pour la vente d'alcools destinés à la consommation en Corse ; adopté - Sur cet amendement, se déclare opposé au sous-amendement n° 193 du Gouvernement (suppression de la généralisation du régime d'acquit à caution).

– Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° 242 (90-91)] - (2 avril 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 217) : organisation des travaux du Sénat - (p. 221) : « mal des banlieues » - (p. 222) : immigration - Emploi - Formation - Urbanisme - Critères de la redistribution - Villes défavorisées - (p. 223) : rôle de la DGF - Dotation de solidarité urbaine - Données chiffrées - Logements sociaux - (p. 224) : incidences sur la fiscalité locale - Fonds de solidarité financière - Comité des finances locales - S'oppose au texte proposé - Echec de l'aménagement rural - Révision nécessaire de la DGF - (p. 225) : décentralisation - Rôle des départements et des régions.

Suite de la discussion - (3 avril 1991) - Rapporteur - **Art. 1er A** (*codification au sein du code des communes du régime d'indexation de la dotation globale de fonctionnement*) (p. 279) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 20 de M. Michel Rufin ainsi qu'à l'amendement n° 88 de M. Robert Vizet (correction de la perte de recettes supportée en 1990) - Ses amendements n° 61 : indexation de la DGF à partir de 1991 sur le PIB en valeur ; adopté par priorité ; et n° 62 : montant de la régularisation ; adopté - **Art. 1er B** (*suppression de la fraction de la prise en compte des résidences secondaires pour le calcul de la dotation de péréquation répartie en fonction du revenu*) (p. 280) : son amendement de suppression n° 63 ; adopté - **Art. 1er C** (*demande de simulation sur la modification de la définition du potentiel fiscal*) (p. 283) : son amendement de suppression n° 64 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 110 de M. Jacques Bellanger (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 1er** (*modification des concours particuliers au sein de la DGF*) (p. 285) : son amendement rédactionnel n° 65 ; adopté - **Art. 2** (*part réservée à la dotation supplémentaire aux communes touristiques et thermales*) : son amendement rédactionnel n° 66 ; adopté - **Art. 2 bis** (*extension des communes éligibles à la dotation particulière aux villes-centre*) : son amendement de suppression n° 67 ; adopté - **Après l'art. 2 bis** (p. 286) : s'oppose à l'amendement n° 89 de M. Robert Vizet (liberté de vote des taux de la fiscalité locale) - **Demande de priorité** (p. 287) : demande l'examen en priorité de son amendement n° 74 - **Avant l'art. 3 bis** : son amendement n° 74 : définition de l'indice des charges de caractère social des communes ; adopté ; et sur ce dernier accepte les sous-amendements n° 137 de la commission des lois saisie pour avis et n° 123 de M. Geoffroy de Montalembert - **Art. 3** (*critères d'éligibilité, montant et répartition de la dotation de solidarité urbaine*) (p. 291) : son amendement n° 68 : nouvelle rédaction du paragraphe I de l'article 3 relatif à l'institution d'une dotation de solidarité urbaine ; adopté - (p. 293) : s'oppose aux amendements n° 51 de la commission des affaires économiques saisie pour avis (éligibilité à la dotation de solidarité urbaine des groupements de communes rurales ayant dans leur objet un projet de développement économique local), n° 112 et n° 113 de M. Robert-Paul Vigouroux (prise en compte des logements insalubres) et accepte l'amendement n° 24 de la commission des lois saisie pour avis (abaissement du nombre de logements sociaux nécessaires à l'éligibilité à la dotation de solidarité urbaine) - (p. 294) : son amendement n° 69 : indice des charges à caractère social de la commune ; adopté, et sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 138 de la commission des lois saisie pour avis - S'oppose à l'amendement n° 114 de M. Jacques Carat (exclusion des populations carcérales dans le calcul des rapports entre le nombre des logements sociaux et la population de la commune) - Son amendement n° 70 : base nette des quatre taxes directes locales ; adopté - (p. 295) : ses amendements n° 71 : appréciation du seuil de dix mille habitants selon les règles de la DGF ; adopté ; et n° 72 : rapport des conseils municipaux des communes sur les actions conduites en vue de l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers en difficulté ; retiré - (p. 296) : s'oppose aux amendements n° 104 (financement de la dotation de solidarité urbaine à partir de la masse globale de la DGF) et n° 105 (taux de progression de la dotation de solidarité urbaine) de M. Jean-Marie Girault - Son amendement de coordination n° 73 ; adopté - Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 25 de la commission des lois saisie pour avis - S'oppose aux amendements identiques n° 106 de M. Jean-Marie Girault et n° 111 de M. Jacques Bellanger (critère d'effort fiscal).

Suite de la discussion - (4 avril 1991) - Rapporteur - **Art. 3 bis** (*simulations relatives à l'amélioration de la définition des logements sociaux*) (p. 307) : son amendement de suppression n° 75 ; adopté - (p. 308) : s'oppose aux amendements n° 26 de la commission des lois saisie pour avis (simulation pour les critères de sélection des communes contributives à la dotation de solidarité urbaine) et n° 115 de M. Jacques Bellanger (prise en compte des personnes ne bénéficiant pas de l'aide au logement) - **Art. 4** (*réduction différenciée de la garantie minimale de progression*) (p. 309) : son amendement n° 76 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - (p. 314) : sur son amendement n° 76, accepte le sous-amendement n° 133 de M. Marcel Costes - (p. 316) : sur son amendement n° 76, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 15 de M. André Fosset - **Après l'art. 4** : son amendement n° 77 : indice des charges à caractère social des communes ; adopté - **Art. 5** (*dispositions transitoires*) (p. 317) : accepte l'amendement n° 36 de la commission des lois saisie pour avis (taux de progression de la dotation globale de fonctionnement) - **Art. 6** (*application de la dotation de solidarité urbaine aux communes des départements d'outre-mer et des collectivités territoriales à statut spécial*) (p. 318) : accepte l'amendement de précision n° 38 de la commission des lois saisie pour avis et s'oppoe à l'amendement n° 2 de M. Louis Virapoullé (notion de logement social dans les départements d'outre-mer) - **Après l'art. 6** (p. 320) : demande le retrait de l'amendement n° 131 de M. Henri Bangou (conditions d'établissement des critères de calcul et de répartition de la DGF dans les départements d'outre-mer) - Sur les amendements de M. Louis Virapoullé, s'oppose aux n° 3 (communes de la Réunion), n° 4 (prise en compte de l'octroi de mer dans le calcul de l'effort fiscal des communes des départements d'outre-mer) et n° 5 (prise en compte de l'octroi de mer dans le calcul de l'effort fiscal dans les communes de la Réunion) et accepte le n° 6 (communication des simulations concernant l'application du régime métropolitain de la DGF aux communes des départements d'outre-mer) - **Art. 7** (*fonds de solidarité des communes de la région d'Ile- de-France*) (p. 323) : son amendement n° 79 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - **Art. 7 bis** (*report au 1er janvier 1992 du volet relatif à la solidarité en région d'Ile-de-France et instauration d'un prêt exceptionnel*) (p. 332) : son amendement n° 80 : mise en place d'un prêt de la Caisse des dépôts et consignations ; adopté - **Après l'art. 7** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 135 de M. Jean-Pierre Fourcade (modification du taux de la taxe professionnelle) - **Intitulé du titre II** (p. 333) : son amendement n° 139 : « De la coopération et de la solidarité dans la région d'Ile-de-France » ; adopté - **Avant l'art. 8** : son amendement n° 81 : crédits affectés par les départements au financement d'actions conduites en vue de l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers en difficulté ; adopté - **Art. 8** (*mise en oeuvre de la dotation de solidarité urbaine en 1991 par imputation sur la régularisation de la DGF de 1990*) (p. 334) : son amendement de suppression n° 82 ; adopté - **Art. 9** (*report de la date limite d'adoption des budgets en Ile-de-France*) : son amendement de suppression n° 83 ; adopté - **Demande de priorité** : demande l'examen en priorité de l'article 10 - **Art. 10 (par priorité)** (*institution d'un mécanisme de solidarité financière interdépartementale*) (p. 338) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 60 de la commission des affaires économiques saisie pour avis (nouvelle rédaction de

cet article) et s'oppose à l'amendement n° 134 de M. Michel Moreigne (application dès 1991 du mécanisme de solidarité) - **Art. 11** (*demande de simulation relative à la définition du potentiel fiscal*) (p. 344) : son amendement n° 84 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - (p. 346) : sur ce dernier, accepte les sous-amendements n° 54, n° 55, n° 56 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 136 de M. Jean Pépin et n° 22 de la commission des lois saisie pour avis - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les sous-amendements n° 46 de la commission des lois saisie pour avis et n° 52 de la commission des affaires économiques saisie pour avis - **Après l'art. 11** (p. 348) : son amendement n° 85 : nouvelle répartition de la DGF ; adopté - **Après l'art. 1er C** (p. 349) : accepte l'amendement n° 59 de la commission des affaires économiques saisie pour avis : logement social en milieu rural - **Art. 12** (*demande de simulation sur la création d'une dotation pour les communes rurales*) (p. 349) : son amendement de suppression n° 140 ; adopté - **Art. 13** (*application de la loi dans les départements d'outre-mer*) (p. 350) : accepte l'amendement de coordination n° 48 de la commission des lois saisie pour avis - **Après l'art. 13** (p. 351) : s'oppose aux amendements n° 121 de M. René Régnault (pondération de la réduction de la taxe professionnelle) et n° 122 de M. Jacques Bialski (perte de recettes de taxe professionnelle dans une communauté urbaine ou un district à fiscalité propre) - **Intitulé** : son amendement n° 141 : « Projet de loi instituant des solidarités financières entre communes, entre départements et entre collectivités locales de la région d'Ile-de-France » ; adopté - **Sur l'ensemble** (p. 356) : remerciements.

Nouvelle lecture [n° **281 (90-91)**] - (17 avril 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 502) : commission mixte paritaire, CMP - Dotation de solidarité urbaine - Critère de logement social - Ville de Paris - Evolution de la DGF - Fonds de la région d'Ile-de-France - Travaux de l'Assemblée nationale - (p. 503) : logement social - Données chiffrées - Départements de montagne - Communes rurales - Indexation de la DGF - Commission mixte paritaire, CMP - Comité des finances locales - (p. 504) : départements contributeurs - Données chiffrées - Rôle du Sénat - Insuffisances de ce texte - Question préalable - Constitutionnalité - Rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture - (p. 509) : solidarité avec les élus parisiens - Position du Sénat - **Art. 1er A** (p. 512) : son amendement n° 1 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 1er B** : son amendement de suppression n° 2 ; adopté - **Art. 1er C** : son amendement de suppression n° 3 ; adopté - **Art. 1er D** : son amendement n° 4 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 2 bis** (p. 513) : son amendement de suppression n° 5 ; adopté - **Art. 3 bis AA** (*rapport présenté au conseil municipal par le maire d'une commune bénéficiaire de la dotation de solidarité urbaine*) (p. 514) : dotation de solidarité urbaine - Rapport au Parlement - **Art. 3 bis A** (*calcul de l'indice des charges à caractère social de la commune*) : son amendement n° 8 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 3 bis** (p. 516) : son amendement de suppression n° 9 ; adopté - **Art. 4** : son amendement n° 10 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 4 bis** (p. 517) : son amendement n° 11 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 5** : son amendement n° 12 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 5 bis** (p. 518) : son amendement n° 13 : rétablissement du texte établi par le Sénat en première lecture ; adopté - **Intitulé du titre II** : son amendement n° 14 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 7** (p. 519) : son amendement n° 15 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 7 bis A** (*obligation pour le maire d'une commune bénéficiaire d'une attribution du fonds de solidarité de la région d'Ile-de-France de présenter un rapport devant le conseil municipal*) (p. 520) : son amendement rédactionnel n° 16 ; adopté - **Art. 7 bis** (*instauration d'une enveloppe de prêts sans intérêt pour les communes bénéficiaires du mécanisme de solidarité en Ile-de-France*) : son amendement n° 17 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 7 ter** (*possibilité pour les collectivités locales d'Ile-de-France d'augmenter leur taux de taxe professionnelle*) : son amendement n° 18 ; rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 8 A** (*crédits affectés par les départements au financement d'actions conduites en vue de l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers défavorisés*) (p. 521) : son amendement n° 19 : rétablissement du textre adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 8** : son amendement de suppression n° 29 ; adopté - **Art. 10** : son amendement n° 20 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - (p. 523) : sur son amendement n° 20, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 28 de M. Michel Moreigne - **Art. 10 bis** (*dotation particulière de solidarité urbaine*) (p. 524) : son amendement de suppression n° 21 ; adopté - **Art. 11** (p. 525) : son amendement n° 22 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 11 bis** (*demande de simulation portant simplification du régime de répartition de la DGF*) : son amendement n° 23 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 12** (p. 528) : son amendement de suppression n° 24 ; adopté - **Art. 13** : son amendement n° 25 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - **Intitulé** : son amendement n° 26 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté.

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République** [n° **269 (90-91)**] - (11 juin 1991) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 1516, 1517) : coopération intercommunale - Taxe professionnelle ; égalisation des taux pour les zones d'activités économiques des communautés de communes - Versements destinés aux transports en commun - Transparence financière des collectivités territoriales - Chambres régionales des comptes - Création d'un fonds de compensation interrégionale - (p. 1518) : schéma départemental de coopération intercommunale - Taxe professionnelle : disparité des taux ; régime dans les structures de coopération intercommunale - Dotation globale de fonctionnement, DGF - Fonds de compensation pour la TVA - (p. 1519) : versements destinés aux transports en commun - Approuve la proposition de la commission des lois de suppression des communautés de communes et de villes au bénéfice des structures de coopération intercommunale actuellement existantes.

Suite de la discussion - (13 juin 1991) - **Art. 21** (*dispositions relatives aux conseillers municipaux*) (p. 1656) : se déclare opposé à l'amendement n° 122 de la commission (suppression des dispositions relatives à la mise à disposition d'un local aux conseillers municipaux minoritaires).

Suite de la discussion - (14 juin 1991) - **Art. 27** (*commission permanente, nouvelle dénomination des bureaux des conseils généraux et des conseils régionaux*) (p. 1680) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 130 de la commission - **Avant l'art. 29** (p. 1682) : se déclare opposé à l'amendement n° 356 de M. Claude Estier (augmentation du nombre de vice-présidents du conseil régional) - Rapporteur pour avis - **Art. 33** (*saisine des chambres régionales des comptes*) (p. 1688, 1689) : ses amendements, n° 245 : dispositions relatives aux observations de la chambre régionale des comptes sur la gestion et à leur communication ; et n° 246 : avis de la chambre régionale des comptes sur les conventions relatives aux marchés ou à des délégations de service public ; adoptés - **Art. 34** (*recours à des experts par les chambres régionales des comptes*) (p. 1690) : son amendement n° 247 : nouvelle rédaction ; retiré au profit de l'amendement n° 141 de la commission (cas d'incompatibilité pour les experts) - **Après l'art. 34** (p. 1691) : accepte l'amendement n° 470 du Gouvernement (faculté pour les départements et les communes de présenter leurs dépenses d'investissement sous la forme d'autorisations de programme et de crédits de paiement) - A titre personnel - **Après l'art. 36** (p. 1700) : intervient sur l'amendement n° 148 de la commission (compétences régionales en matière d'enseignement supérieur) - (p. 1712) : se déclare favorable à l'amendement n° 159 de la commission (infractions aux règlements de police applicables dans les parcs et jardins départementaux) - (p. 1715) : se déclare favorable à l'amendement n° 161 de la commission (commission départementale des sites et paysages littoraux) - **Après l'art. 56**

quater decies (par priorité) (p. 1719) : se déclare favorable à l'amendement n° 235 de la commission (statut du personnel d'assainissement des départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne).

Suite de la discussion - (3 juillet 1991) - Rapporteur pour avis - **Art. 53** (*communautés de communes*)(p. 2424) : fiscalité locale - Taxe professionnelle - Syndicat intercommunal à vocation multiple, SIVOM - **Après l'art. 56** (p. 2443) : à titre personnel, votera l'amendement n° 439 de M. Bernard Seillier (interdiction des campagnes de promotion publicitaire, à caractère commercial, des réalisations ou de la gestion d'une collectivité dans les six mois précédant des élections générales) - **Art. 56 quaterdecies** (*aide financière d'une collectivité locale à une autre*) (p. 2455) : son amendement de suppression n° 249 ; adopté - **Avant l'art. 57** (p. 2457) : s'oppose à l'amendement n° 301 de Mme Jacqueline Fraysse-Casalis (code des impôts : abrogation des dispositions restreignant la liberté des communes en matière de taux de fiscalité locale) - **Art. 57** (*régime fiscal des communautés de villes*) (p. 2459, 2460) : son amendement n° 250 : dispositions applicables à la taxe professionnelle perçue par les communautés urbaines sur les districts à fiscalité propre ; adopté - (p. 2462, 2463) : son amendement n° 251 : taxe professionnelle de zone ; adopté, après modification par les sous-amendements n° 287 de M. Philippe François et n° 493 de M. Bernard Seillier - (p. 2465, 2466) : son amendement n° 252 : taxe professionnelle unique pour les districts à fiscalité propre et les communautés urbaines ; adopté - **Après l'art. 57 ou après l'art. 63** (p. 2468) : sur le dispositif de prélèvement sur les recettes de taxe professionnelle perçues par les structures de coopération intercommunale, au profit du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle, accepte l'amendement n° 293 de M. Philippe Adnot et s'oppose aux amendements n° 294 bis du même auteur et n° 376 de M. Germain Authié - Déclare l'article 40 de la Constitution non applicable aux amendements de M. Philippe Adnot n° 293 et n° 294 bis - **Art. 57 bis** (*unification du taux de taxe professionnelle dans les districts et les communautés urbaines*) (p. 2470) : son amendement de suppression n° 253 ; adopté - **Art. 58** (*régime fiscal des communes membres*) : son amendement de coordination n° 254 ; adopté - **Art. 59** (*régime fiscal des communautés de communes*) (p. 2471) : son amendement de suppression n° 255 ; adopté - **Art. 59 bis** (*dispositions budgétaires et comptables applicables aux communautés de villes*) (p. 2472) : son amendement n° 256 : recettes du budget des communautés urbaines : prise en compte de la taxe professionnelle de zone ou de la taxe professionnelle unique ; adopté - **Après l'art. 59 bis** : son amendement n° 257 : conditions d'application du régime accéléré de remboursement de la TVA aux districts et aux communautés urbaines ; adopté - **Art. 59 ter** (*application du régime de la taxe professionnelle de zone aux communautés urbaines*) : son amendement de suppression n° 258 ; adopté - **Art. 59 quater** (*faculté ouverte aux districts d'instituer une taxe professionnelle unique sur la zone d'activités économiques*) : son amendement de suppression n° 259 ; adopté - **Art. 60 bis** (*abaissement du seuil de perception du versement destiné aux transports en commun*) (p. 2473) : son amendement de suppression n° 260 ; adopté - **Art. 61** (*versement destiné aux transports en commun*) (p. 2474) : son amendement de suppression n° 261 ; adopté - **Art. 62** (*potentiel fiscal des communes membres d'un groupement à taux unique de taxe professionnelle*) : son amendement n° 262 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 63** (*dotation globale de fonctionnement, DGF, des communautés de villes et des communautés de communes*) (p. 2476, 2477) : ses amendements proposant une nouvelle rédaction n° 263, n° 264, n° 265, n° 266, n° 267 et n° 268 ; adoptés - **Après l'art. 63** (p. 2478) : s'oppose à l'amendement n° 447 de M. Bernard Seillier (régime de la dotation globale d'équipement, DGE, des syndicats de communes réunissant plus de dix mille habitants) - **Art. 64** (*versement aux communautés de communes et aux communautés de ville des attributions au titre du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée*) (p. 2479) : son amendement de suppression n° 269 ; adopté - **Après l'art. 64** : son amendement n° 270 : conditions d'application du régime accéléré de remboursement de la TVA aux districts et communautés urbaines ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2484, 2485) : votes divergents du groupe du RDE.

– **Projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service [n° 387 (90-91)]** - (9 octobre 1991) - **Art. 1er** (*droits fondamentaux du sapeur-pompier volontaire en cas d'accident ou de maladie liés au service*) (p. 2773, 2774) : article 354 du code des communes - Charge des frais médicaux - **Après l'art. 1er** (p. 2775) : se déclare opposé à l'amendement n° 14 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (garantie d'emploi des sapeurs-pompiers volontaires) - **Art. 2** (*paiement des soins par le service départemental d'incendie et de secours*) (p. 2776) : se déclare favorable à l'amendement n° 15 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (gratuité des soins pour les sapeurs pompiers volontaires) - **Art. 17** (*dispositions particulières pour les sapeurs pompiers volontaires ayant la qualité de fonctionnaire*) (p. 2781) : intervient sur l'amendement n° 21 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (délai du choix du régime d'indemnisation) - **Art. 19** (*abrogation pour coordination de plusieurs articles du code des communes*) (p. 2782) : se déclare opposé à l'amendement rédactionnel n° 11 de la commission - Demande un vote par division de l'article - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2783) : votera ce projet de loi.

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture [n° 30 (91-92)]** - (10 octobre 1991) (p. 2826) : manifestations - Budget de l'agriculture - Carburants bioénergétiques - Produits de substitution aux céréales - Importations de protéagineux - (p. 2827) : budget de l'agriculture - Etablissement des jeunes agriculteurs.

– **Projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs [n° 431 (90-91)]** - (6 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3534) : choix du nucléaire - Gestion des déchets radioactifs - Rôle de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, ANDRA - Solution de l'enfouissement des déchets nucléaires à vie longue - Mise en place de laboratoires souterrains expérimentaux de stockage - Centrale nuclaire de Creys-Malville - Saturation du centre de stockage de la Hague - (p. 3535) : stockage en surface - Souhaite une solution alternative au stockage souterrain - **Art. 1er A** (*droits des générations futures*) (p. 3544) : son amendement n° 38 : interdiction de tout stockage souterrain de déchets radioactifs à haute activité et à vie longue ; rejeté - **Art. 1er B** (*stockage irréversible de déchets*) (p. 3547) : son amendement de suppression n° 39 ; retiré - **Art. 1er** (*programmes de recherche et rapports d'évaluation*) (p. 3550) : se déclare favorable au sous-amendement n° 8 de M. Jean Pépin sur l'amendement n° 13 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - **Après l'art. 2** (p. 3553) : se déclare favorable à l'amendement n° 14 de la commission (concertation avec les élus et les populations des sites intéressés avant tout engagement de travaux de recherche préliminaires à un projet d'installation d'un laboratoire souterrain) - **Art. 3** (*indemnisation des travaux de recherche préalables à l'installation des laboratoires*) (p. 3554) : sur l'amendement n° 28 de M. Jean-Paul Emin (avis conforme des conseils généraux des départements ayant contribué au développement de la production d'énergie nucléaire, nécessaire pour l'implantation d'un site de recherche préalable), son sous-amendement n° 43 ; rejeté.

– **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 83-636 du 13 juillet 1983 portant modification du statut des agglomérations nouvelles [n° 34 (91-92)]** - (14 novembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3711, 3712) : syndicats d'agglomération nouvelle, SAN - Unification des taux de taxe professionnelle - Règles de liaison et de plafonnement entre les taux des taxes locales - Création d'un fonds de coopération accompagné d'un nouvau système de répartition des crédits entre les communes membres d'un SAN - Dotation globale de fonctionnement, DGF - Régularisation du système de transfert d'équipements des communes vers le SAN - Propose l'adoption de cette proposition de loi - **Art. 2 bis** (*unification du taux de taxe professionnelle sur une zone d'activité économique*) (p. 3715) : ses amendements rédactionnels : n° 1 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 14 du Gouvernement, qu'il accepte, et n° 2 ; adopté - (p. 3716) : accepte l'amendement n° 9 du Gouvernement (option possible pour une unification pro-

gressive) ; sur cet amendement, son sous-amendement n° 13 ; adopté - **Art. 3** (*abrogation des dispositions relatives aux dotations de référence dans la loi du 13 juillet 1983*) : son amendement n° 3 : dotation de référence : mise en place d'un dispositif en cas de création d'une agglomération nouvelle ; adopté - **Art. 4** (*fonds de coopération*) (p. 3717, 3718) : ses amendements n° 4 et n° 5, rédactionnels ; n° 6 : suppression de la faculté de réduire le coefficient multiplicateur de l'écart de potentiel fiscal ; adoptés ; et n° 7 : mise en place des fonds de coopération dans les syndicats ou communautés d'agglomérations nouvelles créés après l'entrée en vigueur de la présente proposition de loi ; adopté après modification par le sous-amendement n° 10 du Gouvernement, qu'il accepte - **Art. 5** (*coordination des articles de la loi n° 83-636 du 13 juillet 1983*) : son amendement n° 8 : maintien de la mention des dotations de référence visées à l'article 27 ; adopté - (p. 3719) : accepte l'amendement n° 11 du Gouvernement (conditions de répartition des compléments de ressources prélevés sur le produit de taxe professionnelle du SAN) - **Après l'art. 5** : accepte l'amendement n° 12 du Gouvernement (non-application des dispositions de l'article 30 de la loi d'orientation sur la ville aux cessions d'immeubles que l'Etat consent à un établissement public d'aménagement de villes nouvelles) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3720) : à titre personnel - Agglomération nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines et ville de Saint-Quentin dans l'Aisne.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Art. 8** (*réduction du taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices distribués et modulation du régime des acomptes*) (p. 3929) : PME et PMI en société - (p. 3930) : plan de soutien à l'emploi - **Après l'art. 8** (p. 3936) : intervient sur l'amendement n° I-60 de M. Jacques Oudin (possibilité pour les entreprises en difficulté d'obtenir un remboursement de la créance sur le Trésor) - (p. 3938) : s'abstiendra sur l'amendement n° I-21 de M. Xavier de Villepin (déduction pour les entreprises des versements effectués à des établissements d'enseignement public ou privé sous contrat).

Deuxième partie :

Intérieur - (2 décembre 1991) - Rapporteur spécial (administration centrale et sécurité) (p. 4626) : augmentation des crédits - (p. 4627) : crédits affectés aux élections - Administration centrale - Augmentation des pensions - Police - Policiers auxiliaires - Départementalisation - Informatique - Crédits de fonctionnement - Dotation en capital - Logement des policiers - (p. 4628) : statut de la police - Paiement des frais de déplacement - Banlieues - Expulsions - Sécurité civile - Dépenses relatives aux élections - Avis défavorable sur ce projet de budget.

Equipement, logement, transports et espace - II - Transports intérieurs ; 1 -Transports terrestres (et voies navigables) ; 2 - Routes ; 3 - Sécurité routière - (6 décembre 1991) (p. 4949) : autoroutes - TGV - (p. 4950) : routes - Région d'Ile-de-France - Collectivités territoriales - SNCF.

– **Projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs** - *Deuxième lecture* **[n° 110 (91-92)]** - (11 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5228) : Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, ANDRA - Département de l'Aisne - Site choisi pour un laboratoire souterrain de recherche ; stockage des déchets radioactifs - Demande la priorité à la recherche de solutions alternatives - (p. 5229, 5230) : laboratoire souterrain de recherche ; département de l'Aisne - **Art. 1er A bis A** (*stockage souterrain en couches géologiques profondes de produits dangereux : régime de l'autorisation*) (p. 5232) : se déclare opposé à l'amendement n° 3 de la commission (organisation du droit à dérogation par une loi ultérieure) - Vote contre cet article - **Art. 1er** (p. 5233) : vote contre cet article.

GOETSCHY (Henri), sénateur du Haut-Rhin (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

– Membre titulaire du comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) et du comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDESTOM).

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement du second cycle de l'enseignement public du second degré jusqu'au 31 mai 1991.

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 **[n° 91 (91-92)]** considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Départements et territoires d'outre-mer** - **[n° 92 (91-92) tome 3 annexe 11]** (19 novembre 1991).

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative au statut et à la promotion de la langue régionale en Alsace et en Moselle **[n° 98 (91-92)]** (19 novembre 1991) - **Alsace et Moselle.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse [n° 98 (90-91)]** - (20 mars 1991) - **Discussion générale** (p. 90, 91) : avis favorable sur ce projet de loi - Langue et culture corses - Classes bilingues - Emissions dialectales radiotélévisées - Alsace-Moselle - Développement économique - « Peuple corse » - Pluralisme culturel.

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture** [n° **30 (91-92)**] - (10 octobre 1991) (p. 2828) : profession d'éleveur - Politique agricole commune - Manifestations - Rôle de l'Etat et des collectivités locales.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (27 novembre 1991) - Rapporteur spécial (p. 4353) : crédits pour 1992 - (p. 4354) : service militaire adapté, SMA - Dotations de recherche - Terres australes et antarctiques françaises, TAAF - Fonds d'investissement des départements d'outre-mer, FIDOM - Fonds d'investissement pour le développement économique et social, FIDES - Répartition des crédits - Reconstruction - Mesures fiscales - (p. 4355) : défiscalisation - Exemple de Saint-Martin - (p. 4356) : logements sociaux - Guyane - Investissements - Octroi de mer.

Articles non rattachés :

(8 décembre 1991) - **Art. 83 bis** (*possibilité pour les conseils généraux d'exonérer de taxe foncière sur les propriétés non bâties les jeunes agriculteurs*) (p. 5081) : intervient à propos de l'amendement n° II-166 du Gouvernement (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 83 septies** (*prorogation pour cinq ans du dispositif d'incitation fiscale à l'investissement dans les départements d'outre- mer*) (p. 5089) : intervient à propos de l'amendement n° II-125 de la commission (cas des investissements réalisés avant 1996) - **Art. 83 decies** (*extension de la défiscalisation au secteur de la maintenance au profit d'activités industrielles*) (p. 5095) : son amendement n° II-137 : secteur de la maintenance et du service exécuté au profit d'activités industrielles ou touristiques ; adopté.

GOLLIET (Jacques), sénateur de Haute-Savoie (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

– Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du service national (23 octobre 1991).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée à Cuba, du 23 au 30 mars 1991 [n° **349 (90-91)**] (4 juin 1991) - **Cuba.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **124 (91-92)**] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco relatif à la construction d'un tunnel destiné à relier le réseau routier monégasque à la Route Nationale 7 [n° **146 (91-92)**] (4 décembre 1991) - **Traités et conventions.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **178 (91-92)**] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (ensemble huit protocoles), signé à Paris, le 19 novembre 1990, ainsi que trois déclarations faites le même jour, deux déclarations faites le 14 juin 1991 et deux déclarations faites le 18 octobre 1991 [n° **199 (91-92)**] (17 décembre 1991) - **Traités et conventions.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 13 décembre 1991) (p. 5276) - Ministère : Premier ministre - *Relations franco-algériennes* - **Relations internationales.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse [n° 98 (90-91)]** - (20 mars 1991) - **Discussion générale** (p. 92, 93) : « peuple corse » - Grandes îles européennes - Refonte des listes électorales corses - Dérive autonomiste - Jeunesse corse - Paix civile.

Suite de la discussion - (21 mars 1991) - **Art. 54** (*compétences de la collectivité territoriale de Corse dans le domaine de la communication audiovisuelle*) (p. 153) : soutient l'amendement n° 108 de M. Marcel Rudloff (réalisation d'échanges avec l'étranger dans le secteur audiovisuel).

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes [n° 354 (90-91)]** - (27 juin 1991) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 356) (p. 2206) : construction européenne - Frontières - (p. 2207) : Haute-Savoie - Immigration clandestine - Trafics illicites internationaux - Contrôles aux frontières - Policiers et douaniers - Coopération policière - Information du Parlement.

– **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République italienne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 [n° 356 (90-91)]** - (27 juin 1991) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 354) : voir intervention sous le projet n° 354 (p. 2206, 2207).

– **Projet de loi modifiant le code du service national [n° 3 (91-92)]** - (23 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3139) : réduction de la durée du service national - Diminution des effectifs des armées - Politique de défense - Caractère inégalitaire du service national - Absence de concertation - Maintien de la conscription et création d'une armée de métier - (p. 3140) : création d'une force territoriale - Définition de la politique de défense - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3172) : réduction de la durée du service national - Insuffisance de ce texte - Au nom du groupe de l'Union centriste, s'abstiendra sur ce texte.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Affaires étrangères - (5 décembre 1991) (p. 4873) : crise yougoslave.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco relatif à la construction d'un tunnel destiné à relier le réseau routier monégasque à la Route Nationale 7 [n° 124 (91-92)]** - (12 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5293, 5294) : liaison entre le réseau routier monégasque et la route nationale 7 française - Conditions de collaboration entre les deux Etats - Avis favorable de la commission.

– **Projet de loi autorisant la ratification du traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (ensemble huit protocoles), signé à Paris le 19 novembre 1990, ainsi que trois déclarations faites le même jour, deux déclarations faites le 14 juin 1991 et deux déclarations faites le 18 octobre 1991 [n° 178 (91-92)]** - (20 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5667) : ratification du traité - Désarmement de l'Europe - (p. 5668) : règles de transparence - Europe de l'Est et ex-URSS - Réduction et contrôle des armements conventionnels en Europe - Ukraine - (p. 5669) : conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, CSCE.

GOURNAY (Marie-Fanny), sénateur du Nord (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

– Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme hospitalière (7 juin 1991).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 3387 (*JO* Débats du 5 décembre 1991) (p. 2664) - Ministère : Equipement - *Respect des horaires des trains en provenance de la région Nord* - (Réponse : *JO* Débats du 14 décembre 1991) (p. 5356) - **Transports ferroviaires.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux** - *Deuxième lecture* **[n° 159 (90-91)]** - (13 décembre 1991) - **Art. 8** (*débits affectés*) (p. 5358) : soutient l'amendement n° 73 de M. Alain Pluchet (droit à indemnisation des servitudes d'utilité publique instituées par cet article).

GOUSSEBAIRE-DUPIN (Yves), sénateur des Landes (UREI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

GOUTEYRON (Adrien), sénateur de la Haute-Loire (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

– Membre titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

- Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement des services relevant de l'autorité judiciaire jusqu'au 4 juin 1991.

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les articles 27, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication (16 décembre 1991).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [**n° 226 (90-91)**] complétant l'article 26 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication [**n° 285 (90-91)**] (17 avril 1991) - **Communication audiovisuelle.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [**n° 401 (90-91)**], modifié par l'Assemblée nationale, modifiant les articles 24, 26 et 34-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication [**n° 419 (90-91)**] (26 juin 1991) - **Communication audiovisuelle.**

Proposition de loi, déposée avec des membres du groupe du RPR et apparentés, tendant à compléter la loi n° 59-1157 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés afin de faire bénéficier les directeurs d'établissements d'enseignement privés des indemnités de direction et de décharges de service d'enseignement accordées aux instituteurs exerçant des fonctions de directeurs d'écoles publiques [**n° 483 (90-91)**] (19 septembre 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Enseignement privé.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [**n° 2 (91-92)**] modifiant les articles 27, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication (urgence déclarée) [**n° 73 (91-92)**] (6 novembre 1991) - **Communication audiovisuelle.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [**n° 92 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Communication** - [**n° 93 (91-92) tome 10**] (19 novembre 1991).

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les articles 27, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication [**n° 191 (91-92)**] (17 décembre 1991) - **Communication audiovisuelle.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [**n° 220 (91-92)**] modifié par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, modifiant les articles 27, 28, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication [**n° 221 (91-92)**] (19 décembre 1991) - **Communication audiovisuelle.**

INTERVENTIONS

- Projet de loi portant dispositions relatives à la fonction publique [**n° 240 (90-91)**] - (25 avril 1991) - **Art. 1er** (*ouverture de la fonction publique aux ressortissants des Etats membres de la Communauté économique européenne*) (p. 709) : sur l'amendement n° 5 de la commission (nouvelle rédaction de cet article relatif aux conditions exigées lors de l'accès à la fonction publique), son sous-amendement n° 15, soutenu par M. Maurice Schumann ; retiré.

- Projet de loi autorisant la ratification d'un traité entre la République française et les Länder de Bade-Wurtemberg, de l'Etat libre de Bavière, de Berlin, de la ville libre hanséatique de Brême, de la ville libre et hanséatique de Hambourg, de Hesse, de Basse-Saxe, de Rhénanie, du Nord-Westphalie, de Rhénanie-Palatinat, de Sarre, du Schleswig-Holstein sur la chaîne culturelle européenne [**n° 225 (90-91)**] - (14 mai 1991) - Rapporteur pour le projet n° 226 - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 225) : voir intervention sous le projet n° 226 (p. 915, 917).

- Projet de loi complétant l'article 26 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication [**n° 226 (90-91)**] - (14 mai 1991) - Rapporteur pour le projet n° 226 - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 225) (p. 915) : chaîne culturelle européenne - Mode de diffusion - Normes de diffusion - Réseau câblé - (p. 916) : exception législative - Fréquences hertziennes - Accord de programmation de la SEPT avec FR3 - Financement - Oeuvres cinématographiques - Directive « télévision sans frontière » - Fréquences « satellite » - (p. 917) : Europe de la culture - **Art. unique** (*extension à la chaîne culturelle européenne du régime d'attribution des fréquences prévues à l'article 26 de la loi du 30 septembre 1986 pour les sociétés nationales de programme*) (p. 924) : son amendement rédactionnel n° 1 ; adopté ; et sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 2 du Gouvernement.

- Projet de loi portant réforme hospitalière [**n° 309 (90-91)**] - (4 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1264) : élus locaux - Dépendance des personnes âgées - Planification - Budget global - Régime des autorisations - (p. 1265) : rémunération des cliniques privées.

- Question orale avec débat : évolution des crédits de l'agriculture - (28 juin 1991) (p. 2240) : références laitières - Spécificité des départements de montagne - Prix de la viande bovine et ovine - Prix du lait - (p. 2241) : prêts d'aide à la modernisation - Négociations du GATT.

- Projet de loi modifiant les articles 24, 26 et 34-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Deuxième lecture* [**n° 401 (90-91)**] - (28 juin 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2248) : chaîne culturelle européenne - Attribution de fréquences - Information du Parlement - Autonomie de la chaîne culturelle européenne.

- Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [**n° 269 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (3 juillet 1991) - **Art. 56 nonies** (*services publics locaux de distribution de gaz*) (p. 2448) : vote par le groupe du RPR des amendements de suppression n° 39 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, n° 243 de M. Marcel Lucotte et n° 373 de M. Claude Estier.

- Projet de loi modifiant les articles 27, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication [**n° 2 (91-92)**] - (14 novembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3746, 3747) : directive communautaire « télévision sans frontière » - Attachement à une réglementation forte - Responsabilité des diffuseurs - Jeunes et télévision - Emissions destinées aux enfants - (p. 3748) : application des quotas de diffusion audiovisuelle des oeuvres d'origine française et communautaire - Télévisions privées - Conseil supérieur de l'audiovisuel, CSA - (p. 3749) : insuffisance de la production ; crise du financement - Politique obsolète de diffusion télévisée des films cinématographiques - Patrimoine rediffusable - (p. 3763, 3764) : crise de l'audiovisuel - **Art. 1er** (*modifications relatives aux dispositions communes applicables aux secteurs public et privé de la communication audiovisuelle*) (p. 3765) : sur les amendements de M. Ivan Renar, s'oppose au n° 1 (seuil minimum) et demande le retrait du n° 2 (application des obligations relatives à la diffusion d'oeuvres d'expression originale française ou européenne aux chaînes diffusant par voie hertzienne, terrestre ou par satellite) - **Art. 3** (*dispositions relatives à la diffusion des oeuvres cinématographiques*) (p. 3766) : accepte les amendements de rectification du Gouvernement n° 4 et n° 12 - **Après l'art. 3** (p. 3767) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Ivan Renar (interdiction de toute coupure publicitaire au sein d'oeuvres de création).

- Projet de loi de finances pour 1992 [**n° 91 (91-92)**].

Deuxième partie :

Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur - (3 décembre 1991) (p. 4746) : situation des directeurs d'écoles privées - Instituts universitaires de formation des maîtres, IUFM - (p. 4747, 4748) ; formation des professeurs - Pédagogie - Généralisation des IUFM.

Culture et communication - Communication - (4 décembre 1991) - Rapporteur pour avis (p. 4818) : réorganisation à Antenne 2 et à FR3 - Etude d'un plan de financement pluriannuel - Amélioration du rendement de la redevance - Lutte contre la fraude - Prise en compte de la redevance dans l'indice des prix à la consommation - Remboursement des exonérations de redevance - RFI - INA - Société européenne de télévision, la SEPT - (p. 4819) : mainmise de l'Etat sur le régime publicitaire d'Antenne 2 - Problème des centrales d'achat - Radios - Presse écrite - Diminution du tirage de la presse quotidienne - Réduction des recettes publicitaires des journaux - Baisse des aides directes - Presse hebdomadaire régionale d'information, PHRI - Fonds d'aide à l'expansion de la presse à l'étranger - (p. 4820) : presse écrite - Au nom de la commission des affaires culturelles, se déclare opposé à l'adoption des crédits de la communication pour 1992.

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 162 (91-92)]** - (16 décembre 1991) - **Après l'art. 17** (p. 5419) : son amendement n° 62, soutenu par M. Jean Simonin : prise en compte du portage de la presse à domicile ; adopté.

– **Projet de loi modifiant les articles 27, 28, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication** - *Nouvelle lecture* [n° 220 (91-92)] - (20 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5695) : qualité des échanges entre le Sénat et le Gouvernement - Echec de la CMP - Conseil supérieur de l'audiovisuel, CSA - (p. 5696) : pouvoir du CSA - Quotas de diffusion - **Art. 1er** (p. 5699) : son amendement n° 1 : encadrement du pouvoir confié au CSA afin de moduler les obligations de diffusion des chaînes aux heures de grande écoute ; adopté.

GRANDON (Jean), sénateur d'Eure-et-Loir (NI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Est nommé membre de la commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées (*JO* Lois et décrets du 21 novembre 1991).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1881) - Ministère : Intérieur - *Missions de la Police nationale dans les banlieues* - **Sécurité publique.**

Questions orales sans débat :

n° 249 (*JO* Débats du 12 octobre 1991) (p. 2709) - Ministère : Justice - *Intentions du nouveau ministre de la justice dans le domaine du personnel pénitentiaire* - (Réponse : *JO* Débats du 1er juin 1991) (p. 1216) - **Fonction publique.**

n° 286 (*JO* Débats du 14 mars 1991) (p. 507) - Ministère : Défense - *Soutien aux militaires blessés dans le Golfe* - (Réponse : *JO* Débats du 1er juin 1991) (p. 1216) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Après l'art. 11** (p. 3956) : soutient l'amendement n° I-173 de M. Philippe Adnot (amélioration des conditions d'application de la fiscalité à l'agriculture).

GRAZIANI (Paul), sénateur des Hauts-de-Seine (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois.

– Membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; en démissionne (*JO* Lois et décrets du 10 avril 1991).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi d'orientation [n° 269 (90-91)] relatif à l'administration territoriale de la République, adopté par l'Assemblée nationale [n° 358 (90-91)] (5 juin 1991) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)]** - (11 juin 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1513) : décentralisation - (p. 1514) : déconcentration - Loi et règlement (domaines respectifs) - Administration centrale et services extérieurs - Préfets - Démocratisation de la vie locale - Procédure de consultation des électeurs - (p. 1515) : élus locaux ; droits des élus minoritaires ; opposition à l'élection des bureaux des conseils à la proportionnelle - Suppression par la commission de l'Institut des collectivités territoriales et des services publics locaux - Coopération locale ; opposition à la création des ententes interrégionales - Coopération intercommunale - Opposition de la commission à la création de nouvelles structures de coopération intercommunale : communautés de communes ; communautés de villes - (p. 1516) : incitations financières au regroupement - Propositions de la commission en faveur des districts et des communautés urbaines - Statut de l'élu - Décentralisation : financement des compétences transférées ; enseignement supérieur - Demande l'adoption du projet de loi modifié par les amendements de la commission des lois.

Suite de la discussion - (12 juin 1991) - Rapporteur - **Avant l'art. 1er** (p. 1576) : s'oppose à l'amendement n° 10 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (définition de principes) - **Art. 1er** (*formulation d'objectifs*) (p. 1577) : son amendement de suppression n° 74 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 11 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (nouvelle rédaction) - **Après l'art. 1er** (p. 1578) : s'oppose à l'amendement n° 12 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (commission chargée d'élaborer le bilan de la décentralisation) - **Art. 2** (*répartition des missions entre l'administration centrale et les services extérieurs*) (p. 1580) : son amendement de suppression n° 75 ; adopté - **Après l'art. 2** (p. 1581) : s'oppose à l'amendement n° 13 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (définition de la déconcentration) - **Art. 2 bis** (*changement d'appellation des services extérieurs de l'Etat*) : son amendement de suppression n° 76 ; adopté - **Art. 3** (*circonscriptions territoriales d'organisation des services extérieurs*) : son amendement de suppression n° 77 ; adopté - **Après l'art. 3** (p. 1581, 1582) : son amendement n° 78 : autorité du Premier ministre sur les préfets ; retiré - Ministère de l'intérieur - **Art. 4** (*rôle des préfets de région et rattachement au Premier ministre*) (p. 1584) : son amendement n° 79 ter : nouvelle rédaction ; adopté après rectification - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 380 de M. Bernard Seillier (politique de l'espace rural) - Accepte l'amendement n° 340 de M. Claude Estier (missions du préfet de région) - S'oppose aux amendements n° 14, de suppression, de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et n° 3 de M. Georges Berchet (incompatibilité de la fonction de préfet de région et de celle de préfet de département) - **Art. 5** (*décret en conseil d'Etat portant charte de la déconcentration*) (p. 1586) : son amendement de suppression n° 80 ; adopté - **Après l'art. 5** (p. 1587) : s'oppose à l'amendement

n° 304 de M. Henri Collard (contrats Etat-collectivités territoriales) - **Art. 5 bis** (*appui technique des services extérieurs aux collectivités locales*) (p. 1587) : son amendement de coordination n° 81 ; adopté - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 68 de M. Bernard Seillier (caractère obligatoire du concours apporté par les services extérieurs de l'Etat) - S'oppose à l'amendement n° 341 de M. Claude Estier (appui technique des services extérieurs de l'Etat à des associations de développement local) - (p. 1588) : son amendement n° 82 : fixation des conditions par convention ; adopté - **Après l'art. 5 bis** (p. 1589) : accepte l'amendement n° 381 de M. Bernard Seillier (dispositif de partition des directions départementales de l'équipement, DDE) - **Art. 6** (*rapport au Parlement*) (p. 1589, 1590) : s'oppose à l'amendement n° 272 de M. Daniel Hoeffel (rapport annuel) - Ses amendements n° 83 : modification des délais ; et n° 84, de coordination ; adoptés - **Après l'art. 6** (p. 1590) : demande le retrait de l'amendement n° 383 de M. Bernard Seillier (création d'une délégation parlementaire pour la déconcentration et la décentralisation) - **Art. 6 bis** (*droit pour les personnes morales d'adresser des réclamations au médiateur de la République*) : son amendement de suppression n° 85 ; adopté - **Après l'art. 6 bis** (p. 1591) : son amendement n° 86 : création d'une commission départementale sur les services publics ; adopté - (p. 1592) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 283 de M. Josselin de Rohan (retraite des maires) et accepte l'amendement n° 282, précédemment réservé, du même auteur (division additionnelle : « Titre I bis - Du statut de l'élu local ») - (p. 1595) : s'oppose à l'amendement n° 384 de M. Bernard Seillier (nouvelle rédaction de l'article 175 du code pénal relatif au délit d'ingérence) - **Art. 7** (*droit des habitants à être informés et consultés sur les affaires communales*) (p. 1596) : son amendement de suppression n° 87 ; adopté - **Art. 8** (*débat sur les orientations budgétaires au sein du conseil municipal*) (p. 1598) : son amendement n° 88 : seuil de population des communes pour l'application de cet article ; adopté - (p. 1599) : Sur le délai de tenue du débat, s'oppose aux amendements n° 451 de M. René Trégouët et n° 342 de M. Claude Estier - (p. 1600) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 387 de M. Bernard Seillier - **Après l'art. 8** : son amendement n° 89 : débat sur les orientations budgétaires au sein des conseils régionaux ; adopté - **Art. 9** (*accès aux documents budgétaires*) (p. 1601) : son amendement n° 90 ter : nouvelle rédaction ; adopté - (p. 1602) : sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements du Gouvernement n° 467, n° 468 et n° 469 et au sous-amendement rédactionnel n° 328 de M. Jacques Moutet.

Suite de la discussion - (13 juin 1991) - Rapporteur - **Après l'art. 9** (p. 1613) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 343 (introduction des amortissements des immobilisations dans la comptabilité des communes) et n° 344 (tenue par le maire, le président du conseil général et le président du conseil régional, de la comptabilité des dépenses qu'ils engagent) - **Art. 10** (*accès aux documents relatifs à l'exploitation de services publics délégués*) (p. 1614) : ses amendements n° 91 : seuil de population pour l'application de cette disposition ; et n° 92 : choix des moyens de publicité par le maire ; adoptés - **Art. 11** (*application des dispositions relatives à l'information des habitants aux établissements publics administratifs des communes, aux établissements publics de coopération intercommunale et aux syndicats mixtes*) (p. 1615) : son amendement de coordination n° 93 ; retiré - **Après l'art. 11** : accepte l'amendement n° 345 de M. Claude Estier (débat annuel du conseil municipal sur un rapport de l'établissement public de coopération dont la commune est membre) - **Art. 12** (*information du public sur les affaires départementales et régionales*) : son amendement n° 94 : lieu de mise à disposition de l'information dans le département ; adopté - Sur le même objet, s'oppose à l'amendement n° 394 de M. Bernard Seillier - (p. 1616) : ses amendements n° 95 : lieu de mise à disposition de l'information dans la région ; et n° 96 : lieu de mise à disposition des documents concernant l'établissement public de coopération interdépartementale et interrégionale ; adoptés - **Art. 12 bis** (*communication et copie des budgets et des comptes des communes, des départements, des régions, des établissements publics administratifs des communes et des structures de coopération intercommunale*) : ses amendements n° 97 : personnes ayant accès aux documents administratifs de la commune ; n° 98, de coordination ; et n° 99 : extension aux établissements de coopération interdépartementale ou interrégionale ; adoptés - **Art. 13** (*publication des actes à caractère réglementaire des communes et des départements dans un recueil des actes administratifs*) (p. 1617) : ses amendements n° 100 et n° 101, relatifs au seuil de population des communes pour l'application des dispositions de cet article ; adoptés - (p. 1618) : ses amendements n° 102, de forme ; n° 103 : seuil de population des communes ; n° 104 : dispositif de publication des actes réglementaires des établissements publics de coopération intercommunale ; n° 105, de forme ; n° 106 : extension de certaines dispositions relatives au recueil des actes administratifs ; adoptés - **Art. 14** (*insertion dans une publication locale des décisions prises en matière d'intervention économique*) (p. 1619, 1620) : ses amendements, n° 107 et n° 108 fixant des seuils pour l'application des dispositions de cet article, et n° 109 : extension des dispositions de l'article aux établissements publics de coopération interdépartementale ou interrégionale ; adoptés - **Art. 15** (*publicité des séances des conseils municipaux, généraux et régionaux et retransmission par les moyens de communication audiovisuels*) : son amendement n° 110 : suppression de la mention de la retransmission audiovisuelle ; adopté - (p. 1621) : son amendement n° 111 de coordination ; adopté - **Avant l'art. 16** (p. 1622) : s'oppose à l'amendement n° 15 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (réponse obligatoire des collectivités territoriales sur les questions exprimées notamment par pétitions et référendums) - **Art. 16** (*consultation des électeurs de la commune*) (p. 1627, 1628) : son amendement n° 112 : organisation de la consultation des électeurs des communes ; adopté (p. 1635) - (p. 1630) : sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements de M. Paul Loridant n° 482 et n° 483 tendant à substituer le mot « habitants » au mot « électeurs » ; aux amendements de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis n° 474, sur le même objet, et n° 473 (élargissement de la possibilité de consultation) - S'oppose aux amendements analogues n° 16 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et n° 346 de M. Paul Loridant (consultation des habitants de la commune ou d'une partie de la commune) - S'oppose aux amendements n° 347, rédactionnel, de M. Claude Estier et n° 279 de M. Jean-Jacques Robert (information du public préalable à la consultation) - (p. 1635) : s'oppose à l'amendement n° 348 de M. Claude Estier (durée des campagnes électorales visées) - Demande le retrait de l'amendement n° 401 de M. Bernard Seillier (limitation du nombre des consultations) - (p. 1636) : s'oppose à l'amendement n° 53 de M. René Trégouët (limitation du nombre des consultations) - **Après l'art. 16** : son amendement n° 113 : consultation des électeurs des communes membres d'un groupement ; adopté - **Art. 17** (*comités consultatifs communaux*) (p. 1637) : son amendement de suppression n° 114 ; adopté - (p. 1638) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 349 (durée d'existence du comité), n° 350 (composition) et n° 351 (représentants étrangers) - **Après l'art. 36 (par priorité)** (p. 1642) : accepte l'amendement n° 284 ter de M. Charles Pasqua (contribution des collectivités territoriales au financement des dépenses d'investissement des établissements d'enseignement privé sous contrat) - **Après l'art. 17** (p. 1649, 1650) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 466 (séance du conseil municipal : possibilité d'interruption de séance visant à donner la parole au public) et n° 352 (possibilité de donner la parole à des membres du public au cours des réunions du conseil municipal) - **Art. 19** (*compétences consultatives des comités économiques et sociaux régionaux, organisés en sections*) (p. 1651, 1652) : ses amendements, n° 115 de précision, n° 116 : projet de budget de la région ; et n° 117 : domaine des compétences consultatives ; adoptés - (p. 1653) : son amendement n° 118 : suppression des sections ; rejeté - **Art. 20** (*commission consultative des services publics locaux*) (p. 1654) : son amendement de suppression n° 119 ; adopté - **Art. 21** (*dispositions relatives aux conseillers municipaux*) : son amendement n° 120 : suppression des dispositions relatives aux annexes mobiles de la mairie ; adopté - (p. 1655) : son amendement n° 121 : utilisation des locaux communaux par les associations syndicales ou partis

politiques ; adopté - Son amendement n° 122 : suppression des dispositions relatives au local affecté aux conseillers municipaux minoritaires ; retiré - (p. 1657) : son amendement n° 486 : local mis à la disposition des conseillers municipaux d'opposition : seuil de population de la commune ; adopté - **Avant l'art. 22** : s'oppose à l'amendement n° 296 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (statut de l'élu local) - **Art. 22** (*droit à l'information des conseillers municipaux et généraux*) (p. 1657) : accepte les amendements de M. Daniel Hoeffel, n° 274 et n° 275 affirmant le lien entre le droit à l'information et l'exercice de la fonction - **Art. 23** (*réunions du conseil municipal à la demande d'une partie des conseillers municipaux*) (p. 1658) : son amendement n° 123 : nouvelle rédaction ; seuils de population ; adopté - **Art. 24** (*convocation du conseil municipal*) : accepte l'amendement n° 353 de M. Claude Estier (convocation par voie télématique) - (p. 1659) : ses amendements, n° 124 : délai de convocation du conseil municipal ; seuil de population ; n° 125 : documents à joindre à la convocation ; et n° 126 de coordination ; adoptés - **Art. 25** (*règlements intérieurs des conseils municipaux, généraux et régionaux*) : son amendement n° 127 : nouvelle rédaction ; adopté - (p. 1660) : s'oppose à l'amendement n° 281 de M. Jean-Jacques Robert (insertion dans le règlement intérieur de dispositions relatives aux conseillers municipaux minoritaires) - **Art. 8 (précédemment réservé)** : s'oppose à l'amendement n° 452 de M. René Trégouët (délai pour le débat d'orientation budgétaire) - **Art. 26** (*questions orales*) (p. 1661) : son amendement de suppression n° 128 ; adopté - **Art. 26 bis** (*représentation proportionnelle au sein des commissions municipales*) (p. 1662) : son amendement de suppression n° 129 ; rejeté - S'oppose à l'amendement n° 354 de M. Claude Estier (représentation proportionnelle au sein de la commission d'appel d'offres et du bureau d'adjudication) - (p. 1664) : son amendement n° 487 : principe de représentation pluraliste des commissions municipales ; devenu sans objet - **Après l'art. 26 bis** (p. 1665) : s'oppose à l'amendement n° 355 de M. Claude Estier (décret en Conseil d'Etat pour l'application des dispositions de l'article 26 bis relatives à la composition des commissions d'appel d'offres et des bureaux d'adjudication).

Suite de la discussion - (14 juin 1991) - Rapporteur - **Art. 27** (*commission permanente, nouvelle dénomination des bureaux des conseils généraux et des conseils régionaux*) (p. 1679, 1680) : son amendement de suppression n° 130 ; adopté - **Art. 28** (*élection des membres du bureau à la proportionnelle*) (p. 1681) : son amendement de suppression n° 131 ; adopté - **Avant l'art. 29** (p. 1682) : s'oppose à l'amendement n° 356 de M. Claude Estier (augmentation du nombre de vice-présidents du conseil régional) - **Art. 29** (*application aux régions de dispositions relatives aux départements*) (p. 1683) : son amendement de conséquence n° 132 ; adopté - S'oppose à l'amendement de coordination n° 357 de M. Claude Estier - **Art. 30** (*élections aux conseils d'administration des centres communaux d'action sociale, CCAS*) : son amendement de suppression n° 133 ; adopté - **Art. 30 bis** (*rémunération des élus locaux siégeant au conseil d'administration des sociétés d'économie mixte locales*) (p. 1685) : son amendement n° 134 : nouvelle réglementation ; adopté - **Art. 31** (*transmission des conventions de marché au représentant de l'Etat*) (p. 1686) : ses amendements, n° 135 : extension des dispositions de l'article aux établissements publics, communaux ou intercommunaux ; et n° 136 rédactionnel ; adoptés - S'oppose à l'amendement de suppression n° 276 de M. Daniel Hoeffel - **Après l'art. 31** (p. 1687) : son amendement n° 137 : délai de transmission des actes des collectivités locales ; adopté - **Art. 33** (*saisine des chambres régionales des comptes*) (p. 1688, 1689) : ses amendements, n° 138 et n° 139 ; retirés au profit de l'amendement, sur le même objet, n° 245 de la commission saisie pour avis (dispositions relatives aux observations de la chambre régionale des comptes sur la gestion et à leur communication) - **Après l'art. 33** : son amendement n° 140 : assistance des conseillers régionaux, départementaux ou municipaux aux adjudications et aux choix des offres ; adopté - **Après l'art. 33** (p. 1690) : s'oppose à l'amendement n° 358 de M. Claude Estier (raccourcissement des délais accordés au comptable de la commune pour déposer son compte de gestion et au maire pour présenter le compte administratif à l'assemblée) - **Art. 34** (*recours à des experts par les chambres régionales des comptes*) : son amendement n° 141 : cas d'incompatibilité pour les experts ; adopté - **Après l'art. 34** (p. 1691) : accepte l'amendement n° 470 du Gouvernement (faculté pour les départements et les communes de présenter leurs dépenses d'investissement sous la forme d'autorisations de programme et de crédits de paiement) - **Après l'art. 35** (p. 1692) : s'oppose à l'amendement n° 359 de M. Claude Estier (définition de la population municipale prise en compte pour l'application des dispositions relatives au fonctionnement des conseils municipaux) - **Avant l'art. 36 - Chapitre V** : son amendement n° 142 : Intitulé : « De la délégation parlementaire d'évaluation de la décentralisation » ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 36 - **Art. 36** (*création d'un institut des collectivités territoriales et des services publics locaux*) (p. 1694) : son amendement n° 143 : suppression de l'institut des collectivités territoriales et des services publics locaux et création d'une délégation parlementaire d'évaluation de la décentralisation ; adopté - **Avant l'art. 36 - Chapitre V (suite)** : son amendement n° 142 (précédemment réservé p. 1692) ; adopté - **Après l'art. 36** (p. 1695) : ses amendements, n° 144 : Titre II bis « De la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat » ; réservé jusqu'après l'examen des amendements constituant des articles additionnels introduits sous ce titre ; et n° 145 : Chapitre Ier « Des principes de la compensation des transferts de charges » ; réservé jusqu'après l'examen des amendements constituant des articles additionnels introduits sous ce chapitre - (p. 1696) : son amendement n° 146 : compensation des transferts de charges ; irrecevable (art. 40 de la Constitution) - Son amendement n° 145 (précédemment réservé p. 1695) ; devenu sans objet - Son amendement n° 147 : Chapitre Ier « De la décentralisation de l'enseignement supérieur » ; réservé jusqu'après l'examen de l'ensemble des amendements tendant à insérer des articles additionnels après l'art. 36 - Son amendement n° 148 (p. 1697) : compétences régionales en matière d'enseignement supérieur ; adopté - (p. 1704) : son amendement n° 149 : conditions d'élaboration de la carte nationale des formations supérieures ; adopté - (p. 1705) : son amendement n° 150 : répartition des compétences entre l'Etat et la région ; adopté - (p. 1706) : son amendement de coordination n° 151 ; adopté - Son amendement n° 152 : compensation du transfert de compétences ; rejeté - (p. 1707) : son amendement n° 153 : coordination avec la loi de 1984 sur l'enseignement supérieur ; adopté - Son amendement n° 154 : création des établissements d'enseignement supérieur : décret portant approbation d'une convention Etat-région ; adopté - (p. 1708) : son amendement de coordination n° 155 ; adopté - Son amendement n° 156 : délai pour l'achèvement du transfert ; adopté - Son amendement n° 147 (précédemment réservé, p. 1695) ; adopté - Son amendement n° 157 : Chapitre II « Dispositions diverses » ; réservé jusqu'après l'examen des amendements constituant des articles additionnels introduits sur ce chapitre - (p. 1709, 1710) : son amendement n° 158 : pouvoir de police municipale à Paris ; adopté - (p. 1711) : son amendement n° 159 : infractions aux règlements de police applicables dans les parcs et jardins départementaux ; adopté - (p. 1713) : son amendement n° 160 : responsabilité des communes en cas de dommages résultant de l'exercice d'activités de loisirs ; irrecevable (art. 40 de la Constitution) - (p. 1714) : son amendement n° 161 : commission départementale des sites et paysages littoraux ; adopté - (p. 1715) : ses amendements, n° 157 et n° 144 (précédemment réservés, p. 1708 et 1695) ; adoptés - **Demande de priorité** (p. 1716) : demande l'examen en priorité des amendements n° 235, n° 234 et n° 463, visant à insérer des articles additionnels après l'art. 56 nonies ou après l'art. 56 quater decies ; priorité ordonnée - **Après l'art. 56 quater decies** (par priorité) : son amendement n° 235 : statut du personnel d'assainissement des départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne ; adopté - **Renvoi de la suite de la discussion** (p. 1719, 1720) : sa proposition de renvoi de la suite de la discussion ; adoptée.

- **Mise au point sur le compte-rendu analytique** (14 juin 1991) (p. 1704).

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la discussion** - (2 juillet 1991) - Rapporteur - (p. 2368, 2369) : état de l'examen du projet de loi, suspendu le 14 juin 1991 - Coopération intercommunale - **Titre III - Chapitre 1er** (*de la coopération interrégionale*) (p. 2370) : son amendement de suppression n° 162 ; réservé jusqu'après l'examen des articles de ce chapitre - **Avant l'art. 37** (p. 2370) : s'oppose à l'amendement n° 19 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (définition de la région) - **Art. 37** (*entente interrégionale*) : son amendement de suppression n° 163 ; adopté - (p. 2371) : s'oppose aux amendements n° 73 de M. Richard Pouille (suppression de la limitation du nombre de régions susceptibles de se regrouper dans une entente interrégionale), n° 360 (limitation du nombre de régions pouvant se regrouper dans une entente interrégionale) et n° 361 (régions monodépartementales d'outre-mer) de M. Claude Estier, et n° 60 de M. Daniel Hoeffel (association des établissements publics consulaires régionaux) - **Art. 38** (*organes de l'entente*) - **Art. 39** (*organe exécutif*) - **Art. 40** (*compétences de l'entente interrégionale*) - **Art. 41** (*recettes de l'entente interrégionale*) - **Art. 42** (*extension aux ententes interrégionales de l'exonération de l'impôt sur les sociétés*) - **Art. 43** (*contrôle administratif et budgétaire*) - **Art. 44** (*règles budgétaires et comptables applicables*) - **Art. 45** (*modification de la décision institutive et dissolution de l'entente interrégionale*) (p. 2375, 2376) : ses amendements de suppression pour coordination n° 164, n° 165, n° 166, n° 167, n° 168, n° 169, n° 170 et n° 171 ; adoptés - **Après l'art. 45** : s'oppose à l'amendement n° 362 de M. Claude Estier (participation de représentants d'autres collectivités territoriales au sein des conseils d'administration des ententes interdépartementales) - **Art. 46** (*modification des limites territoriales et regroupement des régions*) (p. 2377) : son amendement de suppression pour coordination n° 172 ; adopté - **Art. 46 bis** (*fonds de correction des déséquilibres interrégionaux*) : son amendement de suppression pour coordination n° 248 ; adopté - **Titre III - Chapitre 1er (suite)** (p. 2378) : son amendement de suppression n° 162 (précédemment réservé, p. 2370) ; adopté - **Art. 48** (*principes de la coopération intercommunale*) (p. 2379) : son amendement n° 173 : libre volonté des communes ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 30 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (nouvelle rédaction) - **Art. 49** (*commission départementale de la coopération intercommunale*) (p. 2388 à 2390) : s'oppose aux amendements de suppression, n° 32 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et n° 424 de M. Bernard Seillier - *Art. L. 160-1 du code des communes* (*composition de la commission*) (p. 2391) : son amendement n° 174 : bureau de la commission ; rejeté - Son amendement n° 175 : critères démographiques de représentation des communes ; adopté - (p. 2392) : ses amendements, n° 176 et n° 177, modifiant la composition de la commission ; n° 178 : fin de mandat des membres de la commission ; et n° 179 de coordination ; adoptés - S'oppose aux amendements analogues, n° 326 bis de M. Henri Collard, n° 4 bis de M. Georges Berchet, et n° 425 de M. Bernard Seillier (présidence de la commission) - Sur son amendement n° 174, s'oppose au sous-amendement n° 363 de M. Claude Estier - Sur son amendement n° 175, s'oppose au sous-amendement n° 488 de M. René Trégouët - *Art. L. 160-2* (*missions de la commission*) (p. 2395) : s'oppose à l'amendement n° 364 de M. Claude Estier (saisine pour avis) - S'oppose à l'amendement n° 454 de M. René Trégouët (rapport annuel) - **Art. 50** (*schéma départemental de la coopération intercommunale*) (p. 2397 à 2400) : ses amendements n° 180 : délai de proposition avant la publication du schéma départemental ; n° 181 et n° 182, modifiant la rédaction ; n° 183, de coordination ; n° 184, de conséquence ; (p. 2398) : son amendement n° 185 : transmission pour avis du projet de schéma au conseil général ; adopté - (p. 2399) : ses amendements n° 186, de coordination ; n° 187 : mise en conformité du schéma définitif avec l'avis des communes ; n° 188 : avis des communes sur les propositions de création et de modification d'établissements de coopération incluses dans le schéma ; et n° 189, de forme ; adoptés - (p. 2400) : s'oppose aux amendements de suppression n° 33, de M. Félix Leyzour, et n° 428 de M. Bernard Seillier - S'oppose à l'amendement n° 5 de M. Georges Berchet (délai de proposition avant la publication du schéma départemental) - S'oppose aux amendements de M. Bernard Seillier, n° 429 et n° 430 de conséquence - S'oppose aux amendements n° 327 de M. Pierre Laffitte (association des organismes consulaires) et n° 365 de M. Claude Estier (conditions de préparation du schéma) - Accepte les amendements de M. René Trégouët, n° 455 et n° 456 relatifs aux groupements de communes - S'oppose aux amendements du même auteur n° 457 relatif aux groupements de communes, n° 458 (coïncidence des limites départementales avec les limites des établissements publics de coopération intercommunale) et n° 459 (création de structures de coopération intercommunale : règle de l'unanimité) - S'oppose aux amendements de M. Jacques Chaumont n° 52, n° 53 et n° 54, relatifs à la consultation des chambres de commerce et d'industrie, d'agriculture et de métiers.

Suite de la discussion - (3 juillet 1991) - Rapporteur - **Chapitre III** (*Des communautés de communes*) (p. 2418, 2419) : son amendement n° 190 : Intitulé : « Des districts » ; adopté - **Art. 53 A** (*création des communautés de communes proposées par le schéma départemental*) : son amendement de suppression n° 191 ; adopté - **Art. 53** (*communautés de communes*) (p. 2421) : son amendement de suppression n° 192 ; adopté - Fiscalité et structures de coopération intercommunale - Taxe professionnelle - Fonds de compensation pour la TVA - **Après l'art. 53** (*aménagement du régime des districts*) (p. 2426 à 2430) : ses amendements n° 193 : constitution seulement entre communes limitrophes ; n° 194 : abrogation de l'article L. 164-2 du code des communes ; n° 195 : compétences ; n° 196 : membres du conseil du district ; n° 197 : possibilité de consultation des maires à la demande du conseil de district ; n° 198 : conditions de prises de décision dont les effets ne concernent qu'une seule des communes membres ; n° 199 : procédures de modification des conditions initiales de fonctionnement de durée ; n° 200 : cas du syndicat de communes constitué par des communes du district avec des communes extérieures ; n°201 : application au président du district des dispositions relatives au président du syndicat ; et n° 202 : extension de diverses dispositions prévues pour les syndicats ; adoptés - Sur ses amendements, s'oppose aux sous-amendements de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, n° 475 sur le n° 193, n° 476 sur le n° 195, n° 477 sur le n° 198 et n° 478 sur le n° 199 - **Chapitre IV** (*Des communautés de villes*) : son amendement n° 203 : Intitulé : « Des communautés urbaines » ; adopté - **Art. 54 A** (*création des communautés de villes par le schéma départemental*) : son amendement de suppression n° 204 ; adopté - **Art. 54** (*communautés de villes*) (p. 2432) : son amendement de suppression n° 205 ; adopté - **Après l'art. 54** (*régime des communautés urbaines*) (p. 2433 à 2435) : ses amendements, n° 206 : création des communautés urbaines : abaissement des seuils ; n° 207, de coordination ; n° 208 : compétences ; n° 209, de coordination ; n° 210 : reprise des compétences exercées par le syndicat ou le district préexistant ; et n° 211 : transfert ultérieur de compétences ; adoptés - Accepte l'amendement n° 461 de M. René Trégouët (commission permanente des conseils des communautés urbaines) - (p. 2436 à 2438) : ses amendements n° 212 : désignation des délégués des conseils municipaux au conseil de communauté ; n° 213 : composition du conseil de communauté et répartition des sièges entre les communes membres ; n° 214 : conditions de prise d'une décision dont les effets ne concerneraient qu'une seule des communes membres ; n° 215 : consultation des maires à la demande du conseil de communauté ; n° 216, de conséquence ; et n° 217, de coordination ; adoptés - **Art. 55** (*non-application aux communes d'Ile-de- France des nouvelles dispositions relatives à la coopération intercommunale*) (p. 2439) : son amendement de suppression n° 218 ; adopté - **Après l'art. 55** (p. 2440) : s'oppose à l'amendement n° 460 bis de M. René Trégouët (éligibilité des élus autres que conseillers municipaux comme membres des conseils des établissements publics de coopération intercommunale) - **Art. 56** (*syndicats intercommunaux d'études et de programmation*) (p. 2441) : ses amendements rédactionnels, n° 219 et n° 220 ; adoptés - **Après l'art. 56** (p. 2442) : s'oppose à l'amendement n° 339 de M. Albert Vecten (conditions de participation d'une collectivité territoriale à une association) ainsi qu'à l'amendement n° 438, sur le même objet, de

M. Bernard Seillier - (p. 2443) : s'oppose à l'amendement n° 439 de M. Bernard Seillier (interdiction des campagnes de promotion publicitaire, à caractère commercial, des réalisations ou de la gestion d'une collectivité dans les six mois précédant des élections générales) et, sur cet amendement, au sous-amendement n° 492 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 56 bis** (*votes irréguliers du conseil municipal ou du conseil général*) : son amendement de suppression n° 221 ; adopté - **Art. 56 ter** (*nouvelle élection des délégués de la commune au sein d'organismes extérieurs en cas de nouvelle élection du maire*) : son amendement de suppression n° 222 ; adopté - **Art. 56 quater** (*avis du conseil général sur la liste des communes en vue de la constitution d'un district*) (p. 2444) : son amendement n° 223 : suppression de l'obligation de l'avis conforme ; adopté - **Art. 56 quinquies** (*extension aux communautés urbaines des modalités de création des communautés de ville*) : son amendement de suppression n° 224 ; adopté - **Art. 56 sexies** (*transfert de compétences postérieures à la création d'une communauté urbaine*) : son amendement de suppression n° 225 ; adopté - **Art. 56 septies** (*participation des communautés de communes et de villes à un syndicat mixte*) : son amendement de suppression n° 226 ; adopté - **Art. 56 octies** (*compétence des communautés urbaines en matière d'action de développement économique*) : son amendement de suppression n° 227 ; adopté - **Art. 56 nonies** (*services publics locaux de distribution de gaz*) (p. 2447) : son amendement n° 228 : conditions d'organisation de services publics locaux de distribution de gaz avec maintien du monopole de Gaz de France ; devenu sans objet - **Après l'art. 56 quaterdecies** (p. 2451) : son amendement n° 234 : concession de la construction et de l'exploitation des routes express par les collectivités locales ; rejeté - **Art. 56 decies** (*transformation d'un établissement public de coopération intercommunale non doté de fiscalité propre en établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 2452) : son amendement de suppression n° 229 ; adopté - **Art. 56 undecies** (*départementalisation des secours*) (p. 2453) : son amendement de suppression n° 230 ; adopté - **Art. 56 duodecies** (*départementalisation des services de secours*) (p. 2454) : son amendement de suppression n° 231 ; adopté - **Art. 56 terdecies** (*inéligibilité des salariés d'un établissement public de coopération aux conseils municipaux des communes membres*) : son amendement n° 232 : aménagement de l'inéligibilité ; adopté - **Après l'art. 56 terdecies** (p. 2455) : accepte l'amendement n° 295 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (dispositions applicables au détachement des personnels de la fonction publique territoriale) - **Art. 56 quaterdecies** (*aide financière d'une collectivité locale à une autre*) : son amendement de suppression n° 233 ; adopté - **Après l'art. 56 quaterdecies** (p. 2456) : s'oppose aux amendements de M. Josselin de Rohan, relatifs aux fusions de communes, n° 64 (consultation de la population) et n° 65 (abrogation des dispositions figurant dans l'article L. 261 du code électoral) - S'oppose à l'amendement n° 271 de M. Xavier de Villepin (concertation avec les chambres consulaires) - S'oppose à l'amendement n° 72 de M. Bernard Seillier (création d'un code de la décentralisation) - **Avant l'art. 57** (p. 2457) : s'oppose à l'amendement n° 301 de Mme Jacqueline Fraysse-Casalis (code des impôts : abrogation des dispositions restreignant la liberté des communes en matière de taux de fiscalité locale) - **Art. 57** (*régime fiscal des communautés de villes*) (p. 2459) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 40 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - (p. 2460) : accepte l'amendement n° 250 de la commission pour avis (dispositions applicables à la taxe professionnelle perçue par les communautés urbaines sur les districts à fiscalité propre) - (p. 2463, 2464) : accepte l'amendement n° 251 de la commission pour avis (taxe professionnelle de zone) - Sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour les sous-amendements n° 287 de M. Philippe François et n° 493 de M. Bernard Seillier - (p. 2466) : accepte l'amendement n° 252 de la commission pour avis (taxe professionnelle unique pour les districts à fiscalité propre et les communautés urbaines) et s'oppose à l'amendement n° 374 de M. Claude Estier (répartition de la part de taxe professionnelle redistribuée entre les collectivités) - **Art. 58** (*régime fiscal des communes membres*) (p. 2470) : accepte l'amendement de coordination n° 254 du rapporteur pour avis et s'oppose à l'amendement de suppression n° 41 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 59** (*régime fiscal des communautés de communes*) (p. 2471) : accepte les amendements de suppression n° 42 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et n° 255 de la commission pour avis - **Art. 59 bis** (*dispositions budgétaires et comptables applicables aux communautés de villes*) (p. 2472) : accepte l'amendement n° 256 de la commission pour avis (recettes du budget des communautés urbaines : prise en compte de la taxe professionnelle de zone ou de la taxe professionnelle unique) et s'oppose à l'amendement de suppression n° 43 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Après l'art. 59 bis** : accepte l'amendement n° 257 de la commission pour avis (conditions d'application du régime accéléré de remboursement de la TVA aux districts et aux communautés urbaines) - **Art. 59 ter** (*application du régime de la taxe professionnelle de zone aux communautés urbaines*) : accepte l'amendement de suppression n° 258 de la commission pour avis - **Art. 59 quater** (*faculté ouverte aux districts d'instituer une taxe professionnelle unique sur la zone d'activités économiques*) (p. 2473) : accepte l'amendement de suppression n° 259 de la commission pour avis - **Art. 60 bis** (*abaissement du seuil de perception du versement destiné aux transports en commun*) : accepte l'amendement de suppression n° 260 de la commission pour avis - **Après l'art. 60 bis** : son amendement n° 484 : extension aux groupements de communes du bénéfice des subventions exceptionnelles en raison de circonstances anormales entraînant des difficultés financières particulières ; retiré - **Art. 61** (*versement destiné aux transports en commun*) (p. 2474) : accepte l'amendement de suppression n° 261 de la commission pour avis - **Art. 62** (*potentiel fiscal des communes membres d'un groupement à taux unique de taxe professionnelle*) : accepte l'amendement n° 262 de la commission pour avis (nouvelle rédaction) et s'oppose à l'amendement n° 44 de suppression de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 63** (*dotation globale de fonctionnement, DGF, des communautés de villes et des communautés de communes*) (p. 2477) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 45 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, se déclare favorable aux amendements de la commission pour avis proposant une nouvelle rédaction, n° 263, n° 264, n° 265, n° 266, n° 267 et n° 268 - **Après l'art. 63** (p. 2478) : s'oppose à l'amendement n° 447 de M. Bernard Seillier (régime de la dotation globale d'équipement, DGE, des syndicats de communes réunissant plus de dix mille habitants) - **Art. 64** (*versement aux communautés de communes et aux communautés de ville des attributions au titre du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée*) (p. 2479) : accepte l'amendement de suppression n° 269 de la commission pour avis et s'oppose à l'amendement n° 46 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (extension à toutes les communes de la disposition proposée) - **Après l'art. 64** (p. 2480) : accepte l'amendement n° 270 de la commisson pour avis (conditions d'application du régime accéléré de remboursement de la TVA aux districts de communautés urbaines) - **Art. 65** (*convention passée par les collectivités territoriales ou leurs groupements avec des collectivités territoriales étrangères*) (p. 2481) : ses amendements n° 236, rédactionnel, et n° 237 : contrôle de légalité sur ces conventions ; adoptés - **Après l'art. 65** : son amendement n° 238 : nouvelle rédaction de l'article 1er de la loi n° 83-597 du 7 juillet 1983 : participation de collectivités territoriales étrangères au capital de sociétés d'économie mixte ; adopté - **Art. 66** (*commission nationale de coopération décentralisée*) : son amendement de suppression n° 239 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 377 de M. Jean-Pierre Bayle (compétences de la commission : organisation non gouvernementale) - **Sur l'ensemble** (p. 2487) : amélioration du projet de loi par les délibérations du Sénat.

GRIMALDI (Roland), sénateur du Nord (S).

NOMINATIONS

– Secrétaire de la commission des affaires économiques.

– Vice-président de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

- Est nommé membre de la commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier auxx insuffisances constatées (*JO* Lois et décrets du 21 novembre 1991) ; puis vice-président (*JO* Lois et décrets du 29 novembre 1991).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière de pêches maritimes et de cultures marines (22 mai 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code des postes et des télécommunications et la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications (26 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs (11 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la protection des consommateurs (12 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux (18 décembre 1991).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Energie** - [n° **94 (91-92) tome 5**] (19 novembre 1991).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **4** (*JO* Débats du 23 mai 1991) (p. 1004) - Ministère : Industrie - *Situation de l'industrie textile* - (Réponse : *JO* Débats du 19 juin 1991) (p. 1735) - **Industrie textile.**

INTERVENTIONS

- **Questions orales avec débat jointes : situation de l'industrie textile** - (18 juin 1991) (p. 1736) : région Nord - Pas-de-Calais - Groupe Vitos établissements Vitoux, VEV - Région Midi-Pyrénées - Importations - Communauté économique européenne, CEE - Cuir - Modernisation des PME - Financement des équipements - (p. 1737) : charges sociales et fiscales - Normes de qualité - Besoins en formation - Exemple de Mazamet - Communauté économique européenne, CEE.

- **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République** [n° **269 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (3 juillet 1991) - **Art. 55** (*non-application aux communes d'Ile-de-France des nouvelles dispositions relatives à la coopération intercommunale*) (p. 2439) : soutient l'amendement de suppression n° 372 de M. Claude Estier - **Art. 56 nonies** (*services publics locaux de distribution de gaz*) (p. 2446) : soutient l'amendement de suppression n° 373 de M. Claude Estier - Monopole de distribution de Gaz de France - Relations entre Gaz de France et les collectivités territoriales.

- **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux** [n° **346 (90-91)**] - (16 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2920) : initiatives gouvernementales en faveur de l'environnement - Baisse du niveau des nappes aquifères - (p. 2921) : pollution : eaux souterraines ; rivières et fleuves - Protection des captages - Schémas d'aménagement et de gestion des eaux, SAGE - Contrats de rivière - Gardes-rivières - Vote de ce projet de loi par le groupe socialiste - **Avant l'art. 1er** (p. 2941) : soutient l'amendement n° 122 de M. Claude Estier (protection d'intérêt général des écosystèmes aquatiques et de la ressource en eau) - **Art. 1er** (*objectifs généraux*) (p. 2943) : soutient l'amendement n° 123 de M. Claude Estier (objectif de reconquête de la qualité des eaux) - **Art. 2** (*schémas d'aménagement et de gestion des eaux, SAGE*) (p. 2946 à 2948) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 124 (conformité des décisions administratives aux dispositions du schéma) , n° 125 et n° 126, organisant la communauté locale de l'eau.

Suite de la discussion - (17 octobre 1991) - **Art. 4** (*prescriptions spéciales*) (p. 2964) : soutient l'amendement n° 127 de M. Claude Estier (extension du champ d'application de l'article aux zones humides) - **Art. 5** (*régime de déclaration ou d'autorisation des installations et ouvrages*) (p. 2968) : sur l'amendement n° 21 de la commission (harmonisation avec les dispositions des textes en vigueur), soutient le sous-amendement n° 128 de M. Claude Estier - **Art. 6** (*moyens de mesures ou d'évaluation - contrôles techniques*) (p. 2971) : se déclare opposé à l'amendement n° 23 de la commission (dispositions relatives à l'obligation de mise à disposition des résultats des mesures ou des évaluations) - **Art. 7** (*périmètres de protection - facturation de l'eau*) (p. 2974) : se déclare favorable à l'amendement n° 188 du Gouvernement (nouvelle rédaction de la disposition supprimant la facturation forfaitaire de la consommation) et, sur cet amendement, au sous-amendement n° 218 de la commission - **Art. 10** (*intervention en cas d'incident ou d'accident*) (p. 2998) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 129 et n° 130, supprimant la mention du degré de gravité du danger présenté par l'incident ou l'accident, ou de la pollution accidentelle - **Art. 11** (*personnes habilitées à constater les infractions*) (p. 2999, 3000) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 131 (agents départementaux habilités au contrôle des stations d'épuration) et n° 132 (habilitation des gardes champêtres, gardes des parcs régionaux, des réserves naturelles et gardes-rivières) - **Après l'art. 11** (p. 3001) : sur l'amendement n° 34 de la commission (habilitation des gardes-champêtres et des gardes-rivières), soutient les sous-amendements de M. Claude Estier n° 171 et n° 172 - (p. 3002) : Sur l'amendement n° 35 de la commission (autorisation pour les communes d'avoir plusieurs gardes-champêtres en commun), soutient le sous-amendement n° 173 de M. Claude Estier - **Art. 13** (*délit de pollution des eaux*) (p. 3004) : soutient l'amendement n° 133 de M. Claude Estier (sanction des erreurs dans la gestion d'ouvrages) - **Art. 19** (*travaux d'intérêt général ou d'urgence*) (p. 3009) : soutient l'amendement n° 134 de M. Claude Estier (communauté locale de l'eau) - **Art. 24** (*assainissement : modifications du code de la santé publique*) (p. 3015) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 135 (perception de la redevance d'assainissement par les collectivités auprès des usagers raccordés et raccordables avant la fin du délai de deux ans) et n° 136 (assainissement autonome des immeubles non raccordables) - **Après l'art. 26** (p. 3025) : soutient l'amendement n° 137 de M. Claude Estier (schéma départemental d'exploitation des carrières et des gravières) - **Art. 28** (*application de la loi dans les départements d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 3026) : soutient l'amendement n° 138 de M. Albert Ramassamy (création d'agences de bassin dans les départements d'outre-mer) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3032) : vote de ce projet de loi par le groupe socialiste.

- **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Deuxième partie :

Economie, finances et budget - III - Industrie - (22 novembre 1991) - Rapporteur pour avis (énergie) - (p. 4099, 4100) : politique énergétique - Construction européenne - Marché pétrolier - (p. 4111) : région du Nord-Pas-de-Calais - Mesures en faveur des PME et des PMI.

Recherche et technologie - (29 novembre 1991) (p. 4508) : évolution positive des crédits - Création d'emplois : cher-

cheurs ; ingénieurs, techniciens, administratifs, ITA - Formation : allocations de recherche - Recherche industrielle : action en faveur des PMI ; crédit d'impôt-recherche ; Agence nationale de valorisation de la recherche, ANVAR - (p. 4509) : soutien des grands programmes technologiques innovants : qualité et épuration des eaux ; programme « bio-avenir » ; programme « véhicule et sécurité routière » - Concentration des grands organismes publics en Ile-de-France et délocalisation souhaitable - Vote de ce projet de budget par le groupe socialiste.

– **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux** - *Deuxième lecture* **[n° 159 (90-91)]** - (13 décembre 1991) - **Art. 2 B** (*préfets de bassins*) (p. 5337) : se déclare opposé aux aux amendements de suppression n° 7 de la commission et n° 64 de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Art. 4** (p. 5343) : votera l'amendement n° 58 du Gouvernement (périmètres de protection) - **Après l'art. 11** (p. 5361) : son amendement n° 79 : rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale ; retiré au profit de l'amendement, à l'article 11 ter, n° 35, sur le même objet, de la commission - **Art. 26 A** (*modification de la loi « pêche »*) (p. 5369) : soutient l'amendement n° 80 de M. Claude Estier (critère de définition des eaux libres ; droits et obligations des propriétaires privés d'eaux closes) - **Avant l'art. 26** (p. 5370) : soutient l'amendement n° 81 de M. Claude Estier (allongement du délai d'application de l'article L. 231-7 du code rural) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5371) : vote de ce projet de loi par le groupe socialiste.

GRUILLOT (Georges), sénateur du Doubs (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'ensemble des services relevant de l'autorité du ministre de l'intérieur qui contribuent, à un titre quelconque, à assurer le maintien de l'ordre public et la sécurité des personnes et des biens jusqu'au 29 mai 1991.

Est nommé membre de la commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées (*JO* Lois et décrets du 21 novembre 1991) ; puis président (*JO* Lois et décrets du 29 novembre 1991).

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière de pêches maritimes et de cultures marines (22 mai 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses en matière de transports (4 décembre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, portant création de chambres consulaires des professions libérales **[n° 434 (90-91)]** (29 juin 1991) - **Professions libérales.**

Proposition de loi, déposée avec MM. Louis Souvet et Jean Pourchet, portant validation législative de la liste d'admission à un examen pour la délivrance du diplôme d'Etat d'infirmier **[n° 476 (90-91)]** (4 septembre 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Examens et concours.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à compléter l'article L. 615-15 du Code de la Sécurité Sociale et à dispenser les titulaires d'une pension militaire d'invalidité affiliés au régime des travailleurs non salariés non agricoles du paiement du ticket modérateur **[n° 53 (91-92)]** (22 octobre 1991) - **Pensions civiles et militaires de retraite.**

GUENA (Yves), sénateur de la Dordogne (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

– Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1992 (8 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (26 juin 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre aux associations d'anciens combattants d'ester en justice **[n° 232 (90-91)]** (13 mars 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi **[n° 287 (90-91)]** autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Qatar en vue d'éviter les doubles impositions **[n° 372 (90-91)]** (11 juin 1991) - **Traités et conventions.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi **[n° 321 (90-91)]** adopté par l'Assemblée nationale autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire et démocratique d'Ethiopie en vue d'éviter la double imposition en matière de transport aérien **[n° 373 (90-91)]** (11 juin 1991) - **Traités et conventions.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi **[n° 361 (90-91)]** autorisant l'approbation d'un avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance réciproque en matière d'impôts sur le revenu, d'impôts sur les successions, de droit d'enregistrement et de droits de timbre, signée le 29 mars 1974 et modifiée par l'avenant du 16 juillet 1984 **[n° 14 (91-92)]** (9 octobre 1991) - **Traités et conventions.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi **[n° 408 (90-91)]** autorisant la ratification de la convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées **[n° 15 (91-92)]** (9 octobre 1991) - **Traités et conventions.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi **[n° 462 (90-91)]** autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les successions et sur les donations et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales (ensemble un protocole) **[n° 16 (91-92)]** (9 octobre 1991) - **Traités et conventions.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi **[n° 463 (90-91)]** autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 24 avril 1975 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Malaisie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu **[n° 17 (91-92)]** (9 octobre 1991) - **Traités et conventions.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° **473 (90-91)**] autorisant l'approbation d'un avenant à la convention du 19 juin 1979 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernemnet de la République de Corée tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu [n° **18 (91-92)**] (9 octobre 1991) - **Traités et conventions.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° **360 (90-91)**] autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Islande en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole) [n° **19 (91-92)**] (9 octobre 1991) - **Traités et conventions.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Affaires étrangères** - [n° **92 (91-92) tome 3 annexe 1**] (19 novembre 1991).

Questions orales européennes avec débat :

n° **5** (*JO* Débats du 16 octobre 1991) (p. 2906) - Ministère : Affaires européennes - *Perspectives d'élargissement de la Communauté économique européenne* - **Communauté économique européenne (CEE).**

Questions orales sans débat :

n° **314** (*JO* Débats du 15 mai 1991) (p. 966) - Ministère : Agriculture - *Transformation des palmipèdes gras* - (Réponse : *JO* Débats du 1er juin 1991) (p. 1222) - **Agriculture.**

n° **358** (*JO* Débats du 10 octobre 1991) (p. 2785) - Ministère : Affaires étrangères - *Politique de la France à l'égard de la Yougoslavie* - (Réponse : *JO* Débats du 19 octobre 1991) (p. 3050) - **Politique extérieure.**

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (21 mars 1991) (p. 102) : demande confirmation de la remise des dettes du territoire et de toutes les communes de la Polynésie, et si cette remise est liée au maintien de l'équipe sortante dans l'assemblée territoriale de Polynésie.

- **Conclusions du rapport de M. Lucien Neuwirth**, fait au nom de la commission des lois, sur **la proposition de loi** (n° 232, 90-91), déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à permettre aux associations d'anciens combattants d'ester en justice** [n° **283 (90-91)**] - (7 mai 1991) - **Discussion générale** (p. 890) : seconde guerre mondiale - Associations d'anciens combattants - Diffamation - Constitution de partie civile - Apologie de la trahison.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° **394 (90-91)**] - (26 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2161) : usage contestable des plus-values fiscales dégagées en 1988 et 1989 - Augmentation du chômage - Erreur d'appréciation sur la croissance - Récession - Conséquences de la guerre du Golfe persique sur l'économie française - (p. 2162) : récupération des impayés des PMU - Relèvement de la TVA sur les artistes, les agences de voyages et l'horticulture - Harmonisation européenne - Application de l'article 99 du Traité de Rome - Abaissement du « 1 % logement » - Logement social - Exonération fiscale sur les plantations d'arbres truffiers.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Qatar en vue d'éviter les doubles impositions** [n° **287 (90-91)**] - (27 juin 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2183) : délai de présentation au Parlement des traités avant ratification - Traités et conventions - Relations extérieures - Gaz - Doubles impositions.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes** [n° **354 (90-91)**] - (27 juin 1991) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 356) (p. 2212) : accord intergouvernemental - Acte unique européen - Droit communautaire - Cour de justice des communautés européennes - (p. 2213) : frontières - Transfert de souveraineté - Immigration clandestine - République française - Se déclare opposé à la ratification.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République italienne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990** [n° **356 (90-91)**] - (27 juin 1991) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 354) : voir intervention sous le projet n° 354 (p. 2212, 2213).

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : procédure budgétaire de la communauté économique européenne** - (8 octobre 1991) - Représentant de la commission des finances - (p. 2670 à 2672) : intervient dans le débat consécutif à la question.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées** [n° **408 (90-91)**] - (18 octobre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3060) : modification du règlement du Sénat : adoption de certains textes sans débat - Instauration d'une procédure d'arbitrage - Article 220 du Traité de Rome - Favorable à l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire et démocratique d'Ethiopie en vue d'éviter la double imposition en matière de transport aérien** [n° **321 (90-91)**] - (18 octobre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3061) : exonération réciproque des bénéfices réalisés sur la vente des billets des lignes aériennes entre la France et l'Ethiopie - Favorable à l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Islande en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole)** [n° **360 (90-91)**] - (18 octobre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3061) : favorable à l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance réciproque en matière d'impôts sur le revenu, d'impôts sur les successions, de droits d'enregistrement et de droits de timbre, signée le 29 mars 1974 et modifiée par l'avenant du 16 juillet 1984** [n° **361 (90-91)**] - (18 octobre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3062) : favorable à l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les successions et sur les donations et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales (ensemble un protocole)** [n° **462 (90-91)**] - (18 octobre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3062) : favorable à l'adoption de ce projet de loi.

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 24 avril 1975 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Malaisie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu [n° 463 (90-91)] - (18 octobre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3063) : favorable à l'adoption de ce projet de loi.

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention du 19 juin 1979 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu [n° 473 (90-91)] - (18 octobre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3064) : favorable à l'adoption de ce projet.

– Rappel au règlement - (22 octobre 1991) (p. 3071, 3072) : s'indigne qu'un ambassadeur en exercice venant d'être nommé auprès du Conseil de l'Europe ne respecte pas son devoir de réserve.

– Projet de loi modifiant le code du service national [n° 3 (91-92)] - (23 octobre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3171) : bouleversements en Union soviétique - Prise en compte de la réduction des armements - Professionnalisation de l'armée - Avenir de la conscription - Sophistication des matériels - Problème des exemptions - Réforme inadéquate - Abstention du groupe du RPR sur ce texte.

– Rappel au règlement - (26 novembre 1991) (p. 4308) : évoque la lutte entre Serbes et Croates en Yougoslavie.

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Anciens combattants - (3 décembre 1991) (p. 4705) : insuffisance des crédits - Politique de la mémoire - Rapport constant - Code des pensions - Anciens combattants d'Afrique du Nord - Contexte économique national et international - (p. 4706) : retraite mutualiste - Anciens des forces françaises libres - Droit d'ester en justice des associations d'anciens combattants.

Affaires étrangères - (5 décembre 1991) - Rapporteur spécial (p. 4838) : éléments chiffrés - Moyens des services - Effectifs - Ecoles consulaires - Centres culturels - Centre de congrès du quai Branly - Agence pour l'enseignement du français à l'étranger - Contributions internationales obligatoires - Institut du monde arabe - (p. 4839) : action internationale française - Mission interministérielle pour la coopération en Europe centrale et orientale - Aide communautaire en Europe de l'Est - Audiovisuel extérieur - Action humanitaire - Desserte aérienne de Strasbourg - La commission des finances a voté contre ce projet de budget - *A titre personnel* : conférence de Maastricht - (p. 4840) : conférence de Madrid sur la paix au Proche-Orient.

– Proposition de loi permettant aux associations d'anciens combattants et victimes de guerre d'ester en justice - *Deuxième lecture* **[n° 112 (91-92)]** - (10 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5218) : droit d'ester en justice des anciens combattants - Coopération totale entre le Gouvernement et le Parlement - (p. 5219) : adoption de propositions de loi - Défense de la mémoire.

– Question orale avec débat portant sur un sujet européen : perspectives d'élargissement de la communauté économique européenne - (12 décembre 1991) - (p. 5256, 5257) : Europe de l'Est - Nouvelles adhésions - Volonté d'élargissement de la CEE - Paix en Europe occidentale.

GUIGOU (Elisabeth), *ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.*

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

Est nommée *ministre délégué aux affaires européennes* le 16 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 17 mai 1991).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Claude Estier : **Marché unique européen** (*Sommet de Maastricht*) (*JO* Débats du 13 décembre 1991) (p. 5270).

de M. Jean-Paul Bataille : **Politique extérieure** (*Situation en Yougoslavie*) (*JO* Débats du 13 décembre 1991) (p. 5279).

INTERVENTIONS

– Question orale avec débat portant sur un sujet européen : rôle des parlements nationaux dans le développement de la Communauté - (23 mai 1991) (p. 1019) : procédure des questions orales avec débat portant sur un sujet européen - Conférence des organes spécialisés des assemblées de la Communauté, COSAC - Conférence des Parlements de la Communauté - (p. 1020) : relations des parlements nationaux avec le Parlement européen - Information du Parlement - Conférences intergouvernementales sur l'union politique et sur l'union économique et monétaire - « Congrès » européen - Pouvoirs du Parlement européen - (p. 1021) : construction européenne - Commission européenne - Transmission au Parlement des directives communautaires - « Congrès » européen - Traité sur le rôle des Parlements nationaux - (p. 1022) : délimitation des compétences entre la Communauté et les Etats - Principe de subsidiarité - Directive « télévision sans frontière » - Marché unique européen - Conférences intergouvernementales sur l'union économique et monétaire et l'union politique - Accords de Schengen.

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes [n° 354 (90-91)] - (27 juin 1991) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 356) (p. 2185) : libre circulation des personnes - Acte unique européen - Coopération européenne - (p. 2186) : contrôles aux frontières - Visas - Lutte contre l'immigration clandestine et le trafic de drogue - Accord de réadmission passé avec la Pologne - (p. 2187) : harmonisation des législations - Lutte contre la criminalité - Coopération policière - Fichier informatique européen - (p. 2188) : droit d'asile - Transporteurs - Souveraineté étatique - Entrée en vigueur - Information du Parlement - (p. 2189) : adhésions - Construction européenne - (p. 2195) : ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur les stupéfiants par les Pays-Bas - Conditions de mise en vigueur de la convention - Commission de contrôle - Information du parlement - Redéploiement des forces de police de l'air et des frontières - Décisions du comité exécutif - Immigration clandestine - (p. 2196) : système informatisé Schengen - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2199) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Souveraineté nationale - Conférences européennes sur l'union monétaire et économique, et sur l'union politique - (p. 2218) : convention d'application des accords de Schengen - (p. 2219) : accord de réadmission - Coopération policière - Français d'outre-mer - Coopération Nord-Sud - Information du Parlement - Brésil - Politique migratoire - (p. 2220) : contrôles aux frontières - Lutte contre le trafic de drogue - Adhésion de l'Espagne et du Portugal - Législation des Pays-Bas sur les stupéfiants - Immigration clandestine - Commission de contrôle - (p. 2221) : consulats - Droit communautaire et dispositions de Schengen - Institutions communautaires - Objets d'art - **Art. 1er** (*autorisation d'approbation de la*

convention d'application de l'accord de Schengen) : ratification des traités - (p. 2222) : irrecevabilité des amendements d'un projet de loi autorisant la ratification d'un traité - Répartition des compétences entre le Gouvernement et le Parlement.

- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République italienne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 [n° 356 (90-91)] - (27 juin 1991) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 354) : voir intervention sous le projet n° 354 (p. 2185 à 2189, 2195, 2196, 2218 à 2221).

- Question orale avec débat portant sur un sujet européen : procédure budgétaire de la communauté économique européenne - (8 octobre 1991) (p. 2677 à 2680) : intervient dans le débat consécutif à la question.

- Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Affaires étrangères - (5 décembre 1991) (p. 4878) : construction européenne - Sommet de Maastricht - Union européenne à vocation fédérale - Parlement européen - (p. 4879) : principe de subsidiarité - Proposition de conférence des parlements - Union économique et monétaire européenne - Politique étrangère et de sécurité commune - Citoyenneté européenne - Elargissement de la Communauté économique européenne - Europe de l'Est - Conseil de l'Europe.

- Question orale avec débat portant sur un sujet européen : perspectives d'élargissement de la communauté économique européenne - (12 décembre 1991) - Discussion générale (p. 5258) : architecture générale de l'Europe - Elargissement et approfondissement - Neutralité et défense européenne - Adhésion des pays d'Europe centrale et orientale - Espace économique européen et accords d'association - Europe politique et institutions de la CEE - (p. 5265, 5266) : conditions d'adhésion des pays d'Europe centrale et orientale - Politique agricole commune - Confédération européenne - Conseil de l'Europe - Information du Parlement.

GUILLAUME (Robert), sénateur de la Nièvre (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

GUYARD (Jacques), Est nommé *secrétaire d'Etat à l'enseignement technique* le 17 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 18 mai 1991).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Désiré Debavelaere : **Enseignement privé** (*Relations de l'Etat avec les établissements d'enseignement privé*) (*JO* Débats du 13 décembre 1991) (p. 5278).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° **350** de M. Fernard Tardy : **Fonction publique** (*Suppression de postes de fonctionnaires dans les zones défavorisées soumises à un plan de développement des zones rurales*) (*JO* Débats du 16 novembre 1991) (p. 3779).

n° **376** de Mme Hélène Luc : **Enseignement technique et professionnel** (*Statut des professeurs de lycées professionnels*) (*JO* Débats du 16 novembre 1991) (p. 3776).

n° **378** de M. Edouard Le Jeune : **Elus locaux** (*Statut des élus locaux*) (*JO* Débats du 16 novembre 1991) (p. 3782).

n° **381** de M. Robert Calmejane : **Entreprises (petites et moyennes)** (*Politique du Gouvernement en faveur des PME*) (*JO* Débats du 16 novembre 1991) (p. 3778).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur - (3 décembre 1991) (p. 4721) : enseignements technologiques et professionnels - Certificat d'aptitude professionnelle, CAP - Emplois - Matériel scolaire - Formation en alternance - (p. 4722) : apprentissage - Alternance sous statut scolaire - Partenariat - Information des jeunes - (p. 4769) : effectifs de l'enseignement technique et professionnel - (p. 4770) : partenariat entre l'éducation nationale et les entreprises - Formation professionnelle et alternance - Information et orientation des jeunes - Recrutement des enseignants - Stages - Bassins d'emploi - Enseignement de la technologie - Jumelage entre des classes de collège et des entreprises.

GUYOMARD (Bernard), sénateur de Paris (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

- Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'entreprise nationale Air France et des sociétés de toute nature comme des compagnies aériennes qu'elle contrôle puis d'en informer le Sénat, jusqu'au 15 mai 1991.

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en Bulgarie, du 22 au 26 janvier 1991 [n° **223 (90-91)**] (25 février 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Bulgarie.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **175 (90-91)**], adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'une convention d'assistance administrative mutuelle pour la prévention, la recherche et la répression des fraudes douanières entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali [n° **272 (90-91)**] (11 avril 1991) - **Traités et conventions.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **351 (90-91)**], adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative tchèque et slovaque sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° **405 (90-91)**] (19 juin 1991) - **Traités et conventions.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **443 (90-91)**] autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie sur le statut et les modalités de fonctionnement des centres culturels [n° **140 (91-92)**] (4 décembre 1991) - **Traités et conventions.**

INTERVENTIONS

- Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° 242 (90-91)] - Suite de la discussion - (3 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 266) : problème des banlieues - Endettement de la France - Désespoir de la jeunesse - Elaboration hâtive de ce projet - Libre

administration des collectivités territoriales - Part de la garantie de progression minimale - Logements sociaux - Potentiel fiscal - Avis défavorable sur ce projet.

– **Projet de loi autorisation l'approbation d'une convention d'assistance administrative mutuelle pour la prévention, la recherche et la répression des fraudes douanières entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali [n° 175 (90-91)]** - (18 avril 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 572) : France, premier partenaire du Mali - Faible importance des infractions douanières - Caractère limité de cet accord - Coopération entre les administrations des deux Etats - Contribution à l'harmonisation des conventions de la France avec les pays de l'Afrique francophone - Au nom de la commission des affaires étrangères, se déclare favorable à l'approbation de cette convention.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative tchèque et slovaque sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 351 (90-91)]** - (27 juin 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2184) : traités et conventions - Europe centrale et orientale - Economie tchécoslovaque - Relations extérieures - (p. 2185) : avis favorable de la commission des affaires étrangères.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative tchèque et slovaque sur la création et les modalités de fonctionnement des centres culturels [n° 407 (90-91)]** - (12 décembre 1991) - En remplacement de M. Michel Crucis, rapporteur - **Discussion générale** (p. 5291) : modalités de création et de fonctionnement des centres culturels français en Tchécoslovaquie - Clause de réciprocité - Europe centrale et orientale - Avis favorable de la commission.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie sur le statut et les modalités de fonctionnement des centres culturels [n° 443 (90-91)]** - (12 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5292) : modalités de création et de fonctionnement des centres culturels en Roumanie - Historique des relations culturelles franco-roumaines - Sommet de Chaillot - Echanges économiques - (p. 5293) : avis favorable de la commission.

H

HABERT (Jacques), sénateur des Français établis hors de France (délégué de la réunion administrative des NI).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

- Secrétaire de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à compléter la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat [n° **458 (90-91)**] (8 juillet 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Fonctionnaires et agents publics.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Francophonie** - [n° **93 (91-92) tome 12**] (19 novembre 1991).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 15 novembre 1991) (p. 3723) - Ministère : Coopération - *Situation en Haïti* - **Relations internationales.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la politique au Moyen-Orient** [n° **211 (90-91)**] - (16 janvier 1991) (p. 16) : crise du Golfe - Responsabilité de l'Irak - Défense du droit international - Cohésion de la communauté internationale - Solidarité avec les militaires français - Français vivant au Moyen-Orient - Rapatriement - (p. 17) : Sénateurs représentant les Français de l'étranger - Au nom du groupe des non-inscrits, approuve la déclaration du Gouvernement - Soldats professionnels.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation au Moyen-Orient** [n° **236 (90-91)**] - (19 mars 1991) (p. 47) : hommage à l'armée française - Division Daguet - Problème israëlo-palestinien - Rétablissement de la souveraineté au Liban - Accords de Taëf - Problème kurde et traité de Sèvres de 1920 - Crise du Golfe Persique et démonstration de l'unité nationale.

- **Rappel au règlement** - (20 mars 1991) (p. 82) : art. 36, alinéa 3 du règlement : déplore l'allusion faite par M. le ministre de l'intérieur à l'âge d'un sénateur.

- **Projet de loi relatif à l'aide juridique** [n° **310 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (30 mai 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1203) : présence des Français établis hors de France dans le Conseil national de l'aide juridique - Au nom du groupe des non-inscrits, se déclare favorable à l'adoption du texte de ce projet tel qu'il ressort des travaux du Sénat.

- **Projet de loi portant réforme hospitalière** [n° **309 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (7 juin 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1481) : améliorations du texte - Souhait d'un accord - Avec les sénateurs non-inscrits, votera le texte ainsi amendé.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique de défense** [n° **395 (90-91)**] - (18 juin 1991) (p. 1770) : situation internationale - OTAN - Europe - Union de l'Europe occidentale, UEO - (p. 1771) : forces françaises en Allemagne - Guerre du golfe persique - (p. 1772) : hommage aux soldats français.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° **362 (90-91)**] - (24 juin 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2046) : outre-mer - Avis favorable sur le texte tel qu'il ressort des travaux du Sénat.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes** [n° **354 (90-91)**] - (27 juin 1991) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 356) (p. 2214) : Acte unique européen - Libre circulation des personnes - Information des institutions communautaires - (p. 2215) : droit d'asile - Lutte contre la drogue - Pays-Bas - Immigration clandestine - Français d'outre-mer - Français de l'étranger - Protection du patrimoine et circulation des objets d'art - (p. 2216) : commission de contrôle - Frontières - Fait dépendre son vote des réponses gouvernementales.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République italienne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990** [n° **356 (90-91)**] - (27 juin 1991) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 354) : voir intervention sous le projet n° 354 (p. 2214, 2216).

- **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République** [n° **269 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (3 juillet 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2487) : vote du texte issu des délibérations du Sénat par les sénateurs non-inscrits.

- **Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires** - *Nouvelle lecture* [n° **453 (90-91)**] - (5 juillet 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2521) : commission de contrôle sur les accords de Schengen - Avis favorable sur ce texte.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes** - *Deuxième lecture* [n° **411 (90-91)**] - (2 octobre 1991) - **Art. unique** - *Art. 211-2 du code pénal* (p. 2549) : intervient à propos de l'amendement n° 180 de M. Hubert Durand-Chastel (substitution des termes « ou d'actes inhumains » à ceux de « ou d'actes de barbarie »).

Suite de la discussion - (3 octobre 1991) - **Art. unique (suite)** - *Art. 222-18 du code pénal* (p. 2596) : se déclare favorable à l'amendement n° 73 de la commission (fixation des peines à trois ans d'emprisonnement et 300 000 francs d'amende en cas de dissémination des maladies transmissibles épidémiques).

- **Projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transcription de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail** [n° **288 (90-91)**] - (8 octobre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2721) : votera ce projet de loi tel qu'il ressort des travaux du Sénat.

- **Rappel au règlement** - (18 octobre 1991) (p. 3044) : article 78 du règlement du Sénat - S'élève contre la répression de la manifestation des infirmières - Situation des assistants sociaux et des infirmiers.

- **Projet de loi modifiant le code du service national** [n° **3 (91-92)**] - (23 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3141) : politique de défense - Europe de l'Est - Dissolution du Pacte de Varsovie - Conséquences de la guerre du Golfe persique - Armée de métier et armée de conscription - Contingent français de la force intérimaire des Nations Unies au Liban, FINUL - Volontaires du service national actif, VSNA - Article L. 96 du code du service national - (p. 3142) : rôle des volontaires pour le service national en entreprise, VSNE - Réduction de la durée du service militaire - Loi de programmation militaire - **Après l'art. 34 (par priorité)**

(p. 3152) : se déclare favorable à l'amendement n° 17 de la commission (définition et organisation du service national économique) - **Après l'art. 15 bis** (*aménagement des conditions d'emploi des appelés au titre du service militaire*) (p. 3161) : son amendement n° 29 : possibilité pour les appelés de servir et d'être volontaires dans les opérations extérieures ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 16** (*durée du volontariat service long*) (p. 3162) : interdiction pour les jeunes appelés de servir leur pays quand ils le désirent sur des théâtres d'opérations extérieures - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3172) : réduction de la durée du service militaire - (p. 3173) : reconnaissance dans le code du service national du droit pour les appelés d'être volontaires - A titre personnel, se déclare opposé à l'adoption de ce projet de loi - Abstention des Sénateurs du groupe des non-inscrits sur ce texte.

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (22 novembre 1991) - **Relations financières avec les communautés européennes** (p. 4048) : importance des prélèvements communautaires - **Explication de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 4090) : travaux de la commission des finances et du rapporteur général - Améliorations apportées au texte - Avec les sénateurs non-inscrits, votera la première partie du projet de loi de finances modifiée par la majorité sénatoriale.

Deuxième partie :

Jeunesse et sports - (24 novembre 1991) (p. 4192) : jeunesse - Sport - Exploit de Gérard d'Aboville - (p. 4193) : jeux olympiques d'Albertville - Piste de bobsleigh de La Plagne - Fonds national pour le développement du sport, FNDS - Loto sportif - Fédérations sportives - Associations sportives françaises à l'étranger - Au nom du groupe des sénateurs non-inscrits, se déclare favorable à ce projet de budget - **Etat B** (p. 4198) : Comité national olympique et sportif français - Soutien des mouvements associatifs et des clubs sportifs français à l'étranger - Jeux olympiques d'Albertville - Se déclare favorable à l'adoption de ce projet de budget.

Justice - (27 novembre 1991) (p. 4392) : Français de l'étranger - Reconnaissance de la nationalité française - (p. 4393) : amnistie - Image de la justice - Se déclare défavorable à ce projet de budget - (p. 4405) : magistrats.

Budget annexe : Imprimerie nationale - (30 novembre 1991) (p. 4573) : éditions de l'Imprimerie nationale - Politique commerciale - Votera ce projet de budget.

– Victoire de l'équipe de France en Coupe Davis (1er décembre 1991) (p. 4607).

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Culture - (2 décembre 1991) (p. 4677) : inscription de la culture dans les compétences de la Communauté européenne - Uniformisation des réglementations - TVA sur les oeuvres d'art - Musées des collectivités territoriales.

Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur - (3 décembre 1991) (p. 4733) : Direction des affaires générales internationales et de coopération, DAGIC - Enseignement français à l'étranger - Eléments chiffrés - Emplois - Création de nouvelles écoles - Titularisation des enseignants recrutés localement -(p. 4734) : mises à disposition - Instituts universitaires de formation des maîtres, IUFM - Retraite des instituteurs exerçant hors de France en Europe - Ecoles de la direction de l'enseignement français en Allemagne, DEFA - Déterminera son vote en fonction des réponses apportées aux questions relatives aux Français de l'étranger.

Affaires étrangères - (5 décembre 1991) - Rapporteur pour avis (francophonie) (p. 4844) : crédits de la francophonie et de la coopération francophone - Crédits de l'action radiophonique et audiovisuelle extérieure - (p. 4845) : enseignement et promotion de la langue française - Sommet de La Baule et participation de la francophonie au processus de démocratisation - Haïti - (p. 4846) : avis défavorable de la commission - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4882) : francophonie et démocratie - Fermeture du lycée Alexandre-Dumas de Port-au-Prince - Votera contre ce projet de budget.

Coopération et développement - (5 décembre 1991) (p. 4893) : situation des personnels non titulaires exerçant dans le cadre de la loi du 13 juillet 1972 - Crédits de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger - Aide au développement et démocratisation - Conférence de Chaillot - (p. 4894) : fermeture du lycée Alexandre-Dumas de Port-au- Prince - Se déterminera en fonction des réponses du Gouvernement - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4901) : ne votera pas ce projet de budget compte tenu de la réponse apportée sur le lycée Alexandre-Dumas de Port-au-Prince.

Vote sur l'ensemble :

(8 décembre 1991) (p. 5123) : avis favorable de la réunion administrative des sénateurs non-inscrits sur le projet de budget amendé par le Sénat.

– Proposition de loi permettant aux associations d'anciens combattants et victimes de guerre d'ester en justice - *Deuxième lecture* **[n° 112 (91-92)]** - (10 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5219) : droit d'ester en justice des associations d'anciens combattants - Notion d'inscription auprès de l'Office national des anciens combattants, ONAC - Fédération des anciens combattants résidant hors de France - Coopération totale entre le Parlement et le Gouvernement.

– Conclusions du rapport de M. Michel Dreyfus-Schmidt, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** (n° 198, 90-91) **de M. Louis Souvet** déposée avec plusieurs de ses collègues, **relative à la recherche des personnes disparues [n° 137 (91-92)]** - (11 décembre 1991) - **Seconde délibération - Art. 1er** (*régime des disparitions dans des conditions inquiétantes ou suspectes*)(p. 5245, 5246) : se déclare opposé à l'amendement n° 1 du Gouvernement (substitution des mots « ou de quelqu'un avec lequel elle a un lien familial » aux mots « ou proche »).

– Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux - *Deuxième lecture* **[n° 159 (90-91)]** - (13 décembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5371) : vote de ce projet de loi par les groupes de la majorité sénatoriale.

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 162 (91-92)] - Suite de la discussion - (17 décembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5462, 5463) : amendements - Caisse des Français de l'étranger - Votera ce projet de loi.

– Projet de loi relatif à la titularisation d'agents de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides [n° 180 (91-92)] - (18 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5547, 5548) : demandes d'asile - Données chiffrées - Immigration clandestine - Titularisations de personnels contractuels : cas des enseignants recrutés localement par les établissements français à l'étranger et des coopérants techniques - Votera ce projet de loi.

– Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 115 (91-92)] - (19 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5643) : inopportunité de la réforme - Représentation des communes - Monde rural - (p. 5644) : représentativité du Parlement - Calendrier - Les sénateurs non-inscrits rejettent ce projet de loi.

– Projet de loi autorisant la ratification du traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (ensemble huit protocoles), signé à Paris le 19 novembre 1990, ainsi que trois déclarations faites le même jour, deux déclarations faites le 14 juin 1991 et deux déclarations faites le 18 octobre 1991 [n° 178 (91-92)] - (20 décembre 1991) - **Art. unique** (p. 5671) : désarmement - Forces aériennes - Europe de l'Est et ex-URSS - (p. 5672) : ratification du traité - Avec les sénateurs non-inscrits, votera la ratification de ce traité.

HAENEL (Hubert), sénateur du Haut-Rhin (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Président de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement des services relevant de l'autorité judiciaire jusqu'au 4 juin 1991.

Est nommé président de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le tableau n° 7 annexé au code électoral relatif à l'effectif des conseils régionaux et à la répartition des sièges entre les départements (10 décembre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à reconnaître d'intérêt général la préservation des paysages ruraux [n° **221 (90-91)**] (4 février 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Environnement.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la mission d'information chargée d'étudier les problèmes posés par l'avenir de l'espace rural français et de proposer les éléments d'une politique d'aménagement [n° **249 (90-91)**] (27 mars 1991) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, sur le financement par crédit-bail des installations ferroviaires [n° **71 (89-90)**] (22 novembre 1989) - Reprise par ses auteurs le 18 avril 1991 - **Transports.**

Proposition de loi, déposée avec MM. Jean Huchon et Roland du Luart, tendant à créer une commission départementale chargée d'examiner les missions, l'organisation, le fonctionnement et l'implantation des services publics [n° **331 (90-91)**] (22 mai 1991) - **Services publics.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution de M. Geoffroy de Montalembert et des membres du groupe du RPR et apparentés [n° **482 (90-91)**], tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de recueillir tous éléments d'information sur le fonctionnement de la juridiction administrative [n° **136 (91-92)**] (4 décembre 1991) - **Commissions d'enquête ou de contrôle.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° **105 (91-92)**] adopté par l'Assemblée nationale, modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° **186 (91-92)**] (16 décembre 1991) - **Magistrature.**

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **25** (*JO* Débats du 13 juin 1991) (p. 1603) - Ministère : Justice - *Situation des services relevant de l'autorité judiciaire* - **Justice.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)]** - (11 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1536) : services extérieurs de l'administration - Déconcentration - Préfets - Contrôle de légalité des actes des collectivités territoriales - Services publics : défaut de concertation avec les élus et les usagers locaux - Démocratie locale - Consultation directe des électeurs sur des questions d'intérêt local - (p. 1537) : coopération intercommunale : structures existantes ; se déclare opposé à la création de communautés de communes et de villes - Elus locaux - Statut de l'élu - Votera les amendements de la commission des lois.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique de défense [n° 395 (90-91)]** - (18 juin 1991) (p. 1775) : défense - Consensus national - Position de la France en Europe - (p. 1776) : valeurs collectives - Force de dissuasion nucléaire - Budget - Service national - Rôle du Parlement.

- **Questions orales avec débat jointes : situation des services relevant de l'autorité judiciaire** - (9 octobre 1991) (p. 2743) : dysfonctionnements de la justice - Rapport de la commission de contrôle - Magistrats - Départementalisation des services judiciaires - (p. 2744) : police judiciaire - Equilibre institutionnel et libertés - Action du Gouvernement - Agents des douanes - Constat des infractions - (p. 2745) : étrangers demandeurs d'asile - Missions de la justice.

- **Projet de loi renforçant la protection des consommateurs [n° 304 (90-91)]** - (15 octobre 1991) - **Après l'art. 11** (p. 2893) : son amendement n° 39, soutenu par M. Michel Rufin : soumission de l'établissement dans l'artisanat à la justification de l'aptitude professionnelle et à un minimum de connaissances en matière de gestion ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la sécurité des chèques et des cartes de paiement [n° 444 (90-91)]** - (22 octobre 1991) - **Art. 2** (*définition de la carte de paiement et irrévocabilité de l'ordre de paiement par carte*) - *Art. 57-1 du décret-loi du 30 octobre 1935* (p. 3085, 3086) : ses amendements n° 45 : définition des cartes de paiement ; n° 46 : suppression de la référence aux cartes d'achat émises par les entreprises ; et n° 47 de coordination ; retirés - **Art. 4** (*régularisation*) - *Art. 65-3* (p. 3091) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Jacques Robert n° 36 : information dans le même temps par le banquier tiré de tous les mandataires de son client ; adopté ; et n° 37 : reprise du texte en vigueur sur la régularisation d'un chèque sans provision ; retiré - (p. 3092) : son amendement n° 38, soutenu par M. Jacques-Richard Delong : modalités de l'injonction précisées par un décret en Conseil d'Etat ; adopté - Son amendement n° 39, soutenu par M. Jean-Jacques Robert : possibilité de mise en oeuvre de la procédure de recouvrement par notification ; rejeté - (p. 3093) : son amendement de coordination n° 40, soutenu par M. Jean-Jacques Robert ; adopté - **Art. 5** (*pénalité libératoire*) - *Art. 65-3-1* (p. 3096) : son amendement n° 41, soutenu par M. Jean-Jacques Robert : précision sur le calcul du montant de la pénalité libératoire ; adopté - **Art. 7** (*sanctions pénales*) - *Art. 66* (p. 3101) : son amendement n° 48, soutenu par M. Jean-Jacques Robert : délits d'émission « habituelle » de chèques sans provision ou de « gros chèques » sans provision ; devenu sans objet - **Art. 13** (*sanction pécuniaire civile des obligations des banques*) - *Art. 73* (p. 3105) : sur l'amendement n° 20 de la commission (obligation faite aux banques d'apporter la preuve qu'elles ont procédé à toutes les diligences en vue d'obtenir la restitution des formules de chèques et engagement de leur responsabilité lorsque l'intéressé est interdit au moment de la délivrance de la formule), son sous-amendement n° 72, soutenu par M. Jean-Jacques Robert ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Défense - (26 novembre 1991) (p. 4337) : politique étrangère - Politique de défense - Information du Parlement - Liberté d'expression des militaires - Gendarmerie - (p. 4338) : avant-projet de loi « sécurité intérieure » - Place de l'Alsace dans le dispositif militaire français - Rôle du Président de la République - (p. 4344) : règlement de la gendarmerie - Campagne de presse.

Justice - (27 novembre 1991) (p. 4393) : fonctionnement et modernisation des juridictions administratives - Statut de la magistrature - Sécurité intérieure - (p. 4394) : police judiciaire - Gendarmerie - Douanes - Préfets - Départementalisation - (p. 4395) : exemple du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle - Informatisation.

– **Conclusions du rapport de M. Hubert Haenel**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution de M. Geoffroy de Montalembert et des membres du groupe du RPR et apparentés **tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de recueillir tous éléments d'information sur le fonctionnement de la juridiction administrative** [n° **136 (90-91)**] - (10 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5220) : recevabilité juridique - Dysfonctionnements de la justice administrative et délais de jugement - Cour européenne des droits de l'homme - Comité de règlement des dommages - Réformes et innovations - Médiateur et recours gracieux - Exécution de la décision de justice - (p. 5221) : avis favorable de la commission des lois.

– **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature** [n° **105 (91-92)**] - (18 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5595, 5596) : fonctionnement de la Chancellerie - Faiblesse du budget de la justice - Carrière des magistrats : préconise la généralisation de l'avancement à l'ancienneté ; demande une condition de mobilité - (p. 5597) : évaluation des magistrats - Principe de transparence des décisions relatives à l'avancement et aux nominations - Principe de l'égalité entre les magistrats du siège et les magistrats du parquet - Commission consultative du parquet - Conseil supérieur de la magistrature - Ecole nationale de la magistrature - Recrutement latéral - Détachement judiciaire - Propose l'adoption de ce projet de loi - **Avant l'art. 1er** (p. 5601) : son amendement n° 1 : unité de la magistrature du siège et du parquet ; adopté - **Art. 1er** (*hiérarchie du corps judiciaire et avancement*) (p. 5602, 5603) : son amendement n° 2 : avancement à l'ancienneté au sein du premier grade ; adopté - **Art. 2** (*emploi hors hiérarchie*) : son amendement n° 3 : liste des tribunaux de grande instance dont le premier président et le procureur sont placés hors hiérarchie ; adopté - **Art. 3** (*incompatibilité des fonctions de magistrat avec l'exercice d'une fonction publique élective*) (p. 5604) : son amendement n° 4 : suppression de la dérogation en faveur du mandat de représentant au Parlement européen ; adopté - **Art. 4** (*évaluation*) : son amendement n° 5 : caractère annuel de l'évaluation ; adopté - **Art. 6** (*présentations pour inscription au tableau d'avancement et réclamations des magistrats non présentés*) (p. 5605) : son amendement n° 6 : maintien des présentations par ordre de mérite ; adopté - **Art. 7** (*diffusion du projet de nomination à une fonction et de la liste des candidats à cette fonction*) (p. 5605) : ses amendements, n° 7 et n° 8 : communication au Conseil supérieur de la magistrature et à l'inspecteur général des services judiciaires ; adoptés - **Après l'art. 7** (p. 5606) : son amendement n° 9 : conditions de nomination du Procureur général près la Cour de cassation et du Procureur général près la cour d'appel de Paris ; adopté - **Art. 8** (*modalités d'avancement à l'ancienneté au sein du second grade*) : son amendement de suppression pour coordination n° 10 ; adopté - **Art. 9** (*formes de nomination*) (p. 5607) : ses amendements, n° 11 de coordination, et n° 12 : avis du Conseil supérieur de la magistrature : suppression du mot « conforme » ; adoptés - **Après l'art. 9** : son amendement de coordination n° 13 ; adopté - **Art. 10** (*nominations exclues des listes de transparence*) (p. 5608) : son amendement n° 15 : suppression d'une série d'exclusions ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 50 du Gouvernement - **Art. 19** (*recrutement des auditeurs de justice*) (p. 5609) : son amendement n° 16 : maintien du recrutement sur titre ; adopté.

Suite de la discussion - (21 décembre 1991) - **Art. 23** (*intégration directe*) (p. 5747) : son amendement de coordination n° 66 ; adopté - **Art. 23** (*intégration directe*) - *Art. 23 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958* (*nomination directe aux fonctions du premier groupe du premier grade de la hiérarchie judiciaire*) : son amendement de coordination n° 67 ; adopté - *Art. 24 de l'ordonnance précitée* (*nomination directe aux fonctions du second groupe du premier grade de la hiérarchie judiciaire*) : son amendement de coordination n° 68 ; adopté - *Art. 25 de l'ordonnance précitée* (*conditions de prononciation des nominations au titre de l'article 22 au cours d'une année civile déterminée*) (p. 5748) : son amendement n° 17 : élargissement du recrutement latéral ; adopté - *Art. 25-1 de l'ordonnance précitée* (*conditions de prononciation des nominations au titre de l'article 24 au cours d'une année civile déterminée*) : ses amendements de coordination n° 69 et n° 70 ; adoptés - *Art. 25-2 de l'ordonnance précitée* (*avis conforme de la commission d'avancement pour les nominations intervenues au titre des articles 22, 23 et 24 et garanties*) : ses amendements de coordination n° 71 et n° 72 ; adoptés - *Art. 25-3 de l'ordonnance précitée* (*subordination possible de la nomination à l'accomplissement d'un stage probatoire en juridictions*) : son amendement de coordination n° 73 ; adopté - *Art. 25-4 de l'ordonnance précitée* (*fixation par un décret en Conseil d'Etat des conditions de prise en compte des années d'activité professionnelle précédant la nomination dans la constitution des droits à pension de retraite de l'Etat ou pour le rachat d'annuités supplémentaires*) (p. 5749) : son amendement rédactionnel et de coordination n° 18 ; adopté - **Art. 24** (*intégration directe aux fonctions hors hiérarchie*) : son amendement n° 19 : suppression du caractère conforme de l'avis donné par la commission d'avancement pour les nominations directes dans les fonctions hors hiérarchie du corps judiciaire ; adopté - **Art. 25** (*pouvoirs de la commission d'avancement*) : son amendement n° 20 : suppression de la soumission pour avis à la commission d'avancement du tableau d'ancienneté des magistrats du second grade ; adopté - **Art. 26** (*composition de la commission d'avancement*) (p. 5750) : son amendement n° 21 : suppression de la possibilité pour l'inspecteur général des services judiciaires et pour le directeur des services judiciaires de se faire représenter ; adopté - **Art. 27** (*durée du mandat et remplacement des membres de la commission d'avancement*) : son amendement n° 22 : allongement de la durée du mandat des membres élus à quatre ans et caractère non renouvelable de ce mandat ; adopté - **Après l'art. 27** : son amendement n° 23 : interdiction de toute promotion des membres élus de la commission d'avancement ; adopté - **Art. 28** (*mobilité territoriale exigée pour l'inscription au tableau d'avancement*) (p. 5751) : son amendement n° 24 : nomination dans deux juridictions situées dans le ressort de deux cours d'appel différentes ; adopté - **Art. 29** (*commission consultative du parquet*) - *Art. 36-1* (*pouvoirs de la commission consultative du parquet*) (p. 5752) : son amendement n° 26 : suppression des exceptions introduites sous réserve de la fonction de procureur général près la Cour de Cassation ; adopté - Sur celui-ci s'oppose au sous-amendement n° 52 du Gouvernement - *Art. 36-2* (*composition de la commission consultative du parquet*) (p. 5753) : son amendement n° 27 : suppression du caractère paritaire et modification de la composition de la commission ; adopté - Sur celui-ci s'oppose au sous-amendement n° 53 du Gouvernement - *Art. 36-3* (*durée du mandat des membres de la commission consultative du Parquet*) (p. 5754) : ses amendements n° 28 : allongement de la durée du mandat à 4 ans ; et n° 29, de coordination ; adoptés - *Après l'art. 36-3* : son amendement n° 30 : interdiction de toute nomination ou promotion pour les membres de la commission pendant la durée de leurs mandats ; adopté - **Art. 30** (*conseillers et avocats généraux à la Cour de cassation en service extraordinaire*) -*Art. 40-2* (*conditions de nomination et de cessation des fonctions des conseillers et avocats généraux en service extraordinaire*) (p. 5755) : ses amendements n° 31 de précision ; retiré ; et n° 32 de conséquence ; adopté - Sur les amendements du Gouvernement, accepte le n° 57 de précision et s'oppose au n° 56 de coordination - *Après l'art. 40-2* (p. 5756) : son amendement n° 33 : régime disciplinaire applicable aux conseillers et aux avocats généraux en service extraordinaire ; adopté - *Art. 40-4* (*situation des conseillers des avocats généraux en service extraordinaire qui ont la qualité de fonctionnaires*) : son amendement n° 34 : impossibilité pour les fonctionnaires détachés en service extraordinaire de bénéficier de leurs droits à l'avancement dans leur corps d'origine ; retiré - Accepte l'amendement n° 59 du Gouvernement (impossibilité pour les fonctionnaires détachés en service extraordinaire à la Cour de cassation de bénéficier de leurs droits à avancement de grade dans leur corps d'origine pendant la durée de leurs fonctions) - (p. 5757) : ses amendements n° 35 : effets dans le corps d'origine de la sanction disciplinaire grave prononcée à l'encontre d'un conseiller ou d'un avocat général en service extraordinaire ayant la qualité de fonctionnaire ;

adopté ; et n° 36 : constitution d'une commission chargée de veiller aux conditions de la réintégration des fonctionnaires à l'expiration de leur détachement ; adopté après modification par le sous-amendement n° 60 du Gouvernement, qu'il accepte - **Art. 31** (*détachement judiciaire*) - *Art. 41* (*principe du détachement judiciaire*)(p. 5759) : accepte l'amendement n° 61 du Gouvernement (détachement judiciaire des membres des corps recrutés par la voie de l'Ecole nationale d'administration et des professeurs et maîtres de conférences des universités) - *Art. 41-5* (*durée du détachement judiciaire et modalités de cessation de fonctions des détachés judiciaires*) : son amendement rédactionnel n° 37 ; adopté - Accepte l'amendement n° 62 du Gouvernement (application de la procédure de réintégration dans la fonction publique aux personnes dont le détachement judiciaire cessera avant le terme de cinq ans) - *Art. 41-8* (*conditions de réintégration des détachés judiciaires dans leurs propres corps d'origine à l'issue du détachement*) (p. 5760) : son amendement n° 38 : modalités de réintégration des détachés judiciaires assurant leur indépendance ; adopté après modification par le sous-amendement n° 63 du Gouvernement qu'il accepte - *Art. 41-10* (*conditions d'intégration des détachés judiciaires*) : son amendement n° 39 : suppression de l'exigence d'une période de formation ; adopté - **Art. 37** (*composition de la commission de discipline du parquet*) (p. 5761) : son amendement n° 40 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 38** (*remplacement des membres titulaires de la commission de discipline du parquet*) (p. 5762) : son amendement de coordination n° 41 ; adopté - **Art. 39 B** (*accès des juges du livre foncier aux autres fonctions du second grade de la hiérarchie judiciaire*) : son amendement n° 42 : nouvelle rédaction ; adopté - Sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 64 du Gouvernement - **Art. 39 bis** (*maintien en activité*) (p. 5763) : son amendement n° 43 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 39 ter** (*maintien en activité*) (p. 5764) : son amendement de suppression n° 44 ; adopté - **Art. 42 bis** (*dispositions transitoires relatives au recrutement sur titre des auditeurs de justice*) : son amendement de suppression n° 45 ; adopté - **Art. 43** (*mise en application des dispositions sur le passage du premier groupe au second groupe du second grade*) : s'oppose à l'amendement n° 65 du Gouvernement (nouvelle rédaction) - Son amendement de coordination n° 46 ; adopté.

HAMEL (Emmanuel), sénateur du Rhône (RPR).

NOMINATIONS

– Secrétaire de la commission des finances.

– Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

Membre suppléant de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension instituée par l'article L. 8 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1991 (17 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1992 (8 décembre 1991).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Comptes spéciaux du Trésor** - [n° **92 (91-92) tome 3 annexe 49**] (19 novembre 1991).

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° **121 (91-92)**] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Suède en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole), complétée par un échange de lettres des 14 et 18 mars 1991 [n° **170 (91-92)**] (12 décembre 1991) - **Traités et conventions.**

INTERVENTIONS

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la politique au Moyen-Orient** [n° **211 (90-91)**] - (16 janvier 1991) - **Rappel au règlement** (p. 5 et 6) : réclame la distribution du texte du message du Président de la République avant le vote sur la déclaration du Gouvernement.

– **Rappel au règlement** - (20 mars 1991) (p. 57) : organisation des travaux du Sénat ; concomitance des réunions de commission et des séances publiques.

– **Projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse** [n° **98 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (21 mars 1991) - **Art. 1er** (*consécration juridique de la notion de « peuple corse composante du peuple français »*) (p. 106) : éloge de la Corse et de ses habitants - Notion de « peuple corse » - (p. 107) : indivisibilité de la République et de la nation française.

Suite de la discussion - (22 mars 1991) - **Sur l'ensemble** (p. 200) : hommage à Napoléon Bonaparte - Condamnation du projet de loi du Gouvernement.

– **Rappel au règlement** - (2 avril 1991) (p. 217) : souhaite une intervention du Gouvernement auprès du Conseil de sécurité des Nations unies pour que cesse le génocide des Kurdes.

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes** [n° **242 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (3 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 260) : problème des quartiers - Sécurité - Immigration - Dotation de solidarité urbaine - Données chiffrées - (p. 261) : critères de la redistribution - Unité nationale - Politique agricole - Souhaite l'adoption des amendements de la commission - **Art. 3** (*critères d'éligibilité, montant et répartition de la dotation de solidarité urbaine*) (p. 298) : se déclare opposé à cet article - Taux de progression de la dotation de solidarité urbaine.

Suite de la discussion - (4 avril 1991) - **Art. 7** (*fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France*) (p. 325) : son amendement n° 132, soutenu par M. Roger Chinaud : inscription du prélèvement supplémentaire sur les documents fiscaux ; devenu sans objet - **Art. 12** (*demande de simulation sur la création d'une dotation pour les communes rurales*) (p. 350) : son amendement n° 103 : communes de piémont ; devenu sans objet.

– **Projet de loi relatif à la pharmacie d'officine** [n° **233 (90-91)**] - (9 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 390) : maîtrise des dépenses de santé - Progrès de la médecine - (p. 391) : personnel hospitalier - Prescriptions médicales - **Art. 4** (*créations par voie normale et par voie dérogatoire*) (p. 404) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 18 de M. Paul Souffrin.

– **Projet de loi portant diverses dispositions en matière de pêches maritimes et de cultures marines** - *Deuxième lecture* [n° **177 (90-91)**] - (16 avril 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 475) : vote de ce projet de loi par le groupe du RPR.

– **Projet de loi relatif aux sociétés anonymes de crédit immobilier** [n° **215 (90-91)**] - (16 avril 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 485) : vote de ce projet de loi par le groupe du RPR.

– **Conclusions du rapport de M. Louis de Catuelan**, fait au nom de la commission des affaires économiques, **sur sa proposition de loi** (n° 441, 90-91), déposée avec plusieurs de ses

collègues, **portant création d'un conservatoire national du patrimoine maritime [n° 280 (90-91)]** - (16 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 490, 491) : associe à son intervention M. Jacques de Menou, sénateur du Finistère - Unanimité sur le principe du Conservatoire national du patrimoine maritime - Multiplicité des initiatives existantes - Revue Le *Chasse-Marée* - Projet de port-musée du Port-Rhu à Douarnenez.

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes** - *Nouvelle lecture* **[n° 242 (90-91)]** - (17 avril 1991) - **Art. 10** (p. 524) : concomitance de la séance avec les réunions de commissions - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 529) : amendements de la commission - Départements - Région Rhône-Alpes - Politique gouvernementale.

– **Projet de loi autorisation l'approbation d'une convention d'assistance administrative mutuelle pour la prévention, la recherche et la répression des fraudes douanières entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali [n° 175 (90-91)]** - (18 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 572) : événements récents survenus au Mali.

– **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° 214 (88-89)]** - (23 avril 1991) - **Rappel au règlement** (p. 605) : s'élève contre la concomitance de la séance publique où est examiné le livre II du code pénal et la réunion de la commission des finances.

– **Projet de loi portant dispositions relatives à la fonction publique [n° 240 (90-91)]** - (25 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 705) : ouverture de la fonction publique d'Etat aux ressortissants des Etats membres de la CEE - Violation de l'article 48 du traité de Rome - Statut général des fonctionnaires - Fonction publique territoriale - Fonction publique hospitalière - (p. 706) : problème de la réciprocité - Application du principe du concours par la France - Atteinte au statut de la fonction publique - Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 - Au nom du groupe du RPR, se déclare opposé à l'adoption de ce projet de loi à moins qu'il ne soit profondément amendé au cours de la discussion.

– **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° 214 (88-89)]** - **Suite de la discussion** - (25 avril 1991) - **Art. unique (suite)** - *Art. 222-21 et 222-22 du code pénal* (*viols aggravés*) (p. 727) : liberté quant à la position à adopter.

– **Projet de loi modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre et relatif à l'Institution nationale des invalides [n° 270 (90-91)]** - (29 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 772) : invalides - (p. 773) : Institution nationale des invalides - Personnel - Investissements - Service de santé des armées - Rapport de l'Inspection générale des affaires sociales, IGAS - Rapport de la Cour des comptes - Conseil d'administration - Centre des pensionnaires - Participation des pensionnaires - Financement - (p. 774) : études et recherche sur l'appareillage des handicapés - Accès au centre des pensionnaires.

– **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° 214 (88-89)]** - **Suite de la discussion** - (30 avril 1991) - **Art. unique (suite)** - *Art. 223-11 du code pénal* (*interruption illégale de la grossesse*) (p. 827) : se déclare favorable aux amendements de la commission, n° 82 (retour au droit actuel quant à la peine applicable pour l'interruption illégale de grossesse pratiquée occasionnellement) et n° 83 (retour au droit actuel quant à l'interruption illégale de grossesse pratiquée habituellement).

– **Rappel au règlement** - (6 mai 1991) (p. 848) : fait état de la déclaration de M. le Premier ministre dans la presse sur la position du Sénat à propos de la réforme de la saisine du Conseil constitutionnel.

– **Projet de loi portant diverses mesures de soutien au bénévolat dans les associations [n° 291 (90-91)]** - (6 mai 1991) - **Discussion générale** (p. 855) : statut de l'élu local - Ordre du jour du Sénat - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 869) : congé de représentation - Protection sociale - Contrôle de l'emploi des fonds collectés - Cour des comptes - Avis du Conseil d'Etat - Avis favorable du groupe du RPR sur le texte amendé par le Sénat - (p. 870) : cas du Bangladesh.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale du Nigéria sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole) [n° 318 (90-91)]** - (14 mai 1991) - **Discussion générale** (p. 912) : traités et conventions - Affrontements religieux.

– **Rappel au règlement** : réunions des commissions pendant les séances publiques (14 mai 1991) (p. 950).

– **Projet de loi portant diverses mesures destinées à favoriser l'accessibilité aux personnes handicapées des locaux d'habitation, des lieux de travail et des installations recevant du public [n° 289 (90-91)]** - (23 mai 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1038, 1039) : loi d'orientation en faveur des handicapés - Loi du 10 juillet 1987 en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés - Solidarité.

– **Projet de loi relatif à l'aide juridique [n° 310 (90-91)]** - **Suite de la discussion** - (30 mai 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1201) : accès des citoyens à la justice - Cent cinquantième anniversaire du don de Mayotte à la France - Au nom du groupe du RPR, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

– **Rappel au règlement** - (31 mai 1991) (p. 1212) : constate que le texte relatif au statut de l'élu ne figure pas parmi les textes que le Sénat examinera d'ici au 16 juin.

– **Projet de loi portant réforme hospitalière [n° 309 (90-91)]** - (4 juin 1991) - **Rappel au règlement** (p. 1258) : attitude du ministre lors de la discussion générale.

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)]** - **Suite de la discussion** - (13 juin 1991) - **Art. 25** (*règlements intérieurs des conseils municipaux, généraux et régionaux*) (p. 1660) : soutient l'amendement n° 281 de M. Jean-Jacques Robert (insertion dans le règlement intérieur de dispositions relatives aux conseillers municipaux minoritaires).

– **Conférence des présidents** : organisation des travaux du Sénat (13 juin 1991) (p. 1625, 1626).

– **Projet de loi d'orientation pour la ville (suite) [n° 350 (90-91)]** - (20 juin 1991) **Art. 14** (*participation à la diversité de l'habitat PLH*) - *Art. L. 332-22* (*destination des biens apportés par les constructeurs en paiement de la PDH*) (p. 1915) : soutient l'amendement n° 145 de M. René Trégouët (société d'économie mixte à but non lucratif) - *Après l'art. L. 332-27* (p. 1918) : se déclare opposé à l'amendement n° 127 de Mme Paulette Fost (concours financier de l'Etat à la diversification de l'habitat) - **Après l'art. 25** (p. 1940) : soutient l'amendement n° 108 de M. René Trégouët tendant à insérer un article additionnel afin de permettre aux départements d'intervenir avec un droit de préemption après l'Etat et la commune - **Avant l'art. 32** (p. 1948) : déplore l'interprétation erronée donnée par le ministre - Volonté d'intégration - Répartition équilibrée de l'occupation du patrimoine social français.

– **Projet de loi portant diverses dispositions en matière de pêches maritimes et de cultures marines** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* **[n° 353 (90-91)]** - (24 juin 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1976) : avis favorable du groupe du RPR sur ce texte.

– **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fonction publique** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* **[n° 365 (90-91)]** - (24 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1977) : ressortissants communautaires - Traité de Rome - (p. 1978) : avis défavorable du groupe du RPR sur ce projet de loi.

– **Projet de loi modifiant le code des postes et télécommunications et la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 sur la régle-**

mentation des télécommunications - *Deuxième lecture* [n° **355 (90-91)**] - (24 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1988) : se déclare favorable aux propositions de la commission.

- **Projet de loi modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et relatif à l'Institution nationale des invalides** - *Deuxième lecture* [n° **369 (90-91)**] - (24 juin 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1995) : invalides - Travaux du Parlement - Avis défavorable du groupe du RPR sur ce texte.

- **Conclusions du rapport** de M. Franck Sérusclat, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la **proposition de loi** (n° 261, 90-91) de M. Michel Dreyfus-Schmidt **tendant à ouvrir de nouvelles possibilités de recours aux victimes de certains accidents du travail** [n° **371 (90-91)**] - (24 juin 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2000) : avis favorable du groupe du RPR sur ce texte.

- **Projet de loi relatif au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications** [n° **389 (90-91)**] - (25 juin 1991) - **Art. 1er** (*prohibition de l'interception de toute correspondance émise par la voie des télécommunications - exceptions au principe*) (p. 2071) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 1 de la commission et favorable à l'amendement rédactionnel n° 54 du Gouvernement.

- **Projet de loi relatif à l'aide juridique** - *Deuxième lecture* [n° **374 (90-91)**] - (26 juin 1991) - **Art. 3** (p. 2113) : se déclare favorable à l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2125) : au nom du groupe du RPR, se déclare favorable à l'adoption de ce projet tel qu'il a été amendé par le Sénat.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes** [n° **354 (90-91)**] - (27 juin 1991) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 356) (p. 2217, 2218) : contrôles aux frontières - Clauses de sauvegarde - Immigration clandestine - Coopération policière et judiciaire - Constitutionnalité.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République italienne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990** [n° **356 (90-91)**] - (27 juin 1991) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 354) : voir intervention sous le projet n° 354 (p. 2217, 2218).

- **Projet de loi portant diverses mesures destinées à favoriser l'accessibilité aux personnes handicapées des locaux d'habitation, des lieux de travail et des installations recevant du public** - *Deuxième lecture* [n° **417 (90-91)**] - (28 juin 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2287) : avec le groupe du RPR, votera ce projet de loi.

- **Projet de loi d'orientation pour la ville** - *Nouvelle lecture* [n° **432 (90-91)**] - (2 juillet 1991) - **Art. 31 ter** (*répartition équilibrée des familles non européennes*) (p. 2361) : se déclare favorable à l'amendement n° 50 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (diversification de la population dans les habitations à loyer modéré, HLM) - Danger de cette faille juridique dont sont victimes des hommes animés par le souci de parfaire l'intégration - **Art. 37 bis** (*maintien dans les lieux des syndicats et associations professionnelles*) (p. 2364) : rôle du commerce et de l'artisanat dans l'équilibre sociologique des villes - M. Gasquet, président de la chambre de commerce de Villefranche-sur-Saône - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2366) : votera ce texte tel qu'il a été amendé.

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République** [n° **269 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (2 juillet 1991) - **Art. 49** (*commission départementale de la coopération intercommunale*) - *Art. L. 160-1 du code des communes (composition de la commission)* (p. 2391) : sur l'amendement n° 175 de la commission (critères démographiques de représentation des communes), soutient le sous-amendement n° 488 de M. René Trégouët - *Art. L. 160-2 (missions de la commission)* (p. 2395) : soutient l'amendement n° 454 de M. René Trégouët (rapport annuel) - **Art. 50** (*schéma départemental de la coopération intercommunale*) (p. 2398) : soutient les amendements de M. René Trégouët, n° 455, n° 456, et n° 457, relatifs aux groupements de communes ; et n° 458 (coïncidence des limites départementales avec les limites des établissements publics de coopération intercommunale) - Soutient les amendements de M. Jacques Chaumont n° 52, n° 53 et n° 54, relatifs à la consultation des chambres de commerce et d'industrie, d'agriculture et de métiers - (p. 2399) : soutient l'amendement n° 459 de M. René Trégouët (création de structures de coopération intercommunale : règle de l'unanimité).

Suite de la discussion - (3 juillet 1991) - **Art. 53** (*communautés de communes*) (p. 2422, 2423) : soutient l'amendement n° 55 de M. Jacques Chaumont (modification de la rédaction) - **Après l'art. 56 quaterdecies** (p. 2452) : se déclare opposé à l'amendement n° 234 de la commission (concessions de la construction et de l'exploitation des routes express par les collectivités locales) - **Art. 56 undecies** (*départementalisation des secours*) (p. 2453) : soutient l'amendement n° 465 de M. René Trégouët (transfert aux départements des biens mobiliers et immobiliers affectés aux services d'incendie et de secours) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2486, 2487) : démocratie locale - Coopération entre collectivités territoriales - Attente du statut de l'élu local - Vote par le groupe du RPR du texte issu des délibérations du Sénat.

- **Projet de loi portant diverses mesures de soutien au bénévolat dans les associations** - *Nouvelle lecture* [n° **452 (90-91)**] - (5 juillet 1991) - **Art. 1er** (p. 2503) : se déclare favorable aux amendements, n° 1, n° 2 et n° 3 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 3** (p. 2504) : intervient à propos de l'amendement n° 6 de la commission (certification du compte d'emploi) - Cour des comptes.

- **Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires** - *Nouvelle lecture* [n° **453 (90-91)**] - (5 juillet 1991) - **Art. 1er J** (*inopposabilité du secret professionnel par certains agents publics*) (p. 2515) : intervient à propos de l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement de cet article dans une nouvelle rédaction) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2521) : avis favorable du groupe du RPR sur ce texte - Travaux de la commission - Entrée en vigueur de la loi.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes** - *Deuxième lecture* [n° **411 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (3 octobre 1991) - **Art. unique (suite)** - *Après l'art. 223-11-1 du code pénal* (p. 2619) : intervient à propos de l'amendement n° 106 de la commission (cas de la femme qui se procure un avortement à elle-même).

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : procédure budgétaire de la communauté économique européenne** - (8 octobre 1991) (p. 2675 à 2677) : intervient dans le débat consécutif à la question.

- **Projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transcription de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail** [n° **288 (90-91)**] - (8 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2698) : protection maximale des travailleurs - Concurrence internationale - Amélioration de la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.

- **Projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service** [n° **387 (90-91)**] - (9 octobre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2782) : statut général

des sapeurs pompiers volontaires - Avec le groupe du RPR, approuve ce projet de loi.

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture** [n° 30 (91-92)] - (10 octobre 1991) (p. 2824) : manifestations - Politique agricole commune - Déclaration de politique générale du Premier ministre - Budget de l'agriculture - Fiscalité - (p. 2825) : BAPSA - Charges de bonification de prêts - Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des communautés européennes.

– **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux** [n° 346 (90-91)] - **Suite de la discussion** - (17 octobre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3032) : vote de ce projet de loi par le groupe du RPR.

– **Rappel au règlement** - (22 octobre 1991) (p. 3085) : souhaite que les visiteurs du Palais soient informés que l'absence des parlementaires dans l'hémicycle est due principalement à leur présence en commission.

– **Projet de loi modifiant le code du service national** [n° 3 (91-92)] - (23 octobre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3172) : se déclare opposé à l'adoption de ce projet.

– **Rappel au règlement** - (23 octobre 1991) (p. 3150) : signale la réunion concomitante de la commission des finances avec la séance publique.

– **Projet de loi relatif à l'Agence du médicament et à la régulation des dépenses de médicaments prises en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie** [n° 9 (91-92)] - (28 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3264) : industrie pharmaceutique - Travaux de l'Assemblée nationale - Procédure parlementaire - (p. 3265) : statut de l'Agence - Produits innovants - Prix des médicaments.

– **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens** [n° 215 (88-89)] - **Suite de la discussion** - (30 octobre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3427) : avis favorable du groupe du RPR sur ce projet de loi amendé par le Sénat.

– **Projet de loi modifiant le code forestier** [n° 477 (90-91)] - (5 novembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3448) : département du Rhône - Votera personnellement ce projet de loi.

– **Rappel au règlement** - (6 novembre 1991) (p. 3544) : signale la concomitance des réunions de la commission des finances avec la séance publique.

– **Rappel au règlement** - (12 novembre 1991) (p. 3668) : demande que l'attention du bureau du Sénat soit attirée sur les délais de réponse par le Gouvernement aux questions écrites des parlementaires.

– **Conclusions du rapport de M. Jean Cluzel**, fait au nom de la commission des finances, **sur sa proposition de loi** (n° 33, 91-92) déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à compléter l'article 42 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion** [n° 83 (91-92)] - (18 novembre 1991) - **Sur l'ensemble** (p. 3806) : rapport de la Commission nationale d'évaluation du RMI - Intérêt de cette proposition de loi.

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° 91 (91-92)].

Discussion des articles de la première partie :

(20 novembre 1991) - **Après l'art. 7** (p. 3916) : soutient l'amendement n° I-155 de M. Jacques-Richard Delong (réduction de la taxe au profit des récoltants familiaux, dans la limite de 10 litres d'alcool pur).

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Après l'art. 16** (p. 3971) : informatique - Compétition internationale - **Après l'art. 29** (p. 4004) : soutient l'amendement n° I-147 de M. Jacques de Menou (neutralisation de la mesure d'alourdissement de la fiscalité sur les cigares).

– **Rend hommage à Gérard d'Aboville** pour l'exploit qu'il vient de réaliser (22 novembre 1991) (p. 4012).

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° 91 (91-92)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (22 novembre 1991) - **Relations financières avec les communautés européennes** (p. 4044) : procédures budgétaires de la Communauté européenne - (p. 4045) : Cour des comptes européenne - Cour de justice européenne.

Deuxième partie :

Economie, finances et budget - III - Industrie - (22 novembre 1991) (p. 4104, 4105) : information stratégique - Brevets - Secteur de l'automobile.

Economie, finances et budget - V - Postes et télécommunications - (26 novembre 1991) (p. 4302, 4303) : minitel rose.

Budget annexe des prestations sociales agricoles - (28 novembre 1991) (p. 4432) : viticulture de très haute qualité - Producteurs de vins d'appellation d'origine contrôlée, AOC - Détermination du revenu professionnel en viticulture - Calcul des cotisations de mutualité sociale agricole - Plafonnement des cotisations sociales - (p. 4433) : cotisations sociales agricoles - Désengagement de l'Etat - Hausse excessive des cotisations de sécurité sociale des viticulteurs.

Comptes spéciaux du Trésor - (30 novembre 1991) - Rapporteur spécial (p. 4548) : évolution globale des dépenses et des recettes - Comptes d'affectation spéciale ; fonds d'aménagement pour l'Ile-de-France ; compte d'emploi de la redevance de radiodiffusion et de télévision ; Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE - (p. 4549) : Fonds national pour le développement du sport, FNDS - Comptes de commerce ; comptes gérés par le ministère de la défense - Compte « gestion de titres du secteur public et apport aux entreprises publiques » ; proposera la fermeture de ce compte afin de manifester l'opposition de la commission aux cessions d'actifs appartenant au patrimoine public - (p. 4550) : compte « opérations industrielles et commerciales des directions départementales de l'équipement » - Comptes d'opérations monétaires - Comptes de prêts : aide au développement ; fonds de développement économique et social, FDES - Crédits de refinancement de la banque française du commerce extérieur, BFCE - **Art. 49** (*autorisations de programmes et crédits de paiement ouverts au titre des mesures nouvelles des opérations définitives des dépenses en capital des comptes d'affectation spéciale*) (p. 4566) : son amendement n° II-14 : réduction des crédits en conséquence du refus par le Sénat de l'augmentation du taux de la taxe sur les bureaux en Ile-de-France ; adopté - **Art. 54** (*clôture du compte « fabrications d'armement »*) (p. 4567) : son amendement n° II-16 : report de la date de clôture ; rejeté - **Après l'art. 54** : son amendement n° II-17 : clôture du compte « gestion de titres du secteur public et apports et avances aux entreprises publiques » ; adopté - **Art. 50** (*crédits ouverts au titre des services votés des opérations à caractère temporaire des comptes d'affectation spéciale*) (précédemment réservé) : son amendement n° II-15 de coordination ; rejeté - **Art. 55** (*compte « opérations de liquidation de l'ancien secteur français de Berlin »*) : intervient sur cet article - **Art. 57** (*extension du champ d'intervention du fonds pour l'aménagement de l'Ile-de-France*) : son amendement de suppression n° II-18 ; adopté.

Equipement, logement, transports et espace - II - Transports intérieurs ; 1 - Transports terrestres (et voies navigables) ; 2 - Routes ; 3 - Sécurité routière - (6 décembre 1991) (p. 4950) : propreté des gares - Porteurs de bagages - Taxis - Prix des consommations - Langues étrangères - (p. 4951) : composteurs - Heures d'ouverture des guichets - Tabagisme - Sécurité dans les transports en commun.

Economie, finances et budget - IV - Artisanat et commerce - (7 décembre 1991) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4997) : Villefranche - Loi Royer - Zones rurales - (p. 4998) : grandes surfaces.

Articles non rattachés :

(8 décembre 1991) - **Art. 68** (*participation des salariés au rachat de leur entreprise*) (p. 5052) : se déclare favorable à l'amendement n° II-99 de la commission (prorogation d'un an du mécanisme actuel).

- **Projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transcription de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail** - *Deuxième lecture* [n° **102 (91-92)**] - (9 décembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5145) : conditions de travail des policiers du VIe arrondissement.

- **Projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service** - *Deuxième lecture* [n° **100 (91-92)**] - (9 décembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5150) : protection sociale.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Suède en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole), complétée par un échange de lettres des 14 et 18 mars 1991** [n° **121 (91-92)**] - (12 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5288) : impôts sur le revenu et sur la fortune - Adhésion à la CEE - Modèle de convention de l'OCDE - Imposition des pensions et des bénéfices des entreprises associées - Avis favorable de la commission.

- **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux** - *Deuxième lecture* [n° **159 (90-91)**] - (13 décembre 1991) - **Art. 9** (*plans de surfaces submersibles*) (p. 5359) : soutient l'amendement n° 74 de M. Alain Pluchet (droit à indemnisation des servitudes d'utilité publique instituées par cet article) - **Art. 17** (*sanctions administratives*) : soutient l'amendement n° 57 de M. Alain Pluchet (répartition des responsabilités) - **Art. 24 bis** (*obligation d'un dispositif de traitement des effluents pour les immeubles et installations non soumis au régime des installations classées*) (p. 5366) : soutient l'amendement n° 76 de M. Alain Pluchet (cas des installations d'élevage) - **Art. 25 ter** (*dispositions particulières à certains contrats*) (p. 5368) : vote par le groupe du RPR de l'amendement de suppression n° 54 de la commission - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5372) : vote de ce projet de loi par le groupe du RPR.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social** [n° **162 (91-92)**] - (16 décembre 1991) - **Art. 20 ter** (*prorogation de la suspension des poursuites liées au surendettement de certains rapatriés*) (p. 5422) : soutient l'amendement n° 63 de M. Camille Cabana (extension de la suspension des poursuites aux personnes s'étant portées caution pour les prêts de consolidation) - **Avant l'art. 21** (p. 5437) : dépistage systématique.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1991** [n° **154 (91-92)**] - (17 décembre 1991) - **Après l'art. 34** (p. 5506) : silence du ministre - Réforme du BAPSA.

- **Projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transcription de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **211 (91-92)**] - (20 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5678) : se réjouit de l'accord intervenu en CMP.

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **210 (91-92)**] - (20 décembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5685) : avec le groupe du RPR, votera le texte issu des travaux de la CMP.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1991** - *Nouvelle lecture* [n° **225 (91-92)**] - (20 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5691) : dette de l'Etat - Prélèvements de la Communauté européenne.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social** - *Nouvelle lecture* [n° **214 (91-92)**] - (20 décembre 1991) - **Art. 20 ter** (p. 5712) : soutient l'amendement n° 17 de M. Camille Cabana (application des dispositions de l'article 20 ter aux personnes qui avant le 31 décembre 1991 n'ont pas sollicité de prêt de consolidation et à ceux dont le prêt proposé par la commission n'a pas été mis en place) - (p. 5713) : soutient l'amendement n° 18 de M. Camille Cabana (extension des dispositions prévues à l'article 20 ter aux personnes s'étant portées caution).

- **Projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **216 (91-92)**] - **Suite de la discussion** - (21 décembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5735) : vote favorable du groupe du RPR sur ce texte.

- **Projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans les territoires d'outre-mer** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **224 (90-91)**] - (21 décembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5743) : le groupe du RPR votera ce texte.

- **Projet de loi modifiant et complétant les dispositions du code rural et de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relatives aux cotisations sociales agricoles** - *Nouvelle lecture* [n° **228 (91-92)**] - (21 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5745) : le groupe du RPR votera la question préalable - Réforme de l'assiette des cotisations sociales agricoles - Inquiétude des agriculteurs.

HAUTECLOCQUE (Nicole de), sénateur de Paris (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

HENRY (Marcel), sénateur de Mayotte (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 89-923 du 23 décembre 1989 d'habilitation relative à l'adaptation de la législation applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte** [n° **487 (90-91)**] - (14 novembre 1991) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 65) (p. 3742, 3743) : bilan de la modernisation en cours du régime juridique de Mayotte - Ordonnances publiées à la suite de la loi d'habilitation du 23 décembre 1989 - Ordonnances en préparation figurant dans l'actuel projet de loi d'habilitation : organisation judiciaire et aide juridictionnelle - Lacunes du régime juridique de Mayotte, suite au défaut d'application de certaines lois ; loi « littoral » - Urgence de la publication du texte d'application des ordonnances - Votera ce projet de loi.

- **Projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte** [n° **65 (91-92)**] - (14 novembre 1991) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 487) : voir intervention sous le projet n° 487 (p. 3742, 3743).

- **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (27 novembre 1991) (p. 4369) : Mayotte - Croissance démographique - Constructions scolaires - Convention Etat-Mayotte - Infrastructures - Statut de Mayotte - Flux migratoires - (p. 4370) : administrations locales - Statut de Mayotte.

HERMENT (Rémi), sénateur de la Meuse (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

Membre titulaire de la commission consultative pour la production de carburants de substitution.

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'ensemble des services relevant de l'autorité du ministre de l'intérieur qui contribuent, à un titre quelconque, à assurer le maintien de l'ordre public et la sécurité des personnes et des biens jusqu'au 29 mai 1991.

Est nommé membre de la commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées (*JO* Lois et décrets du 21 novembre 1991).

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses en matière de transports (4 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs (11 décembre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues visant à reconnaître d'intérêt général la préservation des paysages ruraux [n° **221 (90-91)**] (4 février 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Environnement.**

Proposition de loi, déposée avec MM. Guy Robert, Edouard Le Jeune et Pierre Vallon, tendant à assouplir les critères d'accès à la retraite au bénéfice des anciens combattants ayant servi en Afrique du Nord entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962 [n° **229 (90-91)**] (4 mars 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

Proposition de loi organique, déposée avec MM. Edouard Le Jeune et Guy Robert, visant à assurer la représentation du monde combattant au sein du Conseil économique et social [n° **266 (90-91)**] (9 avril 1991) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **112** (*JO* Débats du 20 septembre 1990) (p. 2021) - Ministère : Agriculture - *Mesures engagées pour obtenir le démantèlement de la taxe de coresponsabilité prélevée sur la production laitière* - (Caduque : mai 1991) - **Lait et produits laitiers.**

n° **128** (*JO* Débats du 24 avril 1991) (p. 616) - Ministère : Agriculture - *Problèmes laitiers* - (Caduque : mai 1991) - **Lait et produits laitiers.**

n° **26** (*JO* Débats du 14 juin 1991) (p. 1665) - Ministère : Agriculture - *Problèmes laitiers* - **Lait et produits laitiers.**

INTERVENTIONS

– Question orale avec débat : évolution des crédits de l'agriculture - (28 juin 1991) (p. 2239) : taxe de coresponsabilité sur la production laitière - Prix du marché des produits laitiers.

– Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux [n° **346 (90-91)**] - (16 octobre 1991) - **Avant l'art. 1er** (p. 2941) : son amendement n° 68 : protection d'intérêt général des écosystèmes aquatiques et de la ressource en eau ; retiré - **Art. 1er** (*objectifs généraux*) (p. 2942, 2943) : ses amendements, n° 69 : priorité à la préservation des écosystèmes aquatiques ; et n° 70 : objectif de reconquête de la qualité des eaux ; retirés - **Art. 2** (*schémas d'aménagement et de gestion des eaux. SAGE*) (p. 2946 à 2948) : ses amendements n° 72 : conformité des décisions administratives aux dispositions du schéma ; n° 74 et n° 78, organisant une communauté locale de l'eau ; devenus sans objet - Soutient l'amendement n° 76 de M. Louis Mercier (association des établissements publics consulaires, DFSO).

Suite de la discussion - (17 octobre 1991) - **Art. 3** (*police de l'eau : prescriptions générales*) (p. 2961) : son amendement n° 79 : rappel des intérêts visés à l'article 1er ; devenu sans objet - **Art. 5** (*régime de déclaration ou d'autorisation des installations et ouvrages*) (p. 2967 à 2969) : ses amendements n° 82 et n° 84, introduisant la prise en compte de l'impact sur le milieu aquatique ; n° 83 : publicité du prélèvement d'eau soumis à déclaration ou à autorisation ; et n° 86 : contrôle par l'administration de la conformité des nouvelles installations aux prescriptions édictées par l'acte d'autorisation avant mise en service ; devenus sans objet - Sur l'amendement n° 21 de la commission (harmonisation avec les dispositions des textes en vigueur), son sous-amendement n° 85 ; adopté - **Art. 7** (*périmètres de protection - facturation de l'eau*) (p. 2972, 2973) : ses amendements, n° 90 : dispense de création d'un périmètre de protection dans le cas d'un captage d'eau potable bénéficiant d'une protection naturelle efficace démontrée ; et n° 91 ; réduction du délai de création des périmètres de protection ; devenus sans objet - **Art. 8** (*débits affectés*) (p. 2974) : son amendement n° 92 : prescriptions nécessaires pour assurer le passage du débit affecté : maintien de la vie aquatique ; adopté - **Art. 10** (*intervention en cas d'incident ou d'accident*) (p. 2998) : son amendement n° 93 : suppression de la référence au degré de gravité du danger causé par l'incident ou l'accident ou de la pollution accidentelle ; adopté - Son amendement de coordination n° 94 ; retiré - **Art. 11** (*personnes habilitées à constater les infractions*) (p. 3000) : son amendement n° 95 : habilitation des gardes champêtres, gardes des parcs régionaux, des réserves naturelles et gardes-rivières ; devenu sans objet - **Art. 12** (*droit d'accès aux installations - Transmission de procès-verbaux*) (p. 3002, 3003) : ses amendements, n° 96 : droit d'accès de nuit aux locaux ; retiré ; et n° 97 : procès-verbaux ; transmission au procureur de la République ; devenu sans objet - **Art. 16** (*sanction de l'exploitation illégale d'une installation*) (p. 3006) : son amendement n° 99 : mesures d'urgence pouvant aller jusqu'à l'interdiction d'exploitation ; retiré - **Art. 19** (*travaux d'intérêt général ou d'urgence*) (p. 3009, 3010) : soutient l'amendement n° 193 de M. Marcel Daunay (nouvelle rédaction, modifiant l'article 175 du code rural) - Ses amendements n° 101 : conditions de l'existence d'un schéma d'aménagement et de gestion des eaux, SAGE pour l'exercice des compétences des collectivités territoriales en matière de travaux d'aménagement des cours d'eau ; retiré ; n° 102 : objectif des aménagements réalisés par les collectivités territoriales : protection des formations boisées riveraines ; adopté ; et n° 103 : conditions de concession à des sociétés d'économie mixte spécifiquement constituées à cet effet ; retiré - **Art. 20** (*extension de l'utilisation de la taxe départementale des espaces naturels sensibles*) (p. 3011) : soutient l'amendement de suppression n° 104 de M. Marcel Daunay - **Art. 21** (*transfert de compétences en matière d'aménagement, d'entretien et d'exploitation de certains cours d'eau ou plans d'eau*) (p. 3012) : son amendement n° 105 : référence aux objectifs définis à l'article 1er ; retiré - **Art. 24** (*assainissement : modifications du code de la santé publique*) (p. 3016) : son amendement n° 106 : assainissement autonome : délai pour les installations à usage agricole ; adopté - **Art. 26** (*droit pour les associations de se constituer partie civile*) (p. 3024) : son amendement n° 107 : limitation aux seules associations déclarées depuis cinq ans ; retiré - **Art. 30** (*abrogations*) (p. 3028) : soutient l'amendement n° 170 de M. Marcel Daunay (suppression d'abrogations).

– Projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs [n° **431 (90-91)**] - (6 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3525) : gestion des déchets radioactifs à haute activité - Enfouissement des déchets nucléaires en formations géologiques - (p. 3526) : construction de laboratoires souterrains - Retraitement poussé et transmutation - Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, ANDRA - Catastrophe de Tchernobyl.

- **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Anciens combattants - (3 décembre 1991) (p. 4703) : code des pensions - Immutabilité des pensions - Rapport constant - Carte de combattant volontaire de la Résistance, CVR - (p. 4704) : anciens combattants d'Afrique du Nord - Retraite mutualiste.

Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur - (3 décembre 1991) (p. 4744, 4745) : population scolaire et universitaire - Réforme scolaire et universitaire - Pourcentage de jeunes d'une classe d'âge atteignant le niveau du baccalauréat - Formation en alternance - Lycées professionnels - Enseignement privé - Enseignement supérieur - (p. 4746) : formation des ingénieurs - Instituts universitaires professionnalisés, IUP - Instituts universitaires de formation des maîtres, IUFM - Le groupe de l'Union centriste votera contre ce projet de budget.

Equipement, logement, transports et espace - II - Transports intérieurs ; 1 -Transports terrestres (et voies navigables) ; 2 - Routes ; 3 - Sécurité routière - (6 décembre 1991) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4960, 4961) - TGV Est - Gare meusienne.

HOEFFEL (Daniel), sénateur du Bas-Rhin (président du groupe UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France (13 novembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications (25 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aide juridique (26 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires (29 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes (19 décembre 1991).

ÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information désignée par la commission des affaires culturelles, la commission des affaires économiques, la commission des affaires sociales, la commission des finances et la commission des lois, et chargée d'étudier le déroulement et la mise en oeuvre de la politique de décentralisation [n° **248 (90-91)**] (27 mars 1991) - **Décentralisation.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, sur le financement par crédit-bail des installations ferroviaires [n° **71 (89-90)**] (22 novembre 1989) - Reprise par ses auteurs le 18 avril 1991) - **Transports.**

Proposition de résolution, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission de contrôle chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 [n° **420 (90-91)**] (26 juin 1991) - **Commissions d'enquête et de contrôle.**

Proposition de loi, déposée avec MM. Charles Pasqua, Ernest Cartigny et Marcel Lucotte, tendant à aggraver les sanctions applicables en cas de violation de sépultures ou de destructions, dégradations ou dommages commis ou préjudice d'un culte [n° **326 (89-90)**] (29 mai 1990) - Reprise par ses auteurs le 8 octobre 1991 - **Culte.**

Proposition de loi, déposée avec des membres du groupe de l'Union centriste, tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952, afin de réprimer plus sévèrement l'immigration irrégulière [n° **478 (90-91)**] (10 septembre 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Etrangers.**

Proposition de résolution, déposée avec des membres du groupe de l'UC, M. Charles Pasqua et des membres du groupe du RPR, M. Marcel Lucotte et des membres du groupe de l'UREI et M. Ernest Cartigny et des membres du groupe du RDE, tendant à rendre le règlement du Sénat conforme aux nouvelles dispositions de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires, ainsi qu'à modifier certains de ses articles en vue d'accroître l'efficacité des procédures en vigueur au Sénat [n° **79 (91-92)**] (12 novembre 1991) - **Commissions d'enquête ou de contrôle.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 19 avril 1991) (p. 551) - Ministère : Equipement - *TGV Est* - **Transports ferroviaires.**

Questions orales avec débat :

n° **19** (*JO* Débats du 5 juin 1991) (p. 1275) - Ministère : Premier ministre - *Politique générale du Gouvernement* - (Réponse : *JO* Débats du 6 juin 1991) (p. 1303) - **Vie politique.**

INTERVENTIONS

- Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la politique au Moyen-Orient [n° 211 (90-91)] - (16 janvier 1991) (p. 12) : information du Parlement - Au nom du groupe de l'Union centriste, se déclare favorable à la déclaration du Gouvernement - Défense du droit international - Cohésion nationale et internationale - Interventions diplomatiques - Résolutions de l'Organisation des Nations Unies, ONU - Nouvel ordre international - Pays Baltes - Problèmes Nord-Sud - Europe - Retrait des troupes françaises d'Allemagne - (p. 13) : solidarité avec les soldats français.

- Projet de loi modifiant la loi n° 83-557 du 1er juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance [n° 316 (90-91)] - (28 mai 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1124) : lien entre l'épargne et la croissance - Amélioration du texte transmis par l'Assemblée nationale - Au nom du groupe de l'Union centriste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

- Questions orales avec débat jointes : politique générale du Gouvernement - (5 juin 1991) (p. 1303) : chômage - (p. 1304) : prélèvements obligatoires - Parlement et décisions budgétaires - Collectif budgétaire - Cotisations sociales - Ressources des collectivités locales - Echéance européenne - Formation professionnelle - Apprentissage - Education nationale - Collectivités locales - (p. 1316) : objectifs économiques et sociaux - Echéance européenne - Décentralisation - Collectivités locales.

- Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - (11 juin 1991) - **Dis-**

cussion générale (p. 1535, 1536) : démocratie locale ; rôle des élus locaux ; réserves sur la consultation directe des électeurs - Contrôle de légalité - Coopération intercommunale - Se déclare opposé à la création des communautés de communes et de villes - Coopération interrégionale - Transfert souhaitable à la région des compétences en matière d'enseignement supérieur.

Suite de la discussion - (12 juin 1991) - **Après l'art. 3** (p. 1583) : intervient sur l'amendement n° 78 de la commission (autorité du Premier ministre sur les préfets) - **Art. 4** (*rôle des préfets de région et rattachement au Premier ministre*) (p. 1585) : sur l'amendement n° 79 ter de la commission (nouvelle rédaction), se déclare favorable au sous-amendement n° 380 de M. Bernard Seillier (politique de l'espace rural) - **Art. 6** (*rapport au Parlement*) (p. 1589) : son amendement n° 272, soutenu par M. Paul Caron : rapport annuel ; retiré - **Après l'art. 6 bis** (p. 1593) : se déclare favorable à l'amendement n° 283 de M. Josselin de Rohan (retraite des maires).

Suite de la discussion - (13 juin 1991) - **Art. 21** (*dispositions relatives aux conseillers municipaux*) (p. 1655) : son amendement n° 273, soutenu par M. Xavier de Villepin : utilisation des locaux communaux par les associations syndicales ou partis politiques ; devenu sans objet - **Art. 22** (*droit à l'information des conseillers municipaux et généraux*) (p. 1657) : ses amendements, soutenus par M. Xavier de Villepin, n° 274 et n° 275, affirmant le lien entre le droit à l'information et l'exercice de la fonction ; adoptés.

Suite de la discussion - (14 juin 1991) - **Art. 31** (*transmission des conventions de marché au représentant de l'Etat*) (p. 1686) : son amendement de suppression n° 276, soutenu par M. Louis de Catuelan ; retiré - **Art. 36** (*création d'un institut des collectivités territoriales et des services publics locaux*) (p. 1692) : son amendement n° 277, de suppression, soutenu par M. Louis de Catuelan ; retiré.

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes [n° 354 (90-91)] - (27 juin 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2222) : le groupe de l'Union centriste votera en faveur de la ratification - Coopération intergouvernementale - Coopération policière et judiciaire - Immigration clandestine - Commission de contrôle - Construction européenne.

– Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - **Suite de la discussion** - (2 juillet 1991) - **Art. 37** (*entente interrégionale*) (p. 2371) : son amendement n° 60 : association des établissements publics consulaires régionaux ; devenu sans objet - (p. 2373) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 163 de la commission - **Art. 46 bis** (*fonds de correction des déséquilibres interrégionaux*) (p. 2378) : son amendement de suppression n° 278 soutenu par M. Bernard Laurent ; retiré - **Art. 49** (*commission départementale de la coopération intercommunale*) - *Art. L. 160-1 du code des communes* (*composition de la commission*) (p. 2394) : se déclare favorable à l'amendement n° 174 de la commission (bureau de la commission) - **Art. 50** (*schéma départemental de la coopération intercommunale*) (p. 2398) : son amendement n° 61 : établissements publics consulaires ; devenu sans objet - (p. 2402) : se déclare favorable à l'amendement de conséquence n° 184 de la commission.

Suite de la discussion - (3 juillet 1991) - **Art. 53 A** (*création des communautés de communes proposées par le schéma départemental*) (p. 2419) : son amendement n° 62, soutenu par M. Jacques Machet : transmission pour avis de la proposition de création de communautés de communes aux chambres de commerce et d'industrie concernées ; devenu sans objet - **Art. 57** (*régime fiscal des communautés de villes*) (p. 2461) : se déclare favorable à l'amendement n° 250 de la commission pour avis (dispositions applicables à la taxe professionnelle perçue par les communautés urbaines sur les districts à fiscalité propre) - **Après l'art. 57** (p. 2469) : se déclare favorable à l'amendement n° 294 bis de M. Philippe Adnot (prélèvement au profit du fonds département de péréquation de la taxe professionnelle sur les recettes de taxe professionnelle de structures de coopération intercommunale) - **Art. 60 bis** (*abaissement du seuil de perception du versement destiné aux transports en commun*) (p. 2473) : son amendement n° 292 : dégrèvement au titre de la taxe foncière sur les propriétés non bâties ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 65** (*convention passée par les collectivités territoriales ou leurs groupements avec des collectivités territoriales étrangères*) (p. 2481) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 47 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Explication de vote sur l'ensemble** : attachement à la coopération intercommunale et au développement de la décentralisation - Vote par le groupe de l'Union centriste du texte issu des délibérations du Sénat.

– Projet de loi renforçant la protection des consommateurs [n° 304 (90-91)] - (15 octobre 1991) - **Après l'art. 11** (p. 2894) : se déclare favorable à l'amendement n° 39 de M. Hubert Haenel (soumission de l'établissement dans l'artisanat à la justification de l'aptitude professionnelle et à un minimum de connaissances en matière de gestion) et à l'amendement n° 59 de M. Désiré Debavelaere (protection du sucre vis-à-vis des substances édulcorantes).

– Conclusions du rapport de M. René-Georges Laurin, fait au nom de la commission des lois **sur les propositions de loi, n° 448 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte,** les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **organisant le certificat d'hébergement par les communes ; n° 449 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte,** les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **réformant le regroupement familial ; n° 450 rectifié bis (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte,** les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **organisant la définition d'un quota annuel d'immigration en France ; n° 451 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte,** plusieurs de leurs collègues et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **réformant la procédure du droit d'asile ; n° 478 (90-91) de M. Daniel Hoeffel** et des membres du groupe de l'Union centriste **tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952, afin de réprimer plus sévèrement l'immigration irrégulière [n° 64 (91-92)]** - (7 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3584) : intégration - Immigration clandestine - Procédures d'expulsion - Regroupement familial - Droit d'asile - Politique européenne de l'immigration - (p. 3585) : aide au développement.

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Services généraux et fonction publique - (1er décembre 1991) (p. 4600) : délocalisations - ENA - Alsace.

Conseil économique et social - (1er décembre 1991) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4612) : missions du Conseil - Budget pour 1992.

Vote sur l'ensemble :

(8 décembre 1991) (p. 5122) : situation internationale - Europe - Avis favorable du groupe de l'Union centriste sur le projet de budget amendé par le Sénat - Contrats Etat-régions - Privatisations - Investissements - (p. 5123) : chômage - Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Dépenses de fonctionnement - Europe.

– Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 115 (91-92)] - (19 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5637) : calendrier - Bicamérisme - Mode de représentation - (p. 5638, 5639) : représentativité du Sénat - Grands électeurs - Représentation des communes rurales, bourgs et villes moyennes - Concertation - Continuité de la loi électorale.

HUCHON (Jean), sénateur du Maine-et-Loire (UC).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires économiques.

- Membre titulaire du Conseil national de l'habitat.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour la ville (20 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la protection des consommateurs (12 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code des postes et des télécommunications et la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications (26 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs (11 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux (18 décembre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à reconnaître d'intérêt général la préservation des paysages ruraux [n° **221 (90-91)**] (4 février 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Environnement.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la mission d'information chargée d'étudier les problèmes posés par l'avenir de l'espace rural français et de proposer les éléments d'une politique d'aménagement [n° **249 (90-91)**] (27 mars 1991) - **Aménagement du territoire.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° **218 (90-91)**] relatif aux rapports entre les agents commerciaux et leurs mandants [n° **268 (90-91)**] (11 avril 1991) - **Professions libérales.**

Proposition de loi, déposée avec MM. Hubert Haenel et Roland du Luart, tendant à créer une commission départementale chargée d'examiner les missions, l'organisation, le fonctionnement et l'implantation des services publics [n° **331 (90-91)**] (22 mai 1991) - **Services publics.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° **340 (90-91)**], modifié par l'Assemblée nationale, relatif aux rapports entre les agents commerciaux et leurs mandants [n° **342 (90-91)**] (29 mai 1991) - **Professions libérales et travailleurs indépendants.**

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **34** (*JO* Débats du 3 octobre 1991) (p. 2562) - Ministère : Agriculture - *Réforme de la politique agricole commune* - **Agriculture.**

Questions orales sans débat :

n° **235** (*JO* Débats du 6 septembre 1990) (p. 1931) - Ministère : Agriculture - *Crise dans le secteur bovin* - (Caduque : avril 1991) - **Elevage.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif aux rapports entre les agents commerciaux et leurs mandants** [n° **218 (90-91)**] - (18 avril 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 540) : application sur le territoire national de la directive du Conseil des communautés européennes du 18 décembre 1986 - Harmonisation des droits nationaux - Amélioration de la protection des agents commerciaux indépendants - Nécessité de compléter les dispositions juridiques - Souhaite l'inscription obligatoire des agents commerciaux au régime spécial du tribunal de commerce - **Art. 1** (*définition de l'agent commercial*) (p. 542) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Félix Leyzour (caractère habituel de la mission de l'agent commercial) - (p. 543) : son amendement n° 1 : possibilité pour un agent commercial de travailler pour un autre agent ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 18 de M. Félix Leyzour (exclusion des voyageurs représentants placiers du champ d'application de ce texte) - **Art. 2** (*le contrat d'agence*) : son amendement n° 2 : droit d'obtenir un écrit signé mentionnant le contenu du contrat d'agence sur la demande de l'une des parties ; adopté - (p. 544) : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Félix Leyzour (obligation d'écrire le contrat d'agence établi entre l'agent commercial et son mandant ainsi que les avenants ultérieurs) - **Après l'art. 3** (*réciprocité des droits et obligations*) : son amendement n° 3 : transposition dans le projet des articles 3 et 4 de la directive européenne relatifs à la réciprocité des droits et obligations de l'agent commercial et de son mandant ; adopté - **Art. 4** (*principe du droit à rémunération de l'agent commercial*) (p. 545) : son amendement rédactionnel n° 4 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 20 de M. Félix Leyzour (détermination dans le contrat du taux de commission de l'agent commercial) - **Art. 5** (*droit à commission pendant le contrat d'agence*) : son amendement rédactionnel n° 5 ; adopté - **Art. 6** (*droit à commission après la cessation du contrat d'agence*) (p. 546) : son amendement rédactionnel n° 6 ; adopté - **Art. 7** (*partage de la commission entre agents*) : son amendement rédactionnel n° 7 ; adopté - **Après l'art. 9** (*communication des informations relatives au calcul des commissions*) : son amendement n° 8 : transposition dans le projet de l'article 12 de la directive européenne faisant obligation générale d'envoi périodique d'un relevé des commissions dues à l'agent commercial ; retiré - **Art. 11** (*droit à réparation du préjudice subi en cas de cessation du contrat*) (p. 547) : son amendement rédactionnel n° 9 ; adopté - **Art. 12** (*exceptions au droit à réparation du préjudice*) : son amendement rédactionnel n° 10 ; adopté - **Art. 13** (*clause de non-concurrence après la cessation du contrat*) : s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Félix Leyzour (rétablissement obligatoire de la clause par écrit qui ne peut porter que sur les secteurs géographiques ou les catégories de personnes que l'agent commercial était chargé de visiter au moment de la cessation ou à l'expiration du contrat) - Son amendement n° 11 : amélioration de la transposition de l'article 20 de la directive européenne en précisant que la clause de non-concurrence doit porter sur le secteur géographique et le cas échéant la clientèle dont l'agent a la charge ; adopté - **Art. 15** (*dispositions d'ordre public*) (p. 548) : ses amendements n° 12 : attribution d'un caractère impératif à l'article additionnel après l'art. 3 qui est relatif à la réciprocité des droits et obligations des parties ; et n° 13 : exclusion du champ d'application de cet article des dispositions du troisième alinéa de l'article 13 relatives à la durée maximale de la clause de non concurrence après le contrat ; adoptés - **Après l'art. 15** (p. 549) : accepte les amendements du gouvernement n° 15 (exclusion des soldes du régime d'autorisation administrative préalable pour autant que ces ventes n'aient pas lieu plus de deux fois par an et que chaque période n'excède pas deux mois) et n° 16 (interdiction d'utilisation du mot « solde(s) » dans la raison sociale ou l'enseigne d'une entreprise) - **Art. 16** (*décret en Conseil d'Etat*) : son amendement n° 14 : fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités d'adaptation de la loi aux agents dont l'activité a pour objet des opérations immobilières ; retiré.

– **Rappel au règlement** - (23 avril 1991) (p. 590) : s'inquiète de la crise de la justice et de ses relations avec le Gouvernement.

– **Projet de loi relatif aux rapports entre les agents commerciaux et leurs mandants** - *Deuxième lecture* [n° **340 (90-91)**] - (31 mai 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1212, 1213) : transposition dans le droit national d'une directive européenne du 28 décembre 1986 - Renforcement de la protection de l'agent commercial - Régime juridique des soldes périodiques ou saisonniers - **Art. 11** (p. 1213) : son amendement rédactionnel n° 1 ; retiré - **Art. 14** (p. 1214) : son amendement n° 2 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; retiré - **Art. 15 bis** : son amendement n° 3 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté.

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République** [n° **269 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (12 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1551, 1552) : déconcentration - Coopération intercommunale ; attachement aux structures existantes - Décentralisation ; renforcement des inégalités entre collectivités - Fiscalité locale - Aménagement du territoire.

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Deuxième partie :

Agriculture et forêt - (28 novembre 1991) (p. 4457) : dégradation du revenu des éleveurs - Diminution du nombre d'exploitations agricoles - Réforme de la politique agricole commune, PAC - Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, GATT - Politique des Etats-Unis - Baisse des prix des céréales, de la viande bovine et ovine - Installation des jeunes agriculteurs - Enseignement agricole - Modification de l'assiette des cotisations à la mutualité sociale agricole - Préretraite agricole - Action des associations en matière d'animation, de formation et de développement dans le milieu rural - Comité d'étude et de liaison des associations à vocation agricole et rurale, CELAVAR - (p. 4458) : détaxation des carburants « verts » - Aménagement du territoire - Insuffisance des moyens financiers mis en oeuvre - Au nom du groupe de l'Union centriste, se déclare opposé à l'adoption du projet de budget de l'agriculture pour 1992.

– **Projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs** - *Deuxième lecture* [n° **110 (91-92)**] - (11 décembre 1991) - **Art. 1er A bis A** (*stockage souterrain en couches géologiques profondes de produits dangereux : régime de l'autorisation*) (p. 5230) : se déclare opposé à l'amendement n° 1 de la commission (nature administrative de l'autorisation).

HUGO (Bernard), sénateur de l'Ardèche (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre suppléant du Conseil national des transports.

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour la ville (20 juin 1991).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Environnement** - [n° **94 (91-92) tome 17**] (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi modifiant la loi n° 83-557 du 1er juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance** [n° **316 (90-91)**] - (28 mai 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1124) : favorable aux modifications apportées par le Sénat au texte transmis par l'Assemblée nationale - Au nom du groupe du RPR, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Deuxième partie :

Agriculture et forêt - (28 novembre 1991) (p. 4472) : manifestation des agriculteurs du mois de septembre - Crise de l'agriculture - Baisse des prix de la viande et du lait - Calamités agricoles - Ardèche - Aide à l'affouragement - Avenir de l'espace rural - Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, GATT - Communauté économique européenne, CEE - Intransigeance américaine - Réforme de la politique agricole commune, PAC - Enseignement et recherche agricoles - Diminution du nombre d'exploitations agricoles - (p. 4473) : politique de la montagne - Désertification - Taxe sur le foncier non bâti - Se déclare opposé à l'adoption du projet de budget de l'agriculture pour 1992.

Environnement - (30 novembre 1991) - Rapporteur pour avis (p. 4578, 4579) : évolution insuffisante des crédits - Déchets industriels ; urgence d'une taxe de mise en décharge - Déchets ménagers - Lutte contre le bruit - Politique de l'eau - (p. 4580) : barrages - Protection de la nature ; Conservatoire du littoral ; prochain projet de loi sur les parcs naturels régionaux - Chasse ; directive communautaire de 1979 sur la conservation des oiseaux sauvages - Initiatives de la CEE : proposition de taxe sur les émissions de gaz carbonique et sur l'énergie ; création d'un instrument financier pour l'environnement - Avis défavorable de la commission.

HURIET (Claude), sénateur de la Meurthe-et-Moselle (UC).

NOMINATIONS

– Vice-président de la commission des affaires sociales.

– Vice-président de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre titulaire du Conseil national du syndrôme immunodéficitaire acquis (SIDA) ; est nommé de nouveau membre titulaire de ce Conseil (*JO* Lois et décrets du 15 juin 1991).

– Est nommé rapporteur de la commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme hospitalière (7 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'agence du médicament et à la maîtrise négociée des dépenses de médicaments remboursables (10 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (17 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnelles et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail (17 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi (17 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service (18 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant les dispositions de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relative aux cotisations sociales agricoles et créant un régime de préretraite agricole (18 décembre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à reconnaître d'intérêt général la préservation des paysages ruraux [n° **221 (90-91)**] (4 février 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Environnement.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **309 (90-91)**] portant réforme hospitalière, considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, après déclaration d'urgence [n° **337 (90-91)**] (22 mai 1991) - **Hôpitaux publics.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme hospitalière [n° **381 (90-91)**] (12 juin 1991) - **Hôpitaux publics.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **409 (90-91)**], adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, portant réforme hospitalière [n° **428 (90-91)**] (27 juin 1991) - **Hôpitaux publics.**

Proposition de loi, déposée avec des membres du groupe de l'Union centriste tendant à l'indemnisation de certains dommages liés à la perfusion de produits sanguins [n° **78 (91-92)**] (12 novembre 1991) - **Santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de résolution [n° **59 (91-92)**] de M. Jean Arthuis et des membres du groupe de l'Union centriste tendant à créer une commission d'enquête sur la gestion, l'organisation et la réforme à conduire des services, organismes et administrations, chargés à un titre ou à un autre d'organiser et de gérer la collecte de produits sanguins utilisés à des fins médicales [n° **161 (91-92)**] (11 décembre 1991) - **Commissions d'enquête ou de contrôle.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **162 (91-92)**] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant diverses dispositions d'ordre social [n° **171 (91-92)**] (12 décembre 1991) - **Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° **204 (91-92)**] (18 décembre 1991) - **Sécurité sociale.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 19 avril 1991) - Ministère : Affaires étrangères - *Situation des Etats baltes* - **Politique extérieure.**

Questions orales avec débat :

n° **89** (*JO* Débats du 15 mars 1990) (p. 529) - Ministère : Affaires étrangères - *Situation des boat people réfugiés dans différents pays d'Asie du Sud-Est et qui sont renvoyés au Viêt-nam* - (Caduque : mai 1991) - **Réfugiés et apatrides.**

INTERVENTIONS

- Projet de loi portant réforme hospitalière [n° 309 (90-91)] - (4 juin 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1238) : utilité d'une réforme - (p. 1239) : inadaptation des instruments de planification sanitaire et de contrôle des établissements hospitaliers - Malaise des personnels - Importance des dépenses de santé - Planification sanitaire - (p. 1240) : régime d'autorisation d'activités et d'équipements - Statut des établissements publics - Lourdeur de la procédure budgétaire - Organisation médicale interne des établissements - Unités fonctionnelles - Propositions d'amendements concernant : les droits des malades hospitalisés, l'Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale, les missions des établissements de santé, la planification de l'équipement sanitaire, le régime d'autorisations, l'organisation des établissements publics de santé, les établissements de santé privés, le statut du consultant, les personnels paramédicaux - Réserves relatives à la publication des textes réglementaires, aux rapports entre les institutions sanitaires et les institutions sociales et médico-sociales, les personnels soignants, le statut des praticiens hospitaliers, et le mode de financement des établissements de santé - **Question préalable** (p. 1247) : intervient contre la motion n° 160 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable (p. 1274) : désaccord entre le Gouvernement et la commission.

Suite de la discussion - (5 juin 1991) - Rapporteur - **Avant l'art. 1er** (p. 1286) : s'oppose aux amendements n° 225 (suppression du forfait hospitalier) et n° 226 (augmentation du taux d'impôt sur le bénéfice des sociétés pour les cliniques à but lucratif) de M. Paul Souffrin - **Art. 1er A** (*principes fondamentaux : droits du malade, évaluation et analyse de l'activité hospitalière*) (p. 1287) : son amendement n° 1 : introduction de dispositions relatives aux droits du malade et à l'évaluation hospitalière ; adopté - (p. 1288, 1289) : sur les sous-amendements du Gouvernement à son amendement, accepte les n° 278 (prise en compte des critères de l'autorisation à dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux) et n° 280 (précisions relatives à l'information des personnes soignées) et s'oppose aux n° 279 (accord du malade pour la communication d'informations au médecin ayant prescrit l'hospitalisation), n° 281 (évaluation des soins), n° 282 (légalisation de la mise en place de systèmes d'informations médicalisées) et n° 308 (rôle de l'Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale dans le domaine hospitalier) - (p. 1290) : notion déontologique du secret partagé - (p. 1291, 1292) : Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale - **Art. 1er** (*missions et obligations des établissements de santé*) - *Paragraphe I* (*Intitulé du titre Ier du livre VII du code de la santé publique*) (p. 1293) : son amendement n° 2 : suppression du paragraphe I par coordination avec son amendement n° 1 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 227 de M. Paul Souffrin (primauté du service public de santé) - *Paragraphe II* (*Intitulé du chapitre Ier du titre Ier du livre VII du code de la santé publique*) (p. 1293) : son amendement de coordination n° 3 ; adopté - *Paragraphe III* (*Sections 1 et 2 du chapitre Ier*) (p. 1294) : s'oppose à l'amendement n° 229 de M. Paul Souffrin (suppression de la division en deux sections du chapitre Ier) - *Art. L. 711-1 du code de la santé publique* (*missions des établissements de santé*) : ses amendements n° 4, de coordination, et n° 5 : suppression de précisions inutiles ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 230 de M. Paul Souffrin (reconnaissance du rôle des établissements de soins participant aux missions de service public) - (p. 1295) : évaluation - Qualité des soins - Prise en charge globale du malade - (p. 1297) : s'oppose à l'amendement n° 231 de M. Paul Souffrin (établissements de soins à l'échelon communal, départemental et régional) - Ses amendements n° 6 : suppression du caractère « hospitalo-centriste » du texte ; et n° 7, de coordination, identique à l'amendement n° 283 du Gouvernement ; adoptés - *Art. L. 711-2* (*définition des fonctions des établissements de santé*) : son amendement de coordination n° 8 ; adopté - Sur celui-ci, demande le retrait du sous-amendement n° 161 de M. Charles Descours - (p. 1298, 1299) : s'oppose aux amendements de M. Paul Souffrin n° 232 (soins à domicile) et n° 233 (notion de raison médico-sociale) - *Art. L. 711-3* (*communication du dossier médical et information des personnes soignées*) (p. 1299) : son amendement de suppression n° 9 ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° 164 de M. Jean Delaneau (place des psychologues) - Pro-

blème des psychologues - *Art. L. 711-4 (missions du service public hospitalier)* (p. 1300) : son amendement n° 10 : missions spécifiques du service hospitalier ; adopté - Missions, établissements constitutifs et obligation des établissements du service public hospitalier - (p. 1301) : s'oppose à l'amendement n° 234 de M. Paul Souffrin (création d'une obligation de moyens pour permettre aux établissements publics d'assumer leurs missions) - (p. 1318) : ses amendements n° 11 et n° 12 : suppression de la référence à la recherche et définition du cadre de développement de la formation continue et de la recherche médicale ; adoptés - (p. 1319) : s'oppose à l'amendement rédactionnel n° 180 de M. Guy Penne - Rôle des centres hospitaliers et universitaires - Vocation des centres hospitaliers et universitaires - *Art. L. 711-4 (missions du service public hospitalier)* (p. 1320) : son amendement n° 13 : clarification de la définition du service public hospitalier ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 285 du Gouvernement (rôle du service public hospitalier dans la coordination des actions de prévention et d'éducation) - (p. 1322) : son amendement rédactionnel n° 14 ; adopté - *Art. L. 711-5 (coopération des établissements assurant le service public hospitalier avec les autres acteurs du système de santé)* : son amendement de suppression n° 15 ; adopté - (p. 1323) : s'oppose aux amendements n° 235 (suppression pour le service public hospitalier de l'obligation de coopération avec les établissements privés à but lucratif) et n° 237 (suppression du recours à l'aide technique pour les établissements assurant le service public hospitalier) de M. Paul Souffrin - *Art. L. 711-6 (obligations du service public hospitalier et définition des établissements qui y sont soumis)* : ses amendements n° 16, de coordination ; n° 17 : dissociation entre les soins et l'hébergement ; et n° 18 de cohérence ; adoptés - *Après l'art. L. 711-6* : son amendement n° 19 : coopération des établissements assurant le service public hospitalier avec les autres acteurs du système de santé ; adopté - *Art. L. 711-7 (catégories d'établissements publics de santé)* (p. 1325) : s'oppose aux amendements n° 238 (complémentarité et spécificité des différents types d'établissements publics de santé) et n° 239 (rôle des centres hospitaliers régionaux en matière de formation et de recherche) de M. Paul Souffrin - Ses amendements rédactionnels n° 20 et n° 21 ; adoptés - (p. 1326) : ses amendements n° 22 : rôle dominant des centres hospitaliers et universitaires en matière d'enseignement et de recherche ; et n° 23 : centres hospitaliers à vocation nationale ou internationale ; adoptés - (p. 1328) : s'oppose à l'amendement n° 241 de M. Paul Souffrin (extension du rôle des hôpitaux locaux) - Son amendement n° 24 : classifications des établissements publics de santé ; adopté - Hôpitaux locaux - Collaboration entre secteur public et secteur privé - *Art. L. 711-8 (participation au service d'aide médicale urgente)* (p. 1330) : ses amendements n° 25 : définition des établissements pouvant être tenus de dispenser des soins d'urgence ; et n° 26 : réception et régulation des appels destinés aux services d'urgence ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 242 de M. Paul Souffrin (accueil des urgences) - Domaine réglementaire et législatif - (p. 1332) : son amendement n° 27 : réintroduction du principe selon lequel les médecins libéraux sont associés au service d'aide médicale urgente à leur demande ; adopté - - *Art. L. 711-8-1 (gestion, par les établissements publics de santé, de structures de lutte contre la toxicomanie)* (p. 1332, 1333) : ses amendements rédactionnels n° 29 et n° 30 ; adoptés - *Après l'art. L. 711-8-1* : accepte l'amendement n° 182 de M. Guy Penne (existence juridique des centres antipoisons) - **Art. 2** (*codification et création d'un haut comité hospitalo-universitaire*) : son amendement n° 31 : institution d'un pouvoir d'auto-saisine au haut comité ; adopté.

Suite de la discussion - (6 juin 1991) - Rapporteur - **Art. 3** (*organisation et équipement sanitaires*) - *Art. L. 712-1 (objet et révision de la carte sanitaire et des schémas d'organisation sanitaire)* (p. 1344) : ses amendements n° 32 : réintégration de la prise en compte des données démographiques contenues dans la loi de 1970 ; adopté ; et n° 33 : élaboration par l'IGAS d'un rapport sur l'état de l'organisation et de l'équipement sanitaires ; retiré - (p. 1345) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 245 de M. Paul Souffrin - Sur son amendement n° 32, accepte le sous-amendement rédactionnel n° 286 du Gouvernement - Demande le retrait de l'amendement n° 287 du Gouvernement (rapport d'information au Parlement) - *Art. L. 712-2 (contenu de la carte sanitaire)* (p. 1347) : ses amendements, n° 34 : suppression d'une référence à la chirurgie ambulatoire ; et n° 35 : limitation des activités de soins entrant dans le champ de la planification ; adoptés - (p. 1348) : s'oppose aux amendements n° 183 de M. Guy Penne (notification de la compétence de la carte sanitaire dans le domaine des procréations médicalement assistées) et n° 246, de suppression, de M. Paul Souffrin - Chirurgie ambulatoire - *Art. L. 712-3 (contenu du schéma d'organisation sanitaire)* (p. 1351) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 247 de M. Paul Souffrin - *Art. L. 712-3-1 (contenu de l'annexe au schéma d'organisation sanitaire)* : son amendement n° 36 : suppression de toute référence à la notion de secteur public ou privé ; adopté - *Art. L. 712-4 (contrats pluriannuels pour la réalisation des objectifs retenus par le schéma d'organisation sanitaire)* (p. 1352) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 249 de M. Paul Souffrin - Ses amendements n° 37 : caractère facultatif des contrats ; et n° 38 de coordination ; retirés ; n° 39 : possibilité de soustraire du régime d'autorisation les installations et activités ayant fait l'objet d'un contrat ; adopté - (p. 1354) : incitation à contracter - *Art. L. 712-5 (organes compétents pour arrêter la carte sanitaire et les schémas d'organisation sanitaire)* : ses amendements n° 40 : modalités d'arrêt de la carte sanitaire par le représentant de l'Etat ; et n° 41 : retrait de la référence au comité d'experts ; adoptés - S'oppose à l'amendement de suppression n° 250 de M. Paul Souffrin - Consultation du conseil régional et du comité économique et social - *Après l'art. L. 712-5* (p. 1356) : son amendement n° 42 : création d'une mission régionale de l'organisation sanitaire et sociale ; retiré - *Art. L. 712-6 (composition et organisation du comité national et des comités régionaux de l'organisation sanitaire et sociale)* (p. 1357) : ses amendements n° 43 rédactionnel ; n° 45 : reprise d'une ancienne disposition ; adoptés ; et rédactionnel n° 44 ; retiré au profit de l'amendement n° 288 du Gouvernement qu'il accepte - S'oppose à l'amendement de suppression n° 251 de M. Paul Souffrin ainsi qu'à l'amendement n° 208 de M. Guy Penne (présidence des comités régionaux confiée à un magistrat en exercice) - *Art. L. 712-6-1 (commissions régionales d'évaluation)* (p. 1358) : son amendement de suppression n° 46, identique à l'amendement n° 252 de M. Paul Souffrin ; adopté - *Art. L. 712-7 (mise en place d'un système d'informations)* (p. 1360) : ses amendements n° 47 de coordination ; et n° 48 : garanties en matière de transparence, de respect du secret médical et de droit d'accès des tiers ; adoptés - *Art. L. 712-8 (projets soumis à autorisation)* (p. 1361) : ses amendements n° 49, de coordination ; et n° 50 : motivation de la décision ; adoptés - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de précision n° 188 de M. Guy Penne et s'oppose à l'amendement de suppression n° 253 de M. Paul Souffrin - *Art. L. 712-9 (conditions d'autorisation)* (p. 1362) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 254 de M. Paul Souffrin - *Art. L. 712-10 (régime d'autorisation dérogatoire, applicable aux structures de soins alternatives à l'hospitalisation)* : son amendement n° 51 : décision du représentant de l'Etat ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 255 de suppression de M. Paul Souffrin - Etablissements réduisant leurs moyens d'hospitalisation - *Art. L. 712-11 (régime d'autorisation dérogatoire, applicable aux regroupements d'établissements)* (p. 1363) : ses amendements n° 310 de coordination ; et n° 52 : rétablissement de l'automaticité de l'autorisation ; adoptés - S'oppose à l'amendement de suppression n° 256 de M. Paul Souffrin - *Art. L. 712-12-1 (conditions d'évaluation et de maîtrise des coûts)* (p. 1364) : son amendement de suppression n° 53 ; adopté - Renouvellement de l'autorisation - Maîtrise des dépenses d'assurance maladie - *Art. L. 712-13 (conditions particulières d'autorisation)* (p. 1365) : ses amendements n° 54, de coordination ; et n° 55 : suppression de l'alinéa relatif au refus de l'autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux ; adoptés - *Art. L. 712-14 (durée de l'autorisation et conditions de son renouvellement)* (p. 1366) : son amendement n° 56 : régime des autorisations ; adopté - Révision périodique - Durée de validité de l'autorisation - Demande le retrait des amendements n° 162 de M. Charles Descours (précision relative aux activités soumises à autorisation) et n° 190 de M. Guy Penne

(précision relative aux amortissements) et s'oppose à l'amendement de suppression n° 258 de M. Paul Souffrin - (p. 1368) : définition de l'esprit d'entreprise - Tarifs de remboursement - *Art. L. 712-15 (périodicité de l'examen des demandes)* (p. 1370) : son amendement de suppression n° 57, identique à l'amendement n° 259 de M. Paul Souffrin ; adopté - Danger du dispositif - *Art. L. 712-16 (procédure d'attribution ou de renouvellement des autorisations)* (p. 1371 à 1373) : ses amendements, n° 58 : possibilité pour l'auteur du projet soumis à autorisation d'être entendu par le comité régional de l'organisation sanitaire et sociale ; n° 59 : recours hiérarchique contre la décision du préfet ; n° 61 : dispositions relatives aux procédures d'autorisation ; n° 62 : délai de dépôt de la demande de renouvellement de l'autorisation ; n° 63 : modalités de renouvellement de la décision d'autorisation ; adoptés ; et n° 60 : intervention du ministre ; retiré - *Art. L. 712-17 (caducité des autorisations)* (p. 1373) : son amendement n° 64 : uniformisation des procédures applicables aux établissements de santé, publics ou privés ; adopté - *Art. L. 712-18 (suspension de l'autorisation en raison de l'urgence)* (p. 1374) : son amendement n° 65 : raccourcissement des délais d'intervention en cas d'urgence ; adopté - *Après l'art. L. 712-18* : son amendement n° 66 : structures alternatives à l'hospitalisation et champ d'application ; adopté - Sur celui-ci, accepte le sous-amendement n° 220 de M. Jean Madelain - **Art. 5** *(actions de coopération)* (p. 1376) : ses amendements n° 67 : modification de l'intitulé de la section 1 du chapitre III du livre VII du code de la santé publique ; de coordination, n° 68, n° 69, n° 70, n° 71, n° 72, n° 74 ; et n° 73 : représentants des établissements de santé privés ; adoptés - **Art. 6** *(codification et conventions de coopération)* (p. 1377) : s'oppose à l'amendement n° 260 de M. Paul Souffrin (suppression du texte relatif à la participation des établissements publics de santé à des actions de coopération avec des personnes morales de droit public ou privé) - **Art. 7** *(dispositions applicables aux établissements publics de santé)* (p. 1377) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 261 de M. Paul Souffrin - *Art. L. 714-1 (statut des établissements publics de santé)* (p. 1378) : ses amendements n° 75 : définition des établissements publics de santé ; n° 76 : modalités de création des établissements publics de santé ; n° 77 : tutelle de l'Etat ; adoptés - Sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 290 du Gouvernement - Spécificité des établissements publics de santé - (p. 1379) : sur son amendement n° 75, s'oppose au sous-amendement n° 262 de M. Paul Souffrin - *Après l'art. L. 714-1* (p. 1380) : son amendement n° 78 : régime juridique particulier des établissements publics de santé ; adopté - Sur celui-ci, accepte le sous-amendement n° 291 du Gouvernement - *Art. L. 714-2 (composition du conseil d'administration des établissements publics de santé)* (p. 1381) : accepte les amendements n° 205 de M. Henri Belcour (représentation des conseils régionaux au sein des conseils d'administration des centres hospitaliers régionaux) et n° 221 de M. Jean Madelain (avis du représentant de l'université sur le projet médical du centre hospitalier universitaire) - Son amendement n° 79 : rôle et place du personnel infirmier dans les hôpitaux ; réservé jusqu'après l'examen de l'article L. 714-4 - (p. 1382) : son amendement n° 80 : possibilité de représentation des membres de la commission médicale consultative ; à sa demande, réservé jusqu'après l'examen de l'article L. 714-4 - (p. 1383) : s'oppose aux amendements n° 263 de M. Paul Souffrin (suppression de l'alinéa prévoyant un décret pour la désignation des membres du conseil d'administration) et n° 206 de M. Henri Belcour (élection du président du conseil d'administration) - *Art. L. 714-3 (incompatibilités encourues par les membres du conseil d'administration)* : son amendement de coordination n° 81 ; adopté - (p. 1384) : ses amendements n° 82 : suppression des limitations à la participation des représentants du personnel au conseil d'administration ; et rédactionnel n° 83 ; adoptés - *Art. L. 714-4 (attributions du conseil d'administration)* (p. 1385) : demande la réserve de l'examen de l'amendement n° 209 de M. Guy Penne (reconnaissance des personnels infirmiers) - Accepte les amendements rédactionnels du Gouvernement n° 292 et n° 293 - Son amendement n° 84, identique à l'amendement n° 293 du Gouvernement ; retiré - *Art. L. 714-2 (suite)* : son amendement n° 79 (précédemment réservé p. 1382) ; adopté - Conflits d'autorité ou de représentation - (p. 1387) : son amendement n° 80 (précédemment réservé p. 1382) ; adopté - *Art. L. 714-4 (suite)* (p. 1387) : son amendement rédactionnel n° 85 ; adopté - (p. 1388) : ses amendements n° 86 de coordination identique à l'amendement n° 294 du Gouvernement ; et rédactionnel n° 87 ; adoptés - *Art. L. 714-5 (modalités d'exécution de délibérations du conseil d'administration - instauration du principe du contrôle a posteriori)* : son amendement n° 88 : principe du contrôle a posteriori sur les établissements publics de santé ; adopté - Contrôle a posteriori - Tutelle de l'Etat sur les délibérations des conseils d'administration - (p. 1389) : délibérations budgétaires - Pouvoirs du représentant de l'Etat sur le budget de l'établissement - Exception du contrôle a priori - Contrôle de légalité par le tribunal administratif - Voie de recours du Préfet - *Après l'art. L. 714-5* (p. 1390) : son amendement n° 89 : contrôle a priori de certaines délibérations - champ d'application ; adopté - Période expérimentale - Elaboration des projets ou des contrats d'établissement - *Art. L. 714-6 (rapport prévisionnel d'activité)* (p. 1391) : son amendement n° 90 : date limite de l'adoption du rapport ; adopté - *Art. L. 714-7 (procédure d'élaboration et d'approbation du budget)* (p. 1392) : ses amendements, n° 91 : réduction du nombre de groupes fonctionnels ; n° 92 : réduction du délai d'approbation offert au représentant de l'Etat ; n° 93 : réintroduction de la référence aux besoins de la population ; et n° 94 : limitation du pouvoir de réformation du préfet ; adoptés - Réduction du champ de contrôle de l'Etat au montant global du budget - (p. 1394) : s'oppose à l'amendement n° 332 du Gouvernement (nécessité de la motivation de la décision du représentant de l'Etat) - Son amendement n° 95 : simplification de la procédure de fixation de la dotation globale et du tarif des prestations ; adopté - Sur les amendements rédactionnels de M. Guy Penne, s'oppose au n° 194 et accepte le n° 195 - *Art. L. 714-8 (pouvoir de substitution du représentant de l'Etat lorsque la délibération du conseil n'est pas conforme à sa décision)* (p. 1395) : son amendement de suppression n° 96 ; adopté - *Art. L. 714-9 (procédure applicable au cas de refus du conseil d'administration de délibérer sur le budget)* : son amendement n° 97 : suppression de l'alinéa relatif au rejet par le conseil d'administration des délibérations nécessaires à l'application des mesures législatives ou réglementaires ; adopté - *Art. L. 714-10 (déséquilibre financier grave et durable)* : son amendement de suppression n° 98, identique à l'amendement n° 265 de M. Paul Souffrin ; adopté - *Art. L. 714-11 (procédure d'approbation des marchés - contrôle a posteriori)* (p. 1396) : ses amendements, n° 99 : information du président du conseil d'administration ; et n° 100 : information de la saisine du juge administratif par le représentant de l'Etat ; adoptés - Sur son amendement n° 99, s'oppose au sous-amendement n° 295 du Gouvernement - *Art. L. 714-12 (projet d'établissement)* (p. 1397) : s'oppose à l'amendement n° 266 de M. Paul Souffrin (suppression des dispositions soumettant les objectifs du projet d'établissement au schéma d'organisation sanitaire) - Son amendement n° 101 : allègement du régime d'autorisation et de contrôle ; adopté - Orientations de la politique sanitaire - *Art. L. 714-13 (attributions du directeur)* (p. 1398) : son amendement n° 102 : possibilité pour le directeur de procéder à des virements de crédits ; adopté - *Après l'art. L. 714-13* : demande la réserve de l'amendement n° 297 du Gouvernement jusqu'après l'examen de l'article L. 714-15 (dispositions générales pour l'ensemble des structures de l'établissement) - *Art. L. 714-14 (autorisation d'exploiter des brevets et d'assurer des prestations de service)* (p. 1399) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 267 de M. Paul Souffrin - Son amendement n° 103 : utilisation des recettes dégagées ; adopté - *Après l'art. L. 714-13 (suite)* (p. 1400) : accepte l'amendement n° 297 du Gouvernement, (précédemment réservé p. 1398) - *Art. L. 714-16 (constitution, composition et attributions de la commission médicale d'établissement)* : son amendement n° 104 : inscription dans la loi des modalités d'élection du président ; adopté - (p. 1401) : ses amendements, n° 105 : avis de la commission sur le projet médical ; retiré ; n° 106 : possibilité pour la commission médicale d'établissement de proposer un modèle alternatif d'organisation ; adopté - (p. 1402) : ses amendements n° 107 et n° 108, rédactionnels ; adoptés ; et n° 109 : alignement des prérogatives de la commission

médicale d'établissement sur celles du comité technique d'établissement ; retiré - (p. 1403) : s'oppose à l'amendement n° 211 de M. Guy Penne (renforcement de la concertation entre les personnels médicaux et les personnels infirmiers) - Son amendement n° 110 : 1°) rédactionnel ; adopté ; 2°) rédactionnel ; adopté - Sur le 2°) de l'amendement rédactionnel n° 110, accepte le sous-amendement n° 222 de M. Jean Madelain, soutenu par M. Daniel Millaud - Son amendement n° 111 : formation des personnels médicaux et paramédicaux ; adopté - Sur celui-ci, accepte le sous-amendement n° 298 du Gouvernement - (p. 1404) : accepte l'amendement n° 223 de M. Jean Madelain (avis de la commission médicale d'établissement sur les actions de coopération) - Son amendement de coordination n° 112 ; réservé jusqu'après l'examen de l'article L. 714-25 - *Art. L. 714-17 (constitution et composition du comité technique d'établissement)* (p. 1405) : son amendement n° 113 : présidence du comité confiée au directeur ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 269 de M. Paul Souffrin (représentation des personnels dans les comités techniques d'établissement identique à celle des personnels du secteur privé dans les comités d'établissement) - (p. 1406) : son amendement n° 114 : suppression de la partie du texte relative au mode d'élection des délégués ; adopté - *Art. L. 714-18 (attributions du comité technique d'établissement)* (p. 1407) : accepte les amendements rédactionnels n° 340, n° 300 et n° 301 du Gouvernement - Son amendement n° 116 : suppression de l'alinéa prévoyant qu'un représentant de l'une des instances assiste aux réunions de l'autre ; adopté - *Art. L. 714-19 (modalités d'application des articles L. 714-17 et L. 714-18)* (p. 1408) : son amendement n° 117 : insertion de l'alinéa supprimé à l'article L. 714-18 ; adopté - Sur celui-ci, accepte le sous-amendement n° 327 du Gouvernement - *Art. L. 714-20 (organisation médicale des établissements - modèle normatif d'organisation)* : son amendement n° 118 : nouvelle rédaction de l'article : suppression de toute référence aux départements - suppression des dispositions prévoyant que les services et les départements sont placés sous la responsabilité d'un médecin - redéfinition des structures internes ; adopté - (p. 1409) : principe de l'autonomie pour le fonctionnement des établissements - Importance du service - Organisation des établissements - (p. 1411) : responsabilité des praticiens - (p. 1412) : autonomie des établissements - Nominations - *Art. L. 714-21 (mode de nomination des chefs de service ou de département)* : son amendement n° 119 : uniformisation du mode de nomination des chefs de service ou de département ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° 163 de M. Charles Descours (nomination du chef de département parmi les chefs de service) - (p. 1414) : ses amendements n° 120 : conséquences de la disparition des particularités affectant la psychiatrie ; et n° 121 : rétablissement du régime du consultanat ; adoptés - *Art. L. 714-22 (institution, composition et attribution du conseil de service ou de département)* (p. 1416) : son amendement n° 122 : redéfinition des conseils de service ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 270 de M. Paul Souffrin (participation active des personnels) - *Art. L. 714-23 (attributions des chefs de service ou de département)* (p. 1417) : son amendement n° 123 : précision relative à l'élaboration du projet de service ou de département ; retiré - (p. 1418) : accepte les amendements n° 334 (transmission du rapport au directeur et au président de la commission médicale d'établissement) et n° 302 de coordination du Gouvernement et s'oppose à l'amendement n° 271 de M. Paul Souffrin (suppression de l'alinéa faisant référence à l'intéressement des personnels) - *Art. L. 714-24 (modalités d'organisation des unités fonctionnelles)* (p. 1419) : accepte, à titre personnel, l'amendement rédactionnel n° 342 du Gouvernement - (p. 1420) : ses amendements n° 124 : suppression de la responsabilité du chef de clinique envers l'unité fonctionnelle ; n° 125 : suppression de la possibilité de confier à un seul praticien les unités fonctionnelles non pourvues d'un responsable ; et n° 126 : référence à la proposition du chef de service ; adoptés - (p. 1421) : son amendement n° 127 : confirmation des chefs d'unités fonctionnelles à chaque changement de chef de service ou de département ; adopté - *Art. L. 714-25 (fédérations)* (p. 1422) : son amendement n° 128 : constitution des départements avec l'accord des chefs de service ; adopté - S'oppose aux amendements de suppression n° 272 de M. Paul Souffrin et de coordination n° 303 du Gouvernement - *Art. L. 714-16 (suite)* (p. 1423) : son amendement de coordination n° 112 ; retiré - Sur l'amendement n° 299 du Gouvernement, son sous-amendement n° 344 ; adopté - *Art. L. 714-26 (institution et attributions du service des soins infirmiers)* : son amendement n° 129 : clarification de la rédaction de l'article et reprise des idées contenues dans l'amendement n° 169 de M. Jean Delaneau ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° 169 de M. Jean Delaneau (organisation générale des soins infirmiers par la direction du service de soins infirmiers) - Accepte l'amendement n° 215 de M. Guy Penne (élargissement de la compétence de la commission instituée par l'article L. 714-26) - Son amendement de coordination n° 130 ; adopté - *Avant l'art. L. 714-27* (p. 1425) : accepte l'amendement n° 171 de M. Jean Delaneau (garantie accordée aux praticiens venant des services des centres hospitaliers généraux supprimés).

Suite de la discussion - (7 juin 1991) - Rapporteur - **Art. 9** *(codification et représentation des salariés dans les établissements de santé privés)* (p. 1439) : ses amendements de coordination n° 131 et n° 132 ; adoptés - **Art. 10** *(codification et dispositions propres aux établissements de santé privés assurant l'exécution du service public hospitalier ou associés à son fonctionnement)* (p. 1440) : son amendement de coordination n° 133 ; adopté - *Art. L. 715-5 (obligations des établissements de santé privés admis à assurer le service public hospitalier)* : son amendement de coordination n° 134 ; adopté - *Art. L. 715-6 (obligations des établissements de santé privés à but non lucratif admis à participer à l'exécution du service public hospitalier)* : son amendement n° 135 : renvoi au pouvoir réglementaire pour la détermination des obligations que doivent respecter les établissements afin de participer au service public ; adopté - *Art. L. 715-7 (règles budgétaires applicables aux établissements privés à but non lucratif admis à participer à l'exécution du service public hospitalier et recours à des praticiens hospitaliers)* (p. 1442) : demande le retrait des amendements n° 173 (situation des établissements privés à but non lucratif participant au service public hospitalier mais conservant les contraintes des établissements privés), n° 174 (situation des praticiens hospitaliers mis à disposition dans des établissements privés) et n° 175 (situation des personnels enseignants et hospitaliers des CHU détachés dans des établissements privés) de M. Jean Delaneau - *Art. L. 715-8 (instances de représentation du personnel médical des établissements privés de santé participant au service public hospitalier)* (p. 1443) : ses amendements de coordination n° 136 et n° 137 ; adoptés - (p. 1444) : sur les amendements de M. Guy Penne, accepte le n° 200 (organisation de la concertation médicale dans les établissements privés participant au service public hospitalier) et s'oppose au n° 201 (création d'un service de soins infirmiers dans les établissements de santé privés participant au service public hospitalier) - **Art. 11** *(établissements de santé privés ne participant pas au service public hospitalier)* - *Art. L. 715-12 (conférence médicale)* (p. 1445) : son amendement de coordination n° 138 ; adopté - **Après l'art. 11** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 176 de M. Jean Delaneau (conventionnement avec les organismes d'assurance maladie) - **Art. 12** *(expérimentations et dispositions diverses)* (p. 1446) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 273 de M. Paul Souffrin - *Art. 716-1 (régime expérimental d'autorisation d'installation des équipements lourds)* : son amendement rédactionnel n° 139 ; adopté - *Art. L. 716-2 (expériences relatives au budget et à la tarification)* : son amendement rédactionnel n° 140 ; adopté - (p. 1447) : ses amendements n° 141 : extension du champ des expérimentations ; retiré ; et, rédactionnel, n° 311 ; adopté - Sur celui-ci, accepte le sous-amendement n° 335 du Gouvernement - *Art. L. 716-3 (régime applicable aux grands groupements hospitaliers - régime des marchés)* (p. 1448) : son amendement de coordination n° 142 ; adopté - **Art. 14** *(codification et modifications des articles maintenus de la loi du 31 décembre 1970)* (p. 1449 à 1451) : ses amendements de coordination n° 143, n° 312, n° 144, n° 313, n° 314, n° 315, n° 316, n° 317, n° 318, n° 319, n° 320, n° 321, n° 322, et n° 323 ; adoptés - Son amendement n° 145, identique à l'amendement n° 274 de M. Paul Souffrin : dispositions particulières concernant les greffes ; retiré au profit de

l'amendement n° 336 du Gouvernement (dispositions particulières relatives aux greffes d'organes) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 204 de M. Jean Delaneau (caractère provisoire des modalités de prise en charge des personnes âgées) - **Art. 15** (*modifications diverses du code de la santé*) (p. 1452) : son amendement de coordination n° 146 ; adopté - **Art. 17** (*obligations faites aux établissements de santé privés ne participant pas au service public hospitalier de fournir des informations aux organismes d'assurance maladie*) (p. 1453) : son amendement de coordination n° 147 ; adopté - **Art. 18** (*dotation globale des établissements publics de santé et des établissements privés à but non lucratif participant au service public hospitalier*) : son amendement n° 148 : fixation de la dotation globale ; adopté - (p. 1454) : caractéristiques du budget global - (p. 1456) : prise en compte de l'activité prévisionnelle - Référence à l'activité constatée - **Art. 20** (*régime d'incompatibilité électorale*) (p. 1457) : son amendement de suppression n° 149 ; retiré - Accepte les amendements rédactionnels n° 216 de M. Guy Penne et n° 329 du Gouvernement - **Art. 21** (*coordination avec les dispositions de la loi relative à la fonction publique hospitalière*) (p. 1458) : son amendement rédactionnel n° 324 ; adopté - Accepte les amendements n° 330 (harmonisation de dispositions de la fonction publique hospitalière avec celles de la fonction publique de l'Etat) et n° 306 (aménagement des conditions de travail) du Gouvernement - **Avant l'art. 22** (p. 1459) : son amendement n° 150 : calendrier de la planification sanitaire ; adopté - Concertation et élaboration de la carte sanitaire et des schémas d'organisation sanitaire - (p. 1460) : s'oppose à l'amendement n° 309 du Gouvernement (élaboration des schémas d'organisation sanitaire) - **Art. 22** (*régime applicable aux structures de soins alternatives à l'hospitalisation déjà installées*) : son amendement n° 151 : limitation du caractère rétroactif du régime d'autorisation ; adopté - **Art. 23** (*régime applicable aux activités de soins exercées avant l'entrée en vigueur de la loi*) : ses amendements n° 325, rédactionnel ; et n° 152 : protection contre toute disposition abusive ; adoptés - (p. 1461) : accepte l'amendement rédactionnel n° 307 du Gouvernement - **Art. 23 bis** (*autorisations accordées avant l'entrée en vigueur de la loi*) : son amendement n° 153 : délai d'application de la procédure de renouvellement ; adopté - **Art. 23 ter** (*délai d'application de la procédure de renouvellement des autorisations*) : son amendement de suppression n° 154 ; adopté - **Art. 24** (*maintien d'unités d'obstétrique dans les hôpitaux locaux*) (p. 1462) : s'oppose aux amendements n° 275 de suppression de M. Paul Souffrin et n° 177 de M. Jean Delaneau (maintien pendant cinq ans des unités d'obstétrique fonctionnant dans les hôpitaux locaux le 1er janvier 1991) - Son amendement rédactionnel n° 155 ; adopté - **Art. 25 à 28** : ses amendements, présentés par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission (p. 1475, 1490).

Nouvelle lecture **[n° 409 (90-91)]** - (28 juin 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2266) : échec de la commission mixte paritaire - Malaise social des professionnels de la santé - Conditions de vote à l'Assemblée nationale - Points d'accord entre l'Assemblée nationale et le Sénat - (p. 2267) : importance des points de désaccord - Risques d'inconstitutionnalité de certaines dispositions - Présentera la motion tendant à opposer la question préalable - **Question préalable** (p. 2271) : sa motion n° 1, tendant à opposer la question préalable ; adoptée - Objectifs du projet de loi - Divergences des positions - Echec de la CMP.

- Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social - *Nouvelle lecture* **[n° 424 (90-91)]** - (28 juin 1991) - **Question préalable** (p. 2279) : soutient la motion n° 11 de la commission tendant à opposer la question préalable - Constitutionnalité du titre 1er - Vote bloqué - Parlement.

- Rappel au règlement - (28 octobre 1991) (p. 3248) : indemnisation de certains dommages liés à la perfusion de produits sanguins.

- Projet de loi relatif à l'Agence du médicament et à la régulation des dépenses de médicaments prises en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie [n° 9 (91-92)] - (28 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3256) : industrie pharmaceutique - Dépenses de santé - Surconsommation de médicaments - Médicaments innovants - (p. 3257) : rôle et fonctionnement de l'Agence - Régulation des dépenses de médicaments - Comité du médicament - Prix - Dépenses de publicité et de promotion - Examen de ce projet - **Art. 1er** (*Agence du médicament*) - *Art. L. 567-2 du code de la santé publique* (*compétences de l'Agence*) (p. 3273) : soutient l'amendement n° 70 de M. Pierre Schiélé (répartition pharmaceutique) - (p. 3275) : intervient à propos de l'amendement n° 4 de la commission (contrôle des eaux minérales) - *Art. L. 567-10* (*compétence des inspecteurs*) (p. 3284) : soutient l'amendement n° 71 de M. Pierre Schiélé (extension des missions confiées au corps d'inspection à la répartition pharmaceutique) - Son amendement n° 87 : inspection des établissements hospitaliers ; adopté - **Art. 2** (*haut comité du médicament ; détermination des objectifs d'évolution des dépenses ; régime des prix et sanctions*) (p. 3289) : intervient à propos de l'amendement de suppression n° 114 de M. Paul Souffrin - (p. 3291) : intervient à propos de l'amendement n° 19 de la commission (inscription des médicaments sur la liste des produits remboursables).

Suite de la discussion - (29 octobre 1991) - **Art. 2 (suite)** - *Art. L. 162-18 bis du code de la sécurité sociale* (*composition, compétences et pouvoirs du Haut comité du médicament*) (p. 3308) : son amendement n° 88 : mission du Haut comité du médicament ; adopté - (p. 3309) : son amendement de coordination n° 89 ; adopté - *Art. L. 162-18-2* (*versement d'une remise en cas de dépassement des objectifs définis par la convention relative aux produits innovants*) (p. 3318) : son amendement n° 92 : marge d'appréciation tenant compte des motifs du dépassement ; retiré - (p. 3319) : se déclare favorable à l'amendement n° 99 de M. François Delga (variation du taux de ristourne comprise entre 20 et 80 % du dépassement) - (p. 3321) : intervient à propos de l'amendement n° 57 de M. François Delga (remises pesant sur les entreprises) - *Art. L. 162-18-3* (*régime applicable aux médicaments non innovants*) (p. 3322) : son amendement n° 93 : assouplissement des règles de modulation des prix ; retiré - *Art. L. 162-18-3* (*régime applicable aux médicaments non innovants*) (p. 3325) : son amendement rédactionnel n° 96 ; adopté - **Art. 4** (*coordination et modification des dispositions relatives à l'inspection de la pharmacie et aux taxes et redevances sur les spécialités pharmaceutiques*) (p. 3334) : son amendement n° 98, de coordination ; adopté - Intervient à propos de l'amendement n° 86 de M. Etienne Dailly (rôle des inspecteurs de la pharmacie) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3338) : prix des médicaments - Industrie pharmaceutique - Amendements du Sénat - Organismes de sécurité sociale.

- Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 162 (91-92)] - (16 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5381) : indemnisation des hémophiles et des transfusés contaminés - Commission d'enquête - Risque thérapeutique - Réaction du Gouvernement - (p. 5382) : système de santé publique - Solidarité nationale - Responsabilité - Modalités de fonctionnement du fonds d'indemnisation - (p. 5383) : mode de nomination des chefs de département et des chefs de service des hôpitaux publics - Recueil, traitement, conservation et cession de sperme - Dépenses de fonctionnement des hôpitaux - Logement social et régimes spéciaux de sécurité sociale - Revenu minimum d'insertion - (p. 5384) : revalorisation des pensions - Cumul emploi-retraite - Régime local en Alsace-Moselle - Caisse autonome de retraite des médecins français - **Art. 1er** (*aide aux associations logeant à titre temporaire des personnes défavorisées*) (p. 5396) : son amendement de précision n° 25 ; adopté - (p. 5397) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 64 de M. Paul Souffrin (suppression de la référence à la Caisse nationale d'allocations familiales comme source de financement des dispositions prévues à cet article) - **Art. 2** (*modification de la loi sur le RMI : échanges d'informations et prorogation de la durée d'application*) : son amendement n° 26 : suppression du dernier alinéa de l'article 2 proposant de prolonger la durée d'application des dispostions de la loi de 1988 ; adopté - (p. 5399) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 65 de M. Paul Souffrin - (p. 5400) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 45 de M. Jacques Thyraud (suppression du deuxièmement de l'article relatif aux

échanges informatisés des informations recueillies) - **Art. 3** (*transfert de la totalité du service départemental d'action sociale sous l'autorité du président du conseil général*) (p. 5402) : son amendement de suppression n° 27 ; adopté - **Art. 5** (*pérennisation du régime local d'assurance maladie applicable dans les départements d'Alsace et de Moselle*) (p. 5405) : accepte l'amendement de suppression n° 46 de M. André Bohl - **Après l'art. 5** (p. 5406) : accepte les amendements de M. André Bohl, n° 47 (mise en ordre de la législation en matière de retraite des femmes) et n° 48 (clarification de la liquidation des droits à retraite) - **Art. 6** (*modification de la réforme hospitalière à la suite de la décision du Conseil constitutionnel du 22 juin 1991*) (p. 5408) : s'oppose aux amendements n° 67 (modalités de nomination et de renouvellement des chefs de services ou de départements des hôpitaux publics) et n° 68 (obligation pour la commission médicale de siéger dans son intégralité) de M. Paul Souffrin et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 56 de M. Franck Sérusclat (motivation de la décision de non-renouvellement du mandat d'un chef de service ou de département) - **Art. 9** (*régime applicable aux structures de soins alternatives à l'hospitalisation installées avant la promulgation de la loi du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière*) (p. 5409) : son amendement rédactionnel n° 28 ; adopté - **Art. 10** (*recueil, traitement, conservation et cession de sperme*) (p. 5410) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 57 de M. Franck Sérusclat (distinction entre le traitement et la conservation du sperme) - (p. 5411) : s'oppose à l'amendement n° 69 de M. Paul Souffrin (caractère exclusivement privé des établissements susceptibles d'effectuer ces opérations) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de cohérence n° 58 de M. Franck Sérusclat - A titre personnel, s'oppose à l'amendement rédactionnel n° 93 du Gouvernement - (p. 5412) : souhaite l'adoption d'un dispositif juridique par le vote de l'article 10 - **Art. 11 bis** (*instauration d'un dispositif transitoire pour faciliter la reconnaissance de l'activité des personnes accueillant des enfants à leur domicile*) (p. 5413) : ses amendements, n° 29 : suppression des dispositions introduites par l'Assemblée nationale ; et n° 30 : extension de l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée à la majoration créée par l'article 11 ter ; adoptés - **Art. 11 ter** (*institution d'une majoration à l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée*) (p. 5414) : son amendement de coordination n° 31 ; adopté - **Art. 13** (*prorogation des dispositions limitant le cumul emploi-retraite et régime applicable en cas de transmission d'entreprise*) (p. 5415) : son amendement de suppression n° 32 ; adopté - **Art. 14** (*plafonnement de la cotisation proportionnelle d'assurance vieillesse des personnes exerçant une profession libérale*) (p. 5417) : son amendement rédactionnel n° 33 ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 70 de M. Paul Souffrin - **Art. 15** (*plafonnement de la cotisation proportionnelle d'assurance vieillesse des avocats*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 71 de M. Paul Souffrin - **Après l'art. 15 bis** (p. 5418) : son amendement n° 34 : rétablissement des droits acquis des travailleurs non salariés non agricoles en matière d'assurance maladie ; adopté - **Après l'art. 17** (p. 5419) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 62 de M. Adrien Gouteyron (prise en compte du portage de la presse à domicile) - **Art. 18** (*transfert de la gestion du régime spécial des chemins de fer secondaires et des tramways à la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés*) (p. 5420) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 72 de M. Paul Souffrin - **Art. 18 bis** (*revalorisation des pensions pour 1992*) (p. 5421) : son amendement n° 35 : application du régime de droit commun pour la revalorisation des pensions ; non retenu dans le vote unique sur l'article 18 bis - **Art. 19** (*procédure d'opposition sur les fonds détenus par des tiers pour le compte d'assurés débiteurs, au profit des caisses gestionnaires des régimes sociaux des travailleurs non salariés non agricoles*) (p. 5422) : son amendement rédactionnel n° 91 ; adopté - **Art. 20 ter** (*prorogation de la suspension des poursuites liées au surendettement de certains rapatriés*) (p. 5423) : accepte l'amendement n° 63 de M. Camille Cabana (extension de la suspension des poursuites aux personnes s'étant portées caution pour les prêts de consolidation) - Déplore l'utilisation par le Gouvernement de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution - Commission mixte paritaire - (p. 5425) : accepte l'amendement n° 63 de M. Camille Cabana (extension de la suspension des poursuites aux personnes s'étant portées caution pour les prêts de consolidation) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 2 de M. Xavier de Villepin (extension de la suspension des poursuites dont peuvent bénéficier les rapatriés demandeurs de prêts de consolidation à d'autres situations dans l'attente d'une loi) - **Après l'art. 20 sexies** (p. 5426) : accepte l'amendement n° 1 de M. Daniel Millaud (reconnaissance des compétences des collectivités territoriales) - (p. 5427) : ses amendements, n° 36 : statut des personnels des maisons de retraite gérées par les collectivités publiques ; n° 37, identique à l'amendement n° 4 de M. Charles Descours : limite d'âge applicable dans les sociétés d'économie mixte concessionnaires d'autoroutes ; n° 38 : couverture sociale des personnels expatriés au titre des accidents du travail ; et n° 39 : composition du conseil d'administration de la caisse des Français de l'étranger ; adoptés - (p. 5429) : accepte l'amendement n° 61 de M. Albert Vecten (précision relative au principe de la libre administration des collectivités territoriales en ce qui concerne la fixation des régimes indemnitaires des fonctionnaires territoriaux) - (p. 5430, 5431) : accepte les amendements n° 89 (sort des candidats admis au concours externe pour l'accès au corps des secrétaires de chancellerie en 1989) et n° 90 du Gouvernement (prorogation de la durée d'application des mesures prises au titre de l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 modifiant le code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et agents de l'Etat et de ses établissements publics à caractère administratif) - **Avant l'art. 21** (p. 5434) : à titre personnel, accepte les amendements n° 83 de M. Michel Caldaguès (dépistage systématique de l'infection par le virus de l'immuno-déficience lors des examens prénuptiaux et prénataux) et n° 88 de M. Jacques Sourdille (plan de lutte contre l'épidémie du Sida) - (p. 5435) : dépistage.

Suite de la discussion - (17 décembre 1991) - Rapporteur - **Art. 21** (*indemnisation des personnes contaminées par le virus de l'immuno-déficience humaine à la suite de l'administration de produits sanguins*) (p. 5448) : son amendement n° 40 : rétablissement de la date butoir ; adopté - (p. 5449) : s'oppose à l'amendement n° 6 de la commission saisie pour avis (caractère optionnel du système d'indemnisation) - (p. 5450) : s'oppose à l'amendement n° 73 de M. Paul Souffrin (indemnisation pour toutes les victimes de transfusions sanguines) - (p. 5451) : accepte l'amendement n° 9 de la commission saisie pour avis (déconcentration du dispositif) - (p. 5452) : s'oppose à l'amendement n° 74 de M. Paul Souffrin (création d'un fonds de garantie) - (p. 5453) : accepte les amendements n° 7 de coordination et n° 8 rédactionnel de la commission saisie pour avis - (p. 5454) : accepte l'amendement n° 10 de la commission saisie pour avis (précision relative au rôle des commissions d'indemnisation) - (p. 5455) : déontologie médicale - (p. 5456) : accepte les amendements de la commission saisie pour avis, n° 11 (allocation d'une indemnité provisionnelle), et de coordination n° 12, n° 14, n° 15, n° 16 et n° 17 - (p. 5457) : s'oppose à l'amendement n° 76 de M. Paul Souffrin (possibilité pour les victimes d'agir en justice contre le fonds d'indemnisation) - Son amendement n° 41 : création d'un fonds d'indemnisation ; adopté - (p. 5458) : son amendement de précision n° 42 ; adopté - accepte l'amendement n° 19 de la commission saisie pour avis (impossibilité pour la décision de la commission de préjudicier au droit de la victime de se constituer partie civile) - (p. 5459) : s'oppose aux amendements n° 78 (financement du fonds d'indemnisation) et n° 79 (contribution supplémentaire de 1 % sur le montant des revenus des capitaux mobiliers) de M. Paul Souffrin - (p. 5460) : son amendement n° 43, identique à l'amendement n° 20 de la commission saisie pour avis : suppression de la référence à une loi sur la définition de l'alimentation du fonds ; adopté - Son amendement n° 44, identique à l'amendement n° 21 de la commission saisie pour avis : suppression du paragraphe relatif à la création d'une commission financière ; rejeté - (p. 5461) : accepte l'amendement rédactionnel n° 22 de la commission saisie pour avis - **Après l'art. 21** : accepte l'amendement n° 23 de la commission saisie pour avis (rectification d'un intitulé de

chapitre du code des assurances) - **Seconde délibération** : demande une seconde délibération sur l'article 18 bis (article 43, alinéa 4, du Règlement) - (p. 5462) : procédure utilisée par le Gouvernement.

- **Conclusions du rapport de M. Claude Huriet**, fait au nom de la commission des affaires sociales, **sur la proposition de résolution** (n° 59, 1991-1992) **de M. Jean Arthuis** et des membres du groupe de l'union centriste **tendant à créer une commission d'enquête sur la gestion, l'organisation et la réforme à conduire des services, organismes et administrations chargés à un titre ou à un autre d'organiser et de gérer la collecte de produits sanguins utilisés à des fins médicales** [n° **161 (91-92)**] - (17 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5465) : contamination par la transfusion sanguine - Mission d'information - Objet et champ des investigations - Tutelle de l'Etat sur le système de transfusion sanguine - **Art. 2** (*objectifs de la commission d'enquête*) (p. 5466) : réglementation européenne.

HUSSON (Roger), sénateur de la Moselle (RPR) - Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

- Est nommé membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 (*JO* Lois et décrets du 29 juin 1991), jusqu'au 11 décembre 1991.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, sur le financement par crédit-bail des installations ferroviaires [n° **71 (89-90)**] (22 novembre 1989) - Reprise par ses auteurs le 18 avril 1991 - **Transports.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 15 novembre 1991) (p. 3729) - Ministère : Equipement - *Grève des électroniciens de l'aviation civile* - **Aviation civile.**

Questions orales sans débat :

n° **290** (*JO* Débats du 21 mars 1991) (p. 94) - Ministère : Equipement - *Desserte ferroviaire de la Moselle* - (Réponse : *JO* Débats du 27 avril 1991) (p. 760) - **Transports ferroviaires.**

n° **372** (*JO* Débats du 24 octobre 1991) (p. 2298) - Ministère : Industrie - *Situation industrielle en Moselle* - (Réponse : *JO* Débats du 16 novembre 1991) (p. 3787) - **Industrie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la pharmacie d'officine** [n° **233 (90-91)**] - (9 avril 1991) - **Art. 4** (*créations par voie normale et par voie dérogatoire*) (p. 404) : zones rurales - Avec une partie du groupe du RPR, suivra la commission.

- **Projet de loi portant réforme hospitalière** [n° **309 (90-91)**] - (4 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1266) : mission d'information sénatoriale relative à la situation des infirmières - Avenir des hôpitaux locaux - Malaise des personnels - (p. 1267) : votera les amendements de la commission des affaires sociales - Insuffisance de ce projet.

- **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Deuxième partie :

Budget annexe des prestations sociales agricoles - (28 novembre 1991) (p. 4422) : préretraites agricoles - Création d'un mécanisme de compensation entre les régimes non salariés - Diminution de la population du régime agricole et du revenu des agriculteurs - Avenir du système de protection sociale agricole - Désengagement de l'Etat - Se déclare opposé à l'adoption du BAPSA pour 1992.

Anciens combattants - (3 décembre 1991) (p. 4709) : politique de la mémoire - Nécropoles nationales - (p. 4710) : anciens combattants d'Alsace et de Moselle - Ressortissants de l'Office national des anciens combattants, ONAC - Ne votera pas ces crédits.

I

IFF (Simone), rapporteur de la section des affaires sociales du Conseil économique et social.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à l'aide juridique [n° 310 (90-91)]** - (29 mai 1991) - Rapporteur de la section des affaires sociales du Conseil économique et social - **Discussion générale** (p. 1133) : avis du Conseil économique et social du 27 mars 1991 - Accès de tous à la justice - (p. 1134) : profonde réforme sociale - Elargissement des domaines et des bénéficiaires de l'aide juridique - Relèvement des plafonds d'admission à l'aide - Développement de l'aide juridictionnelle et amélioration des conditions de fonctionnement de l'appareil judiciaire - Présentation au Parlement d'un bilan des trois premières années d'application de la loi - Aide juridictionnelle pour les mineurs - (p. 1135) : conditions de financement et de gestion de l'aide juridictionnelle - Au nom du Conseil économique et social, se déclare favorable à l'adoption de cette réforme sociale.

J

JARROT (André), sénateur de Saône-et-Loire (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

- Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

- Membre titulaire du Conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaires.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à reconnaître d'intérêt général la préservation des paysages ruraux [n° **221 (90-91)**] (4 février 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Environnement.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Légion d'honneur et ordre de la libération - (27 novembre 1991) (p. 4381) : anciens combattants de la guerre 1914-1918 - Attribution de la Légion d'honneur - (p. 4382) : se déclare favorable à l'adoption de ces deux projets de budget.

JEAMBRUN (Pierre), sénateur du Jura (RDE).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

- Membre titulaire de la Commission nationale d'urbanisme commercial.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'aviation marchande.

- Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'entreprise nationale Air France et des sociétés de toute nature comme des compagnies aériennes qu'elle contrôle puis d'en informer le Sénat, jusqu'au 15 mai 1991.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom des délégués élus par le Sénat, sur les travaux de la Délégation française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale au cours de la 35e session ordinaire (1989-1990), de cette Assemblée, adressé à M. le Président du Sénat, en application de l'article 108 du Règlement [n° **438 (90-91)**] (2 juillet 1991) - **Union de l'Europe occidentale.**

JEANNENEY (Jean-Noel), Est nommé *secrétaire d'Etat au commerce extérieur* le 17 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 18 mai 1991).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Hubert Martin : **Sidérurgie** (*Suppression d'emplois dans le secteur sidérurgique*) (*JO* Débats du 18 octobre 1991) (p. 2982).

de M. Désiré Debavelaere : **Communautés européennes** (*Mandat de la commission européenne dans les négociations du GATT*) (*JO* Débats du 18 octobre 1991) (p. 2993).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° **328** de M. Michel Moreigne ; **Calamités agricoles** (*Versement d'une avance de trésorerie aux éleveurs de bovins et d'ovins des 27 communes de la Creuse non reconnues sinistrées en 1989*) (*JO* Débats du 22 juin 1991) (p. 1967).

n° **329** de M. Jacques de Menou ; **Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)** (*Hausse brutale de la TVA sur les produits horticoles et les forfaits touristiques*) (*JO* Débats du 22 juin 1991) (p. 1965).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Economie, finances et budget - Commerce extérieur - (29 novembre 1991) (p. 4514) : solde positif du commerce extérieur français en octobre 1991 - Bilan des exportations - Effet bénéfique de la réunification allemande - Déficit avec l'Italie - (p. 4515) : effets négatifs de la récession aux Etats-Unis - Négociations du GATT ; propriété intellectuelle - Défense d'une politique industrielle européenne - Politique agricole commune, PAC - (p. 4516) ; PAC ; conflit entre la CEE et les Etats-Unis - Crédits du budget du commerce extérieur - Direction des relations économique extérieures - Postes d'expansion économique à l'étranger - Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur, COFACE - (p. 4517) : choix géographiques de l'action gouvernementale ; Asie du Sud-Est - Prise en compte des évolutions politiques : Chili, Afrique du Sud, Pays de l'Est - Koweït - Aide à l'exportation des PME - Rôle de la région - Régime fiscal des implantations à l'étranger - Formation - (p. 4518) : charte nationale de l'exportation - Régions - Conseillers du commerce extérieur - (p. 4528) : résultats d'octobre 1991 - Réunification de l'Allemagne - Europe centrale et orientale - Pays de l'Asie du Sud-Est - (p. 4529) : Mexique - Exposition universelle de Séville en 1992 - Prétendu manque de spécialisation de l'industrie française - PME - Négociations du GATT - Charte de l'exportation - Chambres de commerce et d'industrie françaises à l'étranger - (p. 4530) : COFACE - Formation ; enseignement des langues vivantes - Centres bilatéraux de formation - Français de l'étranger : difficulté à s'expatrier - Volontaires du service national en entreprise, VSNE - (p. 4531) : politique économique du Gouvernement - **Examen des crédits - Etat C** : s'oppose à l'amendement n° II-13 de la commission (réduction des crédits des services financiers du ministère de l'économie, des finances et du budget, en raison de la proposition de la commission des finances de rejeter les crédits du commerce extérieur).

JOLIBOIS (Charles), sénateur du Maine-et-Loire (rattaché administrativement au groupe UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Membre titulaire de la Commission d'accès aux documents administratifs.

Membre titulaire de la Commission consultative des archives audiovisuelles de la justice.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications (25 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions res-

tant en discussion du projet de loi relatif à l'aide juridique (26 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes (19 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France (13 novembre 1991).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° **214 (88-89)**] portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° **295 (90-91)**] (18 avril 1991) - **Code pénal.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° **411 (90-91)**], modifié par l'Assemblée nationale, portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° **485 (90-91)**] (24 septembre 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Code pénal.**

Participation au rapport d'information fait, au nom de la commission des lois, à la suite d'une mission effectuée en République d'Afrique du Sud, du 4 au 14 septembre 1991 [n° **40 (91-92)**] (17 octobre 1991) - **Afrique du Sud.**

INTERVENTIONS

- Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° 214 (88-89)] - (23 avril 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 599) : protection de la personne humaine titulaire de droits fondamentaux - Liberté de circulation - Criminalité - Délinquance - (p. 600) : trafic de drogue - Proxénétisme - Tribunaux correctionnels - Délinquance routière - Crimes contre l'humanité - Parricide - Empoisonnement - Bigamie - Protection des faibles et de la famille - Protection des mineurs, notamment en matière d'atteinte sexuelle - Principe de légalité des peines et des infractions - Délit du fait d'exposer autrui à un risque immédiat de mort - Interruption volontaire de grossesse - (p. 601) : maintien des peines et amendes du code pénal actuel - (p. 608, 609) : échelle des peines.

Suite de la discussion - (24 avril 1991) - Rapporteur - **Art. unique (suite)** - (*Livre II : répression des crimes et délits contre les personnes*) - *Art. 211-1 du code pénal (génocide)* (p. 626, 627) : s'oppose aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° 157 (utilisation des termes « jusqu'à » afin de définir les peines plafond) et n° 158 (utilisation des termes « au plus » pour définir les peines plafond) - (p. 629) : son amendement n° 2 : condamnation appliquée au crime de génocide et peine de sûreté ; adopté - *Art. 211-2 (autres crimes contre l'humanité)* (p. 630) : s'oppose à l'amendement n° 176 de M. Charles Lederman (définition des autres crimes contre l'humanité) - Son amendement n° 3 : éléments de composition des crimes contre l'humanité ; adopté - *Art. 211-3 (participation à un groupement formé ou à une entente établie en vue de commettre un génocide ou un autre crime contre l'humanité)* (p. 632) : son amendement n° 4 : peine encourue ; adopté - *Après l'art. 211-4* : son amendement n° 5 : interdiction du territoire français prononcée à titre définitif à l'encontre d'un étranger qui s'y est rendu coupable d'un crime contre l'humanité ; adopté - *Art. 221-1 (meurtre)* (p. 635) : son amendement n° 6 : peine encourue en cas d'homicide et peine de sûreté ; adopté - (p. 636, 638) : s'oppose à l'amendement n° 177 de M. Charles Lederman (réduction des peines) - *Art. 221-2 (meurtre en concours avec une autre infraction)* (p. 642) : son amendement n° 7 : suppression de la notion d'instigateur ; adopté - *Art. 221-3 (assassinat)* : son amendement n° 8 : peine de sûreté ; adopté - *Art. 221-4 (meurtres en concours)* : son amendement de suppression n° 9 ; adopté - *Art. 221-5 (meurtre aggravé de tortures ou d'acte de barbarie)* : son amendement de suppression n° 10 ; adopté - *Art. 221-6 (meurtre aggravé en raison de la vulnérabilité de la victime)* (p. 643) : ses amendements n° 11 : cas de l'état de grossesse ; et n° 12 : condamnation assortie d'une peine de sûreté ; adoptés - *Art. 221-7 (meurtre aggravé en raison de la qualité de la victime)* : son amendement de coordination n° 13 ; adopté - (p. 645, 646) : sur l'amendement n° 309 du Gouvernement (sanction pénale dès lors que la qualité de la victime est apparente ou connue de l'auteur), s'en remet à la sagesse du Sénat - *Après l'art. 221-7* : son amendement n° 14 : notion de parricide ; rejeté - (p. 647, 649) : son amendement n° 15 : rétablissement de l'incrimination d'empoisonnement ; adopté - *Art. 221-8 (homicide involontaire)* (p. 650) : ses amendements n° 16 : rétablissement de la notion de maladresse ; et n° 17 : introduction de l'expression d'inobservation des règlements ; adoptés - (p. 652) : s'oppose à l'amendement n° 179 de M. Charles Lederman (réduction des peines) - *Après l'art. 221-8* (p. 653) : s'oppose à l'amendement n° 180 de M. Charles Lederman (responsabilité pénale du supérieur hiérarchique et du préposé) - *Art. 221-9 (responsabilité pénale des personnes morales pour homicide involontaire)* (p. 654) : s'oppose à l'amendement n° 181 de M. Charles Lederman (sanctions pénales à l'encontre des personnes morales) - Son amendement n° 18 : coordination avec le livre 1er du code pénal et peine de fermeture de l'établissement ; adopté - *Après l'art. 221-11* (p. 655) : ses amendements n° 19 : possibilité de prononcer l'interdiction de séjour comme peine complémentaire dans le cas des infractions les plus graves ; et n° 20 : prononcé obligatoire de l'interdiction du territoire français à l'encontre des étrangers coupables des infractions les plus graves ; durée et exceptions ; adoptés - *Art. 222-1 (tortures et actes de barbarie)* (p. 658) : s'oppose à l'amendement n° 182 de M. Charles Lederman (réduction des peines) - (p. 659) : son amendement n° 21 : condamnation assortie d'une peine de sûreté ; adopté - *Après l'art. 222-1* : son amendement n° 22 : peine de réclusion criminelle à perpétuité en cas de torture ou barbarie accompagnant un crime autre que le meurtre ou le viol ; adopté - *Art. 222-2 (tortures et actes de barbarie : circonstances aggravantes en raison de la vulnérabilité de la victime, de la qualité de l'auteur ou en raison d'une concomitance avec une agression sexuelle)* : son amendement n° 23 : introduction de circonstances aggravantes pour les tortures et barbarie ; adopté - (p. 660) : s'oppose à l'amendement n° 183 de M. Charles Lederman (cas de l'état de grossesse apparente) - (p. 660) : définition du mineur de quinze ans dans le code pénal - *Art. 222-3 (tortures et barbarie dont il résulte une mutilation ou une infirmité permanente)* (p. 661) : ses amendements, n° 24 : augmentation à trente ans de la peine de réclusion criminelle ; et n° 25 : instauration d'une peine de sûreté pour ce crime ; adoptés - *Art. 222-4 (tortures et barbarie ayant entraîné la mort)* : son amendement n° 26 : instauration d'une peine de sûreté pour les tortures et actes de barbarie ayant entraîné la mort ; adopté - *Art. 222-5 (violences mortelles)* (p. 662) : ses amendements, n° 27 : augmentation de la sanction pénale en cas de violence ayant entraîné la mort sans intention de la donner ; n° 28 : peine de sûreté en cas de violence ayant entraîné la mort sans intention de la donner ; adoptés - *Art. 222-6 (violences mortelles aggravées en raison des conditions d'exécution du crime, de la vulnérabilité de la victime, de la personnalité de l'auteur ou de la qualité de la victime)* (p. 663) : son amendement n° 29 : cas où la peine encourue est portée à trente ans de réclusion criminelle ; adopté - *Art. 222-7 (sanctions pénales lorsque l'infraction définie à l'article 222-5 est commise dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice des fonctions des personnes en relation avec la justice)* : son amendement de suppression pour coordination n° 30 ; adopté - *Art. 222-8 (violences habituelles sur une personne vulnérable ayant entraîné la mort)* (p. 664) ; son amendement n° 31 : réclusion criminelle à perpétuité dans le cas de violences habituelles et mortelles sur un mineur ou une personne vulnérable ; adopté - *Art. 222-9 (violences ayant entraîné une mutilation ou une infirmité permanente)* : son amendement n° 32 : maintien à dix ans de la peine maximale encourue ;

adopté - (p. 665) : accepte, à titre personnel, le sous-amendement n° 266 du Gouvernement, portant sur l'amendement n° 32 de la commission (maintien à dix ans de la peine maximale encourue) - *Art. 222-10 (violences ayant entraîné une mutilation ou une infirmité permanente : circonstances aggravantes)* (p. 666) : peines encourues portées à vingt ans de réclusion criminelle lorsque l'infraction est commise par un ascendant légitime, naturel ou adoptif ou par toute personne ayant autorité sur le mineur ou chargé d'exercer à son égard l'autorité parentale ; adopté - *Après l'art. 222-10* : son amendement n° 34 : violences habituelles sur une personne vulnérable ayant entraîné une mutilation ou une infirmité permanente ; adopté - *Art. 222-11 (violences ayant entraîné une maladie ou une incapacité de travail de plus de huit jours)* : s'oppose à l'amendement n° 193 de M. Charles Lederman (sanctions pénales) - *Art. 222-12 (violences ayant entraîné une maladie ou une incapacité de plus de huit jours : circonstances aggravantes)* (p. 667) : son amendement n° 35 : augmentation des peines encourues ; adopté - Sur son amendement n° 35, s'oppose au sous-amendement n° 286 du Gouvernement - *Après l'art. 222-12* (p. 668) : son amendement n° 36 : violences habituelles sur une personne vulnérable ayant entraîné une maladie ou une incapacité de travail de plus de huit jours ; adopté - *Art. 222-13 (violences n'ayant pas entraîné une maladie ou une incapacité de travail de plus de huit jours commises dans certaines circonstances)* (p. 668) : son amendement n° 37 : augmentation des peines maximales de réclusion criminelle et d'amende en ces cas ; adopté - *Après l'art. 222-13* : son amendement n° 38 : violences habituelles sur une personne vulnérable n'ayant pas entraîné une maladie ou une incapacité de travail de plus de huit jours : sanctions pénales ; adopté - *Art. 222-14 (administration de substances nuisibles)* : son amendement n° 39 : répression de l'administration de substances nuisibles en fonction de l'atteinte qui en résulte ; adopté.

Suite de la discussion - (25 avril 1991) - Rapporteur - **Art. unique (suite)** - *Section 3 du code pénal (Des agressions sexuelles)* (p. 724) : son amendement n° 46 : Section 3 : « Des agressions et atteintes sexuelles » ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 222-32 - *Art. 222-20 (viols)* (p. 725) : ses amendements, n° 47 : renforcement de la peine ; adopté ; et n° 48 : instauration d'une période de sûreté ; retiré - *Art. 222-21 et 222-22 (viols aggravés)* : son amendement n° 49 : regroupement des articles 222-21 et 222-22 du code pénal et renforcement de la peine ; adopté après modification par les sous-amendements n° 267 du Gouvernement et n° 311 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - (p. 726) : sur son amendement n° 49, s'oppose au sous-amendement n° 267 du Gouvernement - (p. 728) : sur son amendement n° 49, s'oppose au sous-amendement n° 311 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - *Art. 222-23 (viol ayant entraîné la mort de la victime)* (p. 729) : son amendement rédactionnel n° 51 ; adopté - Sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 312 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - *Art. 222-24 (viol en concours avec d'autres crimes)* (p. 730) : son amendement n° 52 : répression du viol suivi de meurtre et précédé ou accompagné de tortures ou d'actes de barbarie ; adopté - - *Paragraphe 2 (Des autres agressions sexuelles)* : son amendement n° 53 : modification de l'intitulé du paragraphe ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 222-32 - *Avant l'art. 222-25 et après l'art. 227-18* : ses amendements n° 54 : atteinte sexuelle sans violence sur les mineurs de quinze ans ; rejeté ; et n° 55 : répression des atteintes sexuelles sans violence sur les mineurs de quinze ans ; adopté - (p. 731) : aggravation des peines - *Art. 222-25 (répression des agressions sexuelles autre que le viol sur des mineurs de quinze ans ou des personnes particulièrement vulnérables)* (p. 734) : son amendement n° 56 : aggravation de la peine ; adopté - *Art. 222-26 (atteintes et agressions sexuelles ayant entraîné une blessure ou une lésion ou commise par un ascendant de la victime ou une personne ayant autorité sur elle)* (p. 735) : son amendement n° 57 : répression et fixation d'une période de sûreté ; adopté - (p. 736) : s'oppose aux amendements n° 268 du Gouvernement (répression et énumération explicite des circonstances aggravantes) et n° 208 de M. Charles Lederman (retour à une amende fixe) - Sur son amendement n° 57, s'oppose au sous-amendement n° 313 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - *Art. 222-27 (atteintes et agressions sexuelles sur les mineurs et autres personnes vulnérables commises par plusieurs personnes ou avec une arme)* : son amendement de suppression n° 58 ; adopté - *Après l'art. 222-27 et après l'art. 227-18* : son amendement n° 59 : répression des atteintes sexuelles sans violence sur un mineur de quinze à dix-huit ans lorsqu'elles sont exercées par un ascendant ou par toute autre personne ayant autorité sur la victime ; retiré au profit de l'amendement n° 284 du Gouvernement (objet analogue à l'amendement n° 59 de la commission mais assorti d'une peine plus modérée) - (p. 737) : accepte l'amendement n° 284 du Gouvernement (répression des atteintes sexuelles sans violence sur un mineur de 15 à 18 ans lorsqu'elles sont exercées par un ascendant ou toute autre personne ayant autorité sur la victime) - Sur celui-ci, son sous-amendement n° 314 ; retiré - (p. 738) : ses amendements, n° 60 : qualification pénale pour des agressions sexuelles sur les mineurs de quinze à dix-huit ans ; et n° 61 : agression sexuelle sur des mineurs de quinze à dix-huit ans avec circonstances aggravantes ; adoptés - *Art. 222-28 (agressions sexuelles sur des personnes majeures non vulnérables)* : son amendement n° 62 : maintien de la peine de cinq ans d'emprisonnement ; adopté - *Art. 222-29 et 222-30 (agression sexuelle sur des personnes majeures non vulnérables : circonstances aggravantes)* (p. 739) : ses amendements n° 63 : diminution de la peine et regroupement des dispositions figurant aux articles 222-29 et 222-30 et n° 64 de suppression ; adoptés - (p. 740) : s'oppose aux amendements n° 270 du Gouvernement (énumération des circonstances aggravantes) et n° 211 de M. Charles Lederman (instauration d'une peine fixe) - *Art. 222-31 (répression de la tentative des délits à caractère sexuel)* : son amendement de coordination n° 65 ; adopté - *Art. 222-32 (exhibition sexuelle)* : s'oppose à l'amendement n° 213 de M. Charles Lederman (diminution de la peine) - *Intitulé du paragraphe 2 avant l'article 222-25 et de la section 3 avant l'article 222-20* : ses amendements n° 53 et n° 56 ; adoptés (précédemment réservés p. 724 et 730) - **Motion tendant au renvoi en commission** (p. 743) : s'oppose à la motion n° 175 de Mme Hélène Luc tendant au renvoi en commission des articles 222-33 à 222-35 - Problème de la drogue - (p. 744) : trafic et blanchiment de l'argent de la drogue.

Suite de la discussion - (30 avril 1991) - Rapporteur - **Art. unique - (suite)** - *Section 4 - (Du trafic organisé de stupéfiants)* (p. 800) : accepte l'amendement n° 287 du Gouvernement (rédaction de l'intitulé de la division : « Du trafic de stupéfiants ») - *Art. 222-33 du code pénal (participation à un groupement établi en vue de fabriquer, produire, céder, transformer, importer ou exporter des stupéfiants)* : sur l'amendement n° 288 du Gouvernement (regroupement au sein du code pénal des principales incriminations) qu'il accepte, son sous-amendement n° 304 ; retiré - *Art. 222-34 (cas d'aggravation de la peine)* (p. 803) : accepte l'amendement n° 289 du Gouvernement (dispositions pouvant permettre l'engagement de poursuites correctionnelles) - Sur celui-ci, son sous-amendement n° 305 ; retiré - *Après l'art. 222-34* : ses amendements, n° 68 : répression du trafic simple ; retiré ; et n° 69 : délit de blanchiment des produits du trafic ; adopté après modification par le sous-amendement n° 290 du Gouvernement - (p. 805) : accepte l'amendement n° 291 du Gouvernement (répression de la cession ou de l'offre illicite de stupéfiants à une personne en vue de sa consommation) - Sur celui-ci, son sous-amendement n° 306 ; adopté - (p. 806) : accepte l'amendement de coordination n° 292 du Gouvernement - *Art. 222-35 (responsabilité pénale des personnes morales se livrant au trafic)* : accepte l'amendement n° 293 du Gouvernement (engagement de la responsabilité des personnes morales) - Son amendement de coordination n° 71 ; adopté - *Après l'art. 222-35* (p. 807) : ses amendements n° 72 : mesures conservatoires en matière de trafic de stupéfiants ; retiré ; n° 73 : peines de confiscation à l'égard des grands trafiquants de stupéfiants ; réservé jusqu'après l'examen de l'amendement n° 295 du Gouvernement ; et n° 74 : introduction dans le code pénal des dispositions régissant les repentis ; retiré au profit de l'amendement n° 294 du Gouvernement sur le même objet - *Art. 222-38 (interdiction de séjour)* (p. 808) : son amendement n° 75 : extension des cas d'interdiction de séjour ; adopté - S'oppose à l'amendement

de suppression n° 214 de M. Charles Lederman - *Art. 222-39 (interdiction du territoire français)* (p. 809) : son amendement n° 76 : suppression de certaines exceptions à l'interdiction du territoire ; adopté - (p. 810) : ses amendements n° 77, de coordination, et n° 78 : interdiction du territoire en cas d'atteinte volontaire à l'intégrité et d'agression sexuelle, ainsi que pour toutes les infractions concernant les stupéfiants ; adoptés - *Après l'art. 222-39 ou après l'art. 222-35* (p. 811) : accepte les amendements du Gouvernement n° 297 (introduction d'une division additionnelle : section VI : « Dispositions communes aux personnes physiques et aux personnes morales ») et n° 296 (fermeture d'un lieu ouvert au public à la suite de trafic de stupéfiants) - Son amendement n° 73 ; retiré (précédemment réservé p. 807) - *Art. 223-1 (exposition d'autrui à un risque immédiat de mort par la violation d'une obligation de sécurité)* (p. 812) : son amendement n° 79 : sanction de celui qui commet, de manière consciente, une imprudence ; adopté - (p. 815) : rôle de la répression - Libertés individuelles - *Après l'art. 223-1* (p. 818) : s'oppose à l'amendement n° 215 de M. Charles Lederman (responsabilité des accidents du travail) - *Art. 223-2 (responsabilité pénale des personnes morales pour les infractions définies par l'article 223-1)* : s'oppose à l'amendement n° 216 de M. Charles Lederman (exclusion de certains organismes et groupements du champ d'application de cet article) - (p. 819) : son amendement de coordination n° 80 ; adopté - *Art. 223-3 (délaissement d'une personne fragile)* : s'oppose à l'amendement n° 217 de M. Charles Lederman (diminution de la répression en cas de délaissement d'une personne fragile) - *Art. 223-4 (délaissement aggravé)* (p. 820) : s'oppose à l'amendement n° 218 de M. Charles Lederman (diminution de la peine d'emprisonnement en cas de délaissement aggravé) - *Art. 223-5 (entrave à l'arrivée de secours)* : s'oppose à l'amendement n° 219 de M. Charles Lederman (diminution de l'amende en cas d'entrave à l'arrivée des secours) - *Art. 223-6 (refus d'empêcher une infraction ou de porter secours à une personne en péril)* : s'oppose à l'amendement n° 220 de M. Charles Lederman (diminution de l'amende prévue) - *Art. 223-7 (refus de mettre en oeuvre des mesures permettant de combattre un sinistre)* : s'oppose à l'amendement n° 221 de M. Charles Lederman (diminution de l'amende prévue) - *Art. 223-8 (expérimentation sur la personne)* (p. 822) : accepte l'amendement n° 301 du Gouvernement (prise en compte des dispositions de la loi relative à la protection des personnes se prêtant à des recherches biomédicales) et s'oppose aux amendements n° 172 de M. Franck Sérusclat (reprise de dispositions de la loi relative à la protection des personnes se prêtant à des recherches biomédicales) et n° 222 de M. Charles Lederman (diminution de l'amende prévue) - *Art. 223-9 (responsabilité des personnes morales en ce qui concerne l'infraction définie à l'article 223-8)* (p. 824) : s'oppose à l'amendement n° 223 de M. Charles Lederman (exclusion des groupements de collectivités publiques, des partis et groupements politiques, des syndicats professionnels, des associations à but non lucratif et des institutions représentatives du personnel, des personnes morales susceptibles d'encourir certaines poursuites) - Son amendement de coordination n° 81 ; adopté - *Art. 223-11 (interruption illégale de la grossesse)* (p. 826) : s'oppose à l'amendement n° 224 de M. Charles Lederman (modification du délai de pratique de l'interruption volontaire de grossesse et suppression de la peine d'emprisonnement pour le médecin pratiquant une interruption volontaire de grossesse hors délai) - Ses amendements, n° 82 : retour au droit actuel quant à la peine applicable pour l'interruption illégale de grossesse pratiquée occasionnellement ; et n° 83 : retour au droit actuel quant à l'interruption illégale de grossesse pratiquée habituellement ; adoptés - *Après l'art. 223-11* (p. 827) : s'oppose à l'amendement n° 225 de M. Charles Lederman (sanction de l'interruption de grossesse pratiquée par une personne n'appartenant pas au corps médical) - Son amendement n° 84 : interruption illégale de la grossesse par le fait de la femme elle-même ; réservé - (p. 828) : législation existante - Dispositif de la loi Veil - (p. 832) : maintien du dispositif législatif actuel - *Art. 223-15 (interdiction d'exercer une activité médicale ou paramédicale)* (p. 835) : s'oppose à l'amendement n° 227 de M. Charles Lederman (suppression de l'interdiction définitive d'exercer une activité de nature médicale ou paramédicale) - *Chapitre IV (des atteintes aux libertés de la personne)* - *Section 1 (des atteintes à la liberté d'aller et de venir)* - (p. 836) : son amendement n° 85 : modification de la rédaction de l'intitulé de la section 1 : « De l'enlèvement et de la séquestration » ; adopté - *Art. 224-1 (enlèvement et séquestration)* (p. 837) : s'oppose à l'amendement n° 228 de M. Charles Lederman (réduction des peines et aménagement de leurs conditions d'application) - Son amendement n° 86 : droit actuellement en vigueur pour le crime d'enlèvement et de séquestration et application de la période de sûreté ; adopté après modification par le sous-amendement n° 315 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - (p. 838) : sur son amendement n° 86, accepte le sous-amendement n° 315 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - *Art. 224-2 (enlèvement ou séquestration ayant entraîné une mutilation ou une infirmité permanente -enlèvement ou séquestration accompagné de tortures ou d'actes de barbarie ou suivi de la mort de la victime)* : s'oppose à l'amendement n° 229 de M. Charles Lederman (maintien d'une peine de vingt ans) - Son amendement n° 87 : application de la période de sûreté ; adopté - *Art. 224-3 (enlèvement ou séquestration commis en bande organisée ou à l'égard de plusieurs personnes)* (p. 840) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 230 (maintien de la peine de vingt ans) et n° 231 (exemption de poursuite pour les actions concertées commises à l'occasion d'un conflit du travail) - (p. 841) : ses amendements, n° 88 de coordination, et n° 89 : période de sûreté pour la peine applicable à l'enlèvement et la séquestration aggravés ; adoptés.

Suite de la discussion - (14 mai 1991) - **Art. unique (suite)** - *Art. 224-4 du code pénal (prise d'otages)* (p. 926) : ses amendements n° 90 : suppression de la mention de l'instigateur ; adopté ; et n° 91 : peine de sûreté ; réservé - Accepte l'amendement de coordination n° 276 du Gouvernement - *Art. 224-5 (détournement d'aéronef, de navire ou de tout autre moyen de transport)* (p. 927) : ses amendements, n° 92 : inclusion des plate-formes fixes sur le plateau continental ; et n° 93 : peine de sûreté ; adoptés - *Art. 224-6 (circonstances aggravantes du crime visé à l'article 224-5)* : son amendement n° 94 : peine de sûreté ; adopté - *Art. 224-7 (fausse information susceptible de compromettre la sécurité d'un aéronef en vol)* : s'oppose à l'amendement n° 235 de M. Charles Lederman (réduction des peines) - *Section 3 (« Des entraves à l'exercice des libertés d'expression, d'association, de réunion ou de manifestation »)* (p. 928) : son amendement de suppression n° 95, réservé jusqu'après l'examen du contenu de la section - *Art. 224-8 (entraves à l'exercice des libertés publiques)* : son amendement de suppression n° 96 ; adopté - *Section 3 (suite)* (p. 929) : son amendement de suppression n° 95 ; adopté (précédemment réservé) - *Art. 225-1 (définition du délit de discrimination)* (p. 929) : accepte l'amendement n° 299 du Gouvernement (état de santé ou handicap à l'origine de la discrimination) - *Art. 225-2 (répression du délit de discrimination)* (p. 930) : s'oppose à l'amendement n° 237 de M. Charles Lederman (réduction des peines) - Accepte l'amendement n° 300 du Gouvernement (liste des exceptions au jeu des discriminations) - *Art. 225-3 (discriminations commises par les fonctionnaires ou agents publics)* : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 238 (réduction des peines) et n° 239 (précisant « dans l'exercice de ses fonctions ») - *Art. 225-4 (responsabilité pénale des personnes morales)* (p. 931) : s'oppose à l'amendement n° 240 de M. Charles Lederman (exclusion de certaines personnes morales) - Son amendement de coordination n° 97 ; adopté - *Art. 225-5 (délit de proxénétisme)* (p. 932) : s'oppose à l'amendement n° 241-1 de M. Charles Lederman (élargissement du champ d'application : 1° aux personnes ne pouvant justifier de ressources correspondant à leur train de vie tout en étant en relations habituelles avec des personnes se livrant à la prostitution ; 2° aux personnes vivant sciemment avec une personne se livrant habituellement à la prostitution) - Son amendement n° 98 : aggravation de la peine ; adopté - *Art. 225-6 (délits assimilés au proxénétisme)* (p. 933) : son amendement n° 99 : élargissement du champ d'application : 1° aux personnes ne pouvant justifier de ressources correspondant à leur train de vie tout en étant en relations habituelles avec des personnes se livrant à la prostitution ; adopté - 2° aux personnes vivant sciemment avec

une personne se livrant habituellement à la prostitution ; rejeté - *Art. 225-7 (délit de proxénétisme aggravé)* (p. 935) : se déclare favorable à l'amendement n° 308 du Gouvernement (peine correctionnelle maximale de dix ans d'emprisonnement) ; sur le même objet, ses amendements n° 100 et n° 101 ; retirés - *Art. 225-8 (crime de proxénétisme)* (p. 936) : accepte l'amendement de coordination n° 277 du Gouvernement - *Art. 225-9 (proxénétisme en bande organisée)* : accepte l'amendement n° 278 du Gouvernement (aggravation des peines criminelles prévues) - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 303 ; adopté - *Art. 225-10 (délit d'entrave à l'action de prévention de la prostitution)* (p. 937) : s'oppose à l'amendement n° 243 de M. Charles Lederman (réduction des peines) - Son amendement de coordination n° 106 ; adopté - *Art. 225-11 (proxénétisme hôtelier)* (p. 938) : s'oppose à l'amendement n° 244 de M. Charles Lederman (réduction des peines) - Ses amendements n° 107 : aggravation des peines ; et n° 108 : peine de sûreté ; adoptés - *Art. 225-13 (tolérance de la prostitution dans des locaux privés)* (p. 939) : son amendement n° 109 : aggravation des peines ; adopté - *Art. 225-15 (proxénétisme simple commis par une personne investie de l'autorité publique)* : ses amendements n° 110 : maintien de la peine de dix ans ; et n° 111 : peine de sûreté ; adoptés - *Art. 225-16 (responsabilité pénale des personnes morales)* (p. 940) : son amendement de coordination n° 112 ; adopté - *Art. 224-4 (suite)* : son amendement de coordination n° 91 ; adopté (précédemment réservé) - *Art. 225-17 (conditions inhumaines de travail et d'hébergement : obtention abusive de services)* : s'oppose à l'amendement n° 247 de M. Charles Lederman (extension aux infractions à la législation ou à la réglementation du travail) - *Art. 225-20 (responsabilité pénale des personnes morales dans les cas prévus aux articles 225-17 et 225-18)* (p. 941) : s'oppose à l'amendement n° 248 de M. Charles Lederman (exclusion de certaines personnes morales) - Son amendement de coordination n° 113 ; adopté - *Après l'art. 225-21* (p. 941 à 948) : s'oppose aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° 164 bis (respect dû aux morts : atteinte à l'intégrité du cadavre) et n° 165 sexies (circonstance aggravante dans le cas d'une infraction commise en raison de l'appartenance ou de la non appartenance des personnes décédées à une ethnie, une nation ou une religion déterminée) - *Art. 225-22 (circonstance aggravante de la violation de sépulture)* : son amendement n° 114 : aggravation de la peine lorsque la profanation est accompagnée d'un acte d'exhumation ; adopté - *Art. 225-23 (peines complémentaires : publicité de la décision et fermeture d'établissement)* : son amendement n° 115 : extension des modalités de publicité de la décision ; adopté - *Art. 225-24 (peines complémentaires applicables en matière de proxénétisme)* (p. 949) : s'oppose à l'amendement n° 251 de M. Charles Lederman (suppression de l'interdiction de séjour) - *Art. 225-25 (interdiction du territoire français)* : ses amendements n° 116 : exceptions ; et n° 117 : cas dans lesquels l'interdiction du territoire est obligatoire ; adoptés - *Art. 226-1 (atteinte à l'intimité de la vie privée)* (p. 951) : s'oppose à l'amendement n° 252 de M. Charles Lederman (réduction des peines) - Ses amendements n° 118 : enregistrement de paroles prononcées à titre privé sans consentement de leur auteur ; n° 119 : enregistrement sans son consentement de l'image d'une personne ; adoptés ; et n° 120 : définition du consentement présumé ; retiré au profit de l'amendement n° 316 du Gouvernement sur le même objet - *Art. 226-5 (mise en mouvement de l'action publique)* : son amendement de suppression n° 121 ; adopté - *Art. 226-6 (responsabilité pénale des personnes morales pour les infractions d'atteinte à la vie privée)* : s'oppose à l'amendement n° 253 de M. Charles Lederman (exclusion de certaines personnes morales) - Son amendement n° 122 : extension de la diffusion des peines prononcées ; adopté - *Art. 226-7 (publication du montage des paroles ou images illicitement captées)* (p. 955) : s'oppose à l'amendement n° 255 de M. Charles Lederman (réduction des peines) et accepte l'amendement de rectification n° 317 du Gouvernement - *Art. 226-8 (application aux délits d'atteinte à la représentation de la personne de certaines règles relatives aux délits d'atteinte de la vie privée)* : son amendement de coordination n° 123 ; adopté - *Art. 226-9 (dénonciation calomnieuse)* : s'oppose à l'amendement n° 256 bis de M. Charles Lederman (réduction des peines) - (p. 956) : son amendement n° 124 : possibilité de poursuite par le parquet sans plainte de la victime ; adopté - *Art. 226-11 (responsabilité des personnes morales)* (p. 957) : s'oppose à l'amendement n° 257 de M. Charles Lederman (exclusion de certaines personnes morales) - Son amendement de coordination n° 125 ; adopté - *Art. 226-12 (secret professionnel)* (p. 958 à 960) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 258 (amélioration de la garantie du secret professionnel) et n° 259 (réduction des peines) - Ses amendements n° 126, n° 127, n° 128 et n° 129 : renforcement de la garantie du secret professionnel ; adoptés - Secret hiérarchisé ; cas de la responsabilité du président du conseil général sur les travailleurs sociaux - *Art. 226-13 (secret professionnel et exceptions à l'article 226-1)* (p. 962) : son amendement n° 130 : modification de la rédaction ; adopté - *Avant l'art. 226-14* : son amendement n° 131 : suppression du Paragraphe II intitulé « De la protection des informations nominatives » ; adopté - *Art. 226-14 (protection des informations nominatives)* (p. 964) : son amendement de suppression pour coordination n° 132 ; adopté - *Art. 226-15 (protection des informations nominatives)* : son amendement de suppression pour coordination n° 133 ; adopté - *Art. 226-16 (protection des informations nominatives)* : son amendement de suppression pour coordination n° 134 ; adopté - *Art. 226-17 (protection du secret des correspondances)* : s'oppose à l'amendement n° 260 de M. Charles Lederman (réduction des peines) - *Art. 226-20 (peines complémentaires applicables aux personnes physiques)* (p. 965) : son amendement n° 135 : élargissement de la diffusion des sanctions prononcées ; adopté.

Suite de la discussion - (22 mai 1991) - Rapporteur - **Art. unique (suite)** - *Art. 227-1 du code pénal (délaissement du mineur)* (p. 984) : s'oppose à l'amendement n° 262 bis de M. Charles Lederman (diminution des peines prévues) - *Art. 227-2 (abandon de famille)* (p. 985) : s'oppose à l'amendement n° 263 de M. Charles Lederman (diminution des peines prévues) et accepte l'amendement n° 166 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (obligation de notifier le changement de domicile au créancier de prestations dues en raison d'obligations familiales) - *Après l'art. 227-2* (p. 986) : son amendement de coordination n° 136 ; adopté - *Art. 227-4 (soustraction d'un enfant mineur par un ascendant)* : son amendement de coordination n° 137 ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 279 (personnes exerçant l'autorité parentale ou auxquelles l'enfant a été confié ou chez lesquelles il a sa résidence habituelle) - *Art. 227-5 (soustraction d'un enfant mineur par une personne autre)* : son amendement de coordination n° 138 ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 280 du Gouvernement - *Art. 227-6 (circonstances aggravantes en cas de soustraction d'un enfant mineur)* (p. 987) : son amendement n° 139 : circonstance aggravante ; adopté - *Art. 227-10 (privation d'aliments et de soins à enfants)* : son amendement de coordination n° 140 ; adopté - *Art. 227-13 (incitation à l'usage des stupéfiants)* (p. 988) : ses amendements n° 141 et n° 142, visant à aggraver les peines prévues ; retirés - *Art. 227-15 (provocation au suicide)* : son amendement de suppression n° 143 ; adopté - *Art. 227-16 (incitation à commettre des délits)* (p. 989) : son amendement de coordination n° 144 ; adopté - *Art. 227-17 (réunions comportant des exhibitions ou des relations sexuelles auxquelles participe ou assiste un mineur)* : son amendement n° 145 : réintroduction de l'incrimination d'excitation de mineurs à la débauche ; adopté - *Après l'art. 227-17* (p. 990, 991) : accepte l'amendement n° 254 de M. Charles Lederman (lutte contre les réseaux pédophiles) - Droit pénal spécial - Notion de « débauche » - *Art. 227-18 (atteintes sexuelles sur la personne d'un mineur de quinze ans)* : son amendement de coordination n° 146 ; adopté - *Après l'art. 227-18* (p. 991) : son amendement n° 147 : rétablissement de l'incrimination de l'atteinte sexuelle par un majeur sur un mineur de quinze à dix-huit ans du même sexe ; adopté - (p. 995, 996) : ses amendements n° 149 : insertion d'une division additionnelle relative à l'atteinte au mariage ; devenu sans objet ; n° 150 : rétablissement du délit de bigamie ; retiré - *Art. 227-20 (responsabilité pénale des personnes morales)* (p. 997) : ses amendements de coordination n° 151 et

n° 152 ; adoptés - *Après l'art. 227-21* : son amendement n° 153 : peine d'interdiction du territoire pour les atteintes les plus graves au mineur et à la famille ; adopté - (p. 998) : sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 168 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - *Art. 228-1 (crime d'association de malfaiteurs)* (p. 999) : ses amendements n° 154 : participation à une association de malfaiteurs visant également les biens ; retiré ; n° 155 : peines criminelles ; adopté - Sur les amendements du Gouvernement, accepte le n° 285 (incrimination de l'association de malfaiteurs en vue de commettre également un délit contre les personnes) et s'oppose au n° 310 (caractère correctionnel de la peine) - *Après l'art. 223-11* (p. 1000) : son amendement n° 319 : réintroduction de la notion d'avortement dans le code pénal ; adopté.

Deuxième lecture [n° **411 (90-91)**] - (2 octobre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2534) : travaux de l'Assemblée nationale - Crimes contre l'humanité - Atteinte à la personne humaine - Incrimination d'empoisonnement - Aggravation - Trafic de stupéfiants - (p. 2535) : mise en danger de la personne - Avortement - Libertés publiques - Atteinte à la dignité de la personne - Violation de sépultures - Interdiction du territoire - Protection des mineurs et des personnes vulnérables - Période de sûreté - Sanction des comportements discriminatoires - Trafic de stupéfiants - (p. 2536) : avortement - Atteinte sexuelle sur un mineur de plus de quinze ans - Accepte le projet de loi sous réserve de l'adoption de ses amendements - **Art. unique** - *Art. 211-1 du code pénal* (p. 2545) : ses amendements n° 11 : suppression des termes « par une autorité nationale, politique, ethnique, raciale ou religieuse » ; et n° 12 : prise en compte de la destruction d'une partie du groupe ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 157 du Gouvernement (définition du génocide) - (p. 2546) : accepte les amendements rédactionnels du Gouvernement n° 158, n° 159, n° 160, n° 161 et n° 162 - (p. 2547) : s'oppose aux amendements n° 182 et n° 183 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (précision des durées minimale et maximale de la peine dans l'ensemble des articles qui énoncent une incrimination) - - *Art. 211-2* (p. 2549) : s'oppose à l'amendement n° 163 de M. Charles Lederman (nouvelle rédaction de cet article), et sur les amendements de M. Hubert Durand-Chastel, s'oppose au n° 180 (substitution des termes « ou d'actes inhumains » à ceux de « ou d'actes de barbarie » ; et accepte le n° 181 (extension de la notion de crime contre l'humanité) - *Art. 211-4* (p. 2550) : sur l'amendement n° 1 du Gouvernement, qu'il accepte (possibilité pour le juge de prononcer la confiscation de tout ou partie des biens du condamné), son sous-amendement n° 196 ; adopté - *Art. 211-4-1* : son amendement n° 13 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - S'oppose au sous-amendement n° 184 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - *Après l'art. 211-4-1* (p. 2553) : sur l'amendement n° 2 du Gouvernement, qu'il accepte (possibilité de déclarer des personnes morales pénalement responsables de crimes contre l'humanité), son sous-amendement n° 197 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 3 du Gouvernement (cas d'une personne qui agit sur l'ordre d'un supérieur hiérarchique ou de la loi) - *Art. 221-1* (p. 2554) : son amendement n° 14 : rétablissement dans le texte de la période de sûreté prévue dans le cas visé ; adopté - *Art. 221-2* (p. 2555) : son amendement rédactionnel n° 15 ; adopté - *Art. 221-3* : son amendement rédactionnel n° 16 ; adopté - *Art. 221-6* : ses amendements n° 17, rédactionnel, et n° 18 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adoptés - (p. 2556) : son amendement n° 19 : nouvelle rédaction de la circonstance aggravante ; adopté - *Art. 221-7-1* (p. 2557) : son amendement n° 20 : rétablissement de l'incrimination d'empoisonnement ; adopté - *Art. 221-8* (p. 2558) : son amendement rédactionnel n° 21 ; adopté - (p. 2559) : s'oppose à l'amendement n° 164 de M. Charles Lederman (sanction contre le chef d'entreprise qui cause la mort d'autrui en laissant des personnes placées sous son autorité enfreindre les prescriptions légales ou réglementaires) - *Art. 221-9* (p. 2560) : s'oppose à l'amendement n° 165 de M. Charles Lederman (restriction et précision du champ d'application de la responsabilité des personnes morales) - Son amendement n° 22 : suppression des modalités d'exécution de la peine d'affichage ou de diffusion de la décision ; adopté.

Suite de la discussion - (3 octobre 1991) - rapporteur **Art. unique (suite)** - *Art. 221-12 du code pénal* (p. 2578) : son amendement de conséquence n° 23 ; adopté - *Art. 221-12-1* (p. 2579) : son amendement n° 24 : suppression de la peine complémentaire d'affichage applicable aux personnes physiques dans le cas d'homicide involontaire ; adopté - *Art. 221-13* : son amendement n° 25 : rétablissement de l'interdiction du territoire pour les étrangers coupables d'homicide volontaire ; rejeté - (p. 2580) : s'oppose au sous-amendement n° 185 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - *Art. 222-1* (p. 2581) : son amendement rédactionnel n° 26 ; adopté - *Art. 222-1-1* : son amendement n° 27 : rétablissement de cet article ; adopté - *Art. 222-2* : ses amendements, n° 28, n° 30, n° 31 de coordination, n° 33 et n° 34 rédactionnels ; n° 29 : rétablissement de la circonstance aggravante lorsque la victime de l'acte de torture ou de barbarie est un ascendant ; et n° 32 : usage et menace d'une arme ; adoptés - *Art. 222-3* (p. 2583) : son amendement rédactionnel n° 35 ; adopté - *Après l'art. 222-3* : son amendement de coordination n° 36 ; adopté - *Art. 222-4* : son amendement rédactionnel n° 37 ; adopté - *Art. 222-5* : son amendement n° 38 : rétablissement de la période de sûreté dans le cas de violences mortelles ; retiré - *Art. 222-6* (p. 2584) : ses amendements, n° 39, n° 40, n° 41 et n° 42 de coordination, n° 43 et n° 44 rédactionnels ; adoptés - *Art. 222-8* (p. 2585) : ses amendements rédactionnels n° 45 et n° 46 ; adoptés - *Art. 222-10* (p. 2586) : ses amendements n° 47, n° 48, n° 49, n° 50 de coordination, et n° 51 rédactionnel ; adoptés - *Art. 222-10-1* (p. 2587) : ses amendements rédactionnels n° 52 et n° 53 ; adoptés - *Art. 222-12* : ses amendements de coordination n° 54 et n° 55 ; adoptés - (p. 2588) : ses amendements n° 56, n° 57, de coordination, et n° 58, rédactionnel ; adoptés - *Art. 222-12-1* : son amendement rédactionnel n° 59 ; adopté - *Art. 222-13* (p. 2589) : ses amendements n° 60, n° 61, n° 62, n° 63, de coordination, et n° 64, rédactionnel ; adoptés - *Art. 222-13-1* (p. 2590) : son amendement rédactionnel n° 65 ; adopté - *Art. 222-14* : son amendement n° 66 : introduction d'une période de sûreté obligatoire ; adopté - *Art. 222-16* : son amendement n° 67 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - Accepte le sous-amendement n° 187 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - *Art. 222-17* (p. 2592) : son amendement n° 68 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - *Art. 222-18* : ses amendements n° 69 et n° 71 de coordination, n° 70 et n° 72 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; et n° 73 : fixation des peines à trois ans d'emprisonnement et 300 000 francs d'amende en cas de dissémination de maladies transmissibles épidémiques ; adopté - *Après l'art. 222-18* (p. 2598) : s'oppose aux amendements n° 174 du Gouvernement (aggravation des peines encourues lorsque des blessures involontaires ayant entraîné une incapacité totale de travail inférieure ou égale à trois mois résultent de la violation délibérée d'une obligation de prudence ou de sécurité) et n° 167 de M. Charles Lederman (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - *Art. 222-19* : ses amendements de coordination n° 74 et n° 75 ; adoptés - *Section 3 (Des agressions sexuelles)* (p. 2599) : son amendement n° 76 : nouvel intitulé : « Des agressions et atteintes sexuelles » ; adopté (p. 2606 ; précédemment réservé p. 2599) - *Avant le paragraphe 1 et l'art. 222-20* (p. 2600) : accepte l'amendement de précision n° 4 du Gouvernement - *Art. 222-21* : son amendement n° 77 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - (p. 2601) : son amendement de coordination n° 78 ; adopté - *Art. 222-23* : son amendement n° 79 : rétablissement de la période de sûreté en cas de viol ayant entraîné la mort ; adopté - *Art. 222-24* : son amendement rédactionnel n° 80 ; adopté - *Paragraphe 2 (Des autres agressions sexuelles)* (p. 2602) : son amendement n° 81 : nouvel intitulé : « Des autres agressions sexuelles et des atteintes sexuelles » ; adopté (p. 2606 ; précédemment réservé, p. 2602) - *Art. 222-25 A* : son amendement n° 82 : rétablissement des peines actuellement en vigueur pour des atteintes sexuelles sans violence, contrainte, menace ni surprise sur un mineur de quinze ans ; adopté - *Après l'art. 222-25 A* : son amendement n° 83 : cas d'aggravation pour les atteintes sexuelles sur mineurs de quinze ans ; adopté - *Art. 222-25* : son amendement n° 84 : rétablissement des dispositions adoptées par le

Sénat en première lecture ; adopté - *Art. 222-26* : son amendement n° 85 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - *Après l'art. 222-26* (p. 2604) : ses amendements de coordination n° 86 et n° 87 ; adoptés - *Art. 222-27* : son amendement n° 88 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - *Art. 222-28* (p. 2605) : ses amendements n° 89 et n° 90 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adoptés - *Art. 222-31* (p. 2606) : son amendement de coordination n° 91 ; adopté - *Art. 222-33* : son amendement rédactionnel n° 92 ; adopté - *Art. 222-34* (p. 2607) : son amendement n° 93 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - *Art. 222-34-1* (p. 2609) : son amendement rédactionnel n° 94 ; adopté - *Art. 222-34-2* : son amendement rédactionnel n° 95 ; adopté - *Art. 222-37-1* (p. 2610) : son amendement de coordination n° 96 ; adopté - *Art. 222-38* : son amendement de coordination n° 97 ; adopté - *Art. 222-39* : son amendement n° 98 : rétablissement de tous les cas d'interdiction du territoire prévus dans le texte du Sénat en matière d'atteinte à la vie ; adopté - *Art. 222-39-2* (p. 2611) : son amendement rédactionnel n° 99 ; adopté - *Après l'art. 222-39-2* : son amendement n° 100 : conséquences en matière de licence de débits de boissons des mesures de fermeture prévues à l'article 222-39-2 ; adopté - *Art. 223-1* : son amendement n° 101 : cas de négligence manifestement délibérée ; adopté - *Après l'art. 223-1* (p. 2615) : s'oppose à l'amendement n° 168 de M. Charles Lederman (délégation du pouvoir des chefs d'entreprises) - *Art. 223-2* : son amendement de coordination n° 102 ; adopté - Ses amendements, n° 103 et n° 104 : rétablissement des peines actuellement en vigueur ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 169 de M. Charles Lederman (augmentation jusqu'à douze semaines du délai prévu dans l'actuelle législation) - *Art. 223-11-1A* (p. 2617) : son amendement n° 105 : substitution du terme « d'avortement » à celui « d'interruption volontaire de grossesse » lorsque cette dernière est illégale ; retiré - *Après l'art. 223-11-1A* : son amendement n° 106 : cas de la femme qui se procure un avortement à elle-même ; adopté - (p. 2619) sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 200 de M. Michel Darras - *Section 1 (Des atteintes à la liberté d'aller et de venir)* (p. 2623) : son amendement n° 107 : nouvel intitulé : « De l'enlèvement et de la séquestration » ; adopté - *Paragraphe 1 (De l'enlèvement et de la séquestration)* : son amendement n° 108 : suppression de ce paragraphe ; adopté - *Art. 224-1* (p. 2623) : son amendement de coordination n° 109 ; adopté - *Art. 224-3* (p. 2624) : s'oppose à l'amendement n° 171 de M. Charles Lederman (suppression de l'expression « bande organisée ») - *Après l'art. 224-4* (p. 2625) : accepte l'amendement n° 7 du Gouvernement (aggravation de la répression en matière d'enlèvement ou de séquestration lorsque la victime est un mineur de quinze ans) - *Section 2* : son amendement n° 110 : rétablissement d'une section propre au détournement d'aéronef, de navire ou de tout autre moyen de transport ; adopté - *Paragraphe 2 (Du détournement d'aéronef, de navire ou de tout autre moyen de transport)* : son amendement n° 111 : suppression du paragraphe 2 et de son intitulé ; adopté - *Section 3 (Des entraves à l'exercice des libertés d'expression, d'association, de réunion ou de manifestation)* : son amendement n° 112 : suppression de la section 3 et de son intitulé ; adopté - *Art. 224-8* (p. 2626) : son amendement de suppression n° 113 ; adopté - *Art. 225-3-1* (p. 2627) : son amendement n° 114 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - *Art. 225-4* (p. 2628) : son amendement de coordination n° 115 ; adopté - *Art. 225-5* : son amendement n° 116 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - *Art. 225-6* (p. 2629) : ses amendements, n° 117 rédactionnel, et n° 118 : maintien des présomptions du droit actuel ; adoptés - *Art. 225-7* : ses amendements, n° 119 de coordination, et n° 120 : rétablissement de la période de sûreté pour le proxénétisme aggravé ; adoptés - *Art. 225-10* (p. 2632) : accepte l'amendement n° 176 du Gouvernement (réclusion criminelle à perpétuité en cas de proxénétisme commis en recourant à des tortures ou à des actes de barbarie) - *Art. 225-11* : son amendement n° 121 : rétablissement de la période de sûreté pour proxénétisme hôtelier ; adopté - *Section 3 (Des conditions inhumaines de travail et d'hébergement)* (p. 2634) : son amendement n° 198 : substitution du terme d' « abusives » à celui d'« inhumaines » ; devenu sans objet - Accepte l'amendement n° 201 du Gouvernement (nouvel intitulé « Des conditions d'activité et d'hébergement contraires à la dignité de la personne ») - *Art. 225-17* (p. 2635) : s'oppose à l'amendement de précision n° 173 de M. Charles Lederman - *Art. 225-22* : son amendement de suppression n° 122 ; rejeté - *Art. 225-23* (p. 2636) : son amendement n° 123 : nouvelle rédaction de la peine d'affichage ; adopté - *Art. 225-25* (p. 2637) : son amendement n° 124 : caractère obligatoire du prononcé de l'interdiction du territoire en matière de proxénétisme ; adopté - *Art. 225-27* : son amendement rédactionnel n° 125 ; adopté - (p. 2638) : son amendement de coordination n° 126 ; adopté - *Art. 225-28* : son amendement de coordination n° 127 ; adopté - *Art. 226-2-1* : accepte l'amendement n° 177 du Gouvernement (prise en compte des dispositions introduites par la loi du 10 juillet 1991 relative au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications) - *Art. 226-5* (p. 2639) : son amendement de suppression n° 128 ; adopté - *Art. 226-6* : son amendement de coordination n° 129 ; adopté - *Art. 226-9* (p. 2640) : son amendement n° 130 : possibilité pour le parquet d'engager des poursuites ; adopté - *Art. 226-11* : son amendement de coordination n° 131 ; adopté - *Art. 226-12* (p. 2644) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 178 du Gouvernement (nouvelle rédaction de cet article) et sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 194 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - *Art. 226-17* : accepte l'amendement d'harmonisation n° 179 du Gouvernement - *Section 5 (Des atteintes aux droits de la personne résultant de traitements informatiques)* : son amendement n° 133 : suppression de la division section 5 ; adopté - *Art. 226-18* (p. 2646) : son amendement de suppression n° 134 ; adopté - - *Art. 226-18-1* : son amendement de suppression n° 135 ; adopté - *Art. 226-18-2* : son amendement de suppression n° 136 ; adopté - *Art. 226-18-3* : son amendement de suppression n° 137 ; adopté - *Art. 226-18-4* : son amendement de suppression n° 138 ; adopté - *Section 6 (Des peines complémentaires applicables aux personnes physiques)* (p. 2647) : son amendement rédactionnel n° 139 ; adopté - *Art. 226-19* : son amendement de coordination n° 140 ; adopté - *Art. 227-1* : s'oppose à l'amendement n° 8 du Gouvernement (réduction de la peine d'amende à 100 000 francs) - (p. 2648) : ses amendements, n° 141 : cas du délaissement qui a permis d'assurer la santé et la sécurité de l'enfant ; et n° 199 : peines prévues dans le cas d'un délaissement qui a permis d'assurer la sécurité et la santé de l'enfant ; adoptés - *Art. 227-2-1* : son amendement rédactionnel n° 142 ; adopté - *Art. 227-3* (p. 2650) : son amendement n° 143 : suppression du second alinéa du texte proposé pour l'article 227-3 ; adopté - *Après l'art. 227-3* : son amendement de conséquence n° 144 ; adopté - *Après l'art. 227-7* : son amendement n° 145 : tentative des infractions prévues aux articles 227-4 et 227-5 ; adopté - *Art. 227-9* : son amendement n° 146 : sanctions de la tentative ; adopté - *Art. 227-9-1* (p. 2651) : son amendement de coordination n° 147 ; adopté - *Art. 227-17* : son amendement n° 148 : maintien de l'incrimination actuelle d'incitation des mineurs à la débauche dans toute son étendue ; adopté - *Art. 227-18* (p. 2653) : son amendement de conséquence n° 149 ; adopté - *Art. 227-18-1 A* : son amendement de conséquence n° 150 ; adopté - *Art. 227-18-2* : son amendement n° 151 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; rejeté - *Section 6 (Dispositions générales)* (p. 2655) : son amendement rédactionnel n° 152 ; adopté - *Art. 227-19* : son amendement de conséquence n° 153 ; adopté - *Art. 227-21-1* : son amendement de coordination n° 154 ; adopté - *Après l'art. 227-21-1* (p. 2656) : son amendement n° 155 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - *Art. 228-1* : son amendement rédactionnel n° 156 ; adopté - **Seconde délibération** : demande une seconde délibération sur l'article 221-13 du code pénal relatif aux cas dans lesquels l'interdiction du territoire français n'est pas possible - *Art. 221-13* : son amendement n° 1 : rétablissement de cet article ; adopté.

JOSPIN (Lionel), *ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.*

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

Est nommé *ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale* le 16 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 17 mai 1991).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Déclaration de politique générale [n° **333 (90-91)**] (22 mai 1991) - **Déclarations du Gouvernement.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Ernest Cartigny : **Universités** (*Situation de l'Université de Villetaneuse*) (*JO* Débats du 19 avril 1991) (p. 550).

de Mme Hélène Luc : **Enseignement** (*Politique de l'école*) (*JO* Débats du 19 avril 1991) (p. 553).

de M. Guy Allouche : **Enseignement** (*Bilan de la rentrée scolaire 1991-1992*) (*JO* Débats du 18 octobre 1991) (p. 2984).

INTERVENTIONS

- Déclaration de politique générale du Gouvernement [n° **333 (90-91)**] - (22 mai 1991) - Lit à la tribune du Sénat le texte de la déclaration présentée à l'Assemblée nationale par Mme Edith Cresson, Premier ministre (p. 976, 980).

- Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur - (3 décembre 1991) (p. 4717, 4718) : éléments chiffrés - Politique éducative - Emplois - Population scolaire et universitaire - Personnels enseignants et d'encadrement - Démocratisation du système éducatif - (p. 4719) : contenu pédagogique des enseignements - Professionnalisation des enseignements - Instituts universitaires professionnalisés, IUP - Instituts universitaires de formation des maîtres, IUFM - Revalorisation des carrières - (p. 4720) : recrutement des enseignants - Rénovation progressive des structures éducatives - Partenariat - Schéma « Université 2000 » - Enseignement privé - Autonomie des établissements - (p. 4721) : modernisation du service public éducatif - (p. 4760) : « 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat » - Enseignement supérieur - IUFM - Plan de recrutement des personnels enseignants et ATOS - (p. 4761) : réseau scolaire rural - Syndicats enseignants - Plan « Université 2000 » - Enseignement supérieur - Conseil scientifique - (p. 4762) : enseignants hors du système éducatif - Revalorisation de la fonction enseignante - Réforme des cycles du primaire et des lycées - IUFM - Circulaires - Décentralisation et partenariat - (p. 4763) : prêts aux étudiants - Recrutement des enseignants-chercheurs - Premiers cycles universitaires - Ecoles en milieu rural - Contrats de recherche universitaire - Enseignants des établissements français à l'étranger - (p. 4764) : titularisation des personnels - Etablissements de la direction de l'enseignement français en Allemagne, DEFA - IUFM - Schéma départemental d'amélioration des services publics - (p. 4765) : recrutement et formation des maîtres du secteur privé - Forfait d'externat - Aides des collectivités locales - Inégalités sociales et régionales - Retard de paiement des salaires - Enseignants des collèges - (p. 4766) : IUFM - Egalité des chances - Prêts garantis - Formation des ingénieurs - Institut universitaire de France - Projet d'école ou d'établissement - Revalorisation de la fonction enseignante - (p. 4767) : IUFM - Personnels d'encadrement - Enseignement privé - Formation disciplinaire et professionnelle - Plan « Université 2000 » - Réforme des premiers cycles universitaires - Recherche universitaire - Inscription des Français vivants hors de France dans les universités françaises - (p. 4768) : intégration des professeurs étrangers - DEFA - Insécurité à l'école - Ecoles en milieu rural - Plan pluriannuel de recrutement - IUFM - Personnels ATOS - Illétrisme - Deuxième langue optionnelle ; arts plastiques et matières scientifiques - Partenariat - (p. 4769) : insécurité à l'école - Formation en alternance - Crise du recrutement - Lorraine - Plan « Université 2000 » - Technologies nouvelles - Système scolaire de Wallis-et-Futuna.

- Projet de loi modifiant la loi n° 89-186 du 10 juillet 1989 d'orientation sur l'éducation et visant à permettre la représentation des élèves des lycées au Conseil supérieur de l'éducation [n° 111 (91-92)] - (12 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5298) : engagement pris par le Gouvernement lors du mouvement lycéen de 1990 - Conseils des délégués des élèves - Conseils académiques de la vie lycéenne - Plan d'urgence pour les lycées - (p. 5299) : représentation lycéenne au Conseil supérieur de l'éducation - Modalités de désignation des représentants lycéens - **Art. 1er** (*représentation des élèves au Conseil supérieur de l'éducation*) (p. 5300) : s'oppose à l'amendement n° 1 de Mme Hélène Luc (amélioration et harmonisation de la composition des conseils académiques de la vie lycéenne) - (p. 5301) : éléments d'appréciation sur l'activité du Conseil supérieur de l'éducation.

JOURDAIN (André), sénateur du Jura (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement du second cycle de l'enseignement public du second degré jusqu'au 31 mai 1991.

JOXE (Pierre), *ministre de l'intérieur.*

Puis nommé *ministre de la défense* le 29 janvier 1991 (*JO* Lois et décrets du 30 janvier 1991).

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

Est nommé *ministre de la défense* le 16 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 17 mai 1991).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Déclaration du Gouvernement sur les orientations politiques de la défense [n° **395 (90-91)**] (18 juin 1991) - **Défense.**

Projet de loi modifiant certaines limites d'âge des militaires et modifiant l'article 27 de la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991 portant dispositions relatives à la santé publique et aux assurances sociales [n° **459 (90-91)**] (11 juillet 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Pensions civiles et militaires de retraite.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions orales sans débat :

n° **320** de M. Jean Boyer : **Gendarmerie** (*Augmentation des effectifs de la gendarmerie nationale en zone rurale*) (*JO* Lois et décrets du 8 juin 1991) (p. 1468).

INTERVENTIONS

- Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique de défense, suivie d'un débat [n° 395 (90-91)] - (18 juin 1991) (p. 1748) : débat à l'Assemblée nationale - Guerre du Golfe persique - Rapport d'information de la commis-

sion des affaires étrangères du Sénat - Force de dissuasion nucléaire - (p. 1749) : armes chimiques - Désarmement - Technologies nouvelles - Situation de l'armée française - Domaine naval - Logistique - Coopération entre capacités civiles et militaires - (p. 1750) : dépenses militaires - Programmation et planification - (p. 1751) : évolution des programmes - Travaux du Parlement - Situation internationale - Défense européenne - Avenir de l'OTAN - Disparition du Pacte de Varsovie - (p. 1752) : industries d'armement - Coopération européenne - Plan « Armées 2000 » - Conscription - Rénovation du service militaire - (p. 1753) : nouvelles technologies - Domaine spatial - Recherche - Formation - (p. 1780) : sécurité - (p. 1781) : service national - Forces de dissuasion nucléaire - Europe - Forces françaises en Allemagne - Crédits militaires - (p. 1782) : loi de programmation militaire - Recherche - Coopération internationale - Plan « Armées 2000 » - Force de dissuasion nucléaire - Force d'action rapide, FAR - (p. 1783) : équipements - Programmation militaire - Opinion publique - Mission civile des armées - Désarmement - Exportation d'armes - Force de dissuasion nucléaire - Forces françaises en Allemagne - (p. 1784) : guerre du Golfe persique - Marine - Armée de terre - (p. 1785) : OTAN - Force de dissuasion nucléaire - Coût des équipements - Europe - Armes chimiques - Service national - (p. 1786) : défense du territoire.

– **Projet de loi modifiant le code du service national [n° 3 (91-92)]** - (23 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3118) : service national - Politique de défense - Réduction de la durée du service militaire - Rôle de la conscription - (p. 3119) : guerre du Golfe persique - Opération Daguet - Coût de la transformation de l'armée de conscription en une armée de métier - Importance des réformes, des dispenses et des exemptions - Favorable au principe de la conscription universelle - (p. 3120) : création du service de sécurité civile - Service national égalitaire et universel - Réduction des effectifs militaires - Nouvelle organisation opérationnelle : disponibilité opérationnelle différée, disponibilité continue - (p. 3121) : évolution de la défense - (p. 3144) : droits du Parlement - Chronologie de la réforme du service national - (p. 3145) : rétroactivité de la loi - Nombreux partisans du service national - Respect des droits du Parlement - Réduction de la durée du service militaire - Inégalités et formes civiles du service national - Droit d'amendement - (p. 3146) : coopération et actions de caractère humanitaire - Loi de programmation militaire - Réduction des forces armées - (p. 3147) : augmentation des dépenses d'équipement pour l'espace - Défavorable au service en entreprise - Emploi des appelés hors d'Europe - Favorable au maintien du service militaire - Coopération européenne - (p. 3148) : développement de la coopération franco-allemande - Durée du service militaire pour les scientifiques du contingent et pour les médecins - Service de santé des armées - Opposé à la réduction de la durée du service national des objecteurs de conscience - Absence de compétences du Parlement européen en matière de service national - Actions humanitaires accomplies par les forces armées - (p. 3149) : diminution du nombre d'engagements - Participation des appelés à des conflits extérieurs - Article L. 70 du code du service national - Adaptation et renforcement de l'universalité du service national - Droits et libertés des appelés - Statut des militaires - Différentes formes de service civil - Extension du service national aux gardiens de la paix auxiliaires.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Défense - (26 novembre 1991) (p. 4309) : contexte international - Actions humanitaires - Traités internationaux - (p. 4310) : Europe - Force de dissuasion nucléaire - Forces conventionnelles - (p. 4311) : encadrement des armées - Fonctions « interarmées » - Programme spatial militaire - Défense européenne - Format des armées - Conscription - (p. 4312) : réservistes - Forces stationnées en Allemagne - Implantation militaire sur le territoire national - Amélioration de la condition des personnels civils et militaires - Equipement des armées - Gendarmerie nationale - (p. 4313) : recherche - Industrie de l'armement - Fonds pour les restructurations de la défense - Modernisation - (p. 4341) : information du Parlement - Comité des prix de revient des programmes d'armement - Nomenclature budgétaire - Conditions d'exécution du budget 1991 - Gendarmerie - (p. 4342) : armée professionnelle - Force nucléaire et essais nucléaires - Désarmement - (p. 4343) : budget de la défense - Suppression d'unités militaires - Statut général des militaires - Règlement de la gendarmerie - (p. 4344) : police judiciaire - Organisation de la sécurité intérieure.

JUNG (Louis), sénateur du Bas-Rhin (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

– Membre titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom des délégués élus par le Sénat, sur les travaux de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe au cours des 40e et 41e sessions ordinaires (1988-1989 et 1989-1990) de cette assemblée, adressé à M. le Président du Sénat, en application de l'article 108 du Règlement [n° **446 (90-91)**] (3 juillet 1991) - **Conseil de l'Europe.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **176 (91-92)**] adopté par l'Assemblée nationale autorisant l'approbation d'un protocole complémentaire entre les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, de la République française et du Grand-Duché de Luxembourg au protocole entre les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, de la République française et du Grand-Duché de Luxembourg concernant la constitution d'une commission internationale pour la protection de la Moselle contre la pollution, signé à Paris le 20 décembre 1961, et au protocole entre les Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et de la République française concernant la constitution d'une commission internationale pour la protection de la Sarre contre la pollution, signé à Paris le 20 décembre 1961, relatif à la création d'un secrétariat commun signé à Bruxelles le 22 mars 1990 [n° **181 (91-92)**] (13 décembre 1991) - **Traités et conventions.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi autorisant la ratification d'un traité entre la République française et les Länder de Bade-Wurtemberg, de l'Etat libre de Bavière, de Berlin, de la ville libre hanséatique de Brême, de la ville libre et hanséatique de Hambourg, de Hesse, de Basse-Saxe, de Rhénanie, du Nord-Westphalie, de Rhénanie-Palatinat, de Sarre, du Schleswig-Holstein sur la chaîne culturelle européenne [n° 225 (90-91)]** - (14 mai 1991) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 226) (p. 920) : communication européenne - Strasbourg - Länder allemands.

– **Projet de loi complétant l'article 26 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication [n° 226 (90-91)]** - (14 mai 1991) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 225) - Voir intervention sous le projet n° 225 (p. 920).

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes [n° 354 (90-91)]** - (27 juin 1991) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 356) (p. 2204) : construction européenne - Communauté économique européenne, CEE - (p. 2205) : candidatures d'adhésion à la CEE - Immigration - Frontières - Traité de Rome - (p. 2206) : accord de réadmission passé avec la Pologne - Lutte contre les trafics illicites - Harmonisation des législations - Souveraineté nationale - Droit d'asile - Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de loi.

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République italienne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 [n° 356 (90-91)] - (27 juin 1991) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 354) : voir intervention sous le projet n° 354 (p. 2204, 2206).

– Projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives [n° 433 (90-91)] - (7 novembre 1991) - **Après l'art. 51** (p. 3624, 3625) : ses amendements n° 43 (banalisation des prêts du Crédit mutuel) et n° 44 (banalisation des prêts du Crédit coopératif), soutenus par M. Louis de Catuelan ; retirés.

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Discussion des articles de la première partie :

(20 novembre 1991) - **Après l'art. 2** (p. 3903) : son amendement n° I-8 : déduction pour frais de transport entre le domicile et le lieu de travail ; retiré - **Après l'art. 7** (p. 3914) : son amendement n° I-16 : augmentation du montant des frais funéraires déductibles de l'actif d'une succession ; retiré - (p. 3917) : intervient sur l'amendement n° I-155 de M. Jacques-Richard Delong (réduction de la taxe au profit des récoltants familiaux, dans la limite de 10 litres d'alcool pur) - Europe.

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Après l'art. 18 bis** (p. 3985) : son amendement n° I-40 : report de l'augmentation du taux de TVA sur les produits de la sylviculture ; retiré.

Deuxième partie :

Anciens combattants - (3 décembre 1991) - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 4716) : ne votera pas ces crédits - Retrait de la carte de combattant à certains « Malgré nous ».

Affaires étrangères - (5 décembre 1991) (p. 4858, 4859) : contexte international - Relations franco-allemandes - Sommet de Maastricht - Union politique et union économique et monétaire européennes - Approfondissement et élargissement de la Communauté européenne - Contrôle parlementaire - Europe de la défense - (p. 4860) : votera ce projet de budget.

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole complémentaire entre les gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, de la République française et du Grand-duché de Luxembourg au protocole entre les gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, de la République française et du Grand-duché de Luxembourg concernant la constitution d'une commission internationale pour la protection de la Moselle contre la pollution, signé à Paris le 20 décembre 1961, et au protocole entre les gouvernements de la République fédérale d'Allemagne et de la République française concernant la constitution d'une commission internationale pour la protection de la Sarre contre la pollution, signé à Paris le 20 décembre 1961, relatif à la création d'un secrétariat commun, signé à Bruxelles le 22 mars 1990 [n° 176 (91-92)] - (20 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5665) : amélioration du fonctionnement des commissions internationales chargées de la protection de la Moselle et de la Sarre contre la pollution.

– Projet de loi autorisant la ratification du traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (ensemble huit protocoles), signé à Paris le 19 novembre 1990, ainsi que trois déclarations faites le même jour, deux déclarations faites le 14 juin 1991 et deux déclarations faites le 18 octobre 1991 [n° 178 (91-92)] - (20 décembre 1991) - **Art. unique** (p. 5670) : avec le groupe de l'UC, votera ce texte - Rôle de l'Europe.

K

KAUSS (Paul), sénateur du Bas-Rhin (RPR).

Décédé le 3 novembre 1991 (*JO* Lois et décrets du 4 novembre 1991) - Eloge funèbre le 10 décembre 1991.

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

KIEJMAN (Georges), *ministre délégué auprès du garde des sceaux, ministre de la justice.*

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

Est nommé *ministre délégué à la communication* le 16 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 17 mai 1991).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi, présenté avec M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, porte-parole du Gouvernement, modifiant les articles 27, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication [n° **2 (91-92)**] (2 octobre 1991) - **Communication audiovisuelle.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions orales sans débat :

n° **287** de M. Jean Simonin : **Anciens combattants et victimes du guerre** (*Possibilité offerte aux associations d'anciens combattants de se porter partie civile en cas d'injures à l'encontre de l'armée*) (*JO* Débats du 20 avril 1991) (p. 585).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes** [n° **214 (88-89)**] - (23 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 596) : nouvelles atteintes à l'ordre social : terrorisme, délinquance, trafic de drogue - Nouveaux impératifs : santé des consommateurs et sécurité des travailleurs - Peine de sûreté - Accords internationaux - (p. 597) : convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales de 1950 - Adaptation du code pénal à la vie actuelle - Accidents de la circulation - Violence conjugale - Crimes contre l'humanité - Trafic de drogue - Proxénétisme - Délit du fait d'exposer autrui à un risque immédiat de mort - Accidents du travail - Délinquance routière - (p. 598) : protection des mineurs - Violence conjugale - Appels téléphoniques malveillants - Libertés publiques - Provocation au suicide - Viol - (p. 599) : peines et amendes - Protection des faibles et de la famille - **Question préalable** (p. 604, 605) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Souligne que l'accord intervenu sur le livre I^er^ du code pénal au sein de la commission mixte paritaire pourrait donner lieu à des aménagements techniques si des incohérences apparaissaient à la fin de l'examen de l'ensemble des livres - **Discussion générale (suite)** (p. 611) : organisation des débats du Sénat - (p. 614) : lutte contre le trafic de drogue - (p. 615) : peine de mort - Responsabilité maximale assortie de la peine maximale - Echelle des peines - Nécessité d'envisager un code pénal européen, voire universel - Rôle du magistrat en matière de détermination du montant de l'amende - Principe de légalité des peines et des infractions - (p. 616) : crimes contre l'humanité - Rôle des magistrats.

Suite de la discussion - (24 avril 1991) - **Art. unique** (*Livre II : répression des crimes et délits contre les personnes*) - *Art. 211-1 du code pénal (génocide)* (p. 627) : s'oppose aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° 157 (utilisation des termes « jusqu'à » afin de définir les peines plafond) et n° 158 (utilisation des termes « au plus » pour définir les peines plafond) - (p. 629) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (condamnation appliquée au crime de génocide et peine de sûreté) - *Art. 211-2 (autres crimes contre l'humanité)* (p. 631) : s'oppose aux amendements n° 176 de M. Charles Lederman (définition des autres crimes contre l'humanité) et n° 3 de la commission (éléments de composition des crimes contre l'humanité) - *Art. 211-3 (participation à un groupement formé ou à une entente établie en vue de commettre un génocide ou un autre crime contre l'humanité)* (p. 632) : accepte l'amendement n° 4 de la commission (peine encourue en ces cas) et demande le retrait du sous-amendement de forme n° 307 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - *Après l'art. 211-4* (p. 634) : sur l'amendement n° 5 de la commission (interdiction du territoire français prononcée à titre définitif à l'encontre d'un étranger qui s'y est rendu coupable d'un crime contre l'humanité), son sous-amendement n° 265 ; rejeté - *Art. 221-1 (meurtre)* (p. 636) : s'oppose aux amendements n° 177 de M. Charles Lederman (réduction des peines) et n° 6 de la commission (peine encourue en cas d'homicide et peine de sûreté) - Problème de la peine de sûreté obligatoire - Nécessité de préserver davantage l'individualisation de la peine - (p. 637) : aurait souhaité une peine de sûreté facultative dans l'hypothèse du meurtre simple, en application de la théorie de l'individualisation des peines - (p. 639) : portée juridique des accords intervenus au sein de la commission mixte paritaire - *Art. 221-2 (meurtre en concours avec une autre infraction)* (p. 642) : accepte l'amendement n° 7 de la commission (suppression de la notion d'instigateur) - *Art. 221-3 (assassinat)* : accepte l'amendement n° 8 de la commission (peine de sûreté) - *Art. 221-4 (meurtres en concours)* : accepte l'amendement de suppression n° 9 de la commission - *Art. 221-5 (meurtre aggravé de tortures ou d'acte de barbarie)* : accepte l'amendement de suppression n° 10 de la commission - *Art. 221-6 (meurtre aggravé en raison de la vulnérabilité de la victime)* (p. 643, 644) : accepte les amendements de la commission n° 11 (cas de l'état de grossesse) et n° 12 (condamnation assortie d'une peine de sûreté) - *Art. 221-7 (meurtre aggravé en raison de la qualité de la victime)* : accepte l'amendement de coordination n° 13 de la commission - (p. 645) : son amendement n° 309 : sanction pénale dès lors que la qualité de la victime est apparente ou connue de l'auteur ; adopté - *Après l'art. 221-7* : parricide - (p. 648, 649) : s'oppose à l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement de l'incrimination d'empoisonnement) - *Art. 221-8 (homicide involontaire)* (p. 650, 651) : s'oppose aux amendements n° 16 (rétablissement de la notion de maladresse) et n° 17 (introduction de l'expression d'inobservation des règlements) de la commission - (p. 652) : s'oppose à l'amendement n° 179 de M. Charles Lederman (réduction des peines) - *Après l'art. 221-8* : s'oppose à l'amendement n° 180 de M. Charles Lederman (responsabilité pénale du supérieur hiérarchique et du préposé) - *Art. 221-9 (responsabilité pénale des personnes morales pour homicide involontaire)* (p. 654) : s'oppose à l'amendement n° 181 de M. Charles Lederman (sanctions pénales à l'encontre des personnes morales) - Accepte l'amendement n° 18 de la commission (coordination avec le livre I^er^ du code pénal et peine de fermeture de l'établissement) - *Après l'art. 221-11* (p. 655) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 19 de la commission (possibilité de prononcer l'interdiction de séjour comme peine complémentaire dans le cas des infractions les plus graves) - (p. 656) : s'oppose à l'amendement n° 20 de la commission (prononcé obligatoire de l'interdiction du territoire français à l'encontre des étrangers coupables des infractions les plus graves ; durée et exceptions) et accepte le sous-amendement n° 160 de M. Michel Dreyfus-Schmidt portant sur ce même amendement - *Art. 222-1 (tortures et actes de barbarie)* (p. 658) : s'oppose à l'amendement n° 182 de M. Charles Lederman (réduction des peines) - (p. 659) : accepte l'amendement n° 21 de la commission (condamnation assortie d'une peine de sûreté) - *Après l'art. 222-1* : s'oppose à

l'amendement n° 22 de la commission (peine de réclusion criminelle à perpétuité en cas de torture ou barbarie accompagnant un crime autre que le meurtre ou le viol) - *Art. 222-2 (tortures et actes de barbarie : circonstances aggravantes en raison de la vulnérabilité de la victime, de la qualité de l'auteur ou en raison d'une concomitance avec une agression sexuelle)* (p. 660) : accepte l'amendement n° 23 de la commission (introduction de circonstances aggravantes pour les tortures et barbarie) et s'oppose à l'amendement n° 183 de M. Charles Lederman (cas de l'état de grossesse apparente) - *Art. 222-3 (tortures et barbarie dont il résulte une mutilation ou une infirmité permanente)* (p. 661) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de la commission n° 24 (augmentation à trente ans de la peine de réclusion criminelle) et n° 25 (instauration d'une peine de sûreté pour ce crime) - *Art. 222-4 (tortures et barbarie ayant entraîné la mort)* s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 26 de la commission (instauration d'une peine de sûreté pour les tortures et actes de barbarie ayant entraîné la mort) - *Art. 222-5 (violences mortelles)* : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de la commission, n° 27 (augmentation de la sanction pénale en cas de violence ayant entraîné la mort sans intention de la donner) et n° 28 (peine de sûreté en cas de violence ayant entraîné la mort sans intention de la donner) - *Art. 222-6 (violences mortelles aggravées en raison des conditions d'exécution du crime, de la vulnérabilité de la victime, de la personnalité de l'auteur ou de la qualité de la victime)* (p. 663) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 29 de la commission (cas où la peine encourue est portée à trente ans de réclusion criminelle) - *Art. 222-7 (sanctions pénales lorsque l'infraction définie à l'article 222-5 est commise dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice des fonctions des personnes en relation avec la justice)* (p. 664) : accepte l'amendement de suppression pour coordination n° 30 de la commission - *Art. 222-8 (violences habituelles sur une personne vulnérable ayant entraîné la mort)* : s'oppose à l'amendement n° 189 de M. Charles Lederman (réduction des peines) et accepte l'amendement n° 31 de la commission (réclusion criminelle à perpétuité dans le cas de violences habituelles et mortelles sur un mineur ou une personne vulnérable) - *Art. 222-9 (violences ayant entraîne une mutilation ou une infirmité permanente)* : accepte l'amendement n° 32 de la commission (maintien à dix ans de la peine maximale encourue) - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 266 ; adopté - *Art. 222-9 (violences ayant entraîné une mutilation ou une infirmité permanente)* (p. 665) : rôle de l'Etat en ce qui concerne l'indemnisation des victimes - *Art. 222-10 (violences ayant entraîné une mutilation ou une infirmité permanente : circonstances aggravantes)* (p. 666) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 33 de la commission (peines encourues portées à vingt ans de réclusion criminelle lorsque l'infraction est commise par un ascendant légitime, naturel ou adoptif ou par toute personne ayant autorité sur le mineur ou chargé d'exercer à son égard l'autorité parentale) - *Après l'art. 222-10* (p. 666) : accepte l'amendement n° 34 de la commission (violences habituelles sur une personne vulnérable ayant entraîné une mutilation ou une infirmité permanente) - *Art. 222-11 (violences ayant entraîné une maladie ou une incapacité de travail de plus de huit jours)* : s'oppose à l'amendement n° 193 de M. Charles Lederman (sanctions pénales) - *Art. 222-12 (violences ayant entraîné une maladie ou une incapacité de plus de huit jours : circonstances aggravantes)* (p. 667) : accepte l'amendement de la commission n° 35 (peines encourues portées à dix ans de réclusion criminelle et 1 000 000 francs d'amende) et demande au Sénat de renoncer à la peine obligatoire de sûreté - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 286 ; retiré - *Après l'art. 222-12* (p. 668) : accepte l'amendement n° 36 de la commission (violences habituelles sur une personne vulnérable ayant entraîné une maladie ou une incapacité de travail de plus de huit jours) - *Art. 222-13 (violences n'ayant pas entraîné une maladie ou une incapacité de travail de plus de huit jours commises dans certaines circonstances)* (p. 668) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 37 de la commission (augmentation des peines maximales de réclusion criminelle et d'amende) - *Après l'art. 222-13* (p. 668) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 38 de la commission (violences habituelles sur une personne vulnérable n'ayant pas entraîné une maladie ou une incapacité de travail de plus de huit jours : sanctions pénales) - *Art. 222-14 (administration de substances nuisibles)* (p. 669) : s'oppose à l'amendement n° 39 de la commission (répression de l'administration de substances nuisibles en fonction de l'atteinte qui en résulte).

Suite de la discussion - (25 avril 1991) - **Art. unique (suite)** - *Art. 222-20 du code pénal (viols)* (p. 725) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 47 (renforcement de la peine) et demande le retrait du n° 48 (instauration d'une période de sûreté) - *Art. 222-21 et 222-22 (viols aggravés)* (p. 726) : accepte l'amendement n° 49 de la commission (regroupement des articles 222-21 et 222-22 du code pénal et renforcement de la peine) ; sur celui-ci son sous-amendement n° 267 ; adopté - (p. 728) : sur l'amendement n° 49 de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 311 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - *Art. 222-23 (viol ayant entraîné la mort de la victime)* (p. 729) : accepte l'amendement rédactionnel n° 51 de la commission ; sur celui-ci s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 312 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - *Art. 222-24 (viol en concours avec d'autres crimes)* (p. 730) : accepte l'amendement n° 52 de la commission (répression du viol suivi de meurtre et précédé ou accompagné de tortures ou d'actes de barbarie) - *Avant l'art. 222-25 et après l'art. 227-18* (p. 731) : son amendement n° 283 : diminution des peines réservées aux mineurs ; rejeté (par priorité) - (p. 732) : volonté de protéger les mineurs - *Art. 222-25 (répression des agressions sexuelles autre que le viol sur des mineurs de quinze ans ou des personnes particulièrement vulnérables)* (p. 735) : s'oppose à l'amendement n° 56 de la commission (aggravation de la peine) - *Art. 222-26 (atteintes et agressions sexuelles ayant entraîné une blessure ou une lésion ou commise par un ascendant de la victime ou une personne ayant autorité sur elle)* (p. 736) : s'oppose à l'amendement n° 57 de la commission (répression et fixation d'une période de sûreté) - Son amendement n° 268 : répression et énumération explicite des circonstances aggravantes ; devenu sans objet - *Art. 222-27 (atteintes et agressions sexuelles sur les mineurs et autres personnes vulnérables commises par plusieurs personnes ou avec une arme)* (p. 736) : son amendement de suppression n° 269 ; retiré au profit de l'amendement de suppression n° 58 de la commission - *Après l'art. 222-27 et après l'art. 227-18* (p. 737) : son amendement n° 284 : répression des atteintes sexuelles sans violence sur un mineur de 15 à 18 ans lorsqu'elles sont exercées par un ascendant ou toute autre personne ayant autorité sur la victime ; adopté (par priorité) - Sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 314 de la commission - (p. 738) : s'oppose aux amendements de la commission, n° 60 (qualification pénale pour des agressions sexuelles sur les mineurs de quinze à dix-huit ans) et n° 61 (agression sexuelle sur des mineurs de quinze à dix-huit ans avec circonstances aggravantes) - *Art. 222-28 (agressions sexuelles sur des personnes majeures non vulnérables)* (p. 739) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 210 de M. Charles Lederman (application d'une peine fixe) et s'oppose à l'amendement n° 62 de la commission (maintien de la peine de cinq ans d'emprisonnement) - *Art. 222-29 et 222-30 (agression sexuelle sur des personnes majeures non vulnérables : circonstances aggravantes)* : son amendement n° 270 : énumération des circonstances aggravantes ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement n° 63 de la commission (diminution de la peine et regroupement des dispositions figurant aux articles 222-29 et 222-30) - (p. 740) : son amendement n° 271, identique à l'amendement n° 64 de la commission (suppression du texte proposé pour l'article 222-30) ; adopté - *Art. 222-31 (répression de la tentative des délits à caractère sexuel)* : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 65 de la commission - *Art. 222-32 (exhibition sexuelle)* (p. 741) : s'oppose à l'amendement n° 213 de M. Charles Lederman (diminution de la peine) - Corrélation entre la peine d'emprisonnement et la peine d'amende - **Motion tendant au renvoi en commission** (p. 744) : s'oppose à la motion n° 175 de Mme Hélène Luc tendant au renvoi en

commission des articles 222-33 à 222-35 - Trafic de stupéfiants.

Suite de la discussion - (30 avril 1991) - **Art. unique (suite)** - *Section 4 - (Du trafic organisé de stupéfiants)* (p. 799) : son amendement n° 287 : rédaction de l'intitulé de la division : Du trafic de stupéfiants ; adopté - Péril social causé par la drogue - Intégration dans le code pénal des dispositions relatives au trafic de stupéfiants - *Art. 222-33 du code pénal (participation à un groupement établi en vue de fabriquer, produire, céder, transformer, importer ou exporter des stupéfiants)* (p. 800) : son amendement n° 288 : regroupement au sein du code pénal des principales incriminations ; adopté - *Art. 222-34 (cas d'aggravation de la peine)* (p. 802) : concertation entre les différents services de police - Son amendement n° 289 : dispositions pouvant permettre l'engagement de poursuites correctionnelles ; adopté - *Après l'art. 222-34* (p. 803) : accepte l'amendement n° 69 de la commission (délit de blanchiment des produits du trafic) ; sur celui-ci, son sous-amendement n° 290 ; adopté - (p. 805) : son amendement n° 291 : répression de la cession ou de l'offre illicite de stupéfiants à une personne en vue de sa consommation ; adopté après modification par le sous-amendement n° 306 de la commission auquel il s'oppose - (p. 806) : son amendement de coordination n° 292 ; adopté - *Art. 222-35 (responsabilité pénale des personnes morales se livrant au trafic)* : son amendement n° 293 : engagement de la responsabilité des personnes morales ; adopté - Accepte l'amendement de coordination n° 71 de la commission - *Après l'art. 222-35* (p. 807) : sur les amendements de la commission, demande le retrait du n° 72 (mesures conservatoires en matière de trafic de stupéfiants) et la réserve du n° 73 (peines de confiscation à l'égard des grands trafiquants de stupéfiants), jusqu'après l'examen de son amendement n° 295 - Son amendement n° 294 : introduction dans le code pénal des dispositions régissant les repentis ; adopté - *Art. 222-38 (interdiction de séjour)* (p. 808) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 214 de M. Charles Lederman, ainsi qu'à l'amendement n° 75 de la commission (extension des cas d'interdiction de séjour) - *Art. 222-39 (interdiction du territoire français)* (p. 809) : s'oppose aux amendements de la commission n° 76 (suppression de certaines exceptions à l'interdiction du territoire), n° 77 de coordination, et n° 78 (interdiction du territoire en cas d'atteinte volontaire à l'intégrité et d'agression sexuelle, ainsi que pour toutes les infractions concernant les stupéfiants) - (p. 810) : son amendement n° 298 : interdiction du territoire à l'encontre des trafiquants de stupéfiants ; devenu sans objet - *Après l'art. 222-39 ou après l'art. 222-35* : son amendement n° 297 : introduction d'une division additionnelle : section VI : dispositions communes aux personnes physiques et aux personnes morales ; adopté - (p. 811) : ses amendements n° 295 : peines de confiscation à l'égard des grands trafiquants de stupéfiants ; et n° 296 : fermeture d'un lieu ouvert au public à la suite de trafic de stupéfiants ; adoptés - *Art. 223-1 (exposition d'autrui à un risque immédiat de mort par la violation d'une obligation de sécurité)* (p. 812) : violations délibérées d'obligations de sécurité - Obligations de sécurité dans le domaine du droit du travail - (p. 814) : trafic de stupéfiants - (p. 815) : circulation routière - Objet du code pénal - (p. 816) : corps judiciaire - *Après l'art. 223-1* (p. 818) : s'oppose à l'amendement n° 215 de M. Charles Lederman (responsabilité des accidents du travail) - *Art. 223-2 (responsabilité pénale des personnes morales pour les infractions définies par l'article 223-1)* : s'oppose à l'amendement n° 216 de M. Charles Lederman (exclusion de certains organismes et groupements du champ d'application de cet article) - (p. 819) : accepte l'amendement de coordination n° 80 de la commission - *Art. 223-3 (délaissement d'une personne fragile)* : s'oppose à l'amendement n° 217 de M. Charles Lederman (diminution de la répression en cas de délaissement d'une personne fragile) - *Art. 223-4 (délaissement aggravé)* (p. 820) : s'oppose à l'amendement n° 218 de M. Charles Lederman (diminution de la peine d'emprisonnement en cas de délaissement aggravé) - *Art. 223-5 (entrave à l'arrivée de secours)* : s'oppose à l'amendement n° 219 de M. Charles Lederman (diminution de l'amende en cas d'entrave à l'arrivée des secours) - *Art. 223-6 (refus d'empêcher une infraction ou de porter secours à une personne en péril)* : s'oppose à l'amendement n° 220 de M. Charles Lederman (diminution de l'amende prévue) - *Art. 223-7 (refus de mettre en oeuvre des mesures permettant de combattre un sinistre)* : s'oppose à l'amendement n° 221 de M. Charles Lederman (diminution de l'amende prévue) - *Section 4 (expérimentation sur la personne humaine)* (p. 821) : demande le retrait de l'amendement n° 171 de M. Franck Sérusclat (modification de l'intitulé de la section 4 du chapitre III du titre II : « Des recherches biomédicales ») - *Art. 223-8 (expérimentation sur la personne)* (p. 822) : demande le retrait de l'amendement n° 172 de M. Franck Sérusclat (reprise de dispositions de la loi relative à la protection des personnes se prêtant à des recherches biomédicales) - Son amendement n° 301 : prise en compte des dispositions de la loi relative à la protection des personnes se prêtant à des recherches biomédicales ; adopté - *Art. 223-9 (responsabilité des personnes morales en ce qui concerne l'infraction définie à l'article 223-8)* (p. 824) : s'oppose à l'amendement n° 223 de M. Charles Lederman (exclusion des groupements de collectivités publiques, des partis et groupements politiques, des syndicats professionnels, des associations à but non lucratif et des institutions représentatives du personnel, des personnes morales susceptibles d'encourir certaines poursuites) - Accepte l'amendement de coordination n° 81 de la commission - *Art. 223-11 (interruption illégale de la grossesse)* (p. 826) : s'oppose à l'amendement n° 224 de M. Charles Lederman (modification du délai de pratique de l'interruption volontaire de grossesse et suppression de la peine d'emprisonnement pour le médecin pratiquant une interruption volontaire de grossesse hors délai), ainsi qu'aux amendements de la commission, n° 82 (retour au droit actuel quant à la peine applicable pour l'interruption illégale de grossesse pratiquée occasionnellement) et n° 83 (retour au droit actuel quant à l'interruption illégale de grossesse pratiquée habituellement) - *Après l'art. 223-11* (p. 827) : s'oppose à l'amendement n° 225 de M. Charles Lederman (sanction de l'interruption de grossesse pratiquée par une personne n'appartenant pas au corps médical) - (p. 828) : loi Veil - Remboursement de l'interruption volontaire de grossesse - Contraception - (p. 829) : condamnation à l'encontre d'une femme ayant pratiqué sur elle-même une interruption volontaire de grossesse - (p. 830) : répression pénale de l'avortement pratiqué par les femmes sur elles-mêmes - Information et liberté - (p. 833) : responsabilité de la femme - Retour en arrière en cas d'adoption de l'amendement n° 84 de la commission (interruption illégale de la grossesse par le fait de la femme elle-même) - (p. 834) : s'oppose à la demande de réserve du vote sur l'amendement n° 84 de la commission (interruption illégale de la grossesse par le fait de la femme elle-même) - *Art. 223-15 (interdiction d'exercer une activité médicale ou paramédicale)* (p. 835) : s'oppose à l'amendement n° 227 de M. Charles Lederman (suppression de l'interdiction définitive d'exercer une activité de nature médicale ou paramédicale) - *Chapitre IV (des atteintes aux libertés de la personne) - Section 1 (des atteintes à la liberté d'aller et de venir)* (p. 836) : s'oppose à l'amendement n° 85 de la commission (modification de la rédaction de l'intitulé de la section 1 : « De l'enlèvement et de la séquestration ») - *Art. 224-1 (enlèvement et séquestration)* (p. 837) : s'oppose à l'amendement n° 228 de M. Charles Lederman (réduction des peines et aménagement de leurs conditions d'application) - Accepte l'amendement n° 86 de la commission (droit actuellement en vigueur pour le crime d'enlèvement et de séquestration et application de la période de sûreté) - (p. 838) : sur l'amendement n° 86 de la commission (droit actuellement en vigueur pour le crime d'enlèvement et de séquestration et application de la période de sûreté), accepte le sous-amendement n° 315 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - *Art. 224-2 (enlèvement ou séquestration ayant entraîné une mutilation ou une infirmité permanente -enlèvement ou séquestration accompagné de tortures ou d'actes de barbarie ou suivi de la mort de la victime)* : s'oppose à l'amendement n° 229 de M. Charles Lederman (maintien d'une peine de vingt ans) et accepte l'amendement n° 87 de la commission (application de la période de sûreté) - *Art. 224-3 (enlèvement ou séquestration commis en bande organisée ou à l'égard de plusieurs personnes)* (p. 840) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 230 (maintien de la peine de vingt

ans) et n° 231 (exemption de poursuite pour les actions concertées commises à l'occasion d'un conflit du travail) - Sur les amendements de la commission, accepte le n° 88 de coordination et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 89 (période de sûreté pour la peine applicable à l'enlèvement et la séquestration aggravés) - Application de la période de sûreté - Atteinte à l'intégrité physique.

– Projet de loi modifiant le code de l'organisation judiciaire et instituant la saisine pour avis de la Cour de cassation [n° 292 (90-91)] - (7 mai 1991) - **Discussion générale** (p. 875) : jurisprudence - Prévention du contentieux - Conditions de saisine - Formation de la Cour de cassation - Poursuites pénales - (p. 876) : avis de la Cour de cassation - Liberté du juge - **Exception d'irrecevabilité** (p. 881, 882) : intervient contre la motion n° 3 de M. Charles Lederman, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Egalité devant la justice - Double degré de juridiction - Constitutionnalité - Impartialité - Saisine préalable - Conseil d'Etat - Arrêts de règlement - Délai et procédure judiciaire - **Art. 1er** (*saisine pour avis de la Cour de cassation*) (p. 883) : avis préalable - S'oppose à l'amendement n° 4 de M. Charles Lederman (délai de suspension du litige) - (p. 884) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Charles Lederman (assistance d'un avocat) - (p. 885) : s'oppose aux amendements n° 2 de la commission (présence des conseillers référendaires dans la formation de la Cour de cassation) et n° 6 de M. Charles Lederman (impossibilité pour les magistrats d'intervenir à la fois lors de la formulation de l'avis et aux autres stades de la procédure devant la Cour).

– Conclusions du rapport de M. Lucien Neuwirth, fait au nom de la commission des lois, sur la **proposition de loi** (n° 232, 90-91), déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à permettre aux associations d'anciens combattants d'ester en justice [n° 283 (90-91)]** - (7 mai 1991) - **Discussion générale** (p. 889) : associations d'anciens combattants - Procédure pénale - Apologie de la trahison - Atteinte à la liberté - (p. 890) : diffamation - Armée - Procédure pénale - Résistants - Avis défavorable sur ce texte - **Art. unique** (*conditions nécessaires aux associations d'anciens combattants pour ester en justice*) (p. 893) : anciens combattants - Apologie de la trahison - Apologie des crimes de guerre - Examen à l'Assemblée nationale.

– Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° 214 (88-89)] - **Suite de la discussion** - (14 mai 1991) - **Art. unique (suite)** - *Art. 224-4 du code pénal (prise d'otages)* (p. 926) : accepte l'amendement n° 90 de la commission (suppression de la mention de l'instigateur) - Sur le même objet, s'oppose à l'amendement n° 232 de M. Robert Pagès - Son amendement de coordination n° 276 ; adopté - *Art. 224-5 (détournement d'aéronef, de navire ou de tout autre moyen de transport)* : accepte les amendements de la commission n° 92 (inclusion des plateformes fixes sur le plateau continental) et n° 93 (peine de sûreté) - *Art. 224-6 (circonstances aggravantes du crime visé à l'article 224-5)* : accepte l'amendement n° 94 de la commission (peine de sûreté) - - *Art. 224-7 (fausse information susceptible de compromettre la sécurité d'un aéronef en vol)* : s'oppose à l'amendement n° 235 de M. Charles Lederman (réduction des peines) - *Art. 224-8 (entraves à l'exercice des libertés publiques)* (p. 928) : s'oppose aux amendements de suppression n° 96 de la commission et n° 236 de M. Charles Lederman - *Avant l'art. 224-8* (p. 929) : s'oppose à l'amendement de suppression de la section 3 n° 95, précédemment réservé, de la commission - *Art. 225-1 (définition du délit de discrimination)* : son amendement n° 299 : état de santé ou handicap à l'origine de discrimination ; adopté - *Art. 225-2 (répression du délit de discrimination)* (p. 930) : s'oppose à l'amendement n° 237 de M. Charles Lederman (réduction des peines) - Son amendement n° 300 : liste des exceptions au jeu des discriminations ; adopté - *Art. 225-3 (discriminations commises par les fonctionnaires ou agents publics)* : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 238 (diminution de la durée d'emprisonnement et du montant de l'amende) et n° 239 (précisant « dans l'exercice de ses fonctions ») - *Art. 225-4 (responsabilité pénale des personnes morales)* (p. 931) : s'oppose à l'amendement n° 240 de M. Charles Lederman (liste d'exceptions) - Accepte l'amendement de coordination n° 97 de la commission - *Art. 225-5 (délit de proxénétisme)* (p. 932) : s'oppose aux amendements n° 241-1 de M. Charles Lederman (élargissement du champ d'application : 1° aux personnes ne pouvant justifier de ressources correspondant à leur train de vie tout en étant en relations habituelles avec des personnes se livrant à la prostitution ; 2° aux personnes vivant sciemment avec une personne se livrant habituellement à la prostitution) et n° 98 de la commission (aggravation de la peine) - *Art. 225-6 (délits assimilés au proxénétisme)* (p. 933) : s'oppose à l'amendement n° 99 de la commission (élargissement du champ d'application : 1° aux personnes ne pouvant justifier de ressources correspondant à leur train de vie tout en étant en relations habituelles avec des personnes se livrant à la prostitution ; 2° aux personnes vivant sciemment avec une personne se livrant habituellement à la prostitution) - *Art. 225-7 (délit de proxénétisme aggravé)* (p. 935) : son amendement n° 308 : peine correctionnelle maximale de dix ans d'emprisonnement ; adopté - *Art. 225-8 (crime de proxénétisme)* (p. 936) : son amendement de coordination n° 277 ; adopté - *Art. 225-9 (proxénétisme en bande organisée)* : son amendement n° 278 : aggravation des peines criminelles prévues ; adopté après modification par le sous-amendement n° 303 de la commission, qu'il accepte - *Art. 225-10 (délit d'entrave à l'action de prévention de la prostitution)* (p. 937) : s'oppose aux amendements n° 243 de M. Charles Lederman (réduction des peines) et n° 106, de coordination, de la commission - *Art. 225-11 (proxénétisme hôtelier)* (p. 938) : s'oppose aux amendements n° 244 de M. Charles Lederman (réduction des peines), et n° 107 (aggravation des peines) et n° 108 (peine de sûreté) de la commission - *Art. 225-13 (tolérance de la prostitution dans des locaux privés)* (p. 939) : s'oppose à l'amendement n° 109 de la commission (aggravation des peines) - *Art. 225-15 (proxénétisme simple commis par une personne investie de l'autorité publique)* (p. 939) : s'oppose aux amendements de la commission n° 110 (maintien de la peine de dix ans) et n° 111 (peine de sûreté) - *Art. 225-16 (responsabilité pénale des personnes morales)* (p. 940) : accepte l'amendement de coordination n° 112 de la commission - *Art. 224-4 (suite)* : accepte l'amendement de coordination, précédemment réservé, n° 91 de la commission - *Art. 225-17 (conditions inhumaines de travail et d'hébergement : obtention abusive de services)* : s'oppose à l'amendement n° 247 de M. Charles Lederman (extension aux infractions à la législation ou à la réglementation du travail) - *Art. 225-20 (responsabilité pénale des personnes morales dans les cas prévus aux articles 225-17 et 225-18)* (p. 941) : s'oppose à l'amendement n° 248 de M. Charles Lederman (exclusion de certaines personnes morales) et accepte l'amendement n° 113, de coordination, de la commission - *Après l'art. 225-21* (p. 941 à 948) : sur les amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, accepte le n° 164 (respect dû aux morts : atteinte à l'intégrité du cadavre) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 165 sexies (circonstance aggravante dans le cas d'une infraction commise en raison de l'appartenance ou de la non appartenance des personnes décédées à une ethnie, une nation ou une religion déterminée) - *Art. 225-22 (circonstance aggravante de la profanation de sépulture)* : s'oppose à l'amendement n° 114 de la commission (aggravation de la peine lorsque la profanation est accompagnée d'un acte d'exhumation) - *Art. 225-23 (publicité de la décision et fermeture d'établissement)* : s'oppose à l'amendement n° 115 de la commission (extension des modalités de publicité de la décision) - *Art. 225-24 (peines complémentaires applicables en matière de proxénétisme)* (p. 949) : s'oppose à l'amendement n° 251 de M. Charles Lederman (suppression de l'interdiction de séjour) - *Art. 225-25 (interdiction du territoire français)* : s'oppose aux amendements de la commission n° 116 (exceptions) et n° 117 (cas dans lesquels l'interdiction du territoire est obligatoire) - *Art. 226-1 (atteinte à l'intimité de la vie privée)* (p. 951) : s'oppose à l'amendement n° 252 de M. Charles Lederman (réduction des peines) - Accepte les amendements de la commission n° 118 (enregistrement de paroles prononcées à titre privé sans consentement de leur auteur) et n° 119 (enregistrement sans son consentement de l'image d'une personne) - Demande le retrait de l'amendement n° 120 au profit de son amendement n° 316 sur le

même objet (définition du consentement présumé) ; adopté - *Art. 226-5 (mise en mouvement de l'action publique)* (p. 953) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 121 de la commission - *Art. 226-6 (responsabilité pénale des personnes morales pour les infractions d'atteinte à la vie privée)* : s'oppose à l'amendement n° 253 de M. Charles Lederman (exclusion de certaines personnes morales) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 122 de la commission (extension de la diffusion des peines prononcées) - *Art. 226-7 (publication du montage des paroles ou images illicitement captées)* (p. 955) : son amendement de rectification n° 317 ; adopté - *Art. 226-8 (application aux délits d'atteinte à la représentation de la personne de certaines règles relatives aux délits d'atteinte de la vie privée)* : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 123 de la commission - *Art. 226-9 (dénonciation calomnieuse)* (p. 956) : s'oppose à l'amendement n° 256 bis de M. Charles Lederman (réduction des peines) - S'oppose à l'amendement n° 124 de la commission (possibilité de poursuite par le parquet sans plainte de la victime) - *Art. 226-11 (responsabilité des personnes morales)* (p. 957) : s'oppose à l'amendement n° 257 de M. Charles Lederman (exclusion de certaines personnes morales) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 125 de la commission - *Art. 226-12 (secret professionnel)* (p. 958 à 961) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 258 (amélioration de la garantie du secret professionnel) et n° 259 (réduction des peines) - Sur les amendements de la commission, tendant au renforcement de la garantie du secret professionnel, accepte les n° 127 et n° 129 et s'oppose aux n° 126 et n° 128 - Son amendement n° 318 : montant de l'amende ; adopté - *Art. 226-13 (secret professionnel et exceptions à l'article 226-1)* (p. 962) : s'oppose à l'amendement n° 130 de la commission (modification de la rédaction) - *Avant l'art. 226-14* : s'oppose à l'amendement n° 131 de la commission (suppression du Paragraphe II intitulé « De la protection des informations nominatives ») - (p. 963) : procédure suivie pour la réforme du code pénal - *Art. 226-14 - Art. 226-15 - Art. 226-16 (protection des informations nominatives)* (p. 964) : s'oppose aux amendements de suppression pour coordination de la commission n° 132, n° 133 et n° 134 - *Art. 226-17 (protection du secret des correspondances)* : s'oppose à l'amendement n° 260 de M. Charles Lederman (réduction des peines) - *Art. 226-20 (peines complémentaires applicables aux personnes physiques)* (p. 965) : s'oppose à l'amendement n° 135 de la commission (élargissement de la diffusion des sanctions prononcées).

– Projet de loi modifiant les articles 24, 26 et 34-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Deuxième lecture* **[n° 401 (90-91)]** - (28 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2247) : autonomie de la chaîne culturelle européenne - Paysage audiovisuel - Information du Parlement - Obligations des chaînes culturelles européennes.

– Projet de loi modifiant les articles 27, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication [n° 2 (91-92)] - (14 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3752) : procédure parlementaire - Conseil supérieur de l'audiovisuel, CSA - (p. 3755, 3760) : directive communautaire « télévision sans frontière » - Diminution du quota minimum de diffusion d'oeuvres françaises et européennes - Définition de l'oeuvre d'expression originale française - Oeuvres d'origine européenne - (p. 3761) : application des quotas de diffusion : heures de grande écoute - Statistiques sur les fictions nationales et américaines - (p. 3762) : privatisation de TF1 - Télévisions privées - Accroissement des ressources des télévisions publiques - (p. 3763) : violation de la réglementation par les chaînes privées - (p. 3765) : demande l'adoption de ce projet de loi - **Art. 1er** *(modifications relatives aux dispositions communes applicables aux secteurs public et privé de la communication audiovisuelle)* : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Ivan Renar (seuil minimum) et demande le retrait de l'amendement n° 2 (application des obligations relatives à la diffusion d'oeuvres d'expression originale française ou européenne aux chaînes diffusant par voie hertzienne, terrestre ou par satellite) - **Art. 3** *(dispositions relatives à la diffusion des oeuvres cinématographiques)* ; ses amendements de rectification n° 4 et n° 12 ; adoptés - **Après l'art. 3** (p. 3767) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Ivan Renar (interdiction de toute coupure publicitaire au sein d'oeuvres de création).

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Culture et communication - Communication - (4 décembre 1991) (p. 4810) : télévisions de secteur public - Réduction des inégalités face à la culture - Antenne 2 - FR3 - Augmentation des ressources publiques - (p. 4811) : accroissement du produit de la redevance - Lutte contre la fraude - Triplement des remboursements d'exonération - Diminution des ressources commerciales - (p. 4812) : effort au profit d'Antenne 2 et FR3 - Affectation prioritaire aux programmes et à l'information - INA - Radio France - RFI - (p. 4813) : RFO - Début de la chaîne culturelle européenne : Société européenne de télévision, la SEPT - Amélioration des programmes - Grilles de programmes - Presse écrite - Augmentation des crédits d'aide à la presse - Contrat de plan avec l'AFP - (p. 4814) : aides indirectes à la presse - Réduction de l'aide au Fonds d'aide à l'expansion de la presse à l'étranger - Rôle des entreprises publiques de radio et de télévision : création, exactitude de l'information, réduction des inégalités - (p. 4826) : existence d'un secteur public de l'audiovisuel - Augmentation de la redevance - (p. 4827) : contrôle moral du CSA sur les émissions - Difficulté du plan câble - Nombreux désabonnements - Radio France - Progression de l'audience de France Inter - France Info - France Culture - France Musique - Radio bleue - FIP - Problèmes des satellites et du câble - Restructurations - Amélioration de la productivité - Aides aux petits organes de presse.

– Projet de loi modifiant les articles 27, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication - *Nouvelle lecture* **[n° 220 (91-92)]** - (20 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5694) : collaboration apportée par le Sénat au Gouvernement - Voeux pour 1992 - Réglementation des quotas - Protection assurée aux oeuvres françaises - (p. 5695) : Conseil supérieur de l'audiovisuel, CSA - (p. 5696) : responsabilité du CSA - (p. 5697) : délégation de compétences au CSA - Quotas de diffusion - Notion d'heures d'écoute significatives - Décret en Conseil d'Etat - (p. 5698) : modulation de la production des sociétés de télévision - Demande au Sénat d'approuver le texte initial du Gouvernement amendé par l'Assemblée nationale - (p. 5698) : mode de fonctionnement du CSA - (p. 5699) : assouplissement de la réglementation en vigueur - **Art. 1er** (p. 5700) : s'oppose à l'amendement n° 1 de la commission (encadrement du pouvoir confié au CSA afin de moduler les obligations de diffusion des chaînes aux heures de grande écoute).

KOUCHNER (Bernard), *secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'action humanitaire.*

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

Est nommé *secrétaire d'Etat à l'action humanitaire* le 17 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 18 mai 1991).

L

LABEYRIE (Philippe), sénateur des Landes (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

LACOUR (Pierre), sénateur de la Charente (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs (11 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux (18 décembre 1991).

DÉPÔTS

Propositon de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à reconnaître d'intérêt général la préservation des paysages ruraux [n° **221 (90-91)**] (4 février 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Environnement.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Territoires d'outre-mer** - [n° **94 (91-92) tome 23**] (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux** [n° **346 (90-91)**] - (16 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2935, 2936) : demande l'association des propriétaires privés à la gestion locale de l'eau - Etangs : intérêt de l'épuration par lagunage - Agriculture : irrigation ; aquaculture en eau douce.

Suite de la discussion - (17 octobre 1991) - **Art. 11** (*personnes habilitées à constater les infractions*) (p. 3000) : gardes-pêche - **Avant l'art. 26** (p. 3020) : sur l'amendement n° 67 de M. Serge Vinçon (reprise de la définition des eaux libres figurant dans les textes antérieurs à la loi « pêche » de 1984), son sous-amendement n° 211 ; retiré - (p. 3024) : sur le droit de pêche des propriétaires de plans d'eau de petite surface, se déclare opposé à l'amendement n° 167 de M. Claude Estier - **Art. 28** (*application de la loi dans les départements d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 3027) : se déclare favorable à l'amendement n° 186 de M. Louis Virapoullé (création d'agences de bassin dans les départements d'outre-mer).

– **Projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs** [n° **431 (90-91)**] - (6 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3524) : énergie nucléaire « technologiquement propre » - Catastrophe de Tchernobyl - Recherche sur l'enfouissement des déchets radioactifs - Consultation des élus et des populations intéressés - Démantelement des monopoles d'import-export d'électricité et de gaz par la Commission des communautés européennes - (p. 3525) : insuffisance des moyens budgétaires du programme nucléaire - Avenir du Commissariat à l'énergie atomique, CEA - Sort des centrales nucléaires mises hors service.

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Avant l'art. 8** (p. 3928) : son amendement n° I-17, soutenu par M. Xavier de Villepin : modalités de modification de la date de clôture de l'exercice pour les sociétés de personnes possédant et exploitant une entreprise agricole soumise au régime du bénéfice réel ; retiré.

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (27 novembre 1991) - Rapporteur pour avis (p. 4358) : crédits pour 1992 - Nouvelle-Calédonie - Fonds d'investissement pour le développement économique et social, FIDES - (p. 4359) : Nouvelle-Calédonie - Polynésie française - Communauté économique européenne, CEE - Fonds européen de développement, FED - Situation en Terre Adélie - Terres australes et antarctiques françaises, TAAF - Coopération dans le Pacifique Sud - (p. 4360) : avis favorable sur les crédits des territoires d'outre-mer.

– **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux** - *Deuxième lecture* [n° **159 (90-91)**] - (13 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5331) : socialisation rampante de l'usage de la nature - Droits et intérêts des propriétaires riverains de cours d'eau, étangs ou lacs - (p. 5332) : usages de l'eau - Obligations des propriétaires riverains - Droit de propriété sur les eaux closes - Bassins de pisciculture - (p. 5333) : taxe de pisciculture - **Art. 1er A** (*protection de la ressource en eau, patrimoine commun de la nation*) : son amendement de suppression n° 77 ; retiré - **Art. 4** (*prescriptions spéciales*) (p. 5342) : son amendement n° 93 : suspension provisoire des usages de l'eau : respect des droits et obligations résultant des concessions de service public accordées par l'Etat ; adopté - **Art. 26 A** (*modification de la loi « pêche »*) (p. 5369) : son amendement n° 78 : critère de définition des eaux libres ; droits et obligations des propriétaires privés d'eaux closes ; retiré au profit de l'amendement n° 80, sur le même objet, de M. Claude Estier.

LAFFITTE (Pierre), sénateur des Alpes-Maritimes (RDE).

NOMINATIONS

– Vice-président de la commission des affaires culturelles.

– Secrétaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; est nommé de nouveau secrétaire (*JO* Lois et décrets du 18 octobre 1991).

Membre titulaire du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

– Secrétaire de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement du second cycle de l'enseignement public du second degré jusqu'au 31 mai 1991.

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les articles 27, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication (16 décembre 1991).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Recherche scientifique et technique** - [n° **93 (91-92) tome 8**] (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme hospitalière** [n° **309 (90-91)**] - (4 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1258) : nécessité

d'une réforme hospitalière - (p. 1259) : planification - Carte sanitaire - Schéma d'organisation sanitaire - Régime d'autorisations - Autonomie des établissements - Organisation de l'hôpital - Formation et rôle des personnels - Organisation du système de santé - Hospitalisation publique et privée - (p. 1260) : dépenses de santé - Démographie médicale - Médecine libérale.

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la discussion** - (2 juillet 1991) - **Art. 50** (*schéma départemental de la coopération intercommunale*) (p. 2397) : son amendement n° 327, soutenu par M. François Lesein : association des organismes consulaires ; rejeté.

- **Projet de loi modifiant le code du service national [n° 3 (91-92)]** - (23 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3140) : service national : fonction militaire, fonction civique - Conséquences de la guerre du Golfe persique - Terrorisme - Civisme - Formation et cohésion nationale - Préparation du projet de loi de programmation militaire.

- **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (22 novembre 1991) - **Art. 35** (*aménagement de la contribution sociale de solidarité des sociétés*) (p. 4032) : son amendement de suppression n° I-104, soutenu par M. Ernest Cartigny ; adopté.

Deuxième partie :

Recherche et technologie - (29 novembre 1991) - Rapporteur pour avis (recherche scientifique et technique) (p. 4499, 4500) : manque de mobilité des chercheurs français - Sociétés françaises de recherche sous contrat ; comparaison avec l'Allemagne - Agence nationale de valorisation de la recherche, ANVAR - Sociétés de transferts de technologie - (p. 4501) : concentration de l'effort de recherche en région parisienne ; Bibliothèque de France - Espace rural - Incitations fiscales à l'investissement dans des sociétés innovantes - Au nom de la commission des affaires culturelles, s'en remet à la sagesse du Sénat pour ce projet de budget que personnellement il votera.

Environnement - (30 novembre 1991) (p. 4585) : bruit - Véhicules électriques - (p. 4586) : effet de serre - Vote de ce projet de budget par le groupe du RDE.

Culture - (2 décembre 1991) (p. 4674) : Bibliothèque de France - Région Provence-Alpes-Côte d'Azur - Villa Médicis méditerranéenne - Tourisme - (p. 4675) : avis favorable du groupe du RDE sous réserve de l'adoption des amendements des commissions.

LAIGNEL (André), *secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé de la formation professionnelle.*

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

Est nommé *secrétaire d'Etat à la ville et à l'aménagement du territoire* le 17 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 18 mai 1991).

En qualité de secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Jean-Pierre Demerliat : **Elevage** (*Producteurs de viande du Limousin*) (*JO* Débats du 15 novembre 1991) (p. 3736).

de M. Jacques Machet : **Carburants** (*Carburants d'origine agricole*) (*JO* Débats du 15 novembre 1991) (p. 3736).

En qualité de secrétaire d'Etat chargé de la ville

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation pour la ville** - *Nouvelle lecture* **[n° 432 (90-91)]** - (2 juillet 1991) - Secrétaire d'Etat à la ville - **Discussion générale** (p. 2334) : échec de la commission mixte paritaire - Refus de l'exclusion - Diversité de l'habitat - Création de la participation à la diversité de l'habitat - Exonération de la taxe professionnelle - Désaccord important sur la mise en oeuvre des principes du projet de loi - Dispositif prévu par le projet de loi affaibli par le Sénat - (p. 2335) : répartition équilibrée des familles étrangères de non-ressortissants de la CEE - **Art. 1er** (*égalité des droits entre les habitants des villes*) (p. 2340) : s'oppose à l'amendement n° 1 de la commission (supprimer la référence au droit à la ville) - **Art. 1er bis** (*politique de la ville et revitalisation de l'espace rural*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 2 de la commission (espace rural) - **Art. 5** (*participation des habitants*) (p. 2341) : accepte l'amendement n° 3 de la commission (mettre le maire au centre de la concertation) - **Art. 6** (*principes généraux de l'utilisation du territoire*) - *Art. L. 110 du code de l'urbanisme* (*principes généraux de l'utilisation du territoire*) : s'oppose à l'amendement n° 4 de la commission (supprimer l'expression « sans discrimination ») - **Art. 8 bis** (*schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France*) : s'oppose à l'amendement n° 5 de la commission (maintenir la compétence des élus) - **Art. 9 bis** (*modification de l'article L. 123-3 du code de l'urbanisme : élaboration du plan d'occupation des sols ; rôle du préfet, objectifs minima à atteindre en matière de politique locale de l'habitat*) (p. 2342) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 6 de la commission (éviter une contrainte excessive exercée par le préfet sur les communes dans l'élaboration des documents d'urbanisme) - **Art. 12** (*modification de l'article L. 301-1 du code de la construction et de l'habitation : définition de la politique d'aide au logement*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 7 de la commission (réaffirmer l'importance de l'accession à la propriété au même titre que le développement du secteur locatif) - **Art. 12 bis** (*répartition des concours financiers de l'Etat*) : s'oppose à l'amendement n° 8 de la commission (priorités d'attribution) - **Art. 13** (*programme local de l'habitat*) -*Art. L. 302-2 du code de la construction et de l'habitation* (*élaboration du programme local de l'habitat, PLH*) (p. 2343) : s'oppose à l'amendement n° 9 de la commission (rétablir le principe selon lequel le préfet ne fixe que les objectifs généraux du programme local de l'habitat, PLH) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 10 de la commission (réduire à deux mois le délai accordé aux communes pour donner leur avis sur le projet de programme local de l'habitat, PLH) - *Art. L. 302-5-1* (*champ d'application et effet de l'absence de programme local de l'habitat, PLH, dans les délais prescrits*) (p. 2345) : s'oppose à l'amendement n° 11 de la commission (droit de préemption) - *Art. L. 302-6* (*obligation de réaliser des logements locatifs sociaux*) : s'oppose aux amendements de la commission, n° 12 (délais) , n° 13 (introduire la notion de logements intermédiaires) et n° 14 (faire de la dotation financière un prélèvement et non une contribution) - *Art. L. 302-7* (*contribution financière*) (p. 2346) : s'oppose à l'amendement n° 15 de la commission (modulation en fonction de ce qui a déjà été réalisé dans les communes en matière d'habitat social) - *Art. L. 302-8* (*actions foncières et acquisitions immobilières*) (p. 2347) : s'oppose aux amendements, n° 16, n° 17, n° 18 et n° 19 de la commission (fonds communal, délais) - **Art. 14** (*participation à la diversité de l'habitat*) - *Art. L. 332-17* (*définition et calcul de la participation à la diversité de l'habitat, PDH*) (p. 2350) : s'oppose à l'amendement n° 20 de la commission (permettre la diversification des usages de la contribution financière) - S'oppose aux amendements de la commission n° 21 (fixation régionale du montant forfaitaire en diminution de l'assiette de la participation à la diversité de l'habitat) et n° 22 (limiter à 10 % le taux maximum de la participation à la diversité de l'habitat).

- **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Aménagement du territoire - (4 décembre 1991) (p. 4795) : aménagement du territoire - Comité interministériel pour l'aménagement du territoire, CIAT - Aides aux zones rurales - Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural, FIDAR - Routes, TGV - Installation du Conseil national d'aménagement du territoire - Maîtrise de l'évolution de l'Ile-de-France - Politique de délocalisation - Plan « Université 2000 » - Services publics en milieu rural - Département de la Haute-Vienne - Aides aux zones rurales défavorisées - Pluriactivité - Prime d'aménagement du territoire - (p. 4796) : mise en place de sous-préfets « développeurs » - Plan d'adaptation agricole - Désenclavement routier du Roannais et de la Loire - Electrification de la ligne Lyon-Roanne - Achèvement de la mise à deux voies de la RN 20 en 1994 - Aérodrome de Châteauroux-Déols - Bénéfice pour la région Centre de l'aide à l'investissement industriel en zone rurale, AIIZR - Développement rural et mise en oeuvre du télé-travail - Solidarité en matière d'aménagement du territoire.

LALONDE (Brice), *ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs.*

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

Est nommé *ministre de l'environnement* le 16 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 17 mai 1991).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi, présenté avec M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement **[n° 5 (91-92)]** (3 octobre 1991) - **Recherche agronomique.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Daniel Millaud : **Faune (protection de la)** (*Blanchiment du corail*) (*JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1895).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° **337** de M. Ernest Cartigny : **Aviation civile** (*Situation des instructeurs de vol à voile, détenteurs d'une licence de pilote privé*) (*JO* Débats du 19 octobre 1991) (p. 3051).

n° **338** de M. Ernest Cartigny : **Aérodromes** (*Ouverture à la circulation aérienne publique de l'aérodrome de Melun-Villaroche*) (*JO* Débats du 19 octobre 1991) (p. 3052).

n° **339** de M. Ernest Cartigny : **Pollution et nuisances** (*Publicité des plans d'exposition au bruit sur les certificats d'urbanisme*) (*JO* Débats du 19 octobre 1991) (p. 3053).

n° **349** de M. Auguste Cazalet : **Mer et littoral** (*Pollution des plages de la commune de Bidart (Pyrénées-Atlantiques)*) (*JO* Débats du 19 octobre 1991) (p. 3054).

n° **391** de Mme Marie-Claude Beaudeau : **Environnement** (*Réglementation du développement des décharges en Ile-de-France*) (*JO* Débats du 14 décembre 1991) (p. 5352).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux [n° 346 (90-91)]** - (16 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2911) : rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques - Ministère de l'environnement : direction de l'eau - Programme d'investissement des agences de bassin - (p. 2912) : décentralisation de la gestion de l'eau ; participation des agriculteurs - (p. 2939) : loi du 16 décembre 1964 - Agences de bassin - Epuration par lagunage - Unité de gestion de l'eau ; positions divergentes sur le droit de propriété - Recours à décrets d'application - (p. 2940) : eau et agriculture - Protection des milieux naturels - Effort de maîtrise de la consommation - Fonds national de développement des adductions d'eau, FNDAE - Prix de l'eau - Répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales - Départements d'outre-mer - **Avant l'art. 1er** : accepte l'amendement n° 16 de la commission (protection de la ressource en eau, patrimoine commun de la nation) - S'oppose à l'amendement n° 140 de Mme Danielle Bidard-Reydet (création d'une Agence nationale de l'eau) - Accepte l'amendement n° 17 de la commission (notion de gestion équilibrée de la ressource en eau) - Sur le même objet, demande le retrait des amendements n° 111 de M. Michel Doublet, n° 69 et n° 70 de M. Rémi Herment, n° 123 de M. Roland Grimaldi et n° 141 de Mme Danielle Bidard-Reydet - S'oppose à l'amendement n° 142 de ce dernier auteur (réaffirmation des dispositions des lois du 16 octobre 1919, sur l'énergie hydraulique et du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques) - **Après l'art. 1er** (p. 2944) : s'oppose à l'amendement n° 162 de M. Jacques de Menou (limitation des redevances sur les pollutions agricoles) - **Art. 2** (*schémas d'aménagement et de gestion des eaux, SAGE*) (p. 2945) : sur l'amendement n° 18 de la commission (nouvelle rédaction) , qu'il accepte, ses sous-amendements n° 194, n° 195 et n° 198 ; rejetés ; n° 196, n° 197 et n° 199 ; adoptés - (p. 2948) : sur l'amendement n° 18, qu'il accepte, s'oppose au sous-amendement n° 174 de M. Jacques Thyraud - **Après l'art. 2** (p. 2949) : s'oppose à l'amendement n° 147 de Mme Danielle Bidard-Reydet (modification de la composition des comités de bassin et du conseil d'administration des agences financières de bassin) - Accepte l'amendement n° 212 de la commission (possibilité de création d'un établissement public de l'eau par les collectivités territoriales concernées par un ou plusieurs SAGE) - Son amendement n° 217 : possibilité de création d'un établissement public de l'eau par les collectivités territoriales concernées par un ou plusieurs SAGE ; devenu sans objet.

Suite de la discussion - (17 octobre 1991) - **Art. 3** (*police de l'eau : prescriptions générales*) (p. 2961) : sur l'amendement n° 19 de la commission (dispositions relatives à la qualité des eaux), qu'il accepte, son sous-amendement n° 200 ; rejeté - (p. 2962) : accepte l'amendement n° 79 de M. Rémi Herment (rappel des intérêts visés à l'article 1er) - S'oppose aux amendements n° 148 de Mme Danielle Bidard-Reydet (interdiction de toute publicité intéressée susceptible de mettre en doute la qualité de l'eau distribuée par les établissements publics) et n° 80 de M. Paul Alduy (restriction de la possibilité de limitation provisoire des usages de l'eau) - **Art. 4** (*prescriptions spéciales*) (p. 2964) : sur l'amendement n° 20 de la commission (compétences de l'administration en matière d'usages de l'eau et de répartition de la ressource ; extension aux zones humides), ses sous-amendements n° 201, n° 202, n° 203 et n° 204 ; adoptés - S'oppose au sous-amendement n° 120 de M. Jean Arthuis (concessions de service public accordées par l'Etat ou les collectivités territoriales) - **Art. 5** (*régime de déclaration ou d'autorisation des installations et ouvrages*) (p. 2966) : son amendement rédactionnel n° 187 ; adopté - (p. 2967) : sur l'amendement n° 21 de la commission (harmonisation avec les dispositions des textes en vigueur), qu'il accepte, ses sous-amendements n° 205 et n° 206 ; rejetés - (p. 2969) : s'oppose aux amendements n° 149 de Mme Danielle Bidard-Reydet (définition par la loi de la liste des installations et ouvrages soumis à déclaration et à autorisation, ainsi que des critères assimilant le prélèvement d'eau à l'usage domestique), n° 2 de M. Philippe François (avis des autres ministres concernés), n° 82, introduisant la prise en compte de l'impact sur le milieu aquatique, n° 83 (publicité du prélèvement d'eau soumis à déclaration ou à autorisation) et n° 86 (contrôle par l'administration de la conformité des nouvelles installations aux prescriptions édictées par l'acte d'autorisation avant mise en service) de M. Rémi Herment, n° 118 de M. Ernest Cartigny (dispositif

de publicité des prélèvements soumis à déclaration ou à autorisation) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 3 de M. Philippe François (prise en compte de l'impact sur le milieu aquatique) et n° 84 de M. Rémi Herment sur le même objet - Sur l'amendement n° 21 précité de la commission, accepte le sous-amendement n° 85 de M. Rémi Herment - S'oppose au sous-amendement n° 88 de M. François Blaizot et s'en remet à la sagesse du Sénat pour les sous-amendements n° 128 de M. Claude Estier, n° 89 de M. Marcel Daunay et n° 181 de M. Philippe de Bourgoing - **Après l'art. 5** (p. 2970) : accepte l'amendement n° 22 de la commission (conditions d'application des dispositions du projet de loi aux rejets des installations classées pour la protection de l'environnement), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 207 ; adopté - **Art. 6** (*moyens de mesures ou d'évaluation - contrôles techniques*) (p. 2971) : s'oppose à l'amendement n° 23 de la commission (dispositions relatives à l'obligation de mise à disposition des résultats des mesures ou des évaluations) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 119 de M. Ernest Cartigny (cas des installations non dotées de moyens de mesures et d'évaluation au moment de l'entrée en vigueur de la loi) - Accepte les amendements identiques de coordination n° 24 de la commission et n° 4 de M. Philippe François - (p. 2973) : s'oppose aux amendements n° 115 de M. Michel Doublet (suppression de la notion de protection naturelle et allongement du délai de création des périmètres) et n° 91 de M. Rémi Herment (réduction du délai de création des périmètres de protection) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements analogues n° 5 de M. Philippe François et n° 90 de M. Rémi Herment (dispense de création d'un périmètre de protection dans le cas d'un captage d'eau potable bénéficiant d'une protection naturelle efficace démontrée), ainsi que pour l'amendement n° 150 de Mme Danielle Bidard-Reydet (indemnisation des agriculteurs exploitant des terres situées dans le périmètre de protection) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 25 de la commission - Son amendement n° 188 : nouvelle rédaction de la disposition supprimant la facturation forfaitaire de la consommation ; adopté, après modification par le sous-amendement n° 218 de la commission, auquel il s'oppose - **Art. 8** (*débits affectés*) (p. 2974) : accepte les amendements de la commission, n° 26 (champ d'application) et n° 27 sur le même objet - Accepte l'amendement n° 92 de M. Rémi Herment (prescriptions nécessaires pour assurer le passage du débit affecté : maintien de la vie aquatique) - (p. 2975) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Philippe François (indemnisation des servitudes) - **Art. 9** (*plans de surfaces submersibles*) : son amendement rédactionnel n° 189 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 152 de Mme Danielle Bidard-Reydet (élaboration en concertation avec les comités de bassin et les collectivités territoriales) - (p. 2976) : demande le retrait de l'amendement n° 28 de la commission (suppression de la faculté d'imposer, dans les plans de surfaces submersibles, des prescriptions visant à assurer le fonctionnement des écosystèmes qu'ils constituent) - S'oppose à l'amendement n° 7 de M. Philippe François (règles d'indemnisation des préjudices découlant des servitudes d'utilité publique) - **Art. 10** (*intervention en cas d'incident ou d'accident*) (p. 2997) : s'oppose à l'amendement n° 153 de Mme Danielle Bidard-Reydet (communication par l'autorité administrative d'informations sur la qualité de l'eau distribuée) - (p. 2998) : s'oppose à l'amendement n° 93 de M. Rémi Herment (suppression de la référence au degré de gravité du danger causé par l'incident ou l'accident ou de la pollution accidentelle), et aux amendements de M. Claude Estier, n° 129 et n° 130 sur le même objet - Accepte les amendements de la commission n° 29 (référence à la sécurité civile) et n° 30 (information du maire ou du préfet : assouplissement du dispositif) - S'oppose à l'amendement de coordination n° 94 de M. Rémi Herment - (p. 2999) : accepte l'amendement n° 116 de M. Michel Doublet (accès des agents des services publics d'incendie et des secours aux propriétés privées : suppression de l'exclusion de l'accès au domicile) - **Art. 11** (*personnes habilitées à constater les infractions*) (p. 2999, 3000) : s'oppose aux amendements de la commission n° 31 (champ de compétence des agents mentionnés), n° 32 (habilitation des agents assermentés des parcs naturels régionaux) et n° 33 (suppression de l'habilitation des gardes champêtres), ainsi qu'aux amendements n° 131 de M. Claude Estier (agents départementaux habilités au contrôle des stations d'épuration) et n° 154 de Mme Danielle Bidard-Reydet (habilitation des agents assermentés des collectivités ayant des prises d'eau en fleuves ou en rivières) - S'oppose aux amendements analogues n° 132 de M. Claude Estier et n° 95 de M. Rémi Herment (habilitation des gardes champêtres, gardes des parcs régionaux, des réserves naturelles et gardes-rivières) - **Après l'art. 11** (p. 3001) : s'oppose à l'amendement n° 34 de la commission (habilitation des gardes-champêtres et des gardes-rivières), ainsi qu'aux sous-amendements n° 8 de M. Philippe François, n° 171 et n° 172 de M. Claude Estier - (p. 3002) : S'oppose à l'amendement n° 35 de la commission (autorisation pour les communes d'avoir plusieurs gardes-champêtres en commun), ainsi qu'au sous-amendement n° 173 de M. Claude Estier - **Art. 12** (*droit d'accès aux installations - Transmission de procès-verbaux*) : son amendement rédactionnel n° 210 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 36 de la commission (suppression de la mention du respet des formalités d'accès à l'entrée des sites nucléaires) - (p. 3003) : s'oppose aux amendements n° 96 de M. Rémi Herment sur le même objet et n° 37 de la commission (droit d'accès de nuit aux locaux) - Ses amendements n° 190 et n° 191 améliorant la rédaction ; adoptés - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 38 de la commission sur le même objet et n° 97 de M. Rémi Herment (organisation du contrôle juridictionnel) et s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Philippe François (droit de visite des agents de l'administration : organisation du contrôle juridictionnel) - **Après l'art. 12** (p. 3004) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 39 de la commission (valeur juridique des procès-verbaux) - **Art. 13** (*délit de pollution des eaux*) : s'oppose à l'amendement n° 133 de M. Claude Estier (sanction des erreurs dans la gestion d'ouvrages) ainsi qu'à l'amendement n° 40 de la commission (sanction des actes visés commis en méconnaissance des règlements en vigueur) - Demande le retrait de l'amendement n° 41 de la commission (délits : exclusion des dommages à la faune piscicole visés à l'article L. 232-2 du code rural) au profit de son amendement sur le même objet n° 208 ; adopté - **Art. 16** (*sanction de l'exploitation illégale d'une installation*) (p. 3006) : accepte l'amendement de coordination n° 42 de la commission - S'oppose à l'amendement n° 99 de M. Rémi Herment (mesures d'urgence pouvant aller jusqu'à l'interdiction d'exploitation) - **Après l'art. 16** : accepte l'amendement n° 43 de la commission (possibilité pour le tribunal d'ordonner des mesures de publicité des jugements) et sur ce dernier, le sous-amendement n° 12 de M. Philippe François - **Art. 17** (*sanctions administratives*) (p. 3008) : s'oppose à l'amendement rédactionnel n° 13 de M. Philippe François - S'oppose aux amendements de la commission n° 44 et n° 45 visant à définir la personne chargée d'exécuter les mesures prescrites par injonction du préfet - **Après l'art. 18** (p. 3008) : s'oppose à l'amendement n° 46 de la commission (droit de transaction de l'autorité administrative pour les infractions aux dispositions du présent projet de loi) - **Art. 19** (*travaux d'intérêt général ou d'urgence*) (p. 3009 à 3011) : sur l'amendement n° 49 de la commission, qu'il accepte (zones humides : substitution du mot « protection » au mot « sauvegarde »), son sous-amendement n° 209 ; devenu sans objet - S'oppose aux amendements n° 193 de M. Marcel Daunay (nouvelle rédaction, modifiant l'article 175 du code rural), n° 101 de M. Rémi Herment (conditions de l'existence d'un schéma d'aménagement et de gestion des eaux, SAGE pour l'exercice des compétences des collectivités territoriales en matière de travaux d'aménagement des cours d'eau), n° 134 de M. Claude Estier (communauté locale de l'eau) et n° 48 de la commission (cours d'eau non domaniaux : limitation de l'intervention des collectivités locales aux cas de carence des propriétaires riverains) - Accepte les amendements n° 47 de la commission (référence aux objectifs définis à l'article 1er), n° 102 de M. Rémi Herment (objectif des aménagements réalisés par les collectivités territoriales : protection des formations boisées riveraines) et, n° 110 de M. Jacques Bimbenet sur le même objet- S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 103 de M. Rémi Herment (conditions de concession à des sociétés d'économie mixte spécifiquement constituées à cet effet) - **Art. 20**

(*extension de l'utilisation de la taxe départementale des espaces naturels sensibles*) (p. 3012) : accepte l'amendement n° 50 de la commission (nouvelle rédaction excluant l'acquisition par voie d'expropriation des propriétaires riverains) - **Art. 21** (*transfert de compétences en matière d'aménagement, d'entretien et d'exploitation de certains cours d'eau ou plans d'eau*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 105 de M. Rémi Herment (référence aux objectifs définis à l'article 1er) - S'oppose à l'amendement n° 184 de M. François Blaizot (transfert de ressources correspondant) - **Après l'art. 22** (p. 3013) : s'oppose à l'amendement n° 155 de Mme Danielle Bidard-Reydet (remboursement de la TVA perçue sur la distribution et l'assainissement de l'eau potable ; gage sur l'impôt sur la fortune) - **Art. 23** (*assainissement ; modifications du code des communes*) (p. 3014) : sur les amendements rédactionnels de la commission, s'oppose aux n° 51 et n° 54 ; accepte les n° 52, n° 53 et n° 55 - S'oppose à l'amendement n° 117 de M. Michel Doublet (réalisation du programme d'assainissement ; allongement du délai) - **Après l'art. 23** (p. 3015) : s'oppose à l'amendement n° 156 de Mme Danielle Bidard-Reydet (réinvestissement dans le domaine de l'eau des bénéfices réalisés dans la distribution et l'assainissement d'eau) - **Art. 24** (*assainissement : modifications du code de la santé publique*) (p. 3016) : demande le retrait de l'amendement n° 56 de la commission au profit de son amendement n° 192 (perception de la redevance d'assainissement auprès des immeubles raccordables ; assainissement autonome des immeubles non raccordables) ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 157 de Mme Danielle Bidard-Reydet (assainissement autonome : vérification par une entreprise compétente) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 106 de M. Rémi Herment (assainissement autonome : délai pour les installations à usage agricole) - (p. 3017) : accepte l'amendement rédactionnel n° 57 de la commission - **Art. 25** (*assainissement : modifications du code de l'urbanisme*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 58 de la commission - **Avant l'art. 26** (p. 3021, 3022) : s'oppose à l'amendement n° 67 de M. Serge Vinçon (reprise de la définition des eaux libres figurant dans les textes antérieurs à la loi « pêche » de 1984) et, sur cet amendement, aux sous-amendements n° 219 de M. Roland du Luart, n° 163 de M. Claude Estier et n° 211 de M. Pierre Lacour - **Art. 26** (*droit pour les associations de se constituer partie civile*) : s'oppose aux amendements, n° 59 de la commission (limitation aux associations agréées telles qu'elles ont été définies par la loi de 1976 sur la protection de la nature) et n° 107 de M. Rémi Herment (limitation aux seules associations déclarées depuis cinq ans) - **Après l'art. 26** (p. 3025) : s'oppose à l'amendement n° 137 de M. Claude Estier (schéma départemental d'exploitation des carrières et des gravières) - **Art. 28** (*application de la loi dans les départements d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 3026) : demande le retrait de l'amendement n° 60 de la commission et des amendements analogues n° 138 de M. Albert Ramassamy et n° 186 de M. Louis Virapoullé (création d'agences de bassin dans les départements d'outre-mer) - **Art. 29** (*application de certaines dispositions à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 3027) : accepte l'amendement n° 139 de M. Albert Pen (dispositions non applicables à Saint-Pierre-et-Miquelon) - **Art. 30** (*abrogations*) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 61 (maintien des articles de la loi du 16 décembre 1964 concernant le code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure) et s'oppose au n° 62 (code rural : abrogation d'articles relatifs au règlement de répartition des eaux et au régime d'autorisation des installations) - (p. 3028) : accepte l'amendement n° 185 de M. François Blaizot (maintien en application des dispositions abrogées jusqu'à la parution des décrets d'application des dispositions qui s'y substituent) - **Après l'art. 30** (p. 3029) : accepte l'amendement n° 63 de la commission (modifications de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique), sous réserve de l'adoption de ses sous-amendements n° 215 et n° 216 ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 64 de la commission (nomination du président du conseil d'administration des agences financières de bassin) - (p. 3030) : accepte l'amendement n° 65 de la commission (présentation d'un rapport sur l'application de la loi et les pollutions diffuses) - (p. 3031) : s'oppose aux amendements de M. Paul Souffrin, n° 158 et n° 159 relatifs aux conséquences, en matière d'eaux d'exhaure, de la fermeture des mines de fer de Lorraine ; n° 160 (orientations stratégiques du groupe Usinor-Sacilor) et n° 161 (obligations incombant à l'exploitant d'une concession minière en matière d'eaux d'exhaure) - **Sur l'ensemble** (p. 3032) : remerciements.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Environnement - (30 novembre 1991) (p. 4575) : évolution des crédits - Rattachement au ministère de l'environnement - Moyens au titre du principe « pollueur-payeur » - Structures : directions régionales de l'environnement ; directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, DRIRE - Institut national de l'environnement industriel et des risques, INERIS - Agence de l'environnement et des économies d'énergie, ADEN - Institut français de l'environnement - Ministère de l'environnement - Fonds d'intervention pour la qualité de la vie, FIQV - (p. 4576) : Conservatoire du littoral - Convention alpine signée à Salzbourg - Classement de sites - Politique du paysage - Parcs naturels régionaux - Eau - Déchets ; prochaine expérience de récupération des emballages collectés avec les déchets ménagers - Fiscalité écologique ; détaxe de l'essence sans plomb - (p. 4577) : effet de serre et gaz carbonique : adoption par la commission de la CEE d'un projet de taxe sur les émissions de gaz carbonique et sur l'énergie - Prochaine conférence internationale des Nations-Unies sur l'environnement à Rio de Janeiro - (p. 4589) : financement de la politique de l'eau - Chasses traditionnelles - Parcs naturels régionaux - Lutte contre le bruit - Action internationale de la France : protection de l'atmosphère ; pots catalytiques ; protection de l'Antarctique - Déchets - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie - Compétence européenne en matière d'environnement ; directive de 1979 sur la conservation des oiseaux sauvages - (p. 4591) : chasse - Chasses traditionnelles - Littoral ; intérêt de la dation de terrains en paiement des droits de succession - Lisières forestières - Protection des zones agricoles en Ile-de-France - Forêt de Rambouillet - Estuaires de la Seine et de la Loire - Devenir, dans le Pas-de-Calais, du site de Fonds Pignon ayant accueilli les déchets de craies provenant du percement du tunnel sous la Manche - Sites classés - Recherche d'une politique internationale de lutte contre l'effet de serre ; projet de taxe européenne sur l'émission de gaz carbonique et sur l'énergie - Véhicules électriques - **Demande de priorité** (p. 4593) : accepte la demande de priorité de M. Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles, pour l'amendement n° II-30 de la commission, après l'article 65 - **Après l'art. 65 (par priorité)** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-30 de la commission des affaires culturelles (extension du système de la dation en paiement des droits de succession aux terrains dont la protection du littoral justifie la conservation en l'état).

– **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux** - *Deuxième lecture* [n° 159 (90-91)] - (13 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5330) : état de la discussion - **Art. 1er A** (*protection de la ressource en eau, patrimoine commun de la nation*) (p. 5333) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (retour au texte adopté en première lecture par le Sénat) et demande le retrait de l'amendement de suppression n° 77 de M. Pierre Lacour - **Avant l'art. 1er** (p. 5334) : s'oppose à l'amendement n° 61 de Mme Danielle Bidard-Reydet (création d'une Agence nationale de l'eau) - **Art. 1er** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de la commission n° 2 (suppression de la définition des zones humides) et n° 3, rédactionnel - (p. 5335) : s'oppose à l'amendement n° 62 de Mme Danielle Bidard-Reydet (référence à la loi de 1919 sur l'énergie hydraulique) - **Art. 2 A** (*schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux*) : son amendement rédactionnel n° 82 ; devenu sans objet - Accepte l'amendement rédactionnel n° 4 de la commission - Son amendement n° 83 : articulation avec les schémas locaux ; rejeté - Sur le même objet, s'oppose à l'amendement n° 63 de Mme Danielle Bidard-Reydet - Sur les amendements de la commission, accepte le n° 5 (compatibilité avec les programmes et décisions administratives

antérieures) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 6 (préfet coordonnateur de bassin, préfet de la région du siège du comité de bassin) - Son amendement n° 84 : élaboration des schémas directeurs : consultation des conseils régionaux et généraux ; rejeté - **Art. 2 B** (*préfets de bassins*) (p. 5337) : s'oppose aux amendements de suppression n° 7 de la commission et n° 64 de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Art. 2** (p. 5338, 5339) : s'oppose à l'amendement n° 65 de Mme Danielle Bidard-Reydet (fixation du périmètre : avis du comité de bassin et des collectivités territoriales concernées) - Sur les amendements de la commission, accepte le n° 8, de coordination ; s'oppose au n° 9 (composition de la commission locale de l'eau) et accepte le n° 10 (compatibilité du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, SAGE, avec le schéma directeur), ainsi que l'amendement n° 75 de M. Alain Pluchet (définition des zones humides) - Demande le retrait de l'amendement n° 71 du même auteur (procédure de l'enquête publique) - **Après l'art. 2** : s'oppose à l'amendement n° 66 de Mme Danielle Bidard-Reydet (création et composition du comité de bassin) - **Art. 2 bis A** (*principe de libre circulation sur les cours d'eau et plans d'eau, ainsi que d'utilisation au bénéfice des activités nautiques de loisir, en l'absence de SAGE*) (p. 5340) : accepte l'amendement de suppression n° 11 de la commission - **Art. 2 bis** (*communauté locale de l'eau*) (p. 5340) : accepte les amendements de coordination de la commission, n° 12, n° 13, n° 14, n° 15 et n° 16 - **Art. 3** (p. 5341) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 17 (détermination des prescriptions générales : décret en conseil d'Etat) ; s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 18 rédactionnel et le n° 19 (règles de répartition des eaux : mention des droits et usages antérieurement établis) ; accepte le n° 20 (suppression de dispositions de caractère réglementaire) - **Art. 4** : accepte l'amendement n° 21 de la commission (détermination des prescriptions spéciales : décret en Conseil d'Etat) - (p. 5342) : s'oppose à l'amendement n° 93 de M. Pierre Lacour (suspension provisoire des usages de l'eau : respect des droits et obligations résultant des concessions de service public accordées par l'Etat) - Son amendement n° 58 : périmètres de protection ; adopté - Sur le même objet, demande le retrait de l'amendement n° 22 de la commission - **Art. 5** (p. 5343) : son amendement n° 87 : critères de l'établissement de la nomenclature des installations, ouvrages et autres visés par cet article ; rejeté - S'oppose à l'amendement n° 23 de la commission (suppression de la disposition prévoyant que les installations soumises à déclaration peuvent se voir imposer par arrêté des prestations spécifiques) - (p. 5344) : son amendement n° 88 : durée de l'autorisation ; adopté - Sur les amendements rédactionnels de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 24 et accepte le n° 25 - Accepte les amendements identiques n° 26 de la commission et n° 67 de Mme Danielle Bidard-Reydet (exclusion du champ d'application de cet article des installations concédées relevant de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique) - **Art. 6** (p. 5345) : s'oppose à l'amendement n° 27 de la commission (retour au texte voté par le Sénat en première lecture) - **Art. 7** (p. 5346) : accepte l'amendement n° 28 de la commission (assouplissement des conditions du changement de tarification) ; sur cet amendement, ses sous-amendements n° 89 et n° 91 ; adoptés ; et n° 90 ; retiré - **Après l'art. 7** (p. 5357, 5358) : son amendement n° 92 : protection des eaux minérales ; adopté - **Art. 8** : accepte les amendements de forme de la commission, n° 29 et n° 30 - S'oppose à l'amendement n° 73 de M. Alain Pluchet (droit à indemnisation des servitudes d'utilité publique instituées par cet article) - **Art. 9** (p. 5359) : accepte l'amendement n° 31 de la commission (application de cet article : décret en conseil d'Etat) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 74 de M. Alain Pluchet (droit à indemnisation des servitudes d'utilité publique instituées par cet article) - **Art. 9 bis** (*introduction dans le code minier de dispositions relatives aux obligations des sociétés d'exploitation minière*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de rectification n° 32 de la commission - **Art. 10** (p. 5360) : accepte les amendements de la commission, n° 33 de coordination et n° 34 rédactionnel - **Art. 11 ter** (*autorisation pour les communes d'avoir plusieurs gardes-champêtres en commun*) (p. 5361) : s'oppose à l'amendement n° 35 de la commission (rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale) - **Art. 12** : demande le retrait de l'amendement n° 36 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat) - **Art. 13** (p. 5362) : sur les amendements de la commission, relatifs à la qualification du délit de pollution, s'oppose au n° 37 et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 38 - S'oppose à l'amendement n° 68 de Mme Danielle Bidard-Reydet (exclusion des vidanges de barrages du champ d'application de cet article) - **Art. 17** (*sanctions administratives*) (p. 5362) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 57 de M. Alain Pluchet (répartition des responsabilités) - **Art. 18 ter** (*contentieux*) (p. 5363) : son amendement n° 59 : référence aux dispositions de la loi du 19 juillet 1976 ; devenu sans objet - **Art. 18 quater** (*procédure en cas d'infraction*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 40 de la commission - **Art. 20** (p. 5364) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 41 de la commission (rétablissement de la disposition votée en première lecture par le Sénat excluant l'acquisition par voie d'expropriation des propriétaires riverains) - **Art. 21** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements rédactionnels n° 42 et n° 43 de la commission - **Après l'art. 22** : s'oppose à l'amendement n° 69 de Mme Danielle Bidard-Reydet (reversement de TVA aux organismes de distribution et d'assainissement) - **Art. 23** (p. 5365) : accepte les amendements de la commission n° 45, n° 46, n° 47 et n° 48 (amélioration de la rédaction) - **Après l'art. 23** (p. 5366) : s'oppose à l'amendement n° 70 de Mme Danielle Bidard-Reydet (réinvestissement dans le domaine de l'eau des bénéfices réalisés dans la distribution et l'assainissement) - **Art. 24** : accepte les amendements de coordination n° 49 et n° 50 de la commission - **Art. 24 bis** (*obligation d'un dispositif de traitement des effluents pour les immeubles et installations non soumis au régime des installations classées*) : s'oppose à l'amendement n° 76 de M. Alain Pluchet (cas des installations d'élevage) - **Art. 25** (p. 5367) : sur les amendements de la commission proposant une nouvelle rédaction, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 51 et accepte le n° 52 - **Art. 25 bis** (*statut des régies*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 53 de la commission - **Art. 25 ter** (*dispositions particulières à certains contrats*) (p. 5368) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 54 de la commission - **Art. 25 quater** (*transfert au département des services d'assistance technique à l'exploitation des stations d'épuration*) (p. 5369) : son amendement n° 60 : nouvelle rédaction ; retiré au profit de l'amendement n° 55 de la commission sur le même objet - **Art. 26 A** (*modification de la loi « pêche »*) (p. 5370) : s'oppose à l'amendement n° 80 de M. Claude Estier (critère de définition des eaux libres ; droits et obligations des propriétaires privés d'eaux closes) - **Avant l'art. 26** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 81 de M. Claude Estier (allongement du délai d'application de l'article L. 231-7 du code rural) - **Art. 32** (*nomination du président du conseil d'administration des agences financières de bassin*) : s'oppose à l'amendement n° 56 de la commission (rétablissement de cet article voté en première lecture par le Sénat et supprimé par l'Assemblée nationale).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire **[n° 216 (91-92)]** - (21 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5736, 5737) : satisfaction du Gouvernement - Agences de bassin - Commissions locales et communautés de l'eau - Participation des usagers à la gestion de l'eau - Droits des riverains.

– Projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans les territoires d'outre-mer - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* **[n° 224 (90-91)]** - (21 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5742) : satisfaction du Gouvernement - Ordonnances du ministère de la justice.

LA MALENE (Christian de), sénateur de Paris (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

LANG (Jack), *ministre de la culture, de la communication et des grands travaux.*

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

Est nommé *ministre de la culture et de la communication, porte-parole du Gouvernement* le 16 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 17 mai 1991).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi, présenté avec M. Georges Kiejman, ministre délégué à la communication, modifiant les articles 27, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication [n° **2 (91-92)**] (2 octobre 1991) - **Communication audiovisuelle.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi modifiant les articles 27, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication** [n° **2 (91-92)**] - (14 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3744) : application de la directive communautaire « télévision sans frontière » - Définition française de l'oeuvre audiovisuelle - (p. 3745) : quotas de diffusion - Pourcentages d'oeuvres européennes et d'oeuvres d'expression française - Lutte nécessaire contre la diffusion à outrance de programmes américains - Chaînes publiques - Chaînes privées - (p. 3746) : insuffisance de la production audiovisuelle française - Respect des engagements pris - (p. 3752) : non-respect de la réglementation actuelle - (p. 3755) : diffusion excessive des séries américaines - (p. 3764, 3765) : demande l'adoption de ce projet de loi.

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Deuxième partie :

Culture - (2 décembre 1991) (p. 4666) : dépenses de 1981 à 1991 - Développement culturel des régions - Emergence de nouveaux talents - (p. 4667) : formations artistiques - Sauvegarde du patrimoine - Grands travaux - Politique de la ville - Monde rural - Province - Fonctionnement de l'Opéra de la Bastille - Part octroyée aux régions françaises - (p. 4681) : oeuvre de Raymond Bourgine - Cinquième centenaire de la rencontre des Deux Mondes - Région Provence-Alpes-Côte d'Azur - Construction de l'Europe - Circulation des biens culturels - (p. 4682) : bibliothèques - Musées - Région Nord-Pas-de-Calais - Exemple de Lille - (p. 4683) : construction d'un Zénith à Caen - Régions - Enseignement de la danse - Subventions des salles de cinéma - Collectivités locales - Monde rural - Bibliothèque de France - (p. 4684) : Opéra de la Bastille - Opéra Garnier - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4689) : s'oppose aux amendements identiques n° II-20 de la commission des finances et n° II-32 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis (réduction des crédits figurant au Titre III) - **Etat C** (p. 4690) : s'oppose aux amendements identiques n° II-21 de la commission des finances et n° II-33 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement figurant au titre VI).

LANIER (Lucien), sénateur du Val-de-Marne (apparenté RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois.

– Rapporteur de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'ensemble des services relevant de l'autorité du ministre de l'intérieur qui contribuent, à un titre quelconque, à assurer le maintien de l'ordre public et la sécurité des personnes et des biens jusqu'au 29 mai 1991.

Est nommé membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 (*JO* Lois et décrets du 29 juin 1991), jusqu'au 11 décembre 1991.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse (22 mars 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fonction publique (28 mai 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la protection des consommateurs (12 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires (29 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France (13 novembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le tableau n° 7 annexé au code électoral relatif à l'effectif des conseils régionaux et à la répartition des sièges entre les départements (10 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans les territoires d'outre-mer (18 décembre 1991).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des lois sur le projet de loi [n° **304 (90-91)**] adopté par l'Assemblée nationale, renforçant la protection des consommateurs [n° **328 (90-91)**] (15 mai 1991) - **Consommation.**

Rapport, fait au nom de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'ensemble des services relevant de l'autorité du ministre de l'intérieur qui contribuent, à un titre quelconque, à assurer le maintien de l'ordre public et la sécurité des personnes et des biens, créée en vertu d'une résolution adoptée par le Sénat le 13 décembre 1990 [n° **347 (90-91)**] (30 mai 1991) - **Ministères (Intérieur).**

Avis, déposé au nom de la commission des lois, sur le projet de loi n° **109 (91-92)**] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, renforçant la protection des consommateurs [n° **156 (91-92)**] (10 décembre 1991) - **Consommation.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse** [n° **98 (90-91)**] - (20 mars 1991) - **Discussion générale** (p. 87 et 88) ; problème corse - Débat parlementaire - Terrorisme - Notion de « peuple corse » - Processus d'autodétermination - (p. 89) : unité de la Nation française - Général de Gaulle - Institutions de la collectivité territoriale de Corse -

Refonte des listes électorales - (p. 90) : chômage des jeunes - Langue et culture corses - Développement économique - Sécurité - Continuité territoriale.

Suite de la discussion - (21 mars 1991) - **Art. 1er** (*consécration juridique de la notion de « peuple corse composante du peuple français »*) (p. 113) : au nom du groupe RPR, se déclare favorable à l'amendement n° 1 de la commission (suppression de la référence à la notion de « peuple corse » et mention de la région de Corse) - **Art. 52** (*activités éducatives complémentaires et enseignement de la langue et de la culture corses*) (p. 151) : intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (caractère facultatif des cours de langue corse).

Suite de la discussion - (22 mars 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 199) : au nom du groupe RPR, votera ce projet de loi amendé par le Sénat.

Nouvelle lecture **[n° 263 (90-91)]** - (11 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 435) : maintien du projet de loi dans sa version initiale - Travail législatif du Sénat - Débat parlementaire - Rétablissement de la sécurité en Corse - (p. 436) : terrorisme - Réforme institutionnelle - Légalisation du « peuple corse » - Processus d'indépendance - Collectivité territoriale - Insularité - Au nom du groupe du RPR, votera la question préalable.

- Projet de loi renforçant la protection des consommateurs [n° 304 (90-91)] - (15 octobre 1991) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale et art. 1 à 11** : son intervention et ses amendements présentés par M. Michel Rufin (p. 2865, 2898).

- Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Recherche et technologie - (29 novembre 1991) (p. 4506) : Annulation de crédits du budget de la recherche intervenue en 1991 - Avenir du Commissariat à l'énergie atomique, CEA - (p. 4507) : vote du groupe du RPR contre ce projet de budget.

- Projet de loi renforçant la protection des consommateurs

Deuxième lecture **[n° 109 (91-92)]** - (12 décembre 1991) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 5302) : protection des consommateurs - (p. 5303) : droit des contrats - Droit de la consommation - Délit d'abus de faiblesse - Interdiction de « vente forcée » - Action en représentation conjointe - Contrôle juridictionnel des clauses abusives - (p. 5304) : avis favorable de la commission sous réserve de l'acceptation de ses amendements - **Art. 1er** (*extension du délit d'abus de faiblesse*) (p. 5305) : son amendement n° 25 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - (p. 5306) : son amendement n° 26, rétablissement de la définition de la notion d'urgence introduite par le Sénat en première lecture ; adopté - Son amendement n° 27 : champ d'application de la loi du 22 décembre 1972 relative à la protection des consommateurs en matière de démarchage et de vente à domicile ; adopté - **Art. 7** (*extension de l'interdiction de l'envoi forcé aux prestataires de services*) (p. 5310) : son amendement n° 28 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 8** (*actions en présentation conjointe*) : son amendement n° 29 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - Son amendement n° 30 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 9** (*contrôle juridictionnel des clauses abusives*) : son amendement de suppression n° 31 ; retiré.

LARCHE (Jacques), sénateur de la Seine-et-Marne (UREI).

NOMINATIONS

- Président de la commission des lois.

- Membre ès qualités du Comité national de la publication des travaux préparatoires des institutions de la Ve République.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse (22 mars 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des procédures civiles d'exécution (28 mai 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fonction publique (28 mai 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications (25 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aide juridique (26 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires (29 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France (13 novembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le tableau n° 7 annexé au code électoral relatif à l'effectif des conseils régionaux et à la répartition des sièges entre les départements (10 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans les territoires d'outre-mer (18 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes (19 décembre 1991).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi **[n° 98 (90-91)]**, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant statut de la collectivité territoriale de Corse **[n° 234 (90-91)]** (14 mars 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse **[n° 243 (90-91)]** (27 mars 1991) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi **[n° 263 (90-91)]**, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, en nouvelle lecture, portant statut de la collectivité territoriale de Corse **[n° 265 (90-91)]** (9 avril 1991) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à améliorer l'efficacité de la procédure législative **[n° 179 (89-90)]** (30 janvier 1990) - Reprise par son auteur le 8 octobre 1991 - **Parlement.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête parlementaires [n° **460 (90-91)**] (23 juillet 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Commissions d'enquête ou de contrôle.**

Participation au rapport d'information fait, au nom de la commission des lois, à la suite d'une mission effectuée en République d'Afrique du Sud, du 4 au 14 septembre 1991 [n° **40 (91-92)**] (17 octobre 1991) - **Afrique du Sud.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° **115 (91-92)**] relatif à l'élection des sénateurs [n° **217 (91-92)**] (19 décembre 1991) - **Elections.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 13 décembre 1991) (p. 5274) - Ministère : Justice - *Conséquences du GATT sur les professions juridiques* - **Professions judiciaires et juridiques.**

Questions orales sans débat :

n° **168** (*JO* Débats du 27 novembre 1989) (p. 3933) - Ministère : Intérieur - *Politique et réglementation du stationnement des nomades* - (Caduque : avril 1991) - **Nomades.**

n° **293** (*JO* Débats du 28 mars 1991) (p. 214) - Ministère : Environnement - *Installation d'une décharge sur le territoire de la commune de Pierre-Levée (Seine-et-Marne)* - **Déchets.**

n° **302** (*JO* Débats du 17 avril 1991) (p. 495) - Ministère : Equipement - *Coût et modalités de financement du grand stade dont l'implantation est envisagée en Seine-et-Marne* - **Sports.**

n° **303** (*JO* Débats du 17 avril 1991) (p. 495) - Ministère : Education - *Politique du Gouvernement à l'égard de l'enseignement privé* - **Enseignement privé.**

INTERVENTIONS

– Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 80-844 du 29 octobre 1980 relative au statut de la magistrature [n° **212 (90-91)**] - (20 mars 1991) - **Sur l'ensemble** (p. 60) : crise de la magistrature - Rémunérations - Retraite - Elite.

– Projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse [n° **98 (90-91)**] - (20 mars 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 64 et 65) : mission sénatoriale en Corse - Etat de droit - Collectivité territoriale à statut particulier - « Peuple corse » - Unité du peuple français - (p. 66) : débat juridique sur le peuple corse - Organisation « politique » de la Corse - Régime électoral - (p. 67) : refonte des listes électorales - Rétablissement de l'autorité étatique.

Suite de la discussion - (21 mars 1991) - Rapporteur - **Art. 1er** (*consécration juridique de la notion de « peuple corse composante du peuple français »*)s (p. 107) : son amendement n° 1 : suppression de la référence à la notion de « peuple corse » et mention de la région de Corse ; adopté - (p. 108) : s'oppose à l'amendement n° 109 de M. Robert Pagès (intégration du « peuple corse » à la nation française) - **Art. 2** (*institution d'une collectivité territoriale à statut spécifique, en application de l'article 72 de la Constitution*) (p. 115) : son amendement n° 2 : remplacement des mots « collectivité territoriale de Corse » par les mots « région Corse », et suppression du conseil exécutif de Corse ; adopté - (p. 116) : demande le retrait de l'amendement n° 110 de M. Robert Pagès (suppression du conseil exécutif de Corse et de son président) - **Art. 3** (*dispositions de coordination découlant de l'insertion dans le code électoral d'un titre nouveau relatif à l'élection des membres de l'Assemblée de Corse*) (p. 117) : demande le retrait de l'amendement n° 95 de M. François Giacobbi (application du droit commun électoral à la région de Corse) - **Art. 7** (*composition et régime électoral de l'Assemblée de Corse*) - *Art. L. 364 du code électoral (composition de l'Assemblée de Corse et durée du mandat de ses membres)* (p. 119) : s'oppose à l'amendement n° 111 de M. Robert Pagès (augmentation du nombre de membres de l'Assemblée de Corse) - (p. 120) : son amendement rédactionnel n° 3 ; adopté - *Art. L. 365 (mode de scrutin)* : s'oppose à l'amendement n° 112 de M. Robert Pagès (choix du mode de scrutin dit « de la proportionnelle intégrale » pour l'élection des conseillers de Corse) - *Art. L. 366 (mode de scrutin)* (p. 121) : son amendement n° 4 : octroi de huit sièges au titre de la prime majoritaire prévue par le mode de scrutin ; adopté - *Art. L. 367 (conditions d'éligibilité et inégibilités)* : son amendement n° 5 : suppression de la référence au conseil exécutif de Corse ; adopté - *Art. L. 369 bis (incompatibilités)* : son amendement n° 6 : suppression de l'incompatibilité entre le mandat de conseiller à l'Assemblée de Corse et de conseiller général ; adopté - *Art. L. 373 (déclarations de candidature)* (p. 123, 124) : son amendement n° 7 : mise en place d'un seuil de fusionnement des listes au second tour ; adopté - *Art. L. 379 (opérations de vote)* : son amendement rédactionnel n° 8 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 113 de M. Robert Pagès (désignation d'un représentant à la commission par chaque liste) - **Art. 8** (*limitation du cumul des mandats électifs*) (p. 125) : son amendement rédactionnel n° 9 ; adopté - **Art. 15** (*siège de l'Assemblée de Corse et réunion de plein droit après son élection*) (p. 126, 127) : accepte l'amendement n° 91 de M. Paul d'Ornano (modification du jour fixé pour la réunion de plein droit) et sur cet amendement, son sous-amendement n° 190 ; adopté - **Art. 16** (*réunions de l'Assemblée de Corse*) : ses amendements n° 10 : cas où le jour d'ouverture de la session est un jour férié ; n° 11 : conditions de convocation de sessions extraordinaires ; et n° 12 : suppression de l'organisation de la vacance du siège du président du conseil exécutif ; adoptés - **Art. 17** (*publicité des débats de l'Assemblée de Corse*) (p. 128) : son amendement n° 13 : suppression de la référence aux conditions de validité des délibérations de l'Assemblée ; adopté - **Après l'art. 17** : son amendement n° 14 : conditions de validité des délibérations de l'Assemblée ; adopté - **Art. 19** (*élection du président de l'Assemblée de Corse*) : son amendement n° 15 : organisation de la vacance du siège du président de l'Assemblée ; adopté - **Art. 19 bis** (*élection des membres du bureau de l'Assemblée de Corse*) (p. 129) : son amendement n° 16 : choix de la représentation proportionnelle avec répartition des sièges au plus fort reste ; adopté - **Art. 22** (*règlement intérieur*) (p. 130) : s'oppose à l'amendement n° 119 de M. Robert Pagès (garantie du respect du pluralisme et de la proportionnelle dans les différentes instances de l'Assemblée) - Son amendement n° 17 : suppression de la référence à la compétence du tribunal administratif ; adopté - **Art. 23** (*compétences de l'Assemblée*) (p. 131) : son amendement n° 18 : suppression de la référence au mécanisme de contrôle du conseil exécutif ; adopté - S'oppose aux amendements de M. Robert Pagès n° 121 (élaboration du plan de développement et du schéma d'aménagement de la Corse par l'Assemblée de Corse) et n° 122 (transfert de la totalité des compétences à l'Assemblée de Corse) - **Art. 24** (*consultation et pouvoir de proposition de l'Assemblée*) (p. 132) : son amendement n° 19 : conséquences de la suppression du conseil exécutif ; adopté - **Art. 25** (*dissolution de l'Assemblée*) : son amendement n° 20 : conséquences de la suppression du conseil exécutif ; adopté - **Avant l'art. 26** : s'oppose à l'amendement n° 126 de M. Robert Pagès (suppression de la division « Chapitre II » et de son intitulé « de l'exécutif ») - **Art. 26** (*compétences du conseil exécutif*) (p. 133) : son amendement n° 21 : pouvoir exécutif de l'Assemblée de Corse confié à son président et modifications consécutives ; adopté - **Art. 27** (*composition du conseil exécutif*) : son amendement n° 22 : mise en place de la commission exécutive ; adopté - **Avant l'art. 28** (p. 134) : son amendement n° 23 : modification de l'intitulé de la section 1 du chapitre II du titre Ier ; adopté - **Art. 28** (*élection du conseil exécutif*) (p. 135) : son amendement n° 24 : dispositions concernant la commission exécutive ; adopté - **Art. 29** (*vacance du siège d'un conseiller exécutif autre que le président*) : son amendement n° 25 : dispositions concernant la vacance d'un siège de la commission exécutive ; adopté - **Art. 30** (*vacance du siège du président du conseil exécutif*) : son amendement n° 26 : dispositions concernant la vacance du siège du président de l'Assemblée de Corse ; adopté - **Avant**

l'art. 31 : son amendement n° 27 : modification de l'intitulé de la section II du chapitre II du titre I^er^ ; adopté - **Art. 31** (*pouvoirs du président du conseil exécutif*) : son amendement n° 28 : suppression des délégations au conseil exécutif ; adopté - **Art. 32** (*rapport annuel présenté à l'Assemblée*) (p. 137) : son amendement n° 29 : rétablissement du conseil de la culture, de l'éducation et du cadre de vie ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 128 de M. Robert Pagès (vote de l'Assemblée de Corse sur le rapport d'activité de son président) - **Art. 34** (*arrêtés pris par le président du conseil exécutif*) : son amendement n° 30 : pouvoir réglementaire du président de l'Assemblée de Corse ; adopté - **Après l'art. 34** (p. 138) : son amendement n° 31 : suppression de la division « Section 3 » et de son intitulé ; adopté - **Art. 35** (*accès aux séances de l'Assemblée*) : son amendement de suppression n° 32 ; adopté - **Art. 36** (*mise en jeu de la responsabilité du conseil exécutif*) (p. 139) : son amendement de suppression n° 33 ; adopté - **Art. 37** (*rapport spécial et ordre du jour*) (p. 140) : son amendement de coordination n° 34 ; adopté - **Art. 38** (*adoption du budget*) : son amendement de coordination n° 35 ; adopté - **Art. 39** (*mesures prises en application des délibérations de l'Assemblée*) : son amendement de coordination n° 36 ; adopté - **Art. 40** (*contrôle de légalité*) : son amendement de coordination n° 37 ; adopté - **Art. 41** (*contrôle budgétaire*) (p. 141, 142 et 143) : accepte les amendements de la commission saisie pour avis, n° 70 (contrôles effectués par la chambre régionale des comptes), n° 71 (suppression de la faculté donnée à la chambre régionale des comptes de procéder à des vérifications sur demande du représentant de l'Etat ou de la collectivité territoriale) et n° 72 (saisine de la chambre régionale des comptes) - **Après l'art. 41** (p. 144) : son amendement n° 38 : modification de l'intitulé du chapitre IV du Titre I^er^ ; adopté - **Art. 42** (*effectif du conseil économique, social et culturel de Corse*) : son amendement n° 39 : effectifs du conseil économique et social de Corse et du conseil de la culture, de l'éducation et du cadre de vie de Corse ; adopté - S'oppose à l'amendement de coordination n° 132 de M. Robert Pagès - **Après l'art. 42** (p. 145) : ses amendements n° 40 : règles de fonctionnement interne des conseils consultatifs ; et n° 41 : organismes réprésentés au sein des conseils consultatifs ; adoptés - **Art. 43** (*attributions du conseil économique et social*) : ses amendements, n° 42 : rétablissement du conseil économique et social ; n° 43 : consultation du conseil économique et social ; et n° 44 : champs de compétences du conseil économique et social ; adoptés - **Art. 44** (*attributions du conseil de la culture, de l'éducation et du cadre de vie Corse*) (p. 147) : son amendement n° 45 : rétablissement du conseil de la culture et modifications consécutives ; adopté - **Art. 45** (*réunion conjointe des conseils consultatifs*) : son amendement n° 46 : rétablissement de l'article dans une rédaction différente ; adopté - **Art. 46** (*attributions du représentant de l'Etat*) : son amendement de coordination n° 47 ; adopté - **Art. 47** (*rapport sur l'activité des services de l'Etat*) (p. 148) : accepte l'amendement n° 136 de M. Robert Pagès (débat de plein droit de l'Assemblée sur le rapport spécial présenté par le représentant de l'Etat) - **Art. 49** (*carte scolaire des établissements d'enseignement secondaire*) : son amendement de coordination n° 48 ; adopté - **Art. 51** (*enseignement supérieur*) (p. 149) : ses amendements, n° 187 : référence à la politique nationale de l'enseignement supérieur ; et n° 49 : suppression du pouvoir de blocage de l'Université de Corse ; adoptés - S'oppose aux amendements de M. Robert Pagès, n° 137 (pouvoir de proposition du bureau de l'Assemblée de Corse) et n° 138 (accroissement du rôle de l'Université de Corse) - **Art. 52** (*activités éducatives complémentaires et enseignement de la langue et de la culture corses*) (p. 151, 152) : ses amendements, n° 50 de coordination, et n° 51 : caractère facultatif des cours de langue corse ; adoptés - S'oppose aux amendements de M. Robert Pagès, n° 141 (organisation d'un débat à l'Assemblée de Corse sur le statut de co-officialité entre le français et la langue corse) et n° 142 (établissement par l'Assemblée de Corse d'un statut de co-officialité entre le français et la langue corse) - **Art. 54** (*compétences de la collectivité territoriale de Corse dans le domaine de la communication audiovisuelle*) : s'oppose à l'amendement n° 144 de M. Robert Pagès (représentation des différents courants d'opinion) et à l'amendement n° 108 de M. Marcel Rudloff (réalisation d'échanges avec l'étranger dans le secteur audiovisuel) - **Art. 55** (*compétences culturelles de la nouvelle collectivité territoriale*) : son amendement n° 52 : consultation des départements ; adopté - **Art. 56** (*compétences de la nouvelle collectivité territoriale dans le domaine de l'environnement*) : son amendement de coordination n° 53 ; adopté - **Après l'art. 56** (p. 155) : s'oppose à l'amendement n° 145 de M. Robert Pagès (création d'un conseil de surveillance du littoral).

Suite de la discussion - (22 mars 1991) - Rapporteur - **Art. 58** (*schéma d'aménagement de la collectivité territoriale de Corse*) - *Art. L. 144-5 du code de l'urbanisme* (*opposabilité du schéma d'aménagement de la Corse*) (p. 164, 165) : son amendement n° 188 : suppression de l'obligation rétroactive de mise en conformité des documents d'urbanisme existants avec le nouveau schéma d'aménagement ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 150 de suppression de M. Robert Pagès - *Art. L. 144-6* (*composition du conseil des sites de Corse*) (p. 166) : son amendement n° 54 : présence des représentants de la région et des départements de Corse dans le conseil des sites de Corse ; adopté - **Art. 58 bis** (*création d'une ressource fiscale nouvelle affectée à un fonds d'intervention pour l'aménagement de la Corse*) (p. 167) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 151 de M. Robert Pagès et accepte l'amendement n° 73 bis de la commission saisie pour avis (alimentation du fonds d'aménagement et de développement de la Corse par une taxe sur l'hébergement touristique).

– Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° 242 (90-91)] - (2 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 217) : organisation des travaux du Sénat - (p. 231) : examen hâtif de ce texte - Travaux du Sénat - Difficultés des banlieues - Transfert de responsabilités de l'Etat vers les collectivités locales - Mécanisme de solidarité - Fonds de solidarité de la région d'Ile-de-France - (p. 232) : critères de la redistribution - Alimentation du fonds de solidarité - Libre administration des collectivités territoriales - Constitutionnalité de ce projet de loi - Amputation des ressources fiscales des communes.

– Projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse - *Nouvelle lecture* **[n° 263 (90-91)]** - (11 avril 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 429) : débat parlementaire - Bicaméralisme - (p. 430) : unité de la Nation, de l'Etat et du peuple français - Peuples alsacien et breton - Réforme institutionnelle - Europe - Régime électoral - Travail législatif du Sénat - Article 49, alinéa 3, de la Constitution - Terrorisme - (p. 431) : question préalable - (p. 439) : peuples alsacien, basque et breton - Décomposition de la nation française - Attraction européenne subie par les régions frontalières - (p. 440) : engagement du Gouvernement auprès des élus - Nationalistes corses - Nature des promesses faites aux élus corses - **Question préalable** (p. 442, 443) : sa motion n° 1 tendant à opposer la question préalable ; adoptée - Caractère constructif de l'opposition sénatoriale - Débat parlementaire - Inconstitutionnalité - Paix civile - Insuffisances des dispositions économiques - Risque de développement des mouvements autonomistes.

– Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° 214 (88-89)] - **Suite de la discussion** - (24 avril 1991) - *Art. unique* (*Livre II : répression des crimes et délits contre les personnes*) - *Art. L. 221-1* (*meurtre*) (p. 636, 639) : principe de la peine de sûreté obligatoire - Souhaite que le Gouvernement ne remette pas en cause l'accord intervenu lors de la commission mixte paritaire sur le livre I.

Suite de la discussion - (30 avril 1991) - **Art. unique (suite)** - *Après l'art. 223-11 du code pénal* (p. 829) : avortement clandestin - Contraception - (p. 834) : loi Veil - Modification de la législation sur l'avortement - Liberté de l'avortement - Demande la réserve du vote sur l'amendement n° 84 de la commission (interruption illégale de la grossesse par le fait de la femme elle-même).

Suite de la discussion - (14 mai 1991) - **Art. unique (suite)** - *Après l'art. 223-11 du code pénal (suite)* (p. 925) : demande la réserve de l'amendement n° 84 de la commission (précé-

demment réservé) jusqu'avant le vote sur l'ensemble ; réserve adoptée.

– **Projet de loi portant réforme des procédures civiles d'exécution** - *Deuxième lecture* [n° **306 (90-91)**] - (24 mai 1991) - **Discussion générale** (p. 1051, 1052) : engorgement de l'appareil judiciaire.

– **Projet de loi relatif à l'aide juridique** [n° **310 (90-91)**] - (29 mai 1991) - **Discussion générale** (p. 1146) : souci du bon fonctionnement de l'appareil judiciaire - Surcharge des tribunaux - Accroissement des possibilités d'accès aux contentieux - Eventuelle réapparition du juge de paix - Mise à la disposition des juges d'assistants de justice - **Art. 24 bis** (*exonération de TVA pour les prestations relevant de l'aide juridique*) (p. 1162) : se déclare favorable à l'amendement n° 10 de la commission (dispense du paiement de la taxe sur la valeur ajoutée pour les prestations indemnisées partiellement ou totalement par l'Etat dans le cadre de l'aide juridictionnelle).

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République** [n° **269 (90-91)**] - (11 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1519) : décentralisation - Déconcentration - (p. 1520) : Parlement (rôle) - Conseils municipaux - Elus locaux - Coopération intercommunale - Participation des collectivités territoriales au financement des établissements d'enseignement privé.

Suite de la discussion - (13 juin 1991) - **Avant l'art. 16** (p. 1622) : s'oppose à l'amendement n° 15 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (réponse obligatoire des collectivités territoriales sur les questions exprimées notamment par pétitions et référendums) - **Art. 17** (*comités consultatifs communaux*) (p. 1639) : intervient sur les amendements de M. Claude Estier, n° 349 (durée d'existence du comité), n° 350 (composition) et n° 351 (représentants étrangers) - **Demande de priorité** (p. 1641) : demande l'examen en priorité de l'amendement n° 284 ter de M. Charles Pasqua (contribution des collectivités territoriales au financement des dépenses d'investissement des établissements d'enseignement privé sous contrat) après l'art. 36 ; priorité ordonnée - **Art. 19** (*compétences consultatives des comités économiques et sociaux régionaux, organisés en sections*) (p. 1652) : intervient sur l'amendement n° 116 de la commission (projet de budget de la région) - **Art. 26 bis** (*représentation proportionnelle au sein des commissions municipales*) (p. 1664) : intervient sur l'amendement n° 354 ter de M. Etienne Dailly (représentation proportionnelle au sein de la commission d'appel d'offres et du bureau d'adjudication).

– **Conférence des présidents** : organisation des travaux du Sénat (13 juin 1991) (p. 1625, 1626).

– **Rappel au règlement** : propos de M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement et ordre du jour du Sénat (13 juin 1991) (p. 1640, 1641).

– **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République** [n° **269 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (14 juin 1991) - **Art. 27** (*commission permanente, nouvelle dénomination des bureaux des conseils généraux et des conseils régionaux*) (p. 1681) : intervient sur l'amendement de suppression n° 130 de la commission - **Avant l'art. 29** (p. 1682) : s'oppose à l'amendement n° 356 de M. Claude Estier (augmentation du nombre de vice-présidents du conseil régional).

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes** [n° **354 (90-91)**] - (27 juin 1991) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 356) (p. 2193) : absence de rapport de la commission des lois - Europe - Nation française - Lutte contre les stupéfiants - (p. 2194) : immigration clandestine - Contrôle de constitutionnalité - Comité exécutif - (p. 2195) : votera en fonction des réponses du Gouvernement.

– **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République italienne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990** [n° **356 (90-91)**] - (27 juin 1991) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 354) : voir intervention sous le projet n° 354 (p. 2193, 2195).

– **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République** [n° **269 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (2 juillet 1991) (p. 2367) : état de l'examen du projet, suspendu le 14 juin 1991 - (p. 2368) : loi et règlement (domaines respectifs).

– **Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires** - *Nouvelle lecture* [n° **453 (90-91)**] - (5 juillet 1991) - **Art. 1er G** (*obligation de comparaître, de prêter serment et de déposer*) (p. 2513) : intervient à propos de l'amendement n° 3 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 3** (*entrée en vigueur de la loi*) (p. 2519) : intervient à propos de l'amendement n° 7 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture).

– **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes** - *Deuxième lecture* [n° **411 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (3 octobre 1991) - **Art. unique (suite)** - *Art. 222-5 du code pénal* (p. 2584) : intervient à propos de l'amendement n° 38 de la commission (rétablissement de la période de sûreté dans le cas de violences mortelles) - *Art. 222-18* (p. 2595) : intervient à propos de l'amendement n° 73 de la commission (fixation des peines à trois ans d'emprisonnement et 300 000 francs d'amende en cas de dissémination de maladies transmissibles épidémiques) - *Art. 222-34* (p. 2608) : intervient à propos de l'amendement n° 93 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - *Après l'art. 223-11-1* (p. 2620) : intervient à propos de l'amendement n° 106 de la commission (cas de la femme qui se procure un avortement à elle-même).

– **Questions orales avec débat jointes : situation des services relevant de l'autorité judiciaire** - (9 octobre 1991) (p. 2753) : rapport de la commission de contrôle - (p. 2754) : situation des magistrats - Traitement des juges.

– **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens** [n° **215 (88-89)**] - **Suite de la discussion** - (30 octobre 1991) - **Sur l'ensemble** (p. 3428) : désaccord entre les assemblées - Commission mixte paritaire sur le livre II - Examen des livres III et IV.

– **Conclusions du rapport de M. René-Georges Laurin**, fait au nom de la commission des lois **sur les propositions de loi, n° 448 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte**, les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **organisant le certificat d'hébergement par les communes ; n° 449 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte**, les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **réformant le regroupement familial ; n° 450 rectifié bis (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte**, les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **organisant la définition d'un quota annuel d'immigration en France ; n° 451 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte**, plusieurs de leurs collègues et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **réformant la procédure du droit d'asile ; n° 478 (90-91) de M. Daniel Hoeffel** et des membres du groupe de l'Union centriste **tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952, afin de réprimer plus sévèrement l'immigration irrégulière** [n° **64 (91-92)**] - (7 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3573) : immigration clandestine - Economie - Intégration - Inscription des propositions de loi d'origine sénatoriale à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale.

- **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Discussion générale :

(19 novembre 1991) (p. 3850, 3851) : économie française - Crédits de la sécurité publique - (p. 3852) : collectivités territoriales - Déconcentration - Outre-mer - A titre personnel, s'oppose au projet de budget pour 1992.

- **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de résolution** (n° 79, 91-92) **de M. Charles Pasqua** et des membres du groupe du RPR, de M. Daniel Hoeffel et des membres du groupe de l'Union centriste, de M. Marcel Lucotte et des membres du groupe de l'UREI et de M. Ernest Cartigny et des membres du groupe du RDE, **tendant à rendre le règlement du Sénat conforme aux nouvelles dispositions de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires ainsi qu'à modifier certains de ses articles en vue d'accroître l'efficacité des procédures en vigueur au Sénat** [n° **185 (91-92)**] - (18 décembre 1991) - **Avant l'art. 1er** (p. 5583) : intervient sur les amendements de Mme Hélène Luc, n° 2 (modification de la composition du Bureau du Sénat) et n° 4 (mode de scrutin).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs** [n° **115 (91-92)**] - (19 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5623) : procédure et calendrier d'examen du projet de loi - Réforme de l'institution sénatoriale - Opposition globale du Sénat - Représentativité du Sénat - (p. 5624) : scrutin proportionnel - Représentation des collectivités territoriales - (p. 5625) : communes - Mode de scrutin - Politique d'aménagement du territoire et « ruralité » - Esprit de revanche - (p. 5626) : mission constitutionnelle du Sénat - Opposition fondamentale de la commission des lois à ce projet de loi.

LARCHER (Gérard), sénateur des Yvelines (RPR).

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications.

- Est nommé membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 (*JO* Lois et décrets du 29 juin 1991), jusqu'au 11 décembre 1991.

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour la ville (20 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code des postes et des télécommunications et la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications (26 juin 1991).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° **224 (90-91)**] modifiant le code des postes et télécommunications et la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications [n° **247 (90-91)**] (27 mars 1991) - **Postes et télécommunications (P et T).**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° **355 (90-91)**] modifié par l'Assemblée nationale, modifiant le code des postes et des télécommunications et la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications [n° **376 (90-91)**] (12 juin 1991) - **Postes et télécommunications (P et T).**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi d'orientation pour la ville [n° **350 (90-91)**], adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence [n° **383 (90-91)**] (13 juin 1991) - **Urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour la ville [n° **414 (90-91)**] (25 juin 1991) - **Urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code des postes et des télécommunications et la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications [n° **429 (90-91)**] (27 juin 1991) - **Postes et télécommunications (P et T).**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi d'orientation pour la ville [n° **432 (90-91)**] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture [n° **437 (90-91)**] (2 juillet 1991) - **Urbanisme.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **280** (*JO* Débats du 6 décembre 1990) (p. 4627) - Ministère : Jeunesse et Sports - *Paiement des cotisations sociales des éducateurs employés par les clubs sportifs* - (Réponse : *JO* Débats du 16 novembre 1991) (p. 3786) - **Sports.**

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (19 mars 1991) (p. 29) : article 36 du règlement du Sénat - Traitement infligé par le Viêt-minh aux prisonniers français capturés lors de la guerre d'Indochine - Amnistie des faits de trahison en 1966 - Définition des crimes contre l'humanité - Cas de M. Boudarel, professeur d'université.

- **Projet de loi modifiant le code des postes et des télécommunications et la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications** [n° **224 (90-91)**] - (5 avril 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 366) : libertés individuelles - Locaux à usage professionnel - Infractions - Autorité judiciaire - Procédure pénale - Police judiciaire - Observations du Conseil constitutionnel - Nouveau projet de loi - Cryptologie - (p. 367) : code des douanes - Libertés publiques - Rôle du Parlement - Cryptologie - Autorité judiciaire - Amendements - Protection et information des consommateurs - **Art. 1er** (*recherche et constatation des infractions à la réglementation des télécommunications*) (p. 369) : son amendement n° 1 : accompagnement des agents habilités par un officier de police judiciaire ; adopté - (p. 370) : contrôle d'agents habilités - Son amendement n° 2 : renforcement du contrôle judiciaire par l'autorisation de visite ; adopté - (p. 371) : son amendement n° 3 : délai de transmission du procès-verbal et de l'inventaire ; adopté - **Art. 2** (*recherche et constatation des infractions aux dispositions relatives à la cryptologie*) : son amendement n° 4 : accompagnement des agents habilités par un officier de police judiciaire ; adopté - (p. 372) : ses amendements, n° 5 : renforcement du contrôle judiciaire par l'autorisation de visite ; et n° 6 : délai de transmission du procès-verbal et de l'inventaire ; adoptés.

- **Projet de loi relatif à la partie législative du code forestier** [n° **119 (90-91)**] - (5 avril 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 372, 373) : importance des forêts - Aménagement du territoire - Processus de codification.

- **Projet de loi relatif à la partie législative des livres II, IV et V (nouveaux) du code rural** [n° **117 (90-91)**] - (5 avril 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 374) : code rural - Processus de codification - (p. 375) : valeur législative des dispositions codifiées - Clarification de l'ordonnancement juridique.

– **Projet de loi d'orientation pour la ville [n° 350 (90-91)]** - (19 juin 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1811) : projet de loi sur l'urbanisme - Crise - Gravité des événements récents - « Lieux de banissement » - (p. 1812) : enclaves hors-la-loi - Populations non assimilées - Urbanisme d'exclusion - Perte des valeurs morales - Crise de la citoyenneté - Echec de l'éducation nationale - Sous-emploi - Développement d'un urbanisme de masse - Immigration clandestine - Assimilation difficile et lente des populations extra-européennes - Regroupement familial - Déplacement des classes moyennes - Ignorance et mépris des lois de la République - (p. 1813) : graves erreurs en matière d'urbanisme et d'architecture - Architecture inspirée d'une idéologie socialisante - Charte d'Athènes ; « cellule logement » - Erreur de Le Corbusier - Echec de Brasilia et de Nanterre - Zones à urbaniser en priorité, ZUP - Caractère anarchique des nouvelles constructions - Déclin du commerce de quartier - Diminution du nombre de petits commerces - Loi Royer - Crise des valeurs traditionnelles de la société - Crise de la citoyenneté - Destruction des références morales - (p. 1814) : méfiance à l'égard des modes (Tag, Smurf, rap) : modes d'expression minoritaires et exclusifs - Préférence pour un creuset commun où une nation crée ses propres valeurs et ses solidarités - Disparition des repères d'autorité (père, école, police, justice) - Eclatement de la cellule familiale - Absentéisme impuni - Echec scolaire toléré - Grave maladresse gouvernementale vis-à-vis de la police - Insuffisance des effectifs policiers en banlieue - Ilôtage - Nécessité d'affecter des policiers rodés au métier pour les tâches d'ilôtage - Nécessité de remplacer le père et la cellule familiale quand ils sont défaillants - Société d'exclus - Développement des bandes - Violence - Rite initiatique - Viols - Torture - Hiérarchie par la violence - Drogue - Prostitution - (p. 1815) : zone d'éducation prioritaire, ZEP - Crise de la citoyenneté - Mépris pour le droit de vote (50 % des habitants de nationalité française non inscrits sur les listes dans les quartiers difficiles) - Nécessité de valoriser la notion de citoyenneté française - Le vote est le résultat de l'intégration et de l'acquisition de la citoyenneté française - Actes de violence à l'encontre des symboles de la République et de la démocratie - Part trop belle faite au profit des associations et au détriment des conseils municipaux - Part trop belle faite à la préfecture au détriment de la mairie - Paix civile - Perte des valeurs traditionnelles - (p. 1816) : sport, culture, éducation, transports, maintien des commerces - Logement intermédiaire - Limitation de l'intervention de l'Etat aux seuls cas de carence manifeste des autorités locales - Accession à la propriété - Suppression des zones à urbaniser en priorité, ZUP, et intégration de ces zones dans le droit commun - (p. 1817) : plan d'occupation des sols, POS - Zones d'aménagement différé, ZAD - Habitations à loyer modéré, HLM - Logement social - Accession à la propriété - Echec du modèle américain - Refus de transformer les villes françaises en villes américaines - **Art. 1er** (*égalité des droits entre les habitants des villes*) (p. 1846) : son amendement n° 2 rectifié : supprimer l'expression « droit à la ville » ; adopté - (p. 1847) : s'oppose au sous-amendement, n° 118 de Mme Paulette Fost (appuyer le développement économique des villes sur une politique de relance industrielle nationale) - **Après l'art. 1er** (p. 1848) : son amendement n° 3 tendant à insérer un article additionnel : revitalisation de l'espace rural ; adopté - **Art. 2** (*politiques urbaines et lutte contre la ségrégation*) (p. 1848) : son amendement n° 4 : faire de la réalisation des logements sociaux un intérêt national et préciser l'intervention financière de l'Etat ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 109 de M. André Diligent (ne pas faire peser la charge résultant de ce projet de loi sur les seules communes) - **Art. 3** (*construction de logements sociaux*) (p. 1848) : son amendement de suppression n° 5 ; adopté.

Suite de la discussion - (20 juin 1991) rapporteur **Art. 5** (*participation des habitants*) (p. 1861) : son amendement n° 6 : concertation des habitants sur toute modification importante des conditions de vie dans la commune ; adopté - **Après l'art. 5** (p. 1862) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 110, n° 111, n° 112 et n° 113 de M. André Diligent (prévoir des actions particulières pour la formation des jeunes, renforcer la protection des personnes et des biens, lutter pour l'intégration et contre l'immigration clandestine, développer des formations alternées et développer l'apprentissage) - **Art. 6** (*modification de l'article L. 110 du code de l'urbanisme relatif aux principes généraux de l'utilisation du territoire qui s'imposent aux règles locales de planification urbaine*) (p. 1863) : son amendement rédactionnel n° 8 ; adopté - **Art. 7** (*modification de l'article L. 121-10 du code de l'urbanisme relatif à l'utilisation de l'espace*) (p. 1863) : son amendement n° 9 : maintien du principe d'équilibre entre zones agricoles, forestières et naturelles et les zones réservées aux activités économiques ; adopté - **Après l'art. 8** (p. 1864) : son amendement n° 10, tendant à insérer un article additionnel : faire entrer la région d'Ile-de-France dans le droit commun en matière de schéma directeur ; adopté - **Art. 9** (*modification de l'article L. 123-1 du code de l'urbanisme relatif au contenu et à la nature juridique des plans d'occupation des sols, POS*) (p. 1865) : son amendement rédactionnel n° 11 ; adopté - **Art. 9 bis** (*modification de l'article L. 123-3 du code de l'urbanisme relatif à la procédure d'élaboration des POS*) (p. 1865) : son amendement n° 12 : ne pas accroître les pouvoirs du préfet ; adopté - **Art. 10** (*modification de l'article L. 123-3-2 du code de l'urbanisme relatif aux conditions de l'opposabilité du POS dans les communes non couvertes par un schéma directeur ou un schéma de secteur*) (p. 1866) : son amendement n° 13 : limiter le contrôle a posteriori du préfet ; adopté - **Art. 12** (*modification de l'article L. 301-1 du code de la construction et de l'habitation relatif au plan d'aménagement des zones d'aménagement concerté*) (p. 1866) : son amendement n° 14 : garantir un équilibre entre le secteur locatif privé ou social et le secteur d'accession à la propriété ; adopté - **Après l'art. 12** (p. 1866) : son amendement n° 15 tendant à insérer un article additionnel : favoriser la diversité de l'habitat ; adopté - **Art. 13** (*programme local de l'habitat PLH*) (p. 1869) : approuve le principe de la création des programmes locaux et de l'habitat - *Art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation* (*définition du programme local de l'habitat*) (p. 1870) : son amendement rédactionnel n° 16 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 120 de Mme Paulette Fost (laisser la liberté aux communes de s'engager dans un programme local de l'habitat) et à l'amendement n° 149 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (composition de l'établissement public de coopération intercommunale) - Son amendement rédactionnel n° 17 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 114 de M. André Diligent (préciser la participation financière de l'Etat) - *Après l'art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation* (p. 1871) : son amendement n° 18, tendant à insérer un article additionnel : autoriser un dépassement du plafond de ressources exigé pour l'obtention d'un logement social ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - *Art. L. 302-2* (*élaboration du PLH*) : son amendement n° 19 : réserver la définition des normes locales à l'échelon communal ou intercommunal ; adopté - (p. 1873) :demande le retrait des amendements de M. André Diligent, n° 115 (réduire le pouvoir du préfet en matière de définition des objectifs locaux à prendre en compte pour la diversité de l'habitat) et n° 116 (montant des aides financières à la construction et à l'aide foncière accordées par l'Etat) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 150 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (limiter l'importance de tout nouvel ensemble immobilier locatif financé grâce au concours de l'Etat à hauteur de 150 logements) - Ses amendements n° 20 : associer à l'établissement public de coopération intercommunale lors de l'élaboration du PLH toute personne morale utile ; et n° 21 : délais dont disposent l'établissement public de coopération intercommunale et la commune pour donner leur avis sur le PLH ; adoptés - *Art. L. 302-3 (suivi de la réalisation du PLH)* : son amendement rédactionnel n° 22 ; adopté - *Art. L. 302-4* (*convention entre l'Etat et l'établissement public de coopération intercommunale*) (p. 1874) : s'oppose aux amendements de Mme Paulette Fost n° 122 (ne pas limiter l'aide de l'Etat aux seules communes ayant moins de 20 % de logements sociaux) - et n° 121 (permettre aux communes d'établir de manière autonome leur propre programme) - Après l'art. L. 302-4 (p. 1875) : s'oppose à l'amendement n° 123 de Mme Paulette Fost (préserver l'autonomie communale et faire bénéficier en priorité d'une aide financière les communes ayant déjà consacré un effort

important au logement social) - *Art. L. 302-4-1 (possibilité pour une commune d'élaborer seule un PLH)* : son amendement n° 23 : changer le nom du présent projet de loi en projet de loi relatif à la maîtrise foncière urbaine et à la diversification de l'habitat ; retiré : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 144 de M. Alain Pluchet (permettre à une commune disposant d'un nombre suffisant de logements sociaux d'élaborer son propre programme de l'habitat) - (p. 1876) : son amendement n° 24 : réserver les dispositions contraignantes en dernier recours ; adopté - *Art. L. 302-5 (champ d'application - effet de l'absence de PLH dans les délais prescrits)* (p. 1899) : son amendement n° 25 : effet de l'absence de PLH dans les délais prescrits ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 172 de M. Louis de Catuelan (faire disparaître la substitution de l'Etat à la commune dans l'exercice du droit de préemption urbain) - *Après l'art. L. 302-5* (p. 1900) : son amendement n° 26, tendant à insérer un article additionnel : transfert du droit de préemption à l'Etat ; adopté - *Art. L. 302-6 (obligation de réaliser des logements locatifs sociaux)* : ses amendements n° 27 : report de la date d'application des dispositions de l'article L. 302-6 ; et n° 28 : logements intermédiaires ; adoptés - (p. 1901) : son amendement n° 29 : création d'un fonds communal ; adopté - *Art. L. 302-7 (contribution financière)* : son amendement n° 30 : sanctions en cas de non-respect des objectifs du PLH ; adopté - *Art. L. 302-7-1 (adaptation des PLH et des conventions)* (p. 1902) : son amendement n° 31 ; adopté - *Art. L. 302-8 (actions foncières et acquisitions immobilières)* (p. 1903) : son amendement n° 32 : adaptation des PLH et des conventions existantes ; adopté après modification par les sous-amendements n° 155 et n° 156 de la commission des affaires sociales saisie pour avis auxquels il s'oppose - (p. 1904) : ses amendements de coordination n° 176 et n° 177 ; son amendement n° 33 : porter à cinq ans la durée minimale d'un PLH ; adopté - **Après l'art. 13 bis** : son amendement n° 34 tendant à insérer un article additionnel : adaptation des PLH et des conventions existants ; adopté - **Art. 14** *(participation à la diversité de l'habitat)* (p. 1906) : création de la participation à la diversité de l'habitat - Charges foncières - Logements intermédiaires - Accès à la propriété - *Art. L. 332-17 du code de l'urbanisme (définition du calcul de la participation à la diversité de l'habitat, PDH)* (p. 1907) : ses amendements n° 35 : champ d'application de la participation à la diversité de l'habitat ; - n° 36, rédactionnel, n° 37 : diversifier le logement social au-delà du PLA ; et n° 38 : participation à la diversité de l'habitat ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 158 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (donner une définition exacte des logements en accession aidée) - Son amendement rédactionnel n° 39 ; adopté - (p. 1909) : son amendement n° 40 : définition et calcul de la participation à la diversité de l'habitat ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 96 de la commission des finances saisie pour avis (définition et calcul de la participation à la diversité de l'habitat - revalorisation du montant forfaitaire) - (p. 1910) : son amendement n° 41 : limitation du taux de la participation à la diversité de l'habitat ; adopté - Accepte l'amendement n° 97 de la commission des finances saisie pour avis (limiter l'impact de la participation à la diversité de l'habitat à 2 % du prix hors taxe de la construction) - Son amendement n° 42 : assiette de la participation à la diversité de l'habitat ; adopté - *Après l'art. 332-17* (p. 1911) : son amendement n° 43, tendant à insérer un article additionnel : création des observatoires fonciers ; retiré - *Art. L. 332-18 (liste des opérations exclues du champ d'application de la PDH)* : son amendement de coordination n° 178 ; adopté - Accepte l'amendement n° 98 de la commission des finances saisie pour avis (exonérations de la participation à la diversité de l'habitat) - *Art. L. 332-19 (modalités de versement)* : son amendement n° 44 : prise en compte des logements intermédiaires et de ceux destinés à l'accession à la propriété ; adopté - (p. 1912) : ses amendements n° 45 : prise en compte des logements intermédiaires et de ceux qui sont destinés à l'accession à la propriété ; et n° 46 : remplacer le mot « logements » par le mot « locaux » afin de faire entrer dans le champ d'application la réhabilitation des locaux industriels transformés en logement ; adoptés - (p. 1913) : son amendement n° 47 : prise en compte du logement intermédiaire et de ceux destinés à l'accession à la propriété ; adopté - *Art. L. 332-20 (déclaration et évaluation des terrains, logements et constructions)* : son amendement n° 48 : remplacement du mot « logements » par le mot « locaux » afin de faire entrer dans le champ d'application la réhabilitation des locaux industriels transformés en logements ; adopté - *Art. L. 332-21 (perception et affectation des versements)* : son amendement n° 49 : règles d'affectation du produit financier de la participation à la diversité de l'habitat ; adopté - Ses amendements n° 50 et n° 51 : prise en compte des logements intermédiaires et de ceux destinés à l'accession à la propriété ; adoptés - *Art. L. 332-22 (destination des biens apportés par les constructeurs en paiement de la PDH)* (p. 1914) : ses amendements n° 52 : remplacement du mot « logements » par le mot « locaux » afin de faire entrer dans le champ d'application la réhabilitation des locaux industriels transformés en logements ; n° 53, 54, 55 et 56 : participation à la diversification de l'habitat ; adoptés - (p. 1915) : s'oppose aux amendements n° 125 de Mme Paulette Fost (accélérer la construction de logements sociaux sans mettre en difficulté les constructeurs) et n° 145 de M. René Trégouët (société d'économie mixte à but non lucratif) - *Art. L. 332-23 (aliénation et cession de biens reçus par dation)* (p. 1916) : son amendement n° 57 : vente des biens reçus par dation ; adopté - *Art. L. 332-24 (établissement, liquidation, recouvrement et restitution de la PDH)* : son amendement n° 58 : notion de versement ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 126 de Mme Paulette Fost (participation à la diversité de l'habitat et contribution de l'Etat) - *Art. L. 332-26 (obligation de suivi et de contrôle de l'utilisation des biens et des fonds acquis, reçus ou perçus du fait de l'institution de la PDH)* : son amendement n° 59 : société anonyme et société d'économie mixte ; adopté - (p. 1917) : son amendement de coordination n° 60 ; adopté - *Art. L. 332-27 (entrée en vigueur)* son amendement rédactionnel n° 61 ; retiré - *Après l'art. 332-27* : s'oppose à l'amendement n° 127 de Mme Paulette Fost (concours financier de l'Etat à la diversification de l'habitat) - **Art. 15** *(prise en compte de la participation à la diversité de l'habitat dans le code de l'urbanisme, le code général des impôts et le code des communes)* - *Art. L. 332-6, L. 332-12 et L. 332-17 du code de l'urbanisme, Art. 302 septies B du code général des impôts et Art. L. 253-2 du code des communes* (p. 1918) : son amendement n° 180 : exonération de la participation à la diversité de l'habitat ; adopté - **Art. 16** *(élaboration d'un programme de référence pour certaines actions d'aménagement)* - *Art. L. 300-5 du code de l'urbanisme* (p. 1919) : favoriser dans le cadre d'un programme de référence la coordination des différentes actions ou opérations d'aménagement - Inutile d'imposer aux autorités compétentes par voie législative la mise en place d'un programme de référence - Ses amendements de cohérence n° 62 et n° 63 ; adoptés - **Après l'art. 16** (p. 1920) : s'oppose à l'amendement n° 129 de Mme Paulette Fost (déplafonnement de l'aide de l'Etat à l'amélioration des logements locatifs sociaux et augmentation de son taux) - **Art. 17** *(opération « programme d'amélioration de l'habitat »)* - *Art. L. 303-1 du code de la construction et de l'habitation* (p. 1921) : ses amendements n° 64, n° 65, n° 66, n° 67 et n° 68 : prévoir que les conventions envisagées concernent également des actions destinées à assurer le maintien ou l'implantation de services et de commerces ; adoptés - **Art. 18** *(modification des dispositions fiscales relatives à certaines opérations de restauration immobilière et d'amélioration de l'habitat)* (p. 1923) : son amendement n° 69 : limiter l'affectation à 75 % des immeubles ; adopté après modification par le sous-amendement n° 99 de la commission des finances saisie pour avis - (p. 1924) : ses amendements n° 70 et n° 71 : limitation du conventionnement à 50 % de la superficie des locaux loués à usage d'habitation et maintien des locataires sur place quel que soit leur niveau de ressources ; adopté : son amendement n° 72 : étendre les possibilités de déduction des frais de démolition à toutes les surfaces de l'immeuble ; adopté - Accepte les sous-amendements n° 99 de la commission des finances saisie pour avis et n° 161 de la commission des affaires sociales saisie pour avis - S'oppose à l'amendement n° 175 de M. Louis de Catuelan (subordonner le bénéfice de l'avantage fiscal accordé au propriétaire à la signature d'un bail d'habitation de neuf ans à loyer conventionné) - **Art. 19** *(suppression des zones à urbaniser en priorité, ZUP)* - *Art. L. 123-11 du code*

de l'urbanisme (p. 1925) : son amendement n° 73 : renforcer l'incitation fiscale accordée aux entreprises qui se créeraient dans les anciennes zones à urbaniser en priorité, ZUP ; adopté - (p. 1926) : s'oppose à l'amendement n° 130 de Mme Paulette Fost (relogement des locataires dont les immeubles deviennent des immeubles de bureaux) - **Après l'art. 19** (p. 1927) : s'oppose à l'amendement n° 131 de Mme Paulette Fost (programme d'amélioration de la vie quotidienne dans les grands ensembles) - **Art. 19 bis** (*coordination*) - *Art. L. 123-13 du code de l'urbanisme* : son amendement n° 74 : élargir l'application des programmes d'intégration à la ville ; adopté - **Art. 20** (*possibilité d'exonérer de la taxe professionnelle les établissements situés dans les grands ensembles*) - *Art. 1466 A du code général des impôts* (p. 1929) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 167 de M. Philippe Adnot - Accepte l'amendement n° 101 de la commission des finances saisie pour avis (exonération de taxe professionnelle - préciser que seules les communes délimitent les nouveaux périmètres de taxe professionnelle), modifié par le sous-amendement n° 179 de M. André Diligent - Accepte les amendements n° 102 (possibilité aux groupements de communes dotés d'une fiscalité propre de s'associer à l'exonération de taxe professionnelle) et n° 103 (nécessité d'un décret en Conseil d'Etat pour préciser les modalités de délimitation des périmètres d'exonération de taxe professionnelle) de la commission des finances saisie pour avis - **Après l'art. 20** (p. 1930) : son amendement n° 75 : alléger la fiscalité des entreprises industrielles et commerciales qui s'implantent dans les quartiers défavorisés ; retiré - **Après l'art. 21** (p. 1932) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 132 de Mme Paulette Fost (insérer un article additionnel sur les normes de salubrité et de sécurité) - **Art. 22** (*création d'établissements publics fonciers*) - *Art. L. 324-1 du code de l'urbanisme* (*définition des établissements publics fonciers et de leurs missions*) (p. 1933) : s'oppose aux amendements de suppression de M. Philippe Adnot n° 168 et n° 170 (réduire le champ d'application) - (p. 1934) : s'oppose à l'amendement n° 169 de M. Philippe Adnot (préciser le champ d'application) - Comparaison entre les établissements publics fonciers et les SAFER - (p. 1935) : son amendement rédactionnel n° 76 ; adopté - *Art. L. 324-2 du code de l'urbanisme* (*conditions de création des établissements publics fonciers*) : son amendement n° 77 : coopération intercommunale et établissement public foncier ; adopté - S'oppose au sous-amendement n° 162 de la commission des affaires sociales saisie pour avis - *Art. L. 324-3 du code de l'urbanisme* (*modalités d'administration des établissements publics fonciers*) (p. 1936) : ses amendements n° 78 : nomination du directeur d'un établissement public foncier ; adopté - et n° 79 : élection du président de l'établissement public foncier et désignation du directeur ; adoptés - *Art. L. 324-4 du code de l'urbanisme* (*conditions dans lesquelles d'autres collectivités ou établissements peuvent demander à faire partie d'établissements déjà créés*) : son amendement n° 80 : adhésion à l'établissement public foncier ; adopté - *Art. L. 324-6 du code de l'urbanisme* (*recettes des établissements publics fonciers*) : son amendement de coordination n° 181 ; adopté - *Après l'art. 324-7 du code de l'urbanisme* (p. 1937) : son amendement n° 81 tendant à insérer un article additionnel : syndicats mixtes et établissements publics fonciers ; adopté - *Art. L. 324-8 du code de l'urbanisme* (*conditions d'application des art. L. 324-1 à L. 324-7*) : accepte les amendements n° 142 de M. Marcel Bony (transformation des établissements publics de coopération intercommunale à vocation unique en établissements publics fonciers) - et n° 105 de la commission des finances saisie pour avis (montant de la taxe additionnelle) - (p. 1939) : s'oppose à l'amendement n° 134 de Mme Paulette Fost (lutter contre les loyers abusifs) - **Art. 25** (*extension du pouvoir du maire en matière de délégation des droits de préemption*) - *Art. L. 122-20 du code des communes* : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 163 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (laisser au maire le soin d'apprécier les conditions de la délégation) - et n° 166 de M. Robert Vigouroux (permettre aux communes de déléguer à une société d'économie mixte des acquisitions en vue de la réalisation des actions et des opérations d'aménagement) - **Après l'art. 25** (p. 1940) : s'oppose à l'amendement n° 108 de M. René Trégouët tendant à insérer un article additionnel afin de permettre aux départements d'intervenir avec un droit de préemption après l'Etat et la commune - **Art. 26** (*élargissement de l'objet des réserves foncières*) - *Art. L. 210-1 et L. 221-1 du code de l'urbanisme* : ses amendements n° 82 : élargissement du droit de préemption ; - n° 83 : supprimer le paragraphe I bis de l'article 26 ; - (p. 1941) : et n° 84 : réalisation d'une opération d'aménagement ; adoptés - **Art. 27** (*obligation pour le titulaire du droit de préemption de consigner la moitié de la valeur du bien*) - *Art. L. 213-4-1 et L. 213-4-2 du code de l'urbanisme* (p. 1941) : son amendement n° 85 : éviter un usage abusif du droit de préemption ; adopté - **Art. 28** (*rétablissement des périmètres provisoires de zones d'aménagement différé, ZAD*) - *Art. L. 212-2-1, L. 212-2-2 et L. 213-5 du code de l'urbanisme* (p. 1942) : s'oppose à l'amendement n° 135 de Mme Paulette Fost (ne pas priver la commune de son droit de préemption) - Son amendement n° 86 : réduction du temps du pré-Z.A. Dage à dix-huit mois ; adopté - **Art. 29** (*extension du champ d'application des zones d'aménagement différé, ZAD*) - *Art. L. 211-1, L. 211-3, L. 212-1 et L. 213-17 du code de l'urbanisme* : son amendement n° 87 : rétablissement des garanties existantes de la liberté des communes en matière d'élaboration des documents d'urbanisme ; adopté - **Art. 31** (*organisation des transports dans la région d'Ile-de-France*) (p. 1944) : son amendement n° 88 : meilleure organisation du transport en Ile-de-France ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Avant l'art. 32** (p. 1945) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 147 de M. Ernest Cartigny (insérer un article additionnel bénéficiaire de la fraction non utilisée du 1 % logement) - (p. 1946) : intervient sur l'amendement n° 171 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (insérer un article additionnel : équilibre dans la répartition des différentes catégories de la population dans le logement social) - Equilibre des peuplements - Immigration clandestine - Insertion - Assimilation - HLM - SCIC - SEM - Souhaite connaître l'avis du Gouvernement - (p. 1947) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 171 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (insérer un article additionnel : équilibre dans la répartition des différentes catégories de la population dans le logement social) - **Art. 32** (*institutionnalisation des relations entre les autorités municipales et les organismes d'habitations à loyer moderé, HLM*) - *Art. L. 411-3 du code de la construction et de l'habitation* (p. 1949) : son amendement n° 89 : information du maire et du conseil municipal par les organismes d'habitation à loyer modéré, HLM ; adopté - **Après l'art. 32** : son amendement n° 90 : insérer un article additionnel créant une commission d'attribution dans les sociétés anonymes d'habitations à loyer modéré, HLM ; adopté - (p. 1950) : accepte l'amendement n° 146 de M. Lucien Neuwirth (insérer un article additionnel : garantie d'emprunt accordée par les collectivités locales aux organismes d'habitations à loyer modéré, HLM, et aux sociétés d'économie mixte, SEM, pour les opérations concernant la diversité de l'habitat) - **Art. 33** (*représentation des associations de locataires au conseil d'administration des sociétés anonymes d'habitations à loyer modéré*) - *Art. L. 422-2 du code de la construction et de l'habitation* (p. 1951) : son amendement n° 91 : créer un conseil de surveillance et un directoire au sein des sociétés anonymes d'habitations à loyer modéré, HLM, et prévoir une participation des locataires au conseil de surveillance ; adopté - **Art. 34** (*avis préalable du maire sur les attributions de logements sociaux*) - *Art. L. 441-2 du code de la construction et de l'habitation* : son amendement n° 92 : sanctions en cas de non respect des conventions passées entre la commune et les organismes d'habitations à loyer modéré, HLM ; adopté - **Après l'art. 34** (p. 1952) : s'oppose à l'amendement n° 137 de Mme Paulette Fost (permettre aux maires des communes de disposer de moyens élargis d'attribution de logements sociaux) - - **Art. 36** (*affectation du produit de la taxe de surdensité et du versement pour dépassement du plafond légal de densité, PLD*) - *Art. L. 332-21 du code de l'urbanisme* (p. 1953) : son amendement n° 93 : permettre que le versement pour dépassement du PLD ne soit pas exclusivement réservé aux acquisitions foncières pour la réalisation de logements sociaux ; adopté - **Art. 38** (*maintien dans les lieux des syndicats et associations professionnelles*) (p. 1953) : son amendement de suppression n° 94 ; adopté -

Après l'art. 38 : son amendement n° 95 : petits commerces de quartier ; adopté - **Intitulé** : son amendement n° 1 : « projet de loi relatif à la maîtrise foncière urbaine et à la diversification de l'habitat » ; adopté - **Sur l'ensemble** : remerciements.

- Projet de loi modifiant le code des postes et télécommunications et la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications - *Deuxième lecture* [n° 355 (90-91)] - (24 juin 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1987) : pouvoir judiciaire - (p. 1988) : décision du Conseil constitutionnel - Visite de locaux professionnels - Transmission au juge des procès-verbaux des saisies - Cryptologie - Polices techniques - **Art. 1er** (p. 1989) : ses amendements, n° 1 et n° 2 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adoptés - **Art. 2** (p. 1990) : ses amendements n° 3 et n° 4 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adoptés.

- Projet de loi relatif au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications [n° 389 (90-91)] - (25 juin 1991) - **Art. 22** (*droit pour les autorités chargées des interceptions de recueillir des informations ou des documents nécessaires aux interceptions auprès des exploitants et des fournisseurs*) (p. 2095) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 32 de M. Jacques Thyraud - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2099) : intervention législative - Libertés publiques - (p. 2100) : interceptions judiciaires et administratives - Etat de droit - Le groupe du RPR s'abstiendra sur l'ensemble du texte.

- Projet de loi modifiant le code des postes et des télécommunications et la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 429 (90-91)] - (29 juin 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** : son intervention présentée par M. Jean Simonin (p. 2294, 2295).

- Projet de loi d'orientation pour la ville - *Nouvelle lecture* [n° 432 (90-91)] - (2 juillet 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2335) : logements intermédiaires - Projet de loi partiel et insuffisant - Education, sécurité, culture, travail, urbanisme, immigration, regroupement familial, immigration clandestine - (p. 2336) : projet doctrinal, partial, insidieux et nuisible à la décentralisation en matière d'urbanisme - Décentralisation - Généralisation des zones d'aménagement différé, ZAD - Risque d'étatisation des sols - Conception de l'aménagement et de la propriété du sol - Exonération partielle de la participation à la diversité de l'habitat pour les constructions de logements intermédiaires - Elaboration de programmes de référence pour certaines actions d'aménagement - Taxe spéciale d'équipement - Zones à urbaniser en priorité, ZUP - Etablissement public foncier - Information des communes et participation des élus aux opérations d'attribution de logement - Urbanisme commercial - Politique de construction de logements sociaux - Programmes locaux de l'habitat - Participation à la diversité de l'habitat - Opérations programmées concernant l'amélioration de l'habitat - Exonération de la taxe professionnelle dans les quartiers en déséquilibre - Délégation du droit de préemption - Rétablissement des périmètres provisoires des ZAD - Elargissement des commissions d'attribution de logements à certaines sociétés civiles immobilières - (p. 2337) : affirmation plus nette de la place de la commune et des élus locaux dans la politique de la ville - Redonner aux maires un rôle majeur - Spécificité de l'Ile-de-France et de son schéma directeur - Règle d'élaboration du plan d'occupation des sols, obligation imposée à certaines communes sur les établissements publics fonciers - Affectation du produit du versement pour le dépassement du plafond légal de densité, PLD - Mixité et diversité - Système rigide du prêt locatif aidé, PLA - Immigration clandestine - **Art. 1er** (*égalité des droits entre les habitants des villes*) (p. 2339) : son amendement n° 1 : supprimer la référence au droit à la ville ; adopté - Référence marxisante inacceptable ; les citoyens ont certains devoirs à l'égard de la communauté, ils n'ont pas que des droits - **Art. 1er bis** (*politique de la ville et revitalisation de l'espace rural*) (p. 2340) : son amendement n° 2 : espace rural ; adopté - **Art. 5** (*participation des habitants*) : son amendement n° 3 : mettre le maire au centre de la concertation ; adopté - **Art. 6** (*principes généraux de l'utilisation du territoire*) - *Art. L. 110 du code l'urbanisme* (*principes généraux de l'utilisation du territoire*) : son amendement n° 4 : supprimer l'expression « sans discrimination » ; adopté - **Art. 8 bis** (*schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France*) : son amendement n° 5 : maintenir la compétence des élus ; adopté - **Art. 9 bis** (*modification de l'article L. 123-3 du code de l'urbanisme : élaboration du plan d'occupation des sols ; rôle du préfet, objectifs minima à atteindre en matière de politique locale de l'habitat*) : son amendement n° 6 : éviter une contrainte excessive exercée par le préfet sur les communes dans l'élaboration des documents d'urbanisme ; adopté - **Art. 12** (*modification de l'article L. 301-1 du code de la construction et de l'habitation : définition de la politique d'aide au logement*) (p. 2342) : son amendement n° 7 : réaffirmer l'importance de l'accession à la propriété au même titre que le développement du secteur locatif ; adopté - **Art. 12 bis** (*répartition des concours financiers de l'Etat*) : son amendement n° 8 : priorités d'attribution ; adopté - **Art. 13** (*programme local de l'habitat*) - *Art. L. 302-2 du code de la construction et de l'habitation* (*élaboration du programme local de l'habitat, PLH*) (p. 2344) : ses amendements n° 9 : rétablir le principe selon lequel le préfet ne fixe que les objectifs généraux du programme local de l'habitat, PLH ; et n° 10 : réduire à deux mois le délai accordé aux communes pour donner leur avis sur le projet de programme local de l'habitat, PLH ; adoptés - *Art. L. 302-5-1* (*champ d'application et effet de l'absence de programme local de l'habitat, PLH, dans les délais prescrits*) : son amendement n° 11 : droit de préemption ; adopté - *Art. L. 302-6* (*obligation de réaliser des logements locatifs sociaux*) : ses amendements, n° 12 : délais ; n° 13 : introduire la notion de logements intermédiaires ; et n° 14 : faire de la dotation financière un prélèvement et non une contribution ; adoptés - *Art. L. 302-7* (*contribution financière*) (p. 2346) : son amendement n° 15 : modulation en fonction de ce qui a déjà été réalisé dans les communes en matière d'habitat social ; adopté - *Art. L. 302-8* (*actions foncières et acquisitions immobilières*) (p. 2347) : ses amendements, n° 16, n° 17, n° 18 et n° 19 : fonds communal, délais ; adoptés - **Art. 14** (*participation à la diversité de l'habitat*) - *Art. L. 332-17* (*définition et calcul de la participation à la diversité de l'habitat, PDH*) (p. 2349, 2350) : ses amendements n° 20 : permettre la diversification des usages de la contribution financière ; n° 21 : fixation régionale du montant forfaitaire en diminution de l'assiette de la participation à la diversité de l'habitat, PDH ; adopté - et n° 22 : limiter à 10 % le taux maximum de la participation à la diversité de l'habitat, PDH ; adoptés - *Art. L. 332-18* (*liste des opérations exclues du champ d'application de la participation à la diversité de l'habitat, PDH*) : son amendement n° 23 : exonérer les constructions édifiées par des syndicats ou des associations professionnelles ; adopté - *Art. L. 332-19* (*modalités de versement*) (p. 2351) : son amendement n° 24 : possibilité de libération de la participation à la diversité de l'habitat, PDH, par dation de terrains ou de locaux en vue de la réalisation de logements intermédiaires et de logements en accession à la propriété aidés par l'Etat ; adopté - *Art. L. 332-21* (*perception et affectation des versements*) : son amendement de coordination n° 25 ; adopté - *Art. L. 332-22* (*destination des biens apportés par les constructions en paiement de la participation à la diversité de l'habitat, PDH*) : ses amendements, n° 26 et n° 27 : prise en compte de l'insertion des logements intermédiaires ; adoptés - *Art. L. 332-23* (*aliénation et cession des biens*) : son amendement n° 28 : assurer le contrôle de l'affectation des biens à la réalisation de logements sans interdire une éventuelle aliénation ; adopté - **Art. 15** (*prise en compte de la participation à la diversité de l'habitat, PDH, dans le code de l'urbanisme, le code général des impôts et le code des communes*) (p. 2352) : son amendement n° 29 : risque d'assujettissement des lotisseurs aménageurs à la participation à la diversité de l'habitat, PDH ; retiré - **Art. 18** (*modification des dispositions fiscales relatives à certaines opérations de restauration immobilière et d'amélioration de l'habitat*) (p. 2353) : ses amendements, n° 30 : faire bénéficier du régime fiscal dérogatoire les propriétaires d'immeubles dont les trois quarts de la superficie sont destinés à l'habitation ; n° 31 : révision des loyers ; et n° 32 : exonération de l'obligation de passer une conven-

tion ; modifié par le sous-amendement n° 53 du Gouvernement, accepté par le rapporteur ; adoptés - Son amendement n° 52 ; adopté - **Art. 19** (*suppression des zones à urbaniser en priorité, ZUP*) (p. 2354) : son amendement n° 33 : associer l'Etat et les bailleurs sociaux au programme d'intégration à la ville ; adopté - (p. 2355) : ses amendements n° 34 : délais ; et n° 35 : programme d'intégration à la ville ; adoptés - **Art. 19 ter** (*élaboration d'un programme d'intégration à la ville*) : son amendement n° 36 : remplacer le terme « programme de référence » par celui de « programme d'intégration à la ville » ; adopté - **Art. 20 bis** (*exonération de l'impôt sur le revenu et les sociétés*) : son amendement n° 37 : prévoir l'exonération de l'impôt sur le revenu et les sociétés pour les entreprises qui se créent à l'intérieur des périmètres d'exonération de la taxe professionnelle ; adopté - **Art. 21 bis** (*respect des normes de salubrité et de sécurité*) (p. 2356) : accepte l'amendement n° 51 de Mme Paulette Fost (locaux insalubres) - **Art. 22** (*création d'établissements publics fonciers*) - *Art. L. 324-1 du code de l'urbanisme* (*nature et compétences*) (p. 2357) : son amendement n° 38 : accord de la commune ; adopté - *Art. L. 324-2* (*modalités de création*) : son amendement n° 39 : coopération volontaire à la création d'un établissement public foncier ; adopté - *Art. L. 324-4* (*admission des nouveaux membres*) (p. 2358) : son amendement n° 40 : association dans le cadre d'un syndicat mixte ; adopté - *Art. L. 324-6* (*recettes*) : son amendement n° 41 : prélèvement ; adopté - *Art. L. 324-7-1* (*création d'un syndicat mixte*) : son amendement n° 42 : institution du syndicat mixte entre un établissement public foncier et les collectivités territoriales ; adopté - **Art. 26** (*élargissement de l'objet des réserves foncières*) (p. 2359) : son amendement n° 43 : motivation de la préemption ; adopté - **Art. 29** (*extension du champs d'application des zones d'aménagement différé, ZAD*) -*Art. L. 211-1, L. 211-3, L. 212-1, L. 213-2, L. 213-17 du code de l'urbanisme* (*zone d'aménagement différé, ZAD*) (p. 2359) : son amendement de suppression n° 44 ; adopté - **Art. 31** (*organisation des transports dans la région d'Ile- de-France*) -*Art. L. 263-4 du code des communes* (*taux du versement de transport*) : son amendement de suppression n° 45 ; adopté - **Art. 31 ter** (*répartition équilibrée des familles non européennes*) (p. 2361) : accepte l'amendement n° 50 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (diversification de la population dans les habitations à loyer modéré, HLM) - Condition sine qua non de l'intégration des étrangers dans les villes - Assimilation dans la communauté nationale - **Art. 33** (*représentation des locataires dans la société anonyme de HLM*) (p. 2363) : son amendement de coordination n° 46 ; adopté - **Art. 36** (*affectation du produit de la taxe de surdensité et du versement pour dépassement du plafond légal de densité, PLD*) (p. 2364) : son amendement n° 47 : diversité de l'affectation des fonds provenant du plafond légal de densité, PLD ; adopté - **Art. 37 bis** (*maintien dans les lieux des syndicats et associations professionnelles*) (p. 2365) : son amendement de suppression n° 48 ; adopté - **Intitulé** : son amendement n° 49 : projet de loi relatif à la maîtrise foncière urbaine et à la diversification de l'habitat ; adopté.

– **Rappel au règlement** - (18 octobre 1991) (p. 3044) : article 36, alinéa 3 du règlement du Sénat - S'élève contre la répression de la manifestation des infirmières.

– **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 83-636 du 13 juillet 1983 portant modification du statut des agglomérations nouvelles [n° 34 (91-92)]** - (14 novembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3719, 3720) : agglomération nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines - Souhaite le retour dans le droit commun municipal des agglomérations nouvelles en voie d'achèvement - Aménagement du territoire - Abstention du groupe du RPR sur cette proposition de loi.

– **Rappel au règlement** - (15 novembre 1991) (p. 3775) : maîtrise de l'immigration et intégration - S'élève contre le limogeage de M. Jean-Claude Barreau, président de l'Office des migrations internationales et auteur de l'ouvrage : « De l'islam en général et du monde moderne en particulier ».

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Equipement, logement, transports et espace - I - Urbanisme, logement et services communs - (23 novembre 1991) (p. 4160) : politique de la ville - Prêts locatifs aidés, PLA - Augmentation du plafond d'attribution des primes à l'amélioration du logement à usage locatif et à occupation sociale, PALULOS - Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ANAH - Diminution des prêts d'accession à la propriété, PAP - Diminution des crédits affectés aux conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, CAUE - Implantation des zones d'aménagement différé, ZAD - Crise des banlieues - Immigration non contrôlée - Dévalorisation de la famille et de l'autorité institutionnelle - Déconcentration administrative - Défavorable à la politique d'immenses surfaces commerciales hors la ville - Violence urbaine - (p. 4162) : racisme - Se déclare défavorable à l'adoption de ce projet de budget.

Economie, finances et budget - V - Postes et télécommunications - (26 novembre 1991) (p. 4295, 4296) : réforme des postes et télécommunications - Concours financiers de France Télécom au secteur public - Minitel rose - Services financiers de La Poste - Aménagement du territoire - Câble - (p. 4297) : télétravail - Ne votera pas le présent projet de budget.

Environnement - (30 novembre 1991) (p. 4587) : chasse - Action des fédérations de chasse : conservation de l'espace rural ; action de maintien des espèces - Engagement dans l'aide décentralisée aux pays d'Afrique ; expérience de valorisation des protéines provenant d'animaux sauvages - Associations communales de chasse agréées, ACCA - Chasses traditionnelles - Classement en site écologique d'intérêt national de la forêt de Rambouillet - Protection des lisières forestières - (p. 4592) : forêt de Rambouillet - **Examen des crédits - Etat C** (p. 4594) : vote du groupe du RPR, dans sa majorité, contre ce projet de budget.

LARUE (Tony), sénateur de la Seine-Maritime (S).

NOMINATIONS

– Vice-président de la commission des finances.

– Secrétaire-rapporteur de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes ; est nommé de nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 10 octobre 1991) ; puis secrétaire-rapporteur (*JO* Lois et décrets du 16 octobre 1991).

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'ensemble des services relevant de l'autorité du ministre de l'intérieur qui contribuent, à un titre quelconque, à assurer le maintien de l'ordre public et la sécurité des personnes et des biens jusqu'au 29 mai 1991.

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)]** considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Economie, finances et budget - II - Services financiers - Commerce extérieur - [n° 92 (91-92)]** tome 3 annexe 14 (19 novembre 1991).

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)]** considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Equipement, logement, transports et espace - V - Mer - Ports maritimes - [n° 92 (91-92) tome 3 annexe 30]** (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Equipement, logement, transports et espace - V - Mer - (23 novembre 1991) - Rapporteur spécial (ports maritimes) -

(p. 4136) : diminution du trafic de marchandises - Ports autonomes français - (p. 4137) : trafic des produits pétroliers - Amélioration des dessertes portuaires - Achèvement du réseau des voies navigables - Réduction du nombre de dockers - Au nom de la commission des finances, s'en remet à la sagesse du Sénat sur le projet de budget des ports maritimes.

Economie, finances et budget - Commerce extérieur - (29 novembre 1991) - Rapporteur spécial - (p. 4518, 4519) : échanges commerciaux de la France en 1990 et 1991 : faiblesses structurelles ; diminution du déficit des échanges avec les pays de la CEE ; amélioration des résultats avec les pays d'Europe de l'Est - Crédits pour 1992 - Approuve la réduction des effectifs des postes à l'étranger - Formation : succès des centres bilatéraux de formation à l'exportation - Aides au commerce : mesures en faveur des PME - Soutien aux grands contrats : assurance-crédit ; Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur, COFACE - Au nom de la commission des finances, propose le rejet de ces crédits que personnellement il votera - **Examen des crédits - Etat C** (p. 4531) : son amendement n° II-13 : réduction des crédits des services financiers du ministère de l'économie, des finances et du budget en raison de la proposition de la commission des finances de rejeter les crédits du commerce extérieur ; rejeté.

LAUCOURNET (Robert), sénateur de la Haute-Vienne (S).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires économiques.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour la ville (20 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs (11 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux (18 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la protection des consommateurs (12 décembre 1991).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° **215 (90-91)**] relatif aux sociétés anonymes de crédit immobilier [n° **244 (90-91)**] (27 mars 1991) - **Sociétés civiles et commerciales.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, modifiant des dispositions du code électoral relatives à l'élection des sénateurs [n° **65 (89-90)**] (21 novembre 1989) - Reprise par ses auteurs le 11 avril 1991 - **Elections.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° **289 (90-91)**] portant diverses mesures destinées à favoriser l'accessibilité aux personnes handicapées des locaux d'habitation, des lieux de travail et des installations recevant du public [n° **329 (90-91)**] (15 mai 1991) - **Handicapés.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° **417 (90-91)**], modifié par l'Assemblée nationale, portant diverses mesures destinées à favoriser l'accessibilité aux personnes handicapées des locaux d'habitation, des lieux de travail et des installations recevant du public [n° **418 (90-91)**] (26 juin 1991) - **Handicapés.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Logement - [n° 94 (91-92) tome 14]** (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant diverses dispositions en matière de pêches maritimes et de cultures marines** - *Deuxième lecture* [n° **177 (90-91)**] - (16 avril 1991) - **Après l'art. 16** (p. 474, 475) : soutient l'amendement n° 6 de M. Albert Pen (concession à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon de l'exercice des compétences de l'Etat en matière d'exploration et d'exploitation des ressources naturelles du fond de la mer, de son sous-sol et des eaux surjacentes).

– **Projet de loi relatif aux sociétés anonymes de crédit immobilier** [n° **215 (90-91)**] - (16 avril 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 477) : organismes d'HLM - Sociétés anonymes de crédit immobilier, SACI - Diminution des crédits des prêts d'accession à la propriété, PAP - Elargissement de l'objet social des SACI - Propose l'adoption de ce projet de loi - **Art. 1er** (*élargissement de l'objet des sociétés anonymes de crédit immobilier*) (p. 481) : ses amendements, n° 1 : constructions destinées à l'accession à la propriété, susceptibles d'être financées à l'aide de prêts ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement, APL ; n° 2 : champ d'application des nouvelles compétences des SACI et de leurs filiales ; et n° 3 : alignement des compétences des SACI sur celles des sociétés anonymes d'HLM en matière d'aménagement ; adoptés - **Art. 2** (*création d'un réseau des sociétés anonymes de crédit immobilier*) : ses amendements rédactionnels, n° 4, n° 5 et n° 7 ; adoptés - Son amendement n° 6 : motif de retrait automatique de l'agrément ; adopté - (p. 483) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 12 de M. Jacques Moutet (liberté d'affiliation des sociétés anonymes de crédit immobilier, SACI, à la caisse centrale) - **Art. 3** (*contenu des statuts des sociétés anonymes de crédit immobilier*) : ses amendements, n° 8 : droit de regard de l'organe central sur les fusions et scissions des établissements du réseau ; et n° 9 : extension du droit d'agrément de l'organe central à toutes les prises de participation de sociétés membres du réseau ; adoptés - (p. 484) : accepte les amendements de M. Jacques Moutet, n° 13 bis (cession de parts ou d'actions : motivation des refus d'agrément de l'organe central) et n° 14 (exercice du droit de préemption de l'organe central) - **Après l'art. 3** : son amendement n° 10 : dissolution de plein droit en cas de cessation d'affiliation d'une société ; adopté - **Art. 5** (*contrôle exercé sur les filiales*) (p. 485) : son amendement de forme n° 11 ; adopté - **Après l'art. 6** : accepte l'amendement n° 15 du Gouvernement (modification de l'article L. 351-2 du code de la construction ; élargissement du champ d'application de l'APL).

– **Projet de loi relatif aux rapports entre les agents commerciaux et leurs mandants** [n° **218 (90-91)**] - (18 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 541) : harmonisation des droits nationaux et mise en place de règles claires sur les conditions de la concurrence - Application sur le territoire national de la directive du Conseil des communautés européennes du 18 décembre 1986 - Problème des agents commerciaux de l'immobilier - Régime juridique des commissions - Indemnisation en cas de rupture de contrat - Souhaite une amélioration de la pratique des soldes périodiques ou saisonniers.

– **Projet de loi portant diverses mesures destinées à favoriser l'accessibilité aux personnes handicapées des locaux d'habitation, des lieux de travail et des installations recevant du public** [n° **289 (90-91)**] - (23 mai 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1025) : concertation - Politique de compensation financière du handicap - Politique d'intégration sociale des handicapés - Programme « ville ouverte » - Emploi des personnes handicapées - Lieux de travail - Etablissements recevant du public - Ascenseurs - Actions judiciaires des associations de handicapés - Mesures fiscales - Campagnes d'information - Ecoles d'architecture et d'ingénieurs - (p. 1026) : politique locale d'insertion sociale des

handicapés - Haute-Vienne - Yvelines - Communauté urbaine de Lyon - Transports - **Art. 1er** (*principe de l'accessibilité et de l'adaptabilité des locaux*) (p. 1029) : son amendement n° 1 : suppression de la notion d'adaptabilité ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 10 de Mme Marie-Claude Beaudeau (amélioration de l'accueil des handicapés sur le lieu de travail) - **Après l'art. 1er** (p. 1031) : intervient sur l'amendement n° 16 du Gouvernement (aménagement de la voirie publique ou privée) et l'accepte *à titre personnel* - **Art. 2** (*règles applicables aux constructions recevant du public, soumises au permis de construire*) (p. 1032) : ses amendements n° 2 et 3 : remplacement du terme « accordé » par le terme « délivré » s'agissant du permis de construire ; adoptés - **Art. 3** (*règles applicables aux travaux sur des établissements recevant du public, non soumis au permis de construire -Autorisations d'ouverture des établissements -Renvoi à un décret en Conseil d'Etat*) : son amendement n° 4 : généralisation de l'autorisation préalable à l'ensemble des travaux ; adopté - **Après l'art. 3** (p. 1034, 1035) : sur les amendements de M. Paul Souffrin, s'oppose au n° 12 (délais de mise en conformité) et intervient sur le n° 13 (délais de mise en conformité des entreprises existantes et financement par l'Association nationale de gestion des fonds pour l'insertion professionnelle des handicapés) - **Art. 4** (*dispositions concernant les ascenseurs*) (p. 1036, 1037) : s'oppose à l'amendement n° 14 de Mme Marie-Claude Beaudeau (amélioration de l'accessibilité des ascenseurs) - Son amendement n° 5 : dérogation en cas de difficultés techniques graves ; adopté et sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 15 de Mme Marie-Claude Beaudeau - **Après l'art. 5** : son amendement n° 6 : publication dans la presse des condamnations pour infractions aux règles de construction ; adopté - **Après l'art. 5** : son amendement n° 7 : insertion d'un « Chapitre III - Disposition fiscale » ; réservé, puis devenu sans objet (p. 1038) - Son amendement n° 8 : mesure incitative pour la réalisation de travaux d'accessibilité et d'adaptation des logements en faveur des personnes handicapées ; retiré.

– **Conclusions du rapport de M. Josselin de Rohan,** fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la **proposition de loi** (n° 380, 89-90) de M. Georges Mouly, déposée avec plusieurs de ses collègues, **relative à l'organisation départementale du tourisme [n° 380 (89-90)]** - (18 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1801) : avis favorable du groupe socialiste sur cette proposition de loi - Partenariat.

– **Projet de loi d'orientation pour la ville [n° 350 (90-91)]** - (19 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1821) : habitat réduit au simple rôle d'abri - L'équilibre urbain a besoin de la cohabitation d'individus différents - Architecture - Villes nouvelles - Villes et aménagement du territoire - Société à deux vitesses - Zones à urbaniser en priorité, ZUP - Lieux de sociabilité - (p. 1822) : loi sur le droit au logement - Mettre fin à la concentration des populations défavorisées - Dégradation accentuée des équilibres sociaux - Régulation des tensions existantes - Empêcher la spéculation foncière - Rôle des collectivités locales - Endiguer la ségrégation sociale par l'urbanisme ou l'habitat - Habitations à loyer modéré, HLM.

Suite de la discussion - (20 juin 1991) **Après l'art. 8** (p. 1865) : se déclare opposé à l'amendement n° 10 de la commission (faire entrer la région d'Ile-de-France dans le droit commun en matière de schéma directeur) - **Après l'art. 12** (p. 1867) : se déclare opposé à l'amendement n° 15 de la commission (favoriser la diversité de l'habitat) - **Art. 13** (*programme local de l'habitat PLH*) : apporte son soutien au projet gouvernemental - *Art. L. 302-2 du code de la construction et de l'habitation* (*élaboration du PLH*) (p. 1873) : se déclare opposé à l'amendement n° 150 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (limiter l'importance de tout nouvel ensemble immobilier locatif financé grâce au concours de l'Etat à hauteur de 150 logements) - *Art. L. 302-4-1* (*possibilité pour une commune d'élaborer seule un PLH*) (p. 1876) : se déclare opposé à l'amendement n° 24 de la commission (réserver les dispositions contraignantes en dernier recours) - *Après l'art. L. 302-5* (p. 1900) : se déclare opposé à l'amendement n° 26 de la commission (transfert du droit de préemption à l'Etat) - *Art. L. 302-6* (*obligation de réaliser des logements locatifs sociaux*) (p. 1901) : se déclare opposé à l'amendement n° 28 de la commission (logements intermédiaires) - (p. 1902) : soutient l'amendement n° 139 de M. Claude Estier (acquisition de terrains ou de locaux nécessaires à la réalisation de logements à usage locatif) - - *Art. L. 302-7* (*contribution financière*) : se déclare opposé à l'amendement n° 30 de la commission (sanctions en cas de non-respect des objectifs du PLH) - *Art. L. 302-8* (*actions foncières et acquisitions immobilières*) (p. 1903) : se déclare opposé à l'amendement n° 32 de la commission (adaptation des programmes locaux de l'habitat et des conventions existantes) et aux sous-amendements n° 155 et n° 156 de la commission des affaires sociales saisie pour avis - (p. 1904) : s'oppose aux amendements de la commssion n° 176 et n° 177 de coordination et n° 33 (portée à cinq ans la durée minimale d'un programme local de l'habitat) - **Art. 14** (*participation à la diversité de l'habitat*) (p. 1906) : participation à la diversité de l'habitat - Etablissements publics de coopération intercommunale - Taxe de surdensité - Promoteurs - Bassin d'habitat - Agglomération - Logements locatifs sociaux - (p. 1908) : soutient l'amendement n° 140 de M. Claude Estier (diversifier le logement social au-delà du PLA) - Se déclare opposé à l'amendement n° 40 de la commission (définition et calcul de la participation à la diversité de l'habitat) - (p. 1910) : se déclare opposé à l'amendement n° 41 de la commission (limitation du taux de la participation à la diversité de l'habitat) - *Art. L. 332-21* (*perception et affectation des versements*) : se déclare opposé à l'amendement n° 49 de la commission (règles d'affectation du produit financier de la participation à la diversité de l'habitat) - **Art. 22** (*création d'établissements publics fonciers*) - *Art. L. 324-8 du code de l'urbanisme* (*conditions d'application des art. L. 324-1 à L. 324-7*) (p. 1937) : soutient l'amendement n° 142 de M. Marcel Bony (transformation des établissements publics de coopération intercommunale à vocation unique en établissements publics fonciers) - **Art. 25** (*extension du pouvoir du maire en matière de délégation des droits de préemption*) - *Art. L. 122-20 du code des communes* (p. 1939) : soutient l'amendement n° 166 de M. Robert-Paul Vigouroux (permettre aux communes de déléguer à une société d'économie mixte des acquisitions en vue de la réalisation des actions et des opérations d'aménagement) - **Art. 29** (*extension du champ d'application des zones d'aménagement différé, ZAD*) - *Art. L. 211-1, L. 211-3, L. 212-1 et L. 213-17 du code de l'urbanisme* (p. 1943) : se déclare opposé à l'amendement n° 87 de la commission (rétablissement des garanties existantes de la liberté des communes en matière d'élaboration des documents d'urbanisme) - **Avant l'art. 32** : intervient sur l'amendement n° 171 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (insérer un article additionnel : équilibre dans la répartition des différentes catégories de la population dans le logement social) - Craint une mauvaise interprétation de cet amendement par la presse - **Art. 32** (*institutionnalisation des relations entre les autorités municipales et les organismes d'habitations à loyer moderé, HLM*) - *Art. L. 411-3 du code de la construction et de l'habitation* (p. 1949) : soutient l'amendement n° 143 de M. Claude Estier (fréquence de l'information du maire et du conseil municipal par les organismes d'habitations à loyer modéré, HLM) - **Art. 34** (*avis préalable du maire sur les attributions de logement social*) - *Art. L. 441-2 du code de la construction et de l'habitation* (p. 1951) : se déclare opposé à l'amendement n° 92 de la commission (sanctions en cas de non respect des conventions passées entre la commune et les organismes d'habitations à loyer modéré, HLM) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1954, 1955) : bon climat malgré divergences - Ne votera pas le texte.

– **Projet de loi portant diverses mesures destinées à favoriser l'accessibilité aux personnes handicapées des locaux d'habitation, des lieux de travail et des installations recevant du public** - *Deuxième lecture* **[n° 417 (90-91)]** - (28 juin 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** : son intervention présentée par M. Jean Simonin (p. 2286, 2287).

– **Projet de loi renforçant la protection des consommateurs [n° 304 (90-91)]** - (15 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2872) : politique européenne de protection des consommateurs - Propositions de directives relatives aux clauses abusives et à la publicité comparative - Le groupe socialiste

votera ce projet de loi - **Art. 1er**, *(extension du délit d'abus de faiblesse)* (p. 2879) : au nom du groupe socialiste, ne votera pas l'amendement n° 4 de la commission (suppression de la référence aux foires et salons) - **Art. 3** (*exécution différée de la livraison de la chose ou de la prestation de service*) (p. 2882) : sur l'amendement n° 7 de la commission (conditions d'exercice de la faculté de résiliation du contrat), ses sous-amendements n° 61 ; adopté ; n° 62 et n° 63 ; rejetés - **Art. 7** (*extension de l'interdiction de l'envoi forcé aux prestataires de services*) (p. 2886) : au nom du groupe socialiste, se déclare défavorable à l'amendement n° 10 de la commission (exclusion du champ d'application de l'article des accords résultant d'usages professionnels établis et contrôlés par une autorité administrative ou de la mise en oeuvre d'une clause de révision expresse et convenue lors de la signature du contrat) - **Art. 9** (*contrôle juridictionnel des clauses abusives*) (p. 2890) : sur l'amendement n° 16 de la commission (faculté pour le juge de consulter la commission des clauses abusives), son sous-amendement n° 66 ; rejeté - **Art. 10-1** (*calcul des indices de prix à la consommation*) (p. 2891) : loi Evin relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme - Inflation - INSEE - Indice des prix - (p. 2892) : son amendement n° 67 : nouvelle rédaction ; devenu sans objet - **Après l'art. 11** (p. 2895) : soutient l'amendement n° 68 de M. Paul Loridant (instauration d'un fichier recensant les emprunts de chaque foyer fiscal) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2905) : droit de la consommation - Publicité comparative - Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs [n° 431 (90-91)]** - (6 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3527) : Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, ANDRA - Insuffisante information du public sur la gestion des déchets radioactifs - Recherches du Commissariat à l'énergie atomique, CEA, et d'Electricité de France, EDF - Vitrification des produits de fission - Elaboration de ce projet avec la participation de l'Office d'évaluation des choix scientifiques et technologiques - Mise en oeuvre d'un programme de recherche sur l'élimination des déchets à haute activité - Conditions de mise en place et d'exploitation des laboratoires souterrains de recherche - (p. 3528) : statut d'établissement public industriel et commercial de l'ANDRA - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet - **Art. 1er A** (*droits des générations futures*) (p. 3545) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n° 38 de M. Paul Girod (interdiction de tout stockage souterrain de déchets radioactifs à haute activité et à vie longue) - **Après l'art. 3** (p. 3555) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n° 36 de M. Jean Pépin (conception de tout stockage souterrain de déchets radioactifs selon un principe technologique privilégiant la réversibilité) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3562) : au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

– **Projet de loi relatif aux recours en matière de passation de certains contrats de fournitures et de travaux [n° 388 (90-91)]** - (13 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3699, 3700) : directives communautaires - Marchés publics - Droit des contrats - Référé - Vote par le groupe socialiste de ce projet de loi.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Equipement, logement, transports et espace - I - Urbanisme, logement et services communs - (23 novembre 1991) - Rapporteur pour avis (logement) - (p. 4156) : effort en faveur du logement : aide budgétaire directe à la construction ; aides personnelles ; exonérations fiscales - Priorité au logement locatif social - Elargissement des aides à de nouvelles catégories de bénéficiaires - Prêts locatifs aidés, PLA - Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale, PALULOS - Prêts locatifs intermédiaires, PLI - Augmentation des prêts d'accession à la propriété, PAP - (p. 4157) : rapport de la commission Lebègue sur le financement du logement - Droit au logement - Logement dans les départements d'outre-mer - Habitat social locatif en milieu rural - Détournement des fonds du 1 % patronal - Au nom de la commission des affaires économiques, se déclare opposé à l'adoption des crédits du logement inscrits dans le projet de loi de finances pour 1992 - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4175) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n° II-3 de la commission (réduction des crédits du titre III).

Economie, finances et budget - IV - Artisanat et commerce - (7 décembre 1991) (p. 4988) : petites et moyennes entreprises, PME - Développement social urbain - Emploi - Zones rurales - (p. 4989) : chambres de commerce - Délais de paiement - Loi Royer - Indemnité de départ - Logement - Avis favorable sur ce projet de budget.

– **Projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs** - *Deuxième lecture* **[n° 110 (91-92)]** - (11 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5227) : laboratoires souterrains - Vote de ce projet de loi par le groupe socialiste - **Art. 1er A bis A** (*stockage souterrain en couches géologiques profondes de produits dangereux : régime de l'autorisation*) (p. 5231) : au nom de la commission, intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (nature administrative de l'autorisation).

– **Projet de loi modifiant le tableau n° 7 annexé au code électoral relatif à l'effectif des conseils généraux et à la répartition des sièges entre les départements** - *Nouvelle lecture* **[n° 196 (91-92)]** - (18 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5525) : vote de ce projet de loi par le groupe socialiste.

– **Projet de loi portant dispositions diverses en matière de transports** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* **[n° 158 (91-92)]** - (18 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5528) : accord en CMP - Etablissement public « Voies navigables de France ».

LAURENT (Bernard), sénateur de l'Aube (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois.

– Membre titulaire du Conseil national des services publics départementaux et communaux.

Membre titulaire du Haut Conseil du secteur public.

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'ensemble des services relevant de l'autorité du ministre de l'intérieur qui contribuent, à un titre quelconque, à assurer le maintien de l'ordre public et la sécurité des personnes et des biens jusqu'au 29 mai 1991.

Est nommé membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 (*JO* Lois et décrets du 29 juin 1991), jusqu'au 11 décembre 1991.

Est nommé membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le tableau n° 7 annexé au code électoral relatif à l'effectif des conseils régionaux et à la répartition des sièges entre les départements (10 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans les territoires d'outre-mer (18 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions

restant en discussion du projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse (22 mars 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des procédures civiles d'exécution (28 mai 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications (25 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aide juridique (26 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires (29 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France (13 novembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes (19 décembre 1991).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° **388 (90-91)**] relatif aux recours en matière de passation de certains contrats de fournitures et de travaux [n° **76 (91-92)**] (7 novembre 1991) - **Marchés publics.**

Avis, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Intérieur** - Décentralisation - [n° **97 (91-92) tome 1**] (19 novembre 1991).

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi constitutionnelle [n° **481 (90-91)**] de M. Jean Lecanuet et des membres du groupe de l'Union centriste et rattachés administrativement, tendant à compléter l'article 35 de la Constitution [n° **173 (91-92)**] (12 décembre 1991) - **Défense.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° **107 (91-92)**] de M. Daniel Millaud tendant à confirmer les compétences du territoire relatives à l'organisation des auxiliaires de justice de Polynésie française [n° **201 (91-92)**] (17 décembre 1991) - **Territoires d'outre-mer.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° **203 (91-92)**] modifié par l'Assemblée nationale, relatif aux recours en matière de passation de certains contrats et marchés de fournitures et de travaux [n° **219 (91-92)**] (19 décembre 1991) - **Marchés publics.**

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° 214 (88-89)] - Suite de la discussion - (24 avril 1991) - **Art. unique** (*Livre II : répression des crimes et délits contre les personnes*) - *Après l'art. 221-7* (p. 647) : parricide.

Suite de la discussion - (30 avril 1991) - **Art. unique (suite)** - *Art. 223-1 du code pénal* (*exposition d'autrui à un risque immédiat de mort par la violation d'une obligation de sécurité*) (p. 814) : circulation routière - Se déclare favorable à l'amendement n° 79 de la commission et opposé à l'amendement n° 163 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (limitation du champ d'application de l'article aux accidents du travail) - *Après l'art. 223-11* (p. 830) : se déclare opposé à l'amendement n° 84 de la commission (interruption illégale de la grossesse par le fait de la femme elle-même) - Article 317 du code pénal - Loi sur l'IVG.

– Projet de loi relatif à l'aide juridique [n° 310 (90-91)] - Suite de la discussion - (30 mai 1991) - **Art. 63 (par priorité)** (*financement de l'aide à l'accès au droit*) (p. 1190) : se déclare favorable à l'amendement n° 24 de la commission (financement de l'aide à l'accès au droit assuré notamment par l'Etat, les caisses des réglements pécuniaires des barreaux du ressort et les autres membres du conseil départemental de l'aide juridique).

– Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la discussion - (13 juin 1991) - **Art. 17** (*comités consultatifs communaux*) (p. 1640) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 114 de la commission.

Suite de la discussion - (2 juillet 1991) - **Art. 46 bis** (*fonds de correction des déséquilibres interrégionaux*) (p. 2378) : soutient l'amendement de suppression n° 278 de M. Daniel Hoeffel - **Art. 50** (*schéma départemental de la coopération intercommunale*) (p. 2402) : votera l'amendement de conséquence n° 184 de la commission et l'amendement n° 365 de M. Claude Estier (conditions de préparation du schéma) - (p. 2403) : se déclare opposé à l'amendement n° 61 de M. Daniel Hoeffel (établissements publics consulaires).

Suite de la discussion - (3 juillet 1991) - **Art. 56 undecies** (*départementalisation des secours*) (p. 2453) : soutient l'amendement de suppression n° 449 de M. Albert Vecten - **Art. 56 duodecies** (*départementalisation des services de secours*) (p. 2454) : soutient l'amendement de suppression n° 450 de M. Albert Vecten.

– Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes - *Deuxième lecture* [n° **411 (90-91)**] - (2 octobre 1991) - **Art. unique** (p. 2544) : interruption volontaire de grossesse, IVG - *Art. 221-7-1 du code pénal* (p. 2558) : intervient à propos de l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement de l'incrimination d'empoisonnement).

Suite de la discussion - (3 octobre 1991) - **Art. unique** - *Art. 223-1 du code pénal* (p. 2613) : se déclare favorable à l'amendement n° 101 de la commission (cas de négligence manifestement délibérée) et opposé à l'amendement n° 189 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (violation du règlement du travail) - *Après l'art. 223-11-1* (p. 2620) : se déclare favorable à l'amendement n° 106 de la commission (cas de la femme qui se procure un avortement à elle-même).

– Projet de loi relatif à la sécurité des chèques et des cartes de paiement [n° 444 (90-91)] - (22 octobre 1991) - **Art. 1er** (*introduction de dispositions relatives aux cartes de paiement*) - *Intitulé du décret-loi du 30 octobre 1935* (p. 3085) : soutient l'amendement n° 60 de M. Pierre Schiélé (mention de la sécurité juridique des transactions).

– Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens [n° 215 (88-89)] - Suite de la discussion - (30 octobre 1991) - **Art. unique** *(les dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et des délits contre les biens sont fixées par le livre III annexé à la présente loi)* (réservé jusqu'après l'examen des articles du code pénal qui y sont annexés) - *Art. 304-5 du code pénal* (*organisation frauduleuse de l'insolvabilité - incrimination et peines applicables*) (p. 3401) : sur l'amendement n° 168 de M. Michel Dreyfus Schmidt (prise en compte de la situation du débirentier), son sous-amendement n° 242 ; retiré.

– Conclusions du rapport de M. René-Georges Laurin, fait au nom de la commission des lois **sur les propositions de loi, n° 448 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte**, les membres du groupe du RPR et apparentés et les

membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **organisant le certificat d'hébergement par les communes ; n° 449 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte,** les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **réformant le regroupement familial ; n° 450 rectifié bis (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte,** les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **organisant la définition d'un quota annuel d'immigration en France ; n° 451 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte,** plusieurs de leurs collègues et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **réformant la procédure du droit d'asile ; n° 478 (90-91) de M. Daniel Hoeffel** et des membres du groupe de l'Union centriste **tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952, afin de réprimer plus sévèrement l'immigration irrégulière** [n° 64 (91-92)] - (7 novembre 1991) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3590) : sa motion n° 1, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; retirée - Immigration - Droits de l'homme - Constitutionnalité.

- **Projet de loi relatif aux recours en matière de passation de certains contrats de fournitures et de travaux** [n° 388 (90-91)] - (13 novembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3698) : directives communautaires - Marchés publics - Droit des contrats - Procédure civile - (p. 3699) : juridictions administratives et judiciaires - Stricte application des prescriptions de la directive - Propose l'adoption de ce projet de loi - **Art. 2** (*application des directives communautaires : introduction dans le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel des dispositions relatives aux contrats et marchés*) (p. 3700) : son amendement de rectification n° 1 ; adopté - **Intitulé** : son amendement n° 2 : Projet de loi relatif aux recours en matière de passation de certains contrats et marchés de fournitures et de travaux ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1992** [n° 91 (91-92)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Après l'art. 11** (p. 3955) : son amendement n° I-30 : amélioration des conditions d'application de la fiscalité à l'agriculture ; retiré - **Art. 14** (*aménagement du régime d'imposition des plus-values d'apport en société*) (p. 3962) : son amendement n° I-31 : rétablissement de l'égalité devant l'impôt entre les agriculteurs et les industriels et les commerçants ; retiré - **Après l'art. 15** (p. 3966) : son amendement n° I-33 : incitation à la mise en place de formules sociétaires pour la transmission des exploitations ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

Suite de la discussion - (22 novembre 1991) - **Après l'art. 32** (p. 4024) : son amendement n° I-48, soutenu par M. Xavier de Villepin, et identique à l'amendement n° I-162 de M. Roland du Luart : adaptation des ressources du FNDAE ; adopté - **Après l'art. 36** (p. 4034) : son amendement n° I-49, soutenu par M. Xavier de Villepin : réduction du taux applicable aux produits forestiers ; retiré.

Deuxième partie :

Intérieur - (2 décembre 1991) - Rapporteur pour avis (décentralisation) (p. 4630, 4631) : administration territoriale - Concours financiers aux collectivités locales - Recettes fiscales - Compensation financière des transferts de compétences - Fonds de compensation pour la TVA - Dotations scolaires - Foncier bâti - Décentralisation - (p. 4632) : exonérations sur le foncier bâti - (p. 4659) : crédits pour 1992 - **Examen des crédits - Art. 87** (p. 4663) : son amendement de suppression n° II-37, soutenu par M. Louis Virapoullé ; retiré au profit de l'amendement identique n° II-53 de la commission des finances (administration territoriale, collectivités locales et décentralisation)-.

- **Conclusions du rapport de M. Bernard Laurent,** fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** (n° 201, 91-92) **de M. Daniel Millaud, tendant à confirmer les compétences du territoire relatives à l'organisation des auxiliaires de justice de Polynésie française** [n° 201 (91-92)] - (18 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5553, 5554) : partage entre l'Etat et les territoires de Polynésie française des responsabilités en matière de justice - Organisation de la profession de notaire - Consultation de l'Assemblée territoriale - Propose l'adoption de cette proposition de loi.

- **Projet de loi relatif aux recours en matière de passation de certains contrats et marchés de fournitures et de travaux** - *Deuxième lecture* [n° 203 (91-92)] - (20 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** : son intervention présentée par M. Guy Allouche (p. 5693).

LAURIN (René-Georges), sénateur du Var (RPR).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des lois.

- Membre titulaire du Conseil national des services publics départementaux et communaux.

- Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement des services relevant de l'autorité judiciaire jusqu'au 4 juin 1991.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications (25 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aide juridique (26 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France (13 novembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse (22 mars 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des procédures civiles d'exécution (28 mai 1991).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur :

1°) la proposition de loi [n° **448 rect. (90-91)**] de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte, les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement, organisant le certificat d'hébergement par les communes ;.

2°) la proposition de loi [n° **449 rect. (90-91)**] de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte, les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement, réformant le regroupement familial ;.

3°) la proposition de loi [n° **450 rect. bis (90-91)**] de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte, les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement, organisant la définition d'un quota annuel d'immigration en France ;.

4°) la proposition de loi [n° **451 rect. (90-91)**] de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte et plusieurs de leurs collègues, réformant la procédure du droit d'asile ;.

5°) la proposition de loi [n° **478 (90-91)**] de M. Daniel Hoeffel et les membres du groupe de l'Union centriste, tendant à

modifier l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952, afin de réprimer plus sévèrement l'immigration irrégulière ;.

[n° 64 (91-92)] (30 octobre 1991) - Etrangers.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'aide juridique [n° 310 (90-91)]** - (29 mai 1991) - **Discussion générale** (p. 1143) : assistance judiciaire rebaptisée aide juridictionnelle - Relèvement des plafonds d'admission à l'aide et augmentation du nombre de bénéficiaires - Bénéfice de l'accès à l'aide juridictionnelle pour tous les étrangers résidant en France - Problème de l'immigration clandestine - Accès au droit pour tous - (p. 1144) : gratuité de l'assistance judiciaire - Création d'une « sécurité sociale » du droit - Dépôts de rapports sur l'application de ce texte - Augmentation des contentieux et insuffisance des moyens de la justice - Au nom du groupe du RPR, se déclare favorable à l'adoption de ce projet, sous réserve de l'adoption de certains amendements - **Art. 3** (*condition de nationalité*) (p. 1149) : se déclare favorable à l'amendement n° 6 de la commission (bénéfice de l'aide juridictionnelle pour les personnes de nationalité étrangère qui résident habituellement et régulièrement en France) - **Art. 5** (*détermination des ressources du demandeur*) (p. 1153) : se déclare opposé à l'amendement n° 67 de M. Charles Lederman (prise en compte pour le calcul des plafonds d'admission à l'aide juridictionnelle de l'existence de biens même non productifs de revenus, à l'exclusion des locaux constituant la résidence principale du demandeur) - **Art. 13** (*bureau d'aide juridictionnelle placé auprès du tribunal de grande instance*) (p. 1155) : ses amendements, n° 44 : institution auprès des tribunaux de grande instance d'un bureau d'aide juridictionnelle ; et n° 45 et n° 46 de coordination ; adoptés - **Art. 14** (*bureau placé auprès des juridictions supérieures et de la Commission des recours des réfugiés*) (p. 1156) : ses amendements, n° 47 : rétablissement des bureaux d'aide près les cours d'appel et les cours administratives d'appel ; et n° 48 de coordination ; adoptés - **Art. 16** (*présidence et composition des bureaux et des sections*) (p. 1157) : son amendement de coordination n° 49 ; adopté - **Art. 24** (*principe de couverture totale ou partielle des dépenses engagées*) (p. 1161) : son amendement n° 59, soutenu par M. Jean Chérioux : règlement par le bénéficiaire de l'aide juridictionnelle partielle d'un honoraire fixé par convention avec l'avocat, conformément à l'article 35, ou d'un émolument au profit des officiers publics ou ministériels qui prêtent leur concours ; adopté - **Art. 25** (*droit à l'assistance d'un avocat et de tout officier public et ministériel et conditions de désignation de ceux-ci*) (p. 1164) : son amendement n° 60, soutenu par M. Jean Chérioux : possibilité de décharger de leur office les auxiliaires de justice qui prêtaient leur concours aux bénéficiaires de l'aide juridictionnelle, dans des conditions appréciées par le bâtonnier ou par le président de l'organisme dont ils dépendent ; adopté.

Suite de la discussion - (30 mai 1991) - **Art. 35** (*honoraire complémentaire de l'avocat en cas d'aide juridictionnelle partielle*) (p. 1178) : son amendement n° 61, soutenu par M. Jean Chérioux : prise en compte des ressources et du patrimoine du bénéficiaire de l'aide juridictionnelle partielle pour le calcul du complément d'honoraires de l'avocat ; adopté - **Art. 38** (*réduction de la contribution versée par l'Etat au professionnel en cas d'affaires multiples portant sur des questions semblables*) (p. 1182) : son amendement n° 62, soutenu par M. Jean Chérioux : réduction de la contribution versée par l'Etat au professionnel, en cas d'affaires multiples portant sur des questions en connexité au sens du code de procédure civile ; retiré - **Art. 56** (*conditions d'exercice de la consultation*) (p. 1195) : son amendement n° 63, soutenu par M. Jean Chérioux : suppression de la faculté accordée au conseil départemental de favoriser la création et le fonctionnement de centres d'accueil, d'information et d'orientation du public gratuits ; adopté.

- **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)]** - **Suite de la discussion** - (13 juin 1991) - **Art. 15** (*publicité des séances des conseils municipaux, généraux et régionaux et retransmission par les moyens de communication audiovisuels*) (p. 1620, 1621) : se déclare favorable à l'amendement n° 110 de la commission (suppression de la mention de la retransmission audiovisuelle) - **Art. 16** (*consultation des électeurs de la commune*) (p. 1631, 1632) : Sur l'amendement n° 112 de la commission (organisation de la consultation des électeurs des communes), qu'il votera, se déclare opposé aux sous-amendements n° 482 et n° 483 de M. Paul Loridant tendant à substituer le mot « habitants » au mot « électeurs » ainsi qu'aux sous-amendements de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, n° 474, sur le même objet, et n° 473 (élargissement de la possibilité de consultation) - Harkis.

- **Conférence des présidents** : organisation des travaux du Sénat (13 juin 1991) (p. 1625, 1626).

- **Projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service [n° 387 (90-91)]** - (9 octobre 1991) - **Discussion générale** (P. 2766) : lutte contre les incendies de forêts - Sécurité civile - Décentralisation - Accidents de la route - Bénévolat - (p. 2767) : protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires - Charges pour l'Etat - Statut des sapeurs-pompiers - (p. 2772) : lutte contre les incendies de forêts.

- **Rappel au règlement** - (22 octobre 1991) (p. 3073) : s'indigne de l'insuffisance du soutien du Gouvernement à l'égard de l'agriculture française dans les négociations internationales.

- **Conférence des présidents** - (24 octobre 1991) (p. 3187) : organisation des travaux du Sénat.

- **Projet de loi modifiant le tableau n° 7 annexé du code électoral relatif à l'effectif des conseils régionaux et à la répartition des sièges entre les départements [n° 7 (91-92)]** - (24 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3191, 3192) : augmentation des effectifs des conseils régionaux - Distorsion aux échelons départemental et régional - Opinion publique.

- **Conclusions du rapport de M. René-Georges Laurin**, fait au nom de la commission des lois **sur les propositions de loi, n° 448 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte,** les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **organisant le certificat d'hébergement par les communes ; n° 449 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte,** les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **réformant le regroupement familial ; n° 450 rectifié bis (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte,** les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **organisant la définition d'un quota annuel d'immigration en France ; n° 451 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte,** plusieurs de leurs collègues et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **réformant la procédure du droit d'asile ; n° 478 (90-91) de M. Daniel Hoeffel** et des membres du groupe de l'Union centriste **tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952, afin de réprimer plus sévèrement l'immigration irrégulière [n° 64 (91-92)]** - (7 novembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3571, 3572) : immigration - Certificat d'hébergement - Regroupement familial - Contrôle des flux migratoires - Droit d'asile et reconduite à la frontière - Immigration clandestine - La commission propose l'adoption du texte des cinq propositions de loi sous la forme d'un texte unique.

LAURIOL (Marc), sénateur des Yvelines (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

- Est nommé membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14

juin 1985 (*JO* Lois et décrets du 29 juin 1991), jusqu'au 11 décembre 1991.

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du service national (23 octobre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article L. 321-13 du code du travail afin d'adapter cette disposition à la spécificité des particuliers employeurs [n° **254 (90-91)**] (2 avril 1991) - **Prélèvements obligatoires.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à modifier les dispositions légales relatives aux activités sociales et culturelles des comités d'entreprise [n° **293 (90-91)**] (18 avril 1991) - **Entreprises.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article 9 de la loi n° 90-1260 du 31 décembre 1990 d'actualisation des dispositions relatives à l'exercice des professions commerciales et artisanales [n° **380 (90-91)**] (12 juin 1991) - **Professions libérales.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **366** (*JO* Débats du 24 octobre 1991) (p. 2297) - Ministère : Premier ministre - *Conséquences du veto opposé par la Commission européenne à la fusion Aérospatiale-Alenia et De Havilland* - (Réponse : *JO* Débats du 26 octobre 1991) (p. 3231) - **Industrie aéronautique.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes** [n° **214 (88-89)**] - **Suite de la discussion** - (30 avril 1991) - **Art. unique (suite)** - *Après l'art. 223-11 du code pénal* (p. 833) : sanctions.

– **Projet de loi modifiant le code de l'organisation judiciaire et instituant la saisine pour avis de la Cour de cassation** [n° **292 (90-91)**] - (7 mai 1991) - **Art. 1er** (*saisine pour avis de la Cour de cassation*) (p. 882) : Cour de cassation - Avis préalable - (p. 883) : arrêts de règlement.

– **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes** [n° **214 (88-89)**] - **Suite de la discussion** - (14 mai 1991) - **Art. unique (suite)** - *Art. 225-6 du code pénal (délits assimilés au proxénétisme)* (p. 934) : sur l'amendement n° 99 de la commission (élargissement du champ d'application : 1° aux personnes ne pouvant justifier de ressources correspondant à leur train de vie tout en étant en relations habituelles avec des personnes se livrant à la prostitution ; 2° aux personnes vivant sciemment avec une personne se livrant habituellement à la prostitution), se déclare favorable au 1° et opposé au 2°.

– **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République** [n° **269 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (14 juin 1991) - **Avant l'art. 29** (p. 1682) : se déclare opposé à l'amendement n° 356 de M. Claude Estier (augmentation du nombre de vice-présidents du conseil régional).

– **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes** - *Deuxième lecture* [n° **411 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (3 octobre 1991) - **Art. unique (suite)** - *Art. 223-1 du code pénal* (p. 2613) : intervient à propos de l'amendement n° 101 de la commission (cas de négligence manifestement délibérée).

– **Rappel au règlement** - (30 octobre 1991) (p. 3378) : article 36 du règlement et titres V et VIII de la Constitution : souhaite une information du Parlement relative à la compatibilité entre l'état de droit et le nouvel ordre international annoncé par la France lors de son engagement dans le conflit du Koweit.

LE BRETON (Henri), sénateur du Morbihan (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

– Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 19 avril 1991) (p. 564) - Ministère : Intérieur - *Statut de l'élu* - **Elus locaux.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications** [n° **389 (90-91)**] - (25 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2067) : dossier des « écoutes téléphoniques » - Libertés publiques - Cour européenne des droits de l'homme - Ecoutes judiciaires - Ecoutes administratives - Ecoutes sauvages - (p. 2068) : réglementation de la commercialisation des appareils permettant les écoutes téléphoniques - Convention européenne des droits de l'homme - Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de loi assorti des amendements proposés par la commission - **Art. 14** (*Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité*) (p. 2089) : son amendement n° 44, soutenu par M. Louis de Catuelan : désignation des agents de la Commission par le président ; adopté.

LECANUET (Jean), sénateur de la Seine-Maritime (UC).

NOMINATIONS

– Président de la commission des affaires étrangères.

Est nommé membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 (*JO* Lois et décrets du 29 juin 1991), jusqu'au 11 décembre 1991.

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en Bulgarie, du 22 au 26 janvier 1991 [n° **223 (90-91)**] (25 février 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Bulgarie.**

Rapport d'information, fait avec plusieurs de ses collègues, au nom de la commission des affaires étrangères, en application de l'article 22, premier alinéa, du Règlement, sur quelques enseignements immédiats de la crise du Golfe quant aux exigences nouvelles en matière de défense [n° **303 (90-91)**] (25 avril 1991) - **Défense.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée à Cuba, du 23 au 30 mars 1991 [n° **349 (90-91)**] (4 juin 1991) - **Cuba.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée à Moscou le 22 août 1991 [n° **474 (90-91)**] (27 août 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Moscou.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à compléter l'article 35 de la Constitution [n° **481 (90-91)**] (16 septembre

1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Défense.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée à Kiev, les 13 et 14 septembre 1991 [n° **60 (91-92)**] (25 octobre 1991) - **URSS.**

INTERVENTIONS

– Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la politique au Moyen-Orient [n° **211 (90-91)**] - (16 janvier 1991) (p. 6) : crise du Golfe - Respect du droit international - Résolutions de l'Organisation des Nations Unies, ONU ; sanctions économiques - Intervention militaire française - Diplomatie - (p. 7) : paix au Moyen-Orient - Pays Baltes et URSS - Sécurité du territoire national - Approbation d'une grande partie de la commission des affaires étrangères.

– Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation au Moyen-Orient [n° **236 (90-91)**] - (19 mars 1991) (p. 32) : refus de l'invasion du Koweït par l'Irak - Nations unies - Fin de la guerre froide et de l'isolement de la Chine - Dictateur de Bagdad - Arme nucléaire - Intégrisme - Vente d'armes - Puissance des Etats-Unis d'Amérique - Dividendes de la paix - Hommage aux soldats français - (p. 33) : hommage aux diplomates en poste au Koweït et en Irak - Nouvelle loi de programmation militaire - Succès de la coalition occidentale et arabe - Division Daguet - Embargo - Président de la République chef des armées - Union nationale - Eclatement de la majorité présidentielle - Syrie - Iran - Egypte - Turquie - Avenir du Proche-Orient - Conférence internationale et règlement du conflit israélo-palestinien - Reconnaissance de l'Etat d'Israël par les pays arabes - Rétablissement de l'indépendance du Liban - Renforcement de l'alliance avec les Etats-Unis d'Amérique - Alliance atlantique - (p. 34) : unification de l'Allemagne - Europe centrale - Edification d'un pilier européen de la défense - Construction de l'Europe.

– Débat sur une déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique de défense [n° **395 (90-91)**] - (18 juin 1991) (p. 1753) : loi de programmation militaire - (p. 1754) : situation internationale - Réduction des dépenses militaires - (p. 1755) : force nucléaire de dissuasion - Crise du Golfe persique - Constitution d'unités professionnalisées - Equipements - Rationalisation des implantations militaires - (p. 1756) : dépenses militaires - Coopération européenne - OTAN - Sécurité.

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes [n° **354 (90-91)**] - (27 juin 1991) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 356) (p. 2192) : Acte unique européen - Libre circulation des personnes - Coopération judiciaire et policière - Politique commune des visas - Demande d'asile - Contrôles aux frontières - Système d'information Schengen - Construction européenne - (p. 2193) : immigration - Allemagne réunifiée - Constitutionnalité - Comité exécutif - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2199) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République italienne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 [n° **356 (90-91)**] - (27 juin 1991) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 354) : voir intervention sous le projet n° 354 (p. 2192, 2193).

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° **91 (91-92)**].

Deuxième partie :

Affaires étrangères - (5 décembre 1991) (p. 4849) : guerre du Golfe persique - Crise yougoslave - Eclatement de l'empire soviétique - Syrie et Liban - Conférence de Madrid sur la paix au Proche-Orient - (p. 4850) : accord de paix au Cambodge - ONU - Alliance atlantique - Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, CSCE - Conférence de Maastricht - Construction de l'Europe - Unification allemande - (p. 4851) : élargissement de l'Europe à la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie - Union politique européenne.

LEDERMAN (Charles), sénateur du Val-de-Marne (C).

NOMINATIONS

– Secrétaire de la commission des lois.

– Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

– Secrétaire de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement des services relevant de l'autorité judiciaire jusqu'au 4 juin 1991.

Est nommé membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 (*JO* Lois et décrets du 29 juin 1991) ; puis nommé vice-président (*JO* Lois et décrets du 5 juillet 1991), jusqu'au 11 décembre 1991.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des procédures civiles d'exécution (28 mai 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fonction publique (28 mai 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications (25 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aide juridique (26 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires (29 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France (13 novembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le tableau n° 7 annexé au code électoral relatif à l'effectif des conseils régionaux et à la répartition des sièges entre les départements (10 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes (19 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse (22 mars 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative au recours en révision devant le Conseil d'Etat

[n° **468 (90-91)**] (27 juillet 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Juridictions administratives.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, portant diverses dispositions en matière de procédure civile [n° **469 (90-91)**] (27 juillet 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Procédure civile.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la lutte contre les employeurs de main-d'oeuvre étrangère clandestine [n° **22 (91-92)**] (9 octobre 1991) - **Travail.**

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **39** (*JO* Débats du 9 octobre 1991) (p. 2722) - Ministère : Justice - *Fonctionnement de la justice* - **Justice.**

INTERVENTIONS

- Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 80-844 du 29 octobre 1980 relative au statut de la magistrature [n° **212 (90-91)**] - (20 mars 1991) - **Discussion générale** (p. 59) : avis favorable du groupe communiste sur ce projet de loi - Difficultés de recrutement des magistrats - Surcharge du contentieux - Réduction budgétaire - Projet de réforme de l'aide légale.

- Projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse [n° **98 (90-91)**] - (20 mars 1991) - **Discussion générale** (p. 79) : situation économique de la Corse - Jeunesse corse - (p. 80) : violence - Terrorisme - « Dérive mafieuse » - « Peuple corse » - Système électoral - Exécutif de la collectivité territoriale - Transfert des compétences et des ressources - (p. 81) : Office des transports - Compagnie Corse-Méditerranée - Démantèlement du service public - Développement économique et industriel - Tourisme - Solidarité nationale - Langue corse - (p. 82) : spécificité corse - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi.

Suite de la discussion - (21 mars 1991) - **Art. 1er** (*consécration juridique de la notion de « peuple corse composante du peuple français »*) (p. 112) : intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (suppression de la référence à la notion de « peuple corse » et mention de la région de Corse).

Suite de la discussion - (22 mars 1991) - **Art. 69** (*statut et compétences de l'office des transports de la Corse*) (p. 184) : soutient l'amendement n° 165 de M. Robert Pagès (composition et mission de l'office des transports) - **Art. 72** (*compétences de la collectivité territoriale de Corse en matière d'énergie*) (p. 187, 188) : soutient l'amendement n° 166 de M. Robert Pagès (établissement d'un rapport d'information sur la réalisation d'un gazoduc en Corse par le conseil économique, social et culturel de Corse) - **Art. 78** (*inéligibilités spécifiques*) (p. 191) : soutient l'amendement de coordination n° 167 de M. Robert Pagès - **Art. 79** (*conditions d'application à la collectivité territoriale de Corse des règles relatives à la fonction publique territoriale*) : soutient l'amendement de coordination n° 168 de M. Robert Pagès - **Art. 80** (*refonte des listes électorales*) (p. 195, 196) : soutient l'amendement n° 169 de M. Robert Pagès (cas des électeurs nés dans la commune, inscrits lors de leur majorité électorale et étant partis depuis) - (p. 198) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 65 de la commission - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 200) : au nom du groupe communiste, votera contre ce projet de loi amendé par le Sénat.

- Rappel au règlement - (23 avril 1991) (p. 590, 591) : à l'occasion de la procédure engagée par le juge Jean-Pierre, rend hommage aux magistrats d'Angers - Justice et Gouvernement - Affaire Urba.

- Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° **214 (88-89)**] - (23 avril 1991) - **Question préalable** (p. 601) : soutien la motion n° 1 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable - Rôle du Parlement - Travail parlementaire - (p. 602) : souligne que le texte de la commission mixte paritaire sur le livre Ier du code pénal n'est ni acquis, ni définitif - (p. 603) : responsabilité pénale des personnes morales - Peines « plancher » correctionnelles et criminelles - (p. 604) : redéfinition des valeurs de la société française.

Suite de la discussion - (24 avril 1991) - **Art. unique** (*Livre II : répression des crimes et délits contre les personnes*) - *Art. 211-1 du code pénal (génocide)* (p. 627) : se déclare favorable aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° 157 (utilisation des termes « jusqu'à » afin de définir les peines plafond) et n° 158 (utilisation des termes « au plus » pour définir les peines plafond) - *Art. 211-2 (autres crimes contre l'humanité)* (p. 630) : son amendement n° 176 : définition des autres crimes contre l'humanité ; devenu sans objet - *Art. 221-1 (meurtre)*- (p. 635) : son amendement n° 177 : réduction des peines ; rejeté - (p. 638, 641) : rappelle que constitutionnellement les conclusions de la commission mixte paritaire ne constituent jamais une décision définitive - *Art. 221-6 (meurtre aggravé en raison de la vulnérabilité de la victime)* (p. 643) : son amendement n° 178, soutenu par M. Robert Pagès : cas de l'état de grossesse apparente ; retiré - *Après l'art. 221-7* (p. 647) : parricide - *Art. 221-8 (homicide involontaire)* (p. 652) : son amendement n° 179, soutenu par M. Robert Pagès : réduction des peines ; rejeté - *Après l'art. 221-8* : son amendement n° 180, soutenu par M. Robert Pagès : responsabilité pénale du supérieur hiérarchique et du préposé ; rejeté - *Art. 221-9 (responsabilité pénale des personnes morales pour homicide involontaire)* (p. 653) : son amendement n° 181, soutenu par M. Robert Pagès : sanctions pénales à l'encontre des personnes morales ; rejeté - *Art. 222-1 (tortures et actes de barbarie)* (p. 658) : son amendement n° 182, soutenu par M. Robert Pagès : réduction des peines ; rejeté - *Art. 222-2 (tortures et actes de barbarie : circonstances aggravantes en raison de la vulnérabilité de la victime, de la qualité de l'auteur ou en raison d'une concomitance dans une agression sexuelle)* (p. 659) : son amendement n° 183, soutenu par M. Robert Pagès : cas de l'état de grossesse apparente ; devenu sans objet - *Art. 222-8 (violences habituelles sur une personne vulnérable ayant entraîné la mort)* (p. 664) : son amendement n° 189, soutenu par M. Robert Pagès : réduction des peines ; devenu sans objet - *Art. 222-11 (violences ayant entraîné une maladie ou une incapacité de travail de plus de huit jours)* (p. 666) : son amendement n° 193, soutenu par M. Robert Pagès : sanctions pénales en ce cas ; rejeté.

- Projet de loi portant dispositions relatives à la fonction publique [n° **240 (90-91)**] - (25 avril 1991) - **Question préalable** (p. 695) : soutient la motion n° 1 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable - (p. 696) : domination supranationale des institutions européennes sur la politique du Gouvernement français - Modification de la loi du 13 juillet 1983 sur les droits et obligations des fonctionnaires - Article 48 du traité de Rome : libre circulation des travailleurs - (p. 697) : mise en cause du pouvoir législatif français et de la souveraineté nationale - Abaissement du rôle du Parlement - Violation du traité de Rome - Adaptation du statut général des fonctionnaires - (p. 698) : définition de la notion de défense des intérêts généraux de l'Etat - Restriction du champ des emplois d'administration publique - Remise en cause du principe de la clause de nationalité applicable pour l'accès aux emplois publics - **Art. 1er** (*ouverture de la fonction publique aux ressortissants des Etats membres de la Communauté économique européenne*) (p. 710) : soutient l'amendement de suppression n° 9 de Mme Hélène Luc.

- Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° **214 (88-89)**] - **Suite de la discussion** - (25 avril 1991) - **Art. unique (suite)** - *Art. 222-25 du code pénal (répression des agressions sexuelles autre que le viol sur des mineurs de quinze ans ou des personnes particulièrement vulnérables)* (p. 735) : son amendement n° 207, soutenu par M. Robert Pagès : diminution de la peine ; devenu sans objet - *Art. 222-26 (atteintes et agressions sexuelles ayant*

entraîné une blessure ou une lésion ou commise par un ascendant de la victime ou une personne ayant autorité sur elle) (p. 736) : son amendement n° 208, soutenu par M. Robert Pagès : retour à une amende fixe ; devenu sans objet - *Art. 222-28* (*agressions sexuelles sur des personnes majeures non vulnérables*) (p. 738) : son amendement n° 210, soutenu par M. Robert Pagès : application d'une peine fixe ; devenu sans objet - *Art. 222-29 et 222-30* (*agression sexuelle sur des personnes majeures non vulnérables : circonstances aggravantes*) (p. 739) : son amendement n° 211, soutenu par M. Robert Pagès : instauration d'une peine fixe ; devenu sans objet - *Art. 222-32* (*exhibition sexuelle*) (p. 740) : son amendement n° 213, soutenu par M. Robert Pagès : diminution de la peine ; rejeté.

Suite de la discussion - (29 avril 1991) - **Report de la discussion du projet de loi** - (p. 791) : délibérations du Sénat - Morcellement de l'examen du texte - (p. 792) : ordre du jour.

Suite de la discussion - (30 avril 1991) - **Art. unique (suite)** - *Art. 222-33 du code pénal* (*participation à un groupement établi en vue de fabriquer, produire, céder, transformer, importer ou exporter des stupéfiants*) (p. 801) : intervient sur l'amendement n° 288 du Gouvernement (regroupement au sein du code pénal des principales incriminations) - *Art. 222-34* (*cas d'aggravation de la peine*) (p. 802) : missions des douaniers en matière de trafic de drogue - *Après l'art. 222-34* (p. 804) : intervient sur l'amendement n° 69 de la commission et sur le sous-amendement n° 290 du Gouvernement - (p. 805) : information sur les conséquences de l'usage de la drogue - Consommation, offre et cession de drogue - *Art. 222-38* (*interdiction de séjour*) (p. 808) : son amendement de suppression n° 214 ; rejeté - *Après l'art. 222-39 ou après l'art. 222-35* (p. 811) : se déclare opposé à l'amendement n° 297 du Gouvernement (introduction d'une division additionnelle : section VI : dispositions communes aux personnes physiques et aux personnes morales) - *Art. 223-1* (*exposition d'autrui à un risque immédiat de mort par la violation d'une obligation de sécurité*) (p. 813) : accidents de la route - (p. 816) : témoignage - Libertés individuelles - Se déclare opposé à l'amendement n° 79 de la commission (sanction de celui qui commet, de manière consciente, une imprudence) - *Après l'art. 223-1* (p. 818) : son amendement n° 215 : responsabilité des accidents du travail ; rejeté - *Art. 223-2* (*responsabilité pénale des personnes morales pour les infractions définies par l'article 223-1*) : son amendement n° 216 : exclusion de certains organismes et groupements du champ d'application de cet article ; rejeté - *Art. 223-3* (*délaissement d'une personne fragile*) (p. 819) : son amendement n° 217 : diminution de la répression en cas de délaissement d'une personne fragile ; rejeté - *Art. 223-4* (*délaissement aggravé*) (p. 820) : son amendement n° 218 : diminution de la peine d'emprisonnement en cas de délaissement aggravé ; rejeté - *Art. 223-5* (*entrave à l'arrivée de secours*) : son amendement n° 219 : diminution de l'amende en cas d'entrave à l'arrivée des secours ; rejeté - *Art. 223-6* (*refus d'empêcher une infraction ou de porter secours à une personne en péril*) : son amendement n° 220 : diminution de l'amende prévue à l'article 223-6 ; rejeté - *Art. 223-7* (*refus de mettre en oeuvre des mesures permettant de combattre un sinistre*) : son amendement n° 221 : diminution de l'amende prévue à l'article 223-7 ; rejeté - *Art. 223-8* (*expérimentation sur la personne*) (p. 822) : son amendement n° 222 : diminution de l'amende prévue à l'article 223-8 ; devenu sans objet - *Art. 223-9* (*responsabilité des personnes morales en ce qui concerne l'infraction définie à l'article 223-8*) (p. 823) : son amendement n° 223 : exclusion des groupements de collectivités publiques, des partis et groupements politiques, des syndicats professionnels, des associations à but non lucratif et des institutions représentatives du personnel, des personnes morales susceptibles d'encourir certaines poursuites ; rejeté - *Art. 223-11* (*interruption illégale de la grossesse*) (p. 825) : son amendement n° 224, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : modification du délai de pratique de l'interruption volontaire de grossesse et suppression de la peine d'emprisonnement pour le médecin pratiquant une interruption volontaire de grossesse hors délai ; rejeté - *Après l'art. 223-11* (p. 827) : son amendement n° 225, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : sanction de l'interruption de grossesse pratiquée par une personne n'appartenant pas au corps médical ; rejeté - *Art. 223-15* (*interdiction d'exercer une activité médicale ou paramédicale*) (p. 835) : son amendement n° 227 : suppression de l'interdiction définitive d'exercer une activité de nature médicale ou paramédicale ; adopté - *Art. 224-1* (*enlèvement et séquestration*) (p. 836) : son amendement n° 228 : réduction des peines et aménagement de leurs conditions d'application ; rejeté - *Art. 224-2* (*enlèvement ou séquestration ayant entraîné une mutilation ou une infirmité permanente -enlèvement ou séquestration accompagné de tortures ou d'actes de barbures ou suivi de la mort de la victime*) (p. 838) : son amendement n° 229 : maintien d'une peine de vingt ans ; rejeté - - *Art. 224-3* (*enlèvement ou séquestration commis en bande organisée ou à l'égard de plusieurs personnes*) (p. 839) : ses amendements, n° 230 : maintien de la peine de vingt ans ; et n° 231 : exemption de poursuite pour les actions concertées commises à l'occasion d'un conflit du travail ; rejetés - inutilité de la peine de trente ans de réclusion - Conflits du travail - (p. 840) : poursuite en séquestration - Conflits criminels issus de conflits du travail.

– Projet de loi modifiant le code de l'organisation judiciaire et instituant la saisine pour avis de la Cour de cassation [n° 292 (90-91)] - (7 mai 1991) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 877) : sa motion n° 3, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée - Lenteur des procédures - Egalité devant la justice - Double degré de juridiction - Constitutionnalité - (p. 878) : impartialité - Droits de la défense - Constitutionnalité - Arrêts de règlement - Autorité relative de la chose jugée - (p. 879) : jurisprudence - Avis au préalable - Liberté du juge - Egalité devant la loi - Question préjudicielle - (p. 880) : constitutionnalité - **Art. 1er** (*saisine pour avis de la Cour de cassation*) (p. 883) : son amendement n° 4 : délai de suspension du litige ; rejeté - (p. 884) : son amendement n° 5 : assistance d'un avocat ; rejeté - (p. 885) : son amendement n° 6 : impossibilité pour les magistrats d'intervenir à la fois lors de la formulation de l'avis et aux autres stades de la procédure devant la Cour ; rejeté.

– Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° 214 (88-89)] - **Suite de la discussion** - (14 mai 1991) - **Art. unique (suite)** - *Art. 224-4 du code pénal* (*prise d'otages*) (p. 926) : son amendement n° 232, soutenu par M. Robert Pagès : suppression de la mention de l'instigateur ; rejeté - *Art. 224-7* (*fausse information susceptible de compromettre la sécurité d'un aéronef en vol*) (p. 927) : son amendement n° 235, soutenu par M. Robert Pagès : réduction des peines ; rejeté - *Art. 224-8* (*entraves à l'exercice des libertés publiques*) (p. 928) : son amendement de suppression n° 236, soutenu par M. Robert Pagès ; satisfait par l'adoption de l'amendement identique n° 96 de la commission - *Art. 225-2* (*répression du délit de discrimination*) (p. 930) : son amendement n° 237, soutenu par M. Robert Pagès : réduction des peines ; rejeté - *Art. 225-3* (*discriminations commises par les fonctionnaires ou agents publics*) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 238 : réduction des peines et n° 239 : précisant « dans l'exercice de ses fonctions » ; rejetés - *Art. 225-4* (*responsabilité pénale des personnes morales*) (p. 931) : son amendement n° 240, soutenu par M. Robert Pagès : exclusion de certaines personnes morales ; rejeté - *Art. 225-5* (*délit de proxénétisme*) (p. 932) : son amendement n° 241-1, soutenu par M. Robert Pagès : élargissement du champ d'application : 1° aux personnes ne pouvant justifier de ressources correspondant à leur train de vie tout en étant en relations habituelles avec des personnes se livrant à la prostitution ; 2° aux personnes vivant sciemment avec une personne se livrant habituellement à la prostitution ; rejeté - *Art. 225-7* (*délit de proxénétisme aggravé*) (p. 935) : son amendement n° 242, soutenu par M. Robert Pagès : peine correctionnelle maximale de dix ans d'emprisonnement ; retiré au profit de l'amendement, sur le même objet, n° 308 du Gouvernement - *Art. 225-10* (*délit d'entrave à l'action de prévention de la prostitution*) (p. 937) : son amendement n° 243, soutenu par M. Robert Pagès : réduction des peines ; rejeté - *Art. 225-11* (*proxénétisme hôtelier*) (p. 938) : son amendement n° 244, soutenu par M. Robert Pagès : réduction des

peines ; devenu sans objet - *Art. 225-13 (tolérance de la prostitution dans des locaux privés)* : son amendement n° 245, soutenu par M. Robert Pagès : réduction des peines ; rejeté - *Art. 225-15 (proxénétisme simple commis par une personne investie de l'autorité publique)* (p. 939) : son amendement n° 246, soutenu par M. Robert Pagès : réduction des peines ; devenu sans objet - *Art. 225-17 (conditions inhumaines de travail et d'hébergement : obtention abusive de services)* (p. 940) : son amendement n° 247, soutenu par M. Robert Pagès : extension aux infractions à la législation ou à la réglementation du travail ; rejeté - *Art. 225-20 (responsabilité pénale des personnes morales dans les cas prévus aux articles 225-17 et 225-18)* (p. 941) : son amendement n° 248, soutenu par M. Robert Pagès : exclusion de certaines personnes morales ; rejeté - *Art. 225-22 (circonstances aggravantes de la violation de sépulture)* : se déclare opposé à l'amendement n° 114 de la commission (aggravation de la peine lorsque la profanation est accompagnée d'un acte d'exhumation) - (p. 948) : vote par le groupe communiste de l'amendement n° 165 sexies de M. Michel Dreyfus-Schmidt (circonstance aggravante dans le cas d'une infraction commise en raison de l'appartenance ou de la non appartenance des personnes décédées à une ethnie, une nation ou une religion déterminée) - *Art. 225-24 (peines complémentaires applicables en matière de proxénétisme)* (p. 949) : son amendement n° 251, soutenu par M. Robert Pagès : suppression de l'interdiction de séjour ; rejeté - *Art. 226-1 (atteinte à l'intimité de la vie privée)* (p. 951) : son amendement n° 252, soutenu par M. Robert Pagès : réduction des peines ; rejeté - *Art. 226-6 (responsabilité pénale des personnes morales pour les infractions d'atteinte à la vie privée)* : son amendement n° 253, soutenu par M. Robert Pagès exclusion de certaines personnes morales ; rejeté - *Art. 226-7 (publication du montage des paroles ou images illicitement captées)* (p. 955) : son amendement n° 255, soutenu par M. Robert Pagès : réduction des peines ; retiré - *Art. 226-9 (dénonciation calomnieuse)* : son amendement n° 256 bis : réduction des peines ; rejeté - *Art. 226-11 (responsabilité des personnes morales)* (p. 957) : son amendement n° 257, soutenu par M. Robert Pagès : exclusion de certaines personnes morales ; rejeté - *Art. 226-12 (secret professionnel)* (p. 958, 959) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 258 : amélioration de la garantie du secret professionnel ; rejeté ; et n° 259 ; réduction des peines ; devenu sans objet - *Art. 226-17 (protection du secret des correspondances)* (p. 964) : son amendement n° 260, soutenu par M. Robert Pagès : réduction des peines ; rejeté.

Suite de la discussion - (22 mai 1991) - **Art. unique (suite)** - *Art. 227-1 du code pénal (délaissement du mineur)* (p. 984) : son amendement n° 262 bis, soutenu par M. Robert Pagès : diminution des peines prévues ; rejeté - *Art. 227-2 (abandon de famille)* : son amendement n° 263 soutenu par M. Robert Pagès : diminution des peines prévues ; rejeté - *Art. 227-13 (incitation à l'usage des stupéfiants)* (p. 987) : son amendement n° 264, soutenu par M. Robert Pagès : diminution du montant des amendes prévues ; retiré - *Après l'art. 227-17* (p. 990) : son amendement n° 254 bis, soutenu par M. Robert Pagès : lutte contre les réseaux pédophiles ; adopté.

– **Projet de loi relatif à l'aide juridique [n° 310 (90-91)]** - (29 mai 1991) - **Discussion générale** (p. 1139) : réforme de l'aide légale - Aggravation des inégalités sociales et augmentation du nombre des contentieux - Augmentation du nombre de foyers bénéficiaires de l'aide juridique - Dénonce la longueur des délais d'attribution de l'aide judiciaire - Insuffisance des crédits destinés à l'aide légale - Relèvement des plafonds d'admission à l'aide tant totale que partielle - (p. 1140) : rémunération des avocats - Aide à l'accès au droit différente d'un département à l'autre - Texte insuffisant en son état actuel - **Art. 1er** *(principes et définition de l'aide juridique)* (p. 1147) : son amendement n° 64 : accès à la justice et au droit garanti par l'Etat ; rejeté - (p. 1148) : se déclare opposé à l'amendement n° 5 de la commission (suppression de la garantie de l'accès à la justice et au droit) - **Art. 4** *(plafonds d'admission)* (p. 1150) : son amendement n° 65 : relèvement du plafond d'accès à l'aide juridictionnelle totale ; rejeté - (p. 1151) : son amendement n° 66 : relèvement du plafond d'accès à l'aide juridictionnelle partielle ; rejeté - **Art. 5** *(détermination des ressources du demandeur)* (p. 1152) : son amendement n° 67 : prise en compte pour le calcul des plafonds d'admission à l'aide juridictionnelle de l'existence de biens même non productifs de revenus, à l'exclusion des locaux constituant la résidence principale du demandeur ; rejeté - **Art. 6** *(admission exceptionnelle)* (p. 1153) : ses amendements n° 69 : bénéfice de l'aide juridique en faveur des étrangers lorsque leur situation apparaît particulièrement digne d'intérêt au regard de l'objet du litige ou des charges prévisibles du procès ; et n° 68 : prise en compte du niveau d'endettement pour l'attribution de l'aide juridique ; rejetés - **Art. 21** *(établissement de l'état des ressources de l'intéressé)* (p. 1158) : son amendement n° 70 : fourniture par le demandeur de l'aide juridictionnelle au bureau d'aide juridictionnelle des pièces nécessaires lui permettant de justifier sa demande ; rejeté - (p. 1159) : se déclare opposé à l'amendement n° 28 du Gouvernement (possibilité pour le bureau d'aide juridictionnelle d'obtenir des renseignements auprès des établissements bancaires ou financiers et des entreprises d'assurance) - **Art. 22** *(rejet simplifié de la demande)* : son amendement de suppression n° 71 ; rejeté - **Art. 23** *(recours contre les décisions du bureau de sa section ou de son président)* (p. 1160) : constate que la possibilité d'un recours n'existe pas toujours - (p. 1161) : possibilité pour une seule personne d'infirmer une décision du bureau d'aide juridictionnelle - **Art. 25** *(droit à l'assistance d'un avocat et de tout officier public et ministériel et conditions de désignation de ceux-ci)* (p. 1163) : son amendement n° 72 : choix par le seul bénéficiaire de l'aide juridictionnelle des avocats et des officiers publics ou ministériels et rémunération convenable des auxiliaires de justice qui engagent tous les actes qu'ils estiment nécessaires à la défense ; rejeté - **Art. 27** *(dotation attribuée au barreau)* (p. 1165) : son amendement n° 73 : affectation annuelle par l'Etat d'une dotation à chaque barreau correspondant aux missions d'aide juridictionnelle accomplies par les avocats du barreau dont le montant résulte de la rémunération convenable des frais et honoraires des auxiliaires de justice ; rejeté.

Suite de la discussion - (30 mai 1991) - **Art. 29** *(dotation attribuée au barreau)* (p. 1175) : son amendement n° 74, soutenu par M. Robert Pagès : suppression de la possibilité de conclure un contrat de collaboration entre l'Ordre et l'avocat ; rejeté - **Art. 63 (par priorité)** *(financement de l'aide à l'accès au droit)* (p. 1185) : son amendement n° 81, soutenu par M. Robert Pagès : financement par l'Etat de l'aide à l'accès au droit ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 51** *(conseil départemental de l'aide juridique)* (p. 1190) : son amendement n° 75, soutenu par M. Robert Pagès : création dans chaque département d'un conseil départemental de l'aide juridique chargé de recevoir les fonds de l'Etat destinés au financement de sa politique ; retiré - **Art. 54** *(champ de l'aide à l'accès au droit)* (p. 1194) : son amendement n° 77, soutenu par M. Robert Pagès : délimitation du champ de l'aide à l'accès au droit ; retiré - **Art. 56** *(conditions d'exercice de la consultation)* (p. 1195) : son amendement n° 78, soutenu par M. Robert Pagès : possibilité pour le conseil départemental de conclure notamment des conventions avec des personnes habilités par le titre II de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 ; rejeté - **Art. 58** *(principe)* (p. 1196) son amendement n° 79, soutenu par M. Robert Pagès : possibilité pour les procédures de médiation ou de conciliation d'ouvrir droit pour les justiciables à l'aide à l'accès au droit ; rejeté - **Art. 59** *(conditions d'exercice de l'assistance)* : son amendement n° 80, soutenu par M. Robert Pagès : possibilité pour le conseil départemental de l'aide juridique de prendre en charge la création ou le fonctionnement de services en vue de la prévention ou du règlement non juridictionnel des litiges ; rejeté - **Après l'art. 63** (p. 1197) : son amendement n° 82, soutenu par M. Robert Pagès : instauration d'une taxe sur les dépenses engagées par les banques, les compagnies d'assurance, les employeurs et les bailleurs d'immeubles locatifs pour des instances, procédures ou actes judiciaires de toute nature ; rejeté.

– **Rappel au règlement** (11 juin 1991) (p. 1505, 1506) : événements dans le département des Yvelines ayant entraîné la mort de trois personnes dont une jeune femme policier.

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)]** - (11 juin 1991) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1523, 1524) : soutient la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Coopération intercommunale - Communautés de villes et de communes : atteinte au principe de libre administration des communes - Conseil constitutionnel : jurisprudence - Pouvoir de décision des élus au suffrage universel - Processus de regroupement autoritaire de communes - (p. 1525) : inconstitutionnalité des dispositions relatives à la fiscalité locale - Taxe professionnelle - Conseil constitutionnel : jurisprudence - Préfets - Communes - Atteinte au principe d'égalité - (p. 1526) : démocratie locale - Communes.

– **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fonction publique** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 365 (90-91)] - (24 juin 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1980) : indépendance de la France - Exception d'irrecevabilité - Commission mixte paritaire, CMP - Communauté économique européenne, CEE - Fonctionnaires de l'éducation nationale - Avis défavorable du groupe communiste sur le texte élaboré par la CMP.

– **Conclusions du rapport** de M. Franck Sérusclat, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la **proposition de loi** (n° 261, 90-91) de M. Michel Dreyfus-Schmidt tendant à ouvrir de nouvelles possibilités de recours aux victimes de certains accidents du travail [n° 371 (90-91)] - (24 juin 1991) - **Après l'art. unique** (p. 1999) : son amendement n° 1, soutenu par M. Félix Leyzour : accidents de trajet ; rejeté.

– **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° 362 (90-91)] - (24 juin 1991) - **Après l'art. 16** (p. 2037) : son amendement n° 17, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau (abrogation de l'article 9 de la loi du 31 décembre 1990 d'actualisation des dispositions relatives à l'exercice des professions commerciales ou artisanales) ; devenu sans objet.

– **Rappel au règlement** - (25 juin 1991) (p. 2057) : condamne l'expulsion du réfugié politique marocain, M. Abdelmoumen Diouri.

– **Projet de loi relatif au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications [n° 389 (90-91)]** - (25 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2064) : dossier des « écoutes téléphoniques » - Rapport Schmelck - Scandales - (p. 2065) : Renseignements généraux et Direction de la surveillance du territoire - Protection de la vie privée - Cour européenne des droits de l'homme - Interceptions judiciaires - Interceptions de sécurité - Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité - Interceptions des communications par voie hertzienne - Ecoutes sauvages et vente de matériels d'espionnage - (p. 2066) : état de droit - Le groupe communiste ne se prononcera qu'après avoir entendu les débats - **Art. 1er** (*prohibition de l'interception de toute correspondance émise par la voie des télécommunications - exceptions au principe*) (p. 2069) : son amendement n° 47 : principe du secret des correspondances émises par la voie des télécommunications et protection de la liberté d'opinion ; devenu sans objet - **Art. 2** (*interceptions ordonnées par l'autorité judiciaire*) - *Art. 100-2 du code de procédure pénale* (*durée de validité de la décision d'interception*) (p. 2076) : son amendement n° 53 : durée maximale de deux mois renouvelable une fois ; rejeté - *Après l'art. 100-6* (p. 2080) : sur l'amendement n° 25 de M. Jacques Thyraud (information par le juge d'instruction du bâtonnier ou de son délégué lorsqu'un cabinet d'avocat fait l'objet d'une interception téléphonique), se déclare opposé au sous-amendement n° 65 du Gouvernement - **Art. 3** (*domaine des interceptions de sécurité*) (p. 2081) : « interceptions de sécurité » - Abus - **Après l'art. 3** : son amendement n° 48, soutenu par M. Paul Souffrin : refus des interceptions justifiées par les origines ethniques, les opinions politiques ou philosophiques ou religieuses, ou l'appartenance à un parti politique ou à une organisation syndicale ; rejeté - **Art. 14** (*Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité*) (p. 2084) : sur l'amendement n° 8 de la commission (désignation du président de la Commission), son sous-amendement n° 49, soutenu par M. Paul Souffrin ; rejeté - Son amendement n° 50, soutenu par M. Paul Souffrin : désignation d'un député et d'un sénateur par les groupes parlementaires de chacune des chambres ; rejeté - **Art. 15** (*contrôle conduit par la Commission*) (p. 2091) : sur l'amendement n° 13 de la commission (absence du contrôle de légalité de la décision d'interception), son sous-amendement n° 51, soutenu par M. Paul Souffrin ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 14 bis, lui-même réservé jusqu'après l'article 16 - **Art. 15 (suite)** (p. 2093) : sur l'amendement n° 13 de la commission précité, son sous-amendement n° 51 ; rejeté (précédemment réservé, p. 2091).

– **Projet de loi relatif à l'aide juridique** - *Deuxième lecture* [n° 374 (90-91)] - (26 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2111) : saturation des juridictions - Aide juridique, devoir de la collectivité nationale - Transfert des charges de l'Etat sur les collectivités locales pour ce qui concerne l'accès au droit - Plafond des revenus pour la détermination de l'aide juridique totale - Rémunération des missions d'aide juridictionnelle par les avocats - (p. 2112) : aide à l'accès au droit - Texte insatisfaisant dans son état actuel - **Art. 1er** : son amendement n° 21 : accès à la justice et au droit garanti par l'Etat ; rejeté - **Art. 3** (p. 2114) : se déclare opposé à l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 27** (p. 2116) : ses amendements n° 22 : affectation annuelle par l'Etat d'une dotation à chaque barreau correspondant aux missions d'aide juridictionnelle accomplies par les avocats du barreau dont le montant résulte de la rémunération convenable des frais et honoraires des auxiliaires de justice ; rejeté ; et n° 23 : détermination de l'unité de valeur de référence, mentionnée au deuxième alinéa du présent article, annuellement par la loi de finances ; devenu sans objet - **Art. 28** (p. 2117) : son amendement n° 24 : modalités d'application de la dotation ; retiré - **Art. 33** (p. 2119) : se déclare opposé à l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 35** : ses amendements, n° 25 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; et n° 26 : suppression de la notion de méthode d'évaluation des honoraires établis par chaque barreau ; adoptés - **Art. 56** (p. 2121) : se déclare opposé à l'amendement n° 16 de la commission (détermination par le conseil départemental de l'aide juridique des conditions dans lesquelles s'exerce l'aide à la consultation en conformité avec les règles de déontologie des différentes personnes chargées de la consultation) - (p. 2122) : se déclare opposé à l'amendement n° 17 de la commission (suppression du dernier alinéa de cet article qui tend à créer des centres d'accueil, d'information et d'orientation du public gratuits) - **Art. 63** : son amendement n° 27 : financement de l'aide à l'accès au droit par l'Etat ; rejeté - Se déclare opposé à l'amendement n° 18 de la commission (suppression du cinquième alinéa de cet article relatif au financement de l'aide à l'accès au droit par des subventions accordées par les collectivités territoriales, les établissements publics, les organismes de sécurité sociale et les fonds recueillis auprès des sociétés d'assurance et de toute autre personne publique ou privée) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2124) : absence d'améliorations - Abstention du groupe communiste.

– **Conclusions du rapport de M. Charles Pasqua**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, **sur sa proposition de résolution** (n° 420, 90-91), déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à la création d'une commission de contrôle chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 [n° 420 (90-91)]** - (26 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2173) : contrôle parlementaire - Texte ambigu et contradictoire - Amendements communistes tendant à garantir la souveraineté nationale - Opposé à l'adoption du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'application de l'accord de Schengen - Au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'adoption de cette proposition de résolution.

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre**

les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes [n° 354 (90-91)] - (27 juin 1991) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2196) : soutient la motion n° 1 de Mme Hélène Luc tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Information du Parlement - « Eurocratie » - Constitutionnalité - Principe de la souveraineté nationale - (p. 2197) : intervention policière étrangère sur le territoire français - Comité exécutif - Indépendance de la France - (p. 2198) : « mutation des frontières » - Droit d'asile - Protection de la vie privée - Système informatique Schengen - Principe de réciprocité des engagements internationaux - (p. 2199) : immigration - Coopération Nord-Sud - (p. 2216) : pratique gouvernementale du droit d'asile - Expulsion du réfugié politique marocain Abdelmoumen Diouri - Immigration clandestine - (p. 2217) : coopération Nord-Sud - Libertés individuelles et publiques - Système informatique Schengen - Portugal et Espagne - Harmonisation des législations - Souveraineté nationale - Le groupe communiste ne votera pas ce texte - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2223) : règlement du Sénat - Dépôt d'amendements à un projet de loi autorisant la ratification d'un traité.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République italienne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 [n° 356 (90-91)]** - (27 juin 1991) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 354) : voir intervention sous le projet n° 354 (p. 2216, 2217).

- **Rappel au règlement** - (2 octobre 1991) (p. 2531) : article 36, alinéa 3 du règlement du Sénat : méthodes de travail imposées au Parlement par le Gouvernement.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes** - *Deuxième lecture* **[n° 411 (90-91)]** - (2 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2536) : travaux de la commission - Livre IV du code pénal - (p. 2537) : alourdissement des amendes - Répression - SIDA - Interruption volontaire de grossesse, IVG - Dissémination de maladies transmissibles - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi - **Art. unique** - *Art. 211-1 du code pénal* (p. 2548) : son amendement n° 163, soutenu par M. Robert Pagès : nouvelle rédaction de cet article ; rejeté - *Art. 221-8* (p. 2559) : son amendement n° 164, soutenu par M. Robert Pagès : sanction contre le chef d'entreprise qui cause la mort d'autrui en laissant des personnes placées sous son autorité enfreindre les prescriptions légales ou réglementaires ; rejeté - *Art. 221-9* : son amendement n° 165, soutenu par M. Robert Pagès : restriction et précision du champ d'application de la responsabilité des personnes morales ; rejeté.

Suite de la discussion - (3 octobre 1991) - **Art. unique (suite)** - *Art. 221-12 du code pénal* (p. 2578) : son amendement de suppression n° 166 ; rejeté - *Art. 221-13* (p. 2580) : se déclare opposé à l'amendement n° 25 de la commission (rétablissement de l'interdiction du territoire pour les étrangers coupables d'homicide volontaire) - *Art. 222-16* (p. 2592) : se déclare opposé à l'amendement n° 67 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - *Art. 222-18* (p. 2596) : se déclare opposé à l'amendement n° 73 de la commission (fixation des peines à trois ans d'emprisonnement et 300 000 francs d'amende en cas de dissémination de maladies transmissibles épidémiques) - *Après l'art. 222-18* (p. 2598) : son amendement n° 167 : responsabilité pénale du chef d'entreprise ou d'un préposé ; rejeté - *Après l'art. 223-1* (p. 2615) : son amendement n° 168, soutenu par M. Robert Pagès : délégation du pouvoir des chefs d'entreprises ; rejeté - *Art. 223-11* (p. 2616) : son amendement n° 169, soutenu par M. Robert Pagès : augmentation jusqu'à douze semaines du délai prévu dans l'actuelle législation ; rejeté - *Art. 224-3* (p. 2624) : son amendement n° 171, soutenu par M. Robert Pagès : suppression de l'expression « bande organisée » ; rejeté - *Art. 224-8* (p. 2626) : son amendement de suppression n° 172, soutenu par M. Robert Pagès ; adopté - *Art. 225-17* (p. 2634) : son amendement de précision n° 173, soutenu par M. Robert Pagès, rejeté.

- **Projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transcription de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail [n° 288 (90-91)]** - (8 octobre 1991) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2690) : soutient la motion n° 35 de Mme Hélène Luc tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - (p. 2691) : maintien de la présomption de responsabilité des employeurs en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles, principe fondamental du droit du travail - (p. 2692) : dégradation des conditions d'hygiène et de sécurité dans les entreprises - Atteinte aux droits et à la santé des travailleurs - Article 118 A du Traité de Rome.

- **Questions orales avec débat jointes : situation des services relevant de l'autorité judiciaire** - (9 octobre 1991) (p. 2748) : rapport de la commission de contrôle - (p. 2749) : budget de la justice - Crise de la justice - Projet de réforme du code pénal - (p. 2750) : dispositions d'amnistie - (p. 2759) : protection judiciaire de la jeunesse.

- **Conférence des présidents** - (24 octobre 1991) (p. 3186, 3187) : organisation des travaux du Sénat.

- **Projet de loi modifiant le tableau n° 7 annexé du code électoral relatif à l'effectif des conseils régionaux et à la répartition des sièges entre les départements [n° 7 (91-92)]** - (24 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3190, 3191) : augmentation du nombre de sièges des conseils régionaux - Régions sinistrées - Mode de scrutin - Représentation proportionnelle au plus fort reste - Elections législatives - Suffrage universel.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens [n° 215 (88-89)]** - (29 octobre 1991) - **Question préalable** (p. 3343) : soutient la motion n° 129 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Absence de logique dans la discussion des textes - (p. 3344) : renforcement des sanctions et amendes - Absence de référence à la réalité sociale et économique - (p. 3345) : répression - Délinquance - Chômage - Insécurité - Amendes - Renforcement des sanctions - (p. 3346) : responsabilité des personnes morales - Délits mineurs - Circonstances aggravantes - Bandes organisées - (p. 3347) : avec le groupe communiste, ne peut voter ce texte - **Art. unique** *(les dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et des délits contre les biens sont fixées par le livre III annexé à la présente loi)* (réservé jusqu'après l'examen des articles du code pénal qui y sont annexés) - *Art. 301-3 du code pénal (vol simple)* (p. 3353) : ses amendements n° 173 : diminution du montant de l'amende ; n° 175 : précision relative à la peine maximale ; et n° 174 : possibilité pour le juge de choisir entre l'emprisonnement et l'amende ; devenus sans objet - (p. 3355) : se déclare opposé à l'amendement n° 4 de la commission (peine maximale) - *Après l'art. 301-3* (p. 3356) : son amendement n° 176 : diminution de la sanction relative au vol simple ; rejeté - *Art. 301-4 (vols aggravés - premier niveau d'aggravation des sanctions)* (p. 3359) : ses amendements n° 177 : diminution de l'amende ; n° 178 : suppression du deuxième alinéa (1°) du texte proposé pour l'article 301-4 ; n° 179 : suppression de la référence à la notion de bande organisée ; n° 180 : suppression des mots : « d'instigateur » dans le deuxième alinéa (1°) du texte proposé pour l'article précité et n° 182 : suppression du huitième alinéa (7°) du texte proposé pour l'article précité ; devenus sans objet ; sur l'amendement n° 5 de la commission (liste des circonstances aggravantes du premier niveau de sanction), son sous-amendement n° 181 ; rejeté - *Après l'art. 301-4* : se déclare opposé à l'amendement n° 6 de la commission (sanction du vol précédé, accompagné ou suivi de violence ayant entraîné une incapacité de huit jours au plus) - *Art. 301-5 (vols aggravés - sanction du vol aggravé par des violences ayant entraîné une incapacité totale de travail pendant plus de huit jours)* (p. 3362) : son amendement n° 183 : suppression de l'amende ; devenu sans objet - *Art. 301-6 (vols aggravés - sanction du vol aggravé de violence ayant entraîné une mutilation ou une infirmité per-*

manente) : son amendement n° 184 : suppression de l'amende ; devenu sans objet - *Art. 301-7* (*vols aggravés - sanction du vol commis avec usage ou menace d'une arme*) (p. 3363) ; son amendement n° 185 : suppression de l'amende ; devenu sans objet - *Art. 301-8* (*vols aggravés - sanction du vol commis en bande organisée*) : son amendement n° 186 : suppression de la peine d'amende ; devenu sans objet - *Art. 301-9* (*vols aggravés - sanction du vol précédé, accompagné ou suivi de violence ayant entraîné la mort, ou de torture*) (p. 3364) : son amendement n° 187 : suppression de la peine d'amende ; devenu sans objet - *Art. 301-10* (*application des peines prévues pour violence*) (p. 3365) : son amendement n° 189 : suppression de la notion de responsabilité collective ; devenu sans objet.

Suite de la discussion - (30 octobre 1991) - **Art. unique (suite)** - *Après l'art. 301-11 et Art. 301-2 du code pénal* (précédemment réservé, le 29 octobre 1991, p. 3353) (*immunités familiales*) (p. 3379) : son amendement n° 172, soutenu par M. Robert Pagès : immunités familiales ; retiré - *Art. 301-12* (*peines complémentaires applicables aux personnes physiques*) (p. 3381) : son amendement n° 190, soutenu par M. Robert Pagès : liberté des tribunaux dans leur choix parmi les peines énumérées ; retiré - *Art. 301-13* (*responsabilité pénale des personnes morales pour vol*) (p. 3383) : son amendement n° 191, soutenu par M. Robert Pagès : exclusions des partis politiques et des syndicats de la responsabilité des personnes morales ; rejeté - *Art. 302-1* (*extorsion simple*) (p. 3384) : son amendement n° 192, soutenu par M. Robert Pagès : diminution de l'amende ; devenu sans objet - *Art. 302-2* (*extorsion accompagnée de violences graves*) (p. 3385) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 193 : maintien du texte actuel, en sanctionnant par l'emprisonnement l'extorsion accompagnée des circonstances aggravantes ; et n° 194 : diminution de l'amende ; devenus sans objet - *Art. 302-3* (*extorsion commise avec usage ou menace d'une arme*) : son amendement n° 195, soutenu par M. Robert Pagès : diminution de l'amende ; devenu sans objet - *Art. 302-4* (*extorsion commise en bande organisée*) (p. 3387) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 196 de suppression ; rejeté ; et n° 197 : diminution de l'amende ; devenu sans objet - *Art. 302-6* (*champ d'application des articles 302-1, 302-4 et 302-5*) (p. 3388) : son amendement n° 199, soutenu par M. Robert Pagès : suppression de la notion de responsabilité collective ; retiré - *Art. 302-7* (*définition du chantage*) (p. 3389) : son amendement n° 200, soutenu par M. Robert Pagès : diminution de l'amende ; devenu sans objet - *Art. 303-4* (*délits de filouterie*) (p. 3395) : son amendement n° 201, soutenu par M. Robert Pagès : suppression de la référence à la filouterie et diminution des sanctions ; rejeté - *Art. 304-5* (*organisation frauduleuse de l'insolvabilité - incrimination et peines applicables*) (p. 3400) : son amendement n° 204, soutenu par M. Robert Pagès : diminution de la peine d'amende ; rejeté - *Art. 304-6* (*organisation frauduleuse de l'insolvabilité - conséquences civiles de la condamnation à l'égard de l'instigateur ou du complice*) (p. 3402) : son amendement n° 205, identique à l'amendement n° 62 de la commission : suppression des mots : « instigateur ou » ; adopté - **Chapitre VI** (*le vandalisme et les autres destructions, dégradations et détérioration*) (p. 3409) : son amendement n° 206, soutenu par M. Robert Pagès : nouvel intitulé : « Destructions et détériorations » ; rejeté - *Art. 306-1* (*vandalisme et destruction, dégradation ou détérioration d'un bien*) (p. 3410) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 207 : cas de détérioration légère ; et n° 208 : réduction de l'amende ; devenus sans objet - *Art. 306-2* (*destruction, dégradations et détériorations volontaires dangereuses pour les personnes*) (p. 3413) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 209, rédactionnel ; n° 210 : substitution du mot « emprisonnement » à ceux de « réclusion criminelle » ; adopté ; et n° 211 : diminution du montant de l'amende ; rejeté - *Art. 306-3* (*cas où le crime prévu à l'article 306-2 est réalisé en bande organisée*) (p. 3414) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 212, de suppression ; rejeté ; et n° 213 : amende prévue ; devenu sans objet - *Art. 306-4* (*cas où le crime prévu à l'article 306-2 a entraîné pour autrui une mutilation ou une infirmité permanente*) : ses amendements, soutenu par M. Robert Pagès, n° 214 : diminution du plafond de la peine ; retiré ; et n° 215 : suppression de l'amende ; devenu sans objet - *Art. 306-5* (*peines complémentaires applicables aux personnes physiques*) (p. 3418) : son amendement n° 216 : suppression du troisième alinéa du texte proposé pour l'article 306-5 ; devenu sans objet - *Art. 306-6* (*responsabilité pénale des personnes morales pour vandalisme, destructions, dégradations ou détériorations*) (p. 3420) : son amendement n° 217 : champ d'application de la responsabilité des personnes morales ; rejeté - *Art. 308-1* (*association de malfaiteurs constituée en vue de préparer des crimes contre les biens*) (p. 3425) ; son amendement n° 218 : suppression de l'amende ; devenu sans objet - *après l'art. 308-1* (p. 3426) : son amendement n° 219 : sanction dans le cas où la participation à une association de malfaiteurs est accompagnée de circonstances aggravantes ; retiré - *Art. 308-3* (*peine applicable aux personnes physiques coupables du crime prévu à l'article 308-1*) : son amendement n° 220 : suppression de l'interdiction de séjour comme peine complémentaire ; devenu sans objet - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3427) : avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi - Mouvement social - Notion de bande organisée - Délinquance - Aggravation des dispositions.

– **Conclusions du rapport de M. René-Georges Laurin**, fait au nom de la commission des lois **sur les propositions de loi, n° 448 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte,** les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **organisant le certificat d'hébergement par les communes ; n° 449 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte,** les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **réformant le regroupement familial ; n° 450 rectifié bis (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte,** les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **organisant la définition d'un quota annuel d'immigration en France ; n° 451 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte,** plusieurs de leurs collègues et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **réformant la procédure du droit d'asile ; n° 478 (90-91) de M. Daniel Hoeffel** et des membres du groupe de l'Union centriste **tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952, afin de réprimer plus sévèrement l'immigration irrégulière** [n° 64 (91-92)] - (7 novembre 1991) - **Art. 1er** (*regroupement familial*) (p. 3590, 3591) : carte de résident - Pouvoirs de police du maire - **Art. 2** (*certificat d'hébergement*) (p. 3592) : pouvoirs de police du maire - **Art. 3** (*expulsion*) : « loi Pasqua » - Notion de menace à l'ordre public - **Art. 4** (*expulsion*) : étrangers titulaires d'un titre de séjour - **Art. 5** (*exécution des mesures d'expulsion et reconduite à la frontière*) (p. 3593) : sanctions pénales - Interdiction du territoire - **Art. 6** (*infractions à la législation concernant l'entrée des étrangers sur le territoire français*) : sanctions pénales - **Art. 7** (*infractions à la législation concernant l'entrée des étrangers sur le territoire français*) (p. 3594) : « trafiquants » et employeurs d'immigrés clandestins - **Art. 8** (*Office français de protection des réfugiés et apatrides, OFPRA*) : ministère de tutelle - **Art. 9** (*sollicitation de la qualité de réfugié*) (p. 3595) : le groupe communiste vote contre - **Art. 10** (*conséquences du rejet de la demande de reconnaissance de la qualité de réfugié*) : titre régulier de séjour - Statut de réfugié politique - **Art. 11** (*assignation à résidence de l'étranger sollicitant la qualité de réfugié politique*) (p. 3596) : convention de Genève - **Art. 12** (*dispositions relatives à l'évaluation des flux migratoires*) : trafic de main d'oeuvre - « Quotas » d'immigration - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3597) : le groupe communiste ne votera pas les conclusions du rapport - « Quotas » annuels d'immigration - Employeurs de main d'oeuvre clandestine - Aide au développement - Banlieues - Regroupement familial.

– **Projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France** [n° 35 (91-92)] - (12 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3658) : intitulé du projet de loi - Part de la main-d'oeuvre clandestine dans le marché du travail - Immigration et chômage - (p. 3659) : employeurs de main-d'oeuvre clandestine - Quotas annuels d'immigra-

tion - Inspection du travail - Répression - (p. 3660) : responsabilité du patronat - **Art. 1er A** (*Art. L. 320 du code du travail - déclaration obligatoire d'un salarié aux organismes de protection sociale préalablement à son embauche*) (p. 3669) : son amendement n° 59, soutenu par M. Robert Pagès : suppression des troisième, quatrième et cinquième alinéas du texte proposé pour l'article L. 320 du code du travail tendant à une application progressive des dispositions ; devenu sans objet - **Avant l'art. 7** (p. 3682) : son amendement n° 61, soutenu par M. Robert Pagès : définition de l'infraction relative au trafic de main-d'oeuvre immigrée ; rejeté - **Art. 7** (*Art. L. 364-5 - aggravation des sanctions des extorsions de fonds en vue ou à l'occasion de l'introduction d'un étranger en France*) : son amendement n° 62, soutenu par M. Robert Pagès : aggravation des sanctions de l'infraction ; rejeté - **Art. 14** (*renforcement de la répression de l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France*) (p. 3686) : son amendement n° 63, soutenu par M. Robert Pagès : introduction de la notion de « trafic organisé » ou « d'habitude » comme circonstance aggravante ; rejeté - **Art. 17** (*destruction par l'étranger de ses documents de voyage*) (p. 3689) : son amendement n° 64, soutenu par M. Robert Pagès : délai de présentation des documents de voyage ; retiré.

– **Conclusions du rapport de M. Guy Robert**, fait au nom de la commission des affaires sociales, **sur la proposition de loi** (n° 379 rectifié, 90-91) **de M. Marcel Rudloff tendant à abroger l'article 9 de la loi n° 90-1260 du 31 décembre 1990 afin de rétablir les droits acquis des travailleurs non salariés non agricoles en matière d'assurance maladie** [n° **69 (91-92)**] - (18 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3796) : validation législative des décrets illégaux de 1985 - Cotisations sociales indues - Le groupe communiste votera cette proposition de loi.

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Deuxième partie :

Justice - (27 novembre 1991) (p. 4395) : crédits pour 1992 - Opinion publique - Services judiciaires - Magistrats - Greffiers - Moyens des tribunaux - Informatique - (p. 4396) : accès à la justice et au droit - Aide juridique - Emplois - Greffiers - Avocats - Protection judiciaire de la jeunesse - Administration pénitentiaire - Population carcérale - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de budget.

– **Rappel au règlement** - (4 décembre 1991) (p. 4777) : s'élève contre la participation d'une chaîne française de télévision à la diffusion en direct de propos racistes - Dangereuse promotion des idées fascistes et racistes.

– **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs** [n° **115 (91-92)**] - (19 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5633) : droits du Parlement - Constitution de 1958 - Construction européenne et supranationalité - (p. 5634) : souveraineté nationale - Représentativité du Sénat - Proportionnelle intégrale - Représentation des communes - Répartition des sénateurs sur le territoire national - (p. 5635) : zones rurales - Construction européenne - Démantèlement du service public - Agriculture - Vote positif du groupe communiste et apparenté.

– **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature** [n° **105 (91-92)**] - **Suite de la discussion** - (21 décembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5765) : le groupe communiste votera contre ce projet de loi.

LE DRIAN (Jean-Yves), est nommé *secrétaire d'Etat à la mer* le 17 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 18 mai 1991).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Jacques Bialski : **Ports** (*Modernisation de la filière portuaire*) (*JO* Débats du 13 décembre 1991) (p. 5276).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° **370** de M. Jean-Jacques Robert : **Postes** (*Réduction des heures d'ouverture des guichets dans les bureaux de poste ruraux*) (*JO* Débats du 9 novembre 1991) (p. 3645).

n° **371** de M. Jean-Jacques Robert : **Transports ferroviaires** (*Mise en place de trains à deux étages sur la ligne SNCF Corbeil-La Ferté-Alais-Malesherbes*) (*JO* Débats du 9 novembre 1991) (p. 3644).

n° **387** de Mme Marie-Fanny Gournay : **Transports ferroviaires** (*Respect des horaires des trains en provenance de la région Nord*) (*JO* Débats du 14 décembre 1991) (p. 5356).

n° **389** de M. Roger Lise : **Départements et territoires d'outre-mer** (*Difficultés rencontrées pour le développement des contrats « Emploi-Solidarité » en Martinique*) (*JO* Débats du 14 décembre 1991) (p. 5353).

n° **386** de M. Michel Rufin : **Autoroutes** (*Construction d'un échangeur sur l'autoroute A4 en vue de désenclaver la région Argonne*) (*JO* Débats du 14 décembre 1991) (p. 5355).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant diverses dispositions en matière de pêches maritimes et de cultures marines** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **353 (90-91)**] - (24 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1975) : commission mixte paritaire, CMP - Objectifs - Programme d'adaptation des flotilles - Régions - Pêcheurs non professionnels - (p. 1976) : accepte le texte élaboré par la CMP.

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Deuxième partie :

Equipement, logement, transports et espace - V - Mer - (23 novembre 1991) (p. 4128) : rétablissement de la compétitivité des ports - Nouvelles activités maritimes - (p. 4129) : flotte de commerce - Plan marine marchande - Dispositif de préretraite en faveur des marins - Crise de la pêche française - Plan de sortie de flotte - (p. 4130) : utilisation du maillage standard et du filet dérivant - Spécificité de la pêche méditerranéenne - Rôle biologique de la bande côtière - Valorisation des produits de la mer - Cultures marines - Ecole de formation maritime et aquacole - (p. 4131) : nouvelle politique portuaire - Activités nautiques - Recherche - Sécurité en mer - Préservation du littoral - Patrimoine maritime - Centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage, CROSS - Société nationale de sauvetage en mer, SNSM - Ports de plaisance - (p. 4132) : sauvegarde du patrimoine maritime et fluvial - Promotion de la culture maritime - (p. 4146) : exploit de Gérard d'Aboville - Réforme portuaire - Amélioration de la desserte routière et ferroviaire des ports - (p. 4147) : région de Nantes - Préservation de l'environnement - Qualité des équipements portuaires français - Plan marine marchande - Composition de la flotte française - Pavillon Kerguelen - Pavillon Euros - (p. 4148) : création d'une agence maritime européenne - Situation de la Compagnie générale maritime, CGM - Plan de réduction de la capacité de capture - Schémas de mise en valeur de la mer - Bateaux de plaisance et planches à voile - Maintien de la compagnie Cosco sur le port de Dunkerque - (p. 4149) : culture maritime.

LEGRAND (Bernard), sénateur de la Loire-Atlantique (RDE).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions

restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière de pêches maritimes et de cultures marines (22 mai 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses en matière de transports (4 décembre 1991).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Aviation civile, transport aérien et espace** - [n° **94 (91-92) tome 19**] (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Equipement, logement, transports et espace - II - Transports : 4, Transports aériens et espace ; III - Météorologie - Budget annexe de l'aviation civile - (6 décembre 1991) - Rapporteur pour avis (aviation civile) (p. 4965) : politique spatiale - Construction aéronautique - Airbus Industrie - (p. 4966) : concurrence européenne - Encombrement de l'espace aérien - Déficit des compagnies aériennes - Air France - Avis favorable sur le projet de budget annexe de l'aviation civile ainsi que sur celui des transports aériens et de l'espace.

LE GRAND (Jean-François), sénateur de la Manche (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

– Est nommé membre de la commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées (*JO* Lois et décrets du 21 novembre 1991).

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière de pêches maritimes et de cultures marines (22 mai 1991).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Ports maritimes** - [n° **94 (91-92) tome 13**] (19 novembre 1991).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **110** (*JO* Débats du 28 août 1990) (p. 2379) - Ministère : Intérieur (m. délégué) - *Régime du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée* - (Caduque : mai 1991) - **Taxe sur la valeur ajoutée (TVA).**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Equipement, logement, transports et espace - V - Mer - (23 novembre 1991) - Rapporteur pour avis (ports maritimes) : son intervention présentée par M. Jean Simonin (p. 4137 à 4139).

LE JEUNE (Edouard), sénateur du Finistère (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec MM. Alphonse Arzel et Louis de Catuelan, visant à supprimer la répartition intercommunale des dépenses de fonctionnement des écoles publiques accueillant des enfants de plusieurs communes [n° **216 (90-91)**] (31 janvier 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Communes.**

Proposition de loi, déposée avec MM. Guy Robert, Rémi Herment et Pierre Vallon, tendant à assouplir les critères d'accès à la retraite au bénéfice des anciens combattants ayant servi en Afrique du Nord entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962 [n° **229 (90-91)**] (4 mars 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

Proposition de loi tendant à instituer une promotion spéciale dans l'ordre de la Légion d'honneur, dans l'ordre national du Mérite et un contingent spécial de médailles militaires pour les combattants volontaires de la Résistance titulaires de la carte de CVR et de la médaille de la Résistance [n° **230 (90-91)**] (4 mars 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

Proposition de loi organique, déposée avec MM. Guy Robert et Rémi Herment, visant à assurer la représentation du monde combattant au sein du Conseil économique et social [n° **266 (90-91)**] (9 avril 1991) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à accorder le bénéfice de la campagne double aux fonctionnaires anciens combattants d'Afrique du Nord [n° **277 (90-91)**] (11 avril 1991) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à rendre effectif le contrôle du Conseil constitutionnel sur les projets de loi soumis au référendum [n° **184 (89-90)**] (15 février 1990) - Reprise par son auteur le 8 octobre 1991 - **Constitution.**

Proposition de loi, déposée avec MM. André Bohl et François Mathieu, tendant à élargir à l'ensemble des mères de famille salariées le bénéfice du régime de retraite anticipée institué à l'article L. 351-8 du code de la sécurité sociale [n° **480 (90-91)**] (11 septembre 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Retraites.**

Proposition de loi, déposée avec M. Edouard Le Jeune, relative au rétablissement de la peine de mort pour les crimes les plus odieux [n° **394 (89-90)**] (19 juin 1990) - **Droit pénal** - Reprise le 16 octobre 1991.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 19 avril 1991) (p. 559) - Ministère : Affaires européennes - *Adhésion de nouveaux pays à la CEE* - **Communauté économique européenne (CEE).**

Questions orales sans débat :

n° **361** (*JO* Débats du 17 octobre 1991) (p. 2251) - Ministère : Affaires sociales - *Politique familiale du Gouvernement* - (Réponse : *JO* Débats du 16 novembre 1991) (p. 3780) - **Famille.**

n° **378** (*JO* Débats du 31 octobre 1991) (p. 2376) - Ministère : Intérieur - *Statut des élus locaux* - (Réponse : *JO* Débats du 16 novembre 1991) (p. 3782) - **Elus locaux.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Economie, finances et budget - IV - Artisanat et commerce - (7 décembre 1991) (p. 4993, 4994) : artisanat - Petites et moyennes entreprises, PME - Protection sociale des travailleurs indépendants - Indemnité de départ - Budget annexe des prestations agricoles, BAPSA - Apprentissage et formation - Avis favorable du groupe de l'Union centriste sur ce projet de budget.

LEJEUNE (Max), sénateur de la Somme (RDE).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

- Membre titulaire de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [**n° 91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Défense** - Section Marine - [**n° 95 (91-92) tome 8**] (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la politique au Moyen-Orient** [**n° 211 (90-91)**] - (16 janvier 1991) - **Rappel au règlement** (p. 6) : critique l'impossibilité pour un Sénateur d'expliquer son vote.

- **Projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse** [**n° 98 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (21 mars 1991) - **Art. 1er** (*consécration juridique de la notion de « peuple corse composante du peuple français »*) (p. 114) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de la commission (suppression de la référence à la notion de « peuple corse » et mention de la région de Corse).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière de pêches maritimes et de cultures marines** - *Deuxième lecture* [**n° 177 (90-91)**] - (16 avril 1991) - **Art. 4** (*dispositif de contrôle de la mise en exploitation des navires de pêche*) (p. 471) : naufrage prévisible de la pêche maritime traditionnelle française suite aux décisions arbitraires de la Communauté économique européenne, CEE.

- **Projet de loi de finances pour 1992** [**n° 91 (91-92)**].

Deuxième partie :

Défense - (26 novembre 1991) - Rapporteur pour avis (section « Marine ») (p. 4322) : conflit du Golfe persique - Contexte international - Missions de la marine - Porte-avions - Force océanique stratégique, FOS - Flotte classique - Aéronautique navale - (p. 4323) : dépenses ordinaires - Effectifs - Avis défavorable sur les titres III et V du budget de la défense.

- **Projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs** - *Deuxième lecture* [**n° 110 (91-92)**] - (11 décembre 1991) - **Art. 1er A bis A** (*stockage souterrain en couches géologiques profondes de produits dangereux : régime de l'autorisation*) (p. 5232) : vote contre cet article.

LENGLET (Charles-Edmond), sénateur de la Somme (RDE).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre suppléant du Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à reconnaître d'intérêt général la préservation des paysages ruraux [**n° 221 (90-91)**] (4 février 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Environnement.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture** [**n° 30 (91-92)**] - (10 octobre 1991) (p. 2821) : crise du monde rural - Production laitière - Augmentation des charges - Exemple du département de la Somme - Négociations du GATT - Fiscalité - Politique agricole commune - Défense de l'environnement - Carburants bio énergétiques.

- **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux** [**n° 346 (90-91)**] - (16 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2931, 2932) : schémas d'aménagement et de gestion des eaux, SAGE - Moyens financiers nécessaires à l'extension des compétences des collectivités territoriales - Cours d'eau : droits des propriétaires riverains - Assainissement : disproportion entre le coût et les moyens financiers des communes - Pollution d'origine agricole.

- **Projet de loi modifiant le code forestier** [**n° 477 (90-91)**] - (5 novembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3449) : le groupe du RDE votera ce projet de loi.

LE PENSEC (Louis), *ministre des départements et territoires d'outre-mer.*

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

Est nommé *ministre des départements et territoires d'outre-mer* le 16 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 17 mai 1991).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 89-923 du 23 décembre 1989 d'habilitation relative à l'adaptation de la législation applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte [**n° 487 (90-91)**] (26 septembre 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Collectivités territoriales.**

Projet de loi portant extension aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte de diverses dispositions intervenues en matière électorale [**n° 57 (91-92)**] (23 octobre 1991) - **Elections.**

Projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte [**n° 65 (91-92)**] (30 octobre 1991) - **Collectivités territoriales.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Paul Moreau : **Départements et territoires d'outre-mer** (*Situation économique et sociale de La Réunion*) (*JO* Débats du 19 avril 1991) (p. 552).

de M. Paul Moreau : **Départements et territoires d'outre-mer** (*Fermeture de l'école militaire préparatoire de La Réunion*) (*JO* Débats du 15 novembre 1991) (p. 3735).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [**n° 362 (90-91)**] - (24 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2023) : concertation - Egalité sociale - Outre-mer - Exemple de la Réunion - Allocations familiales - Fonds

d'action sanitaire et sociale obligatoire, FASSO - (p. 2024) : exemple de la Martinique - **Art. 9** (*conditions d'attribution des allocations familiales*) (p. 2028) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. François Louisy (dispositif spécifique aux départements d'outre-mer) - **Art. 10** (*coordination*) (p. 2030) : s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Louis Virapoullé (versement des allocations familiales à partir du premier enfant) - **Art. 11** (*mode de calcul de la prime à la protection de maternité*) (p. 2031) : invoque l'article 40 de la Constitution contre l'amendement n° 21 de M. Henri Bangou (versement des allocations familiales à partir du premier enfant) - **Art. 13** (*action sociale spécifique*) (p. 2033) : demande le retrait de l'amendement n° 22 de M. Georges Othily (frais de restauration scolaire) - **Après l'art. 13** (p. 2034) : invoque l'article 40 de la Constitution contre l'amendement n° 23 de M. François Louisy (financement du fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire, FASSO) - **Art. 15** (*dates d'entrée en vigueur*) : invoque l'article 40 de la Constitution contre l'amendement n° 24 de M. Roger Lise (application des dispositions de l'article 13 dès le 1er juillet 1991).

– **Question orale avec débat : mission effectuée à la Réunion** - (24 octobre 1991) (p. 3200, 3201) : économie réunionnaise - Exclusions - Emploi - Revenu minimum d'insertion, RMI - Contrats emploi-solidarité - (p. 3202) : formation professionnelle - Contrats de qualification - Fiscalité - Allocations familiales - Entreprises - Salaire minimum interprofessionnel de croissance, SMIC - (p. 3203) ; formation - Consommation - (p. 3204) : revenu minimum d'insertion, RMI - Emploi - Fiscalité - Développement économique.

– **Projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 89-923 du 23 décembre 1989 d'habilitation relative à l'adaptation de la législation applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte [n° 487 (90-91)]** - (14 novembre 1991) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 65) (p. 3738) : modernisation du régime juridique de Mayotte - Ordonnances publiées par le Gouvernement suite à la loi d'habilitation du 23 décembre 1989 - (p. 3739) : état-civil - Projets d'ordonnances figurant dans le projet de loi d'habilitation - Organisation judiciaire ; aide juridictionelle - Code de la route - Code des assurances - Droit des marchés publics - Code des douanes - Ordonnance relative au domaine de l'Etat et des collectivités publiques - Règles de droit domanial ; objectifs de maîtrise foncière - Code rural - Protection de la forêt - Ordonnance relative à la protection de l'environnement - Demande l'adoption de ces projets de loi - (p. 3743) : textes d'application des ordonnances - Application des lois à Mayotte - Cadastre - Loi « littoral » - Conservatoire du littoral - Conseil de rivage de l'Océan indien.

– **Projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte [n° 65 (91-92)]** - (14 novembre 1991) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 487) : voir intervention sous le projet n° 487 (p. 3738, 3739, 3743).

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (27 novembre 1991) (p. 4349) : lutte contre l'exclusion - Communauté nationale - Développement économique - Revenu minimum d'insertion, RMI - (p. 4350) : rôle de la métropole - Investissements - Programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité des départements d'outre-mer, POSEIDOM - Communauté économique européenne, CEE - Fiscalité - Nouvelle-Calédonie - Mayotte - (p. 4351) : décentralisation - Augmentation des crédits pour 1992 - Fonds d'investissement des départements d'outre-mer, FIDOM - (p. 4352) : Fonds d'investissement pour le développement économique et social, FIDES - Terres australes et antarctiques françaises, TAAF - Mesures fiscales - Dispositif de réescompte de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer, IEDOM - Smic - (p. 4353) : loi du 31 juillet 1991 portant diverses mesures d'ordre social - RMI - Nouvelle-Calédonie - Polynésie française - Réunion - Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer, ANT - (p. 4374) : emploi - Réunion - Charges sociales - Logement - Crédits pour 1992 - Insertion - Contrats emploi-solidarité, CES - RMI - (p. 4375) : fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire, FASSO - Allocations familiales - Logement social - Service national - Institut Louis-Malardé - Fonctionnaires de Polynésie française - Exemple des policiers polynésiens - Fonctionnaires de la Réunion - Loi de programme - Décentralisation - Développement économique - (p. 4376) : cyclone en Guadeloupe - CEE - Production de bananes - Crédits pour 1992 - FIDOM - FIDES - Saint-Pierre-et-Miquelon - Qualité de l'eau à Saint-Pierre - Travaux à Mayotte - Wallis-et-Futuna - Infrastructures - Polynésie française - (p. 4377) : transports aériens - Infrastructures aéroportuaires - Défiscalisation - Secteur du tourisme - CEE - (p. 4378) : statut de Mayotte - Application des textes réglementaires et législatifs dans les DOM-TOM - Contrôle des flux migratoires - CEE - Productions tropicales - Octroi de mer - Fiscalité - POSEIDOM - (p. 4379) : fonds européen de développement, FED - Droit d'établissement des personnes et des services - Nomination de notaires en Polynésie française - Décentralisation.

LESBROS (Marcel), sénateur des Hautes-Alpes (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

– Vice-président de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 19 avril 1991) (p. 566) - Ministère : Equipement - *Liaison autoroutière Grenoble-Sisteron* - **Autoroutes.**

(*JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1885) - Ministère : Equipement - *Autoroute Grenoble-Sisteron* - **Autoroutes.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Anciens combattants - (3 décembre 1991) (p. 4711) : anciens combattants d'Afrique du Nord - Psychonévroses de guerre - Tribunaux départementaux des pensions - (p. 4712) : proposition de loi sénatoriale instaurant un système de préretraite de certaines catégories d'anciens combattants d'Afrique du Nord - Fonds de solidarité en faveur des anciens combattants d'Afrique du Nord chômeurs en fin de droits.

LESEIN (François), sénateur de l'Aisne (RDE).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

– Membre ès qualités de la commission nationale du sport de haut niveau.

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 **[n° 91 (91-92)]** considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Jeunesse et sports - [n° 93 (91-92) tome 9]** (19 novembre 1991).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 18 octobre 1991) (p. 2983) - Ministère : Intérieur - *Régime indemnitaire de la fonction publique territoriale* - **Fonction publique territoriale.**

(*JO* Débats du 15 novembre 1991) (p. 3727) - Ministère : Santé - *Mise sur le marché du G. CSF* - **Santé publique.**

Questions orales sans débat :

n° **308** (*JO* Débats du 25 avril 1991) (p. 681) - Ministère : Intérieur - *Publication du décret d'application de l'article 13 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990, relatif aux régimes indemnitaires de la fonction publique territoriale* - (Réponse : *JO* Débats du 1er juin 1991) (p. 1218) - **Fonction publique territoriale.**

INTERVENTIONS

- Projet de loi portant dispositions relatives à la fonction publique [n° 240 (90-91)] - (25 avril 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 724) : au nom du groupe du RDE, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

- Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la discussion - (2 juillet 1991) - **Art. 49** (*commission départementale de la coopération intercommunale*) - *Art. L. 160-1 du code des communes*) (*composition de la commission*) (p. 2391) : soutient les amendements n° 326 bis de M. Henri Collard et n° 4 bis de M. Georges Berchet relatifs à la présidence de la commission - (p. 2393) : sur l'amendement n° 174 de la commission (bureau de la commission), se déclare favorable au sous-amendement n° 363 de M. Claude Estier - **Art. 50** (*schéma départemental de la coopération intercommunale*) (p. 2397) : soutient l'amendement n° 5 de M. Georges Berchet (délai de proposition avant la publication du schéma départemental) - Soutient l'amendement n° 327 de M. Pierre Laffitte (association des organismes consulaires).

- Projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs [n° 431 (90-91)] - (6 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3521) : gestion des déchets radioactifs - Conditions de mise en place et d'exploitation des laboratoires souterrains - Insuffisante concertation - Stockage des déchets radioactifs - Politique de l'énergie nucléaire - (p. 3522) : information et concertation avec les élus et les populations des sites de stockage - Incidences du fonctionnement des laboratoires souterrains sur l'environnement - **Art. 1er B** (*stockage irréversible de déchets*) (p. 3547) : son amendement n° 26 : autorisation de stockage souterrain par une loi qui interviendra dans un délai de quinze ans ; devenu sans objet - **Après l'art. 1er** (p. 3551) : son amendement n° 1 : création d'une commission locale d'information sur chaque site susceptible d'être retenu pour l'implantation d'un laboratoire souterrain ; réservé (puis rejeté p. 3554) - **Après l'art. 2** (p. 3553) : se déclare favorable à l'amendement n° 14 de la commission (concertation avec les élus et les populations des sites intéressés avant tout engagement de travaux de recherche préliminaires à un projet d'installation d'un laboratoire souterrain) - **Art. 8** (*groupement d'intérêt public*) (p. 3557) : son amendement n° 32 ; possibilité pour les communes dont une partie du territoire est située à moins de trente kilomètres du puits principal d'accès au laboratoire, sur territoire français, d'adhérer de plein droit à un groupement d'intérêt public ; rejeté - **Art. 8 ter** (*comité local d'information et de suivi*) (p. 3560) : son amendement n° 3 : consultation du comité local d'information et de suivi sur toutes les questions relatives au fonctionnement du laboratoire et à ses incidences sur l'environnement ; retiré - - **Art. 8 quater** (*loi concernant la politique de l'énergie nucléaire*) : son amendement n° 27 : attribution d'un délai maximum de quinze ans pour la promulgation de la loi sur la politique de l'énergie nucléaire ; devenu sans objet - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3562) : à titre personnel, se déclare opposé à l'adoption de ce projet - Au nom du groupe du RDE, se déclare favorable à l'adoption du texte de ce projet tel qu'il ressort des travaux du Sénat.

- Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Jeunesse et sports - (24 novembre 1991) - Rapporteur pour avis (p. 4187) : ministère autonome de la jeunesse et des sports - Action en faveur de la jeunesse - Sports - (p. 4188) : jeux olympiques - Maintien des recettes du Fonds national pour le développement du sport, FNDS - Fonds national pour le développement de la vie associative, FNDVA - Maintien des postes du Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire, FONJEP - Sport de haut niveau - Opération « équipements sportifs de proximité » - Politique de la ville - Clubs sportifs - Rôle social du sport - Ticket-sport - Fédérations sportives - Dopage - Diminution des crédits d'équipement - (p. 4189) : ressources du FNDS - Loto sportif - Mesures positives pour la jeunesse - Jeux olympiques d'Albertville - FNDVA - Au nom de la commission des affaires culturelles, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le vote sur les crédits de la jeunesse et des sports dans le projet de loi de finances pour 1992 - **Etat B** (p. 4198) : département de la Seine-Maritime - Absence d'application de la dotation globale d'équipement, DGE, aux équipements sportifs - FNDS - A titre personnel, se déclare favorable à l'adoption des crédits du projet de budget du ministère de la jeunesse et des sports.

Travail, emploi et formation professionnelle - Services communs aux affaires sociales et au travail - (25 novembre 1991) (p. 4223) : salaire minimum de croissance, SMIC - Coût du travail - Modèle allemand - (p. 4224) : apprentissage.

Comptes spéciaux du Trésor - (30 novembre 1991) - **Art. 49** (*autorisations de programmes et crédits de paiement ouverts au titre des mesures nouvelles des opérations définitives des dépenses en capital des comptes d'affectation spéciale*) (p. 4566) : Fonds national de développement du sport, FNDS.

Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur - (3 décembre 1991) (p. 4750) : médecine et sport scolaires - Surveillants et personnels ATOS - Lycées - Collèges - Décentralisation - Recrutement des enseignants - (p. 4751) : Instituts universitaires de formation des maîtres, IUFM - Cycles scolaires de l'enseignement primaire - Enseignement professionnel et technologique - Apprentissage et formation en alternance - Votera ce projet de budget.

LEYZOUR (Félix), sénateur des Côtes-d'Armor (C).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Est nommé membre de la commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées (*JO* Lois et décrets du 21 novembre 1991) ; puis secrétaire (*JO* Lois et décrets du 29 novembre 1991).

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière de pêches maritimes et de cultures marines (22 mai 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses en matière de transports (4 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs (11 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour la ville (20 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions

restant en discussion du projet de loi modifiant le code des postes et des télécommunications et la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications (26 juin 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins et à l'organisation interprofessionnelle de la conchyliculture** - *Deuxième lecture* [n° **178 (90-91)**] - (16 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 465) : élimination de la représentation syndicale au sein des organes dirigeants des organisations de la pêche maritime et de l'élevage marin - Abstention du groupe communiste.

– **Projet de loi portant diverses dispositions en matière de pêches maritimes et de cultures marines** - *Deuxième lecture* [n° **177 (90-91)**] - (16 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 468, 469) : plan « pêche » - Communauté économique européenne, CEE : politique de limitation des captures par la réduction des flottilles - Plan social et politique d'incitation au départ - Précédent des quotas laitiers - Déficit de la balance commerciale française pour les produits de la pêche - Concurrence des pêches espagnole et portugaise - Raréfaction de la ressource halieutique - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 475, 476) : vote du groupe communiste contre ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif aux sociétés anonymes de crédit immobilier** [n° **215 (90-91)**] - (16 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 477, 478) : organismes d'HLM - Diminution des crédits des prêts d'accession à la propriété, PAP - Sociétés anonymes de crédit immobilier, SACI ; organisation en réseau bancaire, doté d'une chambre syndicale et d'un fonds de garantie - Objectif de mise en oeuvre des orientations du Gouvernement dans le cadre de la construction européenne : programme de liquidation du logement social au profit des intérêts privés - Prêts locatifs aidés, PLA - Livret A - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 486) : vote du groupe communiste contre ce projet de loi.

– **Conclusions du rapport de M. Louis de Catuelan**, fait au nom de la commission des affaires économiques, **sur sa proposition de loi** (n° 441, 90-91), déposée avec plusieurs de ses collègues, **portant création d'un conservatoire national du patrimoine maritime** [n° **280 (90-91)**] - (16 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 493, 494) : sécurité maritime - Accord sur le principe du Conservatoire national du patrimoine maritime.

– **Projet de loi relatif aux rapports entre les agents commerciaux et leurs mandants** [n° **218 (90-91)**] - (18 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 541) : réforme du statut des agents commerciaux et adaptation à une directive européenne du 18 décembre 1986 - Harmonisation des droits nationaux - (p. 542) : refuse l'affaiblissement des garanties statutaires des agents commerciaux, des VRP, cadres techniciens et techniciens de la vente - Risque de « désalarisation » de la profession commerciale - Application de ce texte aux seuls agents commerciaux - Insuffisance des dispositions relatives aux clauses de non-concurrence - **Art. 1** (*définition de l'agent commercial*) : son amendement n° 17 : caractère habituel de la mission de l'agent commercial ; rejeté - (p. 543) : son amendement n° 18 : exclusion des voyageurs représentants placiers du champ d'application de ce texte ; rejeté - **Art. 2** (*le contrat d'agence*) : son amendement n° 19 : obligation d'écrire le contrat d'agence établi entre l'agent commercial et son mandant ainsi que les avenants ultérieurs ; rejeté - **Art. 4** (*principe du droit à rémunération de l'agent commercial*) (p. 545) : son amendement n° 20 : détermination de façon précise au contrat du taux de commission de l'agent commercial ; rejeté - **Art. 13** (*clause de non-concurrence après la cessation du contrat*) (p. 547) : son amendement n° 21 : rétablissement obligatoire de la clause écrite qui ne peut porter que sur les secteurs géographiques ou les catégories de personnes que l'agent commercial était chargé de visiter au moment de la cessation ou à l'expiration du contrat ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 549) : regrette le rejet systématique des amendements communistes - Abstention du groupe communiste sur l'ensemble de ce projet.

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République** [n° **269 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (12 juin 1991) - **Après l'art. 6 bis** (p. 1591) : se déclare favorable à l'amendement n° 86 de la commission (création d'une commission départementale sur les services publics) - (p. 1594) : se déclare favorable à l'amendement n° 283 de M. Josselin de Rohan (retraite des maires) - **Art. 7** (*droit des habitants à être informés et consultés sur les affaires communales*) (p. 1597) : abstention du groupe communiste sur l'amendement de suppression n° 7 de la commission - **Art. 8** (*débat sur les orientations budgétaires au sein du conseil municipal*) (p. 1598) : vote du groupe communiste contre l'amendement n° 88 de la commission (seuil de population des communes pour l'application de cet article).

Suite de la discussion - (13 juin 1991) - **Art. 14** (*insertion dans une publication locale des décisions prises en matière d'intervention économique*) (p. 1619, 1620) : se déclare opposé aux amendements de la commission n° 107 et n° 108 fixant un seuil pour l'application de cet article - **Art. 16** (*consultation des électeurs de la commune*) (p. 1634, 1635) : vote du groupe communiste contre l'amendement n° 112 de la commission (organisation de la consultation des électeurs des communes) - **Art. 17** (*comités consultatifs communaux*) (p. 1639) : se déclare favorable aux amendements de M. Claude Estier, n° 349 (durée d'existence du comité), n° 350 (composition) et n° 351 (représentants étrangers) et opposé à l'amendement de suppression n° 114 de la commission - **Après l'art. 36 (par priorité)** (p. 1645) : vote du groupe communiste contre l'amendement n° 284 ter de M. Charles Pasqua (contribution des collectivités territoriales au financement des dépenses d'investissement des établissements d'enseignement privé sous contrat).

– **Projet de loi relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse et portant modification du code rural et du code pénal** [n° **271 (90-91)**] - (18 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1789) : directives européennes - Vaccination - (p. 1790) : département des Côtes-d'Armor - Vaccination - Epidémie - Plan d'urgence - Problèmes financiers - Indemnisation - **Art. 1er** (*déclaration des maladies contagieuses ; rôle du maire*) (p. 1793) : son amendement rédactionnel n° 11 ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1799) : vaccination - Indemnisation.

– **Conclusions du rapport de M. Josselin de Rohan**, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la **proposition de loi** (n° 380, 89-90) de M. Georges Mouly, déposée avec plusieurs de ses collègues, **relative à l'organisation départementale du tourisme** [n° **380 (89-90)**] - (18 juin 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1803) : régions - Comité départemental du tourisme - Application du taux de TVA - (p. 1804) : travaux de l'Assemblée nationale - Motion de censure.

– **Projet de loi portant réforme des procédures civiles d'exécution** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **366 (90-91)**] - (24 juin 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1986) : populations défavorisées - Droits des locataires - Expulsions - (p. 1987) : avis défavorable du groupe communiste sur le texte de la CMP.

– **Projet de loi modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et relatif à l'Institution nationale des invalides** - *Deuxième lecture* [n° **369 (90-91)**] - (24 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1993) : Institution nationale des invalides - Conseil d'administration - Personnels contractuels - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1995) : avis défavorable du groupe communiste sur ce texte.

– **Conclusions du rapport** de M. Franck Sérusclat, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la **proposition de loi** (n° 261, 90-91) de M. Michel Dreyfus-Schmidt tendant à ouvrir de nouvelles possibilités de recours aux victimes de certains accidents du travail [n° **371 (90-91)**] - (24 juin 1991) - **Art. unique** (*possibilités de recours pour les victimes de certains accidents du travail*) (p. 1999) : indemnisation - Jurisprudence - **Après l'art. unique** : soutient l'amendement n° 1 de M. Charles Lederman (accidents de trajet) - - **Explication de vote sur l'ensemble** : avis favorable du groupe communiste sur ce texte.

– Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° 362 (90-91)] - (24 juin 1991) - **Après l'art. 7** (p. 2026) : soutient les amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 14 (insertion d'une division additionnelle ainsi rédigée : « TITRE ... « Dispositions relatives aux allocations familiales ») et n° 15 (fixation du montant mensuel des allocations familiales).

– Projet de loi d'orientation pour la ville - *Nouvelle lecture* **[n° 432 (90-91)]** - (2 juillet 1991) - **Art. 1er bis** (*politique de la ville et revitalisation de l'espace rural*) (p. 2340) : se déclare favorable à l'amendement n° 2 de la commission (espace rural) - **Art. 6** (*principes généraux de l'utilisation du territoire*) - *Art. L. 110 du code de l'urbanisme* (*principes généraux de l'utilisation du territoire*)(p. 2341) : se déclare opposé à l'amendement n° 4 de la commission (supprimer l'expression « sans discrimination ») - **Art. 12 bis** (*répartition des concours financiers de l'Etat*) : se déclare opposé à l'amendement n° 8 de la commission (priorités d'attribution) - **Art. 20 bis** (*exonération de l'impôt sur le revenu et les sociétés*) (p. 2356) : se déclare opposé à l'amendement n° 37 de la commission (prévoir l'exonération de l'impôt sur le revenu et les sociétés pour les entreprises qui se créent à l'intérieur des périmètres d'exonération de la taxe professionnelle) - **Art. 31 ter** (*répartition équilibrée des familles non européennes*) (p. 2361) : se déclare opposé à l'amendement n° 50 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (diversification de la population dans les habitations à loyer modéré, HLM) - Discrimination.

– Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - **Suite de la discussion** - (2 juillet 1991) - **Avant l'art. 37** (p. 2370) : soutient l'amendement n° 19 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (définition de la région) - **Art. 37** (*entente interrégionale*) (p. 2371) : soutient l'amendement de suppression n° 20 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - (p. 2373, 2374) : vote par le groupe communiste de l'amendement de suppression n° 163 de la commission - **Art. 38** (*organes de l'entente*) - **Art. 39** (*organe exécutif*) - **Art. 40** (*compétences de l'entente interrégionale*) - **Art. 41** (*recettes de l'entente interrégionale*) - **Art. 42** (*extension aux ententes interrégionales de l'exonération de l'impôt sur les sociétés*) - **Art. 43** (*contrôle administratif et budgétaire*) - **Art. 44** (*règles budgétaires et comptables applicables*) - **Art. 45** (*modification de la décision institutive et dissolution de l'entente interrégionale*) - **Art. 46** (*modification des limites territoriales et regroupement des régions*) (p. 2375 à 2377) : soutient les amendements de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, de suppression pour coordination, n° 21, n° 22, n° 23, n° 24, n° 25, n° 26, n° 27, n° 28 et n° 29 - **Art. 49** (*commission départementale de la coopération intercommunale*) (p. 2387) : soutient l'amendement de suppression n° 32 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - *Art. L. 160-1 du code des commune* (*composition de la commission*) (p. 2394) : se déclare opposé à l'amendement n° 174 de la commission (bureau de la commission) - *Art. L. 160-2* (*missions de la commission*) (p. 2395) : se déclare opposé à l'amendement n° 364 de M. Claude Estier (saisine pour avis) : vote du groupe communiste contre l'article 49 - **Art. 50** (*schéma départemental de la coopération intercommunale*) (p. 2396) : soutient l'amendement de suppression n° 33 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - (p. 2403, 2404) : abstention du groupe communiste sur l'amendement de conséquence n° 184 de la commission - Vote contre l'article 50.

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier - *Nouvelle lecture* **[n° 436 (90-91)]** - (2 juillet 1991) - **Discussion générale** (p. 2384) : augmentation des cotisations de sécurité sociale pour les seuls salariés - Impôt sur les sociétés - Spéculation financière - Chômage - Produit intérieur brut, PIB - Horticulture - Sylviculture - Tourisme - Logement social - Taxe d'habitation - Revalorisation du SMIC - Education - Formation - Surarmement - Santé - Logement - Transports - Recherche.

– Projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service [n° 387 (90-91)] - (9 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2767) : revendications des sapeurs-pompiers volontaires - (p. 2768) : accidents du travail - Invalidité - Incapacité temporaire - Charges de gestion - **Art. 1er** (*droits fondamentaux du sapeur-pompier volontaire en cas d'accident ou de maladie liés au service*) (p. 2774) : soutient l'amendement n° 12 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (extension des avantages aux sapeurs-pompiers se rendant ou revenant de leur service) - **Après l'art. 1er** : soutient les amendements n° 13 (régime d'indemnisation des sapeurs-pompiers volontaires) et n° 14 (garantie d'emploi des sapeurs-pompiers volontaires) de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 2** (*paiement des soins par le service départemental d'incendie et de secours*) (p. 2775) : soutient l'amendement n° 15 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (gratuité des soins pour les sapeurs pompiers volontaires) - **Art. 7** (*remboursement par l'assurance maladie*) (p. 2777) : soutient l'amendement n° 16 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (modalités de remboursement des indemnités journalières) - **Après l'art. 7** : soutient l'amendement n° 17 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (participation de l'Etat au financement d'indemnisation des prestations en nature et à celui des indemnités journalières) - **Art. 8** (*allocation d'invalidité*) (p. 2778) : soutient l'amendement n° 18 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (harmonisation de l'indemnisation de l'invalidité) - **Art. 12** (*capital-décès*) (p. 2779) : soutient l'amendement n° 19 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (possibilité pour les ayants cause d'un sapeur pompier volontaire de bénéficier de l'indemnité) - **Art. 14** (*charges financières des prestations d'invalidité et des avantages et indemnités dus aux ayants cause*) : soutient l'amendement n° 20 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (alignement des prestations attribuées aux sapeurs pompiers volontaires sur celles qui résultent du régime accordé pour les accidents du travail) - **Art. 17** (*dispositions particulières pour les sapeurs pompiers volontaires ayant la qualité de fonctionnaire*) (p. 2780) : soutient l'amendement n° 21 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (délai du choix du régime d'indemnisation) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2782) : amendements - Charges des finances locales - Avec le groupe communiste, votera ce texte.

– Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture [n° 30 (91-92)] - (10 octobre 1991) (p. 2801) : manifestations - Crise de l'agriculture - Aides aux éleveurs - Politique agricole commune - Négociations du GATT - Revenus agricoles - Installation des jeunes agriculteurs.

– Projet de loi relatif aux recours en matière de passation de certains contrats de fournitures et de travaux [n° 388 (90-91)] - (13 novembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3701) : vote du groupe communiste contre ce projet de loi.

– Conclusions du rapport de M. Marcel Daunay, fait au nom de la commission des affaires économiques et du Plan, sur sa proposition de résolution (n° 396, 90-91), déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées [n° 27 (91-92)] - (13 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3703) : quotas laitiers - Conséquences sur les petits producteurs laitiers français - Marché de la viande de boucherie - Jeunes agriculteurs - (p. 3704) : concurrence internationale - Elevage laitier - Vote de cette proposition de résolution par le groupe communiste.

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Economie, finances et budget - III - Industrie - (22 novembre 1991) (p. 4105, 4106) : budget de l'industrie - Emploi - Investissement industriel - Grand marché intérieur - PME et PMI.

Equipement, logement, transports et espace - V - Mer - (23 novembre 1991) (p. 4141) : Etablissement national des invalides de la marine, ENIM - Flotte de commerce - Pavillon des Kerguelen - (p. 4142) : ports maritimes - Statut des dockers - Retraits de bateaux - Société nationale de sauvetage en mer, SNSM - Au nom du groupe communiste, se déclare

opposé à l'adoption de ce projet de budget - Exploit de Gérard d'Aboville.

Economie, finances et budget - V - Postes et télécommunications - (26 novembre 1991) (p. 4297) : réforme des postes et télécommunications - Effectifs - France Télécom - Câble - Réseau postal rural - Services financiers de La Poste - Le groupe communiste votera contre le présent projet de budget.

Agriculture et forêt - (28 novembre 1991) (p. 4452) : crise de l'agriculture - Baisse du revenu brut agricole - (p. 4453) : réforme de la politique agricole commune, PAC - Baisse des prix et augmentation des charges sociales et fiscales - Diminution du nombre d'exploitations agricoles - Indemnisation du gel des terres - Importation de produits de substitution - Installation des jeunes agriculteurs - (p. 4454) : réduction des crédits d'intervention publique - Au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'adoption du projet de budget de l'agriculture pour 1992.

Equipement, logement, transports et espace - II - Transports intérieurs ; 1 -Transports terrestres (et voies navigables) ; 2 - Routes ; 3 - Sécurité routière - (6 décembre 1991) (p. 4946) : grandes liaisons - Transport ferroviaire - Suppression d'emplois à la SNCF - Trafic routier - (p. 4947) : pollution - Collectivités territoriales - Voies d'eau - TGV - Réseau routier - Investissements - (p. 4948) : région d'Ile-de-France - Transports combinés - Transport ferroviaire de marchandises - Voies d'eau - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de budget.

Equipement, logement, transports et espace - II - Transports : 4, Transports aériens et espace ; III - Météorologie - Budget annexe de l'aviation civile - (6 décembre 1991) (p. 4968) : compagnies aériennes - Situation mondiale - Déréglementation - Concurrence - (p. 4969) : Air France - UTA - Construction aéronautique - Licenciements - Avis défavorable du groupe communiste sur le projet de budget annexe de l'aviation civile.

– **Rappel au règlement** - (6 décembre 1991) (p. 4945, 4946) : organisation des travaux du Sénat.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Economie, finances et budget - IV - Artisanat et commerce - (7 décembre 1991) (p. 4987) : crédits pour 1992 - Bretagne - Artisanat - Communes rurales - Opérations programmées d'aménagement et de rénovation du commerce, de l'artisanat et du tourisme, OPARCAT - Petites et moyennes entreprises, PME - Fiscalité - Formation professionnelle - Budget annexe des prestations sociales agricoles, BAPSA - (p. 4988) : baisse du pouvoir d'achat - Loi Royer - Ouverture dominicale - Fiscalité - Cessions de commerces - (p. 4997) : OPARCAT - Département des Côtes d'Armor - **Art. 85** (p. 5000) : se déclare opposé à l'amendement n° II-31 de la commission des affaires économiques saisie pour avis (majoration de 10 % du montant maximum de la taxe destinée à financer des actions de développement et de promotion du secteur des métiers).

Articles non rattachés :

(8 décembre 1991) - **Art. 83 bis** (*possibilité pour les conseils généraux d'exonérer de taxe foncière sur les propriétés non bâties les jeunes agriculteurs*) (p. 5081) : intervient à propos de l'amendement n° II-166 du Gouvernement (nouvelle rédaction de cet article).

– **Projet de loi modifiant et complétant les dispositions du code rural et de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relatives aux cotisations sociales agricoles et créant un régime de préretraite agricole [n° 182 (91-92)]** - (18 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5564) : chute du revenu agricole - Réforme de l'assiette des cotisations sociales agricoles - Eleveurs - (p. 5565) : disparités de cotisations entre agriculteurs - Préconise un système de cotisations assises sur le revenu réel - Agriculteurs en difficulté - Prestations sociales - Préretraite - (p. 5566) : condamnation de la politique agricole commune - **Après l'art. 2** (p. 5569) : son amendement n° 1 : couverture sociale des agriculteurs en difficulté ; retiré - **Après l'art. 8** (p. 5570, 5571) : son amendement de conséquence n° 2 ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5574) : abstention du groupe communiste sur ce projet de loi.

LISE (Roger), sénateur de la Martinique (UC).

NOMINATIONS

– Secrétaire de la commission des affaires sociales.

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (24 juin 1991).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 **[n° 91 (91-92)]** considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Départements et territoires d'outre-mer** - **[n° 96 (91-92) tome 7]** (19 novembre 1991).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **317** (*JO* Débats du 24 mai 1991) (p. 1075) - Ministère : Départements et territoires d'outre-mer - *Nécessité d'assurer le curage des rivières et l'entretien de leurs berges en Martinique* - (Réponse : *JO* Débats du 15 juin 1991) (p. 1702) - **Départements et territoires d'outre-mer.**

n° **360** (*JO* Débats du 17 octobre 1991) (p. 2251) - Ministère : Départements et territoires d'outre-mer - *Dévolution des marchés de travaux publics en Martinique* - (Réponse : *JO* Débats du 26 octobre 1991) (p. 3241) - **Bâtiment et travaux publics.**

n° **389** (*JO* Débats du 12 décembre 1991) (p. 2747) - Ministère : Travail - *Difficultés rencontrées pour le développement des contrats « Emploi-Solidarité » en Martinique* - (Réponse : *JO* Débats du 14 décembre 1991) (p. 5353) - **Départements et territoires d'outre-mer.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° 362 (90-91)]** - (24 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2010) : Outre-mer - Allocations familiales - Martinique - Fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire, FASSO - Allocation d'éducation parentale - Aide à l'amélioration de l'habitat - (p. 2011) : cantines scolaires - **Art. 9** (*conditions d'attribution des allocations familiales*) (p. 2029) : intervient sur l'amendement n° 20 de M. François Louisy (dispositif spécifique aux départements d'outre-mer) - **Art. 15** (*date d'entrée en vigueur*) (p. 2034) : son amendement n° 24 : application des dispositions de l'article 13 dès le 1er juillet 1991 ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (27 novembre 1991) - Rapporteur pour avis (p. 4360) : crédits pour 1992 - Réunion - Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social - Fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire, FASSO - Chômage - Politique sociale - Contrats emploi-solidarité, CES - (p. 4361) : Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer, ANT - Service militaire adapté, SMA - Fonds d'investissement des départements d'outre-mer, FIDOM - Fonds d'investissement pour le développement économique et social, FIDES - Défiscalisation - Allocations familiales - FASSO - Revenu minimum d'insertion, RMI - Déconcentration - Logement - Grand marché unique - Mayotte - Au nom de la commis-

sion des affaires sociales, s'en remet à la sagesse du Sénat pour les crédits du ministère des DOM-TOM - A titre personnel, les accepte.

Articles non rattachés ;

(8 décembre 1991) - **Art. 83 duodecies** (*agrément des investissements donnant droit à avantage fiscal dans le domaine de l'hôtellerie, du tourisme et des transports*) (p. 5100) : son amendement n° II-83, soutenu par M. Louis Virapoullé : seuil minimum d'investissement hors agrément ; retiré.

LOMBARD (Maurice), sénateur de la Côte-d'Or (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre titulaire du Conseil national des transports.

Membre titulaire du Comité de liaison pour le transport des personnes handicapées.

LORIDANT (Paul), sénateur de l'Essonne (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

- Secrétaire de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'ensemble des services relevant de l'autorité du ministre de l'intérieur qui contribuent, à un titre quelconque, à assurer le maintien de l'ordre public et la sécurité des personnes et des biens ; puis membre de cette commission jusqu'au 29 mai 1991.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes, instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes (5 avril 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (26 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1992 (8 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1991 (17 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 83-557 du 1er juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (28 mai 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à accorder le droit de vote aux ressortissants étrangers, pour les élections municipales dans leur commune de résidence [n° **13 (89-90)**] (13 octobre 1989) - Reprise par ses auteurs le 11 avril 1991 - **Elections.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à accorder le droit de vote aux ressortissants étrangers, pour les élections municipales dans leur commune de résidence [n° **14 (89-90)**] (13 octobre 1989) - Reprise par ses auteurs le 11 avril 1991 - **Elections.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues modifiant des dispositions du code électoral relatives à l'élection des sénateurs [n° **65 (89-90)**] (21 novembre 1989) - Reprise par ses auteurs le 11 avril 1991 - **Elections.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Equipement, logement, transports et espace** - II - Transports - 2 - Routes - [n° **92 (91-92) tome 3 annexe 24**] (19 novembre 1991).

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Equipement, logement, transports et espace** - II - Transports - 3 - Sécurité routière - [n° **92 (91-92) tome 3 annexe 25**] (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse** [n° **98 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (21 mars 1991) - **Art. 1er** (*consécration juridique de la notion de « peuple corse composante du peuple français »*) (p. 105, 106) : reconnaissance légale de la notion de « peuple corse » - Déclaration des droits de l'homme et du citoyen - Indivisibilité de la République et de la nation française - Statut de la collectivité territoriale de Corse.

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République** [n° **269 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (13 juin 1991) - **Art. 16** (*consultation des électeurs de la commune*) (p. 1627) : décentralisation - Démocratie locale - Sur l'amendement n° 112 de la commission (organisation de la consultation des électeurs des communes), ses sous-amendement, soutenus par M. Guy Allouche, n° 482 et n° 483 tendant à substituer le mot « habitants » au mot « électeurs » ; rejetés - (p. 1629) : son amendement n° 346 : consultation des habitants de la commune ou d'une partie de la commune ; devenu sans objet - (p. 1633) : droits civiques des étrangers - **Art. 17** (*comités consultatifs communaux*) (p. 1637) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 349 (durée d'existence du comité) , n° 350 (composition) et n° 351 (représentants étrangers) - (p. 1639) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 114 de la commission - **Après l'art. 17** (p. 1649, 1650) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 466 (séance du conseil municipal : possibilité d'interruption de séance visant à donner la parole au public) et n° 352 (possibilité de donner la parole à des membres du public au cours des réunions du conseil municipal).

– **Projet de loi d'orientation pour la ville** [n° **350 (90-91)**] - (19 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1829) : ségrégation sociale et ethnique - Education - Formation - Emploi - Violence - Banlieue - Répression - (p. 1830) : logement social - Logement à loyer modéré, HLM - Mobilité sociale - Chômage - Drogue - Revenu minimum d'insertion, RMI - Spéculation foncière - Appât du gain - Mépris de l'intérêt général - Citoyenneté - Nationalité - (p. 1831) : équilibre social - Insertion.

– **Projet de loi modifiant la loi n° 83-557 du 1er juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **386 (90-91)**] - (26 juin 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2131, 2132) : renforcement des caisses d'épargne - Représentation des parlementaires - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable au texte issu des travaux de la commission mixte paritaire, CMP.

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° **394 (90-91)**] - (26 juin 1991) - **Question préalable** (p. 2169) : intervient contre la motion n° 3 de M. Christian Poncelet tendant à opposer la question préalable - Poursuite de l'harmonisation européenne - Préserva-

tion des grands équilibres économiques face à une conjoncture internationale difficile - Commission mixte paritaire, CMP - (p. 2170) : Conseil constitutionnel - Mesures d'harmonisation de la TVA inéluctables à l'approche du marché unique - Allègements fiscaux.

– **Projet de loi renforçant la protection des consommateurs [n° 304 (90-91)]** - (15 octobre 1991) - **Après l'art. 11** (p. 2894) : son amendement n° 68, soutenu par M. Robert Laucournet : instauration d'un fichier recensant les emprunts de chaque foyer fiscal ; retiré.

– **Projet de loi relatif à la sécurité des chèques et des cartes de paiement [n° 444 (90-91)]** - (22 octobre 1991) - **Art. 15** (*information de la Banque de France - information des banques, de l'administration fiscale et du parquet*) - *Art. 73-3 et 74 du décret-loi du 30 octobre 1935* (p. 3106) : prolifération de fichiers privés - Fichier de la Banque de France.

– **Projet de loi modifiant le code du service national [n° 3 (91-92)]** - (23 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3136) : conscription et armée de métier - Surcoût financier d'une armée de métier - Conséquences de la fermeture de nombreuses bases et garnisons sur le territoire national - Dissuasion nucléaire - (p. 3137) : égalité et universalité du service militaire.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Art. 10** (*réforme du droit d'apport*) (p. 3944) : droits d'enregistrement.

Suite de la discussion - (22 novembre 1991) - **Art. 32** (*aménagement de la dotation de compensation de la taxe professionnelle*) (p. 4023) : se déclare opposé aux amendements identiques de suppression n° I-88 de la commission, n° I-47 de M. Jacques Moutet, n° I-139 de M. Robert Vizet et n° I-192 de M. Marcel Lucotte - **Avant l'art. 39** (p. 4038) : se déclare opposé à l'amendement n° I-93 de la commission (prorogation du délai fixé à l'article 4 de la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social) - **Relations financières avec les communautés européennes** (p. 4045) : information du Parlement - Augmentation du budget communautaire - (p. 4046) : besoins financiers de la Communauté économique européenne - **Explication de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 4089) : soutien du groupe socialiste au Gouvernement - Votera contre la première partie de la loi de finances, modifiée par la majorité sénatoriale.

Deuxième partie :

Jeunesse et sports - (24 novembre 1991) (p. 4193) : plan « été jeunes » - Comité national des associations de jeunesse et d'éducation populaire, CNAJEP - Banlieues - (p. 4194) : insatisfaction des jeunes - Rôle des animateurs-éducateurs - Vie associative - Formation des animateurs - Maintien du nombre de postes du Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire, FONJEP - Baisse des crédits affectés aux échanges internationaux de jeunes - Sport - Jeux olympiques - Surendettement des collectivités locales - Sport de haut niveau - Relations entre le sport et l'argent - (p. 4195) : au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet de budget - **Etat B** (p. 4198) : souhaite l'adoption de ce budget par le Sénat.

Economie, finances et budget - I - Charges communes (dont rapatriés) - (30 novembre 1991) (p. 4554) : dette publique - Indemnisation des rapatriés - Harkis - (p. 4555) : vote de ce budget par le groupe socialiste.

Comptes spéciaux du Trésor - (30 novembre 1991) - **Art. 49** (*autorisations de programmes et crédits de paiement ouverts au titre des mesures nouvelles des opérations définitives des dépenses en capital des comptes d'affectation spéciale*) (p. 4566) : se déclare opposé à l'amendement n° II-14 de la commission (réduction des crédits en conséquence du refus par le Sénat de l'augmentation du taux de la taxe sur les bureaux en Ile-de-France).

Secrétariat général de la défense nationale - (1er décembre 1991) (p. 4606) : crédits pour 1992 - Crédits de l'Institut des hautes études de la défense nationale - Economie mondiale - (p. 4607) : politique spatiale - Rôle de l'Institut des hautes études de la défense nationale - Coopération européenne - Loi de programmation militaire - Avis favorable du groupe socialiste sur ce projet de budget.

Equipement, logement, transports et espace - II - Transports intérieurs ; 1 -Transports terrestres (et voies navigables) ; 2 - Routes ; 3 - Sécurité routière - (6 décembre 1991) - En remplacement de M. Jean-Pierre Masseret, rapporteur spécial (transports terrestres) (p. 4932) : crédits pour 1992 - Concours de l'Etat à la SNCF - (p. 4933) : TGV - Transports collectifs en région parisienne - Province - Desserte de la Corse - S'en remet à la sagesse du Sénat pour ce projet de budget - Rapporteur spécial (routes et sécurité routière) (p. 4937) : routes - Versements à l'établissement public Autoroutes de France - Investissements - Autoroutes - (p. 4938) : péages - Programme Tarentaise-Plan routier transmanche - Infrastructures en Ile- de-France - Entretien du réseau - (p. 4939) : contrats de plan avec les régions - Sécurité routière - Information - Collectivités territoriales - Investissements - Contrôle technique des véhicules - Avis défavorable sur ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4959) : son amendement n° II-9 : augmentation de la réduction des crédits figurant au titre III ; adopté - (p. 4961) : son amendement n° II-6 : réduction des crédits figurant au titre IV ; adopté - **Etat C** : ses amendements n° II-7 et n° II-10 : réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement figurant au titre V ; adoptés - Son amendement n° II-8 : réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement figurant au titre VI ; adopté.

Equipement, logement, transports et espace - II - Transports : 4, Transports aériens et espace ; III - Météorologie - Budget annexe de l'aviation civile - (6 décembre 1991) (p. 4970) : espace - Programme d'observation de la terre, SPOT - Autorisations de programme - (p. 4971) : Ariane - Infrastructures orbitales - « Vol habité » - Budget civil de la recherche et du développement.

Articles non rattachés :

(8 décembre 1991) - **Art. 68** (*participation des salariés au rachat de leur entreprise*) (p. 5050) : son amendement n° II-87 : prorogation d'un an du mécanisme actuel ; retiré au profit de l'amendement identique n° II-99 de la commission - **Après l'art. 68** (p. 5053) : son amendement n° II-89 : mécanisme de contraintes permettant d'évincer les actionnaires minoritaires ou de les amener à remonter à la société holding ; irrecevable (article 42 de la loi organique du 2 janvier 1959) - **Art. 71** (*exonération de certaines plus-values d'apport*) (p. 5057) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé aux amendements de la commission des finances, n° II-100 (extension du dispositif aux futurs associés), n° II-101 (extension du délai à 90 jours), n° II-102 (extension aux holdings familiaux des dispositions de l'article 71), n° II-103 (extension des dispositions du cinquième alinéa de l'article 71 aux entreprises du bâtiment et des travaux publics) et n° II-104 (augmentation du seuil prévu au cinquième alinéa de l'article 71 jusqu'à 200 millions de francs) - **Art. 76** (*régime fiscal des cessions ou concessions de droits de la propriété industrielle*) (p. 5072) : son amendement n° II-90 : régime des plus-values à long terme ; retiré.

– **Projet de loi relatif à la sécurité des chèques et des cartes de paiement** - *Deuxième lecture* **[n° 148 (91-92)]** - (10 décembre 1991) - **Art. 6** (*interdiction « bancaire » en cas de comptes collectifs*) (p. 5187) : avis du comité des usagers - Se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 9 de M. Daniel Millaud - **Art. 15** (p. 5189) : son amendement n° 6 : possibilité pour les établissements de crédit de consulter le fichier de la Banque de France préalablement à l'octroi d'un prêt ou d'un crédit ; adopté.

Nouvelle lecture **[n° 109 (91-92)]** - (12 décembre 1991) - **Art. 7** *(extension de l'interdiction de l'envoi forcé aux prestataires de services)* (p. 5310) : son amendement n° 34 soutenu par M. Claude Estier : clauses de variation conformes au modèle type ; devenu sans objet.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1991 [n° 154 (91-92)]** - (17 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5479) : contexte économique - Commerce extérieur - Sommet de Maastricht - Déficit - Article d'équilibre - Impôts - (p. 5480) : guerre du Golfe - Position de la commission des finances - Avec le groupe socialiste, votera le projet de loi de finances rectificative pour 1991 - **Art. 3 et Etat A** (*équilibre général*) (p. 5490) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 3 de la commission.

– **Projet de loi de finances pour 1992** - *Nouvelle lecture* **[n° 187 (91-92)]** - (18 décembre 1991) - **Question préalable** (p. 5537, 5538) : intervient contre la motion n° 1 de M. Roger Chinaud, rapporteur général, tendant à opposer la question préalable.

LOUISY (François), sénateur de la Guadeloupe (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (24 juin 1991).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 298 (*JO* Débats du 9 avril 1991) (p. 421) - Ministère : Premier ministre - *Indemnisation des agriculteurs des départements d'outre-mer victimes de calamités agricoles* - (Réponse : *JO* Débats du 20 avril 1991) (p. 584) - **Départements et territoires d'outre-mer.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi d'orientation pour la ville [n° 350 (90-91)]** - (19 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1837) : spéculation foncière - Habitation à loyer modéré, HLM - Comités d'habitants - Ségrégation sociale - Nécessité d'une définition claire des engagements financiers de l'Etat - Guadeloupe - Martinique - Réunion - Bidonvilles - Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ANAH - (p. 1838) : application du présent texte aux départements d'outre-mer.

– **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° 362 (90-91)]** - (24 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2019) : Outre-mer - Prestations familiales - (p. 2020) : caisse d'allocations familiales - Financement de l'action sociale - Fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire, FASSO - Cantines scolaires - Avis favorable sur ce texte - **Art. 9** (*conditions d'attribution des allocations familiales*) (p. 2028) : son amendement n° 20 : dispositif spécifique aux départements d'outre-mer ; adopté - **Après l'art. 13** (p. 2033) : son amendement n° 23 ; financement du fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire, FASSO ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

Nouvelle lecture **[n° 424 (90-91)]** - (28 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2276) : prestations familiales dans les DOM - Egalité sociale - Fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire, FASSO.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (27 novembre 1991) (p. 4371) : crédits accordés aux DOM-TOM - Développement économique et social - Fonds d'investissement des départements d'outre-mer, FIDOM - (p. 4372) : défiscalisation - Investissements - Avis favorable du groupe socialiste sur ce projet de budget.

LOUVOT (Pierre), sénateur de la Haute-Saône (UREI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

– Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (24 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique (28 juin 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse et portant modification du code rural et du code pénal [n° 271 (90-91)]** - (18 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1788) : vaccination - Communauté économique européenne, CEE - Réseau d'épidémio-surveillance - Indemnisation - Vétérinaires sanitaires - (p. 1789) : se déclare favorable au projet de loi - **Avant l'art. 1er** (p. 1792) : intervient à propos de l'amendement n° 22 du Gouvernement (renforcement de l'action de surveillance des vétérinaires sanitaires) - Son amendement n° 21 : délivrance par des vétérinaires sanitaires de certificats et de documents nécessaires en matière d'échanges internationaux, d'animaux vivants, de semences et d'embryons ; retiré.

LUART (Roland du), sénateur de la Sarthe (UREI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

– Membre titulaire du comité consultatif pour la gestion du Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes ; est nommé de nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 10 octobre 1991).

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles de la section de l'assurance des salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles.

– Vice-président de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'entreprise nationale Air France et des sociétés de toute nature comme des compagnies aériennes qu'elle contrôle puis d'en informer le Sénat, jusqu'au 15 mai 1991.

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (26 juin 1991).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la mission d'information chargée d'étudier les problèmes posés par l'avenir de l'espace rural français et de proposer les éléments d'une politique d'aménagement **[n° 249 (90-91)]** (27 mars 1991) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi, déposée avec MM. Jean Huchon et Hubert Haenel, tendant à créer une commission départementale chargée d'examiner les missions, l'organisation, le fonctionnement et l'implantation des services publics **[n° 331 (90-91)]** (22 mai 1991) - **Services publics.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, sur le fonctionnement du fonds national pour le

développement des adductions d'eau, en application des dispositions du second alinéa de l'article 22 du Règlement du Sénat [n° 8 (91-92)] (8 octobre 1991) - **Eau.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° 91 (91-92)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Agriculture et forêt - [n° 92 (91-92) tome 3 annexe 5]** (19 novembre 1991).

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° 91 (91-92)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Prestations sociales agricoles - [n° 92 (91-92) tome 3 annexe 46]** (19 novembre 1991).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **113** (*JO* Débats du 20 septembre 1990) (p. 2021) - Ministère : Agriculture - *Mesures engagées pour pallier la crise du secteur de la production ovine* - (Retirée : *JO* Débats du 3 avril 1991) (p. 235) - **Politique agricole commune (PAC).**

n° **119** (*JO* Débats du 17 octobre 1991) (p. 2840) - Ministère : Environnement - *Développement de l'utilisation des matières plastiques biodégradables* - (Caduque : mai 1991) - **Matières plastiques.**

n° **12** (*JO* Débats du 24 mai 1991) (p. 1040) - Ministère : Environnement - *Développement de l'utilisation des matières plastiques biodégradables* - **Matières plastiques.**

INTERVENTIONS

– Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la discussion - (12 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1564, 1565) : coopération intercommunale - Communes rurales - Fiscalité locale - Taux et perception de la taxe professionnelle dans les zones économiques des structures de coopération intercommunale.

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 394 (90-91)] - (26 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2154) : importance de ce projet, véritable projet de loi de finances rectificative masqué - Recettes supplémentaires au mépris des secteurs touchés : horticulture, sylviculture - (p. 2155) : Pays-Bas - Taxation du bois de chauffage - Conséquences d'un changement de taux en cours d'année - Abaissement du « 1 % logement » - Relèvement de la participation des employeurs au financement de l'allocation de logement social - (p. 2156) : votera la question préalable.

– Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture [n° 30 (91-92)] - (10 octobre 1991) (p. 2815) : manifestations - Situation du monde rural - Budget de l'agriculture - BAPSA - Revenus agricoles - Négociations du GATT - Politique agricole commune - Fiscalité - Taxe sur le foncier non bâti - (p. 2816) : budget de l'agriculture - Aménagement du territoire - Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE - Réforme du foncier non bâti - Fiscalité - Retraites - Modernisation des exploitations - Politique agricole commune.

– Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux [n° 346 (90-91)] - (16 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2922, 2923) : objectifs du texte en projet ; défaut de crédits d'accompagnement - Multiplicité des décrets d'application prévus - Accroissement des pouvoirs de police de l'eau attribués aux gardes-pêche - Cours d'eau : droits et servitudes des propriétaires riverains - Eau et agriculture.

Suite de la discussion - (17 octobre 1991) - **Avant l'art. 26** (p. 3017) : législation de la pêche - Gardes-pêche - Propriétaires privés - Confusion de la police de la pêche et de la police des eaux - (p. 3019) : sur l'amendement n° 67 de M. Serge Vinçon (reprise de la définition des eaux libres figurant dans les textes antérieurs à la loi « pêche » de 1984), son sous-amendement n° 219 ; adopté.

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Discussion générale :

(19 novembre 1991) (p. 3865) : économie française - Agriculture - (p. 3866) : fiscalité - Calamités agricoles - Aides à l'agriculture - Taxe sur le foncier non bâti.

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Après l'art. 11** (p. 3955) : se déclare favorable à l'amendement n° I-74 de la commission (amélioration de la déduction pour investissement accordée aux exploitants agricoles) - Son amendement n° I-157 : amélioration des conditions d'application de la fiscalité à l'agriculture ; adopté - (p. 3959) : son amendement n° I-158 : allègement de la charge de la transmission pesant sur la totalité des biens professionnels transmis ; adopté.

Suite de la discussion - (22 novembre 1991) - **Après l'art. 32** (p. 4024) : son amendement n° I-162, soutenu par M. Jacques Oudin, et identique à l'amendement n° I-48 de M. Bernard Laurent : adaptation des ressources du FNDAE ; adopté.

Deuxième partie :

Budget annexe des prestations sociales agricoles - (28 novembre 1991) - Rapporteur spécial (p. 4419) : plan d'adaptation - Projet inacceptable - Désengagement de l'Etat - Hausse excessive des cotisations professionnelles - (p. 4420) : manifestation agricole du 29 septembre 1991 - Institution de la contribution sociale généralisée, CSG - Augmentation des cotisations de l'assurance maladie - Diminution du nombre des exploitants et du revenu agricole - Préretraite agricole - Taxes sur les betteraves - Plan d'urgence en faveur des éleveurs - Mise en place de l'assurance veuvage - Diminution des prestations familiales - (p. 4421) : retraites agricoles - Mise en place des préretraites agricoles - Au nom de la commission des finances, se déclare opposé à l'adoption du projet de BAPSA pour 1992.

Agriculture et forêt - (28 novembre 1991) - Rapporteur spécial (p. 4443) : plan d'urgence en faveur des éleveurs - Allègement des cotisations sociales agricoles - Taxe sur le foncier non bâti - Aide à l'affouragement - Préretraites agricoles - Carburants « verts » - Transmission des exploitations - Comité interministériel pour l'aménagement du territoire, CIAT - Plan d'adaptation pour l'agriculture - Baisse du revenu brut agricole moyen - Diminution de l'excédent commercial agro-alimentaire - Désengagement de l'Etat - Réforme de la politique agricole commune, PAC - Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, GATT - (p. 4444) : indemnisation du gel des terres - Baisse du revenu des agriculteurs - Enseignement agricole - Enseignement privé agricole - Recherche - Taxe sur le foncier non bâti - Elevage - Prime à la vache allaitante - Cotisations sociales agricoles - Préretraites agricoles - (p. 4445) : plan d'aide au monde agricole - Tranmission des exploitations - Baisse des crédits du budget de l'agriculture - Aménagement rural - Désertification - Dotation de solidarité rurale - Au nom de la commission des finances, se déclare opposé à l'adoption du projet de budget de l'agriculture pour 1992.

– Projet de loi modifiant et complétant les dispositions du code rural et de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relatives aux cotisations sociales agricoles et créant un régime de préretraite agricole [n° 182 (91-92)] - (18 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5563, 5564) : budget annexe des prestations sociales agricoles, BAPSA - Taxe parafiscale sur les betteraves - Impôt foncier - Demande le respect du calendrier prévu pour la réforme de l'assiette des cotisations sociales agricoles.

LUC (Hélène), sénateur du Val-de-Marne (président du groupe C).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à l'interdiction du commerce des armes [n° **467 (90-91)**] (27 juillet 1991 ; rattachée pour ordre aux procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Armes (ventes).**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 19 avril 1991) (p. 553) - Ministère : Premier ministre - *Politique de l'école* - **Enseignement.**

(*JO* Débats du 18 octobre 1991) (p. 2978) - Ministère : Premier ministre - *Revendications des salariés* - **Emploi.**

Questions orales avec débat :

n° **4** (*JO* Débats du 7 juillet 1988) (p. 455) - Ministère : Premier ministre - *Situation des personnes privées d'emploi et sans ressources* - (Caduque : mai 1991) - **Politique sociale.**

n° **5** (*JO* Débats du 7 juillet 1988) (p. 455) - Ministère : Education - *Problèmes de la rentrée scolaire 1988-1989* - (Caduque : mai 1991) - **Enseignement.**

n° **37** (*JO* Débats du 5 avril 1989) (p. 43) - Ministère : Education - *Conditions de la prochaine rentrée scolaire* - (Caduque : mai 1991) - **Enseignement.**

n° **87** (*JO* Débats du 25 janvier 1990) (p. 128) - Ministère : Education - *Financement des besoins scolaires et universitaires* - (Caduque : mai 1991) - **Enseignement.**

n° **126** (*JO* Débats du 3 avril 1991) (p. 235) - Ministère : Education - *Prochaine rentrée scolaire* - (Caduque : mai 1991) - **Enseignement.**

n° **8** (*JO* Débats du 23 mai 1991) (p. 1004) - Ministère : Education - *Prochaine rentrée scolaire* - (Retirée : octobre 1991) (p. 2561) - **Enseignement.**

n° **15** (*JO* Débats du 5 juin 1991) (p. 1275) - Ministère : Equipement - *Situation du service public de transport aérien* - (Retirée : juin 1991) - **Transports aériens.**

n° **20** (*JO* Débats du 5 juin 1991) - Ministère : Premier ministre - *Politique générale du Gouvernement* - (Réponse : *JO* Débats du 6 juin 1991) (p. 1308) - **Vie politique.**

Questions orales sans débat :

n° **227** (*JO* Débats du 20 juin 1990) (p. 1827) - Ministère : Premier ministre - *Situation d'un jeune enseignant français détenu en Espagne* - (Caduque : avril 1991) - **Droits de l'homme.**

n° **275** (*JO* Débats du 4 décembre 1990) (p. 4470) - Ministère : Education - *Projet de démantèlement du lycée technique et industriel Gustave Eiffel de Cachan (Val-de-Marne)* - (Réponse : *JO* Débats du 15 décembre 1990) (p. 5109) - **Lycées.**

n° **276** (*JO* Débats du 4 décembre 1990) (p. 4470) - Ministère : Premier ministre - *Projet de réalisation d'un pont sur l'estuaire de la Gironde* - (Caduque : octobre 1991) - **Bâtiment et travaux publics.**

n° **332** (*JO* Débats du 15 juin 1991) (p. 1723) - Ministère : Premier ministre - *Revalorisation de la carrière des infirmiers et infirmières anesthésistes* - (Réponse : *JO* Débats du 28 juin 1991) (p. 2262) - **Hôpitaux.**

n° **335** (*JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1961) - Ministère : Equipement - *Situation du service public de transport aérien* - (Réponse : *JO* Débats du 28 juin 1991) (p. 2260) - **Transports aériens.**

n° **351** (*JO* Débats du 9 octobre 1991) (p. 2724) - Ministère : Premier ministre - *Statut et rémunération des assistants sociaux* - (Réponse : *JO* Débats du 19 octobre 1991) (p. 3044) - **Assistantes sociales.**

n° **352** (*JO* Débats du 9 octobre 1991) (p. 2724) - Ministère : Santé - *Suite donnée aux revendications des infirmières* - (Réponse : *JO* Débats du 19 octobre 1991) (p. 3046) - **Infirmiers et infirmières.**

n° **376** (*JO* Débats du 31 octobre 1991) (p. 2376) - Ministère : Education - *Statut des professeurs de lycées profesionnels* - (Réponse : *JO* Débats du 16 novembre 1991) (p. 3776) - **Enseignement technique et professionnel.**

n° **377** (*JO* Débats du 31 octobre 1991) (p. 2376) - Ministère : Equipement – *Abandon du transport ferroviaire au bénéfice du transport routier* - (Réponse : *JO* Débats du 16 novembre 1991) (p. 3777) - **Transports ferroviaires.**

n° **390** (*JO* Débats du 12 décembre 1991) (p. 2747) - Ministère : Premier ministre - *Transfert de l'école vétérinaire de Maisons-Alfort (Val-de-Marne)* - (Réponse : *JO* Débats du 14 décembre 1991) (p. 5346) - **Grandes écoles.**

INTERVENTIONS

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la politique au Moyen-Orient** [n° **211 (90-91)**] - (16 janvier 1991) (p. 13) : crise du Golfe - Dénonciation par le parti communiste du massacre des Kurdes en Irak - Aide militaire à l'Irak - Résolutions de l'Organisation des Nations Unies, ONU - Problème israëlo-palestinien - Refus de la guerre - Coût de l'intervention française - (p. 14) : réalité des enjeux - Conférence internationale pour la paix au Moyen-Orient - Rôle des Etats-Unis dans le conflit - Réclamation du retrait immédiat des troupes françaises - (p. 15) : solutions pacifiques.

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation au Moyen-Orient** [n° **236 (90-91)**] - (19 mars 1991) (p. 40) : rejet de la guerre et défense de la paix - (p. 41) : libération du Koweït de l'occupation irakienne - Catastrophe écologique - Hostilité des peuples d'Israël et de Palestine - Altération de l'image de la France au Maghreb - Violence de Saddam Hussein - Répression sanglante des Kurdes - Occupation militaire de l'Irak - Manipulation de l'ONU par les Etats-Unis - Rôle des moyens d'information - (p. 42) : fatalité de la guerre et manipulation de l'opinion publique - Rôle du Parlement - Libération du Koweït - Rôle de la France - Général de Gaulle - Résistance au déclenchement de la guerre - Démission du ministre de la défense - Réglementation du commerce des armes - Retour éventuel de la France dans le commandement de l'OTAN - Respect des libertés et de la dignité de toutes les populations - Indépendance de la Palestine - Liban - Sécurité d'Israël - Application des résolutions de l'ONU - Respect de la souveraineté de Chypre - Instauration d'un système de sécurité collective pour le Proche-Orient - (p. 43) : conséquences économiques de la guerre pour la France - Réduction des crédits budgétaires civils sans discussion préalable du Parlement - Coût de la guerre - Baisse générale de l'activité économique - Politique pour la ville - Crédits pour l'enseignement - Réforme de l'aide judiciaire - Accroissement des inégalités - Baisse du pouvoir d'achat - Souhaite qu'un collectif budgétaire prenne en compte une véritable politique de gauche.

– **Projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse** [n° **98 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (22 mars 1991) - **Art. 68** (*mise en oeuvre du principe de continuité territoriale : transports maritimes et aériens*) (p. 180, 181, 182) : soutient les amendements de M. Robert Pagès, n° 161 (service public de transport entre la Corse et le continent), n° 162 (répartition de l'enveloppe de continuité territoriale) et n° 163 (concession à des compagnies publiques).

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes** [n° **242 (90-91)**] - **Suite de la**

discussion - (4 avril 1991) - **Art. 7** (*fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France*) (p. 325) : son amendement n° 1, soutenu par M. Robert Vizet : critère de revenu imposable par habitant ; devenu sans objet.

– Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° 214 (88-89)] - (23 avril 1991) - **Question préalable** (p. 601) : sa motion n° 1, soutenue par M. Charles Lederman, tendant à opposer la question préalable ; rejetée.

– Projet de loi portant dispositions relatives à la fonction publique [n° 240 (90-91)] - (25 avril 1991) - **Question préalable** (p. 695) : sa motion n° 1, soutenue par M. Charles Lederman, tendant à opposer la question préalable ; rejetée - **Art. 1er** (*ouverture de la fonction publique aux ressortissants des Etats membres de la Communauté économique européenne*) (p. 709) : son amendement de suppression n° 9, soutenu par M. Charles Lederman ; rejeté - **Art. 2** (*modifications et suppressions diverses dans la loi du 11 janvier 1984*) (p. 715) : son amendement n° 10, soutenu par M. Robert Pagès : vérification des conditions exigées des candidats avant le début des épreuves ; rejeté - (p. 716) : son amendement n° 11, soutenu par M. Robert Pagès : suppression du paragraphe IV relatif aux conditions de mise à disposition ; rejeté - (p. 717) : son amendement n° 12, soutenu par M. Robert Pagès : suppression de la possibilité pour le jury de consulter le dossier des candidats à un avancement de grade ; rejeté - (p. 718) : son amendement n° 13, soutenu par M. Robert Pagès : présidence des commissions administratives paritaires siégeant au conseil de discipline, par un juge administratif, lorsque le pouvoir disciplinaire est déconcentré ; rejeté.

– Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° 214 (88-89)] - **Suite de la discussion** - (25 avril 1991) - **Motion tendant au renvoi en commission** (p. 742) : sa motion n° 175, soutenue par M. Robert Pagès, tendant au renvoi en commission des articles 222-33 à 222-35 ; rejetée.

– Projet de loi portant réforme hospitalière [n° 309 (90-91)] - (4 juin 1991) - **Question préalable** (p. 1243) : sa motion n° 160, soutenue par M. Paul Souffrin, tendant à opposer la question préalable ; rejetée.

– Questions orales avec débat jointes : politique générale du Gouvernement - (5 juin 1991) (p. 1308) : chômage - Temps de travail - Situation des banlieues - Politique industrielle - Mouvements sociaux - Salaires - (p. 1309) : cotisations sociales - Allocations familiales - Retraites - Education nationale - Formation professionnelle - Apprentissage - Désarmement - (p. 1317) : pouvoir d'achat des familles - Protection sociale - Allocations familiales - Enseignants - Désarmement.

– Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - (11 juin 1991) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1523) : sa motion n° 1, soutenue par M. Charles Lederman, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée - **Question préalable** (p. 1529) : sa motion n° 2, soutenue par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, tendant à opposer la question préalable ; rejetée.

– Projet de loi d'orientation pour la ville [n° 350 (90-91)] - (19 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1841) : véritable insertion des jeunes dans la société - Chômage, cause principale de la situation actuelle dans les quartiers défavorisés - Pauvreté - Responsabilités de l'éducation nationale - Formation - Exclusion scolaire - (p. 1842) : arrêter les fermetures de classe - Zone d'éducation prioritaire, ZEP - Démantèlement du groupe d'aide psychopédagogique - Responsabilités de l'Etat.

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes [n° 354 (90-91)] - (27 juin 1991) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2196) : sa motion n° 1, soutenue par M. Charles Lederman, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée.

– Rappel au règlement - (8 octobre 1991) - (p. 2684) : article 36, alinéa 3 du règlement du Sénat - Problème des effectifs et des conditions de rémunération et de travail des infirmières - Demande au Gouvernement l'ouverture de négociations avec les infirmières.

– Projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transcription de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail [n° 288 (90-91)] - (8 octobre 1991) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2690) : sa motion n° 35, soutenue par M. Charles Lederman tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée.

– Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens [n° 215 (88-89)] - (29 octobre 1991) - **Question préalable** (p. 3343) : sa motion n° 129 soutenue par M. Charles Lederman, tendant à opposer la question préalable ; rejetée.

– Conclusions du rapport de M. Jean-Pierre Fourcade, fait au nom de la commission des affaires sociales **sur la proposition de loi** (n° 72, 91-92) **de M. Claude Prouvoyeur** et de plusieurs de ses collègues, **tendant à accorder le bénéfice d'une retraite anticipée aux anciens combattants d'Afrique du Nord [n° 80 (91-92)]** - (18 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3801) : reconnaissance des droits des anciens combattants d'Afrique du Nord - Chômeurs en fin de droit.

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Discussion générale :

(19 novembre 1991) (p. 3861) : économie française - (p. 3862) : situation mondiale - Allègements fiscaux - Chômage - Dépenses de l'Etat - Education nationale - Budgets sociaux - Pression fiscale - Situation de l'agriculture - Budget de la défense - (p. 3863) : dépenses d'équipement - Europe - Contrôle des fonds publics destinés à l'emploi - Organisations professionnelles - Augmentation du pouvoir d'achat et des salaires - Impôt sur la fortune - Taxation de la spéculation immobilière - Solidarité.

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (22 novembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 4085) : travaux de la commission des finances.

Deuxième partie :

Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur - (3 décembre 1991) (p. 4736, 4737) : inégalités scolaires - Eléments chiffrés - Décentralisation - Val-de-Marne - Emplois - Matériel scolaire - Salaires et carrières des enseignants - (p. 4738) : décentralisation - Service public - Système éducatif - Les sénateurs du groupe communiste et apparentés n'adopteront pas ce projet de budget.

– Rappel au règlement - (10 décembre 1991) (p. 5179, 5180) : réclame l'ouverture d'une commission d'enquête sur la mort d'un adolescent au lycée Paul-Eluard de Saint-Denis en raison de la vétusté des équipements sportifs.

– Projet de loi modifiant la loi n° 89-186 du 10 juillet 1989 d'orientation sur l'éducation et visant à permettre la représentation des élèves des lycées au Conseil supérieur de l'éducation [n° 111 (91-92)] - (12 décembre 1991) - **Art. 1er** (*représentation des élèves au Conseil supérieur de l'éducation*) (p. 5300) : son amendement n° 1, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : amélioration et harmonisation de la composition des conseils académiques de la vie lycéenne ; rejeté.

– Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de résolution** (n° 79, 91-92) **de M. Charles Pasqua** et des membres du groupe du RPR, de M. Daniel Hoeffel et des membres du groupe de l'Union centriste, de M. Marcel Lucotte et des membres du groupe de l'UREI et de M. Ernest Cartigny et des membres du groupe du RDE, **tendant à rendre le règlement du Sénat conforme aux nouvelles dispositions de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires ainsi qu'à modifier certains de ses articles en vue d'accroître l'efficacité des procédures en vigueur au Sénat**

[n° **185 (91-92)**] - (18 décembre 1991) - **Avant l'art. 1er** (p. 5582 à 5584) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 2 : modification de la composition du Bureau du Sénat ; adopté ; n° 4 : mode de scrutin ; et n° 3 : représentation des groupes politiques du Sénat dans les organismes extraparlementaires ; rejetés - **Après l'art. 5** (p. 5585, 5586) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 5 : inscription d'un texte à l'ordre du jour complémentaire du Sénat sur proposition d'un groupe politique ; n° 6 : abaissement du nombre de sénateurs pouvant demander la discussion immédiate d'un texte ; n° 7 : demande de discussion immédiate : possibilité d'explications de vote donnée aux groupes ; et n° 8 : faculté pour les groupes politiques de demander la tenue de séances supplémentaires ; rejetés - **Après l'art. 6** (p. 5587) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 9 : allongement du temps de parole accordé à l'auteur d'une question orale ; n° 10 : faculté pour un groupe politique de demander la transformation d'une question orale sans débat en une question orale avec débat ; et n° 11 : faculté pour un groupe politique de pouvoir demander la discussion immédiate d'une question orale avec débat à la fin d'un ordre du jour prioritaire ; rejetés.

– **Rappel au règlement** - (19 décembre 1991) (p. 5619) : au nom du groupe communiste, demande l'annulation des décisions de délocalisation des entreprises et organismes publics.

LUCOTTE (Marcel), sénateur de la Saône-et-Loire (président du groupe UREI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

DÉPÔTS

Proposition de résolution, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission de contrôle chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 [n° **420 (90-91)**] (26 juin 1991) - **Commissions d'enquête et de contrôle.**

Proposition de loi, déposée avec MM. Charles Pasqua, Ernest Cartigny et Daniel Hoeffel, tendant à aggraver les sanctions applicables en cas de violation de sépultures ou de destructions, dégradations ou dommages commis au préjudice d'un culte [n° **326 (89-90)**] (29 mai 1990) - Reprise par ses auteurs le 8 octobre 1991 - **Culte.**

Proposition de loi, déposée avec M. Charles Pasqua, les membres du groupe RPR et apparentés, et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement organisant la définition d'un quota annuel d'immigration en France [n° **450 rectifié (91-92)**] (25 octobre 1991) - **Etrangers.**

Proposition de résolution, déposée avec des membres du groupe de l'UREI, M. Daniel Hoeffel et des membres du groupe de l'UC, M. Charles Pasqua et des membres du groupe du RPR et M. Ernest Cartigny et des membres du groupe du RDE, tendant à rendre le règlement du Sénat conforme aux nouvelles dispositions de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires, ainsi qu'à modifier certains de ses articles en vue d'accroître l'efficacité des procédures en vigueur au Sénat [n° **79 (91-92)**] (12 novembre 1991) - **Commissions d'enquête ou de contrôle.**

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **21** (*JO* Débats du 5 juin 1991) (p. 1275) - Ministère : Premier ministre - *Politique générale du Gouvernement* - (Réponse : *JO* Débats du 6 juin 1991) (p. 1302) - **Vie politique.**

INTERVENTIONS

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la politique au Moyen-Orient** [n° **211 (90-91)**] - (16 janvier 1991) (p. 8 et 9) : crise du Golfe - Prise d'otages irakienne - Résolutions de l'Organisation des Nations Unies, ONU - Information du Parlement - Au nom du groupe de l'UREI, approuve la déclaration du Gouvernement - Cohésion de la communauté internationale - Envoi de soldats professionnels - Hommage au personnel diplomatique - Français vivant au Moyen-Orient - Nouvel ordre mondial - Défense du droit international - Pays Baltes - Moyen-Orient - (p. 10) : relations avec le monde arabe - Responsabilité de l'Irak dans la guerre - Rôle du ministre de la défense - Terrorisme.

– **Rappel au règlement** - (23 avril 1991) (p. 589, 590) : situation du juge Jean-Pierre - Atteinte au pouvoir législatif - Justice et Gouvernement.

– **Questions orales avec débat jointes : politique générale du Gouvernement** - (5 juin 1991) (p. 1303) : chômage - Monde rural - Déficit budgétaire - Climat social - Allemagne - Déclaration de politique générale - Impôts et taxes - Prélèvements sociaux - Formation professionnelle - Baccalauréat - Situation de l'enseignement privé - Indépendance de la justice - Echéance européenne - Mode de scrutin des élections législatives - (p. 1316) : se réjouit de la qualité et du contenu du débat.

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République** [n° **269 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (13 juin 1991) - **Après l'art. 36 (par priorité)** (p. 1645) : vote par le groupe de l'UREI de l'amendement n° 284 ter de M. Charles Pasqua (contribution des collectivités territoriales au financement des dépenses d'investissement des établissements d'enseignement privé sous contrat).

Suite de la discussion - (3 juillet 1991) - **Art. 56 nonies** (*services publics locaux de distribution de gaz*) (p. 2445) : son amendement de suppression n° 243, soutenu par M. Bernard Seillier ; adopté.

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture** [n° **30 (91-92)**] - (10 octobre 1991) (p. 2797) : manifestations - Aides aux agriculteurs - Fiscalité - Crise du monde rural - Politique agricole commune - Budget - (p. 2798) : crise du monde rural.

– **Projet de loi modifiant le code du service national** [n° **3 (91-92)**] - (23 octobre 1991) - **Art. 2** (*énumération des différentes formes de service national*) (p. 3155) : se déclare favorable à l'amendement n° 3 de la commission (création par la loi de toute autre forme de service national) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3171) : texte prématuré - Choix d'une politique de défense - (p. 3172) : professionnalisation de l'armée - Rôle de la conscription - Réduction de deux mois de la durée du service national - Au nom du groupe de l'UREI, s'abstiendra sur ce texte.

– **Projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France** [n° **35 (91-92)**] - (12 novembre 1991) - **Art. 9** (*compétences de l'Office des migrations internationales*) (p. 3683) : son amendement n° I, soutenu par M. Ambroise Dupont : rôle de l'Office des migrations internationales dans la réinsertion en France des Français ayant résidé à l'étranger ; adopté - **Art. 14** (*renforcement de la répression de l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France*) (p. 3687) : son amendement n° 3, soutenu par M. Ambroise Dupont : interdiction du territoire et peines d'emprisonnement ; retiré - **Art. 16** (*conditions de l'expulsion en matière d'organisation irrégulière d'admission d'étrangers en France, d'hébergement collectif et d'emploi d'étrangers sans titre - conditions d'application des mesures de reconduite à la frontière*) (p. 3688) : son amendement n° 9, soutenu par M. Ambroise Dupont : interdiction du territoire à certaines catégories d'étrangers ; adopté - **Art. 17** (*destruction par l'étranger de ses documents de voyage*) (p. 3689) : son amendement n° 11, soutenu par M. Ambroise Dupont : cas d'interdiction définitive du territoire ; retiré - **Art. 18** (*interdiction du territoire en*

matière d'hébergement collectif) (p. 3690) : ses amendements, soutenus par M. Ambroise Dupont, n° 15 : exercice de l'autorité parentale ; n° 16 : suppression des « mariages blancs » ; n° 17 : restriction des possibilités de dérogation à l'interdiction du territoire ; et n° 18 : interdiction du territoire aux récidivistes ; retirés.

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Discussion des articles de la première partie :

(20 novembre 1991) - **Après l'art. 2** (p. 3901) : son amendement n° I-182 : déduction de la CSG pour la détermination du revenu imposable ; retiré - **Après l'art. 6** (p. 3911) : son amendement n° I-183, analogue à l'amendement n° I-12 de M. Jacques Moutet (hausse du taux de la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers) ; retiré au profit de ce même amendement - **Après l'art. 7** (p. 3914) : son amendement n° I-184, analogue à l'amendement n° I-16 de M. Louis Jung (augmentation du montant des frais funéraires déductibles de l'actif d'une succession) ; retiré.

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Après l'art. 9** (p. 3944) : son amendement n° I-186, soutenu par M. Henri de Raincourt : baisse du taux d'imposition de cession des parts sociales dans les sociétés dont le capital n'est pas divisé en actions ; adopté - **Après l'art. 11** (p. 3954) : son amendement n° I-187, soutenu par M. Jean Delaneau : dispositions en faveur des agriculteurs finançant des investissements pour la modernisation de leur exploitation ; retiré au profit de l'amendement n° I-74 de la commission (amélioration de la déduction pour investissement accordée aux exploitants agricoles) - **Avant l'art. 16** (p. 3968) : son amendement n° I-188 ; retiré au profit de l'amendement analogue n° I-76 de la commission (étalement de la suppression de l'impôt sur la bourse) - **Art. 17** (*remplacement des dégrèvements d'office d'impôts locaux par une exonération*) (p. 3972) : son amendement de suppression n° I-89 ; retiré au profit de l'amendement de suppression n° I-77 de la commission - **Art. 27** (*reconduction du prélèvement sur les entreprises pétrolières*) (p. 4000) : son amendement de suppression n° I-191, soutenu par M. Jean Delaneau ; adopté.

Suite de la discussion - (22 novembre 1991) - **Art. 32** (*aménagement de la dotation de compensation de la taxe professionnelle*) (p. 4021) : son amendement de suppression n° I-192 ; adopté - **Art. 35** (*aménagement de la contribution sociale de solidarité des sociétés*) (p. 4032) : son amendement de suppression n° I-195, soutenu par M. Bernard Barbier ; adopté - **Art. 36** (*ajustement du montant de TVA affecté au BAPSA*) (p. 4033) : son amendement de suppression n° I-196, soutenu M. Bernard Barbier ; adopté.

Deuxième partie :

Culture - (2 décembre 1991) - En remplacement de M. Michel Miroudot, rapporteur pour avis (p. 4670) : crédits pour 1992 - Patrimoine monumental - Loi de programmation - Centre national d'art et de culture Georges Pompidou - Opéra de la Bastille - Grands travaux - (p. 4671) : Bibliothèque de France - Conservation des livres - Coût de fonctionnement - Décision du conseil supérieur des bibliothèques - TVA sur les oeuvres d'art - Accepte ce projet de budget sous réserve de l'adoption de ses amendements - (p. 4687) : Bibliothèque nationale du Québec - Coût de fonctionnement de la Bibliothèque de France - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4688) : son amendement n° II-32 : réduction des crédits figurant au Titre III ; adopté - **Etat C** (p. 4689) : son amendement n° II-33 : réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement figurant au titre VI ; adopté.

Vote sur l'ensemble :

(8 décembre 1991) (p. 5121) : travaux de la commission des finances - Privatisations - Endettement - Agriculture - Plan PME-PMI - Fonds de compensation pour la TVA - (p. 5122) : avis favorable du groupe de l'UREI sur ce projet de budget amendé par le Sénat.

– Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 115 (91-92)] - (19 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5636) : bicamérisme - Rôle législatif du Sénat - Calendrier - Droits du Parlement - Représentation proportionnelle dans les départements élisant plus de trois sénateurs - Délégués - Représentation territoriale - (p. 5637) : agriculture - Zones rurales - Collectivités locales - Démocratie parlementaire - (p. 5652) : propose la clôture de la discussion générale en application de l'article 38 du règlement - **Question préalable** : sa motion n° 4, tendant à opposer la question préalable ; adoptée - Souhaite que le Sénat décide qu'il n'y a pas lieu de poursuivre la délibération - Déséquilibre des institutions parlementaires républicaines - Concertation - Session de printemps de l'Assemblée nationale.

M

MACHET (Jacques), sénateur de la Marne (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

Membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

- Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'ensemble des services relevant de l'autorité du ministre de l'intérieur qui contribuent, à un titre quelconque, à assurer le maintien de l'ordre public et la sécurité des personnes et des biens jusqu'au 29 mai 1991.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique (28 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail (17 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi (17 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (17 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service (18 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant les dispositions de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relative aux cotisations sociales agricoles et créant un régime de préretraite agricole (18 décembre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à alléger le poids de la taxe foncière sur les propriétés non bâties sur l'agriculture française [n° **255 (90-91)**] (2 avril 1991) - **Impôts et taxes.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **291 (90-91)**], adopté par l'Assemblée nationale, relatif au congé de représentation en faveur des associations et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique [n° **301 (90-91)**] (24 avril 1991) - **Associations.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **416 (90-91)**], adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, relatif au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique [n° **430 (90-91)**] (27 juin 1990) - **Associations.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique [n° **442 (90-91)**] (2 juillet 1991) - **Associations.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 15 novembre 1991) (p. 3736) - Ministère : Agriculture - *Carburants d'origine agricole* - **Carburants.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses mesures de soutien au bénévolat dans les associations** [n° **291 (90-91)**] - (6 mai 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 851) : congé de représentation - Bénévolat - Indemnisation des salariés - Protection sociale - Emploi des fonds collectés - Cour des comptes et chambres régionales des comptes - Nombre de bénévoles - (p. 852) : avis du Conseil économique et social - Rôle des mouvements associatifs - Congé de représentation - Incidences sur les entreprises - Limitation du congé de représentation - Protection sociale - Contrôle de l'emploi des fonds collectés - Constitutionnalité - **Art. 1er** (*institution d'un congé de représentation en faveur des salariés*) (p. 860) : ses amendements, n° 1 : exclusion des associations de fait ; n° 2 : suppression du congé de représentation dans les instances à l'échelon régional ou départemental ; adoptés - Accepte l'amendement n° 14 de M. Ernest Cartigny (application des dispositions dans des entreprises d'au moins onze salariés) - Son amendement n° 3 : compensation par l'Etat de la perte de salaire ; devenu sans objet - (p. 862) : son amendement n° 4 : fractionnement du congé de représentation ; retiré - Accepte l'amendement n° 15 de M. Jean Chérioux (fractionnement du congé de représentation et cumul de ces congés avec les autres) - (p. 863) : ses amendements, n° 22 de coordination, et n° 5 : suppression de la consultation du comité d'entreprise ou des délégués du personnel lors du refus par le chef d'entreprise du congé de représentation ; adoptés - **Art. 2** (*institution d'une protection sociale contre les risques d'accidents du travail*) (p. 864) : son amendement n° 21 : correction d'une erreur de référence à un article du code de la sécurité sociale ; adopté - **Après l'art. 2** : son amendement n° 6 : dépôt au Parlement d'un rapport sur l'application et les incidences de la création du congé de représentation ; adopté - Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 23 du Gouvernement - **Art. 3** (*déclaration auprès de la Préfecture des projets d'appel à la générosité publique*) (p. 865) : son amendement de suppression n° 7 ; adopté - **Après l'art. 3** (p. 866) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Claude Estier (obligation pour les associations de convoquer leurs donateurs à une assemblée générale) - **Art. 4** (*établissement d'un compte d'emploi*) (p. 867) : son amendement de suppression n° 8 ; adopté - **Art. 5** (*contrôle des comptes d'emploi des organismes faisant appel à la générosité publique*) (p. 868) : son amendement de suppression n° 9 ; adopté - **Art. 6** (*publicité des observations*) : son amendement de suppression n° 10 ; adopté - **Art. 7** (*conditions d'application de la loi*) : son amendement de suppression n° 11 ; adopté - **Art. 8** (*rapport au Parlement*) : son amendement de suppression n° 12 ; adopté - **Intitulé** : son amendement n° 13 : « Projet de loi portant diverses mesures de soutien au bénévolat dans les associations » ; adopté - **Sur l'ensemble** (p. 870) : travaux de la commission.

Deuxième lecture [n° **416 (90-91)**] - (28 juin 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2281) : texte adopté par le Sénat en première lecture - Propositions de la commission pour la deuxième lecture - Contrôle des comptes d'emploi des ressources collectées - (p. 2282) : Cour des comptes - Liberté d'association - Déclaration préalable - **Art. 1er** : son amendement n° 4 : retour au texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - (p. 2283) : ses amendements n° 5 : rétablissement de la possibilité pour un chef d'entreprise de s'opposer aux congés ; n° 6 : rétablissement du texte adopté en première lecture et suppression de l'avis du comité d'entreprise ; adoptés - **Art. 3** (p. 2284) : ses amen-

dements n° 7, rédactionnel, et n° 8 : suppression de la déclaration préalable et transfert des dispositions de l'article 4 à l'article 3 ; adoptés - **Art. 4** : son amendement de coordination n° 9 ; adopté - **Art. 6** (p. 2285) : son amendement rédactionnel n° 10 ; adopté - **Art. 7** : son amendement de coordination n° 11 ; adopté - **Intitulé du projet de loi** : son amendement de coordination n° 12 ; adopté.

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la discussion** - (3 juillet 1991) - **Art. 53 A** (*création des communautés de communes proposées par le schéma départemental*) (p. 2419) : soutient l'amendement n° 62 de M. Daniel Hoeffel (transmission pour avis de la proposition de création de communautés de communes aux chambres de commerce et d'industrie concernées) - **Après l'art. 56** (p. 2441) : soutient l'amendement n° 339 de M. Albert Vecten (conditions de participation d'une collectivité territoriale à une association).

– **Projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service [n° 387 (90-91)]** - (9 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2769) : bénévolat - Intercommunalité - Disponibilité - (p. 2770) : volontariat - Disponibilité - Simulation financière.

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture [n° 30 (91-92)]** - (10 octobre 1991) (p. 2816) : cotisations agricoles - Agriculteurs et viticulteurs de la Champagne - (p. 2817) : revenus agricoles - Fiscalité - Retraites.

– **Projet de loi modifiant le code du service national [n° 3 (91-92)]** - (23 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3138) : s'abstiendra, lors du vote sur ce texte - Réduction de la durée du service national - (p. 3139) : absence d'information du Parlement - Nouvelles formes de service national - Favorable à des formes de service dans les autres armées européennes.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Après l'art. 23 bis** (p. 3996) : ses amendements, soutenus par M. Xavier de Villepin, n° I-41 : développement des biocarburants ; et n° I-42 : élargissement des débouchés traditionnels de l'agriculture ; retirés.

Deuxième partie :

Défense - (26 novembre 1991) (p. 4335) : programme Hadès - Programme AMX Leclerc - Programme NH 90 - Missiles à moyenne portée - Défense européenne commune - Loi de programmation militaire - Votera contre ce projet de budget.

Budget annexe des prestations sociales agricoles - (28 novembre 1991) (p. 4428) : réforme des cotisations sociales agricoles - (p. 4429) : projet de loi relatif aux cotisations sociales agricoles - Contribution sociale de solidarité des sociétés - Désengagement de l'Etat - Augmentation des cotisations sociales et diminution du revenu agricole - Baisse des taxes sur les céréales et les oléagineux - Exclusion de l'assiette des cotisations des plus-values exceptionnelles - Au nom du groupe de l'Union centriste, se déclare opposé à l'adoption du projet de BAPSA pour 1992.

– **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : perspectives d'élargissement de la communauté économique européenne** - (12 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5260) : sommet de Maastricht - (p. 5261) : approfondissement de la CEE - Politique agricole commune.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1991 [n° 154 (91-92)]** - (17 décembre 1991) - **Avant l'art. 13 A** (p. 5495) : soutient l'amendement n° 21 de M. Xavier de Villepin (rétablissement d'une égalité de traitement entre titres côtés et non côtés) - **Art. 18** (*introduction en droit interne des dispositions de la directive communautaire sur le régime des sociétés-mères et filiales relatives à la retenue à la source pour les dividendes*) (p. 5499) : soutient l'amendement n° 22 de M. Xavier de Villepin (responsabilité des sociétés débitrices du défaut de versement de la retenue à la source exigible) - **Art. 19** (*régime fiscal des fusions de sociétés*) (p. 5501) : soutient l'amendement n° 23 de M. Xavier de Villepin (introduction spécifique de la notion d'échange de titres dans le texte de l'article 210 B du code général des impôts) - **Après l'art. 19** : soutient l'amendement n° 24 de M. Xavier de Villepin (suppression du dispositif du report d'imposition généralisé à l'ensemble des personnes physiques attributaires de titres échangés lors d'opérations de fusion) - **Art. 35 nonies** (*définition et modalités d'imposition des primes de remboursement*) (p. 5509) : soutient l'amendement n° 26 de M. Xavier de Villepin (limitation aux entreprises du principe de l'imposition d'un « échu fictif ») - **Art. 35 terdecies** (*extension du crédit d'impôt recherche aux dépenses liées à l'élaboration de nouvelles collections*) (p. 5512) : soutient l'amendement n° 27 de M. Xavier de Villepin (éligibilité au titre du crédit d'impôt recherche des frais de collection dans les secteurs du textile ainsi que des dépenses engagées par l'industrie automobile pour la conception de nouveaux véhicules).

– **Projet de loi modifiant et complétant les dispositions du code rural et de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relatives aux cotisations sociales agricoles et créant un régime de préretraite agricole [n° 182 (91-92)]** - (18 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5562) : système de reprise des terres d'un candidat à la préretraite - Défiscalisation des carburants agricoles.

MADELAIN (Jean), sénateur de l'Ille-et-Vilaine (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (24 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique (28 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'agence du médicament et à la maîtrise négociée des dépenses de médicaments remboursables (10 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail (17 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi (17 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme hospitalière (7 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (17 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident

survenu ou de maladie contractée en service (18 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant les dispositions de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relative aux cotisations sociales agricoles et créant un régime de préretraite agricole (18 décembre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi insérant un article L. 311-3 bis dans le code de la sécurité sociale [n° **460 (88-89)**] (3 juillet 1989) - Reprise par son auteur le 24 avril 1991 - **Sécurité sociale.**

Proposition de loi, déposée avec M. André Diligent, sur l'assurance obligatoire, visant à prévoir le paiement des indemnités de préavis et des indemnités de licenciement dont peuvent bénéficier les salariés en cas de destruction de l'entreprise par un incendie dû à une cause accidentelle et constituant cas de force majeure [n° **96 (89-90)**] (6 décembre 1989) - Reprise par ses auteurs le 29 avril 1991 - **Assurances.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **288 (90-91)**] modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transcription de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail [n° **327 (90-91)**] (15 mai 1991) - **Accidents du travail.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 17 au 21 février 1991 par une délégation chargée d'étudier le logement social en Allemagne [n° **393 (90-91)**] (18 juin 1991) - **Logement.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **452 (90-91)**], adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, en nouvelle lecture, relatif au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique [n° **455 (90-91)**] (4 juillet 1991) - **Associations.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 26 au 31 mai 1991 par une délégation chargée d'étudier les problèmes de l'emploi, du revenu minimum d'insertion, de la formation professionnelle et de l'aide sociale à La Réunion [n° **457 (90-91)**] (5 juillet 1991) - **Réunion.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Formation professionnelle** - [n° **96 (91-92) tome 5**] (19 novembre 1991).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **102 (91-92)**], modifié par l'Assemblée nationale, modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et la sécurité du travail [n° **132 (91-92)**] (4 décembre 1991) - **Accidents du travail.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité sociale [n° **211 (91-92)**] (18 décembre 1991) - **Accidents du travail.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la pharmacie d'officine** [n° **233 (90-91)**] - (9 avril 1991) - **Art. 4** (*créations par voie normale et par voie dérogatoire*) (p. 406) : votera contre l'article 4.

– **Projet de loi portant diverses mesures de soutien au bénévolat dans les associations** [n° **291 (90-91)**] - (6 mai 1991) - **Art. 4** (*établissement d'un compte d'emploi*) (p. 867) : accepte l'amendement de suppression n° 8 de la commission.

– **Projet de loi portant réforme hospitalière** [n° **309 (90-91)**] - (4 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1249) ; nécessité d'une réforme - Insuffisances du projet de loi - Textes réglementaires - Hospitalisation privée - (p. 1250) ; planification - Alternatives à l'hospitalisation - Prise en charge globale du malade - Départements d'outre-mer - Avec le groupe de l'Union centriste votera le projet de loi modifié par les propositions de la commission des affaires sociales.

Suite de la discussion - (6 juin 1991) - **Art. 3** (*organisation et équipement sanitaires*) - *Après l'art. L. 712-18 du code de la santé publique* (p. 1374) : sur l'amendement n° 66 de la commission (structures alternatives à l'hospitalisation et champ d'application), son sous-amendement n° 220 ; adopté - **Art. 7** (*dispositions applicables aux établissements publics de santé*) - *Art. L. 714-2* (*composition du conseil d'administration des établissements publics de santé*) (p. 1381) : son amendement n° 221 : avis du représentant de l'université sur le projet médical du centre hospitalier universitaire ; retiré - *Art. L. 714-16* (*constitution, composition et attributions de la commission médicale d'établissement*) (p. 1403) : sur le 2°) de l'amendement rédactionnel n° 110 de la commission, son sous-amendement n° 222, soutenu par M. Daniel Millaud ; adopté - (p. 1404) : son amendement n° 223, soutenu par M. Daniel Millaud : avis de la commission médicale d'établissement sur les actions de coopération ; retiré.

– **Projet de loi d'orientation pour la ville - Suite de la discussion** - [n° **350 (90-91)**] - (20 juin 1991) **Après l'art. 12** (p. 1867) : se déclare favorable à l'amendement n° 15 de la commission (favoriser la diversité de l'habitat).

– **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° **362 (90-91)**] - (24 juin 1991) - **Après l'art. 16** (p. 2041) : soutient les amendements de M. Jean Cluzel, n° 25 : (insertion d'une division additionnelle ainsi rédigée : « TITRE ... « Dispositions diverses ») et n° 26 (complément à l'article 40 de la loi du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion).

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République** [n° **269 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (3 juillet 1991) - **Après l'art. 54** (*régime des communautés urbaines*) (p. 2434) : sur l'amendement n° 208 de la commission (compétences), soutient le sous-amendement n° 472 de M. Xavier de Villepin.

– **Projet de loi portant diverses mesures de soutien au bénévolat dans les associations** - *Nouvelle lecture* [n° **452 (90-91)**] - (5 juillet 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2501) : congé de représentation - Travaux de l'Assemblée nationale - (p. 2502) : incidences sur les entreprises - Indemnisation - Petites et moyennes entreprises, PME - Texte adopté par le Sénat en deuxième lecture - Comptes d'emploi des organismes - Déclaration préalable - **Art. 1er** (p. 2503) : ses amendements, n° 1, n° 2 et n° 3 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adoptés - **Art. 3** (p. 2504) : ses amendements, n° 4 de précision, n° 5 : suppression de l'obligation de déclaration ; et n° 6 : certification du compte d'emploi ; adoptés - **Art. 4** : son amendement de coordination n° 7 ; adopté - **Art. 7** (p. 2505) : son amendement rédactionnel n° 8 ; adopté - **Intitulé** : son amendement n° 9 : « Projet de loi relatif au congé de représentation en faveur des associations et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique » ; adopté.

– **Projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transcription de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail** [n° **288 (90-91)**] - (8 octobre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2688) : mise en oeuvre du droit européen - Renforcement du rôle des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, CHSCT - Politiques de prévention des risques professionnels - Europe sociale - Recrudescence

des accidents du travail et des maladies professionnelles - Dégradation des conditions de la sécurité du travail - (p. 2689) : règles de sécurité - Rôle de l'inspection du travail - Acte unique - Grand marché intérieur - Charte des droits sociaux fondamentaux communautaires adoptée par le Conseil européen en décembre 1989 - Amélioration de la sécurité et de la santé des travailleurs - Transposition des directives européennes dans le droit français - Cour de justice des Communautés européennes - (p. 2690) : principe d'une participation des travailleurs au rétablissement des conditions de sécurité - Grand marché intérieur - Renforcement des pouvoirs des CHSCT - Amélioration de la prévention des risques professionnels - Rapport Dorion-Lenoir sur la modernisation de la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles - Rôle du Parlement en matière de transposition de directives - **Art. 1er** (*principes généraux de prévention*) - *Art. L. 230-2 du code du travail* (*obligation générale des chefs d'établissement*) (p. 2700) : s'oppose à l'amendement n° 36 de M. Hector Viron (renforcement de l'obligation faite aux chefs d'établissement d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs) - (p. 2701) : s'oppose aux amendements de M. Hector Viron, n° 37 (affirmation du principe de l'élimination des risques professionnels par le chef d'entreprise) et n° 38 (détermination des risques que l'état des recherches et de la technique n'ont pas encore permis d'éliminer) - (p. 2702) : s'oppose aux amendements de M. Hector Viron, n° 39 (suppression des formes de travail qui comportent des risques d'accidents et de maladies professionnelles reconnues), n° 40 (suppression de la disposition relative à l'évolution de la technique sous l'aspect de la prévention), n° 42 (obligation pour le chef d'établissement de donner des instructions nécessaires concernant la sécurité et d'en informer les salariés) et n° 43 (obligation pour le chef d'établissement d'effectuer une recherche plus approfondie des risques professionnels) - (p. 2703) : s'oppose à l'amendement n° 45 de M. Hector Viron (obligation pour le chef d'établissement de s'assurer que l'intéressé aura la pleine maîtrise de la mise en oeuvre des précautions nécessaires pour la préservation de sa sécurité) - Son amendement n° 1 : suppression de la référence aux capacités de l'intéressé à « comprendre » et à mettre en oeuvre les précautions nécessaires pour la sécurité et la santé ; adopté - *Art. L. 230-3 du code du travail* (*obligations du travailleur*) : s'oppose à l'amendement n° 46 de M. Hector Viron (refus de l'introduction dans la législation de la notion de responsabilité même partielle des salariés dans les accidents dont ils sont victimes au travail) - Ses amendements, rédactionnel n° 2 et n° 3 : transposition des obligations faites aux salariés de respecter en ce qui les concerne les dispositions en matière d'hygiène et de sécurité ; adoptés - *Art. L. 230-5* (*mise en demeure de remédier à une situation dangereuse*) (p. 2705) : s'oppose à l'amendement n° 48 de M. Hector Viron (obligation pour le directeur départemental du travail de mettre les chefs d'établissement en demeure de prendre toutes mesures utiles pour remédier à une situation dangereuse) - Son amendement n° 4 : peine de police encourue par le chef d'établissement qui, à l'expiration du délai fixé par la mise en demeure, n'a pas pris les mesures pour faire cesser la situation dangereuse constatée ; adopté - **Après l'art. 1er** (*procédure d'alerte en cas de danger grave et imminent*) : son amendement de coordination n° 5 ; adopté - **Art. 2** (*contenu du règlement intérieur*) (p. 2706) : son amendement rédactionnel n° 6 ; adopté - **Art. 3** (*décrets en Conseil d'Etat et coordination*) : son amendement de coordination n° 7 ; adopté - **Art. 4** (*formation et information des travailleurs dans le domaine de la sécurité*) (p. 2707) : s'oppose à l'amendement n° 50 de M. Hector Viron (absence de prise en compte de la taille de l'établissement pour l'application des modalités de l'obligation établie par cet article) - **Art. 5** (*mise en demeure en cas de situations dangereuses*) : son amendement rédactionnel n° 8 ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 51 de M. Hector Viron - **Art. 6** (*procédure d'appel auprès du directeur régional du travail et de l'emploi*) : son amendement de coordination n° 9 ; adopté - **Art. 7** (*obligations pour le travailleur d'informer l'employeur en cas de danger grave et imminent*) (p. 2708) : son amendement n° 10 : obligation pour le salarié d'alerter l'employeur au cas où il constate une défectuosité dans les systèmes de protection ; adopté - **Art. 8** (*mesures prises par le chef d'établissement en cas de danger grave et imminent*) : son amendement rédactionnel n° 11 ; adopté - **Art. 9** (*obligations relatives à la mise sur le marché des équipements de travail et des moyens de production*) (p. 2709) : ses amendements rédactionnels n° 12 et n° 13 ; adoptés - Accepte l'amendement rédactionnel n° 31 du Gouvernement - S'oppose à l'amendement n° 54 de M. Hector Viron (obligation de disposer et d'entretenir les dispositifs de sécurité de manière à protéger efficacement et en toutes circonstances) - (p. 2710) : accepte les amendements de coordination du Gouvernement n° 32 et n° 33 - Ses amendements, rédactionnel n° 14 ; et n° 15 : détermination par décrets en Conseil d'Etat des procédures de certification de conformité aux règles techniques auxquelles doivent se soumettre les fabricants, importateurs et cédants ainsi que les garanties dont ils bénéficient ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 55 de M. Hector Viron (interdiction de mettre en fonctionnement ou d'utiliser des équipements de travail s'ils ne sont pas conformes aux règles techniques de sécurité et s'ils risquent de porter atteinte à la santé des travailleurs) - (p. 2711) : ses amendements, n° 16 rédactionnel, et n° 17 : garantie des procédés d'exploitation ; adoptés - S'oppose aux amendements de M. Hector Viron n° 56 (détermination par décret des règles générales d'hygiène, de sécurité et de protection de la santé auxquelles doivent satisfaire les équipements de travail et les moyens de protection) et n° 57 (interdiction d'utilisation et de mise en vente en France, sur seule décision ministérielle, des équipements de travail, machines outils, engins et matériaux non conformes aux normes françaises de sécurité et d'hygiène) - (p. 2712) : s'oppose à l'amendement n° 58 de M. Hector Viron (autorisation pour les inspecteurs du travail de dresser immédiatement procès-verbal en vertu des dispositions du paragraphe III de cet article lorsque les faits qu'il constate présentent un danger grave et imminent pour la santé, la sécurité ou l'intégrité physique des travailleurs) - **Art. 10** (*régime applicable aux utilisateurs d'équipements de travail et de moyens de protection*) - *Art. L. 233-5-2* (*procédure de vérification de la conformité des équipements de travail*) : son amendement n° 18 : obligation pour le directeur régional du travail de prendre une décision et de la motiver, en cas de rejet de la réclamation d'un chef d'établissement ; adopté - *Art. L. 233-5-3* (*exposition des équipements de travail et des moyens de protection*) (p. 2713) : son amendement n° 19 : fixation des caractéristiques de l'avertissement par un arrêté conjoint du ministre chargé du travail et du ministre chargé de l'agriculture pris après avis du conseil supérieur de la prévention des risques professionnels ; adopté - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques de suppression n° 29 de M. Claude Estier et n° 59 de M. Hector Viron - **Art. 11** (*dispositions de coordination*) (p. 2714) : accepte l'amendement n° 34 du Gouvernement (élargissement des poursuites aux chefs d'établissement coupables d'infractions à l'interdiction de mise en service des équipements de travail et de moyens de protection ne répondant pas aux normes communautaires de sécurité) - Son amendement rédactionnel n° 21 ; adopté - **Art. 13** (*abaissement du seuil de création d'un CHSCT dans le secteur du bâtiment et des travaux publics*) (p. 2715) : s'oppose à l'amendement n° 60 de M. Hector Viron (possibilité pour l'inspection du travail d'imposer la création d'un comité dans toutes les entreprises ou établissements lorsque la situation l'exige) - **Après l'art. 14** : s'oppose à l'amendement n° 61 de M. Hector Viron (extension des compétences du CHSCT aux risques que fait courir à l'environnement l'activité de l'entreprise ou de l'établissement) - (p. 2716) : s'oppose aux amendements de M. Hector Viron n° 62 (élection des représentants du personnel au CHSCT) et n° 63 (attribution d'un crédit d'heures suffisant aux délégués du CHSCT qui représentent le personnel, pour exercer leur mandat) - **Art. 17** (*élargissement des cas de recours à un expert*) (p. 2717) : s'oppose à l'amendement n° 64 de M. Hector Viron (possibilité pour le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de faire appel à un expert) - Ses amendements, n° 22 : limitation de la procédure de recours à un expert par le CHSCT, aux seuls projets de modifications durables des conditions de travail ; n° 23 : l'expertise doit être faite dans le délai d'un mois ; ce délai peut être prolongé d'une durée équivalente pour tenir compte des nécessités de l'expertise ; le délai total ne peut

excéder deux mois ; adoptés ; et n° 24 : agrément des experts par le ministre chargé du travail ou par le ministre chargé de l'agriculture ; retiré - **Art. 18** (*formation des représentants du personnel au CHSCT*) (p. 2718) : son amendement n° 25 : limitation du caractère obligatoire du renouvellement de la formation aux seules entreprises de plus de 300 salariés, le renouvellement de la formation n'étant obligatoire dans les autres établissements que si les conditions d'hygiène et de sécurité ou les conditions de travail ont été profondément modifiées au cours de la période ; adopté - **Art. 20** (*indications portées sur les factures ou bons de livraison*) (p. 2719) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 66 de M. Hector Viron - **Art. 21** (*obligation pour les fabricants de fournir les informations nécessaires à l'appréciation des risques liés à des préparations dangereuses*) (p. 2720) : s'oppose à l'amendement n° 65 de M. Hector Viron (obligation pour l'organisme agréé de fournir au CHSCT toute information nécessaire et utile concernant des substances ou produits dangereux utilisés dans les entreprises) - **Après l'art. 25** : son amendement n° 26 : actualisation de l'article L. 231-1 du code du travail relatif aux hôpitaux et aux hospices ; adopté - **Intitulé** (p. 2721) : son amendement n° 67 : « projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail » ; adopté.

– **Projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi [n° 4 (91-92)]** - (5 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3461) : formation professionnelle continue - Accord interprofessionnel du 3 juillet 1991 - Système scolaire - (p. 3462) : formation en alternance - Apprentissage - Chômage - Mesures pour l'emploi - Economie - Le groupe de l'Union centriste suivra les conclusions de la commission - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3507) : le groupe de l'Union centriste votera ce projet de loi.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle - Services communs aux affaires sociales et au travail - (25 novembre 1991) - Rapporteur pour avis (formation professionnelle) - (p. 4218) : formation professionnelle - (p. 4219) : rapport de la commission de contrôle sur les conditions de fonctionnement de l'enseignement du second degré - Rapport « Greffe » - Apprentissage - Association nationale pour la formation professionnelle des adultes, AFPA - (p. 4220) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur les crédits de la formation professionnelle.

– **Projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transcription de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail** - *Deuxième lecture* **[n° 102 (91-92)]** - (9 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5133) : secteur du bâtiment et des travaux publics - Directives européennes - Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, CHSCT - Domaine de l'environnement - « Droit de réquisition » - Inspecteurs du travail - Accepte ce projet de loi sous réserve de l'adoption de ses amendements - **Art. 1er** (p. 5135) : son amendement rédactionnel n° 1 ; adopté - (p. 5136) : son amendement n° 2 : obligation pour les travailleurs de concourir à la demande de l'employeur ou des autorités compétentes au rétablissement de la sécurité ; adopté - **Art. 9** (p. 5139) : son amendement rédactionnel n° 5 ; adopté - S'oppose à l'amendement rédactionnel n° 13 du Gouvernement - (p. 5140) : accepte l'amendement n° 10 de M. Jean Chérioux (procédure de certification applicable à chaque type de travail et de moyen de protection) - **Après l'art. 14** (p. 5141) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Hector Viron (extension des compétences des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail à la prévention des risques que l'entreprise pourrait faire courir à l'environnement) - **Après l'art. 15** : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Hector Viron (élection des membres des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) - **Art. 17** (p. 5142) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Hector Viron (frais de justice consécutifs à la procédure de contestation intentée par l'employeur) - **Art. 18** (p. 5143) : accepte l'amendement n° 11 de M. Jean Chérioux (établissement de moins de 300 salariés) - **Art. 19 bis** (*élargissement des missions du CHSCT à la protection de l'environnement*) (p. 5144) : accepte l'amendement de précision n° 12 de M. Jean Chérioux - **Après l'art. 26** : s'oppose à l'amendement n° 6 du Gouvernement (entrée en vigueur de l'article 13).

– **Projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service** - *Deuxième lecture* **[n° 100 (91-92)]** - (9 décembre 1991) - **Seconde délibération - Art. 7 bis** (p. 5150) : se déclare opposé à l'amendement n° 1 du Gouvernement (rétablissement de l'article 7 bis tel qu'il a été adopté par l'Assemblée nationale en première lecture).

– **Projet de loi modifiant le tableau n° 7 annexé du code électoral relatif à l'effectif des conseils régionaux et à la répartition des sièges entre les départements** - *Deuxième lecture* **[n° 108 (91-92)]** - (9 décembre 1991) - **Après l'art. 1er bis** (p. 5154) : soutient l'amendement n° 1 de M. Michel Souplet (désignation des bureaux des conseils régionaux le second jeudi qui suit leur élection).

– **Projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi** - *Deuxième lecture* **[n° 114 (91-92)]** - (10 décembre 1991) - **Art. 44 bis** - (p. 5176) : se déclare favorable à l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 45** (p. 5177) : intervient sur les amendements de la commission n° 16 (dispositions relatives à l'embauche d'un premier salarié par les associations agréées) et n° 17, de coordination.

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 162 (91-92)]** - (16 décembre 1991) - **Après l'art. 17** (p. 5419) : soutient l'amendement n° 84 de M. Jean Cluzel (prise en compte du portage de la presse à domicile) - **Après l'art. 18** (p. 5421) : son amendement de coordination n° 49 ; réservé puis devenu sans objet - Son amendement n° 50 : distinction entre les institutions de retraite et les institutions de prévoyance ; retiré.

Suite de la discussion - (17 décembre 1991) - **Art. 21** (*indemnisation des personnes contaminées par le virus de l'immuno-déficience humaine à la suite de l'administration de produits sanguins*) (p. 5455) : se déclare favorable à l'amendement n° 10 de la commission saisie pour avis (précision relative au rôle des commissions d'indemnisation) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5463) : amendements - Avec le groupe de l'Union centriste, votera ce projet de loi.

– **Projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transcription de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* **[n° 211 (91-92)]** - (20 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5677) : droit de réquisition des salariés - Pouvoir de l'inspecteur du travail - (p. 5678) : rôle consultatif du CHSCT - Formation des représentants du personnel au CHSCT - Utilité des navettes - Souhaite l'adoption des conclusions de la CMP.

– **Projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* **[n° 210 (91-92)]** - (20 décembre 1991) - En remplacement de M. Louis Souvet, rapporteur - **Discussion générale** (p. 5681) : transposition dans la loi de dispositions du protocole d'accord relatif à l'assurance chômage signé par les partenaires sociaux - Exonération de charges sociales - Prise en charge des bilans de compétences - Clause de dédit-formation - (p. 5682) : demande l'adoption des conclusions de la CMP.

– **Projet de loi modifiant les articles 27, 28, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication** - *Nouvelle lecture* **[n° 220 (91-92)]** - (20 décembre 1991) - **Art. 1er** (*dispositions communes applicables aux secteurs public et privé de la communication audiovisuelle*) (p. 5701) : intervient contre l'amendement n° 1 de la commission (encadrement du pouvoir confié au CSA afin de moduler les obligations de diffusion des chaînes aux heures de grande écoute).

MADRELLE (Philippe), sénateur de la Gironde (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Jeunesse et sports - (24 novembre 1991) (p. 4191) : implantation d'équipements sportifs de proximité - Collectivités locales - Insertion sociale des jeunes dans la ville - Jeunesse - Sport - Création de mille points « info-jeunes » - Diminution de l'aide à la formation des animateurs et au développement de la vie associative - Absence de création de postes au Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire, FONJEP - Insuffisance des moyens accordés au Fonds national pour le développement de la vie associative, FNDVA - Contrats d'aménagement du temps de l'enfant - Jeux olympiques - Clubs sportifs - Associations sportives - Refonte des structures du Fonds national pour le développement du sport, FNDS - Loto sportif - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet de budget.

MALECOT (Kléber), sénateur du Loiret (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

– Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

MANET (Michel), sénateur de la Dordogne (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Economie, finances et budget - II - Services financiers - [n° 92 (91-92) tome 3 annexe 13]** (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Economie, finances et budget - II - Services financiers (et consommation) - (4 décembre 1991) - Rapporteur spécial (p. 4805) : modernisation du ministère - Préparation de l'échéance de 1993 - Politique active en faveur du personnel - Action sociale - Formation professionnelle - Modernisation des moyens de fonctionnement des services - Déconcentration - Amélioration du dialogue social - (p. 4806) : installation d'un conseil de prospective et d'évaluation - Rôle de la douane et de la Direction générale des impôts, DGI - Conséquence du marché unique sur le régime de la TVA - Au nom de la commission des finances, se déclare favorable à l'adoption du projet de budget des services financiers pour 1992.

MARCHAND (Philippe), *ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur.*

Puis nommé *ministre de l'intérieur* le 29 janvier 1991 (*JO* Lois et décrets du 30 janvier 1991).

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

Est nommé *ministre de l'intérieur* le 16 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 17 mai 1991).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service [n° **387 (90-91)**] (13 juin 1991) - **Accidents du travail.**

Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° **115 (91-92)**] (27 novembre 1991) - **Elections.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Henri Le Breton : **Elus locaux** (*Statut de l'élu*) (*JO* Débats du 19 avril 1991) (p. 564).

de M. Paul Alduy : **Immigration** (*Contrôle réel de l'immigration*) (*JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1878).

de M. Jean Grandon : **Sécurité publique** (*Missions de la Police nationale dans les banlieues*) (*JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1881).

de M. François Giacobbi : **Sécurité publique** (*Sécurité des personnes et des biens en Corse*) (*JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1883).

de M. Jacques Bellanger : **Sécurité publique** (*Modernisation de la police*) (*JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1885).

de M. Paul Girod : **Elections** (*Promotion publicitaire des collectivités locales en période préélectorale*) (*JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1889).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse [n° 98 (90-91)] - Discussion générale** (p. 61) : avenir de la Corse - Rôle de M. Pierre Joxe - Politique de développement - Patrimoine historique et culturel corse - (p. 62) : décentralisation - Schéma d'aménagement - Assemblée de Corse - Elargissement des compétences de la future collectivité territoriale - Renforcement de l'exécutif - (p. 63) : démocratie locale - Régime électoral - Refonte des listes électorales corses - Régime fiscal - Transports - Aménagement du territoire - Budget de la collectivité territoriale - Offices - (p. 64) : décentralisation - « Peuple corse » - Indivisibilité de la République française et du peuple français - (p. 71) : amnistie de 1989 - (p. 72) : conditions de préparation du projet de loi.

– **Rappel au règlement de M. Yves Guéna** - (21 mars 1991) (p. 102) : saisira le Premier ministre et le ministre des départements et territoires d'outre-mer afin d'apporter une réponse - (p. 105) : le Gouvernement n'a été saisi d'aucune demande de remise de dettes émanant du gouvernement du territoire de la Polynésie française.

– **Projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse [n° 98 (90-91)] - Suite de la discussion** - (21 mars 1991) - Discussion générale (p. 102) : violence et insécurité en Corse - Refonte des listes électorales - (p. 103) : enquêtes d'opinion - Rapport du président de la commission des lois - Lois de décentralisation de 1982 - Institutions de la collectivité territoriale de Corse - Régime électoral - « Peuple corse » - (p. 104) : transports - Développement économique - Constitutionnalité - **Art. 1er** (*consécration juridique de la notion de « peuple corse composante du peuple français »*)

(p. 108, 109, 110) : s'oppose à l'amendement n° 1 de la commission (suppression de la référence à la notion de « peuple corse » et mention de la région de Corse) et demande le retrait de l'amendement n° 109 de M. Robert Pagès (intégration du « peuple corse » à la nation française) - **Art. 2** (*institution d'une collectivité territoriale à statut spécifique, en application de l'article 72 de la Constitution*) (p. 116) : s'oppose aux amendements n° 2 de la commission (remplacement des mots « collectivité territoriale de Corse » par les mots « région Corse », et suppression du conseil exécutif de Corse) et n° 110 de M. Robert Pagès (suppression du conseil exécutif de Corse) - **Art. 7** (*composition et régime électoral de l'Assemblée de Corse*) - *Art. L. 364 du code électoral (composition de l'Assemblée de Corse et durée du mandat de ses membres)* (p. 119) : s'oppose à l'amendement n° 111 de M. Robert Pagès (augmentation du nombre de membres de l'Assemblée de Corse) - (p. 120) : s'oppose à l'amendement rédactionnel n° 3 de la commission - *Art. L. 365 (mode de scrutin)* : s'oppose à l'amendement n° 112 de M. Robert Pagès (choix du mode de scrutin dit « de la proportionnelle intégrale » pour l'élection des conseillers de Corse) - (p. 121, 122) : s'oppose à l'amendement n° 4 de la commission (octroi de huit sièges au titre de la prime majoritaire prévue par le mode de scrutin) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de la commission n° 5 (suppression de la référence au conseil exécutif de Corse) et n° 6 (suppression de l'incompatibilité entre le mandat de conseiller à l'Assemblée de Corse et de conseiller général) - *Art. L. 373 (déclarations de candidature)* (p. 123, 124) : s'oppose à l'amendement n° 7 de la commission (mise en place d'un seuil de fusionnement des listes au second tour) - *Art. L. 379 (opérations de vote) : accepte l'amendement rédactionnel n° 8 de la commission - S'oppose à l'amendement n° 113 de M. Robert Pagès (désignation d'un représentant à la commission par chaque liste)* - **Art. 8** (*limitation du cumul des mandats électifs*) (p. 125) : accepte l'amendement rédactionnel n° 9 de la commission - **Art. 15** (*siège de l'Assemblée de Corse et réunion de plein droit après son élection*) (p. 127) : s'oppose à l'amendement n° 91 de M. Paul d'Ornano (modification du jour fixé pour la réunion de plein droit), et sur cet amendement, au sous-amendement n° 190 de la commission - **Art. 16** (*réunions de l'Assemblée de Corse*) (p. 128) : accepte l'amendement n° 10 de la commission (cas où le jour d'ouverture de la session est un jour férié) et s'oppose aux amendements de la commission n° 11 (conditions de convocation de sessions extraordinaires) et n° 12 (suppression de l'organisation de la vacance du siège du président du conseil exécutif) - **Art. 17** (*publicité des débats de l'Assemblée de Corse*) : accepte l'amendement n° 13 de la commission (suppression de la référence aux conditions de validité des délibérations de l'Assemblée) - **Après l'art. 17** : accepte l'amendement n° 14 de la commission (conditions de validité des délibérations de l'Assemblée) - **Art. 19** (*élection du président de l'Assemblée de Corse*) : s'oppose à l'amendement n° 15 de la commission (organisation de la vacance du siège du président de l'Assemblée) - **Art. 19 bis** (*élection des membres du bureau de l'Assemblée de Corse*) (p. 129) : s'oppose aux amendements n° 16 de la commission (choix de la représentation proportionnelle avec répartition des sièges au plus fort reste) et n° 114 de M. Robert Pagès (choix de la représentation proportionnelle avec répartition des sièges au plus fort reste) - **Art. 22** (*règlement intérieur*) (p. 130, 131) : s'oppose à l'amendement n° 119 de M. Robert Pagès (garantie du respect du pluralisme et de la proportionnelle dans les différentes instances de l'Assemblée) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 17 de la commission - **Art. 23** (*compétences de l'Assemblée*) : s'oppose à l'amendement n° 18 de la commission (suppression de la référence au mécanisme de contrôle du conseil exécutif) et aux amendements de M. Robert Pagès n° 120 (suppression de la référence au mécanisme de contrôle du conseil exécutif), n° 121 (élaboration du plan de développement et du schéma d'aménagement de la Corse par l'Assemblée de Corse) et n° 122 (transfert de la totalité des compétences à l'Assemblée de Corse) - **Art. 24** (*consultation et pouvoir de proposition de l'Assemblée*) (p. 132) : s'oppose à l'amendement n° 19 de la commission (conséquences de la suppression du conseil exécutif) - **Art. 25** (*dissolution de l'Assemblée*) : s'oppose aux amendements identiques n° 20 de la commission et n° 125 de M. Robert Pagès (conséquences de la suppression du conseil exécutif) - **Avant l'art. 26** : s'oppose à l'amendement n° 126 de M. Robert Pagès (suppression de la division « Chapitre II » et de son intitulé « de l'exécutif ») - **Art. 26** (*compétences du conseil exécutif*) (p. 133) : s'oppose à l'amendement n° 21 de la commission (pouvoir exécutif de l'Assemblée de Corse confié à son président et modifications consécutives) - **Art. 27** (*composition du conseil exécutif*) (p. 134) : s'oppose à l'amendement n° 22 de la commission (mise en place de la commission exécutive) - **Avant l'art. 28** (p. 135) : s'oppose à l'amendement n° 23 de la commission (modification de l'intitulé de la section 1 du chapitre II du titre Ier) - **Art. 28** (*élection du conseil exécutif*) : s'oppose à l'amendement n° 24 de la commission (dispositions concernant la commission exécutive) - **Art. 29** (*vacance du siège d'un conseiller exécutif autre que le président*) : s'oppose à l'amendement n° 25 de la commission (dispositions concernant la vacance d'un siège de la commission exécutive) - **Art. 30** (*vacance du siège du président du conseil exécutif*) (p. 136) : s'oppose à l'amendement n° 26 de la commission (dispositions concernant la vacance du siège du président de l'Assemblée de Corse) - **Avant l'art. 31** : s'oppose à l'amendement n° 27 de la commission (modification de l'intitulé de la section II du chapitre II du titre Ier) - **Art. 31** (*pouvoirs du président du conseil exécutif*) : s'oppose à l'amendement n° 28 de la commission (suppression des délégations au conseil exécutif) - **Art. 32** (*rapport annuel présenté à l'Assemblée*) (p. 137) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 29 de la commission (rétablissement du conseil de la culture, de l'éducation et du cadre de vie) et s'oppose à l'amendement n° 128 de M. Robert Pagès (vote de l'Assemblée de Corse sur le rapport d'activité de son président) - **Art. 34** (*arrêtés pris par le président du conseil exécutif*) : s'oppose à l'amendement n° 30 de la commission (pouvoir réglementaire du président de l'Assemblée de Corse) - **Après l'art. 34** (p. 138) : s'oppose à l'amendement n° 31 de la commission (suppression de la division « Section 3 » et de son intitulé) - **Art. 35** (*accès aux séances de l'Assemblée*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 32 de la commission - **Art. 36** (*mise en jeu de la responsabilité du conseil exécutif*) (p. 139) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 33 de la commission - **Art. 37** (*rapport spécial et ordre du jour*) (p. 140) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 34 de la commission - **Art. 38** (*adoption du budget*) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 35 de la commission - **Art. 39** (*mesures prises en application des délibérations de l'Assemblée*) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 36 de la commission - **Art. 40** (*contrôle de légalité*) : s'oppose aux amendements identiques de coordination, n° 37 de la commission et n° 130 de M. Robert Pagès - **Art. 41** (*contrôle budgétaire*) (p. 141, 142 et 143) : sur les amendements de la commission saisie pour avis, accepte l'amendement n° 70 (contrôles effectués par la chambre régionale des comptes) et rejette les amendements n° 71 (suppression de la faculté donnée à la chambre régionale des comptes de procéder à des vérifications sur demande du représentant de l'Etat ou de la collectivité territoriale) et n° 72 (saisine de la chambre régionale des comptes) - Rejette l'amendement de coordination n° 131 de M. Robert Pagès - **Après l'art. 41** (p. 144) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 38 de la commission (modification de l'intitulé du chapitre IV du Titre Ier) - **Art. 42** (*effectif du conseil économique, social et culturel de Corse*) ; s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 39 de la commission (effectifs du conseil économique et social de Corse et du conseil de la culture, de l'éducation et du cadre de vie de Corse) et s'oppose à l'amendement de coordination n° 132 de M. Robert Pagès - **Après l'art. 42** (p. 145) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 40 de la commission (règles de fonctionnement interne des conseils consultatifs) et s'oppose à l'amendement n° 41 de la commission (organismes représentés au sein des conseils consultatifs) - **Art. 43** (*attributions du conseil économique et social*) (p. 146) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 42 de la commission (rétablissement du conseil économique et social) et accepte les amendements de la commission n° 43 (consultation du conseil économique et social) et n° 44 (champs de compétences du conseil économique et social) - S'oppose à

l'amendement de coordination n° 133 de M. Robert Pagès - **Art. 44** (*attributions du conseil de la culture, de l'éducation et du cadre de vie Corse*) (p. 147) : s'oppose à l'amendement n° 45 de la commission (rétablissement du conseil de la culture et modifications consécutives) - **Art. 45** (*réunion conjointe des conseils consultatifs*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 46 de la commission (rétablissement de l'article dans une rédaction différente) - **Art. 46** (*attributions du représentant de l'Etat*) (p. 148) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 47 de la commission - **Art. 47** (*rapport sur l'activité des services de l'Etat*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 136 de M. Robert Pagès (débat de plein droit de l'Assemblée sur le rapport spécial présenté par le représentant de l'Etat) - **Art. 49** (*carte scolaire des établissements d'enseignement secondaire*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 48 de la commission - **Art. 51** (*enseignement supérieur*) (p. 149, 150) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 187 de la commission (référence à la politique nationale de l'enseignement supérieur) et s'oppose à l'amendement n° 49 de la commission (suppression du pouvoir de blocage de l'Université de Corse) ainsi qu'aux amendements de M. Robert Pagès, n° 137 (pouvoir de proposition du bureau de l'Assemblée de Corse) et n° 138 (accroissement du rôle de l'Université de Corse) - **Art. 52** (*activités éducatives complémentaires et enseignement de la langue et de la culture corses*) (p. 151, 152) : s'oppose aux amendements de la commission, n° 50 de coordination, et n° 51 (caractère facultatif des cours de langue corse), ainsi qu'aux amendements de M. Robert Pagès, n° 141 (organisation d'un débat à l'Assemblée de Corse sur le statut de co-officialité entre le français et la langue corse) et n° 142 (établissement par l'Assemblée de Corse d'un statut de co-officialité entre le français et la langue corse) - **Art. 54** (*compétences de la collectivité territoriale de Corse dans le domaine de la communication audiovisuelle*) (p. 153) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 144 de M. Robert Pagès (représentation des différents courants d'opinion) - (p. 154) : accepte l'amendement n° 108 de M. Marcel Rudloff (réalisation d'échanges avec l'étranger dans le secteur audiovisuel) - **Art. 55** (*compétences culturelles de la nouvelle collectivité territoriale*) : accepte l'amendement n° 52 de la commission (consultation des départements) - **Art. 56** (*compétences de la nouvelle collectivité territoriale dans le domaine de l'environnement*) : accepte l'amendement de coordination n° 53 de la commission - **Après l'art. 56** (p. 155) : projet de création d'un conseil des sites.

Suite de la discussion - (22 mars 1991) - **Art. 58** (*schéma d'aménagement de la collectivité territoriale de Corse*) - *Art. L. 144-5 du code de l'urbanisme* (*opposabilité du schéma d'aménagement de la Corse*) (p. 165) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 150 de M. Robert Pagès et à l'amendement n° 188 de la commission (suppression de l'obligation rétroactive de mise en conformité des documents d'urbanisme existants avec le nouveau schéma d'aménagement) - *Art. L. 144-6* (*composition du conseil des sites de Corse*) (p. 166) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 54 de la commission (présence des représentants de la région et des départements de Corse dans le Conseil des sites de Corse) - **Art. 58 bis** (*création d'une ressource fiscale nouvelle affectée à un fonds d'intervention pour l'aménagement de la Corse*) (p. 167) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 151 de M. Robert Pagès et à l'amendement n° 73 bis de la commission saisie pour avis (alimentation du fonds d'aménagement et de développement de la Corse par une taxe sur l'hébergement touristique) - **Après l'art. 58 bis** (p. 169, 170) : s'oppose à l'amendement n° 74 de la commission saisie pour avis (dégrèvement de 50 % de la taxe professionnelle pour les entreprises corses pendant cinq ans) - (p. 171, 172) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 170 de M. Etienne Dailly (incitations fiscales à l'investissement en Corse) - **Art. 59** (*aides de la collectivité territoriale au développement économique*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 75 bis de la commission saisie pour avis - S'oppose aux amendements identiques de coordination n° 175 de la commission et n° 152 de M. Robert Pagès, ainsi qu'à l'amendement n° 76 de la commission saisie pour avis (constitution possible par la région Corse de fonds de développement auprès de plusieurs établissements de capital-risque) - **Après l'art. 59** (p. 173) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 153 de M. Robert Pagès (comité de coordination) - **Art. 60** (*propositions relatives au régime fiscal spécifique de la Corse et aux dispositions destinées à faciliter la sortie de l'indivision*) (p. 174) : s'oppose à l'amendement n° 77 de la commission saisie pour avis (fonctionnement et mission de la commission paritaire Etat-région de Corse), et sur cet amendement au sous-amendement n° 192 de la commission (intervention d'un représentant de chacun des départements de Corse) - **Après l'art. 60** (p. 175, 176) : sur les amendements de M. Robert Pagès, s'oppose au n° 155 (publicité concernant l'utilisation des fonds destinés aux aides économiques) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 156 (mise en place d'un comité régional des prix) - **Art. 62** (*office du développement agricole et rural de Corse*) (p. 177) : s'oppose à l'amendement n° 56 de la commission (désignation de son directeur par le président de l'Assemblée de Corse) - **Art. 63** (*office territorial d'équipement hydraulique*) : s'oppose à l'amendement n° 57 de la commission (désignation de son directeur par le président de l'Assemblée de Corse) - **Après l'art. 63** : s'oppose à l'amendement n° 159 de M. Robert Pagès (mise en place d'un comité consultatit de l'eau) - **Art. 64** (*représentation des organisations professionnelles agricoles et des organisations syndicales au sein des deux offices, ODARC et OEHC*) (p. 178) : s'oppose à l'amendement n° 58 de la commission (désignation de la majorité des membres du conseil d'administration des deux offices par l'Assemblée de Corse) - **Art. 65** (*dotation aux offices territoriaux agricoles*) : accepte l'amendement n° 78 de la commission saisie pour avis (clarification des missions et du fonctionnement des deux offices) - **Art. 65 bis** (*création d'une institution spécialisée en matière de développement touristique de l'île*) (p. 179) : accepte les amendements de coordination de la commission n° 59 et n° 60 - **Art. 66** (*compétences de la collectivité territoriale de Corse en matière de logement*) : accepte l'amendement de coordination n° 61 de la commission - **Art. 68** (*mise en oeuvre du principe de continuité territoriale : transports maritimes et aériens*) (p. 181, 182) : s'oppose aux amendements de M. Robert Pagès n° 161 (service public de transport entre la Corse et le continent), n° 162 (répartition de l'enveloppe de continuité territoriale) et n° 163 (concession à des compagnies publiques), ainsi qu'à l'amendement n° 180 de la commission (pouvoir de concession accordé à la collectivité territoriale) - Sur les amendements de la commission saisie pour avis, accepte, les n° 79 et n° 81 rédactionnels, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 80 (maîtrise des prix du transport par la collectivité territoriale) et s'oppose au n° 82 (fixation des conditions d'exploitation par la collectivité territoriale) - **Art. 69** (*statut et compétences de l'office des transports de la Corse*) (p. 184 à 185) : s'oppose aux amendements de la commission n° 181 (désignation du directeur de l'office par le président de l'Assemblée de Corse) et n° 182, de coordination, ainsi qu'à l'amendement n° 165 de M. Robert Pagès (composition et mission de l'office des transports) - Sur les amendements de la commission saisie pour avis, accepte le n° 83 (possibilité pour l'office de se faire communiquer les comptes des compagnies) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 84 (présence de représentants des départements de Corse) - **Art. 70** (*transfert à la collectivité territoriale de Corse de la voirie nationale*) (p. 186, 187) : s'oppose à l'amendement n° 85 de la commission saisie pour avis (subordination du transfert de la voirie nationale à une décision de la collectivité territoriale) - **Art. 72** (*compétences de la collectivité territoriale de Corse en matière d'énergie*) (p. 188) : s'oppose à l'amendement n° 166 de M. Robert Pagès (établissement d'un rapport d'information sur la réalisation d'un gazoduc en Corse par le conseil économique, social et culturel de Corse) - **Art. 73** (*ressources et compensation de charges*) (p. 189) : sur les amendements de la commission saisie pour avis, accepte l'amendement n° 89 (document retraçant l'évolution du montant des ressources spécifiques attribuées à la région Corse) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 87 (dotation de continuité territoriale), et de coordination n° 86 et n° 88 - **Art. 75** (*principe de transfert des droits*

de consommation sur les alcools) (p. 190) : sur l'amendement n° 90 de la commission saisie pour avis (droit de consommation sur les alcools et généralisation du régime d'acquit à caution pour la vente d'alcools destinés à la consommation en Corse) ; son sous-amendement n° 193 : suppression de la généralisation du régime d'acquit à caution ; rejeté - **Art. 76** (*mise à disposition des services de l'Etat participant à l'exercice des compétences transférées*) : accepte l'amendement n° 62 de la commission (statut des personnels exerçant les compétences transférées) - **Art. 78** (*inéligibilités spécifiques*) (p. 191) : s'oppose aux amendements identiques de coordination n° 63 de la commission et n° 167 de M. Robert Pagès - **Art. 79** (*conditions d'application à la collectivité territoriale de Corse des règles relatives à la fonction publique territoriale*) : s'oppose aux amendements identiques de coordination n° 64 de la commission et n° 168 de M. Robert Pagès - **Art. 80** (*refonte des listes électorales*) (p. 193 à 196) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 65 de la commission et à l'amendement n° 169 de M. Robert Pagès (cas des électeurs nés dans la commune, inscrits lors de leur majorité électorale et étant partis depuis) - **Art. 82** (*dates respectives d'entrée en vigueur des diverses dispositions de la loi*) (p. 198) : accepte les amendements de la commission, n° 66 de coordination et n° 67 rédactionnel - **Art. 84** (*substitution de la nouvelle collectivité territoriale de Corse à l'actuelle région de Corse*) : s'oppose à l'amendement rédactionnel n° 68 de la commission - **Intitulé** : s'oppose à l'amendement n° 69 de la commission (« Projet de loi portant statut de la région de Corse ») - **Sur l'ensemble** (p. 200, 201) : intérêt du débat - Défense du statut de 1982 par le Sénat - Logique du progrès soutenue par le Gouvernement.

Nouvelle lecture [n° **263 (90-91)**] - (11 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 428) : difficultés de la Corse - Volonté gouvernementale de modernisation des institutions locales - Défense du statut de 1982 par le Sénat - Spécificité corse - Principe d'égalité des citoyens devant la loi - (p. 429) : réforme institutionnelle - Dialogue du Gouvernement avec les élus - Débat public sur les options du développement de la Corse - Engagement de l'Etat en Corse - (p. 432) : affaires judiciaires corses - (p. 438) : avis du Conseil d'Etat - Légalisation du « peuple corse » - Saisine du Conseil constitutionnel - Présentation ultérieure de la réforme fiscale - Mode de scrutin - Service public des transports - (p. 439) : défense du projet de loi - Avenir de la Corse - (p. 440) : rencontre de M. Pierre Joxe avec tous les élus corses - Absence d'engagement de la part de M. Pierre Joxe et de lui-même - (p. 441) : enseignement et étude de la langue corse.

– **Projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service** [n° **387 (90-91)**] - (9 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2760) : catégories de sapeurs-pompiers - Effectifs - Rôle de l'Etat et des collectivités locales - (p. 2761) : institution du service national chez les sapeurs-pompiers - Services d'aide médicale urgente, SAMU - Protection sociale - Accidents du travail - (p. 2762) : indemnités journalières - Incapacité permanente - (p. 2770) : compensation des charges nouvelles - Décentralisation - (p. 2771) : incapacité permanente - Transfert des charges - Disponibilité - (p. 2772) : incendies de forêts - Coût de la réforme - (p. 2773) : lutte contre les incendies de forêts - Intercommunalité - Indemnités journalières - Sapeurs-pompiers professionnels - **Art. 1er** (*droits fondamentaux du sapeur-pompier volontaire en cas d'accident ou de maladie liés au service*) (p. 2774) : demande le retrait de l'amendement n° 12 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (extension des avantages aux sapeurs-pompiers se rendant ou revenant de leur service) - Accepte l'amendement n° 1 de la commission (gratuité des soins) - **Après l'art. 1er** : s'oppose aux amendements n° 13 (régime d'indemnisation des sapeurs-pompiers volontaires) et n° 14 (garantie d'emploi des sapeurs-pompiers volontaires) de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 2** (*paiement des soins par le service départemental d'incendie et de secours*) (p. 2775) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (principe de libre choix des auxiliaires médicaux par les sapeurs pompiers volontaires) et s'oppose à l'amendement n° 15 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (gratuité des soins pour les sapeurs pompiers volontaires) - **Art. 3** (*prise en charge des frais d'hospitalisation dans les établissements privés conventionnés*) (p. 2776) : accepte l'amendement de précision n° 3 de la commission - **Art. 6** (*service débiteur des soins médicaux, de l'indemnité journalière et des frais funéraires*) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 4, rédactionnel et s'oppose au n° 5 (reprise de la définition de l'accident ouvrant droit à la gratuité des soins) - **Art. 7** (*remboursement par l'assurance maladie*) (p. 2777) : demande le retrait de l'amendement n° 16 de Mme Fraysse-Cazalis (modalités de remboursement des indemnités journalières) et accepte l'amendement rédactionnel n° 6 de la commission - **Après l'art. 7** (p. 2778) : s'oppose à l'amendement n° 17 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (participation de l'Etat au financement d'indemnisation des prestations en nature et à celui des indemnités journalières) - **Art. 8** (*allocation d'invalidité*) : s'oppose à l'amendement n° 18 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (harmonisation de l'indemnisation de l'invalidité) - **Art. 10** (*procédures d'attribution de l'allocation et de la rente d'invalidité*) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 7 (point de départ du nouvel examen du taux d'invalidité indemnisable et attribution du titre définitif) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 8 (suppression du dernier alinéa de l'article 10 excluant toute révision en cas d'attribution définitive) - **Art. 12** (*capital-décès*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 19 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (possibilité pour les ayants cause d'un sapeur pompier volontaire de bénéficier de l'indemnité) - **Art. 14** (*charges financières des prestations d'invalidité et des avantages et indemnités dus aux ayants cause*) : s'oppose à l'amendement n° 20 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (alignement des prestations attribuées aux sapeurs pompiers volontaires sur celles qui résultent du régime accordé pour les accidents du travail) - **Art. 16** (*coordinations - Intitulé de la section 6 du chapitre 1er du titre VIII du livre III du code de la sécurité sociale - Art. L. 381-25 du code de la sécurité sociale*) (p. 2780) : accepte l'amendement rédactionnel n° 9 de la commission - **Art. 17** (*dispositions particulières pour les sapeurs pompiers volontaires ayant la qualité de fonctionnaire*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 21 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (délai du choix du régime d'indemnisation) - **Art. 18** (*interdiction pour les collectivités locales d'accorder des avantages supplémentaires pour l'indemnisation des risques couverts par le présent texte*) (p. 2781) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de précision n° 10 de la commission - **Art. 19** (*abrogation pour coordination de plusieurs articles du code des communes*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 11 de la commission.

– **Conférence des présidents** - (24 octobre 1991) (p. 3186, 3187) : organisation des travaux du Sénat.

– **Projet de loi modifiant le tableau n° 7 annexé du code électoral relatif à l'effectif des conseils régionaux et à la répartition des sièges entre les départements** [n° **7 (91-92)**] - (24 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3187, 3188) : répartition des sièges de conseillers régionaux - Région d'Ile-de-France - Egalité des suffrages - Urnes transparentes - (p. 3192) : nombre de conseillers régionaux - Mandats locaux - Indemnité des conseillers régionaux - Région du Limousin - (p. 3193) : mode de scrutin - **Art. 1er et tableau annexé** (*effectif des conseils régionaux et répartition des sièges entre les départements*) (p. 3195) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Jacques-Richard Delong (représentation au sein de l'effectif global du conseil régional au moins égale à dix conseillers régionaux pour tout département) - **Art. 1er bis** (*utilisation d'urnes non transparentes*) (p. 3196) : urnes transparentes - Participation de l'Etat.

– **Conclusions du rapport de M. Christian Bonnet**, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** (n° 25 rectifié, 91-92) **de M. Paul Masson, tendant à clarifier la rédaction de l'article L. 52-1 du code électoral, relatif aux campagnes de promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion des collectivités locales** [n° **84 (91-92)**] - (18 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3821, 3822) : interdiction des campagnes de publicité institutionnelle financées par les collectivités locales en période électorale - Groupement de collectivités locales - Compte de campagne - Mention des dépenses de promotion publicitaire institutionnelle de la collectivité effectuées par des organismes pri-

vés au compte de campagne du candidat - Le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat - **Art. unique** (*nouvelle rédaction du second alinéa de l'article L. 52-1 du code électoral relatif aux campagnes de promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion des collectivités locales*) (p. 3823) : accepte l'amendement n° 1 de M. Paul Masson (référence au groupement de collectivités).

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Intérieur - (2 décembre 1991) (p. 4619) : conjoncture internationale - Flux migratoires - Augmentation des crédits - Collectivités locales - (p. 4620) : dépenses de personnels - Modernisation - Préfectures - Déconcentration - Arrondissements ruraux - Sous-préfectures - Administration territoriale - (p. 4621) : rapprochement des services - Racisme et antisémitisme - Accueil dans les préfectures - Informatique - Investissements immobiliers - Emplois - (p. 4622) : collectivités locales - Universités - Réduction pour embauche et investissement, REI - Dotation de compensation de la taxe professionnelle, DCTP - Statut des fonctionnaires territoriaux - (p. 4623) : communes rurales - Décentralisation - Sécurité intérieure - Lutte contre le terrorisme - Manifestations - Banlieues - Police urbaine en milieu scolaire - (p. 4624) : lutte contre la criminalité - Accidents de la route - Police municipale - Grande délinquance financière - Trafic de stupéfiants - Coopération internationale - Contrôle des flux migratoires - (p. 4625) : répression du travail clandestin - Départementalisation de la police nationale - Effectifs - (p. 4626) : politique indemnitaire - Statut des sapeurs-pompiers - Lutte contre les feux de forêts.

– Projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service - *Deuxième lecture* **[n° 100 (91-92)]** - (9 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5145) : protection sociale - Données chiffrées - Collectivités locales - Incapacité temporaire des sapeurs-pompiers blessés en service - **Art. 5 bis** (*détermination du service liquidateur*) (p. 5147) : accepte l'amendement de conséquence n° 1 de la commission - **Art. 7 bis** (*participation financière de l'Etat*) : invoque l'article 40 de la Constitution contre l'amendement n° 2 de la commission (participation pour moitié de l'Etat au règlement des dépenses qui ne sont pas prises en charge par l'assurance maladie) - (p. 5148) : son amendement n° 10 : suppression des deuxième et troisième alinéas de cet article ; adopté - **Art. 14 bis** (*dispense de droit*) : accepte l'amendement de suppression n° 4 de la commission - **Art. 16** : accepte l'amendement n° 5 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 17** (p. 5149) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 6 de la commission (suppression du dernier alinéa de cet article relatif au droit d'option des ayants cause) - **Art. 19** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 7 de la commission - **Seconde délibération** : demande une seconde délibération sur l'article 7 bis - **Art. 7 bis** (p. 5150) : son amendement n° 1 : rétablissement de l'article 7 bis tel qu'il a été adopté par l'Assemblée nationale en première lecture ; rejeté.

– Projet de loi modifiant le tableau n° 7 annexé du code électoral relatif à l'effectif des conseils régionaux et à la répartition des sièges entre les départements - *Deuxième lecture* **[n° 108 (91-92)]** - (9 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5151) : discussion en première lecture - Répartition des sièges - Evolutions démographiques - Décision du Conseil constitutionnel.

– Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 115 (91-92)] - (19 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5620) : répartition du corps électoral dans les départements votant à la proportionnelle - Réforme des collèges électoraux - Universalité et égalité du suffrage - Représentation des collectivités territoriales - (p. 5621) : représentation des communes - (p. 5622) : zones rurales - Réforme électorale municipale de 1982 - délégués des conseils municipaux - Représentation proportionnelle dans les départements élisant plus de trois sénateurs - Représentativité du Sénat - (p. 5623) : grand conseil des communes de France - Opposition entre rural et urbain - Procédure et calendrier d'examen du projet de loi.

MARTIN (Hubert), sénateur de la Meurthe-et-Moselle (UREI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

– Membre suppléant de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

Membre suppléant du Conseil national de la cinématographie.

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 **[n° 91 (91-92)]** considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Environnement - [n° 93 (91-92) tome 3]** (19 novembre 1991).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 18 octobre 1991) (p. 2982) - Ministère : Industrie - *Suppression d'emplois dans le secteur sidérurgique* - **Sidérurgie.**

INTERVENTIONS

– Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux [n° 346 (90-91)] - (16 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2928) : fermeture des mines de fer du bassin lorrain : conséquences de l'arrêt du pompage des eaux d'exhaure sur la nappe phréatique et les cours d'eau ainsi que sur le réseau de distribution d'eau potable.

– Conclusions du rapport de M. Marcel Daunay, fait au nom de la commission des affaires économiques et du Plan, **sur sa proposition de résolution** (n° 396, 90-91), déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à la création d'une commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées [n° 27 (91-92)]** - (13 novembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3704) : fromages d'appellation d'origine contrôlée, AOC - Votera la proposition de résolution.

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Affaires sociales et intégration - Economie sociale - (25 novembre 1991) (p. 4265) : infirmières - Assurance maladie - Gestion de l'hôpital - (p. 4266) : mesures en faveur des handicapés - Avec le groupe de l'UREI, rejettera ce projet de budget.

Environnement - (30 novembre 1991) - Rapporteur pour avis (p. 4580) : dégradation du littoral ; bétonnage - (p. 4581) : insuffisance des crédits du Conservatoire du littoral : politique d'acquisition de terrains ; entretien - Insuffisante maîtrise de l'urbanisation : prévention de l'installation d'équipements surdimensionnés ; déplacement nécessaire de la responsabilité de la commune à celle de la région - Rôle de la dotation globale de fonctionnement, DGF : demande la prise en compte de critères environnementaux - Avis favorable de la commission des affaires culturelles, sous réserve de l'adoption de son amendement proposant l'extension de la dation en paiement des droits de succession pour certains sites littoraux - **Après l'art. 65** (p. 4593) : son amendement n° II-30 : extension du système de la dation en paiement des droits de succession aux terrains dont la protection du littoral justifie la conservation en l'état ; adopté.

Affaires étrangères - (5 décembre 1991) (p. 4874, 4875) : développement des relations franco-hongroises.

MASSERET (Jean-Pierre), sénateur de la Moselle (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

Membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre titulaire du Conseil national du crédit.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 83-557 du 1er juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (28 mai 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (26 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1991 (17 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes, instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes (5 avril 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à accorder le droit de vote aux ressortissants étrangers, pour les élections municipales dans leur commune de résidence [n° **13 (89-90)**] (13 octobre 1989) - Reprise par ses auteurs le 11 avril 1991 - **Elections**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à accorder le droit de vote aux ressortissants étrangers, pour les élections municipales dans leur commune de résidence [n° **14 (89-90)**] (13 octobre 1989) - Reprise par ses auteurs le 11 avril 1991 - **Elections.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Equipement, logement, transports et espace** - II - Transports - 1 - Transports terrestres - [n° **92 (91-92) tome 3 annexe 22**] (19 novembre 1991)

INTERVENTIONS

- Projet de loi modifiant la loi n° 83-557 du 1er juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance [n° **316 (90-91)**] - (28 mai 1991) - **Art. 1er B** (*missions des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 1097) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 3 de la commission - **Art. 1er** (*définition du périmètre du réseau des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 1099) : son amendement n° 49 : affiliation au réseau des établissements constitués en associations avec la Caisse des dépôts et consignations ; devenu sans objet - **Art. 1er bis** (*dévolution des droits et obligations des sociétés régionales de financement, SOREFI*) (p. 1101) : sur l'amendement n° 7 de la commission (disparition obligatoire des sociétés régionales de financement et récupération par la Caisse des dépôts et consignations du montant de ses apports assortis d'une juste rémunération), ses sous-amendements n° 61 ; adopté ; et n° 62 ; retiré - **Art. 2** (*Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 1107) : sur l'amendement n° 11 de la commission (composition et modes de désignation du conseil de surveillance du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance), ses sous-amendements n° 47 et n° 48 ; rejetés - **Art. 4 bis** (*composition des conseils d'orientation et de surveillance et désignation de leurs membres*) (p. 1115) : son amendement n° 50 : élection des membres représentant les déposants au scrutin de liste à la proportionnelle par les membres des conseils consultatifs de la caisse ; rejeté.

- Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier - *Nouvelle lecture* [n° **436 (90-91)**] - (2 juillet 1991) - **Discussion générale** (p. 2383) : société libérale avancée et sauvage - Société sociale démocrate - Croissance économique insuffisante - Préserver l'avenir - Prix contenus - Inflation maîtrisée - Déficit raisonnable - Franc fort - Epargne protégée - Gain de productivité - Harmonisation de la TVA - (p. 2384) : prélèvement sur le PMU au bénéfice de la ville de Paris - Dissolution de la Caisse de consolidation et de mobilisation des crédits à moyen terme, CACOM - **Question préalable** (p. 2386) : se déclare opposé à la motion n° 1 de la commission tendant à opposer la question préalable.

- Projet de loi de finances pour 1992 [n° **91 (91-92)**].

Discussion générale :

(19 novembre 1991) (p. 3852) : économie française - Solidarité - Manifestations - (p. 3853) : protection sociale - Exemple des Etats-Unis - Dépenses de santé - Communauté économique européenne, CEE - Dépenses sociales - (p. 3854) : emploi.

Discussion des articles de la première partie :

(20 novembre 1991) - **Après l'art. 2** (p. 3905) : soutient l'amendement n° I-204 de M. Guy Penne (détermination de la résidence principale des Français domiciliés hors de France).

Suite de la discussion - (22 novembre 1991) - **Seconde délibération - Art. 32 bis A** (p. 4071) : se déclare favorable à l'amendement n° A-5 du Gouvernement (nouvelle rédaction relative au fonds de compensation pour la TVA).

Deuxième partie :

Economie, finances et budget - III - Industrie - (22 novembre 1991) (p. 4110, 4111) : avec le groupe socialiste, votera ce projet de budget - Sidérurgie - Houillères du bassin de Lorraine - Chimie.

Equipement, logement, transports et espace - II - Transports intérieurs ; 1 - Transports terrestres (et voies navigables) ; 2 - Routes ; 3 - Sécurité routière - (6 décembre 1991) - Rapporteur spécial (transports terrestres) : son intervention présentée par M. Paul Loridant (p. 4932 à 4933).

Articles non rattachés :

(8 décembre 1991) - **Art. 63** (*Suppression de l'exonération temporaire de taxe foncière sur les propriétés non bâties des terres incultes et friches mises en culture*) (p. 5039) : soutient l'amendement n° II-86 de M. Fernand Tardy (délibérations des assemblées intéressées) - **Après l'art. 65** (p. 5040) : soutient l'amendement n° II-55 de M. Franck Sérusclat (déplacements d'installations dangereuses stockant du gaz liquéfié) - **Après l'art. 68** (p. 5052) : son amendement n° II-88 : prise en compte dans les frais d'exploitation des entreprises qui comptent de 10 à 250 salariés des primes d'assurance souscrites sur la tête du dirigeant ou d'un salarié qui y joue un rôle déterminant ; retiré puis repris par M. Jacques Oudin - **Après l'art. 83 ter** (p. 5086) : soutient l'amendement n° II-91 de M. Fernand Tardy (cas des départements qui bénéficient de la dotation minimale de fonctionnement).

Vote sur l'ensemble :

(8 décembre 1991) (p. 5119) : amendements adoptés par le Sénat - (p. 5120) : inégalités - Europe - Logement - Budget de la jeunesse et des sports - Affaires sociales - Construction européenne.

- Projet de loi renforçant la protection des consommateurs - *Deuxième lecture* [n° **109 (91-92)**] - (12 décembre 1991) - **Art. 14** (*chambre régionale des métiers en Lorraine*)

(p. 5319) : son amendement de suppression n° 35, soutenu par M. Claude Estier ; adopté.

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 162 (91-92)]** - (16 décembre 1991) - **Art. 5** (*pérennisation du régime local d'assurance maladie applicable dans les départements d'Alsace et de Moselle*) (p. 5404) : régime local d'assurance maladie d'Alsace Moselle.

– **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 105 (91-92)]** - (18 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5597, 5598) : Ecole nationale de la magistrature - Recrutement latéral - Carrière des magistrats : avancement à l'ancienneté - Mobilité - Amélioration de la transparence dans la gestion des carrières - Indépendance des magistrats - Vote de ce projet de loi par le groupe socialiste.

MASSON (Paul), sénateur du Loiret (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois.

– Membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes.

Membre suppléant de la commission supérieure de codification.

– Est nommé membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 (*JO* Lois et décrets du 29 juin 1991) ; puis nommé président (*JO* Lois et décrets du 5 juillet 1991), jusqu'au 11 décembre 1991.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse (22 mars 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires (29 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le tableau n° 7 annexé au code électoral relatif à l'effectif des conseils régionaux et à la répartition des sièges entre les départements (10 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes (19 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fonction publique (28 mai 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au secret des correspondances émises par voie des télécommunications (25 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aide juridique (26 juin 1991).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée, sur la jurisprudence européenne récente en matière de libre circulation des personnes [n° **345 (90-91)**] (29 mai 1991) - **Communautés européennes.**

Proposition de loi tendant à clarifier la rédaction de l'article L. 52-1 du code électoral, relatif aux campagnes de promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion des collectivités locales [n° **25 (91-92)**] (9 octobre 1991) - **Collectivités territoriales.**

Avis, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Intérieur** - Police et sécurité - [n° **97 (91-92) tome 2**] (19 novembre 1991).

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° **101 (91-92)**] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence relatif au renforcement de la lutte contre le trafic de stupéfiants [n° **134 (91-92)**] (4 décembre 1991) - **Stupéfiants.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° **180 (91-92)**] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif à la titularisation d'agents de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides [n° **200 (91-92)**] (17 décembre 1991) - **Fonctionnaires et agents publics.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 13 décembre 1991) (p. 5272) - Ministère : Premier ministre - *Grand projet routier* - **Routes.**

INTERVENTIONS

– **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : rôle des parlements nationaux dans le développement de la Communauté** - (23 mai 1991) (p. 1018) : Parlement français et règles communautaires - « Loi Léotard » et directive « télévision sans frontière » - Délimitation des compétences entre la Communauté et les Etats membres - (p. 1019) : mise en place de procédures d'intervention du Parlement en amont des décisions communautaires - Démocratie.

– **Conclusions du rapport de M. Charles Pasqua**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, **sur sa proposition de résolution** (n° 420, 90-91), déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à la création d'une commission de contrôle chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 [n° 420 (90-91)]** - (26 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2172) : s'interroge sur l'opportunité de créer une commission de contrôle - Droits du Parlement - Incidences de l'accord de Schengen - Immigration clandestine - Trafic de drogue - Opposition du Gouvernement à la création à l'Assemblée nationale d'un observatoire parlementaire des conditions d'application de l'accord de Schengen - Contrôle de l'activité gouvernementale - Article 11 du règlement du Sénat - Adhésion de l'Espagne et du Portugal à l'accord de Schengen - Limitation à six mois de la durée d'une commission de contrôle - Se déclare favorable à l'adoption de cette proposition de résolution.

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes [n° 354 (90-91)]** - (27 juin 1991) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 356) (p. 2209) : information du Parlement - Acte unique européen - Sûreté de l'Etat - Sécurité des personnes et des biens - Conditions d'entrée en vigueur de la convention - (p. 2210) : contrôles aux frontières - Système informatique Schengen - Harmonisation des législations - Inconstitutionnalité - Comité exécutif - Lutte contre les trafics de stupéfiants - Pays-Bas – Immigration clandestine - (p. 2211) : adaptation du droit interne - Espagne et Portugal - (p. 2212) : indépendance de la France - Se déclare favorable à la ratification.

- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République italienne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 [n° 356 (90-91)] - (27 juin 1991) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 354) : voir intervention sous le projet n° 354 (p. 2209, 2212).

- Conclusions du rapport de M. Christian Bonnet, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** (n° 25 rectifié, 91-92) **de M. Paul Masson, tendant à clarifier la rédaction de l'article L. 52-1 du code électoral, relatif aux campagnes de promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion des collectivités locales [n° 84 (91-92)]** - (18 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3822, 3823) : mention des dépenses de promotion publicitaire institutionnelle de la collectivité effectuées par des organismes privés au compte de campagne du candidat - Ordre du jour de l'Assemblée nationale - **Art. unique** (*nouvelle rédaction du second alinéa de l'article L. 52-1 du code électoral relatif aux campagnes de promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion des collectivités locales*) : son amendement n° 1 : référence au groupement de collectivités ; adopté - **Sur l'ensemble** (p. 3824) : charge des frais de campagne.

- Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Intérieur - (2 décembre 1991) - Rapporteur pour avis (police et sécurité) (p. 4632) : police nationale - Dépenses de fonctionnement - Effectifs - Sécurité - Trafic de drogue - Immigration clandestine - (p. 4633) : coordination des forces de sécurité - Policiers auxiliaires - Avis défavorable sur ce projet de budget - (p. 4655) : accords de Schengen - Frontières.

Aménagement du territoire - (4 décembre 1991) (p. 4783) : région Centre - Bassin parisien et place des régions dans l'aménagement du territoire - Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, DATAR - (p. 4784) : négociations des prochains contrats de plan - Région Centre - Desserrement du Bassin parisien - Schéma national routier - Aménagement de la RN 20 - Contournement du Bassin parisien - Schéma d'aménagement de la Loire moyenne - Trains à grande vitesse, TGV - Département de l'Indre et du Cher - Aéroport de Châteauroux-Déols - (p. 4796) : aérodrome de Châteauroux-Déols.

- Projet de loi relatif au renforcement de la lutte contre le trafic de stupéfiants [n° 101 (91-92)] - (10 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5196, 5197) : lutte contre le trafic de stupéfiants - Légalisation de la technique d'infiltration au sein des réseaux internationaux - Croissance et perfectionnement des trafics de stupéfiants - Lutte contre le blanchiment de l'argent de la drogue - Infractions liées à la drogue - Accords de Schengen - Convention de Vienne et coopération internationale - Livraisons surveillées - (p. 5198) : amnistie des infractions commises - Avis favorable de la commission des lois sous réserve de l'adoption de ses amendements - **Art. 1er** (*livraisons surveillées, livraisons contrôlées et infiltrations par des officiers ou agents de police judiciaire*) (p. 5201) : son amendement n° 1 : référence à l'autorisation de la loi ou au commandement de l'autorité légitime ; rejeté - S'en remet à la sagesse du Sénat pour exprimer le choix entre le dispositif de l'Assemblée nationale et celui de la commission - **Art. 3** (*amnistie des infractions commises à l'occasion de livraisons contrôlées ou d'infiltrations par les OPJ et APJ ou les agents des services des douanes avant le 19 novembre 1991*) (p. 5202, 5203, 5204, 5205) : son amendement n° 3 : extension de l'amnistie prévue aux personnes dont le concours a été sollicité aux mêmes fins par les officiers ou agents de police judiciaire ou les agents des douanes ; retiré.

- Projet de loi relatif à la titularisation d'agents de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides [n° 180 (91-92)] - (18 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5542, 5543) : Office français de protection des réfugiés et apatrides, OFPRA - Droit d'asile et immigration clandestine - Données chiffrées - Défaut d'exécution des arrêtés d'expulsion - Amélioration du fonctionnement de l'OFPRA - Personnels contractuels - Titularisations - (p. 5544) : titularisations des agents de catégories A et B - Fonction publique - Protocole Durafour - Création de corps spécifiques à l'OFPRA - Propose l'adoption de ce projet de loi - **Art. unique** (*titularisation d'agents de l'OFPRA*) (p. 5548) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Robert Pagès (élargissement au personnel recruté après le 31 décembre 1989).

MATHIEU (François), sénateur de la Loire (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. André Bohl, visant à accorder aux collectivités territoriales le remboursement de la TVA **[n° 278 (90-91)]** (11 avril 1991) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative au mode de scrutin concernant les élections législatives **[n° 465 (90-91)]** (26 juillet 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Elections.**

Proposition de loi, déposée avec MM. André Bohl et Edouard Le Jeune, tendant à élargir à l'ensemble des mères de famille salariées le bénéfice du régime de retraite anticipée institué à l'article L. 351-8 du code de la sécurité sociale **[n° 480 (90-91)]** (11 septembre 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Retraites.**

MATHIEU (Serge), sénateur du Rhône (UREI) - Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires économiques.

- Membre titulaire de la Commission nationale d'urbanisme commercial.

- Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'ensemble des services relevant de l'autorité du ministre de l'intérieur qui contribuent, à un titre quelconque, à assurer le maintien de l'ordre public et la sécurité des personnes et des biens jusqu'au 29 mai 1991.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 375 (*JO* Débats du 25 octobre 1991) (p. 2376) - Ministère : Agriculture - *Bilan de l'application de la réforme des cotisations sociales agricoles* - (Retirée : novembre 1991) - **Agriculture.**

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Agriculture et forêt - (28 novembre 1991) (p. 4455) : accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, GATT - Exigences des Etats-Unis - Communauté économique européenne, CEE - Réforme de la politique agricole commune, PAC - Diminution du nombre d'exploitations agricoles - Baisse du revenu brut agricole - Réunification allemande - Aménagement du territoire - Enseignement agricole privé - Maisons familiales rurales - (p. 4456) : centres de formation professionnelle et de promotion agricoles - Viticulture de

qualité - Diminution de la consommation intérieure des vins d'appellation d'origine contrôlée, AOC - Baisse des revenus des viticulteurs - Réforme de l'assiette des cotisations sociales agricoles - Souhaite une adaptation de la législation fiscale et des bases des cotisations sociales des viticulteurs - Classement de la région viticole de Bourgogne en zone B.

MAURICE-BOKANOWSKI (Michel), sénateur des Hauts-de-Seine (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

MELENCHON (Jean-Luc), sénateur de l'Essonne (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'entreprise nationale Air France et des sociétés de toute nature comme des compagnies aériennes qu'elle contrôle puis d'en informer le Sénat, jusqu'au 15 mai 1991.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 18 octobre 1991) (p. 2994) - Ministère : Affaires sociales - *Situation des assistants sociaux* - **Assistantes sociales.**

Questions orales sans débat :

n° **382** (*JO* Débats du 21 novembre 1991) (p. 2553) - Ministère : Economie - *Conditions d'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles* - (Réponse : *JO* Débats du 14 décembre 1991) (p. 5349) - **Catastrophes naturelles.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs [n° 431 (90-91)]** - (6 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3531) : Zoé, première pile atomique française - Nombreux centres de recherche dans le département de l'Essonne - Choix du nucléaire - Catastrophe de Tchernobyl - Demande la dissolution du service central de protection contre les rayonnements ionisants - Fermeture de la centrale de Creys-Malville - (p. 3532) : politique nucléaire - Enfouissement des déchets radioactifs - Recherches d'énergies nouvelles - Taxation de l'énergie - Déchets nucléaires et déchets chimiques - Droit du sous-sol - Rôle de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques - **Art. 1er** (*programmes de recherche et rapports d'évaluation*) (p. 3550) : sur l'amendement n° 13 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), s'oppose au sous-amendement n° 8 de M. Jean Pépin.

MELLICK (Jacques), *ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, chargé de la mer.*

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

Est nommé *secrétaire d'Etat à la défense* le 17 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 18 mai 1991).

En qualité de ministre chargé de la mer

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Louis Mercier : **Défense nationale** (*Statut du GIAT*) (*JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1892).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° **283** de M. Jean Simonin : **Gendarmerie** (*Situation de la brigade de gendarmerie de Draveil*) (*JO* Débats du 28 juin 1991) (p. 2256).

n° **286** de M. Jean Grandon : **Anciens combattants et victimes de guerre** (*Soutien aux militaires blessés dans le Golfe*) (*JO* Débats du 1er juin 1991) (p. 1216).

n° **288** de M. Louis Minetti : **Agriculture** (*Application de la loi modifiant diverses dispositions intéressant l'agriculture et la forêt*) (*JO* Débats du 1er juin 1991) (p. 1221).

n° **314** de M. Yves Guéna : **Agriculture** (*Transformation des palmipèdes gras*) (*JO* Débats du 1er juin 1991) (p. 1222).

n° **316** de M. Michel Rufin : **Catastrophes naturelles** (*Conséquences pour la forêt meusienne des tempêtes de 1990*) (*JO* Débats du 1er juin 1991) (p. 1223).

n° **333** de M. Jean-Jacques Robert : **Gendarmerie** (*Réorganisation des services de la gendarmerie nationale*) (*JO* Débats du 28 juin 1991) (p. 2257).

n° **354** de M. Xavier de Villepin : **Politique industrielle** (*Politique industrielle de la France*) (*JO* Débats du 26 octobre 1991) (p. 3236).

n° **364** de M. Paul Alduy : **Déchets** (*Mise en place d'une structure de financement des usines de destruction d'ordures méanagères*) (*JO* Débats du 26 octobre 1991) (p. 3239).

n° **365** de M. Robert Pagès : **Défense** (*Position de la France à l'égard de la politique de désarmement*) (*JO* Débats du 26 octobre 1991) (p. 3237).

n° **366** de M. Marc Lauriol : **Industrie aéronautique** (*Conséquences du veto opposé par la Commission européenne à la fusion Aérospatiale-Alenia et De Havilland*) (*JO* Débats du 26 octobre 1991) (p. 3231).

n° **369** de M. Paul Alduy : **Sécurité publique** (*Maintien de la sécurité en zone rurale*) (*JO* Débats du 26 octobre 1991) (p. 3238).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins et à l'organisation interprofessionnelle de la conchyliculture** - *Deuxième lecture* **[n° 178 (90-91)]** - (16 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 464, 465) : huîtres, moules et coquillages - Pêche : diminution de la ressource halieutique - Représentation des organisations syndicales au sein des organes dirigeants des organisations interprofessionnelles de la pêche maritime et de l'élevage marin.

– **Projet de loi portant diverses dispositions en matière de pêches maritimes et de cultures marines** - *Deuxième lecture* **[n° 177 (90-91)]** - (16 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 467) : travaux d'intérêt collectif intéressant les cultures marines - Loi « littoral » - Plan « pêche » - (p. 470, 471) : plan d'orientation pluriannuel des pêches - Difficultés économiques des pêcheurs - Protection sociale - Plan de diminution de la flotte - Plan social ; dispositions fiscales - **Art. 4** (*dispositif de contrôle de la mise en exploitation des navires de pêche*) (p. 472, 473) : s'oppose aux amendements de la commission, n° 1 (suppression de la fixation des objectifs « par type de pêche » et substitution de l'expression « façade maritime » au mot « région »), n° 2 (suppression de la référence, sur le permis, aux zones d'exploitation autorisées), n° 3 (suppression de l'interdiction de céder un permis de mise en exploitation) et n° 4 (cas dans lesquels le permis est exigé : substitution du mot « importation » au mot « achat ») - **Art. 6** (*pêche sous-marine et pêche à pied*) (p. 474) : demande le retrait de l'amendement n° 5 de M. Geoffroy de Montalembert (exercice non professionnel de la pêche à pied) - Sur le même objet, son amendement n° 7 ; adopté - **Après l'art. 16** (p. 475) : demande le retrait de l'amendement n° 6 de M. Albert Pen (concession à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon de l'exercice des compétences de l'Etat en matière d'exploration et

d'exploitation des ressources naturelles du fond de la mer, de son sous-sol et des eaux surjacentes).

– **Conclusions du rapport de M. Louis de Catuelan**, fait au nom de la commission des affaires économiques, **sur sa proposition de loi** (n° 441, 90-91), déposée avec plusieurs de ses collègues, **portant création d'un conservatoire national du patrimoine maritime [n° 280 (90-91)]** - (16 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 487, 488) : littoral (protection) - Sécurité maritime ; problèmes liés à la réduction des équipages - Proposition de création d'un conservatoire du patrimoine maritime - Multiplicité des initiatives actuelles : rassemblement de vieux gréements ; musées de province spécialisés - (p. 489) : approuve le principe de la création d'un Conservatoire national du patrimoine maritime - **Motion de renvoi à la commission** (p. 493) : accepte la motion n° 1 de M. René Régnault tendant au renvoi à la commission - Fédération régionale pour la culture marine.

En qualité de secrétaire d'Etat chargé de la défense

INTERVENTIONS

– **Projet de loi modifiant le code du service national [n° 3 (91-92)]** - (23 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3121) : rôle du service national - Diminution de la durée du service militaire - Système de la disponibilité opérationnelle différée - Rémunération des volontaires service long, VSL - Dispositions en faveur des appelés - (p. 3122) : insertion professionnelle et sociale des jeunes appelés en situation difficile - Service de sécurité civile - Création d'un service de solidarité - Statut d'objecteur de conscience - Adaptation de l'outil militaire aux nouvelles conditions de l'ordre international - **Demande de réserve** (p. 3150) : demande la réserve de l'article 1er jusqu'après l'examen des amendements tendant à insérer des articles additionnels après l'article 39 - **Demande de priorité** (p. 3151) : demande l'examen en priorité avant l'article 2 des amendements n° 17 et n° 18 présentés par la commission des affaires étrangères et tendant à insérer des articles additionnels après l'article 14 - **Après l'art. 34 (par priorité)** (p. 3152) : s'oppose à l'amendement n° 17 de la commission (définition et organisation du service national économique) - (p. 3153) : s'oppose à l'amendement n° 18 de la commission (définition et organisation du service national de solidarité) - **Art. 2** (*énumération des différentes formes de service national*) (p. 3154) : s'oppose aux amendements de coordination de la commission, n° 1 et n° 2 - (p. 3155) : s'oppose à l'amendement n° 3 de la commission (création par la loi de toute autre forme de service national) - **Art. 3** (*durée du service national actif*) (p. 3156) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 4 de la commission - (p. 3157) : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Franck Sérusclat (abaissement à seize mois de la durée du service des objecteurs de conscience) - (p. 3158) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Aubert Garcia (fixation de la durée du service national à douze mois pour les jeunes gens qui ont obtenu le bénéfice des dispositions de l'article L. 9 au titre du service militaire) - **Art. 4** (*extension du service national*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 5 de la commission - **Art. 7** (*cohérence rédactionnelle*) (p. 3159) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 6 de la commission - **Art. 8** (*reports d'incorporation des scientifiques du contingent, des coopérants et des volontaires de l'aide technique*) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 7 de la commission - **Art. 10** (*harmonisation des reports d'incorporation*) (p. 3160) : accepte l'amendement rédactionnel n° 8 de la commission - **Après l'art. 15** (*service national et retraite*) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 9 de la commission (prise en compte du temps de service national dans les périodes comptant pour la retraite de tout régime de base et complémentaire) - **Après l'art. 15 bis** (*aménagement des conditions d'emploi des appelés au titre du service militaire*) (p. 3161) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 29 de M. Jacques Habert (possibilité pour les appelés de servir et d'être volontaires dans les opérations extérieures) - **Art. 16** (*durée du volontariat service long*) (p. 3162) : signale la différence de solde mensuelle entre un appelé et un engagé - (p. 3163) : choix de la conscription - **Après l'art. 16** (*limitation des participations extérieures des armées*) (p. 3165) : s'oppose à l'amendement n° 11 de la commission (modification de l'article L. 73 du code du service national autorisant les participations extérieures des armées) - **Art. 20** (*reformulation du chapitre relatif au service de défense*) (p. 3166) : accepte l'amendement n° 12 de la commission (nouvelle rédaction de cet article relatif au service de défense) - **Art. 22** (*liste des personnes assujetties au service de défense*) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 13 de la commission - **Art. 29** (*création du service de sécurité civile*) - *Art. L. 94-16 du code du service national* (p. 3167) : accepte l'amendement n° 28 de M. Jean-Pierre Tizon (exercice du service de sécurité civile principalement dans les services d'incendie et de secours) - *Art. L. 94-20* : s'oppose à l'amendement de suppression n° 14 de la commission - **Art. 32** (*prise en compte du volontariat féminin dans la coopération et l'aide technique*) (p. 3168) : accepte l'amendement n° 15 de la commission (fixation à douze mois de la durée du service militaire des médecins coopérants qui recevraient du fait de leur inadaptation physique à un emploi outre-mer, un poste de médecin aspirant) - **Art. 33** (*prise en compte de la durée du volontariat féminin dans la coopération et l'aide technique*) : accepte l'amendement de coordination n° 16 de la commission - **Art. 35** (*simplification des conditions d'admission au statut d'objecteur de conscience*) : demande le retrait de l'amendement n° 27 de M. Franck Sérusclat (possibilité pour les objecteurs de conscience de prendre leur décision à tout moment et jusqu'à l'incorporation de l'intéressé) - **Après l'art. 39** (p. 3169) : s'oppose aux amendements n° 19 et n° 20 de la commission relatifs à l'alignement des régimes disciplinaires des services économiques et de solidarité sur le régime disciplinaire des coopérants et des volontaires de l'aide technique - **Art. 41** (*date d'application de la réduction de la durée du service actif*) (p. 3170) : s'oppose à l'amendement n° 21 de la commission (réduction d'un mois de la durée du service militaire pour les jeunes gens incorporés entre le 1er août et le 1er octobre 1991) - **Art. 43** (*renvoi à des décrets en Conseil d'Etat*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 22 de la commission - **Art. 44** (*rapport du Gouvernement sur les réserves*) (p. 3171) : accepte l'amendement rédactionnel n° 23 de la commission - **Sur l'ensemble** (p. 3173) : rappelle le récent débat sur les orientations de la politique de défense - Modernisation de l'armée de terre - Réforme de l'instruction.

– **Projet modifiant certaines limites d'âge des militaires et modifiant l'article 27 de la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991 portant dispositions relatives à la santé publique et aux assurances sociales [n° 459 (90-91)]** - (23 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3174) : amélioration de la condition militaire - Rénovation de la politique des carrières des sous-officiers - Harmonisation des limites d'âge et de la durée des services - Allongement des carrières - Problème des officiers supérieurs de l'armée de l'air, personnel navigant - Avis favorable du Conseil supérieur de la fonction militaire - **Art. 8** (p. 3178) : son amendement n° 2 : mise en place d'une disposition transitoire relative aux sous-officiers et officiers mariniers en cours de reconversion dans un emploi public ; adopté - **Sur l'ensemble** (p. 3179) : estime que ce texte constitue une avancée.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Défense - (26 novembre 1991) (p. 4329) : GIAT-Industries - Délégation des élus du département de la Loire - Délégation aux restructurations de la défense - Déménagement des presses de Saint-Etienne - (p. 4330) : rationalisation économique.

– **Projet de loi modifiant le code du service national** - *Nouvelle lecture* **[n° 153 (91-92)]** - (12 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5284) : échec de la commission mixte paritaire - Conscription - Service national économique - Statut des volontaires du service national en entreprises, VSNE - Service national de solidarité - (p. 5285) : formes civiles du service national - **Question préalable** (p. 5287) : s'oppose à la motion n° 1 de la commission tendant à opposer la question préalable - Statut des VSNE - Libération anticipée du contingent d'août 1991 - Conditions d'emploi

des appelés hors du territoire national - Disponibilité opérationnelle différée - Information du Parlement - Service de solidarité - Réduction du service national à dix mois.

MENOU (Jacques de), sénateur du Finistère (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Est nommé membre de la commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées (*JO* Lois et décrets du 21 novembre 1991).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **329** (*JO* Débats du 7 juin 1991) (p. 1431) - Ministère : Economie - *Hausse brutale de la TVA sur les produits horticoles et les forfaits touristiques* - (Réponse : *JO* Débats du 22 juin 1991) (p. 1965) - **Taxe sur la valeur ajoutée (TVA).**

INTERVENTIONS

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture [n° 30 (91-92)]** - (10 octobre 1991) (p. 2817) : situation du monde rural - Budget de l'agriculture - Aménagement du territoire - Plan d'aide à l'élevage - Exemple du Finistère - Pays de l'Est - Fiscalité - Développement touristique - (p. 2818) : politique agricole commune - Productions céréalières - Aides aux élevages porcins et avicoles - Exemple de la Bretagne - Réforme des cotisations sociales agricoles.

– **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux [n° 346 (90-91)]** - (16 octobre 1991) - **Après l'art. 1er** (p. 2944) : son amendement n° 162, soutenu par M. Jacques Oudin : limitation des redevances sur les pollutions agricoles ; retiré.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Après l'art. 29** (p. 4004) : son amendement n° I-147, soutenu par M. Emmanuel Hamel : neutralisation de la mesure d'alourdissement de la fiscalité sur les cigares ; rejeté.

Deuxième partie :

Budget annexe des prestations sociales agricoles - (28 novembre 1991) (p. 4431) : réforme de l'assiette des cotisations sociales agricoles - Désengagement de l'Etat - Hausse des cotisations sociales agricoles - (p. 4432) : instauration d'une cotisation de solidarité pour les associés non exploitants dans les exploitations sociétaires - Transmission d'exploitations - Insuffisance du soutien social - Retraites agricoles insuffisantes - Préretraites agricoles.

Agriculture et forêt - (28 novembre 1991) (p. 4478) : plans d'urgence - Charges sociales et fiscales - Tourisme rural - Désengagement de l'Etat - Baisse du revenu brut agricole - Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, GATT - Réforme de la politique agricole commune, PAC - Quotas laitiers - Friches - Baisse des prix des céréales, du lait et de la viande - Diminution du nombre d'exploitations agricoles - Agriculture familiale - Enseignement agricole - Maisons familiales rurales - (p. 4479) : au nom du groupe du RPR, se déclare opposé à l'adoption du projet de budget de l'agriculture pour 1992.

MERCIER (Louis), sénateur de la Loire (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Membre titulaire du Fonds national pour le développement des adductoins d'eau dans les communes rurales.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1891) - Ministère : Défense – *Statut du GIAT* - **Défense nationale.**

(*JO* Débats du 18 octobre 1991) (p. 2985) - Ministère : Agriculture - *Dénonciations de conventions de formation professionnelle agricole* - **Enseignement agricole.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux [n° 346 (90-91)]** - (16 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2923, 2924) : décentralisation nécessaire de la gestion des eaux - Pollution - Gestion quantitative : propositions de la profession agricole - Barrages - Schémas d'aménagement et de gestion des eaux, SAGE - **Art. 2** (*schémas d'aménagement et de gestion des eaux, SAGE*) (p. 2948) : son amendement n° 76, soutenu par M. Rémi Herment : association des établissements publics consulaires ; devenu sans objet.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Aménagement du territoire - (4 décembre 1991) (p. 4783) : projet de loi sur l'administration territoriale - Suppression des services publics dans les zones rurales - Moyens de communication - Département de la Loire - Aménagement rural - Missions du Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE - Chasse - Pêche - Maintien du mode d'élection des conseils généraux et du Sénat.

MERIC (André), *secrétaire d'Etat aux anciens combattants et des victimes de guerre.*

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin des ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre et relatif à l'Institution nationale des invalides [n° 270 (90-91)]** - (29 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 768) : Institution nationale des invalides - Etablissement public - Décrets d'application - Secrétariat d'Etat - (p. 769) : tradition militaire - Admissions - Centre médico-chirurgical - Etudes et recherche sur l'appareillage - Conseil d'administration - (p. 770) : personnel de l'établissement - Concertation - Ressources - Centre des pensionnaires - Centre médico-chirurgical - Conseil d'administration - Historique - (p. 776) : activité sportive - Centre d'études et de recherche sur l'appareillage - (p. 777) : accès au centre des pensionnaires - Institution nationale des invalides - Charges - Conseil d'administration - Anciens combattants d'Afrique du Nord - Veuves de guerre - Association d'anciens combattants - Pensions - (p. 778) : appareillages - Tarification - Institution nationale des invalides - Personnels - Anciens d'Afrique du Nord - Rapport de la Cour des comptes - Prérogatives du Président de la République - Nomination du Président du conseil d'administration de l'Institution - **Art. 1er** (*transformation de l'Institution nationale des invalides en établissement public*) (p. 781) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 11 de M. Robert Pagès - **Art. 2** (*organisation administrative de l'Institution nationale des invalides*) - *Art. L. 528 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre* (*désignation du ministre de tutelle*) (p. 782) : son amendement de coordination n° 16 ; adopté - *Art. L. 529* (*missions de l'Institution*) (p. 783) : s'oppose aux amendements de la commission, n° 2 (accès du centre des pensionnaires aux grands invalides) et n° 3 (accès au centre médico-chirurgical des personnes ne relevant pas du code des pensions militaires d'invalidité fixées par le conseil d'administration) - Sur l'amendement n° 4 de la commission (conditions dans lesquelles s'effectueront les études et

les recherches sur l'appareillage des handicapés), son sous-amendement n° 17 ; rejeté - *Art. L. 530 (composition du conseil d'administration)* (p. 784) : sur l'amendement n° 5 de la commission (nomination du président du conseil d'administration), ses sous-amendements, n° 18 ; adopté ; et n° 19 ; rejeté - *Art. L. 531 (pouvoirs du conseil d'administration)* (p. 786) : sur l'amendement n° 6 de la commission (organisation intérieure et politique générale de l'établissement), son sous-amendement n° 20, paragraphe A supprimant le mot « intérieure » ; adopté ; et paragraphe B supprimant la notion de programmes d'investissement ; rejeté - S'oppose aux amendements, n° 7 de la commission (nomination des chefs de service), n° 13 de M. Robert Pagès (référence à un pourcentage de la pension militaire d'invalidité) et, sur ce dernier, au sous-amendement n° 21 de la commission - *Art. L. 532 (direction de l'Institution)* (p. 787) : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Robert Pagès (autorité du secrétariat d'Etat des anciens combattants sur l'établissement) et accepte l'amendement n° 9 de la commission (nomination du directeur de l'établissement par décret en conseil des ministres) - *Art. L. 533 (ressources de l'Institution)* (p. 788) : s'oppose à l'amendement de conséquence n° 10 de la commission - *Art. L. 536 (statut des personnels titulaires)* : s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Robert Pagès (appartenance des personnels de l'établissement aux corps du ministère chargé des anciens combattants) - **Sur l'ensemble** (p. 789) : travaux du Sénat - Remerciements.

MERMAZ (Louis), *ministre de l'agriculture et de la forêt.*

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

Est nommé *ministre de l'agriculture et de la forêt* le 16 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 17 mai 1991).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse et portant modifications du code rural et du code pénal [n° **271 (90-91)**] (11 avril 1991) - **Agriculture.**

Projet de loi modifiant le code forestier [n° **477 (90-91)**] (5 septembre 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Forêts.**

Déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture [n° **30 (91-92)**] (15 octobre 1991) - **Gouvernement (Déclarations).**

Projet de loi relatif à la distribution et à l'application par des prestataires de services, des produits antiparasitaires à usage agricole et des produits assimilés [n° **149 (91-92)**] (4 décembre 1991) - **Agriculture.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Louis Mercier : **Enseignement agricole** (*Dénonciations de conventions de formation professionnelle agricole*) (*JO* Débats du 18 octobre 1991) (p. 2986).

de M. Marcel Daunay : **Exploitants agricoles** (*Fiscalité agricole*) (*JO* Débats du 18 octobre 1991) (p. 2992).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse et portant modification du code rural et du code pénal [n° 271 (90-91)] - (18 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1786) : vaccination - Cheptel bovin - Département des Côtes-d'Armor - Situation internationale - Communauté économique européenne, CEE - Virus - (p. 1787) : vaccination - Plan d'urgence - (p. 1790) : Communauté économique européenne, CEE - Indemnisation - Importations - Virus - (p. 1791) : réseau d'épidémio-surveillance - **Avant l'art. 1er** : son amendement n° 22 : renforcement de l'action de surveillance des vétérinaires sanitaires ; adopté - Son amendement n° 25 : délivrance de certificats pour l'exportation d'animaux vivants ; adopté - **Art. 1er** (*déclaration des maladies contagieuses ; rôle du maire*) (p. 1793) : s'oppose aux amendements n° 14 de M. Guy Robert (conditions de déclaration) et rédactionnel n° 11 de M. Félix Leyzour - (p. 1794) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Guy Robert (information de l'organisme à vocation sanitaire) - **Art. 2** (*interdiction de vacciner contre la fièvre aphteuse*) : accepte l'amendement de précision n° 2 de la commission et demande le retrait de l'amendement n° 17 de M. Guy Robert (stock de vaccins et d'antigènes des pouvoirs publics) - **Art. 4** (*limitation de la circulation des personnes et des véhicules*) (p. 1795) : accepte l'amendement rédactionnel n° 3 de la commission ; sur ce dernier, son sous-amendement n° 12 ; adopté - S'oppose à l'amendement de précision n° 18 de M. Guy Robert et accepte l'amendement rédactionnel n° 4 de la commission - **Après l'art. 4** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 9 de M. Jean Pourchet (déclaration de l'épidémie) - **Art. 5** (*plan d'intervention*) (p. 1796) : accepte l'amendement rédactionnel n° 5 de la commission - (p. 1797) : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Guy Robert (mise en place du plan d'urgence) - **Art. 6** (*peines applicables aux responsables de la naissance ou de l'extension d'une épizootie*) : accepte les amendements de la commission n° 24, rédactionnel, et n° 6 (inobservation involontaire des règlements) - S'oppose à l'amendement n° 10 de M. Guy Robert (inobservation volontaire des règlements) - (p. 1798) : accepte l'amendement rédactionnel n° 7 de la commission - **Art. 8** (*peines applicables à l'absence de déclaration*) : accepte l'amendement de précision n° 8 de la commission - **Après l'art. 9** (p. 1799) : accepte l'amendement n° 23 de M. William Chervy (comité consultatif de la santé et de la protection des animaux).

– Question orale avec débat : évolution des crédits de l'agriculture - (28 juin 1991) (p. 2242) : budget de l'agriculture - Annulation de crédits - Budget annexe des prestations sociales agricoles, BAPSA - Elevage - Aide aux agriculteurs en difficulté - Indemnisation des calamités agricoles - Lutte contre les incendies de forêts - Gel des terres - Fonds des calamités - Taxe sur le foncier non bâti - (p. 2243) : politique agricole commune - Budget communautaire - Négociations du GATT - Prix du lait - (p. 2244) : indemnisation des producteurs de lait - Aménagement du territoire - Plan de restructuration - Taxe de coresponsabilité sur la production laitière - Restructuration laitière - Elevage - Intervention sur le marché de la viande bovine - (p. 2245) : importations « sauvages » - Anabolisants - Exportations - Taxe sur le foncier non bâti - Plan d'aide aux revenus des éleveurs de bovins - Calamités agricoles - (p. 2246) : chômage - Cotisations sociales agricoles - Revenus professionnels - Canne à sucre - Forêt - Politique de prévention des incendies - (p. 2247) : surface agricole utile - Budget pour 1992.

– Déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture, suivie d'un débat [n° 30 (91-92)] - (10 octobre 1991) (p. 2791) : crise du monde rural - Budget communautaire agricole - Situation des exploitants - (p. 2792) : élevage de viande bovine - Aides accordées aux agriculteurs - Prêts - Vaches laitières - Marché de la viande - Politique agricole commune - Production céréalière - Compétitivité - Centre national des jeunes agriculteurs de Saint-Quentin - Fiscalité agricole - (p. 2793) : politique agricole commune - (p. 2795) : budget - (p. 2834) : aides aux agriculteurs - Politique agricole commune - Budget de l'agriculture - BAPSA - (p. 2835) : contribution française au budget communautaire - Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, FEOGA - Taxe sur le foncier non bâti - Fiscalité - Exploitations agricoles - (p. 2836) : carburants bioénergétiques - BAPSA - Programmes nationaux de formation professionnelle - Population des communes rurales - Aides aux zones défavorisées - Aménagement du territoire - Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE - (p. 2837) : pollution - Zones de montagne - Installation des jeunes agriculteurs - Restructuration laitière - Viande bovine - Contrôles douaniers et vétérinaires - Secteur ovin - Secteur laitier - (p. 2838) : crédits communautaires - Secteur

ovin - Contrôles douaniers - Pays de l'Est - Importations de bovins - Calamités agricoles - Arboriculteurs - Viticulteurs - (p. 2839) : politique agricole commune - Production de céréales et d'oléagineux - Etats-Unis - Elevage bovin - (p. 2840) : production laitière - Réforme de la politique agricole commune - Position des Etats-Unis - Négociations de l'Uruguay Round - Négociations du GATT.

– **Projet de loi modifiant le code forestier [n° 477 (90-91)]** - (5 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3439) : prévention des incendies de forêts - Débroussaillement - Servitudes de passage des voies de défense des forêts contre l'incendie - Périmètres de travaux de protection et de reconstitution forestière - Refus d'autorisation de défrichement - (p. 3442) : région Provence-Alpes-Côte d'Azur - **Art. 1er** (*définition du débroussaillement*) (p. 3443) : s'oppose aux amendements identiques n° 1 de la commission et n° 9 de M. Louis Minetti (nouvelle rédaction) - **Art. 5** (*extension des obligations de débroussaillement*) (p. 3444, 3445) : accepte la première partie de l'amendement n° 2 de la commission (1°) nouvelle rédaction) et s'oppose à la deuxième partie de cet amendement (2°) possibilité pour le maire d'instituer une obligation de débroussaillement sur une largeur de cinquante mètres à l'extérieur des bois et forêts) - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 10 de M. Louis Minetti - **Art. 6** (*exécution des travaux de débroussaillement sur les fonds voisins de la propriété concernée*) : accepte l'amendement n° 3 de la commission (cas où le périmètre de débroussaillement comprend plusieurs fonds) - **Art. 7** (*accès aux propriétés privées*) (p. 3446) : s'oppose à l'amendement n° 4 de la commission (information individuelle des propriétaires et affichage en mairie) - **Art. 10** (*autorisation du brûlage dirigé*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 5 de la commission (information préalable des propriétaires sur les fonds desquels auront lieu les opérations de brûlage dirigé) - **Avant l'art. 12** (p. 3447) : oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements identiques n° 6 de la commission et n° 11 de M. Louis Minetti (abaissement du taux de TVA applicable aux travaux de débroussaillement) - **Art. 12** (*rapport d'évaluation*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 7 de la commission et n° 12 de M. Louis Minetti (rapport annuel du Gouvernement devant le Parlement sur l'ensemble des moyens consacrés à la prévention et à la lutte contre les incendies de forêts, ainsi qu'à la reconstitution des espaces incendiés) - (p. 3448) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 8 de la commission et n° 13 de M. Louis Minetti (dépôt devant le Parlement d'un rapport d'évaluation de la mise en oeuvre du présent projet de loi par le Gouvernement à l'issue d'un délai de trois ans), ainsi que pour l'amendement n° 14 de ce dernier (remplacement des mots « collectivités publiques » par les mots « Etat et collectivités territoriales »).

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Budget annexe des prestations sociales agricoles - (28 novembre 1991) (p. 4415) : présentation du plan d'adaptation de l'agriculture française devant le comité interministériel pour l'aménagement du territoire, CIAT - Plans d'urgence - Mise en place des préretraites - Projet de loi relatif aux cotisations sociales agricoles - Restructuration des exploitations - Groupements fonciers agricoles, GFA - Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles, CNASEA - (p. 4416) : transmission des biens - Droits de mutation - Donations-partages - Aides aux investissements - Accroissement des dépenses de recherche - Déduction fiscale pour autofinancement - Aide aux jeunes agriculteurs - Productions bovine et ovine - Détaxation des carburants - Carburants « verts » - (p. 4417) : aménagement du territoire et lutte contre la désertification - Réforme du foncier non bâti - Réforme de la politique agricole commune, PAC - Revenus des agriculteurs - Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, GATT - Protection sociale des agriculteurs - Prestations d'assurance maladie invalidité et prestations vieillesse - (p. 4418) : assurance veuvage - Diminution des prestations familiales - Augmentation des contributions professionnelles - Harmonisation du régime agricole avec les autres régimes sociaux - Caisses de Mutualité sociale agricole - (p. 4419) : financements extraprofessionnels du BAPSA - Contributions sociales de solidarité des sociétés - Agriculteurs en difficulté - (p. 4425) : possibilité pour les départements de diminuer les droits pour les mutations à titre onéreux - Réforme de la fiscalité interdépartementale et mise en place d'une péréquation - (p. 4433) : hausse des cotisations sociales agricoles - Solidarité en faveur de la protection sociale des agriculteurs - Plan d'urgence pour les agriculteurs en difficulté - Préretraites agricoles - Démantèlement des taxes BAPSA sur les céréales, les oléagineux et les betteraves - (p. 4434) : contribution sociale de solidarité des sociétés - Absence de désengagement de l'Etat - Mesures en faveur de l'agriculture, des exploitants et des préretraites agricoles - Réforme des prestations sociales agricoles - Faible niveau des retraites agricoles - Harmonisation du régime vieillesse agricole avec le régime général - (p. 4435) : amélioration des droits de retraite des agricultrices - Favorable à la création d'un fonds de prévention de l'assurance maladie des professions agricoles - Fonds d'action sociale - Mesures en faveur des personnes âgées - Viticulture de qualité - Plafonnement de la cotisation d'assurance maladie.

Agriculture et forêt - (28 novembre 1991) (p. 4436) : réforme de la politique agricole commune, PAC - Négociations de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, GATT - (p. 4437) : agriculture - Communauté économique européenne, CEE - Agro-alimentaire - Baisse du revenu agricole - Calamités agricoles - Productions bovine et ovine - Diversité des exploitations agricoles - Renforcement des contrôles sur les viandes et les animaux importés - Mise en oeuvre du plan d'aide aux revenus agricoles des éleveurs de bovins, PARA-bovins - (p. 4438) : insuffisance des plans d'urgence - Plan d'adaptation - Lait et produits laitiers - Arboriculture - Aides à l'affouragement - (p. 4439) : hausse des concours publics à l'agriculture - Priorité à l'élevage - Aide au revenu des agriculteurs en difficulté - Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, FEOGA - Contrats de plan Etat-région - Plans de développement des zones rurales, PDZR - Diminution de la surface agricole utile - (p. 4440) : installation des jeunes agriculteurs - Enseignement agricole - Recherche agricole - Institut national de la recherche agronomique, INRA - Actions de promotion et de contrôle de la qualité - Politique forestière - Réforme de la PAC - Préretraite agricole à 55 ans - Allègement de la fiscalité sur les transmissions d'exploitations - Détaxation des biocarburants - Réforme de la taxe sur le foncier non bâti - (p. 4441) : réforme de l'assiette des cotisations sociales agricoles - Indemnisation des calamités agricoles - Baisse des prix des céréales - Indemnisation du gel des terres - Blé - Maïs - Elevage bovin - Elevage extensif - (p. 4442) : production laitière - Tabac - GATT - Aides à l'exportation - (p. 4443) : réforme de la PAC - Plan d'adaptation de l'agriculture - (p. 4482) : GATT - Réforme de la PAC - Exigence américaine - Enseignement agricole - Augmentation du budget de l'enseignement, recherche, animation rurale - Enseignement agricole privé - Maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation - (p. 4483) : projet d'institut supérieur des techniques du vivant, ISTV - Dotations des jeunes agriculteurs - Hausse des cotisations sociales - Viticultures de qualité - Aides à l'agriculture de montagne - SAFER - Environnement - Pollutions d'origine agricole - Aménagement du territoire - Placement du département du Doubs en objectif 5B - Contrats de plan Etat-région - (p. 4484) : adduction d'eau - Electrification rurale - Politique forestière - Poursuite de l'effort en faveur du conservatoire de la forêt méditerranéenne - Lutte contre le dépérissement des forêts - Viticulture - Oléagineux - GATT - Organismes stockeurs - Elevage d'ovins - Importations de Nouvelle-Zélande - Déséquilibre entre l'offre et la demande de viande bovine - Réforme de la PAC - Aide aux éleveurs victimes de la sécheresse en matière d'affouragement - Prime à la vache allaitante - (p. 4485) : production laitière - Aides à l'extensification - Bovins - Ovins - Quotas laitiers - Produits à base de lait cru - Appellation d'origine contrôlée, AOC, dans le secteur agro-alimentaire - Ouverture du grand marché intérieur en 1993 - Détaxation des biocarburants - Indemnisation de la sécheresse de 1990 - Vendée - (p. 4486) : programmes d'adduction d'eau et d'électrification rurale - Ile de la Réunion - Cultures horticoles et frui-

tières - Agriculteurs réunionnais - Rhum industriel et rhum agricole - Prix du sucre - Spécificités des producteurs des départements d'outre-mer, DOM - Paiement de l'impôt foncier non bâti - **Etat B** (p. 4487) : affectation des annulations au fonds des calamités - (p. 4488) : demande le retrait de l'amendement n° II-28 de M. Alphonse Arzel (réduction indicative des crédits : actions d'animation en milieu rural).

– Projet de loi modifiant et complétant les dispositions du code rural et de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relatives aux cotisations sociales agricoles et créant un régime de préretraite agricole [n° 182 (91-92)] - (18 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5555) : réforme de l'assiette des cotisations sociales agricoles - Taxes parafiscales sur les céréales, betteraves et oléagineux - Rééquilibrage de la répartition des charges sociales entre les agriculteurs - Répercussion de la majoration de la déduction fiscale pour autofinancement - (p. 5556) : progressivité de la réforme de l'assiette - Agriculteurs en difficulté - Solidarité entre les régimes sociaux - Eleveurs - Plan d'adaptation en faveur de l'agriculture - (p. 5557) : préretraite - Organisation de la reprise des terres - (p. 5562) : défiscalisation des carburants agricoles - **Demande de vote unique** (p. 5566) : demande au Sénat de se prononcer par un vote unique sur l'article 1er ainsi que sur les articles additionnels avant ou après l'article 1er - **Après l'art. 2** (p. 5569) : demande le retrait de l'amendement n° 1 de M. Félix Leyzour (couverture sociale des agriculteurs en difficulté) - **Après l'art. 8** (p. 5571) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement de conséquence n° 2 de M. Félix Leyzour - **Avant l'art. 13** (p. 5572) : s'oppose aux amendements de M. Raymond Soucaret, n° 3 et n° 4 (déduction par les entrepreneurs de travaux agricoles et forestiers et par les exploitants agricoles des plus-values professionnelles réinvesties dans l'entreprise ou dans l'exploitation pour le calcul des cotisations sociales) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5575) : application progressive de la réforme - Agriculteurs en difficulté.

– Projet de loi modifiant et complétant les dispositions du code rural et de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relatives aux cotisations sociales agricoles - *Nouvelle lecture* **[n° 228 (91-92)]** - (21 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5743) : réforme de l'assiette des cotisations sociales agricoles - Prestations familiales agricoles - Retraite forfaitaire - Date d'entrée en vigueur des réformes - Régime de préretraite - Plan d'adaptation de l'agriculture française - (p. 5745) : résultat des travaux de la mutualité sociale agricole - Harmonisation avec les autres régimes - Prise en compte des difficultés des agriculteurs.

MEXANDEAU (Louis), Est nommé *secrétaire d'Etat aux anciens combattants* le 17 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 18 mai 1991).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions orales sans débat :

n° **356** de M. Jean Simonin : **Anciens combattants et victimes de guerre** (*Inscription à l'ordre du jour d'une proposition de loi permettant aux anciens combattants d'ester en justice*) (*JO* Débats du 26 octobre 1991) (p. 3234).

n° **367** de M. Jean Simonin : **Enseignement** (*Parution de manuels ne tenant pas compte du retrait de la réforme de l'orthographe*) (*JO* Débats du 26 octobre 1991) (p. 3232).

INTERVENTIONS

– Projet de loi modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et relatif à l'Institution nationale des invalides - *Deuxième lecture* **[n° 369 (90-91)]** - (24 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1990, 1991) : Institution nationale des invalides - Abattements applicables aux revenus - Centre médico-chirurgical - Tradition militaire - Travaux de l'Assemblée nationale - Etudes et recherche - Conseil d'administration - (p. 1992) : frais d'hébergement - (p. 1993) : Institution nationale des invalides - Personnels contractuels - Ouverture à des personnes extérieures - (p. 1994) : réforme hospitalière - Admissions.

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Anciens combattants - (3 décembre 1991) (p. 4695) : conjoncture économique - Eléments chiffrés - Droits des anciens combattants - Rapport constant - (p. 4696) : titre d'ancien combattant d'Afrique du Nord - Code des pensions - Immutabilité des pensions - Action sociale - Maisons de retraite - Handicapés - Institution nationale des invalides, INI - Harkis - Fonds de solidarité en faveur des anciens combattants d'Afrique du Nord chômeurs en fin de droits - (p. 4697) : proposition de loi sénatoriale instaurant un système de préretraite pour certaines catégories d'anciens combattants d'Afrique du Nord - Politique de la mémoire - (p. 4698) : délégation à l'information historique et à la mémoire - Modernisation des services administratifs - Effectifs - (p. 4705) : projet de budget - Contexte économique national et international - (p. 4712) : tribunaux départementaux des pensions - Budget des anciens combattants - Eléments chiffrés - Anciens combattants d'Alsace et de Moselle - Politique de la mémoire - (p. 4713) : modernisation du secrétariat d'Etat - Effectifs - Rapport constant - Immutabilité des pensions - Code des pensions - Retraite mutualiste - (p. 4714) : fonds de solidarité en faveur des anciens combattants d'Afrique du Nord chômeurs en fin de droits - Troubles psychiques de guerre - Campagne double - Carte de combattant d'Afrique du Nord - Archives de la gendarmerie - Action sociale de l'Office national des anciens combattants, ONAC - (p. 4715) : droit d'ester en justice des associations d'anciens combattants - Nécropole de Fréjus - patriotes résistant à l'annexion de fait, PRAF - « Anciens combattants de Diégo-Suarez » - Cristallisation des pensions - Tombes et nécropoles - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 4716) : retrait de la carte de combattant à certains « Malgré nous » - **Art. 84 ter** (*création d'un fonds de solidarité en faveur des anciens combattants d'Afrique du Nord, en situation de chômage de longue durée, âgés de plus de 57 ans*) (p. 4717) : commission chargée de déterminer les modalités d'attribution des aides - Mesures en faveur des anciens combattants chômeurs de longue durée de plus de 57 ans.

– Proposition de loi permettant aux associations d'anciens combattants et victimes de guerre d'ester en justice - *Deuxième lecture* **[n° 112 (91-92)]** - (10 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5217) : possibilité donnée aux associations d'anciens combattants de se porter partie civile dans certaines affaires pénales - Coopération totale entre le Parlement et le Gouvernement - Victimes civiles de guerre - Inscription auprès de l'Office national des anciens combattants et des victimes de guerre, ONAC - (p. 5218) : dégradation ou destruction de monuments, violations de sépultures - Délits de diffamation ou d'injures - (p. 5219) : critères de représentativité des associations d'anciens combattants - Associations locales présentant un intérêt national - Fédération des anciens combattants résidant hors de France.

MILLAUD (Daniel), sénateur de la Polynésie française (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois.

– Juge suppléant de la Haute Cour de justice.

Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

Membre titulaire du conseil d'administration de la Société de radiodiffusion et de télévision France outre-mer (RFO).

Membre titulaire du comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDESTOM).

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans les territoires d'outre-mer (18 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fonction publique (28 mai 1991).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée, sur le renouvellement de la décision d'association des Pays et Territoires d'outre-mer et à la Communauté européenne [n° **222 (90-91)**] (13 février 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Communautés européennes.**

Proposition de loi tendant à confirmer les compétences du territoire relatives à l'organisation des auxiliaires de justice de Polynésie française [n° **107 (91-92)**] (22 novembre 1991) - **Territoires d'outre-mer.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1894) - Ministère : Environnement - *Blanchiment du corail* - **Faune (protection de la).**

(*JO* Débats du 13 décembre 1991) (p. 5271) - Ministère : Premier ministre - *Fonctionnement régulier des pouvoirs publics en Polynésie française* - **Départements et territoires d'outre-mer.**

Questions orales européennes avec débat :

n° **1** (*JO* Débats du 20 mars 1991) (p. 51) - Ministère : Affaires européennes - *Association du territoire de la Polynésie française à la Communauté économique européenne* - (Caduque : mai 1991) - **Communauté économique européenne (CEE).**

n° **4** (*JO* Débats du 23 mai 1991) (p. 1005) - Ministère : Affaires européennes - *Association du territoire de la Polynésie française à la Communauté économique européenne* - (Retirée : octobre 1991) - **Communauté économique européenne (CEE).**

n° **6** (*JO* Débats du 15 octobre 1991) (p. 2297) - Ministère : Affaires européennes - *Association du territoire de la Polynésie française à la Communauté économique européenne* - **Départements et territoires d'outre-mer.**

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant dispositions relatives à la fonction publique [n° 240 (90-91)] - (25 avril 1991) - Art. 1er (*ouverture de la fonction publique aux ressortissants des Etats membres de la Communauté économique européenne*) (p. 710) : sur l'amendement n° 5 de la commission, son sous-amendement n° 8 ; adopté - Son amendement n° 14 : non application des dispositions de cet article aux personnels fonctionnaires des corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ; devenu sans objet.

– Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° 214 (88-89)] - Suite de la discussion - (25 avril 1991) - **Art. unique (suite)** - *Art. 222-21 et 222-22 du code pénal* (*viols aggravés*) (p. 727) : référence à la pathologie.

Suite de la discussion - (30 avril 1991) - **Art. unique (suite)** - *Après l'art. 223-11 du code pénal* (p. 830) : se déclare opposé à l'amendement n° 84 de la commission (interruption illégale de la grossesse par le fait de la femme elle-même) - Nombre des avortements clandestins du fait de la femme elle-même.

– Projet de loi relatif à l'aide juridique [n° 310 (90-91)] - Suite de la discussion - (30 mai 1991) - **Art. 65** (*décrets en Conseil d'Etat*) (p. 1199) : se déclare opposé à l'amendement n° 26 de la commission (extension du bénéfice du présent projet de loi à Mayotte) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1201) : justice - Loi du 3 janvier 1972 relative à l'assistance judiciaire - Aide juridictionnelle - Adaptation de ce texte aux collectivités et territoires d'outre-mer - Au nom du groupe de l'Union centriste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet tel qu'il résulte des travaux du Sénat.

– Projet de loi portant réforme hospitalière [n° 309 (90-91)] - Suite de la discussion - (6 juin 1991) - **Art. 7** (*dispositions applicables aux établissements publics de santé*) - *Art. L. 714-16 du code de la santé publique* (*constitution, composition et attributions de la commission médicale d'établissement*) (p. 1403) : sur le 2°) de l'amendement rédactionnel n° 110 de la commission, soutient le sous-amendement n° 222 de M. Jean Madelain - (p. 1404) : soutient l'amendement n° 223 de M. Jean Madelain (avis de la commission médicale d'établissement sur les actions de coopération).

Suite de la discussion - (7 juin 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1479) : importance des amendements votés par le Sénat - Article 49, alinéa 3, de la Constitution - Votera le texte amendé par le Sénat.

– Projet de loi d'orientation pour la ville (suite) [n° 350 (90-91)] - (20 juin 1991) **Art. 18** (*modification des dispositions fiscales relatives à certaines opérations de restauration immobilière et d'amélioration de l'habitat*) - *Art. 29, 31, 156 et 1733 du code général des impôts, art. L. 313-1 à L. 313-15 du code de l'urbanisme* (p. 1923) : soutient l'amendement n° 175 de M. Louis de Catuelan (subordonner le bénéfice de l'avantage fiscal accordé au propriétaire à la signature d'un bail d'habitation de neuf ans à loyer conventionné).

– Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens [n° 215 (88-89)] - Suite de la discussion - (30 octobre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3427) : avis favorable du groupe de l'Union centriste sur le projet de loi ainsi amendé par le Sénat - Territoires d'outre-mer.

– Projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives [n° 433 (90-91)] - (7 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3606) : loi portant statut de la coopération - Secteur économique coopératif - (p. 3607) : capitaux propres - Associés extérieurs - Sortie du statut coopératif - Coopératives agricoles - Sociétés d'intérêt collectif agricole, SICA - Rémunération des parts sociales - Remboursement des parts d'un associé sortant - Sous réserve des amendements de la commission, le groupe de l'Union centriste votera ce projet de loi.

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Equipement, logement, transports et espace - I - Urbanisme, logement et services communs - (23 novembre 1991) (p. 4166) : insuffisance des crédits destinés à la construction neuve - Réhabilitation de l'habitat ancien - Logement des personnes défavorisées - Baisse des crédits de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ANAH - (p. 4167) : aménagement du territoire - Aides personnelles - Prêts locatifs aidés, PLA - Prêts d'accession à la propriété,

PAP - Prêts locatifs intermédiaires, PLI - Politique du logement fondée sur la préparation à l'ouverture d'un cadre communautaire.

Jeunesse et sports - (24 novembre 1991) (p. 4192) : 28 millions de sportifs - Associations sportives - Sport - Développement des équipements de proximité - Jeunesse - Politique de la ville - Jeux olympiques d'Albertville - Réforme du financement du Fonds national pour le développement du sport, FNDS - Loto sportif - Formation des animateurs - Au nom du groupe de l'Union centriste, se déclare opposé à l'adoption de ce projet de budget.

Affaires sociales et intégration - Economie sociale - (25 novembre 1991) (p. 4272) : prestations sociales en faveur des Français séjournant dans le territoire de la Polynésie française - Engagements de l'Etat à l'égard des territoires d'outre-mer.

Economie, finances et budget - V - Postes et télécommunications - (26 novembre 1991) (p. 4298, 4299) : réforme des postes et des télécommunications - Résultats financiers de France Télécom - Contrat de plan entre l'Etat et La Poste - Services financiers de La Poste - Aménagement du territoire - Services postaux d'acheminement maritime - (p. 4300) : minitel rose.

Défense - (26 novembre 1991) (p. 4336, 4337) : centre d'essais du Pacifique.

Départements et territoires d'outre-mer - (27 novembre 1991) (p. 4364) : crédits affectés aux DOM-TOM - Nouvelle-Calédonie - Polynésie française - (p. 4365) : dépenses de fonctionnement - Postes de médecin à l'Institut de recherche médicale Louis-Malardé - Mesures sociales - Administration de la Polynésie française - Recettes fiscales - Communauté économique européenne, CEE - Fonds européen de développement, FED - Terres australes et antarctiques françaises, TAAF - S'abstiendra dans le vote de ce budget.

Recherche et technologie - (29 novembre 1991) (p. 4504, 4505) : faible part des crédits du budget civil de la recherche et du développement affectés aux départements d'outre-mer - Institut de recherche médicale Louis Malardé en Polynésie française - Laboratoire d'écologie marine de l'université française du Pacifique ; modification du corail polynésien - Vote de ce projet de budget par le groupe de l'Union centriste.

Equipement, logement, transports et espace - IV - Tourisme - (6 décembre 1991) (p. 4919) : situation internationale - (p. 4920) : année 1991 - Jeux olympiques d'hiver - Stations de montagne - Organisation territoriale - Agents de voyage - Tourisme social, familial et associatif - Transfert de compétences - Monde rural - Départements et territoires d'outre-mer - (p. 4921) : Polynésie française - Fonds d'investissement pour le développement économique et social, FIDES - Formation - Dessertes locales et régionales - Avis défavorable sur ce projet de budget.

Articles non rattachés :

(8 décembre 1991) - **Après l'art. 83 octies** (p. 5092) : intervient à propos de l'amendement n° II-58 de M. Georges Othily (cas des sociétés de financement en capital risque et des sociétés d'économie mixte foncières agricoles).

– **Projet de loi relatif à la sécurité des chèques et des cartes de paiement** - *Deuxième lecture* **[n° 148 (91-92)]** - (10 décembre 1991) - **Art. 1er** (*introduction de dispositions relatives aux cartes de paiement (intitulé du décret de loi de 1935)* (p. 5182) : son amendement n° 14 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; rejeté - **Après l'art. 2** (p. 5183) : son amendement n° 15 : rétablissement de l'article 57-1 du décret du 30 octobre 1935 rendant possible l'obtention pour une banque d'un titre exécutoire gratuit ; rejeté - **Art. 2 bis** (*refus de délivrance de chéquiers*) : son amendement n° 7 : suppression de l'obligation pour le banquier qui refuse de délivrer au titulaire d'un compte des formules de chèques de motiver sa décision ; rejeté - **Art. 4** (*régularisation en cas d'émission d'un chèque sans provision*) (p. 5184) : ses amendements n° 8 : aggravation de certaines sanctions pénales ; et n° 16 : possibilité pour les huissiers de justice de travailler au forfait ; rejetés - **Art. 6** (*interdiction « bancaire » en cas de comptes collectifs*) (p. 5187) : son amendement de suppression n° 9 ; rejeté - **Art. 15 bis** (*vérification de la régularité de l'émission par les commerçants*) (p. 5192) : son amendement n° 17 ter : suppression de la distinction entre les destinataires de chèques suivant qu'ils sont ou non immatriculés au registre du commerce ou registre des métiers ; adopté - **Après l'art. 21** (p. 5193) : son amendement n° 18 : dérogation de la saisie-vente pour chèque impayé au code des procédures civiles d'exécution ; rejeté.

– **Projet de loi renforçant la protection des consommateurs** - *Deuxième lecture* **[n° 109 (91-92)]** - (12 décembre 1991) - **Art. 14** (*chambre régionale des métiers en Lorraine*) (p. 5318) : soutient l'amendement de suppression n° 1 bis de M. André Bohl.

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 162 (91-92)]** - (16 décembre 1991) - **Après l'art. 20 sexies** (p. 5426) : son amendement n° 1 : reconnaissance des compétences des collectivités territoriales ; adopté.

– **Projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans les territoires d'outre-mer [n° 179 (91-92)]** - (18 décembre 1991) - **Après l'art. 2** (p. 5552) : son amendement n° 1 : compétences du territoire de la Polynésie française en matière d'organisation de la profession de notaire ; adopté.

– **Conclusions du rapport de M. Bernard Laurent**, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** (n° 201, 91-92) **de M. Daniel Millaud, tendant à confirmer les compétences du territoire relatives à l'organisation des auxiliaires de justice de Polynésie française [n° 201 (91-92)]** - (18 décembre 1991) - **Art. unique** (*compétence du territoire de la Polynésie française en matière d'organisation des auxiliaires de justice*) (p. 5554) : souhaite l'adoption de cette proposition de loi.

MINETTI (Louis), sénateur des Bouches-du-Rhône (C).

NOMINATIONS

– Secrétaire de la commission des affaires économiques.

– Secrétaire de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de projet de loi renforçant la protection des consommateurs (12 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux (18 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses en matière de transports (4 décembre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la contribution de la France à la lutte contre la faim et pour le développement des régions très défavorisées **[n° 311 (90-91)]** (6 mai 1991) - **Coopération.**

Proposition de loi, déposée avec les membres du groupe communiste, tendant à assurer l'aménagement et la réhabilitation de l'étang de Berre **[n° 66 (91-92)]** (30 octobre 1991) - **Environnement.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 **[n° 91 (91-**

92)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Consommation et concurrence** - [n° **94 (91-92) tome 8**] (19 novembre 1991).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **288** (*JO* Débats du 20 mars 1991) (p. 54) - Ministère : Agriculture - *Application de la loi modifiant diverses dispositions intéressant l'agriculture et la forêt* - (Réponse : *JO* Débats du 1er juin 1991) (p. 1221) - **Agriculture.**

n° **289** (*JO* Débats du 20 mars 1991) (p. 54) - Ministère : Intérieur - *Lutte contre les incendies* - (Réponse : *JO* Débats du 1er juin 1991) (p. 1219) - **Incendies.**

n° **315** (*JO* Débats du 15 mai 1991) (p. 966) - Ministère : Intérieur - *Mise en application des plans de zones sensibles aux incendies* - (Réponse : *JO* Débats du 1er juin 1991) (p. 1220) - **Incendies.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse** [n° **98 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (21 mars 1991) - **Art. 1er** (*consécration juridique de la notion de « peuple corse composante du peuple français »*) (p. 107) : notion de « peuple corse » - Spécificité de la culture corse - Pascal Paoli - (p. 108) : soutient l'amendement n° 109 de M. Robert Pagès (intégration du « peuple corse » à la nation française) - **Art. 31** (*pouvoirs du président du conseil exécutif*) (p. 136) : soutient l'amendement n° 127 de M. Robert Pagès (cosignature des arrêtés du président par le ou les membres du conseil exécutif) - **Art. 32** (*rapport annuel présenté à l'Assemblée*) (p. 137) : soutient l'amendement n° 128 de M. Robert Pagès (vote de l'Assemblée de Corse sur le rapport d'activité de son président) - **Après l'art. 20** (p. 138) : soutient les amendements n° 115, n° 116, n° 117 et n° 118 de M. Robert Pagès (précédemment réservés p. 130) - **Art. 36** (*mise en jeu de la responsabilité du conseil exécutif*) (p. 139) : soutient l'amendement n° 129 de M. Robert Pagès (motion de défiance de l'Assemblée de Corse à l'encontre de l'exécutif) - **Art. 40** (*contrôle de légalité*) (p. 140) : soutient l'amendement de coordination n° 130 de M. Robert Pagès - **Art. 41** (*contrôle budgétaire*) (p. 142) : soutient l'amendement de coordination n° 131 de M. Robert Pagès - **Art. 42** (*effectif du conseil économique, social et culturel de Corse*) (p. 144) : soutient l'amendement de coordination n° 132 de M. Robert Pagès - **Art. 43** (*attributions du conseil économique et social*) (p. 145) : soutient l'amendement de coordination n° 133 de M. Robert Pagès - **Art. 44** (*attributions du conseil de la culture, de l'éducation et du cadre de vie Corse*) (p. 147) : soutient l'amendement de coordination n° 134 de M. Robert Pagès - **Art. 46** (*attributions du représentant de l'Etat*) : soutient l'amendement n° 135 de M. Robert Pagès (suppression de la référence au président du conseil exécutif) - **Art. 47** (*rapport sur l'activité des services de l'Etat*) (p. 148) : soutient l'amendement n° 136 de M. Robert Pagès (débat de plein droit de l'Assemblée sur le rapport spécial présenté par le représentant de l'Etat) - **Art. 51** (*enseignement supérieur*) (p. 149, 150) : soutient les amendements de M. Robert Pagès n° 137 (pouvoir de proposition du bureau de l'Assemblée de Corse), n° 138 (accroissement du rôle de l'Université de Corse) et n° 139 (référence à la politique nationale de l'enseignement supérieur) - **Art. 52** (*activités éducatives complémentaires et enseignement de la langue et de la culture corses*) (p. 151, 152) : soutient les amendements de M. Robert Pagès, n° 140 de coordination, n° 141 (organisation d'un débat à l'Assemblée de Corse sur le statut de co-officialité entre le français et la langue corse) et n° 142 (établissement par l'Assemblée de Corse d'un statut de co-officialité entre le français et la langue corse) - Au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'amendement n° 51 de la commission (caractère facultatif des cours de langue corse) - **Art. 53** (*répartition des emplois dans les établissements de l'enseignement public*) : soutient l'amendement de coordination n° 143 de M. Robert Pagès - **Art. 54** (*compétences de la collectivité territoriale de Corse dans le domaine de la communication audiovisuelle*) : soutient l'amendement n° 144 de M. Robert Pagès (représentation des différents courants d'opinion) - **Après l'art. 56** (p. 154) : soutient l'amendement n° 145 de M. Robert Pagès (création d'un conseil de surveillance du littoral).

Suite de la discussion - (22 mars 1991) - **Art. 58** (*schéma d'aménagement de la collectivité territoriale de Corse*) - *Art. L. 144-3 du code de l'urbanisme (élaboration du schéma d'aménagement de la Corse)* (p. 164) : soutient l'amendement n° 148 de M. Robert Pagès (substitution du bureau de l'Assemblée au conseil exécutif) - *Art. L. 144-4* (*révision du schéma d'aménagement de la Corse*) : soutient l'amendement n° 149 de M. Robert Pagès (suppression de la référence au conseil exécutif) - *Art. L. 144-5* (*opposabilité du schéma d'aménagement de la Corse*) : soutient l'amendement de suppression n° 150 de M. Robert Pagès - **Art. 58 bis** (*création d'une ressource fiscale nouvelle affectée à un fonds d'intervention pour l'aménagement de la Corse*) (p. 166) : soutient l'amendement de suppression n° 151 de M. Robert Pagès - **Art. 59** (*aides de la collectivité territoriale au développement économique*) (p. 172) : soutient l'amendement de coordination n° 152 de M. Robert Pagès - **Après l'art. 59** (p. 173) : soutient l'amendement n° 153 de M. Robert Pagès (comité de coordination) - **Art. 60** (*propositions relatives au régime fiscal spécifique de la Corse et aux dispositions destinées à faciliter la sortie de l'indivision*) (p. 174) : soutient l'amendement de coordination n° 154 de M. Robert Pagès - **Après l'art. 60** (p. 175, 176) : soutient les amendements de M. Robert Pagès, n° 155 (publicité concernant l'utilisation des fonds destinés aux aides économiques) et n° 156 (mise en place d'un comité régional des prix) - **Art. 62** (*office du développement agricole et rural de Corse*) (p. 177) : soutient l'amendement de coordination n° 157 de M. Robert Pagès - **Art. 63** (*office territorial d'équipement hydraulique*) : soutient l'amendement de coordination n° 158 de M. Robert Pagès - **Après l'art. 63** : soutient l'amendement n° 159 de M. Robert Pagès (mise en place d'un comité consultatif de l'eau) - **Art. 66** (*compétences de la collectivité territoriale de Corse en matière de logement*) (p. 179) : soutient l'amendement de coordination n° 160 de M. Robert Pagès.

– **Projet de loi portant réforme hospitalière** [n° **309 (90-91)**] - (4 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1262) : conséquences d'une réforme hospitalière - Remboursement des médicaments - Protection sociale - Politique de la santé - Hôpitaux privés - (p. 1263) : inégalité entre hôpitaux publics et privés - Suppression de lits dans les établissements - Alternatives à l'hospitalisation - Profits - Inégalités dans l'accès aux soins - Financement des équipements - Dépenses de santé - Prévention et recherche - Personnels de santé - (p. 1264) : qualité des équipements et compétence des personnels - Dépenses d'investissement des hôpitaux publics - Financement de l'assurance maladie - Avec le groupe communiste, votera contre ce projet de loi.

– **Question orale avec débat : évolution des crédits de l'agriculture** - (28 juin 1991) (p. 2239) : projet de budget pour 1992 - Prêts aux jeunes agriculteurs - Enseignement agricole - Secteur agro-alimentaire - Reboisement de la forêt méditerranéenne - Lutte contre les incendies - Indemnisation des victimes des calamités agricoles - Politique agricole commune - Intervention - (p. 2240) : développement agro-industriel - Incendies des espaces forestiers et ruraux méditerranéens - Action du Gouvernement.

– **Projet de loi modifiant les articles 24, 26 et 34-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication** - *Deuxième lecture* [n° **401 (90-91)**] - (28 juin 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2249) : paysage audiovisuel français - Programmes de la chaîne - Avec le groupe communiste, s'abstiendra lors du vote de ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **423 (90-91)**] - (28 juin 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2255) : atteinte aux droits de l'homme - Avec le groupe communiste, votera contre l'adoption du texte proposé par la commission mixte paritaire.

- **Rappel au règlement** - (28 juin 1991) (p. 2255, 2256) : demande au Gouvernement d'intervenir en faveur des salariés de l'entreprise Sud-Marine, menacés de licenciement.

- **Projet de loi portant réforme hospitalière** - *Nouvelle lecture* **[n° 409 (90-91)]** - (28 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2268) : avec le groupe communiste, s'oppose au texte proposé.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** - *Nouvelle lecture* **[n° 424 (90-91)]** - (28 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2275) : hétérogénéité des dispositions du projet de loi - Chômage - Pensions et retraites - (p. 2276) : amendements - Affiliation des étudiants à la sécurité sociale - Laboratoires de biologie - Avec le groupe communiste, ne votera pas la motion d'irrecevabilité - Egalité sociale des départements d'outre-mer.

- **Projet de loi portant diverses mesures destinées à favoriser l'accessibilité aux personnes handicapées des locaux d'habitation, des lieux de travail et des installations recevant du public** - *Deuxième lecture* **[n° 417 (90-91)]** - (28 juin 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2287) : avec le groupe communiste, votera ce projet de loi.

- **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la discussion** - (3 juillet 1991) - **Art. 56 nonies** (*services publics locaux de distribution de gaz*) (p. 2445) : soutient l'amendement de suppression n° 39 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - Service public - EDF-GDF - **Art. 64** (*versement aux communautés de communes et aux communautés de ville des attributions au titre du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée*) (p. 2479) : soutient l'amendement n° 46 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (extension à toutes les communes de la disposition proposée) - **Art. 65** (*convention passée par les collectivités territoriales ou leurs groupements avec des collectivités territoriales étrangères*) (p. 2480) : soutient l'amendement de suppression n° 47 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 66** (*commission nationale de coopération décentralisée*) (p. 2482) : soutient l'amendement de suppression n° 48 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : procédure budgétaire de la communauté économique européenne** - (8 octobre 1991) (p. 2675) : intervient dans le débat consécutif à la question.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture [n° 30 (91-92)]** - (10 octobre 1991) (p. 2811) : manifestations - Politique agricole commune - Revenus des agriculteurs - Espace rural - Zones défavorisées - Aménagement foncier - Diversification des productions - Entrée de la Grande-Bretagne dans le marché commun - Incendies de forêts - Planteurs de tabac - (p. 2812) : situation des agriculteurs - Politique agricole commune - Fiscalité - Concours financier de l'Etat - Jeunes agriculteurs.

- **Projet de loi renforçant la protection des consommateurs [n° 304 (90-91)]** - (15 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2867) : protection des consommateurs - Sécurité des transactions - Economie - Inadaptation du droit commun - Droit de la consommation - Pouvoir d'achat - (p. 2868) : « consommateurs de seconde zone » - Surendettement des ménages - Protection des consommateurs - Publicité comparative - Le groupe communiste réserve sa position définitive sur ce texte - **Art. 1er** (*extension du délit d'abus de faiblesse*) (p. 2874) : son amendement n° 23 : nouvelle rédaction ; rejeté - (p. 2879) : se déclare défavorable à l'amendement n° 4 de la commission (suppression de la référence aux foires et salons) - **Art. 3** (*exécution différée de la livraison de la chose ou de la prestation de service*) (p. 2881) : sur l'amendement n° 7 de la commission (conditions d'exercice de la faculté de résiliation du contrat), son sous-amendement n° 26 ; rejeté - **Art. 10-1** (*calcul des indices de prix à la consommation*) (p. 2892) : son amendement n° 25 : exclusion du prix du tabac dans le calcul de l'indice des prix de référence ; devenu sans objet - **Art. 10 (précédemment réservé p. 2891)** (*autorisation de la publicité comparative*) (p. 2896) : son amendement de suppression n° 24 ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2905) : défense du consommateur - Le groupe communiste s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Projet de loi modifiant le code forestier [n° 477 (90-91)]** - (5 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3441) : prévention des incendies de forêts - Espaces forestiers et ruraux - Décret d'application relatif au plan des zones sensibles aux incendies - (p. 3442) : protection du massif forestier - Exode rural - Collectivités publiques - Plan de reboisement - **Art. 1er** (*définition du débroussaillement*) (p. 3443) : son amendement n° 9 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 5** (*extension des obligations de débroussaillement*) (p. 3444) : sur l'amendement n° 2 de la commission (1°) nouvelle rédaction), son sous-amendement n° 10 ; adopté - **Avant l'art. 12** (p. 3446, 3447) : son amendement n° 11 : abaissement du taux de TVA applicable aux travaux de débroussaillement ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 12** (*rapport d'évaluation*) : ses amendements, n° 12 : rapport annuel du Gouvernement devant le Parlement sur l'ensemble des moyens consacrés à la prévention et à la lutte contre les incendies de forêts, ainsi qu'à la reconstitution des espaces incendiés ; n° 13 : dépôt devant le Parlement d'un rapport d'évaluation de la mise en oeuvre du présent projet de loi par le Gouvernement à l'issue d'un délai de trois ans ; adoptés - (p. 3448) : son amendement n° 14 : remplacement des mots « collectivités publiques » par les mots « Etat et collectivités territoriales » ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3449) : le groupe communiste votera ce projet de loi.

- **Rappel au règlement** - (5 novembre 1991) (p. 3448, 3449) : article 36, alinéa 3 du règlement du Sénat, demande le retrait immédiat des forces de l'ordre des établissements Renault de Cléon et l'ouverture des négociations.

- **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Art. 10 bis** (*dégrèvement de taxe foncière sur les propriétés non bâties pour certains éleveurs*) (p. 3945) : forêt méditerranéenne - Incendies - Reboisement - (p. 3946) : transactions immobilières et foncières - **Après l'art. 14** (p. 3963) : soutient l'amendement n° I-168 de M. Robert Vizet (définition des bénéfices non commerciaux pour les entreprises et des revenus non déductibles pour l'assiette de l'impôt sur le revenu pour les personnes physiques) - **Après l'art. 18 bis** (p. 3987) : soutient l'amendement n° I-130 de M. Robert Vizet (rétablissement du taux de TVA appliqué antérieurement aux produits de l'horticulture).

Deuxième partie :

Budget annexe des prestations sociales agricoles - (28 novembre 1991) (p. 4423) : financement de ce budget par les travailleurs non salariés non agricoles - Hausse des cotisations sociales - Baisse du revenu agricole - Alignement du régime des prestations sociales agricoles sur le régime général - Retraite agricole des non salariés - Diminution du nombre d'exploitations - Crise de l'agriculture - Mécontentement des départements bretons - Au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'adoption du BAPSA pour 1992.

- **Rappel au règlement** - (28 novembre 1991) (p. 4426) : demande l'organisation d'un débat au Parlement sur la réforme de la politique agricole commune, PAC, liée aux négociations de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, GATT.

- **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Agriculture et forêt - (28 novembre 1991) (p. 4460) : manifestation des agriculteurs du 29 septembre 1991 - Baisse du revenu brut agricole moyen - Elevage de bovins et d'ovins - Viticulture - Baisse des prix agricoles - (p. 4461) : réduction des exportations agricoles européennes sur le marché mondial - Région Provence-Alpes-Côte d'Azur - Diminution du nombre d'agriculteurs - Production céréalière - Accord de Dublin de 1985 - Plan d'aides au revenu des viticulteurs - Avenir des coopératives - Nombreuses faillites de négociants de fruits et légumes - Crise de l'élevage d'ovins - Importations de Nouvelle-Zélande et de Grande-Bretagne - Réforme de la politique agricole commune, PAC - Accord

général sur les tarifs douaniers et le commerce, GATT - Forêts : zones à risque d'incendies - Conservatoire de la forêt méditerranéenne - Plan de reboisement.

Aménagement du territoire - (4 décembre 1991) (p. 4785) : baisse des crédits d'aménagement du territoire - Désertification des territoires ruraux - Fermeture des petites gares - Délocalisations - Région parisienne privilégiée - Au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'adoption de ce projet de budget.

Economie, finances et budget - II - Services financiers (et consommation) - (4 décembre 1991) - Rapporteur pour avis (consommation et concurrence) (p. 4806) : disparition du secrétariat d'Etat chargé de la consommation - (p. 4807) : protection des consommateurs - Loi sur le surendettement - Application des directives communautaires relatives à la protection des consommateurs dans les autres pays de la Communauté économique européenne, CEE - Organisations de consommateurs - Institut national de la consommation, INC - Publicité comparative - Importation d'animaux de boucherie ne respectant pas les normes sanitaires françaises - Au nom de la commission des affaires économiques, s'en remet à la sagesse du Sénat sur le vote des crédits de la concurrence et de la consommation inscrits au projet de loi de finances pour 1992.

Equipement, logement, transports et espace - IV - Tourisme - (6 décembre 1991) (p. 4923) : année 1991 - Promotion à l'étranger - Droit aux vacances - Tourisme social - Crédits pour 1992 - Rôle de la Caisse des dépôts et consignations - (p. 4924) : chèque-vacances - Rôle des comités d'entreprises - Statut économique et fiscal des associations - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de budget.

– **Projet de loi renforçant la protection des consommateurs** - *Deuxième lecture* [n° **109 (91-92)**] - (12 décembre 1991) - **Art. 10-1** (p. 5315) : son amendement n° 33, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : abrogation de l'article 1er de la loi du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme ; devenu sans objet.

MIROUDOT (Michel), sénateur de la Haute-Saône (UREI).

NOMINATIONS

– Vice-président de la commission des affaires culturelles.

– Secrétaire de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

Membre titulaire du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé.

Membre titulaire du conseil d'orientation du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou.

Membre titulaire du conseil d'administration de la société de programme France Régions 3 (FR3).

Membre titulaire de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait avec plusieurs de ses collègues au nom de la commission des affaires culturelles, à la suite d'une mission d'information effectuée du 13 au 27 septembre 1990 en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et au Canada, chargée d'étudier les « grandes bibliothèques » de Grande-Bretagne et des Etats-Unis et la situation de la francophonie dans le Nord-Est des Etats-Unis [n° **250 (90-91)**] (27 mars 1991) - **Culture.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Culture** - [n° **93 (91-92) tome 1**] (19 novembre 1991).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **131** (*JO* Débats du 8 mai 1991) (p. 898) - Ministère : Industrie - *Dégradation de la situation de l'industrie textile* - (Caduque : mai 1991) - **Industrie textile.**

n° **14** (*JO* Débats du 1er juin 1991) (p. 1228) - Ministère : Industrie - *Dégradation de la situation de l'industrie textile* - (Réponse : *JO* Débats du 19 juin 1991) (p. 1738) - **Industrie textile.**

INTERVENTIONS

– **Questions orales avec débat jointes : situation de l'industrie textile** - (18 juin 1991) (p. 1738) : industrie textile - Exemple de Villersexel - Modernisation - Accord multifibres - GATT - Emploi.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Art. 18 bis** (*taxe sur la valeur ajoutée applicable aux opérations portant sur les oeuvres d'art originales d'artistes vivants*) (p. 3978) : son amendement n° I-106, soutenu par M. Maurice Schumann : retour au dispositif antérieur de taxation sur une marge forfaitaire, sans distinction de l'origine de l'oeuvre ; retiré au profit de l'amendement n° I-79 de la commission (retour au dispositif antérieur de taxation sur une marge forfaitaire, sans distinction de l'origine de l'oeuvre) - **Après l'art. 18 bis** (p. 3980) : son amendement n° I-107, soutenu par M. Maurice Schumann : suppression de l'assujettissement à la TVA pour les écrivains ; retiré au profit de l'amendement n° I-1 de M. Jean Cluzel (suppression de l'assujettissement des oeuvres de l'esprit).

Deuxième partie :

Culture - (2 décembre 1991) - Rapporteur pour avis - Son intervention et ses amendements présentés par M. Marcel Lucotte (p. 4670, 4671 et 4688, 4689).

MISSOFFE (Hélène), sénateur du Val-d'Oise (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

– Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre titulaire du Comité national des retraités et personnes âgées ; est nommée membre suppléant de ce comité (*JO* Lois et décrets du 28 décembre 1991).

Membre titulaire du Haut conseil du secteur public jusqu'au 19 novembre 1991.

Membre titulaire du Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés.

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement du second cycle de l'enseignement public du second degré jusqu'au 31 mai 1991.

– Est nommée membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'agence du médicament et à la maîtrise négociée des dépenses de médicaments remboursables (10 décembre 1991).

Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique (28 juin 1991).

Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions

restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (17 décembre 1991).

Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service (18 décembre 1991).

Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant les dispositions de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relative aux cotisations sociales agricoles et créant un régime de préretraite agricole (18 décembre 1991).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **9 (91-92)**] relatif à l'Agence du médicament et à la maîtrise négociée des dépenses de médicaments remboursables, considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, après déclaration d'urgence [n° **56 (91-92)**] (23 octobre 1991) - **Santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **214 (91-92)**] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, portant diverses dispositions d'ordre social [n° **223 (91-92)**] (19 décembre 1991) - **Sécurité sociale.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **326** (*JO* Débats du 5 juin 1991) (p. 1277) - Ministère : Equipement - *Conséquences du développement de l'aéroport de Roissy* - (Réponse : *JO* Débats du 15 juin 1991) (p. 1701) - **Aérodromes.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant diverses mesures de soutien au bénévolat dans les associations [n° 291 (90-91)]** - (6 mai 1991) - **Art. 1er** (*institution d'un congé de représentation en faveur des salariés*) (p. 863) : se déclare favorable à l'amendement de coordination n° 22 de la commission.

– **Projet de loi portant réforme hospitalière [n° 309 (90-91)] - Suite de la discussion** - (5 juin 1991) **Art. 1er** (*missions et obligations des établissements de santé*) - *Art. L. 711-1 du code de la santé publique* (*missions des établissements de santé*)(p. 1296) : précisions dans la rédaction des amendements.

– **Projet de loi relatif à l'Agence du médicament et à la régulation des dépenses de médicaments prises en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie [n° 9 (91-92)]** - (28 octobre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3251) : dépenses et consommation de médicaments - Industrie pharmaceutique - Contrôle de l'offre - Information - (p. 3252) : prescriptions médicales - Industrie pharmaceutique - Prix des médicaments - Rôle et statut de l'Agence - (p. 3253) : industrie pharmaceutique - Corps des pharmaciens inspecteurs - Gestion des médicaments vétérinaires - Organismes d'assurance maladie - Comité du médicament - Conventions annuelles - Dépenses de promotion et de publicité - (p. 3254) : fixation d'un plafond de dépenses - Pénalités - Rapport au Parlement - **Art. 1er** (*Agence du médicament*) (p. 3270) : travaux de la commission - (p. 3272) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 101 de M. Paul Souffrin - *Art. L. 567-1 du code de la santé publique* (*statut de l'Agence*) : son amendement n° 1 : définition du statut de l'Agence ; adopté - *Art. L. 567-2* (*compétences de l'Agence*) (p. 3273) : demande le retrait de l'amendement n° 70 de M. Pierre Schiélé (répartition pharmaceutique) - (p. 3274) : s'oppose à l'amendement n° 76 de M. Claude Estier (définition par l'Agence d'axes prioritaires de la recherche et développement des activités industrielles dans le domaine du médicament) - Ses amendements, n° 3 : contrôle technique relatif à la qualité entrepris par l'agence ; et n° 4 : contrôle des eaux minérales ; adoptés - (p. 3276) : s'oppose aux amendements de M. Paul Souffrin, n° 102 (participation de l'Agence sous l'autorité du ministre de la santé à la négociation des engagements internationaux) et n° 103 (limitation du rôle international de l'Agence du médicament à la dynamisation des programmes de recherche dans le domaine des médicaments et des produits pharmaceutiques) - Son amendement de précision n° 5 ; adopté - (p. 3277) : s'oppose à l'amendement n° 104 de M. Paul Souffrin (actions de formation entreprises par l'Agence) - *Art. L. 567-3* (*conseil d'administration et direction générale*) : son amendement n° 6 : composition du conseil d'administration ; adopté - (p. 3278) : s'oppose aux amendements de M. Paul Souffrin, n° 105 (composition du conseil d'administration) et n° 106 (indépendance des membres du conseil d'administration vis-à-vis des entreprises de l'industrie pharmaceutique et de la chimie) - (p. 3279) : son amendement n° 7 : institution d'un conseil scientifique consultatif ; adopté - (p. 3280) : son amendement n° 8 : nomination par décret en conseil des ministres du président directeur général du conseil d'administration ; adopté - *Art. L. 567-4* (*compétences du directeur général*) : ses amendements, n° 9 de coordination, et n° 10 : interdiction de tout recours hiérarchique contre les décisions du directeur ; adoptés - *Art. L. 567-5* (*personnel conctractuel de l'Agence*) : son amendement n° 11 : statut des agents contractuels ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 107 de M. Paul Souffrin (statut des fonctionnaires de la direction de la pharmacie et du laboratoire de la santé) - *Art. L. 567-7* (*ressources de l'Agence*) : son amendement n° 12 : montant des subventions de l'Etat ; retiré - (p. 3282) : accepte l'amendement de coordination n° 84 de M. Etienne Dailly - Son amendement n° 13 : affectation des pénalités versées au titre du dépassement des dépenses de promotion et de publicité ; retiré - (p. 3283) : s'oppose à l'amendement n° 108 de M. Paul Souffrin (indépendance de l'Agence du médicament à l'égard des industriels de la chimie et des fabricants de médicaments) - *Art. L. 567-9* (*contrôle financier*) : son amendement n° 14 : contrôle financier a posteriori ; adopté - *Art. L. 567-10* (*compétence des inspecteurs*) (p. 3284) : son amendement n° 15 : unité du corps de l'inspection de la pharmacie et maintien des conditions de diplôme et de statut actuellement requises ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 109 de M. Paul Souffrin (rôle des pharmaciens inspecteurs), demande le retrait de l'amendement n° 71 de M. Pierre Schiélé (extension des missions confiées au corps d'inspection à la répartition pharmaceutique), accepte l'amendement n° 77 de M. Claude Estier (conditionnement des médicaments) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 87 de M. Claude Huriet (inspection des établissements hospitaliers) - *Art. L. 567-11* (*obligations des inspecteurs de l'Agence du médicament*) (p. 3286) : son amendement de coordination n° 16 ; retiré - *Art. L. 567-13* (*application réglementaire*) : son amendement de coordination n° 17 ; adopté - *Art. L. 567-14* (*rapport d'activité*) : son amendement de coordination n° 18 ; adopté - (p. 3287) : s'oppose à l'amendement n° 113 de M. Paul Souffrin (renforcement des pouvoirs du conseil d'administration) - **Art. 2** (*haut comité du médicament ; détermination des objectifs d'évolution des dépenses ; régime des prix et sanctions*) (p. 3289) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 114 de M. Paul Souffrin - Son amendement n° 19 : inscription des médicaments sur la liste des produits remboursables ; adopté - *Avant l'art. L. 162-18 du code de la sécurité sociale* (p. 3292) : intervient à propos de l'amendement n° 78 de M. Claude Estier (inscription des médicaments sur la liste des produits remboursables) .

– **Rappel au règlement de M. Franck Sérusclat** - (29 octobre 1991) (p. 3302) : organisation des travaux du Sénat.

– **Projet de loi relatif à l'Agence du médicament et à la régulation des dépenses de médicaments prises en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie [n° 9 (91-92)] - Suite de la discussion** - (29 octobre 1991) - Rapporteur - **Art. 2 (suite)** - *Art. L. 162-18 du code de la sécurité sociale* (*Haut comité du médicament ; fixation d'objectifs annuels globaux*) (p. 3304) : son amendement n° 20 : mission du

comité du médicament ; adopté - (p. 3306) : sur son amendement n° 20 (mission du comité du médicament), accepte le sous-amendement n° 72 de M. Jean Chérioux - S'oppose aux amendements n° 116 (objectif annuel d'évolution des dépenses de médicaments défini par le Gouvernement) et n° 115 (avis de la Caisse nationale d'assurance maladie) de M. Paul Souffrin, et n° 79 de M. Claude Estier (avis de l'Agence du médicament) - Demande le retrait de l'amendement n° 73 de M. Jean Chérioux (fixation des prix français du médicament) - *Art. L. 162-18 bis (composition, compétences et pouvoirs du Haut comité du médicament)* (p. 3309) : accepte l'amendement n° 88 de M. Claude Huriet (mission du Haut comité du médicament) - Son amendement de coordination n° 21 ; adopté - (p. 3310) : accepte l'amendement de coordination n° 89 de M. Claude Huriet - Son amendement n° 22 : composition du Haut comité ; adopté - (p. 3312) : ses amendements n° 23, rédactionnel, n° 25, de coordination, et n° 26 : approbation des conventions négociées par le Haut comité du médicament ; adoptés ; n° 24, de coordination ; réservé jusqu'après l'examen de l'article L. 162-18-1 - S'oppose à l'amendement n° 59 du Gouvernement (avis de la commission de la transparence sur l'ensemble des produits nouveaux) - (p. 3314) : son amendement n° 27 : pouvoir de décision du Haut comité ; adopté - *Art. L. 162-18-1 (détermination contractuelle du prix et du volume des ventes des produits innovants)* : son amendement n° 28 : définition des produits innovants ; adopté - *Art. L. 162-18 bis (suite)* (p. 3316) : son amendement de coordination n° 24 ; (adopté ; précédemment réservé p. 3312) - *Art. L. 162-18-1 (suite)* : ses amendements de coordination n° 29 et n° 30 ; adoptés - (p. 3317) : ses amendements n° 31 de coordination, n° 32 : clause de révision contenue dans les conventions ; et n° 33 : seconde délibération demandée par la puissance publique dans le cas de l'échec de la procédure de négociation conventionnelle ; adoptés - *Art. L. 162-18-2 (versement d'une remise en cas de dépassement des objectifs définis par la convention relative aux produits innovants)* (p. 3318) : son amendement n° 34 : cas d'un dépassement non justifié par un accroissement imprévisible des besoins sanitaires de la population ; adopté - Accepte l'amendement n° 99 de M. François Delga (variation du taux de ristourne comprise entre 20 et 80 % du dépassement) - Son amendement n° 35 : variation du taux de ristourne comprise entre 40 et 80 % du dépassement ; retiré - (p. 3320) : son amendement rédactionnel n° 36 ; adopté - Accepte l'amendement n° 57 de M. François Delga (remises pesant sur les entreprises) - *Art. L. 162-18-3 (régime applicable aux médicaments non innovants)* (p. 3322) : ses amendements n° 37 : convention conclue par le Haut comité du médicament ; et n° 38 : modulation des prix ; adoptés - (p. 3323) : s'oppose à l'amendement n° 61 du Gouvernement (convention et modulation des prix) et demande le retrait de l'amendement n° 93 de M. Claude Huriet (assouplissement des règles de modulation des prix) - Ses amendements n° 39 : politique de promotion et de publicité de l'entreprise ; et n° 40 : régime réglementaire de substitution à défaut de conclusion par l'entreprise d'une convention annuelle avant le 1er avril ; adoptés - (p. 3324) : ses amendements n° 119 et n° 43 de coordination, n° 41 : dépassement des objectifs définis par la convention relative aux produits non innovants ; et n° 44 : dépassement lié à une spécialité parmi les moins coûteuses dans une même indication thérapeutique ; adoptés - Accepte l'amendement n° 100 de M. François Delga (fourchette de remise comprise entre 20 et 80 %) - (p. 3325) : accepte les amendements n° 58 de M. François Delga (remises pesant sur les entreprises) et n° 96, rédactionnel de M. Claude Huriet - *Art. L. 162-18-4 (modalités d'évaluation des dépenses de médicaments pris en charge par la sécurité sociale)* : son amendement n° 46 : suppression du dernier alinéa du texte proposé par l'article 2 pour l'article L. 162-18-4 du code de la sécurité sociale ; adopté - *Art. L. 162-18-5 (déclaration du chiffre d'affaires, recouvrement de la remise, contentieux)* (p. 3326) : son amendement de coordination n° 47 ; adopté - Accepte l'amendement n° 80 de M. Claude Estier (remise incluse dans les charges déductibles pour la détermination de l'assiette de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu) - *Art. L. 162-18-7 (absence de convention ; sanction du non-respect des stipulations contractuelles relatives au prix des médicaments)* : son amendement n° 48 : régime des prix applicables en l'absence de convention annuelle relative aux produits non innovants au 1er avril ; adopté - (p. 3327) : s'oppose à l'amendement n° 64 du Gouvernement (prix applicables en l'absence de convention) - *Art. L. 162-18-8 (régime transitoire)* : son amendement n° 49 : suppression de cet article et renvoi des dispositions qu'il contient dans un article additionnel intitulé : « dispositions diverses » ; adopté - *Après l'art. 162-18-8* (p. 3328) : accepte l'amendement n° 74 de M. Jean Chérioux (publicité des conventions aux conditions définies par voie réglementaire) - **Art. 3** *(fixation conventionnelle du montant des dépenses de promotion et de publicité)* (p. 3329) : s'oppose aux amendements du Gouvernement, n° 66 (présence du ministre de l'économie dans la liste des ainsi qu'à l'amendement n° 117 de M. Paul Souffrin (dépenses en matière de recherche pharmaceutique) - Ses amendements de coordination n° 50 et n° 53 ; adoptés - (p. 3330) : ses amendements n° 51 : nouvelle rédaction du paragraphe III ; et n° 52 : substitution du terme de remise à celui de pénalité ; adoptés - (p. 3331) : s'oppose à l'amendement n° 81 de M. Claude Estier (suppression du second alinéa du paragraphe IV) - **Art. 4 A** *(rapport sur l'application de la loi)* : son amendement n° 54 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - **Art. 4** *(coordination et modification des dispositions relatives à l'inspection de la pharmacie et aux taxes et redevances sur les spécialités pharmaceutiques)* (p. 3333) : sur les amendements du Gouvernement, s'oppose au n° 69 (fixation de la liste des produits réservés à l'usage hospitalier par le ministre chargé de la santé) et accepte le n° 120 (consultation des inspecteurs de l'Agence du médicament ou de la pharmacie) - (p. 3334) : accepte l'amendement rédactionnel n° 85 de M. Etienne Dailly et le n° 98 de coordination de M. Claude Huriet - (p. 3335) : accepte l'amendement n° 86 de M. Etienne Dailly (rôle des inspecteurs de la pharmacie) - (p. 3336) : s'oppose à l'amendement n° 118 de M. Paul Souffrin (cas où les inspecteurs relèvent un fait susceptible d'impliquer des poursuites pénales) - **Après l'art. 6** : son amendement n° 55 : remboursement jusqu'à la mise en place de l'identification automatique des spécialités remboursables ; adopté - Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 122 du Gouvernement - **Après l'art. 7** (p. 3337) : accepte l'amendement n° 75 de M. Jean Chérioux (modification des dispositions du code de la santé publique relatives aux médicaments vétérinaires) - **Sur l'ensemble** (p. 3339) : rôle de l'Etat - Compétence de l'Agence.

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 162 (91-92)] - (16 décembre 1991) - **Art. 2** *(modification de la loi sur le RMI : échanges d'informations et prorogation de la durée d'application)* (p. 5400) : intervient sur l'amendement n° 45 de M. Jacques Thyraud (suppression du deuxièmement de l'article relatif aux échanges informatisés des informations recueillies).

Suite de la discussion - (17 décembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5464) : projet de loi relatif à l'agence du médicament - Rôle du Parlement - Commission mixte paritaire.

Nouvelle lecture **[n° 214 (91-92)]** - (20 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5701) : échec de la CMP - Nouveaux articles introduits par l'Assemblée nationale - (p. 5702) : souhaite le rétablissement du texte voté par le Sénat en première lecture - Dépistage du SIDA - Indemnisation des victimes de transfusion sanguine - Lutte contre les maladies transmissibles - **Art. 1er** *(aide aux associations logeant à titre temporaire des personnes défavorisées et allocation de logement dans certains établissements de long séjour)* : son amendement n° 1 : impossibilité pour toute personne en situation irrégulière de bénéficier des dispositions de l'article 1er ; adopté - **Art. 2** *(modification de la loi sur le RMI : échanges d'informations et prorogation)* (p. 5703) : son amendement n° 2 : reprise du texte adopté en première lecture par le Sénat ; adopté - **Art. 3** *(transfert de la totalité du service départemental d'action sociale sous l'autorité du président du conseil général)* (p. 5704) : son amendement de suppression n° 3 ; adopté - **Art. 5** *(pérennisation du régime local d'assurance maladie applicable dans les départements d'Alsace et Moselle)* : son amendement de suppression n° 4 ; adopté - **Art. 5 bis A** *(obligation d'infor-*

mation des personnes demandant la liquidation de leurs avantages de retraite) (p. 5705) : son amendement n° 5 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 8 bis** (*recouvrement des prestations en nature indues*) : son amendement de suppression n° 6 ; adopté - **Art. 9** (*régime déclaratif applicable aux structures alternatives à l'hospitalisation*) (p. 5706) : sur l'amendement rédactionnel n° 19 du Gouvernement, accepte le I et s'oppose au II et au III - **Après l'art. 9** (p. 5707) : accepte l'amendement n° 20 du Gouvernement (modification de la loi du 31 juillet 1991 en intégrant dans l'objectif annuel la chirurgie ambulatoire et l'hospitalisation de jour) - **Art. 9 bis** (*contribution exceptionnelle des établissements de vente en gros de spécialités pharmaceutiques et règles applicables aux remises et ristournes qu'ils accordent aux officines*) (p. 5708) : son amendement de suppression n° 7 ; adopté - **Art. 11 bis A à 22** : ses amendements présentés par M. Jean Chérioux (p. 5710, 5720).

MOINARD (Louis), sénateur de la Vendée (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Membre titulaire de la Commission nationale d'urbanisme commercial.

– Est nommé membre de la commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées (*JO* Lois et décrets du 21 novembre 1991).

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière de pêches maritimes et de cultures marines (22 mai 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses en matière de transports (4 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la protection des consommateurs (12 décembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Art. 8** (*réduction du taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices distribués et modulation du régime des acomptes*) (p. 3933) : soutient les amendements n° I-18 et n° I-20 de M. Xavier de Villepin - Son amendement n° I-19 ; retiré avec l'amendement n° I-18 de M. Xavier de Villepin au bénéfice de l'amendement n° I-66 de la commission (dispositions en faveur des entreprises contrôlées par un holding familial ou bien faisant l'objet d'un rachat par les salariés).

Deuxième partie :

Agriculture et forêt - (28 novembre 1991) (p. 4471) : manifestation des agriculteurs du mois de septembre - Réforme de la politique agricole commune, PAC - Taxe sur le foncier non bâti - (p. 4472) : transmission des biens - Réforme des cotisations agricoles - Indemnité de sécheresse - Vendée - Difficultés des éleveurs de bovins - Poursuite du programme communautaire d'aides au revenu agricole, PARA.

Aménagement du territoire - (4 décembre 1991) (p. 4789) : maintien des services publics dans les petites communes - Désenclavement de la Vendée - Protection du marais poitevin - Trains à grande vitesse, TGV.

Economie, finances et budget - IV - Artisanat et commerce - (7 décembre 1991) (p. 4992) : formation - Artisanat - Cotisations sociales des travailleurs indépendants - Taxe professionnelle - Loi Royer - Petits commerces en milieu rural - Avis favorable du groupe de l'Union centriste sur ce projet de budget.

MONORY (René), sénateur de la Vienne (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

– Membre titulaire du comité des prix de revient des fabrications d'armement.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes ; est nommé de nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 10 octobre 1991).

– Est nommé membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (26 juin 191).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1992 (8 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1991 (17 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes, instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes (5 avril 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 83-557 du 1er juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (28 mai 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à assouplir les conditions d'application de la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984, relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public [n° **32 (91-92)**] (15 octobre 1991) - **Fonctionnaires et agents publics** - Retirée le 28 octobre 1991.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Défense** - Exposé d'ensemble et dépenses en capital - [n° **92 (91-92) tome 3 annexe 47**] (19 novembre 1991).

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° **177 (91-92)**] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation des amendements à l'accord portant création du Fonds de solidarité africain [n° **193 (91-92)**] (17 décembre 1991) - **Traités et conventions.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une**

solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° 242 (90-91)] - Suite de la discussion - (3 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 246) : dotation globale de fonctionnement, DGF - Exode rural - Rôle de l'Etat - Economie rurale - Formation - Technologies de la communication - Elévation de la culture générale - Flux migratoires - (p. 247) : équipements ruraux et urbains - Apport des nouvelles technologies - Aménagement du territoire - Décentralisation - (p. 276) : départements bénéficiaires de la dotation.

Suite de la discussion - (4 avril 1991) - **Art. 10 (par priorité)** (*institution d'un mécanisme de solidarité financière interdépartementale*) (p. 338) : se déclare favorable à l'amendement n° 60 de la commission des affaires économiques saisie pour avis (nouvelle rédaction de cet article).

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique de défense [n° 395 (90-91)]** - (18 juin 1991) (p. 1765) : loi de programmation militaire - Guerre du Golfe persique - (p. 1766) : techniques de l'information - Force de dissuasion nucléaire - Budget militaire - Evolution des équipements - Armement - Formation - (p. 1767) : Grand marché intérieur - Contrôle du Parlement - Ventes d'armements.

– **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la discussion** - (2 juillet 1991) (p. 2369) : coopération intercommunale.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Discussion générale :

(19 novembre 1991) (p. 3857) : décentralisation - Pouvoirs du ministre des finances - Situation mondiale - Pays de l'Est - (p. 3858) : économie française - Dépenses de fonctionnement - Investissements - Exemple de l'Allemagne - Inflation - Décentralisation - (p. 3859) : formation professionnelle - Epargne - Limitation de la consommation - Investissements - Information.

Deuxième partie :

Défense - (26 novembre 1991) - Rapporteur spécial (exposé d'ensemble et dépenses en capital) (p. 4314) : loi de programmation militaire - Diminution des crédits - Force de dissuasion nucléaire - Programme spatial militaire - Equipement conventionnel - (p. 4315) : programme d'armement - Présentation budgétaire - Fonds pour les restructurations de la défense - Exécution du budget de la défense - (p. 4316) : défense européenne commune - Information du Parlement.

Articles non rattachés :

(8 décembre 1991) - **Art. 78** (*plafonnement du tarif des droits de mutation à titre onéreux afférents aux immeubles à usage d'habitation*) (p. 5074) : son amendement de suppression n° II-81 ; adopté.

– **Projet de loi autorisant l'approbation des amendements à l'accord portant création du fonds de solidarité africain [n° 177 (91-92)]** - (20 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** : son intervention présentée par M. Roger Chinaud (p. 5664).

MONT (Claude), sénateur de la Loire (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Affaires étrangères** - [n° **95 (91-92) tome 1**] (19 novembre 1991).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 9 (*JO* Débats du 4 août 1988) (p. 876) - Ministère : Premier ministre - *Services publics en milieu rural* - (Caduque : mai 1991) - **Services publics.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service [n° 387 (90-91)]** - (9 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2765) : charges pour les collectivités locales.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Affaires étrangères - (5 décembre 1991) - Rapporteur pour avis (p. 4840) : éléments chiffrés - Droit d'ingérence humanitaire - Effectifs - Actions de coopération en Europe centrale et orientale - (p. 4841) : coût de la crise du Golfe persique - Action extérieure de la France - Conférence de Madrid sur la paix au Proche-Orient - OTAN - Dispersion des armes nucléaires soviétiques - Sommet de Maastricht - Union politique et union économique et monétaire européennes - (p. 4842) : accord de paix au Cambodge.

MONTALEMBERT (Geoffroy de), sénateur de la Seine-Maritime (RPR).

NOMINATIONS

– Vice-président d'honneur de la commission des finances.

– Membre titulaire du comité de contrôle du Fonds forestier national.

– Est nommé membre de la commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées (*JO* Lois et décrets du 21 novembre 1991).

Est nommé président d'honneur de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (26 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes, instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes (5 avril 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1992 (8 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1991 (17 décembre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de résolution, déposée avec des membres du groupe du RPR et apparentés, tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de recueillir tous éléments d'information sur le fonctionnement de la juridiction administrative [n° **482 (90-91)**] (16 septembre 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Commissions d'enquête ou de contrôle.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**]

considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Aménagement du territoire - [n° 92 (91-92) tome 3 annexe 6]** (19 novembre 1991).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1892) - Ministère : Premier ministre - *Comités départementaux de règlement des dommages* - **Justice.**

INTERVENTIONS

- Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° 242 (90-91)] - Suite de la discussion - (3 avril 1991) - **Avant l'art. 3 bis** (p. 288) : sur l'amendement n° 74 de la commission (définition de l'indice des charges de caractère social des communes), son sous-amendement n° 123 ; adopté.

- Projet de loi relatif à la pharmacie d'officine [n° 233 (90-91)] - (9 avril 1991) - **Art. 4** (*créations par voie normale et par voie dérogatoire*) (p. 401) : exode rural - Critères d'ouverture d'une officine - Aide à domicile - (p. 403) : portage de médicaments - (p. 404) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 18 de M. Paul Souffrin.

- Projet de loi portant diverses dispositions en matière de pêches maritimes et de cultures marines - *Deuxième lecture* **[n° 177 (90-91)]** - (16 avril 1991) - **Art. 6** (*pêche sous-marine et pêche à pied*) (p. 473) : son amendement n° 5 : exercice non professionnel de la pêche à pied ; retiré au profit de l'amendement n° 7, sur le même objet, du Gouvernement.

- Projet de loi portant diverses mesures de soutien au bénévolat dans les associations [n° 291 (90-91)] - (6 mai 1991) - **Art. 3** (*déclaration auprès de la Préfecture des projets d'appel à la générosité publique*) (p. 865) : titre du projet de loi - Bénévolat - Contrôle de l'emploi des fonds collectés - Aide aux personnes âgées en milieu rural - Travaux du Parlement.

- Conclusions du rapport de M. Joël Bourdin, fait au nom de la commission des affaires culturelles, **sur la proposition de loi** (n° 54, 90-91), **de MM. Daniel Hoeffel, Charles Pasqua, Ernest Cartigny, Marcel Lucotte** et des membres des groupes de l'Union centriste, du Rassemblement pour la République et de l'Union des républicains et des indépendants, **relative au financement des établissements d'enseignement privé par les collectivités territoriales [n° 128 (90-91)]** - (7 mai 1991) - Vice-président de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 897, 898) ; déclare l'article 40 de la Constitution, invoqué par le Gouvernement, contrairement à la tradition, avant la discussion générale, applicable à la proposition de loi relative au financement des établissements d'enseignement privé par les collectivités territoriales.

- Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 394 (90-91)] - (26 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2158) : action gouvernementale incertaine - Relèvement du taux de TVA applicable au bois de chauffage - (p. 2159) : interdiction pour les banques de déduire la TVA sur leurs investissements et charges de fonctionnement - Crédit agricole - Rôle des commissions mixtes paritaires, CMP - Comité consultatif constitutionnel de 1958 - (p. 2164) : Constitution de 1875 - Favorable dès 1936 au droit de vote des femmes - Commission mixte paritaire, CMP.

- Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Après l'art. 11** (p. 3958) : son amendement n° I-97 : mesures destinées à encourager la transmission des placements sous forme sociétaire dans le foncier agricole ; adopté - **Après l'art. 18 bis** (p. 3987) : son amendement n° I-98 : taux de TVA applicable au bois de chauffage ; adopté.

Deuxième partie :

Aménagement du territoire - (4 décembre 1991) - Rapporteur spécial (p. 4780) : inscription des crédits de la ville au budget de l'équipement - Diminution des crédits de l'aménagement du territoire - (p. 4781) : comité interministériel pour l'aménagement du territoire, CIAT - Schéma directeur autoroutier - Extension des trains à grande vitesse, TGV - Ecole nationale d'administration, ENA - Création de l'institut français de l'environnement - Plan d'adaptation de l'agriculture - Rôle de la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, DATAR - Au nom de la commission des finances, se déclare opposé à l'adoption de ce projet de budget - **Examen des crédits - Après l'art. 89** (p. 4801) : son amendement n° II-27 : récapitulation chaque année à compter de la loi de finances pour 1993, en annexe au fascicule budgétaire du ministère de l'aménagement du territoire, des crédits de toute nature qui concourent à l'action de la France en matière d'aménagement du territoire ; adopté.

MOREAU (Paul), sénateur de La Réunion (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 19 avril 1991) (p. 552) - Ministère : Départements et territoires d'outre-mer - *Situation économique et sociale de La Réunion* - **Départements et territoires d'outre-mer.**

(*JO* Débats du 15 novembre 1991) (p. 3735) - Ministère : Départements et territoires d'outre-mer - *Fermeture de l'école militaire préparatoire de La Réunion* - **Départements et territoires d'outre-mer.**

INTERVENTIONS

- Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° 362 (90-91)] - (24 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2014) : exemple de la Réunion - Outre-mer - Allocations familiales - Cantines scolaires - Fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire, FASSO.

- Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (27 novembre 1991) (p. 4366) : crédits pour 1992 - Nouvelle-Calédonie - Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer, ANT - Programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité des départements d'outre-mer, POSEIDOM - Logement - Egalité sociale - Réunion - Défiscalisation - (p. 4367) : agriculture - Prestations familiales - Se déclare défavorable à ce projet de budget.

Agriculture et forêt - (28 novembre 1991) (p. 4481) : département de la Réunion - Endettement des agriculteurs de la Réunion - Coût du fret aérien - Taxe foncière sur le non bâti - Calamités agricoles : cyclone, sécheresse - Programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité des départements d'outre-mer, POSEIDOM - Prix du sucre de canne - Rhums - (p. 4482) : agriculture des départements d'outre-mer, DOM.

MOREIGNE (Michel), sénateur de la Creuse (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

– Est nommé membre de la commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences

de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées (*JO* Lois et décrets du 21 novembre 1991).

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes, instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes (5 avril 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (26 juin 1991).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Observations de la commission des Finances sur le rapport annuel de la Cour des Comptes - [n° 92 (91-92) tome 3 annexe 50]** (19 novembre 1991).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **328** (*JO* Débats du 7 juin 1991) (p. 1430) - Ministère : Agriculture - *Versement d'une avance de trésorerie aux éleveurs de bovins et d'ovins des 27 communes de la Creuse non reconnues sinistrées en 1989* - (Réponse : *JO* Débats du 22 juin 1991) (p. 1967) - **Calamités agricoles.**

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° 242 (90-91)] - Suite de la discussion - (4 avril 1991) - **Art. 10 (par priorité)** (*institution d'un mécanisme de solidarité financière interdépartementale*) (p. 335) : son amendement n° 134 : application dès 1991 du mécanisme de solidarité ; devenu sans objet

Nouvelle lecture **[n° 281 (90-91)]** - (17 avril 1991) - **Art. 10** (p. 522) : sur l'amendement n° 20 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), son sous-amendement n° 28 ; rejeté - Son amendement n° 27 : application, dès 1991, du mécanisme de solidarité financière entre les départements ; devenu sans objet.

– Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la discussion - (3 juillet 1991) - **Art. 53** (*communautés de communes*) (p. 2423) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 367, n° 368 et n° 369, tendant à assouplir les dispositions proposées.

– Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture [n° 30 (91-92)] - (10 octobre 1991) (p. 2812) : situation des éleveurs - Bassin allaitant du Limousin-Charolais - Sécheresses - Rapport Rimareix-Malvy - Pays de l'Est - Politique agricole commune - (p. 2813) : plan d'aide au revenu agricole, PARA - Contrôle sur les animaux importés - Pays de l'Est - Fiscalité - Taxe sur le foncier non bâti - Cotisations sociales - Revalorisation de la prime à la vache allaitante - Utilisation des anabolisants - Relations entre producteurs et entreprises d'abattage et de transformation - Baisse de la consommation de viande bovine - Aides à l'agriculture.

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Art. 9** (*taux d'imposition des plus-values à long terme des sociétés*) (p. 3941) : engagement du Gouvernement - Avec le groupe socialiste, se déclare favorable à l'article 9 - **Après l'art. 11** (p. 3956) : son amendement n° I-205 : harmonisation de l'imposition pour les agriculteurs étendant leurs activités et pour les entreprises étendant les leurs à d'autres catégories de bénéfices ; retiré - **Après l'art. 12** (p. 3961) : son amendement n° I-206 : réduction de la taxe sur les véhicules de sociétés pour les entreprises ayant un chiffre d'affaires bas ; retiré.

Deuxième partie :

Budget annexe des prestations sociales agricoles - (28 novembre 1991) (p. 4423) : mise en place du dispositif de préretraite agricole - Baisse des taxes sur les céréales et les oléagineux - (p. 4424) : diminution des prestations familiales et augmentation des prestations vieillesse et veuvage - Création d'un fonds social de prévention - Crise dans l'élevage - Fonds additionnel d'action sociale - Mesures en faveur de l'élevage des ovins et des bovins - Retraites agricoles - Faiblesse du revenu agricole.

Observations sur le rapport de la Cour des comptes - (30 novembre 1991) - Rapporteur spécial (p. 4550, 4551) : évolution de la conception et de la présentation du rapport public annuel de la Cour des comptes - Assistance du Parlement dans l'exercice de ses missions budgétaires et financières - (p. 4552) : enquêtes réalisées à la demande de la commission des finances du Sénat.

MOSSION (Jacques), sénateur de la Somme (UC) - Questeur du Sénat.

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

– Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les articles 27, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication (16 décembre 1991).

MOULIN (Arthur), sénateur du Nord (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

MOULY (Georges), sénateur de la Corrèze (RDE).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

– Vice-président de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 18 octobre 1991) (p. 2990) - Ministère : Equipement - *Autoroute A89* - **Autoroutes.**

(*JO* Débats du 13 décembre 1991) (p. 5269) - Ministère : Travail - *Incitation des chômeurs à reprendre un emploi à temps partiel* - **Emploi.**

INTERVENTIONS

– Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la dis-

cussion - (12 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1554, 1555) : déconcentration - Coopération interrégionale - Coopération intercommunale - Services publics dans les zones rurales - Aménagement du territoire.

- **Conclusions du rapport de M. Josselin de Rohan**, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la **proposition de loi** (n° 380, 89-90) de M. Georges Mouly, déposée avec plusieurs de ses collègues, **relative à l'organisation départementale du tourisme [n° 380 (89-90)]** - (18 juin 1991) - **Art. 1er** (*établissement d'un schéma d'aménagement touristique départemental*) (p. 1802) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de M. Jacques Braconnier (nouvelle rédaction de cet article).

- **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Equipement, logement, transports et espace - IV - Tourisme - (6 décembre 1991) (p. 4918) : recettes - Crédits pour 1992 - Comités interministériels - Observatoire du tourisme - (p. 4919) : organisation départementale - Tourisme intérieur - Hôtellerie familiale - Monde rural - Avis favorable sur ce projet de budget.

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 115 (91-92)]** - (19 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5648, 5649) : rôle du Sénat dans les débats parlementaires - Lobby agricole - Espace rural - Elus locaux - Aménagement du territoire - Concertation.

MOUTET (Jacques), sénateur ds Pyrénées-Atlantiques (rattaché administrativement au groupe UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'entreprise nationale Air France et des sociétés de toute nature comme des compagnies aériennes qu'elle contrôle puis d'en informer le Sénat, jusqu'au 15 mai 1991.

Est nommé membre de la commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code des postes et des télécommunications et la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications (26 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la protection des consommateurs (12 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux (18 décembre 1991).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux sociétés anonymes de crédit immobilier [n° 215 (90-91)]** - (16 avril 1991) - **Art. 2** (*création d'un réseau des sociétés anonymes de crédit immobilier*) (p. 482, 483) : son amendement n° 12 : liberté d'affiliation des sociétés anonymes de crédit immobilier, SACI, à la caisse centrale ; retiré - **Art. 3** (*contenu des statuts des sociétés anonymes de crédit immobilier*) (p. 484) : ses amendements, n° 13 bis : cession de parts ou d'actions : motivation des refus d'agrément de l'organe central ; et n° 14 : exercice du droit de préemption de l'organe central ; adoptés.

- **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)]** - **Suite de la discussion** - (12 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1558, 1559) : coopération intercommunale - Se déclare opposé à la création des communautés de communes - Avenir des petites communes - Votera ce projet de loi assorti des amendements de la commission des lois - **Après l'art. 5** (p. 1586) : soutient l'amendement n° 304 de M. Henri Collard (contrats Etat-collectivités territoriales) - **Art. 9** (*accès aux documents budgétaires*) (p. 1602) : sur l'amendement n° 90 ter de la commission (nouvelle rédaction), son sous-amendement rédactionnel n° 328 ; retiré.

- **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux [n° 346 (90-91)]** - (16 octobre 1991) - **Art. 1er** (*objectifs généraux*) (p. 2942) : soutient l'amendement n° 168 de M. Marcel Daunay (notion de gestion équilibrée de la ressource en eau) - **Art. 2** (*schémas d'aménagement et de gestion des eaux, SAGE*) (p. 2946 à 2948) : soutient les amendements de M. Marcel Daunay, n° 169 (comité local de l'eau), n° 73 (structure de gestion locale de l'eau) , n° 75, rédactionnel, et n° 77 (responsabilité des structures de gestion locale de l'eau).

Suite de la discussion - (17 octobre 1991) - **Art. 3** (*police de l'eau : prescriptions générales*) (p. 2961) : soutient l'amendement n° 80 de M. Paul Alduy (restriction de la possibilité de limitation provisoire des usages de l'eau).

- **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Discussion des articles de la première partie :

(20 novembre 1991) - **Après l'art. 2** (p. 3902) : son amendement n° I-9 : modalités de déduction des cotisations versées par les exploitants individuels à un régime complémentaire d'assurance maladie ou de retraite ; retiré - **Après l'art. 5** (p. 3910) : son amendement n° I-11 : attribution d'une réduction d'impôt sur le revenu aux personnes atteintes d'un handicap physique entraînant une incapacité permanente d'au moins 80 % ; adopté - **Après l'art. 6** (p. 3911) : son amendement n° I-12 : hausse du taux de la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers ; rejeté avec le sous-amendement n° I-214 du Gouvernement lors du vote unique (p. 3913).

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Après l'art. 8** (p. 3937) : soutient l'amendement n° I-21 de M. Xavier de Villepin (déduction pour les entreprises des versements effectués à des établissements d'enseignement public ou privé sous contrat) - (p. 3938) : son amendement n° I-22, analogue à l'amendement n° I-71 de la commission (extension du crédit d'impôt pour dépenses de recherche aux dépenses engagées dans certains secteurs au titre des frais de collection) ; retiré au profit de celui-ci - **Après l'art. 11** (p. 3954) : son amendement n° I-26 : harmonisation du régime d'imposition pour les exploitants agricoles et les exploitants forestiers ; retiré - **Après l'art. 18** (p. 3976) : son amendement n° I-39 : harmonisation des taux de TVA pour l'ensemble de l'activité thermale ; retiré - **Art. 25** (*relèvement des taux du droit de francisation et de navigation*) (p. 3999) : son amendement de suppression n° I-44, soutenu par M. Xavier de Villepin ; retiré.

Suite de la discussion - (22 novembre 1991) - **Art. 32** (*aménagement de la dotation de compensation de la taxe professionnelle*) (p. 4021) : son amendement de suppression n° I-47, soutenu par M. Xavier de Villepin ; adopté - **Art. 35** (*aménagement de la contribution sociale de solidarité des sociétés*) (p. 4032) : son amendement de suppression n° I-50, soutenu par M. Xavier de Villepin ; adopté - **Art. 36** (*ajustement du montant de TVA affecté au BAPSA*) (p. 4033) : son amendement de suppression n° I-51, soutenu par M. Xavier de Villepin ; adopté.

Deuxième partie :

Equipement, logement, transports et espace - II - Transports intérieurs ; 1 -Transports terrestres (et voies navigables) ; 2 - Routes ; 3 - Sécurité routière - (6 décembre 1991) (p. 4944) : tunnel du Somport - SNCF - Rétablissement de la ligne Pau-Canfranc.

Articles non rattachés :

(8 décembre 1991) - **Avant l'art. 74** (p. 5063) : son amendement n° II-74, soutenu par M. Xavier de Villepin : possibi-

lité pour les exploitants forestiers d'opter pour le régime simplifié d'imposition après bénéfice réel ; retiré.

– **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et le Royaume d'Espagne en vue de la construction d'un tunnel routier au col du Somport [n° 125 (91-92)]** - (12 décembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5298) : votera ce projet de loi - Souhaite le rétablissement de la ligne de chemin de fer Pau-Canfranc.

N

NALLET (Henri), *garde des sceaux, ministre de la justice.*

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

Est nommé *garde des sceaux, ministre de la justice* le 16 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 17 mai 1991).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 80-844 du 29 octobre 1980 relative au statut de la magistrature [n° **212 (90-91)**] (16 janvier 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1990) - **Justice.**

Projet de loi relatif à la responsabilité du fait des vols, pertes et détériorations des objets déposés dans les établissements de santé et certains établissements sociaux ou médico-sociaux, et à la vente des objets abandonnés dans ces établissements [n° **475 (90-91)**] (28 août 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Hôpitaux publics.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Geoffroy de Montalembert : **Justice** (*Comités départementaux de règlement des dommages*) (*JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1893).

de M. Paul Alduy : **Peines** (*Rétablissement de la peine de mort pour les crimes de sang contre les mineurs*) (*JO* Débats du 15 novembre 1991) (p. 3729).

de M. Daniel Millaud : **Départements et territoires d'outre-mer** (*Fonctionnement régulier des pouvoirs publics en Polynésie française*) (*JO* Débats du 13 décembre 1991) (p. 5271).

de M. Jacques Larché : **Professions judiciaires et juridiques** (*Conséquences du GATT sur les professions juridiques*) (*JO* Débats du 13 décembre 1991) (p. 5274).

INTERVENTIONS

- Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 80-844 du 29 octobre 1980 relative au statut de la magistrature [n° **212 (90-91)**] - (20 mars 1991) - **Discussion générale** (p. 57 et 58) : vacances d'emplois - Stagnation du recrutement dans la magistrature - Recrutement latéral - Ouverture d'un concours exceptionnel - Situation d'urgence - **Art. 1er** (*mise en place de deux concours exceptionnels en 1991*) (p. 59) : ses amendements, n° 1 : réduction des durées d'activité professionnelle exigées des candidats aux concours ; et n° 2 : modification de la limite d'âge inférieure ; adoptés.

- Projet de loi relatif à l'aide juridique [n° **310 (90-91)**] - (29 mai 1991) - **Discussion générale** (p. 1130) : réforme de l'aide judiciaire complémentaire à la réforme des professions judiciaires et juridiques - Loi du 3 janvier 1972 relative à l'aide judiciaire - Rapport Bouchet du Conseil d'Etat - Amélioration des conditions d'accès aux tribunaux des justiciables les moins favorisés - Simplification des procédures d'admission - Nouveau mode de contribution de l'Etat à la rémunération des avocats - (p. 1131) : libre choix de l'avocat - Harmonisation des rapports entre l'aide juridictionnelle et l'assurance de protection juridique - Extension de l'aide juridictionnelle à l'ensemble des juridictions - Relèvement des plafonds d'admission à l'aide - Introduction d'un système d'accès au droit - (p. 1132) : application progressive du texte - Importance des crédits consacrés à l'aide juridique - Concours des caisses des règlements pécuniaires des avocats, Carpa, à la gestion des sommes revenant aux avocats - Part contributive du bénéficiaire de l'aide juridique - (p. 1133) : amélioration des procédures de recouvrement au profit de l'Etat - Création des conseils départementaux d'aide à l'accès au droit - Mise en place de la réforme dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte - Participation indispensable des avocats et des officiers publics et ministériels à la mise en oeuvre de cette réforme - (p. 1144) : insuffisance des moyens financiers - (p. 1145) : rétribution ou indemnisation des avocats - Renforcement des moyens matériels et humains dès 1992 - (p. 1146) : expériences d'accès au droit dans certains barreaux - Favorable à la participation de l'Etat au financement de l'accès au droit - **Art. 1er** (*principes et définition de l'aide juridique*) (p. 1147) : s'oppose aux amendements n° 64 de M. Charles Lederman (accès à la justice et au droit garanti par l'Etat) et n° 5 de la commission (suppression de la garantie de l'accès à la justice et au droit) - **Art. 3** (*condition de nationalité*) (p. 1148) : s'oppose à l'amendement n° 6 de la commission (bénéfice de l'aide juridictionnelle pour les personnes de nationalité étrangère qui résident habituellement et régulièrement en France) - **Art. 4** (*plafonds d'admission*) (p. 1151) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 65 (relèvement du plafond d'accès à l'aide juridictionnelle totale) et n° 66 (relèvement du plafond d'accès à l'aide juridictionnelle partielle) - (p. 1152) : accepte l'amendement n° 56 de M. Hubert Durand-Chastel (établissement par décret en Conseil d'Etat des plafonds d'admission à l'aide juridique en faveur des Français établis hors de France) - **Art. 5** (*détermination des ressources du demandeur*) : accepte l'amendement n° 67 de M. Charles Lederman (prise en compte pour le calcul des plafonds d'admission à l'aide juridictionnelle de l'existence de biens même non productifs de revenus, à l'exclusion des locaux constituant la résidence principale du demandeur) - **Art. 6** (*admission exceptionnelle*) (p. 1153) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 69 (bénéfice de l'aide juridique en faveur des étrangers lorsque leur situation apparaît particulièrement digne d'intérêt au regard de l'objet du litige ou des charges prévisibles du procès) et n° 68 (prise en compte du niveau d'endettement pour l'attribution de l'aide juridique) - **Art. 7** (*conditions d'admission relatives à la nature de la demande*) (p. 1155) : accepte l'amendement n° 7 de la commission (suppression du quatrième alinéa relatif à l'obligation pour le bureau d'aide juridictionnelle de motiver sa décision sauf si la demande a été accompagnée d'une consultation écrite) - **Art. 13** (*bureau d'aide juridictionnelle placé auprès du tribunal de grande instance*) (p. 1156) : s'oppose aux amendements de coordination n° 45 et n° 46 de M. René-Georges Laurin, à l'amendement n° 44 du même auteur (institution auprès des tribunaux de grande instance d'un bureau d'aide juridictionnelle) et, sur cet amendement, au sous-amendement n° 89 de la commission - **Art. 14** (*bureau placé auprès des juridictions supérieures et de la Commission des recours des réfugiés*) : s'oppose aux amendements de M. René-Georges Laurin, n° 47 (rétablissement des bureaux d'aide près les cours d'appel et les cours administratives d'appel) et de coordination n° 48 - **Art. 14 bis** (*réclamations portées devant le Conseil constitutionnel*) (p. 1157) : accepte l'amendement de suppression n° 8 de la commission - **Art. 16** (*présidence et composition des bureaux et des sections*) : accepte l'amendement de coordination n° 49 de M. René-Georges Laurin - **Art. 19** (*demande présentée par l'avocat commis ou désigné d'office*) (p. 1158) : accepte l'amendement rédactionnel n° 9 de la commission - **Art. 21** (*établissement de l'état des ressources de l'intéressé*) : son amendement n° 28 : possibilité pour le bureau d'aide juridictionnelle d'obtenir des renseignements auprès des établissements bancaires ou financiers et des entreprises d'assurance ; rejeté - (p. 1159) : s'oppose à l'amendement n° 70 de M. Charles Lederman (fourniture par le demandeur de l'aide juridictionnelle au bureau d'aide juridictionnelle des pièces nécessaires lui permettant de justifier sa demande) - **Art. 22** (*rejet simplifié de la demande*) (p. 1160) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 71 de M. Charles Lederman - **Art. 24** (*principe de couverture totale ou partielle des dépenses engagées*) (p. 1161) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 59 de M. René-Georges Laurin (règlement par le bénéficiaire de l'aide juridictionnelle partielle d'un honoraire fixé par convention avec l'avocat, conformément à l'article 35, ou

d'un émolument au profit des officiers publics ou ministériels qui prêtent leur concours) - **Art. 24 bis** (*exonération de TVA pour les prestations relevant de l'aide juridique*) : son amendement de suppression n° 29 ; rejeté - (p. 1162) : s'oppose à l'amendement n° 10 de la commission (dispense du paiement de la taxe sur la valeur ajoutée pour les prestations indemnisées partiellement ou totalement par l'Etat dans le cadre de l'aide juridictionnelle) - **Art. 25** (*droit à l'assistance d'un avocat et de tout officier public et ministériel et conditions de désignation de ceux-ci*) (p. 1163) : s'oppose à l'amendement n° 50 de M. Alain Pluchet (assistance possible pour le bénéficiaire de l'aide juridictionnelle de toute personne compétente expressément prévue par un texte) - (p. 1164) ; s'oppose aux amendements n° 72 de M. Charles Lederman (choix par le seul bénéficiaire de l'aide juridictionnelle des avocats et des officiers publics ou ministériels et rémunération convenable des auxiliaires de justice qui engagent tous les actes qu'ils estiment nécessaires à la défense) et n° 60 de M. René-Georges Laurin (possibilité de décharger de leur office les auxiliaires de justice qui prêtaient leur concours aux bénéficiaires de l'aide juridictionnelle, dans des conditions appréciées par le bâtonnier ou par le président de l'organisme dont ils dépendent) - **Art. 27** (*dotation attribuée au barreau*) (p. 1166) : s'oppose aux amendements n° 11 de la commission (conditions, de calcul de la rétribution de l'avocat, et du versement de la dotation annuelle de l'Etat à chaque barreau) et n° 73 de M. Charles Lederman (affectation annuelle par l'Etat d'une dotation à chaque barreau correspondant aux missions d'aide juridictionnelle accomplies par les avocats du barreau dont le montant résulte de la rémunération convenable des frais et honoraires des auxiliaires de justice).

Suite de la discussion - (30 mai 1991) - **Art. 29** (*dotation attribuée au barreau*) (p. 1175) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 13 de la commission (possibilité pour les avocats de prêter leur concours à l'aide juridictionnelle selon des modalités fixées par convention avec l'Ordre) et, sur cet amendement, son sous-amendement n° 30 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 74 de M. Charles Lederman (suppression de la possibilité de conclure un contrat de collaboration entre l'Ordre et l'avocat) - **Art. 31** (*contribution versée aux autres auxiliaires de justice*) (p. 1177) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 14 de la commission - **Art. 33** (*déduction des honoraires ou émoluments versés avant l'admission de la contribution de l'Etat*) (p. 1178) : accepte l'amendement n° 15 de la commission (suppression de la seconde phrase du premier alinéa relative au versement d'honoraires par un demandeur de mauvaise foi) - **Art. 35** (*honoraire complémentaire de l'avocat en cas d'aide juridictionnelle partielle*) : s'oppose à l'amendement n° 16 de la commission (suppression de la notion de forfait en ce qui concerne la fixation du montant et des modalités du paiement du complément d'honoraires de l'avocat en cas d'aide juridictionnelle partielle) - (p. 1179) : s'oppose aux amendements n° 61 de M. René-Georges Laurin (prise en compte des ressources et du patrimoine du bénéficiaire de l'aide juridictionnelle partielle pour le calcul du complément d'honoraires de l'avocat) et n° 17 de la commission (suppression de la référence à un barème établi par le barreau dont relève l'avocat pour le calcul du complément d'honoraires) - **Art. 35 bis** (*honoraires de l'avocat et tarif de la postulation hors aide juridictionnelle*) : accepte l'amendement de suppression n° 18 de la commission - **Demande de priorité** : demande l'examen en priorité de l'article 68 - **Art. 68 (par priorité)** : son amendement n° 41 : nouvelle rédaction de cet article qui renverse le principe fixé à l'article 700 du nouveau code de procédure civile en prévoyant la répétibilité, sauf impératif tiré de l'équité, ou de la situation de la partie perdante ; adopté - Sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 87 de la commission - **Art. 37** (*droit de poursuite des auxiliaires de justice autres que l'avocat contre la partie condamnée aux dépens*) (p. 1181) : son amendement n° 31 : extension du dispositif à l'avocat des bénéficiaires de l'aide juridictionnelle vis-à-vis de l'adversaire de son client ; adopté - **Art. 39** (*principe*) : son amendement n° 32 : dispense pour le bénéficiaire de l'aide juridictionnelle du paiement, de l'avance ou de la consignation de tous les frais afférents aux instances, procédures ou actes pour lesquels elle a été accordée ; adopté - **Art. 41** (*dispense de l'avance ou de la consignation*) : son amendement de suppression pour coordination n° 33 ; adopté - **Art. 42** (*charge des dépens*) : son amendement n° 34 : dépens que le bénéficiaire de l'aide juridictionnelle peut avoir à supporter s'il perd le procès ; adopté - **Art. 42 bis** (*charge des dépens en cas d'aide partielle : cas du bénéficiaire*) : son amendement de suppression pour coordination n° 35 ; adopté - **Art. 43** (*charge des dépens en cas d'aide partielle : cas des autres parties non bénéficiaires*) : son amendement n° 36 : suppression de la possibilité pour l'avocat de la partie non bénéficiaire de se voir allouer la totalité des émoluments prévus, lorsque l'affaire se termine avant qu'un jugement ait été rendu, sauf si une transaction intervient avec son concours ; adopté - (p. 1184) : sur son amendement n° 36, accepte les sous-amendements de la commission n° 84 et n° 86 - **Après l'art. 43** : son amendement de coordination n° 37 ; adopté - **Art. 46 bis** (*information du bénéficiaire de l'aide*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 21 de la commission - **Art. 63 (par priorité)** (*financement de l'aide à l'accès au droit*) (p. 1189) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 81 de M. Charles Lederman (financement par l'Etat de l'aide à l'accès au droit) - S'oppose à l'amendement n° 24 de la commission (financement de l'aide à l'accès au droit assuré notamment par l'Etat, les caisses des règlements pécuniaires des barreaux du ressort et les autres membres du conseil départemental de l'aide juridique) - **Art. 51** (*conseil départemental de l'aide juridique*) (p. 1191) : demande le retrait de l'amendement n° 75 de M. Charles Lederman (création dans chaque département d'un conseil départemental de l'aide juridique chargé de recevoir les fonds de l'Etat destinés au financement de sa politique) - **Art. 52** (*nature et composition du conseil départemental*) : accepte l'amendement n° 57 de M. Hubert Durand-Chastel (en l'absence de lien avec un autre département, les questions, relatives à l'aide à l'accès au droit des Français établis hors de France, relèvent du conseil départemental de l'aide juridique de Paris) - (p. 1192) : son amendement n° 38 : obligation au sein du conseil d'administration pour les représentants des professions judiciaires et juridiques et des caisses des règlements pécuniaires des barreaux d'être en nombre au moins égal à celui des représentants de l'Etat, du département, et le cas échéant, des autres personnes morales de droit public ; rejeté - **Après l'art. 53** (p. 1193) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de M. Charles de Cuttoli, n° 1 (poursuite de l'activité du ministère des affaires étrangères et des postes diplomatiques et consulaires en matière d'aide à l'accès au droit pour les Français établis hors de France) et n° 2 (bénéfice des mesures prises par les conseils départementaux de l'aide juridique ne pouvant être refusée aux Français établis hors de France en raison de leur résidence à l'étranger) - **Art. 54** (*champ de l'aide à l'accès au droit*) (p. 1194) : accepte les amendements identiques n° 53 de M. Guy Allouche et n° 77 de M. Charles Lederman (délimitation du champ de l'aide à l'accès au droit) - **Art. 56** (*conditions d'exercice de la consultation*) : son amendement n° 39 : suppression de la la précision écrite relative à la conformité avec les règles de déontologie des professions judiciaires et juridiques ; rejeté - (p. 1195) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 22 de la commission (détermination des conditions dans lesquelles s'exerce la consultation par le conseil départemental de l'aide juridique en conformité avec les règles de déontologie des différentes professions concernées) - Accepte l'amendement n° 78 de M. Charles Lederman (possibilité pour le conseil départemental de conclure notamment des conventions avec des personnes habilités par le titre II de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971) - S'oppose à l'amendement n° 63 de M. René-Georges Laurin (suppression de la faculté accordée au conseil départemental de favoriser la création et le fonctionnement de centres d'accueil, d'information et d'orientation du public gratuits) - **Art. 58** (*principe*) (p. 1196) : accepte l'amendement n° 79 de M. Charles Lederman (possibilité pour les procédures de médiation ou de conciliation d'ouvrir droit pour les justiciables à l'aide à l'accès au droit) - **Art. 59** (*conditions d'exercice de l'assistance*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement

rédactionnel n° 23 de la commission - (p. 1197) : accepte les amendements identiques n° 54 de M. Guy Allouche et n° 80 de M. Charles Lederman (possibilité pour le conseil départemental de l'aide juridique de prendre en charge la création ou le fonctionnement de services en vue de la prévention ou du règlement non juridictionnel des litiges) - **Art. 60** (*Conseil national de l'aide juridique*) : accepte l'amendement n° 3 de M. Charles de Cuttoli (prise en compte par les études, rapports et délibérations du Conseil national de l'aide juridique de la situation particulière des Français établis hors de France en matière d'aide juridictionnelle et d'accès au droit) - **Art. 61** (*Conseil national de l'aide juridique*) : son amendement n° 40 : composition du Conseil national de l'aide juridique ; rejeté - **Après l'art. 63** (p. 1198) : s'oppose à l'amendement n° 82 de M. Charles Lederman (instauration d'une taxe sur les dépenses engagées par les banques, les compagnies d'assurance, les employeurs et les bailleurs d'immeubles locatifs pour des instances, procédures ou actes judiciaires de toute nature) - **Art. 65** (*décrets en Conseil d'Etat*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 25 de la commission - Son amendement de coordination n° 88 ; adopté - (p. 1199) : s'oppose à l'amendement n° 26 de la commission (extension du bénéfice du présent projet de loi à Mayotte) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 4 de M. Charles de Cuttoli (fixation par le décret en Conseil d'Etat prévu par cet article des modalités d'application de la présente loi aux Français établis hors de France notamment en ce qui concerne les délais de distance) - **Après l'art. 65** (p. 1200) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 27 de la commission (reprise du texte de l'article 35 bis précédemment supprimé relatif à la fixation des honoraires de l'avocat et aux tarifs de la postulation hors les cas d'aide juridictionnelle) - **Art. 66** (*coordination*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 85 de la commission - **Art. 69** (*entrée en vigueur*) (p. 1201) : son amendement n° 42 : désignation du représentant des usagers au sein du bureau d'aide juridictionnelle par le président de ce bureau jusqu'à l'installation du conseil départemental de l'aide juridique ; adopté - **Art. 70** (*conseils départementaux de l'aide juridique : mise en place éventuelle par l'autorité administrative*) : son amendement n° 43 : en cas de non constitution des conseils départementaux de l'aide juridique au 31 décembre 1992, l'autorité administrative procèdera à cette constitution selon une convention type définie par décret en Conseil d'Etat ; rejeté.

– **Projet de loi relatif au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications [n° 389 (90-91)]** - (25 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2058) : dossier des « écoutes téléphoniques » - Cour européenne des droits de l'homme - Intérêt supérieur de l'Etat - Répression pénale - Décision d'interception de communications - (p. 2059) : libertés individuelles - Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité - Mesures de surveillance et de contrôle des transmissions hertziennes - (p. 2060) : intervention législative - **Art. 3** (*domaine des interceptions de sécurité*) (p. 2081) : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Jacques Thyraud (remplacement des mots « sécurité nationale » par les mots « sûreté de l'Etat ») - **Après l'art. 3** : s'oppose à l'amendement n° 48 de M. Charles Lederman (refus des interceptions justifiées par les origines ethniques, les opinions politiques ou philosophiques ou religieuses, ou l'appartenance à un parti politique ou à une organisation syndicale) - **Art. 5** (*fixation du nombre maximum d'interceptions de sécurité simultanées*) (p. 2082) : accepte l'amendement n° 39 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (information immédiate de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité) - **Art. 8** (*transcription des interceptions de sécurité*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 5 de la commission - **Art. 9** (*relevé des opérations*) (p. 2083) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (tenue d'un registre des interceptions) et accepte l'amendement de précision n° 6 de la commission - **Art. 14** (*Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité*) (p. 2087) : s'oppose aux amendements de la commission n° 8 (désignation du président de la Commission), n° 9 de coordination, n° 10 de conséquence et n° 11 de coordination - S'oppose, sur l'amendement n° 8 de la commission (désignation du président de la Commission), au sous-amendement n° 49 de M. Charles Lederman, ainsi qu'à son amendement n° 50 (désignation d'un député et d'un sénateur par les groupes parlementaires de chacune des chambres) - S'oppose à l'amendement n° 41 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (composition de la commission) et accepte l'amendement n° 28 de M. Jacques Thyraud (présence d'un commissaire du Gouvernement auprès de la Commission) - (p. 2090) : accepte l'amendement n° 44 de M. Henri Le Breton (désignation des agents de la Commission par le président) - Intervient sur l'amendement n° 12 de précision de la commission - **Art. 14 bis** (*contrôle de la décision d'interception par la Commission nationale*) : son amendement n° 58 : recommandation de la Commission et suites données à celle-ci ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 16 - **Art. 15** (*contrôle conduit par la Commission*) (p. 2091) : accepte l'amendement n° 13 de la commission (absence du contrôle de légalité de la décision d'interception) et, sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 51 de M. Charles Lederman - **Après l'art. 15** : son amendement n° 62 : collaboration des ministres, des autorités publiques et des agents publics à l'action de la Commission ; adopté - **Art. 16** (*cas d'une interception effectuée en violation des dispositions du présent titre*) (p. 2092) : son amendement de suppression n° 60 ; adopté - - **Art. 14 bis (suite)** : son amendement n° 58 ; adopté (précédemment réservé, p. 2090) - S'oppose à l'amendement n° 29 de M. Jacques Thyraud (obligation pour la Commission d'informer le Premier ministre de toute interception irrégulière) - (p. 2093) : sur son amendement n° 58, s'oppose aux sous-amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° 42 et n° 43 - **Art. 15 (suite)** : sur l'amendement n° 13 de la commission (absence du contrôle de légalité de la décision d'interception), son sous-amendement n° 59 ; adopté - **Art. 22** (*droit pour les autorités chargées des interceptions de recueillir des informations ou des documents nécessaires aux interceptions auprès des exploitants et des fournisseurs*) (p. 2094) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 32 de M. Jacques Thyraud - (p. 2096) : accepte l'amendement n° 66 de la commission (communication d'informations aux juridictions d'instruction et au Premier ministre).

– **Projet de loi relatif à l'aide juridique** - *Deuxième lecture* **[n° 374 (90-91)]** - (26 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2109) : revalorisation des plafonds d'accès - Unification des régimes d'aide juridictionnelle - Création du Conseil national de l'aide juridique et des conseils départementaux d'aide juridique - Conditions d'octroi de l'aide juridictionnelle aux étrangers - Organisation des bureaux d'aide juridictionnelle - (p. 2110) : rétribution des avocats - Caisse des règlements pécuniaires des avocats, CARPA - Rémunération des avocats en cas d'aide juridictionnelle partielle - Financement de l'aide à l'accès au droit - **Art. 1er** (p. 2112) : s'oppose aux amendements n° 21 de M. Charles Lederman (accès à la justice et au droit garanti par l'Etat) et n° 1 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 3** (p. 2113) : s'oppose à l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 7** (p. 2115) : accepte l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 13** : s'oppose aux amendements de la commission n° 28 et n° 4, relatifs au rétablissement des bureaux d'aide juridictionnelle auprès des juridictions d'appel, tant en matière civile qu'en matière administrative - **Art. 14** : s'oppose à l'amendement de coordination n° 5 de la commission - **Art. 16** (p. 2116) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 6 de la commission - **Art. 27** (p. 2117) : s'oppose aux amendements n° 22 de M. Charles Lederman (affectation annuelle par l'Etat d'une dotation à chaque barreau correspondant aux missions d'aide juridictionnelle accomplies par les avocats du barreau dont le montant résulte de la rémunération convenable des frais et honoraires des auxiliaires de justice) et n° 7 de la commission (conditions de calcul de la rétribution de l'avocat et du versement de la dotation annuelle de l'Etat à chaque barreau) - **Art. 28** : accepte l'amendement rédactionnel n° 8 de la commission - **Art. 29** (p. 2118) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 9 de la

commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 31** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 10 de la commission - **Art. 33** (p. 2119) : accepte l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 35** : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Charles Lederman (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - (p. 2120) : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Charles Lederman (suppression de la notion de méthode d'évaluation des honoraires établis par chaque barreau) - **Art. 38 bis** : sur l'amendement n° 14 de la commission (limitation de la disposition permettant d'allouer à l'auxiliaire de justice la totalité des émoluments auxquels il pouvait prétendre au seul cas où une affaire est terminée par une transaction conclue avec son concours), son sous-amendement n° 30 ; adopté - **Art. 53 bis** (p. 2121) : accepte l'amendement rédactionnel n° 15 de la commission - **Art. 56** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 16 de la commission (détermination par le conseil départemental de l'aide juridique des conditions dans lesquelles s'exerce l'aide à la consultation en conformité avec les règles de déontologie des différentes personnes chargées de la consultation) - (p. 2122) : s'oppose à l'amendement n° 17 de la commission (suppression du dernier alinéa de cet article qui tend à créer des centres d'accueil, d'information et d'orientation du public gratuits) - **Art. 63** : s'oppose aux amendements n° 27 de M. Charles Lederman (financement de l'aide à l'accès au droit par l'Etat) et n° 18 de la commission (suppression du cinquième alinéa de cet article relatif au financement de l'aide à l'accès au droit par des subventions accordées par les collectivités territoriales, les établissements publics, les organismes de sécurité sociale et les fonds recueillis auprès des sociétés d'assurance et de toute autre personne publique ou privée) - **Art. 65** (p. 2123) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 19 de la commission - **Art. 68** (p. 2124) : demande le retrait de l'amendement n° 20 de la commission (suppression de la précision selon laquelle le juge peut d'office dire qu'il n'y a pas lieu à condamner la partie perdante aux dépens à verser à l'adversaire une somme au titre des frais irrépétibles).

– **Questions orales avec débat jointes : situation des services relevant de l'autorité judiciaire** - (9 octobre 1991) (p. 2754) : rapport de la commission de contrôle - Crise de la justice - (p. 2755) : budget - Personnels - Départementalisation des services judiciaires - (p. 2756, 2757) : police judiciaire - Moyens d'équipement de la justice - Projets de loi - (p. 2758) : Ecole nationale de la magistrature - Administration centrale - Certificats de nationalité - (p. 2759) : protection judiciaire de la jeunesse.

– **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission des lois, **sur sa proposition de loi** (n° 367, 90-91) **tendant à modifier la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales et portant diverses dispositions relatives au droit des sociétés** [n° 86 (91-92)] - (18 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3807, 3808) : qualité du travail de la commission des lois et de son rapporteur - Sociétés anonymes - Consultations - Mode d'acquisition de la personnalité morale - Projets de loi sur la fiducie et la société par actions simplifiée - Droit des sociétés - **Art. 1er** (*statut du commandité*) (p. 3810) : son amendement n° 1 : suppression de l'obligation faite à la personne morale commanditée de désigner un représentant permanent, personne physique, soumise aux mêmes responsabilités civile et pénale que si elle était associée commanditée en nom propre ; rejeté - (p. 3811) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'article 1er - **Art. 4** (*désignation du conseil de surveillance*) : se déclare favorable à la rédaction de l'article 4 - **Art. 11** (*pouvoirs du conseil de surveillance*) (p. 3813) : liste des actes du directoire exigeant l'autorisation préalable du conseil de surveillance - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'article 11 - **Art. 12** (*composition du conseil de surveillance*) : s'en remet à la sagesse du Sénat - **Art. 18** (*extension des clauses d'agrément*) (p. 3814) : s'en remet à la sagesse du Sénat - **Art. 22** (*établissement des comptes consolidés par le gérant d'une SARL*) : s'en remet à la sagesse du Sénat - Sanctions pénales - **Titre V** (*constitution des sociétés*) (p. 3816) : son amendement n° 3 : suppression du titre V et de son intitulé ; rejeté - Ses amendements de suppression n° 4 à n° 7 sur chacun des articles du titre V ; retirés - Date d'acquisition de la personnalité morale - (p. 3817) : information des tiers - Directive communautaire - **Art. 21** (précédemment réservé p. 3815) (*réalisation définitive d'une fusion ou d'une scission*) : son amendement de suppression n° 2 ; rejeté - **Titre VI** (*droits des petits actionnaires dans les sociétés cotées en bourse*) (p. 3818) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'ensemble du titre VI - **Art. 42** (*fonds communs de créances*) (p. 3819, 3820) : son amendement de suppression n° 11 ; rejeté - **Art. 43** (*mobilisation des crédits*) : son amendement de suppression n° 8 ; rejeté - **Art. 44** (*mise en oeuvre de la solidarité de place*) : son amendement de suppression n° 9 ; rejeté - **Art. 46** (*offre publique d'achat obligatoire - suppression de la garantie de cours - offre publique obligatoire*) : son amendement de suppression n° 10 ; rejeté.

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Légion d'honneur et ordre de la libération - (27 novembre 1991) (p. 4379) : augmentation des crédits - Dépenses de personnel - (p. 4381) : informatisation des ordres nationaux - Mesures sociales - Maisons d'éducation - Enseignants - Personnels de service - Dépenses d'équipement - Maison d'éducation de Saint-Denis - Maison des Loges - Ordre de la Libération - (p. 4382) : contingents de la Légion d'honneur - Anciens combattants de 1914-1918.

Justice - (27 novembre 1991) (p. 4382, 4383) : crise de la justice - Augmentation des crédits - Programme de modernisation - Equipements pénitentiaires - Aide juridique - Emplois - Recrutement des fonctionnaires - (p. 4384) : magistrats - Greffiers - Personnel éducatif de la protection judiciaire de la jeunesse - Revalorisations indemnitaires - Programme pluriannuel d'équipements - Départementalisation - (p. 4385) : réorganisation des structures - (p. 4402) : crédits pour 1992 - Encombrement des tribunaux - Magistrats - Institutions judiciaires - Emplois - (p. 4403) : avocats - Statut de la magistrature - Services judiciaires - Aide juridique - Greffiers - Administration pénitentiaire - Sécurité intérieure - (p. 4404) : police judiciaire - Gendarmerie - Administration pénitentiaire - Polynésie française - Protection judiciaire de la jeunesse - (p. 4405) : départementalisation - Haut-Rhin, Bas-Rhin et Moselle - Reconnaissance de la nationalité française - Français de l'étranger - Fonctionnement de la justice française - Maison d'arrêt de Cayenne - (p. 4406) : administration pénitentiaire - Equipements - Droit d'enregistrement d'actes d'huissiers - Gratuité de la justice.

– **Proposition de loi tendant à conférer aux chefs de cour le pouvoir de déléguer des magistrats du siège de la cour d'appel pour exercer des fonctions judiciaires dans les tribunaux du ressort de la cour d'appel, modifiant le code de l'organisation judiciaire - partie législative - et donnant force de loi audit code** [n° 106 (91-92)] - (11 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5234) : amélioration des délais de jugement - Principe d'inamovibilité des juges - Dispositions donnant valeur législative au code de l'organisation judiciaire.

– **Projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans les territoires d'outre-mer** [n° 179 (91-92)] - (18 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5549, 5550) : principe de la spécialité législative des territoires d'outre-mer - Champ de l'habilitation : procédure pénale ; organisation judiciaire ; indemnisation des victimes d'infractions ou d'accidents de la circulation ; rétribution des auxiliaires et aides juridictionnelles en matière pénale - **Art. 1er** (*autorisation du Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures législatives nécessaires à l'actualisation du droit applicable dans les territoires d'outre-mer*) (p. 5551) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de précision n° 2 de la commission - **Après l'art. 2** (p. 5552, 5553) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Daniel Millaud (compétences du territoire de la Polynésie française en matière d'organisation de la profession de notaire).

– **Conclusions du rapport de M. Bernard Laurent**, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi**

(n° 201, 91-92) **de M. Daniel Millaud, tendant à confirmer les compétences du territoire relatives à l'organisation des auxiliaires de justice de Polynésie française [n° 201 (91-92)]** - (18 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5554) : organisation de la profession de notaire - S'oppose à cette proposition de loi.

- Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 105 (91-92)] - (18 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5592, 5593) : fonction publique - Indépendance de la fonction judiciaire - Conseil supérieur de la magistrature - Transparence des nominations dans les fonctions du siège - (p. 5594) : évaluation professionnelle des magistrats - Contenu du dossier des magistrats - Election directe des magistrats siégeant à la commission d'avancement et à la commission de discipline du parquet - Compétences du Conseil supérieur de la magistrature en matière de suspension temporaire - Déroulement des carrières ; suppression de la liste d'aptitude au sein du second grade - Nomination des magistrats du parquet : création d'une commission consultative du parquet - Valorisation professionnelle de l'exercice des fonctions judiciaires - Ecole nationale de la magistrature - (p. 5595) : concours d'accès - Recrutement latéral dans la magistrature - Débat à l'Assemblée nationale sur les détachements judiciaires - **Avant l'art. 1er** (p. 5601) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (unité de la magistrature du siège et du parquet) - **Art. 1er** (*hiérarchie du corps judiciaire et avancement*) (p. 5602, 5603) : s'oppose à l'amendement n° 2 de la commission (avancement à l'ancienneté au sein du premier grade) - **Art. 2** (*emplois hors hiérarchie*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 3 de la commission (liste des tribunaux de grande instance dont le premier président et le procureur sont placés hors hiérarchie) - **Art. 3** (*incompatibilité des fonctions de magistrat avec l'exercice d'une fonction publique élective*) (p. 5604) : s'oppose à l'amendement n° 4 de la commission (suppression de la dérogation en faveur du mandat de représentant au Parlement européen) - **Art. 4** (*évaluation*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 5 de la commission (caractère annuel de l'évaluation) - **Art. 6** (*présentations pour inscription au tableau d'avancement et réclamations des magistrats non présentés*) (p. 5605) : s'oppose à l'amendement n° 6 de la commission (maintien des présentations par ordre de mérite) - **Art. 7** (*diffusion du projet de nomination à une fonction et de la liste des candidats à cette fonction*) : accepte les amendements n° 7 et n° 8 de la commission (communication au Conseil supérieur de la magistrature et à l'inspecteur général des services judiciaires) - **Après l'art. 7** (p. 5606) : s'oppose à l'amendement n° 9 de la commission (conditions de nomination du procureur général près la Cour de cassation et du procureur général près la cour d'appel de Paris) - **Art. 9** (*formes de nomination*) (p. 5607) : s'oppose aux amendements de la commission, n° 11 de coordination, et n° 12 (avis du Conseil supérieur de la magistrature : suppression du mot « conforme ») - **Après l'art. 9** : s'oppose à l'amendement de coordination n° 13 de la commission - **Art. 10** (*nominations exclues des listes de transparence*) (p. 5608) : s'oppose à l'amendement n° 15 de la commission (suppression d'une série d'exclusions), après le rejet de son sous-amendement n° 50 - **Art. 19** (*recrutement des auditeurs de justice*) (p. 5609) : s'oppose à l'amendement n° 16 de la commission (maintien du recrutement sur titre).

Suite de la discussion - (21 décembre 1991) - **Art. 23** (*intégration directe*) (p. 5747) : accepte l'amendement de coordination n° 66 de la commission - **Art. 23** (*intégration directe*) - *Art. 23 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958* (*nomination directe aux fonctions du premier groupe du premier grade de la hiérarchie judiciaire*) : accepte l'amendement de coordination n° 67 de la commission - *Art. 24* (*nomination directe aux fonctions du second groupe du premier grade de la hiérarchie judiciaire*) : accepte l'amendement de coordination n° 68 de la commission - *Art. 25* (*conditions de prononciation des nominations au titre de l'article 22 au cours d'une année civile déterminée*) (p. 5748) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 17 de la commission (élargissement du recrutement latéral) - *Art. 25-1* (*conditions de prononciation des nominations au titre de l'article 24 au cours d'une année civile déterminée*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de coordination de la commission n° 69 et n° 70 - *Art. 25-2* (*avis conforme de la commission d'avancement pour les nominations intervenues au titre des articles 22, 23 et 24 et garanties*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de coordination de la commission n° 71 et n° 72 - *Art. 25-3* (*subordination possible de la nomination à l'accomplissement d'un stage probatoire en juridiction*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 73 de la commission - *Art. 25-4* (*fixation par un décret en Conseil d'Etat des conditions de prise en compte des années d'activité professionnelle précédant la nomination dans la constitution des droits à pension de retraite de l'Etat ou pour le rachat d'annuités supplémentaires*) (p. 5749) : accepte l'amendement rédactionnel et de coordination n° 18 de la commission - **Art. 24** (*intégration directe aux fonctions hors hiérarchie*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 19 de la commission (suppression du caractère conforme de l'avis donné par la commission d'avancement pour les nominations directes dans les fonctions hors hiérarchie du corps judiciaire) - **Art. 25** (*pouvoirs de la commission d'avancement*) : estime que l'amendement n° 20 de la commission est un amendement de coordination (suppression de la soumission pour avis à la commission d'avancement du tableau d'ancienneté des magistrats du second grade) - **Art. 26** (*composition de la commission d'avancement*) (p. 5750) : s'oppose à l'amendement n° 21 de la commission (suppression de la possibilité pour l'inspecteur général des services judiciaires et pour le directeur des services judiciaires de se faire représenter) - **Art. 27** (*durée du mandat et remplacement des membres de la commission d'avancement*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 22 de la commission (allongement de la durée du mandat des membres élus à quatre ans et caractère non renouvelable de ce mandat) - **Après l'art. 27** (p. 5751) : accepte l'amendement n° 23 de la commission (interdiction de toute promotion des membres élus de la commission d'avancement) - **Art. 28** (*mobilité territoriale exigée pour l'inscription au tableau d'avancement*) : s'oppose à l'amendement n° 24 de la commission (nomination dans deux juridictions situées dans le ressort de deux cours d'appel différentes) - **Art. 29** (*commission consultative du parquet*) -*Art. 36-1* (*pouvoirs de la commission consultative du parquet*) (p. 5752) : s'oppose à l'amendement n° 26 de la commission (suppression des exceptions introduites sous réserve de la fonction de procureur général près la Cour de Cassation) et sur ce dernier, son sous-amendement n° 52 ; rejeté - *Art. 36-2* (*composition de la commission consultative du parquet*) (p. 5753) : s'oppose à l'amendement n° 27 de la commission (suppression du caractère paritaire et modification de la composition de la commission) ; sur celui-ci, son sous-amendement n° 53 ; rejeté - *Art. 36-3* (*durée du mandat des membres de la commission consultative du parquet*) (p. 5754) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de la commission n° 28 (allongement de la durée du mandat à 4 ans) et n° 29 de coordination - *Après l'art. 36-3* : accepte l'amendement n° 30 de la commission (interdiction de toute nomination ou promotion pour les membres de la commission pendant la durée de leurs mandats) - **Art. 30** (*conseillers et avocats généraux à la Cour de cassation en service extraordinaire*) - *Art. 40-2* (*conditions de nomination et de cessation des fonctions des conseillers et avocats généraux en service extraordinaire*) (p. 5755) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 31 de précision, et s'oppose au n° 32 de conséquence - Ses amendements, n° 56 de coordination, rejeté et n° 57 de précision, adopté - *Après l'art. 40-2* (p. 5756) : accepte l'amendement n° 33 de la commission (régime disciplinaire applicable aux conseillers et aux avocats généraux en service extraordinaire) - *Art. 40-4* (*situation des conseillers et des avocats généraux en service extraordinaire qui ont la qualité de fonctionnaire*) : s'oppose à l'amendement n° 34 de la commission (impossibilité pour les fonctionnaires détachés en service extraordinaire de bénéficier de leurs droits à l'avancement dans leur corps d'origine) - Son amendement n° 59 : impossibilité pour les fonctionnaires détachés en service extraordinaire à la Cour de cassation de bénéficier de leurs droits à avancement de grade dans leur corps d'origine pendant la

durée de leurs fonctions ; adopté - (p. 5757) : sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 35 (effets dans le corps d'origine de la sanction disciplinaire grave prononcée à l'encontre d'un conseiller ou d'un avocat général en service extraordinaire ayant la qualité de fonctionnaire) et accepte le n° 36 (constitution d'une commission chargée de veiller aux conditions de la réintégration des fonctionnaires à l'expiration de leur détachement) - Sur ce dernier, son sous-amendement n° 60 ; adopté - **Art. 31** (*détachement judiciaire*) - *Art. 41* (*principe du détachement judiciaire*) (p. 5758) : son amendement n° 61 : détachement judiciaire des membres des corps recrutés par la voie de l'École nationale d'administration et des professeurs et maîtres de conférences des universités ; adopté - *Art. 41-5* (*durée du détachement judiciaire et modalités de cessation de fonctions des détachés judiciaires*) (p. 5759) : accepte l'amendement rédactionnel n° 37 de la commission - Son amendement n° 62 : application de la procédure de réintégration dans la fonction publique aux personnes dont le détachement judiciaire cessera avant le terme de cinq ans ; adopté - - *Art. 41-8* (*conditions de réintégration des détachés judiciaires dans leurs propres corps d'origine à l'issue du détachement*) (p. 5760) : accepte l'amendement n° 38 de la commission (modalités de réintégration des détachés judiciaires assurant leur indépendance) et, sur ce dernier, son sous-amendement n° 63 ; adopté - *Art. 41-10* (*conditions d'intégration des détachés judiciaires*) : accepte l'amendement n° 39 de la commission (suppression de l'exigence d'une période de formation) - **Art. 37** (*composition de la commission de discipline du parquet*) (p. 5761) : s'oppose à l'amendement n° 40 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 38** (*remplacement des membres titulaires de la commission de discipline du parquet*) (p. 5762) : accepte l'amendement de coordination n° 41 de la commission - **Art. 39 B** (*accès des juges du livre foncier aux autres fonctions du second grade de la hiérarchie judiciaire*) : s'oppose à l'amendement n° 42 de la commission (nouvelle rédaction) - Sur celui-ci, son sous-amendement n° 64 ; rejeté - **Art. 39 bis** (*maintien en activité*) (p. 5763) : accepte l'amendement n° 43 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 39 ter** (*maintien en activité*) (p. 5764) : accepte l'amendement de suppression n° 44 de la commission - **Art. 42 bis** (*dispositions transitoires relatives au recrutement sur titre des auditeurs de justice*) : accepte l'amendement de suppression n° 45 de la commission - **Art. 43** (*mise en application des dispositions sur le passage du premier groupe au second groupe du second grade*) : son amendement n° 65 : nouvelle rédaction ; rejeté - Accepte l'amendement de coordination n° 46 de la commission.

NATALI (Jean), sénateur de l'Oise (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme des procédures civiles d'exécution** - *Deuxième lecture* [n° **306 (90-91)**] - (24 mai 1991) - **Après l'art. 20 bis** (p. 1055) : son amendement n° 24, soutenu par M. Philippe de Gaulle : déclaration volontaire de patrimoine faite par le débiteur de bonne foi à l'huissier de justice ; adopté - **Art. 38** (*mission du ministère public*) (p. 1058) : son amendement n° 29, soutenu par M. Philippe de Gaulle : fixation d'un délai de réponse du procureur de la République à la demande de renseignements nécessaires à la saisie des rémunérations ou des comptes bancaires du débiteur ; adopté - **Art. 53** (*exécution forcée relative à une obligation de livraison ou de restitution d'une chose*) (p. 1065) : son amendement rédactionnel n° 34, soutenu par M. Philippe de Gaulle ; adopté.

NEIERTZ (Véronique), *secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation.*

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

Est nommée *secrétaire d'Etat aux droits des femmes* le 17 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 18 mai 1991).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de Mme Paulette Fost : **Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC)** (*SMIC à 7000 F*) (*JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1880).

de M. Georges Mouly : **Emploi** (*Incitation des chômeurs à reprendre un emploi à temps partiel*) (*JO* Débats du 13 décembre 1991) (p. 5269).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi renforçant la protection des consommateurs** [n° **304 (90-91)**] - (15 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2862) : protection des consommateurs - Inadaptation du droit commun - Economie de marché - Action en représentation conjointe des associations nationales de consommateurs agréées - (p. 2863) : clauses abusives - Droit de la consommation - Création d'un code de la consommation - Publicité comparative - (p. 2873) : dispositions du projet de loi - Sécurité des transactions juridiques - Concurrence déloyale - Publicité comparative - Harmonisation des législations européennes de protection des consommateurs - **Art. 1er** (*extension du délit d'abus de faiblesse*) (p. 2874) : son amendement n° 73 : signification des termes « remise de valeurs » ; adopté - (p. 2875) : son amendement rédactionnel n° 74 ; adopté - (p. 2877) : s'oppose aux amendements de la commission n° 1 (remise de valeurs au cours d'une visite à domicile) et n° 3 (sollicitation personnalisée mais pas nécessairement nominative à se rendre sur un lieu de vente effectuée à domicile et assortie de l'offre d'avantages particuliers) et n° 27 de coordination de la commission saisie pour avis - Accepte l'amendement rédactionnel n° 2 de la commission - (p. 2878) : s'oppose aux amendements de la commission, n° 4 (suppression de la référence aux foires et salons) et n° 5 (refus de l'assimilation des foires et salons au démarchage à domicile) ; à l'amendement n° 22 de M. Xavier de Villepin (exclusion du champ d'application de l'article 1er des contrats passés suivant des dispositions législatives et réglementaires visant à la protection du consommateur ou selon des usages professionnels) ; aux amendements de la commission saisie pour avis n° 29 (exclusion du champ d'application de l'article 1er des foires et salons), n° 30 (définition de la notion d'urgence), n° 31 (exclusion du champ d'application de l'article 1er des établissements bancaires) et n° 32 de coordination - Sur son amendement rédactionnel n° 74, accepte le sous-amendement n° 75 de la commission - **Art. 2** (*obligation générale d'information*) (p. 2880) : s'oppose à l'amendement n° 69 de M. Jean Simonin (indication de la provenance géographique des produits alimentaires) - Sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 40, rédactionnel, et accepte le n° 6 (remplacement du mot « prévisible » par le mot « prévu » à propos de la disponibilité des pièces indispensables à l'utilisation d'un bien) - **Art. 3** (*exécution différée de la livraison de la chose ou de la prestation de service*) (p. 2882) : s'oppose à l'amendement n° 7 de la commission (conditions d'exercice de la faculté de résiliation du contrat), et sur ce dernier, accepte les sous-amendements n° 26 de M. Louis Minetti et n° 61, n° 62 et n° 63 de M. Robert Laucournet - (p. 2883) : accepte l'amendement n° 60 de la commission (définition des arrhes) - **Art. 4** (*prolongation de la garantie contractuelle*) (p. 2884) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 8 de la commission (point de départ de la durée de réparation venant s'ajouter à celle de la garantie) et pour l'amendement n° 65 de M. Roland Courteau (obligation pour le pro-

fessionnel de proposer un même bien de remplacement au-delà du délai convenu pour la réparation) - **Art. 5** (*mention de l'adresse des entreprises de vente à distance*) : accepte l'amendement n° 9 de la commission (mention également des coordonnées téléphoniques de l'entreprise de vente à distance) - **Art. 7** (*extension de l'interdiction de l'envoi forcé aux prestataires de services*) (p. 2885, 2886) : s'oppose à l'amendement n° 10 de la commission (exclusion du champ d'application de l'article des accords résultant d'usages professionnels établis et contrôlés par une autorité administrative ou de la mise en oeuvre d'une clause de révision expresse et convenue lors de la signature du contrat) - **Art. 8** (*action en représentation conjointe*) (p. 2888, 2889) : s'oppose aux amendements identiques n° 12 de la commission et n° 34 de la commission saisie pour avis (exercice de l'action collective conjointe devant les seules juridictions pénales) - Sur les amendements de la commission saisie pour avis, s'oppose au n° 13 (interdiction de la sollicitation d'un mandat d'action collective par voie de campagnes publiques) et accepte le n° 36 (compétence du juge d'instruction ou de la juridiction de jugement du lieu de la première infraction) - **Art. 9** (*contrôle juridictionnel des clauses abusives*) : s'oppose à l'amendement n° 70 de M. Jean Simonin (indication du juge compétent) et à l'amendement n° 15 de la commission (intervention du juge à la demande de l'une des parties) - (p. 2890, 2891) : sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour les n° 16 (faculté pour le juge de consulter la commission des clauses abusives) et n° 17 de coordination - Sur son amendement n° 16, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 66 de M. Robert Laucournet - **Art. 9 bis** (*ouverture, les jours de congé, des établissements qui n'emploient pas de personnel*) : accepte l'amendement n° 18 de la commission (exception aux règles d'ouverture le dimanche limitée aux établissements n'employant pas de personnel) - **Art. 10-1** (*calcul des indices de prix à la consommation*) (p. 2893) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 19 de la commission et n° 20 de la commission des affaires culturelles - **Après l'art. 11** (p. 2894) : s'oppose à l'amendement n° 39 de M. Hubert Haenel (soumission de l'établissement dans l'artisanat à la justification de l'aptitude professionnelle et à un minimum de connaissances en matière de gestion) et à l'amendement n° 59 de M. Désiré Debavelaere (protection du sucre vis-à-vis des substances édulcorantes) - **Art. 10 (précédemment réservé p. 2891)** (*autorisation de la publicité comparative*) (p. 2897) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 24 de M. Louis Minetti - (p. 2898) : s'oppose aux amendements de M. Bernard Seillier, n° 54 (citation de la marque d'autrui sous réserve de l'accord du professionnel titulaire de la marque en question) et n° 55 (caractère global de la comparaison) - (p. 2902) : sur les amendements de la commission, s'oppose aux n° 41 (substitution des mots « caractéristiques essentielles, significatives, pertinentes » aux mots « qualités substantielles, signicatives »), n° 43 rédactionnel et n° 49 (respect du jeu de la concurrence par la publicité comparative) - Accepte les n° 42 (indication obligatoire de la durée pendant laquelle sont maintenus les prix mentionnés dans l'annonce comparative), n° 45 (interdiction de faire figurer des annonces comparatives sur certains supports), n° 46 (communication de l'annonce comparative aux professionnels visés avant toute diffusion) et n° 48 (exclusion du droit de réponse prévu en matière de communication audiovisuelle) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 47 rédactionnel - (p. 2903) : s'oppose aux amendements de la commission n° 50 (application aux opérations de télépromotion avec offres de vente dite « téléachat ») et n° 51 (sanctions applicables aux personnes ne respectant pas le dispositif mis en place) - (p. 2904) : s'oppose aux amendements de la commission n° 52 (autorisation de la publicité comparative limitée à une période probatoire de trois ans à compter de la promulgation de la loi) et n° 53 (précision par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application de l'ensemble du dispositif) ainsi qu'à l'amendement n° 58 de M. Bernard Seillier (interdiction de toute publicité comparative pour les médicaments) - **Sur l'ensemble** (p. 2906) : remerciements.

Deuxième lecture [**n° 109 (91-92)**] - (12 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5304) : protection des consommateurs - Clauses abusives - Droit des contrats - (p. 5305) : traité de Maastricht - **Art. 1er** : s'oppose aux amendements identiques n° 2 de la commission et n° 25 de la commission saisie pour avis (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - (p. 5306) : s'oppose aux amendements identiques n° 3 de la commission et n° 26 de la commission saisie pour avis (rétablissement de la définition de la notion d'urgence introduite par le Sénat en première lecture) ainsi qu'à l'amendement n° 27 de cette dernière (champ d'application de la loi du 22 décembre 1972 relative à la protection des consommateurs en matière de démarchage et de vente à domicile) - **Art. 2** (p. 5307, 5308) : s'oppose aux amendements de la commission, n° 4 rédactionnel, n° 5 (pays de provenance des produits alimentaires) et n° 6 de coordination - **Art. 3** (p. 5309) : s'oppose à l'amendement n° 7 de la commission (limitation de l'exercice du droit de résiliation) - **Art. 7** (p. 5310, 5311) : s'oppose aux amendements identiques n° 8 de la commission et n° 28 de la commission saisie pour avis (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - Son amendement n° 38 : prise en compte de la réglementation sur les taux de crédit révisables ; devenu sans objet - Accepte l'amendement rédactionnel n° 9 de la commission - **Art. 8** : s'oppose aux amendements identiques, n° 10 de la commission et n° 29 de la commission saisie pour avis (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - (p. 5312) : s'oppose aux amendements identiques n° 11 de la commission et n° 30 de la commission saisie pour avis (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 9** (p. 5313) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 31 de la commission saisie pour avis et pour les amendements de la commission, n° 13, n° 14 et n° 15 tendant au rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture, ainsi que pour l'amendement n° 37 (date d'entrée en vigueur des dispositions du présent article) - **Art. 10** (p. 5314) : s'oppose aux amendements de la commission, n° 16 (prise en compte d'au moins deux éléments comparatifs dans les campagnes publicitaires), n° 18 (rétablissement du régime dérogatoire en faveur des labels et des marques de haute couture), n° 19 (principe de réciprocité en matière de publicité comparative), n° 20 (sanctions spécifiques à la publicité comparative illicite) et n° 21 (période probatoire de trois ans) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 17 de la commission - (p. 5315) : s'oppose à l'amendement n° 22 de la commission (renvoi à un décret en Conseil d'Etat) - **Art. 10-1** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 23 de la commission - **Après l'art. 10-1** (p. 5317) : s'oppose à l'amendement n° 36 de M. Etienne Dailly (faculté pour le juge de prendre en compte l'état de dépendance économique du fabricant en cas de revente à perte et transformation en contravention du délit de non-respect des règles de facturation par le fabricant soumis à des pressions économiques) - **Art. 14** (*chambre régionale des métiers en Lorraine*) (p. 5318) : son amendement de suppression n° 24 ; adopté.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [**n° 188 (91-92)**] - (20 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5674) : accord de la CMP - (p. 5675) : réflexion du Conseil national de la consommation - Arrêts de la Cour de cassation - Publicité comparative - Champ d'application de la loi - Application des mesures de droit commun de la publicité - Rapport au Parlement.

– Projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transcription de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [**n° 211 (91-92)**] - (20 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5678) : accord de la CMP - Amélioration du texte.

– Projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [**n° 210 (91-92)**] - (20 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5682) : se réjouit du succès de la CMP - Innovations dans le domaine de la formation professionnelle.

NEUWIRTH (Lucien), sénateur de la Loire (RPR) - Questeur du Sénat.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Membre suppléant du Comité des finances locales.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à reconnaître d'intérêt général la préservation des paysages ruraux [n° **221 (90-91)**] (4 février 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Environnement.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la contribution de la France à la lutte contre la faim et pour le développement des régions très défavorisées [n° **279 (90-91)**] (16 avril 1991) - **Coopération.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° **232 rectifié (90-91)**] de M. Yves Guéna et plusieurs de ses collègues tendant à permettre aux associations d'anciens combattants d'ester en justice [n° **283 (90-91)**] (17 avril 1991) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

Rapport supplémentaire, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° **232 rectifié (90-91)**] de M. Yves Guéna et plusieurs de ses collègues, tendant à permettre aux associations d'anciens combattants d'ester en justice [n° **320 (90-91)**] (7 mai 1991) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° **112 (90-91)**] modifiée par l'Assemblée nationale, permettant aux associations d'anciens combattants et victimes de guerre d'ester en justice [n° **157 (91-92)**] (10 décembre 1991) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

INTERVENTIONS

- Conclusions du rapport de M. Lucien Neuwirth, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** (n° 232, 90-91), déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à permettre aux associations d'anciens combattants d'ester en justice** [n° **283 (90-91)**] - (7 mai 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 887) : information - (p. 888) : liberté d'opinion - Diffamation - Associations d'anciens combattants - Poursuites pénales - Conditions requises pour ester en justice - (p. 889) : résistants - Crimes de guerre - Crimes contre l'humanité - Collaboration avec l'ennemi - Apologie de la trahison - (p. 891) : anciens combattants.

- Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° **269 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (12 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1567) : fonction publique territoriale - Droit d'option des agents des directions départementales de l'équipement et de l'agriculture - Différences entre les régimes indemnitaires des agents de l'Etat et des agents des collectivités territoriales occupant des emplois équivalents - Sages-femmes - Filière sociale de la fonction publique territoriale.

- Projet de loi d'orientation pour la ville [n° **350 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (20 juin 1991) - **Après l'art. 32** (p. 1950) : son amendement n° 146, soutenu par M. Emmanuel Hamel : insérer un article additionnel : garantie d'emprunt accordée par les collectivités locales aux organismes d'habitations à loyer modéré, HLM, et aux sociétés d'économie mixte, SEM, pour les opérations concernant la diversité de l'habitat ; adopté.

- Projet de loi de finances pour 1992 [n° **91 (91-92)**].

Deuxième partie :

Défense - (26 novembre 1991) (p. 4328) : GIAT-Industries - Département de la Loire - Information du personnel des arsenaux - (p. 4329) : déménagement des presses de Saint-Etienne - Délégation des élus du département de la Loire.

Services généraux et fonction publique - (1er décembre 1991) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4604) : agents territoriaux - Régime indemnitaire.

Intérieur - (2 décembre 1991) (p. 4642) : décentralisation - Fiscalité - Mécontentement des élus locaux - Collectivités locales - Statut des fonctionnaires - Transferts de compétences - (p. 4643) : désertification des campagnes - Décentralisation - Sécurité - Délinquance - Policiers - Sapeurs-pompiers - Immigration - Racisme - Lutte contre l'immigration clandestine - Avis défavorable du groupe du RPR sur ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4661) : politique gouvernementale.

- Proposition de loi permettant aux associations d'anciens combattants et victimes de guerre d'ester en justice - *Deuxième lecture* [n° **112 (91-92)**] - (10 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5218) : droit d'ester en justice des associations d'anciens combattants - Coopération totale entre le Parlement et le Gouvernement - Adoption d'une proposition de loi - (p. 5219) : affiliation à l'une des grandes fédérations d'anciens combattants ou représentation territoriale spécifique - Avis favorable de la commission des lois.

O

OLIVIER (Henri), sénateur de l'Orne (rattaché administrativement au groupe UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

ORNANO (Charles), sénateur de la Corse du Sud (NI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse (22 mars 1991).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse [n° 98 (90-91)]** - (20 mars 1991) - **Discussion générale** (p. 69) : désengagement de l'Etat en Corse - Amnisties totales - (p. 70) : unité nationale - Trêve des attentats - FLNC - Etat de droit - Indépendance - Climat de violence - « Peuple corse » - (p. 71) : développement économique de la Corse - Jeunesse corse - Listes électorales - Modes de scrutin - Exécutif bicéphale de la collectivité territoriale - Transports - Ne votera pas le texte en l'état.

Suite de la discussion - (22 mars 1991) - **Art. 80** (*refonte des listes électorales*) (p. 192, 193) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 65 de la commission - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 200) : au nom du groupe des non inscrits, votera le projet de loi amendé par le Sénat.

Nouvelle lecture [n° **263 (90-91)**] - (11 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 437) : maintien du projet de loi dans sa version initiale - Travail législatif du Sénat - Débat parlementaire - Peuples breton, alsacien et basque - Unité nationale - Régime électoral - Transports - Développement économique de la Corse - Réforme institutionnelle - Votera la question préalable.

ORNANO (Paul d'), sénateur des Français établis hors de France (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

- Membre titulaire du conseil d'aministration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger.

Est nommé membre titulaire de la commission mixte chargée de donner un avis sur l'affectation et l'attribution des crédits du fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger (*JO* Lois et décrets du 12 mars 1991).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du service national (23 octobre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Charles de Cuttoli et Mme Paulette Brisepierre, tendant à modifier les articles 2 et 10 de la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger [n° **6 (91-92)**] (8 octobre 1991) - **Français de l'étranger.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Coopération** - [n° **95 (91-92) tome 3**] (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse [n° 98 (90-91)]** - (20 mars 1991) - **Discussion générale** (p. 91) : « peuple corse » - (p. 92) : affaiblissement de l'autorité étatique - Intégrité du territoire national - Lois de décentralisation de 1982 - Refonte des listes électorales - Développement économique.

Suite de la discussion - (21 mars 1991) - **Art. 1er** (*consécration juridique de la notion de « peuple corse composante du peuple français »*) (p. 113) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de la commission (suppression de la référence à la notion de « peuple corse » et mention de la région de Corse) - **Art. 15** (*siège de l'Assemblée de Corse et réunion de plein droit après son élection*) (p. 126) : son amendement n° 91 : modification du jour fixé pour la réunion de plein droit ; adopté.

Suite de la discussion - (22 mars 1991) - **Art. 58** (*schéma d'aménagement de la collectivité territoriale de Corse*) - *Art. L. 144-5 du code de l'urbanisme* (*opposabilité du schéma d'aménagement de la Corse*) (p. 164) : son amendement de suppression n° 94 ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 188 de la commission (suppression de l'obligation rétroactive de mise en conformité des documents d'urbanisme existants avec le nouveau schéma d'aménagement).

- **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Deuxième partie :

Affaires étrangères - (5 décembre 1991) (p. 4867) : coup d'Etat en Haïti - Fermeture du lycée Alexandre-Dumas de Port-au-Prince.

Coopération et développement - (5 décembre 1991) - Rapporteur pour avis - (p. 4889) : situation économique et sociale de l'Afrique - Démocratisation - Aide française au développement - Sommet de La Baule - Fonds d'aide et de coopération, FAC - Coopération décentralisée - Coopération militaire - Agence pour l'enseignement français à l'étranger - (p. 4890) : Lycée Alexandre-Dumas en Haïti - Afrique - S'en remet à la sagesse du Sénat pour ce projet de budget.

OSTERMANN (Joseph), sénateur du Bas-Rhin (NI puis RPR).

Remplace le 4 novembre 1991, en qualité de sénateur, M. Paul Kauss, décédé (*JO* Lois et décrets du 6 novembre 1991).

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires sociales (*JO* Lois et décrets du 27 novembre 1991).

OTHILY (Georges), sénateur de la Guyane (rattaché administrativement au groupe S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

- Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonc-

tionnement des services relevant de l'autorité judiciaire jusqu'au 4 juin 1991.

Est nommé membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée, sur les régions d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion) et l'Europe [n° **26 (91-92)**] (10 octobre 1991) - **Communautés européennes.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes** [n° **242 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (3 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 257) : inégalités entre les communes - Quartiers défavorisés en outre-mer - Critère de logement social - Exemple de la Guyane - Ressources des départements d'outre-mer - Emploi.

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République** [n° **269 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (12 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1566, 1567) : amélioration nécessaire de la déconcentration dans les départements d'outre-mer, DOM, régions monodépartementales - Guyane - Fonds d'investissement des départements d'outre-mer, FIDOM - Préfets de région - Coopération décentralisée avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, ACP - Consultation des comités consultatifs régionaux par le département.

– **Projet de loi d'orientation pour la ville** [n° **350 (90-91)**] - (19 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1840) : chômage - Pauvreté - Echec scolaire - Exclusion - Précarité des conditions de vie - Marginalité - Délabrement - Quartiers défavorisés - Insécurité - Spéculation foncière - Immigration - Bidonvilles en outre-mer (Guyane) - Logements sociaux - (p. 1841) : lutte contre la spéculation - Insertion - Nouvelle redistribution foncière en faveur des communes - Cohésion sociale, condition du fonctionnement harmonieux des régimes démocratiques.

– **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° **362 (90-91)**] - (24 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2018) : Outre-mer - Débat budgétaire - Développement économique - Exemple de la Guyane - (p. 2019) : situation sociale en Outre-mer - Restauration scolaire - Revenu des ménages - **Art. 13** (*action sociale spécifique*) (p. 2032) : son amendement n° 22 : frais de restauration scolaire ; adopté.

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Articles non rattachés :

(8 décembre 1991) - **Après l'art. 83 octies** (p. 5091) : son amendement n° II-58 : cas des sociétés de financement en capital risque et des sociétés d'économie mixte foncières agricoles ; adopté - (p. 5093) : ses amendements n° II-59 : cas des entreprises culturelles et des investissements immatériels ; et n° II-60 : augmentation de la réduction d'impôt ; irrecevables (article 40 de la Constitution) - **Avant l'art. 83 decies** (p. 5094) : ses amendements n° II-61 : extension aux sociétés de capital risque et aux fonds communs de placement du bénéfice des dispositions de la loi de finances rectificative pour 1986 ; irrecevable (article 40 de la Constitution) ; et n° II-62, de coordination ; retiré.

OUDIN (Jacques), sénateur de la Vendée (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

– Secrétaire de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

Membre titulaire de la commission des comptes de la sécurité sociale.

Membre suppléant du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Membre titulaire du comité des finances locales.

– Est nommé membre de la commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme (*JO* Lois et décret du 19 décembre 1991).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée, sur la procédure budgétaire communautaire [n° **377 (90-91)**] (12 juin 1991) - **Communautés européennes.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° **69 (90-91)**] de M. Henri Collette et plusieurs de ses collègues tendant à créer un droit de contracter auprès de tout établissement bancaire un prêt dont le remboursement est garanti par l'Etat et destiné à faciliter l'installation des jeunes époux mariés depuis moins de six mois [n° **24 (91-92)**] (9 octobre 1991) - **Famille.**

Avis, présenté au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° **433 (90-91)**] relatif à la modernisation des entreprises coopératives [n° **67 (91-92)**] (5 novembre 1991) - **Economie sociale.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Affaires sociales et intégration** - [n° **92 (91-92) tome 3 annexe 2**] (19 novembre 1991).

Questions orales européennes avec débat :

n° 3 (*JO* Débats du 27 avril 1991) (p. 763) - Ministère : Budget - *Réforme de la procédure budgétaire de la Communauté économique européenne* - (Caduque : mai 1991) - **Communauté économique européenne (CEE).**

n° 2 (*JO* Débats du 23 mai 1991) (p. 1004) - Ministère : Budget - *Réforme de la procédure budgétaire de la Communauté économique européenne* - (Réponse : *JO* Débats du 9 octobre 1991) (p. 2669) - **Communauté économique européenne (CEE).**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme hospitalière** [n° **309 (90-91)**] - (4 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1267) : volume, évolution et financement des dépenses de santé - Planification hospitalière - (p. 1268) : autonomie des établissements -

Budget global - Procédures budgétaires - Approbation des amendements de la commission - Rapports entre l'Etat et les établissements - Gestion des personnels - Situation de la sécurité sociale - Insuffisance du projet.

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la discussion** - (12 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1552) : coopération intercommunale - Dotation globale de fonctionnement, DGF - Définition des structures intercommunales en fonction des limites de population - Fonction publique territoriale - (p. 1553) : pouvoir des maires dans les zones littorales - Plan d'occupation des sols, POS - Loi « littoral » du 3 janvier 1986 - Commission départementale des sites des paysages littoraux - (p. 1554) : jurisprudence relative à la responsabilité du maire dans les cas d'activités de baignade - **Après l'art. 6 bis** (p. 1592, 1593) : se déclare favorable à l'amendement n° 283 de M. Josselin de Rohan (retraite des maires).

Suite de la discussion - (14 juin 1991) - **Après l'art. 36** (p. 1713) : son amendement n° 240, soutenu par M. René Trégouët : responsabilité des communes en cas de dommages résultant de l'exercice d'activités de loisirs ; irrecevable (art. 40 de la Constitution).

– **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : procédure budgétaire de la communauté économique européenne** - (8 octobre 1991) - Représentant de la délégation parlementaire du Sénat pour les communautés européennes - (p. 2669, 2670) : intervient dans le débat consécutif à la question dont il est l'auteur.

– **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux [n° 346 (90-91)]** - (16 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2924) : rôle du Sénat dans l'évolution de la réflexion sur l'eau - (p. 2925) : structures administratives : attachement aux syndicats départementaux d'adduction d'eau et d'assainissement - Dégradation de la qualité moyenne des eaux - Insuffisance des investissements - Fonds national de développement des adductions d'eau, FNDAE - (p. 2926) : investissements à la charge des collectivités territoriales - Zones humides : avenir des marais littoraux de l'Ouest - **Après l'art. 1er** (p. 2944) : soutient l'amendement n° 162 de M. Jacques de Menou (limitation des redevances sur les pollutions agricoles) - **Après l'art. 2** (p. 2951) : se déclare opposé à l'amendement n° 212 de la commission (possibilité de création d'un établissement public de l'eau par les collectivités territoriales concernées par un ou plusieurs SAGE).

Suite de la discussion - (17 octobre 1991) - **Art. 3** (*police de l'eau : prescriptions générales*) (p. 2962, 2963) : intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (dispositions relatives à la qualité des eaux) - **Art. 4** (*prescriptions spéciales*) (p. 2965) : sur l'amendement n° 20 de la commission (compétences de l'administration en matière d'usages de l'eau et de répartition de la ressource ; extension aux zones humides), se déclare favorable au sous-amendement n° 120 de M. Jean Arthuis (concessions de service public accordées par l'Etat ou les collectivités territoriales).

– **Projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives [n° 433 (90-91)]** - (7 novembre 1991) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 3603) : dispositions fiscales - Economie - Milieu rural - (p. 3604) : projet européen de statut des sociétés coopératives - Capitaux extérieurs - Rémunération des parts sociales - Catégories d'associés - Régime fiscal de groupe - Avis favorable de la commission saisie pour avis sous réserve de l'adoption de ses amendements - **Art. 55** (*imposition à l'impôt sur les sociétés des coopératives exonérées faisant appel à des associés non coopérateurs*) (p. 3627) : son amendement n° 39 : prise en compte des seuls capitaux extérieurs pour le calcul des seuils de 20 % et de 50 % ; adopté - **Art. 56** (*imposition à l'impôt sur les sociétés des coopératives exonérées faisant appel à des associés non coopérateurs*) (p. 3628) : son amendement n° 40 : prise en compte des seules participations des associés non coopérateurs à statut non coopératif dans le calcul du seuil de 50 % ; adopté - **Art. 57** (*imposition de la taxe professionnelle*) : son amendement n° 41 : prise en compte des seuls capitaux extérieurs pouvant donner lieu à rémunération pour le calcul des seuils de 20 % et de 50 % ; adopté.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Discussion générale :

Suite de la discussion - (20 novembre 1991) (p. 3876) : politique gouvernementale - Désinflation - Affaiblissement des structures productives - Investissements - Balance commerciale - (p. 3877) : emploi - Communauté économique européenne, CEE - Dépenses publiques - Chômage - Education nationale - Protection sociale - Fiscalité des entreprises - (p. 3878) : éducation nationale - Formation professionnelle - Protection sociale - Retraites - Au nom du groupe du RPR, se déclare défavorable au projet de budget pour 1992.

Discussion des articles de la première partie :

(20 novembre 1991) - **Après l'art. 2** (p. 3900) : son amendement n° I-57 : constitution d'une réserve spéciale d'investissement ; devenu sans objet.

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Art. 8** (*réduction du taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices distribués et modulation du régime des acomptes*) (p. 3932) : son amendement n° I-58 : mesure d'abaissement de l'impôt en faveur de petites sociétés d'exploitation détenues par un holding dont les actionnaires sont des personnes physiques ; retiré au bénéfice de l'amendement n° I-66 de la commission (dispositions en faveur des entreprises contrôlées par un holding familial ou bien faisant l'objet d'un rachat par les salariés) - (p. 3933) : son amendement n° I-108 ; retiré au bénéfice de l'amendement analogue n° I-67 de la commission (élargissement du champ d'application du taux d'acompte réduit à certaines PME) - **Après l'art. 8** (p. 3935) : son amendement n° I-142 : possibilité de déduction des déficits provenant d'une exploitation d'aquaculture marine ; adopté - Investissements en aquaculture - (p. 3936) : son amendement n° I-60 : possibilité pour les entreprises en difficulté d'obtenir un remboursement de la créance sur le Trésor ; adopté - (p. 3937) : se déclare favorable à l'amendement n° I-21 de M. Xavier de Villepin (déduction pour les entreprises des versements effectués à des établissements d'enseignement public ou privé sous contrat) - (p. 3938) : son amendement n° I-59, analogue à l'amendement n° I-71 de la commission (extension du crédit d'impôt pour dépenses de recherche aux dépenses engagées dans certains secteurs au titre des frais de collection) ; retiré au profit de celui-ci - (p. 3939) : se déclare favorable à l'amendement n° I-71 de la commission (extension du crédit d'impôt pour dépenses de recherche aux dépenses engagées dans certains secteurs au titre des frais de collection) - **Art. 11** (*aménagement des règles de rappel des donations antérieures pour l'application des droits de mutation à titre gratuit*) (p. 3951) : soutient l'amendement n° I-149 de M. Jean Chamant (extension du dispositif de non-rappel des donations antérieures intervenues depuis plus de dix ans à tous les actes présentés à la formalité de l'enregistrement) - **Après l'art. 14** (p. 3964) : son amendement n° I-164 : compensation entre les différents régimes existant en matière de plus-values de titres ; retiré - **Avant l'art. 15** (p. 3965) : son amendement n° I-61 : harmonisation entre la taxation des plus-values pour la cession des fonds de commerce et la taxation des plus-values immobilières ; retiré - Transmission d'entreprises - **Après l'art. 18** (p. 3976) : sur l'amendement n° I-78 de la commission (assujettissement au taux réduit de TVA des prestations liées à l'enlèvement des ordures ménagères), son sous-amendement n° I-216 ; retiré - **Après l'art. 18 bis** (p. 3983) : son amendement n° I-63 : rétablissement de l'option à la TVA pour les agriculteurs ; adopté - **Art. 21** (*modification du tarif de la taxe intérieure de consommation applicable au gazole*) (p. 3994) : décisions de Bruxelles - Son amendement de suppression n° I-143, identique à l'amendement de suppression n° I-82 de la commission ; adopté - **Après l'art. 22 bis** (p. 3995) : son amendement n° I-163 : augmentation de l'abattement en faveur des locaux meublés de tourisme ; adopté - **Art. 23 bis** (*exonération de la taxe intérieure de consommation des produits pétroliers applicable aux esters d'huile de colza et de tournesol*) (p. 3996) : soutient l'amendement n° I-160 de M. Bernard Barbier (encou-

ragement à l'emploi de l'ester d'huile de colza ou de tournesol) - **Après l'art. 23 bis** (p. 3997) : soutient l'amendement n° I-161 de M. Bernard Barbier (encouragement à l'utilisation de l'éthanol et du bioéthanol) - **Après l'art. 28** (p. 4002) : ses amendements n° I-62 : détermination des droits sociaux détenus par des personnes exerçant une fonction de direction dans l'entreprise ; n° I-179 : disposition relative aux comptes courants bloqués d'associés ; et n° I-180 : prise en compte des transmissions d'entreprises dans le mode de calcul du seuil de participation conditionnant l'exonération ; retirés.

Suite de la discussion - (22 novembre 1991) - **Art. 32** (*aménagement de la dotation de compensation de la taxe professionnelle*) (p. 4021) : loyers des bâtiments publics - **Après l'art. 32** (p. 4024) : soutient l'amendement n° I-162 de M. Roland du Luart (adaptation des ressources du FNDAE) - **Après l'art. 32 bis** (p. 4027) : son amendement n° I-144 : institution au profit des groupements à fiscalité propre du versement d'une dotation globale de fonctionnement ; irrecevable (article 42 de la loi organique de 1959) - (p. 4028) : son amendement n° I-145 : dépenses d'investissement prises en considération au titre du fonds de compensation pour la TVA pour les collectivités locales ; adopté - **Relations financières avec les communautés européennes** (p. 4045) : progression du budget européen - Information du Parlement - **Seconde délibération - Art. 32 bis A** (p. 4070) : se déclare favorable à l'amendement n° A-5 du Gouvernement (nouvelle rédaction relative au fonds de compensation pour la TVA).

Deuxième partie :

Equipement, logement, transports et espace - V - Mer - (23 novembre 1991) (p. 4139) : flotte de commerce - Pavillon des Kerguelen - Diminution de l'activité portuaire - Amélioration de la desserte routière et ferroviaire des ports - Statut des dockers - Société nationale de sauvetage en mer, SNSM - Protection et aménagement du littoral - (p. 4140) : schémas de mise en valeur de la mer - Défense contre la mer - Ville de Noirmoutier - (p. 4141) : flotte de pêche - Pratiques espagnoles inadmissibles en matière de pêche - Compétitivité des ports français - Avenir de la flotte de commerce - Exploit de Gérard d'Aboville.

Travail, emploi et formation professionnelle - Services communs aux affaires sociales et au travail - (25 novembre 1991) (p. 4225) : politique de l'emploi - (p. 4226) : chômage - Création d'emplois - Agence nationale pour l'emploi, ANPE - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 4236) : chiffres du taux de chômage publiés par l'ANPE.

Affaires sociales et intégration - Economie sociale - (25 novembre 1991) - Rapporteur spécial - (p. 4247) : information du Parlement - (p. 4248) : fiscalisation - Projet de budget - (p. 4249) : avenir du système de protection sociale - Dépenses de santé et de retraite - Prélèvements obligatoires et prélèvements sociaux - (p. 4250) : système de protection sociale - (p. 4278) : dépenses de santé - **Examen des crédits - Art. 84** (p. 4283) : son amendement de suppression n° II-26 ; adopté.

Environnement - (30 novembre 1991) (p. 4588) : politique du littoral - Respect nécessaire des attributions et du rôle des élus locaux - (p. 4589) : difficultés d'application de la politique du littoral : détermination de la capacité d'accueil d'une zone littorale ; lutte contre le mitage ; modalités de délimitation des zones sensibles.

Articles non rattachés :

(8 décembre 1991) - **Art. 68** (*participation des salariés au rachat de leur entreprise*) (p. 5049) : rachat d'une entreprise - Participation des salariés - (p. 5051) : se déclare favorable à l'amendement n° II-99 de la commission (prorogation d'un an du mécanisme actuel) - **Après l'art. 68** (p. 5053) : reprend l'amendement n° II-88 de M. Jean-Pierre Masseret (prise en compte dans les frais d'exploitation des entreprises qui comptent de 10 à 250 salariés des primes d'assurance souscrites sur la tête du dirigeant ou d'un salarié qui y joue un rôle déterminant) puis le retire à son tour - **Art. 71** (*exonération de certaines plus-values d'apport*) (p. 5055) : son amendement n° II-42 : extension de cette exonération à toute personne physique, associée ou non, réalisant un apport, et allongement du délai ; retiré - **Art. 72** (*crédit d'impôt pour augmentation de capital*) (p. 5059) : son amendement n° II-43 : abaissement de 33,33 % du seuil de détention par des personnes physiques ; retiré - **Après l'art. 72** (p. 5061) : son amendement n° II-44 : suppression de la procédure d'agrément prévue par le deuxième alinéa de l'alinéa 4 de l'article 238 bis du code général des impôts ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 74** (*reconduction du prélèvement social de 1 % sur les revenus du patrimoine et les produits de placement*) (p. 5064) : protection sociale - Rapport du Gouvernement au Parlement - **Après l'art. 74** : son amendement n° II-45 : cas des exploitants victimes de calamités agricoles ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 75** (*aménagement du régime de groupe*) (p. 5068) : son amendement n° II-46 : taux de participation exigé pour la constitution d'un groupe ; retiré - **Après l'art. 75** (p. 5070) : intervient à propos de l'amendement n° II-176 de la commission (extension du régime de la fiscalité de groupes aux sociétés coopératives) - **Art. 83 decies** (*extension de la défiscalisation au secteur de la maintenance au profit d'activités industrielles*) (p. 5095) : sur l'amendement n° II-137 de M. Henri Goetschy (secteur de la maintenance et du service exécuté au profit d'activités industrielles ou touristiques), son sous-amendement n° II-93 ; adopté - **Art. 83 duodecies** (*agrément des investissements donnant droit à avantage fiscal dans le domaine de l'hôtellerie, du tourisme et des transports*) (p. 5101) : son amendement n° II-94 : franchise pour les investissements inférieurs à 5 millions de francs et instauration de contrôles ; retiré - **Après l'art. 87 bis** (p. 5107) : son amendement n° II-52 : cas de groupements de communes à fiscalité propre ; retiré.

– **Conclusions du rapport de M. Jacques Oudin**, fait au nom de la commission des finances, **sur la proposition de loi** (n° 68, 90-91) **de M. Henri Collette**, déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à créer un droit de contracter auprès de tout établissement bancaire un prêt dont le remboursement est garanti par l'Etat et destiné à faciliter l'installation des jeunes époux mariés depuis moins de six mois [n° 24 (91-92)]** - (18 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5590, 5591) : prêts aux jeunes ménages instaurés par la loi du 3 janvier 1975 portant diverses mesures de protection sociale de la mère et de la famille - Situation démographique de la France - Caisse nationale d'allocations familiales, CNAF ; excédents ; stagnation des prestations familiales.

P

PAGES (Robert), sénateur de Seine-Maritime (C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Est nommé secrétaire de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse (22 mars 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans les territoires d'outre-mer (18 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des procédures civiles d'exécution (28 mai 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fonction publique (28 mai 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications (25 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aide juridique (26 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires (29 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France (13 novembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le tableau n° 7 annexé au code électoral relatif à l'effectif des conseils régionaux et à la répartition des sièges entre les départements (10 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes (19 décembre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à permettre le départ à la retraite anticipée à l'âge de 55 ans aux anciens combattants d'Algérie, de Tunisie et du Maroc, demandeurs d'emploi en fin de droits ou pensionnés à un taux égal ou supérieur à 60 % [n° **294 (90-91)**] (18 avril 1991) - **Pensions civiles et militaires de retraite.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à valider comme période d'assurance celle où des personnes sous les drapeaux qui ont contracté une maladie les rendant inaptes à l'exercice de leur emploi précédent ont dû, avant 1968, recourir à des stages professionnels de reclassement [n° **471 (90-91)**] (27 juillet 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Service national.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à la juste réparation des préjudices subis par les victimes de mesures arbitraires ou de violences en raison de leur action ou de leurs opinions anticolonialistes [n° **41 (91-92)**] (18 octobre 1991) - **Ordre public.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à reconnaître officiellement le caractère de journée nationale du souvenir et du recueillement à la journée du 19 mars, date anniversaire du cessez-le-feu survenu en Algérie en 1962 [n° **42 (91-92)**] (18 octobre 1991) - **Fêtes légales.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à la reconnaissance de la pathologie propre aux anciens combattants d'Algérie, de Tunisie et du Maroc [n° **43 (91-92)**] (18 octobre 1991) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à remplacer dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots : « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi » par les mots : « victimes de la déportation du travail » et à modifier, en conséquence, le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre [n° **44 (91-92)**] (18 octobre 1991) - **Déportés, internés.**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant au règlement du contentieux relatif aux familles des morts et au rétablissement de la proportionnalité des pensions [n° **45 (91-92)**] (18 octobre 1991) - **Pensions civiles et militaires de retraite.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à prendre en compte la durée du séjour en Afrique du Nord de 1952 à 1962 des anciens combattants pour une retraite anticipée [n° **46 (91-92)**] (18 octobre 1991) - **Pensions civiles et militaires de retraite.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à la suppression des forclusions opposables à l'accueil des demandes de certains titres prévus par le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre [n° **47 (91-92)**] (18 octobre 1991) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à accorder le bénéfice de la campagne double aux fonctionnaires et assimilés anciens combattants en Afrique du Nord [n° **48 (91-92)**] (18 octobre 1991) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, portant extension aux bénéficiaires des lois n° 50-1027 du 22 août 1950 et n° 51-538 du 14 mai 1951, de l'ensemble des dispositions de la loi n° 73-1051 du 21 novembre 1973 permettant aux anciens combattants et aux anciens prisonniers de guerre de bénéficier entre soixante et soixante-cinq ans d'une pension de retraite calculée sur le taux applicable à l'âge de soixante-cinq ans, et tendant à la création d'une commission d'étude sur la pathologie de la déportation du travail [n° **49 (91-92)**] (18 octobre 1991) - **Pensions civiles et militaires de retraite.**

Proposition de résolution, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête sur l'industrie automobile française [n° **50 (91-92)**] (18 octobre 1991) - **Commissions d'enquête ou de contrôle.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 15 novembre 1991) - Ministère : Santé - *Réponses aux revendications hospitalières* - **Hôpitaux (personnel des).**

Questions orales sans débat :

n° **299** (*JO* Débats du 9 avril 1991) (p. 422) - Ministère : Anciens combattants - *Revendications des victimes et rescapés des camps nazis du travail forcé* - (Réponse : *JO* Débats du 1er juin 1991) (p. 1227) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

n° **365** (*JO* Débats du 24 octobre 1991) (p. 2297) - Ministère : Défense - *Position de la France à l'égard de la politique de désarmement* - (Réponse : *JO* Débats du 26 octobre 1991) (p. 3237) - **Défense.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse [n° 98 (90-91)] - Suite de la discussion** - (21 mars 1991) - **Art. 1er** (*consécration juridique de la notion de « peuple corse composante du peuple français »*) (p. 108) : son amendement n° 109, soutenu par M. Louis Minetti : intégration du « peuple corse » à la nation française ; devenu sans objet - **Art. 2** (*institution d'une collectivité territoriale à statut spécifique, en application de l'article 72 de la Constitution*) (p. 115) : son amendement n° 110, soutenu par M. Jean Garcia : suppression du conseil exécutif de Corse ; devenu sans objet - **Art. 7** (*composition et régime électoral de l'Assemblée de Corse*) - *Art. L. 364 du code électoral (composition de l'Assemblée de Corse et durée du mandat de ses membres)* (p. 119) : son amendement n° 111, soutenu par M. Jean Garcia : augmentation du nombre de membres de l'Assemblée de Corse ; rejeté - *Art. L. 365 (mode de scrutin)* (p. 120) : son amendement n° 112, soutenu par M. Jean Garcia : choix du mode de scrutin dit « de la proportionnelle intégrale » pour l'élection des conseillers de Corse ; rejeté - *Art. L. 379 (opérations de vote)* (p. 124) : son amendement n° 113, soutenu par M. Jean Garcia : désignation d'un représentant à la commission par chaque liste ; rejeté - **Art. 19 bis** (*élection des membres du bureau de l'Assemblée de Corse*) (p. 129) : son amendement n° 114, soutenu par M. Jean Garcia : choix de la représentation proportionnelle avec répartition des sièges au plus fort reste ; devenu sans objet - **Après l'art. 20** (p. 130) : ses amendements n° 115 : rapport annuel spécial du président de l'Assemblée ; et n° 116 : suggestions du président de l'Assemblée au gouvernement sur le fonctionnement des services publics de l'Etat en Corse ; n° 117 : pouvoirs du président de l'Assemblée ; et n° 118 : arrêtés pris par le président de l'Assemblée ; réservés jusqu'après l'examen de l'article 35 - **Art. 22** (*règlement intérieur*) : son amendement n° 119, soutenu par M. Jean Garcia : garantie du respect du pluralisme et de la proportionnelle dans les différentes instances de l'Assemblée ; rejeté - **Art. 23** (*compétences de l'Assemblée*) (p. 131) : ses amendements, soutenus par M. Jean Garcia, n° 120 : suppression de la référence au mécanisme de contrôle du conseil exécutif ; adopté ; n° 121 : élaboration du plan de développement et du schéma d'aménagement de la Corse par l'Assemblée de Corse ; et n° 122 : transfert de la totalité des compétences à l'Assemblée de Corse ; rejetés - **Art. 24** (*consultation et pouvoir de proposition de l'Assemblée*) (p. 132) : ses amendements n° 123 et n° 124, soutenus par M. Jean Garcia : conséquences de la suppression du conseil exécutif ; retirés - **Art. 25** (*dissolution de l'Assemblée*) : son amendement n° 125, soutenu par M. Jean Garcia : conséquences de la suppression du conseil exécutif ; adopté - **Avant l'art. 26 ;** son amendement n° 126, soutenu par M. Jean Garcia : suppression de la division « Chapitre II » et de son intitulé « de l'exécutif » ; rejeté - **Art. 31** (*pouvoirs du président du conseil exécutif*) (p. 136) : son amendement n° 127, soutenu par M. Louis Minetti : cosignature des arrêtés du président par le ou les membres du conseil exécutif ; retiré - **Art. 32** (*rapport annuel présenté à l'Assemblée*) (p. 137) : son amendement n° 128, soutenu par M. Louis Minetti : vote de l'Assemblée de Corse sur le rapport d'activité de son président ; rejeté - **Après l'art. 20** (p. 138) : ses amendements, n° 115, n° 116, n° 117 et n° 118, soutenus par M. Louis Minetti ; retirés (précédemment réservés, p. 130) - **Art. 36** (*mise en jeu de la responsabilité du conseil exécutif*) (p. 139) : son amendement n° 129, soutenu par M. Louis Minetti : motion de défiance de l'Assemblée de Corse à l'encontre de l'exécutif ; devenu sans objet - **Art. 40** (*contrôle de légalité*) (p. 140) : son amendement de coordination n° 130, identique à l'amendement n° 37 de la commission, soutenu par M. Louis Minetti ; retiré - **Art. 41** (*contrôle budgétaire*) (p. 142) : son amendement de coordination n° 131, soutenu par M. Louis Minetti ; devenu sans objet - **Art. 42** (*effectif du conseil économique, social et culturel de Corse*) (p. 144) : son amendement de coordination n° 132, soutenu par M. Louis Minetti ; devenu sans objet - **Art. 43** (*attributions du conseil économique et social*) (p. 145) : son amendement de coordination n° 133, soutenu par M. Louis Minetti ; retiré - **Art. 44** (*attributions du conseil de la culture, de l'éducation et du cadre de vie Corse*) (p. 147) : son amendement de coordination n° 134, soutenu par M. Louis Minetti ; devenu sans objet - **Art. 46** (*attributions du représentant de l'Etat*) : son amendement n° 135, soutenu par M. Louis Minetti : suppression de la référence au président du conseil exécutif ; devenu sans objet - **Art. 47** (*rapport sur l'activité des services de l'Etat*) (p. 148) : son amendement n° 136, soutenu par M. Louis Minetti : débat de plein droit de l'Assemblée sur le rapport spécial présenté par le représentant de l'Etat ; adopté - **Art. 51** (*enseignement supérieur*) (p. 149, 150) : ses amendements, soutenus par M. Louis Minetti, n° 137 : pouvoir de proposition du bureau de l'Assemblée de Corse ; n° 138 : accroissement du rôle de l'Université de Corse ; rejetés ; et n° 139 : référence à la politique nationale de l'enseignement supérieur ; retiré - **Art. 52** (*activités éducatives complémentaires et enseignement de la langue et de la culture corses*) (p. 151, 152) : son amendement de coordination n° 140, soutenu par M. Louis Minetti ; devenu sans objet - Ses amendements, soutenus par M. Louis Minetti, n° 141 : organisation d'un débat à l'Assemblée de Corse sur le statut de co-officialité entre le français et la langue corse ; et n° 142 : établissement par l'Assemblée de Corse d'un statut de co-officialité entre le français et la langue corse ; rejetés - **Art. 53** (*répartition des emplois dans les établissements de l'enseignement public*) : son amendement de coordination n° 143, soutenu par M. Louis Minetti ; retiré - **Art. 54** (*compétences de la collectivité territoriale de Corse dans le domaine de la communication audiovisuelle*) : son amendement n° 144, soutenu par M. Louis Minetti : représentation des différents courants d'opinion ; rejeté - **Après l'art. 56** (p. 154) : son amendement n° 145, soutenu par M. Louis Minetti : création d'un conseil de surveillance du littoral ; retiré - **Art. 57** (*plan de développement de la Corse*) (p. 155) : ses amendements, soutenus par M. Louis Minetti, n° 146 : protection du littoral ; et n° 147 : suppression de la référence au conseil exécutif ; retirés.

Suite de la discussion - (22 mars 1991) - **Art. 58** (*schéma d'aménagement de la collectivité territoriale de Corse*) - *Art. L. 144-3 du code de l'urbanisme (élaboration du schéma d'aménagement de la Corse)* (p. 164) : son amendement n° 148, soutenu par M. Louis Minetti : substitution du bureau de l'Assemblée au conseil exécutif ; retiré - *Art. L. 144-4 (révision du schéma d'aménagement de la Corse)* : son amendement n° 149, soutenu par M. Louis Minetti : suppression de la référence au conseil exécutif ; retiré - *Art. L. 144-5 (opposabilité du schéma d'aménagement de la Corse)* : son amendement de suppression n° 150, soutenu par M. Louis Minetti ; rejeté - **Art. 58 bis** (*création d'une ressource fiscale nouvelle affectée à un fonds d'intervention pour l'aménagement de la Corse*) (p. 166) : son amendement de suppression n° 151, soutenu par M. Louis Minetti ; rejeté - **Art. 59** (*aides de la collectivité territoriale au développement économique*) (p. 172) : son amendement de coordination n° 152, soutenu par M. Louis Minetti ; adopté - **Après l'art. 59** (p. 173) : son amendement n° 153, soutenu par M. Louis Minetti : comité de coordination ; rejeté - **Art. 60** (*propositions relatives au régime fiscal spécifique de la Corse et aux dispositions destinées à faciliter la sortie de l'indivision*) (p. 174) : son amendement de coordination n° 154, soutenu par M. Louis Minetti ; devenu sans

objet - **Après l'art. 60** (p. 175, 176) : ses amendements, soutenus par M. Louis Minetti, n° 155 : publicité concernant l'utilisation des fonds destinés aux aides économiques ; et n° 156 : mise en place d'un comité régional des prix ; rejetés - **Art. 62** (*office du développement agricole et rural de Corse*) (p. 177) : son amendement de coordination n° 157, soutenu par M. Louis Minetti ; devenu sans objet - **Art. 63** (*office territorial d'équipement hydraulique*) : son amendement de coordination n° 158, soutenu par M. Louis Minetti ; devenu sans objet - **Après l'art. 63** : son amendement n° 159, soutenu par M. Louis Minetti : mise en place d'un comité consultatif de l'eau ; rejeté - **Art. 66** (*compétences de la collectivité territoriale de Corse en matière de logement*) (p. 179) : son amendement de coordination n° 160, soutenu par M. Louis Minetti ; devenu sans objet - **Art. 68** (*mise en oeuvre du principe de continuité territoriale : transports maritimes et aériens*) (p. 180, 181, 182) : ses amendements, soutenus par Mme Hélène Luc, n° 161 : service public de transport entre la Corse et le continent ; et n° 162 : répartition de l'enveloppe de continuité territoriale ; rejetés - Son amendement n° 163 : concession à des compagnies publiques ; devenu sans objet - **Art. 69** (*statut et compétences de l'office des transports de la Corse*) (p. 184) : son amendement n° 165, soutenu par M. Charles Lederman : composition et mission de l'office des transports ; rejeté - **Art. 72** (*compétences de la collectivité territoriale de Corse en matière d'énergie*) (p. 187, 188) : son amendement n° 166, soutenu par M. Charles Lederman : établissement d'un rapport d'information sur la réalisation d'un gazoduc en Corse par le conseil économique, social et culturel de Corse ; rejeté - **Art. 78** (*inéligibilités spécifiques*) (p. 191) : son amendement de coordination n° 167 ; soutenu par M. Charles Lederman ; adopté - **Art. 79** (*conditions d'application à la collectivité territoriale de Corse des règles relatives à la fonction publique territoriale*) : son amendement de coordination n° 168, soutenu par M. Charles Lederman ; adopté - **Art. 80** (*refonte des listes électorales*) (p. 193) : son amendement n° 169, soutenu par M. Charles Lederman : cas des électeurs nés dans la commune, inscrits lors de leur majorité électorale et étant partis depuis ; devenu sans objet.

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° 242 (90-91)] - Suite de la discussion** - (4 avril 1991) - **Art. 4** (*réduction différenciée de la garantie minimale de progression*) (p. 312) : soutient l'amendement n° 91 de M. Robert Vizet (potentiel fiscal moyen régional par habitant) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 355) : inégalités - Loi de finances pour 1990 - Réforme de la fiscalité locale - Abstention du groupe communiste sur ce projet.

– **Projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse** - *Nouvelle lecture* **[n° 263 (90-91)]** - (11 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 434) : institutions de la collectivité territoriale - Régime électoral - Aménagement du territoire - (p. 435) : avenir économique de la Corse - Comité de développement industriel de la Corse - Service public des transports - Identité du « peuple corse » - Au nom du groupe communiste, votera contre cette motion de procédure.

– **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° 214 (88-89)]** - (23 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 609) : sécurité civile - Insécurité dans les zones urbaines - Chômage - Violence - (p. 610) : syndicat de la magistrature - Crise de la justice - Alourdissement des peines et amendes - Notion de bande organisée - Délinquance - Violence.

Suite de la discussion - (24 avril 1991) - **Art. unique** (*Livre II : répression des crimes et délits contre les personnes*) - *Art. 221-6* (*meurtre aggravé en raison de la vulnérabilité de la victime*) (p. 643) : soutient l'amendement n° 178 de M. Charles Lederman (cas de l'état de grossesse apparente) - *Art. 221-7* (*meurtre aggravé en raison de la qualité de la victime*) (p. 644) : sanction encourue en cas de meurtre d'un fonctionnaire ou agent public - *Art. 221-8* (*homicide involontaire*) (p. 652) : soutient l'amendement n° 179 de M. Charles Lederman (réduction des peines) - *Après l'art. 221-8* : soutient l'amendement n° 180 de M. Charles Lederman (responsabilité pénale du supérieur hiérarchique et du préposé) - *Art. 221-9* (*responsabilité pénale des personnes morales pour homicide involontaire*) (p. 653) : soutient l'amendement n° 181 de M. Charles Lederman (sanctions pénales à l'encontre des personnes morales) - *Art. 222-1* (*tortures et actes de barbarie*) (p. 658) : soutient l'amendement n° 182 de M. Charles Lederman (réduction des peines) - *Art. 222-2* (*tortures et actes de barbarie : circonstances aggravantes en raison de la vulnérabilité de la victime, de la qualité de l'auteur ou en raison d'une concomitance dans une agression sexuelle*) (p. 660) : soutient l'amendement n° 183 de M. Charles Lederman (cas de l'état de grossesse apparente) - *Art. 222-8* (*violences habituelles sur une personne vulnérable ayant entraîné la mort*) (p. 664) : soutient l'amendement n° 189 de M. Charles Lederman (réduction des peines) - *Art. 222-9*,(*violences ayant entraîne une mutilation ou une infirmité permanente*) (p. 665) : montant élevé de l'amende aux dépens des indemnités versées à la victime ou à sa famille - *Art. 222-11* (*violences ayant entraîné une maladie ou une incapacité de travail de plus de huit jours*) (p. 666) : soutient l'amendement n° 193 de M. Charles Lederman (sanctions pénales en ce cas).

– **Projet de loi portant dispositions relatives à la fonction publique [n° 240 (90-91)]** - (25 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 702) : dévalorisation du corps des fonctionnaires - (p. 703) : harmonisation avec le droit européen - Statut général des fonctionnaires - Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 - Traité de Rome - Principe de libre accès à la fonction publique par le biais des concours - (p. 704) : problème de la mobilité - Amoindrissement des garanties statutaires de la fonction publique - Au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'adoption de ce projet de loi - **Art. 2** (*modifications et suppressions diverses dans la loi du 11 janvier 1984*) (p. 715) : soutient l'amendement n° 10 de Mme Hélène Luc (vérification des conditions exigées des candidats avant le début des épreuves) - (p. 716) : soutient l'amendement n° 11 de Mme Hélène Luc (suppression du paragraphe IV relatif aux conditions de mise à disposition) - (p. 717) : soutient l'amendement n° 12 de Mme Hélène Luc (suppression de la possibilité pour le jury de consulter le dossier des candidats à un avancement de grade) - (p. 718) : soutient l'amendement n° 13 de Mme Hélène Luc (présidence des commissions administratives paritaires siégeant au conseil de discipline, par un juge administratif, lorsque le pouvoir disciplinaire est déconcentré) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 723) : opposition au démantèlement de la fonction publique - Suppression de la clause de nationalité - Au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'adoption de ce projet.

– **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° 214 (88-89)] - Suite de la discussion** - (25 avril 1991) - **Art. unique (suite)** - *Art. 222-21 et 222-22 du code pénal* (*viols aggravés*) (p. 727) : référence à la pathologie - Aggravation des peines - *Art. 222-25* (*répression des agressions sexuelles autre que le viol sur des mineurs de quinze ans ou des personnes particulièrement vulnérables*) (p. 735) : soutient l'amendement n° 207 de M. Charles Lederman (diminution de la peine) - *Art. 222-26* (*atteintes et agressions sexuelles ayant entraîné une blessure ou une lésion ou commise par un ascendant de la victime ou une personne ayant autorité sur elle*) (p. 736) : soutient l'amendement n° 208 de M. Charles Lederman (retour à une amende fixe) - *Art. 222-28* (*agressions sexuelles sur des personnes majeures non vulnérables*) (p. 738) : soutient l'amendement n° 210 de M. Charles Lederman (application d'une peine fixe) - *Art. 222-29 et 222-30* (*agression sexuelle sur des personnes majeures non vulnérables : circonstances aggravantes*) (p. 740) : soutient l'amendement n° 211 de M. Charles Lederman (instauration d'une peine fixe) - Son amendement n° 64 : suppression du texte proposé pour l'article 222-30 ; adopté - *Art. 222-32* (*exhibition sexuelle*) : soutient l'amendement n° 213 de M. Charles Lederman (diminution de la peine) - **Motion tendant au renvoi en commission** (p. 742) : soutient la motion n° 175 de Mme Hélène Luc, tendant au renvoi en commission des articles

222-33 à 222-35 - Organisation des travaux - Lutte contre la drogue - Jeunesse - (p. 743) : toxicomanie - Répression des infractions en matière de drogue - Conséquences de la criminalisation pour les gros trafiquants - Bénéfice du trafic de la drogue.

– Projet de loi modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre et relatif à l'Institution nationale des invalides [n° 270 (90-91)] - (29 avril 1991) - Discussion générale (p. 775) : Institution nationale des invalides - Anciens combattants d'Afrique du Nord - Secrétariat d'Etat aux anciens combattants - Participation des pensionnaires - Conseil d'administration - Avis favorable du groupe communiste sur ce projet de loi - **Art. 1er** (*transformation de l'Institution nationale des invalides en établissement public*) (p. 781) : son amendement de suppression n° 11 ; rejeté - **Art. 2** (*organisation administrative de l'Institution nationale des invalides*) - *Art. L. 530 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre* (*composition du conseil d'administration*) (p. 784) : son amendement n° 12 : représentation des pensionnaires et du personnel au conseil d'administration ; devenu sans objet - *Art. L. 531* (*pouvoirs du conseil d'administration*) (p. 786) : son amendement n° 13 : référence à un pourcentage de la pension militaire d'invalidité ; adopté - *Art. L. 532* (*direction de l'Institution*) (p. 787) : son amendement n° 14 : autorité du secrétariat d'Etat des anciens combattants sur l'établissement ; rejeté - *Art. L. 536* (*statut des peronnels titulaires*) (p. 788) : son amendement n° 15 : appartenance des personnels de l'établissement aux corps du ministère chargé des anciens combattants ; rejeté.

– Conclusions du rapport de M. Lucien Neuwirth, fait au nom de la commission des lois, sur **la proposition de loi** (n° 232, 90-91), déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à permettre aux associations d'anciens combattants d'ester en justice [n° 283 (90-91)] - (7 mai 1991) - Discussion générale** (p. 892) : crimes de guerre - Pacifistes.

– Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° 214 (88-89)] - Suite de la discussion - (14 mai 1991) - **Art. unique (suite)** - *Art. 224-4 du code pénal* (*prise d'otages*) (p. 926) : soutient l'amendement n° 232 de M. Charles Lederman (suppression de la mention de l'instigateur) - *Art. 224-7* (*fausse information susceptible de compromettre la sécurité d'un aéronef en vol*) (p. 927) : soutient l'amendement n° 235 de M. Charles Lederman (réduction des peines) - *Art. 224-8* (*entraves à l'exercice des libertés publiques*) (p. 928) : soutient l'amendement de suppression n° 236 de M. Charles Lederman - *Art. 225-2* (*répression du délit de discrimination*) (p. 930) : soutient l'amendement n° 237 de M. Charles Lederman (réduction des peines) - *Art. 225-4* (*responsabilité pénale des personnes morales*) (p. 931) : soutient l'amendement n° 240 de M. Charles Lederman (exclusion de certaines personnes morales) - *Art. 225-5* (*délit de proxénétisme*) (p. 932) : soutient l'amendement n° 241-1 de M. Charles Lederman (élargissement du champ d'application : 1° aux personnes ne pouvant justifier de ressources correspondant à leur train de vie tout en étant en relations habituelles avec des personnes se livrant à la prostitution ; 2° aux personnes vivant sciemment avec une personne se livrant habituellement à la prostitution) - *Art. 225-7* (*délit de proxénétisme aggravé*) (p. 935) : soutient l'amendement n° 242 de M. Charles Lederman (peine correctionnelle maximale de dix ans d'emprisonnement) - *Art. 225-10* (*délit d'entrave à l'action de prévention de la prostitution*) (p. 937) : soutient l'amendement n° 243 de M. Charles Lederman (réduction des peines) - *Art. 225-11* (*proxénétisme hôtelier*) (p. 938) : soutient l'amendement n° 244 de M. Charles Lederman (réduction des peines) - *Art. 225-13* (*tolérance de la prostitution dans des locaux privés*) (p. 939) : soutient l'amendement n° 245 de M. Charles Lederman (réduction des peines) - *Art. 225-15* (*proxénétisme simple commis par une personne investie de l'autorité publique*) : soutient l'amendement n° 246 de M. Charles Lederman (réduction des peines) - *Art. 225-17* (*conditions inhumaines de travail et d'hébergement : obtention abusive de services*) (p. 940) : soutient l'amendement n° 247 de M. Charles Lederman (extension aux infractions à la législation ou à la réglementation du travail) - *Art. 225-20* (*responsabilité pénale des personnes morales dans les cas prévus aux articles 225-17 et 225-18*) (p. 941) : soutient l'amendement n° 248 de M. Charles Lederman (exclusion de certaines personnes morales) - *Art. 225-24* (*peines complémentaires applicables en matière de proxénétisme*) (p. 949) : soutient l'amendement n° 251 de M. Charles Lederman (suppression de l'interdiction de séjour) - *Art. 226-1* (*atteinte à l'intimité de la vie privée*) (p. 951) : soutient l'amendement n° 252 de M. Charles Lederman (réduction des peines) - *Art. 226-6* (*responsabilité pénale des personnes morales pour les infractions d'atteinte à la vie privée*) (p. 954) : soutient l'amendement n° 253 de M. Charles Lederman (exclusion de certaines personnes morales) - *Art. 226-7* (*publication du montage des paroles ou images illicitement captées*) (p. 955) : soutient l'amendement n° 255 de M. Charles Lederman (réduction des peines) - *Art. 226-9* (*dénonciation calomnieuse*) : soutient l'amendement n° 256 bis de M. Charles Lederman (réduction des peines) - *Art. 226-11* (*responsabilité des personnes morales*) (p. 957) : soutient l'amendement n° 257 de M. Charles Lederman (exclusion de certaines personnes morales) - *Art. 226-12 (secret professionnel)* (p. 958, 959) : soutient les amendements de M. Charles Lederman n° 258 (amélioration de la garantie du secret professionnel) et n° 259 (réduction des peines) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 318 du Gouvernement (montant de l'amende) - *Avant l'art. 226-14* (p. 962) : se déclare opposé à l'amendement n° 131 de la commission (suppression du Paragraphe II intitulé « De la protection des informations nominatives ») - *Art. 226-17* (*protection du secret des correspondances*) : soutient l'amendement n° 260 de M. Charles Lederman (réduction des peines).

Suite de la discussion - (22 mai 1991) - **Art. unique (suite)** - *Art. 227-1 du code pénal* (*délaissement du mineur*) (p. 983) : répression excessive - Détresse humaine - Propose le rejet de ce texte - (p. 984) : soutient l'amendement n° 262 bis de M. Charles Lederman (diminution des peines prévues) - *Art. 227-2* (*abandon de famille*) : soutient l'amendement n° 263 de M. Charles Lederman (diminution des peines prévues) - *Art. 227-13* (*incitation à l'usage des stupéfiants*) : soutient l'amendement n° 264 de M. Charles Lederman (diminution du montant des amendes prévues) - *Après l'art. 227-17* (p. 990) : soutient l'amendement n° 254 bis de M. Charles Lederman (lutte contre les réseaux pédophiles) - *Après l'art. 227-18* (p. 993, 995) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'amendement n° 147 de la commission (rétablissement de l'incrimination de l'atteinte sexuelle par un majeur sur un mineur de quinze à dix-huit ans du même sexe) - *Après l'art. 223-11* (p. 1000) : se déclare opposé à l'amendement n° 319 de la commission (réintroduction de la notion d'avortement dans le code pénal) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1001) : démarche sécuritaire - Répression sociale - Rétablissement de l'« ordre moral » - Le groupe communiste et apparenté votera contre ce projet de loi.

– Projet de loi portant réforme des procédures civiles d'exécution - *Deuxième lecture* **[n° 306 (90-91)] - (24 mai 1991) - Discussion générale** (p. 1049) : choix budgétaires - Emplois - Projet de loi sur la ville - Logement social - Plan Rocard du « grand Paris » - (p. 1050) : causes de mise en oeuvre des procédures civiles d'exécution - Surendettement - Débiteurs de bonne foi - Droit au logement - Expulsions - Associations caritatives - Politique de la ville - Coupures de gaz, d'eau et d'électricité consécutives à un défaut de paiement - (p. 1051) : pouvoir d'achat - Débiteurs de bonne foi - **Art. 18** (*mission des agents chargés de l'exécution*) (p. 1054) : ses amendements, n° 42 de coordination, et n° 43 : possibilité pour l'huissier de justice d'en référer au juge de l'exécution en cas d'insolvabilité du débiteur ; rejetés - **Art. 20 bis** (*entrée dans le domicile du débiteur*) (p. 1055) : ses amendements, n° 44 : possibilité pour l'huissier de justice de requérir deux témoins majeurs pour pratiquer une saisie ; et n° 45 : suppression de la somme attribuée aux personnes habilitées par la loi à assister à une mesure d'exécution ; rejetés - **Art. 53** (*exécution forcée relative à une obligation de livraison ou de restitution d'une chose*) (p. 1065) : son amendement n° 46 : frais de transport des meubles saisis ; rejeté - **Art. 58** (*conditions exigées pour procéder à une expulsion*) (p. 1066) : ses amendements,

n° 48 : protection des droits des locataires de bonne foi privés de moyens d'existence suffisants ; et n° 49 : obligation au relogement des personnes expulsées ; rejetés - **Art. 59** (*respect d'un délai supplémentaire après commandement pour procéder à l'expulsion*) (p. 1068) : son amendement n° 50 : prolongation du délai pendant lequel l'expulsion ne peut avoir lieu ; devenu sans objet - **Art. 79** (*avis à tiers détenteur*) (p. 1072) : ses amendements, n° 51 : réalisation de l'avis à tiers détenteur selon la procédure de droit privé ; devenu sans objet ; et n° 52 : frais d'avis à tiers détenteur ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1073) : le groupe communiste votera contre ce texte.

– **Projet de loi modifiant la loi n° 83-557 du 1er juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance [n° 316 (90-91)]** - (28 mai 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1124) : problème du développement de l'épargne populaire - Inquiétudes concernant le livret A et le financement du logement social - Avenir du personnel des caisses d'épargne et de prévoyance, CEP - Caractère facultatif des fusions des CEP - Abstention du groupe communiste.

– **Projet de loi relatif à l'aide juridique [n° 310 (90-91)]** - **Suite de la discussion** - (30 mai 1991) - **Art. 29** (*dotation attribuée au barreau*) (p. 1176) : soutient l'amendement n° 74 de M. Charles Lederman (suppression de la possibilité de conclure un contrat de collaboration entre l'Ordre et l'avocat) - **Art. 63 (par priorité)** (*financement de l'aide à l'accès au droit*) (p. 1185) : soutient l'amendement n° 81 de M. Charles Lederman (financement par l'Etat de l'aide à l'accès au droit) - **Art. 51** (*conseil départemental de l'aide juridique*) (p. 1190) : soutient l'amendement n° 75 de M. Charles Lederman (création dans chaque département d'un conseil départemental de l'aide juridique chargé de recevoir les fonds de l'Etat destinés au financement de sa politique) - **Art. 54** (*champ de l'aide à l'accès au droit*) (p. 1194) : soutient l'amendement n° 77 de M. Charles Lederman (délimitation du champ de l'aide à l'accès au droit) - **Art. 56** (*conditions d'exercice de la consultation*) (p. 1195) : soutient l'amendement n° 78 de M. Charles Lederman (possibilité pour le conseil départemental de conclure notamment des conventions avec des personnes habilités par le titre II de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971) - **Art. 58** (*principe*) (p. 1196) : soutient l'amendement n° 79 de M. Charles Lederman (possibilité pour les procédures de médiation ou de conciliation d'ouvrir droit pour les justiciables à l'aide à l'accès au droit) - **Art. 59** (*conditions d'exercice de l'assistance*) : soutient l'amendement n° 80 de M. Charles Lederman (possibilité pour le conseil départemental de l'aide juridique de prendre en charge la création ou le fonctionnement de services en vue de la prévention ou du règlement non juridictionnel des litiges) - **Après l'art. 63** (p. 1197) : soutient l'amendement n° 82 de M. Charles Lederman (instauration d'une taxe sur les dépenses engagées par les banques, les compagnies d'assurance, les employeurs et les bailleurs d'immeubles locatifs pour des instances, procédures ou actes judiciaires de toute nature) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1202) : aide juridique - Création de l'aide à l'accès au droit - Aide à l'ensemble des juridictions - Insuffisance des moyens prévus - Abstention du groupe communiste sur ce texte.

– **Rappel au règlement** - (30 mai 1991) (p. 1188, 1189) - Article 36, alinéa 3, du Règlement du Sénat - Evoque les circonstances du décès du jeune Aissa Ihich au commissariat de Mantes-la-Jolie - Souhaite que toute la lumière soit faite sur les conditions du décès.

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)]** - **Suite de la discussion** - (12 juin 1991) - **Avant l'art. 1er** (p. 1576) : soutient l'amendement n° 10 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (définition de principes) - **Art. 1er** (*formulation d'objectifs*) (p. 1577) : soutient l'amendement n° 11 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (nouvelle rédaction) - Se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 74 de la commission - **Après l'art. 1er** (p. 1578, 1579) : soutient l'amendement n° 12 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (commission chargée d'élaborer le bilan de la décentralisation) - - **Art. 2** (*répartition des missions entre l'administration centrale et les services extérieurs*) : vote du groupe communiste contre cet article - Attachement à l'unité du service public - Recrutement des enseignants - **Après l'art. 2** (p. 1580, 1581) : soutient l'amendement n° 13 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (définition de la déconcentration) - **Art. 4** (*rôle des préfets de région et rattachement au Premier ministre*) (p. 1583) : région : échelon pour l'intégration européenne - Soutient l'amendement de suppression n° 14 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - (p. 1586) : se déclare opposé à l'amendement n° 79 ter de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 7** (*droit des habitants à être informés et consultés sur les affaires communales*) (p. 1595, 1596) : dénonce les dispositions faussement démocratiques de cet article.

Suite de la discussion - (13 juin 1991) - **Avant l'art. 16** (p. 1621, 1622) : soutient l'amendement n° 15 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (réponse obligatoire des collectivités territoriales sur les questions exprimées notamment par pétitions et référendums).

Suite de la discussion - (14 juin 1991) - **Après l'art. 36** (p. 1704, 1705) : se déclare opposé à l'amendement n° 149 de la commission (conditions d'élaboration de la carte nationale des formations supérieures) - (p. 1706) : se déclare opposé à l'amendement de coordination n° 151 de la commission - (p. 1707) : se déclare opposé à l'amendement n° 153 de la commission.

– **Projet de loi d'orientation pour la ville - Suite de la discussion [n° 350 (90-91)]** - (20 juin 1991) **Art. 14** (*participation à la diversité de l'habitat*) (p. 1906) : création d'une contribution à la charge des constructeurs au profit des communes ou des établissements publics de coopération intercommunale - Souhaite que cette contribution soit obligatoire pour toutes les opérations de construction - *Art. L. 332-17 du code de l'urbanisme* (*définition du calcul de la participation à la diversité de l'habitat, PDH*) (p. 1907) : se déclare opposé à l'amendement n° 35 de la commission (champ d'application de la participation à la diversité de l'habitat) - (p. 1908) : s'oppose à l'amendement n° 37 de la commission (diversifier le logement social au-delà du PLA) - Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (participation à la diversité de l'habitat) - Emet des craintes sur les risques de spéculation foncière qu'encouragerait l'adoption de cet amendement - (p. 1910) : se déclare opposé aux amendements de la commission n° 40 (définition et calcul de la participation à la diversité de l'habitat) - et n° 41 de la commission (limitation du taux de la participation à la diversité de l'habitat) - *Art. L. 332-18 du code de l'urbanisme* (*liste des opérations exclues du champ d'application de la PDH*) : intervient sur l'amendement n° 98 de la commission (exonérations de la participation à la diversité de l'habitat) - *Art. L. 332-19* (*modalités de versement*) (p. 1912) : se déclare opposé à l'amendement n° 45 de la commission (prise en compte des logements intermédiaires et de ceux qui sont destinés à l'accession à la propriété) - *Art. L. 332-21* (*perception et affectation des versements*) (p. 1914) : se déclare opposé aux amendements n° 50 et n° 51 de la commission (prise en compte des logements intermédiaires et de ceux destinés à l'accession à la propriété) - *Art. L. 332-24* (*établissement, liquidation, recouvrement et restitution de la PDH*) (p. 1916) : soutient l'amendement n° 126 de Mme Paulette Fost (participation à la diversité de l'habitat et contribution de l'Etat) - *Après l'art. 332-27* (p. 1917) : soutient l'amendement n° 127 de Mme Paulette Fost (concours financier de l'Etat à la diversification de l'habitat) - **Art. 16** (*élaboration d'un programme de référence pour certaines actions d'aménagement*) - *Art. L. 300-5 du code de l'urbanisme* (p. 1919) : soutient l'amendement n° 128 de Mme Paulette Fost (associer les habitants des quartiers rénovés aux décisions) - **Après l'art. 16** (p. 1920) : soutient l'amendement n° 129 de Mme Paulette Fost (déplafonnement de l'aide de l'Etat à l'amélioration des logements locatifs sociaux et augmentation de son taux) - **Art. 17** (*opération « programme d'amélioration de l'habitat »*) - *Art. L. 303-1 du code de la construction et de l'habitation* (p. 1922) : se déclare opposé à l'amendement n° 64 de la commission (prévoir que les conventions envisagées concernent également des actions destinées à assurer le maintien ou l'implantation de services et de commerces) - **Art. 19** (*suppression des zones à urbaniser en priorité, ZUP*) - *Art. L. 123-11 du code de l'urbanisme* (p. 1926) : se déclare opposé à l'amendement n° 73 de la commission (renforcer

l'incitation fiscale accordée aux entreprises qui se créeraient dans les anciennes zones à urbaniser en priorité, ZUP) - **Art. 19** (*suppression des zones à urbaniser en priorité, ZUP*) : soutient l'amendement n° 130 de Mme Paulette Fost (relogement des locataires dont les immeubles deviennent des immeubles de bureaux) - **Après l'art. 19** (p. 1927) : soutient l'amendement n° 131 de Mme Paulette Fost (programme d'amélioration de la vie quotidienne dans les grands ensembles) - **Art. 20** (*possibilité d'exonérer de la taxe professionnelle les établissements situés dans les grands ensembles*) - *Art. 1466 A du code général des impôts* (p. 1930) : se déclare opposé à l'amendement n° 101 de la commission des finances saisie pour avis (exonération de taxe professionnelle - préciser que seules les communes délimitent les nouveaux périmètres de taxe professionnelle) - **Après l'art. 20** (p. 1931) : s'oppose aux amendements n° 75 de la commission (alléger la fiscalité des entreprises industrielles et commerciales qui s'implantent dans les quartiers défavorisés) et n° 104 (engager l'Etat aux côtés des collectivités locales et des constructeurs) de la commission des finances saisie pour avis - **Après l'art. 21** (p. 1932) : soutient l'amendement n° 132 de Mme Paulette Fost (insérer un article additionnel sur les normes de salubrité et de sécurité) - **Art. 23** (*taxe spéciale d'équipement*) - *Art. 1607 bis du code général des impôts* (p. 1938) : soutient les amendements de Mme Paulette Fost n° 133 (création d'une surtaxe spéciale d'équipement) - et n° 134 (lutter contre les loyers abusifs) - **Art. 28** (*établissement des périmètres provisoires de zones d'aménagement différé, ZAD*) - *Art. L. 212-2-1, L. 212-2-2 et L. 213-5 du code de l'urbanisme* (p. 1942) : soutient l'amendement n° 135 de Mme Paulette Fost (ne pas priver la commune de son droit de préemption) - **Avant l'art. 32** (p. 1947) : se déclare opposé à l'amendement n° 171 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (insérer un article additionnel : équilibre dans la répartition des différentes catégories de la population dans le logement social) - Lutter contre la discrimination - **Art. 34** (*avis préalable du maire sur les attributions de logement social*) - *Art. L. 441-2 du code de la construction et de l'habitation* (p. 1951) : se déclare opposé à l'amendement n° 92 de la commission (sanctions en cas de non respect des conventions passées entre la commune et les organismes d'habitations à loyer modéré, HLM) - **Après l'art. 34** (p. 1952) : soutient l'amendement n° 137 de Mme Paulette Fost (permettre aux maires des communes de disposer de moyens élargis d'attribution de logements sociaux) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1955) : ne votera pas le texte.

– Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la discussion - (2 juillet 1991) - **Art. 48** (*principes de la coopération intercommunale*) (p. 2380) : abstention du groupe communiste sur l'amendement n° 173 de la commission (libre volonté des communes).

– Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes - *Deuxième lecture* **[n° 411 (90-91)]** - (2 octobre 1991) - **Art. unique** - *Art. 211-1 du code pénal* (p. 2547) : se déclare favorable aux amendements n° 182 et n° 183 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (précision des durées minimale et maximale de la peine dans l'ensemble des articles qui énoncent une incrimination) - *Art. 211-2* (p. 2548) : soutient l'amendement n° 163 de M. Charles Lederman (nouvelle rédaction de cet article) - *Art. 221-1* (p. 2554) : se déclare opposé à l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement dans le texte de la période de sûreté prévue dans le cas visé) - *Art. 221-7-1* (p. 2557) : se déclare opposé à l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement de l'incrimination d'empoisonnement) - *Art. 221-8* (p. 2559) : soutient l'amendement n° 164 de M. Charles Lederman (sanction contre le chef d'entreprise qui cause la mort d'autrui en laissant enfreindre les prescriptions légales ou réglementaires des personnes placées sous son autorité) - *Art. 221-9* : soutient l'amendement n° 165 de M. Charles Lederman (restriction et précision du champ d'application de la responsabilité des personnes morales).

Suite de la discussion - (3 octobre 1991) - **Art. unique (suite)** - *Art. 222-25 A du code pénal* (p. 2602) : se déclare opposé à l'amendement n° 82 de la commission (rétablissement des peines actuellement en vigueur pour des atteintes sexuelles sans violence, contrainte, menace ni surprise sur un mineur de quinze ans) - *Après l'art. 223-1* (p. 2615) : soutient l'amendement n° 168 de M. Charles Lederman (délégation du pouvoir des chefs d'entreprises) - *Art. 223-11* (p. 2616) : soutient l'amendement n° 169 de M. Charles Lederman (augmentation jusqu'à douze semaines du délai prévu dans l'actuelle législation) - (p. 2617) : se déclare opposé aux amendements n° 103 et n° 104 de la commission (rétablissement des peines actuellement en vigueur) - *Après l'art. 223-11-1* (p. 2620) : se déclare opposé à l'amendement n° 106 de la commission (cas de la femme qui se procure un avortement à elle-même) - *Art. 224-3* (p. 2624) : soutient l'amendement n° 171 de M. Charles Lederman (suppression de l'expression « bande organisée ») - *Art. 224-8* (p. 2626) : soutient l'amendement de suppression n° 172 de M. Charles Lederman - *Art. 225-3-1* (p. 2628) : intervient à propos de l'amendement n° 114 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - *Art. 225-17* (p. 2634) : soutient l'amendement de précision n° 173 de M. Charles Lederman - *Section 5 (Des atteintes aux droits de la personne résultant de traitements informatiques)* (p. 2645) : se déclare opposé à l'amendement n° 133 de la commission (suppression de la division section 5) - *Art. 227-1* (p. 2649) : se déclare favorable aux amendements de la commission, n° 141 (cas du délaissement qui a permis d'assurer la santé et la sécurité de l'enfant) et n° 199 (peines prévues dans le cas d'un délaissement qui a permis d'assurer la sécurité et la santé de l'enfant) - *Art. 227-1* : sur les amendements de la commission, se déclare opposé au n° 141 (cas du délaissement qui a permis d'assurer la santé et la sécurité de l'enfant) et favorable au n° 199 (peines prévues dans le cas d'un délaissement qui a permis d'assurer la sécurité et la santé de l'enfant) - *Art. 227-18-2* (p. 2654) : se déclare opposé à l'amendement n° 151 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - - **Art. unique (suite)** (p. 2658) : travaux du Sénat - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi - Aggravation des peines.

– Projet de loi relatif à la sécurité des chèques et des cartes de paiement [n° 444 (90-91)] - (22 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3081) : chèques sans provision - Crise économique et sociale - Petits commerçants - Taux d'accroissement des incidents de paiement - (p. 3082) : répression - Interdictions bancaires - Pénalités libératoires - Timbres-amendes - Surendettement des ménages - (p. 3083) : fichier de la Banque de France - Le groupe communiste votera contre ce projet de loi - **Avant l'art. 3** (p. 3086) : son amendement n° 50 : procédure de règlement amiable entre la banque et une personne ayant émis des chèques sans provision dans certaines conditions ; rejeté - **Art. 4** (*régularisation*) - *Art. 65-3 du décret-loi du 30 octobre 1935* (p. 3088) : son amendement n° 51 : 1°) paragraphe I-A : injonction de restitution des formules de chèques faite sans délai par le banquier tiré ; devenu sans objet ; 2°) paragraphe I-B : maintien du délai d'interdiction de chéquier à un an ; rejeté ; 3°) paragraphe II : possibilité pour le titulaire du compte d'émettre de nouveau des chèques en cas de régularisation ; rejeté - **Art. 5** (*pénalité libératoire*) - *Art. 65-3-1* (p. 3095, 3096) : ses amendements n° 53 de suppression ; et n° 54 : allongement du délai de régularisation permettant d'éviter le paiement de la pénalité libératoire ; rejetés - *Art. 65-3-2* (p. 3097) : son amendement de suppression n° 55 ; rejeté - *Art. 65-3-4* (p. 3098) : son amendement n° 56 : durée de l'interdiction bancaire limitée à un an ; rejeté - *Art. 65-3-5* : son amendement n° 57 : caractère suspensif du recours ; rejeté - **Avant l'art. 6** : son amendement n° 58 : gratuité de la certification du chèque demandée par un interdit bancaire ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3112) : crise économique - Procédure amiable de remboursement des chèques impayés - Le groupe communiste votera contre ce projet de loi.

– Projet de loi relatif à l'Agence du médicament et à la régulation des dépenses de médicaments prises en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie [n° 9 (91-92)] - Suite de la discussion - (29 octobre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3337) : avis défavorable du groupe communiste sur ce texte.

- Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens [n° 215 (88-89)] - (29 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3348) : évolution sociale et culturelle - Renforcement des sanctions - Durcissement du code - Notion d'instigateur - (p. 3349) : filouterie - Recel - Responsabilité des personnes morales.

Suite de la discussion - (30 octobre 1991) - **Art. unique (suite)** - *Après l'art. 301-11 et Art. 301-2 du code pénal* (précédemment réservé, le 29 octobre 1991, p. 3353) (*immunités familiales*) (p. 3379) : soutient l'amendement n° 172 de M. Charles Lederman (immunités familiales) - *Art. 301-12* (*peines complémentaires applicables aux personnes physiques*) (p. 3381) : soutient l'amendement n° 190 de M. Charles Lederman (liberté des tribunaux dans leur choix parmi les peines énumérées) - *Art. 301-13* (*responsabilité pénale des personnes morales pour vol*) (p. 3383) : soutient l'amendement n° 191 de M. Charles Lederman (exclusions des partis politiques et des syndicats de la responsabilité des personnes morales) - *Art. 302-1* (*extorsion simple*) (p. 3385) : soutient l'amendement n° 192 de M. Charles Lederman (diminution de l'amende) - *Art. 302-2* (*extorsion accompagnée de violences graves*) (p. 3386) : soutient les amendements n° 193 (maintien du texte actuel en sanctionnant par l'emprisonnement l'extorsion accompagnée des circonstances aggravantes) et n° 194 (diminution de l'amende) de M. Charles Lederman - *Art. 302-3* (*extorsion commise avec usage ou menace d'une arme*) : soutient l'amendement n° 195 de M. Charles Lederman (diminution de l'amende) - *Art. 302-4* (*extorsion commise en bande organisée*) (p. 3387) : soutient les amendements de M. Charles Lederman, n° 196, de suppression, et n° 197 (diminution de l'amende) - (p. 3388) : gravité des sanctions - *Art. 302-6* (*champ d'application des articles 302-1, 302-4 et 302-5*) : soutient l'amendement n° 199 de M. Charles Lederman (suppression de la notion de responsabilité collective) - *Art. 302-7* (*définition du chantage*) (p. 3389) : soutient l'amendement n° 200 de M. Charles Lederman (diminution de l'amende) - *Art. 303-4* (*délits de filouterie*) (p. 3395) : soutient l'amendement n° 201 de M. Charles Lederman (suppression de la référence à la filouterie et diminution des sanctions) - *Art. 304-5* (*organisation frauduleuse de l'insolvabilité - incrimination et peines applicables*) (p. 3400) : soutient l'amendement n° 204 de M. Charles Lederman (diminution de la peine d'amende) - **Chapitre VI** (*le vandalisme et les autres destructions, dégradations et détérioration*) (p. 3409) : soutient l'amendement n° 206 de M. Charles Lederman (nouvel intitulé : « Destructions et détériorations ») - *Art. 306-1* (*vandalisme et destruction, dégradation ou détérioration d'un bien*) (p. 3410) : soutient les amendements de M. Charles Lederman, n° 207 (cas de détérioration légère) et n° 208 (réduction de l'amende) - *Après l'art. 306-1* (p. 3411) : se déclare opposé à l'amendement n° 95 de la commission (circonstances aggravantes liées à l'infraction définie à l'article 306-1) - *Art. 306-2* (*destruction, dégradations et détériorations volontaires dangereuses pour les personnes*) (p. 3413) : soutient les amendements de M. Charles Lederman, n° 209, rédactionnel, n° 210 (substitution du mot « emprisonnement » à ceux de « réclusion criminelle ») et n° 211 (diminution du montant de l'amende) - *Art. 306-3* (*cas où le crime prévu à l'article 306-2 est réalisé en bande organisée*) (p. 3414) : soutient les amendements de M. Charles Lederman, n° 212, de suppression, et n° 213 (amende prévue) - *Art. 306-4* (*cas où le crime prévu à l'article 306-2 a entraîné pour autrui une mutilation ou une infirmité permanente*) : soutient les amendements de M. Charles Lederman, n° 214 (diminution du plafond de la peine) et n° 215 (suppression de l'amende).

- Rappel au règlement - (5 novembre 1991) (p. 3449, 3451) : article 36, alinéa 3 du règlement du Sénat, demande le retrait des forces de l'ordre des établissements Renault de Cléon, l'annulation des procédures de sanctions engagées à l'encontre des grévistes, ainsi que l'ouverture des négociations.

- Conclusions du rapport de M. René-Georges Laurin, fait au nom de la commission des lois **sur les propositions de loi, n° 448 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte**, les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **organisant le certificat d'hébergement par les communes ; n° 449 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte**, les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **réformant le regroupement familial ; n° 450 rectifié bis (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte**, les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **organisant la définition d'un quota annuel d'immigration en France ; n° 451 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte**, plusieurs de leurs collègues et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **réformant la procédure du droit d'asile ; n° 478 (90-91) de M. Daniel Hoeffel** et des membres du groupe de l'Union centriste **tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952, afin de réprimer plus sévèrement l'immigration irrégulière [n° 64 (91-92)]** - (7 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3578) : immigration et travail clandestins - Electoralisme - Banlieues - Politique européenne de l'immigration - Emploi et formation des jeunes - (p. 3579) : paupérisation du tiers monde - Coopération - Le groupe communiste votera contre les conclusions du rapport de la commission des lois - Temps de parole.

- Rappel au règlement - (7 novembre 1991) (p. 3600) : demande au Gouvernement de se montrer plus compréhensif dans les négociations qu'il mène avec les infirmières et les assistantes sociales.

- Projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives [n° 433 (90-91)] - (7 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3607) : principes de la coopération - (p. 3608) : secteur économique coopératif - Capitaux propres - Associés extérieurs - Rémunération des parts sociales - Coopératives agricoles - Crédit agricole - (p. 3609) : économie sociale - Le groupe communiste et apparentés votera contre ce projet de loi - **Art. 3** (*admission d'associés non coopérateurs*) : son amendement de suppression n° 45 ; rejeté - **Art. 4** (*ouverture du capital des coopératives*) (p. 3610) : son amendement n° 46 : maintien du principe « un homme, une voix » ; rejeté - **Art. 7** (*parts à intérêt prioritaire sans droit de vote*) (p. 3611) : son amendement de suppression n° 47 ; rejeté - **Art. 19** (*abrogations*) (p. 3614) : son amendement de suppression n° 48 ; rejeté - **Art. 23** (*abrogation*) (p. 3615) : son amendement n° 49 : rétablissement de la règle « un homme, une voix » ; rejeté - **Art. 47** (*associés extérieurs des caisses de Crédit agricole*) (p. 3623) : son amendement de suppression n° 50 ; rejeté - **Art. 51** (*associés extérieurs du Crédit maritime mutuel*) : son amendement de suppression n° 51 ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3629) : remise en cause des principes coopératifs - Les sénateurs du groupe communiste et apparentés voteront contre ce projet de loi.

- Projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France [n° 35 (91-92)] - (12 novembre 1991) - **Art. 1er A** (*Art. L. 320 du code du travail - déclaration obligatoire d'un salarié aux organismes de protection sociale préalablement à son embauche*) (p. 3669) : soutient l'amendement n° 59 de M. Charles Lederman (suppression des troisième, quatrième et cinquième alinéas du texte proposé pour l'article L. 320 du code du travail tendant à une application progressive des dispositions) - **Art. 1er** (*Art. L. 620-3 - remise obligatoire d'une attestation d'embauche par l'employeur*) (p. 3670) : se déclare opposé aux amendements de la commission, n° 26 (responsabilité de l'employeur) et n° 27 (déclaration des employés aux organismes de sécurité sociale) - **Art. 2** (*mise en jeu de la responsabilité civile des cocontractants du travailleur clandestin*) - *Art. L. 324-14* (*relation contractuelle directe*) (p. 3672) : son amendement n° 60 : précision relative à la notion de contrat ; devenu sans objet - (p. 3674) : se déclare opposé à l'amendement n° 29 de la commission (détermination du seuil d'application de la loi pour des travaux particuliers) - *Art. L. 324-14-2* (*entreprises étrangères*) (p. 3676) : se déclare opposé à l'amendement n° 31 de la commission (notion d'effet équivalent) - **Art. 3**

(*Art. L. 362-3 - confiscation des produits du travail clandestin*) (p. 3677) : se déclare opposé à l'amendement n° 32 de la commission (retour au texte du Gouvernement) - (p. 3678) : se déclare opposé à l'amendement n° 33 de la commission (maintien du lien entre la confiscation et l'acte délictuel) - **Art. 4** (*peines complémentaires nouvelles applicables dans les cas de condamnation pour infraction aux règles relatives au travail clandestin*) - *Art. L. 362-4* (*interdiction d'exercice professionnel*) : se déclare opposé à l'amendement n° 34 de la commission (allègement de la peine) - **Art. 4 bis** (*moyens des services de contrôle des infractions relatives au travail clandestin*) (p. 3680) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 36 de la commission - **Art. 6** (*Art. L. 364-2-2 - confiscation des biens utilisés à l'occasion de l'infraction et des produits d'un travail effectué par un étranger employé irrégulièrement*) (p. 3681) : se déclare opposé à l'amendement n° 39 de la commission (suppression de la qualification du produit de l'infraction) - **Avant l'art. 7** (p. 3682) : soutient l'amendement n° 61 de M. Charles Lederman (définition de l'infraction relative au trafic de main-d'oeuvre immigrée) - **Art. 7** (*Art. L. 364-5 - aggravation des sanctions des extorsions de fonds en vue ou à l'occasion de l'introduction d'un étranger en France*) : soutient l'amendement n° 62 de M. Charles Lederman (aggravation des sanctions de l'infraction) - (p. 3683) : se déclare opposé aux amendements de la commission, n° 40 (maintien des peines en vigueur) et n° 41 de coordination - **Art. 14** (*renforcement de la répression de l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France*) (p. 3686) : soutient l'amendement n° 63 de M. Charles Lederman (introduction de la notion de « trafic organisé » ou « d'habitude » comme circonstance aggravante) - **Art. 17** (*destruction par l'étranger de ses documents de voyage*) (p. 3689) : soutient l'amendement n° 64 de M. Charles Lederman (délai de présentation des documents de voyage) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3693) : amendements votés par le Sénat - Avec le groupe communiste votera contre le texte ainsi amendé.

– **Conclusions du rapport de M. Jean-Pierre Fourcade**, fait au nom de la commission des affaires sociales **sur la proposition de loi** (n° 72, 91-92) **de M. Claude Prouvoyeur** et de plusieurs de ses collègues, **tendant à accorder le bénéfice d'une retraite anticipée aux anciens combattants d'Afrique du Nord** [n° **80 (91-92)**] - (18 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3799) : retraite anticipée des anciens combattants d'Afrique du Nord - (p. 3800) : générations du feu précédentes - Revenu minimum d'insertion, RMI - (p. 3801) : chômeurs en fin de droit - Souhaite que le Sénat adopte cette proposition de loi.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Secrétariat général de la défense nationale - (1er décembre 1991) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4609) : défense - Suppression de la force de dissuasion nucléaire - (p. 4610) : augmentation des crédits de l'éducation nationale.

Anciens combattants - (3 décembre 1991) (p. 4706) : rapport constant - Proposition de loi sénatoriale instaurant la retraite anticipée de certaines catégories d'anciens combattants d'Afrique du Nord - Code des pensions - (p. 4707) : carte de combattant - Effectifs - Carte de combattant volontaire de la Résistance, CVR - Victimes de la déportation du travail et de l'annexion de l'Alsace-Moselle - Le groupe communiste vote contre ce projet de budget - **Examen des crédits - Art. 84 ter** (*création d'un fonds de solidarité en faveur des anciens combattants d'Afrique du Nord, en situation de chômage de longue durée, âgés de plus de 57 ans*) (p. 4717) : le groupe communiste s'abstiendra.

– **Projet de loi relatif à la sécurité des chèques et des cartes de paiement** - *Deuxième lecture* [n° **148 (91-92)**] - (10 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5181) : petits commerçants - Chômage - Interdiction bancaire - « Frais et commissions bancaires » - Le groupe communiste et apparenté votera contre ce projet de loi - **Art. 5** (p. 5184, 5185) : ses amendements, n° 10 de suppression, n° 11 : assouplissement des conditions d'exemption de la pénalité libératoire ; et n° 12 : suppression de la possibilité de doublement de la taxe ; rejetés - (p. 5186) : son amendement n° 13 : gratuité des chèques certifiés pour les interdits bancaires ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5194) : vote du groupe communiste et apparenté contre ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif au renforcement de la lutte contre le trafic de stupéfiants** [n° **101 (91-92)**] - (10 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5198) : lutte contre la toxicomanie et le trafic de drogue - Convention de Vienne et coopération internationale - Livraisons surveillées - Amnistie des infractions commises - Moyens et missions du service public - (p. 5199) : accords de Schengen - Crise économique et sociale - Prévention et soins des toxicomanes - Coopération favorisant le remplacement des cultures incriminées par des cultures économiquement viables.

– **Projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France** - *Nouvelle lecture* [n° **119 (91-92)**] - (10 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5207) : immigration - Aide au tiers-monde - (p. 5208) : employeurs et organisateurs de réseaux de clandestins - Approuve les dispositions adoptées par l'Assemblée nationale relatives à la notion de travail clandestin, à l'indemnité de licenciement des salariés employés clandestinement et à la coopération entre les services administratifs luttant contre le travail clandestin - S'oppose aux amendements proposés par la commission des lois - **Art. 1er A** (p. 5209) : annonce que le groupe communiste votera contre l'ensemble des amendements déposés par la commission.

– **Projet de loi de finances pour 1992** - *Nouvelle lecture* [n° **187 (91-92)**] - (18 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5534, 5535) : publication par l'INSEE des prévisions économiques pour 1992 - Politique économique du Gouvernement - Privatisations - Prélèvements sur les finances locales - Affaiblissement du secteur public.

– **Projet de loi relatif à la titularisation d'agents de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides** [n° **180 (91-92)**] - (18 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5544, 5545) : fonctionnement de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, OFPRA - Titularisations - Personnels des catégories A et B : création de corps spécifiques à l'OFPRA - Demande la titularisation des personnels affectés à la commission de recours des réfugiés - Sanctions récentes à l'encontre de représentants syndicaux de l'OFPRA - **Art. unique** (*titularisation d'agents de l'OFPRA*) (p. 5548) : son amendement n° 1 : élargissement au personnel recruté après le 31 décembre 1989 ; rejeté - Vote de ce projet de loi par le groupe communiste.

– **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de résolution** (n° 79, 91-92) **de M. Charles Pasqua** et des membres du groupe du RPR, de M. Daniel Hoeffel et des membres du groupe de l'Union centriste, de M. Marcel Lucotte et des membres du groupe de l'UREI et de M. Ernest Cartigny et des membres du groupe du RDE, **tendant à rendre le règlement du Sénat conforme aux nouvelles dispositions de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires ainsi qu'à modifier certains de ses articles en vue d'accroître l'efficacité des procédures en vigueur au Sénat** [n° **185 (91-92)**] - (18 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5578) : recul des droits du Parlement - Directives communautaires - Election des sénateurs - Motions de procédure, diminution proposée du temps de parole des sénateurs - Procédure de vote sans débat - Groupes politiques - Groupe communiste de l'Assemblée nationale - **Avant l'art. 1er** (p. 5582 à 5584) : soutient les amendements de Mme Hélène Luc, n° 2 (modification de la composition du Bureau du Sénat), n° 4 (mode de scrutin) et n° 3 (représentation des groupes politiques du Sénat dans les organismes extraparlementaires) - **Après l'art. 5** (p. 5585, 5586) : soutient les amendements de Mme Hélène Luc, n° 5 (inscription d'un texte à l'ordre du jour complémentaire du Sénat sur proposition d'un groupe politique), n° 6 (abaissement du nombre de sénateurs pouvant demander la discussion immédiate d'un texte), n° 7 (demande de discussion immédiate : possibilité d'explications de vote donnée aux groupes) et n° 8 (faculté pour les groupes politiques de

demander la tenue de séances supplémentaires) - **Après l'art. 6** (p. 5587) : soutient les amendements de Mme Hélène Luc, n° 9 (allongement du temps de parole accordé à l'auteur d'une question orale), n° 10 (faculté pour un groupe politique de demander la transformation d'une question orale sans débat en une question orale avec débat) ; et n° 11 (faculté pour un groupe politique de pouvoir demander la discussion immédiate d'une question orale avec débat à la fin d'un ordre du jour prioritaire).

– **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature** [n° **105 (91-92)**] - (18 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5598, 5599) : justice et opinion publique - Multiplication des affaires et atteintes à l'indépendance des magistrats - Conseil supérieur de la magistrature, outil du pouvoir exécutif - (p. 5600) : proposition de loi du groupe communiste tendant à la réforme du Conseil supérieur de la magistrature - Déroulement des carrières des magistrats : hiérarchie ; demande l'avancement à l'ancienneté - Magistrats du siège - Magistrats du parquet - Commission consultative du parquet - Evaluation annuelle des magistrats - Opposition au projet de départementalisation de la justice - Vote du groupe communiste contre ce projet de loi.

PAPILIO (Sosefo Makapé), sénateur de Wallis-et-Futuna (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Deuxième partie :

Jeunesse et sports - (24 novembre 1991) - **Etat C** (p. 4200) : situation du sport à Wallis-et-Futuna - Sport de haut niveau.

Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur - (3 décembre 1991) (p. 4759) : enseignement privé catholique de Wallis-et-Futuna - (p. 4760) : formation du personnel enseignant - Personnels de surveillance et de service - Grilles indiciaires - Formations spécialisées - Liberté de l'enseignement - Tradition chrétienne.

PASQUA (Charles), sénateur des Hauts-de-Seine (président du groupe RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'entreprise nationale Air france et des sociétés de toute nature comme des compagnies aériennes qu'elle contrôle puis d'en informer le Sénat, jusqu'au 15 mai 1991.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle, déposée avec les membres du groupe RPR et apparentés, tendant à instituer un référendum d'initiative populaire [n° **51 (89-90)**] (8 novembre 1989) - Reprise par ses auteurs le 16 avril 1991 - **Référendums.**

Proposition de résolution, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission de contrôle chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 [n° **420 (90-91)**] (26 juin 1991) - **Commissions d'enquête et de contrôle.**

Proposition de loi, déposée avec des membres du groupe RPR et apparentés organisant le certificat d'hébergement par les communes [n° **448 (90-91)**] (3 juillet 1991) - **Etrangers.**

Proposition de loi, déposée avec des membres du groupe RPR et apparentés réformant le groupe familial [n° **449 (90-91)**] (3 juillet 1991) - **Etrangers.**

Proposition de loi, déposée avec les membres du groupe RPR et apparentés organisant la définition d'un quota annuel d'immigration en France [n° **450 (90-91)**] (3 juillet 1991) - **Etrangers** ; remplacée par la proposition n° 450 rectifiée.

Proposition de loi, déposée avec des membres du groupe RPR, réformant la procédure du droit d'asile [n° **451 (90-91)**] (3 juillet 1991) - **Etrangers.**

Proposition de loi, déposée avec MM. Ernest Cartigny, Daniel Hoeffel et Marcel Lucotte, tendant à aggraver les sanctions applicables en cas de violation de sépultures ou de destructions, dégradations ou dommages commis au préjudice d'un culte [n° **326 (89-90)**] (29 mai 1990) - Reprise par ses auteurs le 8 octobre 1991 - **Culte.**

Proposition de résolution, déposée avec des membres du groupe RPR, M. Daniel Hoeffel et des membres du groupe de l'UC, M. Marcel Lucotte et des membres du groupe d'UREI et M. Ernest Cartigny et des membres du groupe du RDE, tendant à rendre le règlement du Sénat conforme aux nouvelles dispositions de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires, ainsi qu'à modifier certains de ses articles en vue d'accroître l'efficacité des procédures en vigueur au Sénat [n° **79 (91-92)**] (12 novembre 1991) - **Commissions d'enquête ou de contrôle.**

Proposition de loi, déposée avec les membres du groupe du RPR et apparentés, tendant à permettre aux établissements de statut privé d'enseignement technologique supérieur industriel ou commercial à but non lucratif de conclure des contrats avec l'Etat et de bénéficier d'une aide financière de celui-ci [n° **99 (91-92)**] (19 novembre 1991) - **Enseignement privé.**

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **22** (*JO* Débats du 5 juin 1991) (p. 1276) - Ministère : Premier ministre - *Politique générale du Gouvernement* - (Réponse : *JO* Débats du 6 juin 1991) (p. 1304) - **Vie politique.**

INTERVENTIONS

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la politique au Moyen-Orient** [n° **211 (90-91)**] - (16 janvier 1991) (p. 10) : démocraties contre dictatures - Prérogatives du Président de la République - Attitude responsable de l'opposition - Défense du droit international - Résolutions de l'Organisation des Nations Unies, ONU - Pays Baltes - Nouvel ordre international - (p. 11) : situation au Moyen-Orient - Forces militaires alliées - Interventions diplomatiques - Conseil de sécurité de l'ONU - Pétrole - Responsabilité de l'Irak dans la guerre - (p. 12) : solidarité avec les troupes françaises.

– **Projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse** [n° **98 (90-91)**] - (20 mars 1991) - **Discussion générale** (p. 75, 76) : M. Pierre Joxe - Lutte contre les séparatistes corses en 1986 - Ordre public et développement économique - Mutation des hauts fonctionnaires - (p. 77) : dialogue avec les responsables corses - Notion de peuple corse et droit à l'autodétermination - Abandon de l'autorité étatique - Révision des listes électorales - Transports.

Suite de la discussion - (21 mars 1991) - **Art. 1er** (*consécration juridique de la notion de « peuple corse composante du peuple français »*) (p. 111, 112) : intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (suppression de la référence à la notion de « peuple corse » et mention de la région de Corse).

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° 242 (90-91)]** - (2 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 233) : examen hâtif de ce projet - Souhaite le report de la suite de la discussion générale.

Suite de la discussion - (4 avril 1991) - **Art. 7** (*fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France*) (p. 330) : intervient à propos de l'amendement n° 79 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 10 (par priorité)** (*institution d'un mécanisme de solidarité financière interdépartementale*) (p. 339) : se déclare favorable à l'amendement n° 60 de la commission des affaires économiques saisie pour avis (nouvelle rédaction de cet article).

– **Projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse** - *Nouvelle lecture* **[n° 263 (90-91)]** - (11 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 440) : continuité de l'exercice de l'autorité gouvernementale.

– **Rappel au règlement** - (23 avril 1991) (p. 591) : souligne que le Président de la République est le garant de l'autorité judiciaire - Crise de la justice et pouvoir exécutif.

– **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° 214 (88-89)]** - **Suite de la discussion** - (22 mai 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1000, 1001) : travaux du Sénat - Interruption volontaire de grossesse et avortement - Sécurité des personnes et des biens - Adaptation du code pénal à la société actuelle - Le groupe du RPR s'abstiendra sur l'ensemble du texte.

– **Questions orales avec débat jointes : politique générale du Gouvernement** - (5 juin 1991) (p. 1304) : échéance européenne - (p. 1305) : aménagement du territoire - Education nationale - Sécurité et ordre public - Respect de la loi - Immigration clandestine - Droit d'asile - Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) - Regroupement familial - Conséquences de la ratification des accords de Schengen - (p. 1316) : échéance européenne - Excédents budgétaires - Immigration - Regroupement familial - (p. 1317) : accords de Schengen - Situation dans les banlieues - Education nationale.

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)]** - **Suite de la discussion** - (13 juin 1991) - **Après l'art. 36 (par priorité)** (p. 1642) : son amendement n° 284 ter : contribution des collectivités territoriales au financement des dépenses d'investissement des établissements d'enseignement privé sous contrat ; adopté - (p. 1644) : insuffisances du système d'éducation nationale.

– **Conclusions du rapport de M. Charles Pasqua**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, **sur sa proposition de résolution** (n° 420, 90-91), déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à la création d'une commission de contrôle chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 [n° 420 (90-91)]** - (26 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2171) : demande de discussion immédiate d'une proposition de résolution conformément à l'article 30 du règlement du Sénat.

– **Conclusions du rapport de M. René-Georges Laurin**, fait au nom de la commission des lois **sur les propositions de loi, n° 448 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte**, les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **organisant le certificat d'hébergement par les communes ; n° 449 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte**, les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **réformant le regroupement familial ; n° 450 rectifié bis (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte**, les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **organisant la définition d'un quota annuel d'immigration en France ; n° 451 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte**, plusieurs de leurs collègues et les membres du groupe de l'UREI rattachés administrativement **réformant la procédure du droit d'asile ; n° 478 (90-91) de M. Daniel Hoeffel** et des membres du groupe de l'Union centriste **tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952, afin de réprimer plus sévèrement l'immigration irrégulière [n° 64 (91-92)]** - (7 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3576) : absence du ministre de l'intérieur et du ministre des affaires sociales et de l'intégration - Réglementation - (p. 3577) : politique gouvernementale - Démographie mondiale - Mesures réglementaires - Aide au développement - Trafiquants de drogue étrangers - Mesures d'interdiction du territoire - (p. 3578) : politique européenne de l'immigration - (p. 3589, 3590) : politique européenne de l'immigration - Droit d'asile allemand - Réfugiés économiques - « Quotas » d'immigration - Politique gouvernementale.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Vote sur l'ensemble :

(8 décembre 1991) (p. 5115, 5116) : construction européenne - Politique gouvernementale - Situation économique - Dépenses de fonctionnement - Education nationale - Collectifs budgétaires - Recettes - (p. 5117) : privatisations - Désendettement - Europe - Travaux de la commission des finances - Gratuité des actes de justice - Avis favorable du groupe du RPR sur le texte amendé par le Sénat.

– **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 115 (91-92)]** - (19 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5641) : construction européenne - Territoires - Rupture de l'équilibre républicain - Modes de scrutin - Arbitraire du pouvoir exécutif - (p. 5642) : scrutin proportionnel - Concertation - Rôle du Sénat - Représentation territoriale - (p. 5643) : demande au Gouvernement l'interruption de la discussion de ce projet de loi.

PELLARIN (Bernard), sénateur de la Haute-Savoie (rattaché administrativement au groupe UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

– Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 **[n° 91 (91-92)]** considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Intérieur** - Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation - **[n° 92 (91-92) tome 3 annexe 32]** (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Intérieur - (2 décembre 1991) - Rapporteur spécial (administration territoriale, collectivités locales et décentralisation) (p. 4629) : collectivités territoriales - Nombre de préfets - Crédits de fonctionnement et d'équipement des préfectures - Subventions exceptionnelles - Concours financiers aux collectivités locales - Fonds de compensation pour la TVA - Dotation globale de fonctionnement, DGF - (p. 4630) : compensation des transferts de compétences - Fonds de compensation pour la TVA - Taxe sur le foncier bâti - Avis défavorable sur ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4662) : demande le retrait de l'amendement n° II-29 de M. Raymond Bouvier (augmentation de la réduction prévue au titre IV) - **Art. 87** (p. 4663) : son amendement de suppression n° II-53 ; adopté - **Art. 87 bis** (p. 4664) : son amendement de suppression n° II-54 ; adopté.

PELLETIER (Jacques), *ministre de la coopération et du développement.*

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

INTERVENTIONS

– **S'associe à l'hommage rendu par M. le Président du Sénat, à la mémoire de M. Raymond Bourgine,** sénateur de Paris (9 avril 1991) (p. 381).

PEN (Albert), sénateur de Saint-Pierre-et-Miquelon (apparenté au groupe S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Membre titulaire du comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant diverses dispositions en matière de pêches maritimes et de cultures marines** - *Deuxième lecture* **[n° 177 (90-91)]** - (16 avril 1991) - **Après l'art. 16** (p. 474) : son amendement n° 6, soutenu par M. Robert Laucournet : concession à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon de l'exercice des compétences de l'Etat en matière d'exploration et d'exploitation des ressources naturelles du fond de la mer, de son sous-sol et des eaux surjacentes ; retiré.

– **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux [n° 346 (90-91)]** - **Suite de la discussion** - (17 octobre 1991) - **Art. 29** (*application de certaines dispositions à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 3027) : son amendement n° 139 : dispositions non applicables à Saint-Pierre-et-Miquelon ; adopté.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (27 novembre 1991) (p. 4368) : travaux du port de Miquelon - Fonds d'investissement des départements d'outre-mer, FIDOM - Saint-Pierre-et-Miquelon - Infrastructures - Qualité de l'eau - Pêche - (p. 4369) : infrastructures.

PENNE (Guy), sénateur des Français établis hors de France (S).

NOMINATIONS

– Secrétaire de la commission des affaires sociales.

– Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération.

Membre titulaire du conseil d'administration du centre national d'ophtalmologie des Quinze-Vingts.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme hospitalière (7 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique (28 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'agence du médicament et à la maîtrise négociée des dépenses de médicaments remboursables (10 décembre 1991).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 **[n° 91 (91-92)]** considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Logement social - [n° 96 (91-92) tome 8]** (19 novembre 1991).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 15 novembre 1991) (p. 3733) - Ministère : Affaires étrangères - *Evolution démocratique des pays africains* - **Relations internationales.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme hospitalière [n° 309 (90-91)]** - (4 juin 1991) - **Question préalable** (p. 1247) : intervient contre la motion n° 160 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Nécessité d'une réforme et de l'examen du projet de loi - **Discussion générale** (p. 1254) : nécessité d'une réforme hospitalière - Formation des médecins hospitaliers - Infirmières - Qualité des équipements - Planification - Régime d'autorisations - Schéma d'organisation sanitaire - Tutelle de l'Etat - Procédures budgétaires - (p. 1255) : unités fonctionnelles - Rôle des commissions médicales d'établissement - Evaluation.

Suite de la discussion - (5 juin 1991) - **Avant l'art. 1er** (p. 1286) : se déclare opposé à l'amendement n° 225 de M. Paul Souffrin (suppression du forfait hospitalier) - **Art. 1er A** (*principes fondamentaux : droits du malade, évaluation et analyse de l'activité hospitalière*) (p. 1290 et 1292) : sur l'amendement n° 1 de la commission (introduction de dispositions relatives aux droits du malade et à l'évaluation hospitalière), intervient sur le sous-amendement n° 279 du Gouvernement (accord du malade pour la communication d'informations au médecin ayant prescrit l'hospitalisation), et se déclare favorable au sous-amendement n° 308 du Gouvernement (rôle de l'Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale dans le domaine hospitalier) - **Art. 1er** (*missions et obligations des établissements de santé*) - *Art. L. 711-1 du code de la santé publique* (*missions des établissements de santé*)(p. 1295) : se déclare opposé à l'amendement n° 5 de la commission (suppression de précisions inutiles) - Traitement des patients - *Art. L. 711-3* (*communication du dossier médical et information des personnes soignées*) (p. 1300) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 9 de la commission - *Art. L. 711-4* (*missions du service public hospitalier*) (p. 1318) : son amendement rédactionnel n° 180 ; devenu sans objet - (p. 1319) : intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (cadre de développement de la formation continue et de la recherche médicale) - Centres hospitaliers et universitaires - (p. 1321) : se déclare opposé à l'amendement n° 13 de la commission (clarification de la définition du service public hospitalier) - Art. L. 711-7 (*catégories d'établissements publics de santé*) (p. 1327) : se déclare opposé à l'amendement n° 23 de la commission (centres hospitaliers à vocation nationale ou internationale) - *Art. L. 711-8* (*participation au service d'aide médicale urgente*) (p. 1331, 1332) : se déclare opposé aux amendements de la commission n° 26 (réception et régulation des appels destinés aux services d'urgence) et n° 27 (réintroduction du principe selon lequel les médecins libéraux sont associés au service d'aide médicale urgente à leur demande) - *Après l'art. L. 711-8-1* (p. 1333) : son amendement n° 182 : existence juridique des centres antipoisons ; adopté.

Suite de la discussion - (6 juin 1991) - **Art. 3** (*organisation et équipement sanitaires*) *Art. L. 712-1* (*objet et révision de la carte sanitaire et des schémas d'organisation sanitaire*) (p. 1346) : inspection générale des affaires sociales, IGAS -

Art. L. 712-2 (contenu de la carte sanitaire) (p. 1347) : son amendement n° 183 : notification de la compétence de la carte sanitaire dans le domaine des procréations médicalement assistées ; retiré - (p. 1349) : se déclare opposé à l'amendement n° 34 de la commission (suppression d'une référence à la chirurgie ambulatoire) - Equilibre entre le secteur privé et le secteur public - (p. 1351) : possibilité de l'adoption d'un texte par une commission mixte paritaire - *Art. L. 712-4 (contrats pluriannuels pour la réalisation des objectifs retenus par le schéma d'organisation sanitaire)* (p. 1354) : se déclare opposé à l'amendement n° 39 de la commission (possibilité de soustraire du régime d'autorisation les installations et activités ayant fait l'objet d'un contrat) - *Art. L. 712-5 (organes compétents pour arrêter la carte sanitaire et les schémas d'organisation sanitaire)* (p. 1355) : son amendement rédactionnel n° 185 ; devenu sans objet - Se déclare opposé à l'amendement n° 40 de la commission (modalités d'arrêt de la carte sanitaire par le représentant de l'Etat) - Déconcentration au niveau de la région - *Art. L. 712-6 (composition et organisation du comité national et des comités régionaux de l'organisation sanitaire et sociale)* (p. 1357) : son amendement n° 208 : présidence des comités régionaux confiée à un magistrat en exercice ; retiré - *Art. L. 712-6-1 (commissions régionales d'évaluation)* (p. 1358) : son amendement rédactionnel n° 187 ; devenu sans objet - *Art. L. 712-8 (projets soumis à autorisation)* (p. 1361) : son amendement de précision n° 188 ; adopté - *Art. L. 712-12-1 (conditions d'évaluation et de maîtrise des coûts)* (p. 1364) : son amendement de coordination n° 189 ; devenu sans objet - *Art. L. 712-14 (durée de l'autorisation et conditions de son renouvellement)* (p. 1367) : ses amendements, n° 190 : précision relative aux amortissements ; retiré ; et n° 191 : critères de renouvellement de l'autorisation ; devenu sans objet - (p. 1369) : durée de l'amortissement - Activité des établissements - *Art. L. 712-15 (périodicité de l'examen des demandes)* (p. 1371) : se déclare opposé aux amendements de suppression n° 57 de la commission et n° 259 de M. Paul Souffrin - Avantages de ce dispositif - *Art. L. 712-16 (procédure d'attribution ou de renouvellement des autorisations)* : intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (possibilité pour l'auteur du projet soumis à autorisation d'être entendu par le comité régional de l'organisation sanitaire et sociale) - Danger de la systématisation - *Art. L. 712-18 (suspension de l'autorisation en raison de l'urgence)* (p. 1374) : se déclare favorable à l'amendement n° 65 de la commission (raccourcissement des délais d'intervention en cas d'urgence) - **Art. 7** *(dispositions applicables aux établissements publics de santé)* - *Art. L. 714-2 (composition du conseil d'administration des établissements publics de santé)* (p. 1382) : rôle des infirmiers - *Art. L. 714-4 (attributions du conseil d'administration)* (p. 1385) : son amendement n° 209 : reconnaissance des personnels infirmiers ; réservé jusqu'après l'examen de l'article L. 714-2 précédemment réservé - *Art. L. 714-2 (suite)* (p. 1387) : représentation indispensable du service de soins infirmiers - *Art. L. 714-4 (suite)* : son amendement n° 209 (précédemment réservé p. 1385) ; retiré - *Art. L. 714-5 (modalités d'exécution de délibérations du conseil d'administration - instauration du principe du contrôle a posteriori)* (p. 1389) : se déclare opposé à l'amendement n° 88 de la commission (principe du contrôle a posteriori sur les établissements publics de santé) - Nécessité du contrôle a priori - *Art. L. 714-7 (procédure d'élaboration et d'approbation du budget)* (p. 1393) : sur les amendements de la commission, se déclare opposé au n° 93 (réintroduction de la référence aux besoins de la population) et favorable au n° 94 (limitation du pouvoir de réformation du préfet) - Dotation globale - (p. 1394) : ses amendements rédactionnels, n° 194 ; devenu sans objet ; et n° 195 ; adopté - *Art. L. 714-12 (projet d'établissement)* (p. 1397) : se déclare opposé à l'amendement n° 101 de la commission (allègement du régime d'autorisation et de contrôle) - *Art. L. 714-16 (constitution, composition et attributions de la commission médicale d'établissement)* (p. 1402) : son amendement n° 211 : renforcement de la concertation entre les personnels médicaux et les personnels infirmiers ; adopté - *Art. L 714-17 (constitution et composition du comité technique d'établissement)* (p. 1405) : se déclare favorable à l'amendement n° 113 de la commission (présidence du comité confiée au directeur) - *Art. L. 714-20 (organisation médicale des établissements - modèle normatif d'organisation)* (p. 1410) : s'oppose à l'amendement n° 118 de la commission (nouvelle rédaction de l'article : suppression de toute référence aux départements - suppression des dispositions prévoyant que les services et les départements sont placés sous la responsabilité d'un médecin - redéfinition des structures internes) - Fonctionnement médical - Unités fonctionnelles - Autonomie des établissements - *Art. L. 714-21 (mode de nomination des chefs de service ou de département)* (p. 1415) : consultanat - *Art. L. 714-23 (attributions des chefs de service ou de département)* (p. 1418) : son amendement n° 198 : transmission du rapport à la commission médicale d'établissement ; retiré au profit de l'amendement n° 334 du Gouvernement (transmission du rapport au directeur et au président de la commission médicale d'établissement) - *Art. L. 714-24 (modalités d'organisation des unités fonctionnelles)* (p. 1420) : son amendement n° 214 : titre exceptionnel de la charge de plusieurs unités fonctionnelles par un seul praticien ; devenu sans objet - *Art. L. 714-26 (institution et attributions du service des soins infirmiers)* (p. 1424) : son amendement n° 215 : élargissement de la compétence de la commission instituée par l'article L. 714-26 ; adopté.

Suite de la discussion - (7 juin 1991) - **Art. 10** *(codification et dispositions propres aux établissements de santé privés assurant l'exécution du service public hospitalier ou associés à son fonctionnement)* - *Art. L. 715-6 (obligations des établissements de santé privés à but non lucratif admis à participer à l'exécution du service public hospitalier)* (p. 1441) : se déclare opposé à l'amendement n° 135 de la commission (renvoi au pouvoir réglementaire pour la détermination des obligations que doivent respecter les établissements afin de participer au service public) - *Art. L. 715-8 (instances de représentation du personnel médical des établissements privés de santé participant au service public hospitalier)* (p. 1443) : son amendement n° 199 : organisation des établissements privés participant au service public hospitalier dans les mêmes conditions que celui-ci ; retiré - Son amendement n° 200 : organisation de la concertation médicale dans les établissements privés participant au service public hospitalier ; adopté - (p. 1444) : son amendement n° 201 : création d'un service de soins infirmiers dans les établissements de santé privés participant au service public hospitalier ; retiré - **Art. 14** *(codification et modifications des articles maintenus de la loi du 31 décembre 1970)* (p. 1452) : dépendance des personnes âgées - **Art. 18** *(dotation globale des établissements publics de santé et des établissements privés à but non lucratif participant au service public hospitalier)* (p. 1455) : dotation globale - (p. 1456) : prise en compte de l'activité constatée - **Art. 20** *(régime d'incompatibilité électorale)* (p. 1457) : son amendement rédactionnel n° 216 ; retiré - **Art. 21** *(coordination avec les dispositions de la loi relative à la fonction publique hospitalière)* (p. 1458) : reprend l'amendement n° 159 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (harmonisation de dispositions de la fonction publique hospitalière avec les dispositions de la fonction publique de l'Etat) - **Art. 23 ter** *(délai d'application de la procédure de renouvellement des autorisations)* (p. 1461) : son amendement rédactionnel n° 218 ; devenu sans objet - **Art. 25** *(dispositions transitoires applicables aux services gérés par des établissements publics de santé et ne répondant pas à la mission du service public hospitalier)* (p. 1475) : son amendement n° 203 : diminution de la période transitoire ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1479, 1480) : décentralisation - Amendements présentés par le groupe socialiste - Dialogue avec le Gouvernement - Souhait de réussite de la commission mixte paritaire - Avec le groupe socialiste, s'abstiendra dans le vote sur le texte ainsi amendé.

– Projet de loi relatif à l'Agence du médicament et à la régulation des dépenses de médicaments prises en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie [n° 9 (91-92)] - (28 octobre 1991) - **Art. 1er** *(Agence du médicament)* (p. 3269) : industrie pharmaceutique - Procédure parlementaire - Statut de l'Agence - (p. 3270) : industrie mondiale - Réduction des dépenses de santé - Surconsommation - Publicité - Contraception orale - *Avant l'art. L. 162-18 du code de la sécurité sociale* (p. 3291) : soutient l'amendement n° 78 de

M. Claude Estier (inscription des médicaments sur la liste des produits remboursables).

Suite de la discussion - (29 octobre 1991) - **Art. 2** (*haut comité du médicament ; détermination des objectifs d'évolution des dépenses ; régime des prix et sanctions*) - *Art. L. 162-18 du code de la sécurité sociale* (*Haut comité du médicament ; fixation d'objectifs annuels globaux*) (p. 3307) : sur l'amendement n° 20 de la commission (mission du comité du médicament), se déclare opposé au sous-amendement n° 72 de M. Jean Chérioux - *Art. L. 162-18 bis* (*composition, compétences et pouvoirs du Haut comité du médicament*) (p. 3310) : intervient à propos de l'amendement de coordination n° 21 de la commission - (p. 3311) : intervient à propos de l'amendement n° 22 de la commission (composition du Haut comité) - *Art. L. 162-18-1* (*détermination contractuelle du prix et du volume des ventes des produits innovants*) (p. 3315) : se déclare opposé à l'amendement n° 28 de la commission (définition des produits innovants) - *Art. L. 162-18-2* (*versement d'une remise en cas de dépassement des objectifs définis par la convention relative aux produits innovants*) (p. 3320) : intervient à propos de l'amendement n° 57 de M. François Delga (remises pesant sur les entreprises) - *Art. L. 162-18-5* (*déclaration du chiffre d'affaires, recouvrement de la remise, contentieux*) (p. 3326) : soutient l'amendement n° 80 de M. Claude Estier (remise incluse dans les charges déductibles pour la détermination de l'assiette de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3337, 3338) : amendements du Sénat - Haut comité du médicament - Avis défavorable sur le texte issu des travaux du Sénat.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Discussion des articles de la première partie :

(20 novembre 1991) - **Après l'art. 2** (p. 3905) : son amendement n° I-204 : détermination de la résidence principale des Français domiciliés hors de France ; retiré.

Deuxième partie :

Equipement, logement, transports et espace - I - Urbanisme, logement et services communs - (23 novembre 1991) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (logement social) : son intervention présentée par M. José Balarello (p. 4159, 4160).

PEPIN (Jean), sénateur de l'Ain (UREI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1882) - Ministère : Education - *Carte scolaire pour la rentrée 91-92* - **Enseignement.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° 242 (90-91)] - Suite de la discussion** - (4 avril 1991) - **Art. 11** (*demande de simulation relative à la définition du potentiel fiscal*) (p. 345) : sur l'amendement n° 84 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), son sous-amendement n° 136 ; adopté.

– **Projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs [n° 431 (90-91)]** - (6 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3522) : stockage souterrain des déchets radioactifs - Choix du nucléaire - Commissariat à l'énergie atomique, CEA - Gestion des déchets radioactifs ou autres - Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, ANDRA - (p. 3523) : installations nucléaires dans le département de l'Ain - Rapport annuel du Gouvernement sur l'évaluation des recherches portant sur l'élimination des déchets radioactifs à haute activité - Rapports de M. Bataille de l'Office parlementaire des choix scientifiques et technologiques et de M. Gardent du Collège de la prévention des risques technologiques - (p. 3524) : baisse des crédits de recherche du CEA - (p. 3538) : comparaison entre les crédits accordés à la recherche par le Japon et par la France - (p. 3539) : souhaite un effort en faveur des chercheurs - **Art. 1er A** (*droits des générations futures*) (p. 3544) : se déclare favorable à l'amendement n° 38 de M. Paul Girod (interdiction de tout stockage souterrain de déchets radioactifs à haute activité et à vie longue) - **Après l'art. 1er A** (p. 3545) : son amendement n° 4 : poursuite de recherches importantes concernant la gestion des déchets radioactifs à haute activité, à l'exclusion des recherches relatives au stockage souterrain ; irrecevable (art. 40 de la Constitution) - **Art. 1er B** (*stockage irréversible de déchets*) (p. 3547) : son amendement n° 5 : suppression du caractère irréversible du stockage souterrain de déchets de quelque nature que ce soit dans les couches géologiques profondes ; devenu sans objet - **Art. 1er** (*programmes de recherche et rapports d'évaluation*) (p. 3549) : sur l'amendement n° 13 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), ses sous-amendements, n° 8 ; retiré ; et n° 9 ; rejeté - **Après l'art. 1er** (p. 3552) : son amendement n° 6 : création et rôle d'un comité national d'éthique ; retiré - (p. 3553) : son amendement n° 7 : création et composition d'un comité scientifique indépendant ; rejeté - **Après l'art. 3** (p. 3555) : son amendement n° 36 : conception de tout stockage souterrain de déchets radioactifs selon un principe technologique privilégiant la réversibilité ; adopté - **Art. 4** (*autorisation d'installation et d'exploitation d'un laboratoire souterrain*) (p. 3556) : son amendement n° 10 : obligation pour le ministre de l'agriculture de donner son avis sur tout projet affectant une zone d'appellation d'origine contrôlée ; retiré - Ses amendements, n° 11 : étude d'impact après accord des conseils municipaux, généraux et régionaux intéressés ; et n° 37 : étude d'impact après avis conforme des conseils municipaux, généraux et régionaux intéressés ; devenus sans objet - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3562) : en raison du rejet de ses amendements, se déclare opposé à l'adoption de ce projet.

Deuxième lecture [n° **110 (91-92)**] - (11 décembre 1991) - **Art. 1er A bis A** (*stockage souterrain en couches géologiques profondes de produits dangereux : régime de l'autorisation*) (p. 5231) : son amendement n° 5 : prévision obligatoire de la réversibilité du stockage ; rejeté - (p. 5232) : son amendement n° 6 : suppression de la référence à une loi ultérieure pour l'octroi de dérogations ; rejeté - Vote contre cet article.

PERCHERON (Daniel), sénateur du Pas-de-Calais (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, modifiant des dispositions du code électoral relatives à l'élection des sénateurs [n° **65 (89-90)**] (21 novembre 1989) - Reprise par ses auteurs le 11 avril 1991 - **Elections.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Aménagement du territoire - (4 décembre 1991) (p. 4794) : se déclare favorable à l'adoption de ce projet de budget - Aménagement du territoire - Région Nord-Pas-de-Calais - Tunnel sous la Manche - Train à grande vitesse, TGV - Liaison Seine-Nord - Ouverture de la Financière du Nord et du Pas-de-Calais, FINORPA, à tous les secteurs du Nord-Pas-de-Calais en difficulté - Zones d'entreprises - Régionalisation

future des ports - Développement de la compétitivité de la façade littorale - Habitat minier du Nord-Pas-de-Calais - Groupe interministériel pour la rénovation des zones minières, GIRZOM - Contrats de plan pour les grandes villes et les grandes régions - Délocalisations.

PERREIN (Louis), sénateur du Val-d'Oise (S).

NOMINATIONS

– Secrétaire de la commission des finances.

– Membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1992 (8 décembre 1991).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Légion d'honneur - Ordre de la Libération** - [n° **92 (91-92) tome 3 annexe 44**] (19 novembre 1991).

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Monnaies et Médailles** - [n° **92 (91-92) tome 3 annexe 45**] (19 novembre 1991).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 18 octobre 1991) (p. 2991) - Ministère : Ville - *Mesures concernant les banlieues* - **Villes.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi d'orientation pour la ville** - *Nouvelle lecture* [n° **432 (90-91)**] - (2 juillet 1991) - **Art. 13** (*programme local de l'habitat*) - *Art. L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation* (*actions foncières et acquisitions immobilières*) (p. 2347) : construction rapide et concentrée des logements sociaux.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Economie, finances et budget - V - Postes et télécommunications - (26 novembre 1991) (p. 4300) : réforme des postes et télécommunications - Commission supérieure du service public de la poste et des télécommunications - (p. 4301, 4302) : contrat de plan entre l'Etat et La Poste - Aménagement du territoire - Zones de télécommunications avancées - Câble - Télévision haute définition - Politique industrielle de France Télécom - Effectifs.

Légion d'honneur et ordre de la libération - (27 novembre 1991) - Rapporteur spécial (p. 4380) : augmentation des crédits - Ressources propres - Dépenses de fonctionnement - Crédits de secours - (p. 4381) : maisons d'éducation - Rémunérations du personnel - Attribution de la croix de chevalier aux anciens combattants de la guerre de 1914-1918 - Traitements - Ordre de la Libération - Dépenses de fonctionnement - Dépenses en capital - Accepte ces deux projets de budgets annexes.

Budget annexe : Monnaies et médailles - (30 novembre 1991) - Rapporteur spécial (p. 4569, 4570) : équilibre du budget annexe des monnaies et médailles - Programme de frappe - Pièce bicolore de vingt francs - Série olympique - Série européenne - Médailles et autres produits - Réduction des dépenses - Propose l'adoption de ce projet de budget.

Articles non rattachés :

(8 décembre 1991) - **Art. 83 septies** (*prorogation pour cinq ans du dispositif d'incitation fiscale à l'investissement dans les départements d'outre-mer*) (p. 5088) : se déclare opposé à l'amendement n° II-125 de la commission (cas des investissements réalisés avant 1996) - **Après l'art. 83 octies** (p. 5092) : intervient à propos de l'amendement n° II-58 de M. Georges Othily (cas des sociétés de financement en capital risque et des sociétés d'économie mixte foncières agricoles) - **Art. 83 duodecies** (*agrément des investissements donnant droit à avantage fiscal dans le domaine de l'hôtellerie, du tourisme et des transports*) (p. 5099, 5101 et 5102) : ses amendements n° II-143, de suppression, n° II-144 : investissements supérieurs à 30 millions de francs, n° II-145 : investissements réalisés par des contribuables soumis à un régime réel d'imposition en raison d'une activité de location dans les secteurs du tourisme, de l'hôtellerie ou des transports et n° II-146 : investissements correspondant à un programme ou à une opération d'investissement engagés avant le 1er janvier 1992 ; non retenus dans le vote unique - (p. 5103) : son amendement n° II-147 : réduction à un mois du délai de réflexion ; non retenu dans le vote unique - **Art. 83 terdecies** (*réduction du taux de déduction fiscale*) (p. 5105) : son amendement de suppression n° II-148 ; retiré.

PEYOU (Hubert), sénateur des Hautes-Pyrénées (RDE).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

PEYRAFITTE (Jean), sénateur de la Haute-Garonne (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

PHILIBERT (Louis), sénateur des Bouches-du-Rhône (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

PLUCHET (Alain), sénateur de l'Eure (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Membre titulaire de la Commission nationale d'urbanisme commercial.

Membre titulaire du comité consultatif du Fonds national des abattoirs.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz.

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'ensemble des services relevant de l'autorité du ministre de l'intérieur qui contribuent, à un titre quelconque, à assurer le maintien de l'ordre public et la sécurité des personnes et des biens jusqu'au 29 mai 1991.

Est nommé membre de la commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences

de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées (*JO* Lois et décrets du 21 novembre 1991).

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux (18 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs (11 décembre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à reconnaître d'intérêt général la préservation des paysages ruraux [n° **221 (90-91)**] (4 février 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Environnement.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° **271 (90-91)**] relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse et portant modification du code rural et du code pénal [n° **299 (90-91)**] (24 avril 1991) - **Agriculture (maladie du bétail).**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Agriculture** - [n° **94 (91-92) tome 1**] (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à l'aide juridique** [n° **310 (90-91)**] - (29 mai 1991) - **Art. 25** (*droit à l'assistance d'un avocat et de tout officier public et ministériel et conditions de désignation de ceux-ci*) (p. 1163) : son amendement n° 50, soutenu par M. Serge Vinçon : assistance possible pour le bénéficiaire de l'aide juridictionnelle par toute personne compétente expressément prévue par un texte ; retiré.

Suite de la discussion - (30 mai 1991) - **Art. 31** (*contribution versée aux autres auxiliaires de justice*) (p. 1177) : son amendement n° 51, soutenu par M. Jean Chérioux : versement au membre ou au salarié d'une organisation professionnelle agricole d'une contribution de l'Etat en rémunération du concours qu'il prête au bénéficiaire de l'aide juridictionnelle ; retiré.

– **Projet de loi relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse et portant modification du code rural et du code pénal** [n° **271 (90-91)**] - (18 juin 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1787) : vaccination - Cheptel bovin - Indemnisation - Communauté économique européenne, CEE - Réseau d'épidémio-surveillance - (p. 1788) : indemnisation - Arrêt de la vaccination - Vétérinaires sanitaires - Accepte le projet de loi - **Avant l'art. 1er** (p. 1791) : son amendement rédactionnel n° 1 ; retiré - Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 13 de M. Guy Robert - Accepte l'amendement n° 22 du Gouvernement (renforcement de l'action de surveillance des vétérinaires sanitaires) - (p. 1793) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 25 du Gouvernement (délivrance de certificats pour l'exportation d'animaux vivants) - **Art. 1er** (*déclaration des maladies contagieuses ; rôle du maire*) : s'oppose aux amendements n° 14 de M. Guy Robert (conditions de déclaration) et rédactionnel n° 11 de M. Félix Leyzour - (p. 1794) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Guy Robert (information de l'organisme à vocation sanitaire) - **Art. 2** (*interdiction de vacciner contre la fièvre aphteuse*) : son amendement de précision n° 2 ; adopté - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 17 de M. Guy Robert (stock de vaccins et d'antigènes des pouvoirs publics) - **Art. 4** (*limitation de la circulation des personnes et des véhicules*) : son amendement rédactionnel n° 3 ; adopté - Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 12 du Gouvernement - S'oppose à l'amendement de précision n° 18 de M. Guy Robert - Son amendement rédactionnel n° 4 ; adopté - **Après l'art. 4** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 9 de M. Jean Pourchet (déclaration de l'épidémie) - **Art. 5** (*plan d'intervention*) (p. 1796) : son amendement rédactionnel n° 5 ; adopté - (p. 1797) : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Guy Robert (mise en place du plan d'urgence) - **Art. 6** (*peines applicables aux responsables de la naissance ou de l'extension d'une épizootie*) : ses amendements, n° 24 et n° 7 rédactionnels, et n° 6 : inobservation involontaire des règlements ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 10 de M. Guy Robert (inobservation volontaire des règlements) - **Art. 8** (*peines applicables à l'absence de déclaration*) (p. 1798) : son amendement de précision n° 8 ; adopté - **Après l'art. 9** (p. 1798) : accepte l'amendement n° 23 de M. William Chervy (comité consultatif de la santé et de la protection des animaux).

– **Conclusions du rapport de M. Josselin de Rohan**, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la **proposition de loi** (n° 380, 89-90) de M. Georges Mouly, déposée avec plusieurs de ses collègues, **relative à l'organisation départementale du tourisme** [n° **380 (89-90)**] - (18 juin 1991) - **Art. 1er** (*établissement d'un schéma d'aménagement touristique départemental*) (p. 1802) : soutient l'amendement n° 1 de M. Jacques Braconnier (nouvelle rédaction de cet article).

– **Projet de loi d'orientation pour la ville (suite)** [n° **350 (90-91)**] - (20 juin 1991) **Art. 13** (*programme local de l'habitat PLH) - Art. L. 302-4-1 du code de la construction et de l'habitation (possibilité pour une commune d'élaborer seule un PLH*) (p. 1875) : son amendement n° 144, soutenu par M. Jean Simonin : permettre à une commune disposant d'un nombre suffisant de logements sociaux d'élaborer son propre programme de l'habitat ; adopté.

– **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux** [n° **346 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (17 octobre 1991) - **Art. 10** (*intervention en cas d'incident ou d'accident*) (p. 2999) : soutient l'amendement n° 116 de M. Michel Doublet (accès aux propriétés privées des agents des services publics d'incendie et des secours : suppression de l'exclusion de l'accès au domicile) - **Après l'art. 11** (p. 3001) : sur l'amendement n° 34 de la commission (habilitation des gardes-champêtres et des gardes-rivières), soutient le sous-amendement n° 8 de M. Philippe François - **Art. 12** (*droit d'accès aux installations - Transmission de procès-verbaux*) (p. 3003) : soutient l'amendement n° 9 de M. Philippe François (droit de visite des agents de l'administration : organisation du contrôle juridictionnel) - **Art. 13** (*délit de pollution des eaux*) (p. 3005) : intervient sur l'amendement n° 133 de M. Claude Estier (sanction des erreurs dans la gestion d'ouvrages) - **Après l'art. 16** (p. 3007) : sur l'amendement n° 43 de la commission (possibilité pour le tribunal d'ordonner des mesures de publicité des jugements), soutient le sous-amendement n° 12 de M. Philippe François - **Art. 17** (*sanctions administratives*) : soutient l'amendement rédactionnel n° 13 de M. Philippe François - **Art. 20** (*extension de l'utilisation de la taxe départementale des espaces naturels sensibles*) (p. 3011) : soutient l'amendement de suppression n° 14 de M. Philippe François - **Art. 21** (*transfert de compétences en matière d'aménagement, d'entretien et d'exploitation de certains cours d'eau ou plans d'eau*) (p. 3012) : soutient l'amendement n° 184 de M. François Blaizot (transfert de ressources correspondant) - **Art. 23** (*assainissement ; modifications du code des communes*) (p. 3014) : soutient l'amendement n° 117 de M. Michel Doublet (réalisation du programme d'assainissement : allongement du délai) - **Art. 30** (*abrogations*) (p. 3028) : soutient l'amendement n° 15 de M. Philippe François (complément à la liste d'abrogations) - Soutient l'amendement n° 185 de M. François Blaizot (maintien en application des dispositions abrogées jusqu'à la parution des décrets d'application des dispositions qui s'y substituent).

– **Projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs** [n° **431 (90-91)**] - (6 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3530) : gestion des déchets radioactifs - Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques - Energie nucléaire et réduction d'émission de dioxyde de carbone - Indépendance énergé-

tique - Catastrophe de Tchernobyl - Rôle de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, ANDRA - Recherche relative à la gestion des déchets nucléaires - Construction de laboratoires souterrains - Stockage dans des formations biologiques profondes - Obligation de renvoyer dans leur pays d'origine les déchets radioactifs retraités - Renforcement du rôle de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques - Composition de la Commission nationale d'évaluation - Au nom du groupe du RPR, se déclare favorable à l'adoption de ce projet sous réserve de l'adoption des amendements présentés par la commission des affaires économiques - **Après l'art. 1er A** (p. 3546) : son amendement n° 33 : interdiction de tout stockage en France de déchets radioactifs importés même si leur retraitement a été effectué sur le territoire national au-delà des délais techniques imposés par le retraitement ; adopté - **Art. 1er B** (*stockage irréversible de déchets*) (p. 3547) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 12 de la commission.

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Agriculture et forêt - (28 novembre 1991) - Rapporteur pour avis (p. 4445) : avenir de l'agriculture - Politique agricole commune, PAC - Concurrence des Etats-Unis - Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, GATT - (p. 4446) : vocation exportatrice de la communuté économique européenne, CEE - Crise agricole - Elevages ovins et bovins - Baisse du revenu agricole - Plan d'urgence en faveur de l'élevage - Désengagement de l'Etat - Manifestation des agriculteurs du 29 septembre 1991 - Au nom de la commission des affaires économiques, se déclare opposé à l'adoption du projet de budget de l'agriculture pour 1992 - En remplacement de M. Maurice Arreckx, rapporteur pour avis (aménagement rural) (p. 4446) : diminution des crédits de paiement du fonds d'intervention pour l'auto-développement en montagne, FIAM, et du fonds interministériel du développement et de l'aménagement rural, FIDAR - Aménagement rural - Dotation aux jeunes agriculteurs - Plans d'amélioration matérielle - Revalorisation de l'indemnité spéciale montagne, ISM - Rôle des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, SAFER - Production extensive pour les bovins et les ovins - Développement des usages non alimentaires des produits agricoles - Biocarburants - (p. 4448) : insuffisance des moyens budgétaires - Au nom de la commission des affaires économiques, se déclare opposé à l'adoption des crédits d'aménagement rural inscrits au projet de budget de l'agriculture pour 1992.

– Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux - *Deuxième lecture* **[n° 159 (90-91)]** - (13 décembre 1991) - **Art. 2** (*schémas d'aménagement et de gestion des eaux*) (p. 5338, 5339) : ses amendements, soutenus par M. Jean Chérioux, n° 75 : définition des zones humides ; et n° 71 : procédure de l'enquête publique ; retirés - **Art. 8** (*débits afffectés*) (p. 5358) : son amendement n° 73, soutenu par Mme Marie-Fanny Gournay : droit à indemnisation des servitudes d'utilité publique instituées par cet article ; rejeté - **Art. 9** (*plans de surfaces submersibles*) (p. 5359) : son amendement n° 74, soutenu par M. Emmanuel Hamel : droit à indemnisation des servitudes d'utilité publique instituées par cet article ; adopté - **Art. 17** (p. 5362) : son amendement n° 57, soutenu par M. Emmanuel Hamel : répartition des responsabilités ; adopté - **Art. 24 bis** (*obligation d'un dispositif de traitement des effluents pour les immeubles et installations non soumis au régime des installations classées*) (p. 5366) : son amendement n° 76, soutenu par M. Emmanuel Hamel : cas des installations d'élevage ; adopté.

– Projet de loi modifiant et complétant les dispositions du code rural et de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relatives aux cotisations sociales agricoles et créant un régime de préretraite agricole [n° 182 (91-92)] - (18 décembre 1991) - **Avant l'art. 1er** (p. 5568) : en raison de la demande du Gouvernement d'un vote unique sur l'article 1er ainsi que sur les articles additionnels avant ou après l'article 1er, retire les amendements déposés par le groupe du RPR.

POHER (Alain), sénateur du Val-de-Marne (UC) - Président du Sénat.

– Membre ès qualités du Comité d'honneur pour la commémoration de la naissance du maréchal Jean de Lattre de Tassigny.

DÉPÔTS

Lecture du message de M. le Président de la République **[n° 210 (90-91)]** (16 janvier 1991) - **Message.**

Allocution prononcée en sa qualité de Président du Sénat **[n° 454 (90-91)]** (4 juillet 1991) - **Allocutions.**

Proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social **[n° 168 (91-92)]** (12 décembre 1991) - **Conseil économique et social.**

INTERVENTIONS

– Ouverture de la première session extraordinaire de 1990-1991 (16 janvier 1991) (p. 3).

– Message du Président de la République - (16 janvier 1991) (p. 3 et 4) : crise du Golfe - Résolutions de l'Organisation des Nations Unies, ONU - Recours à la force armée - Diplomatie française - Respect du droit international.

– Ouverture de la deuxième session extraordinaire de 1990-1991 (19 mars 1991) (p. 27).

– Election de M. Camille Cabana, sénateur de Paris en remplacement de **M. Raymond Bourgine,** décédé (19 mars 1991) (p. 27).

– Allocution - (19 mars 1991) (p. 28) : conflit militaire - Cohésion nationale - Soutien sans faille aux soldats et à leur famille - Se réjouit de l'issue rapide de ce conflit - Rôle de la France dans la paix.

– Ouverture de la deuxième session ordinaire de 1990-1991 (2 avril 1991) (p. 217).

– Prononce l'éloge funèbre de M. Raymond Bourgine, sénateur de Paris (9 avril 1991) (p. 380, 381).

– Souhaits de bienvenue à Mme le Premier ministre (5 juin 1991) (p. 1302).

– Remplacement de M. Marcel Debarge, nommé secrétaire d'Etat au logement, par **M. Claude Fuzier** en qualité de sénateur de Seine-Saint-Denis (18 juin 1991) (p. 1732).

– Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires marocains (26 juin 1991) (p. 2125).

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes [n° 354 (90-91)] - (27 juin 1991) - **Art. 1er** (*autorisation d'approbation de la convention d'application de l'accord de Schengen*) (p. 2222) : confirme l'irrecevabilité des amendements à un projet de loi autorisant la ratification d'un traité.

– Ouverture de la troisième session extraordinaire de 1990-1991 (2 juillet 1991) (p. 2334).

– Allocution (4 juillet 1991) (p. 2795) : nombre de textes de lois et de décrets - Travaux du Sénat - Ordre du jour complémentaire - Directives communautaires - Codification - Rôle du Sénat - Action de la France dans le Golfe persique - Décision du Conseil constitutionnel sur la loi sur la Corse - Contrôle de l'action du Gouvernement - Déclarations du Gouvernement suivies d'un débat - Questions orales avec débat - (p. 2496) : missions d'information - Commissions de contrôle - Rapports d'information - Magazine télévisé sur le Sénat - Visite de personnalités internationales

– Ouverture de la première session ordinaire 1991-1992 (2 octobre 1991) (p. 2528).

- **Décès de M. Jean Legrand**, directeur du service de la sténographie (2 octobre 1991) (p. 2528).

- **Décès de M. Gaston Monnerville, ancien président du Sénat** (8 novembre 1991) (p. 3641).

- **Prononce l'éloge funèbre de M. Paul Kauss**, sénateur du Bas-Rhin (10 décembre 1991) (p. 5178, 5179).

PONCELET (Christian), sénateur des Vosges (RPR).

NOMINATIONS

- Président de la commission des finances.

- Membre ès qualités de la Commission des comptes et des budgets économiques de la Nation.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes, instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes (5 avril 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 83-557 du 1er juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (28 mai 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (26 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1992 (8 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1991 (17 décembre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à reconnaître d'intérêt général la préservation des paysages ruraux [n° **221 (90-91)**] (4 février 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Environnement.**

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **101** (*JO* Débats du 14 juin 1991) (p. 1595) - Ministère : Budget - *Extension du crédit d'impôt recherche aux dépenses de mode et de création* - (Caduque : mai 1991) - **Impôts et taxes.**

n° **127** (*JO* Débats du 9 avril 1991) (p. 420) - Ministère : Agriculture - *Evolution des crédits de l'agriculture* - (Caduque : mai 1991) - **Agriculture (ministère de l').**

n° **129** (*JO* Débats du 26 avril 1991) (p. 744) - Ministère : Industrie - *Situation de l'industrie textile* - (Caduque : mai 1991) - **Industrie textile.**

n° **3** (*JO* Débats du 23 mai 1991) (p. 1003) - Ministère : Industrie - *Situation de l'industrie textile* - (Réponse : *JO* Débats du 19 juin 1991) (p. 1734) - **Industrie textile.**

n° **6** (*JO* Débats du 23 mai 1991) (p. 1004) - Ministère : Agriculture - *Evolution des crédits de l'agriculture* - (Réponse : *JO* Débats du 28 juin 1991) (p. 2237) - **Agriculture.**

Questions orales européennes avec débat :

n° **7** (*JO* Débats du 5 décembre 1991) (p. 2664) - Ministère : Agriculture - *Politique agricole commune* - **Politique agricole commune (PAC).**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes** [n° **242 (90-91)**] - (2 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 228) : examen hâtif de ce projet de loi - Travaux de l'Assemblée nationale - (p. 229) : logements sociaux - Données chiffrées - Dotation de solidarité urbaine - Possibilité d'une dotation pour les communes rurales - Simulations chiffrées - Travaux du Sénat - Région d'Ile-de-France - (p. 230) : quartiers défavorisés - Aménagement du territoire - Dotation de solidarité urbaine - Fonds de solidarité des communes d'Ile-de-France - Milieu rural - Logements sociaux - Constitutionnalité de ce projet - Possibilité d'institution d'un fonds de solidarité entre toutes les collectivités territoriales de la région d'Ile-de-France - Colloque de Bordeaux sur l'avenir de l'espace rural - Potentiel fiscal et effort fiscal - Dotation de compensation sur les charges liées à la voirie - Modulation de la garantie minimale de progression - (p. 231) : rappel de données chiffrées - Nouvelle politique d'aménagement du territoire - Sénat, « Grand Conseil des collectivités territoriales » - Souhaite un meilleur équilibre entre les populations urbaines et rurales - (p. 234) : organisation des travaux du Sénat.

Suite de la discussion - (4 avril 1991) - **Art. 10 (par priorité)** (*institution d'un mécanisme de solidarité financière interdépartementale*) (p. 340) : intervient à propos de l'amendement n° 60 de la commission des affaires économiques saisie pour avis (nouvelle rédaction de cet article).

Nouvelle lecture [n° **281 (90-91)**] - (17 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 504) : rôle du Sénat - Finances des collectivités territoriales - Décentralisation - (p. 505) : dotation de solidarité urbaine - Décentralisation - Conditions de travail de la commission - Examen hâtif de ce projet - Commission mixte paritaire, CMP - Procédure d'urgence - (p. 511) : dépôt de ce projet devant le Parlement - **Sur l'ensemble** (p. 531) : ressources et dépenses des collectivités territoriales.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 83-557 du 1er juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance** [n° **316 (90-91)**] - (28 mai 1991) - **Discussion générale** (p. 1086) : poursuite de la réforme des caisses d'épargne et de prévoyance, CEP, entreprise en 1983 et poursuivie en 1987 - Diminution du nombre de CEP - Statut de la Caisse des dépôts et consignations, CDC - Promotion et collecte de l'épargne, objet initial des CEP - Dégradation de la situation économique et insuffisance des investissements - Reprise du chômage - (p. 1087) : souhaite un débat d'orientation budgétaire.

- **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République** [n° **269 (90-91)**] - (11 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1520) : rôle constitutionnel du Sénat : représentation des collectivités territoriales - Bicaméralisme - (p. 1521, 1522) : coopération intercommunale - Incitations financières privilégiant les communautés de villes et de communes - Fonds de compensation pour la TVA - Multiplicité des échelons d'administration en France - Décentralisation : transfert de charges aux collectivités territoriales.

Suite de la discussion - (13 juin 1991) - **Après l'art. 36 (par priorité)** (p. 1643) : au nom de la commission des finances, déclare que l'article 40 de la Constitution n'est pas applicable à l'amendement n° 284 ter de M. Charles Pasqua (contribution des collectivités territoriales au financement des dépenses d'investissement des établissements d'enseignement privé sous contrat).

- **Questions orales avec débat jointes : situation de l'industrie textile** - (18 juin 1991) (p. 1734) : industrie textile - Emploi - Déficit commercial - Concurrence étrangère - Importations - Retard des investissements - GATT - (p. 1735) : accord multifibres - Importations - Investisse-

ments - Communauté économique européenne, CEE - Industrie textile - Région Nord - Pas-de-Calais - GATT - (p. 1747) : industrie textile - Concertation au sein des régions - Grand marché intérieur - Accord multifibres.

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 394 (90-91)]** - (26 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2141) : question préalable opposée par la commission des finances - Rejet du texte du Gouvernement - Déficit budgétaire - (p. 2142) : charge écrasante de la dette publique - Rôle des commissions mixtes paritaires, CMP - Bicaméralisme - Obligation imposée par l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances de faire une loi de finances rectificative en cas de modification de l'équilibre général du budget - Impôts supplémentaires l'an prochain - Taxe départementale sur le revenu - (p. 2143) : nouvel impôt sur le revenu - Limitation de l'augmentation du produit fiscal des départements et conséquences sur les budgets départementaux - Abus du recours à l'article 49-3 de la Constitution - Examen de ce projet dans des conditions peu conformes à la dignité du Parlement - (p. 2145) : rappelle le choc pétrolier de 1974 - **Question préalable** (p. 2166) : sa motion n° 3, soutenue par M. Roger Chinaud, tendant à opposer la question préalable ; adopté.

– **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes** - (26 juin 1991) - (p. 2148, 2149) : rénovation de la conception du rapport public - Amélioration des conditions de diffusion des remarques de la Cour des comptes - Audition des membres du Gouvernement sur les suites à donner au rapport public - Renforcement de l'action de la Cour des comptes pour opérer les redressements nécessaires - Renforcement des liens avec le Parlement - Demandes d'enquêtes adressées à la Cour des comptes par la commission des finances.

– **Question orale avec débat : évolution des crédits de l'agriculture** - (28 juin 1991) (p. 2237) : calamités agricoles - Budget de l'agriculture - Inquiétude des agriculteurs - Prix agricoles - Quotas laitiers - Revenus des agriculteurs - (p. 2238) : production bovine - Normes communautaires - Lait et produits laitiers - Aménagement du territoire - Fiscalité - Taxe sur le foncier non bâti - Politique agricole commune - Nombre des exploitations - Plan de reconversion - Cotisations sociales agricoles - Budget de l'agriculture et BAPSA - Négociations du GATT - (p. 2239) : importations.

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture [n° 30 (91-92)]** - (10 octobre 1991) (p. 2794) : crise de l'agriculture - Manifestations - Aménagement du territoire - Marchés - Budget de l'agriculture - BAPSA - Négociations du GATT - (p. 2795) : fiscalité agricole - Projet de loi de finances pour 1992 - BAPSA - Installation des jeunes agriculteurs.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Discussion générale :

(19 novembre 1991) (p. 3834) : économie française - Grand marché européen - Conjoncture mondiale - Désinflation - (p. 3835) : industrie - Investissements - Chômage - Dette publique - Augmentation des dépenses - (p. 3836) : dépenses de fonctionnement - pression fiscale - « Interventionnisme » - Transferts de charges - Collectivités territoriales - Fiscalité locale - (p. 3846) : économies.

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Avant l'art. 8** (p. 3928) : déroulement des travaux du Sénat - **Art. 10 bis** (*dégrèvement de taxe foncière sur les propriétés non bâties pour certains éleveurs*) (p. 3948) : situation des agriculteurs - Demande l'adoption de l'amendement n° I-73 de la commission (extension du champ d'application de l'article) - **Après l'art. 18 bis** (p. 3985) : déroulement des travaux du Sénat - Vote sur la première partie du projet de loi de finances.

Suite de la discussion - (22 novembre 1991) - **Art. 32** (*aménagement de la dotation de compensation de la taxe professionnelle*) (p. 4015, 4016) : ressources des collectivités locales - (p. 4018) : budgets sociaux - **Après l'art. 32 bis** (p. 4029) : accepte l'amendement n° I-218 du Gouvernement (suppression du plafonnement de la cotisation due par les redevables de la taxe professionnelle) - **Avant l'art. 39** (p. 4040) : demande l'adoption de l'amendement n° I-93 de la commission (prorogation du délai fixé à l'article 4 de la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social) - **Explication de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 4085) : travail de la commission des finances et du rapporteur général - Fonds de compensation pour la TVA - Agriculteurs.

Deuxième partie :

Economie, finances et budget - III - Industrie - (22 novembre 1991) (p. 4100) : Communauté économique européenne - (p. 4101) : secteur textile.

Budget annexe des prestations sociales agricoles - (28 novembre 1991) (p. 4416) : mesures en faveur de l'agriculture prises par le comité interministériel pour l'aménagement du territoire, CIAT - Aménagement de l'espace rural - (p. 4417) : préretraite agricole - Détaxe des carburants « verts » - Allègement du foncier non bâti - Réforme de la politique agricole commune, PAC - Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, GATT - Avenir de l'agriculture.

Seconde délibération :

(8 décembre 1991) - **Seconde délibération** (p. 5114, 5115) : amendements de la commission des finances - Réforme du fonds de compensation pour la TVA - Dépenses publiques - Aides à l'agriculture - Espace rural - Utilité du débat budgétaire.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1991 [n° 154 (91-92)]** - (17 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5471) : dérapage du déficit budgétaire - Perte de recettes - Dépenses communautaires - Mesures non renouvelables - Dette publique - Sommet de Maastricht - Privatisations - (p. 5472) : taux d'intérêt - Décentralisation - Formation en alternance - **Art. 3 et Etat A** (*équilibre général*) (p. 5490) : demande l'adoption de l'amendement de suppression n° 3 de la commission.

Nouvelle lecture **[n° 225 (91-92)]** - (20 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5688) : fonds de compensation pour la TVA - Finances des collectivités locales - **Question préalable** (p. 5692) : demande l'adoption de la motion n° 1 de la commission tendant à opposer la question préalable - Importance du travail de la session budgétaire.

PONIATOWSKI (Michel), sénateur du Val-d'Oise (UREI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

– Vice-président de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

– Est nommé membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 (*JO* Lois et décrets du 29 juin 1991), jusqu'au 11 décembre 1991.

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du service national (23 octobre 1991).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée à Cuba, du 23 au 30 mars 1991 **[n° 349 (90-91)]** (4 juin 1991) - **Cuba.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à créer un fonds de garantie pour indemniser les

victimes d'accidents d'origine médicale [n° 89 (91-92)] (14 novembre 1991) - Santé.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 13 décembre 1991) (p. 5268) - Ministère : Affaires sociales - *Examen prénuptial et dépistage du SIDA* - **Syndrome immuno-déficitaire acquis (SIDA).**

INTERVENTIONS

- Question orale avec débat portant sur un sujet européen : rôle des parlements nationaux dans le développement de la Communauté - (23 mai 1991) (p. 1015) : délimitation des compétences entre la Communauté et les Etats - Chambre de subsidiarité - Fonction de contrôle du Parlement - Révision de la Constitution : vote par le Parlement de résolutions portant sur des propositions de législation communautaire.

- Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes [n° 354 (90-91)] - (27 juin 1991) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 356) (p. 2199, 2200) : information du Parlement - Texte de police - Cour de justice des Communautés européennes - Conférences européennes sur l'union politique et l'union économique et monétaire - Lutte contre la drogue et la grande criminalité - Immigration clandestine - Commission de contrôle - (p. 2201) : texte de police - Autorité confédérale politique.

- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République italienne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 [n° 356 (90-91)] - (27 juin 1991) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 354) : voir intervention sous le projet n° 354 (p. 2199, 2201).

- Question orale avec débat portant sur un sujet européen : procédure budgétaire de la communauté économique européenne - (8 octobre 1991) (p. 2672) : intervient dans le débat consécutif à la question.

PONTILLON (Robert), sénateur des Hauts-de-Seine (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

- membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes.

Membre titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

INTERVENTIONS

- Débat sur une déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique de défense [n° 395 (90-91)] - (18 juin 1991) (p. 1760) : sécurité - Situation internationale - Europe - Devenir de l'OTAN - Force d'action rapide, FAR - (p. 1761) : restructuration - Equipements - Dépenses militaires - Coopération franco-britannique - Coopération européenne - Devenir de l'OTAN - (p. 1762) : service national - Missions civiles - Contrôle des armements.

POPEREN (Jean), *ministre chargé des relations avec le Parlement.*

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

Est nommé *ministre des relations avec le Parlement* le 16 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 17 mai 1991).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Josselin de Rohan : **Lait et produits laitiers** (*Quotas laitiers*) (*JO* Débats du 19 avril 1991) (p. 561).

de M. Roland Courteau : **Viticulture** (*Crise de la viticulture méridionale*) (*JO* Débats du 19 avril 1991) (p. 563).

de M. Jean Pépin : **Enseignement** (*Carte scolaire pour la rentrée 91-92*) (*JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1882).

de M. Gérard César : **Viticulture** (*Gel des vignobles*) (*JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1886).

de Mme Hélène Luc : **Emploi** (*Revendications des salariés*) (*JO* Débats du 18 octobre 1991) (p. 2979).

de M. François Delga : **Services publics** (*Aménagement du milieu rural aux besoins des citoyens*) (*JO* Débats du 18 octobre 1991) (p. 2981).

de M. Josselin de Rohan : **Cultes** (*Propos mettant en cause le souverain pontife et les évêques de France*) (*JO* Débats du 15 novembre 1991) (p. 3721).

de M. Philippe Adnot : **Administration** (*Délocalisation des administrations*) (*JO* Débats du 13 décembre 1991) (p. 5268).

INTERVENTIONS

- Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° 214 (88-89)] - Suite de la discussion - (29 avril 1991) - **Report de la discussion du projet de loi** (p. 789) : conférence des présidents - Travail parlementaire - (p. 792) : méthode de travail du Sénat - Ordre du jour.

- Allocution de M. le Président du Sénat (4 juillet 1991) (p. 2496) : questions orales avec débat - Rénovation des travaux du Sénat - (p. 2497) : nombre de textes de lois - Pouvoir réglementaire - Directives européennes

- Conclusions du rapport de M. René-Georges Laurin, fait au nom de la commission des lois **sur les propositions de loi, n° 448 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte,** les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **organisant le certificat d'hébergement par les communes ; n° 449 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte,** les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **réformant le regroupement familial ; n° 450 rectifié bis (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte,** les membres du groupe du RPR et apparentés et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **organisant la définition d'un quota annuel d'immigration en France ; n° 451 rectifié (90-91) de MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte,** plusieurs de leurs collègues et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement **réformant la procédure du droit d'asile ; n° 478 (90-91) de M. Daniel Hoeffel** et des membres du groupe de l'Union centriste **tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952, afin de réprimer plus sévèrement l'immigration irrégulière [n° 64 (91-92)]** - (7 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3574) : immigration - Société française - Démographie mondiale - Statistiques - Economie - (p. 3575) : débat parlementaire - Réglementation - Droit d'asile - (p. 3576) : détermination des flux migratoires - Immigration et travail clandestins - (p. 3586, 3587) : bilan - Trafiquants de drogue -

Politique européenne de l'immigration - Droit d'asile - Office français de protection des réfugiés et apatrides, OFPRA - Regroupement familial - Travail clandestin - (p. 3588) : intégration - Maîtrise des flux migratoires - Aide au développement - (p. 3590) : politique européenne de l'immigration - Travail clandestin - Reconduction à la frontière.

POUDONSON (Roger), sénateur du Pas-de-Calais (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **123 (91-92)**] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Maurice relative à l'assistance administrative mutuelle internationale en vue de prévenir, rechercher et réprimer les infractions douanières [n° **144 (91-92)**] (4 décembre 1991) - **Traités et conventions.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle - Services communs aux affaires sociales et au travail - (25 novembre 1991) (p. 4224) : évolution du marché du travail - Formation professionnelle - (p. 4225) : jeunes - Modèle allemand - Rôle des petites et moyennes entreprises.

Défense - (26 novembre 1991) (p. 4324) : loi de programmation militaire - Appareil de défense - (p. 4325) : technologies nouvelles - Nucléaire - Réflexion démocratique sur les problèmes de défense.

Intérieur - (2 décembre 1991) (p. 4640) : décentralisation - Administration territoriale - (p. 4641) : budget et gestion financière des collectivités locales - Insécurité - Trafic de drogue - Flux migratoires - Banlieues - Tâches des fonctionnaires de police.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Maurice relative à l'assistance administrative mutuelle internationale en vue de prévenir, rechercher et réprimer les infractions douanières** [n° **123 (91-92)**] - (12 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5296) : coopération entre les administrations douanières - Lutte contre la fraude douanière - Situation de l'Ile Maurice - Avis favorable de la commission.

POUILLE (Richard), sénateur de la Meurthe-et-Moselle (UREI).

NOMINATIONS

– Vice-président de la commission des affaires économiques.

– Membre suppléant de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre suppléant de la Commission nationale d'urbanisme commercial.

Membre titulaire du Comité consultatif de l'utilisation de l'énergie.

Membre titulaire du comité de contrôle du Fonds de soutien aux hydrocarbures.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code des postes et des télécommunications et la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications (26 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux (18 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour la ville (20 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses en matière de transports (4 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs (11 décembre 1991).

DÉPÔTS

Rapport, déposé avec M. Jean Faure, au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur la préservation de la qualité de l'eau (distribution de l'eau potable et traitement des eaux résiduaires) [n° **479 (90-91)**] (10 septembre ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Eau.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° **346 (90-91)**] sur la répartition, la police et la protection des eaux [n° **28 (91-92)**] (10 octobre 1991) - **Eau.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'eau [n° **216 (91-92)**] (19 décembre 1991) - **Eau.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République** [n° **269 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (14 juin 1991) - **Après l'art. 56 quater decies** (par priorité) (p. 1719) : se déclare favorable à l'amendement n° 235 de la commission (statut du personnel d'assainissement des départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne).

Suite de la discussion - (2 juillet 1991) - **Art. 37** (*entente interrégionale*) (p. 2371) : son amendement n° 73, soutenu par M. Henri Revol : suppression de la limitation du nombre de régions susceptibles de se regrouper dans une entente interrégionale ; devenu sans objet.

– **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux** [n° **346 (90-91)**] - (16 octobre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2912) : coût de la qualité de l'eau - Gestion et droit de l'eau - Lutte contre les pollutions - Nitrates - (p. 2913) : décrets d'application - Usages économiques de l'eau - Schémas d'aménagement et de gestion des eaux, SAGE - Droits des propriétaires riverains - **Avant l'art. 1er** (p. 2940, 2941) : son amendement n° 16 : protection de la ressource en eau, patrimoine commun de la nation ; adopté - Demande le retrait des amendements n° 68 de M. Rémi Herment et n° 122 de M. Claude Estier, affirmant le caractère d'intérêt général de la protection des écosystèmes aquatiques - S'oppose à l'amendement n° 140 de Mme Danielle Bidard-Reydet (création d'une Agence nationale de l'eau) - **Art. 1er** (*objectifs généraux*) (p. 2942) : son amendement n° 17 : notion de gestion équilibrée de la ressource en eau ; adopté - (p. 2943) : demande le retrait des amendements n° 111 de M. Michel Doublet (affirmation de l'importance économique de la protection du patrimoine hydraulique), n° 69 (priorité à la préservation des écosystèmes aqua-

tiques) et n° 70 (objectif de reconquête de la qualité des eaux) de M. Rémi Herment, n° 123 de M. Claude Estier (objectif de reconquête de la qualité des eaux) et n° 141 de Mme Danielle Bidard-Reydet (objectif de la satisfaction de tous les besoins en eau) - S'oppose à l'amendement n° 142 de ce dernier auteur (réaffirmation des dispositions des lois du 16 octobre 1919, sur l'énergie hydraulique et du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques) - **Après l'art. 1er** (p. 2944) : s'oppose à l'amendement n° 162 de M. Jacques de Menou (limitation des redevances sur les pollutions agricoles) - **Art. 2** (*schémas d'aménagement et de gestion des eaux, SAGE*) (p. 2945) : son amendement n° 18 : nouvelle rédaction ; adopté après modification par les sous-amendements, qu'il accepte, n° 196, n° 197 et n° 199 du Gouvernement, et n° 174 bis de M. Jacques Thyraud - S'oppose aux sous-amendements du Gouvernement n° 194, n° 195 et n° 198 - Sur le même objet, s'oppose aux amendements n° 112 et n° 113 de M. Michel Doublet, n° 143, n° 144, n° 145 et n° 146 de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 108 de M. Jacques Bimbenet, n° 169, n° 73, n° 75 et n° 77 de M. Marcel Daunay, n° 72, n° 74, et n° 78 de M. Rémi Herment, n° 124, n° 125 et n° 126 de M. Claude Estier, n° 178 de M. Philippe de Bourgoing, n° 182 de M. François Leyzour et n° 76 de M. Louis Mercier - **Après l'art. 2** (p. 2949) : s'oppose à l'amendement n° 147 de Mme Danielle Bidard-Reydet (modification de la composition des comités de bassin et du conseil d'administration des agences financières de bassin) - Son amendement n° 212 : possibilité de création d'un établissement public de l'eau par les collectivités territoriales concernées par un ou plusieurs SAGE ; adopté.

Suite de la discussion - (17 octobre 1991) - Rapporteur - **Art. 3** (*police de l'eau : prescriptions générales*) (p. 2961) : son amendement n° 19 : dispositions relatives à la qualité des eaux ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 114 de M. Michel Doublet - (p. 2962) : sur son amendement n° 19, s'oppose au sous-amendement n° 200 du Gouvernement - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 79 de M. Rémi Herment (rappel des intérêts visés à l'article 1er) - S'oppose aux amendements n° 148 de Mme Danielle Bidard-Reydet (interdiction de toute publicité intéressée susceptible de mettre en doute la qualité de l'eau distribuée par les établissements publics) et n° 80 de M. Paul Alduy (restriction de la possibilité de limitation provisoire des usages de l'eau) - **Art. 4** (*prescriptions spéciales*) (p. 2964) : son amendement n° 20 : compétences de l'administration en matière d'usages de l'eau et de répartition de la ressource ; extension aux zones humides ; adopté après modification par les sous-amendements du Gouvernement n° 201 à n° 204, qu'il accepte, et par le sous-amendement n° 120 de M. Jean Arthuis, pour lequel il s'en remet à la sagesse du Sénat - **Art. 5** (*régime de déclaration ou d'autorisation des installations et ouvrages*) (p. 2966) : accepte l'amendement rédactionnel n° 187 du Gouvernement - Son amendement n° 21 : harmonisation avec les dispositions des textes en vigueur ; adopté après modification par les sous-amendements, qu'il accepte, n° 85 de M. Rémi Herment, n° 88 de M. François Blaizot, n° 89 de M. Marcel Daunay et n° 181 de M. Philippe de Bourgoing - (p. 2968) : s'oppose aux sous-amendements n° 205 et n° 206 du Gouvernement et n° 128 de M. Claude Estier - S'oppose aux amendements n° 149 de Mme Danielle Bidard-Reydet (définition par la loi de la liste des installations et ouvrages soumis à déclaration et à autorisation, ainsi que des critères assimilant le prélèvement d'eau à l'usage domestique), n° 3 de M. Philippe François (prise en compte de l'impact sur le milieu aquatique) et aux amendements de M. Rémi Herment, n° 82 et n° 84, introduisant la prise en compte de l'impact sur le milieu aquatique, n° 83 (publicité du prélèvement d'eau soumis à déclaration ou à autorisation) et n° 86 (contrôle par l'administration de la conformité des nouvelles installations aux prescriptions édictées par l'acte d'autorisation avant mise en service) - Demande le retrait des amendements n° 87 (avant autorisation, avis de la structure de gestion locale de l'eau) du même auteur et n° 180 de M. Philippe de Bourgoing (avant autorisation, avis de la structure de gestion locale de l'eau) - **Après l'art. 5** (p. 2970) : son amendement n° 22 : conditions d'application des dispositions du projet de loi aux rejets des installations classées pour la protection de l'environnement ; adopté après modification par le sous-amendement n° 207 du Gouvernement qu'il accepte - **Art. 6** (*moyens de mesures ou d'évaluation - contrôles techniques*) (p. 2971) : ses amendements, n° 23 : dispositions relatives à l'obligation de mise à disposition des résultats des mesures ou des évaluations ; rejeté ; et n° 24 de coordination ; adopté - **Art. 7** (*périmètres de protection - facturation de l'eau*) (p. 2972) : son amendement rédactionnel n° 25 ; adopté - (p. 2973) : s'oppose aux amendements n° 115 de M. Michel Doublet (suppression de la notion de protection naturelle et allongement du délai de création des périmètres), n° 5 de M. Philippe François (dispense de création d'un périmètre de protection dans le cas d'un captage d'eau potable bénéficiant d'une protection naturelle efficace démontrée) et aux amendements de M. Rémi Herment, n° 90 sur le même objet, et n° 91 (réduction du délai de création des périmètres de protection) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 150 de Mme Danielle Bidard-Reydet (indemnisation des agriculteurs exploitant des terres situées dans le périmètre de protection) - Sur les conditions de suppression de la tarification forfaitaire de l'eau, accepte les amendements n° 175 de M. Jacques Thyraud et n° 188 du Gouvernement - Sur ce dernier amendement, son sous-amendement n° 218 ; adopté - **Art. 8** (*débits affectés*) (p. 2974) : ses amendements, n° 26 : champ d'application ; et sur le même objet, n° 27 ; adopté - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 92 de M. Rémi Herment (prescriptions nécessaires pour assurer le passage du débit affecté : maintien de la vie aquatique) - (p. 2975) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Philippe François (indemnisation des servitudes) - **Art. 9** (*plans de surfaces submersibles*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 189 du Gouvernement - S'oppose à l'amendement n° 152 de Mme Danielle Bidard-Reydet (élaboration en concertation avec les comités de bassin et les collectivités territoriales) - Son amendement n° 28 : suppression de la faculté d'imposer, dans les plans de surfaces submersibles, des prescriptions visant à assurer le fonctionnement des écosystèmes qu'ils constituent ; retiré - (p. 2976) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 7 de M. Philippe François (règles d'indemnisation des préjudices découlant des servitudes d'utilité publique) - **Art. 10** (*intervention en cas d'incident ou d'accident*) (p. 2997) : s'oppose à l'amendement n° 153 de Mme Danielle Bidard-Reydet (communication par l'autorité administrative d'informations sur la qualité de l'eau distribuée) - (p. 2998) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 93 de M. Rémi Herment (suppression de la référence au degré de gravité du danger causé par l'incident ou l'accident ou de la pollution accidentelle), et pour les amendements de M. Claude Estier, sur le même objet, n° 129 et n° 130 - Ses amendements, n° 29 : référence à la sécurité civile ; et n° 30 : information du maire ou du préfet : assouplissement du dispositif ; adoptés - S'oppose à l'amendement de coordination n° 94 de M. Rémi Herment - (p. 2999) : accepte l'amendement n° 116 de M. Michel Doublet (accès des agents des services publics d'incendie et des secours aux propriétés privées : suppression de l'exclusion de l'accès au domicile) - **Art. 11** (*personnes habilitées à constater les infractions*) : ses amendements n° 31 : champ de compétence des agents mentionnés ; n° 32 : habilitation des agents assermentés des parcs naturels régionaux ; et n° 33 : suppression de l'habilitation des gardes champêtres ; adoptés - (p. 3000) : accepte l'amendement n° 131 de M. Claude Estier (agents départementaux habilités au contrôle des stations d'épuration), s'oppose à l'amendement n° 154 de Mme Danielle Bidard-Reydet (habilitation des agents assermentés des collectivités ayant des prises d'eau en fleuves ou en rivières) et aux amendements analogues n° 132 de M. Claude Estier et n° 95 de M. Rémi Herment (habilitation des gardes champêtres, gardes des parcs régionaux, des réserves naturelles et gardes-rivières) - **Après l'art. 11** (p. 3001) : son amendement n° 34 : habilitation des gardes-champêtres et des gardes-rivières ; adopté après modification par les sous-amendements n° 8 de M. Philippe François et n° 171 de M. Claude Estier, qu'il accepte - S'oppose au sous-amendement n° 172 du même auteur - Son amendement n° 35 : autorisation pour les communes d'avoir plusieurs gardes-champêtres en commun ; adopté après modification par le sous-amende-

ment n° 173 de M. Claude Estier, qu'il accepte - **Art. 12** (*droit d'accès aux installations - Transmission de procès-verbaux*) (p. 3002) ; accepte l'amendement rédactionnel n° 210 du Gouvernement - Son amendement n° 36 : suppression de la mention du respect des formalités d'accès à l'entrée des sites nucléaires ; adopté - Son amendement n° 37 : droit d'accès de nuit aux locaux ; adopté - (p. 3003) : sur le même objet, s'oppose à l'amendement n° 96 de M. Rémi Herment ; accepte les amendements n° 190 et n° 191 du Gouvernement, améliorant la rédaction - Son amendement n° 38 : organisation du contrôle juridictionnel ; adopté - Sur le même objet, s'oppose aux amendements n° 97 de M. Rémi Herment et n° 9 de M. Philippe François - **Après l'art. 12** (p. 3004) : son amendement n° 39 : valeur juridique des procès-verbaux ; adopté - **Art. 13** (*délit de pollution des eaux*) : ses amendements n° 40 : sanction des actes visés commis en méconnaissance des règlements en vigueur ; adopté ; et n° 41 : délits : exclusion des dommages à la faune piscicole visés à l'article L. 232-2 du code rural ; retiré au profit de l'amendement n° 208 du Gouvernement, sur le même objet, qu'il accepte - S'oppose à l'amendement n° 133 de M. Claude Estier (sanction des erreurs dans la gestion d'ouvrages) - **Art. 16** (*sanction de l'exploitation illégale d'une installation*) (p. 3006) : son amendement de coordination n° 42 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 99 de M. Rémi Herment (mesures d'urgence pouvant aller jusqu'à l'interdiction d'exploitation) - **Après l'art. 16** : son amendement n° 43 : possibilité pour le tribunal d'ordonner des mesures de publicité des jugements ; adopté après modification par le sous-amendement n° 12 de M. Philippe François, qu'il accepte - **Art. 17** (*sanctions administratives*) (p. 3008) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 13 de M. Philippe François - Ses amendements n° 44 et n° 45 visant à définir la personne chargée d'exécuter les mesures prescrites par injonction du préfet ; adoptés - **Après l'art. 18** (p. 3008) : son amendement n° 46 : droit de transaction de l'autorité administrative pour les infractions aux dispositions du présent projet de loi ; adopté - **Art. 19** (*travaux d'intérêt général ou d'urgence*) (p. 3009, 3010) : ses amendements, n° 47 : référence aux objectifs définis à l'article 1er ; n° 48 : cours d'eau non domaniaux : limitation de l'intervention des collectivités locales aux cas de carence des propriétaires riverains ; adoptés ; et n° 49 : zones humides : substitution du mot « protection » au mot « sauvegarde » ; retiré - S'oppose aux amendements, n° 193 de M. Marcel Daunay (nouvelle rédaction, modifiant l'article 175 du code rural), n° 101 de M. Rémi Herment (conditions de l'existence d'un schéma d'aménagement et de gestion des eaux, SAGE pour l'exercice des compétences des collectivités territoriales en matière de travaux d'aménagement des cours d'eau) et n° 134 de M. Claude Estier (communauté locale de l'eau) - Accepte les amendements, sur le même objet, n° 102 de M. Rémi Herment et n° 110 de M. Jacques Bimbenet (objectif des aménagements réalisés par les collectivités territoriales : protection des formations boisées riveraines) - S'oppose à l'amendement n° 103 de M. Rémi Herment (conditions de concession à des sociétés d'économie mixte spécifiquement constituées à cet effet) - **Art. 20** (*extension de l'utilisation de la taxe départementale des espaces naturels sensibles*) (p. 3011) : s'oppose aux amendements de suppression n° 14 de M. Philippe François et n° 104 de M. Marcel Daunay - Son amendement n° 50 : nouvelle rédaction excluant l'acquisition par voie d'expropriation des propriétaires riverains ; adopté - **Art. 21** (*transfert de compétences en matière d'aménagement, d'entretien et d'exploitation de certains cours d'eau ou plans d'eau*) (p. 3012) : demande le retrait de l'amendement n° 105 de M. Rémi Herment (référence aux objectifs définis à l'article 1er) - Accepte l'amendement n° 184 de M. François Blaizot (transfert de ressources correspondant) - **Après l'art. 22** (p. 3013) : s'oppose à l'amendement n° 155 de Mme Danielle Bidard-Reydet (remboursement de la TVA perçue sur la distribution et l'assainissement de l'eau potable ; gage sur l'impôt sur la fortune) - **Art. 23** (*assainissement ; modifications du code des communes*) : ses amendements rédactionnels n° 51, n° 52 et n° 53 ; adoptés ; n° 54 de forme ; retiré ; et n° 55 rédactionnel ; adopté - **Après l'art. 23** (p. 3015) : s'oppose à l'amendement n° 156 de Mme Danielle Bidard-Reydet (réinvestissement dans le domaine de l'eau des bénéfices réalisés dans la distribution et l'assainissement d'eau) - **Art. 24** (*assainissement : modifications du code de la santé publique*) (p. 3016) : son amendement n° 56 : perception de la redevance d'assainissement auprès des immeubles raccordables ; assainissement autonome des immeubles non raccordables ; retiré au profit de l'amendement, sur le même objet, n° 192 du Gouvernement, qu'il accepte - Sur le même objet, demande le retrait de l'amendement n° 135 de M. Claude Estier - S'oppose à l'amendement n° 157 de Mme Danielle Bidard-Reydet (assainissement autonome : vérification par une entreprise compétente) - Accepte l'amendement n° 106 de M. Rémi Herment (assainissement autonome : délai pour les installations à usage agricole) - (p. 3017) : son amendement rédactionnel n° 57 ; adopté - **Art. 25** (*assainissement : modifications du code de l'urbanisme*) : son amendement rédactionnel n° 58 ; adopté - **Avant l'art. 26** (p. 3021) : accepte l'amendement n° 67 de M. Serge Vinçon (reprise de la définition des eaux libres figurant dans les textes antérieurs à la loi pêche de 1984) et, sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour les sous-amendements n° 219 de M. Roland du Luart, n° 163 de M. Claude Estier et n° 211 de M. Pierre Lacour - (p. 3024) : sur le droit de pêche des propriétaires de plans d'eau de petite surface, s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 167 de M. Claude Estier - **Art. 26** (*droit pour les associations de se constituer partie civile*) : son amendement n° 59 : limitation aux associations agréées telles qu'elles ont été définies par la loi de 1976 sur la protection de la nature ; retiré - S'oppose à l'amendement n° 107 de M. Rémi Herment (limitation aux seules associations déclarées depuis cinq ans) - **Après l'art. 26** (p. 3025) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 137 de M. Claude Estier (schéma départemental d'exploitation des carrières et des gravières) - **Art. 28** (application de la loi dans les départements d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 3026) : son amendement n° 60 : suppression de la référence à la loi du 16 décembre 1964 ; retiré - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements analogues n° 138 de M. Albert Ramassamy et n° 186 de M. Louis Virapoullé (création d'agences de bassin dans les départements d'outre-mer) - **Art. 29** (*application de certaines dispositions à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 3027) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 139 de M. Albert Pen (dispositions non applicables à Saint-Pierre-et-Miquelon) - **Art. 30** (*abrogations*) : ses amendements n° 61 : maintien des articles de la loi du 16 décembre 1964 concernant le code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure ; adopté et n° 62 : code rural : abrogation d'articles relatifs au règlement de répartition des eaux et au régime d'autorisation des installations ; retiré - (p. 3028) : sur le même objet, demande le retrait des amendements n° 170 de M. Marcel Daunay et n° 15 de M. Philippe François - Accepte l'amendement n° 185 de M. François Blaizot (maintien en application des dispositions abrogées jusqu'à la parution des décrets d'application des dispositions qui s'y substituent) - **Après l'art. 30** (p. 3029) : son amendement n° 63 : modifications de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique ; adopté, après modification par les sous-amendements, qu'il accepte, n° 215 et n° 216 du Gouvernement - (p. 3029) : son amendement n° 64 : nomination du président du conseil d'administration des agences financières de bassin ; adopté - (p. 3030) : son amendement n° 65 : présentation d'un rapport sur l'application de la loi et les pollutions diffuses ; adopté - (p. 3031) : s'oppose aux amendements de M. Paul Souffrin, n° 158 et n° 159 relatifs aux conséquences en matière d'eaux d'exhaure de la fermeture des mines de fer de Lorraine ; n° 160 (orientations stratégiques du groupe Usinor-Sacilor) et n° 161 (obligations incombant à l'exploitant d'une concession minière en matière d'eaux d'exhaure) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3032) : au nom du groupe de l'UREI, vote de ce projet de loi.

Deuxième lecture [**n° 159 (90-91)**] - (13 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5330) : état de la discussion - **Art. 1er A** (*protection de la ressource en eau, patrimoine commun de la nation*) (p. 5333) : son amendement n° 1 : retour au texte adopté en première lecture par le Sénat ; adopté - **Avant l'art. 1er** (p. 5334) : s'oppose à

l'amendement n° 61 de Mme Danielle Bidard-Reydet (création d'une Agence nationale de l'eau) - **Art. 1er** : ses amendements n° 2 : suppression de la définition des zones humides ; et n° 3, rédactionnel ; adoptés - (p. 5335) : s'oppose à l'amendement n° 62 de Mme Danielle Bidard-Reydet (référence à la loi de 1919 sur l'énergie hydraulique) - **Art. 2 A** (*schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux*) : son amendement rédactionnel n° 4 ; adopté - (p. 5336) : s'oppose aux amendements sur le même objet n° 83 du Gouvernement et n° 63 de Mme Danielle Bidard-Reydet (articulation avec les schémas locaux) - Ses amendements n° 5 : compatibilité avec les programmes et décisions administratives antérieures ; et n° 6 : préfet coordonnateur de bassin, préfet de la région du siège du comité de bassin ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 84 du Gouvernement (élaboration des schémas directeurs : consultation des conseils régionaux et généraux) - **Art. 2 B** (*préfets de bassins*) : son amendement de suppression n° 7 ; adopté - **Art. 2** (p. 5338, 5339) : ses amendements n° 8, de coordination ; n° 9 : composition de la commission locale de l'eau ; et n° 10 : compatibilité du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, SAGE, avec le schéma directeur ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 65 de Mme Danielle Bidard-Reydet (fixation du périmètre : avis du comité de bassin et des collectivités territoriales concernées) - Sur les amendements de M. Alain Pluchet, accepte le n° 75 (définition des zones humides) et s'oppose au n° 71 (procédure de l'enquête publique) - **Après l'art. 2** : s'oppose à l'amendement n° 66 de Mme Danielle Bidard-Reydet (création et composition du comité de bassin) - **Art. 2 bis A** (*principe de libre circulation sur les cours d'eau et plans d'eau, ainsi que d'utilisation au bénéfice des activités nautiques de loisir, en l'absence de SAGE*) : son amendement de suppression n° 11 ; adopté - **Art. 2 bis** (*communauté locale de l'eau*) (p. 5340) : ses amendements de coordination, n° 12, n° 13, n° 14, n° 15 et n° 16 ; adoptés - **Art. 3** (p. 5341) : ses amendements n° 17 : détermination des prescriptions générales : décret en conseil d'Etat ; n° 18 rédactionnel ; n° 19 : règles de répartition des eaux : mention des droits et usages antérieurement établis ; et n° 20 : suppression de dispositions de caractère réglementaire ; adoptés - **Art. 4** : son amendement n° 21 : détermination des prescriptions spéciales : décret en Conseil d'Etat ; adopté - (p. 5342) : accepte l'amendement n° 93 de M. Pierre Lacour (suspension provisoire des usages de l'eau : respect des droits et obligations résultant des concessions de service public accordées par l'Etat) - Son amendement n° 22 : périmètres de protection ; retiré au profit de l'amendement sur le même objet, n° 58 du Gouvernement - **Art. 5** (p. 5343) : s'oppose à l'amendement n° 87 du Gouvernement (critères de l'établissement de la nomenclature des installations, ouvrages et autres visés par cet article) - Son amendement n° 23 : suppression de la disposition prévoyant que les installations soumises à déclaration peuvent se voir imposer par arrêté des prestations spécifiques ; adopté - (p. 5344) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 88 du Gouvernement (durée de l'autorisation) - Ses amendements, n° 24 et n° 25, rédactionnels, et n° 26 : exclusion du champ d'application de cet article des installations concédées relevant de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique ; adoptés - **Art. 6** (p. 5345) : son amendement n° 27 : retour au texte voté par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 7** : son amendement n° 28 : assouplissement des conditions du changement de tarification ; adopté après modification par les sous-amendements du Gouvernement, n° 89 et n° 91 qu'il accepte ; s'oppose au sous-amendement n° 90 du Gouvernement - **Après l'art. 7** (p. 5358) : accepte l'amendement n° 92 du Gouvernement (protection des eaux minérales) - **Art. 8** : ses amendements de forme, n° 29 et n° 30 ; adoptés - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 73 de M. Alain Pluchet (droit à indemnisation des servitudes d'utilité publique instituées par cet article) - **Art. 9** : son amendement n° 31 : application de cet article : décret en Conseil d'Etat ; adopté - (p. 5359) : accepte l'amendement n° 74 de M. Alain Pluchet (droit à indemnisation des servitudes d'utilité publique instituées par cet article) - **Art. 9 bis** (*introduction dans le code minier de dispositions relatives aux obligations des sociétés d'exploitation minière*) : son amendement de rectification n° 32 ; adopté - **Art. 10** (p. 5360) : ses amendements n° 33 de coordination et n° 34 rédactionnel ; adoptés - **Art. 11 ter (par priorité)** (*autorisation pour les communes d'avoir plusieurs gardes-champêtres en commun*) : son amendement n° 35 : rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale ; adopté - **Après l'art. 11** (p. 5361) : demande le retrait de l'amendement n° 79, sur le même objet, de M. Roland Grimaldi - **Art. 12** : son amendement n° 36 : rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat ; retiré - **Art. 13** (p. 5362) : ses amendements n° 37 et n° 38 relatifs à la qualification du délit de pollution ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 68 de Mme Danielle Bidard-Reydet (exclusion des vidanges de barrages du champ d'application de cet article) - **Art. 17** (*sanctions administratives*) : accepte l'amendement n° 57 de M. Alain Pluchet (répartition des responsabilités) - **Art. 18 ter** (*contentieux*) (p. 5363) : son amendement de suppression n° 39 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 59 du Gouvernement (référence aux dispositions de la loi du 19 juillet 1976) - **Art. 18 quater** (*procédure en cas d'infraction*) : son amendement de suppression n° 40 ; adopté - **Art. 20** (p. 5364) : son amendement n° 41 : rétablissement de la disposition votée en première lecture par le Sénat excluant l'acquisition par voie d'expropriation des propriétaires riverains ; adopté - **Art. 21** : ses amendements rédactionnels n° 42 et n° 43 ; adoptés - **Après l'art. 22** : s'oppose à l'amendement n° 69 de Mme Danielle Bidard-Reydet (reversement de TVA aux organismes de distribution et d'assainissement) - **Chapitre II** (*assainissement et distribution de l'eau*) (p. 5365) : son amendement n° 44 : Intitulé : « de l'assainissement » ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 25 ter - **Art. 23** : ses amendements n° 45, n° 46, n° 47 et n° 48 : amélioration de la rédaction ; adoptés - **Après l'art. 23** (p. 5366) : s'oppose à l'amendement n° 70 de Mme Danielle Bidard-Reydet (réinvestissement dans le domaine de l'eau des bénéfices réalisés dans la distribution et l'assainissement) - **Art. 24** : ses amendements de coordination n° 49 et n° 50 ; adoptés - **Art. 24 bis** (*obligation d'un dispositif de traitement des effluents pour les immeubles et installations non soumis au régime des installations classées*) : accepte l'amendement n° 76 de M. Alain Pluchet (cas des installations d'élevage) - **Art. 25** (p. 5367) : ses amendements n° 51 et n° 52, proposant une nouvelle rédaction ; adoptés - **Art. 25 bis** (*statut des régies*) : son amendement de suppression n° 53 ; adopté - **Art. 25 ter** (*dispositions particulières à certains contrats*) (p. 5368) : son amendement de suppression n° 54 ; adopté - **Chapitre II (suite)** : son amendement n° 44, précédemment réservé ; adopté - **Art. 25 quater** (*transfert au département des services d'assistance technique à l'exploitation des stations d'épuration*) : son amendement n° 55 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 26 A** (*modification de la loi « pêche »*) (p. 5370) : accepte l'amendement n° 80 de M. Claude Estier (critère de définition des eaux libres ; droits et obligations des propriétaires privés d'eaux closes) - **Avant l'art. 26** : accepte l'amendement n° 81 de M. Claude Estier (allongement du délai d'application de l'article L. 231-7 du code rural) - **Art. 32** (*nomination du président du conseil d'administration des agences financières de bassin*) (p. 5371) : son amendement n° 56 : rétablissement de cet article voté en première lecture par le Sénat et supprimé par l'Assemblée nationale ; adopté - **Sur l'ensemble** : souhaite un accord en CMP.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 216 (91-92)] - (21 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5736) : participation des usagers à la gestion de l'eau - Environnement - Schéma d'aménagement et de gestion des eaux, SAGE - Tarification - Contrôle juridictionnel - Droits des riverains - Directive communautaire sur les eaux urbaines résiduelles - Loi « Pêche » - Avis favorable.

POURCHET (Jean), sénateur du Doubs (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec MM. Louis Souvet et Georges Gruillot, portant validation législative de la liste d'admission à un examen pour la délivrance du diplôme d'Etat d'infirmier [n° **476 (90-91)**] (4 septembre 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Examens et concours.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse et portant modification du code rural et du code pénal [n° 271 (90-91)]** - (18 juin 1991) - **Après l'art. 4** (p. 1795) : son amendement n° 9 : déclaration de l'épidémie ; retiré.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Agriculture et forêt - (28 novembre 1991) (p. 4476) : manifestation des agriculteurs du mois de septembre - (p. 4477) : avenir de l'agriculture - Retraites des agriculteurs - Département du Doubs - Inclusion des troupeaux laitiers dans les aides à l'extensification - Aides à l'installation des jeunes agriculteurs - Indemnisation du gel des terres - Désertification - Classement du Doubs en zone 5 B - Enseignement agricole privé - Maisons familiales rurales - Elevage porçin - Fromages - Sauvegarde des produits naturels d'appellation d'origine contrôlée, AOC.

POURNY (André), sénateur de Saône-et-Loire (Rattaché administrativement au groupe UREI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

PRADILLE (Claude), sénateur du Gard (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois.

– Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispostions restant en discussion du projet de loi modifiant le tableau n° 7 annexé au code électoral relatif à l'effectif des conseils régionaux et à la répartition des sièges entre les départements (10 décembre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Jean Besson, tendant à instituer au profit des communes une imposition sur les sites faisant l'objet d'aménagements spécifiques aux Trains à Grande Vitesse [n° **118 (91-92)**] (2 décembre 1991) - **Communes.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Justice - (27 novembre 1991) (p. 4396) : crédits pour 1992 - (p. 4397) : aide juridique - Statut de la magistrature - Moyens de l'institution judiciaire - Accès à la justice - Emplois - Greffiers - Programme pluriannuel d'équipements judiciaires - Informatique - Prévention - Protection judiciaire de la jeunesse - (p. 4398) : administration pénitentiaire - Départementalisation - Avis favorable du groupe socialiste sur ce projet de budget.

PROUVOYEUR (Claude), sénateur du Nord (apparenté au groupe RPR) - Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

– Membre titulaire de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique (28 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service (18 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant les dispositions de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relative aux cotisations sociales agricoles et créant un régime de préretraite agricole (18 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme hospitalière (7 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (24 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail (17 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi (17 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (17 décembre 1991).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi [n°**270 (90-91)**], adopté par l'Assemblée nationale, modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et relatif à l'Institution nationale des invalides [n° **300 (90-91)**] (24 avril 1991) - **Pensions civiles et militaires de retraite.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **369 (90-91)**], adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre et relatif à l'Institution nationale des

invalides [n° 382 (90-91)] (12 juin 1991) - **Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 17 au 21 février 1991 par une délégation chargée d'étudier le logement social en Allemagne [n° 393 (90-91)] (18 juin 1991) - **Logement.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à accorder aux anciens combattants ayant servi en Afrique du Nord le bénéfice d'une retraite anticipée [n° 52 (91-92)] (22 octobre 1991) - **Pensions civiles et militaires de retraite.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à accorder le bénéfice d'une retraite anticipée aux anciens combattants d'Afrique du Nord [n° 72 (91-92)] (6 novembre 1991) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° 91 (91-92)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Anciens combattants** - [n° 96 (91-92) tome 1] (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre et relatif à l'Institution nationale des invalides** [n° 270 (90-91)] - (29 avril 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 771) : Institution nationale des invalides - Historique - Equipements sportifs offerts aux handicapés - Infrastructure médicale - Organisation administrative et financière - Conseil d'administration - Admissions - Etablissement public - (p. 772) : études et recherche - Appareillage pour handicapés - Centre des pensionnaires - Centre médico-chirurgical - Institution nationale des invalides - Conseil d'administration - Personnel de l'établissement - Financement - Tarification - **Art. 1er** (*transformation de l'Institution nationale des invalides en établissement public*) (p. 781) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 11 de M. Robert Pagès - **Art. 2** (*organisation administrative de l'Institution nationale des invalides*) -*Art. L. 528 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre* (*désignation du ministre de tutelle*) (p. 782) : accepte l'amendement de coordination n° 16 du Gouvernement - *Art. L. 529* (*missions de l'Institution*) : son amendement n° 2 : accès du centre des pensionnaires aux grands invalides ; adopté - (p. 783) : ses amendements, n° 3 : accès au centre médico-chirurgical des personnes ne relevant pas du code des pensions militaires d'invalidité fixées par le conseil d'administration ; et n° 4 : conditions dans lesquelles s'effectueront les études et les recherches sur l'appareillage des handicapés ; adoptés - Sur son amendement n° 4, s'oppose au sous-amendement n° 17 du Gouvernement - *Art. L. 530* (*composition du conseil d'administration*) (p. 784) : son amendement n° 5 : nomination du président du conseil d'administration ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 12 de M. Robert Pagès (représentation des pensionnaires et du personnel au conseil d'administration) et, sur son amendement n° 5, au sous-amendement n° 19 du Gouvernement - *Art. L. 531* (*pouvoirs du conseil d'administration*) (p. 786) : ses amendements, n° 6 : organisation intérieure et politique générale de l'établissement ; n° 7 : nomination des chefs de service ; sur l'amendement n° 13 de M. Robert Pagès (référence à un pourcentage de la pension militaire d'invalidité), son sous-amendement n° 21 ; adoptés - Sur son amendement n° 6, à propos du sous-amendement n° 20 du Gouvernement, accepte le paragraphe A supprimant le mot « intérieure » et s'oppose au paragraphe B supprimant la notion de programmes d'investissement - *Art. L. 532* (*direction de l'Institution*) (p. 787) : son amendement n° 9 : nomination du directeur de l'établissement par décret en conseil des ministres ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 14 de M. Robert Pagès (autorité du secrétariat d'Etat des anciens combattants sur l'établissement) - *Art. L. 533* (*ressources de l'Institution*) : son amendement de conséquence n° 10 ; adopté - *Art. L. 536* (*statut des personnels titulaires*) : s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Robert Pagès (appartenance des personnels de l'établissement aux corps du ministère chargé des anciens combattants).

Deuxième lecture [n° 369 (90-91)] - (24 juin 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1992) : Institution nationale des invalides - Travaux de l'Assemblée nationale - Conseil d'administration - Autorité de tutelle - Etudes et recherche - Centre des pensionnaires - Anciens d'Afrique du Nord.

– **Projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service** [n° 387 (90-91)] - (9 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2770) : charges pour les collectivités locales - Indemnités journalières - Statut des sapeurs-pompiers professionnels.

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Jeunesse et sports - (24 novembre 1991) (p. 4189) : préparation des jeux olympiques - Développement du sport en France - (p. 4190) : encadrement des jeunes - Absence d'allègement fiscal en faveur des associations sportives - Diminution des crédits des équipements sportifs - Au nom du groupe du RPR, se déclare opposé à l'adoption des crédits de la jeunesse et des sports.

Budget annexe des prestations sociales agricoles - (28 novembre 1991) (p. 4429) : contribution de solidarité des sociétés - Protection sociale agricole - Contribution sociale généralisée, CSG - (p. 4430) : progression des prestations maladie et diminution des dépenses familiales - Assurance veuvage - Désengagement de l'Etat - Rejet des propositions parlementaires tendant à améliorer la protection sociale des exploitants agricoles - Création d'un fonds additionnel d'action sociale, FAAS - Création d'un fonds de prévention - Se déclare opposé à l'adoption du projet de BAPSA pour 1992.

Anciens combattants - (3 décembre 1991) - Rapporteur pour avis (p. 4700) : éléments chiffrés - Modernisation des services administratifs - Effectifs - Action sociale - Politique de la mémoire - (p. 4701) : code des pensions - Immutabilité des pensions - Carte de combattant - Rapport constant - Titre d'ancien combattant d'Afrique du Nord - Proposition de loi sénatoriale instaurant un système de préretraite de certaines catégories d'anciens combattants d'Afrique du Nord - Fonds de solidarité en faveur des anciens combattants d'Afrique du Nord chômeurs en fin de droits - (p. 4702) : émet un avis défavorable sur ce projet de budget à l'exception des articles 84 bis et 84 ter rattachés.

PUECH (Jean), sénateur de l'Aveyron (UREI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° 91 (91-92)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Aménagement du territoire** - [n° 94 (91-92) tome 10] (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République** [n° 269 (90-91)] - **Suite de la discussion** - (12 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1557, 1558) : déconcentration - Conseils généraux : problème posé par la gestion de fait ; réforme nécessaire du délit d'ingérence - Coopération intercommunale - Fonction publique territoriale - Fiscalité locale - Financement des politiques sociales mises en oeuvre par les collectivités territoriales - Décentralisation.

– **Projet de loi d'orientation pour la ville [n° 350 (90-91)]** - (19 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1824) : politique à court terme du Gouvernement - Confusion des responsabilités et des rôles respectifs de l'Etat et des collectivités locales - Sécurité - Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, DATAR - Aménagement équilibré du territoire - Nécessité de recréer le tissu social et économique - (p. 1825) : intégration - Nécessité d'aller à contre-courant des idées reçues - Déséquilibre entre l'Ile-de-France et la province - Aménagement du territoire - Nécessité d'une décentralisation énergique du secteur public ou parapublic - Nécessité d'une décentralisation effective du pouvoir - Tentative de recentralisation - Dilution des responsabilités - Revenu minimum d'insertion, RMI - Centre national de prévention de la délinquance - Action de rénovation urbaine - Développement social des quartiers - Contrat de formation individualisé, CFI - Rôle des collectivités locales - (p. 1826) : partage des compétences entre l'Etat et les collectivités locales - Chômage - Immigration - Texte coercitif pour les collectivités locales.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Aménagement du territoire - (4 décembre 1991) - Rapporteur pour avis (p. 4781) : création d'un ministère de la ville et de l'aménagement du territoire - Délocalisation de la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, DATAR - Comité interministériel pour l'aménagement du territoire, CIAT - Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural, FIDAR - Baisse des crédits routiers - (p. 4782) : prime d'aménagement du territoire - Aides aux transports parisiens - Diminution des crédits de l'agriculture, de l'artisanat, du commerce, de l'urbanisme et du logement - Désertification des campagnes - Manifestation des agriculteurs du 29 septembre dernier - Tarification téléphonique - Elaboration d'une loi d'orientation pour l'espace rural - (p. 4783) : au nom de la commission des affaires économiques, se déclare opposé à l'adoption des crédits concernant l'aménagement du territoire pour 1992 - **Examen des crédits - Après l'art. 89** (p. 4801) : son amendement n° II-67, soutenu par M. Henri de Raincourt (récapitulation chaque année à compter de la loi de finances pour 1993, en annexe au fascicule budgétaire du ministère de l'aménagement du territoire, des crédits de toute nature qui concourent à l'action de la France en matière d'aménagement du territoire et tendant à établir une sorte de bilan qualitatif de la politique menée).

Q

QUILES (Paul), *ministre des postes, des télécommunications et de l'espace* - Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

Est nommé *ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace* le 16 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 17 mai 1991).

En qualité de ministre des postes

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat.

Projet de loi modifiant le code des postes et des télécommunications et la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications [n° **224 (90-91)**] (28 février 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **P et T.**

INTERVENTIONS

- Projet de loi modifiant le code des postes et des télécommunications et la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications [n° **224 (90-91)**] - (5 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 365) : loi du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications : inconstitutionnalité de l'article L. 40 - Observations du Conseil constitutionnel - Nouveau projet de loi - Infractions - Autorité judiciaire - Respect des libertés individuelles - **Art. 1er** (*recherche et constatation des infractions à la réglementation des télécommunications*) (p. 369) : s'oppose à l'amendement n° 1 de la commission (accompagnement des agents habilités par un officier de police judiciaire) - Infractions - Code des douanes - (p. 370) : décision du Conseil constitutionnel - Lutte contre le « marché gris » - Contrôle des douanes - (p. 371) : sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 2 (renforcement du contrôle judiciaire par l'autorisation de visite) et accepte le n° 3 (délai de transmission du procès-verbal et de l'inventaire) - **Art. 2** (*recherche et constatation des infractions aux dispositions relatives à la cryptologie*) (p. 371) : sur les amendements de la commission, s'oppose aux n° 4 (accompagnement des agents habilités par un officier de police judiciaire) et n° 5 (renforcement du contrôle judiciaire par l'autorisation de visite) et accepte le n° 6 (délai de transmission du procès-verbal et de l'inventaire).

En qualité de ministre de l'équipement

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat.

Projet de loi portant dispositions diverses en matière de transport [n° **359 (90-91)**] (5 juin 1991) - **Transports.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Paul Masson : **Routes** (*Grand projet routier*) (*JO* Débats du 13 décembre 1991) (p. 5272).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1992 [n° **91 (91-92)**].

Deuxième partie :

Equipement, logement, transports et espace - V - Mer - (23 novembre 1991) (p. 4127) : urbanisme - Logement - Transports - Espace et construction aéronautique - Grand marché intérieur, CEE - Tourisme - Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ANAH - Logement social - (p. 4128) : nouvelle politique portuaire - Autonomie et compétitivité des ports.

Equipement, logement, transports et espace - I - Urbanisme, logement et services communs - (23 novembre 1991) (p. 4149) : logement - Augmentation des prêts locatifs aidés, PLA, et des prêts d'accession à la propriété, PAP - Logement social - Logement locatif - (p. 4150) : politique de l'architecture - Création des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, CAUE - Protection et mise en valeur du patrimoine urbain - Loi « littoral » - Poursuite de la politique des secteurs sauvegardés - (p. 4151) : enseignement de l'architecture - Environnement - Aménagement rural et gestion de l'eau - (p. 4173) : politique de la ville, priorité du Gouvernement - Agences d'urbanisme - Promotion de l'architecture - (p. 4174) : augmentation de la taxe départementale additionnelle - Fonctionnement des CAUE - Contrôle des règles d'urbanisme - Contentieux de l'urbanisme - **Examen des crédits - Etat B** : s'oppose à l'amendement n° II-3 de la commission (réduction des crédits du titre III) - **Etat C** (p. 4176) : s'oppose aux amendements de la commission n° II-4 (réduction des crédits du titre V) et n° II-5 (réduction des crédits du titre VI).

Equipement, logement, transports et espace - II - Transports intérieurs ; 1 -Transports terrestres (et voies navigables) ; 2 - Routes ; 3 - Sécurité routière - (6 décembre 1991) (p. 4928) : amendements de la commission des finances - (p. 4929) : crédits pour 1992 - Autorisations de programme - Europe - Infrastructures - Epargne pour l'aménagement du territoire - Missions de service public - Gestion de la SNCF - TGV - Transports combinés - Transports routiers - (p. 4930) : transports collectifs - Région d'Ile-de-France - Province - Routes - Autoroutes - Information des automobilistes - (p. 4954) : développement des infrastructures - Concertation - Financement - TGV Rhin-Rhône - (p. 4955) : TGV Languedoc-Roussillon - Ligne Pau-Canfranc - Dessertes locales - SNCF - Investissements - Gares - Porteurs de bagages - Transports collectifs en Ile-de-France - (p. 4956) : ligne C du RER - Système automatique d'aide à la conduite - Sécurité - Routes - Contrat de plan Etat-régions - Autoroutes - Investissements - Ile-de-France - (p. 4957) : réseau routier - Département du Tarn - Contournement de Metz - Département de l'Aisne - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4960) : s'oppose à l'amendement n° II-9 (augmentation de la réduction des crédits figurant au titre III) de la commission des finances (routes et sécurité routière) - (p. 4961) : s'oppose à l'amendement n° II-6 (réduction des crédits figurant au titre IV) de la commission des finances (routes et sécurité routière) - **Etat C** : s'oppose aux amendements de la commission des finances n° II-11, n° II-7 et n° II-10 (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiements figurant au titre V) - S'oppose aux amendements de la commission des finances n° II-12 et n° II-8 (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement figurant au titre VI).

Equipement, logement, transports et espace - II - Transports : 4, Transports aériens et espace ; III - Météorologie - Budget annexe de l'aviation civile - (6 décembre 1991) (p. 4961) : météorologie - Institution du budget annexe de l'aviation civile, BAAC - (p. 4962) : centres de contrôle - Aéroports - Evolution des métiers - Trafic aérien européen - Pertes des compagnies aériennes - Aéronautique - Crédits de recherche - Météorologie - Coopération européenne - Imagerie satellitaire - (p. 4963) : programmes spatiaux - Ariane - Europe - Versements à l'Agence spatiale européenne - Coopération avec les Etats-Unis et l'URSS - (p. 4971) : trafic aérien - Fiscalité - Taxe de sûreté - Créations d'emplois - Air France - (p. 4972) : compagnies aériennes - Contrôle technique - Pannes - Construction aéronautique - SNECMA - Europe - Aviation légère - Guerre du Golfe persique - (p. 4973) : concurrence internationale - Air France - Personnels d'UTA - Transport aérien international - Avenir de la politique spatiale - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4974) : aéroports en Ile-de-France.

QUILLIOT (Roger), sénateur du Puy-de-Dôme (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 19 avril 1991 (p. 558) - Ministère : Premier ministre - *Suppression d'emplois dans le secteur industriel* - **Industrie.**

R

RAINCOURT (Henri de), sénateur de l'Yonne (UREI) - Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération.

- Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'ensemble des services relevant de l'autorité du ministre de l'intérieur qui contribuent, à un titre quelconque, à assurer le maintien de l'ordre public et la sécurité des personnes et des biens jusqu'au 29 mai 1991.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant les dispositions de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relative aux cotisations sociales agricoles et créant un régime de préretraite agricole (18 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code des postes et des télécommunications et la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications (26 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la protection des consommateurs (12 décembre 1991).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économique, sur le projet de loi **[n° 182 (91-92)]** adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, modifiant et complétant les dispositions du code rural et de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relatives aux cotisations sociales agricoles et créant un régime de pré-retraite agricole **[n° 206 (91-92)]** (18 décembre 1991) - **Mutualité sociale agricole.**

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Après l'art. 9** (p. 3944) : soutient l'amendement n° I-186 de M. Marcel Lucotte (baisse du taux d'imposition de cession des parts sociales dans les sociétés dont le capital n'est pas divisé en actions).

Deuxième partie :

Budget annexe des prestations sociales agricoles - (28 novembre 1991) (p. 4426) : dégradation de la situation agricole - Réforme de la politique agricole commune, PAC - Contribution sociale généralisée, CSG - Augmentation des cotisations sociales agricoles - Désengagement de l'Etat - Harmonisation des prestations et cotisations sociales avec les autres catégories socio-professionnelles - Taxe sur les betteraves - (p. 4427) : préretraite agricole - Se déclare opposé à l'adoption du projet de BAPSA pour 1992.

Aménagement du territoire - (4 décembre 1991) - Rapporteur pour avis - En remplacement de M. Jean Puech - **Examen des crédits - Après l'art. 89** (p. 4801) : son amendement n° II-67 : récapitulation chaque année à compter de la loi de finances pour 1993, en annexe au fascicule budgétaire du ministère de l'aménagement du territoire, des crédits de toute nature qui concourent à l'action de la France en matière d'aménagement du territoire et tendant à établir une sorte de bilan qualitatif de la politique menée ; retiré.

- Projet de loi modifiant et complétant les dispositions du code rural et de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relatives aux cotisations sociales agricoles et créant un régime de préretraite agricole [n° 182 (91-92)] - (18 décembre 1991) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 5558, 5559) : remise tardive du rapport du Gouvernement prévu par la loi du 23 janvier 1990 modifiant les cotisations sociales agricoles - Accélération de la réforme transférant l'assiette des cotisations sur les revenus professionnels - Absence de prise en compte des déficits d'exploitation - Préretraite - Solidarité des régimes sociaux - Avis favorable à ce projet loi, sous réserve de l'adoption des amendements de la commission pour avis - **Demande de vote unique** (p. 5568) : en raison de la demande du Gouvernement d'un vote unique sur l'article 1er ainsi que sur les articles additionnels avant ou après l'article 1er, retire l'ensemble des amendements de la commission des affaires économiques - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5573, 5574) : importance des hausses de cotisations prévisibles pour 1992.

- Projet de loi modifiant et complétant les dispositions du code rural et de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relatives aux cotisations sociales agricoles - *Nouvelle lecture* [n° 228 (91-92)] - (21 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5744) : procédure du vote bloqué - Débat parlementaire - Réforme de l'assiette des cotisations sociales agricoles - Inquiétude des agriculteurs - (p. 5745) : votera la question préalable.

RAMASSAMY (Albert), sénateur de la Réunion (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Vice-président de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement des services relevant de l'autorité judiciaire jusqu'au 4 juin 1991.

Est nommé membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

INTERVENTIONS

- Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° 362 (90-91)] - (24 juin 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2045) : outre-mer - Egalité sociale - Départementalisation - Allocations familiales - Abstention du groupe socialiste sur ce texte.

- Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux [n° 346 (90-91)] - Suite de la discussion - (17 octobre 1991) - **Art. 28** (*application de la loi dans les départements d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 3026) : son amendement n° 138, soutenu par M. Roland Grimaldi : création d'agences de bassin dans les départements d'outre-mer ; retiré.

- Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (27 novembre 1991) (p. 4373) : situation à la Réunion - Octroi de mer - Retraites - Développement économique - Migrations - Formation professionnelle - Intégration - Décentralisation - Mesures sociales - (p. 4374) : développement économique - Décentralisation.

Anciens combattants - (3 décembre 1991) (p. 4710) : anciens combattants des départements d'outre-mer - Ile de la Réunion - « Anciens de Diégo-Suarez ».

Articles non rattachés :

(8 décembre 1991) - **Art. 83 septies** (*prorogation pour cinq ans du dispositif d'incitation fiscale à l'investissement dans les départements d'outre-mer*) (p. 5089) : intervient à propos de l'amendement n° II-125 de la commission (cas des investissements réalisés avant 1996) - **Art. 83 decies** (*extension de la défiscalisation au secteur de la maintenance au profit d'activités industrielles*) (p. 5096) : se déclare favorable à l'amendement n° II-168 du Gouvernement (extension de la défiscalisation au matériel de production audiovisuelle).

RAUSCH (Jean-Marie), *Ministre du commerce extérieur* - Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

Est nommé *ministre délégué aux postes et télécommunications* le 16 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 17 mai 1991).

En qualité de ministre chargé des postes

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Economie, finances et budget - V - Postes et télécommunications - (26 novembre 1991) (p. 4287) : réforme des postes et des télécommunications - Service public - Concurrence - Europe des postes et télécommunications - Contrat de plan entre l'Etat et France Télécom - (p. 4288) : tarifs publics - Aménagement du territoire - Contrat de plan entre l'Etat et La Poste - Courrier - Services financiers de La Poste - (p. 4289) : transport de la presse - Réforme des classifications - Aménagement du territoire - Transfert du domaine de l'espace au ministère de l'équipement - (p. 4290) : effectifs - Elements financiers - (p. 4303) : Commission supérieure du service public de La Poste et des télécommunications - Contribution de La Poste et de France Télécom au financement du ministère - Politique d'investissement de France Télécom - (p. 4304) : flux financiers entre La Poste et l'Etat - Services financiers de La Poste - (p. 4305) ; affaire des chéquiers refusés - Courrier - Transport de la presse - Aménagement du territoire - (p. 4306) : télétravail - Effectifs - Téléphone mobile, GSM - Câble - (p. 4307) : lignes spécialisées pour les services d'incendie et de secours - Services d'acheminement maritime de la poste - Minitel rose - Norme D2 MAC - (p. 4308) : téléport.

RAYMOND (Alex), Rapporteur du Conseil économique et social.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)]** - (11 juin 1991) - Rapporteur du Conseil économique et social - **Discussion générale** (p. 1511, 1513) : son intervention, présentée par M. Jean-Claude Bury, premier vice-président de la section des économies régionales et de l'aménagement du territoire du Conseil économique et social.

REGNAULT (René), sénateur des Côtes-d'Armor (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

– Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire de la commission supérieure du Crédit maritime mutuel.

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'ensemble des services relevant de l'autorité du ministre de l'intérieur qui contribuent, à un titre quelconque, à assurer le maintien de l'ordre public et la sécurité des personnes et des biens jusqu'au 29 mai 1991.

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 83-557 du 1er juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (28 mai 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1992 (8 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1991 (17 décembre 1991).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Equipement, logement, transports et espace** - V - Mer - Marine marchande - [n° **92 (91-92) tome 3 annexe 29**] (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° 242 (90-91)] - Suite de la discussion** - (3 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 270) : inégalités entre les communes - Dotation globale de fonctionnement, DGF - Dotation de garantie minimale - Données chiffrées - Taxe professionnelle - (p. 271) : bénéficiaires de la répartition - Potentiel fiscal - Dotation de solidarité urbaine - Comité des finances locales - Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle - Données chiffrées - Fermetures d'entreprises - Taxe professionnelle - Réforme de la progression minimale - Avis favorable du groupe socialiste sur ce projet - **Art. 1er C** (*demande de simulation sur la modification de la définition du potentiel fiscal*) (p. 283) : soutient l'amendement n° 110 de M. Jacques Bellanger (nouvelle rédaction de cet article) - **Avant l'art. 3 bis** (p. 290) : se déclare défavorable à l'amendement n° 74 de la commission (définition de l'indice des charges de caractère social des communes).

Suite de la discussion - (4 avril 1991) - **Après l'art. 13** (p. 350) : son amendement n° 121, soutenu par M. Jacques Bellanger : pondération de la réduction de la taxe professionnelle ; retiré.

– **Projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins et à l'organisation interprofessionnelle de la conchyliculture** - *Deuxième lecture* **[n° 178 (90-91)]** - (16 avril 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 467) ; vote de ce projet de loi par le groupe socialiste.

– **Projet de loi portant diverses dispositions en matière de pêches maritimes et de cultures marines** - *Deuxième lecture* **[n° 177 (90-91)]** - (16 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 469, 470) : plan « pêche » - Suspension des aides communautaires liée au non-respect des engagements du programme d'orientation pluriannuel - Réduction de la ressource halieutique - Plan social - Vote par le groupe socialiste de ce projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale - **Explication de vote sur l'ensemble** (p, 476) : vote du groupe socialiste contre ce projet de loi dénaturé par le Sénat.

– **Conclusions du rapport de M. Louis de Catuelan,** fait au nom de la commission des affaires économiques, **sur sa pro-**

position de loi (n° 441, 90-91), déposée avec plusieurs de ses collègues, **portant création d'un conservatoire national du patrimoine maritime [n° 280 (90-91)]** - (16 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 489) : façade maritime de la France - Usine marémotrice de la Rance - (p. 490) : approuve la proposition de création d'un Conservatoire national du patrimoine maritime - **Motion de renvoi à la commission** (p. 491) : sa motion n° 1, tendant au renvoi à la commission ; adopté.

- Projet de loi modifiant la loi n° 83-557 du 1er juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance [n° 316 (90-91)] - (28 mai 1991) - **Discussion générale** (p. 1087) : nécessité de l'épargne populaire - Avenir des caisses d'épargne et de prévoyance, CEP, face à l'Europe de 1993 - Sauvegarde de la spécificité des CEP - Rôle fondamental des CEP pour la politique d'aménagement du territoire - Démocratisation du contrôle - Collégialité de l'exécution et de la gestion - Obligation de soumettre au Parlement un rapport annuel - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1123) : renforcement des CEP et de leur réseau - Amélioration du fonctionnement et de la gestion - (p. 1124) : contrôle par la démocratisation - Abstention du groupe socialiste lors du vote sur l'ensemble de ce projet.

- Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - (11 juin 1991) - **Question préalable** (p. 1532) : intervient contre la motion n° 2 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Décentralisation - Déconcentration - Démocratie locale - Elus locaux - (p. 1533) : consultation directe des électeurs à l'échelon local - Représentation proportionnelle dans les bureaux des conseils - Décentralisation - Emiettement des communes - Coopération intercommunale ; création des communautés de villes et de communes - (p. 1534) : fiscalité locale - Taxe professionnelle - Coopération décentralisée : coopération internationale des collectivités territoriales - Demande un statut de l'élu.

Suite de la discussion - (12 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1570) : déconcentration - Préfets - Décentralisation - Coopération interrégionale - Coopération intercommunale - Fiscalité locale - Taxe professionnelle - Fonds de compensation pour la TVA - Dotation globale de fonctionnement - Monopole de la distribution du gaz - Sapeurs-pompiers - Vote de ce projet de loi par le groupe socialiste - **Art. 1er** (*formulation d'objectifs*) (p. 1577) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 74 de la commission - **Après l'art. 1er** (p. 1578, 1579) : se déclare opposé à l'amendement n° 12 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (commission chargée d'élaborer le bilan de la décentralisation) - **Art. 2** (*répartition des missions entre l'administration centrale et les services extérieurs*) (p. 1580) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 75 de la commission - Fonction publique - **Art. 3** (*circonscriptions territoriales d'organisation des services extérieurs*) (p. 1581) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 77 de la commission - **Après l'art. 3** (p. 1582, 1583) : se déclare opposé à l'amendement n° 78 de la commission (autorité du Premier ministre sur les préfets) - **Art. 4** (*rôle des préfets de région et rattachement au Premier ministre*) (p. 1584) : soutient l'amendement n° 340 de M. Claude Estier (missions du préfet de région) - (p. 1586) : se déclare favorable à l'amendement n° 79 ter de la commission, après rectification - **Art. 5** (*décret en Conseil d'Etat portant charte de la déconcentration*) (p. 1586) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 80 de la commission - **Après l'art. 6 bis** (p. 1593) : se déclare opposé à l'amendement n° 283 de M. Josselin de Rohan (retraite des maires) - **Art. 7** (*droit des habitants à être informés et consultés sur les affaires communales*) (p. 1597) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 7 de la commission - **Art. 8** (*débat sur les orientations budgétaires au sein du conseil municipal*) (p. 1598) : se déclare opposé à l'amendement n° 88 de la commission (seuil de population des communes pour l'application de cet article) - (p. 1599) : soutient l'amendement n° 342 de M. Claude Estier (délai ouvert pour la tenue du débat) - **Art. 9** (*accès aux documents budgétaires*) (p. 1603) : sur l'amendement n° 90 de la commission (nouvelle rédaction), se déclare opposé au sous-amendement rédactionnel n° 328 de M. Jacques Moutet.

Suite de la discussion - (13 juin 1991) - **Avant l'art. 16** (p. 1622) : vote du groupe socialiste contre l'amendement n° 15 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (réponse obligatoire des collectivités territoriales sur les questions exprimées notamment par pétitions et référendums) - **Art. 16** (*consultation des électeurs de la commune*) (p. 1633) : sur l'amendement n° 112 de la commission (organisation de la consultation des électeurs des communes), votera les sous-amendements n° 482 et n° 483 de M. Paul Loridant tendant à substituer le mot « habitants » au mot « électeurs » - **Art. 17** (*comités consultatifs communaux*) (p. 1640) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 114 de la commission - **Après l'art. 36 (par priorité)** (p. 1644) : se déclare opposé à l'amendement n° 284 de M. Charles Pasqua (contribution des collectivités territoriales au financement des dépenses d'investissement des établissements d'enseignement privé sous contrat) - **Art. 19** (*compétences consultatives des comités économiques et sociaux régionaux, organisés en sections*) (p. 1652) : se déclare opposé à l'amendement n° 116 de la commission (projet de budget de la région) - (p. 1653) : se déclare opposé à l'amendement n° 118 de la commission (suppression des sections) - **Art. 21** (*dispositions relatives aux conseillers municipaux*) (p. 1655) : se déclare opposé aux amendements analogues n° 121 de la commission et n° 273 de M. Daniel Hoeffel (utilisation des locaux communaux par les associations syndicales ou partis politiques) - (p. 1656) : se déclare opposé à l'amendement n° 122 de la commission (suppression des dispositions relatives à la mise à disposition d'un local aux conseillers municipaux minoritaires) - **Art. 24** (*convocation du conseil municipal*) (p. 1658) : soutient l'amendement n° 353 de M. Claude Estier (convocation par voie télématique) - **Art. 26 bis** (*représentation proportionnelle au sein des commissions municipales*) (p. 1662, 1664) : soutient l'amendement n° 354 de M. Claude Estier (représentation proportionnelle au sein de la commission d'appel d'offres et du bureau d'adjudication) - Se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 129 de la commission - **Après l'art. 26 bis** : soutient l'amendement n° 355 de M. Claude Estier (décret en Conseil d'Etat pour l'application des dispositions de l'article 26 bis relatives à la composition des commissions d'appel d'offres et des bureaux d'adjudication).

Suite de la discussion - (14 juin 1991) - **Art. 27** (*commission permanente, nouvelle dénomination des bureaux des conseils généraux et des conseils régionaux*) (p. 1680) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 130 de la commission - **Avant l'art. 29** (p. 1681, 1682) : soutient l'amendement n° 356 de M. Claude Estier (augmentation du nombre de vice-présidents du conseil régional) - **Art. 29** (*application aux régions de dispositions relatives aux départements*) (p. 1683) : soutient l'amendement de coordination n° 357 de M. Claude Estier - **Art. 30** (*élections aux conseils d'administration des centres communaux d'action sociale, CCAS*) (p. 1684) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 133 de la commission - **Après l'art. 31** (p. 1687) : se déclare opposé à l'amendement n° 137 de la commission (délai de transmission des actes des collectivités locales) - **Après l'art. 33** (p. 1689) : se déclare opposé à l'amendement n° 140 de la commission (assistance des conseillers régionaux, départementaux ou municipaux aux adjudications et aux choix des offres) - **Après l'art. 33** : soutient l'amendement n° 358 de M. Claude Estier (raccourcissement des délais accordés au comptable de la commune pour déposer son compte de gestion et au maire pour présenter le compte administratif à l'assemblée) - **Après l'art. 35** (p. 1692) : soutient l'amendement n° 359 de M. Claude Estier (définition de la population municipale prise en compte pour l'application des dispositions relatives au fonctionnement des conseils municipaux) - **Après l'art. 36** (p. 1699) : se déclare opposé à l'amendement n° 148 de la commission (compétences régionales en matière d'enseignement supérieur).

- Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 394 (90-91)] - (26 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2150) : harmonisation de la TVA - Déficit budgétaire - Maîtrise de l'inflation - Priorités du Gouvernement : enseignement, formation, recherche, solidarité - Révision à la baisse du taux de croissance - Réduction de la part réservée à la construction de nouveaux loge-

ments sociaux - Relance de l'accession à la propriété sociale - Application de la TVA à la taxe locale sur l'électricité - (p. 2151) : conditions d'attribution des crédits du fonds de compensation pour la TVA, FCTVA, aux collectivités locales - Aménagement du territoire - Taxe d'habitation assise sur le revenu - (p. 2152) : impôts de solidarité sur la fortune, ISF - Contribution sociale généralisée, CSG - Réforme du système du bonus-malus en matière d'assurance - Soutien du groupe socialiste à ce texte.

– Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la discussion - (2 juillet 1991) - **Art. 37** (*entente interrégionale*) (p. 2371) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 360 (limitation du nombre de régions pouvant se regrouper dans une entente interrégionale) et n° 361 (régions monodépartementales d'outre-mer) - (p. 2372) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 163 de la commission - **Après l'art. 45** (p. 2376) : soutient l'amendement n° 362 de M. Claude Estier (participation de représentants d'autres collectivités territoriales au sein des conseils d'administration des ententes interdépartementales) - **Art. 46** (*modification des limites territoriales et regroupement des régions*) (p. 2377) : se déclare opposé à l'amendement de suppression pour coordination n° 172 de la commission - **Art. 46 bis** (*fonds de correction des déséquilibres interrégionaux*) (p. 2378) : se déclare opposé à l'amendement de suppression pour coordination n° 248 de la commission - **Art. 48** (*principes de la coopération intercommunale*) (p. 2380) : se déclare opposé à l'amendement n° 173 de la commission (libre volonté des communes) - **Art. 49** (*commission départementale de la coopération intercommunale*) (p. 2388, 2389) : se déclare opposé aux amendements de suppression, n° 32 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et n° 424 de M. Bernard Seillier - *Art. L. 160-1 du code des communes* (*composition de la commission*) (p. 2391) : sur l'amendement n° 174 de la commission (bureau de la commission), soutient le sous-amendement n° 363 de M. Claude Estier - *Art. L. 160-2* (*missions de la commission*) (p. 2394, 2395) : soutient l'amendement n° 364 de M. Claude Estier (saisine pour avis) - **Art. 50** (*schéma départemental de la coopération intercommunale*) (p. 2397) : soutient l'amendement n° 365 de M. Claude Estier (conditions de préparation du schéma) - (p. 2401, 2403) : se déclare opposé aux amendements de suppression n° 33 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et n° 428 de M. Bernard Seillier,ainsi qu'à l'amendement de conséquence n° 184 de la commission.

Suite de la discussion - (3 juillet 1991) - **Art. 53 A** (*création des communautés de communes proposées par le schéma départemental*) (p. 2419) : soutient l'amendement n° 366 de M. Claude Estier (cas de refus de participation d'une commune) - **Art. 53** (*communautés de communes*) (p. 2425) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 192 de la commission - Association des maires de France - Fiscalité locale - Taxe professionnelle - **Art. 54** (*communautés de villes*) (p. 2433) : soutient les amendements n° 370 de M. François Autain (élection au suffrage universel du conseil de la communauté de villes) et n° 371 de M. Claude Estier (missions de la communauté de villes : suppression de la mention des actions de développement culturel) - **Art. 56 nonies** (*services publics locaux de distribution de gaz*) (p. 2449, 2450) : aménagement du territoire - Décision du Conseil d'Etat relative aux régies de distribution de gaz créées depuis les lois de nationalisation de 1946 - Se déclare opposé aux amendements de suppression n° 39 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, n° 243 de M. Marcel Lucotte et n° 373 de M. Claude Estier - **Art. 57** (*régime fiscal des communautés de villes*) (p. 2459) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 40 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - (p. 2461) : se déclare opposé à l'amendement n° 250 de la commission pour avis (dispositions applicables à la taxe professionnelle perçue par les communautés urbaines sur les districts à fiscalité propre) - (p. 2466) : soutient l'amendement n° 374 de M. Claude Estier (répartition de la part de taxe professionnelle redistribuée entre les collectivités) - **Après l'art. 63** (p. 2467 à 2469) : soutient l'amendement n° 376 de M. Germain Authié (dispositif de prélèvement, au profit du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle, sur les recettes de taxe professionnelle des structures de coopération intercommunale) - Sur le même objet, se déclare opposé à l'amendement n° 294 de M. Philippe Adnot - **Art. 63** (*dotation globale de fonctionnement, DGF, des communautés de villes et des communautés de communes*) (p. 2477) : sur les amendements de la commission pour avis, proposant une nouvelle rédaction, abstention du groupe socialiste pour le n° 265 et vote contre les n° 263, n° 264, n° 266, n° 267 et n° 268 - **Art. 65** (*convention passée par les collectivités territoriales ou leurs groupements avec des collectivités territoriales étrangères*) (p. 2481) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 47 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2485) : suppression par le Sénat de dispositions relatives à la déconcentration et à la démocratisation de la vie locale - Rejet des ententes interrégionales - (p. 2486) : divergence sur la coopération intercommunale - Vote du groupe socialiste contre ce projet de loi dénaturé par le Sénat.

– Projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service [n° 387 (90-91)] - (9 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2769) : sécurité civile - Formation des volontaires - Charges de gestion - **Après l'art. 1er** (p. 2775) : se déclare opposé à l'amendement n° 14 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (garantie d'emploi des sapeurs-pompiers volontaires) - **Art. 14** (*charges financières des prestations d'invalidité et des avantages et indemnités dus aux ayants cause*) (p. 2780) : se déclare opposé à l'amendement n° 20 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (alignement des prestations attribuées aux sapeurs pompiers volontaires sur celles qui résultent du régime accordé pour les accidents du travail) - Agents et fonctionnaires territoriaux.

– Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture [n° 30 (91-92)] - (10 octobre 1991) (p. 2833) : politique agricole commune - Situation de l'agriculture - Désertification des campagnes - Aménagement du territoire - Diversification de l'agriculture - Retraites - Solidarité nationale - (p. 2834) : complémentarité entre les villes et les campagnes - Recherche et formation - Augmentation de la population active agricole.

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Discussion générale :

(19 novembre 1991) (p. 3863) : économie française - (p. 3864) : chômage - Contexte international - Entreprises - Plan PME-PMI - Formation professionnelle - Solidarité - Collectivités locales - Logement social - Aménagement du territoire - Décentralisation - Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF - Fiscalité - (p. 3865) : aménagement du territoire - Politique agricole commune, PAC - Allègement de la taxe professionnelle - Taxes sur le foncier - TVA - Politique gouvernementale - Avis favorable du groupe socialiste sur ce projet de loi de finances.

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Après l'art. 16** (p. 3972) : avec le groupe socialiste, vote contre l'amendement n° I-209 de M. René Trégouët (possibilité d'un amortissement exceptionnel sur douze mois pour certains matériels nécessaires à la recherche) - **Après l'art. 18 bis** (p. 3983) : soutient l'amendement n° I-207 de M. Robert Castaing (rétablissement par option de l'assujettissement à la TVA pour les agriculteurs).

– S'associe à l'hommage rendu à Gérard d'Aboville pour l'exploit qu'il vient de réaliser (22 novembre 1991) (p. 4012).

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (22 novembre 1991) - **Art. 30** (*relèvement de la taxe sur les bureaux en Ile-de-France*) (p. 4013) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° I-86 de la commission - **Art. 32** (*aménagement de la dotation de compensation de la taxe professionnelle*) (p. 4017) : collectivités locales - (p. 4022) : se déclare opposé aux amendements identiques de suppression n° I-88 de la commission,

n° I-47 de M. Jacques Moutet, n° I-139 de M. Robert Vizet et n° I-192 de M. Marcel Lucotte.

Deuxième partie :

Equipement, logement, transports et espace - V - Mer - (23 novembre 1991) - Rapporteur spécial (marine marchande) - (p. 4132) : exploit de Gérard d'Aboville - Flotte de pêche - Flotte de commerce - (p. 4133) : transformation des écoles maritimes et aquacoles, EMA, en établissements publics locaux d'enseignement, EPLE - Sécurité maritime - Société nationale de sauvetage en mer, SNSM - Centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage, CROSS - (p. 4134) : formation et qualification des touristes et des amateurs utilisateurs d'engins nautiques - Protection sociale des marins - Etablissement national des invalides de la marine, ENIM - Protection et aménagement du littoral - Techniques aquacoles et culture marine - Au nom de la commission des finances, s'en remet à la sagesse du Sénat sur ce projet de budget.

Equipement, logement, transports et espace - I - Urbanisme, logement et services communs - (23 novembre 1991) (p. 4163) : formation des architectes - Logement social - Nombreux prêts d'accession à la propriété, PAP - Primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale, PALULOS - Augmentation des prêts locatifs intermédiaires, PLI - Ouverture du droit à l'aide personnalisée au logement, APL - Rôle de la politique du logement dans l'aménagement du territoire - Droit au logement - Fonds de solidarité pour le logement, FSL - (p. 4164) : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ANAH - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet de budget.

Services généraux et fonction publique - (1er décembre 1991) (p. 4599, 4600) : crédits pour 1992 - Effectifs de la fonction publique - Formation professionnelle - Déconcentration - Fonctionnaires des préfectures - (p. 4601) : monde rural - Avis favorable du groupe socialiste sur ce projet de budget.

Conseil économique et social - (1er décembre 1991) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4612) : missions du Conseil - Crédits pour 1992.

Intérieur - (2 décembre 1991) (p. 4636) : concours financier aux collectivités locales - Dotation globale de fonctionnement, DGF - Dotation globale d'équipement, DGE - Solidarité - (p. 4637) : péréquation de la DGF - Dotation de compensation de la taxe professionnelle - Solidarité rurale - Fonds de compensation pour la TVA - Modernisation de l'administration - Décentralisation - (p. 4638) : besoins en recrutement - Modernisation - Formation - Préfectures - Sécurité intérieure - Police administrative - Police municipale - Protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires - Produit fiscal - Avis favorable du groupe socialiste sur ce projet de budget.

Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur - (3 décembre 1991) (p. 4754) : système éducatif - Eléments chiffrés - Formation en alternance et enseignement technologique - Partenariat - « Projet d'école ou d'établissement » - (p. 4755) : inégalités territoriales - Langues vivantes et enseignements complémentaires - Disciplines scientifiques - Instituts universitaires de formation des maîtres, IUFM - Votera ce projet de budget.

Coopération et développement - (5 décembre 1991) (p. 4895) : Afrique - Aide au développement - Aide humanitaire - (p. 4896) : dialogue Nord-Sud - Sommet de La Baule - Coopération militaire - Aide au développement et démocratie - Coopération décentralisée - Le groupe socialiste votera ce projet de budget.

Economie, finances et budget - IV - Artisanat et commerce - (7 décembre 1991) (p. 4992, 4993) : petites et moyennes entreprises, PME - Chambres de métiers - Département des Côtes d'Armor - Monde rural - Formation et apprentissage - Retraites - Transmission d'entreprises - Fiscalité - Organisation autonome nationale de l'industrie et du commerce, ORGANIC - Institut de gestion agréé habilité, INGAH - Avis favorable du groupe socialiste sur ce projet de budget.

Articles non rattachés :

(8 décembre 1991) - **Art. 75** (*aménagement du régime de groupe*) (p. 5066) : groupes coopératifs - Fiscalité - **Après l'art. 75** (p. 5070) ; son amendement n° II-57 : sociétés coopératives ; devenu sans objet - **Avant l'art. 87** (p. 5106) : ses amendements n° II-48 et n° II-49 : fonction publique territoriale ; irrecevables (articles 40 de la Constitution et 42 de l'ordonnance du 2 janvier 1959) - **Après l'art. 87 bis** (p. 5107) : son amendement n° II-50 : répartition des moyens entre les collectivités locales ; irrecevable (article 42 de l'ordonnance du 2 janvier 1959).

- Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 162 (91-92)] - (16 décembre 1991) - **Après l'art. 20 sexies** (p. 5430) : décentralisation - Fonctionnaires territoriaux - Se déclare opposé à l'amendement n° 61 de M. Albert Vecten (précision relative au principe de la libre administration des collectivités territoriales en ce qui concerne la fixation des régimes indemnitaires des fonctionnaires territoriaux).

- Projet de loi modifiant et complétant les dispositions du code rural et de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relatives aux cotisations sociales agricoles et créant un régime de préretraite agricole [n° 182 (91-92)] - (18 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5562, 5563) : réforme de l'assiette des cotisations sociales agricoles - Assurance vieillesse - Démantèlement des taxes parafiscales sur les céréales et les oléagineux - Objectif de parité entre les cotisations des agriculteurs et celles des autres régimes sociaux - Amélioration de la répartition des cotisations entre les agriculteurs - Situation des petites entreprises affiliées à la mutualité sociale agricole, MSA - Agriculteurs en difficulté - Préretraite - Vote de ce projet de loi par le groupe socialiste - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5574) : vote du groupe socialiste contre le texte issu des délibérations du Sénat.

RENAR (Ivan), sénateur du Nord (C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

- Membre suppléant de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les articles 27, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication (16 décembre 1991).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 15 novembre 1991) (p. 3722) - Ministère : Travail - *Mesures contre le chômage* - **Chômage.**

Questions orales avec débat :

n° **93** (*JO* Débats du 26 avril 1990) (p. 553) - Ministère : Culture - *Développement et renforcement du service public audiovisuel* - (Caduque : mai 1991) - **Audiovisuel.**

n° **24** (*JO* Débats du 12 juin 1991) (p. 1542) - Ministère : Industrie - *Suppressions d'emplois dans l'industrie textile dans la région Nord-Pas-de-Calais* - (*JO* Débats du 19 juin 1991) (p. 1740) - **Industrie textile.**

INTERVENTIONS

- Rappel au règlement - (9 avril 1991) (p. 382) : s'élève contre l'exclusion des sénateurs communistes de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques et annonce le dépôt d'une proposition de loi pour remédier à cette situation.

– Projet de loi autorisant la ratification d'un traité entre la République française et les Länder de Bade-Wurtemberg, de l'Etat libre de Bavière, de Berlin, de la ville libre hanséatique de Brême, de la ville libre et hanséatique de Hambourg, de Hesse, de Basse-Saxe, de Rhénanie, du Nord-Westphalie, de Rhénanie-Palatinat, de Sarre, du Schleswig-Holstein sur la chaîne culturelle européenne [n° 225 (90-91)] - (14 mai 1991) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 226) (p. 919) : chaînc culturelle européenne - « Maison commune dc l'audiovisuel » - Coopération - Secteur public audiovisucl - Productions télévisées américaines et japonaises - Financement - Télespectateurs - Programmes - Quotas d'ocuvrcs curopéennes - Mode de diffusion - « Télévision à plusieurs vitesscs » - (p. 920) : indépendance de la chaîne culturellc européenne - Production audiovisuelle française - Abstcntion du groupe communiste sur ces projets de loi.

– Projet de loi complétant l'article 26 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication [n° 226 (90-91)] - (14 mai 1991) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 225) - Voir intervention sous le projet n° 225 (p. 919, 920) - **Art. unique** (*extension à la chaîne culturelle européenne du régime d'attribution des fréquences prévues à l'article 26 de la loi du 30 septembre 1986 pour les sociétés nationales de programme*)(p. 925) : sur l'amendement rédactionnel n° 1 de la commission, se déclare opposé au sous-amendement n° 2 du Gouvernemcnt.

– Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - (11 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1540) : histoire des communes - (p. 1541) : déconcentration - Préfets de régions - Coopération entre collectivités territoriales : ententes interrégionalcs ; avenir des régions - Coopération intercommunale ; obstaclcs dc la situation économique de certaines communcs - Nouveaux mécanismes de regroupement autoritaire : communautés de villes et de communes - Fiscalité locale - (p. 1542) : suppression du monopole de distribution du gaz attribué à Gaz de France - Démocratie locale : rôle fondamcntal dcs élus municipaux - Vote du groupe communiste contre ce projet de loi.

Suite de la discussion - (14 juin 1991) - **Art. 30** (*élections aux conseils d'administration des centres communaux d'action sociale. CCAS*) (p. 1684) : se déclare opposé à l'amendement dc suppression n° 133 de la commission - **Art. 31** (*transmission des conventions de marché au représentant de l'Etat*) (p. 1686) : contrôle de légalité - **Art. 36** (*création d'un institut des collectivités territoriales et des services publics locaux*) (p. 1693) : soutient l'amendement de supprcssion n° 18 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Après l'art. 36** (p. 1698, 1699) : se déclare opposé à l'amendement n° 148 de la commission (compétences régionales en matière d'enseignement supérieur) - **Après l'art. 36** (p. 1705) : se déclare opposé à l'amendement n° 150 de la commission (répartition des compétences entre l'Etat et la région) - (p. 1706) : se déclare opposé à l'amendement n° 152 de la commission (compensation du transfert de compétences).

– Questions orales avec débat jointes : situation de l'industrie textile - (18 juin 1991) (p. 1740, 1741) : licenciements - Industrie textile - Région Nord-Pas-de-Calais - Groupe Vitos établissements Vitoux, VEV - Environnement international - Déficit de la balance commerciale - Emploi - Salaires - Politique sociale - Modernisation - Charges des cntrcprises.

– Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la discussion - (2 juillet 1991) - **Art. 48** (*principes de la coopération intercommunale*) (p. 2379) : soutient l'amendement n° 30 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (nouvelle rédaction).

– Projet de loi relatif à l'Agence du médicament et à la régulation des dépenses de médicaments prises en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie [n° 9 (91-92)] - Suite de la discussion - (29 octobre 1991) - **Art. 3** (*fixation conventionnelle du montant des dépenses de promotion et de publicité*) (p. 3329) : soutient l'amendement n° 117 de M. Paul Souffrin (dépenses en matière de recherche pharmaceutique) - **Art. 4** (*coordination et modification des dispositions relatives à l'inspection de la pharmacie et aux taxes et redevances sur les spécialités pharmaceutiques*) (p. 3335) : soutient l'amendement n° 118 de M. Paul Souffrin (cas où les inspecteurs relèvent un fait susceptible d'impliquer des poursuites pénales).

– Projet de loi modifiant les articles 27, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication [n° 2 (91-92)] - (14 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3757, 3758) : réduction des quotas de diffusion d'oeuvres françaises - Dégradation de la qualité de la télévision, devenue produit de consommation commerciale - Enfants et télévision - Etranglement du secteur public, après la privatisation de TF1 - Directive communautaire « télévision sans frontière » - Déréglementation de l'audiovisuel - Déficit des programmes nationaux - Société française de production et de création audiovisuelle, SFP - (p. 3759) : demande l'interdiction de toute coupure publicitaire lors de la diffusion d'oeuvres cinématographiques et audiovisuelles - Définition de l'oeuvre audiovisuelle d'expression originale française - Coopération culturelle internationale - Vote du groupe communiste contre ce projet de loi - **Art. 1er** (*modifications relatives aux dispositions communes applicables aux secteurs public et privé de la communication audiovisuelle*) (p. 3765) : ses amendements n° 1 : seuil minimum ; rejeté, et n° 2 : application des obligations relatives à la diffusion d'oeuvres d'expression originale française ou européenne aux chaînes diffusant par voie hertzienne, terrestre ou par satellite ; retiré - **Après l'art. 3** (p. 3766, 3767) : son amendement n° 3 : interdiction de toute coupure publicitaire au sein d'oeuvres de création ; rejeté.

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Recherche et technologie - (29 novembre 1991) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4513) : délocalisation de la recherche : région Nord-Pas-de-Calais.

Culture - (2 décembre 1991) (p. 4679) : crédits pour 1992 - Grands travaux - Statut social des artistes - Intermittents du spectacle - Affaiblissement culturel - Télévision - Centres dramatiques de province - Enseignements artistiques - Exemple de Lille - (p. 4680) : domaine de la musique - Musées - Fonctionnaires territoriaux - Région Nord-Pas-de-Calais - Devenir de la culture.

Culture et communication - Communication - (4 décembre 1991) (p. 4820) : plan de restructuration des chaînes publiques de télévision - Qualité sacrifiée à la loi de l'audimat - Chute de la production - S'indigne que la parole ait pu être donnée sur Antenne 2 à des représentants d'extrême-droite - Dégradation du paysage audiovisuel - Création de la Cinq - Privatisation de TF1 - (p. 4821) : budget annuel d'Antenne 2 et de FR3 deux fois moins élevé que celui de TF1 et Canal Plus - Non remboursement des exonérations de la redevance - Répartition équitable de la publicité entre toutes les chaînes privées et publiques - Importante suppression d'effectifs - Vocation régionale de FR3 menacée - Insuffisance des productions - Radiodiffusion, radios libres - Modulation de fréquence - Rôle culturel de Radio France - France Musique - Crise de la presse écrite - Hausse des coûts de fabrication - Diminution des recettes publicitaires - Chute des ventes - (p. 4822) : journaux d'information et journaux d'opinion - Liberté et pluralisme de la presse - Tarifs postaux préférentiels pour les journaux - Presse, outil essentiel de la démocratie.

RENON (Gérard), *secrétaire d'Etat à la défense* - Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

REVOL (Henri), sénateur de la Côte-d'Or (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

- Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement du second cycle de l'enseignement public du second degré jusqu'au 31 mai 1991.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière de pêches maritimes et de cultures marines (22 mai 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses en matière de transports (4 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs (11 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la protection des consommateurs (12 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux (18 décembre 1991).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° **431 (90-91)**] adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs [n° **58 (91-92)**] (24 octobre 1991) - **Environnement.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° **110 (91-92)**] modifié par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs [n° **127 (91-92)**] (4 décembre 1991) - **Environnement.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs [n° **169 (91-92)**] (12 décembre 1991) - **Environnement.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la discussion** - (2 juillet 1991) - **Art. 37** (*entente interrégionale*) (p. 2371) : soutient l'amendement n° 73 de M. Richard Pouille (suppression de la limitation du nombre de régions susceptibles de se regrouper dans une entente interrégionale).

- **Projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs [n° 431 (90-91)]** - (6 novembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3520) : importance du parc électronucléaire - Indépendance énergétique - Déchets radioactifs et déchets industriels - Catastrophe de Tchernobyl - Déchets à durée de vie courte, à durée de vie longue et de haute activité - Programmes de recherche sur l'élimination des déchets radioactifs - Réduction du volume et de la radioactivité des déchets par retraitement - Rôle de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, ANDRA - Consultation des populations et des élus intéressés - (p. 3521) : participation de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques à l'élaboration de ce projet - Conditions de création des laboratoires souterrains - Recherches relatives au stockage souterrain des déchets radioactifs - Modification du statut de l'ANDRA - Au nom de la commission des affaires économiques, se déclare favorable à l'adoption de ce projet sous réserve de l'adoption de ses amendements - **Art. 1er A** (*droits des générations futures*) (p. 3544) : s'oppose à l'amendement n° 38 de M. Paul Girod (interdiction de tout stockage souterrain de déchets radioactifs à haute activité et à vie longue) - **Après l'art. 1er A** (p. 3545) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Jean Pépin (poursuite de recherches importantes concernant la gestion des déchets radioactifs à haute activité, à l'exclusion des recherches relatives au stockage souterrain) - (p. 3546) : accepte l'amendement n° 33 de M. Alain Pluchet (interdiction de tout stockage en France de déchets radioactifs importés même si leur retraitement a été effectué sur le territoire national au-delà des délais techniques imposés par le retraitement) - **Art. 1er B** (*stockage irréversible de déchets*) : son amendement de suppression n° 12 ; adopté - **Art. 1er** (*programmes de recherche et rapports d'évaluation*) : son amendement n° 13 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - (p. 3549) : sur son amendement n° 13, accepte les sous-amendements, n° 44 du Gouvernement et n° 30 de M. Jean-Paul Emin - S'oppose aux sous-amendements, n° 29 de M. Jean-Paul Emin, n° 8 et n° 9 de M. Jean Pépin - **Après l'art. 1er** (p. 3552) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. François Lesein (création d'une commission locale d'information sur chaque site susceptible d'être retenu pour l'implantation d'un laboratoire souterrain) - S'oppose à l'amendement n° 6 de M. Jean Pépin (création et rôle d'un comité national d'éthique) - (p. 3553) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Jean Pépin (création et composition d'un comité scientifique indépendant) - **Après l'art. 2** : son amendement n° 14 : concertation avec les élus et les populations des sites intéressés avant tout engagement de travaux de recherche préliminaires à un projet d'installation d'un laboratoire souterrain ; adopté - **Art. 3** (*indemnisation des travaux de recherche préalables à l'installation des laboratoires*) (p. 3554) : s'oppose à l'amendement n° 28 de M. Jean-Paul Emin (avis conforme des conseils généraux des départements ayant contribué au développement de la production d'énergie nucléaire, nécessaire pour l'implantation d'un site de recherche préalable) et sur cet amendement, au sous-amendement n° 43 de M. Paul Girod - **Après l'art. 3** (p. 3556) : accepte l'amendement n° 36 de M. Jean Pépin (conception de tout stockage souterrain de déchets radioactifs selon un principe technologique privilégiant la réversibilité) - **Art. 4** (*autorisation d'installation et d'exploitation d'un laboratoire souterrain*) : s'oppose à l'amendement n° 10 de M. Jean Pépin (obligation pour le ministre de l'agriculture de donner son avis sur tout projet affectant une zone d'appellation d'origine contrôlée) - Son amendement n° 15 : étude d'impact et avis des élus préalables à l'enquête publique lors de l'installation et l'exploitation d'un laboratoire souterrain ; adopté - **Art. 7** (*utilisation de sources radioactives*) : son amendement rédactionnel n° 16 ; adopté - **Art. 8** (*groupement d'intérêt public*) : son amendement n° 17 : possibilité pour les communes dont une partie du territoire est située à moins de dix kilomètres du puits principal d'accès au laboratoire, d'adhérer de plein droit à un groupement d'intérêt public ; adopté - (p. 3558) : s'oppose à l'amendement n° 32 de M. François Lesein (possibilité pour les communes dont une partie du territoire est située à moins de trente kilomètres du puits principal d'accès au laboratoire, sur territoire français, d'adhérer de plein droit à un groupement d'intérêt public) - **Art. 8 bis** (*autonomie de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs*) : ses amendements n° 18 : transformation de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs en établissement public industriel et commercial ; et n° 19 : participation du Commissariat à l'énergie atomique en coopération avec l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, à la définition et aux programmes de

recherches et de développement concernant la gestion à long terme des déchets radioactifs ; adoptés - (p. 3559) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 34 de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Art. 8 ter** (*comité local d'information et de suivi*) : ses amendements, n° 20, n° 21 et n° 22 relatifs à la composition et au rôle du comité local d'information et de suivi ; adoptés - (p. 3560) : s'oppose à l'amendement n° 35 de Mme Danielle Bidard-Reydet (présence obligatoire de représentants des organisations professionnelles au sein du comité local d'information et de suivi) - Ses amendements, rédactionnel n° 24 et de coordination n° 23 ; adoptés - Accepte les amendements n° 3 de M. François Lesein (consultation du comité local d'information et de suivi sur toutes les questions relatives au fonctionnement du laboratoire et à ses incidences sur l'environnement) et n° 45 du Gouvernement (consultation du comité local d'information et de suivi sur toute question relative au fonctionnement du laboratoire ayant des incidences sur l'environnement et possibilité de faire procéder à des auditions ou des contre-expertises) - **Art. 8 quater** (*loi concernant la politique de l'énergie nucléaire*) (p. 3561) : son amendement de suppression n° 25 ; adopté.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Défense - (26 novembre 1991) (p. 4323) : diminution de l'effort de défense - Contexte international - Crédits d'équipement - Crédits de fonctionnement - Nucléaire - (p. 4324) : Commissariat à l'énergie atomique, CEA - Plan Armées 2000 - Forces armées stationnées en Allemagne - Fonds de restructuration de la défense - Défense européenne commune - Le groupe de l'UREI ne pourra pas approuver ce projet de budget.

– **Projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs** - *Deuxième lecture* **[n° 110 (91-92)]** - (11 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5227) : modifications adoptées par l'Assemblée nationale - Recherche - Laboratoires souterrains - Notion de réversibilité du stockage souterrain - Collectivités territoriales - **Art. 1er A bis A** (*stockage souterrain en couches géologiques profondes de produits dangereux : régime de l'autorisation*) (p. 5230) : ses amendements n° 1 : nature administrative de l'autorisation ; n° 7 : durée de l'autorisation ; et n° 2, de forme ; adoptés - (p. 5232) : son amendement n° 3 : organisation du droit à dérogation par une loi ultérieure ; adopté - **Art. 1er** : son amendement n° 4 : composition et mode de désignation des membres de la Commission nationale d'évaluation ; adopté.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire **[n° 169 (91-92)]** - (18 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5530, 5531) : demande l'adoption des conclusions de la CMP.

RIGAUDIERE (Roger), sénateur du Cantal (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

– Est nommé membre de la commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées (*JO* Lois et décrets du 21 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes** - *Nouvelle lecture* **[n° 242 (90-91)]** - (17 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 508) : départements ruraux - Communes non attributaires de la dotation de solidarité urbaine - Rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture.

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la discussion** - (12 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1559, 1560) : coopération intercommunale - Coopération interrégionale - Décentralisation - Nouvelles compétences nécessaires aux régions.

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture [n° 30 (91-92)]** - (10 octobre 1991) (p. 2830, 2831) : incidents intervenus à Aurillac - Manifestations - Cotisations sociales - Taxe sur le foncier non bâti - Aides aux agriculteurs - Prime à la vache allaitante.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Agriculture et forêt - (28 novembre 1991) (p. 4476) : avenir de l'indemnité spéciale montagne, ISM - Baisse du revenu brut agricole - Dégrèvement sur le foncier non bâti - Prêts bonifiés du Crédit agricole - Département de la Lozère - Prime à la vache allaitante - Quotas laitiers - Enseignement agricole privé - Maisons familiales rurales - Se déclare opposé à l'adoption du projet de budget de l'agriculture pour 1992.

ROBERT (Guy), sénateur de la Vienne (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

– Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'Etablissement national des invalides de la marine.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre.

Membre titulaire de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

– Vice-président de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'ensemble des services relevant de l'autorité du ministre de l'intérieur qui contribuent, à un titre quelconque, à assurer le maintien de l'ordre et la sécurité des personnes et des biens jusqu'au 29 mai 1991.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme hospitalière (7 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service (18 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique (28 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'agence du médicament et à la maîtrise négociée des dépenses de médicaments remboursables (10 décembre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec MM. Edouard Le Jeune, Rémi Herment et Pierre Vallon, tendant à assouplir les cri-

tères d'accès à la retraite au bénéfice des anciens combattants ayant servi en Afrique du Nord entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962 [n° **229 (90-91)**] (4 mars 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

Proposition de loi visant à accorder aux orphelins de guerre et aux pupilles de la Nation, sans condition d'âge, la qualité de ressortissant de l'Office national des anciens combattants et des victimes de guerre [n° **231 (90-91)**] (4 mars 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

Proposition de loi organique, déposée avec MM. Edouard Le Jeune et Rémi Herment, visant à assurer la représentation du monde combattant au sein du Conseil économique et social [n° **266 (90-91)**] (9 avril 1991) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **387 (90-91)**] relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service [n° **486 (90-91)**] (24 septembre 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Accidents du travail.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° **379 (90-91)**] de M. Marcel Rudloff tendant à abroger l'article 9 de la loi n° 90-1260 du 31 décembre 1990 afin de rétablir les droits acquis des travailleurs non salariés non agricoles en matière d'assurance maladie [n° **69) (91-92)**] (5 novembre 1991) - **Assurance maladie-maternité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **100 (91-92)**] modifié par l'Assemblée nationale, relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service [n° **130 (91-92)**] (4 décembre 1991) - **Accidents du travail.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service [n° **218 (91-92)**] (19 décembre 1991) - **Accidents du travail.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 19 avril 1991) (p. 566) - Ministère : Equipement - *Déviation de la R.N. 11* - **Routes.**

INTERVENTIONS

- Projet de loi modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre et relatif à l'Institution nationale des invalides [n° 270 (90-91)] - (29 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 774) - Institution nationale des invalides - Crédits - Pensions d'invalidité - Orthoprothésistes - Anciens combattants d'Afrique du Nord - (p. 775) : conseil d'administration.

- Projet de loi relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse et portant modification du code rural et du code pénal [n° 271 (90-91)] - (18 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1789) : vaccination - Directives communautaires - Réseau d'épidémiosurveillance - Indemnisation - Epidémie - Avis favorable du groupe de l'Union centriste sur ce projet de loi - **Avant l'art. 1er** (p. 1791) : sur l'amendement rédactionnel n° 1 de la commission, son sous-amendement n° 13 ; devenu sans objet - **Art. 1er** (*déclaration des maladies contagieuses ; rôle du maire*) (p. 1793) : ses amendements n° 14 : conditions de déclaration ; rejeté ; et n° 16 : information de l'organisme à vocation sanitaire ; retiré - **Art. 2** (*interdiction de vacciner contre la fièvre aphteuse*) : son amendement n° 17 : stock de vaccins et d'antigènes des pouvoirs publics ; retiré - **Art. 4** (*limitation de la circulation des personnes et des véhicules*) (p. 1795) : son amendement de précision n° 18 ; retiré - **Art. 5** (*plan d'intervention*) (p. 1796) : son amendement n° 19 : mise en place du plan d'urgence ; retiré - **Art. 6** (*peines applicables aux responsables de la naissance ou de l'extension d'une épizootie*) (p. 1797) : son amendement n° 10 : inobservation volontaire des règlements ; rejeté - **Après l'art. 9** (p. 1798) : son amendement n° 20 : indemnisation des éleveurs ; retiré.

- Projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service [n° 387 (90-91)] - (9 octobre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2762) : place et origine des sapeurs-pompiers volontaires - Protection sociale - (p. 2763) : calcul des indemnités journalières - Invalidité - **Art. 1er** (*droits fondamentaux du sapeur-pompier volontaire en cas d'accident ou de maladie liés au service*) (p. 2774) : son amendement n° 1 : gratuité des soins ; adopté - **Après l'art. 1er** : s'oppose aux amendements n° 13 (régime d'indemnisation des sapeurs-pompiers volontaires) et n° 14 (garantie d'emploi des sapeurs-pompiers volontaires) de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 2** (*paiement des soins par le service départemental d'incendie et de secours*) (p. 2775) : son amendement n° 2 : principe de libre choix des auxiliaires médicaux par les sapeurs pompiers volontaires ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 15 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (gratuité des soins pour les sapeurs pompiers volontaires) - **Art. 3** (*prise en charge des frais d'hospitalisation dans les établissements privés conventionnés*) (p. 2776) : son amendement de précision n° 3 ; adopté - **Art. 6** (*service débiteur des soins médicaux, de l'indemnité journalière et des frais funéraires*) : son amendement rédactionnel n° 4 ; adopté - Son amendement n° 5 : reprise de la définition de l'accident ouvrant droit à la gratuité des soins ; rejeté - **Art. 7** (*remboursement par l'assurance maladie*) (p. 2777) : s'oppose à l'amendement n° 16 de Mme Fraysse-Cazalis (modalités de remboursement des indemnités journalières) - Son amendement rédactionnel n° 6 ; adopté - **Après l'art. 7** (p. 2778) : accepte l'amendement n° 17 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (participation de l'Etat au financement d'indemnisation des prestations en nature et à celui des indemnités journalières) - **Art. 8** (*allocation d'invalidité*) (p. 2778) : s'oppose à l'amendement n° 18 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (harmonisation de l'indemnisation de l'invalidité) - **Art. 10** (*procédures d'attribution de l'allocation et de la rente d'invalidité*) : ses amendements n° 7 : point de départ du nouvel examen du taux d'invalidité indemnisable et attribution du titre définitif ; et n° 8 : suppression du dernier alinéa de l'article 10 excluant toute révision en cas d'attribution définitive ; adoptés - **Art. 12** (*capital-décès*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 19 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (possibilité pour les ayants cause d'un sapeur pompier volontaire de bénéficier de l'indemnité) - **Art. 14** (*charges financières des prestations d'invalidité et des avantages et indemnités dus aux ayants cause*) : s'oppose à l'amendement n° 20 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (alignement des prestations attribuées aux sapeurs pompiers volontaires sur celles qui résultent du régime accordé pour les accidents du travail) - **Art. 16** (*coordinations - Intitulé de la section 6 du chapitre 1er du titre VIII du livre III du code de la sécurité sociale - Art. L. 381-25 du code de la sécurité sociale*) (p. 2780) : son amendement rédactionnel n° 9 ; adopté - **Art. 17** (*dispositions particulières pour les sapeurs pompiers volontaires ayant la qualité de fonctionnaire*) : s'oppose à l'amendement n° 21 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (délai du choix du régime d'indemnisation) - **Art. 18** (*interdiction pour les collectivités locales d'accorder des avantages supplémentaires pour l'indemnisation des risques couverts par le présent texte*) (p. 2781) : son amendement de précision n° 10 ; adopté - **Art. 19** (*abrogation pour coordination de plusieurs articles du code des communes*) : son amendement rédactionnel n° 11 ; adopté.

- Conclusions du rapport de M. Guy Robert, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi (n° 379 rectifié, 90-91) de M. Marcel Rudloff tendant à abroger l'article 9 de la loi n° 90-1260 du 31 décembre 1990 afin de rétablir les droits acquis des travailleurs non salariés non agricoles en matière d'assurance maladie [n° 69 (91-92)] - (18 novembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3794) : cotisations sociales des travailleurs non salariés

non agricoles au régime d'assurance maladie - Illégalité des décrets de 1985 et validation législative ultérieure - (p. 3795) : coût de la proposition de loi - La commission demande au Sénat d'adopter la présente proposition de loi.

– **Conclusions du rapport de M. Jean-Pierre Fourcade**, fait au nom de la commission des affaires sociales **sur la proposition de loi** (n° 72, 91-92) **de M. Claude Prouvoyeur** et de plusieurs de ses collègues, **tendant à accorder le bénéfice d'une retraite anticipée aux anciens combattants d'Afrique du Nord** [n° **80 (91-92)**] - (18 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3799) : soutient cette proposition de loi - Retraite anticipée de certaines catégories d'anciens combattants d'Afrique du Nord - Chômage - Générations du feu précédentes.

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Deuxième partie :

Budget annexe des prestations sociales agricoles - (28 novembre 1991) (p. 4427) : projet de loi relatif aux cotisations sociales agricoles - Contribution sociale de solidarité des sociétés - Financement de la protection sociale des agriculteurs - Mesures insuffisantes du plan d'urgence - Au nom du groupe de l'Union centriste, se déclare opposé à l'adoption du projet de BAPSA pour 1992.

Agriculture et forêt - (28 novembre 1991) (p. 4465) : baisse du revenu brut agricole - Diminution du nombre d'exploitations agricoles - (p. 4466) : département de la Vienne - Crise de la viande ovine - Importations de Nouvelle-Zélande et d'Australie - Importations d'Irlande et de Grande-Bretagne - Conséquences de l'intégration de l'élevage Est-Allemand sur la PAC - Plan d'aides au revenu des agriculteurs - Programmes de soutien aux régions défavorisées - Réglementation sur les anabolisants - Réforme de la PAC - Oléagineux - Aide à la trituration des graines - Organismes stockeurs.

Anciens combattants - (3 décembre 1991) (p. 4708) : code des pensions - Rapport constant - Anciens combattants d'Afrique du Nord - (p. 4709) : retraite mutualiste - Campagne double des fonctionnaires et assimilés - Retraite anticipée de certaines catégories d'anciens combattants d'Afrique du Nord - Fonds de solidarité en faveur des anciens combattants d'Afrique du Nord chômeurs en fin de droits.

Aménagement du territoire - (4 décembre 1991) (p. 4792) : aménagement du territoire - Croissance urbaine et prolifération des bidonvilles - Importance du nombre de chômeurs - Limitation du temps de travail - Problèmes de la ville liés à ceux de l'aménagement rural.

– **Projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service** - *Deuxième lecture* [n° **100 (91-92)**] - (9 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5146) : protection sociale - Invalidités - Gratuité des documents - Indemnisation de l'incapacité temporaire - Prévention - Accepte ce projet de loi, sous réserve de l'adoption de ses amendements - **Art. 5 bis** (*détermination du service liquidateur*) (p. 5146) : son amendement de conséquence n° 1 ; adopté - **Art. 7 bis** (*participation financière de l'Etat*) (p. 5147) : son amendement n° 2 : participation pour moitié de l'Etat au règlement des dépenses qui ne sont pas prises en charge par l'assurance maladie ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 9** : accepte l'amendement rédactionnel n° 8 de M. Claude Estier - (p. 5148) : accepte l'amendement n° 10 du Gouvernement (suppression des deuxième et troisième alinéas de cet article) - **Art. 14 bis** (*dispense de droit*) : son amendement de suppression n° 4 ; adopté - **Art. 16** : son amendement n° 5 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 17** : son amendement n° 6 : suppression du dernier alinéa de cet article relatif au droit d'option des ayants cause ; adopté - **Art. 19** (p. 5149) : son amendement rédactionnel n° 7 ; adopté - **Seconde délibération - Art. 7 bis** (p. 5150) : s'oppose à l'amendement n° 1 du Gouvernement (rétablissement de l'article 7 bis tel qu'il a été adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) - **Sur l'ensemble** : hommage aux sapeurs-pompiers - Monde rural - Campagnes du Poitou-Charente - (p. 5151) : diminution de la charge des collectivités locales.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° **218 (91-92)**] - (20 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5721) : accord de la CMP - Amélioration de la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires - Charges supplémentaires des collectivités locales - Formation des sapeurs-pompiers volontaires - Souhaite l'adoption du texte issu des travaux de la CMP.

ROBERT (Jean-Jacques), sénateur de l'Essonne (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'ensemble des services relevant de l'autorité du ministre de l'intérieur qui contribuent, à un titre quelconque, à assurer le maintien de l'ordre public et la sécurité des personnes et des biens, puis secrétaire le 12 février 1991 (*JO* Lois et décrets du 14 février 1991) juqu'au 29 mai 1991.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la protection des consommateurs (12 décembre 1991).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° **304 (90-91)**], adopté par l'Assemblée nationale, renforçant la protection des consommateurs [n° **315 (90-91)**] (7 mai 1991) - **Consommation.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification, sur les instruments de politique économique restant à la disposition des Etats membres de la Communauté dans le cadre de l'Union Economique et Monétaire [n° **88 (91-92)**] (14 novembre 1991) - **Communautés européennes.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Artisanat et commerce** - [n° **91 (91-92) tome 7**] (19 novembre 1991).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° **109 (91-92)**] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, renforçant la protection des consommateurs [n° **128 (91-92)**] (4 décembre 1991) - **Consommation.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la protection des consommateurs [n° **188 (91-92)**] (16 décembre 1991) - **Consommation.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **297** (*JO* Débats du 9 avril 1991) (p. 421) - Ministère : Affaires sociales - *Association des retraités non salariés du commerce et de l'artisanat aux réflexions et aux négociations sur les problèmes de retraite* - (*JO* Débats du 20 avril 1991) (p. 583) - **Commerce et artisanat.**

n° **333** (*JO* Débats du 17 juin 1991) (p. 1251) - Ministère : Défense - *Réorganisation des services de la gendarmerie nationale* - (*JO* Débats du 28 juin 1991) (p. 2257) - **Gendarmerie.**

n° **334** (*JO* Débats du 17 juin 1991) (p. 1251) - Ministère : Intérieur - *Manque d'effectifs dans la circonscription de police d'Arpajon et au commissariat de police de Brétigny-*

sur-Orge (Essonne)) - (*JO* Débats du 28 juin 1991) (p. 2259) - **Police.**

n° **362** (*JO* Débats du 17 octobre 1991) (p. 2251) - Ministère : Santé - *Manque de personnels soignants à l'hôpital Georges-Clemenceau de Champcueil (Essonne)* - (*JO* Débats du 26 octobre 1991) (p. 3242) - **Infirmiers et infirmières.**

n° **370** (*JO* Débats du 24 octobre 1991) (p. 2298) - Ministère : Postes - *Réduction des heures d'ouverture des guichets dans les bureaux de poste ruraux* - (*JO* Débats du 9 novembre 1991) (p. 3645) - **Postes.**

n° **371** (*JO* Débats du 24 octobre 1991) (p. 2298) - Ministère : Equipement - *Mise en place de trains à deux étages sur la ligne SNCF Corbeil-La Ferté-Alais-Malesherbes* - (*JO* Débats du 9 novembre 1991) (p. 3644) - **Transports ferroviaires.**

n° **374** (*JO* Débats du 31 otobre 1991) (p. 2376) - Ministère : Intérieur - *Situation des agents des services de déminage* - (*JO* Débats du 9 novembre 1991) (p. 3643) - **Intérieur (ministère de l').**

INTERVENTIONS

- Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° 242 (90-91)] - Suite de la discussion - (3 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 265) : révision de la DGF - Communes rurales - Simulation chiffrée - Exemple de l'Essonne - Incidences sur la fiscalité - Enseignement - Commune de Wissous - Fonds de solidarité d'Ile-de-France - Problème des quartiers - (p. 266) : flux migratoires - Respect de l'ordre et de la justice.

- Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la discussion - (13 juin 1991) - **Art. 16** (*consultation des électeurs de la commune*) (p. 1630) : son amendement n° 279, soutenu par M. Emmanuel Hamel : information du public préalable à la consultation ; devenu sans objet - **Art. 25** (*règlements intérieurs des conseils municipaux, généraux et régionaux*) (p. 1659) : son amendement n° 281, soutenu par M. Emmanuel Hamel : insertion dans le règlement intérieur de dispositions relatives aux conseillers municipaux minoritaires ; devenu sans objet.

- Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° 362 (90-91)] - (24 juin 1991) - **Après l'art. 16** (p. 2044) : intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (cas des commerçants et artisans condamnés pour incitation au non-paiement des cotisations d'assurance vieillesse).

- Projet de loi renforçant la protection des consommateurs [n° 304 (90-91)] - (15 octobre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2863) : publicité comparative - Dispositions du projet de loi - Protection des consommateurs - Droit de la consommation - (p. 2864) : économie de marché - Réglementation excessive - Publicité comparative - (p. 2865) : marques commerciales - **Art. 1er** (*extension du délit d'abus de faiblesse*) (p. 2874) : son amendement n° 1 : remise de valeurs au cours d'une visite à domicile ; devenu sans objet - Son amendement rédactionnel n° 2 ; adopté - (p. 2875) : son amendement n° 4 : suppression de la référence aux foires et salons ; adopté - Sur l'amendement rédactionnel n° 74 du Gouvernement, son sous-amendement n° 75 ; adopté - (p. 2876) : son amendement n° 5 : refus de l'assimilation des foires et salons au démarchage à domicile ; adopté - S'oppose aux amendements de M. Louis Minetti n° 23 (nouvelle rédaction), du Gouvernement n° 74 rédactionnel, de la commission saisie pour avis n° 29 (exclusion du champ d'application de l'article 1er des foires et salons) et n° 32 de coordination - Accepte les amendements du Gouvernement n° 73 (signification des termes « remise de valeurs ») et de la commission saisie pour avis n° 30 (définition de la notion d'urgence) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de M. Xavier de Villepin n° 22 (exclusion du champ d'application de l'article 1er des contrats passés suivant des dispositions législatives et réglementaires visant à la protection du consommateur ou selon des usages professionnels) et de la commission saisie pour avis n° 27 de coordination et n° 31 (exclusion du champ d'application de l'article 1er des établissements bancaires) - (p. 2877) : son amendement n° 3 : conditions de la sollicitation à se rendre sur un lieu de vente effectuée à domicile et assortie de l'offre d'avantages particuliers ; adopté - **Art. 2** (*obligation générale d'information*) (p. 2880) : accepte l'amendement n° 69 de M. Jean Simonin (indication de la provenance géographique des produits alimentaires) - Ses amendements n° 40, rédactionnel, et n° 6 : remplacement du mot « prévisible » par le mot « prévu » à propos de la disponibilité des pièces indispensables à l'utilisation d'un bien ; adoptés - **Art. 3** (*exécution différée de la livraison de la chose ou de la prestation de service*) (p. 2881) : son amendement n° 7 : conditions d'exercice de la faculté de résiliation du contrat ; adopté - (p. 2882) : sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 26 de M. Louis Minetti et sur les sous-amendements de M. Robert Laucournet, accepte le n° 61 et s'oppose aux n° 62 et n° 63 - (p. 2883) : son amendement n° 60 : définition des arrhes ; adopté - **Art. 4** (*prolongation de la garantie contractuelle*) : son amendement n° 8 : point de départ de la durée de réparation venant s'ajouter à celle de la garantie ; adopté - (p. 2885) : s'oppose à l'amendement n° 65 de M. Roland Courteau (obligation pour le professionnel de proposer un même bien de remplacement au-delà du délai convenu pour la réparation) - **Art. 5** (*mention de l'adresse des entreprises de vente à distance*) : son amendement n° 9 : mention également des coordonnées téléphoniques de l'entreprise de vente à distance ; adopté - **Art. 7** (*extension de l'interdiction de l'envoi forcé aux prestataires de services*) : ses amendements, n° 10 : exclusion du champ d'application de l'article des accords résultant d'usages professionnels établis et contrôlés par une autorité administrative ou de la mise en oeuvre d'une clause de révision expresse et convenue lors de la signature du contrat ; et n° 11 : exclusion du champ d'application de l'article des établissements de crédit et des contrats d'assurance ; adoptés - **Art. 8** (*action en représentation conjointe*) (p. 2887) : son amendement n° 12 : exercice de l'action collective conjointe devant les seules juridictions pénales ; adopté - (p. 2888) : ses amendements n° 13 : interdiction de la sollicitation d'un mandat d'action collective par voie de campagnes publiques ; adopté ; et n° 14 : compétence du juge d'instruction ou de la juridiction de jugement du lieu où est constatée la première infraction ; retiré - **Art. 9** (*contrôle juridictionnel des clauses abusives*) (p. 2889) : s'oppose à l'amendement n° 70 de M. Jean Simonin (indication du juge compétent) - Ses amendements n° 15 : intervention du juge à la demande de l'une des parties ; et n° 16 : faculté pour le juge de consulter la commission des clauses abusives ; adoptés - (p. 2890) : son amendement de coordination n° 17 ; adopté - Sur son amendement n° 16, s'oppose au sous-amendement n° 66 de M. Robert Laucournet - **Art. 9 bis** (*ouverture, les jours de congé, des établissements qui n'emploient pas de personnel*) (p. 2891) : son amendement n° 18 : exception aux règles d'ouverture le dimanche limitée aux établissements n'employant pas de personnel ; adopté - **Art. 10-1** (*calcul des indices de prix à la consommation*) (p. 2892) : son amendement de suppression n° 19 ; adopté - **Après l'art. 11** (p. 2893, 2894) : s'oppose à l'amendement n° 39 de M. Hubert Haenel (soumission de l'établissement dans l'artisanat à la justification de l'aptitude professionnelle et à un minimum de connaissances en matière de gestion) et accepte l'amendement n° 59 de M. Désiré Debavelaere (protection du sucre vis-à-vis des substances édulcorantes) - (p. 2895) : s'oppose à l'amendement n° 68 de M. Paul Loridant (instauration d'un fichier recensant les emprunts de chaque foyer fiscal) - **Art. 10 (précédemment réservé p. 2891)** (*autorisation de la publicité comparative*) (p. 2897) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 24 de M. Louis Minetti - (p. 2898) : s'oppose aux amendements de M. Bernard Seillier n° 54 (citation de la marque d'autrui sous réserve de l'accord du professionnel titulaire de la marque en question) et n° 55 (caractère global de la comparaison) - Ses amendements n° 41 : substitution des mots « caractéristiques essentielles, significatives, pertinentes » aux mots « qualités substantielles, significatives » ; n° 42 : indication obligatoire de la durée pendant laquelle sont maintenus les

prix mentionnés dans l'annonce comparative ; et n° 43 ; rédactionnel ; adoptés - (p. 2899) : ses amendements n° 44 : comparaison entre des produits bénéficiant chacun du même signe distinctif ; n° 45 : interdiction de faire figurer des annonces comparatives sur certains supports ; n° 46 : communication de l'annonce comparative aux professionnels visés avant toute diffusion ; n° 47 ; rédactionnel ; n° 48 ; exclusion du droit de réponse prévu en matière de communication audiovisuelle ; adoptés - (p. 2900) : ses amendements n° 49 : respect du jeu de la concurrence par la publicité comparative ; n° 50 : application aux opérations de télépromotion avec offres de vente dite « télé-achat » ; et n° 51 : sanctions applicables aux personnes ne respectant pas le dispositif mis en place ; adoptés - (p. 2901) : ses amendements n° 52 : autorisation de la publicité comparative limitée à une période probatoire de trois ans à compter de la promulgation de la loi ; n° 53 : précision par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application de l'ensemble du dispositif ; adoptés - Demande le retrait de l'amendement n° 55 de M. Bernard Seillier (caractère global de la comparaison) - (p. 2902) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 58 de M. Bernard Seillier (interdiction de toute publicité comparative pour les médicaments) - **Sur l'ensemble** (p. 2906) : remerciements.

– **Projet de loi relatif à la sécurité des chèques et des cartes de paiement [n° 444 (90-91)]** - (22 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3078) : dépénalisation - Sécurité juridique - Pratiques des parquets et jurisprudence - Victimes de chèques sans provision - (p. 3079) : dissuasion - Amendes - Cartes de crédit - Enseignement - **Art. 4** (*régularisation*) - *Art. 65-3 du décret-loi du 30 octobre 1935* (p. 3089) : son amendement n° 31 : injonction de restitution des formules de chèques sous 24 heures par le banquier tiré ; devenu sans objet - (p. 3090, 3091) : soutient les amendements de M. Hubert Haenel n° 36 (information dans le même temps par le banquier tiré de tous les mandataires de son client) et n° 37 (reprise du texte en vigueur sur la régularisation d'un chèque sans provision) - (p. 3092, 3093) : soutient les amendements de M. Hubert Haenel n° 39 (possibilité de mise en oeuvre de la procédure de recouvrement par notification) et n° 40 de coordination - **Art. 5** (*pénalité libératoire*) - *Art. 65-3-1* (p. 3096) : soutient l'amendement n° 41 de M. Hubert Haenel (précision sur le calcul du montant de la pénalité libératoire) - *Art. 65-3-2* (p. 3097) : son amendement n° 32 : versement du tiers du montant des pénalités libératoires à un fonds d'équipement permettant aux bénéficiaires de s'équiper d'un matériel de contrôle des chèques ; devenu sans objet - *Art. 65-3-5* (p. 3100) : versement des pénalités au Trésor public - **Art. 7** (*sanctions pénales*) - *Art. 66* (p. 3101) : soutient l'amendement n° 48 de M. Hubert Haenel (délits d'émission « habituelle » de chèques sans provision ou de « gros chèques » sans provision) - **Art. 13** (*sanction pécuniaire civile des obligations des banques*) - *Art. 73* (p. 3105) : sur l'amendement n° 20 de la commission, soutient le sous-amendement n° 72 de M. Hubert Haenel - **Art. 15** (*information de la Banque de France - information des banques, de l'administration fiscale et du Parquet*) - *Art. 73-3 et 74* (p. 3106) : son amendement rédactionnel n° 35 ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3112) : ne votera pas ce projet de loi.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Discussion des articles de la première partie :

(20 novembre 1991) - **Après l'art. 6** (p. 3911) : son amendement n° I-198, analogue à l'amendement n° I-12 de M. Jacques Moutet (hausse du taux de la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers) ; retiré au profit de ce même amendement (p. 3912) : son amendement n° I-170, identique à l'amendement n° I-13 de M. Xavier de Villepin (disposition applicable au déficit foncier résultant de travaux d'entretien) ; retiré au bénéfice de ce même amendement.

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Art. 8** (*réduction du taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices distribués et modulation du régime des acomptes*) (p. 3932) : son amendement n° I-199 : seuil butoir du chiffre d'affaires hors taxe ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Après l'art. 8** (p. 3940) : se déclare favorable à l'amendement n° I-71 de la commission (extension du crédit d'impôt pour dépenses de recherche aux dépenses engagées dans certains secteurs au titre des frais de collection) - **Art. 9** (*taux d'imposition des plus-values à long terme des sociétés*) (p. 3941) : son amendement n° I-200, identique à l'amendement n° I-56 de M. Paul Caron (date de taxation des cessions de titres) ; retiré.

Suite de la discussion - (22 novembre 1991) - **Art. 35** (*aménagement de la contribution sociale de solidarité des sociétés*) (p. 4030) : organisation autonome nationale de l'industrie et du commerce, ORGANIC - Budget annexe des prestations sociales agricoles, BAPSA - Caisse nationale d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés, CANAM - Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale, CANCAVA - **Rappel au règlement** (p. 4031) : regrette que le président de séance lui ait refusé la parole pour répondre au Gouvernement sur le sujet des artisans et commerçants - **Art. 35 (suite)** (p. 4032) : son amendement de suppression n° I-166 ; adopté.

Deuxième partie :

Défense - (26 novembre 1991) (p. 4340, 4341) : réorganisation des services de la gendarmerie nationale - Astreintes de la gendarmerie nationale - Accidents de la route - Effectifs.

Affaires étrangères - (5 décembre 1991) (p. 4873) : rapport d'information de la délégation du Sénat pour la planification sur l'union économique et monétaire - ECU - Banque centrale européenne - (p. 4874) : budget communautaire - Union politique - Contrôle démocratique.

Economie, finances et budget - IV - Artisanat et commerce - (7 décembre 1991) - Rapporteur pour avis - (p. 4983) : développement de l'apprentissage - Zones rurales - Loi Royer - Taxe professionnelle - Ouverture dominicale des commerces - (p. 4984) : petites et moyennes entreprises, PME - Charges sociales - Sécurité des chèques et des cartes de paiement - Chambres de métiers - Protection des travailleurs indépendants - Budget annexe des prestations sociales agricoles, BAPSA - Avis défavorable sur ce projet de budget - (p. 4997) : remboursement de la TVA - **Examen des crédits - Art. 85** (p. 4999) : son amendement n° II-31 : majoration de 10 % du montant maximum de la taxe destinée à financer des actions de développement et de promotion du secteur des métiers ; rejeté - (p. 5000) : sur l'amendement n° II-84 du Gouvernement (compétence du fonds national en matière de promotion et de communication), son sous-amendement n° II-174 ; adopté.

– **Projet de loi renforçant la protection des consommateurs** - *Deuxième lecture* **[n° 109 (91-92)]** - (12 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5301, 5302) ; protection des consommateurs - Bilan de la navette parlementaire - Contrefaçon des marques françaises - Légalisation de la publicité comparative sous réserve d'une expérimentation préalable et d'une responsabilisation des principaux acteurs économiques - **Art. 1er** (p. 5305) : son amendement n° 2 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - (p. 5306) : son amendement n° 3 : rétablissement de la définition de la notion d'urgence introduite par le Sénat en première lecture ; adopté - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 27 de la commission saisie pour avis (champ d'application de la loi du 22 décembre 1972 relative à la protection des consommateurs en matière de démarchage et de vente à domicile) - **Art. 2** (p. 5307) : ses amendements, n° 4 rédactionnel, et n° 5 : pays de provenance des produits alimentaires ; adoptés - (p. 5308) : son amendement de coordination n° 6 ; adopté - **Art. 3** (p. 5309) : son amendement n° 7 : limitation de l'exercice du droit de résiliation ; adopté - **Art. 7** (p. 5310) : son amendement n° 8 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - (p. 5311) : son amendement rédactionnel n° 9 ; adopté - **Art. 8** : son amendement n° 10 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - (p. 5312) : ses amendements, n° 11 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; et n° 12 rédactionnel ; adoptés - **Art. 9** (p. 5313) : ses amendements, n° 13, 14 et 15 tendant au rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture, ainsi que l'amen-

dement n° 37 : date d'entrée en vigueur des dispositions du présent article ; adoptés - **Art. 10** : son amendement n° 16 : prise en compte d'au moins deux éléments comparatifs dans les campagnes publicitaires ; adopté - (p. 5314) : ses amendements, n° 17 rédactionnel, n° 18 : rétablissement du régime dérogatoire en faveur des labels et des marques de haute couture ; n° 19 : principe de réciprocité en matière de publicité comparative ; n° 20 : sanctions spécifiques à la publicité comparative illicite ; et n° 21 : période probatoire de trois ans ; adoptés - (p. 5315) : son amendement n° 22 : renvoi à un décret en Conseil d'Etat ; adopté - **Art. 10-1** : son amendement de suppression n° 23 ; adopté - **Après l'art. 10-1** (p. 5316, 5317) : dispositions d'un futur projet de loi - Accepte l'amendement n° 36 de M. Etienne Dailly (faculté pour le juge de prendre en compte l'état de dépendance économique du fabricant en cas de revente à perte et transformation en contravention du délit de non-respect des règles de facturation par le fabricant soumis à des pressions économiques) - **Art. 14** (*chambre régionale des métiers en Lorraine*) (p. 5319) : accepte les amendements identiques de suppression, n° 1 bis de M. André Bohl, n° 24 du Gouvernement, n° 32 de M. Paul Souffrin et n° 35 de M. Jean-Pierre Masseret.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° **188 (91-92)**] - (20 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5673) ; accord de la CMP - Publicité comparative - (p. 5674) : sanctions pénales - Rapport du Gouvernement - Droits des consommateurs - Demande l'adoption du texte issu des travaux de la CMP.

ROCARD (Michel), *Premier ministre* - Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur le crédit-bail international [n° **208 (90-91)**] (4 janvier 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1990) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur l'affacturage international [n° **209 (90-91)**] (4 janvier 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1990) - **Traités et conventions.**

Déclaration du Gouvernement sur la politique au Moyen Orient [n° **211 (90-91)**] (16 janvier 1991) - **Moyen-Orient.**

Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 80-844 du 29 octobre 1980 relative au statut de la magistrature [n° **212 (90-91)**] (16 janvier 1991) - **Justice.**

Projet de loi relatif aux sociétés anonymes de crédit immobilier [n° **215 (90-91)**] (25 janvier 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Sociétés civiles et commerciales.**

Projet de loi relatif aux rapports entre les agents commerciaux et leurs mandants [n° **218 (90-91)**] (4 février 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Professions libérales.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cameroun sur la sécurité sociale (ensemble un protocole relatif au régime d'assurances sociales des étudiants) [n° **219 (90-91)**] (4 février 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord en matière d'enseignement, de culture, de sport, de communication audiovisuelle et de presse entre le Gouvernement de la république française et le Gouvernement du Burkina Faso et d'un échange de lettres rectificatif [n° **220 (90-91)**] (4 février 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Traités et conventions.**

Projet de loi modifiant le code des postes et des télécommunications et la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications [n° **224 (90-91)**] (28 février 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **P et T.**

Projet de loi autorisant la ratification d'un traité entre la République française et les Laender de Bade-Wurtemberg, de l'Etat libre de Bavière, de Berlin, de la ville libre hanséatique de Brême, de la ville libre et hanséatique de Hambourg, de Hesse, de Basse-Saxe, de Rhénanie du Nord-Westphalie, de Rhénanie-Palatinat, de Sarre, du Schleswig-Holstein, sur la chaîne culturelle européenne [n° **225 (90-91)**] (28 février 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Traités et conventions.**

Projet de loi complétant l'article 26 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication [n° **226 (90-91)**] (28 février 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Communication audiovisuelle.**

Projet de loi relatif à la pharmacie d'officine [n° **233 (90-91)**] (13 mars 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Pharmacie.**

Déclaration du Gouvernement, prononcée par M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, sur la situation au Moyen-Orient [n° **236 (90-91)**] (19 mars 1991) - **Moyen-Orient.**

Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fonction publique [n° **240 (90-91)**] (20 mars 1991) - **Fonctionnaires et agents publics.**

Projet de loi relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse et portant modifications du code rural et du code pénal [n° **271 (90-91)**] (11 avril 1991) - **Agriculture.**

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Qatar en vue d'éviter les doubles impositions [n° **287 (90-91)**] (17 avril 1991) - **Traités et conventions.**

Projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transcription de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail [n° **288 (90-91)**] (17 avril 1991) - **Accidents du travail.**

Projet de loi portant diverses mesures destinées à favoriser l'accessibilité aux personnes handicapées des locaux d'habitation, des lieux de travail et des installations recevant du public [n° **289 (90-91)**] (17 avril 1991) - **Handicapés.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Claude Estier : **Relations internationales** *(Aides aux populations kurdes) (JO* Débats du 19 avril 1991) (p. 551).

INTERVENTIONS

– **Déclaration du Gouvernement sur la politique au Moyen-Orient, suivie d'un débat et d'un vote** [n° **211 (90-91)**] - (16 janvier 1991) (p. 17) : envoi de troupes militaires françaises dans le Golfe ; situation des appelés - Unités militaires constituées - (p. 19) : cohésion nationale.

ROCCA SERRA (Jacques), sénateur des Bouches-du-Rhône (rattaché administrativement au groupe S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de

l'entreprise nationale Air France et des sociétés de toute nature comme des compagnies aériennes qu'elle contrôle puis d'en informer le Sénat, jusqu'au 15 mai 1991.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses en matière de transports (4 décembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse** - *Nouvelle lecture* [n° **263 (90-91)**] - (11 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 432) : « peuple corse » - (p. 433) : faiblesse de l'économie corse - Transports - Réforme institutionnelle - (p. 434) : mesures économiques et sociales.

RODI (Nelly), sénateur des Yvelines (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

– Est nommée membre de la commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

– Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (24 juin 1991).

Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique (28 juin 1991).

Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'agence du médicament et à la maîtrise négociée des dépenses de médicaments remboursables (10 décembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Proposition de loi relative à la prorogation des mandats des membres du conseil de l'Ordre des médecins et du conseil de l'Ordre des sages-femmes** [n° **368 (90-91)**] - (10 juin 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1498) : échéance des mandats - Projet de réforme des conseils de l'Ordre - Ethique médicale - Orientations de la réforme.

ROGER (Jean), sénateur du Tarn-et-Garonne (RDE).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 15 novembre 1991) (p. 3732) - Ministère : Collectivités locales - *Système de répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF)* - **Dotation globale de fonctionnement (DGF).**

Questions orales sans débat :

n° **296** (*JO* Débats du 9 avril 1991) (p. 421) - Ministère : Environnement - *Problèmes posés par le monopole de perception de la taxe piscicole au profit des seules associations agréées de pêche* - (*JO* Débats du 27 avril 1991) (p. 761) - **Pêche.**

n° **363** *(11 octobre 1991) (p. 2251) - Ministère : Collectivités locales - Modification du système de répartition de la dotation globale de fonctionnement en vue d'améliorer la situation des communes rurales* - (Retirée : novembre 1991) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture** [n° **30 (91-92)**] - (10 octobre 1991) (p. 2804) : manifestations - Budget de l'agriculture - Politique agricole commune - Concurrence avec les Etats-Unis - Equilibre entre les villes et les campagnes - Diminution des charges - Taxe sur le foncier non bâti - (p. 2805) : répartition de la dotation globale de fonctionnement - Département du Tarn-et-Garonne - Productions agro-industrielles - (p. 2806) : production céréalière.

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Deuxième partie :

Agriculture et forêt - (28 novembre 1991) (p. 4463) : crise de l'agriculture - Diminution du nombre d'exploitations agricoles - Réforme de la politique agricole commune, PAC - Baisse des prix agricoles - (p. 4464) : baisse des prix des céréales communautaires - Produits de substitution des céréales - Baisse du revenu brut agricole - Modification des transmissions d'héritages et du statut fiscal de l'exploitation agricole - Suppression du foncier non bâti - Dotation de développement rural - Conséquences de la réforme de la PAC sur l'avenir de l'agriculture.

ROHAN (Josselin de), sénateur du Morbihan (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Membre titulaire de la commission supérieure du Crédit maritime mutuel.

Membre titulaire du comité directeur du Fonds d'investissement pour les départements d'outre-mer (FIDOM).

Membre titulaire du Conseil supérieur du cheval.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière de pêches maritimes et de cultures marines (22 mai 1991).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° **177 (90-91)**], modifié par l'Assemblée nationale, portant diverses dispositions en matière de pêches maritimes et de cultures marines [n° **238 (90-91)**] (20 mars 1991) - **Pêche.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi n° [**178 (90-91)**], modifié par l'Assemblée nationale, relatif à l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins et à l'organisation interprofessionnelle de la conchyliculture [n° **239 (90-91)**] (20 mars 1991) - **Pêche.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° **380 (89-90)**] de M. Georges Mouly et plusieurs de ses collègues, relative à l'organisation départementale du tourisme [n° **334 (90-91)**] (22 mai 1991) - **Tourisme.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi [n° **325 (89-90)**] portant diverses

dispositions en matière de pêches maritimes et de cultures marines [n° 353 (90-91)] (4 juin 1991) - Pêche.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 19 avril 1991) (p. 560) - Ministère : Agriculture - *Quotas laitiers* - **Lait et produits laitiers.**

(*JO* Débats du 15 novembre 1991) (p. 3720) - Ministère : Droits des femmes - *Propos mettant en cause le souverain pontife et les évêques de France* - **Cultes.**

INTERVENTIONS

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation au Moyen-Orient** [n° 236 (90-91)] - (19 mars 1991) (p. 36) : engagement de la France dans le Golfe Persique - Hommage à l'armée française - (p. 37) : danger d'un désarmement unilatéral - Maghreb - Politique étrangère du Général de Gaulle - Conflit israëlo-palestinien - Accords de Taëf - Protectorat syrien sur le Liban - Règlement de la paix en Irak - Désarmement contrôlé - Maintien des frontières actuelles de l'Irak - Reconstruction du Koweït et de l'Irak - Relations avec les Etats du Maghreb - Italie - Espagne - Réglementation du flux de l'immigration - (p. 38) : Royaume-Uni - Difficultés pour l'Europe de mettre en oeuvre une défense commune - Pays de l'Europe de l'Est - Association de la Turquie avec la Communauté économique européenne, CEE - Budgets militaires - Maintien de forces nucléaires et d'une force aéroterrestre rapide - Conscription - Création d'une garde nationale - Sécurité de la France et respect des lois de programmation militaire - Alliance avec les Etats-Unis - Crises de Cuba, de Berlin et du Golfe Persique - Sous-développement de l'Afrique - (p. 39) : Général de Gaulle.

– **Projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins et à l'organisation interprofessionnelle de la conchyliculture** - *Deuxième lecture* [n° 178 (90-91)] - (16 avril 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 465) : propose l'adoption de ce texte.

– **Projet de loi portant diverses dispositions en matière de pêches maritimes et de cultures marines** - *Deuxième lecture* [n° 177 (90-91)] - (16 avril 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 467) : plan « pêche » ; réduction d'activité - Permis de mise en exploitation - Réglementation de l'outil de pêche et affectation d'une zone de pêche à des navires : procédure administrative équivalant à l'institution d'un régime de licence - (p. 468) : Communauté économique européenne, CEE ; cas de l'Espagne - Précédent des quotas laitiers - **Art. 4** (*dispositif de contrôle de la mise en exploitation des navires de pêche*) (p. 472) : ses amendements, n° 1 : suppression de la fixation des objectifs « par type de pêche » et substitution de l'expression « façade maritime » au mot « région » ; n° 2 : suppression de la référence, sur le permis, aux zones d'exploitation autorisées ; n° 3 : suppression de l'interdiction de céder un permis de mise en exploitation ; et n° 4 : cas dans lesquels le permis est exigé : substitution du mot « importation » au mot « achat » ; adoptés - **Art. 6** (*pêche sous-marine et pêche à pied*) (p. 473, 474) : demande le retrait de l'amendement n° 5 de M. Geoffroy de Montalembert (exercice non professionnel de la pêche à pied) - Sur le même objet, accepte l'amendement n° 7 du Gouvernement - **Art. 15** (*divers équipements et constructions à l'usage du public*) et **Art. 16** (*réalisation d'aménagements à but économique dans les espaces et milieux protégés*) : en raison des engagements pris par le Gouvernement, ne demande pas le rétablissement de ces articles, supprimés par l'Assemblée nationale - **Après l'art. 16** (p. 475) : se déclare opposé à l'amendement n° 6 de M. Albert Pen (concession à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon de l'exercice des compétences de l'Etat en matière d'exploration et d'exploitation des ressources naturelles du fond de la mer, de son sous-sol et des eaux surjacentes).

– **Conclusions du rapport de M. Louis de Catuelan**, fait au nom de la commission des affaires économiques, **sur sa proposition de loi** (n° 441, 90-91), déposée avec plusieurs de ses collègues, **portant création d'un conservatoire national du patrimoine maritime** [n° 280 (90-91)] - (16 avril 1991) - **Motion de renvoi à la commission** (p. 492) : intervient contre la motion n° 1 de M. René Régnault tendant au renvoi en commission.

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République** [n° 269 (90-91)] - **Suite de la discussion** - (12 juin 1991) - **Après l'art. 6 bis** (p. 1591) : ses amendements, soutenus par M. René Trégouët, n° 282 : division additionnelle : « Titre I bis - Du statut de l'élu local » ; réservé puis adopté (p. 1594) ; et n° 283 : retraite des maires ; adopté.

– **Conclusions du rapport de M. Josselin de Rohan**, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la **proposition de loi** (n° 380, 89-90) de M. Georges Mouly, avec plusieurs de ses collègues, **relative à l'organisation départementale du tourisme** [n° 380 (89-90)] - (18 juin 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1799) : tourisme - Comités départementaux - Collectivités territoriales - Départements - (p. 1800) : conseils généraux - Comités départementaux - Marchés internationaux - Comités régionaux - Partenariat - **Art. 1er** (*établissement d'un schéma d'aménagement touristique départemental*) (p. 1802) : accepte l'amendement n° 1 de M. Jacques Braconnier (nouvelle rédaction de cet article).

– **Projet de loi portant diverses dispositions en matière de pêches maritimes et de cultures marines** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 353 (90-91)] - (24 juin 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1975) : accord en commission mixte paritaire - Objectifs par région - Permis pour les entrées en flotte - Programme d'adaptation des capacités de capture.

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République** [n° 269 (90-91)] - **Suite de la discussion** - (3 juillet 1991) - **Après l'art. 56 quaterdecies** (p. 2455, 2456) : ses amendements, soutenus par M. Jean Simonin, et relatifs aux fusions de communes, n° 64 : consultation de la population ; retiré ; et n° 65 : abrogation des dispositions figurant dans l'article L. 261 du code électoral ; adopté.

– **Projet de loi modifiant le code forestier** [n° 477 (90-91)] - (5 novembre 1991) - **Art. 1er** (*définition du débroussaillement*) (p. 3443) : intervient sur les amendements identiques n° 1 de la commission et n° 9 de M. Louis Minetti (nouvelle rédaction) - Associations syndicales.

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° 91 (91-92)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Après l'art. 10 bis** (p. 3949) : son amendement n° I-96 : allègement des charges foncières pesant sur les propriétés non bâties ; retiré.

Deuxième partie :

Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur - (3 décembre 1991) (p. 4734, 4735) : regroupement pédagogique - Zones rurales - Proposition d'un schéma départemental de l'éducation - Recrutement, formation et retraite des maîtres de l'enseignement secondaire privé - Contrats d'enseignants documentalistes - Forfait d'externat - Enseignement technique associé - (p. 4736) : directeurs d'écoles primaires de l'enseignement privé - Financement des établissements scolaires par les collectivités locales - Querelles scolaires.

Articles non rattachés :

(8 décembre 1991) - **Art. 83 bis** (*possibilité pour les conseils généraux d'exonérer de taxe foncière sur les propriétés non bâties les jeunes agriculteurs*) (p. 5080) : intervient à propos de l'amendement n° II-166 du Gouvernement (nouvelle rédaction de cet article).

– **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs** [n° 115 (91-92)] - (19 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5649, 5650) : manipulation - Calendrier - Concertation - Scrutin

proportionnel - Sénateurs du groupe socialiste - Représentation des collectivités locales - Grandes villes - Critère démographique - Défense du monde rural - (p. 5651, 5652) : rôle de contre-pouvoir du Sénat - Scrutin proportionnel - Liens entre les parlementaires et leur électorat - Problèmes sociaux et économiques - Se prononce contre ce projet de loi.

ROMANI (Roger), sénateur de Paris (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois ; en démissionne et est nommé membre de la commission des finances (*JO* Lois et décrets du 17 janvier 1991).

– Est nommé membre titulaire du Conseil d'orientation du centre national d'art et de culture Georges Pompidou (*JO* Lois et décrets du 15 mai 1991).

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes, instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes (5 avril 1991).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)]** considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Culture et communication** - Culture - **[n° 92 (91-92) tome 3 annexe 9]** (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° 242 (90-91)] - Suite de la discussion** - (3 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 242) : mécanisme de solidarité - Problèmes des banlieues - Echec du système scolaire - Logement - Conséquences de ce projet - (p. 243) : effort fiscal - Logements sociaux - Potentiel fiscal - Dotation de solidarité urbaine - Données chiffrées - Aménagement du territoire - (p. 244) : milieu rural - Pression fiscale à Paris - Données chiffrées - Action sociale de la ville de Paris - Structures de coopération communale et régionale - Fonds de coopération et de solidarité en région d'Ile-de-France - (p. 245) : taxe sur les bureaux en Ile-de-France - Critères de la redistribution - Autonomie des collectivités locales - Avis favorable du groupe du RPR aux propositions des trois commissions.

Suite de la discussion - (4 avril 1991) - **Art. 4** (*réduction différenciée de la garantie minimale de progression*) (p. 312) : soutient l'amendement n° 125 de M. Jacques Valade (cas des villes-centres de groupements de communes à fiscalité propre) - **Art. 7** (*fonds de solidarité des communes de la région d'Ile- de-France*) (p. 322) : décentralisation - Financement des collectivités locales.

Nouvelle lecture **[n° 242 (90-91)]** - (17 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 506) : texte adopté par le Sénat en première lecture - Travaux de l'Assemblée Nationale - Dotation de solidarité urbaine - Critère de logement social - Dotation globale de fonctionnement, DGF - Procédure d'urgence - Commission mixte paritaire, CMP - Rôle du Sénat - Suivra les suggestions de la commission - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 530) : solidarité avec les élus parisiens - Dotation des départements ruraux - Fonds de coopération de la région d'Ile-de-France - Travaux du Parlement - Avis favorable du RPR sur le texte amendé par le Sénat.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Discussion générale :

(19 novembre 1991) (p. 3859) : chômage - Dépenses publiques - Fiscalité - (p. 3860) : entreprises - Pression fiscale - Nationalisations - Privatisations - Manifestations - Ralentissement de la croissance - Inflation - (p. 3861) : exemple de l'Allemagne - Dépenses publiques - Décentralisation - Fiscalité - Privatisations - Avis défavorable sur le projet de loi de finances pour 1992.

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (22 novembre 1991) - **Après l'art. 32** (p. 4023) : son amendement n° I-154 : taxe départementale sur le revenu pour la ville de Paris ; retiré - **Explication de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 4087) : travaux de la commission des finances - Rôle du Parlement.

Deuxième partie :

Culture - (2 décembre 1991) - Rapporteur spécial (p. 4667) ; décès de M. Raymond Bourgine - (p. 4668) : crédits pour 1992 - Grands travaux - Régions - Opéra de la Bastille - (p. 4869) : Bibliothèque de France - Dialogue démocratique - (p. 4686) : Bibliothèque de France - Conservation des livres - Coût de la construction et du fonctionnement - Conjoncture économique - **Examen des crédits – Etat B** (p. 4688) : son amendement n° II-20 : réduction des crédits figurant au Titre III ; adopté - **Etat C** : son amendement n° II-21 : réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement figurant au titre VI ; adopté.

ROUJAS (Gérard), sénateur de la Haute-Garonne (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

– Membre suppléant de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre et relatif à l'Institution nationale des invalides [n° 270 (90-91)]** - (29 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 775) : Institution nationale des invalides - Etablissement public - Gestion financière et administrative - Travaux de l'Assemblée nationale - Avis favorable du groupe socialiste sur ce projet de loi.

– **Projet de loi portant réforme hospitalière [n° 309 (90-91)]** - (4 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1260) : mise en place de la structure hospitalière - Hôpital public et privé - (p. 1261) : malaise des personnels - Unités fonctionnelles - Carte sanitaire - Schéma d'organisation sanitaire - Evaluation de la qualité des soins - Tarification - Hôpitaux privés - Projet d'établissement - (p. 1262) : rejet de certains amendements de la commission.

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture [n° 30 (91-92)]** - (10 octobre 1991) (p. 2830) : politique agricole - Secteur des oléoprotéagineux - Europe - Etats-Unis.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur - (3 décembre 1991) (p. 4757) : enseignement supérieur - Plan social étudiant - Recherche universitaire - Revalorisation de la situation des personnels enseignants et non enseignants - Plan « Université 2000 » - (p. 4758) : partenariat - Aménagement du territoire - Votera ce projet de budget.

ROUVIERE (André), sénateur du Gard (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

– Secrétaire de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

- Est nommé membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 (*JO* Lois et décrets du 29 juin 1991), jusqu'au 11 décembre 1991.

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée à Cuba, du 23 au 30 mars 1991 [n° **349 (90-91)**] (4 juin 1991) - **Cuba.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 sur l'Agence européenne pour l'environnement [n° **445 (90-91)**] (3 juillet 1991) - **Communautés européennes.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative aux enfants déclarés sans vie à l'officier d'état civil [n° **447 (90-91)**] (3 juillet 1991) - **Etat civil.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée, sur les développements récents de la politique communautaire de l'énergie [n° **209 (91-92)**] (18 décembre 1991) - **Communautés européennes.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant dispositions relatives à la fonction publique** [n° **240 (90-91)**] - (25 avril 1991) - **Question préalable** (p. 699) : ouverture de la fonction publique aux membres de la CEE - Poursuite de l'édification du grand marché européen - Libre circulation des travailleurs - Harmonisation progressive du droit des Etats membres - (p. 700) : adaptation de la fonction publique française - Favorable à une Europe démocratique, sociale et économique - Se déclare opposé à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 724) : participation de la fonction publique à la construction de l'Europe - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : procédure budgétaire de la communauté économique européenne** - (8 octobre 1991) (p. 2674, 2675) : intervient dans le débat consécutif à la question.

ROUX (Olivier), sénateur des Français établis hors de France (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Deuxième partie :

Affaires étrangères - (5 décembre 1991) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4881, 4882) : éléments chiffrés - Effectifs - Action culturelle internationale - Français de l'étranger - Votera contre ce projet de budget.

RUDLOFF (Marcel), sénateur du Bas-Rhin (UC).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des lois.

- Est nommé membre titulaire de la commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité instituée en application de l'article 13 de la loi n° 91-646 du 10 juillet 1991 relative au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications (*JO* Lois et décrets du 17 juillet 1991).

- Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement des services relevant de l'autorité judiciaire jusqu'au 4 juin 1991.

Est nommé membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse (22 mars 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des procédures civiles d'exécution (28 mai 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications (25 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aide juridique (26 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires (29 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes (19 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France (13 novembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le tableau n° 7 annexé au code électoral relatif à l'effectif des conseils régionaux et à la répartition des sièges entre les départements (10 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans les territoires d'outre-mer (18 décembre 1991).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° **212 (90-91)**] modifiant la loi organique n° 80-844 du 29 octobre 1980 relative au statut de la magistrature [n° **237 (90-91)**] (20 mars 1991) - **Justice.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions générales du code pénal [n° **256 (90-91)**] (3 avril 1991) - **Code pénal.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, sur le financement par crédit-bail des installations ferro-

viaires [n° 71 (89-90)] (22 novembre 1989) - Reprise par ses auteurs le 18 avril 1991) - **Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 292 (90-91)], adopté par l'Assemblée nationale, modifiant le code de l'organisation judiciaire et instituant la saisine pour avis de la Cour de cassation [n° 297 (90-91)] (24 avril 1991) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 9 de la loi n° 90-1260 du 31 décembre 1990 afin de rétablir les droits acquis des travailleurs non salariés non agricoles en matière d'assurance maladie [n° 379 (90-91)] (12 juin 1991) - **Assurance maladie maternité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 389 (90-91)], adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relatif au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications [n° 403 (90-91)] (19 juin 1991) - **Droits de l'homme.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications [n° 423 (90-91)] (26 juin 1991) - **Droits de l'homme.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 215 (88-89)] portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens [n° 54 (91-92)] (23 octobre 1991) - **Code pénal.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 106 (91-92)] adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à conférer aux chefs de cour le pouvoir de déléguer des magistrats du siège de la Cour d'appel pour exercer des fonctions judiciaires dans les tribunaux du ressort de la Cour d'appel [n° 138 (91-92)] (4 décembre 1991) - **Magistrature.**

INTERVENTIONS

– Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 80-844 du 29 octobre 1980 relative au statut de la magistrature [n° 212 (90-91)] - (20 mars 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 58) : insuffisance du nombre des magistrats - Vacances d'emplois - Stagnation du recrutement - Prolongation des carrières et rassemblement des dates de mise à la retraite - (p. 59) : projet de réforme du statut de la magistrature - Ouverture de la magistrature à des professionnels - Concours exceptionnel - Avis favorable de la commission sur ce projet de loi - **Art. 1er** (*mise en place de deux concours exceptionnels en 1991*) (p. 60) : accepte les amendements du Gouvernement, n° 1 (réduction des durées d'activité professionnelle exigées des candidats aux concours) et n° 2 (modification de la limite d'âge inférieure).

– Projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse [n° 98 (90-91)] - (20 mars 1991) - **Discussion générale** (p. 78) : décentralisation - Spécificités régionales - Collectivité territoriale de Corse : compétences ; exécutif - Régime électoral - Refonte des listes électorales - (p. 79) : « peuple corse » - Autodétermination.

Suite de la discussion - (21 mars 1991) - **Art. 1er** (*consécration juridique de la notion de « peuple corse composante du peuple français »*) (p. 112) : intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (suppression de la référence à la notion de « peuple corse » et mention de la région de Corse) - **Art. 54** (*compétences de la collectivité territoriale de Corse dans le domaine de la communication audiovisuelle*) (p. 153) : son amendement n° 108, soutenu par M. Jacques Golliet : réalisation d'échanges avec l'étranger dans le secteur audiovisuel ; rejeté.

– Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° 214 (88-89)] - (23 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 612) : peine de sûreté - Responsabilité pénale des personnes morales - Principe de légalité des infractions et des peines - Notion d'atteinte sexuelle - (p. 613) : échelle des peines - Notion de bande organisée - Crimes contre l'humanité - Justice - Rôle du Parlement.

Suite de la discussion - (24 avril 1991) - **Art. unique** (*Livre II : répression des crimes et délits contre les personnes*) - *Art. 211-1 du code pénal* (*génocide*) (p. 628) : se déclare opposé aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° 157 (utilisation des termes « jusqu'à » afin de définir les peines plafond) et n° 158 (utilisation des termes « au plus » pour définir les peines plafond) - *Art. 221-1* (*meurtre*) (p. 641) : principe de la peine de sûreté - *Après l'art. 221-7* (p. 647) : parricide - *Après l'art. 221-11* (p. 657) : nécessité d'établir la différence de statut entre l'étranger et le national en matière d'interdiction de séjour en France.

– Projet de loi modifiant le code de l'organisation judiciaire et instituant la saisine pour avis de la Cour de cassation [n° 292 (90-91)] - (7 mai 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 876) : Cour de cassation - Saisine au préalable - Autorité relative de la chose jugée - Arrêts de règlement - (p. 877) : conditions de la saisine - Formation de la Cour de cassation - Avis favorable sur ce projet de loi - **Exception d'irrecevabilité** (p. 881) : s'oppose à la motion n° 3 de M. Charles Lederman, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - **Art. 1er** (*saisine pour avis de la Cour de cassation*) (p. 883) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Charles Lederman (délai de suspension du litige) - (p. 884) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Charles Lederman (assistance d'un avocat) - (p. 885) : son amendement n° 2 : présence des conseillers référendaires dans la formation de la Cour de cassation ; retiré - S'oppose à l'amendement n° 6 de M. Charles Lederman (impossibilité pour les magistrats d'intervenir à la fois lors de la formulation de l'avis et aux autres stades de la procédure devant la Cour).

– Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° 214 (88-89)] - **Suite de la discussion** - (14 mai 1991) - **Art. unique (suite)** - *Art. 225-6* du code pénal (*délits assimilés au proxénétisme*) (p. 933) : se déclare favorable à l'amendement n° 99 de la commission (élargissement du champ d'application : 1° aux personnes ne pouvant justifier de ressources correspondant à leur train de vie tout en étant en relations habituelles avec des personnes se livrant à la prostitution ; 2° aux personnes vivant sciemment avec une personne se livrant habituellement à la prostitution) - *Après l'art. 225-21* (p. 945) : s'oppose aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° 164 (respect dû aux morts : atteinte à l'intégrité du cadavre) et n° 165 (circonstance aggravante dans le cas d'une infraction commise en raison de l'appartenance ou de la non appartenance des personnes décédées à une ethnie, une nation ou une religion déterminée) - *Art. 225-22* (*circonstance aggravante de la violation de sépultures*) : se déclare favorable à l'amendement n° 114 de la commission (aggravation de la peine lorsque la profanation est accompagnée d'un acte d'exhumation) - *Art. 226-5* (*mise en mouvement de l'action publique*) (p. 954) : intervient sur l'amendement de suppression n° 121 de la commission - *Art. 226-9* (*dénonciation calomnieuse*) (p. 956) : se déclare favorable à l'amendement n° 124 de la commission (possibilité de poursuite par le Parquet sans plainte de la victime) - *Art. 226-12* (*secret professionnel*) (p. 961) : intervient sur l'amendement n° 128 de la commission (renforcement de la garantie du secret professionnel) - Secret hiérarchisé ; cas de la responsabilité du président du conseil général sur les travailleurs sociaux.

Suite de la discussion - (22 mai 1991) - **Art. unique (suite)** - *Art. 227-17 du code pénal* (*réunions comportant des exhibitions ou des relations sexuelles auxquelles participe ou assiste un mineur*) (p. 989, 990) : intervient sur l'amendement n° 145 de la commission (réintroduction de l'incrimination d'excitation de mineurs à la débauche) - Rédaction de la loi pénale - Notion de réunion - Débat à approfondir - Propose de suivre la commission - *Après l'art. 227-18* (p. 994) : se déclare favorable à l'amendement n° 147 de la commission (rétablissement de l'incrimination de l'atteinte sexuelle par un majeur sur un mineur de quinze à dix-huit ans du même sexe) et demande au Sénat de l'adopter.

– Projet de loi relatif à l'aide juridique [n° 310 (90-91)] - (29 mai 1991) - **Discussion générale** (p. 1141) : réforme du

régime de l'aide judiciaire, rebaptisée aide juridictionnelle - (p. 1142) : loi du 3 janvier 1972 relative à l'aide judiciaire - Liberté du choix du conseil - Loi du 31 décembre 1990 et création du Conseil national du barreau - Accès au droit - (p. 1143) : extension du domaine d'application à l'ensemble des juridictions professionnelles - Relèvement des plafonds d'admission à l'aide - Aide juridique et solidarité nationale - Au nom du groupe de l'Union centriste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet, sous réserve de l'adoption des amendements de la commission des lois - **Art. 1er** (*principes et définition de l'aide juridique*) (p. 1148) : se déclare favorable à l'amendement n° 5 de la commission (suppression de la garantie de l'accès à la justice et au droit) - **Art. 6** (*admission exceptionnelle*) (p. 1154) : se déclare opposé aux amendements de M. Charles Lederman, n° 69 (bénéfice de l'aide juridique en faveur des étrangers lorsque leur situation apparaît particulièrement digne d'intérêt au regard de l'objet du litige ou des charges prévisibles du procès) et n° 68 (prise en compte du niveau d'endettement pour l'attribution de l'aide juridique).

- Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la discussion - (12 juin 1991) - **Art. 5 bis** (p. 1587, 1588) : se déclare opposé à l'amendement n° 341 de M. Claude Estier (appui technique des services extérieurs de l'Etat à des associations de développement local) - **Art. 7** (*droit des habitants à être informés et consultés sur les affaires communales*) (p. 1596, 1597) : votera l'amendement de suppression n° 87 de la commission - **Art. 8** (*débat sur les orientations budgétaires au sein du conseil municipal*) (p. 1599) : votera l'amendement n° 88 de la commission (seuil de population des communes pour l'application de cet article) - **Après l'art. 8** (p. 1600) : votera l'amendement n° 89 de la commission (débat sur les orientations budgétaires au sein des conseils régionaux).

Suite de la discussion - (13 juin 1991) - **Art. 10** (*accès aux documents relatifs à l'exploitation de services publics délégués*) (p. 1614) : se déclare favorable à l'amendement n° 92 de la commission (choix des moyens de publicité par le maire).

- Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° 362 (90-91)] - (24 juin 1991) - **Après l'art. 16** (p. 2036) : son amendement n° 5, soutenu par M. Louis Virapoullé : abrogation de l'article 9 de la loi du 31 décembre 1990 d'actualisation des dispositions relatives à l'exercice des professions commerciales ou artisanales ; adopté.

- Projet de loi relatif au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications [n° 389 (90-91)] - (25 juin 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2060) : dossier des « écoutes téléphoniques » - Intervention législative - Rapport Schmelck - Cour européenne des droits de l'homme - Libertés publiques et individuelles - Interceptions judiciaires - (p. 2061, 2062) : interceptions de sécurité - Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité - Exploitants de réseaux de télécommunications - Répression pénale - **Art. 1er** (*prohibition de l'interception de toute correspondance émise par la voie des télécommunications - exceptions au principe*) (p. 2069) ; son amendement de suppression n° 1 ; retiré - (p. 2072) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 54 du Gouvernement - **Art. 2** (*interceptions ordonnées par l'autorité judiciaire*) - *Art. 100 du code de procédure pénale* (*cadre des interceptions*)(p. 2073) : son amendement n° 2 : intégration des interceptions par voie de télécommunication dans les dispositions générales du code de procédure pénale ; adopté - (p. 2074, 2075) : s'oppose aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 35 et n° 36 (nouvelle rédaction), ainsi qu'aux amendements de M. Jacques Thyraud n° 21 (limitation des interceptions judiciaires aux infractions dont la peine est supérieure à deux ans d'emprisonnement) et n° 23 (information du procureur général et recours de ce dernier devant la chambre d'accusation) - *Art. 100-1* (*contenu de la décision*) (p. 2076) : son amendement rédactionnel n° 3 ; adopté - *Art. 100-2* (*durée de validité de la décision d'interception*) (p. 2077) : s'oppose aux amendements n° 24 de M. Jacques Thyraud (durée maximale de quatre mois) et n° 53 de M. Charles Lederman (durée maximale de deux mois renouvelable une fois) - *Art. 100-4* (*procès-verbal - scellés*) : son amendement rédactionnel n° 4 ; adopté - *Art. 100-6* (*destruction des enregistrements éventuellement intervenus*) (p. 2078) : sur les amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, s'oppose au n° 37 de suppression et accepte le n° 38 - *Après l'art. 100-6* (p. 2079) : accepte l'amendement n° 25 de M. Jacques Thyraud (information par le juge d'instruction du bâtonnier ou de son délégué lorsqu'un cabinet d'avocat fait l'objet d'une interception téléphonique) - *A titre personnel* : sur l'amendement précité, se déclare favorable aux sous-amendements du Gouvernement n° 64 et n° 65 - **Art. 3** (*domaine des interceptions de sécurité*) (p. 2081) : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Jacques Thyraud (remplacement des mots « sécurité nationale » par les mots « sûreté de l'Etat ») - **Après l'art. 3** : s'oppose à l'amendement n° 48 de M. Charles Lederman (refus des interceptions justifiées par les origines ethniques, les opinions politiques ou philosophiques ou religieuses, ou l'appartenance à un parti politique ou à une organisation syndicale) - **Art. 5** (*fixation du nombre maximum d'interceptions de sécurité simultanées*) (p. 2082) : accepte l'amendement n° 39 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (information immédiate de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité) - **Art. 8** (*transcription des interceptions de sécurité*) : son amendement rédactionnel n° 5 ; adopté - **Art. 9** (*relevé des opérations*) : son amendement de précision n° 6 ; adopté - (p. 2083) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (tenue d'un registre des interceptions) - **Art. 14** (*Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité*) (p. 2084) : ses amendements, n° 8 : désignation du président de la Commission ; n° 9, de coordination ; n° 10, de conséquence ; n° 11, de coordination ; adoptés - (p. 2085) : sur son amendement n° 8, s'oppose au sous-amendement n° 49 de M. Charles Lederman - (p. 2086) : s'oppose aux amendements n° 41 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (composition de la commission) et n° 50 de M. Charles Lederman (désignation d'un député et d'un sénateur par les groupes parlementaires de chacune des chambres) - (p. 2087) : s'oppose à l'amendement n° 28 de M. Jacques Thyraud (présence d'un commissaire du Gouvernement auprès de la Commission) - (p. 2089) : accepte l'amendement n° 44 de M. Henri Le Breton (désignation des agents de la Commission par le président) - (p. 2090) : son amendement de précision n° 12 ; retiré - **Art. 14 bis** (*contrôle de la décision d'interception par la Commission nationale*) : accepte les amendements de M. Jacques Thyraud, n° 29 (obligation pour la Commission d'informer le Premier ministre de toute interception irrégulière) et n° 30 (indication par le Premier ministre des suites données à la recommandation de la Commission) - Son amendement de conséquence n° 61 ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 16 - **Art. 15** (*contrôle conduit par la Commission*) (p. 2091) : son amendement n° 13 : absence de contrôle de légalité de la décision d'interception ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 14 bis, lui-même réservé jusqu'après l'article 16 - Sur son amendement précité, s'oppose au sous-amendement n° 51 de M. Charles Lederman - **Après l'art. 15** : *à titre personnel*, accepte l'amendement n° 62 du Gouvernement (collaboration des ministres, des autorités publiques et des agents publics à l'action de la Commission) - - **Art. 16** (*cas d'une interception effectuée en violation des dispositions du présent titre*) (p. 2092) : son amendement n° 14 : absence de notification de la recommandation au Premier ministre, au ministre ayant proposé l'interception et au ministre chargé des télécommunications ; devenu sans objet - Accepte les amendements identiques, n° 31 de M. Jacques Thyraud et n° 60 du Gouvernement, tendant à la suppression de l'article 16 - **Art. 14 bis (suite)** : accepte les amendements de M. Jacques Thyraud n° 29 (obligation pour la Commission d'informer le Premier ministre de toute interception irrégulière) et n° 30 (indication par le Premier ministre des suites données à la recommandation de la Commission) - (p. 2093) : sur l'amendement n° 58 du Gouvernement (recommandation de la Commission et suites données à celle-ci), accepte les sous-amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° 42 et n° 43 - Son amendement n° 61 ; devenu sans objet (précédemment réservé, p. 2090) - **Art. 15 (suite)** : son amendement n° 13 ; adopté (précédemment réservé, p. 2091) - **Art. 22** (*droit pour les autorités chargées des interceptions de recueillir des infor-*

mations ou des documents nécessaires aux interceptions auprès des exploitants et des fournisseurs) (p. 2094) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 32 de M. Jacques Thyraud - (p. 2096) : son amendement n° 66 : communication d'informations aux juridictions d'instruction et au Premier ministre ; adopté - **Art. 24** (*appareils conçus pour l'interception de communications ou la fixation d'images attentatoires à la vie privée*) (p. 2097, 2098) : accepte l'amendement n° 33 de M. Jacques Thyraud (système d'autorisations ministérielles et interdiction de toute publicité) - **Art. 25** (*secret des correspondances transmises par la voie des télécommunications*) : ses amendements n° 16 : sanction de l'utilisation du contenu des interceptions sauvages et peines prévues ; et n° 17 : peines prévues ; adoptés - (p. 2099) : accepte l'amendement n° 34 de M. Jacques Thyraud (sanction de celui qui a installé les dispositifs d'interception) - **Après l'art. 25** (p. 2099) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements du Gouvernement n° 56 (obligation des personnes concourant à l'exécution d'une interception de sécurité) et n° 57 (date d'entrée en vigueur de la loi).

– **Projet de loi relatif à l'aide juridique** - *Deuxième lecture* [n° 374 (90-91)] - (26 juin 1991) - **Art. 3** (p. 2114) : se déclare favorable à l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture).

– **Projet de loi relatif au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 423 (90-91)] - (28 juin 1991) - Rapporteur - Discussion générale : son intervention présentée par M. Luc Dejoie (p. 2253).

– **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes** - *Deuxième lecture* [n° 411 (90-91)] - (2 octobre 1991) - **Art. unique** - *Art. 211-1 du code pénal* (p. 2547) : se déclare opposé aux amendements n° 182 et n° 183 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (précision des durées minimale et maximale de la peine dans l'ensemble des articles qui énoncent une incrimination) - *Après l'art. 211-4-1* (p. 2553) : se déclare opposé à l'amendement n° 3 du Gouvernement (cas d'une personne qui agit sur l'ordre d'un supérieur hiérarchique ou de la loi) - *Art. 221-7-1* (p. 2557) : intervient à propos de l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement de l'incrimination d'empoisonnement).

– **Questions orales avec débat jointes : situation des services relevant de l'autorité judiciaire** - (9 octobre 1991) (p. 2753) : rapport de la commission de contrôle - Comparaison avec les autres pays d'Europe.

– **Projet de loi relatif à la sécurité des chèques et des cartes de paiement** [n° 444 (90-91)] - (22 octobre 1991) - **Art. 4** (*régularisation*) - *Art. 65-3 du décret-loi du 30 octobre 1935* (p. 3093) : se déclare favorable à l'amendement n° 6 de la commission (mise en oeuvre de la procédure de recouvrement soit par une signification, soit par une notification par lettre recommandée avec accusé de réception).

– **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens** [n° 215 (88-89)] - (29 octobre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3342) : livre III du code pénal - Droit de propriété - Amendements déposés par la commission - Actualisation du texte - Cohérence avec les dispositions des livres I et II - (p. 3343) : maintien de certaines dispositions actuelles - Innovations - Jurisprudence - **Art. unique** (*les dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et des délits contre les biens sont fixées par le Livre III annexé à la présente loi*) (réservé jusqu'après l'examen des articles du code pénal qui y sont annexés) - *Livre III* (*Des crimes et délits contre les biens*) - *Chapitre Ier* (*Le vol*) (p. 3352) : son amendement n° 1 : intitulé du chapitre Ier : Du vol ; adopté - *Avant l'art. 301-1 du code pénal* : son amendement n° 2 : insertion d'une division additionnelle : section I « Du vol simple et des vols aggravés » ; adopté - *Art. 301-3* (*vol simple*) (p. 3353) : son amendement n° 4 : peine maximale ; adopté - (p. 3354) : s'oppose aux amendements n° 173 (diminution du montant de l'amende), n° 175 (précision relative à la peine maximale) et n° 174 (possibilité pour le juge de choisir entre l'emprisonnement et l'amende) de M. Charles Lederman - (p. 3355) : victimes - Peine d'emprisonnement - *Après l'art. 301-3* (p. 3356) : s'oppose à l'amendement n° 176 de M. Charles Lederman (diminution de la sanction relative au vol simple) - (p. 3357) : sur l'amendement n° 176 de M. Charles Lederman (diminution de la sanction relative au vol simple), s'oppose au sous-amendement n° 240 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - *Art. 301-4* (*vols aggravés - premier niveau d'aggravation des sanctions*) (p. 3358) : son amendement n° 5 : liste des circonstances aggravantes du premier niveau de sanctions ; adopté - (p. 3359) : sur son amendement n° 5, s'oppose aux sous-amendements n° 233 du Gouvernement et n° 181 de M. Charles Lederman - *Après l'art. 301-4* (p. 3361) : son amendement n° 6 : sanction du vol précédé, accompagné ou suivi de violence ayant entraîné une incapacité de huit jours au plus ; adopté - *Art. 301-5* (*vols aggravés - sanction du vol aggravé par des violences ayant entraîné une incapacité totale de travail pendant plus de huit jours*) (p. 3362) : son amendement n° 7 : renforcement des sanctions ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 183 de M. Charles Lederman (suppression de l'amende) - *Art. 301-6* (*vols aggravés - sanction du vol aggravé de violence ayant entraîné une mutilation ou une infirmité permanente*) : son amendement n° 8 : réclusion criminelle portée à quinze ans ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 184 de M. Charles Lederman (suppression de l'amende) - *Art. 301-7* (*vols aggravés - sanction du vol commis avec usage ou menace d'une arme*) : son amendement n° 9 : répression plus sévère en cas de port d'arme et application d'une période de sûreté ; adopté après modification par le sous-amendement n° 148 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, qu'il accepte - S'oppose à l'amendement n° 185 de M. Charles Lederman (suppression de l'amende) - *Art. 301-8* (*vols aggravés - sanction du vol commis en bande organisée*) (p. 3363) : son amendement n° 10 : circonstances aggravantes dues à l'existence d'une bande organisée ; adopté après modification par le sous-amendement n° 150 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - (p. 3364) : sur son amendement n° 10, accepte le sous-amendement n° 150 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, et s'oppose à l'amendement n° 186 de M. Charles Lederman (suppression de la peine d'amende) - *Art. 301-9* (*vols aggravés - sanction du vol précédé, accompagné ou suivi de violence ayant entraîné la mort, ou de torture*) : son amendement n° 11 : application de la période de sûreté ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 187 de M. Charles Lederman (suppression de la peine d'amende) - *Art. 301-10* (*application des peines prévues pour violence*) : son amendement n° 12 : suppression de la disposition spécifiant que les peines aggravées en raison d'actes de violence sont applicables à tous les participants au vol, et suppression de la référence à l'instigateur ; adopté - (p. 3365) : s'oppose à l'amendement n° 221 du Gouvernement (suppression de la disposition spécifiant que les peines aggravées en raison d'actes de violence sont applicables à tous les participants au vol et suppression de la référence à l'instigateur), ainsi qu'à l'amendement n° 189 de M. Charles Lederman (suppression de la notion de responsabilité collective) - *Après l'art. 301-11* (p. 3367) : son amendement n° 13 : insertion d'une division additionnelle : section II : « Dispositions générales » ; adopté.

Suite de la discussion - (30 octobre 1991) - Rapporteur - **Art. unique (suite)** - *Après l'art. 301-11 et Art. 301-2 du code pénal* (précédemment réservé, le 29 octobre 1991, p. 3353) (*immunités familiales*) (p. 3379) : ses amendements n° 14 : immunités familiales ; et n° 3 : suppression du texte proposé pour l'article 301-2 ; adoptés - Demande le retrait de l'amendement n° 172 de M. Charles Lederman (immunités familiales) - (p. 3380) : son amendement n° 15 : sanctions identiques pour la tentative et pour les délits eux-mêmes ; adopté - *Avant l'art. 301-12* : son amendement n° 16 : insertion d'une division additionnelle : section III : peines complémentaires applicables aux personnes physiques et responsabilité des personnes morales ; adopté - *Art. 301-12* (*peines complémentaires applicables aux personnes physiques*) : son amendement n° 17 : peines complémentaires facultatives ; adopté après modification par le sous-amendement n° 234 du Gouvernement, pour lequel il s'en remet à

la sagesse du Sénat - S'oppose à l'amendement n° 190 de M. Charles Lederman (liberté des tribunaux dans leur choix parmi les peines énumérées) - Son amendement n° 18 : introduction de la peine complémentaire d'interdiction de séjour ; adopté - *Après l'art. 301-12* : son amendement n° 19 : interdiction du territoire ; adopté - (p. 3382) : sur son amendement n° 19, s'oppose au sous-amendement n° 155 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - *Art. 301-13 (responsabilité pénale des personnes morales pour vol)* (p. 3383) : s'oppose à l'amendement n° 191 de M. Charles Lederman (exclusions des partis politiques et des syndicats de la responsabilité des personnes morales) - Son amendement n° 20 : possibilité d'interdire à titre définitif ou provisoire l'exercice professionnel pour les peines applicables aux personnes morales ; adopté après modification par le sous-amendement n° 235 du Gouvernement - (p. 3384) : ses amendements de coordination n° 21 et n° 22 ; adoptés - *Art. 301-14 (tentative des délits)* : son amendement de suppression n° 23 ; adopté - *Avant l'art. 302-1* : son amendement n° 24 : modification de l'intitulé du chapitre II : de l'extorsion ; adopté - *Art. 302-1 (extorsion simple)* : son amendement n° 25 : définition de l'extorsion ; adopté après modification par le sous-amendement n° 160 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, qu'il accepte - *Après l'art. 302-1* : son amendement n° 26 : première gradation dans les circonstances aggravantes de l'extorsion ; adopté - *Art. 302-2 (extorsion accompagnée de violences graves)* : son amendement n° 27 : deuxième gradation des circonstances aggravantes en matière d'extorsion ; adopté - (p. 3386) : s'oppose aux amendements n° 193 (maintien du texte actuel, en sanctionnant par l'emprisonnement l'extorsion accompagnée des circonstances aggravantes) et n° 194 (diminution de l'amende) de M. Charles Lederman - *Après l'art. 302-2* : son amendement n° 28 : extorsion accompagnée de violences sur autrui ayant entraîné une mutilation ou une infirmité permanente ; adopté - *Art. 302-3 (extorsion commise avec usage ou menace d'une arme)* : son amendement n° 29 : peine de trente ans de réclusion criminelle assortie d'une période de sûreté ; adopté après modification par le sous-amendement n° 152 de M. Michel Dreyfus-Schmidt qu'il accepte - *Art. 302-4 (extorsion commise en bande organisée)* (p. 3387) : son amendement n° 30 : fonction applicable à l'extorsion en bande organisée ; adopté - *Art. 302-5 (extorsion accompagnée soit de tortures ou d'actes de barbarie soit de violences ayant entraîné la mort)* (p. 3388) : son amendement de coordination n° 31 ; adopté - *Art. 302-6 (champ d'application des articles 302-1, 302-4 et 302-5)* : son amendement n° 32 : peines encourues lorsque les violences ont été commises après l'extorsion pour favoriser la fuite ou assurer l'impunité d'un auteur ; adopté - (p. 3389) : demande le retrait de l'amendement n° 199 de M. Charles Lederman (suppression de la notion de responsabilité collective) - *Art. 302-7 (définition du chantage)* : son amendement n° 33 : réécriture de l'article ; adopté - *Après l'art. 302-7* (p. 3390) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 133 de M. Jacques Thyraud (aggravation de la peine) - Son amendement de coordination n° 34 ; adopté - *Art. 302-8 (peines complémentaires applicables aux personnes physiques)* (p. 3391) : son amendement n° 35 : peines complémentaires applicables en cas de chantage ; adopté - *Après l'art. 302-8* : son amendement n° 36 : interdiction du territoire pour les étrangers coupables d'une infraction de chantage aggravé ; adopté - Sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 156 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - *Art. 302-9 (responsabilité pénale des personnes morales)* (p. 3392) : son amendement de coordination n° 37 ; adopté - *Art. 302-10 (tentative des délits d'extorsion et de chantage)* : son amendement de suppression n° 38 ; adopté - **Chapitre III** *(l'escroquerie et les infractions voisines)* : son amendement n° 39 : nouvelle rédaction de l'intitulé du chapitre III avant l'article 303-1 : de l'escroquerie et des infractions voisines ; adopté - **Section I** *(escroquerie)* : son amendement n° 40 ; modification de l'intitulé de la section I avant l'article 303-1 : de l'escroquerie ; adopté - *Art. 303-1 (escroquerie simple)* (p. 3393) : son amendement n° 41 : définition du délit d'escroquerie simple ; adopté - *Art. 303-2 (escroquerie réalisée par un agent public ou par une personne faisant appel au public en vue de l'émission de titres ou de la collecte de fonds à des fins d'entraide humanitaire)* : son amendement n° 42 : prévision de l'ensemble des circonstances aggravantes à l'escroquerie ; adopté - *Après l'art. 303-2* : son amendement de coordination n° 43 ; adopté - **Section II** *(les infractions voisines de l'escroquerie)* : son amendement n° 44 : nouvelle rédaction de l'intitulé de la section II : des infractions voisines de l'escroquerie ; adopté - *Art. 303-3 (exploitation frauduleuse de l'ignorance ou de la faiblesse d'un mineur ou d'une personne vulnérable)* (p. 3394) : son amendement n° 45 : punition de l'abus de l'état d'ignorance ou de la situation de faiblesse du mineur ou de la personne vulnérable ; adopté - (p. 3395) : rectifie son amendement n° 45 en incluant le A du sous-amendement n° 167 de M. Michel Dreyfus-Schmidt et demande le retrait de ce sous-amendement - *Art. 303-4 (délits de filouterie)* (p. 3395) : s'oppose à l'amendement n° 201 de M. Charles Lederman (suppression de la référence à la filouterie et diminution des sanctions) - (p. 3396) : accepte l'amendement n° 241 du Gouvernement (substitution des termes : « de six mois d'emprisonnement et de 50 000 francs d'amende » aux termes : « d'un an d'emprisonnement et de 100 000 francs d'amende ») - (p. 3397) : accepte l'amendement n° 135 de M. Jacques Thyraud (suppression d'une lacune dans la définition des faits qualifiés de filouterie) - *Art. 303-5 (peines complémentaires applicables aux personnes physiques en matière d'escroquerie et pour les infractions voisines de l'escroquerie)* : ses amendements n° 46 et n° 47 : prévision des peines complémentaires pour le délit d'escroquerie en coordination avec celles prévues pour les délits précédents ; adoptés - *Art. 303-6 (autres peines complémentaires applicables aux personnes physiques en matière d'escroquerie)* : son amendement n° 48 : peines complémentaires spécifiques à l'encontre de ceux qui se sont rendus coupables d'escroquerie ; adopté - *Art. 303-7 (responsabilité des personnes morales en matière d'escroquerie ou d'exploitation frauduleuse de la faiblesse)* (p. 3398) : son amendement de coordination n° 49 ; adopté - *Art. 303-8 (tentative de délit, d'escroquerie, d'escroquerie avec circonstances aggravantes et d'exploitation frauduleuse de la faiblesse d'un mineur ou d'une personne vulnérable)* : son amendement de coordination n° 50 ; adopté - **Chapitre IV** *(les détournements)* : son amendement n° 51 : modification de l'intitulé du chapitre IV avant l'article 304-1 : des détournements ; adopté - **Section I** *(abus de confiance)* : son amendement n° 52 : modification de l'intitulé de la section I avant l'article 304-1 : de l'abus de confiance ; adopté - *Art. 304-1 (abus de confiance)* - (p. 3399) : son amendement n° 53 : définition de l'abus de confiance ; adopté - *Art. 304-2 (circonstances aggravantes de l'abus de confiance)* : son amendement n° 54 : suppression du 2° de l'article visant l'incrimination des mandataires de justice ; réservé jusqu'après l'examen de l'amendement n° 55, puis adopté - *Après l'art. 304-2* : son amendement n° 55 : abus de confiance commis par un mandataire de justice ou par un officier public ministériel ; adopté - Son amendement n° 56 : application des dispositions votées à propos des immunités familiales au délit d'abus de confiance ; adopté - **Section II** *(Le détournement de gage ou d'objet saisi)* : son amendement n° 57 : modification de l'intitulé de la section II : « Du détournement de gage ou d'objet saisi » ; adopté - *Art. 304-3 (détournement de gage)* (p. 3400) : son amendement rédactionnel n° 58 ; adopté - **Section III** *(L'organisation frauduleuse de l'insolvabilité)* : son amendement n° 59 : modification de l'intitulé de la section III : « De l'organisation frauduleuse de l'insolvabilité » ; adopté - *Art. 304-5 (organisation frauduleuse de l'insolvabilité - incrimination et peines applicables)* : ses amendements rédactionnels n° 60 et n° 61 ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 204 de M. Charles Lederman (diminution de la peine d'amende) - (p. 3402) : accepte l'amendement n° 168 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (prise en compte de la situation du débirentier) - *Art. 304-6 (organisation frauduleuse de l'insolvabilité - conséquences civiles de la condamnation à l'égard de l'instigateur ou du complice)* : son amendement n° 62, identique à l'amendement n° 205 de M. Charles Lederman : suppression des mots : « instigateur ou » ; adopté - Son amendement de coordination n° 63 ; adopté - *Art. 304-8 (peines complémentaires applicables aux personnes physiques en matière d'abus de confiance)* (p. 3403) : ses amendements de coordination n° 64 et n° 65 ; adoptés - *Art. 304-9 (peines complémentaires applicables aux personnes physiques en matière de détournements et d'organisation frauduleuse de l'insol-*

vabilité) : son amendement de coordination n° 66 ; adopté - *Art. 304-10* (*responsabilité pénale des personnes morales en matière d'abus de confiance*) : son amendement de coordination n° 67 ; adopté - *Art. 304-11* (*responsabilité pénale des personnes morales en matière de détournement de gage, d'objets saisis ou en matière d'organisation frauduleuse de l'insolvabilité*) (p. 3404) : ses amendements de coordination n° 68 et n° 69 ; adoptés - *Art. 304-12* (*tentative des délits prévus au chapitre IV*) : son amendement de suppression n° 70 ; adopté - *Art. 304-13* (*assimilation du vol, de l'escroquerie ou de l'abus de confiance au regard des règles de la récidive*) : son amendement de coordination n° 71 ; adopté - **Chapitre V** (*recel et infractions voisines*) : son amendement de coordination n° 72 ; adopté - *Avant l'art. 305-1* : son amendement de coordination n° 73 ; adopté - *Art. 305-1* (*recel simple*) (p. 3405) : ses amendements de coordination n° 74, n° 75 et n° 76 ; adoptés - *Art. 305-2* (*recel habituel*) : ses amendements, n° 77, de coordination, et n° 78, rédactionnel ; adoptés - *Art. 305-3* (*majoration de la peine*) : son amendement de coordination n° 79 ; adopté - *Après l'art. 305-3* (p. 3406) : son amendement rédactionnel n° 80 ; adopté - *Avant l'art. 305-4* : ses amendements, n° 81, de précision, et n° 82 : reprise des dispositions de la loi du 30 novembre 1987 ; adopté - *Art. 305-4* (*recel assimilé*) : son amendement n° 83 : reprise des dispositions de la loi du 30 novembre 1987 ; adopté - *Après l'art. 305-4* : son amendement de conséquence n° 84 ; adopté - *Art. 305-5* (*registre des objets usagers mis en vente ou échangés*) (p. 3407) : son amendement de coordination n° 85 ; adopté - *Après l'art. 305-5* : son amendement rédactionnel n° 86 ; adopté - *Art. 305-6* (*peines complémentaires en matière de recel*) : son amendement de synthèse n° 87 ; adopté - *Après l'art. 305-6* (p. 3408) : son amendement de cohérence n° 88 ; adopté - Sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 157 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - *Art. 305-7* (*responsabilité des personnes morales*) : ses amendements de coordination n° 89 et n° 90 ; adoptés - *Art. 305-8* (*récidive*) : son amendement de coordination n° 91 ; adopté - **Chapitre VI** (*le vandalisme et les autres destructions, dégradations et détérioration*) (p. 3409) : son amendement rédactionnel n° 92 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 206 de M. Charles Lederman (nouvel intitulé : « Destructions et détériorations ») - *Avant l'art. 306-1* : son amendement rédactionnel n° 93 ; adopté - *Art. 306-1* (*vandalisme et destruction, dégradation ou détérioration d'un bien*) (p. 3410) : son amendement n° 94 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - (p. 3411) : accepte le sous-amendement n° 239 de M. Jacques Thyraud - *Après l'art. 306-1* : son amendement n° 95 : circonstances aggravantes liées à l'infraction définie à l'article 306-1 ; adopté - (p. 3412) : son amendement de précision n° 96 ; adopté - *Avant l'art. 306-2* : ses amendements n° 97, rédactionnel, et n° 98 : cas d'un incendie provoqué par un manquement à une obligation de sécurité ou de prudence imposée par la loi ; adoptés - Sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 171 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - *Art. 306-2* (*destruction, dégradations et détériorations volontaires dangereuses pour les personnes*) (p. 3413) : ses amendements n° 99, rédactionnel, et n° 100 : substitution du mot « emprisonnement » à ceux de « réclusion criminelle » ; adoptés - S'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 209, rédactionnel, et n° 211 (diminution du montant de l'amende) - *Après l'art. 306-2* : son amendement n° 101 : aggravation ; adopté - *Art. 306-3* (*cas où le crime prévu à l'article 306-2 est réalisé en bande organisée*) (p. 3414) : son amendement n° 102 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - S'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 212, de suppression, et n° 213 (amende prévue) - *Art. 306-4* (*cas où le crime prévu à l'article 306-2 a entraîné pour autrui une mutilation ou une infirmité permanente*) : son amendement n° 103 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - S'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 214 (diminution du plafond de la peine) et n° 215 (suppression de l'amende) - *Après l'art. 306-4* (p. 3415) : ses amendements n° 104 : infraction punie de la réclusion criminelle à perpétuité ; et n° 105, de coordination ; adoptés - *Avant l'art. 306-5* : ses amendements n° 106 : insertion d'une division additionnelle relative aux menaces de destruction, de dégradation ou de détérioration ; et n° 107 : infraction relative à la menace de commettre une dégradation ou une détérioration des biens ; adoptés - (p. 3416) : ses amendements n° 108 : menace sous condition ; et n° 109 : fausse alerte à la bombe ; adoptés - (p. 3418) : son amendement rédactionnel n° 110 ; adopté - *Art. 306-5* (*peines complémentaires applicables aux personnes physiques*) : son amendement de coordination n° 111 ; adopté - (p. 3419) : s'oppose à l'amendement n° 216 de M. Charles Lederman (suppression du troisième alinéa du texte proposé pour l'article 306-5) - Son amendement n° 112 : interdiction de séjour ; adopté - *Après l'art. 306-5* : son amendement n° 113 : interdiction du territoire français obligatoire et automatique à l'encontre de l'étranger coupable de l'infraction définie par les articles 306-2-1 à 306-4-1 ; adopté - (p. 3420) : sur son amendement n° 113, s'oppose au sous-amendement n° 158 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - *Art. 306-6* (*responsabilité pénale des personnes morales pour vandalisme, destructions, dégradations ou détériorations*) (p. 3420) : s'oppose à l'amendement n° 217 de M. Charles Lederman (champ d'application de la responsabilité des personnes morales) - (p. 3421) : son amendement de coordination n° 114 ; adopté - *Art. 306-7* (*tentative*) : son amendement de coordination n° 115 ; adopté - **Chapitre VII** (*les infractions en matière informatique*) : accepte l'amendement n° 136 de M. Jacques Thyraud (nouvel intitulé : « Des atteintes au système de traitement automatisé de données ») - *Art. 307-1* (*fraude informatique*) (p. 3422) : accepte l'amendement n° 137 de M. Jacques Thyraud (reprise de l'article 462-2 de la loi du 5 janvier 1988) - *Art. 307-2* (*utilisation, communication, reproduction d'un programme, d'une donnée ou de tout autre élément d'un système de traitement informatique*) : accepte l'amendement n° 138 de M. Jacques Thyraud (nouvelle rédaction de cet article) - *Art. 307-3* (*destruction ou altération d'un système informatique*) (p. 3423) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 139 de M. Jacques Thyraud (nouvelle rédaction de cet article) - *Art. 307-4* (*utilisation d'un système informatique pour obtenir un profit illicite*) : accepte l'amendement n° 140 de M. Jacques Thyraud (reprise des dispositions de l'article n° 462-5 actuellement en vigueur) - *Après l'art. 307-4* : accepte les amendements de M. Jacques Thyraud n° 141 (utilisation des documents informatisés visés à l'article 307-4), n° 142 (recel des données en violation des articles 307-1 à 307-4-1) et n° 144 (participation à un groupement en vue d'une infraction prévue par les articles 307-1 à 307-4-2) - *Art. 307-5* (*peines applicables aux personnes physiques coupables des délits prévus aux articles 307-1 à 307-4*) (p. 3424) : accepte l'amendement n° 229 du Gouvernement (nouvelle rédaction de cet article) - *Art. 307-6* (*peine encourue par les personnes physiques coupables du délit prévu à l'article 307-4*) : accepte l'amendement de coordination n° 230 du Gouvernement - *Art. 307-7* (*responsabilité des personnes morales*) : accepte l'amendement de coordination n° 231 du Gouvernement - *Art. 307-8* (*tentative*) (p. 3425) : accepte l'amendement n° 143 de M. Jacques Thyraud (reprise des dispositions de l'article 462-7 du code pénal actuel) - **Chapitre VIII** (*la participation à une association de malfaiteurs*) : son amendement rédactionnel n° 125 ; adopté - *Art. 308-1* (*association de malfaiteurs constituée en vue de préparer des crimes contre les biens*) : son amendement n° 126 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - *Après l'art. 308-1* (p. 3426) : s'oppose à l'amendement n° 219 de M. Charles Lederman (sanction dans le cas où la participation à une association de malfaiteurs est accompagnée de circonstances aggravantes) - *Art. 308-2* (*exemption de peine*) : son amendement n° 127 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - *Art. 308-3* (*peine applicable aux personnes physiques coupables du crime prévu à l'article 308-1*) : son amendement n° 128 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 220 de M. Charles Lederman (suppression de l'interdiction de séjour comme peine complémentaire).

– Projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs [n° 431 (90-91)] - (6 novembre 1991) - **Art. 1er** (*programmes de recherche et rapports d'évaluation*) (p. 3550) : intervient sur le sous-amendement n° 8 de M. Jean Pépin sur l'amendement n° 13 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - **Après l'art. 3** (p. 3555) : intervient sur l'amendement n° 36 de M. Jean Pépin

(conception de tout stockage souterrain de déchets radioactifs selon un principe technologique privilégiant la réversibilité).

- **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Justice - (27 novembre 1991) (p. 4399, 4400) : emplois - Equipement informatique - Tribunal de grande d'instance de Strasbourg - Crédits pour 1992 - Greffiers - Délinquance - Criminalité - Réforme du code pénal - (p. 4401) : procédure pénale - Avis défavorable de la majorité des membres de l'Union centriste sur ce projet de budget.

- **Projet de loi relatif à la sécurité des chèques et des cartes de paiement** - *Deuxième lecture* **[n° 148 (91-92)]** - (10 décembre 1991) - **Art. 2 bis** (*refus de délivrance de chéquiers*) (p. 5183) : se déclare opposé à l'amendement n° 7 de M. Daniel Millaud (suppression de l'obligation pour le banquier qui refuse de délivrer au titulaire d'un compte des formules de chèques de motiver sa décision) - **Art. 15 bis** (*vérification de la régularité de l'émission par les commerçants*) (p. 5192) : se déclare favorable à l'amendement n° 17 de M. Daniel Millaud (suppression de la distinction entre les destinataires de chèques suivant qu'ils sont ou non immatriculés au registre du commerce ou registre des métiers).

- **Projet de loi relatif au renforcement de la lutte contre le trafic de stupéfiants [n° 101 (91-92)]** - (10 décembre 1991) - **Art. 3** (*amnistie des infractions commises à l'occasion de livraisons contrôlées ou d'infiltrations par les OPJ et APJ ou les agents des services des douanes avant le 19 novembre 1991*) (p. 5204) : intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (extension de l'amnistie prévue aux personnes dont le concours a été sollicité aux mêmes fins par les officiers ou agents de police judiciaire ou les agents des douanes) - L'analyse de l'application d'une loi d'amnistie et la nouvelle rédaction de l'article 1er rendent inutile cet amendement.

- **Proposition de loi tendant à conférer aux chefs de cour le pouvoir de déléguer des magistrats du siège de la cour d'appel pour exercer des fonctions judiciaires dans les tribunaux du ressort de la cour d'appel, modifiant le code de l'organisation judiciaire - partie législative - et donnant force de loi audit code [n° 106 (91-92)]** - (11 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5234) : objectif d'amélioration du fonctionnement de la justice - Principe d'inamovibilité des magistrats - (p. 5235) : code de l'organisation judiciaire ; valeur législative - Propose l'adoption de cette proposition de loi.

RUFIN (Michel), sénateur de la Meuse (apparenté au groupe RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Juge suppléant de la Haute Cour de justice.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'adoption.

Membre titulaire de la Commission supérieure de codification.

- Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement des services relevant de l'autorité judiciaire, jusqu'au 4 juin 1991.

Est nommé membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes, instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes (5 avril 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des procédures civiles d'exécution (28 mai 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le tableau n° 7 annexé au code électoral relatif à l'effectif des conseils régionaux et à la répartition des sièges entre les départements (10 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fonction publique (28 mai 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires (29 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans les territoires d'outre-mer (18 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes (19 décembre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à reconnaître d'intérêt général la préservation des paysages ruraux **[n° 221 (90-91)]** (4 février 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Environnement.**

Avis, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet **[n° 242 (90-91)]**, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements, instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes **[n° 252 (90-91)]** (2 avril 1991) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi **[n° 349 (88-89)]** de M. Jean Simonin et des membres du RPR et apparentés et rattachés administrativement, tendant à élargir la procédure du vote par procuration **[n° 399 (90-91)]** (19 juin 1991) - **Elections.**

Avis, présenté au nom de la commision des lois, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 **[n° 91 (91-92)]** considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Justice** - Protection judiciaire de la jeunesse - **[n° 97 (91-92) tome 6]** (19 novembre 1991).

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi **[n° 108 (91-92)]**, adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, modifiant le tableau n° 7 annexé au code électoral relatif à l'effectif des conseils régionaux et à la répartition des sièges entre les départements **[n° 133 (91-92)]** (4 décembre 1991) - **Elections.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi modifiant le tableau n° 7 annexé au code électoral relatif à l'effectif des conseils régionaux et à la répartition des sièges entre les départements **[n° 163 (91-92)]** (11 décembre 1991) - **Elections.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi **[n° 196 (91-92)]** adopté par l'Assemblée nationale

en nouvelle lecture, modifiant le tableau n° 7 annexé au code électoral relatif à l'effectif des conseils régionaux et à la répartition des sièges entre les départements [n° **198 (91-92)**] (17 décembre 1991) - **Elections.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **316** (*JO* Débats du 23 mai 1991) (p. 1006) - Ministère : Agriculture - *Conséquences pour la forêt meusienne des tempêtes de 1990* - (*JO* Débats du 1er juin 1991) (p. 1223) - **Catastrophes naturelles.**

n° **386** (*JO* débats du 29 novembre 1991) (p. 4489) - Ministère : Equipement - *Construction d'un échangeur sur l'autoroute A4 en vue de désenclaver la région Argonne* - (*JO* Débats du 14 décembre 1991) (p. 5355) - **Autoroutes.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° 242 (90-91)]** - (2 avril 1991) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 225) : dotation de solidarité urbaine - Cas des communes rurales - Elaboration et examen hâtifs de ce projet de loi - Révision nécessaire de la DGF - (p. 226) : dotation de solidarité urbaine - Logement social - Potentiel fiscal - Fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France - Eventuelle dotation de solidarité rurale - Solidarité entre départements - N'accepte ce projet de loi que sous réserve de l'adoption de ses amendements.

Suite de la discussion - (3 avril 1991) - **Art. 1er A** (*codification au sein du code des communes du régime d'indexation de la dotation globale de fonctionnement*) (p. 278) : son amendement de suppression n° 20 ; retiré - (p. 280) : accepte les amendements n° 61 (indexation de la DGF à partir de 1991 sur le PIB en valeur) et n° 62 (montant de la régularisation) de la commission - **Art. 1er B** (*suppression de la fraction de la prise en compte des résidences secondaires pour le calcul de la dotation de péréquation répartie en fonction du revenu*) (p. 281) : son amendement de suppression n° 21 ; adopté - **Art. 2 bis** (*extension des communes éligibles à la dotation particulière aux villes-centre*) (p. 285) : son amendement de suppression n° 23 ; adopté - **Avant l'art. 3 bis** (p. 288) : sur l'amendement n° 74 de la commission (définition de l'indice des charges de caractère social des communes), son sous-amendement n° 137 ; adopté - **Art. 3** (*critères d'éligibilité, montant et répartition de la dotation de solidarité urbaine*) (p. 292) : son amendement n° 24 : abaissement du nombre de logements sociaux nécessaires à l'éligibilité à la dotation de solidarité urbaine ; adopté - (p. 294) : sur l'amendement n° 69 de la commission (indice des charges à caractère social de la commune), son sous-amendement n° 138 ; adopté - (p. 295) : intervient à propos de l'amendement n° 72 de la commission (rapport des conseils municipaux des communes sur les actions conduites en vue de l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers en difficulté) - (p. 297) : sur l'amendement de coordination n° 73 de la commission, son sous-amendement n° 25 ; adopté.

Suite de la discussion - (4 avril 1991) - Rapporteur - **Art. 3 bis** (*simulations relatives à l'amélioration de la définition des logements sociaux*) (p. 307) : son amendement n° 26 : simulation pour les critères de sélection des communes contributives à la dotation de solidarité urbaine ; devenu sans objet - **Art. 4** (*réduction différenciée de la garantie minimale de progression*) (p. 309) : ses amendements n° 27 : taux de progression ; et n° 28 : suppression de la référence à l'effort fiscal ; devenus sans objet - (p. 312) : son amendement n° 29 : comparaison du potentiel fiscal par habitant au potentiel fiscal moyen national par habitant des seules communes de plus de dix-mille habitants ; devenu sans objet - Ses amendements de coordination n° 30 à 34 ; devenus sans objet - Son amendement n° 35 : suppression du dispositif transitoire ; devenu sans objet - **Art. 5** (*dispositions transitoires*) (p. 317) : son amendement n° 36 : taux de progression de la dotation globale de fonctionnement : adopté - **Après l'art. 5** (p. 317) : son amendement n° 37 : différence entre les attributions au titre de la DGF et celles résultant de l'application de la présente loi ; adopté - **Art. 6** (*application de la dotation de solidarité urbaine aux communes des départements d'outre-mer et des collectivités territoriales à statut spécial*) (p. 318) : son amendement de précision n° 38 ; adopté - **Art. 7** (*fonds de solidarité des communes de la région d'Ile- de-France*) (p. 323) : son amendement de suppression n° 40 ; retiré - **Art. 8** (*mise en oeuvre de la dotation de solidarité urbaine en 1991 par imputation sur la régularisation de la DGF de 1990*) (p. 334) : son amendement de suppression n° 42 ; adopté - **Art. 9** (*report de la date limite d'adoption des budgets en Ile-de-France*) : son amendement de suppression n° 43 ; adopté - **Art. 11** (*demande de simulation relative à la définition du potentiel fiscal*) (p. 345) : sur l'amendement n° 84 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), son sous-amendement n° 22 ; adopté - **Art. 13** (*application de la loi dans les départements d'outre-mer*) (p. 350) : son amendement de coordination n° 48 ; adopté.

– **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° 214 (88-89)]** - (23 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 605) : répression du trafic de drogue - Incidences du système éducatif - (p. 606) : droits de l'homme - Protection des mineurs, notamment en matière d'atteinte sexuelle - Violence - Peine de sûreté - Effets de l'abolition de la peine de mort - Indépendance de la magistrature.

– **Projet de loi modifiant la loi n° 83-557 du 1er juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance [n° 316 (90-91)]** - (28 mai 1991) - **Art. 8 bis** (*composition de la commission paritaire nationale*) (p. 1121) : son amendement n° 58, soutenu par M. Henri Belcour : désignation des membres restants par chaque organisation syndicale au scrutin de liste à deux tours, suivant le type et les conditions de scrutin fixés pour les comités d'entreprise ; retiré.

– **Conclusions du rapport de M. Michel Rufin**, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** (n° 349, 88-89) **de M. Jean Simonin** et des membres du groupe du Rassemblement pour la République et apparentés, **tendant à élargir la procédure du vote par procuration [n° 399 (90-91)]** - (29 juin 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2317) : vote par procuration - Contraintes externes - (p. 2318) : congés annuels - Vacances des retraités - Fraude électorale - Critères de définition - Conjoints de retraités - La commission des lois propose l'adoption de cette proposition de loi - **Art. unique** (*institution d'un cas supplémentaire de vote par procuration au profit des retraités*) (p. 2320) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (extension du vote par procuration à toute personne ayant quitté sa résidence habituelle pour tout déplacement prouvé) - Intitulé « Proposition de loi tendant à élargir en faveur des retraités la procédure du vote par procuration » ; adopté.

– **Projet de loi renforçant la protection des consommateurs [n° 304 (90-91)]** - (15 octobre 1991) - En remplacement de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 2865) : protection des consommateurs - (p. 2866) : droit de la consommation - Economie de marché - Champ d'application du projet de loi - Action en représentation conjointe des associations nationales de consommateurs agréées - Contrôle juridictionnel des clauses abusives - Publicité comparative - Délit d'abus de faiblesse - (p. 2867) : délit de vente forcée - Juridictions pénales - Droit des marques - Avis favorable de la commission saisie pour avis sous réserve de l'adoption de ses amendements - **Art. 1er** (*extension du délit d'abus de faiblesse*) (p. 2874) : son amendement de coordination n° 27 ; adopté - (p. 2875) : ses amendements n° 28 : précisions sur la sollicitation à se rendre sur un lieu de vente ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 3 de la commission ; n° 29 : exclusion des foires et salons du champ d'application de l'article 1er ; adopté ; n° 30 : définition de la notion d'urgence ; adopté - (p. 2876) : ses amendements, n° 31 : exclusion des établissements bancaires du champ d'application de l'article 1er ; et n° 32 de coordination ; devenus sans objet - **Art. 7** (*extension de l'interdiction de l'envoi forcé aux prestataires de services*) (p. 2885) : son amendement

n° 33 : exclusion du champ d'application de l'article des cas de mise en oeuvre d'une clause de révision expresse et convenue lors de la signature du contrat et des établissements de crédit ; devenu sans objet - **Art. 8** (*action en représentation conjointe*) (p. 2887) : son amendement n° 34 : exercice de l'action collective conjointe devant les seules juridictions pénales ; adopté - (p. 2888) : ses amendements n° 35 : interdiction de la sollicitation d'un mandat d'action collective par voie de campagnes publiques ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 13 de la commission ; et n° 36 : compétence du juge d'instruction ou de la juridiction de jugement du lieu de la première infraction ; adopté - **Art. 9** (*contrôle juridictionnel des clauses abusives*) (p. 2890) : son amendement n° 37 : indication du caractère abusif de la clause par la commission des clauses abusives ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 16 de la commission - **Après l'art. 11** (p. 2893) : soutient l'amendement n° 39 de M. Hubert Haenel (soumission de l'établissement dans l'artisanat à la justification de l'aptitude professionnelle et à un minimum de connaissances en matière de gestion) - Départements limitrophes - **Art. 10 (précédemment réservé p. 2891)** (*autorisation de la publicité comparative*) (p. 2898) : son amendement n° 38 : comparaison entre des produits protégés par des marques ayant une notoriété équivalente ; devenu sans objet.

- Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Défense - (26 novembre 1991) (p. 4338, 4339) : contexte international - Equipements militaires - Dissuasion nucléaire - Dimension sociale du service national - Coopération militaire franco-allemande - (p. 4340) : restructuration - Le groupe du RPR ne votera pas ce projet de budget.

Justice - (27 novembre 1991) - En remplacement de M. Jacques Thyraud, rapporteur pour avis (administration pénitentiaire) (p. 4389) : budget de l'administration pénitentiaire - Personnels - (p. 4390) : population carcérale - Détention préventive - Rôle des magistrats - Développement du SIDA - Equipements dans les DOM-TOM - Avis défavorable sur ce projet de budget - Rapporteur pour avis (protection judiciaire de la jeunesse) (p. 4390) : crédits accordés à la protection judiciaire de la jeunesse - Intégration - Jeunes délinquants - (p. 4391) : personnels éducatifs - Etablissements des services publics - Secteur associatif - Emplois - Equipements - Missions des services de la protection judiciaire de la jeunesse - (p. 4392) : départements - Avis défavorable sur les crédits proposés pour la protection judiciaire de la jeunesse.

- Projet de loi modifiant le tableau n° 7 annexé du code électoral relatif à l'effectif des conseils régionaux et à la répartition des sièges entre les départements - *Deuxième lecture* **[n° 108 (91-92)]** - (9 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5152) : texte adopté par l'Assemblée nationale et le Sénat en première lecture - Augmentation du nombre de sièges - Zones rurales - Ajustement périodique des effectifs - S'oppose à ce projet de loi.

Nouvelle lecture **[n° 196 (91-92)]** - (18 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5525) : échec de la CMP - Demande le rejet du projet de loi.

S

SAPIN (Michel), Est nommé *ministre délégué à la justice* le 16 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* lois et décrets du 17 mai 1991).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat.

Projet de loi relatif aux recours en matière de passation de certains contrats de fournitures et de travaux [n° **388 (90-91)**] (13 juin 1991) - **Marchés publics.**

Projet de loi relatif à la sécurité des chèques et des cartes de paiement [n° **444 (90-91)**] (3 juillet 1991) - **Banques et établissements financiers.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions orales sans débat :

n° **249** de M. Jean Grandon : **Fonction publique** *(Intentions du nouveau ministre de la justice dans le domaine du personnel pénitentiaire) (JO* Débats du 1er juin 1991) (p. 1216).

n° **247** de M. José Balarello : **Codes et codification** *(Modification du régime des nullités d'instruction (JO* Débats du 8 juin 1991) (p. 1466).

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° **214 (88-89)**] - **Suite de la discussion** - (22 mai 1991) - **Art. unique (suite)** - *Art. 227-1 du code pénal* (*délaissement du mineur*) (p. 984) : s'oppose à l'amendement n° 262 bis de M. Charles Lederman (diminution des peines prévues) - *Art. 227-2* (*abandon de famille*) (p. 985) : s'oppose à l'amendement n° 263 de M. Charles Lederman (diminution des peines prévues) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 166 de M. Dreyfus-Schmidt (obligation de notifier le changement de domicile au créancier de prestations dues en raison d'obligations familiales) - *Après l'art. 227-2* (p. 986) : accepte l'amendement de coordination n° 136 de la commission - *Art. 227-4* (*soustraction d'un enfant mineur par un ascendant*) : son amendement n° 279 : personnes exerçant l'autorité parentale ou auxquelles l'enfant a été confié ou chez lesquelles il a sa résidence habituelle ; adopté - *Art. 227-5* (*soustraction d'un enfant mineur par une personne autre*) : son amendement n° 280 : personnes exerçant l'autorité parentale ou auxquelles l'enfant a été confié ou chez lesquelles il a sa résidence habituelle ; adopté - *Art. 227-6* (*circonstances aggravantes en cas de soustraction d'un enfant mineur*) (p. 987) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 139 de la commission (circonstance aggravante) - *Art. 227-10* (*privation d'aliments et de soins à enfants*) : accepte l'amendement de coordination n° 140 de la commission - *Art. 227-13* (*incitation à l'usage des stupéfiants*) (p. 988) : intervient sur les amendements de la commission n° 141 et n° 142, visant à aggraver les peines prévues - *Art. 227-15* (*provocation au suicide*) : son amendement de suppression n° 281 ; adopté - *Art. 227-16* (*incitation à commettre des délits*) (p. 989) : accepte l'amendement de coordination n° 144 bis de la commission - *Art. 227-17* (*réunions comportant des exhibitions ou des relations sexuelles auxquelles participe ou assiste un mineur*) : s'oppose à l'amendement n° 145 de la commission (réintroduction de l'incrimination d'excitation de mineurs à la débauche) - *Après l'art. 227-17* (p. 990, 991) : livre II du code pénal - Utilisation de l'image des mineurs à des fins pornographiques, y compris avec l'autorisation des parents - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 254 bis de M. Charles Lederman (lutte contre les réseaux pédophiles) - *Art. 227-18* (*atteintes sexuelles sur la personne d'un mineur de quinze ans*) : son amendement de coordination n° 282 ; adopté - *Après l'art. 227-18* (p. 992) : s'oppose à l'amendement n° 147 de la commission (rétablissement de l'incrimination de l'atteinte sexuelle par un majeur sur un mineur de quinze à dix-huit ans du même sexe) - (p. 996, 997) : s'engage à insérer une disposition poursuivant la bigamie dans le livre IV du code pénal regroupant les atteintes à l'autorité de l'Etat et de l'administration - *Art. 227-20 (responsabilité pénale des personnes morales)* : sur les amendements de coordination de la commission, accepte le n° 151 et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 152 - *Après l'art. 227-21* (p. 998) : s'oppose à l'amendement n° 153 de la commission (peine d'interdiction du territoire pour les atteintes les plus graves au mineur et à la famille) et, sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 168 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - *Art. 228-1* (*crime d'association de malfaiteurs*) (p. 999) : demande le retrait de l'amendement n° 154 de la commission (participation à une association de malfaiteurs visant également les biens) et s'engage à faire figurer une disposition semblable dans le livre III du code pénal sur les biens - Ses amendements n° 285 : incrimination de l'association de malfaiteurs en vue de commettre également un délit contre les personnes ; adopté ; et n° 310 : caractère correctionnel de la peine ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement n° 155 de la commission (peines criminelles) - *Après l'art. 223-11* (p. 1000) : s'oppose à l'amendement n° 319 de la commission (réintroduction de la notion d'avortement dans le code pénal).

– Projet de loi portant réforme des procédures civiles d'exécution - *Deuxième lecture* [n° **306 (90-91)**] - (24 mai 1991) - **Discussion générale** (p. 1046) : réforme des procédures civiles d'exécution - Efficacité - Substitution de la procédure de saisie-attribution à la procédure de saisie-arrêt - Comptes bancaires et postaux - (p. 1047) : escompte des effets de commerce - Charge des frais de recouvrement de la créance - Organismes de recouvrement - Humanisation des poursuites - Expulsions - Principe du juge de l'exécution - Contentieux du surendettement - (p. 1048) : huissiers de justice - Autorité de la justice - (p. 1052) : efficacité du titre exécutoire - Expulsions - Procédure de saisie-attribution - Bonne foi du débiteur - Juge de l'exécution - Décrets d'application - Moyens budgétaires - Commissions de surendettement - Contentieux - **Art. 8** (*compétence du juge de l'exécution*) (p. 1053) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (appel des décisions du juge de l'exécution devant une formation de la cour d'appel) - **Art. 18** (*mission des agents chargés de l'exécution*) (p. 1054) : accepte l'amendement rédactionnel n° 2 de la commission, et s'oppose aux amendements de M. Robert Pagès, n° 42 de coordination, et n° 43 (possibilité pour l'huissier de justice d'en référer au juge de l'exécution en cas d'insolvabilité du débiteur) - **Art. 20 bis** (*entrée dans le domicile du débiteur*) (p. 1055) : s'oppose aux amendements de M. Robert Pagès n° 44 (possibilité pour l'huissier de justice de requérir deux témoins majeurs pour pratiquer une saisie) et n° 45 (suppression de la somme attribuée aux personnes habilitées par la loi à assister à une mesure d'exécution) - **Après l'art. 20 bis** (p. 1056) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Jean Natali (déclaration volontaire de patrimoine faite par le débiteur de bonne foi à l'huissier de justice) - **Art. 28 bis** (*obligation pour l'huissier de justice de tenir les lieux clos lorsqu'il a pénétré dans le local en l'absence de l'occupant*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 3 de la commission - **Art. 31** (*prise en charge des frais de l'exécution*) (p. 1057) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 4 (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 5 (suppression de la référence à une réglementation possible de l'activité de recouvrement des créances) - **Art. 38** (*mission du ministère public*) (p. 1058) : s'oppose à l'amendement n° 6 de la commission (possibilité pour l'huissier de justice de requérir le procureur de la République sur son affirmation certifiée sincère de recherches infructueuses tentées pour l'exécution) et à l'amendement n° 29 de M. Jean Natali (fixation d'un délai de réponse du procureur de la République à la demande de renseignements nécessaires à la saisie des rémunérations ou des comptes bancaires du débiteur) - **Art. 40** (*confidentialité des renseignements obtenus*) (p. 1059) : s'en remet à la

sagesse du Sénat pour l'amendement n° 7 de la commission (suppression de l'obligation faite à l'huissier de justice de justifier de l'origine des renseignements ayant permis de procéder à l'exécution) - **Art. 42** (*effets de la saisie-attribution*) : sur l'amendement n° 8 de la commission (suppression du mot « immédiat » s'agissant de la saisie-attribution), son sous-amendement n° 53 ; rejeté - Son amendement n° 55 : cas de la créance résultant d'une condamnation prononcée à titre provisionnel ; adopté - (p. 1060) : s'oppose à l'amendement n° 8 de la commission - **Art. 46** (*obligations spécifiques de l'établissement bancaire tiers saisi*) (p. 1062) : s'oppose aux amendements de la commission n° 10 (délai nécessaire aux écritures comptables), n° 60 (délai nécessaire à l'imputation des chèques) et n° 11 (délai nécessaire à la contre-passation des effets de commerce) - **Art. 44** (précédemment réservé p. 1061) (*contestations relatives à la saisie*) (p. 1063) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 9 de la commission - **Art. 47** (*saisie des rémunérations*) : son amendement n° 56 : suppression de l'audience de validité de saisie-arrêt et de la dispense de comparution ; adopté - **Art. 48 bis** (*caractère subsidiaire de la saisie-vente pour le recouvrement des créances de faible montant*) (p. 1064, 1065) : accepte l'amendement rédactionnel n° 12 de la commission et l'amendement n° 58 de M. Etienne Dailly (choix possible pour le débiteur de la voie d'exécution la plus favorable à ses intérêts) - **Art. 53** (*exécution forcée relative à une obligation de livraison ou de restitution d'une chose*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 34 de M. Jean Natali et s'oppose à l'amendement n° 46 de M. Robert Pagès (frais de transport des meubles saisis) - **Art. 58** (*conditions exigées pour procéder à une expulsion*) (p. 1066, 1067) : s'oppose aux amendements de M. Robert Pagès, n° 48 (protection des droits des locataires de bonne foi privés de moyens d'existence suffisants) et n° 49 (obligation au relogement des personnes expulsées) - **Art. 59** (*respect d'un délai supplémentaire après commandement pour procéder à l'expulsion*) (p. 1068, 1069) : s'oppose à l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) et à l'amendement n° 50 de M. Robert Pagès (prolongation du délai pendant lequel l'expulsion ne peut avoir lieu) - **Art. 65** (*exception à l'autorisation judiciaire préalable*) (p. 1070) : s'oppose à l'amendement n° 59 de M. Etienne Dailly (dispense d'autorisation préalable du juge lorsque le créancier se prévaut d'un contrat écrit de louage d'immeuble ou d'un contrat d'assurance) - **Art. 70** (*paiement des frais*) (p. 1071) : accepte l'amendement n° 16 de la commission (charge des frais occasionnés par une mesure conservatoire) - **Art. 77 A** (*clercs habilités à procéder au constat*) : s'oppose à l'amendement n° 17 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 79** (*avis à tiers détenteur*) (p. 1072) : son amendement n° 57 : alignement de la procédure d'avis à tiers détenteur sur la saisie-attribution ; adopté - S'oppose aux amendements de M. Robert Pagès, n° 51 (réalisation de l'avis à tiers détenteur selon la procédure de droit privé) et n° 52 (frais d'avis à tiers détenteur).

– **Conclusions du rapport de M. Michel Dreyfus-Schmidt**, fait au nom de la commission des lois **sur la proposition de loi (n° 258, 1990-1991)** de M. Roland Courteau **tendant à supprimer les sanctions contre les avocats prévues à l'article 75 de l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur le Conseil d'Etat [n° 339 (90-91)]** - (10 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1500) : médiateur de la République - Suppression des sanctions - **Art. 1er** (*cas de recours en révision*) : son amendement rédactionnel n° 1 ; adopté - **Art. 2** (*irrecevabilité d'un second recours contre une décision contradictoire*) (p. 1501) : son amendement de suppression n° 2 ; adopté.

– **Projet de loi portant réforme des procédures civiles d'exécution** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* **[n° 366 (90-91)]** - (24 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1981) : modernisation des voies d'exécution - Saisie-attribution - Condamnations à titre provisionnel - Commission mixte paritaire, CMP - (p. 1982) : humanisation des procédures - Expulsions - Accepte les travaux de la CMP.

– **Projet de loi modifiant le code des postes et télécommunications et la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications** - *Deuxième lecture* **[n° 355 (90-91)]** - (24 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1987) : décision du Conseil constitutionnel - Droit d'accès aux locaux - Transmission au juge des procès-verbaux des saisies - Demande l'adoption du texte adopté par l'Assemblée nationale - **Art. 1er** (*recherche et constatation des infractions à la réglementation des télécommunications*) (p. 1989, 1990) : s'oppose aux amendements n° 1 et n° 2 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 2** (*recherche et constatation des infractions aux dispositions relatives à la cryptologie*) (p. 1990) : s'oppose aux amendements n° 3 et n° 4 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture).

– **Projet de loi relatif au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications [n° 389 (90-91)]** - (25 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2068) : intervention législative - Cour européenne des droits de l'homme - Libertés individuelles - Intérêt supérieur de l'Etat - Responsabilité du Premier ministre - Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité - Commission nationale de l'informatique et des liberté, CNIL - Ecoutes dites politiques et syndicales - (p. 2069) : répression pénale - Interceptions « télématiques » - Interceptions judiciaires - Interceptions administratives - Ecoutes sauvages - Législation - **Art. 1er** (*prohibition de l'interception de toute correspondance émise par la voie des télécommunications - exceptions au principe*) (p. 2069) : son amendement rédactionnel n° 54 ; adopté par priorité - **Art. 2** (*interceptions ordonnées par l'autorité judiciaire*) - *Art. 100 du code de procédure pénale* (*cadre des interceptions*)(p. 2075) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 35 et n° 36 (nouvelle rédaction), ainsi que pour l'amendement n° 2 de la commission (intégration des interceptions par voie de télécommunication dans les dispositions générales du code de procédure pénale) - S'oppose aux amendements de M. Jacques Thyraud n° 21 (limitation des interceptions judiciaires aux infractions dont la peine est supérieure à deux ans d'emprisonnement) et n° 23 (information du procureur général et recours de ce dernier devant la chambre d'accusation) - *Art. 100-1* (*contenu de la décision*) (p. 2076) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 3 de la commission - *Art. 100-2* (*durée de validité de la décision d'interception*) (p. 2077) : s'oppose aux amendements n° 24 de M. Jacques Thyraud (durée maximale de quatre mois) et n° 53 de M. Charles Lederman (durée maximale de deux mois renouvelable une fois) - *Art. 100-4* (*procès-verbal - scellés*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 4 de la commission - *Art. 100-6* (*destruction des enregistrements éventuellement intervenus*) (p. 2078) : s'oppose aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 37 de suppression et n° 38 (destruction des enregistrements en cas de relaxe ou d'acquittement définitif et en l'absence de co-inculpés à l'égard desquels l'action publique n'est pas prescrite) - *Après l'art. 100-6* (p. 2079) : accepte l'amendement n° 25 de M. Jacques Thyraud (information par le juge d'instruction du bâtonnier ou de son délégué lorsqu'un cabinet d'avocat fait l'objet d'une interception téléphonique) et, sur ce dernier, ses sous-amendements n° 64 et n° 65 ; adoptés - **Art. 24** (*appareils conçus pour l'interception de communications ou la fixation d'images attentatoires à la vie privée*) (p. 2096, 2097, 2098) : s'oppose à l'amendement n° 33 de M. Jacques Thyraud (système d'autorisations ministérielles et interdiction de toute publicité) - Arrêtés ministériels - **Art. 25** (*secret des correspondances transmises par la voie des télécommunications*) : accepte les amendements de la commission n° 16 (sanction de l'utilisation du contenu des interceptions sauvages et peines prévues) et n° 17 (peines prévues), ainsi que l'amendement n° 34 de M. Jacques Thyraud (sanction de celui qui a installé les dispositifs d'interception) - **Après l'art. 25** (p. 2099) : ses amendements n° 56 : obligation des personnes concourant à l'exécution d'une interception de sécurité ; et n° 57 : date d'entrée en vigueur de la loi ; adoptés.

– **Projet de loi relatif à l'aide juridique** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* **[n° 422 (90-91)]** - (28

juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2249) : réussite de la commission mixte paritaire - Qualité des travaux de la commission des lois - (p. 2250) : décrets d'application.

– **Projet de loi relatif au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 423 (90-91)] - (28 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2253) : esprit constructif de la commission mixte paritaire - Interceptions de sécurité.

– **Projet de loi modifiant le code des postes et des télécommunications et la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 429 (90-91)] - (29 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2295) : commission mixte paritaire.

– **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission des lois **sur les propositions de loi**, (n° 323, 90-91) déposée par M. Laurent Fabius et plusieurs de ses collègues, **tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires ; et (n° 317, 90-91) déposée par MM. Ernest Cartigny et Serge Vinçon, tendant à accroître les pouvoirs de contrôle du Parlement par la modification de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires et à en tirer les conséquences au niveau du statut de la Commission des opérations de bourse** [n° 352 (90-91)] - (29 juin 1991) - **Discussion générale** (commune avec la proposition de loi n° 323) : voir intervention sous la proposition de loi n° 323 (p. 2297).

– **Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires** [n° 323 (90-91)] - (29 juin 1991) - **Discussion générale** (commune avec la proposition de loi n° 317) (p. 2297) : publicité des auditions des commissions d'enquête et de contrôle - Le Gouvernement ne se ralliera qu'aux améliorations techniques - Secret professionnel - Sanctions pénales - **Avant l'art. 1er** (p. 2304) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (subdivision de l'article 6 de l'ordonnance du 17 novembre 1958 en plusieurs paragraphes) - (p. 2305) : sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour les n° 2, rédactionnel, et n° 3 (unification sous la même terminologie des actuelles commissions d'enquête et de contrôle) - Sur ce dernier, son sous-amendement n° 19 ; retiré - (p. 2306) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 4 de la commission (substitution de la règle de la proportionnalité à celle de la majorité pour la désignation des membres des commissions d'enquête ou de contrôle) et s'oppose au n° 5 (allongement de la durée d'existence des commissions d'enquête ou de contrôle et non-reconstitution dans l'année d'une commission) - (p. 2307) : s'oppose à l'amendement n° 6 de la commission (définition des « documents à caractère secret ») - Pouvoirs des juridictions pénales - (p. 2308) : s'oppose aux deux parties de l'amendement n° 7 de la commission (1°) obligation de comparaître nonobstant toute disposition légale ou statutaire contraire ; 2°) obligation de déposer du comparant) - (p. 2309) : s'oppose à l'amendement n° 8 de la commission (publicité et ouverture à la presse écrite et audiovisuelle des auditions des commissions d'enquête - Enumération des cas d'auditions à huis clos) - (p. 2310) : s'oppose aux amendements de la commission n° 9 (obligation de déposer sous serment nonobstant toute disposition légale ou statutaire contraire) et n° 10 (inopposabilité du secret professionnel par les agents des organismes publics de l'Etat ou des collectivités locales chargés de missions d'investigation) - (p. 2311) : accepte l'amendement n° 11 de la commission (protection des fonctionnaires et des salariés contre les sanctions disciplinaires) - (p. 2312) : s'oppose aux amendements de la commission n° 12 (pénalités applicables aux entraves à l'exercice des missions des commissions d'enquête et de contrôle) et n° 13, de coordination - **Art. 1er** (*publicité des auditions des commissions d'enquête ou de contrôle*) (p. 2313) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 14 de la commission - **Après l'art. 1er** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 15 de la commission - **Art. 2** (*sanctions pénales de la divulgation ou de la publication d'une information tenue secrète*) : accepte l'amendement de coordination n° 16 de la commission - **Après l'art. 2** (p. 2314) : sur l'amendement n° 20 de la commission (non-rétroactivité de la loi), son sous-amendement n° 21 : application immédiate des mesures relatives à la publicité des auditions ; adopté.

Nouvelle lecture [n° 453 (90-91)] - (5 juillet 1991) - **Discussion générale** (p. 2505) : commission mixte paritaire, CMP - Fusion des commissions d'enquête et de contrôle - Publicité des auditions - **Art. 1er E** (*durée de la mission des commissions d'enquête*) (p. 2511) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement de cet article dans une nouvelle rédaction) - **Après l'art. 1er E** (p. 2512) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 1 de la commission - **Art. 1er G** (*obligation de comparaître, de prêter serment et de déposer*) : s'oppose à l'amendement n° 3 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 1er J** (*inopposabilité du secret professionnel par certains agents publics*) (p. 2514) : s'oppose à l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement de cet article dans une nouvelle rédaction) - **Art. 1er K** (*garanties accordées aux comparants contre les incidences professionnelles préjudiciables à leur déposition devant les commissions d'enquête*) (p. 2516) : accepte l'amendement n° 5 de la commission (rétablissement de cet article) - **Art. 1er** (p. 2517) : s'oppose à l'amendement n° 6 de la commission (demande de huis clos) - **Art. 3** (*entrée en vigueur de la loi*) (p. 2518) : s'oppose à l'amendement n° 7 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture).

– **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes** - *Deuxième lecture* [n° 411 (90-91)] - (2 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2532) : première lecture - Crimes contre l'humanité - Génocide - Protection des mineurs - Droits de l'enfant - (p. 2533) : arrestation et séquestration arbitraires - Répression du trafic de stupéfiants - Atteintes aux moeurs - Mineurs de plus de quinze ans - Avortement - (p. 2534) : SIDA - Période de sûreté obligatoire - Interdiction du territoire - (p. 2542, 2543) : échelle des peines - Réforme du code pénal - Répression - Dissémination de maladies épidémiques - Prévention - Avortement - **Art. unique** - *Art. 211-1 du code pénal (p. 2545)* : son amendement n° 157 : définition du génocide ; rejeté - (p. 2546) : accepte les amendements de la commission n° 12 (prise en compte de la destruction d'une partie du groupe) et n° 11 (suppression des termes « par une autorité nationale, politique, ethnique, raciale ou religieuse ») - Ses amendements rédactionnels n° 158, n° 159, n° 160, n° 161 et n° 162 ; adoptés - (p. 2548) : s'oppose aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° 182 et n° 183 (précision des durées minimale et maximale de la peine dans l'ensemble des articles qui énoncent une incrimination) - *Art. 211-2* (p. 2549) : s'oppose à l'amendement n° 163 de M. Charles Lederman (nouvelle rédaction de cet article), et sur les amendements de M. Hubert Durand-Chastel, s'oppose au n° 180 (substitution des termes « ou d'actes inhumains » à ceux de « ou d'actes de barbarie ») et accepte le n° 181 (extension de la notion de crime contre l'humanité) - *Art. 211-4* (p. 2550) : son amendement n° 1 : possibilité pour le juge de prononcer la confiscation de tout ou partie des biens du condamné ; adopté - Accepte le sous-amendement n° 196 de la commission - *Art. 211-4-1* (p. 2551) : s'oppose à l'amendement n° 13 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), mais sur ce dernier accepte le sous-amendement n° 184 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - *Après l'art. 211-4-1* (p. 2552) : son amendement n° 2 : possibilité de déclarer des personnes morales pénalement responsables de crimes contre l'humanité ; adopté - Accepte le sous-amendement n° 197 de la commission - (p. 2553) : son amendement n° 3 : cas d'une personne qui agit sur l'ordre d'un supérieur hiérarchique ou de la loi ; retiré - *Art. 221-1* (p. 2554) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement dans le texte de la période de sûreté prévue dans le cas visé) - *Art. 221-2* (p. 2555) ; accepte l'amendement rédactionnel n° 15 de la commission - *Art. 221-3* : accepte l'amendement rédactionnel n° 16 de la commission - (p. 2556) ; accepte l'amendement n° 19 de la commission (nouvelle rédaction de la circonstance aggravante) - **Art. 221-6** : sur les amendements de

la commission, accepte le n° 17, rédactionnel, et s'oppose au n° 18 (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - *Art. 221-7-1* (p. 2557) : s'oppose à l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement de l'incrimination d'empoisonnement) - *Art. 221-8* (p. 2558) : accepte l'amendement rédactionnel n° 21 de la commission - (p. 2559) : s'oppose à l'amendement n° 164 de M. Charles Lederman (sanction contre le chef d'entreprise qui cause la mort d'autrui en laissant des personnes placées sous son autorité enfreindre les prescriptions légales ou réglementaires) - *Art. 221-9* (p. 2560) : s'oppose aux amendements n° 165 de M. Charles Lederman (restriction et précision du champ d'application de la responsabilité des personnes morales) et n° 22 de la commission (suppression des modalités d'exécution de la peine d'affichage ou de diffusion de la décision).

Suite de la discussion - (3 octobre 1991) - **Art. unique (suite)** - *Art. 221-12 du code pénal* (p. 2578) : accepte l'amendement de conséquence n° 23 de la commission et s'oppose à l'amendement de suppression n° 166 de M. Charles Lederman - *Art. 221-12-1* (p. 2579) : s'oppose à l'amendement n° 24 de la commission (suppression de la peine complémentaire d'affichage applicable aux personnes physiques dans le cas d'homicide involontaire) - *Art. 221-13* (p. 2580) : s'oppose à l'amendement n° 25 de la commission (rétablissement de l'interdiction du territoire pour les étrangers coupables d'homicide volontaire) - S'oppose au sous-amendement n° 185 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - *Art. 222-1* (p. 2581) : accepte l'amendement rédactionnel n° 26 de la commission - *Art. 222-1-1* : s'oppose à l'amendement n° 27 de la commission (rétablissement de cet article) - *Art. 222-2* (p. 2582) : sur les amendements de la commission, accepte les n° 30, n° 31 de coordination, et n° 34 rédactionnel, s'oppose aux n° 28, de coordination, n° 33 rédactionnel et n° 29 (rétablissement de la circonstance aggravante lorsque la victime de l'acte de torture ou de barbarie est un ascendant) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 32 (usage et menace d'une arme) - *Art. 222-4* (p. 2583) : accepte l'amendement rédactionnel n° 37 de la commission - *Art. 222-5* : s'oppose à l'amendement n° 38 de la commission (rétablissement de la période de sûreté dans le cas de violences mortelles) - *Art. 222-6* (p. 2585) : sur les amendements de la commission, accepte les n° 39, n° 41, n° 42 de coordination, et n° 44 rédactionnel, s'oppose aux n° 39 et n° 40 de coordination, et n° 43 rédactionnel - *Art. 222-8* : sur les amendements rédactionnels de la commission, s'oppose au n° 45 et accepte le n° 46 - *Art. 222-10* (p. 2586) : sur les amendements de coordination de la commission, s'oppose aux n° 47, n° 48, et accepte les n° 49 et n° 50 ; s'oppose à l'amendement rédactionnel n° 51 de la commission - *Art. 222-10-1* (p. 2587) : sur les amendements rédactionnels de la commission, s'oppose au n° 52 et accepte le n° 53 - *Art. 222-12* (p. 2588) : sur les amendements de coordination de la commission, s'oppose aux n° 54, n° 55 et accepte les n° 56 et n° 57 - S'oppose à l'amendement rédactionnel n° 58 de la commission - *Art. 222-12-1* : s'oppose à l'amendement rédactionnel n° 59 de la commission - *Art. 222-13* (p. 2589) : sur les amendements de coordination de la commission, s'oppose aux n° 67 et n° 61, et accepte les n° 62 et n° 63 - S'oppose à l'amendement rédactionnel n° 64 de la commission - *Art. 222-13-1* (p. 2590) : s'oppose à l'amendement rédactionnel n° 65 de la commission - *Art. 222-14* : s'oppose à l'amendement n° 66 de la commission (introduction d'une période de sûreté obligatoire) - *Art. 222-16* (p. 2591) : s'oppose à l'amendement n° 67 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) ainsi que sur ce dernier, au sous-amendement n° 187 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - *Art. 222-17* : s'oppose à l'amendement n° 68 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - *Art. 222-18* (p. 2597) : sur les amendements de la commission, accepte les n° 69 et n° 71 de coordination, s'oppose aux n° 70 (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture), n° 72 (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) et n° 73 (fixation des peines à trois ans d'emprisonnement et 300 000 francs d'amende en cas de dissémination de maladies transmissibles épidémiques) - *Après l'art. 222-18* : son amendement n° 174 : aggravation des peines encourues lorsque des blessures involontaires ayant entraîné une incapacité totale de travail inférieure ou égale à trois mois résultent de la violation délibérée d'une obligation de prudence ou de sécurité ; rejeté - (p. 2598) : s'oppose à l'amendement n° 167 de M. Charles Lederman (responsabilité pénale du chef d'entreprise ou d'un préposé) - *Art. 222-19* (p. 2599) : sur les amendements de coordination de la commission, s'oppose au n° 74 et accepte le n° 75 - *Section 3 (des agressions sexuelles)* : demande la réserve de l'amendement n° 76 de la commission (nouvel intitulé : « Des agressions et atteintes sexuelles »), puis l'accepte (p. 2606) - *Avant le paragraphe 1 et l'art. 222-20* : son amendement de précision n° 4 ; adopté - *Art. 222-21* (p. 2600) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 77 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - (p. 2601) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 78 de la commission - *Art. 222-23* : accepte l'amendement n° 79 de la commission (rétablissement de la période de sûreté en cas de viol ayant entraîné la mort) - *Art. 222-24* : accepte l'amendement rédactionnel n° 80 de la commission - *Paragraphe 2 (Des autres agressions sexuelles)* (p. 2602) : demande la réserve de l'amendement n° 81 de la commission (nouvel intitulé : « Des autres agressions sexuelles et des atteintes sexuelles »), puis l'accepte (p. 2606) - *Art. 222-25 A* : s'oppose à l'amendement n° 82 de la commission (rétablissement des peines actuellement en vigueur pour des atteintes sexuelles sans violence, contrainte, menace ni surprise sur un mineur de quinze ans) - *Après l'art. 222-25 A* (p. 2603) : s'oppose à l'amendement n° 83 de la commission (cas d'aggravation pour les atteintes sexuelles sur mineurs de quinze ans) - *Art. 222-25* : son amendement n° 5 : suppression des mots « commises par violence, contrainte, menace ou surprise » ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement n° 84 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - *Art. 222-26* (p. 2604) : s'oppose à l'amendement n° 85 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - *Après l'art. 222-26* : s'oppose aux amendements de coordination de la commission n° 86 et n° 87 - - *Art. 222-27* : son amendement n° 6 : suppression des mots « commises par violence, contrainte, menace ou surprise ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement n° 88 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - *Art. 222-28* (p. 2605) : s'oppose aux amendements n° 89 et n° 90 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - *Art. 222-31* (p. 2606) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 91 de la commission - *Art. 222-33* : s'oppose à l'amendement rédactionnel n° 92 de la commission - *Art. 222-34* (p. 2607) : son amendement n° 175 : importation et exportation illicites de stupéfiants en bande organisée ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement n° 93 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - *Art. 222-34-1* : accepte l'amendement rédactionnel n° 94 de la commission - *Art. 222-34-2* : accepte l'amendement rédactionnel n° 95 de la commission - *Art. 222-37-1* (p. 2610) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 96 de la commission - *Art. 222-38* : s'oppose à l'amendement de coordination n° 97 de la commission - *Art. 222-39* (p. 2611) : s'oppose à l'amendement n° 98 de la commission (rétablissement de tous les cas d'interdiction du territoire prévus dans le texte du Sénat en matière d'atteinte à la vie) - *Art. 222-39-2* : accepte l'amendement rédactionnel n° 99 de la commission - *Après l'art. 222-39-2* : accepte l'amendement n° 100 de la commission (conséquences en matière de licence de débits de boissons des mesures de fermeture prévues à l'article 222-39-2) - *Art. 223-1* (p. 2613) : s'oppose à l'amendement n° 189 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (violation du règlement du travail) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 101 de la commission (cas de négligence manifestement délibérée) - *Après l'art. 223-1* (p. 2615) : s'oppose à l'amendement n° 168 de M. Charles Lederman (délégation du pouvoir des chefs d'entreprises) - *Art. 223-2* (p. 2616) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 102 de la commission - *Art. 223-11* (p. 2617) : s'oppose à l'amendement n° 169 de M. Charles Lederman (augmentation jusqu'à douze

semaines du délai prévu dans l'actuelle législation), ainsi qu'aux amendements n° 103 et n° 104 de la commission (rétablissement des peines actuellement en vigueur) - *Art. 223-11-1* : s'oppose à l'amendement n° 105 de la commission (substitution du terme « d'avortement » à celui « d'interruption volontaire de grossesse » lorsque cette dernière est illégale) - *Après l'art. 223-11-1* (p. 2618) : s'oppose à l'amendement n° 106 de la commission (cas de la femme qui se procure un avortement à elle-même) - (p. 2619) : s'oppose au sous-amendement n° 200 de M. Michel Darras - *Section 1* (*Des atteintes à la liberté d'aller et de venir*) (p. 2623) : s'oppose à l'amendement n° 107 de la commission (nouvel intitulé : « De l'enlèvement et de la séquestration ») - *Art. 224-1* (p. 2624) : accepte l'amendement de coordination n° 109 de la commission - *Art. 224-3* : s'oppose à l'amendement n° 171 de M. Charles Lederman (suppression de l'expression « bande organisée ») - *Après l'art. 224-4* (p. 2625) : son amendement n° 7 : aggravation de la répression en matière d'enlèvement ou de séquestration lorsque la victime est un mineur de quinze ans ; adopté - *Section 2* : s'oppose à l'amendement n° 110 de la commission (rétablissement d'une section propre au détournement d'aéronef, de navires ou de tout autre moyen de transport) - *Paragraphe 2* (*Du détournement d'aéronef, de navire ou de tout autre moyen de transport*) : s'oppose à l'amendement n° 111 de la commission (suppression du paragraphe 2 et de son intitulé) - *Section 3* (*Des entraves à l'exercice des libertés d'expression, d'association, de réunion ou de manifestation*) : s'oppose à l'amendement n° 112 de la commission (suppression de la section 3 et de son intitulé) - *Art. 225-3-1* (p. 2627) : accepte l'amendement n° 114 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - *Art. 225-4* (p. 2628) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 115 de la commission - *Art. 225-5* : s'oppose à l'amendement n° 116 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - *Art. 225-6* (p. 2629) : accepte l'amendement rédactionnel n° 117 de la commission - (p. 2630) : s'oppose à l'amendement n° 118 de la commission (maintien des présomptions du droit actuel) ainsi que celui des amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 192 (suppression des deux présomptions de proxénétisme) et n° 193 (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - *Art. 225-7* (p. 2631) : sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 119, de coordination, et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 120 - *Art. 225-10* (p. 2632) : son amendement n° 176 : réclusion criminelle à perpétuité en cas de proxénétisme commis en recourant à des tortures ou à des actes de barbarie ; adopté - *Art. 225-11* : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 121 de la commission (rétablissement de la période de sûreté pour proxénétisme hôtelier) - *Section 3* (*Des conditions inhumaines de travail et d'hébergement*) (p. 2634) : son amendement n° 201 : nouvel intitulé « Des conditions d'activité et d'hébergement contraires à la dignité de la personne » ; adopté - *Art. 225-17* (p. 2635) : s'oppose à l'amendement de précision n° 173 de M. Charles Lederman - - *Art. 225-22* (p. 2636) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 122 de la commission - *Art. 225-23* : s'oppose à l'amendement n° 123 de la commission (nouvelle rédaction de la peine d'affichage) - *Art. 225-25* (p. 2637) : s'oppose à l'amendement n° 124 de la commission (caractère obligatoire du prononcé de l'interdiction du territoire en matière de proxénétisme) - *Art. 225-27* : accepte l'amendement rédactionnel n° 125 de la commission - (p. 2638) : accepte l'amendement de coordination n° 126 de la commission - *Art. 225-28* : accepte l'amendement de coordination n° 127 de la commission - *Art. 226-2-1* : son amendement n° 177 : prise en compte des dispositions introduites par la loi du 10 juillet 1991 relative au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications ; adopté - - *Art. 226-5* (p. 2639) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 128 de la commission - *Art. 226-6* : s'oppose à l'amendement de coordination n° 129 de la commission - *Art. 226-9* (p. 2640) : s'oppose à l'amendement n° 130 de la commission (possibilité pour le parquet d'engager des poursuites) - *Art. 226-11* : s'oppose à l'amendement de coordination n° 131 de la commission - *Art. 226-12* (p. 2641) : son amendement n° 178 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - (p. 2642) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 194 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - *Art. 226-17* (p. 2644) : son amendement d'harmonisation n° 179 ; adopté - *Section 5* (*Des atteintes aux droits de la personne résultant de traitements informatiques*) : s'oppose à l'amendement n° 133 de la commission (suppression de la division section 5) - *Art. 226-18* (p. 2646) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 134 de la commission - *Art. 226-18-1* : s'oppose à l'amendement de suppression n° 135 de la commission - *Art. 226-18-2* : s'oppose à l'amendement de suppression n° 136 de la commission - *Art. 226-18-3* : s'oppose à l'amendement de suppression n° 137 de la commission - *Art. 226-18-4* : s'oppose à l'amendement de suppression n° 138 de la commission - *Section 6* (*Des peines complémentaires applicables aux personnes physiques*) (p. 2647) : accepte l'amendement rédactionnel n° 139 de la commission - *Art. 226-19* : accepte l'amendement de coordination n° 140 de la commission - *Art. 227-1* : son amendement n° 8 : réduction de la peine d'amende à 100 000 francs ; rejeté - (p. 2649) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de la commission, n° 141 (cas du délaissement qui a permis d'assurer la santé et la sécurité de l'enfant) et n° 199 (peines prévues dans le cas d'un délaissement qui a permis d'assurer la sécurité et la santé de l'enfant) - *Art. 227-2-1* : accepte l'amendement rédactionnel n° 142 de la commission - *Art. 227-3* (p. 2650) : accepte l'amendement n° 143 de la commission (suppression du second alinéa du texte proposé pour l'article 227-3) - *Après l'art. 227-3* : accepte l'amendement de conséquence n° 144 de la commission - *Après l'art. 227-7* : accepte l'amendement n° 145 de la commission (tentative des infractions prévues aux articles 227-4 et 227-5) - *Art. 227-9* : accepte l'amendement n° 146 de la commission (sanctions de la tentative) - *Art. 227-9-1* (p. 2651) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 147 de la commission - - *Art. 227-17* (p. 2651) : son amendement n° 9 : nouvelle rédaction de cet article ; devenu sans objet - (p. 2652) : s'oppose à l'amendement n° 148 de la commission (maintien de l'incrimination actuelle d'incitation des mineurs à la débauche dans toute son étendue) - *Avant l'art. 227-17-1* : son amendement n° 10 : cas d'un majeur qui organise des réunions comportant des exhibitions ou des relations sexuelles auxquelles participe ou assiste un mineur de plus de quinze ans ; devenu sans objet - *Art. 227-18* (p. 2653) : s'oppose à l'amendement de conséquence n° 149 de la commission - *Art. 227-18-1 A* : s'oppose à l'amendement de conséquence n° 150 de la commission - *Art. 227-18-2* : s'oppose à l'amendement n° 151 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - *Section 6* (*Dispositions générales*) (p. 2655) : accepte l'amendement rédactionnel n° 152 de la commission - *Art. 227-19* : accepte l'amendement de conséquence n° 153 de la commission - *Art. 227-21-1* : s'oppose à l'amendement de coordination n° 154 de la commission - *Après l'art. 227-21-1* (p. 2656) : s'oppose à l'amendement n° 155 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - *Art. 228-1* : accepte l'amendement rédactionnel n° 156 de la commission - **Seconde délibération** (p. 2657) : accepte la demande de seconde délibération formulée par la commission sur l'article 221-13 du code pénal relatif aux cas dans lesquels l'interdiction du territoire français n'est pas possible - *Art. 221-13* : s'oppose à l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement de cet article).

– Projet de loi relatif à la sécurité des chèques et des cartes de paiement [n° 444 (90-91)] - (22 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3074) : chèques sans provision - Chèques et cartes de paiement - Commerçants et détaillants en carburants - Réglementation - (p. 3075) : police bancaire - Remboursement de la victime - Rôle de la Banque de France - Sanctions pécuniaires - (p. 3076) : régularisation - Pénalités libératoires - Pratiques bancaires en matière de découvert - Sanctions pénales - Cartes de paiement - Concertation - (p. 3084) : dispositif répressif - **Art. 1er** (*introduction de dispositions relatives aux cartes de paiement*) - *Intitulé du décret-loi du 30 octobre 1935* (p. 3085) : s'oppose à l'amendement n° 60 de M. Pierre Schiélé (mention de la sécurité juridique des transactions) - **Art. 2** (*définition de la carte de paiement et irrévocabilité de l'ordre de paiement par carte*)

- *Art. 57-1 du décret-loi du 30 octobre 1935* (p. 3086) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 2 de la commission (suppression de la référence aux cartes émises par les entreprises et définition de la carte de retrait) - **Avant l'art. 3** (p. 3087) : s'oppose à l'amendement n° 50 de M. Robert Pagès (procédure de règlement amiable entre la banque et une personne ayant émis des chèques sans provision dans certaines conditions) - **Art. 4** (*régularisation*) - *Art. 65-3* (p. 3089) : s'oppose à l'amendement n° 3 de la commission (injonction de restitution des formules de chèques faite sans délai par le banquier tiré) - (p. 3090, 3091) : s'oppose à la deuxième partie, paragraphe I-B (maintien du délai d'interdiction de chéquier à un an) et à la troisième partie, paragraphe II (possibilité pour le titulaire du compte d'émettre de nouveau des chèques en cas de régularisation) de l'amendement n° 51 de M. Robert Pagès - Sur les amendements de M. Hubert Haenel, accepte le n° 36 (information dans le même temps par le banquier tiré de tous les mandataires de son client) et s'oppose au n° 37 (reprise du texte en vigueur sur la régularisation d'un chèque sans provision) - (p. 3092) : sur les amendements de M. Hubert Haenel, accepte le n° 38 (modalités de l'injonction précisées par un décret en Conseil d'Etat) et s'oppose au n° 39 (possibilité de mise en oeuvre de la procédure de recouvrement par notification) - Sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 5 (délivrance automatique d'un certificat de non-paiement au terme du délai d'un mois à compter de la première présentation du chèque à payer et après nouvelle présentation) et accepte le n° 6 (mise en oeuvre de la procédure de recouvrement soit par une signification, soit par une notification par lettre recommandée avec accusé de réception) - Sur ce dernier, son sous-amendement n° 67 ; adopté - (p. 3093) : accepte l'amendement de coordination n° 40 de M. Hubert Haenel - (p. 3094) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 8 (limitation des frais de recouvrement) et s'oppose au n° 10 (contestation possible du titre exécutoire dans des conditions prévues par un décret en Conseil d'Etat) - S'oppose à l'amendement n° 9 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (mise à la charge du tireur des frais occasionnés par le rejet d'un chèque par dérogation à la procédure civile d'exécution) - **Art. 5** (*pénalité libératoire*) - *Art. 65-3-1* (p. 3095) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 53 de M. Robert Pagès - (p. 3096) : accepte l'amendement n° 41 de M. Hubert Haenel (précision sur le calcul du montant de la pénalité libératoire) - (p. 3097) : s'oppose à l'amendement n° 54 de M. Robert Pagès (allongement du délai de régularisation permettant d'éviter le paiement de la pénalité libératoire) - Accepte l'amendement n° 12 de la commission (cas de l'expiration du délai de régularisation sans pénalité un jour non ouvré) - *Art. 65-3-2* (p. 3098) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 55 de M. Robert Pagès et à l'amendement n° 32 de M. Jean-Jacques Robert (versement du tiers du montant des pénalités libératoires à un fonds d'équipement permettant aux bénéficiaires de s'équiper d'un matériel de contrôle des chèques) - Accepte l'amendement n° 13 de la commission (versement du montant total des pénalités libératoires au Trésor public) - *Art. 65-3-3* : accepte l'amendement de suppression n° 14 de la commission - *Art. 65-3-4* : s'oppose à l'amendement n° 56 de M. Robert Pagès (durée de l'interdiction bancaire limitée à un an) - *Art. 65-3-5* (p. 3099) : s'oppose aux amendements n° 57 de M. Robert Pagès (caractère suspensif du recours) et n° 61 de M. Pierre Schiélé (possibilité pour la juridiction saisie d'ordonner la suspension de l'interdiction bancaire ou d'autoriser la remise de formulaires) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 62 de M. Pierre Schiélé (substitution des termes « l'action en justice » aux termes « le recours ») - **Avant l'art. 6** (p. 3100) : s'oppose à l'amendement n° 58 de M. Robert Pagès (gratuité de la certification du chèque demandée par un interdit bancaire) - **Art. 6** (*interdiction « bancaire » en cas de compte collectif*) -*Art. 65-4* (p. 3101) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 15 de la commission - **Art. 7** (*sanctions pénales*) - *Art. 66* (p. 3102) : accepte l'amendement n° 63 de M. Pierre Schiélé (retrait de tout ou partie de la provision par tout moyen y compris le transfert ou le virement) - **Art. 9** (*contrefaçon et falsification des cartes de paiement -destruction et confiscation des matériels de fabrication*) - *Art. 67-1* (p. 3103) : accepte l'amendement n° 16 de la commission (extension aux cartes de retrait des dispositions relatives à la sanction de la contrefaçon et de la falsification des cartes de crédit) - *Art. 67-2* (p. 3104) : accepte l'amendement n° 17 de la commission (remplacement des mots « carte de paiement » par les mots « carte de paiement ou de retrait ») - **Art. 10** (*interdiction judiciaire*) - *Art. 68* : accepte l'amendement rédactionnel n° 18 de la commission - **Art. 12** (*sanction pénale des obligations des banques*) - *Art. 72* : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 19 de la commission (obligation pour le banquier d'informer les bénéficiaires d'un chèque refusé que le tireur était interdit) - **Art. 13** (*sanction pécuniaire civile des obligations des banques*) - *Art. 73* (p. 3105) : sur l'amendement n° 20 de la commission (obligation faite aux banques d'apporter la preuve qu'elles ont procédé à toutes les diligences en vue d'obtenir la restitution des formules de chèques et engagement de leur responsabilité lorsque l'intéressé est interdit au moment de la délivrance de la formule), son sous-amendement n° 68 ; adopté - Et sur l'amendement précité, accepte le sous-amendement n° 72 de M. Hubert Haenel - **Art. 15** (*information de la Banque de France - information des banques, de l'administration fiscale et du Parquet*) - *Art. 73-3 et 74* (p. 3106) : prolifération de fichiers privés - Fichier central de la Banque de France - S'oppose à l'amendement rédactionnel n° 35 de M. Jean-Jacques Robert, et accepte l'amendement rédactionnel n° 21 de la commission - (p. 3107) : accepte les amendements n° 59 de M. Guy Allouche (monopole de gestion des informations de la Banque de France) et n° 22, rédactionnel, de la commission - Son amendement n° 70 : limitation de l'accès de l'administration des impôts au fichier de la Banque de France ; devenu sans objet - (p. 3108) : accepte l'amendement n° 24 de la commission (sanction de la méconnaissance de l'obligation de secret à laquelle sont tenus les utilisateurs du fichier de la Banque de France) - **Après l'art. 15** : son amendement n° 1 : possibilité d'accès à des informations sur les chéquiers pour les personnes immatriculées au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 25 de la commission - **Art. 17** (*abrogations*) (p. 3109) : accepte l'amendement rédactionnel n° 26 de la commission - **Après l'art. 17** : s'oppose à l'amendement n° 65 de M. Pierre Schiélé (signification du protêt de l'ordre de débiter le compte effectué par carte de paiement) - **Art. 18** (*application de la loi dans les DOM et à Saint-Pierre-et-Miquelon*) : accepte l'amendement n° 27 de la commission (rôle de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer) - **Art. 19** (*application de la loi dans les TOM et à Mayotte*) (p. 3110) : accepte l'amendement n° 28 de la commission (rôle de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer) - **Après l'art. 19** : s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (autorisation donnée aux banquiers de faire droit à l'opposition si le tireur écrit qu'il est dans l'un des cas prévus par la loi) - (p. 3111) : accepte l'amendement n° 29 de la commission (entrée en vigueur de la loi et organisation de sa mise en application), et sur ce dernier, son sous-amendement n° 69 ; adopté.

– **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens [n° 215 (88-89)]** - (29 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3340) : livre III du code pénal - Difficultés juridiques - Atteintes au patrimoine et à l'intégrité physique ou psychique de la personne - Prise en compte des formes modernes de criminalité - Infractions nouvelles - Apport des amendements de la commission des lois - Infractions informatiques - Nouvelles circonstances aggravantes - (p. 3341) : qualification d'escroquerie - Définition de l'abus de confiance - Vol simple - Violences - Répression graduée - Interdiction du territoire français - (p. 3346) : responsabilité des personnes morales - (p. 3351) : amendes - Délit de filouterie - (p. 3352) : loi d'adaptation - **Art. unique** (*les dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et des délits contre les biens sont fixées par le Livre III annexé à la présente loi*) (réservé jusqu'après l'examen des articles du code pénal qui y sont annexés) - *Livre III* (*Des crimes et délits contre les biens*) - *Chapitre Ier* (*Le vol*) (p. 3352) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (intitulé du chapitre Ier : Du vol) - *Avant l'art. 301-1 du code pénal* : accepte l'amendement n° 2 de la commission (insertion

d'une division additionnelle : section I « Du vol simple et des vols aggravés ») - *Art. 301-3* (p. 3354) : s'oppose à l'amendement n° 4 de la commission (peine maximale), ainsi qu'aux amendements n° 173 (diminution du montant de l'amende), n° 175 (précision relative à la peine maximale) et n° 174 (possibilité pour le juge de choisir entre l'emprisonnement et l'amende) de M. Charles Lederman - *Après l'art. 301-3* (p. 3356) : s'oppose à l'amendement n° 176 de M. Charles Lederman (diminution de la sanction relative au vol simple) - (p. 3357) : sur l'amendement n° 176 de M. Charles Lederman (diminution de la sanction relative au vol simple), s'oppose au sous-amendement n° 240 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - *Art. 301-4 (vols aggravés - premier niveau d'aggravation des sanctions)* (p. 3359) : accepte l'amendement n° 5 de la commission (liste des circonstances aggravantes du premier niveau de sanctions) - Sur celui-ci, son sous-amendement n° 233 ; rejeté. Sur son amendement n° 5 précité, accepte le sous-amendement n° 181 de M. Charles Lederman - *Après l'art. 301-4* (p. 3361) : accepte l'amendement n° 6 de la commission (sanction du vol précédé, accompagné ou suivi de violence ayant entraîné une incapacité de huit jours au plus) - *Art. 301-5* (p. 3362) : accepte l'amendement n° 7 de la commission (renforcement des sanctions) et s'oppose au n° 183 de M. Charles Lederman (suppression de l'amende) - *Art. 301-6 (vols aggravés - sanction du vol aggravé de violence ayant entraîné une mutilation ou une infirmité permanente)* : accepte l'amendement n° 8 de la commission et s'oppose à l'amendement n° 184 de M. Charles Lederman (suppression de l'amende) - *Art. 301-7 (vols aggravés - sanction du vol commis avec usage ou menace d'une arme)* (p. 3363) : accepte l'amendement n° 9 de la commission (répression plus sévère en cas de port d'arme et application d'une période de sûreté) ; sur celui-ci s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 148 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, et s'oppose à l'amendement n° 185 de M. Charles Lederman (suppression de l'amende) - *Art. 301-8 (vols aggravés - sanction du vol commis en bande organisée)* (p. 3364) : accepte l'amendement n° 10 de la commission (circonstances aggravantes dues à l'existence d'une bande organisée) ; sur celui-ci s'en remet à la sagesse du Sénat sur le sous-amendement n° 150 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, et s'oppose à l'amendement n° 186 de M. Charles Lederman (suppression de la peine d'amende) - *Art. 301-9 (vols aggravés - sanction du vol précédé, accompagné ou suivi de violence ayant entraîné la mort ou de torture)* : accepte l'amendement n° 11 de la commission (application de la période de sûreté) et s'oppose à l'amendement n° 187 de M. Charles Lederman (suppression de la peine d'amende) - *Art. 301-10 (application des peines prévues pour violence)* : son amendement n° 221 : suppression de la disposition spécifiant que les peines aggravées en raison d'actes de violence sont applicables à tous les participants au vol, et suppression de la référence à l'instigateur ; devenu sans objet - S'oppose aux amendements n° 12 de la commission (suppression de la disposition spécifiant que les peines aggravées en raison d'actes de violence sont applicables à tous les participants au vol et suppression de la référence à l'instigateur) et n° 189 de M. Charles Lederman (suppression de la notion de responsabilité collective) - *Art. 301-11 (utilisation frauduleuse d'énergie)* (p. 3366) : demande le retrait de l'amendement de suppression n° 132 de M. Jacques Thyraud - *Après l'art. 301-11* (p. 3367) : accepte l'amendement n° 13 de la commission (insertion d'une division additionnelle : section II : « Dispositions générales »).

Suite de la discussion - (30 octobre 1991) - **Art. unique (suite)** - *Après l'art. 301-11 et Art. 301-2 du code pénal* (précédemment réservé, le 29 octobre 1991, p. 3353) *(immunités familiales)* (p. 3379) : accepte les amendements de la commission, n° 14 (immunités familiales) et n° 3 (suppression du texte proposé pour l'article 301-2) et demande le retrait de l'amendement n° 172 de M. Charles Lederman (immunités familiales) - (p. 3380) : accepte l'amendement n° 15 de la commission (sanctions identiques pour la tentative et pour les délits eux-mêmes) - *Avant l'art. 301-12* : accepte l'amendement n° 16 de la commission (insertion d'une division additionnelle : section III : peines complémentaires applicables aux personnes physiques et responsabilité des personnes morales) - *Art. 301-12 (peines complémentaires applicables aux personnes physiques)* (p. 3381) : accepte l'amendement n° 17 de la commission (peines complémentaires facultatives) ; sur celui-ci, son sous-amendement n° 234 ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° 190 de M. Charles Lederman (liberté des tribunaux dans leur choix parmi les peines énumérées) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 18 de la commission (introduction de la peine complémentaire d'interdiction de séjour) - *Après l'art. 301-12* (p. 3382) : s'oppose à l'amendement n° 19 de la commission (interdiction du territoire) et sur celui-ci, accepte le sous-amendement n° 155 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - *Art. 301-13 (responsabilité pénale des personnes morales pour vol)* (p. 3383) : s'oppose à l'amendement n° 191 de M. Charles Lederman (exclusions des partis politiques et des syndicats de la responsabilité des personnes morales) et accepte l'amendement n° 20 de la commission (possibilité d'interdire à titre définitif ou provisoire l'exercice professionnel pour les peines applicables aux personnes morales) ; sur celui-ci, son sous-amendement n° 235 ; adopté - (p. 3384) : accepte les amendements de coordination n° 21 et n° 22 de la commission - *Art. 301-14 (tentative des délits)* : accepte l'amendement de suppression n° 23 de la commission - *Avant l'art. 302-1* : accepte l'amendement n° 24 de la commission (modification de l'intitulé du chapitre II : de l'extorsion) - *Art. 302-1 (extorsion simple)* (p. 3385) : accepte l'amendement n° 25 de la commission (définition de l'extorsion) et sur celui-ci, le sous-amendement n° 160 de M. Michel Dreyfus-Schmidt ainsi que l'amendement n° 159 de ce dernier (remplacement des termes « d'une chose » par ceux de « d'un bien » - *Après l'art. 302-1* : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 26 de la commission (première gradation dans les circonstances aggravantes de l'extorsion) - *Art. 302-2 (extorsion accompagnée de violences graves)* (p. 3386) : accepte l'amendement n° 27 de la commission (deuxième gradation des circonstances aggravantes en matière d'extorsion) et s'oppose aux amendements n° 193 (maintien du texte actuel en sanctionnant par l'emprisonnement l'extorsion accompagnée des circonstances aggravantes) et n° 194 (diminution de l'amende) de M. Charles Lederman - *Après l'art. 302-2* : accepte l'amendement n° 28 de la commission (extorsion accompagnée de violences sur autrui ayant entraîné une mutilation ou une infirmité permanente) - *Art. 302-3 (extorsion commise avec usage ou menace d'une arme)* : accepte l'amendement n° 29 de la commission (peine de trente ans de réclusion criminelle assortie d'une période de sûreté) et sur celui-ci le sous-amendement n° 152 de M. Michel Dreyfus-Schmidt ; s'oppose à l'amendement n° 195 de M. Charles Lederman (diminution de l'amende) - *Art. 302-4 (extorsion commise en bande organisée)* (p. 3387) : accepte l'amendement n° 30 de la commission (fonction applicable à l'extorsion en bande organisée) et s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 196 de suppression et n° 197 (diminution de l'amende) - *Art. 302-5 (extorsion accompagnée soit de tortures ou d'actes de barbarie soit de violences ayant entraîné la mort)* (p. 3388) : accepte l'amendement de coordination n° 31 de la commission - *Art. 302-6 (champ d'application des articles 302-1, 302-4 et 302-5)* (p. 3389) : accepte l'amendement n° 32 de la commission (peines encourues lorsque les violences ont été commises après l'extorsion pour favoriser la fuite ou assurer l'impunité d'un auteur) et s'oppose à l'amendement n° 199 de M. Charles Lederman (suppression de la notion de responsabilité collective) - *Art. 302-7 (définition du chantage)* (p. 3390) : accepte l'amendement n° 33 de la commission (réécriture de l'article) - *Après l'art. 302-7* : accepte l'amendement n° 133 de M. Jacques Thyraud (aggravation de la peine) et l'amendement de coordination n° 34 de la commission - *Art. 302-8 (peines complémentaires applicables aux personnes physiques)* (p. 3391) : accepte l'amendement n° 35 de la commission (peines complémentaires applicables en cas de chantage) - *Après l'art. 302-8* (p. 3392) : s'oppose à l'amendement n° 36 de la commission (interdiction du territoire pour les étrangers coupables d'une infraction de chantage aggravé) - *Art. 302-9 (responsabilité pénale des personnes morales)* : accepte l'amendement de coordination n° 37 de la commission - *Art. 302-10 (tentative des délits d'extorsion et de chantage)* : accepte l'amendement de sup-

pression n° 38 de la commission - **Chapitre III** (*l'escroquerie et les infractions voisines*) : accepte l'amendement n° 39 de la commission (nouvelle rédaction de l'intitulé du chapitre III avant l'article 303-1 : de l'escroquerie et des infractions voisines) - **Section I** (*l'escroquerie*) : accepte l'amendement n° 40 de la commission (modification de l'intitulé de la section I avant l'article 303-1 : de l'escroquerie) - *Art. 303-1* (*escroquerie simple*) (p. 3393) : accepte l'amendement n° 41 de la commission (définition du délit d'escroquerie simple) - *Art. 303-2* (*escroquerie réalisée par un agent public ou par une personne faisant appel au public en vue de l'émission de titres ou de la collecte de fonds à des fins d'entraide humanitaire*) : accepte l'amendement n° 42 de la commission (prévision de l'ensemble des circonstances aggravantes à l'escroquerie) - *Après l'art. 303-2* : accepte l'amendement de coordination n° 43 de la commission - **Section II** (*les infractions voisines de l'escroquerie*) (p. 3394) : accepte l'amendement n° 44 de la commission (nouvelle rédaction de l'intitulé de la section II : des infractions voisines de l'escroquerie) - *Art. 303-3* (*exploitation frauduleuse de l'ignorance ou de la faiblesse d'un mineur ou d'une personne vulnérable*) : accepte l'amendement n° 45 de la commission (punition de l'abus de l'état d'ignorance ou de la situation de faiblesse du mineur ou de la personne vulnérable) - *Art. 303-4* (*délits de filouterie*) (p. 3395) : s'oppose à l'amendement n° 201 de M. Charles Lederman (suppression de la référence à la filouterie et diminution des sanctions) - Son amendement n° 241 : substitution des termes : « de six mois d'emprisonnement et de 50 000 francs d'amende » aux termes : « d'un an d'emprisonnement et de 100 000 francs d'amende » ; adopté - (p. 3396) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 135 de M. Jacques Thyraud (suppression d'une lacune dans la définition des faits qualifiés de filouterie) - *Art. 303-5* (*peines complémentaires applicables aux personnes physiques en matière d'escroquerie et pour les infractions voisines de l'escroquerie*) (p. 3397) : accepte les amendements n° 46 et n° 47 de la commission (prévision des peines complémentaires pour le délit d'escroquerie en coordination avec celles prévues pour les délits précédents) - *Art. 303-6* (*autres peines complémentaires applicables aux personnes physiques en matière d'escroquerie*) : accepte l'amendement n° 48 de la commission (peines complémentaires spécifiques à l'encontre de ceux qui se sont rendus coupables d'escroquerie) - *Art. 303-7* (*responsabilité des personnes morales en matière d'escroquerie ou d'exploitation frauduleuse de la faiblesse*) (p. 3398) : accepte l'amendement de coordination n° 49 de la commission - *Art. 303-8* (*tentative de délit, d'escroquerie, d'escroquerie avec circonstances aggravantes et d'exploitation frauduleuse de la faiblesse d'une mineur ou d'une personne vulnérable*) : accepte l'amendement de coordination n° 50 de la commission - **Chapitre IV** (*les détournements*) : accepte l'amendement n° 51 de la commission (modification de l'intitulé du chapitre IV avant l'article 304-1 : des détournements) - **Section I** (*abus de confiance*) : accepte l'amendement n° 52 de la commission (modification de l'intitulé de la section I avant l'article 304-1 : de l'abus de confiance) - *Art. 304-1* (*abus de confiance*) (p. 3399) : accepte l'amendement n° 53 de la commission (définition de l'abus de confiance) - *Art. 304-2* (*circonstances aggravantes de l'abus de confiance*) : accepte l'amendement n° 54 de la commission (suppression du 2° de l'article visant l'incrimination des mandataires de justice) - *Après l'art. 304-2* : accepte les amendements de la commission, n° 55 (abus de confiance commis par un mandataire de justice ou par un officier public ministériel) et n° 56 (application des dispositions votées à propos des immunités familiales au délit d'abus de confiance) - **Section II** (*le détournement de gage ou d'objet saisi*) : accepte l'amendement n° 57 de la commission (modification de l'intitulé de la section II : « Du détournement de gage ou d'objet saisi ») - *Art. 304-3* (*détournement de gage*) (p. 3400) : accepte l'amendement rédactionnel n° 58 de la commission - **Section III** (*L'organisation frauduleuse de l'insolvabilité*) : accepte l'amendement n° 59 de la commission (modification de l'intitulé de la section III : « De l'organisation frauduleuse de l'insolvabilité ») - *Art. 304-5* (*organisation frauduleuse de l'insolvabilité - incrimination et peines applicables*) : accepte les amendements rédactionnels n° 60 et n° 61 de la commission et s'oppose à l'amendement n° 204 de M. Charles Lederman (diminution de la peine d'amende) - (p. 3402) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 168 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (prise en compte de la situation du débirentier) - *Art. 304-6* (*organisation frauduleuse de l'insolvabilité - conséquences civiles de la condamnation à l'égard de l'instigateur ou du complice*) : accepte les amendements identiques n° 62 de la commission et n° 205 de M. Charles Lederman (suppression des mots : « instigateur ou »), ainsi que l'amendement de coordination n° 63 de la commission - *Art. 304-8* (*peines complémentaires applicables aux personnes physiques en matière d'abus de confiance*) (p. 3403) : accepte les amendements de coordination n° 64 et n° 65 de la commission - *Art. 304-9* (*peines complémentaires applicables aux personnes physiques en matière de détournements et d'organisation frauduleuse de l'insolvabilité*) : accepte l'amendement de coordination n° 66 de la commission - *Art. 304-10* (*responsabilité pénale des personnes morales en matière d'abus de confiance*) (p. 3404) : accepte l'amendement de coordination n° 67 de la commission - *Art. 304-11* (*responsabilité pénale des personnes morales en matière de détournement de gage, d'objets saisis ou en matière d'organisation frauduleuse de l'insolvabilité*) : accepte les amendements de coordination n° 68 et n° 69 de la commission - *Art. 304-12* (*tentative des délits prévus au chapitre IV*) : accepte l'amendement de suppression n° 70 de la commission - *Art. 304-13* (*assimilation du vol, de l'escroquerie ou de l'abus de confiance au regard des règles de la récidive*) : accepte l'amendement de coordination n° 71 de la commission - **Chapitre V** : accepte l'amendement de coordination n° 72 de la commission - *Avant l'art. 305-1* (p. 3405) : accepte l'amendement de coordination n° 73 de la commission - *Art. 305-1* (*recel simple*) : accepte les amendements de coordination de la commission n° 74, n° 75 et n° 76 - *Art. 305-2* (*recel habituel*) : accepte les amendements de la commission, n° 77, de coordination, et n° 78, rédactionnel - *Art. 305-3* (*majoration de la peine*) (p. 3406) : accepte l'amendement de coordination n° 79 de la commission - *Après l'art. 305-3* : accepte l'amendement rédactionnel n° 80 de la commission - *Avant l'art. 305-4* : accepte les amendements de la commission, n° 81, de précision, et n° 82 (reprise des dispositions de la loi du 30 novembre 1987) - *Art. 305-4* (*recel assimilé*) : accepte l'amendement n° 83 de la commission (reprise des dispositions de la loi du 30 novembre 1987) - *Après l'art. 305-4* (p. 3407) : accepte l'amendement de conséquence n° 84 de la commission - *Art. 305-5* (*registre des objets usagers mis en vente ou échangés*) : accepte l'amendement de coordination n° 85 de la commission - *Après l'art. 305-5* : accepte l'amendement rédactionnel n° 86 de la commission - *Art. 305-6* (*peines complémentaires en matière de recel*) : accepte l'amendement de synthèse n° 87 de la commission - *Après l'art. 305-6* : s'oppose à l'amendement de cohérence n° 88 de la commission, et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 157 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - *Art. 305-7* (*responsabilité des personnes morales*) : accepte les amendements de coordination n° 89 et n° 90 de la commission - *Art. 305-8* (*récidive*) (p. 3409) : accepte l'amendement de coordination n° 91 de la commission - **Chapitre VI** (*le vandalisme et les autres destructions, dégradations et détérioration*) (p. 3409) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 206 de M. Charles Lederman (nouvel intitulé : « Destructions et détériorations ») et n° 92, rédactionnel, de la commission - *Avant l'art. 306-1* : accepte l'amendement rédactionnel n° 93 de la commission - *Art. 306-1* (p. 3410) : accepte l'amendement n° 94 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) et, sur ce dernier, le sous-amendement n° 239 de M. Jacques Thyraud - *Après l'art. 306-1* (p. 3412) : accepte les amendements de la commission n° 95 (circonstances aggravantes liées à l'infraction définie à l'article 306-1) et n° 96, de précision - *Avant l'art. 306-2* : accepte les amendements de la commission, n° 97, rédactionnel, et n° 98 (cas d'un incendie provoqué par un manquement à une obligation de sécurité ou de prudence imposée par la loi), et s'oppose au sous-amendement n° 171 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - *Art. 306-2* (*destruction, dégradations et détériorations volontaires dangereuses pour les personnes*) (p. 3413) : accepte l'amendement rédactionnel n° 99 de la commission, ainsi que les amendements identiques n° 100

de la commission et n° 210 de M. Charles Lederman (substitution du mot « emprisonnement » à ceux de « réclusion criminelle ») - S'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 209, rédactionnel et n° 211 (diminution du montant de l'amende) - *Après l'art. 306-2* : accepte l'amendement n° 101 de la commission (aggravation) - *Art. 306-3 (cas où le crime prévu à l'article 306-2 est réalisé en bande organisée)* (p. 3414) : accepte l'amendement n° 102 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) et s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 212, de suppression, et n° 213 (amende prévue) - *Art. 306-4 (cas où le crime prévu à l'article 306-2 a entraîné pour autrui une mutilation ou une infirmité permanente)* : accepte l'amendement n° 103 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) et s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 214 (diminution du plafond de la peine) et n° 215 (suppression de l'amende) - *après l'art. 306-4* (p. 3415) : accepte les amendements de la commission, n° 104 (infraction punie de la réclusion criminelle à perpétuité) et n° 105, de coordination - *Avant l'art. 306-5* : accepte l'amendement n° 106 de la commission (insertion d'une division additionnelle relative aux menaces de destruction, de dégradation ou de détérioration) - (p. 3416) : sur l'amendement n° 107 de la commission (infraction relative à la menace de commettre une dégradation ou une détérioration des biens), accepte le sous-amendement n° 169 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - Accepte les amendements n° 108 (menace sous condition) et n° 109 (fausse alerte à la bombe) de la commission - (p. 3418) : accepte l'amendement rédactionnel n° 110 de la commission - *Art. 306-5 (peines complémentaires applicables aux personnes physiques)* (p. 3419) : accepte l'amendement de coordination n° 111 de la commission et s'oppose à l'amendement n° 216 de M. Charles Lederman (suppression du troisième alinéa du texte proposé pour l'article 306-5) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 112 de la commission (interdiction de séjour) - *Après l'art. 306-5* (p. 3420) : s'oppose à l'amendement n° 113 de la commission (interdiction du territoire français obligatoire et automatique à l'encontre de l'étranger coupable de l'infraction définie par les articles 306-2-1 à 306-4-1), et accepte le sous-amendement n° 158 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - *Art. 306-6 (responsabilité pénale des personnes morales pour vandalisme, destructions, dégradations ou détériorations)* (p. 3420) : s'oppose à l'amendement n° 217 de M. Charles Lederman (champ d'application de la responsabilité des personnes morales) - accepte l'amendement de coordination n° 114 de la commission - *Art. 306-7 (tentative)* : accepte l'amendement de coordination n° 115 de la commission - **Chapitre VII** *(les infractions en matière informatique)* : accepte l'amendement n° 136 de M. Jacques Thyraud (nouvel intitulé : « Des atteintes au système de traitement automatisé de données ») - *Art. 307-1 (fraude informatique)* (p. 3422) : accepte l'amendement n° 137 de M. Jacques Thyraud (reprise de l'article 462-2 de la loi du 5 janvier 1988) - *Art. 307-2 (utilisation, communication, reproduction d'un programme, d'une donnée ou de tout autre élément d'un système de traitement informatique)* : accepte l'amendement n° 138 de M. Jacques Thyraud (nouvelle rédaction de cet article) - *Art. 307-3 (destruction ou altération d'un système informatique)* (p. 3423) : accepte l'amendement n° 139 de M. Jacques Thyraud (nouvelle rédaction de cet article) - *Art. 307-4 (utilisation d'un système informatique pour obtenir un profit illicite)* : accepte l'amendement n° 140 de M. Jacques Thyraud (reprise des dispositions de l'article n° 462-5 actuellement en vigueur) - *Après l'art. 307-4* : accepte les amendements de M. Jacques Thyraud, n° 141 (utilisation des documents informatisés visés à l'article 307-4), n° 142 (recel des données en violation des articles 307-1 à 307-4-1) et n° 144 (participation à un groupement en vue d'une infraction prévue par les articles 307-1 à 307-4-2) - *Art. 307-5 (peines applicables aux personnes physiques coupables des délits prévus aux articles 307-1 à 307-4)* (p. 3424) : son amendement n° 229 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - *Art. 307-6 (peine encourue par les personnes physiques coupables du délit prévu à l'article 307-4)* : son amendement de coordination n° 230 ; adopté - *Art. 307-7 (responsabilité des personnes morales)* : son amendement de coordination n° 231 ; adopté - *Art. 307-8 (tentative)* (p. 3425) : accepte l'amendement n° 143 de M. Jacques Thyraud (reprise des dispositions de l'article 462-7 du code pénal actuel) - **Chapitre VIII** *(la participation à une association de malfaiteurs)* : accepte l'amendement rédactionnel n° 125 de la commission - *Art. 308-1 (association de malfaiteurs constituée en vue de préparer des crimes contre les biens)* : accepte l'amendement n° 126 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - *après l'art. 308-1* (p. 3426) : s'oppose à l'amendement n° 219 de M. Charles Lederman (sanction dans le cas où la participation à une association de malfaiteurs est accompagnée de circonstances aggravantes) - *Art. 308-2 (exemption de peine)* : accepte l'amendement n° 127 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - *Art. 308-3 (peine applicable aux personnes physiques coupables du crime prévu à l'article 308-1)* (p. 3427) : accepte l'amendement n° 128 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) et s'oppose à l'amendement n° 220 de M. Charles Lederman (suppression de l'interdition de séjour comme peine complémentaire) - **Sur l'ensemble** (p. 3428) : vol simple - Peine de sûreté obligatoire - Interdiction du territoire français - Territoires d'outre-mer.

– Projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France [n° 35 (91-92)] - (12 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3651) : flux migratoires - Immigration clandestine - Haut conseil à l'intégration - Lutte contre le travail clandestin - Employeurs - (p. 3652) : contrôle préventif - Répression - Peines existantes - Peines complémentaires - Informations - Reconduite à la frontière - (p. 3653) : compétences de l'Office des migrations internationales, OMI - Réforme du régime de l'interdiction du territoire - Jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et du Conseil d'Etat - (p. 3667) : prévention et répression du travail clandestin - Interdiction du territoire - (p. 3668) : inspection du travail - Office des migrations internationales - **Art. 1er A** *(Art. L. 320 du code du travail -déclaration obligatoire d'un salarié aux organismes de protection sociale préalablement à son embauche)* (p. 3669) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques de suppression n° 25 de la commission et n° 51 de la commission saisie pour avis ainsi que pour l'amendement n° 59 de M. Charles Lederman (suppression des troisième, quatrième et cinquième alinéas du texte proposé pour l'article L. 320 du code du travail tendant à une application progressive des dispositions) - **Art. 1er** *(Art. L. 620-3 - remise obligatoire d'une attestation d'embauche par l'employeur)* (p. 3670) : s'oppose aux amendements de la commission, n° 26 (responsabilité de l'employeur) et n° 27 (déclaration des employés aux organismes de sécurité sociale) - **Après l'art. 1er** (p. 3671) : accepte les amendements de M. Claude Estier, n° 65 (interdiction du recours à un travailleur indépendant) et de cohérence n° 66 - **Avant l'art. 2** : accepte l'amendement n° 57 de M. Claude Estier (habilitation des officiers des affaires maritimes à constater les infractions relatives au travail clandestin à bord des navires) - **Art. 2** *(mise en jeu de la responsabilité civile des cocontractants du travailleur clandestin)* - *Art. L. 324-14 du code du travail (relation contractuelle directe)* (p. 3673) : s'oppose à l'amendement n° 60 de M. Robert Pagès (précision relative à la notion de contrat), ainsi qu'aux amendements de la commission, n° 28 (attestation de l'inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers) et n° 29 (détermination du seuil d'application de la loi pour des travaux particuliers) - *Art. L. 324-14-1 (sous-traitance)* (p. 3675) : s'oppose aux amendements n° 30 de la commission (nouvelle rédaction plus précise quant à la portée juridique de l'article) et n° 67 de M. Claude Estier (cas du défaut de régularisation) - Sur les amendements de la commission saisie pour avis, accepte le n° 53 (précision des moyens par lesquels le donneur d'ordre pouvait avoir connaissance de la situation irrégulière d'un sous-traitant) et s'oppose au n° 54 (élargissement du champ de l'exception prévue en faveur des particuliers) - *Art. L. 324-14-2 (entreprises étrangères)* (p. 3676) : s'oppose à l'amendement n° 31 de la commission (notion d'effet équivalent) - **Art. 3** *(Art. L. 362-3 - confiscation des produits du travail clandestin)* (p. 3677) : s'oppose aux amendements de la commission, n° 32 (retour au texte du Gouvernement) et n° 33 (maintien du lien entre la confiscation et l'acte délictuel) -

Art. 4 (*peines complémentaires nouvelles applicables dans les cas de condamnation pour infraction aux règles relatives au travail clandestin*) -*Art. L. 362-4* (*interdiction d'exercice professionnel*)(p. 3678) : s'oppose à l'amendement n° 34 de la commission (allègement de la peine) - *Art. L. 362-6* (*interdiction du territoire français*) (p. 3679) : s'oppose aux amendements n° 35 de la commission (harmonisation de l'article avec la position du Sénat dans le cadre de la réforme du code pénal) et n° 68 de M. Claude Estier (extension des catégories protégées contre l'interdiction du territoire) - **Art. 4 bis** (*moyens des services de contrôle des infractions relatives au travail clandestin*) (p. 3680) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 36 de la commission - **Art. 6 A** (*Art. L. 364-2-1 -aggravation des sanctions contre l'employeur de travailleurs étrangers en situation irrégulière*) (p. 3681) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 37 de la commission - **Art. 6** (*Art. L. 364-2-2 - confiscation des biens utilisés à l'occasion de l'infraction et des produits d'un travail effectué par un étranger employé irrégulièrement*) : s'oppose aux amendements de la commission, n° 38 (suppression de la notion de confiscation de tous les autres biens) et n° 39 (suppression de la qualification du produit de l'infraction) - **Avant l'art. 7** (p. 3682) : s'oppose à l'amendement n° 61 de M. Charles Lederman (définition de l'infraction relative au trafic de main-d'oeuvre immigrée) - **Art. 7** (*Art. L. 364-5 - aggravation des sanctions des extorsions de fonds en vue ou à l'occasion de l'introduction d'un étranger en France*) : s'oppose aux amendements, n° 40 de la commission (maintien des peines en vigueur) et n° 62 de M. Charles Lederman (aggravation des sanctions de l'infraction) - (p. 3683) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 41 de la commission - **Art. 8** (*Art. L. 364-3-1 - peines complémentaires nouvelles pour certaines infractions*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 42 de la commission - **Art. 9** (*compétences de l'Office des migrations internationales*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 72 de la commission et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 de M. Marcel Lucotte (rôle de l'Office des migrations internationales dans la réinsertion en France des Français ayant résidé à l'étranger) - **Art. 10** (*certificat d'hébergement*) (p. 3684) : s'oppose à l'amendement n° 43 de la commission (modalités d'établissement du certificat d'hébergement et insertion du dispositif dans l'ordonnance du 2 novembre 1945) - Code du travail - Ordonnance du 2 novembre 1945 - **Art. 12** (*peines applicables en cas d'emploi d'étrangers sans titre*) (p. 3686) : s'oppose à l'amendement n° 44 de la commission (suppression du caractère direct ou indirect du lien) - **Art. 14** (*renforcement de la répression de l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 45 de la commission - S'oppose à l'amendement n° 63 de M. Charles Lederman (introduction de la notion de « trafic organisé » ou « d'habitude » comme circonstance aggravante) - (p. 3687) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 73 de la commission - **Art. 15** (*conditions d'application du régime de l'interdiction du territoire*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 46 de la commission - **Art. 16** (*conditions de l'expulsion en matière d'organisation irrégulière d'admission d'étrangers en France, d'hébergement collectif et d'emploi d'étrangers sans titre - conditions d'application des mesures de reconduite à la frontière*) (p. 3688) : accepte l'amendement rédactionnel n° 74 de la commission et s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Marcel Lucotte (interdiction du territoire à certaines catégories d'étrangers) - (p. 3689) : s'oppose à l'amendement n° 47 de la commission (suppression du paragraphe II de l'article 16 par coordination avec la réforme du code pénal) - **Art. 17** (*destruction par l'étranger de ses documents de voyage*) : s'oppose à l'amendement n° 64 de M. Charles Lederman (délai de présentation des documents de voyage) - Garanties judiciaires - (p. 3690) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Marcel Lucotte (cas d'interdiction définitive du territoire) - **Avant l'art. 18** : accepte l'amendement n° 58 de M. Claude Estier (suppression pour les enquêteurs de la possibilité de revenir aux règles de l'enquête préliminaire) - **Art. 18** (*interdiction du territoire en matière d'hébergement collectif*) (p. 3691) : s'oppose aux amendements n° 15 (exercice de l'autorité parentale), n° 16 (suppression des « mariages blancs »), n° 17 (restriction des possibilités de dérogation à l'interdiction du territoire) et n° 18 (interdiction du territoire aux récidivistes) de M. Marcel Lucotte, ainsi qu'aux amendements n° 70 de M. Claude Estier (restriction des dérogations à l'interdiction du territoire pour un étranger titulaire d'une rente d'accident de travail servie par un organisme français) et n° 75 de la commission (coordination relative aux étrangers protégés à l'égard de l'interdiction du territoire) - **Art. 19** (*interdiction du territoire en matière de trafic de stupéfiants*) (p. 3692) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 48 de la commission - Harmonisation de la législation - **Art. 20** (*rapport annuel au Parlement sur les conditions d'application de la loi*) : s'oppose à l'amendement n° 49 de la commission (limitation de l'objet du rapport prévu au titre premier relatif au travail clandestin).

– **Projet de loi relatif aux recours en matière de passation de certains contrats de fournitures et de travaux** [n° **388 (90-91)**] - (13 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3697) : directives communautaires - Marchés publics - Droit des contrats - Procédures civiles et administratives - Référé - Stricte application des dispositions de la directive communautaire - Demande l'adoption de ce projet de loi - **Art. 2** (*application des directives communautaires : introduction dans le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel des dispositions relatives aux contrats et marchés*) (p. 3700) : accepte l'amendement de rectification n° 1 de la commission - **Intitulé** (p. 3701) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (projets de loi relatifs aux recours en matière de passation de certains contrats et marchés de fournitures et de travaux).

– **S'associe à l'hommage rendu à la mémoire de M. Paul Kauss**, sénateur du Bas-Rhin (10 décembre 1991) (p. 5179).

– **Projet de loi relatif à la sécurité des chèques et des cartes de paiement** - *Deuxième lecture* [n° **148 (91-92)**] - (10 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5180) : large accord entre les deux assemblées - Chèques sans provision - Cartes de paiement - Interdiction bancaire - Commerçants et artisans - **Art. 1er** (p. 5182) : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Daniel Millaud (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Après l'art. 2** (p. 5183) : s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Daniel Millaud (rétablissement de l'article 57-1 du décret du 30 octobre 1935 rendant possible l'obtention pour une banque d'un titre exécutoire gratuit) - **Art. 2 bis** (*refus de délivrance de chéquiers*) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Daniel Millaud (suppression de l'obligation pour le banquier qui refuse de délivrer au titulaire d'un compte des formules de chèques de motiver sa décision) - **Art. 4** (p. 5184) : s'oppose aux amendements de M. Daniel Millaud, n° 8 (aggravation de certaines sanctions pénales) et n° 16 (possibilité pour les huissiers de justice de travailler au forfait) - **Art. 5** (p. 5185, 5186) : s'oppose aux amendements de M. Robert Pagès, n° 10 de suppression, n° 11 (assouplissement des conditions d'exemption de la pénalité libératoire), n° 12 (suppression de la possibilité de doublement de la taxe) et n° 13 (gratuité des chèques certifiés pour les interdits bancaires) - Accepte l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement du délai d'interdiction bancaire fixé à dix ans) - **Art. 6** (p. 5187) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 9 de M. Daniel Millaud - **Art. 15** (p. 5188) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (mention des formules de chèques inutilisées) - (p. 5189) : accepte l'amendement n° 6 de M. Paul Loridant (possibilité pour les établissements de crédit de consulter le fichier de la Banque de France préalablement à l'octroi d'un prêt ou d'un crédit) - Refus d'autorisation d'accès au fichier de la Banque de France de certaines sociétés privées se livrant à des enquêtes de solvabilité - **Art. 15 bis** (*vérification de la régularité de l'émission par les commerçants*) (p. 5192) : s'oppose à l'amendement n° 17 ter de M. Daniel Millaud (suppression de la distinction entre les destinataires de chèques suivant qu'ils sont ou non immatriculés au registre du commerce ou registre des métiers) - **Art. 20** (p. 5193) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 4 de la commission (confirmation écrite et sans délai de son opposition par le tireur) - **Après l'art. 21** : s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Daniel Millaud (dérogation de la saisie-vente pour chèque impayé au code des procédures civiles d'exécution) - **Art. 22** (*rapport au Parlement*) (p. 5194) : date d'entrée en

vigueur du présent projet de loi - Accepte l'amendement n° 5 de la commission (destinataire du rapport).

– **Projet de loi relatif au renforcement de la lutte contre le trafic de stupéfiants [n° 101 (91-92)]** - (10 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5194, 5195) : lutte contre le trafic de stupéfiants et le blanchiment de l'argent de la drogue - Moyens judiriques des services d'enquête - Convention de Vienne et coopération internationale - Légalisation des livraisons surveillées - Actes constitutifs du trafic de stupéfiants autorisés par la loi lors de l'infiltration des réseaux - Jurisprudence de la cour de cassation - (p. 5196) : procédure d'autorisation et de contrôle judiciaires - Circulaire d'application - Amnistie des infractions commises - (p. 5200) : lutte contre le trafic international de stupéfiants et le blanchiment de l'argent de la drogue - Lutte contre les petits trafiquants et dealers - Prévention - Urgence - Souhaite un vote unanime et conforme du Sénat - **Art. 1er** (*livraisons surveillées, livraisons contrôlées et infiltrations par des officiers ou agents de police judiciaire*) (p. 5201) : s'oppose à l'amendement n° 1 de la commission (référence à l'autorisation de la loi ou au commandement de l'autorité légitime) - **Art. 3** (*amnistie des infractions commises à l'occasion de livraisons contrôlées ou d'infiltrations par les OPJ et APJ ou les agents des services des douanes avant le 19 novembre 1991*) (p. 5203, 5204) : intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (extension de l'amnistie prévue aux personnes dont le concours a été sollicité aux mêmes fins par les officiers ou agents de police judiciaire ou les agents des douanes) - (p. 5205) : fait sienne l'analyse de M. Marcel Rudloff sur cet amendement.

– **Projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France** - *Nouvelle lecture* **[n° 119 (91-92)]** - (10 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5205) : lutte contre le travail clandestin - Profondes modifications apportées par le Sénat en première lecture - Dissuasion et sensibilisation des acteurs économiques - (p. 5206) : sous-traitance - Définition du travail clandestin - Coordination entre les différentes administrations luttant contre le travail clandestin - Indemnité de licenciement des salariés employés clandestinement - Souhaite que le Sénat s'associe à la politique engagée par le Gouvernement - **Art. 1er A** (p. 5209) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 1 de la commission et annonce qu'il sera défavorable à l'ensemble des amendements présentés par la commission - **Art. 1er** (p. 5210) : s'oppose aux amendements de la commission n° 2 (possibilité pour l'employeur de se faire représenter) et n° 3 (procédure relative au carnet à souches) - **Art. 2** - *Art. L. 324-14 du code du travail* (p. 5211) : s'oppose aux amendements de la commission n° 4 (responsabilité solidaire des contractants en l'absence de remise d'un document attestant de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers) et n° 5 (cas du particulier qui contacte pour son usage personnel, celui de son conjoint, de ses ascendants ou de ses descendants) - *Art. L. 324-14-1* : s'oppose à l'amendement n° 6 de la commission (maintien du droit en vigueur en matière de responsabilité solidaire des sous-traitants) - *Art. L. 324-14-2* : s'oppose à l'amendement n° 7 de la commission (notion de « réglementation d'effet équivalent ») - **Art. 3** (p. 5212) : s'oppose aux amendements de la commission n° 8 (définition de l'étendue des choses saisissables) et n° 9 (preuve du lien entre le produit et l'infraction) - **Art. 4** - *Art. L. 362-4* : s'oppose à l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - *Art. L. 362-6* : s'oppose à l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 4 bis** (p. 5213) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 12 de la commission - **Art. 6 A** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 13 de la commission - **Art. 6** : s'oppose aux amendements de la commission n° 14 (limitation de la confiscation aux seuls objets) et n° 15 (détermination par le juge du lien entre le produit et l'infraction) - **Art. 7** (p. 5214) : s'oppose aux amendements de la commission n° 16 (maintien des sanctions pénales en vigueur) et n° 17 (limitation de la confiscation prononcée par le juge aux seuls objets) - **Art. 10** : s'oppose à l'amendement n° 18 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 12** : s'oppose à l'amendement n° 19 de la commission (détermination par le juge du lien entre le produit et l'infraction) - **Art. 14** (p. 5215) : s'oppose à l'amendement n° 20 de la commission (détermination par le juge du lien entre le produit et l'infraction) - **Art. 15** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 21 de la commission - **Art. 16** : s'oppose à l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte du code pénal) - **Art. 18** (p. 5216) : s'oppose à l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement du texte du code pénal) - **Art. 19** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 24 de la commission - **Art. 20** (p. 5217) : s'oppose à l'amendement n° 25 de la commission (nouvelle rédaction).

– **Projet de loi relatif aux recours en matière de passation de certains contrats et marchés de fournitures et de travaux** - *Deuxième lecture* **[n° 203 (91-92)]** - (20 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5692) : rapprochement entre la position adoptée par la commission des lois et celle du Gouvernement - Option en faveur de la voie juridictionnelle - Application minimale de la directive - **Sur l'ensemble** (p. 5694) : accord entre l'Assemblée nationale et le Sénat sans le recours à une CMP - Voeux pour 1992.

SARRE (Georges), *secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement, du logement des transports et de la mer chargé des transports routiers et fluviaux* - Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

Est nommé *secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux* le 17 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 18 mai 1991).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Georges Mouly : **Autoroutes** *(Autoroute A89) (JO* Débats du 18 octobre 1991) (p. 2990).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° **318** de M. Alain Gérard : **Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)** *(Récupération de la TVA par les communes ou SIVOM créant des maisons d'accueil pour personnes âgées) (JO* Débats du 8 juin 1991) (p. 1464).

n° **319** de M. José Balarello : **Drogues et stupéfiants** *(Applicabilité des dispositions destinées à lutter contre le blanchiment de l'argent de la drogue aux établissements financiers de la Principauté de Monaco) (JO* Débats du 8 juin 1991) (p. 1466).

n° **323** de M. Paul Souffrin : **Marché unique européen** *(Conséquences du Marché unique européen dans les régions frontalières) (JO* du 8 juin 1991) (p. 1465).

n° **317** de M. Roger Lise : **Départements et territoires d'outre-mer** *(Nécessité d'assurer le curage des rivières et l'entretien de leurs berges en Martinique) (JO* Débats du 15 juin 1991) (p. 1702).

n° **326** de Mme Hélène Missoffe : **Aérodromes** *(Conséquences du développement de l'aéroport de Roissy) (JO* Débats du 15 juin 1991) (p. 1701).

n° **327** de M. Jean Simonin ; **Impôts et taxes** *(Redevance préalable à l'autorisation domaniale d'occupation du domaine public fluvial) (JO* Débats du 28 juin 1991) (p. 2264).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant dispositions diverses en matière de transports [n° 359 (90-91)]** - (25 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3214) : établissement public « Voies navigables de France » - Réforme des voies navigables - Conventions relatives au Rhin - Port autonome de Strasbourg - Sanction des entreprises de transport européennes effectuant du

cabotage sans autorisation préalable - (p. 3219) : transport de matières dangereuses - Réseau navigable européen - Transfert de charges - (p. 3220) : représentation des personnels - Etablissement public « Voies navigables de France » - Politique globale des transports - **Art. 1er** (*statut et caractéristiques de Voies navigables de France*) (p. 3221) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Robert Vizet (répartition tripartite équitable des représentants au conseil d'administration) et à l'amendement n° 1 de la commission (élaboration obligatoire d'un contrat de plan entre l'Etat et Voies navigables de France) - (p. 3222) : intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (exonération de la redevance sur l'utilisation du domaine public fluvial en faveur des clubs nautiques agréés lors de l'organisation de manifestations d'intérêt public sans but lucratif) - Propose au rapporteur de participer à la rédaction de la circulaire relative aux manifestations utilisant le domaine public fluvial - Accepte l'amendement n° 20 de M. Claude Estier (compétence du président de Voies navigables de France, des directeurs des ports autonomes de Paris et de Strasbourg pour transmettre les procès-verbaux constatant les infractions portant atteinte à l'intégrité des domaines respectifs dont ils ont la charge) - **Art. 2** (*recherche des infractions, sanctions et recouvrement de la taxe sur les ouvrages hydrauliques*) (p. 3223) : accepte les amendements de la commission, n° 3 de coordination et n° 4 (faculté pour le juge de s'opposer aux contrôles tendant à l'acquittement de la taxe sur les ouvrages de prise et de rejet d'eau) - Son amendement n° 22 : acquittement de la taxe sur les ouvrages de prise et de rejet d'eau par les usufruitiers ; adopté - (p. 3224) : sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 5 (perception de la taxe sur les ouvrages de prise et de rejet d'eau par Voies navigables de France) et accepte le n° 6 (limitation du nombre d'agents habilités à procéder au contrôle de l'assiette de la taxe) - Son amendement de coordination n° 23 ; devenu sans objet - (p. 3225) : s'oppose aux amendements de la commission n° 7 (possibilité pour les titulaires d'ouvrages hydrauliques de répercuter directement le coût de la taxe sur le consommateur final de l'eau) et n° 8 (extension du bénéfice de la taxe aux régions pour l'entretien des canaux) - **Art. 3** (*personnels habilités à contrôler les infractions en matière de péage et à transiger*) (p. 3226) : accepte l'amendement rédactionnel n° 9 de la commission - **Art. 4** (*attribution à Voies navigables de France de biens meubles et responsabilité en cas d'accident*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 10 de la commission (engagement de la responsabilité de l'Etat sur une période de vingt ans) - **Après l'art. 4** : accepte l'amendement n° 18 de M. Claude Estier (rapport du Gouvernement sur l'action de l'établissement public Voies navigables de France et sur l'évolution des voies navigables devant le Parlement) - **Art. 6** (*agents habilités à constater les infractions*) (p. 3227) : accepte l'amendement rédactionnel n° 11 de la commission - **Art. 10** (*délimitation des « zones de rétention des crues »*) (p. 3228) : accepte l'amendement n° 12 de la commission (possibilité pour le Gouvernement de déclarer l'utilité publique par un décret en Conseil d'Etat en cas d'avis défavorable du commissaire enquêteur ou de la commission chargée de l'enquête) - **Art. 11** (*consistance des servitudes*) : accepte l'amendement n° 13 de la commission (régime de déclaration préalable pour toute plantation d'arbres et de haies) - **Art. 13** (*acquisition des terrains par l'Etat*) (p. 3229) : accepte l'amendement n° 14 de la commission (faculté pour le propriétaire d'un terrain situé dans une zone de rétention des crues de requérir l'expropriation à tout moment) - **Art. 14** (*sanction des faits et actes de nature à faire obstacle aux servitudes instituées*) : accepte l'amendement n° 15 de la commission (poursuite et répression des contraventions de grande voirie par la juridiction administrative) - **Art. 15** (*décret en Conseil d'Etat*) : organisme franco-allemand - Arrêté préfectoral - Demande le retrait de l'amendement n° 16 de la commission (obligation pour l'administration d'assurer l'information préalable à chaque inondation) - **Après l'art. 16** (p. 3230) : accepte l'amendement n° 21 de M. Claude Estier (extension des missions du port autonome de Paris à toutes activités ayant pour objet l'utilisation ou la mise en valeur des voies navigables dans le périmètre de sa circonscription) - **Sur l'ensemble** (p. 3231) : remerciements - Collectivités locales - Réseau de voies navigables.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Equipement, logement, transports et espace - II - Transports intérieurs ; 1 -Transports terrestres (et voies navigables) ; 2 - Routes ; 3 - Sécurité routière - (6 décembre 1991) (p. 4930) : sécurité routière - (p. 4931) : politique de communication - Création d'emplois - Concertation avec les professionnels - Voies navigables - (p. 4932) : transfert de Voies navigables de France, VNF, à Béthune - (p. 4957, 4958) : transports routiers - Sous-traitance - Conventions d'assurance - Mesures fiscales - Voies navigables - VNF - Liaison Rhin-Rhône - Territoire de Belfort - (p. 4959) : sécurité routière - Informatique - Contrôle technique des véhicules - Information du public.

– **Projet de loi portant dispositions diverses en matière de transports** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 158 (91-92)] - (18 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5528) : accord en CMP. - **Art. 2** (*Acquittement de la taxe prévue au II de l'article 124 de la loi n° 90-1168 du 29 décembre 1990*) (p. 5529) : son amendement n° 1 : suppression du gage qui compense les pertes de recettes ; adopté avec l'ensemble du texte.

SAUNIER (Claude), sénateur des Côtes-d'Armor (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° 242 (90-91)] - Suite de la discussion** - (3 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 268) : mal des banlieues - Exemple de Saint-Brieuc - (p. 269) : comparaison avec les pays étrangers - Financement des communes - Inégalités entre les communes - Rôle de l'Etat - Fiscalité locale - Communes rurales.

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la discussion** - (12 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1555) : décentralisation - Démocratie locale - Coopération intercommunale - (p. 1556) : communes - Structures intercommunales - Dotation globale de fonctionnement, DGF - Fonds de compensation pour la TVA - Votera ce projet de loi.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur - (3 décembre 1991) (p. 4738) : pourcentage de jeunes d'une classe d'âge arrivant au baccalauréat - (p. 4739) : enseignement scolaire - Enseignement supérieur - Bourses et prêts garantis - Plan « Université 2000 » - Antennes universitaires - Partenariat - Filières professionnelles - Instituts universitaires de technologie, IUT - Instituts universitaires professionnalisés, IUP - Grandes écoles et formation des ingénieurs - (p. 4740) : amélioration de la condition enseignante - Instituts universitaires de formation des maîtres, IUFM - Recrutement et formation des maîtres - Le groupe socialiste votera ce projet de budget.

Aménagement du territoire - (4 décembre 1991) (p. 4785) : accroissement des grands déséquilibres à l'intérieur de l'espace français - Désertification des campagnes - Engorgement de l'Ile-de-France - (p. 4786) : mise en place du Conseil national de l'aménagement du territoire et du programme « Université 2000) - Délocalisations du service public - Département des Côtes-d'Armor - Comité interministériel pour l'aménagement du territoire, CIAT - Développement local fondé sur le partenariat entre les collectivités territoriales et les entreprises - Coopération

intercommunale - Préparation du XIè Plan - Villes moyennes - Région Bretagne - Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, DATAR - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet de budget.

SCHIELE (Pierre), sénateur du Haut-Rhin (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

– Membre titulaire du Conseil national des services publics départementaux et communaux.

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes (*JO* Lois et décrets du 10 octobre 1991).

Est nommé membre titulaire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (*JO* Lois et décrets du 21 décembre 1991).

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement du second cycle de l'enseignement public du second degré jusqu'au 31 mai 1991.

Est nommé membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les articles 27, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication (16 décembre 1991).

INTERVENTIONS

– Projet de loi modifiant la loi n° 83-557 du 1er juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance [n° 316 (90-91)] - (28 mai 1991) - **Art. 2** (*Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 1105) : son amendement **n° 35** : limitation des compétences du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance au contrôle administratif sur l'organisation et la gestion des caisses ; retiré - **Art. 3 bis** (*création, rôle et mode d'élection des conseils consultatifs*) (p. 1113) : ses amendements, **n° 33** : réunion des conseils consultatifs à l'initiative du conseil d'orientation et de surveillance ou de leur président ; et **n° 34** : possibilité pour les conseils consultatifs de recevoir une délégation du conseil d'orientation et de surveillance dans la limite fixée par les statuts de chaque caisse ; devenus sans objet.

– Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires - *Nouvelle lecture* **[n° 453 (90-91)]** - (5 juillet 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2521) : avis favorable du groupe de l'Union centriste sur ce texte - Travaux de la commission - Publicité des auditions.

– Projet de loi relatif à la sécurité des chèques et des cartes de paiement [n° 444 (90-91)] - (22 octobre 1991) - **Art. 1er** (*introduction de dispositions relatives aux cartes de paiement*) - *Intitulé du décret-loi du 30 octobre 1935* (p. 3085) : son amendement n° 60, soutenu par M. Bernard Laurent : mention de la sécurité juridique des transactions ; adopté - **Art. 5** (*pénalité libératoire*) - *Art. 65-3-5 du décret-loi du 30 octobre 1935* (p. 3099) : ses amendements n° 61 : possibilité pour la juridiction saisie d'ordonner la suspension de l'interdiction bancaire ou d'autoriser la remise de formulaires ; retiré ; et n° 62 : substitution des termes « l'action en justice » aux termes « le recours » ; adopté - **Art. 7** (*sanctions pénales*) - *Art. 66* (p. 3101) : son amendement n° 63 : retrait de tout ou partie de la provision par tout moyen y compris le transfert ou le virement ; adopté - **Après l'art. 17** (p. 3109) : son amendement n° 65 : signification du protêt de l'ordre de débiter le compte effectué par carte de paiement ; retiré - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3112) : argent scriptural - Pédagogie - Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de loi.

– Projet de loi relatif à l'Agence du médicament et à la régulation des dépenses de médicaments prises en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie [n° 9 (91-92)] - (28 octobre 1991) - **Art. 1er** (*Agence du médicament*) - *Art. L. 567-2 du code de la santé publique* (*compétences de l'Agence*) (p. 3273) : son amendement n° 70, soutenu par M. Claude Huriet : répartition pharmaceutique ; retiré - *Art. L. 567-10* (*compétence des inspecteurs*) (p. 3284) : son amendement n° 71, soutenu par M. Claude Huriet : extension des missions confiées au corps d'inspection à la répartition pharmaceutique ; retiré.

SCHUMANN (Maurice), sénateur du Nord (RPR).

NOMINATIONS

– Président de la commission des affaires culturelles.

– Membre titulaire du Conseil national de la cinématographie.

Membre ès qualités du Haut comité du loisir social, de l'éducation populaire et des activités de pleine nature.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fonction publique (28 mai 1991).

Est nommé membre titulaire de la commision mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les articles 27, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication (16 décembre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Charles de Cuttoli, tendant à compléter l'article 93 du code général des impôts en cas de cessation d'activité pour cause de retraite **[n° 472 (90-91)]** (31 juillet 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Professions libérales.**

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 130 (*JO* Débats du 26 avril 1991) (p. 744) - Ministère : Affaires européennes - *Prolongation de l'arrangement multifibre* - (Caduque : mai 1991) - **Industrie textile.**

n° 2 (*JO* Débats du 23 mai 1991) (p. 1003) - Ministère : Affaires européennes - *Prolongation de l'arrangement multifibre* - (*JO* Débats du 19 juin 1991) (p. 1733) - **Industrie textile.**

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse [n° 98 (90-91)] - Suite de la discussion - (21 mars 1991) - **Art. 1er** (*consécration juridique de la notion de « peuple corse composante du peuple français »*) (p. 114, 115) : intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (suppression de la référence à la notion de « peuple corse » et mention de la région de Corse).

– Projet de loi portant dispositions relatives à la fonction publique [n° 240 (90-91)] - (25 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 700, 701) : article 48 du traité de Rome - Conteste le droit de la Cour de justice des communautés européennes

de modifier un article parfaitement clair du traité de Rome - Construction accélérée de l'Europe communautaire - **Art. 1er** (*ouverture de la fonction publique aux ressortissants des Etats membres de la Communauté économique européenne*) (p. 711) : sur l'amendement n° 5 de la commission (nouvelle rédaction de cet article relatif aux conditions exigées lors de l'accès à la fonction publique), soutient le sous-amendement n° 15 de M. Adrien Gouteyron - (p. 713) : demande l'adoption de l'amendement n° 5 de la commission (nouvelle rédaction de cet article relatif aux conditions exigées lors de l'accès à la fonction publique).

– Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la discussion - (14 juin 1991) - **Après l'art. 36** (p. 1705) : se déclare favorable à l'amendement n° 149 de M. Paul Graziani (conditions d'élaboration de la carte nationale des formations supérieures) - (p. 1707) : se déclare opposé à l'amendement n° 152 de la commission (compensation du transfert de compétences) - (p. 1708) : se déclare favorable à l'amendement n° 154 de la commission (création des établissements d'enseignement supérieur : décret portant approbation d'une convention Etat-région) - (p. 1710) : se déclare favorable à l'amendement n° 158 de la commission (pouvoir de police municipale à Paris) - **Après l'art. 56 quater decies** (par priorité) (p. 1718) : intervient sur l'amendement n° 235 de la commission (statut du personnel d'assainissement des départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne).

– Questions orales avec débat jointes : situation de l'industrie textile - (18 juin 1991) (p. 1733) : industrie textile - Groupe Vitos établissements Vitoux, VEV - Négociations internationales - Comité syndical européen du textile, de l'habillement et du cuir - Tarifs douaniers de la CEE - GATT - Accord multifibres - Accords bilatéraux - Protection communautaire - (p. 1734) : recherche - Budget - Importations - Industrie textile - Emploi.

– Projet de loi modifiant les articles 27, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication [n° 2 (91-92)] - (14 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3749, 3750) : quotas de diffusion d'oeuvres audiovisuelles d'origine française ou communautaire - Conseil supérieur de l'audiovisuel, CSA - (p. 3764) : CSA - Procédure parlementaire.

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Discussion des articles de la première partie :

(20 novembre 1991) - **Après l'art. 7 bis** (p. 3919) : son amendement n° I-148 : exclusion des locaux professionnels du champ d'application de l'article 93 du code général des impôts en cas de départ à la retraite ; adopté.

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Après l'art. 8** (p. 3936) : se déclare favorable à l'amendement n° I-60 de M. Jacques Oudin (possibilité pour les entreprises en difficulté d'obtenir un remboursement de la créance sur le Trésor) - (p. 3938) : se déclare favorable à l'amendement n° I-71 de la commission (extension du crédit d'impôt pour dépenses de recherche aux dépenses engagées dans certains secteurs au titre des frais de collection) - Engagement du Gouvernement - (p. 3939) : interprétation du crédit d'impôt pour dépenses de recherche - **Art. 18 bis** (*taxe sur la valeur ajoutée applicable aux opérations portant sur les oeuvres d'art originales d'artistes vivants*) (p. 3979) : soutient l'amendement n° I-106 de M. Michel Miroudot (retour au dispositif antérieur de taxation sur une marge forfaitaire, sans distinction de l'origine de l'oeuvre) - **Après l'art. 18 bis** (p. 3981) : soutient l'amendement n° I-107 de M. Michel Miroudot (suppression de l'assujettissement à la TVA pour les écrivains) - Ecrivains, artistes - (p. 3982) : harmonisation communautaire.

Suite de la discussion - (22 novembre 1991) - **Art. 39** (*équilibre général du budget*) (p. 4066) : élargissement de la communauté européenne - Sommet de Maastricht.

Deuxième partie :

Economie, finances et budget - III - Industrie - (22 novembre 1991) (p. 4100) : commerce textile de la Communauté économique européenne.

Equipement, logement, transports et espace - V - Mer - (23 novembre 1991) - **Etat C** (p. 4149) : se déclare favorable à l'exposé des lignes générales du plan de réforme de la filière portuaire - Avenir de Dunkerque.

Recherche et technologie - (29 novembre 1991) (p. 4504) : programme spatial - Crédits d'impôt-recherche ; importance pour la survie de l'industrie textile - Commissariat à l'énergie atomique, CEA - Précédent inquiétant des annulations de crédits portant en 1991 sur le budget de la recherche.

Environnement - (30 novembre 1991) - **Demande de priorité** (p. 4593) : demande la discussion en priorité, après l'article 65, de l'amendement n° II-30 de la commission pour avis (extension du système de la dation en paiement des droits de succession aux terrains dont la protection du littoral justifie la conservation en l'état) ; priorité ordonnée.

Services généraux et fonction publique - (1er décembre 1991) (p. 4603) : transfert de l'ENA.

Culture - (2 décembre 1991) - En remplacement de M. Jacques Carat, rapporteur pour avis (cinéma et théâtre dramatique) (p. 4671, 4672) : crédits du cinéma - Compte de soutien géré par le Centre national de la cinématographie - Collectivités territoriales - Contrôle des films programmés à la télévision - Redressement financier du Théâtre de Chaillot - Compagnies de théâtre indépendantes - Théâtres privés - Taux de TVA - Aides à la création - Avis favorable sur ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4688, 4689) : se déclare favorable aux amendements identiques n° II-20 de la commission des finances et n° II-32 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis (réduction des crédits figurant au Titre III).

– Projet de loi modifiant la loi n° 89-186 du 10 juillet 1989 d'orientation sur l'éducation et visant à permettre la représentation des élèves des lycées au Conseil supérieur de l'éducation [n° 111 (91-92)] - (12 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5301) : fonctionnement et avis du Conseil supérieur de l'éducation.

– Projet de loi de finances rectificative pour 1991 [n° 154 (91-92)] - (17 décembre 1991) - **Art. 35 terdecies** (*extension du crédit d'impôt recherche aux dépenses liées à l'élaboration de nouvelles collections*) (p. 5511) : négociations sur l'Uruguay Round - Industrie textile.

– Projet de loi modifiant les articles 27, 28, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Nouvelle lecture* **[n° 220 (91-92)]** - (20 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5698) : effort de conciliation - Délégation du pouvoir réglementaire au Conseil supérieur de l'audiovisuel, CSA - Décisions du Conseil constitutionnel.

SEILLIER (Bernard), sénateur de l'Aveyron (UREI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

– Vice-président de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Est nommé membre titulaire du Comité national des retraités et personnes âgées (*JO* Lois et décrets du 28 décembre 1991).

– Est nommé membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 (*JO* Lois et décrets du 29 juin 1991), jusqu'au 11 décembre 1991.

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (24 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions res-

tant en discussion du projet de loi relatif au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique (28 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France (13 novembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail (17 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi (17 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (17 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service (18 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant les dispositions de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relative aux cotisations sociales agricoles et créant un régime de préretraite agricole (18 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme hospitalière (7 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'agence du médicament et à la maîtrise négociée des dépenses de médicaments remboursables (10 décembre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à reconnaître d'intérêt général la préservation des paysages ruraux [n° **221 (90-91)**] (4 février 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Environnement.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 233 **(90-91)**] relatif à la pharmacie d'officine [n° **257 (90-91)**] (3 avril 1991) - **Pharmacie.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 26 au 31 mai 1991 par une délégation chargée d'étudier les problèmes de l'emploi, du revenu minimum d'insertion, de la formation professionnelle et de l'aide sociale à la Réunion [n° **457 (90-91)**] (5 juillet 1991) - **Réunion.**

Proposition de loi sur la santé de la personne humaine [n° **309 (90-91)**] (22 mai 1990) - Reprise par son auteur le 30 octobre 1991 - **Droits de l'homme.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **35 (91-92)**] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France [n° **75 (91-92)**] (7 novembre 1991) - **Etrangers.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1991 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Prestations sociales agricoles** - [n° **96 (91-92) tome 6**] (19 novembre 1991).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **182 (91-92)**] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, modifiant et complétant les dispositions du code rural et de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relatives aux cotisations sociales agricoles et créant un régime de pré-retraite agricole [n° **205 (91-92)**] (18 décembre 1991) - **Mutualité sociale agricole.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant les dispositions du code rural et de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relative aux cotisations sociales agricoles et créant un régime de pré-retraite agricole [n° **215 (91-92)**] (19 décembre 1991) - **Mutualité sociale agricole.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **228 (91-92)**] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, modifiant et complétant les dispositions du code rural et de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relatives aux cotisations sociales agricoles et créant un régime de pré-retraite agricole [n° **229 (91-92)**] (20 décembre 1991) - **Mutualité sociale agricole.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1894) - Ministère : Affaires sociales - *Responsabilité des parents dans l'éducation des enfants* - **Enfants.**

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à la pharmacie d'officine [n° 233 **(90-91)**] - (9 avril 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 384) : données chiffrées - Créations d'officines - (p. 385) : officines en difficulté - Créations par voie dérogatoire - Pharmaciens étrangers - Devoirs et obligations des pharmaciens - Installation des jeunes pharmaciens - Besoins de la population - (p. 386) : répartition des officines - Zones rurales - Sous réserve des amendements proposés par la commission, souhaite l'adoption du texte - **Après l'art. 1er** (p. 395) : son amendement n° 1 : procédure relative aux autorisations individuelles d'exercice de la profession de pharmacien ; adopté - Sur celui-ci, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 26 de M. Etienne Dailly - **Art. 2** (*transferts d'officine*) (p. 396) : son amendement rédactionnel n° 2 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 10 de M. Franck Sérusclat (établissement d'une carte de desserte pharmaceutique) - (p. 397) : sur son amendement rédactionnel n° 2, accepte le sous-amendement n° 27 de M. Etienne Dailly - **Art. 3** (*conditions de nationalité pour la création d'une officine*) (p. 400) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 17 de M. Paul Souffrin - **Art. 4** (*créations par voie normale et par voie dérogatoire*) (p. 402) : son amendement n° 3 : précision relative à l'antériorité des demandes ; retiré - Son amendement rédactionnel n° 4 ; adopté - S'oppose aux amendements n° 18 de suppression de M. Paul Souffrin et n° 22 de M. André Bohl (abaissement du seuil dérogatoire) - **Art. 5** (*régime applicable en Alsace-Moselle pour les créations d'officines*) (p. 407) : s'oppose aux amendements n° 20 de suppression et n° 19 de M. Paul Souffrin (alignement des critères d'ouverture des pharmacies des départements d'Alsace-Moselle sur ceux des autres départements français) ainsi qu'à l'amendement n° 24 de M. André Bohl (alignement des critères d'ouverture des pharmacies des départements d'Alsace-Moselle sur ceux des autres départements français) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 23 de M. André Bohl (harmonisation progressive du droit applicable en Alsace-Moselle) - **Art. 7** (*modalités d'application par décrets en Conseil d'Etat*) (p. 408) : son amendement n° 5 : limitation de la

portée des décrets en Conseil d'Etat aux seuls articles L. 570 et L. 571 du code de la santé publique ; retiré au profit de l'amendement n° 31 du Gouvernement (précision par un décret en Conseil d'Etat des modalités de création et de transfert d'officine), qu'il accepte - **Art. 8** (*services de garde et d'urgence*) (p. 410) : sur l'amendement rédactionnel n° 28 de MM. Etienne Dailly et Michel Darras, s'en remet à la sagesse du Sénat et à titre personnel s'y déclare favorable - Ses amendements rédactionnels n° 6 et n° 7 ; adoptés - (p. 411) : son amendement n° 8 : limitation du pouvoir discrétionnaire du préfet dans l'appréciation sur l'organisation des services de garde ; adopté - **Art. 9** (*délivrance des médicaments à domicile par un pharmacien*) (p. 412) : son amendement n° 9 : précisions relatives à la livraison de médicaments ; retiré au profit de l'amendement n° 29 de M. Etienne Dailly (recours à la prescription médicale pour l'identification du malade relevant de soins à domicile) - (p. 413) : s'oppose aux amendements, n° 21 de suppression de M. Paul Souffrin et n° 14 de M. Franck Sérusclat (précision relative aux modalités de délivrance des médicaments à domicile par un pharmacien) - **Après l'art. 9** (p. 416) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Jacques Thyraud (réglementation de l'exercice de la propharmacie) - **Art. 11** (*régime applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 419) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 30 de M. Etienne Dailly (possibilité d'ouverture d'une deuxième officine à Saint-Pierre-et-Miquelon) - **Après l'art. 11** : accepte l'amendement n° 15 de M. Franck Sérusclat (examen des dossiers en instance avant le 13 mars 1991).

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la discussion** - (12 juin 1991) - **Art. 1er** (*formulation d'objectifs*) (p. 1577) : son amendement rédactionnel n° 378 ; retiré au profit de l'amendement de suppression n° 74 de la commission - **Art. 4** (*rôle des préfets de région et rattachement au Premier ministre*) (p. 1584) : sur l'amendement n° 79 ter de la commission (nouvelle rédaction), son sous-amendement n° 380 : politique de l'espace rural ; devenu sans objet après rectification de l'amendement n° 79 ter - **Art. 5 bis** (*appui technique des services extérieurs aux collectivités locales*) (p. 1587) ; son amendement n° 68 : caractère obligatoire du concours apporté par les services extérieurs de l'Etat ; rejeté - **Après l'art. 5 bis** (p. 1589) : son amendement n° 381 : dispositif de partition des directions départementales de l'équipement, DDE ; irrecevable (art. 40 de la Constitution) - **Art. 6** (*rapport au Parlement*) : son amendement n° 382 : rapport annuel ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 272 de M. Daniel Hoeffel - **Après l'art. 6** (p. 1590) : son amendement n° 383 : création d'une délégation parlementaire pour la déconcentration et la décentralisation ; retiré - **Après l'art. 6 bis** (p. 1594) : se déclare favorable à l'amendement n° 283 de M. Josselin de Rohan (retraite des maires) - (p. 1595) : son amendement n° 384 : nouvelle rédaction de l'article 175 du code pénal relatif au délit d'ingérence ; retiré - **Art. 8** (*débat sur les orientations budgétaires au sein du conseil municipal*) (p. 1598) : son amendement n° 385 : seuil de population des communes pour l'application de cet article ; retiré au profit de l'amendement identique n° 88 de la commission - Son amendement de coordination n° 387 ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 25.

Suite de la discussion - (13 juin 1991) - **Art. 11** (*application des dispositions relatives à l'information des habitants aux établissements publics administratifs des communes, aux établissements publics de coopération intercommunale et aux syndicats mixtes*) (p. 1615) : son amendement n° 393 : seuil de population ; retiré - **Art. 12** (*information du public sur les affaires départementales et régionales*) (p. 1615) : son amendement n° 394 : lieu de mise à disposition de l'information dans le département ; devenu sans objet - **Art. 15** (*publicité des séances des conseils municipaux, généraux et régionaux et retransmission par les moyens de communication audiovisuels*) (p. 1620) : son amendement n° 398 ; retiré au profit de l'amendement n° 110, sur le même objet, de la commission (suppression de la mention de la retransmission audiovisuelle) - **Art. 16** (*consultation des électeurs de la commune*) (p. 1635, 1636) : son amendement n° 401 : limitation du nombre des consultations ; retiré.

Suite de la discussion - (2 juillet 1991) - **Art. 49** (*commission départementale de la coopération intercommunale*) (p. 2388) : son amendement de suppression n° 424 ; rejeté - *Art. L. 160-1 du code des communes* (*composition de la commission*) (p. 2391) : ses amendements, n° 425 : présidence de la commission ; rejeté ; et n° 426 : bureau de la commission ; retiré - (p. 2392) : son amendement n° 427 : fin de mandat de membres de la commission ; retiré - (p. 2394) : abstention sur l'amendement n° 174 de la commission (bureau de la commission) - *Art. L. 160-2* (*missions de la commission*) (p. 2395) : se déclare opposé à l'amendement n° 364 de M. Claude Estier (saisine pour avis) - **Art. 50** (*schéma départemental de la coopération intercommunale*) (p. 2397) : son amendement de suppression n° 428 ; rejeté - (p. 2397) : ses amendements n° 429 : délai de proposition avant la publication du schéma départemental ; et n° 430, de conséquence ; retirés - (p. 2403) : se déclare favorable à l'amendement de conséquence n° 184 de la commission.

Suite de la discussion - (3 juillet 1991) - **Art. 53** (*communautés de communes*) (p. 2422) : ses amendements, soutenus par M. Ambroise Dupont, n° 431, n° 432 et n° 433 tendant à préserver le libre choix des communes ; retirés au profit de l'amendement de suppression n° 192 de la commission - **Après l'art. 53** (*aménagement du régime des districts*) (p. 2430) : son amendement n° 434, soutenu par M. Ambroise Dupont : interdiction de la création de districts ; retiré - - **Après l'art. 56** (p. 2441, 2442) : son amendement n° 438 : conditions de participation d'une collectivité territoriale à une association ; devenu sans objet - Son amendement n° 439 : interdiction des campagnes de promotion publicitaire, à caractère commercial, des réalisations ou de la gestion d'une collectivité dans les six mois précédant des élections générales ; adopté - **Art. 56 nonies** (*services publics locaux de distribution de gaz*) (p. 2446) : soutient l'amendement de suppression n° 243 de M. Marcel Lucotte - **Après l'art. 56 quaterdecies** (p. 2456) : son amendement n° 72 : création d'un code de la décentralisation ; retiré - **Art. 57** (*régime fiscal des communautés de villes*) (p. 2461) : se déclare favorable à l'amendement n° 250 de la commission pour avis (dispositions applicables à la taxe professionnelle perçue par les communautés urbaines sur les districts à fiscalité propre) - (p. 2463) : sur l'amendement n° 251 de la commission pour avis (taxe professionnelle de zone), son sous-amendement n° 493 ; adopté - Son amendement n° 442 : taux de la taxe professionnelle de district ; devenu sans objet - **Art. 57 bis** (*unification du taux de taxe professionnelle dans les districts et les communautés urbaines*) (p. 2470) : ses amendements n° 443 et n° 444 organisant le dispositif d'unification ; retirés - **Après l'art. 63** (p. 2478) : son amendement n° 447, soutenu par M. Ambroise Dupont : régime de la dotation globale d'équipement, DGE, des syndicats de communes réunissant plus de dix mille habitants ; retiré - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2484) : coopération intercommunale - Décentralisation - Répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales - Vote par le groupe de l'UREI du texte issu des délibérations du Sénat.

– **Projet de loi renforçant la protection des consommateurs [n° 304 (90-91)]** - (15 octobre 1991) - **Art. 10 (précédemment réservé p. 2891)** (*autorisation de la publicité comparative*) (p. 2897) : son amendement n° 54 : citation de la marque d'autrui sous réserve de l'accord du professionnel titulaire de la marque en question ; rejeté - Son amendement n° 55 : caractère global de la comparaison ; retiré - (p. 2900) : son amendement n° 57 : introduction de sanctions spécifiques pour les infractions aux conditions imposées par la législation sur les publicités comparatives ; retiré au profit de l'amendement n° 51 de la commission (sanctions applicables aux personnes ne respectant pas le dispositif mis en place) - (p. 2901) : son amendement n° 58 : interdiction de toute publicité comparative pour les médicaments ; adopté.

– **Projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France [n° 35 (91-92)]** - (12 novembre 1991) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 3655) : évolution législative - (p. 3656) : cadre de la lutte contre le travail clandestin - Statistiques - Travailleurs clan-

destins étrangers - Répression - (p. 3657) : prévention - Mise à disposition des employeurs d'un « numéro vert » - Office des migrations internationales, OMI - (p. 3658) : orientations souhaitées - **Art. 1er A** (*Art. L. 320 du code du travail -déclaration obligatoire d'un salarié aux organismes de protection sociale préalablement à son embauche*) (p. 3669) : son amendement de suppression n° 51, identique à l'amendement de suppression n° 25 de la commission ; adopté - **Après l'art. 1er** (p. 3671) : à titre personnel, s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 65 de M. Claude Estier (interdiction du recours à un travailleur indépendant) - **Art. 2** (*mise en jeu de la responsabilité civile des cocontractants du travailleur clandestin*) - *Art. L. 324-14* (*relation contractuelle directe*) (p. 3673) : son amendement n° 52 : allègement de la fourniture d'une prestation de services ; retiré - *Art. L. 324-14-1* (*sous-traitance*) (p. 3675) : son amendement n° 53 : précision des moyens par lesquels le donneur d'ordre pouvait avoir connaissance de la situation irrégulière d'un sous-traitant ; devenu sans objet - Son amendement n° 54 : élargissement du champ de l'exception prévue en faveur des particuliers ; rejeté - *Art. L. 324-14-2* (*entreprises étrangères*) (p. 3676) : son amendement de suppression n° 55 ; retiré - **Art. 10** (*certificat d'hébergement*) (p. 3684) : son amendement de suppression n° 56 ; retiré au profit de l'amendement n° 43 de la commission (modalités d'établissement du certificat d'hébergement et insertion du dispositif dans l'ordonnance du 2 novembre 1945).

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Budget annexe des prestations sociales agricoles - (28 novembre 1991) - Rapporteur pour avis (p. 4421) : réforme de la politique agricole commune, PAC - Pays de l'Europe de l'Est - Régression du revenu brut agricole moyen par exploitation - Réforme du régime de protection sociale agricole - Harmonisation des régimes sociaux - Mesures de sauvegarde en faveur des éleveurs - Aides aux jeunes agriculteurs - (p. 4422) : désengagement de l'Etat - Contribution sociale généralisée, CSG - Taxe sur les betteraves - Faiblesse du montant des retraites agricoles - Au nom de la commission des affaires sociales, se déclare opposé à l'adoption des crédits du BAPSA pour 1992 - Plan d'adaptation de l'agriculture française.

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 162 (91-92)] - (16 décembre 1991) - **Art. 10** (*recueil, traitement, conservation et cession de sperme*) (p. 5409, 5410) : problème éthique - Votera contre l'article 10.

– Projet de loi modifiant et complétant les dispositions du code rural et de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relatives aux cotisations sociales agricoles et créant un régime de préretraite agricole [n° 182 (91-92)] - (18 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5557) : modification progressive de l'assiette des cotisations sociales agricoles - Comparaison avec l'assiette fiscale - (p. 5558) : absence de prise en compte des déficits d'exploitation - Demande l'étalement de la réforme pour l'assurance maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles, AMEXA - Propose l'adoption de ce projet de loi après modification par les amendements de la commission - **Art. 1er** (*assiette et mode de calcul des cotisations des prestations familiales agricoles*) (p. 5569) : demande le rejet de cet article - **Art. 2** (*plafonnement de la cotisation AMEXA due par les aides familiaux et les associés d'exploitation*) - **Art. 2 bis** (*plafonnement des cotisations AMEXA des chefs d'exploitation*) : demande l'adoption de ces articles - **Art. 3** (*assiette de la cotisation destinée au financement de la retraite forfaitaire*) -**Art. 4** (*cotisations de solidarité*) : demande le rejet de ces articles - **Art. 6** (*cotisations de solidarité à la charge des non salariés non agricoles exerçant à titre secondaire une activité agricole*) - **Art. 7** (*financement du fonds additionnel d'action sociale*) - **Art. 8** (*dispositions de coordination*) : demande l'adoption de ces articles - **Art. 9** (*préretraite de certains exploitants agricoles*) - **Art. 10** (*taxe sur les betteraves*) -**Art. 11** (*actualisation de l'article 1110 du code rural*) - **Art. 12** (*partage des points de retraite entre les conjoints exploitants*) : demande l'adoption de ces articles - **Avant l'art. 13** : accepte les amendements de M. Raymond Soucaret, n° 3 et n° 4 (déduction par les entrepreneurs de travaux agricoles et forestiers et par les exploitants agricoles des plus-values professionnelles réinvesties dans l'entreprise ou dans l'exploitation pour le calcul des cotisations sociales) - **Art. 13** (*option offerte à certains exploitants agricoles âgés de 55 ans*) (p. 5573) : demande l'adoption de cet article.

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social - *Nouvelle lecture* **[n° 214 (91-92)]** - (20 décembre 1991) - **Art. 20 ter** (*prorogation de la suspension de poursuites liées au surendettement de certains rapatriés*) (p. 5712) : son amendement n° 21, identique à l'amendement n° 17 de M. Camille Cabana (application des dispositions de l'article 20 ter aux personnes qui avant le 31 décembre 1991 n'ont pas sollicité de prêt de consolidation et à ceux dont le prêt proposé par la commission n'a pas été mis en place) ; retiré au profit de celui-ci - (p. 5713) : son amendement n° 22, identique à l'amendement n° 18 de M. Camille Cabana (extension des dispositions prévues à l'article 20 ter aux personnes s'étant portées caution) ; retiré au profit de celui-ci.

– Projet de loi modifiant et complétant les dispositions du code rural et de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relatives aux cotisations sociales agricoles - *Nouvelle lecture* **[n° 228 (91-92)]** - (21 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5743, 5744) : réforme de l'assiette des cotisations sociales agricoles - Prestations familiales agricoles - Retraite forfaitaire - Cotisations de solidarité des exploitants non assujettis au régime agricole - La commission estime inutile le débat sur les articles restant en discussion - **Question préalable** (p. 5745) : sa motion n° 1 tendant à opposer la question préalable ; adopté.

SERAMY (Paul), sénateur de la Seine-et-Marne (UC).

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires culturelles.

– Membre titulaire de la Commission supérieure des sites.

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement du second cycle de l'enseignement public du second degré jusqu'au 31 mai 1991.

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les articles 27, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication (16 décembre 1991).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° **240 (90-91)**] portant diverses dispositions relatives à la fonction publique [n° **286 (90-91)**] (17 avril 1991) - **Fonctionnaires et agents publics.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Enseignement scolaire** - [n° **93 (91-92) tome 4**] (19 novembre 1991).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de loi de M. Adrien Gouteyron et des membres du Groupe RPR et apparentés [n° **483 (90-91)**] tendant à compléter la loi n° 59-1157 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés afin de faire bénéficier les directeurs d'établissements d'enseignement privés des indemnités de direction et des décharges de service d'enseignement accordées aux instituteurs exerçant des fonctions de directeurs d'écoles publiques [n° **143 (91-92)**] (4 décembre 1991) - **Enseignement privé.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi n° **111 (91-92)**] adopté par l'Assem-

blée nationale, modifiant la loi n° 89-486 du 10 juillet 1989 d'orientation sur l'éducation et visant à permettre la représentation des élèves des lycées au Conseil supérieur de l'éducation [n° **147 (91-92)**] (4 décembre 1991) - **Enseignement.**

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **31** (*JO* Débats du 1er août 1991) (p. 1579) - Ministère : Agriculture - *Développement de l'élevage du cheval* - (Retirée : novembre 1991) - **Elevage.**

n° **31** (*JO* Débats du 3 octobre 1991) (p. 2562) - Ministère : Agriculture - *Développement de l'élevage du cheval* - (Retirée : novembre 1991) - **Elevage.**

Questions orales sans débat :

n° **244** (*JO* Débats du 3 octobre 1990) (p. 2432) - Ministère : Education - *Livraison de 150 000 nouveaux ordinateurs dans les écoles élémentaires* - (Caduque : mai 1991) - **Enseignement élémentaire.**

n° **379** (*JO* Débats du 7 novembre 1991) (p. 2439) - Ministère : Agriculture - *Développement de l'élevage du cheval* - (*JO* Débats du 16 novembre 1991) (p. 3783) - **Elevage.**

INTERVENTIONS

- Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° 242 (90-91)] - Suite de la discussion - (3 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 261) : transfert de compétences - Elaboration hâtive de ce projet de loi - (p. 262) : potentiel fiscal - Données chiffrées - Exemple de Fontainebleau - Solidarité entre collectivités territoriales - Décentralisation.

Suite de la discussion - (4 avril 1991) - **Art. 4** (*réduction différenciée de la garantie minimale de progression*) (p. 310) : son amendement n° 19 : communes dont la part de la taxe professionnelle est inférieure à 40 % des recettes fiscales directes ; devenu sans objet.

- Projet de loi portant dispositions relatives à la fonction publique [n° 240 (90-91)] - (25 avril 1991) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale et Art. 1er** : son intervention et ses amendements, présentés par M. Albert Vecten (p. 694 à 710).

- Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur - (3 décembre 1991) - Rapporteur pour avis (enseignement scolaire) (p. 4726) : enseignement scolaire - Revalorisation de la condition enseignante - Réformes pédagogiques - (p. 4727) : écoles primaires - « 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat » - Centralisme - Instituts universitaires de formation des maîtres, IUFM - CAPES - Autonomie des établissements - Décentralisation - Forfait d'externat - Avis défavorable sur ce projet de budget.

- Projet de loi modifiant la loi n° 89-186 du 10 juillet 1989 d'orientation sur l'éducation et visant à permettre la représentation des élèves des lycées au Conseil supérieur de l'éducation [n° 111 (91-92)] - (12 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5299) : engagement du Gouvernement pris lors du mouvement lycéen de 1990 - Conseil supérieur de l'éducation et bilan de son activité - Qualité de la participation des lycéens - Avis favorable de la commission - **Art. 1er** (*représentation des élèves au Conseil supérieur de l'éducation*) (p. 5300) : s'oppose à l'amendement n° 1 de Mme Hélène Luc (amélioration et harmonisation de la composition des conseils académiques de la vie lycéenne).

SERUSCLAT (Franck), sénateur du Rhône (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés.

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement du second cycle de l'enseignement public du second degré jusqu'au 31 mai 1991.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (24 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (17 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service (18 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant les dispositions de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relative aux cotisations sociales agricoles et créant un régime de préretraite agricole (18 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme hospitalière (7 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique (28 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'agence du médicament et à la maîtrise négociée des dépenses de médicaments remboursables (10 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail (17 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi (17 décembre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, portant modification du délai pendant lequel il est autorisé de demander à bénéficier du statut d'objecteur de conscience [n° **264 (90-91)**] (9 avril 1991) - **Service national.**

Proposition de loi constitutionnelle, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à accorder le droit de vote aux ressortissants étrangers, pour les élections municipales dans leur commune de résidence [n° **13 (89-90)**] (13 octobre 1989) - Reprise par ses auteurs le 11 avril 1991 - **Elections.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à accorder le droit de vote aux ressortissants étrangers, pour les élections municipales dans leurs communes de résidence [n° **14 (89-90)**] (13 octobre 1989) - Reprise par ses auteurs le 11 avril 1991 - **Elections.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, modifiant des dispositions du code électoral relatives à l'élection des Sénateurs [n° **65 (89-90)**] (21 novembre 1989) - Reprise par ses auteurs le 11 avril 1991 - **Elections.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° **261 (90-91)**] de M. Michel Dreyfus-Schmidt et les membres du groupe socialiste, apparentés et rattachés administrativement, tendant à ouvrir de nouvelles possibilités de recours aux victimes de certains accidents du travail [n° **371 (90-91)**] (10 juin 1991) - **Accidents du travail.**

Proposition de loi relative à la limitation de l'utilisation des techniques d'identification génétique par l'analyse de l'acide désoxyribonucléique [n° **290 (89-90)**] (10 mai 1990) - Reprise par son auteur le 8 octobre 1991 - **Médecine.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 21 juin 1991) (p. 1890) - Ministère : Premier ministre - *Politique de l'environnement* - **Environnement.**

Questions orales avec débat :

n° **28** (*JO* Débats du 12 janvier 1989) (p. 46) - Ministère : Transports - *Problème des transports dangereux* - (Caduque : mai 1991) - **Transports routiers.**

n° **86** (*JO* Débats du 7 décembre 1989) (p. 4512) - Ministère : Environnement - *Incidences de la pollution industrielle et urbaine sur l'environnement* - (Caduque : mai 1991) - **Environnement.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la pharmacie d'officine** [n° **233 (90-91)**] - (9 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 386) : fonction du pharmacien - Préparations pharmaceutiques - (p. 387) : importance de l'activité commerciale - Critères d'ouverture d'une officine - Monopole de la distribution du médicament - Créations d'officines - Démographie pharmaceutique - Besoins de la population - (p. 388) : zones rurales - Portage de médicaments - Commercialisation de l'acte pharmaceutique - Créations d'officines - (p. 389) : grandes surfaces - **Art. 2** (*transferts d'officine*) (p. 395) : son amendement n° 10 : établissement d'une carte de desserte pharmaceutique : retiré - (p. 399) : intervention des élus locaux - **Art. 4** (*créations par voie normale et par voie dérogatoire*) (p. 403) : distinction entre pharmacies rurales et urbaines - Avec le groupe socialiste, s'abstiendra lors du vote de l'amendement de suppression n° 18 de M. Paul Souffrin - **Art. 9** (*délivrance des médicaments à domicile par un pharmacien*) (p. 412) : son amendement n° 14 : précision relative aux modalités de délivrance des médicaments à domicile par un pharmacien ; rejeté - (p. 414) : prescriptions médicales et délivrance à domicile des médicaments - **Après l'art. 9** (p. 417) : distinction entre le prescripteur et le délivreur de médicaments - Avec le groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n° 16 de M. Jacques Thyraud (réglementation de l'exercice de la propharmacie) - **Art. 11** (*régime applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 419) : se déclare favorable à l'amendement n° 30 de M. Etienne Dailly (possibilité d'ouverture d'une deuxième officine à Saint-Pierre-et-Miquelon) - **Après l'art. 11** : son amendement n° 15 : examen des dossiers en instance avant le 13 mars 1991 ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 420) : suppression de l'article 4 - Avec le groupe socialiste, votera le projet de loi.

– **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes** [n° **214 (88-89)**] - **Suite de la discussion** - (24 avril 1991) - **Art. unique** (*Livre II : répression des crimes et délits contre les personnes*) - *Art. 221-6* (*meurtre aggravé en raison de la vulnérabilité de la victime*) (p. 643) : considère que la vulnérabilité liée à l'état de grossesse est surestimée - *Après l'art. 221-7* (p. 646) : parricide - (p. 648) : incrimination d'empoisonnement : notion de « substances » - Problème de la « contamination volontaire » - *Art. 222-2* (*tortures et actes de barbarie : circonstances aggravantes en raison de la vulnérabilité de la victime, de la qualité de l'auteur ou en raison d'une concomitance dans une agression sexuelle*) (p. 660) : suggère l'emploi de l'expression « sur un mineur de moins de quinze ans ».

Suite de la discussion - (30 avril 1991) - **Art. unique (suite)** - *Section 4* (*expérimentation sur la personne humaine*) (p. 821) : son amendement n° 171 : modification de l'intitulé de la section 4 du chapitre III du titre II : « Des recherches biomédicales » ; retiré - *Art. 223-8 du code pénal (expérimentation sur la personne*) (p. 822) : son amendement n° 172 : reprise de dispositions de la loi relative à la protection des personnes se prêtant à des recherches biomédicales ; retiré - *Art. 223-11* (*interruption illégale de la grossesse*) (p. 827) : avec le groupe socialiste, se déclare opposé aux amendements de la commission, n° 82 (retour au droit actuel quant à la peine applicable pour l'interruption illégale de grossesse pratiquée occasionnellement) et n° 83 (retour au droit actuel quant à l'interruption illégale de grossesse pratiquée habituellement) - Distinction entre avortement et interruption volontaire de grossesse - *Après l'art. 223-11* (p. 830) : se déclare opposé à l'amendement n° 84 de la commission (interruption illégale de la grossesse par le fait de la femme elle-même) - Distinction entre l'interruption volontaire de grossesse et l'avortement.

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République** [n° **269 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (12 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1561, 1562) : structures de coopération intercommunale - Lien à maintenir entre pouvoir de décision et élection au suffrage universel - Votera ce projet de loi.

– **Conclusions du rapport** de M. Franck Sérusclat, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la **proposition de loi** (n° 261, 90-91) de M. Michel Dreyfus-Schmidt tendant à ouvrir de nouvelles possibilités de recours aux victimes de certains accidents du travail [n° **371 (90-91)**] - (24 juin 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1995) : accidents du travail - Accidents de circulation - (p. 1996) : accidents de trajet - Réparations - Droit à indemnisation - Accidents de la circulation - Jurisprudence - Assurance automobile - Avis favorable sur cette proposition - **Après l'art. unique** (p. 2000) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Charles Lederman (accidents de trajet).

– **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° **362 (90-91)**] - (24 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2016) : maîtrise des dépenses de santé - Outre-mer - Laboratoires de biologie - Prescriptions du médecin - Sécurité sociale - (p. 2017) : partenaires sociaux - Chômage - Professionnels de santé - Exemple des kinésithérapeutes - Démographie médicale - Pharmacies - Procréation médicalement assistée - Sécurité sociale - (p. 2018) : professionnels de santé - Education - Concertation - Avis favorable du groupe socialiste sur ce texte - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2025) : se déclare opposé à la motion n° 4 de la commission tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité aux dispositions du titre I^er^ (articles 1^er^ à 7) - Système conventionnel - Laboratoires de biologie - Cliniques privées - (p. 2026) : constitutionnalité.

– **Projet de loi modifiant le code du service national** [n° **3 (91-92)**] - (23 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3135) : évolution de la politique de défense - Réduction des effectifs des armées - Gel des armements nucléaires - Défense européenne - Crise en Yougoslavie - Maintien de la conscription - Guerre du Golfe persique - Missions de sécurité civile - **Art. 3** (*durée du service national actif*) (p. 3156) : son amendement n° 25 : abaissement à seize mois de la durée du service des objecteurs de conscience ; retiré - (p. 3157) : son amendement n° 26 : abaissement de douze mois à dix mois de la durée du service pour les scientifiques du contingent, les médecins, les vétérinaires, les pharmaciens et les chirur-

giens dentistes ; rejeté - **Art. 35** (*simplification des conditions d'admission au statut d'objecteur de conscience*) (p. 3168) : son amendement n° 27 : possibilité pour les objecteurs de conscience de prendre leur décision à tout moment et jusqu'à l'incorporation de l'intéressé ; retiré.

– Projet de loi relatif à l'Agence du médicament et à la régulation des dépenses de médicaments prises en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie [n° 9 (91-92)] - (28 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3262) : examen de ce projet - Politique de santé - Lutte contre les inégalités - Prix des médicaments - (p. 3263) : industrie pharmaceutique - Prescriptions - Concertation avec les partenaires sociaux - Fonctionnement de l'Agence - (p. 3264) : études de médecine - Promotion et publicité - Prescriptions - Formation de l'usager - Rôle du pharmacien - **Art. 1er** (*Agence du médicament*) - *Art. L. 567-2 du code de la santé publique* (*compétences de l'Agence*) (p. 3273) : soutient l'amendement n° 76 de M. Claude Estier (définition par l'Agence d'axes prioritaires de la recherche et développement des activités industrielles dans le domaine du médicament) - *Art. L. 567-9* (*contrôle financier*) (p. 3283) : intervient à propos de l'amendement n° 14 de la commission (contrôle financier a posteriori) - **Art. 2** (*haut comité du médicament ; détermination des objectifs d'évolution des dépenses ; régime des prix et sanctions*) (p. 3291) : se déclare opposé à l'amendement n° 19 de la commission (inscription des médicaments sur la liste des produits remboursables).

– Rappel au règlement - (29 octobre 1991) (p. 3302) : concomitance des réunions de commissions avec la séance publique.

– Projet de loi relatif à l'Agence du médicament et à la régulation des dépenses de médicaments prises en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie [n° 9 (91-92)] - Suite de la discussion - (29 octobre 1991) - **Art. 2 (suite)** - *Art. L. 162-18 du code de la sécurité sociale* (*Haut comité du médicament ; fixation d'objectifs annuels globaux*) (p. 3306) : soutient l'amendement n° 79 de M. Claude Estier (avis de l'Agence du médicament) - (p. 3308) : se déclare opposé à l'amendement n° 20 de la commission (mission du comité du médicament) - *Art. L. 162-18 bis* (*composition, compétences et pouvoirs du Haut comité du médicament*) (p. 3309, 3310) : se déclare opposé aux amendements n° 88 de M. Claude Huriet (mission du Haut comité du médicament) et n° 21, de coordination, de la commission - (p. 3311) : intervient à propos de l'amendement n° 22 de la commission (composition du Haut comité) - (p. 3313) : se déclare opposé à l'amendement n° 26 de la commission (approbation des conventions négociées par le Haut comité du médicament) - *Art. L. 162-18-1* (*détermination contractuelle du prix et du volume des ventes des produits innovants*) (p. 3316) : se déclare favorable à l'amendement n° 28 de la commission (définition des produits innovants) - *Art. L. 162-18-2* (*versement d'une remise en cas de dépassement des objectifs définis par la convention relative aux produits innovants*) (p. 3321) : se déclare opposé à l'amendement n° 57 de M. François Delga (remises pesant sur les entreprises) - *Art. L. 162-18-5* (*déclaration du chiffre d'affaires, recouvrement de la remise, contentieux*) (p. 3326) : intervient à propos de l'amendement n° 80 de M. Claude Estier (remise incluse dans les charges déductibles pour la détermination de l'assiette de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu) - **Art. 3** (*fixation conventionnelle du montant des dépenses de promotion et de publicité*) (p. 3331) : soutient l'amendement n° 81 de M. Claude Estier (suppression du second alinéa du paragraphe IV).

– Projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France [n° 35 (91-92)] - (12 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3666) : responsabilité des employeurs - Banalisation du travail clandestin - (p. 3667) : sanctions - **Art. 1er A** (*Art. L. 320 du code du travail - déclaration obligatoire d'un salarié aux organismes de protection sociale préalablement à son embauche*) (p. 3669) : se déclare opposé aux amendements identiques de suppression n° 25 de la commission et n° 51 de la commission saisie pour avis, ainsi qu'à l'amendement n° 59 de M. Charles Lederman (suppression des troisième, quatrième et cinquième alinéas du texte proposé pour l'article L. 320 du code du travail tendant à une application progressive des dispositions) - **Art. 4 bis** (*moyens des services de contrôle des infractions relatives au travail clandestin*) (p. 3680) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 36 de la commission - **Art. 6** (*Art. L. 364-2-2 - confiscation des biens utilisés à l'occasion de l'infraction et des produits d'un travail effectué par un étranger employé irrégulièrement*) (p. 3681) : se déclare opposé aux amendements de la commission, n° 38 (suppression de la notion de confiscation de tous les autres biens) et n° 39 (suppression de la qualification du produit de l'infraction) - **Art. 7** (*Art. L. 364-5 - aggravation des sanctions des extorsions de fonds en vue ou à l'occasion de l'introduction d'un étranger en France*) (p. 3683) : se déclare opposé aux amendements de la commission, n° 40 (maintien des peines en vigueur) et n° 41 de coordination.

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle - Services communs aux affaires sociales et au travail - (25 novembre 1991) (p. 4227) : politique de l'emploi - Organisation du travail.

Affaires sociales et intégration - Economie sociale - (25 novembre 1991) (p. 4259) : intégration - Personnes âgées - Politique de la famille - Politique de la santé - (p. 4260) : démographie médicale - (p. 4261) : pharmaciens - Prévention - Lutte contre le Sida - Lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme - Politique hospitalière - (p. 4262) : informatisation de la sécurité sociale - Avec le groupe socialiste, votera ce projet de budget.

Articles non rattachés :

(8 décembre 1991) - **Après l'art. 65** (p. 5040) : son amendement n° II-55, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : déplacements d'installations dangereuses stockant du gaz liquéfié ; retiré.

– Projet de loi relatif au renforcement de la lutte contre le trafic de stupéfiants [n° 101 (91-92)] - (10 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5200) : au nom du groupe socialiste, approuve ce projet de loi et la lutte contre la drogue - Politique de prévention.

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 162 (91-92)] - (16 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5386) : nomination des chefs de service et des chefs de département des hôpitaux publics - Diagnostic prénatal - (p. 5387) : recueil, traitement, conservation et cession de sperme - Contamination des transfusés - Dépenses militaires - Responsabilité - (p. 5388) : devenir du fonds d'indemnisation - Tests de dépistage - **Art. 6** (*modification de la réforme hospitalière à la suite de la décision du Conseil constitutionnel du 22 juin 1991*) (p. 5407) : son amendement n° 56 : motivation de la décision de non-renouvellement du mandat d'un chef de service ou de département ; retiré - **Art. 10** (*recueil, traitement, conservation et cession de sperme*) (p. 5410) : son amendement n° 57 : distinction entre le traitement et la conservation du sperme ; rejeté - (p. 5411) : ses amendements, n° 58 de cohérence avec son amendement n° 57 ; retiré ; et n° 59 : précision juridique ; rejeté - (p. 5412) : famille - Problèmes éthiques - **Avant l'art. 21** (p. 5436) : dépistage systématique.

– Projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transcription de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* **[n° 211 (91-92)]** - (20 décembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5680) : débat de la CMP - Directives européennes - Europe sociale - Consultation du CHSCT - Avec le groupe socialiste, votera le texte issu des conclusions de la CMP.

– Projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* **[n° 210 (91-92)]** - (20 décembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5685) : bilan de compétences - Se réjouit de l'accord de la CMP - Avec le groupe socialiste, votera le texte issu des travaux de la CMP.

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social** - *Nouvelle lecture* [n° **214 (91-92)**] - (20 décembre 1991) - **Art. 3** (*transfert de la totalité du service départemental d'action sociale sous l'autorité du président du conseil général*) (p. 5704) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 3 de la commission - **Art. 8 bis** (*recouvrement des prestations en nature indues*) (p. 5706) : se déclare opposé aux amendements identiques de suppression n° 6 de la commission et n° 16 de M. Jean-Luc Bécart - **Après l'art. 9** (p. 5707) : se déclare favorable à l'amendement n° 20 du Gouvernement (modification de la loi du 31 juillet 1991 en intégrant dans l'objectif annuel la chirurgie ambulatoire et l'hospitalisation de jour) - **Art. 9 bis** (*contribution exceptionnelle des établissements de vente en gros de spécialités pharmaceutiques et règles applicables aux remises et ristournes qu'ils accordent aux officines*) (p. 5709) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 7 de la commission - Rôle du Parlement - **Art. 20 duodecies** (*régimes indemnitaires de la fonction publique territoriale*) (p. 5713) : avec le groupe socialiste, s'oppose à l'amendement n° 11 de la commission (reprise du texte adopté par le Sénat en 1ère lecture et supprimé par l'Assemblée nationale) - **Art. 20 quindecies** (*dépistage obligatoire de l'infection par le virus du Sida*) (p. 5715) : rôle paradoxal du dépistage - Conseil consultatif national d'éthique - Référence à l'Europe - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5720) : avec le groupe socialiste, vote contre le texte ainsi amendé.

SIGNE (René-Pierre), sénateur de la Nièvre (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

SIMONIN (Jean), sénateur de l'Essonne (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Membre du conseil d'administration de la Cité des sciences et de l'industrie de la Villette.

– Vice-président de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement du second cycle de l'enseignement public du second degré jusqu'au 31 mai 1991.

Est nommé membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses en matière de transports (4 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour la ville (20 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux (18 décembre 1991).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **283** (*JO* Débats du 31 janvier 1991) (p. 172) - Ministère : Défense - *Situation de la brigade de gendarmerie de Draveil* - (*JO* Débats du 28 juin 1991) (p. 2256) - **Gendarmerie.**

n° **287** (*JO* Débats du 20 mars 1991) (p. 54) - Ministère : Justice - *Possibilité offerte aux associations d'anciens combattants de se porter partie civile en cas d'injures à l'encontre de l'armée* - (*JO* Débats du 20 avril 1991) (p. 585) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

n° **327** (*JO* Débats du 6 juin 1991) (p. 1334) - Ministère : Transports - *Redevance préalable à l'autorisation domaniale d'occupation du domaine public fluvial* - (*JO* Débats du 28 juin 1991) (p. 2264) - Impôts et taxes.

n° **356** (*JO* Débats du 17 octobre 1991) (p. 2250) - Ministère : Relations avec le parlement - *Inscription à l'ordre du jour d'une proposition de loi permettant aux anciens combattants d'ester en justice* - (*JO* Débats du 26 octobre 1991) (p. 3234) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

n° **367** (*JO* Débats du 24 octobre 1991) (p. 2298) - Ministère : Education - *Parution de manuels ne tenant pas compte du retrait de la réforme de l'orthographe* - (*JO* Débats du 26 octobre 1991) (p. 3232) - **Enseignement.**

n° **392** (*JO* Débats du 19 décembre 1991) (p. 2817) - Ministère : Culture - *Motifs de la délocalisation de la Manufacture des Gobelins - Délocalisation.*

n° **393** (*JO* Débats du 19 décembre 1991) (p. 2817) - Ministère : Ville (S.E.) - *Prise en compte des problèmes de séparation des conjoints dans la politique d'aménagement du territoire* - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes** [n° **242 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (3 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 252) : dotation de solidarité urbaine - (p. 253) : milieu rural - Rôle de l'Etat - Aménagement du territoire - Formation - Logement - Données chiffrées - Mal des banlieues - Sécurité - Libre circulation au sein de la CEE - Morale - Région et départements d'Ile-de-France - Décentralisation - Exemple de la Corse - (p. 254) : schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France, SDAURIF - Devenir du monde rural - Aménagement du territoire.

Suite de la discussion - (4 avril 1991) - **Avant l'art. 3** (p. 347) : soutient l'amendement n° 124 de M. Robert Calmejane : substitution de la notion de bases nettes à celle de bases brutes des quatre taxes directes locales dans la définition du potentiel fiscal - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 355) : logement social - Contrat de développement social - Simulation chiffrée - Taxe professionnelle - Paris - Province - (p. 356) : rôle des Sénateurs - Avis favorable du groupe du RPR sur le projet amendé par le Sénat.

– **Conclusions du rapport de M. Lucien Neuwirth**, fait au nom de la commission des lois, sur **la proposition de loi** (n° 232, 90-91), déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à permettre aux associations d'anciens combattants d'ester en justice** [n° **283 (90-91)**] - (7 mai 1991) - **Discussion générale** (p. 891) : associations d'anciens combattants - Armée - Diffamation - (p. 892) : anciens combattants.

– **Projet de loi portant diverses mesures destinées à favoriser l'accessibilité aux personnes handicapées des locaux d'habitation, des lieux de travail et des installations recevant du public** [n° **289 (90-91)**] - (23 mai 1991) - **Après l'art. 1er** (p. 1031) : son amendement n° 9 : aménagement des voies de desserte ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 16 du Gouvernement.

– **Projet de loi d'orientation pour la ville** [n° **350 (90-91)**] - (19 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1829) : exclusion-marginalité-violence - Rupture de l'équilibre sociologique de la ville - Logement social - Chômage - Education, formation, tradition et valeurs de l'école de la République - Nécessité d'assimiler la population d'origine étrangère dans le creuset national - Immigration clandestine - (p. 1830) : faux demandeurs d'asile et faux réfugiés politiques - Concentration urbaine - Bétonnage - Projet de loi insatisfaisant - Habitations à loyer modéré, HLM - Prêt locatif aidé, PLA.

Suite de la discussion - (20 juin 1991) - **Après l'art. 8** (p. 1865) : se déclare favorable à l'amendement n° 10 de la commission (faire entrer la région d'Ile-de-France dans le droit commun en matière de schéma directeur) - - **Art. 13** (*programme local de l'habitat PLH*) - *Art. L. 302-4-1 du code de la construction et de l'habitation* (*possibilité pour une commune d'élaborer seule un PLH*) (p. 1875) : soutient l'amendement n° 144 de M. Alain Pluchet (permettre à une commune disposant d'un nombre suffisant de logements sociaux d'élaborer son propre programme de l'habitat).

– **Projet de loi portant diverses mesures destinées à favoriser l'accessibilité aux personnes handicapées des locaux d'habitation, des lieux de travail et des installations recevant du public** - *Deuxième lecture* [n° **417 (90-91)**] - (28 juin 1991) - En remplacement de M. Robert Laucournet, rapporteur - **Discussion générale** (p. 2286) : programme « villes ouvertes aux handicapés » - Amendements - (p. 2287) : intégration des handicapés.

– **Projet de loi modifiant le code des postes et des télécommunications et la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **429 (90-91)**] - (29 juin 1991) - En remplacement de M. Gérard Larcher, rapporteur - **Discussion générale** (p. 2294, 2295) : commission mixte paritaire - Droit de visite des fonctionnaires ou agents de l'administration des télécommunications habilités à rechercher ou constater les infractions - Information préalable du Procureur de la République - Décision du Conseil constitutionnel - Libertés publiques et individuelles.

– **Conclusions du rapport de M. Michel Rufin**, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** (nO 349, 88-89) **de M. Jean Simonin** et des membres du groupe du Rassemblement pour la République et apparentés, **tendant à élargir la procédure du vote par procuration** [n° **399 (90-91)**] - (29 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2319) : démocratie - Vacances des retraités - Vote par procuration - Abstentionnisme - **Sur l'ensemble** (p. 2321) : fraude électorale.

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République** [n° **269 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (3 juillet 1991) - **Art. 53 A** (*création des communautés de communes proposées par le schéma départemental*) (p. 2420) : soutient l'amendement n° 464 de M. René Trégouët (contiguïté d'une commune avec le territoire d'un autre établissement public de coopération intercommunale) - **Après l'art. 54** (*régime des communautés urbaines*) (p. 2435, 2436) : soutient les amendements de M. René Trégouët, n° 461 (commission permanente des conseils des communautés urbaines) et n° 462 (composition du conseil de communauté et de répartition des sièges entre les communes membres) - **Après l'art. 55** (p. 2440) : soutient l'amendement n° 460 bis de M. René Trégouët (éligibilité des élus autres que conseillers municipaux comme membres des conseils des établissements publics de coopération intercommunale) - **Après l'art. 56 quaterdecies** (p. 2455, 2456) : soutient les amendements de M. Josselin de Rohan, relatifs aux fusions de communes, n° 64 (consultation de la population) et n° 65 (abrogation des dispositions figurant dans l'article L. 261 du code électoral).

– **Projet de loi renforçant la protection des consommateurs** [n° **304 (90-91)**] - (15 octobre 1991) - **Art. 2** (*obligation générale d'information*) (p. 2880) : son amendement n° 69 ; indication de la provenance géographique des produits alimentaires ; adopté - **Art. 9** (*contrôle juridictionnel des clauses abusives*) (p. 2889) : son amendement n° 70 : indication du juge compétent ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2906) : travaux des commissions - Publicité comparative - Le groupe du RPR votera ce projet de loi.

– **Rappel au règlement** - (23 octobre 1991) (p. 3150) : signale la réunion concomitante de la commission des affaires économiques avec la séance publique.

– **Projet modifiant certaines limites d'âge des militaires et modifiant l'article 27 de la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991 portant dispositions relatives à la santé publique et aux assurances sociales** [n° **459 (90-91)**] - (23 octobre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3179) : problème de la limite d'âge des officiers subalternes de l'armée de terre - Au nom du groupe du RPR, se déclare favorable à l'adoption de ce projet, tel qu'il a été amendé par le Sénat.

– **Projet de loi portant dispositions diverses en matière de transports** [n° **359 (90-91)**] - (25 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3218) : réforme des voies navigables - Ressources de l'établissement public « Voies navigables de France » - Infrastructures - Grand marché intérieur européen - Exonération des clubs nautiques de la redevance sur l'utilisation du domaine public fluvial lors des manifestations sportives sans but lucratif - Le groupe du RPR votera ce projet de loi sous réserve de l'adoption des amendements de la commission - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3230) : le groupe du RPR votera ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif à l'Agence du médicament et à la régulation des dépenses de médicaments prises en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie** [n° **9 (91-92)**] - **Suite de la discussion** - (29 octobre 1991) - **Art. 2** (*Haut comité du médicament ; détermination des objectifs d'évolution des dépenses ; régime des prix et sanctions*) - *Art. L. 162-18-1 du code de la sécurité sociale* (*détermination contractuelle du prix et du volume des ventes des produits innovants*)(p. 3315) : intervient à propos de l'amendement n° 28 de la commission (définition des produits innovants).

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Avant l'art. 17** (p. 3972) : son amendement n° I-52 : limitation de l'exonération du foncier bâti ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

Deuxième partie :

Equipement, logement, transports et espace - V - Mer - (23 novembre 1991) - En remplacement de M. Jean-François Le Grand, rapporteur pour avis (ports maritimes) - (p. 4137) : Etablissement national des invalides de la marine, ENIM - (p. 4138) : baisse de la compétitivité des ports français - Déclin de la voie d'eau - Coût de la manutention portuaire - Statut des dockers - Au nom de la commission des affaires économiques, se déclare opposé à l'adoption de l'ensemble des crédits des ports maritimes.

Equipement, logement, transports et espace - I - Urbanisme, logement et services communs - (23 novembre 1991) (p. 4167) : réduction du programme de prêts d'accession à la propriété, PAP - Relance du logement locatif intermédiaire - Logement, élément important de l'aménagement du territoire - Effondrement de la construction de logements neufs - Logement social - (p. 4168) : réhabilitation des quartiers dégradés - Au nom du groupe du RPR, se déclare opposé à l'adoption de ce projet de budget.

Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur - (3 décembre 1991) (p. 4753) : égalité des chances - Enseignement de la morale et de l'histoire - Instituts universitaires de formation des maîtres, IUFM - (p. 4754) : CAPES - Recrutement des enseignants - Le groupe du RPR votera contre ce projet de budget.

Equipement, logement, transports et espace - II - Transports intérieurs ; 1 -Transports terrestres (et voies navigables) ; 2 - Routes ; 3 - Sécurité routière - (6 décembre 1991) (p. 4953) : crédits pour 1992 - Contrat de plan Etat-régions - Autorisations de programme - Entreprises de travaux publics - Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France, SDAURIF - Saturation des transports en commun - Interconnexion des TGV - (p. 4954) : avis défavorable du groupe du RPR sur ce projet de budget.

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social** [n° **162 (91-92)**] - (16 décembre 1991) - **Art. 10** (*recueil, traitement, conservation et cession de sperme*) (p. 5411, 5412) : procréation médicalement assistée - Famille - Votera contre l'article 10 - **Art. 13** (*prorogation des dispositions limitant le cumul emploi-retraite et régime applicable en cas de transmission d'entreprise*) (p. 5415) : son amendement n° 3 : dispositions en faveur des médecins ; devenu sans objet - **Après l'art. 17** (p. 5419) : soutient l'amendement

n° 62 de M. Adrien Gouteyron (prise en compte du portage de la presse à domicile).

– **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **216 (91-92)**] - (21 décembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5741) : le groupe du RPR votera ce texte - Schéma d'aménagement et de gestion des eaux, SAGE - Loi « pêche ».

SOISSON (Jean-Pierre), *ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle* - Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

Est nommé *ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et de la modernisation administrative* le 16 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 17 mai 1991).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transcription de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail [n° **288 (90-91)**] (17 avril 1991) - **Accidents du travail.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fonction publique** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **365 (90-91)**] - (24 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1977) : ressortissants communautaires - Polynésie française - Quartiers difficiles - Fonctionnaires territoriaux - Commission mixte paritaire, CMP - (p. 1978) : Europe.

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - IV - Plan - (30 novembre 1991) (p. 4538) : Commissariat général du Plan - Evolution des crédits - Préparation du XIe Plan - CEE - (p. 4539) : évaluation des politiques publiques - Modernisation de l'Etat - (p. 4543) : rattachement du Commissariat général du Plan auprès du Premier ministre - Calendrier d'élaboration du XIe Plan - Prévisions économiques à moyen terme - (p. 4544) : prévisions économiques : prise en compte de la politique de maîtrise des dépenses de santé - Epargne - Méthodes d'évaluation statistique du chômage - Institut de recherche économique et sociale, IRES.

Services généraux et fonction publique - (1er décembre 1991) (p. 4597) : crédits pour 1992 - Modernisation - Dialogue social - Accord salarial - (p. 4598) : médecine de prévention - Formation professionnelle - Nouvelles technologies - Mobilité - Europe - Zones rurales - Modernisation - (p. 4602) : salaires - Effectifs - (p. 4603) : déconcentration - Zones rurales - Négociations salariales - Transfert de l'ENA - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4604) : indemnités des administrateurs territoriaux - Départements - (p. 4605) : négociations salariales.

Secrétariat général de la défense nationale - (1er décembre 1991) (p. 4605) : sécurité du centre de transmission gouvernemental - Installations nouvelles - Sécurité des systèmes informatiques - Situation internationale - Crédits de fonctionnement - (p. 4609) : rôle du secrétariat général de la défense nationale.

Conseil économique et social - (1er décembre 1991) (p. 4610 et 4612) : augmentation des crédits pour 1992 - Création d'un nouvel emploi - Rapport annuel d'activité - Rencontre internationale des conseils économiques et sociaux - Pays de l'Est - Instance d'évaluation - Autorisations de programme - Travaux du Palais d'Iéna.

– **Victoire de l'équipe de France en Coupe Davis** (1er décembre 1991) (p. 4608).

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Deuxième partie :

Budget annexe des Journaux officiels - (1er décembre 1991) (p. 4613) : augmentation des crédits pour 1992 - Tarifs des annonces - Modernisation des équipements - Investissements - Développement des bases de données - (p. 4614) : modernisation - Banque de données consacrée aux problèmes des fonctionnaires.

SOUCARET (Raymond), sénateur du Lot-et-Garonne (RDE).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

– Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes ; est nommé de nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 10 octobre 1991).

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement du second cycle de l'enseignement public du second degré jusqu'au 31 mai 1991.

INTERVENTIONS

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture** [n° **30 (91-92)**] - (10 octobre 1991) (p. 2814) : manifestations - Situation du monde rural - Revenus agricoles - Aménagement du territoire - Productions agricoles - (p. 2815) : fiscalité - Pays de l'Est - Crise du monde rural.

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Deuxième partie :

Budget annexe des prestations sociales agricoles - (28 novembre 1991) (p. 4424) : crise de l'agriculture - Désengagement de l'Etat - Contribution sociale de solidarité des sociétés - (p. 4425) : régime du fonds d'aide aux calamités - Hausse des cotisations sociales agricoles - Faiblesse du montant des pensions de retraite - Se déclare opposé à l'adoption du BAPSA pour 1992 - Allègement des droits de succession de certains agriculteurs par les conseils généraux.

Agriculture et forêt - (28 novembre 1991) (p. 4454) : crise de l'agriculture - Manifestation des agriculteurs du 29 septembre 1991 - Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, GATT - Réforme de la politique agricole commune, PAC - Désertification rurale - Aménagement du territoire - Indemnisation du gel des terres - Détaxation des carburants « verts » - Production extensive - Taxe sur le foncier non bâti - (p. 4455) : développement de la pluriactivité - Tourisme rural - Avenir de l'agriculture.

– **Projet de loi modifiant et complétant les dispositions du code rural et de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relatives aux cotisations sociales agricoles et créant un régime de préretraite agricole** [n° **182 (91-92)**] - (18 décembre 1991) - **Avant l'art. 13** : ses amendements n° 3 et n° 4 : déduction par les entrepreneurs de travaux agricoles et forestiers et par les exploitants agricoles des plus-values professionnelles réinvesties dans l'entreprise ou dans l'exploitation pour le calcul des cotisations sociales ; adoptés.

SOUFFRIN (Paul), sénateur de la Moselle (C).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

– Est nommé secrétaire de la commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions

restant en discussion du projet de loi portant réforme hospitalière (7 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique (28 juin 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'Agence du médicament et à la maîtrise négociée des dépenses de médicaments remboursables (10 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (17 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service (18 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant les dispositions de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relative aux cotisations sociales agricoles et créant un régime de préretraite agricole (18 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (24 juin 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec des membres du groupe communiste, relative au régime local de protection sociale d'Alsace-Moselle [n° **470 (88-89)**] (19 juillet 1989) - Reprise par ses auteurs le 19 avril 1991) - **Protection sociale.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 17 au 21 février 1991 par une délégation chargée d'étudier le logement social en Allemagne [n° **393 (90-91)**] (18 juin 1991) - **Logement.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à l'adoption de mesures urgentes en matière de santé [n° **470 (90-91)**] (27 juillet 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Santé.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 13 décembre 1991) (p. 5266) - Ministère : Industrie - *Déclin industriel de la Lorraine* - **Politique industrielle.**

Questions orales sans débat :

n° **322** (*JO* Débats du 30 mai 1991) (p. 1168) - Ministère : Intérieur - *Indemnisation des villes propriétaires d'abattoirs* - (*JO* Débats du 8 juin 1991) (p. 1469) - **Abattoirs.**

n° **323** (*JO* Débats du 30 mai 1991) (p. 1168) - Ministère : Economie - *Conséquences du Marché unique européen dans les régions frontalières* - (*JO* Débats du 8 juin 1991) (p. 1465) - **Marché unique européen.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la pharmacie d'officine [n° 233 (90-91)]** - (9 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 389) : maîtrise des dépenses de santé - Remboursement des médicaments - Marché unique européen - (p. 390) : prix des médicaments - Industrie pharmaceutique - Besoins de la population - Portage des médicaments - Monopole de la distribution du médicament - **Art. 2** (*transferts d'officine*) (p. 397) : se déclare opposé à l'amendement n° 10 de M. Franck Sérusclat (établissement d'une carte de desserte pharmaceutique) - **Art. 3** (*conditions de nationalité pour la création d'une officine*) (p. 400) : son amendement de suppression n° 17 ; rejeté - Difficultés liées à la création du marché unique - **Art. 4** (*créations par voie normale et par voie dérogatoire*) (p. 401) : son amendement de suppression n° 18 ; rejeté - (p. 405) : avec le groupe communiste, votera contre l'article 4 - **Art. 5** (*régime applicable en Alsace-Moselle pour les créations d'officines*) (p. 406) : son amendement de suppression n° 20 ; retiré - Son amendement n° 19, identique à l'amendement n° 24 de M. André Bohl : alignement des critères d'ouverture des pharmacies des départements d'Alsace-Moselle sur ceux des autres départements français ; rejeté - **Art. 9** (*délivrance des médicaments à domicile par un pharmacien*) (p. 411) : son amendement de suppression n° 21 ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 420) : avec le groupe communiste, votera contre le projet de loi.

– **Projet de loi portant diverses mesures destinées à favoriser l'accessibilité aux personnes handicapées des locaux d'habitation, des lieux de travail et des installations recevant du public [n° 289 (90-91)]** - (23 mai 1991) - **Après l'art. 3** (p. 1033, 1034) : ses amendements, soutenus par Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 12 : délais de mise en conformité ; rejeté ; et n° 13 : délais de mise en conformité des entreprises existantes et financement par l'Association nationale de gestion des fonds pour l'insertion professionnelle des handicapés ; retiré.

– **Projet de loi portant réforme hospitalière [n° 309 (90-91)]** - (4 juin 1991) - **Question préalable** (p. 1243) : soutient la motion n° 160 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable - Missions de l'hôpital public - Besoins sanitaires et sociaux - (p. 1244) : dangers et lacunes du projet de loi - Décrets d'application - Réduction des dépenses de santé - Carte sanitaire - Schéma d'organisation sanitaire - Projet d'établissement - Contrat d'établissement - Procédure budgétaire - (p. 1245) : rôle de la chambre régionale des comptes - Régime des autorisations d'activités et d'équipements - Alternatives à l'hospitalisation - Suppressions de lits - Conséquences de ce projet de loi - Rôle des collectivités locales - Tutelle de l'Etat - Sécurité sociale - (p. 1246) : hôpital et collectivités locales - Charges pour les collectivités locales - Evaluation des soins - Participation des personnels aux décisions - Malaise des personnels hospitaliers - (p. 1247) : spécialités médicales - Place du malade - Logique d'une réforme hospitalière.

Suite de la discussion - (5 juin 1991) - **Avant l'art. 1er** (p. 1285) : ses amendements n° 225 : suppression du forfait hospitalier ; et n° 226 : augmentation du taux d'impôt sur le bénéfice des sociétés pour les cliniques à but lucratif ; rejetés - **Art. 1er A** (*principes fondamentaux : droits du malade, évaluation et analyse de l'activité hospitalière*) (p. 1289, 1290) : sur l'amendement n° 1 de la commission (introduction de dispositions relatives aux droits du malade et à l'évaluation hospitalière), intervient sur les sous-amendements du Gouvernement n° 278 (prise en compte des critères de l'autorisation à dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux) et n° 279 (accord du malade pour la communication d'informations au médecin ayant prescrit l'hospitalisation) - **Art. 1er** (*missions et obligations des établissements de santé*) - *Paragraphe I* (*Intitulé du titre Ier du livre VII du code de la santé publique*) (p. 1293) : son amendement n° 227 : primauté du service public de santé ; devenu sans objet - *Paragraphe III* (*Sections 1 et 2 du chapitre Ier*) : son amendement n° 229 : suppression de la division en deux sections du chapitre Ier ; rejeté - *Art. L. 711-1 du code de la santé publique* (*missions des établissements de santé*) (p. 1294) : son amendement n° 230 : reconnaissance du rôle des établissements de soins participant aux missions de service public ; rejeté - Se déclare opposé à l'amendement de coordination n° 4 de la commission - (p. 1295) : se déclare opposé à l'amendement n° 5 de la commission (suppression de précisions inutiles) - (p. 1296) :

son amendement n° 231 : établissements de soins à l'échelon communal, départemental et régional ; rejeté - Besoins de santé - Actions médico-sociales - Education et prévention - *Art. L. 711-2 (définition des fonctions des établissements de santé)* (p. 1298) : son amendement n° 232 : soins à domicile ; rejeté - (p. 1299) : son amendement n° 233 : notion de raison médico-sociale ; rejeté - Intérêt des malades - *Art. L. 711-4 (missions du service public hospitalier)* (p. 1301) : son amendement n° 234 : création d'une obligation de moyens pour permettre aux établissements publics d'assumer leurs missions ; devenu sans objet - (p. 1321) : se déclare opposé à l'amendement n° 13 de la commission (clarification de la définition du service public hospitalier) - *Art. L. 711-5 (coopération des établissements assurant le service public hospitalier avec les autres acteurs du système de santé)* (p. 1322) : ses amendements n° 235 : suppression pour le service public hospitalier de l'obligation de coopération avec les établissements privés à but lucratif ; et n° 237 : suppression du recours à l'aide technique pour les établissements assurant le service public hospitalier ; devenus sans objet - *Après l'art. L. 711-6* (p. 1324) : se déclare opposé à l'amendement n° 19 de la commission (coopération des établissements assurant le service public hospitalier avec les autres acteurs du système de santé) - *Art. L. 711-7 (catégories d'établissements publics de santé)* (p. 1324) : son amendement n° 238 : complémentarité et spécificité des différents types d'établissements publics de santé ; rejeté - (p. 1325) : son amendement n° 239 : rôle des centres hospitaliers régionaux en matière de formation et de recherche ; rejeté - (p. 1327) : se déclare opposé à l'amendement n° 23 de la commission (centres hospitaliers à vocation nationale ou internationale) - Son amendement n° 241 : extension du rôle des hôpitaux locaux ; rejeté - Missions des hôpitaux locaux - Concours des médecins généralistes - *Art. L. 711-8 (participation au service d'aide médicale urgente)* (p. 1330) : son amendement n° 242 : accueil des urgences ; retiré - (p. 1331) : se déclare opposé à l'amendement n° 26 de la commission (réception et régulation des appels destinés aux services d'urgence) - Services mobiles d'urgence et de réanimation - Service d'aide médicale urgente.

Suite de la discussion - (6 juin 1991) - **Art. 3** (*organisation et équipement sanitaires*) (p. 1343) : son amendement de suppression n° 244 ; rejeté - Xe Plan - Restriction des dépenses publiques de santé - Introduction des capitaux privés dans les hôpitaux publics - *Art. L. 712-1 (objet et révision de la carte sanitaire et des schémas d'organisation sanitaire)* (p. 1344) : son amendement de suppression n° 245 ; rejeté - *Art. L. 712-2 (contenu de la carte sanitaire)* (p. 1347) : son amendement de suppression n° 246 ; rejeté - Restrictions à la satisfaction des besoins sanitaires - *Art. L. 712-3 (contenu du schéma d'organisation sanitaire)* (p. 1351) : son amendement de suppression n° 247 ; rejeté - *Art. L. 712-4 (contrats pluriannuels pour la réalisation des objectifs retenus par le schéma d'organisation sanitaire)* (p. 1352) : son amendement de suppression n° 249 ; rejeté - Responsabilités financières des collectivités locales - (p. 1353) : financement par les collectivités locales - *Art. L. 712-5 (organes compétents pour arrêter la carte sanitaire et les schémas d'organisation sanitaire)* (p. 1354) : son amendement de suppression n° 250 ; rejeté - *Art. L. 712-6 (composition et organisation du comité national et des comités régionaux de l'organisation sanitaire et sociale)* (p. 1357) : son amendement de suppression n° 251 ; rejeté - Compétence des présidents de comités - *Art. L. 712-6-1 (commissions régionales d'évaluation)* (p. 1358) : son amendement de suppression n° 252, identique à l'amendement n° 46 de la commission ; adopté - *Art. L. 712-8 (projets soumis à autorisation)* (p. 1361) : son amendement de suppression n° 253 ; rejeté - *Art. L. 712-9 (conditions d'autorisation)* (p. 1362) : son amendement de suppression n° 254 ; rejeté - *Art. L. 712-10 (régime d'autorisation dérogatoire, applicable aux structures de soins alternatives à l'hospitalisation)* (p. 1362) : son amendement de suppression n° 255 ; rejeté - *Art. L. 712-11 (régime d'autorisation dérogatoire, applicable aux regroupements d'établissements)* (p. 1363) : son amendement de suppression n° 256 ; rejeté - *Art. L. 712-13 (conditions particulières d'autorisation)* (p. 1365) : son amendement de suppression n° 257 ; rejeté - *Art. L. 712-14 (durée de l'autorisation et conditions de son renouvellement)* (p. 1366) : son amendement de suppression n° 258 ; rejeté - *Art. L. 712-15 (périodicité de l'examen des demandes)* (p. 1370) : son amendement de suppression n° 259 identique à l'amendement n° 57 de la commission ; adopté - **Art. 5** (*actions de coopération*) (p. 1376) : formation des personnels - Conférences interhospitalières - Se déclare favorable aux amendements de la commission - **Art. 6** (*codification et conventions de coopération*) (p. 1377) : son amendement n° 260 : suppression du texte relatif à la participation des établissements publics de santé à des actions de coopération avec des personnes morales de droit public ou privé ; rejeté - Principes du service public - Groupements d'intérêt public, GIP, groupements d'intérêt économique, GIE - **Art. 7** (*dispositions applicables aux établissements publics de santé*) (p. 1377) : son amendement de suppression n° 261 ; rejeté - *Art. L. 714-2 (composition du conseil d'administration des établissements publics de santé)* (p. 1382) : composition du conseil d'administration - (p. 1383) : son amendement n° 263 : suppression de l'alinéa prévoyant un décret pour la désignation des membres du conseil d'administration ; rejeté - *Art. L. 714-6 (rapport prévisionnel d'activité)* (p. 1391) : se déclare opposé à l'amendement n° 90 de la commission (date limite de l'adoption du rapport) - *Art. L. 714-7 (procédure d'élaboration et d'approbation du budget)* (p. 1392) : son amendement n° 264 : suppression de l'alinéa relatif à la possibilité pour le représentant de l'Etat de modifier le montant de la répartition des dépenses prévues par les conseils d'administration ; rejeté - *Art. L. 714-10 (déséquilibre financier grave et durable)* (p. 1395) : son amendement de suppression n° 265, identique à l'amendement n° 98 de la commission ; adopté - *Art. 714-12 (projet d'établissement)* (p. 1396) : son amendement n° 266 : suppression des dispositions soumettant les objectifs du projet d'établissement au schéma d'organisation sanitaire ; rejeté - *Art. L. 714-14 (autorisation d'exploiter des brevets et d'assurer des prestations de service)* (p. 1398) : son amendement de suppression n° 267 ; rejeté - *Art. 714-17 (constitution et composition du comité technique d'établissement)* (p. 1405) : son amendement n° 269 : représentation des personnels dans les comités techniques d'établissement identique à celle des personnels du secteur privé dans les comités d'établissement ; rejeté - *Art. L. 714-22 (institution, composition et attribution du conseil de service ou de département)* (p. 1416) : son amendement n° 270 : participation active des personnels ; devenu sans objet - *Art. 714-23 (attributions des chefs de service ou de département)* (p. 1418) : son amendement n° 271 : suppression de l'alinéa faisant référence à l'intéressement des personnels ; rejeté - *Art. L. 714-25 (fédérations)* (p. 1422) : son amendement de suppression n° 272 ; rejeté.

Suite de la discussion - (7 juin 1991) - **Art. 10** (*codification et dispositions propres aux établissements de santé privés assurant l'exécution du service public hospitalier ou associés à son fonctionnement*) - *Art. L. 715-6 (obligations des établissements de santé privés à but non lucratif admis à participer à l'exécution du service public hospitalier)* (p. 1441) : se déclare favorable à l'amendement n° 135 de la commission (renvoi au pouvoir réglementaire pour la détermination des obligations que doivent respecter les établissements afin de participer au service public) - **Art. 12** (*expérimentations et dispositions diverses*) (p. 1446) : son amendement de suppression n° 273 ; rejeté - **Art. 14** (*codification et modifications des articles maintenus de la loi du 31 décembre 1970*) (p. 1450) : son amendement n° 274, identique à l'amendement n° 145 de la commission : dispositions particulières concernant les greffes ; retiré au profit de l'amendement n° 336 du Gouvernement (dispositions particulières relatives aux greffes d'organes) - **Art. 21** (*coordination avec les dispositions de la loi relative à la fonction publique hospitalière*) (p. 1459) : aménagement d'horaires et conditions de travail - Se déclare opposé à l'amendement n° 306 du Gouvernement (aménagement des conditions de travail) - **Art. 24** (*maintien d'unités d'obstétrique dans les hôpitaux locaux*) (p. 1461) : son amendement de suppression n° 275 ; rejeté - - **Art. 25** (*dispositions transitoires applicables aux services gérés par des établissements publics de santé et ne répondant pas à la mission du service public hospitalier*) (p. 1475) : son amendement de suppres-

sion n° 276 ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1480, 1481) : article 49, alinéa 3, de la Constitution - Améliorations apportées au texte par la commission - Logique de la politique de restriction des dépenses de santé - Risques soulevés par l'adoption de ce texte - Avec le groupe communiste, votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications [n° 389 (90-91)]** - (25 juin 1991) - **Après l'art. 3** (p. 2081) : soutient l'amendement n° 48 de M. Charles Lederman (refus des interceptions justifiées par les origines ethniques, les opinions politiques ou philosophiques ou religieuses, ou l'appartenance à un parti politique ou à une organisation syndicale) - **Art. 14** (*Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité*) (p. 2085) : sur l'amendement n° 8 de la commission (désignation du président de la Commission), soutient le sous-amendement n° 49 de M. Charles Lederman - (p. 2086) : soutient l'amendement n° 50 de M. Charles Lederman (désignation d'un député et d'un sénateur par les groupes parlementaires de chacune des chambres) - **Art. 15** (*contrôle conduit par la Commission*) (p. 2091) : sur l'amendement n° 13 de la commission (absence de contrôle de légalité de la décision d'interception), soutient le sous-amendement n° 51 de M. Charles Lederman - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2100, 2101) : libertés individuelles - Ecoutes dites politiques et syndicales - Le groupe communiste votera contre ce projet de loi.

- **Rappel au règlement** : demande un débat parlementaire sur la sidérurgie suite aux fermetures d'usines en Lorraine décidées par la direction d'Usinor Sacilor (3 juillet 1991) (p. 2418).

- **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)]** - **Suite de la discussion** - (3 juillet 1991) - **Art. 53 A** (*création des communautés de communes proposées par le schéma départemental*) (p. 2419) : soutient l'amendement de suppression n° 34 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 53** (*communautés de communes*) (p. 2422) : soutient l'amendement de suppression n° 35 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - Communes rurales - Soutient l'amendement n° 297 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (principe du libre consentement des communes).

- **Projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transcription de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail [n° 288 (90-91)]** - (8 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2696) : augmentation du nombre et de la gravité des accidents du travail - (p. 2697) : dégradation des conditions de travail - Reconnaissance des maladies professionnelles - Abaissement des normes de sécurité - Renforcement nécessaire des contrôles de l'inspection du travail - Lutte contre le travail clandestin - Accroissement des effectifs de la médecine du travail - Aggravation des sanctions pénales infligées aux entreprises qui ne respectent pas les normes de sécurité - Renforcement du rôle des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, CHSCT - Participation des salariés à la prévention des risques professionnels - (p. 2698) : transcription dans le droit français des directives européennes - Article 118 A du Traité de Rome - Remise en cause de la présomption d'imputabilité de la responsabilité des employeurs en matière d'accidents du travail - Au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'adoption de ce projet - **Art. 1er** (*principes généraux de prévention*) - *Art. L. 230-2 du code du travail* (*obligation générale des chefs d'établissement*) (p. 2700) : soutient l'amendement n° 36 de M. Hector Viron (renforcement de l'obligation faite aux chefs d'établissement d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs) - (p. 2701) : soutient les amendements de M. Hector Viron, n° 37 (affirmation du principe de l'élimination des risques professionnels par le chef d'entreprise), n° 38 (détermination des risques que l'état des recherches et de la technique n'ont pas encore permis d'éliminer) et n° 39 (suppression des formes de travail qui comportent des risques d'accidents et de maladies professionnelles reconnues) - (p. 2702) : soutient les amendements de M. Hector Viron, n° 40 (suppression de la disposition relative à l'évolution de la technique sous l'aspect de la prévention), n° 42 (obligation pour le chef d'établissement de donner des instructions nécessaires concernant la sécurité et d'en informer les salariés) et n° 43 (obligation pour le chef d'établissement d'effectuer une recherche plus approfondie des risques professionnels) - (p. 2703) : soutient l'amendement n° 45 de M. Hector Viron (obligation pour le chef d'établissemnt de s'assurer que l'intéressé aura la pleine maîtrise de la mise en oeuvre des précautions nécessaires pour la préservation de sa sécurité) - *Art. L. 230-3* (*obligations du travailleur*) : soutient l'amendement n° 46 de M. Hector Viron (refus de l'introduction dans la législation de la notion de responsabilité même partielle des salariés dans les accidents dont ils sont victimes au travail) - (p. 2705) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'amendement n° 3 de la commission (transposition des obligations faites aux salariés de respecter en ce qui les concerne les dispositions en matière d'hygiène et de sécurité) - *Art. L. 230-5* (*mise en demeure de remédier à une situation dangereuse*) : soutient l'amendement n° 48 de M. Hector Viron (obligation pour le directeur départemental du travail de mettre les chefs d'établissement en demeure de prendre toutes mesures utiles pour remédier à une situation dangereuse) - **Art. 4** (*formation et information des travailleurs dans le domaine de la sécurité*) : soutient l'amendement n° 50 de M. Hector Viron (absence de prise en compte de la taille de l'établissement pour l'application des modalités de l'obligation établie par cet article) - **Art. 5** (*mise en demeure en cas de situations dangereuses*) (p. 2707) : soutient l'amendement de suppression n° 51 de M. Hector Viron - **Art. 9** (*obligations relatives à la mise sur le marché des équipements de travail et des moyens de production*) (p. 2709) : soutient l'amendement n° 54 de M. Hector Viron (obligation de disposer et d'entretenir les dispositifs de sécurité de manière à protéger efficacement et en toutes circonstances) - (p. 2710) : soutient l'amendement n° 55 de M. Hector Viron (interdiction de mettre en fonctionnement ou d'utiliser des équipements de travail s'ils ne sont pas conformes aux règles techniques de sécurité et s'ils risquent de porter atteinte à la santé des travailleurs) - (p. 2711) : soutient les amendements de M. Hector Viron n° 56 (détermination par décret des règles générales d'hygiène, de sécurité et de protection de la santé auxquelles doivent satisfaire les équipements de travail et les moyens de protection) et n° 57 (interdiction d'utilisation et de mise en vente en France, sur seule décision ministérielle, des équipements de travail, machines outils, engins et matériaux non conformes aux normes françaises de sécurité et d'hygiène) - (p. 2712) : soutient l'amendement n° 58 de M. Hector Viron (autorisation pour les inspecteurs du travail de dresser immédiatement procès-verbal en vertu des dispositions du paragraphe III de cet article lorsque les faits qu'il constate présentent un danger grave et imminent pour la santé, la sécurité ou l'intégrité physique des travailleurs) - **Art. 10** (*régime applicable aux utilisateurs d'équipements de travail et de moyens de protection*) - *Art. L. 233-5-3* (*exposition des équipements de travail et des moyens de protection*)(p. 2713) : soutient l'amendement de suppression n° 59 de M. Hector Viron - **Art. 13** (*abaissement du seuil de création d'un CHSCT dans le secteur du bâtiment et des travaux publics*) (p. 2715) : soutient l'amendement n° 60 de M. Hector Viron (possibilité pour l'inspection du travail d'imposer la création d'un comité dans toutes les entreprises ou établissements lorsque la situation l'exige) - **Après l'art. 14** : soutient l'amendement n° 61 de M. Hector Viron (extension des compétences du CHSCT aux risques que fait courir à l'environnement l'activité de l'entreprise ou de l'établissement) - (p. 2716) : soutient les amendements de M. Hector Viron n° 62 (élection des représentants du personnel au CHSCT) et n° 63 (attribution d'un crédit d'heures suffisant aux délégués du CHSCT qui représentent le personnel, pour exercer leur mandat) - **Art. 17** (*élargissement des cas de recours à un expert*) : soutient l'amendement n° 64 de M. Hector Viron (possibilité pour le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de faire appel à un expert) - **Art. 18** (*formation des représentants du personnel au CHSCT*) (p. 2718) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'amendement n° 25 de la commission (limitation du caractère obligatoire du renouvellement de la formation aux seules entreprises de plus de 300 salariés, le renouvellement de la formation n'étant obligatoire dans les autres éta-

blissements que si les conditions d'hygiène et de sécurité ou les conditions de travail ont été profondément modifiées au cours de la période) - **Art. 20** (*indications portées sur les factures ou bons de livraison*) (p. 2719) : soutient l'amendement de suppression n° 66 de M. Hector Viron - **Art. 21** (*obligation pour les fabricants de fournir les informations nécessaires à l'appréciation des risques liés à des préparations dangereuses*) : soutient l'amendement n° 65 de M. Hector Viron (obligation pour l'organisme agréé de fournir au CHSCT toute information nécessaire et utile concernant des substances ou produits dangereux utilisés dans les entreprises) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2721) : texte dangereux - Responsabilisation des salariés - Abaissement du niveau de la réglementation sur l'hygiène et la sécurité des conditions de travail - Au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'adoption de ce projet.

– Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux [n° 346 (90-91)] - Suite de la discussion - (17 octobre 1991) - **Après l'art. 30** (p. 3030) : ses amendements, soutenus par Mme Danielle Bidard-Reydet, relatifs aux conséquences sur les eaux d'exhaure de la fermeture des mines de fer de Lorraine, n° 158 et n° 159 ; n° 160 : orientations stratégiques du groupe Usinor-Sacilor ; et n° 161 : obligations incombant à l'exploitant d'une concession minière en matière d'eaux d'exhaure ; rejetés.

– Projet de loi relatif à l'Agence du médicament et à la régulation des dépenses de médicaments prises en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie [n° 9 (91-92)] - (28 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3260) : solidarité nationale - Transfert des charges - Politique de santé - Contribution sociale généralisée, CSG - Information - Limitation de l'offre et de la demande - (p. 3261) : création d'une Agence du médicament - Corps des pharmaciens inspecteurs - Médicaments innovants - Laboratoires pharmaceutiques - Prix des médicaments - **Art. 1er** (*Agence du médicament*) (p. 3271) : son amendement de suppression n° 101 ; rejeté - *Art. L. 567-2 du code de la santé publique* (*compétences de l'Agence*) (p. 3275) : son amendement n° 102 : participation de l'Agence sous l'autorité du ministre de la santé à la négociation des engagements internationaux ; rejeté - (p. 3276) : son amendement n° 103 : limitation du rôle international de l'Agence du médicament à la dynamisation des programmes de recherche dans le domaine des médicaments et des produits pharmaceutiques ; rejeté - (p. 3277) : son amendement n° 104 : actions de formation entreprises par l'Agence ; rejeté - *Art. L. 567-3* (*conseil d'administration et direction générale*) : ses amendements, n° 105 : composition du conseil d'administration ; et n° 106 : indépendance des membres du conseil d'administration vis-à-vis des entreprises de l'industrie pharmaceutique et de la chimie ; devenus sans objet - *Art. L. 567-5 (personnel conctractuel de l'Agence)* : son amendement n° 107 : statut des fonctionnaires de la direction de la pharmacie et du laboratoire de la santé ; rejeté - *Art. L. 567-7* (*ressources de l'Agence*) (p. 3282) : son amendement n° 108 : indépendance de l'Agence du médicament à l'égard des industriels de la chimie et des fabricants de médicaments ; retiré - *Art. L. 567-10* (*compétence des inspecteurs*) (p. 3284) : son amendement n° 109 : rôle des pharmaciens inspecteurs ; rejeté - *Art. L. 567-14* (*rapport d'activité*) (p. 3287) : son amendement n° 113 : renforcement des pouvoirs du conseil d'administration ; rejeté - **Art. 2** (*haut comité du médicament ; détermination des objectifs d'évolution des dépenses ; régime des prix et sanctions*) (p. 3288) : son amendement de suppression n° 114 ; rejeté - *Avant l'art. L. 162-18 du code de la sécurité sociale* (p. 3293) : reprend l'amendement n° 78 de M. Claude Estier (inscription des médicaments sur la liste des produits remboursables) ; rejeté.

Suite de la discussion - (29 octobre 1991) - **Art. 2 (suite)** - *Art. L. 162-18 du code de la sécurité sociale* (*Haut comité du médicament ; fixation d'objectifs annuels globaux*) (p. 3304) : ses amendements, n° 116 : objectif annuel d'évolution des dépenses de médicaments défini par le Gouvernement ; et n° 115 : avis de la Caisse nationale d'assurance maladie ; devenus sans objet - *Art. L. 162-18 bis* (*composition, compétences et pouvoir du Haut comité du médicament*) *(p. 3311) : se déclare opposé à l'amendement n° 22 de la commission (composition du Haut comité) - Art. L. 162-18-1* (*détermination contractuelle du prix et du volume des ventes des produits innovants*) (p. 3315) : se déclare favorable à l'amendement n° 28 de la commission (définition des produits innovants) - *Art. L. 162-18-2* (*versement d'une remise en cas de dépassement des objectifs définis par la convention relative aux produits innovants*) (p. 3319) : se déclare opposé à l'amendement n° 99 de M. François Delga (variation du taux de ristourne comprise entre 20 et 80 % du dépassement) - **Art. 3** (*fixation conventionnelle du montant des dépenses de promotion et de publicité*) (p. 3329) : son amendement n° 117, soutenu par M. Ivan Renar : dépenses en matière de recherche pharmaceutique ; rejeté - **Art. 4** (*coordination et modification des dispositions relatives à l'inspection de la pharmacie et aux taxes et redevances sur les spécialités pharmaceutiques*) (p. 3335) : son amendement n° 118, soutenu par M. Ivan Renar : cas où les inspecteurs relèvent un fait susceptible d'impliquer des poursuites pénales ; rejeté.

– Projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France [n° 35 (91-92)] - (12 novembre 1991) - **Art. 6** (*Art. L. 364-2-2 du code du travail - confiscation des biens utilisés à l'occasion de l'infraction et des produits d'un travail effectué par un étranger employé irrégulièrement*) (p. 3681) : se déclare opposé à l'amendement n° 38 de la commission (suppression de la notion de confiscation de tous les autres biens).

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Affaires sociales et intégration - Economie sociale - (25 novembre 1991) (p. 4270) : régulations budgétaires - (p. 4271) : maîtrise des dépenses de santé - (p. 4272) : personnels de santé.

– Projet de loi renforçant la protection des consommateurs - *Deuxième lecture* **[n° 109 (91-92)]** - (12 décembre 1991) - **Art. 14** (*chambre régionale des métiers en Lorraine*) (p. 5318) : son amendement de suppression n° 32, soutenu par M. Jean-Luc Bécart ; adopté.

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 162 (91-92)] - (16 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5390) : mesures disparates du projet de loi - Principes du don de sang - (p. 5391) : information des malades - Responsabilités - Financement de l'indemnisation - Recueil, traitement, conservation et cession du sperme - Dépenses de fonctionnement des hôpitaux - (p. 5392) : régime local en Alsace et en Moselle - **Art. 1er** (*aide aux associations logeant à titre temporaire des personnes défavorisées*) (p. 5397) : son amendement n° 64 : suppression de la référence à la Caisse nationale d'allocations familiales comme source de financement des dispositions prévues à cet article ; rejeté - **Art. 2** (*modification de la loi sur le RMI : échanges d'informations et prorogation de la durée d'application*) : son amendement de suppression n° 65 ; rejeté - **Art. 5** (*pérennisation du régime local d'assurance maladie applicable dans les départements d'Alsace et de Moselle*) (p. 5403, 5404) : pouvoir réglementaire et régime local - Se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 46 de M. André Bohl - **Art. 6** (*modification de la réforme hospitalière à la suite de la décision du Conseil constitutionnel du 22 juin 1991*) (p. 5407) : son amendement n° 67 : modalités de nomination et de renouvellement des chefs de services ou de départements des hôpitaux publics ; rejeté - (p. 5408) : son amendement n° 68 : obligation pour la commission médicale de siéger dans son intégralité ; retiré - **Art. 10** (*recueil, traitement, conservation et cession de sperme*) (p. 5411) : son amendement n° 69 : caractère exclusivement privé des établissements susceptibles d'effectuer ces opérations ; rejeté - **Art. 14** (*plafonnement de la cotisation proportionnelle d'assurance vieillesse des personnes exerçant une profession libérale*) (p. 5417) : son amendement de suppression n° 70 ; rejeté - - **Art. 15** (*plafonnement de la cotisation proportionnelle d'assurance vieillesse des avocats*) : son amendement de suppression n° 71 ; rejeté - **Art. 18** (*transfert de la gestion du régime spécial des chemins de fer secondaires et des tramways à la Caisse nationale d'assurance vieillesse des*

travailleurs salariés) (p. 5420) : son amendement de suppression n° 72 ; rejeté - **Après l'art. 20 sexies** (p. 5426) : se déclare opposé à l'amendement n° 1 de M. Daniel Millaud (reconnaissance des compétences des collectivités territoriales) - **Après l'art. 20 sexies** (p. 5429) : se déclare opposé à l'amendement n° 61 de M. Albert Vecten (précision relative au principe de la libre administration des collectivités territoriales en ce qui concerne la fixation des régimes indemnitaires des fonctionnaires territoriaux) - **Avant l'art. 21** (p. 5436) : dépistage systématique.

Suite de la discussion - (17 décembre 1991) - **Art. 21** (*indemnisation des personnes contaminées par le virus de l'immuno-déficience humaine à la suite de l'administration de produits sanguins*) (p. 5448) : prévention - Sécurité lors des transfusions - Problème d'éthique - Indemnisation - Grand marché européen - (p. 5449) : son amendement n° 73 : indemnisation pour toutes les victimes de transfusions sanguines ; retiré - (p. 5451) : son amendement n° 74 : création d'un fonds de garantie ; devenu sans objet - (p. 5455) : se déclare opposé à l'amendement n° 10 de la commission saisie pour avis (précision relative au rôle des commissions d'indemnisation) - (p. 5456) : son amendement n° 76 : possibilité pour les victimes d'agir en justice contre le fonds d'indemnisation ; rejeté - (p. 5458) : ses amendements n° 77 : mesures visant à empêcher que le fonds ne se retourne contre les centres de transfusion sanguine ; retiré ; et n° 78 : financement du fonds d'indemnisation ; rejeté - (p. 5459) : son amendement n° 79 : contribution supplémentaire de 1 % sur le montant des revenus des capitaux mobiliers ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5462) : procédure utilisée par le Gouvernement - Amendements - Avec le groupe communiste, s'abstient.

– **Conclusions du rapport de M. Claude Huriet**, fait au nom de la commission des affaires sociales, **sur la proposition de résolution** (n° 59, 1991-1992) **de M. Jean Arthuis** et des membres du groupe de l'union centriste **tendant à créer une commission d'enquête sur la gestion, l'organisation et la réforme à conduire des services, organismes et administrations chargés à un titre ou à un autre d'organiser et de gérer la collecte de produits sanguins utilisés à des fins médicales [n° 161 (91-92)]** - (17 décembre 1991) - **Art. 2** (*objectifs de la commission d'enquête*) (p. 5465) : réglementation européenne.

SOUPLET (Michel), sénateur de l'Oise (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

– Membre suppléant du conseil supérieur du cheval.

Est nommé membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et la maîtrise de l'énergie (*JO* Lois et décrets du 11 octobre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à limiter les réformes tardives des modes de scrutin **[n° 464 (90-91)]** (26 juillet 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Elections.**

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **36** (*JO* Débats du 3 octobre 1991) (p. 2562) - Ministère : Agriculture - *Situation de l'agriculture et de l'élevage* - **Agriculture.**

INTERVENTIONS

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture [n° 30 (91-92)]** - (10 octobre 1991) (p. 2798) : aide aux éleveurs - Manifestations - Crise du monde rural - Jeunes agriculteurs - Fonction économique et sociale de l'agriculture - Politique agricole commune - Production agricole - Revenus des agriculteurs - (p. 2799) : Communauté économique européenne, CEE - Négociations du GATT - Fiscalité - Politique d'investissements - Aides à l'élevage - Carburants bioénergétiques - Produits agricoles.

– **Rappel au règlement** - (22 octobre 1991) (p. 3071) : s'indigne des propos tenus par M. le Président de la République à l'encontre des agriculteurs au cours d'une intervention radiophonique.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Art. 11** (*aménagement des règles de rappel des donations antérieures pour l'application des droits de mutation à titre gratuit*) (p. 3951) : son amendement n° I-25 : délai d'antériorité des donations pour le calcul des droits de succession ; retiré - **Après l'art. 11** (p. 3957) : ses amendements, soutenus par M. Xavier de Villepin, n° I-27 : mesure destinée à faciliter la transmission des entreprises ; et n° I-28 : augmentation des réductions des droits de donation ; retirés - (p. 3959) : son amendement n° I-29, soutenu par M. Xavier de Villepin : introduction de la notion de biens professionnels dans le régime des droits de mutation à titre gratuit ; retiré au profit de l'amendement n° I-158 de M. Roland du Luart (allègement de la charge de la transmission pesant sur la totalité des biens professionnels transmis) - **Après l'art. 15** (p. 3966) : son amendement n° I-32, soutenu par M. Xavier de Villepin : baisse du taux de base applicable aux cessions d'immeubles affectés à une exploitation agricole ; adopté - (p. 3967) : son amendement n° I-34, soutenu par M. Xavier de Villepin : extension des dispositions permettant le paiement des droits d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière de manière fractionnée aux mutations à titre onéreux portant sur des immeubles ; retiré.

– **Projet de loi modifiant le tableau n° 7 annexé du code électoral relatif à l'effectif des conseils régionaux et à la répartition des sièges entre les départements** - *Deuxième lecture* **[n° 108 (91-92)]** - (9 décembre 1991) - **Après l'art. 1er bis** (p. 5154) : son amendement n° 1, soutenu par M. Jean Madelain : désignation des bureaux des conseils régionaux le second jeudi qui suit leur élection ; retiré.

SOURDILLE (Jacques), sénateur des Ardennes (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois.

Membre suppléant de l'Office parlementaire des choix scientifiques et technologiques ; puis nommé membre titulaire (*JO* Lois et décrets du 10 avril 1991).

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'ensemble des services relevant de l'autorité du ministre de l'intérieur qui contribuent, à un titre quelconque, à assurer le maintien de l'ordre public et la sécurité des personnes et des biens jusqu'au 29 mai 1991.

Est nommé président de la commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France (13 novembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le tableau n° 7 annexé au code électoral relatif à l'effectif des conseils

régionaux et à la répartition des sièges entre les départements (10 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes (19 décembre 1991).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur : 1°) le projet de loi [n° **35 (91-92)**] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France ;.

2°) la proposition de loi [n° **22 (91-92)**] déposée par M. Charles Lederman et plusieurs de ses collègues, relative à la lutte contre les employeurs de main-d'oeuvre étrangère clandestine ; [n° **74 (91-92)**] (7 novembre 1991) - **Travail.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargé de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France [n° **113 (91-92)**] (27 novembre 1991) - **Etrangers.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° **119 (91-92)**] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France [n° **135 (91-92)**] (4 décembre 1991) - **Etrangers.**

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° 214 (88-89)] - Suite de la discussion - (24 avril 1991) - **Art. unique** (*Livre II : répression des crimes et délits contre les personnes*) - *Après l'art. 221-1* (*meurtre*) (p. 634, 635) : trafic de drogue - Accidents médicaux ou paramédicaux - Transmission des maladies transmissibles épidémiques - *Après l'art. 221-7* (p. 646) : parricide - (p. 649) : incrimination d'empoisonnement : demande la suppression de la référence aux affections transmissibles par virus.

Suite de la discussion - (30 avril 1991) - **Art. unique (suite)** - *Après l'art. 222-34 du code pénal* (p. 804) : répression à l'égard des « petits dealers » - *Après l'art. 222-39 ou après l'art. 222-35* (p. 811) : intervient sur l'amendement n° 297 du Gouvernement (introduction d'une division additionnelle : section VI : dispositions communes aux personnes physiques et aux personnes morales) - *Art. 223-1* (*exposition d'autrui à un risque immédiat de mort par la violation d'une obligation de sécurité*) (p. 813) : intervient sur l'amendement n° 79 de la commission (sanction de celui qui commet, de manière consciente, une imprudence) - *Après l'art. 223-11* (p. 831) : intervient sur l'amendement n° 84 de la commission (interruption illégale de la grossesse par le fait de la femme elle-même) - Législation sur l'IVG.

Suite de la discussion - (14 mai 1991) - **Art. unique (suite)** - *Art. 225-22 du code pénal* (*circonstance aggravante de la violation de sépultures*) (p. 947, 948) : se déclare opposé à l'amendement n° 114 de la commission (aggravation de la peine lorsque la profanation est accompagnée d'un acte d'exhumation) - *Art. 226-12* (*secret professionnel*) (p. 961) : intervient sur l'amendement n° 128 de la commission (renforcement de la garantie du secret professionnel) - Secret hiérarchisé ; cas de la responsabilité du président du conseil général sur les travailleurs sociaux.

Deuxième lecture [n° **411 (90-91)**] - (2 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2540) : avortement - (p. 2541) : exemple de l'Afrique - Mortalité automobile - SIDA - Données chiffrées - (p. 2542) : vaccins - Transmission d'une maladie épidémique - Transfusions sanguines - Prostitution - Drogue - Incrimination de l'homosexualité.

Suite de la discussion - (3 octobre 1991) - **Art. unique (suite)** - *Art. 222-18 du code pénal* (p. 2594) : se déclare favorable à l'amendement n° 73 de la commission (fixation des peines à trois ans d'emprisonnement et 300 000 francs d'amende en cas de dissémination de maladies transmissibles épidémiques) - - *Art. 223-1* (p. 2614) : intervient à propos de l'amendement n° 101 de la commission (cas de négligence manifestement délibérée) - *Après l'art. 223-11-1* (p. 2620) : intervient à propos de l'amendement n° 106 de la commission (cas de la femme qui se procure un avortement à elle-même) - *Art. 226-12* (p. 2642) : sur l'amendement n° 178 du Gouvernement (nouvelle rédaction de cet article), intervient à propos du sous-amendement n° 194 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - *Section 5* (*Des atteintes aux droits de la personne résultant de traitements informatiques*) (p. 2645) : intervient à propos de l'amendement n° 133 de la commission (suppression de la division section 5) - *Art. 227-18-2* (p. 2654) : se déclare opposé à l'amendement n° 151 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture).

– Projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France [n° 35 (91-92)] - (12 novembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3653) : paradoxes du projet de loi : échelle des peines, manque d'informations, responsabilité de l'Etat, travail « au noir », situation des clandestins - (p. 3654) : évolution législative - Evaluations économiques - Statistiques - Peines complémentaires - (p. 3655) : informations - Office des migrations internationales, OMI - Séjour irrégulier des étrangers - Problème de la drogue - **Art. 1er A** (*Art. L. 320 du code du travail - déclaration obligatoire d'un salarié aux organismes de protection sociale préalablement à son embauche*) (p. 3669) : son amendement de suppression n° 25, identique à l'amendement de suppression n° 51 de la commission saisie pour avis ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 59 de M. Charles Lederman (suppression des troisième, quatrième et cinquième alinéas du texte proposé pour l'article L. 320 du code du travail tendant à une application progressive des dispositions) - **Art. 1er** (*Art. L. 620-3 - remise obligatoire d'une attestation d'embauche par l'employeur*) (p. 3670) : ses amendements, n° 26 : responsabilité de l'employeur ; et n° 27 : déclaration des employés aux organismes de sécurité sociale ; adoptés - **Après l'art. 1er** (p. 3671) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 65 (interdiction du recours à un travailleur indépendant) et de cohérence n° 66 - **Avant l'art. 2** : accepte l'amendement n° 57 de M. Claude Estier (habilitation des officiers des affaires maritimes à constater les infractions relatives au travail clandestin à bord des navires) - **Art. 2** (*mise en jeu de la responsabilité civile des cocontractants du travailleur clandestin*) - *Art. L. 324-14 du code du travail* (*relation contractuelle directe*) (p. 3672) : son amendement n° 28 : attestation de l'inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers ; adopté - (p.3673) : son amendement n° 29 : détermination du seuil d'application de la loi pour des travaux particuliers ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 60 de M. Robert Pagès (précision relative à la notion de contrat) et, sur son amendement n° 28, au sous-amendement n° 76 de M. Guy Allouche - *Art. L. 324-14-1* (*sous-traitance*) (p. 3674) : son amendement n° 30 : nouvelle rédaction plus précise quant à la portée juridique de l'article ; adopté - (p. 3675) : s'oppose à l'amendement n° 67 de M. Claude Estier (cas du défaut de régularisation) et demande le retrait de l'amendement n° 53 de la commission saisie pour avis (précision des moyens par lesquels le donneur d'ordre pouvait avoir connaissance de la situation irrégulière d'un sous-traitant) - (p. 3676) : s'oppose à l'amendement n° 54 de la commission saisie pour avis (élargissement du champ de l'exception prévue en faveur des particuliers) - *Art. L. 324-14-2* (*entreprises étrangères*) (p. 3676) : son amendement n° 31 : notion d'effet équivalent ; adopté - **Art. 3** (*Art. L. 362-3 - confiscation des produits du travail clandestin*) (p. 3677) : ses amendements n° 32 : retour au texte du Gouvernement ; et n° 33 : maintien du lien entre la confiscation et l'acte délictuel ; adoptés - **Art. 4** (*peines complémentaires nouvelles applicables dans les cas de condamnation pour infraction aux règles relatives au travail clandestin*) - *Art. L. 362-4* (*interdiction d'exercice professionnel*) (p. 3678) : son amendement n° 34 : allègement de la peine ; adopté - *Art. L. 362-6* (*interdiction du territoire*

français) (p. 3679) : son amendement n° 35 : harmonisation de l'article avec la position du Sénat dans le cadre de la réforme du code pénal ; adopté - (p. 3680) : demande le retrait de l'amendement n° 68 de M. Claude Estier (extension des catégories protégées contre l'interdiction du territoire) - **Art. 4 bis** (*moyens des services de contrôle des infractions relatives au travail clandestin*) : son amendement de suppression n° 36 ; adopté - **Art. 6 A** (*Art. L. 364-2-1 - aggravation des sanctions contre l'employeur de travailleurs étrangers en situation irrégulière*) (p. 3681) : son amendement de suppression n° 37 ; adopté - **Art. 6** (*Art. L. 364-2-2 - confiscation des biens utilisés à l'occasion de l'infraction et des produits d'un travail effectué par un étranger employé irrégulièrement*) : ses amendements, n° 38 : suppression de la notion de confiscation de tous les autres biens ; et n° 39 : suppression de la qualification du produit de l'infraction ; adoptés - **Avant l'art. 7** (p. 3682) : s'oppose à l'amendement n° 61 de M. Charles Lederman (définition de l'infraction relative au trafic de main-d'oeuvre immigrée) - **Art. 7** (*Art. L. 364-5 - aggravation des sanctions des extorsions de fonds en vue ou à l'occasion de l'introduction d'un étranger en France*) : son amendement n° 40 : maintien des peines en vigueur ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 62 de M. Charles Lederman (aggravation des sanctions de l'infraction) - (p. 3683) : son amendement de coordination n° 41 ; adopté - **Art. 8** (*Art. L. 364-3-1 - peines complémentaires nouvelles pour certaines infractions*) : son amendement rédactionnel n° 42 ; adopté - **Art. 9** (*compétences de l'Office des migrations internationales*) : son amendement rédactionnel n° 72 ; adopté - (p. 3684) : accepte l'amendement n° 1 de M. Marcel Lucotte (rôle de l'Office des migrations internationales dans la réinsertion en France des Français ayant résidé à l'étranger) - **Art. 10** (*certificat d'hébergement*) : son amendement n° 43 : modalités d'établissement du certificat d'hébergement et insertion du dispositif dans l'ordonnance du 2 novembre 1945 ; adopté - (p. 3685) : demandeurs d'asile - **Art. 12** (*peines applicables en cas d'emploi d'étrangers sans titre*) (p. 3686) : son amendement n° 44 : suppression du caractère direct ou indirect du lien ; adopté - **Art. 14** (*renforcement de la répression de l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France*) : son amendement rédactionnel n° 45 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 63 de M. Charles Lederman (introduction de la notion de « trafic organisé » ou « d'habitude » comme circonstance aggravante) - (p. 3687) : son amendement de coordination n° 73 ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° 3 de M. Marcel Lucotte (interdiction du territoire et peines d'emprisonnement) - Notion d'étrangers protégés - **Art. 15** (*conditions d'application du régime de l'interdiction du territoire*) : son amendement de suppression n° 46 ; adopté - **Art. 16** (*conditions de l'expulsion en matière d'organisation irrégulière d'admission d'étrangers en France, d'hébergement collectif et d'emploi d'étrangers sans titre - conditions d'application des mesures de reconduite à la frontière*) (p. 3688) : son amendement rédactionnel n° 74 ; adopté - Accepte l'amendement n° 9 de M. Marcel Lucotte (interdiction du territoire à certaines catégories d'étrangers) - (p. 3689) : son amendement n° 47 : suppression du paragraphe II de l'article 16 par coordination avec la réforme du code pénal ; adopté - **Art. 17** (*destruction par l'étranger de ses documents de voyage*) (p. 3689) : s'oppose à l'amendement n° 64 de M. Charles Lederman (délai de présentation des documents de voyage) - (p. 3690) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Marcel Lucotte (cas d'interdiction définitive du territoire) - **Avant l'art. 18** : accepte l'amendement n° 58 de M. Claude Estier (suppression pour les enquêteurs de la possibilité de revenir aux règles de l'enquête préliminaire) - **Art. 18** (*interdiction du territoire en matière d'hébergement collectif*) : son amendement n° 75 : coordination relative aux étrangers protégés à l'égard de l'interdiction du territoire ; adopté - (p. 3691) : s'oppose aux amendements de M. Marcel Lucotte, n° 15 (exercice de l'autorité parentale), n° 16 (suppression des « mariages blancs »), n° 17 (restriction des possibilités de dérogation à l'interdiction du territoire) et n° 18 (interdiction du territoire aux récidivistes) ainsi qu'à l'amendement n° 70 de M. Claude Estier (restriction des dérogations à l'interdiction du territoire pour un étranger titulaire d'une rente d'accident de travail servie par un organisme français) - **Art. 19** (*interdiction du territoire en matière de trafic de stupéfiants*) : son amendement de suppression n° 48 ; adopté - **Art. 20** (*rapport annuel au Parlement sur les conditions d'application de la loi*) (p. 3692) : son amendement n° 49 : limitation de l'objet du rapport prévu au titre premier relatif au travail clandestin ; adopté - **Sur l'ensemble** (p. 3693) : problèmes soulevés par un texte difficile - Nécessité d'un texte consacré exclusivement à l'immigration.

Nouvelle lecture [n° **119 (91-92)**] - (10 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5206) : adoption par le Sénat d'une proposition de loi distincte - Sanctions pénales - Informations statistiques - Rôle de l'entreprise - Lutte contre le travail clandestin - (p. 5207) : désaccord du Sénat sur le dispositif proposé - Etrangers - Interdiction du territoire français - Petits trafiquants de drogue - Approbation par le Sénat des dispositions adoptées par l'Assemblée nationale et relatives à la notion de travail clandestin, à l'indemnité de licenciement des salariés employés clandestinement, et à la coopération entre les services administratifs luttant contre le travail clandestin - **Art. 1er A** (p. 5209) : son amendement de suppression n° 1 ; adopté - **Art. 1er** (p. 5210) : ses amendements n° 2 : possibilité pour l'employeur de se faire représenter ; et n° 3 : procédure relative au carnet à souches ; adoptés - **Art. 2** - *Art. L. 324-14 du code du travail* (p. 5211) : ses amendements n° 4 : responsabilité solidaire des contractants en l'absence de remise d'un document attestant de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ; et n° 5 : cas du particulier qui contracte pour son usage personnel, celui de son conjoint, de ses ascendants ou de ses descendants ; adoptés - *Art. L. 324-14-1* : son amendement n° 6 : maintien du droit en vigueur en matière de responsabilité solidaire des sous-traitants ; adopté - *Art. L. 324-14-2* : son amendement n° 7 : notion de « réglementation d'effet équivalent » ; adopté - **Art. 3** (p. 5212) : ses amendements n° 8 : définition de l'étendue des choses saisissables ; et n° 9 : preuve du lien entre le produit et l'infraction ; adoptés - **Art. 4** - *Art. L. 362-4* : son amendement n° 10 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - *Art. L. 362-6* : son amendement n° 11 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 4 bis** (p. 5213) : son amendement de suppression n° 12 ; adopté - **Art. 6 A** : son amendement de suppression n° 13 ; adopté - **Art. 6** : ses amendements n° 14 : limitation de la confiscation aux seuls objets ; et n° 15 : détermination par le juge du lien entre le produit et l'infraction ; adoptés - **Art. 7** (p. 5214) : ses amendements n° 16 : maintien des sanctions pénales en vigueur ; et n° 17 : limitation de la confiscation prononcée par le juge aux seuls objets ; adoptés - **Art. 10** : son amendement n° 18 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 12** : son amendement n° 19 : détermination par le juge du lien entre le produit et l'infraction ; adopté - **Art. 14** (p. 5215) : son amendement n° 20 : détermination par le juge du lien entre le produit et l'infraction ; adopté - **Art. 15** : son amendement de suppression n° 21 ; adopté - **Art. 16** : son amendement n° 22 : rétablissement du texte du code pénal ; adopté - **Art. 18** (p. 5216) : son amendement n° 23 : rétablissement du texte du code pénal ; adopté - **Art. 19** : son amendement de suppression n° 24 ; adopté - **Art. 20** (p. 5217) : son amendement n° 25 : nouvelle rédaction ; adopté.

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 162 (91-92)] - (16 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5388) : exclusion des malades - Tests de dépistage - (p. 5389) : position du Sénat - Coût de l'indemnisation - Insuffisances et limites du projet de loi - Prévention - (p. 5390) : avantages du dépistage - **Après l'art. 20 sexies** (p. 5430) : se déclare favorable à l'amendement n° 61 de M. Albert Vecten (précision relative au principe de la libre administration des collectivités territoriales en ce qui concerne la fixation des régimes indemnitaires des fonctionnaires territoriaux) - **Avant l'art. 21** (p. 5433) : se déclare favorable à l'amendement n° 83 de M. Michel Caldaguès (dépistage systématique de l'infection par le virus de l'immuno-déficience lors des examens prénuptiaux et prénataux) - Son amendement n° 88 : plan de lutte contre l'épidémie du Sida ; adopté - Dépistage systématique - Associations.

Suite de la discussion - (17 décembre 1991) - **Art. 21** (*indemnisation des personnes contaminées par le virus de l'immuno-déficience humaine à la suite de l'administration de produits sanguins*) (p. 5459) : intervient sur l'amendement n° 78 de M. Paul Souffrin (financement du fonds d'indemnisation).

Nouvelle lecture [n° **214 (91-92)**] - (20 décembre 1991) - **Art. 3** (*transfert de la totalité du service départemental d'action sociale sous l'autorité du président du conseil général*) (p. 5704) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 3 de la commission - **Art. 20 duodecies** (*régimes indemnitaires de la fonction publique territoriale*) (p. 5714) : intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (reprise du texte adopté par le Sénat en première lecture et supprimé par l'Assemblée nationale) - **Art. 20 quindecies** (*dépistage obligatoire de l'infection par le virus du Sida*) (p. 5716) : nécessité d'un dépistage obligatoire pour stopper l'évolution de l'épidémie - **Art. 20 sedecies** (*rapport du Parlement sur l'évolution de la lutte contre les maladies transmissibles*) (p. 5717) : croissance de l'épidémie - Se déclare favorable à l'amendement n° 13 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture et supprimé par l'Assemblée nationale) - Recherche scientifique - (p. 5718) : politique de santé publique - Dépistage systématique.

SOUVET (Louis), sénateur du Doubs (RPR).

NOMINATIONS

– Vice-président de la commission des affaires sociales.

– Est nommé membre titulaire du Haut Conseil du secteur public (*JO* Lois et décrets du 19 novembre 1991).

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail (17 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi (17 décembre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article 9 de la loi n° 90-1260 du 31 décembre 1990 d'actualisation de dispositions relatives à l'exercice des professions commerciales et artisanales [n° **380 (90-91)**] (12 juin 1991) - **Professions libérales.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la lutte contre la prolifération des graffitis en milieu urbain [n° **412 (90-91)**] (25 juin 1991) - **Environnement.**

Proposition de loi, déposée avec MM. Georges Gruillot et Jean Pourchet, portant validation législative de la liste d'admission à un examen pour la délivrance du diplôme d'Etat d'infirmier [n° **476 (90-91)**] (4 septembre 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Examens et concours.**

Proposition de loi, déposée avec des membres du groupe du RPR et apparentés, tendant à créer une commission nationale des méthodes substitutives à l'expérimentation animale [n° **484 (90-91)**] (20 septembre 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) - **Animaux.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **4 (91-92)**] relatif à la formation professionnelle et à l'emploi [n° **51 (91-92)**] (22 octobre 1991) - **Formation professionnelle.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à sanctionner les personnes recherchées ne prévenant pas les équipes de secours lorsque ces dernières deviennent inutiles [n° **70 (91-92)**] (5 novembre 1991) - **Sécurité civile.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Travail et emploi - [n° 96 (91-92) tome 4]** (19 novembre 1991).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **114 (91-92)**] modifié par l'Assemblée nationale, relatif à la formation professionnelle et à l'emploi [n° **131 (91-92)**] (4 décembre 1991) - **Formation professionnelle.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi [n° **210 (91-92)**] (18 décembre 1991) - **Formation professionnelle et promotion sociale.**

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **132** (*JO* Débats du 10 mai 1991) (p. 1005) - Ministère : Industrie - *Aide à l'industrie automobile* - (Caduque : mai 1991) - **Industrie.**

n° **13** (*JO* Débats du 25 mai 1991) (p. 1073) - Ministère : Industrie - *Aide à l'industrie automobile* - **Automobiles.**

Questions orales sans débat :

n° **345** (*JO* Débats du 3 octobre 1991) (p. 2570) - Ministère : Industrie - *Aide à l'industrie automobile* - (*JO* Débats du 12 octobre 1991) (p. 2849) - **Commerce extérieur.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme hospitalière** [n° **309 (90-91)**] - (4 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1268) : nécessité d'une réforme - Insuffisance du projet - (p. 1269) : médecine libérale et médecine hospitalière - Procédures budgétaires - Position du professeur Cabrol sur la situation de l'hôpital public - Pertinence des amendements de la commission.

– **Projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi** [n° **4 (91-92)**] - (5 novembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3456) : emploi - Accord national interprofessionnel du 3 juillet 1991 - Formation professionnelle - (p. 3457) : négociation de branche - Congé individuel de formation - Bilan de compétences - Insertion professionnelle des jeunes - Contrats d'orientation - Exonération de cotisations sociales - (p. 3458) : industrie - Tutorat d'entreprise - Participation financière des employeurs à la formation - Formation des salariés des entreprises de moins de dix salariés et des non salariés - Contrôle des demandeurs d'emplois - (p. 3459) : exonération de charges sociales - Apprentissage - La commission propose le vote du présent projet de loi sous réserve de l'adoption de ses amendements - **Art. 3** (*création des contrats d'orientation*) (p. 3473) : s'oppose à l'amendement n° 50 de M. Hector Viron (nouvelle rédaction) - *Art. L. 981-7 du code du travail* (*définition du contrat d'orientation*) : ses amendements, n° 1 : initiative des entreprises en matière de contrat d'orientation et signature par celles-ci d'une convention avec l'Etat valant attestation pour l'accès au bénéfice de l'exonération ; et n° 2, rédactionnel ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 51 de M. Hector Viron (refus de l'extension des contrats d'orientation après l'âge de vingt-deux ans) - *Art. L. 981-8* (*rémunération du contrat d'orientation*) (p. 3474) : ses amendements, n° 3, n° 87, rédactionnels, et n° 4 : principe de l'interdiction des heures supplémentaires pour les jeunes sous contrat d'orientation et dérogation ; adoptés - *Art. L. 981-9* (*exonération des cotisations sociales à la charge de l'employeur*) (p. 3475) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 52 de M. Hector Viron - **Art. 5**

(*contrats de qualification : dispositions diverses et coordination*) (p. 3476) : s'oppose aux amendements de M. Hector Viron, n° 53 (possibilité pour un contrat de qualification d'être à durée indéterminée) et n° 54 (maintien de la périodicité semestrielle de revalorisation de la rémunération du salarié) - Son amendement de coordination n° 5 bis ; adopté - **Art. 6** (*dispositions diverses et coordination*) (p. 3477) : s'oppose à l'amendement n° 56 de M. Hector Viron (prise en compte de la durée du stage d'insertion professionnelle précédant le contrat d'apprentissage dans le calcul de la rémunération et de l'ancienneté dans l'entreprise) - Son amendement rédactionnel n° 88 ; adopté - (p. 3478) : ses amendements n° 6 rédactionnel, n° 7 de coordination ; adoptés - Accepte l'amendement de coordination n° 90 du Gouvernement - **Art. 7** (*les contrats locaux d'orientation*) (p. 3479) : son amendement rédactionnel n° 8 ; devenu sans objet - Accepte l'amendement rédactionnel n° 91 du Gouvernement et s'oppose à l'amendement de suppression n° 57 de M. Hector Viron - **Art. 9** (*définition du contrat local d'orientation*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 58 de M. Hector Viron - **Art. 11** (*rémunération des contrats locaux d'orientation et coordination*) (p. 3480) : ses amendements rédactionnels, n° 9 ; adopté ; et n° 10 ; retiré - Accepte l'amendement rédactionnel n° 92 du Gouvernement - **Avant l'art. 13** (p. 3481) : s'oppose à l'amendement n° 60 de M. Hector Viron (durée de formation minimale calculée par rapport au temps de travail de chaque salarié) - **Art. 13** (*objectifs du crédit-formation individualisé*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 61 de M. Hector Viron - **Après l'art. 13** (p. 3482) : formation des Français de l'étranger - Budget de l'Etat au titre du commerce extérieur ou des affaires étrangères - **Art. 14** (*rôle de la négociation collective dans le domaine de la formation professionnelle continue*) : s'oppose à l'amendement n° 62 de M. Hector Viron (suppression de la référence aux clauses de dédit-formation pour les salariés démissionnaires) - (p. 3483) : s'oppose à l'amendement n° 63 de M. Hector Viron (suppression des dispositions subordonnant les besoins de formation aux conséquences des aménagements apportés au temps de travail) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 97 du Gouvernement (négociation collective de branche sur les conséquences éventuelles des aménagements apportés au contenu et à l'organisation du travail) - Accepte l'amendement n° 42 de M. Charles de Cuttoli (négociation de branche sur les conséquences du développement des activités économiques et commerciales des entreprises françaises à l'étranger en matière de besoins et d'actions de formation) - **Art. 15** (*information et consultation du comité d'entreprise sur l'accueil des élèves et des étudiants*) (p. 3484) : son amendement n° 11 : nouvelle rédaction ; adopté - **Après l'art. 15** (p. 3486) : son amendement rédactionnel n° 12 ; retiré au bénéfice de l'amendement rédactionnel n° 94 du Gouvernement qu'il accepte - **Art. 16** (*objet et régime du bilan de compétences*) (p. 3487) : s'oppose à l'amendement n° 67 de M. Hector Viron (réalisation des bilans de compétences à l'initiative exclusive des salariés et confidentialité de ces bilans) - **Art. 17** (*création d'une division nouvelle : « Congé de bilan de compétences »*) - *Art. L. 931-21 du code du travail* (*droit au congé de bilan de compétences*) (p. 3488) : son amendement rédactionnel n° 13 ; adopté - *Art. L. 931-22* (*durée du congé*) : s'oppose à l'amendement n° 69 de M. Hector Viron (extension de la durée possible du congé de bilan de compétences à quarante heures de temps de travail) - *Art. L. 931-24* (*prise en charge des dépenses afférentes au congé de compétences*) (p. 3489) : ses amendements de coordination n° 14 à n° 17 ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 70 de M. Hector Viron (établissement de la liste des organismes chargés de la réalisation des bilans de compétences par les pouvoirs publics) - *Art. L. 931-25* (*rémunération du congé de bilan de compétences*) : son amendement rédactionnel n° 18 ; adopté - (p. 3490) : s'oppose aux amendements identiques n° 38 de M. Marc Boeuf et n° 71 de M. Hector Viron (prise en charge de la rémunération pendant la totalité de la durée du congé de bilan dans la limite de 24 heures) - S'oppose à l'amendement n° 39 de M. Marc Boeuf (prise en charge de la totalité des frais de bilan par l'organisme paritaire compétent) - **Art. 18** (*affectation de la participation des employeurs au titre du congé individuel de formation*) (p. 3491) : ses amendements, n° 19, de coordination, et n° 20 : remboursement de tout ou partie des frais de transport ou d'hébergement des salariés bénéficiaires des congés ; adoptés - **Art. 19** (*coordination*) (p. 3492) : ses amendements rédactionnels n° 21 et n° 22 ; adoptés - **Art. 23** (*modalités de mise en oeuvre du congé de formation*) : s'oppose à l'amendement n° 72 de M. Hector Viron (refus de la limitation des rémunérations des bénéficiaires du crédit-formation) - Son amendement rédactionnel n° 23 ; adopté - **Art. 24** (*institution du programme pluriannuel de formation*) (p. 3493) : s'oppose à l'amendement n° 73 de M. Hector Viron (approbation du programme pluriannuel de formation par les représentants du personnel au cours du trimestre précédent la période couverte par le programme) - Son amendement rédactionnel n° 24 ; adopté - **Art. 25** (*actions de formation réalisées hors du temps de travail*) (p. 3494) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 75 de M. Hector Viron - Ses amendements n° 25 : précision sur les contreparties que doit accorder l'employeur ; et n° 26 de coordination ; adoptés - **Art. 26** (*coordination*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 76 de M. Hector Viron - **Art. 28** (*contribution des employeurs occupant au minimum dix salariés*) (p. 3495, 3496) : s'oppose aux amendements n° 77 (augmentation du pourcentage consacré à la formation) et n° 78 (augmentation du taux de participation des employeurs au financement du congé individuel de formation) de M. Hector Viron - Ses amendements n° 27, rédactionnel, et n° 28 de coordination ; adoptés - **Art. 29** (*contribution des entreprises de moins de dix salariés à la formation professionnelle continue*) - *Art. L. 952-1 du code du travail* (*principe de la contribution et modalités de versement*) : s'oppose à l'amendement n° 79 de M. Hector Viron (augmentation du pourcentage consacré à la formation) - (p. 3497) : ses amendements n° 29, de coordination, et n° 30, rédactionnel ; adoptés - *A titre personnel*, sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 95 du Gouvernement - *Art. L. 952-2* (*mutualisation de la gestion des fonds collectés*) : son amendement n° 31 : organisation de la gestion des contributions des entreprises de moins de dix salariés par les organismes collecteurs et agrément de ces derniers ; retiré - *Après l'art. L. 952-5* (p. 3498) : accepte l'amendement n° 45 de M. Jean Chérioux (rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur l'application du présent projet de loi dans les entreprises de moins de dix salariés) - **Après l'art. 29** : accepte l'amendement n° 101 du Gouvernement (rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur l'application du présent projet de loi dans les entreprises de moins de dix salariés et précisant les situations propres à chacun des secteurs concernés de l'artisanat, du commerce et des professions libérales) - **Art. 30** (*modalités de changement de régime de la participation*) (p. 3499) : son amendement n° 32 : précision sur le décompte des années au cours desquelles, à la suite du franchissement du seuil de dix salariés, l'entreprise reste soumise à l'obligation incombant aux employeurs de moins de dix salariés ; adopté - *A titre personnel*, sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 96 du Gouvernement - **Art. 32** (*institution d'un droit à la formation professionnelle continue pour les travailleurs indépendants, les membres des professions libérales et des professions non salariées*) - *Art. L. 953-1* (*droit à la formation professionnelle continue et modalités des participations*) : son amendement n° 33 : principe du droit personnel de toute personne non salariée à la formation professionnelle continue ; adopté - (p. 3500) : *à titre personnel*, sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 99 du Gouvernement - Demande le retrait de l'amendement n° 46 de M. Jean Chérioux (droit au bilan de compétences des travailleurs indépendants, des membres des professions libérales et des professions non salariées) - **Art. 34** (*financement du congé de formation*) : son amendement rédactionnel n° 34 ; adopté - **Art. 35** (*dispositions spécifiques aux contrats à durée déterminée*) (p. 3501) : son amendement rédactionnel n° 35 ; adopté - **Art. 36** (*coordination*) : s'oppose à l'amendement n° 47 de M. Jean Chérioux (suppression de la référence aux conditions de création d'un fonds d'assurance formation) - **Art. 38** (*contrôle des demandeurs d'emplois*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 80 de M. Hector Viron et accepte l'amendement n° 82 du Gouvernement (modalités du renouvellement périodique de l'inscription sur la liste des demandeurs d'emplois des différentes catégories de

demandeurs) - **Art. 41** (*sanctions pénales*) (p. 3503) : s'oppose à l'amendement n° 81 de M. Hector Viron (suppression des sanctions pénales prévues à l'encontre des demandeurs d'emplois ayant omis de faire les déclarations administratives) et accepte l'amendement n° 89 du Gouvernement (application des sanctions pénales aux seuls cas de fausses informations ou déclarations) - **Art. 42** (*contrat de retour à l'emploi*) : son amendement rédactionnel n° 36 ; adopté - (p. 3504) : accepte l'amendement rédactionnel n° 83 du Gouvernement - **Après l'art. 44** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 40 de M. André Bohl (régime de retraite anticipée des mères de famille) - **Art. 45** (*exonération des charges sociales pour l'embauche d'un premier salarié par certaines associations*) (p. 3505) : accepte l'amendement n° 84 du Gouvernement (conditions d'accès à la mesure d'exonération pour les associations) - Sur ce dernier, son sous-amendement n° 37 ; adopté - **Après l'art. 46** (p. 3506, 3507) : accepte les amendements du Gouvernement n° 85 (régime juridique des associations de services aux personnes) et n° 86 (exonération des charges sociales pour l'embauche de tout jeune non qualifié).

– **Projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France [n° 35 (91-92)]** - (12 novembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3693) : qualité du travail du Sénat - Attestation d'embauche - Certificat d'hébergement - Renforcement de la répression - Avec le groupe du RPR, votera le texte ainsi amendé.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle - Services communs aux affaires sociales et au travail - (25 novembre 1991) - Rapporteur pour avis (travail et emploi) - (p. 4215) : évolution du marché du travail - (p. 4216) : comptes de l'UNEDIC - Agence nationale pour l'emploi, ANPE - (p. 4217) : dépenses actives de soutien à l'emploi - Préretraites - Politique de l'emploi - (p. 4218) : charges sociales - Textes d'origine européenne - S'en remet à la sagesse du Sénat sur les crédits du ministère du travail - (p. 4236) : convention de collaboration.

Agriculture et forêt - (28 novembre 1991) (p. 4466) : manifestation des agriculteurs du 29 septembre 1991 - Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, GATT - (p. 4467) : baisse du revenu brut agricole - Diminution du nombre d'exploitations agricoles - Installation des jeunes agriculteurs - Diminution des crédits aux industries agro-alimentaires et de la participation de l'Etat au BAPSA - Développement de la recherche et de l'enseignement agricoles - Multiplication des plans d'urgence - Balance agro-alimentaire excédentaire - Baisse des crédits en faveur des maisons familiales rurales - Suppression progressive de la taxe sur le foncier non bâti - Droits de succession - Prix du lait - Crise de l'élevage - Aménagement du territoire - Réduction des inégalités entre milieu rural et milieu urbain - Etats généraux de l'agriculture et du milieu rural.

Intérieur - (2 décembre 1991) (p. 4649) : ressources des collectivités locales - Indexation de la dotation globale de fonctionnement, DGF - Communes défavorisées - Fiscalité locale - Développement universitaire - Investissements - Emploi - Exemple de la Franche-Comté - (p. 4650) : effectifs de police - Délinquance - Appelés du contingent - Exemple du Doubs - Sapeurs-pompiers.

– **Projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi** - *Deuxième lecture* **[n° 114 (91-92)]** - (10 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5163) : contrôle des demandeurs d'emplois - « Dédit-formation » - Bilan de compétences - Propose l'adoption du présent projet de loi sous réserve de l'adoption des amendements de la commission - **Art. 3** - *Art. L. 981-9-1 du code du travail* (*sanction du non-respect par les entreprises de leurs obligations*) (p. 5165) : son amendement de suppression n° 1 ; adopté - **Art. 14** (p. 5166) : son amendement n° 2 : nouvelle rédaction des dispositions relatives aux clauses de « dédit-formation » ; adopté - **Art. 14 bis** (*consultation du comité d'entreprise sur le plan de formation de l'entreprise*) (p. 5167) : son amendement de suppression n° 3 ; adopté - **Art. 15 ter** (*consultation des délégués du personnel en matière de formation professionnelle*) : son amendement de suppression n° 4 ; adopté - **Art. 17** - *Art. L. 931-25 du code du travail* (*rémunération du congé de bilan de compétences et prise en charge des frais*) (p. 5168) : ses amendements n° 5 et n° 6, tendant au rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adoptés - **Art. 24** : son amendement n° 7 : suppression de l'objectif du programme pluriannuel de formation d'élever le niveau de qualification de l'ensemble des salariés de l'entreprise ; adopté - **Art. 25** (p. 5169, 5170) : son amendement n° 8 : dispositions relatives aux actions de formation réalisées en partie hors du temps de travail ; adopté - Sur ce dernier, accepte les sous-amendements n° 24 de M. Jean Chérioux et n° 25 du Gouvernement - **Art. 29** (p. 5171) : accepte l'amendement n° 18 du Gouvernement (non-exigibilité des contributions inférieures à cent francs sauf convention ou accord collectif contraire) - **Art. 32** (p. 5172) : accepte les amendements du Gouvernement n° 26 et n° 27 (modalités techniques de recouvrement et de contrôle de la contribution des chefs d'entreprise à leur propre formation), ainsi que le n° 29 (entrée en vigueur des dispositions relatives au financement de la formation professionnelle dans le secteur agricole) - Son amendement n° 9 : mécanisme de recouvrement spécifique des contributions des agriculteurs ; adopté - (p. 5173) : sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 28 du Gouvernement - **Art. 38** (p. 5174) : ses amendements n° 10, rédactionnel, et n° 11 : suppression du terme « indûment » caractérisant l'inscription sur les listes de demandeurs d'emploi ; adoptés - **Art. 39** : son amendement rédactionnel n° 12 ; adopté - **Art. 43** : son amendement rédactionnel n° 13 ; adopté - **Art. 43 bis** (*autorisation de recourir à un contrat de travail temporaire à des fins d'insertion*) (p. 5175) : son amendement n° 14 : aide aux entreprises de travail temporaire passant des contrats de travail temporaire dans un but d'insertion ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 19 du Gouvernement - **Art. 44 bis** : son amendement n° 15 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 45** (p. 5176, 5177) : se déclare favorable aux amendements du Gouvernement n° 20 (extension aux groupements d'employeurs agricoles et artisanaux du bénéfice de l'exonération pour l'embauche d'un premier salarié) et n° 22, rédactionnel - Ses amendements n° 16 : dispositions relatives à l'embauche d'un premier salarié par les associations agréées ; et n° 17, de coordination ; adoptés - (p. 5178) : accepte l'amendement de coordination n° 21 du Gouvernement.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire **[n° 210 (91-92)]** - (20 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** : son intervention présentée par M. Jean Madelain (p. 5681, 5682).

STOLERU (Lionel), *secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé du Plan* - Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions orales sans débat :

n° **285** de Mme Marie-Claude Beaudeau : **Industrie** (*Mesures envisagées pour favoriser le développement de l'entreprise METAFRAM à Beauchany (Val-d'Oise)* (*JO* Débats du 12 avril 1991) (p. 453).

n° **292** de Mme Marie-Claude Beaudeau : **Autoroutes** (*Conclusions des études sur le tracé de l'autoroute A16 en région parisienne*) (*JO* Débats du 12 avril 1991) (p. 454).

n° **295** de Mme Marie-Claude Beaudeau : **Société nationale des chemins de fer français** (SNCF) (*Dégradation du service public sur le réseau Nord de la SNCF*) (*JO* Débats du 12 avril 1991) (p. 455).

STRAUSS-KAHN (Dominique), Est nommé *ministre délégué à l'industrie et au commerce extérieur* le 16 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 17 mai 1991).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Paul Souffrin : **Politique industrielle** *(Déclin industriel de la Lorraine) (JO* Débats du 13 décembre 1991) (p. 5266).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° **280** de M. Gérard Larcher : **Sports** *(Paiement des cotisations sociales des éducateurs employés par les clubs sportifs) (JO* Débats du 16 novembre 1991) (p. 3786).

n° **372** de M. Roger Husson : **Industrie** *(Situation industrielle en Moselle) (JO* Débats du 16 novembre 1991) (p. 3787).

n° **379** de M. Paul Séramy : **Elevage** *(Développement de l'élevage du cheval) (JO* Débats du 16 novembre 1991) (p. 3783).

n° **380** de M. Xavier de Villepin : **Politique extérieure** *(Situation de la République malgache) (JO* Débats du 16 novembre 1991) (p. 3785).

INTERVENTIONS

– Questions orales avec débat jointes : situation de l'industrie textile - (18 juin 1991) (p. 1742) : industrie textile - Evolutions technologiques - Déficit commercial - Régions - Situation économique - (p. 1743) : productivité - Restructuration - Pays européens - Formation - Investissements - (p. 1744) ; région des Vosges - Région Nord - Pas-de-Calais - Restructuration - (p. 1745) : politique gouvernementale - Fiscalité - Formation - Département du Tarn - Commerce extérieur - (p. 1746) : GATT - Négociations internationales - Lutte contre la contrefaçon - Commerce extérieur - Haute couture - (p. 1747) : formation - Recherche - Financement - (p. 1748) : regroupements d'entreprises - Délégués régionaux auprès des préfets de régions - Accord multifibres - Accords internationaux.

– Projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs [n° 431 (90-91)] - (6 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3516) : gestion des déchets radioactifs - Programme nucléaire français, principale source d'énergie - Conséquences du choix du nucléaire - Réduction des émissions de dioxyde de carbone - Indépendance énergétique - (p. 3517) : déchets à vie courte ou à vie longue - Stockage à La Hague et à Soulaines - Sécurité de la récupération - Organisation de la recherche en vue d'éliminer les déchets - Rôle de l'Office d'évaluation des choix scientifiques et technologiques - Conditionnement et stockage des déchets - (p. 3518) : programme du Commissariat à l'énergie atomique, CEA, sur la séparation et l'incinération - Programme japonais Omega - Coopérations internationales en matière de recherche - Production minimale de déchets - Contrôle de la sûreté et du contenu des recherches - Choix des sites susceptibles de recevoir les laboratoires souterrains, par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, ANDRA - (p. 3519) : article 34 de la Constitution - Mise en place d'un dispositif d'évaluation des recherches sous contrôle parlementaire - Concertation avec les élus - Transformation du statut de l'ANDRA - Politique en matière de nucléaire civil - (p. 3535) : règle de l'annualité budgétaire - Confirmation du montant des programmes prévus par le CEA - Recherche des zones géologiques aptes à recevoir les laboratoires souterrains - (p. 3536) : zones de sécurité des laboratoires souterrains - Indemnisation des collectivités locales intéressées - Contrôle des installations nucléaires par les directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, DRIRE - Mobilité du personnel de l'ANDRA - Transformation de l'ANDRA en établissement public à caractère industriel et commercial, EPIC - Absence de taxe professionnelle pour la zone d'implantation d'un laboratoire souterrain - Prochain dépôt d'un projet de loi sur les déchets industriels - (p. 3537) : contrôle de la recherche - Direction de la sécurité des installations nucléaires - Commission nationale d'évaluation - Loi souhaitée par l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques - Problème de l'expropriation et du droit de propriété des laboratoires - Ouverture de toutes les voies de recherche : retraitement poussé, conditionnement, et stockage en profondeur - (p. 3538) : budget du CEA - Choix du stockage relevant du domaine de la loi - Relations entre l'ANDRA et les élus locaux - (p. 3539) : programme japonais Oméga - Monopoles d'EDF et de GDF - Démantèlement des monopoles d'import-export d'électricité et de gaz demandé par la Commission européenne - Faible coût de l'électricité française - Stockage en surface - (p. 3540) : choix des sites - Absence d'existence en France de stockage définitif de déchets étrangers - Amélioration de l'information du public - (p. 3541) : premier débat parlementaire consacré à l'utilisation de l'énergie nucléaire - Evoque le sort de Zoé, première pile atomique française - Renforcement du service central de protection contre les rayonnements ionisants - Prochain dépôt d'un texte relatif à l'ensemble du problème des déchets - (p. 3542) : déchets industriels et ménagers - Résultats insuffisants des énergies nouvelles - Poursuite de l'effort en matière nucléaire - Liens entre l'ANDRA et le CEA - Délocalisation de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie - (p. 3543) : absence d'enfouissement prévu dans le département de l'Aisne - Abandon de la solution suédoise de stockage dans des grottes - Recherches sur le retraitement poussé, sur le conditionnement et sur le stockage en profondeur - **Art. 1er A** *(droits des générations futures)* (p. 3544) : s'oppose à l'amendement n° 38 de M. Paul Girod (interdiction de tout stockage souterrain de déchets radioactifs à haute activité et à vie longue) - **Après l'art. 1er A** (p. 3545) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 4 de M. Jean Pépin (poursuite de recherches importantes concernant la gestion des déchets radioactifs à haute activité, à l'exclusion des recherches relatives au stockage souterrain) - (p. 3546) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 33 de M. Alain Pluchet (interdiction de tout stockage en France de déchets radioactifs importés même si leur retraitement a été effectué sur le territoire national au-delà des délais techniques imposés par le retraitement) - **Art. 1er B** *(stockage irréversible de déchets)* (p. 3547) : accepte l'amendement de suppression n° 12 de la commission - **Art. 1er** *(programmes de recherche et rapports d'évaluation)* (p. 3548) : sur l'amendement n° 13 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), son sous-amendement n° 44 ; adopté - (p. 3549) : sur l'amendement n° 13 de la commission, accepte le sous-amendement n° 30 de M. Jean-Paul Emin et s'oppose au sous-amendement n° 29 du même auteur - S'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 9 de M. Jean Pépin et demande le retrait du sous-amendement n° 8 du même auteur - **Après l'art. 1er** (p. 3552) : s'oppose aux amendements, n° 1 de M. François Lesein (création d'une commission locale d'information sur chaque site susceptible d'être retenu pour l'implantation d'un laboratoire souterrain) et n° 6 de M. Jean Pépin (création et rôle d'un comité national d'éthique) - (p. 3553) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Jean Pépin (création et composition d'un comité scientifique indépendant) - **Après l'art. 2** : accepte l'amendement n° 14 de la commission (concertation avec les élus et les populations des sites intéressés avant tout engagement de travaux de recherche préliminaires à un projet d'installation d'un laboratoire souterrain) - **Art. 3** *(indemnisation des travaux de recherche préalables à l'installation des laboratoires)* (p. 3554) : s'oppose à l'amendement n° 28 de M. Jean-Paul Emin (avis conforme des conseils généraux des départements ayant contribué au développement de la production d'énergie nucléaire, nécessaire pour l'implantation d'un site de recherche préalable) et sur cet amendement, au sous-amendement n° 43 de M. Paul Girod - **Après l'art. 3** (p. 3555) : s'oppose à l'amendement n° 36 de M. Jean Pépin (conception de tout stockage souterrain de déchets radioactifs selon un principe technologique privilégiant la réversibilité) - **Art. 4** *(autorisation d'installation et d'exploitation d'un laboratoire souterrain)* (p. 3556) : s'oppose à l'amendement n° 10 de M. Jean Pépin (obligation pour le ministre de l'agriculture

de donner son avis sur tout projet affectant une zone d'appellation d'origine contrôlée) - (p. 3557) : accepte l'amendement n° 15 de la commission (étude d'impact et avis des élus préalables à l'enquête publique lors de l'installation et l'exploitation d'un laboratoire souterrain) - **Art. 7** (*utilisation de sources radioactives*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 16 de la commission - **Art. 8** (*groupement d'intérêt public*) (p. 3558) : accepte l'amendement n° 17 de la commission (possibilité pour les communes dont une partie du territoire est située à moins de dix kilomètres du puits principal d'accès au laboratoire, d'adhérer de plein droit à un groupement d'intérêt public) et s'oppose à l'amendement n° 32 de M. François Lesein (possibilité pour les communes dont une partie du territoire est située à moins de trente kilomètres du puits principal d'accès au laboratoire, sur territoire français, d'adhérer de plein droit à un groupement d'intérêt public) - **Art. 8 bis** (*autonomie de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs*) (p. 3559) : accepte les amendements de la commission, n° 18 (transformation de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs en établissement public industriel et commercial) et n° 19 (participation du commissariat à l'énergie atomique en coopération avec l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs à la définition et aux programmes de recherches et de développement concernant la gestion à long terme des déchets radioactifs) - S'oppose à l'amendement de suppression n° 34 de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Art. 8 ter** (*comité local d'information et de suivi*) (p. 3560) : accepte les amendements de la commission n° 20, n° 21 et n° 22 relatifs à la composition et au rôle du comité local d'information et de suivi, et l'amendement n° 35 de Mme Danielle Bidard-Reydet (présence obligatoire de représentants des organisations professionnelles au sein du comité local d'information et de suivi) - Accepte les amendements de la commission ; n° 23 de coordination et n° 24 rédactionnel - Son amendement n° 45 : consultation du comité local d'information et de suivi sur toute question relative au fonctionnement du laboratoire ayant des incidences sur l'environnement et possibilité de faire procéder à des auditions ou des contre-expertises ; adopté - **Art. 8 quater** (*loi concernant la politique de l'énergie nucléaire*) (p. 3561) : accepte l'amendement de suppression n° 25 de la commission.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Economie, finances et budget - III - Industrie - (22 novembre 1991) (p. 4093) : conjoncture économique - Emploi - (p. 4094) : politique européenne - Secteur public - Recherche scientifique - Droit du travail - (p. 4095) : crédits affectés à la recherche industrielle - Innovation - Compétitivité - Commissariat à l'énergie atomique, CEA - (p. 4112) : CEA - Marché unique de l'énergie - (p. 4113) : situation d'Usinor et de la Lorraine - Services extérieurs du ministère de l'industrie - (p. 4114) : avenir de Charbonnages de France - Crise du Golfe - Production industrielle - (p. 4115) : Communauté économique européenne - Négociations entre les Etats-Unis, le Mexique et le Canada - (p. 4116) : industrie textile - Industrie automobile - (p. 4117) : PME et PMI - Volontaires du service national dans l'entreprise, VSNE - (p. 4118) : emploi - Informations stratégiques - (p. 4119) : investissements - Secteur automobile - Charbonnages de France - Situation en Lorraine - (p. 4120) : Usinor - **Examen des crédits - Etat C - Titre VI** (p. 4120) : demande le retrait de l'amendement n° II-1 de la commission (réduction des crédits de paiement de 65 millions de francs).

– **Projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs** - *Deuxième lecture* **[n° 110 (91-92)]** - (11 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5226, 5227) : modifications adoptées par l'Assemblée nationale - Stockage souterrain des déchets - Laboratoires souterrains - Collectivités territoriales - Commissariat à l'énergie atomique, CEA - (p. 5228, 5229) : Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, ANDRA - CEA - Recherche - Laboratoires de recherche - Stockage de déchets nucléaires - **Art. 1er A bis A** (*stockage souterrain en couches géologiques profondes de produits dangereux : régime de l'autorisation*) (p. 5231) : accepte les amendements de la commission n° 1 (nature administrative de l'autorisation), n° 7 (durée de l'autorisation) et n° 2, de forme - S'oppose à l'amendement n° 5 de M. Jean Pépin (prévision obligatoire de la réversibilité du stockage) - S'oppose à l'amendement n° 6 de M. Jean Pépin (suppression de la référence à une loi ultérieure pour l'octroi de dérogations) et accepte l'amendement n° 3 de la commission (organisation du droit à dérogation par une loi ultérieure) - **Art. 1er** (p. 5233) : accepte l'amendement n° 4 de la commission (composition et mode de désignation des membres de la Commission nationale d'évaluation).

SUEUR (Jean-Pierre), Est nommé *secrétaire d'Etat aux collectivités locales* le 17 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 18 mai 1991).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. François Lesein : **Fonction publique territoriale** *(Régime indemnitaire de la fonction publique territoriale) (JO* Débats du 18 octobre 1991) (p. 2983).

de M. Jean Roger : **Dotation globale de fonctionnement (DGF)** *(Système de répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF)) (JO* Débats du 15 novembre 1991) (p. 3732).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° **289 de M. Louis Minetti : Incendies** *(Lutte contre les incendies) (JO* Débats du 1er juin 1991) (p. 1219).

n° **308** de M. François Lesein : **Fonction publique territoriale** *(Publication du décret d'application de l'article 13 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990, relatif aux régimes indemnitaires de la fonction publique territoriale) (JO* Débats du 1er juin 1991) (p. 1218).

n° **315** de M. Louis Minetti : **Incendies** *(Mise en application des plans de zones sensibles aux incendies) (JO* Débats du 1er juin 1991) (p.1220).

n° **321** de M. Jean Boyer : **Politique agricole commune (PAC)** *(Position de la France dans les négociations concernant la réforme de la politique agricole commune) (JO* Débats du 8 juin 1991) (p. 1470).

n° **322** de M. Paul Souffrin : **Abattoirs** *(Indemnisation des villes propriétaires d'abattoirs) (JO* Débats du 8 juin 1991) (p. 1469).

INTERVENTIONS

– **Question orale avec débat : interprétation de la loi instituant une dotation de solidarité urbaine** - (10 juin 1991) (p. 1495) : décision du Conseil constitutionnel - Décrets d'application de la loi du 13 mai 1991 - Incidences de la dotation de solidarité urbaine sur la DGF - Communes - (p. 1496) : progression de la DGF - Situation de Paris et de Saint-Cloud - (p. 1497) : DGF - Régularisation - Comparaisons.

– **Rappels au règlement de MM. Louis de Catuelan et Charles Lederman** : événements dans le département des Yvelines ayant entraîné la mort de trois personnes dont une jeune femme policier (11 juin 1990) (p. 1505, 1506).

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)]** - (11 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1506) : administration centrale et services extérieurs - Déconcentration - (p. 1507) : démocratisation de la vie locale - Droit d'information des habitants sur les affaires locales - Procédure de consultation directe des électeurs sur des sujets d'intérêt général - Droits et garanties des élus locaux, notamment minoritaires - Conseillers municipaux - Contrôle de légalité des actes des collectivités locales - (p. 1508) : contrôle de légalité ; marchés publics - Coopération intercommunale - Coopération intercommunale dans les autres pays de la CEE - Création de l'entente interrégionale - (p. 1509) : structures existantes

dc coopération intercommunale - Création des communautés dc communes et des communautés de villes - Fiscalité localc - Taxe professionnelle : régime dans les structures de coopération intercommunale - Bénéfice de la dotation globalc dc fonctionnemcnt, DGF, aux communautés de villes et de communcs - Fonds de compensation pour la TVA - (p. 1511) : coopération décentralisée ; autorisation de convcntions entre les collcctivités territoriales françaises et lcs collectivités étrangères.

Suite de la discussion - (12 juin 1991) - **Discussion générale (suite)** (p. 1570, 1571) : déconcentration - Décentralisation - Coopération intercommunale - Financement des groupements de communes par la dotation globale de fonctionnemcnt, DGF - Fonds de compensation pour la TVA - Aménagcment du territoire - Aménagement rural - Institut de la décentralisation - Fiscalité locale - (p. 1572) : contrôle de légalitc - Consultation directe des électeurs - Coopération interrégionale - Statut de l'élu - Préfets et sous-préfets - Communautés de communes - Région d'Ile-de-France - Concertation dans la préparation du projet de loi - Coopération intercommunale - (p. 1573) : élus locaux - Communes ruralcs - Protection du littoral - Contrats de plan Etat-région - Démocratie locale - Chartes intercommunales - Attachement au caractère volontariste de la coopération intercommunale - Conseils généraux : problèmes posés par la gcstion de fait ; délit d'ingérence - (p. 1574) : décentralisation ; commission consultative d'évaluation des charges transférécs - Directions départementales de l'équipement, DDE - Avenir des petites communes - Coopération interrégionalc - Préfets et sous-préfets - Elections par les conseils municipaux dc leurs représentants dans les communautés de villes et de communes - Finances locales - Régions ; lycécs ; dotation d'équipement scolaire - Commission départementale de coopération intercommunale - (p. 1575) : départements d'outre-mer : déconcentration ; coopération décentralisée - Régime indemnitaire de la fonction publique territoriale - Coopération intercommunale : règlcs dc majorité pour la constitution de structures - Préfcts dc région - (p. 1576) : aménagement du territoire - **Avant l'art. 1er** (p. 1576) : s'oppose à l'amendement nº 10 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (définition de principes) - **Art. 1er** (*formulation d'objectifs*) (p. 1577) : s'oppose aux amendcments nº 74, de suppression, de la commission et nº 11 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (nouvelle rédaction) - **Après l'art. 1er** (p. 1578) ; s'oppose à l'amendement nº 12 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (commission chargée d'élaborer le bilan de la décentralisation) - **Art. 2** (*répartition des missions entre l'administration centrale et les services extérieurs*) (p. 1580) : s'oppose à l'amendement dc suppression nº 75 de la commission - **Après l'art. 2** (p. 1581) : s'oppose à l'amendement nº 13 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (définition de la déconcentration) - **Art. 2 bis** (*changement d'appellation des services extérieurs de l'Etat*) : s'oppose à l'amendement de suppression nº 76 dc la commission - **Art. 3** (*circonscriptions territoriales d'organisation des services extérieurs*) : s'oppose à l'amendcment de suppression nº 77 de la commission - **Après l'art. 3** (p. 1582) : s'oppose à l'amendement nº 78 de la commission (autorité du Premier ministre sur les préfets) - Ministère de l'intérieur - **Art. 4** (*rôle des préfets de région et rattachement au Premier ministre*) (p. 1584, 1585) : s'oppose à l'amendement nº 14 de suppression de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - Accepte l'amendement nº 79 ter dc la commission (nouvelle rédaction) - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement nº 380 de M. Bernard Scillier (politique de l'espace rural) - S'oppose à l'amendemcnt nº 340 de M. Claude Estier (missions du préfet de région) - Oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement nº 3 de M. Georges Berchet (incompatibilité de la fonction de préfet de région et de celle de préfet de département) - **Art. 5** (*décret en conseil d'Etat portant charte de la déconcentration*) (p. 1586) : s'oppose à l'amendement de suppression nº 80 de la commission - **Après l'art. 5** (p. 1587) : s'oppose à l'amendement nº 304 de M. Henri Collard (contrats Etat-collectivités territoriales) - **Art. 5 bis** (*appui technique des services extérieurs aux collectivités locales*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendemcnt de coordination nº 81 de la commission - S'oppose à l'amcndement nº 68 de M. Bernard Seillier (caractère obligatoire du concours apporté par les services extérieurs de l'Etat) - S'oppose à l'amendement nº 341 de M. Claude Estier (appui technique des services extérieurs de l'Etat à des associations de développement local) - (p. 1588) : accepte l'amendement nº 82 de la commission (fixation des conditions par convention) - **Après l'art. 5 bis** (p. 1589) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement nº 381 de M. Bernard Seillier (dispositif de partition des directions départementales de l'équipement, DDE) - **Art. 6** (*rapport au Parlement*) (p. 1590) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de la commission nº 83 (modification des délais) et nº 84 de coordination - **Après l'art. 6** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement nº 383 de M. Bernard Seillier (création d'une délégation parlementaire pour la déconcentration et la décentralisation) - **Art. 6 bis** (*droit pour les personnes morales d'adresser des réclamations au médiateur de la République*) : s'oppose à l'amendement de suppression nº 85 de la commission - **Après l'art. 6 bis** (p. 1591) : accepte l'amendement nº 86 de la commission (création d'une commission départementale sur les services publics) - (p. 1592, 1594) : s'oppose à l'amendement nº 283 de M. Josselin de Rohan (retraite des maires) ainsi qu'à l'amendement nº 282, précédemment réservé, du même auteur (division additionnelle : « Titre I bis - Du statut de l'élu local ») - (p. 1595) : s'oppose à l'amendement nº 384 de M. Bernard Seillier (nouvelle rédaction de l'article 175 du code pénal relatif au délit d'ingérence) - **Art. 7** (*droit des habitants à être informés et consultés sur les affaires communales*) (p. 1596) : s'oppose à l'amendement de suppression nº 87 de la commission - **Art. 8** (*débat sur les orientations budgétaires au sein du conseil municipal*) (p. 1598) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement nº 88 de la commission (seuil de population des communes pour l'application de cet article) - Sur le délai de tenue du débat, s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements nº 451 de M. René Trégouët et nº 342 de M. Claude Estier - (p. 1600) : s'oppose à l'amendement de coordination nº 387 de M. Bernard Seillier - **Après l'art. 8** : accepte l'amendement nº 89 de la commission (débat sur les orientations budgétaires au sein des conseils régionaux) - **Art. 9** (*accès aux documents budgétaires*) (p. 1601, 1602) : accepte l'amendement nº 90 ter de la commission (nouvelle rédaction) sous réserve de l'adoption de ses sous-amendements nº 467 et nº 468 ; rejetés ; et nº 469 ; retiré - S'oppose à cet amendement, ainsi qu'au sous-amendement rédactionnel nº 328 de M. Jacques Moutet.

Suite de la discussion - (13 juin 1991) - **Après l'art. 9** (p. 1613, 1614) : accepte les amendements de M. Claude Estier, nº 343 (introduction des amortissements des immobilisations dans la comptabilité des communes) et nº 344 (tenue par le maire, le président du conseil général et le président du conseil régional, de la comptabilité des dépenses qu'ils engagent) - **Art. 10** (*accès aux documents relatifs à l'exploitation de services publics délégués*) : sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le nº 91 (seuil de population pour l'application de cette disposition) et s'oppose au nº 92 (choix des moyens de publicité par le maire) - **Art. 11** (*application des dispositions relatives à l'information des habitants aux établissements publics administratifs des communes, aux établissements publics de coopération intercommunale et aux syndicats mixtes*) (p. 1615) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination nº 93 de la commission - **Après l'art. 11** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement nº 345 de M. Claude Estier (débat annuel du conseil municipal sur un rapport de l'établissement public de coopération dont la commune est membre) - **Art. 12** (*information du public sur les affaires départementales et régionales*) : sur le lieu de mise à disposition de l'information dans le département, accepte l'amendement nº 94 de la commission et s'oppose à l'amendement nº 394 de M. Bernard Seillier - (p. 1616) : accepte les amendements de la commission nº 95 (lieu de mise à disposition de l'information dans la région) et nº 96 (lieu de mise à disposition des documents concernant l'établissement public de coopération interdépartementale et interrégionale) - **Art. 12 bis** (*communication et copie des budgets et des comptes des communes, des départements, des régions, des établisse-*

ments publics administratifs des communes et des structures de coopération intercommunales) : sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 97 (personnes ayant accès aux documents administratifs de la commune), accepte le n° 98, de coordination et le n° 99 (extension aux établissements de coopération interdépartementale ou interrégionale) - **Art. 13** (*publication des actes à caractère réglementaire des communes et des départements dans un recueil des actes administratifs*) (p. 1617) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de la commission n° 100 et n° 101, relatifs au seuil de population des communes pour l'application des dispositions de cet article - (p. 1618, 1619) : sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 102 de forme ; s'en remet à la sagesse du Sénat pour les n° 103 (seuil de population des communes) et n° 105 de forme ; s'oppose aux n° 104 (dispositif de publication des actes réglementaires des établissements publics de coopération intercommunale) et n° 106 (extension de certaines dispositions relatives au recueil des actes administratifs) - **Art. 14** (*insertion dans une publication locale des décisions prises en matière d'intervention économique*) : sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 107 et au n° 108 fixant des seuils pour l'application des dispositions de cet article, et accepte le n° 109 (extension des dispositions de l'article aux établissements publics de coopération interdépartementale ou interrégionale) - **Art. 15** (*publicité des séances des conseils municipaux, généraux et régionaux et retransmission par les moyens de communication audiovisuels*) (p. 1620, 1621) : s'oppose à l'amendement n° 110 de la commission (suppression de la mention de la retransmission audiovisuelle) - S'oppose à l'amendement n° 111 de coordination de la commission - **Avant l'art. 16** (p. 1622) : s'oppose à l'amendement n° 15 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (réponse obligatoire des collectivités territoriales sur les questions exprimées notamment par pétitions et référendums) - (p. 1630 à 1632) : s'oppose à l'amendement n° 112 de la commission (organisation de la consultation des électeurs des communes) - Sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements n° 482 et n° 483 de M. Paul Loridant tendant à substituer le mot « habitants » au mot « électeurs » ainsi qu'aux sous-amendements de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis n° 474, sur le même objet, et n° 473 (élargissement de la possibilité de consultation) et au sous-amendement n° 329 de M. André Egu (limitation de l'objet de la consultation) - S'oppose à l'amendement n° 16 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (consultation des habitants de la commune ou d'une partie de la commune) - Droits civiques des immigrés - (p. 1635) : accepte l'amendement n° 348 de M. Claude Estier (durée des campagnes électorales visées) - **Après l'art. 16** : s'oppose à l'amendement n° 113 de la commission (consultation des électeurs des communes membres d'un groupement) - **Art. 17** (*comités consultatifs communaux*) (p. 1638) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 114 de la commission - Sur les amendements de M. Claude Estier, accepte le n° 349 (durée d'existence du comité) ; s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 350 (composition) et s'oppose au n° 351 (représentants étrangers) - **Demande de priorité** (p. 1642) : se déclare opposé à la demande de priorité de M. Jacques Larché, président de la commission des lois, pour l'amendement n° 284 ter de M. Charles Pasqua après l'article 36 - **Après l'art. 36 (par priorité)** : oppose l'article 40 de la Constitution, puis, après avis contraire de la commission des finances, s'oppose à l'amendement n° 284 ter de M. Charles Pasqua (contribution des collectivités territoriales au financement des dépenses d'investissement des établissements d'enseignement privé sous contrat) - (p. 1648) : Loi Falloux - **Après l'art. 17** (p. 1649, 1650) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de M. Claude Estier, n° 466 (séance du conseil municipal : possibilité d'interruption de séance visant à donner la parole au public) et n° 352 (possibilité de donner la parole à des membres du public au cours des réunions du conseil municipal) - **Art. 19** (*compétences consultatives des comités économiques et sociaux régionaux, organisés en sections*) (p. 1651) : s'oppose aux amendements de la commission, n° 115 de précision, n° 116 (projet de budget de la région) et n° 117 (domaine des compétences consultatives) - (p. 1653) : s'oppose à l'amendement n° 118 de la commission (suppression des sections) - **Art. 20** (*commission consultative des services publics locaux*) (p. 1654) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 119 de la commission - **Art. 21** (*dispositions relatives aux conseillers municipaux*) : s'oppose à l'amendement n° 120 de la commission (suppression des dispositions relatives aux annexes mobiles de la mairie) - s'oppose aux amendements analogues, n° 121 de la commission et n° 273 de M. Daniel Hoeffel (utilisation des locaux communaux par les associations syndicales ou partis politiques) - (p. 1656) : s'oppose à l'amendement n° 122 de la commission (suppression des dispositions relatives à la mise à disposition d'un local aux conseillers municipaux minoritaires) - (p. 1657) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 486 de la commission (local mis à la disposition des conseillers municipaux d'opposition : seuil de population de la commune) - **Avant l'art. 22** : s'oppose à l'amendement n° 296 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (statut de l'élu local) - **Art. 22** (*droit à l'information des conseillers municipaux et généraux*) (p. 1657, 1658) : accepte les amendements de M. Daniel Hoeffel, n° 274 et n° 275 affirmant le lien entre le droit à l'information et l'exercice de la fonction - **Art. 23** (*réunions du conseil municipal à la demande d'une partie des conseillers municipaux*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 123 de la commission (nouvelle rédaction ; seuils de population) - **Art. 24** (*convocation du conseil municipal*) : s'oppose à l'amendement n° 353 de M. Claude Estier (convocation par voie télématique) - (p. 1659) : sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour les n° 124 (délai de convocation du conseil municipal ; seuil de population) et n° 126 de coordination et s'oppose au n° 125 (documents à joindre à la convocation) - **Art. 25** (*règlements intérieurs des conseils municipaux, généraux et régionaux*) (p. 1660) : s'oppose à l'amendement n° 127 de la commission (nouvelle rédaction) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 281 de M. Jean-Jacques Robert (insertion dans le règlement intérieur de dispositions relatives aux conseillers municipaux minoritaires) - **Art. 8 (précédemment réservé)** (p. 1661) : s'oppose à l'amendement n° 452 de M. René Trégouët (délai pour le débat d'orientation budgétaire) - - **Art. 26** (*questions orales*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 128 de la commission - **Art. 26 bis** (*représentation proportionnelle au sein des commissions municipales*) (p. 1662) : s'oppose aux amendements, n° 129, de suppression, de la commission et n° 354 de M. Claude Estier (représentation proportionnelle au sein de la commission d'appel d'offres et du bureau d'adjudication) - - **Après l'art. 26 bis** : s'oppose à l'amendement n° 355 de M. Claude Estier (décret en Conseil d'Etat pour l'application des dispositions de l'article 26 bis relatives à la composition des commissions d'appel d'offres et des bureaux d'adjudication).

– **Conférence des présidents** : organisation des travaux du Sénat (13 juin 1991) (p. 1625, 1626).

– **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la discussion** - (14 juin 1991) - **Art. 27** (*commission permanente, nouvelle dénomination des bureaux des conseils généraux et des conseils régionaux*) (p. 1680) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 130 de la commission - **Art. 28** (*élection des membres du bureau à la proportionnelle*) (p. 1681) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 131 de la commission - **Avant l'art. 29** (p. 1682) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 356 de M. Claude Estier (augmentation du nombre de vice-présidents du conseil régional) - **Art. 29** (*application aux régions de dispositions relatives aux départements*) (p. 1683) : accepte les amendements, de conséquence n° 132 de la commission, et de coordination n° 357 de M. Claude Estier - **Art. 30** (*élections aux conseils d'administration des centres communaux d'action sociale, CCAS*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 133 de la commission - **Art. 30 bis** (*rémunération des élus locaux siégeant au conseil d'administration des sociétés d'économie mixte locales*) (p. 1685) : s'oppose à l'amendement n° 134 de la commission (nouvelle réglementation) - **Art. 31** (*transmission des conventions de marché au représentant de l'Etat*) (p. 1686, 1687) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 276 de M. Daniel Hoeffel - Accepte les amendements de la commission, n° 135 (extension des dispositions de l'article aux établissements publics,

communaux ou intercommunaux) et n° 136 rédactionnel - **Après l'art. 31** : s'oppose à l'amendement n° 137 de la commission (délai de transmission des actes des collectivités locales) - **Art. 33** (*saisine des chambres régionales des comptes*) (p. 1689) : sur les amendements de la commission saisie pour avis, accepte l'amendement n° 245 (dispositions relatives aux observations de la chambre régionale des comptes sur la gestion et à leur communication) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 246 (avis de la chambre régionale des comptes sur les conventions relatives aux marchés ou à des délégations de service public) - **Après l'art. 33** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 140 de la commission (assistance des conseillers régionaux, départementaux ou municipaux aux adjudications et aux choix des offres) - (p. 1690) : accepte l'amendement n° 358 de M. Claude Estier (raccourcissement des délais accordés au comptable de la commune pour déposer son compte de gestion et au maire pour présenter le compte administratif à l'assemblée) - **Art. 34** (*recours à des experts par les chambres régionales des comptes*) : accepte l'amendement n° 141 de la commission (cas d'incompatibilité pour les experts) - **Après l'art. 34** (p. 1691) : son amendement n° 470 : faculté pour les départements et les communes de présenter leurs dépenses d'investissement sous la forme d'autorisations de programme et de crédits de paiement ; adopté - **Après l'art. 35** (p. 1692) : s'oppose à l'amendement n° 359 de M. Claude Estier (définition de la population municipale prise en compte pour l'application des dispositions relatives au fonctionnement des conseils municipaux) - **Art. 36** (*création d'un institut des collectivités territoriales et des services publics locaux*) (p. 1694) : s'oppose aux amendements n° 18, de suppression, de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, et n° 143 de la commission (suppression de l'institut des collectivités territoriales et des services publics locaux et création d'une délégation parlementaire d'évaluation de la décentralisation) - **Après l'art. 36** (p. 1696) : oppose l'art. 40 de la Constitution à l'amendement n° 146 de la commission (compensation des transferts de charges) - (p. 1697, 1700) : s'oppose à l'amendement n° 148 de la commission (compétences régionales en matière d'enseignement supérieur) - (p. 1704) : s'oppose à l'amendement n° 149 de la commission (conditions d'élaboration de la carte nationale des formations supérieures) - (p. 1705) : s'oppose à l'amendement n° 150 de la commission (répartition des compétences entre l'Etat et la région) - (p. 1706) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 151 de la commission - S'oppose à l'amendement n° 152 de la commission (compensation du transfert de compétences) - (p. 1707) : s'oppose à l'amendement n° 153 de la commission (coordination avec la loi de 1984 sur l'enseignement supérieur) - (p. 1708) : s'oppose à l'amendement n° 154 de la commission (création des établissements d'enseignement supérieur : décret portant approbation d'une convention Etat-région) - S'oppose aux amendements de la commission, n° 155 de coordination, et n° 156 (délai pour l'achèvement du transfert) - S'oppose à l'amendement n° 147, précédemment réservé, de la commission (Chapitre Ier « De la décentralisation de l'enseignement supérieur ») - (p. 1709) : s'oppose à l'amendement n° 158 de la commission (pouvoir de police municipale à Paris) - Préfet de police à Paris - (p. 1711) : s'oppose à l'amendement n° 159 de la commission (infractions aux règlements de police applicables dans les parcs et jardins départementaux) - (p. 1713) : oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements , sur le même objet, n° 160 de la commission et n° 240 de M. Jacques Oudin (responsabilité des communes en cas de dommages résultant de l'exercice d'activités de loisirs) - (p. 1715) : s'oppose à l'amendement n° 161 de la commission (commission départementale des sites et paysages littoraux) - S'oppose aux amendements de la commission, précédemment réservés, n° 157 (« Chapitre II « Dispositions diverses ») et n° 144 (Titre II bis « De la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ») - **Demande de priorité** (p. 1716) : s'oppose à la demande par la commission de l'examen en priorité des amendements n° 235, n° 234 et n° 463, visant à insérer des articles additionnels après l'article 56 nonies ou après l'article 56 quater decies - **Après l'art. 56 quater decies (par priorité)** (p. 1717, 1718) : s'oppose à l'amendement n° 235 de la commission (statut du personnel d'assainissement des départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne) - Statut des fonctionnaires de la Ville de Paris - Fonction publique territoriale - **Renvoi de la suite de la discussion** (p. 1719, 1720) : s'oppose à la proposition de la commission tendant au renvoi de la suite de la discussion.

– **Conclusions du rapport de M. Michel Rufin**, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** (n° 349, 88-89) **de M. Jean Simonin** et des membres du groupe du Rassemblement pour la République et apparentés, **tendant à élargir la procédure du vote par procuration** [n° **399 (90-91)**] - (29 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2318) : exercice personnel du droit de vote - Vote par procuration - Contraintes externes - Congés annuels - Vacances des retraités - Le Gouvernement se déclare défavorable à cette proposition de loi - (p. 2319) : contentieux électoral - Vote par procuration pour « convenance personnelle » - **Art. unique** (*institution d'un cas supplémentaire de vote par procuration au profit des retraités*) (p. 2320, 2321) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (extension du vote par procuration à toute personne ayant quitté sa résidence habituelle pour tout déplacement prouvé).

– **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la discussion** - (2 juillet 1991) (p. 2367, 2368) : état de l'examen du projet de loi, suspendu le 14 juin 1991 - Loi et règlement (domaines respectifs) - p. 2369) : coopération intercommunale - Fiscalité locale - **Avant l'art. 37** (p. 2370) : s'oppose à l'amendement n° 19 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (définition de la région) - **Art. 37** (*entente interrégionale*) (p. 2372) : s'oppose aux amendements, de suppression n° 163 de la commission et n° 20 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, ainsi qu'à l'amendement n° 73 de M. Richard Pouille (suppression de la limitation du nombre de régions susceptibles de se regrouper dans une entente interrégionale) - Accepte les amendements n° 360 (limitation du nombre de régions pouvant se regrouper dans une entente interrégionale) et n° 361 (régions monodépartementales d'outre-mer) de M. Claude Estier ; s'oppose à l'amendement n° 60 de M. Daniel Hoeffel (association des établissements publics consulaires régionaux) - **Art. 38** (*organes de l'entente*) - **Art. 39** (*organe exécutif*) - **Art. 40** (*compétences de l'entente interrégionale*) - **Art. 41** (*recettes de l'entente interrégionale*) - **Art. 42** (*extension aux ententes interrégionales de l'exonération de l'impôt sur les sociétés*) - **Art. 43** (*contrôle administratif et budgétaire*) - **Art. 44** (*règles budgétaires et comptables applicables*) - **Art. 45** (*modification de la décision institutive et dissolution de l'entente interrégionale*) **Art. 46** (*modification des limites territoriales et regroupement des régions*) (p. 2375 à 2377) : s'oppose aux amendements de suppression pour coordination n° 165 à n° 171 de la commission, et n° 21 à n° 28 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Après l'art. 45** : s'oppose à l'amendement n° 362 de M. Claude Estier (participation de représentants d'autres collectivités territoriales au sein des conseils d'administration des ententes interdépartementales) - **Art. 46 bis** (*fonds de correction des déséquilibres interrégionaux*) (p. 2378) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression pour coordination n° 248 de la commission - **Art. 48** (*principes de la coopération intercommunale*) (p. 2379) : s'oppose aux amendements, n° 173 de la commission (libre volonté des communes) et n° 30 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (nouvelle rédaction) - **Art. 49** (*commission départementale de la coopération intercommunale*) (p. 2388) : s'oppose aux amendements de suppression, n° 32 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et n° 424 de M. Bernard Seillier - *Art. L. 160-1 du code des communes* (*composition de la commission*) (p. 2392, 2393) : s'oppose à l'amendement n° 326 bis de M. Henri Collard (présidence de la commission) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 174 de la commission (bureau de la commission) et, sur cet amendement, pour le sous-amendement n° 363 de M. Claude Estier - S'oppose aux amendements analogues n° 4 bis de M. Georges Berchet et n° 425 de M. Bernard Seillier (présidence de la commission) - S'oppose aux amendements de la commission, n° 175 (critères démographiques de représentation des communes) ; n° 176 et n° 177 relatifs à la modification de la composition ; n° 178 (fin de mandat des membres de la commission)

et n° 179 de coordination - Sur l'amendement n° 175 précité, s'oppose au sous-amendement n° 488 de M. René Trégouët - *Art. L. 160-2 (missions de la commission)* (p. 2395) : accepte les amendements n° 364 de M. Claude Estier (saisine pour avis) et n° 454 de M. René Trégouët (rapport annuel) - **Art. 50** (*schéma départemental de la coopération intercommunale*) (p. 2400, 2401) : s'oppose aux amendements de suppression n° 33 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et n° 428 de M. Bernard Seillier - S'oppose aux amendements n° 5 bis de M. Georges Berchet (délai de proposition avant la publication du schéma départemental) et n° 429 de M. Bernard Seillier (délai de proposition avant la publication du schéma départemental) - S'oppose aux amendements de la commission n° 181 et n° 182 modifiant la rédaction, n° 183 de coordination, n° 184 de conséquence, n° 185 (transmission pour avis du projet de schéma au conseil général), n° 186 de coordination, n° 187 (mise en conformité du schéma définitif avec l'avis des communes), n° 188 (avis des communes sur les propositions de création et de modification d'établissements de coopération incluses dans le schéma) et n° 189 de forme.

Suite de la discussion - (3 juillet 1991) - **Chapitre III** (*Des communautés de communes*) (p. 2419) : s'oppose à l'amendement n° 190 de la commission (Intitulé : « Des districts ») - **Art. 53 A** (*création des communautés de communes proposées par le schéma départemental*) (p. 2420) : s'oppose aux amendements de suppression n° 191 de la commission et n° 34 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - Accepte l'amendement n° 366 de M. Claude Estier (cas de refus de participation d'une commune) et s'oppose à l'amendement n° 62 de M. Daniel Hoeffel (transmission pour avis de la proposition de création de communautés de communes aux chambres de commerce et d'industrie concernées) - **Art. 53** (*communautés de communes*) (p. 2423, 2425) : s'oppose aux amendements de suppression n° 192 de la commission et n° 35 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - Communes rurales - Fiscalité locale - Taxe professionnelle - **Après l'art. 53** (p. 2426 à 2430) : s'oppose aux amendements de la commission, tendant à l'aménagement du régime des districts, n° 193 à n° 202 - Sur ces amendements, s'oppose aux sous-amendements de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, n° 475 sur le n° 193 (constitution seulement entre communes limitrophes), n° 476 sur le n° 195 (compétences), n° 477 sur le n° 198 (conditions de prises de décision dont les effets ne concernent qu'une seule des communes membres) et n° 478 sur le n° 199 (procédures de modification des conditions initiales de fonctionnement de durée) - **Chapitre IV** (*Des communautés de villes*) : s'oppose à l'amendement n° 203 de la commission (Intitulé : « Des communautés urbaines ») - **Art. 54 A** (*création des communautés de villes par le schéma départemental*) (p. 2431) : s'oppose aux amendements de suppression n° 204 de la commission et n° 36 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 54** (*communautés de villes*) (p. 2433) : s'oppose aux amendements de suppression n° 205 de la commission et n° 37 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis ainsi qu'aux amendements n° 298 du même auteur (principe de la liberté des participations des communes), n° 59 de M. Jacques Chaumont (compétences de développement économique des communautés de villes : relations avec les organismes consulaires) et n° 370 de M. François Autain (élection au suffrage universel du conseil de la communauté de villes) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 371 de M. Claude Estier (missions de la communauté de villes : suppression de la mention des actions de développement culturel) - **Après l'art. 54** (p. 2433 à 2438) : s'oppose aux amendements de la commission, relatifs au régime des communautés urbaines, n° 206, n° 207, n° 208, n° 209, n° 210, n° 211 et n° 212 - Sur l'amendement n° 208, s'oppose aux sous-amendements n° 472 de M. Xavier de Villepin et n° 480 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - Sur l'amendement n° 214, s'oppose au sous-amendement n° 418 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - S'oppose aux amendements de M. René Trégouët, n° 461 (commission permanente des conseils des communautés urbaines) et n° 462 (composition du conseil de communauté et répartition des sièges entre les communes membres) - **Art. 55** (*non-application aux communes d'Ile-de- France des nouvelles dispositions relatives à la coopération intercommunale*) (p. 2439) : accepte les amendements de suppression n° 218 de la commission et n° 372 de M. Claude Estier - **Après l'art. 55** (p. 2440) : s'oppose à l'amendement n° 460 bis de M. René Trégouët (éligibilité des élus autres que conseillers municipaux comme membres des conseils des établissements publics de coopération intercommunale) - **Art. 56** (*syndicats intercommunaux d'études et de programmation*) (p. 2441) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 38 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis ainsi qu'aux amendements rédactionnels de la commission, n° 219 et n° 220 - **Après l'art. 56** (p. 2442) : s'oppose à la première partie et s'en remet à la sagesse du Sénat pour la deuxième partie de l'amendement n° 339 de M. Albert Vecten (conditions de participation d'une collectivité territoriale à une association) - S'oppose à l'amendement n° 439 de M. Bernard Seillier (interdiction des campagnes de promotion publicitaire, à caractère commercial, des réalisations ou de la gestion d'une collectivité dans les six mois précédant des élections générales) et, sur cet amendement, au sous-amendement n° 492 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 56 bis** (*votes irréguliers du conseil municipal ou du conseil général*) (p. 2443) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 221 de la commission - **Art. 56 ter** (*nouvelle élection des délégués de la commune au sein d'organismes extérieurs en cas de nouvelle élection du maire*) (p. 2444) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 222 de la commission - **Art. 56 quater** (*avis du conseil général sur la liste des communes en vue de la constitution d'un district*) : s'oppose à l'amendement n° 223 de la commission (suppression de l'obligation de l'avis conforme) - **Art. 56 quinquies** (*extension aux communautés urbaines des modalités de création des communautés de ville*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 224 de la commission - **Art. 56 sexies** (*transfert de compétences postérieures à la création d'une communauté urbaine*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 225 de la commission - **Art. 56 septies** (*participation des communautés de communes et de villes à un syndicat mixte*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 226 de la commission - **Art. 56 octies** (*compétence des communautés urbaines en matière d'action de développement économique*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 227 de la commission - **Art. 56 nonies** (*services publics locaux de distribution de gaz*) (p. 2447) : son amendement n° 490 : nouvelle rédaction ; devenu sans objet - Monopole de distribution de Gaz de France - **Après l'art. 56 nonies** (p. 2452) : s'oppose à l'amendement n° 234 de la commission (concessions de la construction et de l'exploitation des routes expresses par les collectivités locales) - **Art. 56 decies** (*transformation d'un établissement public de coopération intercommunale non doté de fiscalité propre en établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre*) : s'oppose aux amendements de suppression n° 229 de la commission et n° 299 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 56 undecies** (*départementalisation des secours*) (p. 2453) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de suppression n° 230 de la commission, n° 300 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et n° 449 de M. Albert Vecten ainsi que sur l'amendement n° 465 de M. René Trégouët (transfert aux départements des biens mobiliers et immobiliers affectés aux services d'incendie et de secours) - **Art. 56 duodecies** (*départementalisation des services de secours*) (p. 2454) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de suppression n° 231 de la commission et n° 450 de M. Albert Vecten - **Art. 56 terdecies** (*inéligibilité des salariés d'un établissement public de coopération aux conseils municipaux des communes membres*) : accepte l'amendement n° 232 de la commission (aménagement de l'inéligibilité) - **Après l'art. 56 terdecies** (p. 2455) : s'oppose à l'amendement n° 295 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (dispositions applicables au détachement des personnels de la fonction publique territoriale) - **Art. 56 quaterdecies** (*aide financière d'une collectivité locale à une autre*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de suppression n° 233 de la commission et n° 249 de la commission pour avis - **Après l'art. 56 quaterdecies** : sur les amendements de M. Josselin de Rohan, relatifs aux fusions de communes, s'oppose au n° 64 (consultation de la population) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 65 (abrogation des dispositions

figurant dans l'article L. 261 du code électoral) - S'oppose à l'amendement n° 271 de M. Xavier de Villepin (concertation avec les chambres consulaires) - (p. 2457) : demande le retrait de l'amendement n° 72 de M. Bernard Seillier (création d'un code de la décentralisation) - **Avant l'art. 57** : s'oppose à l'amendement n° 301 de Mme Jacqueline Fraysse-Casalis (code des impôts : abrogation des dispositions restreignant la liberté des communes en matière de taux de fiscalité locale) - **Art. 57** (*régime fiscal des communautés de villes*) (p. 2459) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 40 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - (p. 2460) : s'oppose à l'amendement n° 250 de la commission pour avis (dispositions applicables à la taxe professionnelle perçue par les communautés urbaines sur les districts à fiscalité propre) - (p. 2464) : s'oppose à l'amendement n° 251 de la commission pour avis (taxe professionnelle de zone) - Sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements n° 287 de M. Philippe François et n° 493 de M. Bernard Seillier - S'oppose à l'amendement n° 442 du même auteur (taux de la taxe professionnelle de district) - (p. 2466) : accepte l'amendement n° 374 de M. Claude Estier (répartition de la part de taxe professionnelle redistribuée entre les collectivités) et s'oppose à l'amendement n° 252 de la commission pour avis (taxe professionnelle unique pour les districts à fiscalité propre et les communautés urbaines) - **Après l'art. 57 ou après l'art. 63** (p. 2468) : sur le prélèvement sur les recettes de taxe professionnelle perçues par les structures de coopération intercommunale, au profit du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle, oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements de M. Philippe Adnot, n° 293 et n° 294 bis - Après avis contraire de la commission des finances, s'oppose à ces amendements ainsi qu'à l'amendement n° 376, sur le même objet, de M. Germain Authié - **Art. 57 bis** (*unification du taux de taxe professionnelle dans les districts et les communautés urbaines*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 253 de la commission pour avis - **Art. 58** (*régime fiscal des communes membres*) (p. 2470) : s'oppose aux amendements de coordination n° 254 de la commission pour avis et de suppression n° 41 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 59** (*régime fiscal des communautés de communes*) (p. 2471) : s'oppose aux amendements de suppression n° 42 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et n° 255 de la commission pour avis - **Art. 59 bis** (*dispositions budgétaires et comptables applicables aux communautés de villes*) (p. 2472) : s'oppose aux amendements n° 43 de suppression de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et n° 256 de la commission pour avis (recettes du budget des communautés urbaines : prise en compte de la taxe professionnelle de zone ou de la taxe professionnelle unique) - **Après l'art. 59 bis** : s'oppose à l'amendement n° 257 de la commission pour avis (conditions d'application du régime accéléré de remboursement de la TVA aux districts et aux communautés urbaines) - **Art. 59 ter** (*application du régime de la taxe professionnelle de zone aux communautés urbaines*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 258 de la commission pour avis - **Art. 59 quater** (*faculté ouverte aux districts d'instituer une taxe professionnelle unique sur la zone d'activités économiques*) (p. 2473) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 259 de la commission pour avis - **Art. 60 bis** (*abaissement du seuil de perception du versement destiné aux transports en commun*) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 292 de M. Daniel Hoeffel (dégrèvement au titre de la taxe foncière sur les propriétés non bâties) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 260 de la commission pour avis - **Après l'art. 60 bis** : demande le retrait de l'amendement n° 484 de la commission (extension aux groupements de communes du bénéfice des subventions exceptionnelles en raison de circonstances anormales entraînant des difficultés financières particulières) - **Art. 61** (*versement destiné aux transports en commun*) (p. 2474) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 261 de la commission pour avis - **Art. 62** (*potentiel fiscal des communes membres d'un groupement à taux unique de taxe professionnelle*) : s'oppose aux amendements n° 44 de suppression de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et n° 262 de la commission pour avis (nouvelle rédaction) - **Art. 63** (*dotation globale de fonctionnement, DGF, des communautés de villes et des communautés de communes*) (p. 2477) : sur les amendements de la commission pour avis, proposant une nouvelle rédaction, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 265 et s'oppose aux n° 263, n° 264, n° 266, n° 267 et n° 268 - **Après l'art. 63** (p. 2478) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 447 de M. Bernard Seillier (régime de la dotation globale d'équipement, DGE, des syndicats de communes réunissant plus de dix mille habitants) - **Art. 64** (*versement aux communautés de communes et aux communautés de ville des attributions au titre du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée*) (p. 2479) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 269 de la commission pour avis et oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 46 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (extension à toutes les communes de la disposition proposée) - **Après l'art. 64** (p. 2480) : s'oppose à l'amendement n° 270 de la commission pour avis (conditions d'application du régime accéléré de remboursement de la TVA aux districts de communautés urbaines) - **Art. 65** (*conventions passées par les collectivités territoriales ou leurs groupements avec des collectivités territoriales étrangères*) (p. 2481) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 47 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - Accepte les amendements de la commission n° 236, rédactionnel, et n° 237 (contrôle de légalité sur ces conventions) - **Après l'art. 65** (p. 2482) : accepte l'amendement n° 238 de la commission (nouvelle rédaction de l'article 1er de la loi n° 83-597 du 7 juillet 1983 : participation de collectivités territoriales étrangères au capital de sociétés d'économie mixte) - **Art. 66** (*commission nationale de coopération décentralisée*) (p. 2482, 2483) : s'oppose aux amendements de suppression n° 48 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et n° 239 de la commission - Accepte l'amendement n° 377 de M. Jean-Pierre Bayle (compétences de la commission : organisation non gouvernementale) - **Sur l'ensemble** (p. 2487, 2488) : divergences entre le Gouvernement et le Sénat sur les ententes interrégionales et la coopération intercommunale.

– **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 83-636 du 13 juillet 1983 portant modification du statut des agglomérations nouvelles [n° 34 (91-92)]** - (14 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3710, 3711) : syndicats d'agglomération nouvelle, SAN - Fiscalité locale - Unification des taux de taxe professionnelle dans les agglomérations nouvelles - Règles de liaison et de plafonnement entre les taux des différentes taxes locales - Création d'une dotation de coopération versée par le SAN aux communes - Demande l'adoption de cette proposition de loi - (p. 3713, 3714) : agglomérations nouvelles en Ile-de-France : SAN des « Portes de la Brie » - Avenir des agglomérations nouvelles après achèvement : retour dans le droit commun municipal ou transformation en communautés urbaines ou communautés de villes - **Art. 2 bis** (*unification du taux de taxe professionnelle sur une zone d'activité économique*) (p. 3715) : accepte l'amendement rédactionnel n° 1 de la commission, sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 14 ; adopté - Accepte l'amendement rédactionnel n° 2 de la commission - (p. 3716) : son amendement n° 9 : option possible pour une unification progressive ; adopté après modification par le sous-amendement n° 13 de la commission, qu'il accepte - **Art. 3** (*abrogation des dispositions relatives aux dotations de référence dans la loi du 13 juillet 1983*) : accepte l'amendement n° 3 de la commission (dotation de référence : mise en place d'un dispositif en cas de création d'une agglomération nouvelle) - **Art. 4** (*fonds de coopération*) (p. 3718) : accepte les amendements de la commission n° 4 et n° 5, rédactionnels, n° 6 (suppression de la faculté de réduire le coefficient multiplicateur de l'écart de potentiel fiscal) et n° 7 (mise en place des fonds de coopération dans les syndicats ou communautés d'agglomérations nouvelles créés après l'entrée en vigueur de la présente proposition de loi) - Sur ce dernier amendement, son sous-amendement n° 10 ; adopté - **Art. 5** (*coordination des articles de la loi n° 83-636 du 13 juillet 1983*) : accepte l'amendement n° 8 de la commission (maintien de la mention des dotations de référence visées à l'article 27) - Son amendement n° 11 : conditions de répartition des compléments de ressources prélevés sur le produit de taxe professionnelle du SAN ; adopté - **Après l'art. 5** : son amendement n° 12 : non-application des dispositions de l'article 30 de la loi d'orientation sur la ville

aux cessions d'immeubles que l'Etat consent à un établissement public d'aménagement de villes nouvelles ; adopté - **Sur l'ensemble** (p. 3720) : agglomération nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines et ville de Saint-Quentin dans l'Aisne.

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Intérieur - (2 décembre 1991) (p. 4651) : régulation budgétaire - Moyens de fonctionnement - Police nationale - Frais de mission - (p. 4652) : modernisation de la police nationale - Crédits de fonctionnement et d'équipement - Logement des policiers - Grands projets informatiques - (p. 4653) : centres urbains - Policiers auxiliaires - Femmes fonctionnaires de police - Lutte contre la délinquance - Trafic de drogue - Coopération internationale - Délinquance financière - (p. 4654) : terrorisme - Banlieues - Polices urbaines - Ilotage - Actions de prévention - Immigration - Accords de Schengen - Reconduite aux frontières - (p. 4655) : contrôle aux frontières - (p. 4655) : coopération avec les pays de l'Est - (p. 4656) : modernisation des préfectures - Grands projets informatiques - Déconcentration - Feux de forêts - Commande de Canadair - Protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires - (p. 4657) : statut des sapeurs-pompiers - Rémunérations - Concours financier aux collectivités locales - Dotation globale de fonctionnement, DGF - Dotation globale d'équipement, DGE - Fonds de compensation pour la TVA - Dotation de compensation de la taxe professionnelle - (p. 4658) : dotation de développement rural - Dotation de compensation de la taxe professionnelle - Statut des fonctionnaires - Administration territoriale - (p. 4659) : universités - Régime indemnitaire - Prostitution - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4660) : pensions de reversion - Femmes fonctionnaires de police - Crèches - (p. 4661) : départements d'outre-mer - (p. 4662) : Nanterre - Dotation de solidarité urbaine - (p. 4363) : s'oppose à l'amendement n° II-29 de M. Raymond Bouvier (augmentation de la réduction prévue au titre IV) - **Art. 87** (p. 4663) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° II-53 de la commission des finances (administration territoriale, collectivités locales et décentralisation) et n° II-37 de la commission des lois saisie pour avis (décentralisation) - **Art. 87 bis** (p. 4665) : s'oppose aux amendements n° II-54, de suppression, de la commission des finances (administration territoriale, collectivités locales et décentralisation), et n° II-51 de M. Jacques Bellanger (cas des villes nouvelles et des communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine).

– Conclusions du rapport de M. Michel Dreyfus-Schmidt, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** (n° 198, 90-91) **de M. Louis Souvet** déposée avec plusieurs de ses collègues, **relative à la recherche des personnes disparues [n° 137 (91-92)]** - (11 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5238, 5239) : défaut de dispositions législatives relatives à la recherche de personnes disparues - Libertés individuelles - Droits des familles - (p. 5239) : disparitions dans des conditions inquiétantes ou suspectes - Recherche dans l'intérêt des familles - Fichier des personnes recherchées - Se déclare favorable à cette proposition de loi - **Avant l'art. 1er** (p. 5240) : son amendement n° 1 : insertion d'un chapitre 1er : « Des disparitions inquiétantes ou suspectes » ; adopté - **Art. 1er** (*régime des disparitions dans des conditions inquiétantes ou suspectes*) : son amendement n° 2 : compétence des services de police ou de gendarmerie ; retiré - **Avant l'art. 2** (p. 5241) : son amendement n° 3 : insertion d'un chapitre II : « Des autres disparitions » ; adopté - **Art. 2** (*régime de la recherche dans l'intérêt des familles*) : son amendement n° 4 : personnes pouvant demander l'ouverture d'une recherche dans l'intérêt des familles ; adopté - **Avant l'art. 3** (p. 5242) : son amendement n° 5 ; insertion d'un chapitre III : « Dispositions communes » ; adopté - **Art. 3** (*obligations du déclarant*) : son amendement n° 6 rédactionnel ; adopté après modification par le sous-amendement, qu'il accepte, n° 9 de la commission - **Art. 4** (*inscription des disparus au fichier des personnes recherchées*) (p. 5243) ; son amendement n° 7 : nouvelle rédaction ; adopté - **Seconde délibération - Art. 1er** (p. 5245) : son amendement n° 1 : substitution des mots « ou de quelqu'un avec lequel elle a un lien familial » aux mots « ou proche » ; rejeté.

– Projet de loi modifiant le tableau n° 7 annexé au code électoral relatif à l'effectif des conseils généraux et à la répartition des sièges entre les départements - *Nouvelle lecture* **[n° 196 (91-92)]** - (18 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5525, 5526) : rejet systématique de la part de la majorité sénatoriale.

T

TAITTINGER (Pierre-Christian), sénateur de Paris (UREI) - Vice-président du Sénat.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre titulaire de la Commission nationale consultative des droits de l'homme ; est nommé de nouveau membre titulaire de cette commission (*JO* Lois et décrets du 13 mars 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à lutter contre le squattage des locaux d'habitation [n° **307 (90-91)**] (29 avril 1991) - **Logement.**

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **91** (*JO* Débats du 11 avril 1990) (p. 203) - Ministère : Défense - *Politique gouvernementale en matière d'armement et de contrôle des armements* - (Caduque : mai 1991) - **Défense nationale.**

n° **115** (*JO* Débats du 6 octobre 1990) (p. 2562) - Ministère : Affaires sociales - *Politique en matière de santé* - (Caduque : mai 1991) - **Santé publique.**

INTERVENTIONS

En qualité de président de séance

- **Clôture de la première session extraordinaire de 1990-1991** (16 janvier 1991) (p. 20).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de députés des Cortès d'Espagne** (25 avril 1991) (p. 694).

- **Convocation du Parlement en session extraordinaire** (29 juin 1991) (p. 2294).

- **Conférence des présidents** - (24 octobre 1991) (p. 3186, 3187) : organisation des travaux du Sénat.

- **Clôture de la première session extraordinaire de 1991-1992** (21 décembre 1991) (p. 5765)

En qualité de sénateur

- **Projet de loi portant réforme hospitalière [n° 309 (90-91)]** - (4 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1248) : nécessité d'une réforme - Insuffisances du système hospitalier - Textes réglementaires - (p. 1249) : infirmières - Praticiens hospitaliers - Directeurs d'hôpitaux - Autonomie de l'hôpital - Autorisations d'activités et d'équipements.

- **Projet de loi relatif à l'Agence du médicament et à la régulation des dépenses de médicaments prises en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie [n° 9 (91-92)]** - (28 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3259) : examen de ce projet de loi - Industrie pharmaceutique - Organisation des travaux du Parlement - Dépenses de santé - Rôle de l'éducation nationale - Progrès de la médecine - (p. 3260) : maîtrise des dépenses de médicaments - Publicité.

- **Projet de loi modifiant les articles 27, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication [n° 2 (91-92)]** - (14 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3759, 3760, 3763) : insuffisance de l'investissement en faveur de la production audiovisuelle - Chaînes de télévision - Vote du groupe de l'UREI contre ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Art. 19** (*assujettissement aux droits de mutation à titre onéreux des ventes aux enchères publiques de meubles*) (p. 3991) : son amendement n° I-99 : perception du droit d'enregistrement pour les objets d'art vendus, soumis ou non à la TVA ; adopté - (p. 3992) : ses amendements n° I-100 : assiette de la TVA due par les vendeurs ; n° I-101 : exonération des oeuvres d'art importées en vue d'une vente aux enchères publiques ; et n° I-102 : exonération de la TVA pour les importations d'oeuvres d'art en provenance d'un pays de la Communauté ; retirés.

Deuxième partie :

Intérieur - (2 décembre 1991) (p. 4640) : prostitution.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1991 [n° 154 (91-92)]** - (17 décembre 1991) - **Après l'art. 35** (p. 5507) : son amendement n° 29 : mise en situation de concurrence du marché de l'art français avec celui des partenaires européens ; adopté.

TARDY (Fernand), sénateur des Alpes-de-Haute-Provence (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre suppléant du Comité consultatif du Fonds national des abattoirs.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **350** (*JO* Débats du 10 octobre 1991) (p. 2193) - Ministère : Fonction publique - *Suppression de postes de fonctionnaires dans les zones défavorisées soumises à un plan de développement des zones rurales* - (*JO* Débats du 16 novembre 1991) (p. 3779) - **Fonction publique.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture [n° 30 (91-92)]** - (10 octobre 1991) (p. 2802) : politique agricole - Communauté économique européenne, CEE - Viande bovine et ovine - Secteur laitier - Production végétale - Fiscalité agricole - Retraites - (p. 2803) : politique agricole commune - Position des Etats-Unis.

- **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Agriculture et forêt - (28 novembre 1991) (p. 4451) : France, première nation agricole de la Communauté économique européenne, CEE - Réforme de la politique agricole commune, PAC - Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, GATT - Crise de l'élevage bovin et ovin - Baisse du prix du lait à la production - Céréales - Baisse du revenu brut agricole - Enseignement agricole - Formation professionnelle - Recherche agricole - Poursuite des programmes communautaires d'aide au revenu agricole, PARA - Allègements de cotisations sociales pour les agriculteurs en difficulté - Réforme des cotisations sociales agricoles - Réforme du régime des garanties des calamités agricoles - Taxe foncière des propriétés non bâties - (p. 4452) : installation des jeunes agriculteurs - Augmentation des crédits pour la forêt - Aménagement foncier et hydraulique - Diminution des aides aux industries agricoles et alimentaires - Transmission par donation - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption du projet de budget de l'agriculture pour 1992.

Articles non rattachés :

(8 décembre 1991) - **Art. 63** (*suppression de l'exonération temporaire de taxe foncière sur les propriétés non bâties des*

terres incultes et friches mises en culture) (p. 5039) : son amendement n° II-86, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : délibération des assemblées intéressées ; retiré - **Après l'art. 83 ter** (p. 5085) : son amendement n° II-91, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : cas des départements qui bénéficient de la dotation minimale de fonctionnement ; retiré.

TASCA (Catherine), *ministre délégué auprès du ministre de la culture, de la communication et des grands travaux chargé de la communication* - Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 15 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 16 mai 1991).

Est nommée *ministre délégué à la francophonie* le 16 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 17 mai 1991).

En qualité de ministre chargé de la communication

INTERVENTIONS

– Projet de loi autorisant la ratification d'un traité entre la République française et les Länder de Bade-Wurtemberg, de l'Etat libre de Bavière, de Berlin, de la ville libre hanséatique de Brême, de la ville libre et hanséatique de Hambourg, de Hesse, de Basse-Saxe, de Rhénanie, du Nord-Westphalie, de Rhénanie-Palatinat, de Sarre, du Schleswig-Holstein sur la chaîne culturelle européenne [n° 225 (90-91)] - (14 mai 1991) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 226) (p. 913) : traité franco-allemand - Chaîne culturelle européenne - Identité européenne - Strasbourg - Groupement européen d'intérêt économique, GEIE - Société européenne de télévision, la SEPT - (p. 914) : indépendance de la chaîne culturelle européenne - Mode de diffusion - Fréquences hertziennes - Conseil supérieur de l'audiovisuel, CSA - (p. 921) : Strasbourg - Financement - Budget de la SEPT - Pouvoirs publics - Règles de programmation - (p. 922) : créations originales - Quotas d'oeuvres européennes - Oeuvres cinématographiques - Rapports entre FR3 et la SEPT ; « fenêtre rigide » - Paysage audiovisuel français, PAF - Fréquences hertziennes - Réseau « multiville » - (p. 923) : audience de la chaîne culturelle européenne - Réseau câblé - Normes de diffusion - Secteur public audiovisuel - Marché européen audiovisuel - Ouverture de la chaîne culturelle audiovisuelle.

– Projet de loi complétant l'article 26 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication [n° 226 (90-91)] - (14 mai 1991) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 225) - Voir intervention sous le projet n° 225 (p. 913, 914, 921, 922, 923) - **Art. unique** (*extension à la chaîne culturelle européenne du régime d'attribution des fréquences prévues à l'article 26 de la loi du 30 septembre 1986 pour les sociétés nationales de programme*) (p. 924) : sur l'amendement rédactionnel n° 1 de la commission, son sous-amendement n° 2 ; rejeté.

En qualité de ministre chargé de la francophonie

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat.

Projet de loi complétant l'article 26 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication **[n° 226 (90-91)]** (28 février 1991 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Communication audiovisuelle.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Jacques Habert : **Relations internationales** *(Situation en Haïti) (JO* Débats du 15 novembre 1991) (p. 3723).

de M. Guy Penne : **Relations internationales** *(Evolution démocratique des pays africains) (JO* Débats du 15 novembre 1991) (p. 3733).

de M. Ernest Cartigny : **Armes et munitions** *(Démantèlement de l'arsenal irakien) (JO* Débats du 13 décembre 1991) (p. 5275).

de M. Jacques Golliet : **Relations internationales** *(Relations franco-algériennes) (JO* Débats du 13 décembre 1991) (p. 5277).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° **330** de M. Jean-Paul Chambriard : **Relations internationales** *(Relations entre les pays arabes, Israël et la Communauté européenne) (JO* Débats du 28 juin 1991) (p. 2265).

n° **358** de M. Yves Guena : **Politique extérieure** *(Politique de la France à l'égard de la Yougoslavie) (JO* Débats du 19 octobre 1991) (p. 3050).

n° **368** de Mme Marie-Claude Beaudeau : **Handicapés (établissements spécialisés et soins)** *(Conditions d'application du droit reconnu à l'utilisation de la langue des signes dans les instituts d'éducation pour jeunes sourds) (JO* Débats du 9 novembre 1991) (p. 3641).

n° **373** de M. Robert Vizet : **Relations internationales** *(Bon déroulement du référendum d'autodétermination concernant le peuple Sahraoui) (JO* Débats du 9 novembre 1991) (p. 3642).

n° **374** de M. Jean-Jacques Robert : **Intérieur (ministère de l')** *(Situation des agents des services de déminage) (JO* Débats du 9 novembre 1991) (p. 3643).

INTERVENTIONS

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre les Etats membres des Communautés européennes relatif à la transmission des procédures répressives [n° 397 (90-91)] - (18 octobre 1991) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 398) (p. 3055) - Poursuite des délinquants - Instauration d'un mécanisme facultatif permettant à un Etat membre, de transmettre l'exercice des poursuites pénales à un autre Etat membre - (p. 3056) : renforcement de la coopération judiciaire - Interdiction de toute poursuite nouvelle dans un Etat membre, dès lors que la personne a déjà été définitivement jugée pour les mêmes faits dans un autre Etat membre.

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre les Etats membres des Communautés européennes relative à l'application du principe ne bis in idem **[n° 398 (90-91)]** - (18 octobre 1991) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 397) - Voir intervention sous le projet n° 397 (p. 3055, 3056).

– Projet de loi autorisant l'approbation du protocole complémentaire à l'accord de coopération culturelle, éducative, scientifique et technique conclu entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement militaire fédéral du Nigéria le 16 mai 1984 relatif au statut des personnels de coopération : professeurs, enseignants, techniciens et experts mis à disposition de l'autre partie [n° 461 (90-91)] - (18 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3058) : développement de la coopération - Privilèges et immunités des enseignants et experts mis à disposition au titre de l'assistance technique et éducative - Situation du Nigéria.

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées [n° 408 (90-91)] - (18 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3059) : achèvement du Grand marché intérieur au 1er janvier 1993 - Introduction d'une procédure arbitrale.

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire et démocratique d'Ethiopie en vue d'éviter la double imposition en matière de transport aérien [n° 321 (90-91)] - (18 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3060) : principe de l'imposition des compagnies aériennes dans le pays de leur siège de direction effective - (p. 3061) : imposition des bénéfices réalisés sur la vente de billets.

- Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Islande en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole) [n° 360 (90-91)] - (18 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3061) : développement des relations avec l'Islande.

- Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance réciproque en matière d'impôts sur le revenu, d'impôts sur les successions, de droits d'enregistrement et de droits de timbre, signée le 29 mars 1974 et modifiée par l'avenant du 16 juillet 1984 [n° 361 (90-91)] - (18 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3062) : complexité du régime d'imposition des dividendes et intérêts - Exonération réciproque des droits de mutation des dons et legs consentis aux Etats.

- Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les successions et sur les donations et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales (ensemble un protocole) [n° 462 (90-91)] - (18 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3062) : imposition des biens immobiliers, des valeurs mobilières et des créances - Renforcement des échanges et des mouvements de capitaux privés avec l'Italie.

- Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 24 avril 1975 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Malaisie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu [n° 463 (90-91)] - (18 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3063) : création d'un nouveau taux de retenue à la source et institution en contrepartie d'un crédit d'impôt en France - Amélioration des échanges avec la Malaisie.

- Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention du 19 juin 1979 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu [n° 473 (90-91)] - (18 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3063) : création d'une base juridique aux exemptions fiscales dont bénéficient réciproquement les établissements culturels d'un des deux Etats sur le territoire de l'autre - Actualisation de la convention fiscale de 1979.

- Décès de M. Gaston Monnerville, ancien président du Sénat (8 novembre 1991) (p. 3641).

- Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Affaires étrangères - (5 décembre 1991) (p. 4875) ; francophonie et démocratie - Sommet de Chaillot - (p. 4876) : audiovisuel extérieur - Enseignement du français à l'étranger - Lycée Alexandre-Dumas en Haïti - Agence pour l'enseignement français à l'étranger, AEFE - (p. 4877) : Fonds d'aide à la scolarisation des enfants francophones du Sud - Politique d'investissement de l'AEFE - Régime du baccalauréat en Amérique latine - Bibliothèque France-Amérique latine - Enseignement français en Allemagne - Relations culturelles et artistiques - Réseau des instituts et alliances françaises - Action de soutien à la présence de la langue française - (p. 4878) : sécurité des Français de l'étranger - Indemnisation et allocations de chômage des Français rapatriés - Crédits de rapatriement.

- Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Suède en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole), complétée par un échange de lettres des 14 et 18 mars 1991 [n° 121 (91-92)] - (12 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5288) : relations franco-suédoises - Modèle de convention de l'OCDE - Imposition des pensions - Adhésion à la CEE.

- Projet de loi autorisant la ratification de l'accord en matière de brevets communautaires, ensemble la convention relative au brevet européen pour le marché commun (convention sur le brevet communautaire) et un règlement d'exécution, le protocole sur le règlement des litiges en matière de contrefaçon et de validité des brevets communautaires (protocole sur les litiges), le protocole sur les privilèges et immunités de la cour d'appel commune, le protocole sur le statut de la cour d'appel commune, ainsi que la ratification du protocole relatif à une éventuelle modification des conditions d'entrée en vigueur de l'accord en matière de brevets communautaires [n° 129 (91-92)] - (12 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5289) : régime communautaire des brevets - Difficultés des négociations - Convention sur le brevet communautaire - Protocole sur les litiges - Dispositif d'entrée en vigueur - Ratification de la France.

- Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative tchèque et slovaque sur la création et les modalités de fonctionnement des centres culturels [n° 407 (90-91)] - (12 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5290, 5291) : modalités de création et de fonctionnement des centres culturels français en Tchécoslovaquie - Clause de réciprocité.

- Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie sur le statut et les modalités de fonctionnement des centres culturels [n° 443 (90-91)] - (12 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5292) : modalités de création et de fonctionnement des centres culturels en Roumanie - Sommet de Chaillot - Bibliothèque française - (p. 5293) : participation de l'Europe centrale et orientale au sommet de Chaillot - Relations économiques.

- Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco relatif à la construction d'un tunnel destiné à relier le réseau routier monégasque à la route nationale 7 [n° 124 (91-92)] - (12 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5293) : liaison entre le réseau routier monégasque et la route nationale 7 française - Conditions de collaboration entre les deux Etats.

- Projet de loi autorisant l'approbation d'un amendement au protocole de Montréal du 16 septembre 1987 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone [n° 122 (91-92)] - (12 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5294) : accélération du processus de réduction de la consommation et de la production des substances détruisant la couche d'ozone - Problèmes mondiaux d'environnement - (p. 5295) : coopération Nord-Sud.

- Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Maurice relative à l'assistance administrative mutuelle internationale en vue de prévenir, rechercher et réprimer les infractions douanières [n° 123 (91-92)] - (12 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5295, 5296) : coopération entre les administrations douanières - Lutte contre la fraude douanière.

- Projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et le Royaume d'Espagne en vue de la construction d'un tunnel routier au col du Somport [n° 125 (91-92)] - (12 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5296, 5297) : construction d'un tunnel routier sous le col du Somport - Financement - Propriété de l'ouvrage - Commission technique mixte franco-espagnole - Approbation du Parlement espagnol.

TAUGOURDEAU (Martial), sénateur d'Eure-et-Loir (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

TEULADE (René), Président de la section des affaires sociales du Conseil économique et social.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme hospitalière [n° 309 (90-91)]** - (4 juin 1991) - En remplacement de M. Adolphe Steg, rapporteur du Conseil économique et social - **Discussion générale** (p. 1236) : transformation de l'hôpital public - Place de l'hospitalisation privée - Inadaptation de la loi du 31 décembre 1970 - Progrès de la médecine - Missions des établissements d'hospitalisation - (p. 1237) : maîtrise des dépenses de santé - Alternatives à l'hospitalisation - Planification sanitaire - Schéma d'organisation sanitaire - Rôle des comités régionaux d'organisation sanitaire et sociale - Place des centres hospitaliers régionaux et universitaires - Autorisations d'activités et d'équipements - Procédure administrative préalable aux décisions d'autorisation - Evaluation médicale - Maîtrise des dépenses hospitalières - Organisation des structures de soins - (p. 1238) : services hospitaliers - Rémunérations des personnels hospitaliers - Statut des établissements - Etablissements privés sans but lucratif participant au service public hospitalier - Financement des établissements et procédures budgétaires - Etablissements privés à but lucratif ou non ne participant pas au service public.

THYRAUD (Jacques), sénateur du Loir-et-Cher (UREI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois.

– Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

Membre titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre titulaire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des procédures civiles d'exécution (28 mai 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (17 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fonction publique (28 mai 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications (25 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aide juridique (26 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le tableau n° 7 annexé au code électoral relatif à l'effectif des conseils régionaux et à la répartition des sièges entre les départements (10 décembre 1991).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° **306 (90-91)**] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, portant réforme des procédures civiles d'exécution [n° **314 (90-91)**] (7 mai 1991) - **Procédure civile.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des procédures civiles d'exécution [n° **366 (90-91)**] (7 juin 1991) - **Procédure civile.**

Avis, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Contitution - **Justice** - Administration pénitentiaire - [n° **97 (91-92) tome 5**] (19 novembre 1991).

Avis présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° **162 (91-92)**] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant diverses dispositions d'ordre social [n° **172 (91-92)**] (12 décembre 1991) - **Sécurité sociale.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la pharmacie d'officine** [n° **233 (90-91)**] - (9 avril 1991) - **Art. 4** (*création par voie normale et par voie dérogatoire*) (p. 404) : seuil pour la création d'officines par voie dérogatoire - Zones rurales - Se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 18 de M. Paul Souffrin - (p. 405) : se déclare opposé à l'adoption de l'article 4 - **Art. 9** (*délivrance des médicaments à domicile par un pharmacien*) (p. 414) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 21 de M. Paul Souffrin et intervient sur les amendements n° 9 de la commission (précisions relatives à la livraison de médicaments) et n° 29 de M. Etienne Dailly (recours à la prescription médicale pour l'identification du malade relevant de soins à domicile) - **Après l'art. 9** (p. 416) : son amendement n° 16 : réglementation de l'exercice de la propharmacie ; rejeté - Zones rurales - Exercice de la propharmacie par les médecins - (p. 418) : personnes âgées en zones rurales.

– **Projet de loi portant réforme des procédures civiles d'exécution** - *Deuxième lecture* [n° **306 (90-91)**] - (24 mai 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1048) : appel des décisions du juge de l'exécution - Sort des frais de recouvrement amiable de la créance - Organismes de recouvrement - Escompte des effets de commerce - Expulsions - Huissiers de justice - Humanisation des voies d'exécution - Moyens budgétaires - Fonctionnement de la justice - **Art. 8** (*compétence du juge de l'exécution*) (p. 1053) : son amendement n° 1 : appel des décisions du juge de l'exécution devant une formation de la cour d'appel ; adopté - **Art. 18** (*mission des agents chargés de l'exécution*) (p. 1054) : son amendement rédactionnel n° 2 ; adopté - S'oppose aux amendements de M. Robert Pagès, n° 42, de coordination, et n° 43 (possibilité pour l'huissier de justice d'en référer au juge de l'exécution en cas d'insolvabilité du débiteur) - **Art. 20 bis** (*entrée dans le domicile du débiteur*) (p. 1055) : s'oppose aux amendements de M. Robert Pagès n° 44 (possibilité pour l'huissier de justice de requérir deux témoins majeurs pour pratiquer une saisie) et n° 45 (suppression de la somme attribuée aux personnes habilitées par la loi à assister à une mesure d'exécution) - **Après l'art. 20 bis** : accepte l'amendement n° 24 de M. Jean Natali (déclaration volontaire de patrimoine faite par le débiteur de bonne foi à l'huissier de justice) - **Art. 28 bis** (*obligation pour l'huissier de justice de tenir les lieux clos lorsqu'il a pénétré dans le local en l'absence de l'occupant*) (p. 1056) : son amendement rédactionnel n° 3 ; adopté - **Art. 31** (*prise en charge des frais de l'exécution*) (p. 1057) : ses amendements, n° 4 :

rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; et n° 5 : suppression de la référence à une réglementation possible de l'activité de recouvrement des créances ; adoptés - **Art. 38** (*mission du ministère public*) (p. 1058) : son amendement n° 6 : possibilité pour l'huissier de justice de requérir le procureur de la République sur son affirmation certifiée sincère de recherches infructueuses tentées pour l'exécution ; adopté - Accepte l'amendement n° 29 de M. Jean Natali (fixation d'un délai de réponse du procureur de la République à la demande de renseignements nécessaires à la saisie des rémunérations ou des comptes bancaires du débiteur) - **Art. 40** (*confidentialité des renseignements obtenus*) (p. 1059) : son amendement n° 7 : suppression de l'obligation faite à l'huissier de justice de justifier de l'origine des renseignements ayant permis de procéder à l'exécution ; adopté - **Art. 42** (*effets de la saisie-attribution*) : son amendement n° 8 : suppression du mot « immédiat » s'agissant de la saisie-attribution ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 53 du Gouvernement - Accepte l'amendement n° 55 du Gouvernement (cas de la créance résultant d'une condamnation prononcée à titre provisionnel) - **Art. 46** (*obligations spécifiques de l'établissement bancaire tiers saisi*) (p. 1061) : ses amendements, n° 10 : délai nécessaire aux écritures comptables ; n° 60 : délai nécessaire à l'imputation des chèques ; et n° 11 : délai nécessaire à la contre-passation des effets de commerce ; adoptés - **Art. 44** (précédemment réservé p. 1061) (*contestations relatives à la saisie*) (p. 1063) : son amendement de coordination n° 9 ; adopté - **Art. 47** (*saisie des rémunérations*) (p. 1064) : accepte l'amendement n° 56 du Gouvernement (suppression de l'audience de validité de saisie-arrêt et de la dispense de comparution) - **Art. 48 bis** (*caractère subsidiaire de la saisie-vente pour le recouvrement des créances de faible montant*) : son amendement rédactionnel n° 12 ; adopté - Accepte l'amendement n° 58 de M. Etienne Dailly (choix possible pour le débiteur de la voie d'exécution la plus favorable à ses intérêts) - **Art. 53** (*exécution forcée relative à une obligation de livraison ou de substitution d'une chose*) (p. 1065) : accepte l'amendement rédactionnel n° 34 de M. Jean Natali et s'oppose à l'amendement n° 46 de M. Robert Pagès (frais de transport des meubles saisis) - **Art. 58** (*conditions exigées pour procéder à une expulsion*) (p. 1066) : s'oppose aux amendements de M. Robert Pagès, n° 48 (protection des droits des locataires de bonne foi privés de moyens d'existence suffisants) et n° 49 (obligation au relogement des personnes expulsées) - **Art. 59** (*respect d'un délai supplémentaire après commandement pour procéder à une expulsion*) (p. 1068) : son amendement n° 14 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 50 de M. Robert Pagès (prolongation du délai pendant lequel l'expulsion ne peut avoir lieu) - **Art. 65** (*exception à l'autorisation judiciaire préalable*) (p. 1069) : accepte l'amendement n° 59 de M. Etienne Dailly (dispense d'autorisation préalable du juge lorsque le créancier se prévaut d'un contrat écrit de louage d'immeuble ou d'un contrat d'assurance) - (p. 1070) : son amendement n° 15 : caractère non limitatif de l'énumération des cas de dispense d'autorisation préalable judiciaire ; retiré - **Art. 70** (*paiement des frais*) : son amendement n° 16 : charge des frais occasionnés par une mesure conservatoire ; adopté - **Art. 77 A** (*clercs habilités à procéder au constat*) (p. 1071) : son amendement n° 17 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 79** (*avis à tiers détenteur*) (p. 1072) : s'oppose aux amendements de M. Robert Pagès, n° 51 (réalisation de l'avis à tiers détenteur selon la procédure de droit privé) et n° 52 (frais d'avis à tiers détenteur).

– Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la discussion - (13 juin 1991) - **Art. 19** (*compétences consultatives des comités économiques et sociaux régionaux, organisés en sections*) (p. 1651, 1652) ; sur les amendements de la commission, se déclare favorable à l'amendement n° 116 (projet de budget de la région) et opposé aux amendements n° 115, de précision, et n° 117 (domaine des compétences consultatives) - (p. 1653) : se déclare opposé à l'amendement n° 118 de la commission (suppression des sections).

– Projet de loi portant réforme des procédures civiles d'exécution - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **366 (90-91)**] - (24 juin 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1981) : juge de l'exécution - Travaux de la commission mixte paritaire - Saisie-attribution - Expulsions - Saisies immobilières.

– Projet de loi relatif au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications [n° 389 (90-91)] - (25 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2066) : Cour européenne des droits de l'homme - Champ d'application du projet de loi - Rapport Schmelck - Intérêt supérieur de l'Etat - Télématique - Réseau numéris - (p. 2067) : interception des documents et fichiers informatiques - Loi « Informatique et libertés » - Principe de libre circulation des données informatiques - Ecoutes sauvages - **Art. 1er** (*prohibition de l'interception de toute correspondance émise par la voie des télécommunications - exceptions au principe*) (p. 2069) : son amendement n° 19 : limitation du champ d'application du projet de loi aux seules communications téléphoniques ; devenu sans objet - **Art. 2** (*interceptions ordonnées par l'autorité judiciaire*) - *Art. 100 du code de procédure pénale* (*cadre des interceptions*)(p. 2073) : ses amendements, n° 21 : limitation des interceptions judiciaires aux infractions dont la peine est supérieure à deux ans d'emprisonnement ; retiré ; et n° 23 : information du procureur général et recours de ce dernier devant la chambre d'accusation ; rejeté - *Art. 100-2* (*durée de validité de la décision d'interception*) (p. 2076) : son amendement n° 24 : durée maximale de quatre mois ; rejeté - *Après l'art. 100-6* (p. 2079) : son amendement n° 25 : information par le juge d'instruction du bâtonnier ou de son délégué lorsqu'un cabinet d'avocat fait l'objet d'une interception téléphonique ; adopté - Sur son amendement précité, se déclare favorable aux sous-amendements du Gouvernement n° 64 et n° 65 - **Art. 3** (*domaine des interceptions de sécurité*) (p. 2080) : son amendement n° 27 : remplacement des mots « sécurité nationale » par les mots « sûreté de l'Etat » ; retiré - **Art. 14** (*Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité*) (p. 2084) : son amendement n° 28 : présence d'un commissaire du Gouvernement auprès de la Commission ; rejeté - **Art. 14 bis** (*contrôle de la décision d'interception par la Commission nationale*) (p. 2090) : ses amendements, n° 29 : obligation pour la Commission d'informer le Premier ministre de toute interception irrégulière ; et n° 30 : indication par le Premier ministre des suites données à la recommandation de la Commission ; réservés jusqu'après l'examen de l'article 16 - **Art. 16** (*cas d'une interception effectuée en violation des dispositions du présent titre*) (p. 2092) : son amendement de suppression n° 31 ; adopté - **Art. 14 bis (suite)** : son amendement n° 29 ; adopté (précédemment réservé, p. 2090) - Son amendement n°30 ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 58 du Gouvernement (précédemment réservé, p. 2090) - **Art. 22** (*droit pour les autorités chargées des interceptions de recueillir des informations ou des documents nécessaires aux interceptions auprès des exploitants et des fournisseurs*) (p. 2094) : son amendement de suppression n° 32 ; rejeté - (p. 2096) : se déclare opposé à l'amendement n° 66 de la commission (communication d'informations aux juridictions d'instruction et au Premier ministre) - **Art. 24** (*appareils conçus pour l'interception de communications ou la fixation d'images attentatoires à la vie privée*) (p. 2098) : son amendement n° 33 : système d'autorisations ministérielles et interdiction de toute publicité ; adopté - **Art. 25** (*secret des correspondances transmises par la voie des télécommunications*) : son amendement n° 34 : sanction de celui qui a installé les dispositifs d'interception ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2101) : champ d'application du projet de loi - Ecoutes judiciaires - S'abstiendra sur ce projet de loi.

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes [n° 354 (90-91)] - (27 juin 1991) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 356) (p. 2213) : votera l'autorisation d'approbation de la convention - Construction européenne - Liberté de circulation des per-

sonnes et des biens - Acte unique européen - (p. 2214) : coopération policière et judiciaire - Immigration clandestine - Système informatique Schengen - Harmonisation des législations - Frontières.

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République italienne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 [n° 356 (90-91)] - (27 juin 1991) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 354) : voir intervention sous le projet n° 354 (p. 2213, 2214).

– Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture [n° 30 (91-92)] - (10 octobre 1991) (p. 2827) : situation de l'agriculture - Politique agricole commune - Etats-Unis - Taxation des produits de substitution importés - Carburants bioénergétiques - Taxe sur le foncier non bâti - (p. 2828) : Europe.

– Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux [n° 346 (90-91)] - (16 octobre 1991) - **Art. 2** (*schémas d'aménagement et de gestion des eaux, SAGE*) (p. 2946) : sur l'amendement n° 18 de la commission (nouvelle rédaction), son sous-amendement n° 174 bis ; adopté.

Suite de la discussion - (17 octobre 1991) - **Art. 7** (*périmètres de protection - facturation de l'eau*) (p. 2973) : son amendement n° 175, soutenu par M. Jacques Bimbenet : suppression de la tarification forfaitaire de la facturation : allongement du délai ; devenu sans objet.

– Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens [n° 215 (88-89)] - (29 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3350) : droit de propriété - Contamination sanguine - Amendements de la commission des lois - Immunité familiale - Circonstances aggravantes - Délit de filouterie - Traitements automatisés de données - (p. 3351) : fraude informatique - **Art. unique** (*les dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et des délits contre les biens sont fixées par le livre III annexé à la présente loi*) (réservé jusqu'après l'examen des articles du code pénal qui y sont annexés) - *Art. 301-11 du code pénal* (*utilisation frauduleuse d'énergie*) (p. 3366) : son amendement de suppression n° 132 ; retiré.

Suite de la discussion - (30 octobre 1991) - **Art. unique (suite)** *Après l'art. 302-7 du code pénal* (p. 3390) : son amendement n° 133 : aggravation de la peine ; adopté - *Art. 303-3* (*exploitation frauduleuse de l'ignorance ou de la faiblesse d'un mineur ou d'une personne vulnérable*) (p. 3394) : son amendement n° 134 : prise en compte de la notion d'abstention ; retiré - *Art. 303-4* (*délits de filouterie*) (p. 3396) : son amendement n° 135 : suppression d'une lacune dans la définition des faits qualifiés de filouterie ; adopté - *Art. 306-1* (*vandalisme et destruction, dégradation ou détérioration d'un bien*) (p. 3410) ; sur l'amendement n° 94 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), son sous-amendement n° 239 ; adopté - **Chapitre VII** (*les infractions en matière informatique*) (p. 3421) : son amendement n° 136 : nouvel intitulé : « Des atteintes au système de traitement automatisé de données » ; adopté - *Art. 307-1* (*fraude informatique*) (p. 3422) : son amendement n° 137 : reprise de l'article 462-2 de la loi du 5 janvier 1988 ; adopté - *Art. 307-2* (*utilisation, communication, reproduction d'un programme, d'une donnée ou de tout autre élément d'un système de traitement informatique*) : son amendement n° 138 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - *Art. 307-3* (*destruction ou altération d'un système informatique*) : son amendement n° 139 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - *Art. 307-4* (*utilisation d'un système informatique pour obtenir un profit illicite*) (p. 3423) : son amendement n° 140 : reprise des dispositions de l'article n° 462-5 actuellement en vigueur ; adopté - *Après l'art. 307-4* : ses amendements n° 141 : utilisation des documents informatisés visés à l'article 307-4 ; n° 142 : recel des données en violation des articles 307-1 à 307-4-1 ; et n° 144 : participation à un groupement en vue d'une infraction prévue par les articles 307-1 à 307-4-2 ; adoptés - *Art. 307-8* (*tentative*) (p. 3425) : son amendement n° 143 : reprise des dispositions de l'article 462-7 du code pénal actuel ; adopté.

– Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Justice - (27 novembre 1991) - Rapporteur pour avis (administration pénitentiaire) - Son intervention présentée par M. Michel Rufin (p. 4389, 4390).

Affaires étrangères - (5 décembre 1991) (p. 4868, 4869) : politique étrangère française - Construction européenne - Conseil de l'Europe - Union de l'Europe occidentale, UEO - Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, CSCE - Harmonisation des législations concernant la protection des données nominatives lors des flux transfrontières - Votera ce projet de budget.

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 162 (91-92)] - (16 décembre 1991) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 5384) : réparation du préjudice - Jurisprudence - (p. 5385) : indemnisation - Commission nationale de l'informatique et des libertés - Possibilité de recours - (p. 5386) : fonds d'aide, d'assistance et d'indemnisation - **Art. 2** (*modification de la loi sur le RMI : échanges d'informations et prorogation de la durée d'application*) (p. 5397) : son amendement n° 45 : suppression du deuxième alinéa de l'article relatif aux échanges informatisés des informations recueillies ; rejeté - **Art. 15 bis** (*modalités d'affiliation des avocats salariés à la Caisse nationale des barreaux français*) (p. 5418) : son amendement n° 5 : maintien de la couverture du risque invalidité décès par la Caisse nationale des barreaux français pour les avocats salariés ; retiré - **Après l'art. 15 bis** : demande l'adoption de l'amendement n° 34 de la commission (rétablissement des droits acquis des travailleurs non salariés non agricoles en matière d'assurance maladie) - **Art. 20 ter** (*prorogation de la suspension des poursuites liées au surendettement de certains rapatriés*) (p. 5424) : sur l'amendement n° 63 de M. Camille Cabana (extension de la suspension des poursuites aux personnes s'étant portées caution pour les prêts de consolidation), son sous-amendement n° 24 ; non retenu dans le vote unique sur l'article 20 ter - **Après l'art. 20 sexies** (p. 5426) : accepte l'amendement n° 1 de M. Daniel Millaud (reconnaissance des compétences des collectivités territoriales) - (p. 5429) : accepte l'amendement n° 61 de M. Albert Vecten (précision relative au principe de la libre administration des collectivités territoriales en ce qui concerne la fixation des régimes indemnitaires des fonctionnaires territoriaux) - **Avant l'art. 21** (p. 5435) : accepte l'amendement n° 88 de M. Jacques Sourdille (plan de lutte contre l'épidémie du Sida).

Suite de la discussion - (17 décembre 1991) - Rapporteur pour avis - **Art. 21** (*indemnisation des personnes contaminées par le virus de l'immuno-déficience humaine à la suite de l'administration de produits sanguins*) (p. 5449) : son amendement n° 6 : caractère optionnel du système d'indemnisation ; retiré - (p. 5450) : son amendement n° 9 : déconcentration du dispositif ; adopté - (p. 5451) : dangers d'un dispositif centralisé - (p. 5453) : ses amendements, n° 7 de coordination ; et n° 8 rédactionnel ; adoptés - (p. 5454) : son amendement n° 10 : précision relative au rôle des commissions d'indemnisation ; adopté - (p. 5455) : son amendement n° 11 : allocation d'une indemnité provisionnelle ; retiré - (p. 5456) : ses amendements de coordination n° 12, n° 14, n° 15, n° 16 et n° 17 ; adoptés - (p. 5458) : son amendement n° 19 : impossibilité pour la décision de la commission de préjudicier au droit de la victime de se constituer partie civile ; adopté - (p. 5460) : son amendement n° 20, identique à l'amendement n° 43 de la commission (suppression de la référence à une loi sur la définition de l'alimentation du fonds) ; adopté - Son amendement n° 21, identique à l'amendement n° 44 de la commission (suppression du paragraphe relatif à la création d'une commission financière) ; retiré - (p. 5461) : son amendement rédactionnel n° 22 ; adopté - **Après l'art. 21** : son amendement n° 23 : rectification d'un intitulé de chapitre du code des assurances ; adopté.

TIZON (Jean-Pierre), sénateur de la Manche (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement des services relevant de l'autorité judiciaire jusqu'au 4 juin 1991.

Est nommé membre de la commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées (*JO* Lois et décrets du 21 novembre 1991) ; puis vice-président (*JO* Lois et décrets du 29 novembre 1991).

Est nommé membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans les territoires d'outre-mer (18 décembre 1991).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur :

1° le projet de loi [n° **487 (90-91)**] portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 89-923 du 23 décembre 1989 d'habilitation relative à l'adaptation de la législation applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte ;

2° le projet de loi d'habilitation [n° **65 (91-92)**] relatif à l'adaptation de la législation applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte [n° **85 (91-92)**] (14 novembre 1991) - **Collectivités territoriales.**

Avis, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Intérieur** - Sécurité civile - [n° **97 (91-92) tome 3**] (19 novembre 1991).

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans les territoires d'outre-mer [n° **224 (91-92)**] (20 décembre 1991) - **Territoires d'outre-mer.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 18 octobre 1991) (p. 2993) - Ministère : Affaires étrangères - *Sommet européen de Maastricht* - **Communauté économique européenne (CEE).**

(*JO* Débats du 15 novembre 1991) (p. 3731) - Ministère : Affaires sociales - *Indemnité de l'ancien directeur du Centre national de la transfusion sanguine (CNTS)* - **Fonction publique (traitements et indemnités).**

INTERVENTIONS

- Projet de loi modifiant le code du service national [n° 3 (91-92)] - (23 octobre 1991) - **Art. 29** (*création du service de sécurité civile*) *-Art. L. 94-16 du code du service national* (p. 3167) : son amendement n° 28 : exercice du service de sécurité civile principalement dans les services d'incendie et de secours ; adopté.

- Projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France [n° 35 (91-92)] - (12 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3662) : statistiques - (p. 3663) : conséquences du travail clandestin - Moyens de lutte - Dangers de l'économie souterraine - Politique de l'immigration.

- Projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 89-923 du 23 décembre 1989 d'habilitation relative à l'adaptation de la législation applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte [n° 487 (90-91)] - (14 novembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 65) (p. 3739, 3740) : régime juridique de Mayotte - Bilan de la modernisation en cours - Loi de programme du 31 décembre 1986 - Ordonnances publiées suite à la loi d'habilitation du 23 décembre 1989 - Dispositions relatives à la santé publique - Code de l'urbanisme - Code rural et protection de la nature - Code pénal - Code du travail - (p. 3741) : dispositions budgétaires et comptables - Chambre régionale des comptes de la Réunion - Code de la famille et de l'aide sociale - Calendrier des ordonnances figurant au projet de loi d'habilitation en discussion - (p. 3742) : propose l'adoption des projets de loi mais déplore le retard apporté à la modernisation du droit applicable à Mayotte.

- Projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte [n° 65 (91-92)] - (14 novembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 487) : voir intervention sous le projet n° 487 (p. 3739 à 3741).

- Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Economie, finances et budget - V - Postes et télécommunications - (26 novembre 1991) (p. 4294) : transfert du domaine de l'espace au ministère de l'équipement - Transport de la presse - Contrat de plan entre l'Etat et La Poste - Réforme des postes et télécommunications - Services financiers de La Poste - (p. 4295) : réforme des classifications - Réseau postal rural - Contrat de plan entre l'Etat et France Télécom - Concours financiers de France Télécom au secteur industriel - Le Groupe de l'UREI votera contre ce projet de budget.

Agriculture et forêt - (28 novembre 1991) (p. 4470) : politique agricole commune, PAC - Manifestation des agriculteurs du mois de septembre - Crise agricole - Comité interministériel d'aménagement du territoire, CIAT - Plan d'adaptation de l'agriculture française - Département de la Manche - Politique agro-alimentaire - Prêts bonifiés - Aide en faveur des agriculteurs en difficulté - Extension à l'agriculture du mécanisme de crédits d'impôt-recherche - Baisse du revenu brut agricole - Poursuite du programme communautaire d'aides au revenu agricole, PARA - Mobilité des quotas laitiers - (p. 4471) : installation des jeunes agriculteurs - Allègements fiscaux - Gel des terres - Réduction des crédits de l'opération groupée d'aménagement foncier, OGAF - Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, GATT - Réforme de la politique agricole commune, PAC - Se déclare opposé à l'adoption des crédits du projet de budget de l'agriculture pour 1992 - Intervention au nom de M. Jean-François Le Grand : avenir de l'agriculture - Règle d'application des quotas laitiers.

Intérieur - (2 décembre 1991) - Rapporteur pour avis (sécurité civile) (p. 4633) : renouvellement du parc aérien - Agressions - Acquisition de Canadair - (p. 4634) : incendies - Débroussaillement - Technologies nouvelles - Statut des sapeurs-pompiers - Avis défavorable sur ce projet de budget.

Equipement, logement, transports et espace - II - Transports intérieurs ; 1 -Transports terrestres (et voies navigables) ; 2 - Routes ; 3 - Sécurité routière - (6 décembre 1991) (p. 4942) : infrastructures - Réseau européen - Aménagement du territoire - SNCF - Routes - Contrat de plan Etat-régions - (p. 4943) : autoroutes - Département de la Manche - (p. 4944) : avis défavorable sur ce projet de budget.

- Projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans les territoires d'outre-mer - *Conclu-*

sions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 224 (90-91)] - (21 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** : son intervention présentée par M. Guy Allouche (p. 5742).

TORRE (Henri), sénateur de l'Ardèche (UREI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

– Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications.

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° 91 (91-92)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Economie, finances et budget - V - Postes et télécommunications - [n° 92 (91-92) tome 3 annexe 17]** (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Economie, finances et budget - V - Postes et télécommunications - (26 novembre 1991) - Rapporteur spécial (p. 4290) : réforme des postes et des télécommunications - Subvention aux offices des PTT dans les territoires d'outre-mer - Transport de la presse - (p. 4291) : services financiers de La Poste - Neutralité budgétaire - Concours financiers de France Télécom au secteur public - Commission supérieure du service public des postes et télécommunications - (p. 4292) : services financiers de La Poste - Avis défavorable de la commission des finances sur ce projet de budget.

TRAVERT (René), sénateur de la Manche (UREI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à reconnaître d'intérêt général la préservation des paysages ruraux [n° 221 (90-91)] (4 février 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Environnement.**

TREGOUËT (René), sénateur du Rhône (RPR).

NOMINATIONS

– Secrétaire de la commission des affaires économiques.

– Secrétaire de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

Membre titulaire du Conseil national de l'information statistique.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à reconnaître d'intérêt général la préservation des paysages ruraux [n° 221 (90-91)] (4 février 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Environnement.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, sur le financement par crédit-bail des installations ferroviaires [n° 71 (89-90)] (22 novembre 1989) - Reprise par ses auteurs le 18 avril 1991 - **Transports.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° 91 (91-92)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Recherche et technologie - [n° 94 (91-92) tome 6]** (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la discussion** - (12 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1568) : coopération intercommunale : attachement au principe du volontariat - Attachement aux structures départementale et communale - (p. 1569) : structures de coopération intercommunale - **Après l'art. 6 bis** (p. 1592, 1594) : soutient les amendements de M. Josselin de Rohan n° 282 (division additionnelle : « Titre I bis - Du statut de l'élu local ») et n° 283 (retraite des maires) - **Art. 8** (*débat sur les orientations budgétaires au sein du conseil municipal*) (p. 1598) : votera l'amendement n° 88 de la commission (seuil de population des communes pour l'application de cet article) - (p. 1599) : son amendement n° 451 : délai ouvert pour la tenue du débat ; rejeté.

Suite de la discussion - (13 juin 1991) - **Art. 16** (*consultation des électeurs de la commune*) (p. 1636) : son amendement n° 453 : conditions d'organisation de la consultation communale ; retiré - **Après l'art. 17** (p. 1650) : se déclare opposé aux amendements de M. Claude Estier, n° 466 (séance du conseil municipal : possibilité d'interruption de séance visant à donner la parole au public) et n° 352 (possibilité de donner la parole à des membres du public au cours des réunions du conseil municipal) - **Art. 19** (*compétences consultatives des comités économiques et sociaux régionaux, organisés en sections*) (p. 1652) : se déclare opposé à l'amendement n° 116 de la commission (projet de budget de la région) - (p. 1653) : se déclare opposé à l'amendement n° 118 de la commission (suppression des sections) - **Art. 21** (*dispositions relatives aux conseillers municipaux*) (p. 1655) : se déclare favorable à l'amendement n° 121 de la commission (utilisation des locaux communaux par les associations syndicales ou partis politiques) - **Art. 8 (précédemment réservé)** (p. 1661) : son amendement n° 452 : délai pour le débat d'orientation budgétaire ; retiré - **Art. 26 bis** (*représentation proportionnelle au sein des commissions municipales*) (p. 1663) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 129 de la commission - (p. 1665) : se déclare favorable à l'amendement n° 354 ter de M. Etienne Dailly (représentation proportionnelle au sein de la commission d'appel d'offres et du bureau d'adjudication).

Suite de la discussion - (14 juin 1991) - **Après l'art. 33** (p. 1689) : votera l'amendement n° 140 de la commission (assistance des conseillers régionaux, départementaux ou municipaux aux adjudications et aux choix des offres) - **Après l'art. 36** (p. 1713) : soutient l'amendement n° 240 de M. Jacques Oudin (responsabilité des communes en cas de dommages résultant de l'exercice d'activités de loisirs) - (p. 1714) : se déclare favorable à l'amendement n° 161 de la commission (commission départementale des sites et paysages littoraux).

– **Projet de loi d'orientation pour la ville [n° 350 (90-91)] - Suite de la discussion** - (20 juin 1991) - **Art. 14** (*participation à la diversité de l'habitat*) - *Art. L. 332-22 du code de l'urbanisme* (*destination des biens apportés par les constructeurs en paiement de la PDH*) (p. 1915) : son amendement n° 145 : société d'économie mixte à but non lucratif ; retiré - **Après l'art. 25** (p. 1940) : son amendement n° 108, soutenu par M. Emmanuel Hamel, tendant à insérer un article additionnel afin de permettre aux départements d'intervenir avec un droit de préemption après l'Etat et la commune ; rejeté.

– **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - Suite de la discussion** - (2 juil-

let 1991) - **Art. 49** (*commission départementale de la coopération intercommunale*) - *Art. L. 160-1 du code des communes* (*composition de la commission*) (p. 2391) : sur l'amendement n° 175 de la commission (critères démographiques de représentation des communes), son sous-amendement n° 488, soutenu par M. Emmanuel Hamel ; retiré - *Art. L. 160-2* (*missions de la commission*) (p. 2395) : son amendement n° 454, soutenu par M. Emmanuel Hamel : rapport annuel ; rejeté - **Art. 50** (*schéma départemental de la coopération intercommunale*) (p. 2398) : ses amendements, soutenus par M. Emmanuel Hamel, n° 455 et n° 456, relatifs aux groupements de communes ; adoptés ; n° 457, sur le même objet ; et n° 458 : coïncidence des limites départementales avec les limites des établissements publics de coopération intercommunale ; retirés - (p. 2399) : son amendement n° 459, soutenu par M. Emmanuel Hamel : création de structures de coopération intercommunale : règle de l'unanimité ; retiré.

Suite de la discussion - (3 juillet 1991) - **Art. 53 A** (*création des communautés de communes proposées par le schéma départemental*) (p. 2420) : son amendement n° 464, soutenu par M. Jean Simonin : contiguïté d'une commune avec le territoire d'un autre établissement public de coopération intercommunale ; retiré - **Après l'art. 54** (*régime des communautés urbaines*) (p. 2435, 2436) : ses amendements, soutenus par M. Jean Simonin, n° 461 : commission permanente des conseils des communautés urbaines ; adopté ; et n° 462 : composition du conseil de communauté et répartition des sièges entre les communes membres ; devenu sans objet - **Après l'art. 55** (p. 2440) : son amendement n° 460 bis, soutenu par M. Jean Simonin : éligibilité des élus autres que conseillers municipaux comme membres des conseils des établissements publics de coopération intercommunale ; rejeté - **Art. 56 undecies** (*départementalisation des secours*) (p. 2453) ; son amendement n° 465, soutenu par M. Emmanuel Hamel : transfert aux départements des biens mobiliers et immobiliers affectés aux services d'incendie et de secours ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Discussion générale :

Suite de la discussion - (20 novembre 1991) (p. 3881) : domaine industriel - Formation professionnelle - (p. 3882) : investissements - Allemagne - Entreprises - Politique de redistribution - Dépenses de fonctionnement - (p. 3883) : Allemagne - Emprunts - PME-PMI - Prêts bonifiés Codevi - Chômage - Emploi - Formation professionnelle - Subventions - (p. 3884) : crédit d'impôt - Entreprises - Formation professionnelle - Charges sociales - Crédits interentreprises - (p. 3885) : TVA - Chômage - Fiscalité - Se déclare défavorable au projet de loi de finances pour 1992 - (p. 3896) : entreprises.

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Après l'art. 8** (p. 3940) : se déclare favorable à l'amendement n° I-71 de la commission (extension du crédit d'impôt pour dépenses de recherche aux dépenses engagées dans certains secteurs au titre des frais de collection) - **Après l'art. 16** (p. 3970) : son amendement n° I-209 : possibilité d'un amortissement exceptionnel sur douze mois pour certains matériels nécessaires à la recherche ; adopté - Technologie - Informatique - (p. 3971) : micro-informatique.

Deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle - Services communs aux affaires sociales et au travail - (25 novembre 1991) (p. 4228) : chômage - (p. 4229) : prélèvements obligatoires - Crédit d'impôt emploi - Crédit d'impôt formation.

Economie, finances et budget - V - Postes et télécommunications - (26 novembre 1991) (p. 4300) : télécommunications - Téléphone mobile - Câble - Norme D2 MAC.

Recherche et technologie - (29 novembre 1991) - Rapporteur pour avis (recherche et technologie) (p. 4501, 4502) : annulation de crédits de la recherche en 1991 - Crédits consacrés à la recherche par les principaux pays industrialisés - Commissariat à l'énergie atomique, CEA - Coopération européenne ; European Research Coordination Agency, EUREKA - Programme européen de télévision haute définition - Aménagement du territoire ; concentration de l'activité de recherche en Ile-de-France - (p. 4503) : recherche industrielle - Crédit d'impôt-recherche - Manque de mobilité des chercheurs des organismes publics vers des entreprises privées - Entreprises innovantes : développement souhaitable de l'épargne de proximité - Régime d'amortissement des investissements innovants - Brevets - (p. 4504) : au nom de la commission des affaires économiques, s'en remet à la sagesse du Sénat pour ce projet de budget.

Economie, finances et budget - Commerce extérieur - (29 novembre 1991) (p. 4524) : secteurs déficitaires du commerce extérieur français : énergie ; produits manufacturés - Accumulation des déficits budgétaires et des échanges extérieurs - Investissements ; taux d'intérêt - Compétitivité : charges des entreprises françaises - (p. 4525) : vote du groupe du RPR contre ce projet de budget.

Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur - (3 décembre 1991) (p. 4758) : égalité dans l'accès au savoir - Economie du symbole - Chômage - Aménagement du territoire - (p. 4759) : lycées du monde rural - Nouvelles technologies - Maîtrise de l'anglais - Petites et moyennes entreprises, PME.

TREILLE (Georges), sénateur des Deux-Sèvres (rattaché administrativement au groupe UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois.

TRUCY (François), sénateur du Var (UREI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des Finances.

– Est nommé membre de la commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 83-557 du 1er juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (28 mai 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour la ville (20 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1991 (17 décembre 1991).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des finances, sur le projet de loi d'orientation pour la ville [n° **350 (90-91)**], adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence [n° **384 (90-91)**] (13 juin 1991) - **Urbanisme.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Défense** - Dépenses ordinaires - [n° **92 (91-92) tome 3 annexe 48**] (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique de défense** [n° **395 (90-91)**] - (18 juin

1991) (p. 1776) : dislocation du Pacte de Varsovie - Situation internationale - Sécurité - Rôle de la France - Budget - (p. 1777) : dépenses militaires - Force de dissuasion nucléaire - Nouvelles technologies - Solidarité internationale - Force d'action rapide, FAR - Conscription - (p. 1778) : OTAN.

– **Projet de loi d'orientation pour la ville [n° 350 (90-91)]** - (19 juin 1991) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 1818) : habitat - Urbanisme - Grands ensembles - Sécurité - Immigration - Education - Insuffisance des crédits transférés aux collectivités locales pour assurer de nouvelles responsabilités - (p. 1819) : volonté de restauration de la cohésion de la société dans les quartiers difficiles - Solution partielle apportée par le présent projet de loi - Sécurité - Formation - Emploi - Intégration - Souhaite plus de liberté pour les collectivités locales dans le choix de leurs interventions - Déséquilibre durable du secteur du logement dû à la fiscalité de l'immobilier.

Suite de la discussion - (20 juin 1991) - **Art. 14** (*participation à la diversité de l'habitat*) (p. 1909) : son amendement n° 96 : définition et calcul de la participation à la diversité de l'habitat - revalorisation du montant forfaitaire ; retiré - (p. 1910) : son amendement n° 97 : limiter l'impact de la participation à la diversité de l'habitat à 2 % du prix hors taxe de la construction ; adopté - *Art. L. 332-18 du code de l'urbanisme (liste des opérations exclues du champ d'application de la PDH)* (p. 1911) : son amendement n° 98 : exonérations de la participation à la diversité de l'habitat ; adopté - **Art. 18** (*modification des dispositions fiscales relatives à certaines opérations de restauration immobilière et d'amélioration de l'habitat*) (p. 1923) : sur l'amendement n° 69 de la commission (limiter l'affectation à 75 % des immeubles), son sous-amendement n° 99 ; adopté - (p. 1924) : son amendement n° 100 : prendre en compte le plafond de ressources opposable au locataire ; adopté - **Art. 20** (*possibilité d'exonérer de la taxe professionnelle les établissements situés dans les grands ensembles*) - *Art. 1466 A du code général des impôts* (p. 1928) : ses amendements, n° 101 : exonération de taxe professionnelle - préciser que seules les communes délimitent les nouveaux périmètres de taxe professionnelle ; adopté après modification par le sous-amendement n° 182 du Gouvernement ; n° 102 : possibilité pour les groupements de communes dotés d'une fiscalité propre de s'associer à l'exonération de taxe professionnelle ; adopté ; et n° 103 : nécessité d'un décret en Conseil d'Etat pour préciser les modalités de délimitation des périmètres d'exonération de taxe professionnelle ; adopté - **Après l'art. 20** (p. 1930) : son amendement n° 104 : engager l'Etat aux côtés des collectivités locales et des constructeurs ; adopté - **Art. 23** (*taxe spéciale d'équipement*) - *Art. 1607 bis du code général des impôts* (p. 1938) : son amendement n° 105 : montant de la taxe additionnelle ; adopté - **Art. 31** (p. 1943) (*organisation des transports dans la région d'Ile-de-France*) : son amendement de suppression n° 106 ; adopté - **Art. 36** (*affectation du produit de la taxe de surdensité et du versement pour dépassement du plafond légal de densité, PLD*) - *Art. L. 332-21 du code de l'urbanisme* (p. 1953) : son amendement de suppression n° 107 ; retiré.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Défense - (26 novembre 1991) - Rapporteur spécial (dépenses ordinaires) (p. 4316) : contexte international - Loi de programmation militaire - (p. 4317) : éléments chiffrés - Personnels militaires d'active - Guerre du Golfe persique - Entretien des matériels - Service national - (p. 4318) : place des femmes et des appelés dans les armées - Plan Armées 2000 - Restructuration - Demande au Sénat de rejeter le titre III de ce projet de budget.

Culture et communication - Communication - (4 décembre 1991) (p. 4824) : secteur audiovisuel public - Echec du plan câble - Importance du taux de désabonnement - (p. 4825) : préparation de la charte du câble - Antenne 2 - FR3 - Radio France - RFI - Au nom du groupe de l'UREI, se déclare opposé à l'adoption de ce projet de budget.

U

UKEIWE (Dick), sénateur de la Nouvelle-Calédonie (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

V

VALADE (Jacques), sénateur de la Gironde (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

– Membre titulaire de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

– Est nommé membre de la commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 83-557 du 1er juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (28 mai 1991).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Recherche et technologie - [n° 92 (91-92) tome 3 annexe 35]** (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° 242 (90-91)] - Suite de la discussion** - (4 avril 1991) - **Art. 4** (*réduction différenciée de la garantie minimale de progression*) (p. 309) : son amendement n° 125, soutenu par M. Roger Romani : cas des villes-centres de groupements de communes à fiscalité propre ; devenu sans objet.

– **Projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs [n° 431 (90-91)]** - (6 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3528) : maîtrise de l'énergie - Catastrophe de Tchernobyl - Lancement du programme électronucléaire français en 1974 - Réduction de la dépendance énergétique - Diminution des pollutions atmosphériques - (p. 3529) : poursuite des recherches développées par le Commissariat à l'énergie atomique, CEA - Système de production-distribution fondé sur le monopole d'EDF - Recherches sur la gestion des déchets radioactifs - Solutions au stockage des déchets à vie courte - Concertation avec les élus - (p. 3530) : information des populations par les producteurs de déchets - Au nom du groupe du RPR, se déclare favorable à l'adoption de ce projet dans la rédaction proposée par la commission des affaires économiques.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Recherche et technologie - (29 novembre 1991) - Rapporteur spécial (p. 4496) : annulation de crédits sur le budget civil de recherche et de développement technologique en 1991 - (p. 4497) : évolution des crédits pour 1992 - Organismes de recherche : autorisations de programme et crédits de paiement - Dégradation des moyens du Commissariat à l'énergie atomique, CEA - (p. 4498) : avenir du CEA-Industrie - Programme spatial ; Agence spatiale européenne ; préconise une coopération scientifique et industrielle avec l'Union soviétique - (p. 4499) : Agence spatiale européenne - Recherche des entreprises - Recherche fondamentale - Enseignement et recherche - S'en remet à la sagesse du Sénat pour ce projet de budget.

VALLET (André), sénateur des Bouches-du-Rhône (rattaché administrativement au groupe S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi modifiant le code forestier [n° 477 (90-91)]** - (5 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3440, 3441) : incendies de forêts - Débroussaillement - Plan d'ensemble de prévention et de lutte contre le feu - Forêt provençale - Plan de reboisement - Incendiaires - Difficultés financières des communes sinistrées.

VALLON (Pierre), sénateur du Rhône (UC).

NOMINATIONS

– secrétaire de la commission des affaires culturelles.

– Membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du conseil de gestion du Fonds national pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

Membre titulaire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés jusqu'au 20 décembre 1991.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec MM. Guy Robert, Edouard Le Jeune et Rémi Herment, tendant à assouplir les critères d'accès à la retraite au bénéfice des anciens combattants ayant servi en Afrique du Nord entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962 [n° **229 (90-91)**] (4 mars 1991 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

Proposition de loi tendant à accorder aux personnes employant du personnel à des tâches familiales ou ménagères un abattement pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques [n° **29 (91-92)**] (10 octobre 1991) - **Impôt sur le revenu.**

Proposition de loi, tendant à préciser les conditions de vente du logement principal d'un débiteur soumis aux dispositions de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles [n° **81 (91-92)**] (13 novembre 1991) - **Créances.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi d'orientation pour la ville [n° 350 (90-91)]** - (19 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1826) : projet de loi insuffisant pour résoudre les innombrables problèmes auxquels sont confrontées les concentrations urbaines - Logement - Dégradation de l'environnement - Transports - Equipements collectifs - Communication - Chômage - Corporatismes de l'éducation nationale - Nécessité de développer les formations alternées et l'apprentissage industriel - Droit à la ville - (p. 1827) : habitations à loyer modéré, HLM - Diminution actuelle du nombre de mises en chantiers de logements sociaux - Nécessité pour l'Etat d'augmenter sa contribution au développement du logement social - Projet de loi trop discret sur les propres responsabilités de l'Etat à l'égard des services publics et des équipements de proximité - Texte de loi renforçant les pouvoirs de l'Etat sur les collectivités territoriales - Recentralisation - Dispositions de ce texte allant à l'encontre des lois de décentralisation - Sociétés d'économie mixte - Habitat social - Suggestions : création de sociétés d'économie mixte pour la promotion à but non lucratif de l'habitat social.

Nouvelle lecture [n° **432 (90-91)**] - (2 juillet 1991) - **Art. 18** (*modification des dispositions fiscales relatives à certaines*

opérations de restauration immobilière et d'amélioration de l'habitat) (p. 2353) : son amendement n° 52 : droit au relogement ; repris par la commission ; adopté.

VECTEN (Albert), sénateur de la Marne (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

– Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement du second cycle de l'enseignement public du second degré jusqu'au 31 mai 1991.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fonction publique (28 mai 1991).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Enseignement agricole** - [n° **93 (91-92) tome 5**] (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant dispositions relatives à la fonction publique** [n° **240 (90-91)**] - (25 avril 1991) - En remplacement de M. Paul Séramy, Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 694) : ouverture de la fonction publique aux ressortissants des Etats membres de la CEE - Détermination par décrets en Conseil d'Etat des emplois et des fonctions qui pourront être ouverts à des ressortissants communautaires - Abaissement du rôle du Parlement - Conditions de l'ouverture des fonctions enseignantes - (p. 695) : existence d'une « ouverture » dans l'enseignement supérieur depuis la loi d'orientation de 1968 - Problème des conditions de participation des non-nationaux aux jurys d'examen et de concours - Au nom de la commission des affaires culturelles, sous réserve de l'adoption de ses amendements, se déclare favorable à l'adoption des dispositions du projet de loi sur lesquelles a porté son examen - **Art. 1er** (*ouverture de la fonction publique aux ressortissants des Etats membres de la Communauté économique européenne*) (p. 709) : sur l'amendement n° 5 de la commission (nouvelle rédaction de cet article relatif aux conditions exigées lors de l'accès à la fonction publique), sous-amendements de la commission des affaires culturelles, n° 2 ; retiré ; et n° 3 ; adopté.

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République** [n° **269 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (3 juillet 1991) - **Après l'art. 56** (p. 2441) : son amendement n° 339, soutenu par M. Jacques Machet : conditions de participation d'une collectivité territoriale à une association ; adopté - **Art. 56 undecies** (*départementalisation des secours*) (p. 2453) : son amendement de suppression n° 449, soutenu par M. Bernard Laurent ; adopté - **Art. 56 duodecies** (*départementalisation des services de secours*) (p. 2454) : son amendement de suppression n° 450, soutenu par M. Bernard Laurent ; adopté.

– **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Deuxième partie :

Agriculture et forêt - (28 novembre 1991) - Rapporteur pour avis (enseignement agricole) (p. 4449) : parité entre l'enseignement agricole public et l'enseignement agricole privé - Construction d'un lycée en Nouvelle-Calédonie - Enseignement technique - Lycées agricoles - (p. 4450) : contractualisation des enseignants - Insuffisance des aides à l'enseignement supérieur - Bourses - Formation agricole - Animation rurale et rôle des associations - Rénovation de l'enseignement agricole - Diversification des filières de l'enseignement technique et supérieur court - Constitution de pôles d'excellence associant les établissement d'enseignement supérieur et de recherche - (p. 4451) : au nom de la commission des affaires culturelles, se déclare opposé à l'adoption du projet de budget de l'agriculture pour 1992 - **Etat B** (p. 4487) : annulations de crédit de paiement sur le budget 1991 - Enseignement public agricole.

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social** [n° **162 (91-92)**] - (16 décembre 1991) - **Art. 2** (*modification de la loi sur le RMI : échanges d'informations et prorogation de la durée d'application*) (p. 5400) : intervient sur l'amendement n° 45 de M. Jacques Thyraud (suppression du deuxièmement de l'article relatif aux échanges informatisés des informations recueillies) - **Art. 3** (*transfert de la totalité du service départemental d'action sociale sous l'autorité du président du conseil général*) (p. 5402) : son amendement de suppression n° 55 ; adopté - **Après l'art. 20 sexies** (p. 5428) : son amendement n° 61 : précision relative au principe de la libre administration des collectivités territoriales en ce qui concerne la fixation des régimes indemnitaires des fonctionnaires territoriaux ; adopté - Autonomie des collectivités territoriales.

VEZINHET (André), sénateur de l'Hérault (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec MM. Roland Courteau, Claude Estier, Raymond Courrière et les membres du groupe socialiste, tendant à supprimer les sanctions contre les avocats prévues à l'article 75 de l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur le Conseil d'Etat [n° **258 (90-91)**] (3 avril 1991) - **Conseil d'Etat.**

VIDAL (Marcel), sénateur de l'Hérault (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

– Membre titulaire du conseil d'orientation du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou.

Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, modifiant des dispositions du code électoral relatives à l'élection des Sénateurs [n° **65 (89-90)**] (21 novembre 1989) - Reprise par ses auteurs le 11 avril 1991 - **Elections.**

Proposition de loi, déposée avec les membres du groupe socialiste et apparentés, relative à l'établissement de schémas départementaux d'exploitation des carrières [n° **167 (89-90)**] (20 décembre 1989) - Reprise par ses auteurs le 18 avril 1991 - **Mines et carrières.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif aux sociétés anonymes de crédit immobilier** [n° **215 (90-91)**] - (16 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 478) : sociétés anonymes de crédit immobilier, SACI - Expérience de la société languedocienne de crédit immobilier ; orientation vers les zones rurales dans le département de l'Hérault - Votera ce projet de loi.

VIGOUROUX (Robert-Paul), sénateur des Bouches-du-Rhône (rattaché administrativement au groupe S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° 242 (90-91)] - Suite de la discussion** - (3 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 262) : gestion municipale - Exemple de Marseille - (p. 263) : notion de logement social - **Art. 3** (*critères d'éligibilité, montant et répartition de la dotation de solidarité urbaine*) (p. 292) ; ses amendements n° 112 et n° 113 : prise en compte des logements insalubres ; retiré.

– **Projet de loi d'orientation pour la ville [n° 350 (90-91)] - Suite de la discussion** - (20 juin 1991) - **Art. 25** (*extension du pouvoir du maire en matière de délégation des droits de préemption*) - *Art. L. 122-20 du code des communes* (p. 1939) : son amendement n° 166, soutenu par M. Robert Laucournet : permettre aux communes de déléguer à une société d'économie mixte des acquisitions en vue de la réalisation des actions et des opérations d'aménagement ; rejeté.

– **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux [n° 346 (90-91)]** - (16 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2926, 2927) ; irrigation dans la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur - Usages économiques et protection de l'eau - Charges financières des communes - Vote de ce projet de loi par le groupe socialiste.

VILLEPIN (Xavier de), sénateur des Français établis hors de France (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

– Vice-président de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

Est nommé membre titulaire de la commission nationale des Bourses de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger le 25 septembre 1991.

– Vice-président de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'entreprise nationale Air France et des sociétés de toute nature comme des compagnies aériennes qu'elle contrôle puis d'en informer le Sénat, jusqu'au 15 mai 1991.

Est nommé membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 (*JO* Lois et décrets du 29 juin 1991) ; puis nommé rapporteur (*JO* Lois et décrets du 5 juillet 1991), jusqu'au 11 décembre 1991.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du service national (23 octobre 1991).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée, sur l'état d'avancement de la conférence intergouvernementale sur l'union économique et monétaire [n° 260 (90-91)] (4 avril 1991) - **Communautés européennes.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 220 (90-91)] autorisant l'approbation d'un accord en matière d'enseignement, de culture, de sport, de communication de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso et d'un échange de lettres rectificatif [n° 275 (90-91)] (11 avril 1991) - **Traités et conventions.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 225 (90-91)] autorisant la ratification d'un traité entre la République française et les Laender de Bade-Wurtemberg, de l'Etat libre de Bavière, de Berlin, de la ville libre hanséatique de Brême, de la ville libre et hanséatique de Hambourg, de Hesse, de Basse-Saxe, de Rhénanie du Nord-Westphalie, de Rhénanie-Palatinat, de Sarre, du Schleswig-Holstein sur la chaîne culturelle européenne [n° 313 (90-91)] (7 mai 1991) - **Traités et conventions.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur :

1°) le projet de loi [n° 354 (90-91)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes ;

2°) le projet de loi [n° 356 (90-91)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République italienne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 [n° 406 (90-91)] (19 juin 1991) - **Traités et conventions.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, au titre de l'article 22, alinéa 1er du Règlement, sur le nouvel environnement géostratégique et les armements nucléaires en France [n° 90 (91-92)] (15 novembre 1991) - **Défense.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° 91 (91-92)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Défense** - Section commune - [n° 95 (91-92) tome 4] (19 novembre 1991).

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat, pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée, sur le système communautaire de « labels écologiques » [n° 103 (91-92)] (21 novembre 1991) - **Communautés européennes.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 122 (91-92)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'un amendement au protocole de Montréal du 16 septembre 1987 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone [n° 142 (91-92)] (4 décembre 1991) - **Traités et conventions.**

Rapport, fait au nom de la commission de contrôle chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985, créée en vertu d'une résolution adoptée par le Sénat le 26 juin 1991 [n° 167 (91-92)] (12 décembre 1991) - **Commissions d'enquête ou de contrôle.**

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 56 (*JO* Débats du 28 avril 1989) (p. 478) - Ministère : Défense - *Importance des forces nucléaires françaises* - (Caduque : mai 1991) - **Défense nationale.**

n° 1 (*JO* Débats du 23 mai 1991) (p. 1003) - Ministère : Défense - *Importance des forces nucléaires françaises* - **Défense nationale.**

n° 32 (*JO* Débats du 8 août 1991) (p. 1655) - Ministère : Industrie - *Politique industrielle de la France* - (Retirée : novembre 1991) - **Politique industrielle.**

Questions orales sans débat :

n° 354 *(JO* Débats du 17 octobre 1991) (p. 2250) - Ministère : Industrie - *Politique industrielle de la France - (JO* Débats du 26 octobre 1991) (p. 3236) - **Politique industrielle.**

n° 359 *(JO* Débats du 17 octobre 1991) (p. 2250) - Ministère : Affaires étrangères - *Position de la France face à la situation politico-militaire dans la corne de l'Afrique - (JO* Débats du 26 octobre 1991) (p. 3234) - **Politique extérieure.**

n° 380 *(JO* Débats du 7 novembre 1991) (p. 2439) - Ministère : Coopération - *Situation de la République malgache - (JO* Débats du 16 novembre 1991) (p. 3785) - **Politique extérieure.**

NTERVENTIONS

- Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation au Moyen-Orient [n° 236 (90-91)] - (19 mars 1991) (p. 39) : fin de la guerre dans le Golfe Persique - Hommage à l'armée française - Moyen-Orient - Construction de la paix - Aide au développement, stabilisation des cours du pétrole et restriction des ventes d'armes - Bouleversement à l'Est - Effondrement de l'Union soviétique et fin du système bipolaire - Rôle des Etats-Unis dans la recherche de la paix - Avenir de l'Irak et du conflit israëlo-palestinien - Problème des Kurdes - Rapprochement entre Israël et l'Arabie saoudite - Ventes d'armes à l'Egypte et à la Syrie - (p. 40) : Liban - Accords de Camp David en 1978 - Maghreb - Nécessité pour le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Mauritanie de surmonter la crise provoquée par l'Irak - Négociations du GATT - Politique agricole commune, PAC - Déficit budgétaire des Etats-Unis - Reconstruction du Moyen-Orient - Endettement du Koweït et de l'Arabie saoudite - Dépendance des Etats-unis à l'égard du pétrole - Retard de l'armement français - Fonds de garantie pour les Français de l'étranger - Absence d'unité de l'Europe dans le conflit du Golfe persique.

- Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° 242 (90-91)] - **Suite de la discussion** - (4 avril 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 356) : solidarité - Région d'Ile-de-France - Avenir de l'espace rural - Avis favorable du groupe de l'Union centriste sur ce projet amendé par le Sénat.

- Projet de loi autorisation l'approbation d'une convention d'assistance administrative mutuelle pour la prévention, la recherche et la répression des fraudes douanières entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali [n° 175 (90-91)] - (18 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 572) : se déclare favorable à cette convention - Déplore les événements récents survenus au Mali ; difficultés des Français sur place - Enseignement des jeunes Français - Absence de convention franco-malienne sur l'enseignement - Souhaite la création d'une école française.

- Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord en matière d'enseignement, de culture, de sport, de communication audiovisuelle et de presse entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso et d'un échange de lettres rectificatif [n° 275 (90-91)] - (18 avril 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 573) : accord du 4 février 1986 signé par la France et le Burkina Faso - Reconnaissance des diplômes soumis au droit commun universitaire - Souci de réciprocité - Organisation du festival panafricain du cinéma de Ouagadougou et participation de quarante pays membres de l'Organisation de l'unité africaine au festival de 1989 - Volonté d'ouverture du gouvernement actuel du Burkina Faso - (p. 574) : échanges économiques avec la France très limités - Rappelle qu'en 1990, l'aide bilatérale au Burkina Faso s'est élevé à 612 millions de francs - Attribution d'une base juridique solide aux établissements français au Burkina Faso - Au nom de la commission des affaires étrangères, se déclare favorable à l'approbation de cet accord.

- Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cameroun sur la sécurité sociale (ensemble un protocole relatif au régime d'assurances sociales des étudiants) [n° 219 (90-91)] - (18 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 575) : se déclare favorable à l'approbation de cette convention - Evoque les difficultés rencontrées par les entreprises françaises au Cameroun - (p. 576) : constate que le suivi des accords n'est pas assuré.

- Projet de loi portant dispositions relatives à la fonction publique [n° 240 (90-91)] - (25 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 704) : ouverture de la fonction publique française à des étrangers - Protection de la souveraineté et de la sécurité nationale - Barrière linguistique - Ouverture d'un troisième concours d'entrée dans les instituts régionaux d'administration, IRA - Ouverture de l'enseignement supérieur d'architecture - Nécessaire mise en oeuvre de la réciprocité - Au nom du groupe de l'Union centriste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

- Projet de loi portant diverses mesures de soutien au bénévolat dans les associations [n° 291 (90-91)] - (6 mai 1991) - **Art. 1er** *(institution d'un congé de représentation en faveur des salariés)* (p. 861) : son amendement n° 19, soutenu par M. Louis Virapoullé : indemnités forfaitaires versées à l'ensemble des représentants d'associations ; adopté.

- Projet de loi autorisant la ratification d'un traité entre la République française et les Länder de Bade-Wurtemberg, de l'Etat libre de Bavière, de Berlin, de la ville libre hanséatique de Brême, de la ville libre et hanséatique de Hambourg, de Hesse, de Basse-Saxe, de Rhénanie, du Nord-Westphalie, de Rhénanie-Palatinat, de Sarre, du Schleswig-Holstein sur la chaîne culturelle européenne [n° 225 (90-91)] - (14 mai 1991) - Rapporteur pour le projet n° 225 - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 226) (p. 914) : chaîne culturelle européenne - Ensemble audiovisuel franco-allemand - Société européenne de télévision, la SEPT - Association relative à la télévision européenne, ARTE - Réseau câblé - Groupement européen d'intérêt économique, GEIE - (p. 915) : indépendance de la chaîne culturelle européenne - Directive « Télévision sans frontière » - Programmes - Oeuvres cinématographiques - Mode de diffusion - Réseau « multiville » - Fréquences hertziennes - Financement - Se déclare favorable à ce projet de loi sous bénéfice de ses observations.

- Projet de loi complétant l'article 26 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication [n° 226 (90-91)] - (14 mai 1991) - Rapporteur pour le projet n° 225 - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 225) - Voir intervention sous le projet n° 225 (p. 914, 915).

- Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° 214 (88-89)] - **Suite de la discussion** - (22 mai 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1001) : travaux du Sénat - Protection des personnes vulnérables, des mineurs et de la famille - Délit de l'avortement pratiqué par la femme sur elle-même - Abstention du groupe de l'Union centriste sur ce texte.

- Question orale avec débat portant sur un sujet européen : rôle des parlements nationaux dans le développement de la Communauté - (23 mai 1991) (p. 1015, 1016) : rôle des parlements nationaux - Procédures de contrôle des parlements nationaux - Procédure des questions orales avec débat portant sur un sujet européen - Conférences intergouvernementales sur l'union politique et l'union économique et monétaire - Information du Parlement et de l'opinion publique - Transfert de souveraineté.

- Projet de loi portant diverses mesures destinées à favoriser l'accessibilité aux personnes handicapées des locaux d'habitation, des lieux de travail et des installations recevant du public [n° 289 (90-91)] - (23 mai 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1038) : accessibilité de l'environnement bâti et des transports - Intégration sociale des personnes handicapées - Transports quotidiens - Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de loi.

- Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)] - **Suite de la dis-**

cussion - (13 juin 1991) - **Après l'art. 36 (par priorité)** (p. 1645, 1646) : vote de l'amendement n° 284 ter de M. Charles Pasqua par le groupe de l'Union centriste (contribution des collectivités territoriales au financement des dépenses d'investissement des établissements d'enseignement privé sous contrat) - **Art. 21** (*dispositions relatives aux conseillers municipaux*) (p. 1655) : soutient l'amendement n° 273 de M. Daniel Hoeffel : utilisation des locaux communaux par les associations syndicales ou partis politiques - **Art. 22** (*droit à l'information des conseillers municipaux et généraux*) (p. 1657) : soutient les amendements n° 274 et n° 275 de M. Daniel Hoeffel, affirmant le lien entre le droit à l'information et l'exercice de la fonction.

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique de défense [n° 395 (90-91)]** - (18 juin 1991) (p. 1778) ; hommage aux soldats français - Forces françaises en Allemagne - Situation internationale - Crise du Golfe persique - Force de dissuasion nucléaire - (p. 1779) : missiles - Guerre du Golfe persique.

– **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° 362 (90-91)]** - (24 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2020) : laboratoires privés d'analyses médicales - Tiers payant - (p. 2021) ; partenariat - Exception d'irrecevabilité - Maîtrise des dépenses de santé.

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 394 (90-91)]** - (26 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2156) : problèmes économiques et financiers des Etats-Unis - Réunification allemande - Excès spéculatifs au Japon - Erreur de prévision du taux de croissance - Hausse des prix à la consommation - Baisse de la production industrielle - Augmentation du chômage - (p. 2157) : déficit du commerce extérieur - Persistance de taux d'intérêt réels trop élevés - Création de recettes nouvelles pour boucler le budget de 1991, objet de ce projet - Harmonisation fiscale européenne en matière de TVA - Opposition à la reprise du processus de privatisations - Augmentation du taux de TVA applicable aux agences de voyage - Absence d'application de la 11ème directive européenne excluant du champ d'application de la TVA les départements français d'outre-mer - (p. 2158) : assujettissement des taxes communales et départementales sur l'électricité à la TVA - Prélèvement sur le budget de la ville de Paris - Lois de décentralisation - Contrats de plan - Décentralisation : transferts de charges de l'Etat en direction des collectivites territoriales - Abaissement du rôle du Parlement - Vote de la question préalable par le groupe de l'Union centriste.

– **Conclusions du rapport de M. Charles Pasqua**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, **sur sa proposition de résolution** (n° 420, 90-91), déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à la création d'une commission de contrôle chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 [n° 420 (90-91)]** - (26 juin 1991) - Au nom de la commission des affaires étrangères - **Discussion générale** (p. 2173) : accord de la majorité de la commission des affaires étrangères sur la création de cette commission de contrôle - Contrôle parlementaire - (p. 2174) : absence de désaveu de la commission des affaires étrangères - Nécessité d'un contrôle parlementaire - Se déclare favorable à l'adoption de cette proposition de résolution.

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes [n° 354 (90-91)]** - (27 juin 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 356) (p. 2189) : contrôles aux frontières - Acte unique européen - Libre circulation des personnes - (p. 2190) : politique commune des visas - Droit d'asile - Coopération policière - Lutte contre la drogue - Système d'information Schengen - Comité exécutif - Adhésions - Conditions de mise en oeuvre de la convention - (p. 2191) : immigration clandestine - Construction européenne - Information du Parlement.

– **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République italienne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 [n° 356 (90-91)]** - (27 juin 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 354) : voir intervention sous le projet n° 354 (p. 2189, 2191).

– **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 269 (90-91)]** - **Suite de la discussion** - (3 juillet 1991) - **Après l'art. 53** (*aménagement du régime des districts*) (p. 2428) : sur l'amendement n° 195 de la commission (compétences), son sous-amendement n° 471, soutenu par M. Louis de Catuelan ; rejeté - **Après l'art. 54** (*régime des communautés urbaines*) (p. 2434) : sur l'amendement n° 208 de la commission (compétences), son sous-amendement n° 472, soutenu par M. Jean Madelain ; rejeté - **Après l'art. 56 quaterdecies** (p. 2456) : son amendement n° 271, soutenu par M. Louis de Catuelan : concertation avec les chambres consulaires ; rejeté.

– **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1989 [n° 402 (90-91)]** - (9 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2734) : loi de finances pour 1989 - Déficit budgétaire - Dette publique - Observations de la Cour des comptes - (p. 2735) : avec le groupe de l'Union centriste, s'abstiendra sur ce projet de loi.

– **Projet de loi renforçant la protection des consommateurs [n° 304 (90-91)]** - (15 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2869, 2870) : protection des consommateurs - Droit de la consommation - Notion d'abus de faiblesse - Information du consommateur - Secteur bancaire - Action en représentation conjointe des organisations nationales de consommateurs - Clauses abusives - (p. 2871) : publicité comparative - Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de loi sous réserve de l'adoption des amendements de la commission saisie au fond - **Art. 1er** (*extension du délit d'abus de faiblesse*) (p. 2876) : son amendement n° 22 : exclusion du champ d'application de l'article 1er des contrats passés suivant des dispositions législatives et réglementaires visant à la protection du consommateur ou selon des usages professionnels ; adopté.

– **Projet de loi modifiant le code du service national [n° 3 (91-92)]** - (23 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3137) : réduction de la durée du service militaire - Loi de programmation militaire - Information de la représentation nationale - Désarmement - Situation en URSS et en Ukraine - (p. 3138) : guerre du Golfe persique - Dévalorisation du service militaire - Caractère inégalitaire du service national - Formes civiles du service national - Favorable à la conscription - Surcoût financier d'une armée de métier - Réduction prématurée de la durée du service national - Volontaires du service national en entreprises, VSNE - Au nom du groupe de l'Union centriste, se déclare favorable à l'adoption des amendements de la commission des affaires étrangères.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)]**.

Discussion générale :

Suite de la discussion - (20 novembre 1991) (p. 3874) : économie des Etats-Unis - Allemagne - Economie française - (p. 3875) : chômage - Dépenses - Cotisations sociales - Investissements industriels - Entreprises - Education nationale - Charge de la dette - (p. 3876) : dépenses publiques - Europe.

Discussion des articles de la première partie :

(20 novembre 1991) - **Après l'art. 2** (p. 3907) : son amendement n° I-10 : allègement du poids des remboursements des prêts étudiants ; retiré - **Après l'art. 6** (p. 3912) : son amendement n° I-13, identique à l'amendement n° I-170 de M. Jean-Jacques Robert : disposition applicable au déficit foncier résultant de travaux d'entretien ; retiré - **Après l'art. 7** (p. 3914) : soutient l'amendement n° I-15 de M. Raymond Bouvier (délai d'enregistrement des déclarations de succession).

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Avant l'art. 8** (p. 3928) : soutient l'amendement n° I-17 de M. Pierre Lacour (modalités de modification de la date de clôture de l'exercice pour les sociétés de personnes possédant et exploitant une entreprise agricole soumise au régime du bénéfice réel) - **Art. 8** (*réduction du taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices distribués et modulation du régime des acomptes*) (p. 3932) : son amendement n° I-18, soutenu par M. Louis Moinard ; retiré avec l'amendement n° I-19 de M. Louis Moinard au profit de l'amendement n° I-66 de la commission (dispositions en faveur des entreprises contrôlées par un holding familial ou bien faisant l'objet d'un rachat par les salariés) - (p. 3933) : son amendement n° I-20, soutenu par M. Louis Moinard, analogue à l'amendement n° I-108 de M. Jacques Oudin et retiré au bénéfice de celui-ci, lui-même retiré au profit de l'amendement analogue n° I-67 de la commission (élargissement du champ d'application du taux d'acompte réduit à certaines PME) - **Après l'art. 8** (p. 3937) : son amendement n° I-21, soutenu par M. Jacques Moutet : déduction pour les entreprises des versements effectués à des établissements d'enseignement public ou privé sous contrat ; adopté - **Art. 9** (*taux d'imposition des plus-values à long terme des sociétés*) (p. 3941) : soutient l'amendement n° I-56 de M. Paul Caron (date de taxation des cessions de titres) - (p. 3943) : son amendement n° I-23 : maintien sous le régime des plus-values et des moins-values des parts d'OPCVM spécialisées en action ; adopté - **Après l'art. 10** (p. 3945) : son amendement n° I-24 : baisse du droit d'apport auquel sont assujetties les sociétés passibles de l'impôt sur les sociétés en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserve ; adopté - **Art. 10 bis** (*dégrèvement de taxe foncière sur les propriétés non bâties pour certains éleveurs*) (p. 3948) : soutient l'amendement n° I-52 de M. Paul Caron (dégrèvement de la cotisation de la taxe foncière sur les propriétés non bâties) - **Art. 11** (*aménagement des règles de rappel des donations antérieures pour l'application des droits de mutation à titre gratuit*) (p. 3951) : soutient l'amendement n° I-25 de M. Michel Souplet (délai d'antériorité des donations pour le calcul des droits de succession) - **Après l'art. 11** (p. 3957, 3958) : soutient les amendements de M. Michel Souplet, n° I-27 (mesure destinée à faciliter la transmission des entreprises) et n° I-28 (augmentation des réductions des droits de donation) - (p. 3959) : soutient l'amendement n° I-29 de M. Michel Souplet (introduction de la notion de biens professionnels dans le régime des droits de mutation à titre gratuit) - **Après l'art. 15** (p. 3966) : soutient l'amendement n° I-32 de M. Michel Souplet (baisse du taux de base applicable aux cessions d'immeubles affectés à une exploitation agricole) - **Avant l'art. 16** (p. 3968) : son amendement n° I-35 : suppression de l'impôt sur la bourse ; retiré - **Art. 17** (*remplacement des dégrèvements d'office d'impôts locaux par une exonération*) (p. 3972) : son amendement de suppression n° I-36 ; retiré au profit de l'amendement de suppression n° I-77 de la commission - **Après l'art. 18 bis** (p. 3980) : soutient l'amendement n° I-1 de M. Jean Cluzel (suppression de l'assujettissement des oeuvres de l'esprit) - (p. 3983) : son amendement n° I-37 : modalités de demande de remboursement mensuel de la TVA ; adopté - **Après l'art. 23 bis** (p. 3997) : soutient les amendements n° I-41 (développement des biocarburants) et n° I-42 (élargissement des débouchés traditionnels de l'agriculture) de M. Jacques Machet - **Avant l'art. 24** (p. 3998) : son amendement n° I-43 : relèvement du plafond de la participation patronale soumise à exonération d'impôt sur le revenu ; adopté - **Art. 25** (*relèvement des taux du droit de francisation et de navigation*) (p. 3999) : soutient l'amendement de suppression n° I-44 de M. Jacques Moutet - **Après l'art. 28** (p. 4001) : son amendement n° I-45 : exclusion de la résidence principale dans la base d'imposition de l'impôt de solidarité sur la fortune ; retiré - **Art. 29** (*hausse du droit de consommation sur les tabacs*) (p. 4002) : son amendement n° I-46, soutenu par M. Louis de Catuelan : neutralisation de la mesure d'alourdissement de la fiscalité sur les cigares ; devenu sans objet.

Suite de la discussion - (22 novembre 1991) - **Art. 32** (*aménagement de la dotation de compensation de la taxe professionnelle*) (p. 4022) : soutient l'amendement de suppression n° I-47 de M. Jacques Moutet - **Après l'art. 32** (p. 4024) : soutient l'amendement n° I-48 de M. Bernard Laurent (adaptation des ressources du FNDAE) - **Art. 32 bis** (*aménagement du régime de la taxe additionnelle au droit au bail*) (p. 4027) : son amendement n° I-95 : aides pour la réhabilitation du parc locatif des logements construits avant le 31 décembre 1965 ; devenu sans objet - **Après l'art. 33** (p. 4029) : son amendement n° I-14 : situation des fonctionnaires en poste à l'étranger ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 35** (*aménagement de la contribution sociale de solidarité des sociétés*) (p. 4032) : soutient l'amendement de suppression n° I-50 de M. Jacques Moutet - **Art. 36** (*ajustement du montant de TVA affecté au BAPSA*) (p. 4033) : soutient l'amendement de suppression n° I-51 de M. Jacques Moutet - **Après l'art. 36** (p. 4034) : soutient l'amendement n° I-7 de M. Paul Caron (réduction progressive des taxes spécifiques alimentant le BAPSA) - (p. 4035) : soutient l'amendement n° I-49 de M. Bernard Laurent (réduction du taux applicable aux produits forestiers) - **Relations financières avec les communautés européennes** (p. 4047) : contribution de la France au budget communautaire - Solidarité européenne - (p. 4048) : rôle du Parlement - **Explication de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 4086, 4087) : emploi - Avec les membres du groupe de l'Union centriste, votera la première partie du projet de loi de finances pour 1992.

Deuxième partie :

Economie, finances et budget - III - Industrie - (22 novembre 1991) (p. 4101, 4102) : solidarité ministérielle - Compétitivité - Plan PME-PMI - Communauté économique européenne - Volontaires du service national en entreprises, VSNE - Charte à l'exportation - Négociations du GATT.

Défense - (26 novembre 1991) - Rapporteur pour avis (section commune) (p. 4318) : crédits du nucléaire et de l'espace - (p. 4319) : environnement international - Dissuasion française - Emet un avis défavorable sur ce projet de budget.

Economie, finances et budget - Commerce extérieur - (29 novembre 1991) (p. 4521) : résultats du commerce extérieur : prévisions pour 1991 - Déficit de la balance des paiements - Réduction du déficit industriel - Echanges avec l'Allemagne ; conséquences positives de la réunification - Souligne certains succès du commerce extérieur français - Faiblesses structurelles - Négociations du GATT - Charte à l'exportation - (p. 4522) : pays de l'Est - Français expatriés à l'étranger - Volontaires du service national, VSN - Priorité nécessaire à l'investissement et à l'aide aux PME - Vote du groupe de l'Union centriste contre ce projet de budget.

Economie, finances et budget - I - Charges communes (dont rapatriés) - (30 novembre 1991) (p. 4555) : indemnisation et réinstallation des rapatriés - Harkis - **Avant l'art. 74** (p. 4565) : ses amendements, relatifs aux certificats d'indemnisation des rapatriés, n° II-34 : remboursement de certaines catégories de personnes ; n° II-36 : majoration d'intérêts capitalisés ; irrecevables (article 40 de la Constitution) ; et n° II-35 : exemption de l'impôt de mutation ; adopté.

Secrétariat général de la défense nationale - (1er décembre 1991) (p. 4609) : rôle du secrétariat général de la défense nationale - Ouverture des frontières européennes - Sécurité des systèmes informatiques - Impulsion électromagnétique d'origine nucléaire - Institut des hautes études de la défense nationale - Avis défavorable du groupe de l'Union centriste sur ce projet de budget.

Coopération et développement - (5 décembre 1991) (p. 4892) : politique en Afrique - Sommet de La Baule - Démocratie - Indemnisation des Français rapatriés - Coopération militaire - Investissements des entreprises françaises en Afrique - Afrique du Sud - Franc CFA - (p. 4893) : experts - Suppression du transport maritime postal des livres - Embargo sur les exportations de Haïti - Le groupe de l'Union centriste s'abstiendra.

Articles non rattachés :

(8 décembre 1991) - **Art. 63** (*suppression de l'exonération temporaire de taxe foncière sur les propriétés non bâties des terres incultes et friches mises en culture*) (p. 5039) : sou-

tient l'amendement n° II-68 de M. Jean Faure (délibération des assemblées concernées) - **Avant l'art. 68** (p. 5048) : soutient l'amendement n° II-70 de M. Paul Caron (institution d'un livret d'épargne patrimonial aux fins d'acquitter des droits de mutation) - **Art. 72** (*crédit d'impôt pour augmentation de capital*) (p. 5058) : son amendement n° II-71 : extension au secteur du bâtiment et des travaux publics du crédit d'impôt pour l'augmentation de capital ; retiré - (p. 5059) : soutient l'amendement n° II-72 de M. Paul Caron (extension du crédit d'impôt aux sociétés familiales dont l'essentiel du capital dépend d'un groupe familial structuré en une société de participation) - (p. 5060) : son amendement n° II-135 : cas de distributions intervenues entre le 15 septembre 1991 et la date de l'augmentation de capital au cours des trois années qui suivent ; retiré - **Avant l'art. 74** (p. 5063) : soutient l'amendement n° II-74 de M. Jacques Moutet (possibilité pour les exploitants forestiers d'opter pour le régime simplifié d'imposition après bénéfice réel) - Son amendement n° II-73 : nécessité de ne pas assujettir les indemnités perçues par les Français établis à l'étranger à la contribution sociale généralisée ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 75** (*aménagement du régime de groupe*) (p. 5066) : son amendement n° II-75 : critère de valeur nette comptable dans le cas de cessions d'éléments d'actifs immobilisés entre sociétés du groupe ; retiré - (p. 5067) : son amendement n° II-136 : abandons de créances et subventions directes ; adopté - **Après l'art. 75** (p. 5068) : son amendement n° II-78 : imposition des dividendes distribués par les filiales à leur société-mère ; retiré - (p. 5069) : son amendement n° II-79 : dividendes distribués par des sociétés étrangères ; retiré - **Après l'art. 83 ter** (p. 5085) : soutient l'amendement n° II-69 de M. Jean Faure (cas des départements qui bénéficient de la dotation minimale de fonctionnement).

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'un amendement au protocole de Montréal du 16 septembre 1987 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone [n° 122 (91-92)]** - (12 décembre 1991) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5295) : accélération du processus de réduction de la consommation et de la production des substances détruisant la couche d'ozone - Coopération Nord-Sud - Avis favorable de la commission.

– **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux** - *Deuxième lecture* **[n° 159 (90-91)]** - (13 décembre 1991) - **Art. 25 ter** (*dispositions particulières à certains contrats*) (p. 5368) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 54 de la commission.

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 162 (91-92)]** - (16 décembre 1991) - **Art. 20 ter** (*prorogation de la suspension des poursuites liées au surendettement de certains rapatriés*) (p. 5425) : son amendement n° 2, soutenu par M. Jean Madelain : extension de la suspension des poursuites dont peuvent bénéficier les rapatriés demandeurs de prêts de consolidation à d'autres situations dans l'attente d'une loi ; non retenu dans le vote unique sur l'article 20 ter.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1991 [n° 154 (91-92)]** - (17 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5482) : taux de croissance - Bilan économique, financier et social - Conflit du Golfe - Contributions extérieures - (p. 5483) : avec les membres de l'UC, ne peut approuver ce projet de loi de finances rectificative - **Avant l'art. 13 A** (p. 5495) : son amendement n° 21, soutenu par M. Jacques Machet : rétablissement d'une égalité de traitement entre titres côtés et non côtés ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 18** (*introduction en droit interne des dispositions de la directive communautaire sur le régime des sociétés-mères et filiales relatives à la retenue à la source pour les dividendes*) (p. 5499) : son amendement n° 22, soutenu par M. Jacques Machet : responsabilité des sociétés débitrices du défaut de versement de la retenue à la source exigible ; adopté - **Art. 19** (*régime fiscal des fusions de sociétés*) (p. 5501) : son amendement n° 23, soutenu par M. Jacques Machet : introduction spécifique de la notion d'échange de titres dans le texte de l'article 210 B du code général des impôts ; adopté - **Après l'art. 19** : son amendement n° 24, soutenu par M. Jacques Machet : suppression du dispositif du report d'imposition généralisé à l'ensemble des personnes physiques attributaires de titres échangés lors d'opérations de fusion ; adopté - **Art. 23** (*modalités de déduction des provisions pour pertes à terminaison*) (p. 5502) : son amendement n° 25, soutenu par M. Jacques Machet : modalités de déduction des provisions pour pertes à terminaison relatives au contrat en cours à la clôture d'un exercice ; retiré - **Art. 35 nonies** (*définition et modalités d'imposition des primes de remboursement*) (p. 5509) : son amendement n° 26, soutenu par M. Jacques Machet : limitation aux entreprises du principe de l'imposition d'un « échu fictif » ; retiré - **Art. 35 terdecies** (*extension du crédit d'impôt recherche aux dépenses liées à l'élaboration de nouvelles collections*) (p. 5512) : son amendement n° 27, soutenu par M. Jacques Machet : éligibilité au titre du crédit d'impôt recherche des frais de collection dans les secteurs du textile ainsi que des dépenses engagées par l'industrie automobile pour la conception de nouveaux véhicules ; retiré.

VINÇON (Serge), sénateur du cher (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

– Rapporteur de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'entreprise nationale Air France et des sociétés de toute nature comme des compagnies aériennes qu'elle contrôle puis d'en informer le Sénat, jusqu'au 15 mai 1991.

Est nommé membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Ernest Cartigny, tendant à accroître les pouvoirs de contrôle du Parlement par la modification de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaire et à en tirer les conséquences au niveau du statut de la Commission des opérations de Bourse [n° **317 (90-91)**] (7 mai 1991) - **Parlement.**

Rapport, fait au nom de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'entreprise nationale Air France et des sociétés de toute nature, comme des compagnies aériennes qu'elle contrôle, puis d'en informer le Sénat, créée en vertu d'une résolution adoptée par le Sénat le 13 décembre 1990 [n° **330 (90-91)**] (22 mai 1991 ; rattaché pour ordre à la séance du 15 mai 1991) - **Commissions d'enquête ou de contrôle.**

Proposition de résolution, déposée avec M. Philippe François et les membres du groupe du RPR et apparentés, tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions d'utilisation des moyens destinés à la reconstruction de la Guadeloupe après le cyclone Hugo [n° **104 (91-92)**] (22 novembre 1991) - **Commissions d'enquête ou de contrôle.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **394** (*JO* Débats du 26 décembre 1991) (p. 2879) - Ministère : Equipement - *Conséquences du projet de création d'une redevance portant sur la certification et le contrôle technique des aéronefs* - **Industrie aéronautique.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à l'aide juridique [n° 310 (90-91)]** - (29 mai 1991) - **Art. 25** (*droit à l'assistance d'un avocat et de tout officier public et ministériel et conditions de désignation de ceux-ci*) (p. 1163) : soutient l'amendement n° 50 de M. Alain

Pluchet (assistance possible pour le bénéficiaire de l'aide juridictionnelle de toute personne compétente expressément prévue par un texte).

- Débat sur une déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique de défense [n° 395 (90-91)] - (18 juin 1991) (p. 1779) : guerre du Golfe persique - Nouvelles technologies - Equipements - Défense du territoire - (p. 1780) : armée de métier - Coopération civile et militaire - Personnel des armées - Gendarmerie nationale - Politique de défense.

- Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux [n° 346 (90-91)] - Suite de la discussion - (17 octobre 1991) - **Avant l'art. 26** (p. 3019) : son amendement n° 67 : reprise de la définition des eaux libres figurant dans les textes antérieurs à la loi pêche de 1984 ; adopté.

- Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].

Deuxième partie :

Défense - (26 novembre 1991) (p. 4335, 4336) : réflexion sur la défense - Contexte international - Cohésion stratégique - Industrie de l'armement - Aménagement du territoire.

Départements et territoires d'outre-mer - (27 novembre 1991) (p. 4370) : situation dans les DOM-TOM - Faillite du secteur industriel - Emploi - Revenu minimum d'insertion, RMI - Transports aériens - Economie - Productions tropicales - (p. 4371) : modernisation - Europe - Se déclare défavorable à ce projet de budget.

Equipement, logement, transports et espace - II - Transports : 4, Transports aériens et espace ; III - Météorologie - Budget annexe de l'aviation civile - (6 décembre 1991) (p. 4966, 4967) : Air France - Suppressions d'emplois - Capitaux extérieurs - Subventions publiques - Taxes et redevances - Europe - Déréglementation - Air Inter - (p. 4968) : communication - Personnels d'UTA - Electronique aérospatiale, EAS - Retards - Avis défavorable du groupe du RPR sur le projet de budget annexe de l'aviation civile.

Economie, finances et budget - IV - Artisanat et commerce - (7 décembre 1991) - **Examen des crédits - Art. 85** (p. 4999) : sur l'amendement n° II-31 de la commission des affaires économiques saisie pour avis (majoration de 10 % du montant maximum de la taxe destinée à financer des actions de développement et de promotion du secteur des métiers), son sous-amendement n° II-92 ; gestion du fonds national par l'assemblée permanente des chambres de métiers ; adopté.

VIRAPOULLE (Louis), sénateur de la Réunion (UC).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des lois.

- Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation de la parité sociale globale (départements d'outre-mer).

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'aviation marchande.

- Membre de la commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement des services relevant de l'autorité judiciaire jusqu'au 4 juin 1991.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en dicussion du projet de loi portant réforme des procédures civiles d'exécution (28 mai 1991).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° 91 (91-92)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Départements d'outre-mer - [n° 97 (91-92) tome 7]** (19 novembre 1991).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 88 *(JO* Débats du 22 février 1990) (p. 337) - Ministère : Départements et territoires d'outre-mer - *Initiatives du Gouvernement en faveur du développement économique et de l'égalité sociale à la Réunion* - (Caduque : mai 1991) - **Départements et territoires d'outre-mer.**

n° 29 *(JO* Débats du 26 juin 1991) (p. 2101) - Ministère : Agriculture - *Situation des planteurs de canne à sucre du département de la Réunion* - **Départements et territoires d'outre-mer.**

Questions orales sans débat :

n° 282 *(JO* Débats du 12 décembre 1990) (p. 4979) - Ministère : Education - *Mesures envisagées pour remédier à l'insuffisance du nombre d'enseignants à la Réunion* - (Retirée : avril 1991) - **Enseignants.**

INTERVENTIONS

- Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° 242 (90-91)] - Suite de la discussion - (4 avril 1991) - **Art. 6** (*application de la dotation de solidarité urbaine aux communes des départements d'outre-mer et des collectivités territoriales à statut spécial*) (p. 317) : son amendement n° 2, soutenu par M. Louis de Catuelan : notion de logement social dans les départements d'outre-mer ; retiré - **Après l'art. 6** (p. 319) : ses amendements, soutenus par M. Louis de Catuelan, n° 3 : communes de la Réunion ; n° 4 : prise en compte de l'octroi de mer dans le calcul de l'effort fiscal des communes des départements d'outre-mer ; et n° 5 : prise en compte de l'octroi de mer dans le calcul de l'effort fiscal dans les communes de la Réunion ; retirés ; et n° 6 : communication des simulations concernant l'application du régime métropolitain de la DGF aux communes des départements d'outre-mer ; adopté.

- Projet de loi relatif à la pharmacie d'officine [n° 233 (90-91)] - (9 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 391) : spécificité des départements d'outre-mer - Consommation de produits pharmaceutiques - Conditionnement des médicaments - (p. 392) : grandes surfaces.

- Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° 214 (88-89)] - (23 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 613) : peine de mort - Nécessité d'une réforme globale du code Napoléon - (p. 614) : principe de l'individualisation des peines - Crimes contre l'humanité - Protection des mineurs - Trafic de drogue - Augmentation de la consommation de stupéfiants - Insécurité dans les villes - Violence - Droits de la défense.

- Projet de loi portant dispositions relatives à la fonction publique [n° 240 (90-91)] - (25 avril 1991) - **Art. 1er** (*ouverture de la fonction publique aux ressortissants des Etats membres de la Communauté économique européenne*) (p. 709) : construction de l'Europe - Libre circulation des hommes - Principe de la supranationalité dans le cadre de la fonction publique.

- Projet de loi modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre et relatif à l'Institution nationale des invalides [n° 270 (90-91)] - (29 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 776) : hôtel royal des Invalides - Institution nationale des invalides - Anciens combattants - Anciens combattants d'Afrique du Nord - Votera le projet de loi.

- Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° 214 (88-89)] - Suite de la discussion - (30 avril

1991) - **Art. unique (suite)** - *Art. 222-33 du code pénal (participation à un groupement établi en vue de fabriquer, produire, céder, transformer, importer ou exporter des stupéfiants)*(p. 801) : se déclare favorable à l'amendement n° 288 du Gouvernement (regroupement au sein du code pénal des principales incriminations) - *Art. 223-8 (expérimentation sur la personne)* (p. 823) : se déclare favorable à l'amendement n° 301 du Gouvernement (prise en compte des dispositions de la loi relative à la protection des personnes se prêtant à des recherches biomédicales).

– **Projet de loi portant diverses mesures de soutien au bénévolat dans les associations [n° 291 (90-91)]** - (6 mai 1991) - **Discussion générale** (p. 855) : vie associative - Bénévolat - Congé de représentation - Incidences sur les entreprises - Indemnisation des salariés - Statut de l'élu local - (p. 856) : soutiendra les amendements de la commission - **Art. 1er** *(institution d'un congé de représentation en faveur des salariés)* (p. 861) : soutient l'amendement n° 19 de M. Xavier de Villepin (indemnités forfaitaires versées à l'ensemble des représentants d'associations) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 869) : incidences sur les entreprises - Avis du Conseil d'Etat - Contrôle de l'emploi des fonds collectés.

– **Projet de loi d'orientation pour la ville [n° 350 (90-91)]** - **Suite de la discussion** - (20 juin 1991) **Après l'art. 20** (p. 1932) : se déclare favorable à l'amendement n° 104 de la commission des finances saisie pour avis (engager l'Etat aux côtés des collectivités locales et des constructeurs).

– **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° 362 (90-91)]** - (24 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2008, 2009) : Outre-mer - Allocations familiales - Cantines scolaires - Agriculteurs de la Réunion - (p. 2010) : jeunesse - **Art. 9** *(conditions d'attribution des allocations familiales)* (p. 2027) : outre-mer - **Art. 10** *(coordination)* (p. 2030) : son amendement n° 21 : versement des allocations familiales à partir du premier enfant ; adopté - **Art. 13** *(action sociale spécifique)* (p. 2032) : restauration scolaire - **Après l'art. 16** (p. 2036) : soutient l'amendement n° 5 de M. Marcel Rudloff (abrogation de l'article 9 de la loi du 31 décembre 1990 d'actualisation des dispositions relatives à l'exercice des professions commerciales ou artisanales) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2045) : enfants des départements d'outre-mer.

– **Question orale avec débat : évolution des crédits de l'agriculture** - (28 juin 1991) (p. 2240) : département de La Réunion - Calamités et catastrophes - Canne à sucre.

– **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux [n° 346 (90-91)]** - (16 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2928, 2929) : demande la création d'un comité de bassin et d'une agence de l'eau dans chacun des départements d'outre-mer, exclus du champs d'application de ce projet de loi, qu'il votera néanmoins.

Suite de la discussion - (17 octobre 1991) - **Art. 28** *(application de la loi dans les départements d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon)* (p. 3026) : son amendement n° 186 : création d'agences de bassin dans les départements d'outre-mer ; adopté.

– **Projet de loi relatif à la sécurité des chèques et des cartes de paiement [n° 444 (90-91)]** - (22 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3083) : chèques sans provision - Pompistes - Dissuasion - Pénalités libératoires - Récidivistes et émetteurs de « gros chèques » sans provision - Fichiers - Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif à l'Agence du médicament et à la régulation des dépenses de médicaments prises en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie [n° 9 (91-92)]** - **Suite de la discussion** - (29 octobre 1991) - **Art. 2** *(Haut comité du médicament ; détermination des objectifs d'évolution des dépenses ; régime des prix et sanctions) -Art. L. 162-18-2 du code de la sécurité sociale (versement d'une remise en cas de dépassement des objectifs définis par la convention relative aux produits innovants)*(p. 3319) : se déclare favorable à l'amendement n° 99 de M. François Delga (variation du taux de ristourne comprise entre 20 et 80 % du dépassement).

– **Projet de loi relatif aux recours en matière de passation de certains contrats de fournitures et de travaux [n° 388 (90-91)]** - (13 novembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3701) : votera ce projet de loi.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Art. 10 bis** *(dégrèvement de taxe foncière sur les propriétés non bâties pour certains éleveurs)* (p. 3947) : sur l'amendement n° I-73 de la commission (extension du champ d'application de l'article), son sous-amendement n° I-172 ; retiré.

Deuxième partie :

Economie, finances et budget - V - Postes et télécommunications - (26 novembre 1991) - **Etat B** (p. 4308) : prix des livres dans les DOM-TOM.

Départements et territoires d'outre-mer - (27 novembre 1991) - Rapporteur pour avis (p. 4361) : autorisations de programme - (p. 4362) : fonctionnement des institutions - Départementalisation - Développement économique - Revenu minimum d'insertion, RMI - Situation sociale - Octroi de mer - Production de bananes - Europe - Réunion - Mayotte - Saint-Pierre-et-Miquelon - Avis favorable sur le projet de budget pour les départements d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Justice - (27 novembre 1991) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4407, 4408) : aide juridique - Profession d'avocat - Départementalisation - Réforme de la justice - Avis favorable sur ce projet de budget.

Agriculture et forêt - (28 novembre 1991) (p. 4479) : département de la Réunion - Vanille - Parfums - Cyclones - Planteurs de canne à sucre - Rhum industriel et rhum agricole - Départements d'outre-mer - **Etat B** (p. 4486) : département de la Réunion - Se déclare favorable à l'adoption du projet de budget de l'agriculture pour 1992.

Intérieur - (2 décembre 1991) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4660) : sécurité - Départements d'outre-mer - Police - **Art. 87** (p. 4663) : soutient l'amendement de suppression n° II-37 de la commission des lois saisie pour avis (décentralisation).

Coopération et développement - (5 décembre 1991) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4900) : mise à l'écart des présidents du conseil général et du conseil régional au cours de la réunion de la Commission de l'Océan Indien, COI.

Articles non rattachés :

(8 décembre 1991) - **Art. 83 septies** *(prorogation pour cinq ans du dispositif d'incitation fiscale à l'investissement dans les départements d'outre-mer)* (p. 5089) : intervient à propos de l'amendement n° II-125 de la commission (cas des investissements réalisés avant 1996) - **Art. 83 octies** *(durée de détention et maintien de l'affectation ouvrant droit à la déduction fiscale)* (p. 5091) : son amendement n° II-151 : allongement du délai prévu au cinquième alinéa du I de l'article 199 undecies du code général des impôts relatif aux départements d'outre-mer ; adopté - **Après l'art. 83 octies** (p. 5092) : intervient à propos de l'amendement n° II-58 de M. Georges Othily (cas des sociétés de financement en capital risque et des sociétés d'économie mixte foncières agricoles) - **Art. 83 nonies** *(augmentation de la réduction d'impôt en faveur des investissements dans les logements intermédiaires acquis dans les départements d'outre-mer)* (p. 5094) : son amendement n° II-152 : modulation de la défiscalisation ; retiré - **Art. 83 decies** *(extension de la défiscalisation au secteur de la maintenance au profit d'activités industrielles)* (p. 5096) : son amendement n° II-154 : remplacement du décret en Conseil d'Etat pas une instruction ou une circulaire ministérielle ; retiré - **Art. 83 undecies** *(maintien de l'affectation des biens ayant bénéficié de la défiscalisation)* (p. 5097) : son amendement n° II-155 : précision des modalités du fait générateur de l'investissement ; adopté - **Après l'art. 83 undecies** (p. 5098) : son amendement n° II-156 : cas des sociétés d'épargne foncière et d'aménagement rural ; adopté - **Art. 83 duodecies** *(agrément des investissements donnant droit à avantage fiscal*

dans le domaine de l'hôtellerie, du tourisme et des transports) (p. 5099) : son amendement de suppression n° II-83 ; non retenu dans le vote unique - (p. 5100) : soutient l'amendement n° II-83 de M. Roger Lise (seuil minimum d'investissement hors agrément) - (p. 5103) : son amendement n° II-159 : réduction du délai de réflexion à trois mois ; retiré.

VIRON (Hector), sénateur du Nord (C).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires sociales.

- Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence pour l'amélioration des conditions de travail.

Membre suppléant de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail (17 décembre 1991).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi (17 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (17 décembre 1991).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposé avec plusieurs de ses collègues, relative au mode de calcul des congés annuels des salariés **[n° 20 (91-92)]** (9 octobre 1991) - **Travail.**

INTERVENTIONS

- Projet de loi portant diverses mesures de soutien au bénévolat dans les associations [n° 291 (90-91)] - (6 mai 1991) - **Discussion générale** (p. 856) : congé de représentation - Indemnisation des salariés - Vie associative - Bénévolat - Titre du projet de loi - Extension des mesures prévues - Non-assujettissement à la TVA - Statut de l'élu local - (p. 857) : partis politiques - Contrôle des fonds collectés - Statut des élus locaux - Avis favorable du groupe communiste sur ce projet de loi.

- Projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transcription de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail [n° 288 (90-91)] - (8 octobre 1991) - **Art. 1er** (*principes généraux de prévention*) - *Art. L. 230-2 du code du travail* (*obligation générale des chefs d'établissement*) (p. 2700) : son amendement n° 36, soutenu par M. Paul Souffrin : renforcement de l'obligation faite aux chefs d'établissement d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs ; rejeté - (p. 2701) : ses amendements, soutenus par M. Paul Souffrin, n° 37 : affirmation du principe de l'élimination des risques professionnels par le chef d'entreprise ; n° 38 : détermination des risques que l'état des recherches et de la technique n'ont pas encore permis d'éliminer ; et n° 39 : suppression des formes de travail qui comportent des risques d'accidents et de maladies professionnelles reconnues ; rejetés - (p. 2702) : ses amendements, soutenus par M. Paul Souffrin, n° 40 : suppression de la disposition relative à l'évolution de la technique sous l'aspect de la prévention ; n° 43 : obligation pour le chef d'établissement d'effectuer une recherche plus approfondie des risques professionnels ; rejetés ; et n° 42 : obligation pour le chef d'établissement de donner des instructions nécessaires concernant la sécurité et d'en informer les salariés ; retiré - (p. 2703) : son amendement n° 45 : obligation pour le chef d'établissement de s'assurer que l'intéressé aura la pleine maîtrise de la mise en oeuvre des précautions nécessaires pour la préservation de sa sécurité ; rejeté - *Art. L. 230-3* (*obligations du travailleur*) : son amendement n° 46 : refus de l'introduction dans la législation de la notion de responsabilité même partielle des salariés dans les accidents dont ils sont victimes au travail ; rejeté - *Art. L. 230-5* (*mise en demeure de remédier à une situation dangereuse*) (p. 2705) : son amendement n° 48, soutenu par M. Paul Souffrin : obligation pour le directeur départemental du travail de mettre les chefs d'établissement en demeure de prendre toutes mesures utiles pour remédier à une situation dangereuse ; rejeté - **Art. 4** (*formation et information des travailleurs dans le domaine de la sécurité*) (p. 2706) : son amendement n° 50, soutenu par M. Paul Souffrin : absence de prise en compte de la taille de l'établissement pour l'application des modalités de l'obligation établie par cet article ; rejeté - **Art. 5** (*mise en demeure en cas de situations dangereuses*) (p. 2707) : son amendement de suppression n° 51, soutenu par M. Paul Souffrin ; rejeté - **Art. 9** (*obligations relatives à la mise sur le marché des équipements de travail et des moyens de production*) (p. 2709) : son amendement n° 54, soutenu par M. Paul Souffrin : obligation de disposer et d'entretenir les dispositifs de sécurité de manière à protéger efficacement et en toutes circonstances ; rejeté - (p. 2710) : son amendement n° 55, soutenu par M. Paul Souffrin : interdiction de mettre en fonctionnement ou d'utiliser des équipements de travail s'ils ne sont pas conformes aux règles techniques de sécurité et s'ils risquent de porter atteinte à la santé des travailleurs ; rejeté - (p. 2711) : ses amendements, n° 56 : détermination par décret des règles générales d'hygiène, de sécurité et de protection de la santé auxquelles doivent satisfaire les équipements de travail et les moyens de protection ; retiré ; et n° 57 : interdiction d'utilisation et de mise en vente en France, sur seule décision ministérielle, des équipements de travail, machines outils, engins et matériaux non conformes aux normes françaises de sécurité et d'hygiène ; rejeté - (p. 2712) : son amendement n° 58 : autorisation pour les inspecteurs du travail de dresser immédiatement procès-verbal en vertu des dispositions du paragraphe III de cet article lorsque les faits qu'il constate présentent un danger grave et imminent pour la santé, la sécurité ou l'intégrité physique des travailleurs ; rejeté - **Art. 10** (*régime applicable aux utilisateurs d'équipements de travail et de moyens de protection*) - *Art. L. 233-5-3 du code du travail* (*exposition des équipements de travail et des moyens de protection*) (p. 2713) : son amendement de suppression n° 59, soutenu par M. Paul Souffrin ; retiré - **Art. 13** (*abaissement du seuil de création d'un CHSCT dans le secteur du bâtiment et des travaux publics*) (p. 2715) : son amendement n° 60, soutenu par M. Paul Souffrin : possibilité pour l'inspection du travail d'imposer la création d'un comité dans toutes les entreprises ou établissements lorsque la situation l'exige ; rejeté - **Après l'art. 14** : son amendement n° 61, soutenu par M. Paul Souffrin : extension des compétences du CHSCT aux risques que fait courir à l'environnement l'activité de l'entreprise ou de l'établissement ; rejeté - (p. 2716) : ses amendements, soutenus par M. Paul Souffrin, n° 62 : élection des représentants du personnel au CHSCT ; et n° 63 : attribution d'un crédit d'heures suffisant aux délégués du CHSCT qui représentent le personnel, pour exercer leur mandat ; rejetés - **Art. 17** (*élargissement des cas de recours à un expert*) : son amendement n° 64, soutenu par M. Paul Souffrin : possibilité pour le CHSCT de faire appel à un expert ; rejeté - **Art. 20** (*indications portées sur les factures ou bons de livraison*) (p. 2719) : son amendement de suppression n° 66, soutenu par M. Paul Souffrin ; rejeté - **Art. 21** (*obligation pour les fabricants de fournir les informations nécessaires à l'appréciation des risques liés à des préparations dangereuses*) : son amendement n° 65, soutenu par M. Paul Souffrin : obligation pour l'organisme agréé de fournir au CHSCT toute information nécessaire et utile concernant des substances ou produits dangereux utilisés dans les entreprises ; rejeté.

– **Projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi [n° 4 (91-92)]** - (5 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3464) : crédit formation individualisé - Chômage - (p. 3465) : enseignement technique et professionnel - Formation initiale - Formation professionnelle étrangère - (p. 3466) : contrats d'orientation - Exonération de cotisations patronales - Bilan de compétences - Participation financière des employeurs à la formation - Contrôle des demandeurs d'emploi - Le groupe communiste rejette ce projet de loi - **Art. 3** (*création des contrats d'orientation*) (p. 3472) : son amendement n° 50 : nouvelle rédaction ; rejeté - *Art. L. 981-7 du code du travail* (*définition du contrat d'orientation*) (p. 3473) : son amendement n° 51 : refus de l'extension des contrats d'orientation après l'âge de vingt-deux ans ; rejeté - *Art. L. 981-8* (*rémunération du contrat d'orientation*) (p. 3474) : se déclare opposé à l'amendement n° 4 de la commission (principe de l'interdiction des heures supplémentaires pour les jeunes sous contrat d'orientation et dérogation) - *Art. L. 981-9* (*exonération des cotisations sociales à la charge de l'employeur*) : son amendement de suppression n° 52 ; rejeté - **Art. 5** (*contrats de qualification : dispositions diverses et coordination*) (p. 3475, 3476) : ses amendements n° 53 : possibilité pour un contrat de qualification d'être à durée indéterminée ; et n° 54 : maintien de la périodicité semestrielle de revalorisation de la rémunération du salarié ; rejetés - **Art. 6** (*dispositions diverses et coordination*) (p. 3477) : son amendement n° 56 : prise en compte de la durée du stage d'insertion professionnelle précédant le contrat d'apprentissage dans le calcul de la rémunération et de l'ancienneté dans l'entreprise ; rejeté - **Art. 7** (*les contrats locaux d'orientation*) (p. 3478) : son amendement de suppression n° 57 ; rejeté - **Art. 9** (*définition du contrat local d'orientation*) (p. 3479) : son amendement de suppression n° 58 ; rejeté - **Avant l'art. 13** (p. 3481) : son amendement n° 60 : durée de formation minimale calculée par rapport au temps de travail de chaque salarié ; rejeté - **Art. 13** (*objectifs du crédit-formation individualisé*) : son amendement de suppression n° 61 ; rejeté - **Art. 14** (*rôle de la négociation collective dans le domaine de la formation professionnelle continue*) (p. 3482, 3483) : ses amendements n° 62 : suppression de la référence aux clauses de dédit-formation pour les salariés démissionnaires ; et n° 63 : suppression des dispositions subordonnant les besoins de formation aux conséquences des aménagements apportés au temps de travail ; rejetés - **Art. 15** (*information et consultation du comité d'entreprise sur l'accueil des élèves et des étudiants*) (p. 3485) : ses amendements n° 64 : information des délégués du personnel en l'absence de comité d'entreprise ; n° 65 : avis du comité d'entreprise et pouvoir de proposition ; et n° 66 : droit d'alerte du comité d'entreprise en cas de non-respect ou de détérioration des conditions d'accueil des stagiaires ; devenus sans objet - **Art. 16** (*objet et régime du bilan de compétences*) (p. 3486) : son amendement n° 67 : réalisation des bilans de compétences à l'initiative exclusive des salariés et confidentialité de ces bilans ; retiré - **Art. 17** (*création d'une division nouvelle : « Congé de bilan de compétences »*) - *Art. L. 931-22 du code du travail* (*durée du congé*) (p. 3488) : son amendement n° 69 : extension de la durée possible du congé de bilan de compétences à quarante heures de temps de travail ; retiré - *Art. L. 931-24* (*prise en charge des dépenses afférentes au congé de compétences*) (p. 3489) : son amendement n° 70 : établissement de la liste des organismes chargés de la réalisation des bilans de compétences par les pouvoirs publics ; rejeté - *Art. L. 931-25* (*rémunération du congé de bilan de compétences*) (p. 3490) : son amendement n° 71 : prise en charge de la rémunération pendant la totalité de la durée du congé de bilan dans la limite de 24 heures ; rejeté - **Art. 18** (*affectation de la participation des employeurs au titre du congé individuel de formation*) (p. 3491) : se déclare favorable à l'amendement n° 20 de la commission (remboursement de tout ou partie des frais de transport ou d'hébergement des salariés bénéficiaires des congés) - Position de la commission sur les amendements - **Art. 23** (*modalités de mise en oeuvre du congé de formation*) (p. 3492) : son amendement n° 72 : refus de la limitation des rémunérations des bénéficiaires du crédit-formation ; rejeté - **Art. 24** (*institution du programme pluriannuel de formation*) (p. 3493) : son amendement n° 73 : approbation du programme pluriannuel de formation par les représentants du personnel au cours du trimestre précédent la période couverte par le programme ; rejeté - **Art. 25** (*actions de formation réalisées hors du temps de travail*) (p. 3494) : son amendement de suppression n° 75 ; rejeté - **Art. 26** (*coordination*) : son amendement de suppression n° 76 ; rejeté - **Art. 28** (*contribution des employeurs occupant au minimum dix salariés*) (p. 3495, 3496) : ses amendements n° 77 : augmentation du pourcentage consacré à la formation ; et n° 78 : augmentation du taux de participation des employeurs au financement du congé individuel de formation ; rejetés - **Art. 29** (*contribution des entreprises de moins de dix salariés à la formation professionnelle continue*) - *Art. L. 952-1 du code du travail* (*principe de la contribution et modalités de versement*) (p. 3496) : son amendement n° 79 : augmentation du pourcentage consacré à la formation ; rejeté - **Art. 38** (*contrôle des demandeurs d'emplois*) (p. 3502) : son amendement de suppression n° 80 ; rejeté - **Art. 41** (*sanctions pénales*) (p. 3503) : son amendement n° 81 : suppression des sanctions pénales prévues à l'encontre des demandeurs d'emplois ayant omis de faire les déclarations administratives ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3507) : le groupe communiste ne votera pas ce projet de loi.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle - Services communs aux affaires sociales et au travail - (25 novembre 1991) (p. 4220) : évolution du marché du travail - Exonération des charges patronales - (p. 4221) : inspection du travail - Nécessités économiques - Avec le groupe communiste, rejette le projet de budget du travail.

– **Projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transcription de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail** - *Deuxième lecture* **[n° 102 (91-92)]** - (9 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5133, 5134) : augmentation du nombre d'accidents - Données chiffrées - Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, CHSCT - Conditions de travail - Présomption de responsabilité des employeurs - Prévention - Normes - Secteur du bâtiment et des travaux publics - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi - **Art. 1er** (p. 5135) : se déclare opposé à l'amendement rédactionnel n° 1 de la commission - **Après l'art. 14** (p. 5140) : son amendement n° 7 : extension des compétences des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail à la prévention des risques que l'entreprise pourrait faire courir à l'environnement ; rejeté - **Après l'art. 15** (p. 5141) : son amendement n° 8 : élection des membres des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ; rejeté - **Art. 17** (p. 5142) : son amendement n° 9 : frais de justice consécutifs à la procédure de contestation intentée par l'employeur ; retiré - **Art. 18** (p. 5143) : se déclare opposé à l'amendement n° 11 de M. Jean Chérioux (établissement de moins de 300 salariés).

– **Projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service** - *Deuxième lecture* **[n° 100 (91-92)]** - (9 décembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5151) : avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi - Protection sociale - Indemnisation - Accidents de service - Charges des collectivités locales.

VIVIEN (Alain), Est nommé *secrétaire d'Etat aux affaires étrangères* le 17 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 18 mai 1991).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Jean-Pierre Cantegrit : **Français de l'étranger** *(Situation des Français du Zaïre) (JO* Débats du 18 octobre 1991) (p. 2977).

de M. Jean-Pierre Tizon : **Communauté économique européenne (CEE)** *(Sommet européen de Maastricht) (JO* Débats du 18 octobre 1991) (p. 2994).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 382 de M. Jean-Luc Melenchon : **Catastrophes naturelles** *(Conditions d'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles) (JO* Débats du 14 décembre 1991) (p. 5349).

n° 390 de Mme Hélène Luc : **Grandes écoles** *(Transfert de l'école vétérinaire de Maisons-Alfort (Val-de-Marne) (JO* Débats du 14 décembre 1991) (p. 5346).

INTERVENTIONS

- Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Qatar en vue d'éviter les doubles impositions [n° 287 (90-91)] - (27 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2182, 2183) : traités et conventions - Doubles impositions - Golfe Persique - Relations extérieures - Gaz - Délai de présentation au Parlement des traités avant ratification.

- Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative tchèque et slovaque sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 351 (90-91)] - (27 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2183) : traités et conventions - Europe centrale et orientale - Investissements - (p. 2184) : relations extérieures - Modernisation - Culture.

- Hommage aux victimes d'un accident ferroviaire (17 octobre 1991) (p. 2976).

- Projet de loi relatif à la titularisation d'agents de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides [n° 180 (91-92)] - (18 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5541) : Office français de protection des réfugiés et apatrides, OFPRA - Demandes d'asile - Données chiffrées - Personnels contractuels - (p. 5542) : titularisations - Agents de catégories C - Création de corps spécifiques pour les agents de catégories A et B - (p. 5546) : tutelle du ministère des affaires étrangères - Baisse du nombre des demandes d'asile - (p. 5547, 5548) : lutte contre l'immigration clandestine - Titularisations des agents des catégories A et B - Fonction publique - **Art. unique** (*titularisation d'agents de l'OFPRA*) (p. 5548) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Robert Pagès (élargissement au personnel recruté après le 31 décembre 1989).

- Projet de loi autorisant l'approbation des amendements à l'accord portant création du fonds de solidarité africain [n° 177 (91-92)] - (20 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5663) : organisation administrative et financière du fonds - Actualisation des dispositions relatives aux garanties de remboursement - Mandat du directeur général.

- Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole complémentaire entre les gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, de la République française et du Grand-duché de Luxembourg au protocole entre les gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, de la République française et du Grand-duché de Luxembourg concernant la constitution d'une commission internationale pour la protection de la Moselle contre la pollution, signé à Paris le 20 décembre 1961, et au protocole entre les gouvernements de la République fédérale d'Allemagne et de la République française concernant la constitution d'une commission internationale pour la protection de la Sarre contre la pollution, signé à Paris le 20 décembre 1961, relatif à la création d'un secrétariat commun, signé à Bruxelles le 22 mars 1990 [n° 176 (91-92)] - (20 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5664, 5665) : amélioration du fonctionnement des commissions internationales pour la protection de la Moselle et de la Sarre contre la pollution.

- Projet de loi autorisant la ratification du traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (ensemble huit protocoles), signé à Paris le 19 novembre 1990, ainsi que trois déclarations faites le même jour, deux déclarations faites le 14 juin 1991 et deux déclarations faites le 18 octobre 1991 [n° 178 (91-92)] - (20 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5665, 5666) : négociation du traité - Situation en Union soviétique - Réduction des armements conventionnels en Europe - Républiques nouvellement indépendantes de l'ex-Union soviétique - (p. 5667) : sécurité de l'Europe - Nécessité de respecter l'engagement de désarmement en Europe - (p. 5669) : convention de Vienne de 1978 - Accord de Minsk.

VIZET (Robert), sénateur de l'Essonne (C) - Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

– Secrétaire de la commission des finances.

– Membre titulaire du conseil d'administration de la caisse nationale de l'industrie.

Membre titulaire de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

– Secrétaire de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'entreprise nationale Air France et des sociétés de toute nature comme des compagnies aériennes qu'elle contrôle puis d'en informer le Sénat, jusqu'au 15 mai 1991.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 83-557 du 1er juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (28 mai 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes, instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes (5 avril 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (26 juin 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1992 (8 décembre 1991).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1991 (17 décembre 1991).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Affaires sociales et intégration** - Economie sociale - [n° **92 (91-92) tome 3 annexe 3**] (19 novembre 1991).

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Environnement** - [n° **92 (91-92) tome 3 annexe 20**] (19 novembre 1991).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 353 *(JO* Débats du 9 octobre 1991) (p. 2724) - Ministère : Affaires sociales - *Avenir du centre de formation des personnels de l'enfance inadaptée - (JO* Débats du 19 octobre 1991) (p. 3047) - **Formation professionnelle et promotion sociale.**

n° 373 *(JO* Débats du 31 octobre 1991) (p. 2376) - Ministère : Affaires étrangères - *Bon déroulement du référendum*

d'autodétermination concernant le peuple Sahraoui - (JO Débats du 9 novembre 1991) (p. 3642) - **Relations internationales.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° 242 (90-91)] - Suite de la discussion** - (3 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 247) : problème des villes - Réforme de la fiscalité locale - (p. 248) : inégalités sociales - Diminution des ressources des collectivités locales - Charges des collectivités locales - Fonds de solidarité d'Ile-de-France - Dotation de solidarité urbaine - Données chiffrées - Politique gouvernementale - Emploi - (p. 249) : logement social - Critères de répartition de la DGF - Potentiel fiscal - Données chiffrées - Monde rural - Contribution de certaines entreprises - (p. 250) : remboursement de la TVA pour des dépenses de fonctionnement à caractère social - Taxe professionnelle - Taxe d'habitation - **Art. 1er A** (*codification au sein du code des communes du régime d'indexation de la dotation globale de fonctionnement*) (p. 278) : son amendement n° 88 : correction de la perte de recettes supportée en 1990 ; devenu sans objet - **Après l'art. 2 bis** (p. 286) : son amendement n° 89 : liberté de vote des taux de la fiscalité locale ; rejeté - **Art. 3** (*critères d'éligibilité, montant et répartition de la dotation de solidarité urbaine*) (p. 298) : se déclare opposé à cet article - Nombre de logements sociaux - Simulations chiffrées.

Suite de la discussion - (4 avril 1991) - **Art. 4** (*réduction différenciée de la garantie minimale de progression*) (p. 310) : son amendement n° 91, soutenu par M. Robert Pagès : potentiel fiscal moyen régional par habitant ; devenu sans objet - (p. 331) : abstention du groupe communiste sur l'amendement n° 79 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 7** (*fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France*) (p. 328) : soutient l'amendement n° 1 de Mme Hélène Luc (critère de revenu imposable par habitant).

– **Projet de loi modifiant le code des postes et des télécommunications et la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications [n° 224 (90-91)]** - (5 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 368) : ordre du jour du Sénat - Nouveau projet de loi - Elections professionnelles - Décision du Conseil constitutionnel - France Télécom.

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes** - *Nouvelle lecture* **[n° 242 (90-91)]** - (17 avril 1991) - **Discussion générale** (p. 508) : collectivités territoriales - Dotation globale de fonctionnement, DGF - Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales - Réforme de la fiscalité locale - Inégalités - Dotation de solidarité urbaine - Chômage - Logement social - Prise en compte de l'allocation logement - (p. 509) : fiscalité locale - Taxe professionnelle - Taxe d'habitation - Avis défavorable du groupe communiste sur ce texte - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 530) : communes - Abstention du groupe communiste sur le projet de loi.

– **Rappel au règlement** - (25 avril 1991) (p. 724) : article 36 du règlement du Sénat - Absence de réunion de la commission tripartite créée le 27 août dernier destinée à veiller au bon fonctionnement du nouveau système d'indexation des pensions militaires.

– **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : rôle des parlements nationaux dans le développement de la Communauté** - (23 mai 1991) (p. 1017) : construction européenne - Abaissement du rôle du Parlement - Transcription des directives européennes et des décisions de la Cour de justice en droit interne - Renault - Air France - Antiparlementarisme - Fonction de contrôle du Parlement - (p. 1018) : procédure d'intervention des parlements nationaux sur les projets de loi communautaire - « Déficit démocratique » - Refus de l'union politique et de l'Acte unique européen.

– **Projet de loi modifiant la loi n° 83-557 du 1er juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance [n° 316 (90-91)]** - (28 mai 1991) - **Discussion générale** (p. 1088) : loi de réforme des caisses d'épargne et de prévoyance, CEP, de 1983 - Restructuration du réseau des CEP - Adaptation à la mise en place du marché unique européen - Réduction du nombre de CEP - Désaffection envers le livret A et problème du financement du logement social - Développement souhaitable de l'épargne-logement - Nécessité de rendre plus attractifs les placements hors livret A - (p. 1089) : organisation souhaitable des CEP en réseaux de proximité et à une réduction du taux d'intérêt pour l'emploi des crédits dans la production - Nécessité de conserver aux CEP leur vocation non lucrative - Abstention du groupe communiste sur ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif aux rapports entre les agents commerciaux et leurs mandants** - *Deuxième lecture* **[n° 340 (90-91)]** - (31 mai 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1215) : insuffisance des dispositions relatives à l'obligation de préavis et aux indemnités en cas de rupture de contrat - Abstention du groupe communiste.

– **Projet de loi d'orientation pour la ville [n° 350 (90-91)]** - (19 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 1822) : sécurité - Répression - Prévention - Travail social - Ilôtage - Chômage - Drogue - Racisme - Dégradation des logements - Insuffisance de la formation professionnelle - Echec de l'intégration - Refus de la précarité - Société inhumaine - (p. 1823) : reconnaissance des inégalités - Droit à la ville - Accès pour tous au logement - Nécessité de supprimer les ghettos et non pas de les disperser - Prêt à l'amélioration des logements à usage locatif et occupation sociale, PALULOS - Zones d'aménagement différé, ZAD - Atteintes à la libre administration des collectivités locales - Logement social - Diversité de l'habitat - Prêt locatif aidé, PLA - Habitations à loyer modéré, HLM - Taxe à la valeur ajoutée, TVA - (p. 1824) : logements sociaux - Qualité du logement - Revalorisation des allocations logement - Emploi - Chômage - Développement des services publics dans les quartiers défavorisés.

– **Rappel au règlement** - (26 juin 1991) (p. 2125) : article 36, alinéa 3 du règlement du Sénat - Comparution de Sylvie Vassalo, secrétaire nationale de l'Union des étudiants communistes devant le tribunal de grande instance de Brest - (p. 2126) : liberté d'information et d'expression des étudiants.

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 394 (90-91)]** - (26 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2152) : ralentissement de la croissance économique - Harmonisation européenne - Revenu disponible des ménages - Affaiblissement industriel - (p. 2153) : politique du « franc fort » - Augmentation du chômage - Importance des investissements français à l'étranger - Inadéquation entre l'offre d'emploi et la demande - Hausse de la TVA sur les commissions des agences de voyages, sur les produits de l'horticulture et de la sylviculture - (p. 2154) : réduction de la contribution des employeurs à l'effort de construction - Rattachement de la part départementale de la taxe d'habitation à l'impôt sur le revenu - Extension des exonérations d'office à tous les foyers non imposables au titre de l'impôt sur le revenu - Revalorisation des salaires - Reconnaissance des qualifications - Au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'adoption de ce projet.

– **Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires [n° 323 (90-91)]** - (29 juin 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2315) : le groupe communiste s'abstiendra sur l'ensemble du texte.

– **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission chargée d'examiner **la proposition de résolution (n° 290, 90-91) de MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Claude Estier** et des membres du groupe socialiste, apparentés et rattachés administrativement, **tendant à modifier l'article 10 du règlement du Sénat [n° 343 (90-91)]** - (29 juin 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2317) : le groupe communiste votera contre cette proposition de résolution.

- **Conclusions du rapport de M. Michel Rufin**, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** (n° 349, 88-89) **de M. Jean Simonin** et des membres du groupe du Rassemblement pour la République et apparentés, **tendant à élargir la procédure du vote par procuration** [n° **399 (90-91)**] - (29 juin 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2321) : critères de définition - Vacances des retraités - Calendrier des élections cantonales et régionales - Votera personnellement la proposition de loi.

- **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République** [n° **269 (90-91)**] - **Suite de la discussion** - (3 juillet 1991) - **Après l'art. 53** (*aménagement du régime des districts*) (p. 2428, 2429) : sur l'amendement n° 193 de la commission (constitution seulement entre communes limitrophes), soutient le sous-amendement n° 475 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - Sur l'amendement n° 195 de la commission (compétences), soutient les sous-amendements n° 476 et n° 477 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - Sur l'amendement n° 199 de la commission (procédures de modification des conditions initiales de fonctionnement de durée), soutient le sous-amendement n° 478 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 54 A** (*création des communautés de villes par le schéma départemental*) (p. 2430) : soutient l'amendement de suppression n° 36 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 54** (*communautés de villes*) (p. 2432, 2433) : soutient les amendements de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, n° 37 de suppression et n° 298 (principe de la liberté des participations des communes) - **Après l'art. 54** (*régime des communautés urbaines*) (p. 2433 à 2437) : sur les amendements de la commission, soutient les sous-amendements de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : n° 479 sur le n° 207 de coordination ; n° 480 sur le n° 208 (compétences) et n° 481 sur le n° 214 (condition de prise d'une décision dont les effets ne concerneraient qu'une seule des communes membres) - **Art. 55** (*non-application aux communes d'Ile-de- France des nouvelles dispositions relatives à la coopération intercommunale*) (p. 2439, 2440) : schéma d'aménagement imposé aux collectivités locales du plateau de Saclay - Maintien du projet d'autoroute B 12 à péage contre le plan d'aménagement voté par le syndicat intercommunal du plateau de Saclay - Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France, SDAURIF - **Après l'art. 56** (p. 2442) : sur l'amendement n° 439 de M. Bernard Seillier (interdiction des campagnes de promotion publicitaire, à caractère commercial, des réalisations ou de la gestion d'une collectivité dans les six mois précédant des élections générales), soutient le sous-amendement n° 492 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Après l'art. 56 quaterdecies** (p. 2452) : se déclare opposé à l'amendement n° 234 de la commission (concessions de la construction et de l'exploitation des routes expresses par les collectivités locales) - **Art. 56 decies** (*transformation d'un établissement public de coopération intercommunale non doté de fiscalité propre en établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre*) : soutient l'amendement de suppression n° 299 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 56 undecies** (*départementalisation des secours*) (p. 2453) : soutient l'amendement de suppression n° 300 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Avant l'art. 57** (p. 2457) : soutient l'amendement n° 301 de Mme Jacqueline Fraysse-Casalis (code des impôts : abrogation des dispositions restreignant la liberté des communes en matière de taux de fiscalité locale) - **Art. 57** (*régime fiscal des communautés de villes*) (p. 2459) : soutient l'amendement de suppression n° 40 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - (p. 2460, 2461) : se déclare opposé à l'amendement n° 250 de la commission pour avis (dispositions applicables à la taxe professionnelle perçue par les communautés urbaines sur les districts à fiscalité propre).

- **Rappel au règlement** - (2 octobre 1991) (p. 2531) : article 36, alinéa 3 du règlement du Sénat : situation politique en Haïti et nécessité d'une intervention de la France.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1989** [n° **402 (90-91)**] - (9 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 2735) : infléchissement des orientations initiales du budget de 1989 - Annulations de crédits - Rapport annuel de la Banque de France - Investissements - Désarmement nucléaire.

- **Projet de loi portant dispositions diverses en matière de transports** [n° **359 (90-91)**] - (25 octobre 1991) - **Discussion générale** (p. 3216) : transport fluvial des marchandises - (p. 3217) : infrastructures - Modes de transport de marchandises - Ressources de l'établissement public « Voies navigables de France » - Représentation des personnels - (p. 3218) : financement - **Art. 1er** (*statut et caractéristiques de Voies navigables de France*) (p. 3220) : son amendement n° 17 : répartition tripartite équitable des représentants au conseil d'administration ; rejeté - **Art. 2** (*recherche des infractions, sanctions et recouvrement de la taxe sur les ouvrages hydrauliques*) (p. 3224) : son amendement n° 19 : perception par les agences financières de bassin de la taxe payable par les titulaires d'ouvrages de prise et de rejet d'eau à l'exclusion d'EDF ; devenu sans objet - Se déclare défavorable à l'amendement n° 5 de la commission (perception de la taxe sur les ouvrages de prise et de rejet d'eau par Voies navigables de France) - (p. 3225) : se déclare défavorable à l'amendement n° 7 de la commission (possibilité pour les titulaires d'ouvrages hydrauliques de répercuter directement le coût de la taxe sur le consommateur final de l'eau) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3230) : finances publiques locales - Le groupe communiste s'abstiendra lors du vote de ce projet de loi.

- **Conclusions du rapport de M. Jean Cluzel**, fait au nom de la commission des finances, **sur sa proposition de loi** (n° 33, 91-92) déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à compléter l'article 42 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion** [n° **83 (91-92)**] - (18 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3804) : nouvelle « pauvreté » - Chômage - Formation - Politique économique industrielle - (p. 3805) : RMI - Lois de décentralisation - Crédits d'insertion non consommés - Abstention du groupe communiste.

- **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission des lois, **sur sa proposition de loi** (n° 367, 90-91) **tendant à modifier la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales et portant diverses dispositions relatives au droit des sociétés** [n° **86 (91-92)**] - (18 novembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3820, 3821) : déplore les conditions d'examen de cette proposition de loi - Le groupe communiste ne prendra pas part au vote.

- **Conclusions du rapport de M. Christian Bonnet**, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** (n° 25 rectifié, 91-92) **de M. Paul Masson, tendant à clarifier la rédaction de l'article L. 52-1 du code électoral, relatif aux campagnes de promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion des collectivités locales** [n° **84 (91-92)**] - (18 novembre 1991) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3823) : financement occulte des campagnes électorales - Les sénateurs du groupe communiste et apparentés ne voteront pas cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1992** [n° **91 (91-92)**].

Discussion générale :

Suite de la discussion - (20 novembre 1991) (p. 3878) : fiscalité - (p. 3879) : collectivités territoriales - Fiscalité locale - Dotation de solidarité urbaine - Dotation globale de fonctionnement, DGF - (p. 3880) : contribution de la France au budget de la Communauté européenne - Agriculture - Fiscalité locale - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de budget pour 1992.

Discussion des articles de la première partie :

(20 novembre 1991) - **Art. 2** (*barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement*) (p. 3898) : son amendement n° I-109 : réaménagement du barème de l'impôt sur le revenu ; rejeté - **Après l'art. 2** (p. 3899) : son amendement n° I-110 : situation des contribuables subissant une perte brutale de revenus au cours d'une année ; rejeté - (p. 3904) : son amendement n° I-111 : revalorisation d'une mesure incitative au conventionnement ; rejeté - (p. 3907) : son amendement n° I-112, soutenu par Mme Paulette Fost : augmentation de la réduction d'impôt au titre des dépenses

entraînées par l'hébergement d'une personne âgée ; rejeté - (p. 3908) : ses amendements n° I-113, n° I-114, n° I-115, et n° I-116, soutenus par Mme Paulette Fost : réintégration dans la définition du revenu imposable des réductions d'impôt accordées à divers titres : dépenses afférentes à l'habitation principale, aide à domicile, hébergement en établissements de long séjour, frais de garde des jeunes enfants et cotisations versées aux organisations syndicales ; rejetés - **Art. 5** (*amélioration des incitations fiscales à l'acquisition de logements neufs à usage d'habitation principale*) (p. 3909) : logement social - Remboursements d'emprunts - Prêts d'accession à la propriété - Avec les membres du groupe communiste, votera l'article 5 - **Art. 7** (*pérennisation des mesures d'allègement de la taxe d'habitation*) (p. 3913) : son amendement n° I-117, soutenu par Mme Paulette Fost : abaissement du seuil de plafonnement de la taxe d'habitation par rapport au revenu imposable ; rejeté - **Après l'art. 7** (p. 3914) : son amendement n° I-118 : augmentation du plafond des frais funéraires déductibles de l'actif d'une succession ; adopté - (p. 3915) : son amendement n° I-169 : libération des taux ; retiré - **Avant l'art. 7 bis** (p. 3917) : son amendement n° I-119 : abaissement de l'abattement pour le calcul des plus-values immobilières ; rejeté.

Suite de la discussion - (21 novembre 1991) - **Art. 8** (*réduction du taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices distribués et modulation du régime des acomptes*) (p. 3930) : son amendement n° I-120 : hausse du taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices distribués ; rejeté - (p. 3932) : se déclare opposé à l'amendement n° I-65 de la commission (modalités de calcul des acomptes dus au cours des exercices suivants) - **Art. 9** (*taux d'imposition des plus-values à long terme des sociétés*) (p. 3942) : son amendement n° I-121 : suppression de la distinction entre placements de trésorerie et placements permanents ; rejeté - (p. 3944) : avec le groupe communiste, vote contre l'article 9 - **Après l'art. 10 bis** (p. 3950) : son amendement n° I-122 : diminution des bases d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés non bâties ; rejeté - **Après l'art. 11** (p. 3960) : son amendement n° I-123 : création d'un impôt sur l'achat d'actions de sociétés étrangères par des sociétés françaises ; rejeté - **Après l'art. 14** (p. 3963) : son amendement n° I-168, soutenu par M. Louis Minetti : définition des bénéfices non commerciaux pour les entreprises et des revenus non déductibles pour l'assiette de l'impôt sur le revenu pour les personnes physiques ; rejeté - **Avant l'art. 16** (p. 3967) : son amendement n° I-125 : exonération de la taxe sur les salaires pour les associations d'aide à domicile, les caisses des écoles et les hôpitaux ; rejeté - (p. 3968) : son amendement n° I-124 : exonération de la taxe sur les salaires pour les salaires versés par les organismes de tourisme social et familial à but non lucratif ; rejeté - **Après l'art. 18 bis** (p. 3987) : son amendement n° I-130, soutenu par M. Louis Minetti : rétablissement du taux de TVA appliqué antérieurement aux produits de l'horticulture ; devenu sans objet - (p. 3990) : ses amendements n° I-126 : baisse de la TVA pour des produits alimentaires de base ; n° I-127 : baisse de la TVA pour les fournitures scolaires ; n° I-128 : baisse de la TVA pour les produits pharmaceutiques ; et n° I-129 : baisse de la TVA pour la presse d'opinion ; rejetés - **Après l'art. 21** (p. 3994) : son amendement n° I-131 : détaxe du carburant utilisé par les chauffeurs de taxi salariés ; rejeté - (p. 3995) : son amendement n° I-132 : création d'une taxe sur le bénéfice net des entreprises commercialisant du pétrole ; rejeté - **Art. 28** (*actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune*) (p. 4000) : son amendement n° I-133 : relèvement de la taxe applicable aux tranches les plus hautes de l'impôt de solidarité sur la fortune ; rejeté - **Après l'art. 28** (p. 4001) : ses amendements n° I-134 : inclusion dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune des biens professionnels d'une valeur supérieure à 6 millions de francs ; et n° I-137 : élargissement de l'assiette d'imposition pour les objets d'art ; rejetés - **Après l'art. 29** (p. 4005) : son amendement n° I-138 : dispositions en faveur de l'accession à la propriété de familles à revenus modestes ; rejeté.

Suite de la discussion - (22 novembre 1991) - **Art. 30** (*relèvement de la taxe sur les bureaux en Ile-de-France*) (p. 4014) : intervient sur l'amendement de suppression n° I-86 de la commission - **Art. 32** (*aménagement de la dotation de compensation de la taxe professionnelle*) (p. 4021) : son amendement de suppression n° I-139 ; adopté - **Art. 35** (*aménagement de la contribution sociale de solidarité des sociétés*) (p. 4032) : son amendement de suppression n° I-140 ; adopté - **Avant l'art. 39** (p. 4041) : intervient sur l'amendement n° I-93 de la commission (prorogation du délai fixé à l'article 4 de la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social) - **Explication de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 4088) : travaux du Sénat - Politique économique du Gouvernement - (p. 4089) : avec les membres du groupe communiste, votera contre ce texte.

Deuxième partie :

Affaires sociales et intégration - Economie sociale - (25 novembre 1991) - Rapporteur spécial (économie sociale) - (p. 4257) : budget de l'économie sociale - Délégation à l'économie sociale - Bénévolat - Statut des coopératives - Fiscalité des associations.

Services du Premier ministre - IV - Plan - (30 novembre 1991) (p. 4542, 4543) : réalisation du Xe Plan : échec de la lutte contre le chômage ; carences en matière de développement industriel - Politique d'intégration européenne - Réduction des crédits des organismes d'étude et de recherche - Vote du groupe communiste contre ce projet de budget.

Economie, finances et budget - I - Charges communes (dont rapatriés) - (30 novembre 1991) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4564) : Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur, COFACE ; cas des exportations de matériel militaire.

Budget annexe : Monnaies et médailles - (30 novembre 1991) (p. 4570) : suppression d'emplois - Entrée accélérée de capitaux privés - Droits des personnels.

Budget annexe : Imprimerie nationale - (30 novembre 1991) (p. 4572, 4573) : désengagement progressif des responsabilités de l'Etat : réduction d'emplois ; sous-traitance ; priorité aux dépenses d'équipement lourd ; projet de changement de statut juridique - Patrimoine de l'Imprimerie nationale - Droits des personnels - Délocalisation éventuelle - Vote du groupe communiste contre ce projet de budget.

Environnement - (30 novembre 1991) - Rapporteur spécial (p. 4577) : évolution limitée des crédits ; transferts d'emplois - Renforcement des structures du ministère de l'environnement - Conservatoire du littoral - Parcs naturels régionaux - Politique de l'eau - Insuffisance des crédits consacrés à la prévention des pollutions industrielles - (p. 4578) : conditions d'intégration des personnels de l'Institut national de recherche chimique appliquée, IRCHA, au sein de l'Institut national de l'environnement industriel et des risques, INERIS - Mise en place différée de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie - Fonds interministériel pour la qualité de la vie, FIQV - Collectivités territoriales ; crainte d'un désengagement de l'Etat - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'adoption de ces crédits - **Demande de priorité** (p. 4593) : accepte la demande de priorité de M. Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles, pour l'amendement n° II-30 de la commission, après l'article 65 - **Après l'art. 65 (par priorité)** (p. 4593) : accepte l'amendement n° II-30 de la commission des affaires culturelles (extension du système de la dation en paiement des droits de succession aux terrains dont la protection du littoral justifie la conservation en l'état).

Articles non rattachés :

(8 décembre 1991) - **Art. 68** (*participation des salariés au rachat de leur entreprise*) (p. 5051) : se déclare opposé aux amendements n° II-99 de la commission (prorogation d'un an du mécanisme actuel) et n° II-162 du Gouvernement (démarrage de la tranche de 5 % à partir d'un effectif de 500 salariés) - **Après l'art. 83 terdecies** (*réduction du taux de déduction fiscale*) (p. 5105) : son amendement n° II-65 : suppression des articles 1636 B sexies et 1636 B septies du code général des impôts relatifs à la taxe professionnelle ; rejeté.

Vote sur l'ensemble :

(8 décembre 1991) (p. 5117, 5118) : Europe - Politique économique et sociale - Emploi - Investissements - Taux

d'intérêt - Système monétaire européen - Fiscalité - (p. 5119) : compensation de l'exonération de la taxe professionnelle - Personnels de santé - Situation du groupe Usinor-Sacilor - Salariés d'UTA-Air France - Espace rural - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi de finances.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1991 [n° 154 (91-92)]** - (17 décembre 1991) - **Discussion générale** (p. 5480) : impôt de solidarité sur la fortune - Produit de la TVA - Déficit budgétaire - Construction européenne - Avec le groupe communiste, votera contre le projet de loi de finances rectificative - **Art. 3 et Etat A** (*équilibre général*) (p. 5491) : avec le groupe communiste, s'abstiendra sur l'amendement de suppression n° 3 de la commission - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5513) : avec le groupe communiste, votera contre ce projet de loi.

VOILQUIN (Albert), sénateur des Vosges (UREI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

– Vice-président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes ; est nommé de nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 10 octobre 1991) ; puis vice-président (*JO* Lois et décrets du 16 octobre 1991).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Défense** - Section Air - [n° **95 (91-92) tome 7**] (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Défense - (26 novembre 1991) - Rapporteur pour avis (section « Air ») - Son intervention présentée par M. Michel d'Aillières (p. 4321, 4322).

VOISIN (André-Georges), sénateur de l'Indre-et-Loire (apparenté au groupe RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

– Membre titulaire du comité directeur du Fonds d'aide et de coopération.

Membre suppléant du comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDESTOM).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à développer la récupération et la valorisation des déchets plastiques [n° **378 (90-91)**] (12 juin 1991) - **Pollution et nuisances.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1992 [n° **91 (91-92)**] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Coopération et développement** - [n° **92 (91-92) tome 3 annexe 8**] (19 novembre 1991).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes [n° 242 (90-91)]** - **Suite de la discussion** - (4 avril 1991) - **Art. 7** (*fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France*) (p. 331) : se déclare favorable à l'amendement n° 79 de la commission (nouvelle rédaction de cet article).

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)].**

Deuxième partie :

Coopération et développement - (5 décembre 1991) - Rapporteur spécial - (p. 4887) : situation économique et politique du continent africain - Pays de l'Est - Politique française d'aide publique au développement - Eléments chiffrés - (p. 4888) : effectifs de l'assistance technique - Fonds d'aide et de coopération, FAC - Coopération décentralisée - Assistance militaire - Eléments chiffrés - Sommet de La Baule - Agence pour l'enseignement du français à l'étranger - Lycée Alexandre-Dumas de Port-au-Prince - (p. 4889) : résultats de la coopération - S'en remet à la sagesse du Sénat sur ce projet de budget.

Y

YAMGNANE (Kofi), Est nommé *secrétaire d'Etat aux affaires sociales et à l'intégration* le 17 mai 1991 dans le Gouvernement Cresson (*JO* Lois et décrets du 18 mai 1991).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives [n° **433 (90-91)**] (28 juin 1991) - **Economie sociale.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Michel Dreyfus-Schmidt : **Travailleurs étrangers** *(SONACOTRA) (JO* Débats du 13 décembre 1991) (p. 5281).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique - *Deuxième lecture* [n° **416 (90-91)**] - (28 juin 1991) - **Discussion générale** (p. 2280) : développement de la vie associative - Restrictions apportées par le Sénat - Fractionnement du congé - Extension du congé aux mutuelles - Emploi des sommes collectées - Proposition de loi de M. Adrien Zeller - Mission de la Cour des comptes - **Art. 1er** (*institution d'un congé de représentation en faveur des salariés membres d'associations ou de mutuelles*) (p. 2283) : s'oppose aux amendements de la commission n° 4 (retour au texte adopté par le Sénat en première lecture), n° 5 (rétablissement de la possibilité pour un chef d'entreprise de s'opposer aux congés) et n° 6 (rétablissement du texte adopté en première lecture et suppression de l'avis du comité d'entreprise) - **Art. 3** (*déclaration auprès de la préfecture des projets d'appel à la générosité publique*) (p. 2284) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 7, rédactionnel, s'oppose au paragraphe I du n° 8, et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le paragraphe II du n° 8 (suppression de la déclaration préalable et transfert des dispositions de l'article 4 à l'article 3) - **Art. 4** (*établissement d'un compte d'emploi des ressources collectées*) (p. 2285) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 9 de la commission - **Art. 6** (*publicité des observations*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 10 de la commission - **Art. 7** (*conditions d'application de la loi*) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 11 de la commission - **Intitulé du projet de loi** : s'oppose à l'amendement de coordination n° 12 de la commission.

Nouvelle lecture [n° **452 (90-91)**] - (5 juillet 1991) - **Discussion générale** (p. 2501) : congé de représentation - Contrôle des comptes - Texte adopté par le Sénat en deuxième lecture - Travaux de l'Assemblée nationale - **Art. 1er** (p. 2503) : s'oppose aux amendements, n° 1, n° 2 et n° 3 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 3** (p. 2504) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 4 de précision, s'oppose au n° 5 (suppression de l'obligation de déclaration) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 6 (certification du compte d'emploi) - **Art. 4** : s'oppose à l'amendement de coordination n° 7 de la commission - **Art. 7** (p. 2505) : s'oppose à l'amendement rédactionnel n° 8 de la commission - **Intitulé** : s'oppose à l'amendement n° 9 de la commission (« Projet de loi relatif au congé de représentation en faveur des associations et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique »).

– Projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives [n° **433 (90-91)**] - (7 novembre 1991) - **Discussion générale** (p. 3600) : économie sociale - Coopération - Rôle de l'Etat - (p. 3601) : loi portant statut de la coopération - Secteurs d'activités - Fonds propres - Capitaux extérieurs - (p. 3602) : sortie du statut coopératif - Lois spéciales - Mesures fiscales - Projet européen de statut des sociétés coopératives - (p. 3609) : projet européen de statut des sociétés coopératives - Principes de la coopération - **Art. 3** (*admission d'associés non coopérateurs*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 45 de M. Robert Pagès - **Art. 4** (*ouverture du capital des coopératives*) (p. 3610) : s'oppose à l'amendement n° 46 de M. Robert Pagès (maintien du principe « un homme, une voix ») - **Art. 6** (*parts à avantages particuliers*) (p. 3611) : accepte l'amendement n° 10 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 7** (*parts à intérêt prioritaire sans droit de vote*) (p. 3612) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 47 de M. Robert Pagès et à l'amendement n° 11 de la commission (limitation au quart du capital social de la quotité représentée par les parts à intérêt prioritaire) - Accepte les amendements de la commission, n° 12 (transmission à l'assemblée générale des avis émis par l'assemblée spéciale) et n° 13 (modification du statut des parts à intérêt prioritaire avec l'accord de leurs porteurs) - **Art. 12** (*revalorisation des parts sociales*) (p. 3613) : accepte l'amendement n° 14 de la commission (possibilité pour les statuts de prévoir l'imputation des pertes inscrites au bilan sur une réserve constituée à cet effet) - **Après l'art. 12** : son amendement de coordination n° 1 ; adopté - **Art. 18** (*ouverture du capital à des associés extérieurs dans les sociétés coopératives de commerçants détaillants*) (p. 3614) : accepte l'amendement rédactionnel n° 60 de la commission - **Art. 19** (*abrogations*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 48 de M. Robert Pagès - Accepte l'amendement rédactionnel n° 15 de la commission - **Art. 20** (*statut des mandataires salariés dans les sociétés coopératives ouvrières de production*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 16 de la commission - **Art. 23** (*abrogation*) (p. 3615) : s'oppose à l'amendement n° 49 de M. Robert Pagès (rétablissement de la règle « un homme, une voix ») - **Après l'art. 23** (p. 3617) : son amendement n° 2 bis : interdiction du partage des réserves des sociétés coopératives ouvrières de production ; soumission à autorisation ministérielle ou à simple déclaration de la mise en location-gérance et des apports en nature ou en capital à des sociétés non coopératives suivant que ces opérations portent ou non sur moins de la moitié de l'activité ou des actifs de la société ; adopté - **Art. 25** (*réévaluation des parts sociales*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 18 de la commission - **Art. 30** (*rémunération des parts sociales des associés non coopérateurs*) (p. 3618) : accepte l'amendement n° 19 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 32** (*rémunération des parts sociales*) : accepte l'amendement n° 20 de la commission (modification de l'ordre de présentation des imputations) - **Art. 35** (*sortie du statut coopératif*) (p. 3619) : s'oppose à l'amendement n° 21 de la commission (nouvelle rédaction) - **Après l'art. 35** : accepte l'amendement n° 22 de la commission (alignement du montant minimum du capital social des sociétés coopératives ouvrières de production sur le nouveau droit commun) - **Art. 36** (*objet des coopératives maritimes*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 23 de la commission - **Art. 37** (*ouverture du sociétariat aux ressortissants de la Communauté économique européenne*) (p. 3620) : accepte les amendements de la commission n° 24 (suppression de la référence aux ressortissants des pays de la communauté économique européenne, CEE, et mention de l'ouverture du sociétariat aux autres sociétés coopératives maritimes et à leurs unions), n° 25 (suppression de la référence à la CEE) et n° 26 (caractère factultatif de la rémunération des parts sociales) - **Art. 38** (*interdiction des parts à dividendes prioritaires*) : accepte l'amendement n° 27 bis de la commission (suppression des dispositions particulières de la loi de 1983 relatives au montant minimum du capital social des sociétés coopératives maritimes) - **Art. 39** (*revalorisation des parts sociales de l'associé sortant*) (p. 3621) : accepte l'amendement n° 28 de la commission (remboursement des parts sociales de l'associé sortant) - **Art. 40** (*rémunération des parts sociales des associés non coopérateurs*) : accepte l'amendement n° 29 de la commission (modification de l'ordre de présentation des imputations) - **Art. 42** (*sortie du statut coopératif*) : s'oppose à l'amendement n° 30 de la commission (interdiction du partage des réserves dans le

secteur de la coopération maritime à l'exception du cas des coopératives d'intérêt maritime) - **Art. 43** (*admission des locataires en qualité d'associés dans les sociétés coopératives d'habitation à loyer modéré*) (p. 3622) : son amendement rédactionnel n° 3 ; adopté - **Après l'art. 44** : son amendement n° 4 : possibilité pour les organismes d'HLM non coopératifs de participer au capital et à la gestion des coopératives avec une limite de 49 % des droits de vote ; application de la règle de la non-partageabilité des réserves à tous les organismes d'HLM ; adopté - **Après l'art. 46** : son amendement n° 5 : certificats coopératifs d'associés ; adopté - **Art. 47** (*associés extérieurs des caisses de Crédit agricole*) (p. 3623) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 50 de M. Robert Pagès - **Art. 50** (*rémunération des parts sociales des Banques populaires*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 33 de la commission - **Art. 51** (*associés extérieurs du Crédit maritime mutuel*) (p. 3624) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 51 de M. Robert Pagès et accepte l'amendement rédactionnel n° 34 de la commission - **Après l'art. 51** : accepte l'amendement n° 35 de la commission (application aux banques coopératives des dispositions sur les sociétés commerciales en matière de fusions, scissions et apports partiels d'actifs) - (p. 3625) : retire ses amendements n° 53 et n° 54 identiques aux amendements n° 58 (banalisation des prêts du Crédit mutuel) et n° 59 (banalisation des prêts du Crédit coopératif) de la commission, qu'il accepte - **Art. 52** (*primauté du régime spécial dans les coopératives agricoles et les sociétés d'intérêt collectif agricole*) : ses amendements n° 6 : avantages particuliers liés aux parts souscrites par les associés coopérateurs en complément de leurs obligations contractuelles et principe de la revalorisation des parts sociales ; n° 55 : imputation des pertes de nature conjoncturelle sur les réserves non frappées d'indisponibilité et libres d'affectation ; et n° 7 : conditions d'intervention des commissaires aux comptes pour la consolidation des comptes des sociétés coopératives et agricoles ; adoptés - (p. 3626) : sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 57 de la commission - **Art. 53** (*interdiction des associés extérieurs des sociétés d'intérêt collectif agricole*) : son amendement n° 8 : référence à l'article 11 bis de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 37 de la commission (possibilité pour les sociétés d'intérêt collectif agricole d'émettre des parts sociales à intérêt prioritaire) - **Après l'art. 53** : accepte l'amendement de coordination n° 38 de la commission - **Art. 55** (*imposition à l'impôt sur les sociétés des coopératives exonérées faisant appel à des associés non coopérateurs*) (p. 3627) : s'oppose à l'amendement n° 39 de la commission saisie pour avis (prise en compte des seuls capitaux extérieurs pour le calcul des seuils de 20 % et de 50 %) - **Art. 56** (*imposition à l'impôt sur les sociétés des coopératives exonérées faisant appel à des associés non coopérateurs*) (p. 3628) : s'oppose à l'amendement n° 40 de la commission saisie pour avis (prise en compte des seuls participations des associés non coopérateurs à statut non coopératif dans le calcul du seuil de 50 %) - Son amendement de coordination n° 9 ; adopté - **Art. 57** (*imposition de la taxe professionnelle*) : s'oppose à l'amendement n° 41 de la commission saisie pour avis (prise en compte des seuls capitaux extérieurs pouvant donner lieu à rémunération pour le calcul des seuils de 20 % et de 50 %) - **Après l'art. 57** (p. 3629) : son amendement n° 56 : admission des sociétés coopératives au bénéfice du régime fiscal des groupes de sociétés, à condition que, pendant la durée de l'option, elles ne puissent, en même temps, bénéficier du régime de la déductibilité des ristournes ; adopté.

– **Projet de loi de finances pour 1992 [n° 91 (91-92)]**.

Deuxième partie :

Affaires sociales et intégration - Economie sociale - (25 novembre 1991) (p. 4245, 4246) : lutte contre l'exclusion - Maîtrise de l'immigration - (p. 4280) : maîtrise de l'immigration - Economie sociale - Modernisation des coopératives.